TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound January 1917

72205

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-TROISIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1916

72205

SCÈNES DE LA VIE MILITAIRE

EN COMMANDANT LA TROUPE

Aucun des lecteurs de cette *Revue* n'a oublié les romans et récits militaires signés du pseudonyme d'*Art Roë* par le lieutenant-colonel Patrice Mahon, qui devait tomber glorieusement à Wissembach au mois d'août 1914. Il avait débuté dans les lettres par un roman de vie militaire, *Pingot et moi*, où il mettait en scène l'officier dans ses rapports quotidiens avec ses hommes. Le récit que nous publions fait suite à ce roman célèbre. Écrit plusieurs années avant la guerre, il montre avec éclat comment nos officiers se préparaient, en y pensant toujours, à un conflit qu'ils jugeaient inévitable, et comment ils se posaient, au cours des manœuvres, les questions mêmes que nous voyons se présenter chaque jour sur le champ de bataille. Ce qui donne au récit une allure incomparable de fierté et de noblesse, c'est la conception que le jeune officier, — il était alors capitaine d'artillerie, — se faisait de l'armée, symbole de « la France qui ne change pas, » et du lien moral établi une fois pour toutes entre ceux qui, à l'heure décisive, sauront « mourir les uns pour les autres. » C'est pour tous ses camarades que parlait Patrice Mahon, lorsqu'il résumait l'œuvre commune dans ce mot magnifique : « servir de toute son âme. »

Cheverny, 20 juillet 1903.

Quatre heures du matin... Tandis que le capitaine de logement rassemble les fourriers à vingt mètres d'ici, sur une esplanade dont le centre est marqué par un puits, moi, sur la place de l'Église, je regarde ma petite colonne qui achève de se

former. Un café, n'ayant pas fermé de la nuit, si l'on en juge par les bougies encore allumées qui finissent de se consumer à la clarté du jour, débite en hâte ses liquides ; on boit, on pose les verres vides, les gros sous tombent sur le comptoir. Les voitures à bagages, que j'emmène aussi, sont attelées, ou presque ; les chevaux de la dernière arrivent.

Nous marchons par quatre jusqu'au carrefour où l'autre moitié, celle qui vient à pied de Cour-Cheverny, doit nous rejoindre. Elle a eu, comme nous, l'ordre qui déterminait l'heure du passage à ce *point initial* et cependant elle manque au rendez-vous.

Le chef de musique, qui se trouve seul, m'explique qu'il a vu le rassemblement terminé, mais il n'a pu prendre sur lui que d'amener ses musiciens. Le reste est en panne, faute d'un mot dit, d'un geste fait : il n'y avait pas d'officier. On s'expliquera plus tard sur l'incident et l'on débrouillera les responsabilités. Mais voilà mon départ manqué ; voilà perdue une demi-heure au moins de cette fraîcheur matinale durant laquelle on marche allégrement et l'on couvre de bonnes longueurs de chemin.

Toute la suite de la marche se ressent de cet accroc, et d'autant plus que l'étape est longue et le temps mesuré juste. Il faut envoyer chercher ces clampins, il faut les attendre ; puis, dès sept heures, au soleil qui darde, il faut les pousser devant soi comme un chien mordant chasse un troupeau de moutons. Le docteur, derrière nous, est trop bon ; au moindre bobo, il les laisse s'arrêter pour que les batteries les ramassent et les chargent sur les coffres. « Ce ne sont pas des fantassins, » dit-il. Il parle d'un déchet inévitable, 10 pour 100 environ dans les premières marches. L'entraînement manque ; les pieds ne sont pas faits...

Dix heures. Nous traversons Pontlevoy. De l'eau qu'ils puisent au passage dans les seaux posés exprès sur les trottoirs, les ranime ; du vin, que les musiciens ont attrapé des mains d'une bonne vieille, puis d'un boucher réjoui, heureux de les voir boire, les réveille, ces liquides absorbés les ragaillardissent ; ils entonnent le *Chant du Départ*. L'air si beau, si large et si grave s'étend sur la troupe, et sur un *decrescendo* de notes basses, ils jettent l'apostrophe : « Tyrans, descendez au cercueil ! » Une mélodie claire, simple, française, qui monte droitement comme un chant d'oiseau, comme les autres bruits

de la terre dans la pureté du ciel tourangeau. On songe à tant d'autres qui marchèrent à ce même air, qui y moururent, esclaves volontaires qu'enchaînait ce chant de liberté. Il les allège, il les ranime, il leur donne la force d'aller jusqu'à la forêt de Montrichard. Là, la dernière halte les étale sous la futaie, les repose à la fraîcheur du bois. Ils ont des jambes ensuite pour la dernière lieue, et quand ils débouchent dans la vallée du Cher, le pays déployé devant eux, les arbres de la rivière, et surtout les coteaux chargés de vigne leur agréent, leur promettent une population riche, leur couvert mis, un favorable accueil.

— Qui donc disait qu'il n'y avait pas de vin à Montrichard ? demande une voix.

Le vin rouge de Cheverny, le vin blanc de Montrichard sont deux thèmes qui nous mènent jusqu'aux portes de la ville. On s'époussette, on se cravate, on se boutonne pour faire une entrée convenable. Les musiciens vont au chariot-fourragère chercher leurs instrumens. Dix minutes au moins leur sont nécessaires pour descendre la grosse caisse, les basses, les contrebasses ; ils reviennent cahin-caha sous l'œil paternel du chef qui les gourmande en distribuant les partitions.

Montrichard, 21 juillet.

A peine les ordres donnés, la troupe se fractionne et s'émiette ; elle va, par morceaux, derrière les fourriers, gagner les places assignées dans le cantonnement ; la fonction militaire, — la marche, — est achevée ; ce sont maintenant les fonctions domestiques qui s'accomplissent ; on panse et on abreuve les chevaux, on prépare la soupe, on apporte le fourrage ; le maréchal des logis de jour réunit les noms des chevaux malades ; le brigadier de jour, les noms des hommes. Dans tout cela, moi, je ne parais pas, je ne dois pas intervenir. C'est pourquoi je baye aux corneilles dans la rue de la petite ville française. Le vieux pignon d'une maison de bois, l'encadrement Renaissance d'une fenêtre à meneau, un joli visage, des yeux purs de jeune fille, les cheveux bouclés d'un enfant, m'occupent çà et là et, comme on fait un bouquet chemin faisant, je cueille çà et là ces impressions.

Sur la place ensoleillée, les tilleuls que dessèche l'ardeur de midi exhalent une odeur voluptueuse. C'est le charme indolent

de la Touraine qui s'envole dans ce parfum. C'est l'encens de la terre, c'en est la grâce, la paix et la félicité.

On sort de l'église, on en descend par l'escalier oblique qui borne à gauche l'enceinte du château, à droite une haute maison. Au fond, l'escalier ferme le décor, et c'est un tableau charmant que le défilé de ces Tourangelles en costume d'été. La scène est ancienne, la vie qui y circule est jeune. De l'une ni de l'autre les yeux charmés ne peuvent se détacher.

Time is money, dit-on en industrie ; mais cet aphorisme est faux en style militaire. Pour nous, soldats, le temps est sans valeur ; nous devons le dépenser sans compter. Il me faut une demi-heure pour remonter le long de la rue de Blois, jusqu'aux écuries de la première demi-batterie. On me rend compte là d'un accident arrivé au cheval aubère ; et comme la faute en est au harnachement, le bourrelier, assis sur un tas de fagots, coud déjà sur la bricole un morceau de peau de mouton. Un quart d'heure ensuite pour pousser jusqu'aux cuisines de l'autre section. Là, le cuisinier, très dévoué, mais, quoi que je puisse dire, noir de visage et graisseux d'habits, m'expose son menu et me fait approuver sa soupe à l'oseille, son rôti et ses haricots. Le vin n'est pas cher ; l'hôtesse, une bonne âme, donne la salade et les ingrédiens.

Le brigadier d'ordinaire lui a raconté l'histoire de la soupe au caillou :

Il y avait une fois un pauvre soldat qui n'avait pas d'argent pour sa provende et rien qu'une marmite avec de l'eau. Il mit dans cette eau un gros caillou et dit à l'hôtesse :

— Je vais donc manger de la soupe au caillou.

Il dit de même aux voisins de l'hôtesse ; on sut dans tout le village que le soldat allait manger de la soupe au caillou.

— Moi, je lui donnerai bien un peu de beurre, dit l'hôtesse.

— Moi, je te donnerai deux oignons, dit le voisin.

— Et moi, une tête de chou, dit un troisième.

Le charron donna un morceau de lard, le buraliste une petite saucisse, le cordonnier des abatis de poulet. Le soldat mis le tout sur le feu. Un brave homme lui apporta sa soupe :

— Merci, dit le soldat, la mienne est meilleure. Il retira le caillou qu'il jeta sur la route et se mit à manger.

. . . . . .

Il est quatre heures, les résultats des visites sont connus quand je repasse place de l'Hôtel-de-Ville. Les ordres pour la marche de demain arrivent, je dicte les miens et quelques papiers à signer, un rapport à faire sur la mort de la jument « Vagabonde » achèvent de remplir mon conciliabule avec le maréchal des logis chef.

Déployons maintenant les cartes, traçons au crayon rouge l'itinéraire du Nord-Est au Sud-Ouest, nous passons de la feuille de Blois à la feuille de Loches. On dirait d'une aiguillée de fil cousant ensemble tous ces feuillets. On songe qu'en effet l'armée assemble entre elles et réunit ces parties du tout. Elle est le fil d'Ariane, grâce auquel la France se retrouve elle-même dans le labyrinthe national. Oui, nous la cousons, nous la rapiéçons la France, et d'autres coupent les fils à mesure que nous tirons l'aiguille.

Saint-Flovier, 6 août.

Une marche assez maussade, assez mal partie, difficile ensuite à activer et à égayer. Il est vrai que la colonne à cheval ne nous rattrapera pas de bonne heure, retardée qu'elle est par le pont suspendu. Il manquait des hommes au rassemblement ; les retardataires arrivaient à la dérobée, rasant les murs de la petite ville. La Creuse miroitait paisiblement au petit jour, on l'aurait crue plus lumineuse que le ciel, quand nous la passâmes. Deux écharpes de brouillard traînaient sur elle ; le soleil se levait derrière les arbres debout çà et là sur la crête du plateau.

Deux heures d'une allure triste, ensommeillée. Puis la chaleur croissante nous ranime enfin, et, comme des alouettes tirelirent, les soldats se mirent à chanter. Dès lors, moi, le chef, je n'eus plus qu'à les suivre et, botte à botte avec le docteur, à philosopher.

Nous avions parlé d'abord des belles chênaies du Berry ; du gui qui pousse sur les chênes plus rarement que sur les autres arbres ; du culte druidique ; de la cause inconnue pour laquelle ce gui plus rare était seul considéré comme sacré. De là, nous remontâmes à parler de la psychologie des primitifs. D'où vinrent, aux hommes de la préhistoire, les idées élémentaires d'armes, d'abris, de vêtemens, de tout? Par quelle expérience millénaire la race s'éleva-t-elle jusqu'à cette conception? Les sauvages sont le grand document à consulter sur ce problème.

Mais que de variétés dans les mœurs sauvages! Comment faire la synthèse de la mentalité sauvage, jusqu'à créer le type du *primitif?* Puis, quel abîme entre les prétendus sauvages qui ne sont que des civilisés en retard, et l'anthropoïde grossi en qui se composaient des idées obscures, au hasard de sa lutte contre les êtres et contre les élémens!

Cependant, la troupe qui repart après un repos traverse alertement, monte d'une seule haleine les rues de Preuilly-sur-Blaise. La traversée des lieux habités agit sur elle à la manière d'un coup de fouet : c'est connu. Je ne sais si cette excitation passagère provient d'un désir de paraître, ou si c'est l'effet réflexe produit par la vue des choses et des gens. Mais, arrivés sur le long plateau qui s'étend vers Charnizay, une variation d'allure se produit en sens inverse. Conséquence fatale, dit le docteur, de ce que la route est rectiligne et qu'on n'aperçoit pas de village à proximité.

Il faut alors sévir contre quelques traînards, faire la grosse voix, menacer de punition, envoyer au serre-file une consigne sévère. Les Parisiens sont de médiocres marcheurs, mais par les lazzis qu'ils font ils aident les autres à marcher. Le docteur et moi, nous sommes bien d'accord pour défendre l'accès de la voiture médicale impitoyablement. Quelques-uns cependant, qui font les clampins, ne demandent pas d'autre faveur que de marcher leur propre pas. Ils rejoignent ponctuellement aux haltes, avec un retard régulier, leur retard personnel.

— Dis donc, François, dit l'un d'eux. L'as-tu vu, le jet de vapeur sur la rivière?

François, moins attentif aux paysages, répond à peine. Il mange et boit. Les deux camarades s'asseyent côte à côte au revers du fossé, et se désaltèrent l'un après l'autre au goulot du même bidon.

Ce souple organisme, la troupe, s'applique immédiatement à la configuration des lieux. Les fonctions communes prennent pour centres les points de réunion placés au cœur de la localité : la mairie, le champ de foire, la salle de la justice de paix ; là, siège le médecin, le vétérinaire, l'adjudant d'état-major. Hommes et chevaux, groupés pour le repos comme ils le sont pour la marche, occupent les différens *secteurs;* un même secteur se fractionne selon les élémens constitutifs de la troupe :

la section, la pièce. Il y a la question des cuisines et celle des abreuvoirs. Quand les fourriers ont résolu tous ces problèmes, fixé tous ces points, la place est prête pour nous, et nous pouvons entrer.

Le hasard et leur industrie nous ont servis à souhait aujourd'hui, et c'est vraiment un cantonnement idéal que celui où je fais mon tour quotidien, à cinq heures après midi. La capitale question de l'eau se trouve toute résolue par l'abondance des puits et la commodité des auges ; les chevaux, bien abreuvés, en sont à la botte du soir. Sous des hangars spacieux, qui les couvrent de soleil, mais où l'air circule de toutes parts, dans la litière jusqu'au ventre, ils ont des mines de bêtes heureuses ; et leurs conducteurs, heureux de ce bonheur, les regardent avec satisfaction. On a suspendu le harnachement à des tas de fagots, formé des panoplies d'armes et de trompettes, des guirlandes de gourmettes. La cuisine, toute proche, exhale une odeur d'oignon. Avec de la vaisselle officieusement prêtée par l'hôtesse, on a pu mettre un couvert. Rien ne manque, pas même une mare pour pêcher des grenouilles ; mais l'intérêt principal, le pittoresque vrai du tableau est dans le gourbi sous lequel ils ont abrité les selles, les paquetages, tout ce qui craint les risques de pluie.

C'est une fabrique rustique, au toit d'ajoncs, posée sur des pieux grossièrement équarris, à la fois grenier, cellier, fruitier, resserre d'outils et de semences. Il y a des établis, des billots, des étaux, des scies, des maillets, des cages à poules, des claies à fromages, des chaînes d'oignons, des pommes de terre, des noyaux de pêche, des bouteilles, que sais-je encore ? Le lieu est obscur et frais ; la verdure qui le tapisse glisse au dedans quelques pousses de lierre et des tortils de liseron ; je lui trouve je ne sais quoi de sincère, de bucolique et de charmant.

Le garde d'écurie, abrité là-dessous, y mange sa gamelle. Malade ces jours-ci, il a repris des couleurs ; sa toilette est faite, et l'on ne peut qu'admirer l'élégance, la douceur de physionomie, la distinction aristocratique des traits de cet ouvrier de Paris, prédestiné par la nature à quelque besogne intellectuelle. Il n'a d'autre ambition cependant que d'être bon soldat pendant deux années et bon ferblantier après.

Villeloin-Coulangé, 10 août.

Tout est en commun de ce que les soldats possèdent, et les droits de tous à la chose possédée sont égaux. Quiconque gâte ou dilapide sa part de la fortune collective appauvrit les autres; quiconque mange plus que sa portion de l'ordinaire, ou déchire ou salit ses vêtemens, diminue la ration de ses camarades, amoindrit les ressources grâce auxquelles on peut les vêtir. Ainsi chacun d'eux trouve dans les droits des autres la limitation de ses propres droits; il la trouve expérimentalement, au cours de l'expérience quotidienne à laquelle préside le commandement des officiers et leur administration.

Là est le sens de cette fonction administrative que certains officiers trouvent fastidieuse et qui ne peut paraître telle que si on en méconnaît le sens. Le premier soin d'un capitaine qui reçoit une recrue est de lui donner une gamelle et une cuillère. Il remplace un pantalon ou bien il y fait mettre une pièce selon que le mérite le détenteur du pantalon. Il enseigne la solidarité et la mutualité à propos d'une chemise perdue ou d'une semelle percée. Et il fait ainsi de la vie économique et domestique de la troupe, justement réglée et conduite, la base de la vie militaire dont il est le mentor et l'instituteur.

Ce n'est là cependant qu'une base, et il s'agit d'édifier au-dessus de ce soubassement. Les travaux du service intérieur sont alors la première assise. La propreté des locaux, les soins aux chevaux, aux harnachemens, au matériel, aux effets, aux armes, les corvées pour la perception du fourrage et des denrées, et surtout le service de l'ordinaire, c'est-à-dire la préparation, la cuisson et la présentation des alimens, forment les principaux articles de ce programme. Il faut y ajouter les soins corporels que beaucoup de soldats ne comprennent pas d'abord comme utiles à eux-mêmes, et dont ils ne s'acquittent que par obéissance, comme de n'importe quel service commandé; ces pratiques de salubrité et d'hygiène ne sont donc jusque là qu'une part de cet entretien économique et de cette gestion sage, par laquelle on ménage les deniers de l'État; la part principale, puisqu'elle a pour objet la conservation de la troupe elle-même, c'est-à-dire du premier et du plus précieux des capitaux engagés.

Cette fois, il s'agit d'autre chose que de mutualité économique : on en est à la mutualité morale. Les soldats font plus

que partager leur avoir et que cohabiter; ils font plus que s'aligner les uns sur les autres. Ils prennent aussi appui entre eux, ils s'aident à vivre et à travailler. Chacun à son tour balaye la chambre et apporte les plats au réfectoire; chacun à son tour monte la garde d'écurie, les sabots aux pieds et le fouet en sautoir; chacun monte la garde de police, le sac au dos et la jugulaire sous le menton. La loi d'égalité règle la distribution des rôles. On suit l'ordre d'ancienneté, pour les sous-officiers et les brigadiers; pour les hommes, on suit l'ordre des matricules qui détermine conventionnellement l'ancienneté.

Ce remplacement perpétuel des uns par les autres, ce respect qu'on a des « tours » leur donne bien le sentiment qu'on observe vis-à-vis d'eux la justice et qu'on les traite selon le principe d'égalité. Mais ce ne sont là que des besognes d'ordre intérieur, c'est du commandement à l'état « statique » pour ainsi dire, sans impulsion ni mouvement. Le dernier degré, celui qui mène à l'action militaire, à la dynamique du métier, consiste dans l'instruction professionnelle. L'officier forme donc, — comme l'instituteur forme des écoliers, — des fantassins, des cavaliers, des canonniers, et non seulement il les rompt à la pratique des besognes individuelles, mais il les exerce et les combine ensemble, il les assemble et les superpose, il les multiplie les uns par les autres. Le résultat de cet enseignement est la discipline expérimentale, la discipline moderne d'élèves instruits, *discipulus*, dans leur métier de guerre; il est l'achèvement de l'œuvre à trois étages, qui est l'un économique, l'autre domestique, et le dernier seul militaire, à proprement parler.

Or, l'éducation militaire est le but essentiel dont rien ne doit détourner l'attention des officiers. Ce qu'il faut qu'ils obtiennent, c'est une troupe prête à tous les actes de la guerre, et, par-dessus tout, aux besognes critiques et sanglantes du champ de bataille. Dans quelle mesure cet idéal est-il réalisé? La guerre seule pourrait le dire. Un grand pas est fait cependant, un grand bien est assuré quand la camaraderie militaire est réalisée, quand les soldats se secourent, s'entr'aident, devinent les besoins ou la peine les uns des autres. On a, en effet, dans cet altruisme du temps de paix, comme le germe ou la racine du dévouement qu'ils pourront déployer sur le champ de bataille. C'est pourquoi je me réjouis d'avoir vu aujourd'hui Gimbert parcourir le cantonnement pour retrouver un sac

égaré, celui du cuisinier, et faire ensuite quatre kilomètres au soleil en rapportant ce sac sur son dos.

Brassieux, 12 août.

Le parc est évacué, les lieutenans installent leurs sections. C'est pour le capitaine un instant de répit. J'en profite pour parcourir les journaux que le vaguemestre vient de me remettre. Assis sur une borne, à l'ombre d'un tilleul, je lis une dissertation sur la flotte anglaise et sur la flotte allemande, des commentaires sur la rencontre des deux empereurs à Swinemunde et sur la revue du *home fleet* passée par le roi d'Angleterre.

L'auteur s'inspire d'un article publié à la *National Review* par M. Wilson et s'exerce sur le thème de la comparaison des forces navales allemandes avec la *Channel fleet* anglaise. Le succès des premières, au cas d'une attaque brusquée contre la seconde, lui paraît possible. L'Allemagne serait libre ensuite de débarquer en Angleterre une armée d'un effectif imposant.

C'est toujours l'utopie du débarquement en Angleterre. C'est le vieux projet de la royauté française, de la Révolution, de Napoléon. Tous ces pouvoirs s'efforçaient en vain d'arracher à la *Channel fleet* d'alors le commandement des eaux du canal. S'ils n'y réussissaient pas, une marine européenne d'aujourd'hui y réussirait moins encore, car la *Channel fleet* n'est pas toute la marine anglaise ; même battue, elle ne perdrait pas le commandement de la mer; même débarquée, une armée d'invasion ne tiendrait pas la victoire, menacée qu'elle serait sur ses derrières par un retour offensif des escadres anglaises rappelées de toutes les mers à la défense de la mer métropolitaine.

Tout se ramène en définitive à arracher à l'Angleterre le commandement général qu'elle exerce sur les « vagues. » Je réfléchis une fois de plus à ce *Sea power ;* mais un de mes soldats m'interrompt pour me présenter son soulier. Il ne sait plus comment marcher : la semelle est complètement séparée de l'empeigne. L'accident s'est produit tout à coup au choc d'une grosse pierre.

— Nous verrons, lui dis-je, si l'ouvrier bottier peut le raccommoder. Plus que deux étapes ; rentrés à Orléans, nous sommes à portée de nos ressources : nous pouvons nous recompléter.

Il s'en va content. Et moi plus content encore de la

confiance et du sans-façon avec lequel il m'aborde et m'interrompt.

Au surplus, c'est le problème essentiel qu'il me pose en me présentant sa paire de souliers. Il me rappelle que les armées et les flottes se composent de gens instruits à vivre les uns pour les autres et, par là, préparés à mourir les uns pour les autres. La puissance de l'armement n'est pas tout. Ce qui importe, c'est le lien moral existant entre l'officier et le soldat ; ce lien se consolide quand l'un a souci de l'autre ; il prend ici pour symbole le fil que l'ouvrier bottier coudra tantôt par mon ordre entre cette semelle et cette empeigne...

13 août.

Je lis ceci : « Il n'y a pas de libre arbitre, mais nos actes résultent de la transformation dans notre organisme des mouvemens du monde extérieur. Pas de responsabilité : elle disparaît dans la morbidité de laquelle procèdent seuls les crimes. La peine est une conception mystique, contraire à tout esprit scientifique ; la société, marâtre qui tolère ou favorise la genèse du crime, n'a pas le droit de punir ; le crime seul est sa victime ; il a le droit de se révolter contre elle. La peine de mort ne doit être appliquée qu'aux délinquans incurables dont la vie n'est qu'une source de malheur pour eux et les autres ; mais ce n'est pas alors la décapitation que l'on doit employer : c'est l'euthanasie... »

Sur certains points, je serais presque d'accord avec cet auteur, sauf que je ne sais ce que c'est que l'euthanasie, et que, n'ayant pas de dictionnaire sous la main, je dois me résigner à ignorer quelque temps encore sa manière de faire mourir les « délinquans incurables. » Passons, d'ailleurs, sur ce moyen exceptionnel. Ce que je ne lui accorde pas volontiers, ce sont ses moyens curatifs ordinaires. Il les borne à l'internement dans certaines maisons de santé, les unes asiles de fous et les autres asiles de dégénérés dangereux. La graduation de la pénalité se résume pour lui à des nuances de régime, — plus d'azote chez l'un et plus de carbone chez l'autre, — ou à la pression de la douche : dix kilogrammes pour le simple fou, vingt kilogrammes pour le dégénéré dangereux.

Il s'imagine, le bon jeune homme, déraciner le crime par ces procédés-là et il oublie que la criminalité augmente en

France dans des proportions effrayantes depuis que ces théories débonnaires sont à l'ordre du jour.

Que ne sort-il de ses livres et de son laboratoire? Que ne voit-il autour de lui la vie telle qu'elle est, et ce qu'a inventé avant lui, pour « l'hygiène sociale, » la sagesse collective des générations qui nous ont précédés? Il reconnaîtrait alors l'armée dans la grande maison de santé où se font les redressemens moraux, où le jeune homme de vingt ans participe à une vie purement collective, solidaire, hygiénique et désintéressée; il s'y met aux mains de praticiens qui ignorent les formules de nos modernes Diafoirus, mais qui savent quand même leur affaire, notre affaire, pour l'avoir apprise expérimentalement. Ces empiriques-là, moins timorés que le psychologue, ne craignent pas de faire de l'orthopédie, et pour redresser un homme, de le punir autant qu'il l'a mérité.

Au risque de retomber dans le vomissement du moi « autonome » qui n'existe plus de par la Faculté, ou dans l'enfantine illusion du « libre arbitre, » ils font de la répression systématique. Ils envoient à la salle de police sinon le « moi » autonome d'un soldat coupable, du moins la « colonie de neurones consciens » qui lui sert de personnalité.

Orléans, 25 août.

Je l'avais connu au ministère comme un excellent officier d'état-major, et je me souviens qu'une fois, au retour d'une marche militaire, nous jouâmes au bridge ensemble, de Bar-le-Duc jusqu'à Paris. Les hasards de la vie nous séparèrent ensuite; ils nous rapprochent aujourd'hui en le ramenant avec son régiment au camp de Cercottes, faisant de moi son acolyte à cette manœuvre de garnison. Il adresse son ordre, non pas personnellement à moi, mais au « commandant de l'artillerie du parti Est. »

Rendez-vous à huit cents mètres à l'Ouest du moulin de Gidy; j'y devrai être de ma personne à cinq heures du matin; mes batteries n'arriveront qu'à cinq heures et demie. A cheval donc à trois heures et demie; c'est l'heure fraîche de la nuit finissante et du premier matin. Des odeurs de feuillages, de fruits mûrs, le long des vergers, embaument l'air; les sens ne perçoivent rien que de doux, rien que de pur, et c'est divin de sentir grandir en soi la vie et la force à mesure que le jour

grandit dans le ciel. Les faubourgs traversés, dépassés, me voilà dans les vignes ; puis ce sont des champs moissonnés, un pré où la faux a tracé ses chemins que bornent des traînées de foin. Je marche à travers les chaumes droit au point du rendez-vous. Un cavalier, venu de l'Est, gagne aussi vers le même but ; les jambes de son cheval disparaissent derrière une levée de terre ; lui-même s'enfonce dans le sol ; il devient cul-de-jatte, puis ressort. Nous approchons, nous convergeons. Cinq heures sonnent au clocher. Nous arrêtons, nous nous saluons. C'est lui, c'est le commandant...

Des nuages en kyrielles s'en vont parallèlement dans le ciel, et l'on dirait ces traînées de foin qui bordent la route du faucheur à travers ce pré...

J'examine les cas de conscience que me soumet le commandant et je les résous de mon mieux. De concert avec le capitaine qui commande l'avant-ligne, je porte quatre canons à hauteur de la ferme qui lui sert de point d'appui : ainsi le veulent et la situation générale, qui prescrit une attitude de défensive active, et la décision du chef de parti, qui est de provoquer l'adversaire et de l'attirer sur le terrain choisi.

Nous attendons longuement et nous ne voyons rien venir. Les éclaireurs à moi, poussés vers l'avant, ne m'envoient aucune nouvelle. Le premier renseignement vient de l'arrière, du chef de parti : tout le détachement ennemi a été vu il y a une demi-heure, rassemblé dans la clairière de la Martinière. Je serais d'avis de l'attaquer ; mais le capitaine de l'avant-ligne, en allumant sa cigarette, dit qu'il préfère attendre, Un autre renseignement fait connaître la présence de patrouilles dans les bois, sur notre gauche ; je détache de ce côté deux canons, qui surveilleront la clairière du Chêne-Vert, vais les poster et reviens. Un réseau de surveillance, — cinq gradés à cheval, — est tendu en avant d'eux, et j'ai une bonne communication avec eux par vélocipédiste.

Le premier coup de feu, juste devant nous, là d'où nous désirions l'entendre venir ; puis d'autres, à droite, dans les vignes ; un crépitement discontinu, qui se diligente davantage d'instant en instant. Un officier, monté sur une meule, a cru voir une avant-garde sortir des ormes. Ce renseignement se confirme :

il y a deux compagnies; elles s'avancent, elles forcent pour déboucher. C'est fait : ils sont amorcés.

La situation se dessine : c'est pour moi l'instant de juger et d'ordonner, le moment de volonté. J'envoie au fond du terrain, là-bas, à la lisière du bois, la batterie restée jusqu'à présent inactive; elle verra de là tout le champ du combat et participera à toutes les phases sans plus avoir à se déplacer. Mes deux canons du petit bois ont brûlé quelques charges contre la poussière de troupe qui se présentait à eux. C'était toujours pour provoquer; maintenant que c'est fait, je les replie, et rappelle aussi la section du Chêne-Vert qui ralliera à travers bois.

Un problème se pose : faut-il ramener ceux-là aussi au bout du champ clos ou bien occuper une position intermédiaire? Je vois le pour et le contre, examine brièvement, mesure l'emplacement possible, la protection donnée par le terrain, la possibilité d'y tenir, la faculté de retraite à couvert et me décide finalement pour la position intermédiaire.

Nous canonnons de nouveau, moi l'infanterie; l'autre, plus loin, plus couvert, devine qu'il a l'artillerie à combattre et fait sans ordre ce qu'il doit faire.

Troisième phase : je me replie sur lui, je dérobe ce mouvement en faisant rouler les canons à bras vers l'arrière, jusqu'au fond du terrain.

Là, secrètement, on les remet sur leurs avant-trains, et nous nous évadons le long d'une lisière de bois, sans avoir été aperçus, je crois. Les coups de canon de l'adversaire ne redoublent pas, ne saluent pas notre passage. Nous remontons vers le fond du tableau, nous occupons une position nouvelle et recommençons à surveiller le terrain.

De là, nous pouvons agir contre l'adversaire, au moment où il aborde le point d'appui principal; nous le pulvérisons, nous l'anéantissons.

A la critique, on blâme ma position intermédiaire. Mais peu m'importe, car ils jugent d'après des choses que je ne savais pas et non d'après celles que je savais.

Barville, 29 août.

Ces premières manœuvres ne sont encore que des élémens de manœuvre. Brigade contre brigade, — soi-disant, — et, en fait, à cause de la petitesse des effectifs engagés selon

la lettre des conventions faites, régiment contre régiment.

Le début de celle-ci est pareil à celui de tant d'autres. Passage par un *point initial* vers lequel convergent de toutes les parties du cantonnement les compagnies et les batteries; chacune de ces unités a calculé son départ, elle passe au point à l'heure dite et la colonne se trouve formée, sans arrêt et sans retard. Marche en colonne pour gagner le terrain de la manœuvre : ce terrain est choisi d'après les circonstances topographiques qui peuvent ajouter à l'intérêt de l'opération. Il arrive aujourd'hui que ces circonstances sont tout à l'avantage du parti adverse. Il occupe à l'Est du ruisseau de la Rimarde une position qu'en littérature on pourrait dire « inexpugnable, » mais le style militaire n'aime pas les adjectifs et je me garderai bien de la qualifier ainsi. J'accompagne : et de même qu'en musique le rôle d'accompagnateur est un rôle sacrifié, de même en artillerie la mission que je vais remplir est de celles qui passent pour ingrates et sans agrément. Le fait est que je me trouve à une de ces chiennes de positions comme on n'en voit qu'en Beauce; avec ses 122 mètres de relief, elle occupe sur la carte d'état-major un grand blanc impressionnant; elle domine une plaine découverte dont les points les plus haut cotés ne dépassent pas 104 mètres, au Péage, 113 à Anorville, 118 au Moulin de la Montagne. Cette différence d'altitude assure au défenseur des vues sur tous nos mouvemens, elle entrave notre marche, qui ne pourra se faire que par circuits, détours, et qu'encore au prix de beaucoup de fatigue et de beaucoup de temps, on ne peut se flatter de défiler entièrement.

Il va sans dire que l'autre a de l'artillerie à la cote 122, que cette artillerie placée en contre-bas derrière la crête, échappe entièrement à nos vues et par suite à nos coups; que placée là aux aguets, avant que nous n'ayons débouché dans la zone dangereuse, elle a su exploiter l'avantage de cette priorité dans le temps; elle a étudié son champ de tir, fouillé à la lunette, décomposé, craticulé; des *croquis perspectifs*, sorte de schémas, qui donnent le tracé des crêtes et graduent ce tracé; l'amplitude des déplacemens faits par l'œil dans son tour d'horizon prépare le transport de son tir : elle est prête enfin à exploiter contre nous tous les avantages inhérens à la forteresse naturelle qu'elle occupe au sommet du terrain.

Mon rôle ardu sera d'accompagner le régiment qui marche

à l'attaque de ce fort et qui cherche ses défilemens à droite par le Péage et le Haut-des-Eaux.

Pas de défilement, et pourtant il faut avancer. Avancer à découvert, c'est se faire immédiatement paralyser, détruire. Comment sortir de ce dilemme? Je reconnais le terrain avoisinant Anorville, tandis que ma batterie reste derrière les maisons en situation d'attente, c'est-à-dire arrêtée sur roues, les canons sur les avant-trains : notre vocabulaire militaire prête au terme ce sens invariable et cette invariabilité est nécessaire pour qu'au mot employé dans un ordre réponde toujours, de la part de celui qui obéit, la même invariable action.

D'ici, la position ennemie apparaît au loin comme une longue courtine que jalonnent çà et là quelques arbres et derrière laquelle se lèvent les toits de quelques maisons. Elle est nette, continue; tout s'y passe en arrière de la crête et sans doute dans un contre-bas prononcé. Le terrain me couvre quelque peu et davantage encore la distance, car nous sommes à ces grandes portées où l'observation du tir devient difficile; conséquemment le réglage; et enfin l'efficacité. Je me risque donc à m'installer là; le silence qui règne en ce moment témoigne que l'autre n'a pas aperçu mon approche et qu'il ne peut saisir, pour me foudroyer, l'instant où je sépare mes avant-trains...

Je le provoque par mon feu; et des grondemens me répondent au loin.

Je supposai d'abord que ce pouvait être un écho; mais non : mon tir se prolonge, coupé par des intervalles de parfait silence. Il y avait donc eu riposte tout à l'heure et non pas illusion d'acoustique. Le duel d'artillerie est engagé. A si grande distance, en tâtonnant sans nous voir, nous ne saurions nous faire beaucoup de mal. Une ondée qui commence à brouiller l'atmosphère ajoute à la difficulté du tir et rend tout à fait illusoires les effets destructeurs. Nous le sentons tous deux, et, par une sorte de consentement mutuel, nous suspendons simultanément le feu.

L'idée me vient alors de profiter du rideau de pluie pour dérober à l'autre l'opération critique du franchissement de la crête. Il est temps pour moi de me résoudre à ce pas en avant. Homme par homme, l'infanterie s'est glissée au bas de la pente, il me faut l'y rejoindre, si périlleux que soit pour moi le passage

sur ce terrain dominé et battu. Amenez donc les avant-trains, mes canonniers, et bravement déployés en bataille, à la grâce de Dieu, franchissons cette barre en deçà de laquelle c'est la côte hospitalière, le havre protecteur, et plus loin, c'est la haute mer...

La voici, mer de chaumes, vagues vertes qui sont des sillons, luzernes écumeuses au ras desquelles les hirondelles se bercent comme les mouettes font sur les flots. Leur vol inquiet agite autour de nous la menace d'un orage et le voici qui se déchaîne en effet. Boum, boum, boum! Nous sommes vus; nous manœuvrons au trot sous la grêle de mitraille, nous doublons l'allure, car seule la vitesse de nos chevaux peut nous sauver.

La zone dangereuse est profonde de près d'un kilomètre. C'est un déplacement de cinq minutes environ. Longues, dangereuses et mortelles, pour peu que l'autre sache son métier d'artilleur. Et cependant, puisqu'il n'y a pas d'obus dans nos canons, nous gagnons sains et saufs l'abri que nous offre une levée de terre. Là, derrière le bouclier, nous reprenons haleine, et, pied à terre, donnons un peu de repos à nos chevaux.

La Brulat, 30 août.

Rien ici, dans ce cantonnement infiniment pauvre, que les biens élémentaires : l'eau, l'air, pour se rafraîchir et se reposer; les œufs, le lait pour se nourrir. J'ai eu soin, — comme font d'autres, quand ils consignent à la troupe l'entrée d'un café, — de dire : « L'ombre de la meule est réservée aux officiers. » Là, nous mangeons la bonne omelette, le beurre frais; nous dégustons le café venu de la popote des sous-officiers.

L'ombre qui tourne nous oblige à transporter notre alignement de l'autre côté de la meule; sur de bons canapés de paille, les yeux tout pleins du bleu du ciel, puis, bientôt, des ombres du sommeil, nous causons d'abord, nous nous reposons après. Notre conscience est pure, et, si pauvres que nous soyons, nous avons fait des heureux. Le garde-parc vide nos fonds de bouteilles, les poules picorent les miettes de notre pain.

La vie de la troupe circule autour de nous. Ce sont deux brigadiers d'ordinaire qui passent rapportant un sac de pommes de terre, le vaguemestre sur sa bicyclette, et c'est bon de s'endormir ainsi, dans une sécurité charmante, faite de leur confiance et de leur dévouement.

La Selle-sur-le-Bief, 31 août.

Nous faisons *au point initial* ce qu'on appelle une partie de drogue, étant partis à dessein un peu tôt des cantonnemens confus que nous occupions dans les bois et où nous nous trouvions enchevêtrés avec les fantassins. Par crainte de les couper en chemin, nous avons anticipé sur l'heure, et nous voilà arrêtés à ce carrefour du Gouet, avant même que la pointe d'avant-garde n'y ait passé. J'y retrouve, sur son beau cheval Fortunio, mon ami Journet, que je n'avais plus revu depuis les manœuvres de Chartres, en 1900. L'officier d'état-major y arrive à son tour, puis le chef d'état-major. Il donne un ordre à un officier de cavalerie, chargé de patrouiller sur le flanc gauche de la colonne. A moi-même, il m'assigne ma place définitive dans l'avant-garde. Et quand toute cette cuisine est faite, voici poindre la tête, puis défiler le gros de l'avant-garde. Nous y entrons, et voici, se dessinant devant nous à leur pas lent, qui raccourcit celui de nos chevaux, les fantassins, pliés sous le poids du sac et du fusil.

7 heures. La traversée de Montargis. 7 h. 50. La halte horaire. Une heure encore, puis de nouveau la halte. Nous allons ainsi, sans que l'ennemi nous montre autre chose qu'une poussière de cavalerie, rien qui vaille la peine qu'on s'arrête, ni qu'on lui adresse un coup de canon. Mais après la chapelle Saint-Sépulcre, ce harcèlement devient plus fréquent, plus irritant. A la fin, c'est une fusillade véritable bordant un bois tout proche; une compagnie se déploie contre cette lisière, tiraille et forme un rideau, derrière lequel la colonne continue à défiler. Plus loin, ce sont des formations de cavalerie qui se montrent dans une clairière. Si peu denses qu'elles soient auprès de nous, elles prétendent attaquer. Un escadron approche, grandit et se jette d'écharpe sur l'infanterie. Il ne nous avait pas vus, sans doute. Mais par le mouvement : « Halte en batterie, » je sépare mes trains, et par le feu à volonté, qui rend chaque chef de pièce maître de son personnel, je leur envoie de nos nouvelles et les décide à rebrousser chemin.

L'officier d'état-major opine que je n'aurais pas dû tirer, et le général pense que si. Ses raisons sont qu'il faut montrer aux fantassins la manière des artilleurs, et que, dans ces longues

marches traînantes, il est bon de ranimer la troupe en sonnant un réveillon de coups de canon.

. . . . . .

Une inscription aux portes de Montargis :

« A la mémoire de Gaillard, qui, dans les combats livrés sous les murs de la ville, au mois de septembre 1427, s'empara du drapeau des troupes de Warwick. » Hier, sous Ladon et Maisières, nous rencontrions des monumens élevés à l'honneur des soldats français tués en 1870 à la bataille de Beaune-la-Rolande. Les invasions profondes, les grandes plaies nationales ont seules atteint la France jusqu'ici en ce cœur même du pays; mais il est frappant d'en rencontrer sur le même terrain ce double souvenir et de passer dans la même étape d'un champ de bataille de la guerre franco-allemande à un champ de bataille de la guerre de Cent Ans.

. . . . . .

A Saint-Georges, l'hôte a servi un an au 82e d'infanterie, à Montargis. Il aimait fort les manœuvres, la marche ne le fatiguait pas. Au surplus, il avait de bons chefs et n'a pas à se plaindre du métier. A la Félines, nous trouvons un ancien mobile du Loiret, dont les souvenirs sont un peu brouillés. Il a servi sous Bourbaki et passé avec les débris de l'armée de l'Est en Suisse. Il eut les deux pieds gelés. Quel mauvais biscuit on mangeait alors! Et la misère, et la vermine!

. . . . . .

La Saussaie.

Notre petite colonne file bien dissimulée dans un pays couvert; les patrouilles de cavalerie n'ont pas éventé notre marche; nous allons diligemment, cherchant la troupe ennemie que nous avons mission de surprendre et de mordre au flanc.

L'ordre qui m'arrive de doubler au trot l'infanterie qui continue au pas et de galoper « de ma personne » jusqu'au colonel, m'avertit que nous approchons. En effet, la voici devant nous, le colonel nous la montre, la malheureuse troupe surprise. Elle défile tranquillement sur la route, à cinq cents mètres, sans soupçonner les yeux méchans qui l'épient derrière cette haie. Le cœur se serre à l'idée qu'en guerre ce pourrait être ainsi, que

des hommes marcheraient gaiement, fraternellement, le long d'un chemin et que tout à coup, d'autres hommes, cachés, les cribleraient de mitraille et les faucheraient comme des épis.

Notre canonnade brutale les arrête ; ils jettent des tirailleurs dans les fossés et se hâtent d'abriter le gros des compagnies dans les plis du terrain. De notre côté, nous garnissons de coups de fusil la ligne du chemin de fer et voilà le combat noué.

Je me hâte de chercher un passage à niveau et crains de laisser un obstacle aussi sérieux que la voie ferrée entre ma batterie et le bataillon que je dois appuyer. Nouvelle position près de la maison du garde-barrière. De là, je vois les compagnies qui se déploient et refoulent devant elles l'adversaire à grands pas. Je les accompagne, non pas de mon mouvement, mais de mon feu et ne vois pas, quant à présent, de raison plausible pour chercher plus avant une autre position. Ces déplacemens d'une position à l'autre sont des instans d'arrêt pour l'action; ce sont aussi des occasions de se faire voir et de tomber, sans savoir, sous le feu d'une batterie aux aguets.

Un temps mort, un calme dans la bataille : ce sont les arbitres qui épiloguent et se mettent d'accord entre eux.

La troupe que nous avons bousculée n'était qu'un flanc-garde; mais elle est si bien refoulée, enfoncée, rejetée en débris sur le gros du dispositif de marche ennemi que le tribunal des conflits nous donne gain de cause. Il fait savoir aux chefs des *Blancs* que la continuation du mouvement commencé est devenue impossible; il les invite à se pourvoir d'après la nature de notre attaque et l'étendue du terrain que nous avons conquis.

La résolution prise ne pouvait être que celle de la retraite; et, en effet, voilà notre bataillon qui pousse de l'avant; je le suis au ras des bois et viens près de la Roserie occuper une crête découverte d'où je domine au loin le champ de bataille. A nos pieds, la ferme de l'Étang-Neuf, qui est nôtre; au loin, à peine visible derrière les arbres à fruits qui parsèment ici la plaine, et trahie cependant par la poussière qu'elle soulève, une colonne ennemie rétrograde sur Fouchères. Je la canonne, je la provoque; elle m'oppose une artillerie bien empêchée, je pense, de me voir, couvert que je suis par le terrain, bien imprudente de s'exposer là sous mon feu, au lieu de chercher elle-même un couvert. Elle tire et je lui oppose un silence dédaigneux.

— Combien de coups? dis-je au sous-chef artificier.

Il compte les gargousses dans les coffres et les répartit ; et pour un instant inactifs, nous attendons...

Cette fois, notre colonne principale est entrée en action, et, comptant sur son avance que mesure d'avance à nos yeux le recul de l'ennemi, nous accentuons davantage notre pression sur son flanc. Le bataillon que nous refoulons cède davantage. Notre poursuite devient chasse. J'abandonne ma position de la Roserie et viens librement, à découvert, couronner une autre crête et dominer un autre champ de tir. C'est comme un champ clos réservé pour nous, vide de toute habitation ; à gauche et à droite, des bouquets de bois ; devant nous, un terrain descendant qui se relève en glacis de l'autre côté. Au loin, quelque chose cependant comme un toit et jetant les yeux sur la carte pour y trouver les élémens de vocabulaire nécessaires à l'expression des ordres, je trouve cette maison lointaine à nous : le Bout du Monde.

En avant donc vers ce Bout du Monde. Nos fantassins vont si vite que j'ai peine à les suivre ; j'ai descendu la pente, je suis au fond de la cuvette, que je les entends tirer sur l'autre bord du trou. Je m'apprête à laisser là mon monde et à reconnaître tout seul la direction où l'employer, quand un officier arrive au galop et, sans prendre le temps de s'arrêter, me crie :

— Sur la gauche... Contre-attaque formidable... Faites vite...

Il passe, cherchant plus loin un autre secours ; et tandis que je porte le mien là où il est requis, le commandant du bataillon lui-même accourt et me dit :

— Nous sommes f...

En effet, la situation est désespérée. Le bataillon qui fuyait devant nous et qui n'était qu'une amorce, nous a conduits sur un gros ennemi massé autour du Bout du Monde : une brigade au moins, prête à s'avancer, à nous saisir, à nous happer. L'instant court où elle est encore immobile nous permet de prendre position contre elle. Par deux pièces jetées à droite, par deux autres dirigées vers la gauche, j'encadre l'infortuné bataillon et, comme l'abeille meurt en enfonçant son dard, je n'ai pu faire qu'une décharge avant d'être noyé dans le flot montant.

Un officier lève joyeusement son sabre en arrivant sur nos pièces et des réservistes dégouttans de sueur raillent au passage les canonniers. Leurs brandissemens de baïonnettes effrayent les chevaux attelés à nos avant-trains ; il y a un tournoiement d'attelages, des cris, une sorte de mêlée, et je crains

un moment qu'on n'en arrive aux coups. Cependant, l'ordre se rétablit à mesure qu'on nous dépasse; des lignes denses se succèdent, tambours et clairons battent et sonnent avec rage, tandis qu'à distance notre artillerie répond.

C'est le tableau final, l'apothéose de théâtre qu'on ne peut *prolonger* sans la rendre absurde et dont le déploiement même n'a d'autre sens que d'exciter et d'enivrer les soldats.

Sonnerie : Halte à la manœuvre.

Puis : Ralliement en campagne. On entend des ordres quand des chasseurs d'escorte nous arrivent. Le général en chef les a éparpillés tout autour de lui pour rameuter son monde. Il prescrit de rallier sur son fanion tricolore et dans la direction de Château-Miroir. Toute la machine s'ébranle, les tronçons de troupe se réunissent les uns aux autres; souples, articulées, les unités passant au travers les unes des autres; les colonels les ramassent, les placent, si bien qu'en un quart d'heure seulement les vingt mille hommes sont groupés.

Nous, derrière, en troisième ligne, nous ne voyons rien de ce qui se passe au centre : une parade, paraît-il, pour la remise à un général d'une croix de commandeur. Le ban qu'ouvrent les tambours du régiment de droite est répété de proche en proche par tous les régimens. Même répétition quand le ban est fermé; et l'on se disloque vers les cantonnemens dans une poussière si dense qu'on n'y voit pas à deux pas.

La Saussaie, 2 septembre.

A deux heures, l'officier d'état-major n'était pas encore arrivé à Villebougis, pour y faire la répartition du cantonnement. Plutôt que de l'attendre, j'ai jeté mon dévolu sur ce hameau écarté de la Saussaie auquel personne ne prétendra, bien sûr, et où nous trouverons du moins sans retard des abris pour couvrir nos chevaux, de l'eau pour les abreuver.

En effet, l'installation s'y fait sans encombre, bien au large; et nos soldats éprouvent aussitôt la cordialité des habitans aux pots de vin qu'on leur fait vider. Il y a des œufs, du laitage, aucune auberge; et comme nous n'avons dans notre train aucune cantine, comme nous n'appliquons pas non plus pour nous nourrir le système de la popote, le problème qui reste à résoudre est celui de nous nourrir. La bonne vieille chez qui je trouve un lit s'effraye d'une responsabilité pareille. Ce

serait trop « d'embarras, » dit-elle, elle ne sait pas la cuisine ; sauf quand il vient des gens aux jours de fête ; elle ne fricasse de toute l'année ni poulet, ni lapin ; et surtout pour des messieurs comme nous, non vraiment, elle n'ose pas.

La voisine, heureusement, est moins timide, plus arrangeante. Une grande paysanne, bien verticale, au masque dantesque qu'encadre son mouchoir de cotonnade. Un de nos ordonnances qui servira à table fait auprès d'elle le marmiton et voilà enfin, servis à la lueur tremblante de la chandelle, la soupe au lait, les œufs, les haricots et le miel.

On fait pour les chevaux une orgie de fourrage. Un paysan va jusqu'à les abriter dans son feneau et, au bout d'une heure, ils ont à belles dents creusé une grotte à l'intérieur de ce foin. Le laitier qui sonne de la trompette et rappelle en vain au centre du hameau, s'en va bredouille ; le lait est bu par les soldats ; les gens n'ont rien à lui porter.

Mardilly, 1er septembre.

Nous arrivons en « parens pauvres » au château de Mardilly. La maison est pleine d'invités, en ce jour d'ouverture de la chasse ; et, si gracieux que soient les hôtes, il est certain que nous les gênons. Le châtelain, ancien officier de cavalerie, ouvre tout grands ses communs, son potager, sa cave ; il en résulte que tous les soldats seront abrités, abreuvés, que les pommes de terre ne leur coûteront rien.

Le régisseur nous nourrira et, comme les matières premières viennent du château, œufs, perdreaux, vins, liqueurs, nous n'aurons pas à nous occuper de notre menu. Par un jeu de réciprocité tout naturel, je fais dans l'après-midi une conférence sur le canon à tir rapide. Toujours la même conférence pour gens du monde et invités de château que j'improvisai une fois et que je répète maintenant à tout propos. D'abord, des explications générales sur le mécanisme : ouvrir la culasse, charger, mettre le feu. La question du pointage me mène à celle du recul ; j'explique comment le canon, dans sa course arrière, bande un ressort qui se détend pour le ramener ensuite en avant ; comment, dans ce retour automatique, l'affût reste rigoureusement immobile et le pointage est intégralement conservé. Après cela, un peu de manœuvre ; un simulacre de tir. Une heure entière a passé et, comme l'attention de mes

auditeurs est à son terme, nous revenons à pas lents vers le berceau où le thé est servi. Nous traversons le chaume poudreux tout à l'heure encore ensoleillé, et subitement plongé dans l'ombre par le soleil qui tombe derrière les arbres du parc.

— A quelle distance tirent vos canons? demande la châtelaine.

C'est ennuyeux d'être interrogé sur les choses militaires; mais enfin, ces choses sont nouvelles pour eux, sinon pour nous.

— La portée maxima du canon atteint six, sept kilomètres, ou davantage; mais la portée utile n'est que de cinq kilomètres en raison de l'impuissance où l'œil de l'artilleur est de suivre les effets du tir au delà de cette distance.

— Et dans cette étendue de cinq kilomètres l'effet meurtrier du canon est le même à toutes les distances?

— Le même...

Un feu de curiosité intelligente brûle dans ses yeux purs. C'est là l'étincelle de foi jeune, de confiance enfantine que la femme garde toute la vie aux yeux. Lumière d'autant plus radieuse, d'autant plus intelligente qu'avec l'éclat de sa pensée on y sent le rayonnement de son cœur.

Elle parle à son tour : à Paris, elle est d'un dispensaire de la Croix-Rouge et tous les mardis, à Plaisance, va panser les pauvres gens. Elle dit qu'il faut faire pardonner la fortune par la charité. Le domestique apporte le samovar et nous nous asseyons à la table du thé.

La Saussaie, 3 septembre.

Encore une manœuvre avec l'infanterie, mais cette fois sous le commandement d'un autre colonel. Le caractère différent du chef fait différentes les relations de service, l'étendue de l'initiative, le degré de confiance en soi-même, l'assurance et la réussite dans l'exécution. J'ai tous ces avantages aujourd'hui, au plus haut degré : pas d'ordres, rien que des indications, des conseils, ou, par momens, des prières plus impérieuses cent fois que des ordres, auxquelles je défère avec hâte, en mettant en jeu tous mes moyens.

Lui et moi, nous allons à la chasse non pas comme un aveugle et son chien, mais comme un chasseur et son chien. Et je ne saurais dire, des deux troupes que nous commandons, laquelle fait le chasseur et laquelle fait le chien, mais je sais

que nous nous entendons à merveille et par télésympathie, par l'effet d'une mystérieuse télégraphie sans fil, dont le secret consiste en ceci : que, placés devant une même situation, nous pensons de la même manière, nous travaillons d'accord et nous nous prêtons un mutuel appui.

La tragédie classique avait ses trois unités : le temps, le lieu et l'action. Nous avons aussi les nôtres qui, rangées dans l'ordre de la difficulté croissante, s'énoncent ainsi : *l'unité de but*, réalisée partout où les ordres généraux sont bien donnés et où les exécutans sont dûment renseignés sur les intentions du général; puis *l'unité d'action*, par laquelle tous les instrumens travaillent ensemble à la réalisation du but commun. Celle-ci est bien plus rare : elle exige un savoir professionnel étendu, qui, souple et prompt dans ses moyens, les emploie juste aux fins poursuivies; une présence d'esprit toujours alerte, une invention inépuisable, enfin cette équation impossible de l'intelligence et de la volonté qui fait les vrais hommes de guerre, quels que soient leurs grades et le nombre de leurs galons. *L'unité d'action*, on peut le dire, n'est que rarement réalisée; elle met rarement d'accord tous les élémens qui réagissent entre eux dans l'action; le problème de cet accord est transcendantal, et cependant la difficulté d'atteindre à l'unité d'action n'est rien encore auprès de celle qu'on éprouve à réaliser l'unité d'âme et l'unité d'humeur. Loin d'avoir l'unité d'âme, on n'a pas toujours l'égalité d'humeur.

C'est pourquoi j'aime infiniment ce colonel d'humeur égale, qui n'étouffe pas l'âme de ses subordonnés. Je suis prêt à le servir comme il convient : de toute mon âme. Son régiment défend une sorte de promontoire entouré de vallées profondes, boisées, par où l'adversaire peut venir ; et j'aurais bien voulu me poster en avant, assez loin au delà des bois, pour commander la tête de ces vallées, ou du moins la principale d'entre elles. J'avais galopé dans cette espérance jusqu'à ses premiers tirailleurs; mais ma reconnaissance s'est trouvée interrompue, et je suis resté seul devant les coups de fusil, découvert par le rapide mouvement de retraite que prononçaient ses troupes. Mon lieutenant, intelligemment, n'a pas attendu mon retour. Je l'entends qui tire et le rejoins, installé avec ma batterie dans un champ de pommes de terre, en arrière d'un champ de maïs. Et tandis que nous sommes là, observant à la lunette, sur une

crête lointaine, un état-major de brigade, des renseignemens défavorables arrivent. Il y a deux bataillons à droite, dans les bois; ils filtrent vers l'arrière dans l'intention évidente de nous déborder.

Je reconnais cette fois sur le flanc droit et sur l'arrière. La situation est pire encore qu'on n'aurait pu croire ; car voici des *Blancs* partout, dans les clairières; ils arrivent à hauteur de nos réserves de bataillon. Je fais choix d'un emplacement, où quelques mètres de relief au-dessus de la région avoisinante me permettent de découvrir toute la lisière du bois. D'ici, nous les tiendrions, nous les enfermerions dans la souricière. Mais les miens, que j'appelle par un sous-officier, puis par un trompette, n'arrivent pas. Surpris par cette tentative de débordement, ils ont fait face à droite et tirent au plus vite pour parer au plus pressé.

Inquiétude, impatience : pourquoi ne m'obéit-on pas? Je suis là tout seul où on ferait de si bonne besogne; eux, que font-ils, que voient-ils? Un quart d'heure se passe ainsi, l'infanterie ennemie continue à foisonner devant moi, quand enfin ils arrivent; le lien élastique qui les rattache à moi les resserre, les rapproche et les voici, bien fidèlement, qui séparent les trains et basculent les caissons à l'endroit même que je leur avais assigné. Cette fois, nous sommes maîtres du terrain, et l'adversaire le sent, car aux coups de canon que je lui adresse, il s'arrête, hésitant, il n'ose se risquer à l'invraisemblance d'une marche déployée à six cents mètres de mon canon. Je cherche des yeux un arbitre pour faire constater la mainmise sur ce coin du champ de bataille. Il s'en présente un, d'une autorité plus haute et d'une compétence plus incontestée que je ne pouvais l'espérer : le général en chef.

La vue de son fanion tricolore, cravaté d'un ruban à trois couleurs, impressionne les soldats qui se raidissent et manœuvrent imperturbablement. La sentence qu'il rend les frappe davantage : « Pas un fantassin, dit-il, ne déboucherait vivant hors de ces bois. » Un officier d'ordonnance galope vers l'avant pour leur porter l'arrêt. Nous restons là à veiller, tandis que cette parole du maître produit son effet. Les *Blancs* disparaissent ; leur manœuvre, au lieu d'aboutir ici, se poursuit sous bois, se transporte plus loin. Les nôtres, que ce retard tire de peine, ont le temps d''évacuer leur terrain et d'aller eux-mêmes en

arrière vers Saint-Georges et Villechavant renouveler le combat.

Nous les y devançons ; et tandis qu'ils s'accrochent aux buissons, aux fossés, aux mottes de terre, rétrogradent pied à pied et chicanent le terrain à coups de fusil, nous allons plus librement, escortés par la compagnie qui nous sert de soutien, vers le point le plus haut du terrain. Une attraction spéciale, qu'on pourrait dire égale et de sens contraire à l'accélération de la pesanteur, nous porte vers ces emplacemens dominans. Ils donnent des vues plus étendues, ouvrent de plus grands champs d'action ; nous nous gardons cependant de les occuper tout de go et de nous y installer à découvert. On peut voir sans se laisser voir, et cette latitude est d'autant plus grande qu'une seule personne doit voir : le capitaine ; nos souples moyens de pointage dispensent les pointeurs de voir, ou du moins de voir le but; ils voient autre chose, des points auxiliaires placés obliquement ou sur le flanc, ou même en arrière du front. La liaison de ces points auxiliaires au but est faite par l'œil du capitaine, sorte d'organe supérieur ou si l'on veut de commutateur, prunelle d'épervier par rapport à laquelle l'œil du pointeur n'est plus qu'un œil de taupe, accommodé pour la vision prochaine, rattaché étroitement au terrain.

Ainsi, l'unique condition dont il faille se préoccuper, dans la détermination de l'emplacement définitif, est le choix d'un poste observatoire à l'usage du capitaine. Cette condition une fois remplie, il n'y en a plus d'autre à prévoir, du moins d'ordre personnel.

Il n'y a plus que cette nécessité balistique, que la trajectoire des canons puisse passer par-dessus le masque couvrant, et c'est le casse-tête de la masse couvrante. Or, il est loisible de choisir en contre-bas de la crête une position très voisine du sommet : c'est celle du défilement du matériel ; ou plus enfoncée derrière le couvert : c'est celle du défilement de l'homme à pied. Plus abritée encore : c'est celle du défilement de l'homme à cheval. On arrive enfin, à cinq ou six cents mètres au-dessous de la crête, à défiler les lueurs du canon. On soustrait ainsi à l'adversaire non seulement la moindre tête d'homme ou de cheval effleurant le contour du terrain, mais jusqu'à ces éclairs instantanés qui sont les seuls indices par lesquels la poudre sans fumée décèle la déflagration du coup de canon.

Entre ces divers degrés d'enfoncement et de défilement, on choisit selon les opportunités du combat. La ligne de défilement du matériel donne la protection *minima;* mais elle donne une grande facilité d'ouverture de tir, de transport de tir, de variation et de nuance dans le tir. La souplesse du matériel à ces divers points de vue devient en effet d'autant plus grande que le pointeur a devant lui un panorama plus étendu et que, délivré du bandeau que le terrain lui mettait sur les yeux, son champ visuel ressemble davantage à celui de son capitaine. Le défilement des lueurs donne une sécurité absolue ; mais alors, l'*observatoire* est forcément éloigné de la ligne de feu ; le capitaine ne peut plus se faire entendre à la voix; il lui faut des intermédiaires; il en résulte des lenteurs ou des erreurs dans la transmission des ordres, et la complication plus grande des rouages fait perdre au canon les propriétés de vitesse qu'il devait à la perfection de son mécanisme et de sa construction.

Ainsi, à mesure qu'on recule derrière la crête et qu'on s'enfonce, on diminue il est vrai les facultés d'action de l'adversaire, mais on amoindrit proportionnellement ses propres facultés. Dès lors, le choix à faire ne peut être qu'une cote mal taillée, et le degré de sécurité qu'on s'assure s'achète toujours par une diminution du degré d'efficacité. Il résulte de là que la recherche de la sécurité « en soi » doit être abandonnée, qu'elle est fausse et coupable au point de vue militaire; il convient d'y substituer le souci d'une sécurité *relative :* la sécurité en vue de l'action.

Voilà donc une lumière introduite dans ce débat obscur; voilà le rattachement fait, du problème spécial que l'artilleur se pose, quand il se préoccupe de protéger ses hommes, ses chevaux, ses canons, au grand problème émouvant et transcendant de la bataille qui se livre et du succès qu'il faut remporter. Il est dans la bataille comme la partie est dans le tout. Sa sécurité varie en fonction de son action. Agit-il à grande distance, au début d'un engagement contre un adversaire posté, caché, cherche-t-il à provoquer seulement; tâte-t-il à coups de canon son champ de bataille, qu'il *doit* se couvrir, qu'il ne peut se risquer à découvert sens aller au-devant de la ruine et sans anéantir de gaîté de cœur sa propre action.

Les conditions changent bientôt dans les phases suivantes de l'action. La nécessité d'être alerte et souple, de veiller à la fois sur les quatre coins de l'horizon, fait renoncer au défile-

ment profond. On revient à la formule : voir sans être vu, que les anciens artilleurs appliquaient au pointeur penché sur sa culasse et plaçant l'œil à la hausse de son canon.

Le capitaine voit et il dérobe entièrement aux vues son matériel et son personnel. Le plus qu'on puisse faire alors est d'occuper la ligne de défilement du matériel. Et bientôt, l'artillerie étant décidément entrée dans la mêlée et n'ayant plus d'autre rôle que d'accompagner l'infanterie amie à la conquête du terrain, tout devient position; tout couvert est suffisant, la moindre haie, la moindre culture, une ride du terrain; on s'établit là où l'on peut, là où l'on doit; le temps manque pour délibérer un choix; tout retard causé par une indécision sur l'emplacement allongerait le temps, mort pour l'action, pendant lequel l'artillerie se déplace et va vers l'action, le capitaine n'a pour se résoudre que le répit qu'il gagne à coups d'éperon, que l'avance prise sur ses attelages qui trottent, par sa monture qui galope. Comment, à ces minutes critiques, pourrait-il se soucier encore de sécurité?

Or, la situation qui s'offre à moi, quand j'accède à ce plateau de Villechavant, est une de ces situations moyennes qui s'accommodent d'une solution de juste milieu. Pas d'artillerie devant nous : nous avons donc, sur celle qui pourrait paraître, l'avantage de la priorité; mais un combat d'infanterie très profond, qui se dispute à six cents mètres par des lignes de tirailleurs affrontées l'une à l'autre et que des réserves en marche dans toutes les parties du paysage s'apprêtent à venir soutenir. On en voit qui foisonnent aux lisières de Villebougis. Ayant à franchir un espace découvert, dominé par notre canon, elles courent au pas gymnastique se blottir dans un bois; et par la clairière à l'Est de Saint-Georges, d'autres abondent, bouillent à l'envi dans le récipient de ces bois.

En même temps que je surveille ces arrière-plans, je tiens le glacis du plateau sous mon feu prêt à intervenir si un nouvel ennemi voulait refouler la ligne frêle de nos tirailleurs. Il y a quelques coups de canon épisodiques, sur un fanion du général, sur un escadron ennemi qui file au bord du plateau, à peine visible sous les pommiers. L'attente où nous sommes pourrait se prolonger davantage, mais la sonnerie intervient. Les grandes haltes s'installent; les feux s'allument pour le café; et tandis qu'hommes et chevaux se reposent, nous nous écartons de deux cents mètres, cherchant aux premières maisons de Ville-

chavant la bonne femme qui voudra bien nous servir l'omelette et nous verser le pichet de vin.

La Petite-Justice, 4 septembre.

Joli exemple de marche échelonnée ce matin. Le groupe des trois batteries auquel j'appartiens avait à se transporter en plaine au-devant d'un adversaire en position; ce mouvement délicat ne pouvait être fait à la légère, mais demandait de l'étude, une préparation.

Un rideau de bois facilitait notre première approche. Je dus me porter avant les autres jusque derrière cet écran. J'y parvins sans peine par une marche serpentine, utilisant tantôt les reliefs du sol, tantôt les cultures et, posté là à la dérobée, j'ouvris le feu. Cette provocation aurait détourné vers moi l'attention de l'adversaire; il m'aurait cherché dans le paysage sans me découvrir; le duel d'artillerie aurait bientôt tourné à mon avantage; ce premier affaiblissement de ses forces aurait permis aux deux autres batteries d'entrer en ligne; et non pas furtivement, comme moi, mais d'une manière plus hardie, en se portant de l'autre côté du rideau qui me couvre et redoublant mes coups contre l'adversaire ébranlé déjà partiellement par mon tir.

Notre manœuvre se développe de la sorte. Quand les deux autres batteries ont pris position à l'avant du bois, je vais les rejoindre, par un nouveau mouvement de tiroir; le groupe entier se trouve réuni sous le commandement de son chef d'escadron. Cet échelonnement nous a paru à tous rationnel et satisfaisant; mais nous seuls en avons conscience; il passe inaperçu du haut commandement; et quand, une heure après, nous arrivons au cercle où se tient la critique, nous nous fondons dans la masse; il n'est plus question de ce que nous avons fait.

Moins cohérentes, plus décousues, ont été les opérations de l'infanterie. C'est qu'aussi sa tâche était plus vaste, son théâtre plus étendu. La complexité du problème tactique excluait toute solution rationnelle et ne permettait plus qu'un cachet d'élégance ornât la décision du commandement. Ainsi, dans un atelier où travaillent plusieurs machines-outils, on n'aperçoit que poulies, courroies, transmissions obliques, une forêt enchevêtrée où disparaît toute idée d'ensemble. Si quelque forme géométrique apparaît dans ce chaos, ce ne peut être que dans son détail. On voit alors un balancier lever, puis abaisser son

bras parabolique. Partout ailleurs, la géométrie est absente; les profils ont la lourdeur des courbes empiriques; et, si simple qu'il soit auprès de la complication des problèmes de guerre, ce problème de construction est encore trop vaste pour accommoder des formes analytiques sur lesquelles le géomètre exerce son raisonnement abstrait.

Combreux, 9 septembre.

Le gîte d'hier était si médiocre que nous avions préféré la paille aux lits qui nous étaient offerts. Dans la paille même, il y avait de si déterminés ronfleurs, que vers deux heures du matin, je pris le parti de sortir et d'aller dormir au grand air, sous un arbre, côte à côte avec un des gardes d'écurie.

La lune cheminait à travers les branches de l'arbre, inondant les chaumes de sa clarté fraîche, nous baignant tous dans sa lumière. Puis le ciel pâlit, les coqs chantèrent, et sans qu'il fût besoin de frotter une allumette, je pus lire au cadran de ma montre : trois heures du matin. Les hommes s'appelaient les uns les autres dans les hangars voisins, une lanterne dansait derrière la barrière clayonnée : c'étaient les va-et-vient du réveil et les premiers préparatifs du départ.

Les ablutions matinales ensuite, la bonne réaction reposante que détermine dans le corps las l'eau fraîchement tirée du puits. A quatre heures, le pied à l'étrier. A cinq heures, nous nous emboîtions à notre place dans la lente colonne d'infanterie. Nous manœuvrions avec elle jusqu'à deux heures après midi.

Le gîte du soir est fait pour nous consoler de celui de la veille. Il nous marque, par un de ces contrastes familiers à la vie militaire, qu'au château comme dans la chaumière nous sommes les hôtes bienvenus et, que n'appartenant en propre à aucune des couches sociales, mais bien à la nation tout entière, notre place indéterminée n'est nulle part, mais aussi elle est partout.

Le duc d'Esparre veut nous loger tous, — onze officiers, — dans le joli château posé sur son socle ancien, que des fossés pleins d'eau entourent, habités par une bande de cygnes; il a fait préparer nos chambres. Nous y montons, rustres que nous sommes, brouillés avec le confort par quelques jours de vie dure, et d'autant plus sensibles au charme élégant de cette hospitalité.

Le valet de chambre me montre le jeu des boutons qui commandent à la lumière électrique, les robinets d'eau chaude et

d'eau froide. Le dîner est à sept heures et demie; et comme nous n'avons pu jusque-là saluer individuellement la duchesse, le commandant nous présente :

— Capitaine Mahon... Capitaine Prosper... Lieutenant de Chadaillac...

— J'ai appris avec regret la mort de votre grand'mère, dit la duchesse à ce dernier.

Et la conversation se nouant entre elle et cet officier, qui est de son monde, la série des présentations s'arrête là.

Une maison de grand style et de grande simplicité; un luxe ancien, classique et comme naturel. Le service discret, parfait; un menu court, exquis.

Le commandant, qui veut plaire, se lance dans un développement sur les musées d'Italie. Il en est venu là en passant par un portrait de Largillière, qui lui fait face contre le mur de la salle à manger, et il en a deviné l'auteur. Félicité pour cette preuve de compétence, il a parlé de Venise, de Florence et de Rome; mais il avait affaire à forte partie, et, la maîtresse de maison le poussant, il s'échauffe, sue sang et eau, sur les primitifs italiens.

Dans la soirée, on l'entoure encore, on lui demande de faire danser.

— Que je joue une polka ? répond-il perplexe.

Vieil habitué de music-hall, il a dans la tête plus d'un souvenir de polka, mais ce ne sont que des réminiscences vagues, fortuites, des lambeaux plutôt que des airs.

— Après tout, essayons, dit-il, et d'un jeu rythmé, léger, il retrouve un motif de *scie*, le varie tant bien que mal et l'accompagne au petit bonheur. Il y a des fausses notes, dit-il, mais d'autre part le piano est faux et par compensation d'erreurs, la mélodie juste se trouve rétablie.

La châtelaine sourit : elle avait prévenu : le piano est détestable au point que des touches restent accrochées et ne se relèvent plus.

— N'importe, dit le commandant, nous les décrocherons.

En frappant plus fort, il les décroche en effet, et cependant dans le vieux salon les jeunes officiers et les jeunes filles dansent de légers pas de quatre, changent de main, se campent, repartent pour quatre mesures de galop.

— Encore ! disent-ils, joyeux.

Et le commandant, qui s'éponge, tape autre chose de si gai,

de si pimpant, que les figures des portraits ont l'air de sourire. On dirait que tous ces grands-pères vont sortir de leur cadre et descendre en chantant comme Jupiter dans *Orphée aux Enfers :* « Et moi, je veux aussi danser le menuet ! »

Orléans, 10 septembre.

C'est fini, nous remisons, nous liquidons. Les chevaux rangés aux écuries, le matériel rangé sous les hangars, les hommes de la classe rentrés dans leurs foyers, les jeunes officiers partis en permission, je reste seul dans cette petite maison de garnison d'où la maîtresse est absente, où il n'y a plus que les chevaux et les chiens. Je relis, je dépouille, je déchire ou je garde, j'oublie ou je me souviens. Il fait nuit. Ce sont les bonnes heures silencieuses où l'officier s'appartient enfin, après avoir appartenu au service. Ma lampe éclaire la carte déployée sur ma table. Des traits de couleur y marquent le chemin fait, les cantonnemens pris, puis les chemins occupés, tous les hasards de notre vie ; et, dessous, c'est le palimpseste indélébile où les signes se superposent, montrant les montagnes, les rivières, la nature invariable, puis les villes anciennes, les routes dont le lacet noue entre eux les lieux habités et fait à ce corps un réseau circulatoire, les bois, les cultures, tout ce que le travail des hommes fait foisonner à la surface de la terre, tout ce que leur langue a nommé, qu'elle fût le celte, le gaulois ou le latin.

Et par-dessus ces choses permanentes, il y a ce que la carte ne nomme pas, mais ce qu'elle suggère : la vie d'aujourd'hui, son labeur, ses joies, ses passions, ses peines, son mélange quotidien avec la mort. Mêlés quelques jours à cette vie nationale, nous n'avons fait que lui montrer l'image de la nation ; nous étions pareils aux Hébreux antiques, nomades du devoir, nous portions avec nous notre arche et nos tables de la Loi. Que reste-t-il cependant de notre voyage ? Rien que ce trait de crayon rouge avec lequel je marquais de jour en jour le chemin fait, les cantonnemens, puis les positions occupées ; une trace effacée déjà, un fil perdu dans le complexe écheveau des va-et-vient, des échanges, du mouvement perpétuel de cette lutte inquiète de tous contre tous qu'on appelle la paix. Peu de chose pour les autres : un symbole entrevu, peut-être illusoire ; mais pour nous-mêmes, nous avons fait beaucoup.

Nous sommes sortis de la routine inerte, propre à la vie de

garnison. L'obéissance passive à la lettre des règlemens, les tours de service, les corvées, tout ce stade inférieur de la vie militaire, nous en sommes sortis et nous nous sommes élevés à une autre discipline : discipline d'action et de fonction. Nous nous sommes affranchis de la solde, toujours payée, de la soupe toujours trempée à la fin du jour ; et cessant d'être des rationnaires, nous sommes devenus des soldats.

La charte ancienne n'exigeait du militaire « qu'une soumission entière et de tous les instans. » Et conformément à l'esprit de cette règle ecclésiastique, Proudhon pouvait écrire que le soldat ne connaît ni famille, ni citoyen, ni justice, ni patrie; que son pays est son drapeau; sa conscience l'ordre de son chef; son intelligence au bout de sa baïonnette. Il ne voyait dans l'armée que l'instrument de la sauvegarde constitutionnelle; la vie militaire telle qu'elle était de son temps, telle qu'elle est aujourd'hui encore pendant la plus grande partie de l'année, ne lui permettait pas de voir autre chose ; et cependant nous faisons plus, nous faisons mieux, pendant ce temps trop court où nous allons manœuvrer en plaine avec les fantassins et les cavaliers.

Nous distribuons des rôles ; nous ouvrons à chacun selon son grade une zone d'autonomie et d'initiative; nous créons ainsi un commandement d'espèce non plus ecclésiastique comme celui que raillait Proudhon, mais un commandement industriel. C'est un jeu d'engrenages roulant les uns sur les autres et c'est une machine intelligente où chaque organe pense, ordonne et veut. Le mouvement est commun ; la sourceen est en bas, la direction en est en haut. La nécessité qui domine cet ensemble n'est plus dans le *sic volo, sic jubeo* du maître suprême : elle est dans la nature des choses et dans la fatalité des faits.

Ainsi, la pratique manœuvrière substituée à la doctrine de l'obéissance passive, celle de la discipline des fonctions. Cette vérité est devenue évidente pour moi le long de nos chemins de Beauce; je l'ai découverte, en songeant le soir, autour de nos cantonnemens: je l'ai rapportée, je la garde, je la pratique et je l'aime. Mais je la trouverais plus belle encore si notre grand travail n'était pas si improductif, si la machine militaire ne travaillait pas à vide et si toutes nos ornières avaient seulement la valeur d'un sillon.

ART ROË.

LA

Revue des Deux Mondes

EN 1870-71

Au début de l'automne 1914, malgré les menaces qui pesaient sur Paris, malgré les questions angoissantes que se posait le Directeur de la *Revue des Deux Mondes*, celle-ci ne cessa pas de paraître. Elle dut cette continuité de vie à son directeur, le regretté Francis Charmes, à la rapidité de sa décision, à son énergique persévérance : il continuait la tradition de la maison.

En effet, quarante-quatre ans auparavant, lors de l'invasion de 1870-71, le fondateur de cette même Revue se trouva aux prises avec les mêmes difficultés.

Pourtant, et en dépit des événemens chaque jour plus tragiques, nos défaites et l'investissement de Paris, François Buloz lutta avec fermeté pour conserver à sa *Revue*, au milieu de la tourmente, l'indépendance et la vie. Les volumes de cette époque semblent étroits, comparés à ceux qui les précèdent ; mais à combien de tribulations le directeur eut-il affaire ! Enfermé volontairement dans Paris assiégé, bientôt dans l'impossibilité de correspondre au dehors avec ceux de ses rédacteurs dont le concours aurait pu lui être assuré, en proie à mille ennuis matériels, redoutant chaque jour la déception du lendemain, il fit face à tout.

A peine les angoisses du siège furent-elles terminées, que d'autres épreuves surgirent : la Commune.

C'est le chapitre de ces jours douloureux que je voudrais résumer ici. Ceux qui en furent témoins et les rédacteurs les plus fidèles sont morts aujourd'hui. Mais avec les souvenirs que les miens m'ont laissés j'ai pu recueillir, dans les correspondances de cette époque, bien des témoignages qui font revivre encore l'histoire de ces temps disparus...

En juillet 1870, François Buloz, âgé, usé par un travail incessant de quarante années et des inquiétudes de toutes sortes, récemment accablé par la perte du plus tendrement aimé de ses fils (1), restait d'esprit aussi vigoureux qu'autrefois.

Pourtant, à la fin de sa vie, sa mauvaise vue lui refusant tout service, il se faisait lire les œuvres qu'on lui envoyait; il suivait cette lecture avec intérêt, ne laissant passer ni une erreur, ni une faute de français, car cet homme, dont la légende a voulu faire un ignorant, avait reçu à Louis-le-Grand une instruction solide, et préparé ensuite Normale. On se souvient qu'il disait à Maxime Du Camp à propos de Mérimée : « Pas un seul d'entre vous ne connaît la grammaire ! » et Maxime Du Camp admettait qu' « après tout c'était bien possible (2). »

J'ai pu ajouter à la volumineuse correspondance de la *Revue des Deux Mondes*, correspondance qui s'étend de 1830 à 1877, maintes lettres de François Buloz, retrouvées ici ou là, au hasard d'une vente, ou communiquées par les enfans ou petits-enfans de ses correspondans d'autrefois. C'est dans ces lettres que se manifeste le mieux son ardeur à combattre et que paraît le plus son amour pour la *Revue*. Écrites hâtivement, sur un coin de bureau, ou de sa maison de Savoie, pour rappeler à l'ordre son fils ou son secrétaire, il est là tout entier. Il les harcèle et les tourmente, déplore leurs lenteurs, blâme leurs négligences, donne des ordres, lance des arrêts. On le sent vibrant, ardent, furieux et... magnifique.

« Je vous prie en grâce, mon cher Radau, de ne vous occuper que du numéro, et de ne pas recevoir les C... V... dont je n'ai rien reçu et à qui je n'ai rien à répondre. Si vous ne leur fermez pas la porte, *on vous prendra votre temps* et vous ne ferez rien de bon. A la *Revue* donc, et rien qu'à la *Revue !* » Encore : « Pensez à Fromentin; que devient Saint-René? Il avait promis... Qu'avez-vous pour le numéro? — Un

(1) Louis Buloz, mort à Ronjoux, en juillet 1869, à vingt-sept ans.
(2) Maxime Du Camp : *Souvenirs littéraires.*

tel, un tel, un tel!!! — On ne fait pas un numéro avec cela! »

D'un de ses rédacteurs il écrit avec impétuosité : « Il cite Michel B... jusque dans sa plus mauvaise langue : *Les germes semés!!!* J'ai enlevé le passage à cause de ce barbarisme; on sème des graines, on ne sème pas des germes. Est-il possible que des professeurs au Collège de France ne sachent pas cela?... »

I

Au début de juillet 1870, après les menaces de guerre qui semblèrent conjurées le 12 par la réception de la dépêche Olozaga, F. Buloz se rendit en Savoie. C'était son habitude, hiver comme été, chaque quinzaine, après le numéro, d'y emporter les épreuves du numéro suivant. Il se reposait ainsi dans son pays d'origine, en travaillant encore, sous le toit de sa maison de Ronjoux qu'il aimait.

Mais deux dépêches vinrent, cette année-là, l'y troubler de nouveau. Il fallait, à ce moment, quinze heures pour se rendre à sa propriété, — un vrai voyage, — et, depuis son départ de Paris, les événemens s'étaient succédé avec rapidité : la demande de garantie réclamée par l'opposition (1) avait été accueillie à Saint-Cloud, transmise à notre ambassadeur Benedetti, qui eut pour mission de la soumettre au roi Guillaume. On sait l'accueil que le Roi fit à notre ambassadeur, accueil suivi de la trop fameuse dépêche d'Ems. La déclaration de guerre éclatant aussitôt après ces événemens, — le 19, — la présence du fondateur devint nécessaire à la *Revue;* on lui télégraphia donc, et il se hâta de revenir.

Le 21 juillet, il trouva Paris « ronflant comme un tambour, » et la population électrisée par un vif enthousiasme. A cette époque, About écrivait : « J'ai quitté Paris à regret hier soir; il était vraiment beau. Jamais le peuple de la grande ville ne m'avait paru si animé, si fier, si content de lui-même,

(1) « M. Clément Duvernois demande à interpeller le Cabinet sur les garanties qu'il a stipulées ou qu'il doit stipuler pour éviter le retour des complications successives avec la Prusse. Le Cabinet répondra à l'interpellation le jour qui lui conviendra le mieux. (*Silence général.*) » — (Compte rendu de la séance de la Chambre, 12 juillet 1870.)

depuis le départ de l'Empereur pour la campagne d'Italie en 1859... »

Faut-il s'en étonner? F. Buloz ne subit pas le même enthousiasme; il fut tout de suite accablé de tristesse à la pensée du sang français qui allait couler. Malgré cela, il eut, jusqu'au bout, confiance dans les destinées de sa Patrie, et crut, à chacun de ses revers, qu'elle se relèverait et qu'elle triompherait en dernier ressort.

Ardent patriote, il souffrit cruellement des malheurs successifs qui fondirent sur la France; il les constatait avec amertume, ils l'accablaient, mais il n'aurait pas voulu qu'on s'en lamentât devant lui; à l'annonce de chacun de nos désastres, il pensait à la victoire prochaine qui l'effacerait, et le pessimisme qu'il rencontrait autour de lui l'exaspérait.

Cependant, le 1er août, il écrivait à George Sand : « ... Dans quelles terribles affaires nous entrons avec cette guerre sauvage! Dieu veuille que notre armée réussisse à châtier tant d'insolentes prétentions et d'ambitions cupides! Il n'est question à Paris que des mauvais traitemens infligés aux Français attardés au delà du Rhin; ici, au contraire, on accueille comme avant les Prussiens restés en France, et il doit en être ainsi (1). »

A cette heure, revenu à Paris avec Mme F. Buloz et son fils Charles, qui devait, depuis la mort de l'aîné, succéder à son père dans la direction de la *Revue*, F. Buloz songea d'abord aux difficultés auxquelles il lui faudrait faire face, concernant ses rédacteurs dispersés, car, au début, il ne s'arrêta guère à l'éventualité d'un siège; il ne pensa qu'à paraître chaque quinzaine, en composant des numéros intéressans. Aussi fit-il appel aux bonnes volontés de ses collaborateurs.

Beaucoup étaient au loin. George Sand à Nohant allait, à la fin de septembre, en être chassée par une épidémie de variole terrible, qui la força d'émigrer dans la Creuse; Cherbuliez à Genève, Fromentin à la Rochelle, Saint-Marc Girardin à Magnac-Bourg, Michel Chevallier à Asnelles; quant à Montégut, il avait disparu, et ses amis s'inquiétaient, le croyant mort ou fou.

Au commencement de la guerre, et malgré leur éloignement, les rédacteurs pouvaient encore envoyer leurs travaux,

(1) Inédite. (Collection S. de Lovenjoul. F. 227. F. Buloz à G. Sand. 1er août 1870.)

mais petit à petit, et à mesure que l'invasion se rapproche, les communications deviennent difficiles, puis impossibles, lorsque le réseau qui se resserrait se referme autour de Paris.

Le 17 août, la France, après les défaites de Wœrth et Frœschwiller, subissait l'invasion ; depuis le 9, le siège était mis devant Strasbourg, nos armées s'étaient battues sans relâche à Borny et à Rezonville-Mars-la-Tour. La nouvelle de cette dernière bataille avait été reçue à Paris avec transport : on en avait fait une victoire (1). Ce n'était qu'une demi-défaite, et F. Buloz écrit à George Sand : « Les nouvelles sont un peu meilleures, on a réussi à se concentrer en repoussant l'ennemi, et en lui faisant éprouver de lourdes pertes (2). Cependant, ce sera long si on veut rester sur la défensive pour harasser les Prussiens, et dans tous les cas, Paris ne sera pas un agréable séjour, puisqu'on pense à battre l'ennemi sous ses murs, avec une armée par derrière et une armée par devant, » — puis, comme le romancier doutait qu'on pût lire ses romans à de pareils instans, il écrit : « On vous lira *malgré tout*, croyez-moi (3). »

On le voit, F. Buloz conservait, à travers nos épreuves, un espoir tenace.

Victor Cherbuliez, qui lui était très affectueusement dévoué, voyant la tournure que prenaient les événemens, lui avait offert de le rejoindre à Paris..., de passer avec lui ces heures cruelles, de l'aider dans sa tâche. Mais le directeur de la *Revue* avait refusé l'offre délicate de son ami. « Cherbuliez était marié, il avait trois enfans, il ne devait pas venir s'exposer ainsi dans la France en guerre (4). »

Le 19 août, Cherbuliez est à Saint-Cergues avec son père, souffrant ; il suit anxieusement la marche des armées, et il écrit à F. Buloz son impression, l'opinion qu'il se fait..., ses espoirs. Hélas ! comme tous, il se leurrait : « Je suis très heu-

(1) « Mais, dit l'Impératrice, il y a une dépêche que vous ne connaissez pas... Le maréchal est victorieux à Rezonville. » *L'Empire libéral*, tome XVI, p. 276. E. Ollivier.

(2) 16 000 Allemands avaient été blessés ou tués (A. Malet, *XIX*e *siècle*).

(3) Collection S. de Lovenjoul. F. Buloz à G. Sand, 17 août 1870, F. 230. Inédite.

(4) On sait que Cherbuliez, dont la famille française originaire du Jura avait émigré au moment de l'Édit de Nantes, avait gardé à la France un attachement profond. Après nos revers, il le lui manifesta de la façon la plus touchante en demandant sa naturalisation.

reux de voir que vous regardez les événemens d'un œil moins sombre. Quoi qu'en disent les bulletins prussiens, il paraît positif que dans cette grosse affaire du 17 (1), le maréchal Bazaine, qui avait en tête deux armées prussiennes, a maintenu ses positions, et que l'ennemi a fait des pertes si considérables qu'il a demandé un armistice. Voilà un événement de bon augure. Comme vous le dites, la crise sera longue ; elle ne sera pas au-dessus des forces et du courage de la France. Mais que dire d'un gouvernement qui a engagé une telle partie sans être prêt, et en faisant croire au pays qu'il l'était? Il me semble que ce gouvernement s'est rendu impossible, et il suffit de lire la proclamation du général Trochu (2) pour être assuré que la République existe aujourd'hui de fait.

« ... Quelles cruelles journées vous avez traversées! Si, contrairement à mes vœux les plus ardens, la situation s'assombrissait de nouveau, et que la *Revue* eût besoin de faire appel à ses ouvriers, ils ne lui feraient pas défaut. En ce qui me concerne, je tiens à vous réitérer l'assurance que je vous ai fait donner par ma femme.

« Dans quelle attente fiévreuse nous vivons! Heureusement, le temps est cette fois-ci un auxiliaire de la France. Il paraît que les forces qui se concentrent à Châlons sont considérables. C'est pour cela que les Prussiens avaient si fort à cœur d'écraser l'armée du Rhin sous les murs de Metz. Ce qu'a fait ces jours-ci le maréchal Bazaine encourage les espérances qu'il inspirait. Ce n'est encore qu'un commencement, mais c'est quelque chose que de commencer, quand on prend en main une partie si déplorablement compromise... (3). »

Les deux amis avaient donc bon espoir; ils ne se laissaient pas aller au découragement, malgré tant de désastres déjà.

Charles de Mazade qui, à Paris, continua fidèlement sa chronique pendant tout le siège, écrivait alors : « Est-ce qu'on s'énerve dans les découragemens mortels ou dans les effervescences stériles? Nullement ; il y a une sorte de tranquillité ferme et résolue, on n'entend plus de cris dans nos rues ; dans le pays, il y a de l'émotion sans doute, et point d'hésitation... »

(1) Il doit être question ici encore de Rezonville : le 16 août, car le 17 les armées se concentraient pour la lutte du lendemain, Gravelotte-Saint-Privat.

(2) Trochu venait d'être nommé gouverneur de Paris, 18 août.

(3) Inédite.

Cette opinion de Mazade sur « la confiance nouvelle qui s'est réveillée et se proportionne au péril public, » c'est l'opinion de la *Revue*.

Chaque jour, comme dans les jours heureux, on se réunit près du vieux fondateur. On vient prendre « l'air de la maison, » connaître les nouvelles, les commenter, discuter à perte de vue sur les événemens, enfin l'aider à composer les numéros, souvent difficiles. Les fidèles sont là : Louis Vitet, Gaston Boissier et Perrot, Ernest Renan et Mézières, Mazade, Mignet, tant d'autres...

Cependant, la situation empirait ; la nouvelle des événemens de Sedan porta un coup mortel aux plus vaillans. F. Buloz accueillit avec satisfaction la République ; il pensait qu'elle sauverait la France, et, quoique ne se dissimulant pas le danger terrible que celle-ci courait dans cette aventure, il se reprenait à espérer.

Voici une lettre de Victor Cherbuliez du 11 septembre ; son opinion sur les Prussiens de 70, leur ambition colossale, leur Dieu, etc., on croirait cette lettre datée d'hier.

« Votre lettre, mon cher ami, m'a fait du bien. Elle me prouve que votre courage ne s'est pas laissé abattre, que vous êtes debout, à l'œuvre, comme la France. Et pourtant, que de coups frappés autour de vous ! Ce pauvre Montégut !

« Il est certain que, dans toute l'Europe, l'opinion se désabuse ou se réveille. En Angleterre, il n'y a qu'un cri pour demander au gouvernement une intervention active. Qui ne se sentirait menacé par cette colossale ambition, si peu soucieuse de dissimuler ses appétits ? Je ne serais pas étonné qu'au quartier général prussien, il n'y eût partage d'opinions et de sérieux dissentimens ; mais le roi Guillaume est ivre de ses succès, et sûr de *son Dieu*. Quelqu'un qui est souvent bien informé me disait hier que, pour le cas de pression active et menaçante, il ne traitera pas avec la République, ce nom le fait frissonner ; son premier exploit fut d'étouffer à Baden dans le temps l'insurrection républicaine. Selon le quelqu'un que je cite, l'idée du Roi serait d'imposer à la France l'Impératrice régente et Napoléon IV. Ce serait le seul gouvernement qui pourrait lui faire toutes les concessions qu'il désire. Il se plaît à croire que le paysan français mordrait à cet hameçon, qu'il serait facile d'obtenir de lui un nouveau plébiscite à l'aide de quelques

désordres sanglans qu'on fomenterait dans une ou deux grandes villes. Voilà le plan que lui attribuerait mon informateur. C'est vraiment supposer qu'il n'y a plus de France ni plus d'Europe. Comme vous, je suis républicain à outrance; c'est le seul salut possible, et ce sera la vengeance.

« On assure que le général Trochu est loin de désespérer; vous devez savoir ce qu'il pense de la situation. Patience, espérance, tout est là; l'horrible cauchemar où nous vivons prendra fin.

« Ma femme vous envoie ses plus cordiales amitiés. A vous plus que jamais (1). »

Voici la réponse de F. Buloz; elle est datée du 18 septembre, c'est une des dernières lettres qu'il ait écrites avant l'investissement :

REVUE
DES
DEUX MONDES
PARIS
17, rue Bonaparte, 17

Paris, le 18 septembre 1870.

« Mon cher ami,

« L'ennemi nous enserre de plus en plus, et nous voici bientôt bloqués. Pourtant, je persiste à dire que Paris fera une très bonne contenance, aura une grande vigueur, et que nous nous relèverons de l'abîme.

« Je voudrais aussi faire bonne contenance et que la *Revue* maintînt sa situation. C'est pourquoi il faut que nos collaborateurs du dehors et des départemens nous prêtent un vif et ardent concours. Vous ne m'avez rien dit à ce sujet dans votre dernière lettre, et pourtant je compte tout à fait sur vous. Rassurez-moi sur l'époque où vous pourrez m'adresser votre manuscrit, qu'il faudrait me faire tenir par la légation suisse (2). Chose singulière, la *Revue* va aussi facilement en Allemagne que par le passé; ce sont les départemens envahis qu'il est difficile de servir.

« Nous avons reçu une lettre de Montégut qui, heureuse-

(1) Inédite.

(2) Ce manuscrit, qui était celui de *la Revanche de Joseph Noirel*, ne put être envoyé à ce moment. Le roman ne parut qu'en 1871, le 15 juillet, etc.

ment, n'est ni mort ni fou ; il s'est tout simplement réfugié à Limoges, dans son pays.

« Tout à vous,

« F. Buloz. »

Mme F. Buloz ajoutait :

« Vous voyez, mes chers amis, où nous en sommes, Édouard (1), qui descend la garde, dit qu'on va se battre à Châtillon, et que l'ennemi est dans le bois de Verrières. On a beaucoup brûlé ces nuits dernières depuis Meudon jusqu'à Clamart, mais pas assez pourtant. L'esprit est bon à Paris, on veut se défendre. La population entière est sous les armes, depuis les enfans jusqu'aux grands-pères. Que Dieu nous assiste, qu'il nous fasse sortir de l'horrible position où nous sommes!

« Marie (2) est arrivée, je l'espère, à la Rochelle hier, sa dernière lettre, celle de ce matin, est datée d'Angers. La pauvre chère a eu une peine extrême à traverser ce biais si encombré... Mes chers amis, quelle douleur d'être ainsi séparés. Je suis bien accablée. On va se battre vers Châtillon et Verrières, toujours ce bois envahi.

« J'établis une ambulance chez moi au quatrième. Nous allons mettre le drapeau et les brassards de Genève. Me voilà, ainsi que ma bonne voisine, transformée en infirmière! Hélas! mes chers amis, à quoi serions-nous bonnes ici, si ce n'était à cela!

« Mon mari me charge de vous rappeler tout ce qu'il attend de vous pour la *Revue*. Moi, je vous rappelle ce que j'attends de votre dévouement, de votre amitié *surnaturelle*, si l'Ouest était menacé, si Marie vous appelait à son secours... écrivez-lui, je vous en prie... Maintenant, embrassons-nous, je vous aime de tout mon cœur.

« C. B. (3) »

On le voit, Mme F. Buloz, énergique elle aussi, se multipliait. C'était une femme d'une haute intelligence, douée de l'esprit le plus fin, la digne collaboratrice d'un tel homme. Elle l'avait, à ses pauvres débuts, encouragé et soutenu, et certainement cette charmante présence lui avait maintes fois allégé sa tâche ; elle

(1) Édouard Pailleron son gendre.
(2) Sa fille, Mme Édouard Pailleron.
(3) Inédite

aimait à rappeler que, dans les temps difficiles, elle avait été seule, dans un moment de crise, avec Sainte-Beuve, à croire aux destinées de la *Revue*.

Fille du musicien-chroniqueur Castil Blaze, Christine Buloz tint de lui l'amour de la musique et des lettres, elle tint aussi de lui sa vivacité de Provençale, — elle était née à Avignon, — et son esprit. Petite, mince, brune, fluette, sous son apparente fragilité, elle cachait une vive énergie. Romanesque un peu, un brin sentimentale, elle aimait les romans de Mme de Duras, savait André Chénier par cœur, et chantait pour moi, lorsque j'étais enfant, les Noëls et les Reveyés de son pays en provençal... Son mari, qui intimida tant de gens, ne l'intimida jamais; une seule question les divisa dans leur jeunesse : la religion. On pense que cette Provençale était fort pieuse, et François Buloz, enfant de 48, fort voltairien. Mais leurs discussions religieuses se terminaient invariablement par ces mots de Mme Buloz : « Tu auras beau dire, si tu meurs le premier, je ferai venir un prêtre ! » F. Buloz se dressait alors, terrible : — « Christ ! je te défends !... — Mais elle, secouant ses anglaises, lui répétait : « Tu l'auras, compte sur moi ! » et elle souriait.

En 1869, elle perdit sa gaieté à la mort de son fils. Je n'ai pas connu Louis Buloz, je sais que ce fut un être délicieux, doux, presque féminin, modeste, épris des lettres, ami des lettrés. Autant le père était parfois rude, intransigeant même, autant le fils, à ses côtés, fut affable et conciliant; l'un taciturne, s'extériorisant peu, l'autre volontiers mondain, et aimant la causerie. Tous deux s'entendaient pourtant; ce père et ce fils si différens se retrouvaient dans leur commun amour pour la *Revue*, dans leur goût passionné du travail.

Les collaborateurs de la maison aimaient ce « jeune disciple, » ils considéraient la *Revue* un peu comme leur maison et Louis, qu'ils avaient vu tout jeune, un peu comme leur enfant... Louis Buloz mourut à vingt-sept ans, après une longue maladie. Sa mère, qui l'avait emmené quelques mois avant dans le Midi, puis en Savoie, où il voulut mourir, le ramena à Paris dans son cercueil.

Elle fut terrassée. Mais, lorsqu'un an après, l'orage éclata, elle se ressaisit et fit de son mieux pour contribuer au sauvetage de la *Revue*.

En vérité, elle avait plus d'une tâche à remplir, dont la

moindre n'était pas d'affecter la confiance et l'espoir, alors qu'elle pleurait son enfant. Cependant, à George Sand, de temps à autre, elle confiait discrètement sa peine ; celle-ci aussi était mère, elle savait comprendre la douleur des autres mères, et la pieuse Mme F. Buloz eut toute sa vie pour George Sand une fervente affection... Lélia l'aimait. Autrefois, dans leur jeunesse, les différends entre le directeur de la *Revue* et le romancier furent fréquens, vifs souvent. Mme Buloz les apaisait, et George Sand l'appelait : « le petit ange de paix. »

Donc, auprès d'elle, Mme F. Buloz pleurait son fils, « la joie de ma vie et de mon cœur, la sécurité de l'avenir, la protection, le guide de sa sœur et de son frère, l'aide, l'ami de ce pauvre vieil homme qui se reposait avec tant de confiance sur l'intelligence, la douceur, la bonne grâce de ce cher disciple... Vous comprenez cela, n'est-ce pas? Il suffit d'être mère, il suffit d'avoir connu l'enfant que nous pleurons (1). »

Mais ces abandons étaient rares; d'ailleurs sa vaillance lui devint nécessaire; pour les sacrifices, elle était prête à les supporter : elle avait consenti le plus douloureux.

En septembre 1870, sa sœur, Mme Rosalie Combe, qui habitait la Provence, s'inquiétait de la situation ou Mme Buloz allait incessamment être acculée, enfermée dans Paris. Mais l'assiégée la rassure avec sérénité; pour un peu même, elle reprocherait à sa sœur de ne pas considérer les événemens avec suffisamment de sang-froid.

« Ma bonne et chère sœur, lui écrit-elle, calme-toi, je t'en supplie. Nous allons subir une crise, mais Dieu permettra qu'elle ne nous accable pas. » D'ailleurs, elle compte sur la défense qui « va être héroïque ; Paris est plein de soldats bien déterminés, les fortifications sont solides, les forts armés et défendus par les marins, les meilleurs artilleurs du monde, » puis elle termine crânement par ces mots : « Je vous écrirai jusqu'à ce qu'on nous enferme (2). »

II

Ils furent enfermés le 19.

François Buloz se débattit un instant entre ces deux alter-

(1) Collection S. de Lovenjoul : Mme F. Buloz à G. Sand. 5 août 1870. Inédite.
(2) Mme F. Buloz à Mme R. Combe, 10 septembre 1870, inédite.

natives : sortir de Paris et se réfugier à Ronjoux, si la *Revue* ne pouvait plus continuer de paraître, ou, si elle avait une seule chance de durée, rester à son poste de travail coûte que coûte.

Or, après avoir compté son monde, il conclut que, les ressources matérielles ne manquant pas, avec les rédacteurs présens on pourrait faire les numéros, chacun s'y mettant et apportant son aide à l'œuvre commune... l'avenir était bien noir, mais le fondateur aurait considéré le départ, dans ces conditions, comme une défection : il fallait durer, alors il resta, et dura.

Avec un personnel de plus en plus restreint, le plus souvent sans l'aide de son fils appelé au dehors par le service, il fit, je l'ai dit, face à tout. On a affirmé que la guerre l'avait miné, qu'il était mort de la guerre, c'est possible, et ceux qui ont fait cette remarque l'ont suivi de près et connurent son intimité ; d'ailleurs il a dit lui-même que ces mois de siège comptèrent double dans sa vie. Il donna là un gros effort de travail, mais un effort moral plus douloureux encore : ce vieux combattant tint à prêcher d'exemple et, avec sa *Revue*, voulut relever l'énergie de ceux qui la liraient, exalter leur patriotisme, réveiller leur foi. Il travailla jusqu'à tomber de fatigue, il passa souvent ses nuits ; il ne fut pas malade, il ne fut malade qu'après, alors il se sentit, comme on dit, « touché. » Mais tant qu'il se vit utile, il voulut continuer : il y mettait son point d'honneur.

Cependant, il craignit de manquer de copie. On a vu qu'il en demandait à Victor Cherbuliez au moment où Paris allait être isolé du reste de la France, il en demanda à George Sand, qui put lui faire parvenir les derniers feuillets de *Césarine Diétrich* avant l'investissement, puis pendant l'armistice, le *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, et *Francia*. Il fit appel à A. Mézières, E. Caro, M. Du Camp, Renan, Saint-Marc Girardin, tourmenta Sandeau en vain, obtint d'Auguste Barbier *Les fils des Huns*, de Sully Prudhomme les *Stances sur le siège* et la charmante *Mare d'Auteuil*

Où mille insectes fins viennent mirer leur aile...

publia des nouvelles d'Erckmann-Chatrian, d'Albane (1), d'Amédée Achard ; des articles de Quatrefages, Blanchard,

(1) Pauline Caro.

Fustel de Coulanges, Georges Perrot, Gaston Boissier, Paul Leroy-Beaulieu, Michel Chevalier, A. Calmon, Louis Reybaud, Augustin Cochin, et fit débuter, dans un travail intitulé : *Le champ de bataille de Sedan*, un jeune auteur qui lui sembla avoir la plume facile : M. Jules Claretie.

Mais tous ceux qui ont travaillé à la *Revue* pendant le siège ont-ils signé leurs travaux? J'ai sous les yeux le procès-verbal de la première réunion d'actionnaires qui eut lieu après tous ces événemens, le 30 octobre 1871, et je relève ceci... « La *Revue* n'a pas cessé de paraître, seule de tous les recueils périodiques, grâce à l'activité de la direction, grâce à l'honorable président du Conseil, qui non seulement relevait les courages, mais prêtait encore l'appui de sa plume éminente, etc. » L'honorable président du Conseil de surveillance était alors Mignet : son nom ne paraît sur aucun sommaire.

A George Sand, au fond de son Berri, F. Buloz continuait d'envoyer les épreuves de *Césarine Diétrich*. Avant que Paris ne fût fermé, il lui avait écrit :

« Je vous envoie l'épreuve de votre quatrième partie; je vous serais obligé de me la rendre le plus tôt que vous pourrez, car je crains de voir Paris bientôt complètement fermé. Je ne sais trop ce que j'y ferai pendant cette terrible crise, mais il faut que je m'efforce de continuer notre publication à tout prix, dussé-je y périr.

« Cela me coûte pourtant, et j'ai un moment pensé à vous aller voir pour me rendre à Ronjoux, car il n'y a plus d'autre chemin, et je ne sais pas si je ne serai pas contraint de le faire, lorsque les articles et les papiers me manqueront. Ce serait pourtant un déshonneur autant pour moi que pour les écrivains qui manquent à mon appel.

« Beaucoup ont fui. Il n'y a guère de vaillans comme vous, et je vous remercie de n'avoir pas manqué à ce moment suprême...

« Il n'y a plus que la République pour sauver la France, et je m'y rallie à tout jamais. Je voudrais la voir faire le tour de l'Europe et porter notre vengeance au delà du Rhin.

« L'Empire nous a trompés de la façon la plus odieuse, et nous a lâchement livrés à l'étranger. Il faut que la France se lève tout entière contre l'envahisseur; j'espère qu'elle le fera, le le dis tous les jours autour de moi, surtout aux miens, et mon

dernier fils va tous les jours aux fortifications, bien décidé à faire son devoir.

« Cela me rend ma tâche plus difficile avec ma mauvaise vue. Dans ces circonstances, aidez-moi de toutes vos forces, et dites-moi si Maurice ne pourrait pas prendre la place que vous allez laisser libre.

« Tout à vous cordialement.

« F. B.

« Donnez-moi du courage pour continuer ma tâche, « jusqu'à toute extrémité, » comme dit ce pauvre général Uhrich. Dieu veuille que Paris nous relève! Pour moi, je suis plein de confiance de ce côté. La seule chose qui l'ébranle quelquefois, c'est l'audace de M. de Bismarck et de ce vieux Roi... Comme ils marchent sur le cœur de la France (1) ! »

Mais George Sand craint de voir Paris fermé avant que les épreuves ne parviennent à la *Revue*. « La ligne est coupée, écrit-elle à son ami, et je ne reçois votre lettre et les épreuves qu'aujourd'hui 19. Je vous réponds et vous envoie lesdites épreuves par le courrier de ce soir. Les recevrez-vous? Je l'ignore. Si vous receviez la lettre sans les épreuves, passez outre en les revoyant avec soin. Nous sommes au milieu de la variole, qui sévit, dans nos petites maisons de paysans, autour de nous, avec une violence effrayante.

« Nous avons envoyé Lina et les enfans dans la Creuse. Nous restons au poste, Maurice et moi : mais nous n'osons vous engager à venir ici, car un de nos domestiques est déjà malade, et nous y passerons peut-être tous, — tous les fléaux à la fois !

« Je vous enverrai de la copie, s'il m'est possible. Maurice n'a rien. Soyez sûr que, jusqu'à mon dernier souffle, je ferai de mon mieux.

« A vous de cœur.

« G. S. (2).

« Mes vœux pour vous autres. »

Ainsi, le directeur et le collaborateur, à quelques heures l'un de l'autre, allaient être plus éloignés que s'ils avaient

(1) Collection S. de Lovenjoul : F. Buloz à George Sand, 17 septembre 1870 F. 232. Inédite.

(2) Inédite.

habité les deux bouts de l'Europe. L'isolement se faisait autour de Paris, le silence dans la province. « On nous dit qu'il y a de bonnes et grandes nouvelles, écrit George Sand le 26 septembre, nous n'y croyons pas. Paris investi, les lignes télégraphiques coupées; nous sommes plus loin de l'activité que l'Amérique. » Les nouvelles qui lui parviennent sont décourageantes : « On dit que tout trahit, même Bazaine; » ou surprenantes : « Des personnes qui connaissent Gambetta nous disent qu'il va tout sauver! »

On accueillait tous les espoirs, on croyait aussi, et ceux qui avaient le plus combattu le fameux « caporalisme » y croyaient le mieux, à cette armée que le gouvernement de la Défense, « en frappant du pied, » faisait « sortir de terre. Même devant l'exemple qu'avait donné l'armée ennemie, entraînée, assouplie, exercée par une longue préparation, on supposait que celle qui « sortait de terre » pourrait lui résister, en triompher même, cette armée, que le comte de Bismarck appelait, dédaigneux, un « rassemblement de gens en armes, non une armée. »

Sa résistance, certes, elle fut héroïque; on pouvait tout attendre de son esprit; mais, hélas! il fallut bien en convenir, « le plus clair, c'est qu'une armée sans armes, sans pain, sans chaussures, sans vêtemens et sans abri, ne peut pas résister à une armée pourvue de tout et bien commandée (1). »

III

On sait que Paris, après l'entrevue de Verrières, fut indigné des prétentions arrogantes de l'ennemi; plutôt que d'y accéder, « Paris, exaspéré, s'ensevelirait sous ses murailles (2), » s'écriait le gouvernement, et « la population tout entière se trouva réunie comme par enchantement dans une commune résolution de tenir bon jusqu'à la mort (3). »

Cette résolution fut la même partout, et F. Buloz l'adopta avec passion; on le verra dans sa ligne de conduite, on le verra dans les lettres à Ernest Renan, qui vont suivre. Ceci ne l'empêcha pas d'être sensible aux mille soucis de chaque jour, aux

(1) *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, par George Sand.
(2) 28 septembre 1870.
(3) F. Sarcey.

inquiétudes, au manque de nouvelles, et ce manque de nouvelles fut, pendant le siège, un de ses plus cruels tourmens, — elles arrivaient peu et mal, on en était réduit aux vagues conjectures; même celles concernant les opérations qui se faisaient autour de Paris étaient inexactes, souvent démenties, et... que devenait l'armée de la Loire? Que devenait la France? « On ne peut évidemment douter qu'elle ne soit avec Paris, d'âme et de résolution, écrivait Mazade... Qu'a-t-elle pu faire depuis un mois? Dans quelle mesure a-t-elle organisé ses forces? » — C'était la nuit.

La crainte de ne pouvoir « durer, » pour la *Revue*, harcelait aussi F. Buloz; il redoutait les obstacles matériels, ceux contre lesquels on ne peut pas lutter : le manque de papier, par exemple, ceci était sa hantise. Le directeur, alors, se voyait forcé de limiter le nombre de pages des numéros, de refuser les longs articles.

« Ce n'est pas le moment de perdre courage, quand l'espoir commence à renaître, lui écrivait Louis Vitet le 8 octobre, en le quittant. Dites franchement votre embarras à vos abonnés. C'est une des nécessités du Siège, un cas de force majeure s'il en fut. Au lieu de onze feuilles, n'en donnez que huit, ou même six. Mais paraissez, et annoncez que vous continuerez à paraître. Je vous promets de me mettre à l'ouvrage... » Je ferai tous mes efforts pour vous venir en aide; mais, encore une fois, ne jetez pas le manche après la cognée, et soyez persuadé que le public vous saura gré des efforts que vous aurez faits (1). »

Je ne sais si F. Buloz eut jamais l'idée de « jeter le manche après la cognée, » comme le craint ici Louis Vitet, peut-être en avait-il menacé ses amis? Peut-être le directeur, ce soir-là, avait-il eu à se plaindre de quelque défection, ou était-il agité par des craintes nouvelles? Dans ces occasions, il n'épargnait personne, et ses boutades étaient vives... Plus simplement, je pense qu'il avait dû peindre la situation de la *Revue*, — difficile en vérité, — sous un jour plus sombre, résumer ses maux, et cela le soulageait.

Sous l'Empire, alors que la *Revue*, à deux reprises différentes, reçut les avertissemens d'usage, François Buloz, qu'à ces momens-

(1) Inédite.

là le sommeil ne visitait guère, n'allait-il pas volontiers s'assurer, — vers deux heures du matin, — que sa famille reposait? — « Sur un volcan! » s'écriait-il, avec véhémence, « à la veille d'être supprimés! » Demain, peut-être serait-on sur la route de Bruxelles! il appelait cela « envisager la situation! » D'ailleurs, il ne se décourageait pas pour si peu, et faisait d'avance son plan d'exil; mais il éprouvait le besoin qu'éprouvent ceux que la souffrance ou la crainte font veiller, de communiquer aux siens cette crainte ou cette souffrance.

Très peu de temps après la lettre qu'on vient de lire, — le 15 octobre 1870, — Vitet commença d'écrire au directeur de la *Revue* ses *Lettres sur la situation*, lettres pleines de foi, qui « respiraient, au dire d'un contemporain, le patriotisme le plus ardent et le plus éclairé; reproduites par tous les journaux, elles faisaient dans le public une sensation profonde. »

Pour en revenir à l'idée de résistance à outrance, ce fut toujours celle de F. Buloz; il pensait qu'après Sedan, la résistance désespérée de la France était son rachat, et, à ce propos, il eut, avec Ernest Renan, maintes discussions.

La déclaration de guerre avait surpris Renan en Norvège; il a écrit : « J'étais à Tromsoë où le plus splendide paysage des mers polaires me faisait rêver à l'île des morts de nos ancêtres celtes et germains, quand j'appris l'horrible nouvelle. » Il revint à Paris où il passa le temps du Siège et de la Commune, dans son appartement de la rue Vaneau.

F. Buloz, qui sollicita alors maintes fois sa collaboration, n'obtint de lui qu'un article sur la guerre en septembre 1870. Quoique Ernest Renan vînt souvent le voir et causer avec lui, il résistait à ces idées de lutte à outrance, et sur ce terrain, les deux hommes engagèrent de fréquentes, et du côté de F. Buloz de véhémentes polémiques.

Idéaliste de génie, Ernest Renan, qui avait, comme presque toute sa génération cru à l'Allemagne avant 70, fut violemment désillusionné par les épreuves cruelles qui atteignirent alors tous les Français. Découragé, il tomba dans le pessimisme le plus noir, il jugea la partie perdue, voulut se retirer de toute lutte. « Profondément convaincu, a-t-il dit, de ce principe qu'une force organisée et disciplinée l'emporte toujours sur une force non organisée et indisciplinée, je n'ai jamais eu

d'espoir dans les efforts tentés pour continuer la lutte après le 4 septembre. »

François Buloz, au contraire, étant homme d'action, s'irritait de voir les esprits supérieurs renoncer à toute espérance, — il voulait que tout le monde fût debout et ces derniers en tête. N'ayant jamais cru foncièrement à l'idéalisme de l'esprit allemand, ni au désintéressement de ceux qui représentaient l'élite de l'intellectualité chez nos ennemis, il n'eut pas comme Renan de désillusion amère devant la révélation de cette barbarie, de ces mensonges, de cette outrecuidance, mais une violente indignation, et il reprocha souvent aux philosophes et aux représentans de la science française d'avoir placé trop haut certaines grandes figures prussiennes, Mommsen entre autres, qui se montrait, à l'heure de nos revers, et après avoir été si bien accueilli chez nous, le plus rude et le plus implacable de nos adversaires.

Ces quelques lignes m'ont paru nécessaires pour expliquer les lettres de F. Buloz qui vont suivre, lettres auxquelles, malheureusement, je ne puis joindre les réponses de Renan : je ne les ai pas retrouvées. D'ailleurs, je ne sais si Renan répondait par lettre aux argumens de F. Buloz. Les discussions des deux hommes avaient lieu le soir, et F. Buloz, avec sa nature belliqueuse, lorsque Renan l'avait quitté, le poursuivait encore d'un argument plus fort ou d'une preuve plus éclatante. Je pense qu'Ernest Renan, qui écrivait peu, se retranchait dans sa dialectique séduisante et subtile.

A la vérité, il nous est bien difficile de juger, avec notre esprit actuel, les intellectuels de 70.

La génération née après 70, sans avoir vu les désastres, a souffert des désastres, a été élevée dans la haine de l'Allemagne, et l'horreur de ses crimes. Celle qui est venue dix-huit ou vingt ans après, issue de la première, a épousé les mêmes querelles et adopté les mêmes tendances. La France ensuite, s'étant ressaisie et relevée, aux idées cette génération a joint le désir de l'action : nos enfans ont eu tout petits la passion de la Revanche, ce furent de petits nationalistes qui écrivirent « Vive Déroulède ! » sur les murs du lycée, dès qu'ils surent écrire, et qui fleurirent les statues de Jeanne d'Arc canonisée. Ce sont aujourd'hui, au rebours des générations d'idéologues qui les avaient précédés, de jeunes hommes d'action. Il est clair

qu'ils ne peuvent comprendre les philosophes de 70, qui, à cette époque, conservaient, malgré tout, de grandes et belles espérances de paix future et de réconciliation universelle ! » « Utopies ! » s'écriait F. Buloz, qui ne partageait pas, lui non plus, ces rêves.

« Notre conversation d'hier, écrit-il à Ernest Renan le 22 octobre, m'a rempli d'humeur noire et de sombres pressentimens. Non, vous ne pouvez vous réserver pour des jours plus néfastes encore, et tous, nous devons d'abord tout faire pour prévenir et empêcher absolument ces jours funestes qui revenaient trop dans notre conversation d'hier. Ils ne viendront pas, ces jours plus néfastes encore, et nous vaincrons cet impitoyable ennemi qui nous cerne. Songez à ce jour-là, et non à d'autres. La France ne s'est-elle jamais relevée d'aussi bas ? A quoi sert d'ailleurs de songer à un désastre suprême, si ce n'est pour le détruire en animant tous les courages ? Vous prendrez certainement votre part dans cette tâche commune, et vous ne pouvez vous retirer de nous à l'heure où tant d'autres sont loin de Paris, et travaillent sans doute au salut public. Si la politique vous répugne, il y a d'autres manières de concourir au but que nous devons tous nous proposer, et certainement vous ne garderez pas le silence dans ce temps de malheur où tous les hommes de talent doivent faire entendre leur voix (1). »

Après les nouvelles de la prise et du sac de Châteaudun, il lui écrit encore le 25 :

« Vous voyez l'horrible conduite de l'Allemagne en France et ce qu'elle vient de faire de cette petite ville de Châteaudun, qui a voulu défendre ses foyers. Il n'y a plus d'illusion possible, et ses savans, ses écrivains, Mommsen en tête, poussent avec furie au démembrement de notre pays. Il n'y a plus d'hésitations, si vous voulez garder l'Alsace et la Lorraine, qui ne veulent pas des Allemands. Lisez les manifestes de Mommsen dans la *Perseveranza* de la fin d'août, vous me direz ce qu'il faut attendre des sentimens de ces sauvages civilisés, comment aussi ils devaient recevoir vos appels à la conciliation des deux pays. Nous avons été dupes et il ne faut pas continuer ce rôle naïf, car ils y ajouteront l'offense.

« Tout à vous.

« F. Buloz. »

(1) Inédite. Les lettres de F. Buloz à Renan m'ont été communiquées par Mme N. Renan.

Ainsi ce sont les historiens reçus en France par ce triste Empereur, introduits par lui dans nos archives, celles des Affaires étrangères notamment (à l'exclusion des écrivains français) comme Sybel et Mommsen (1), qui sont à la tête de la croisade contre la France! Me dira-t-on ce que nous avons fait à ces charmans hôtes de ces dernières années (2)? »

Il est de fait que la colère de F. Buloz contre Mommsen s'expliquait. Le 10 août, par l'organe de la *Perseveranza*, puis le 20, par celui d'*Il Secolo*, Mommsen, dans plusieurs lettres haineuses, cherchait à éloigner de nous les sympathies, et peut-être le secours de l'Italie.

« Ce n'est pas nous, disait-il, qui avons introduit chez un peuple d'une ancienne et charmante culture cette littérature aussi sale que les eaux de la Seine à Paris, qui gâte les cœurs de la jeunesse et corrompt les classes aisées de la nation. Ce ne sont pas les Allemands qui pourront jamais, ni ne voudront s'emparer de ce qui vous appartient justement, tandis que le berceau de vos rois est devenu un département français... si, comme le malheureux délivré des mains d'un voleur par un chevalier d'industrie, vous avez dû payer votre rançon à ceux-là mêmes qui s'introduisaient chez vous en se disant vos libérateurs, si votre liberté est incomplète et précaire, n'est-ce pas la main de la France que vous sentez sur vous? Une seconde journée de Sadowa sur les bords du Rhin vous donnera la liberté complète et durable... » Il nous accusait aussi d'avoir préparé cette guerre pendant trente ans, etc.

Le 22 novembre, F. Buloz revint à la charge auprès d'Ernest Renan à propos de la circulaire de Jules Favre. Cette circulaire répondait à celle du comte de Bismarck parue quelques jours auparavant. La circulaire de Bismarck expliquait la rupture des pourparlers du chancelier avec M. Thiers, en accusant les membres de notre gouvernement d'avoir rendu l'armistice impossible par leurs exigences, d'ailleurs, « de n'avoir pas voulu sérieusement laisser l'opinion du peuple

(1) Il est intéressant de rapprocher cette lettre de l'article de Fustel de Coulanges paru dans la *Revue* du 1er septembre 1870, sur le livre de J. Zeller : *Origines de l'Allemagne et de l'Empire germanique*. Il semble que le directeur l'ait véritablement inspiré. Quoi qu'il en soit, il est à remarquer que Fustel de Coulanges fut à peu près le seul, parmi les intellectuels de son temps, à juger avec clairvoyance la duplicité et les ambitions allemandes.

(2) Inédites.

français s'exprimer par la libre élection d'une représentation nationale. » Jules Favre au contraire affirmait que le gouvernement français était prêt à convoquer cette assemblée, « si l'armistice avec ravitaillement le lui permettait; » il ajoutait : « Je laisse à la conscience publique le soin de juger de quels côtés ont été les obstacles (1). »

— « Lisez la circulaire de M. Jules Favre, mon cher monsieur, écrivait F. Buloz, et votre loyauté, votre sincérité ne pourront se refuser à voir où est la vraie ruse, le mensonge même. Vous ne pourrez non plus continuer d'accuser le gouvernement de repousser l'Assemblée nationale. Seulement, il la veut dans des conditions libres et rassurantes. Ceux qui la veulent autrement, veulent poursuivre des projets conçus dans je ne sais quelles intentions fâcheuses. Or, vous n'êtes pas de ces hommes-là.

. . . . . .

« Nous voulons nous faire estimer par une résistance honorable... Les ramollis sont ceux qui cèdent Sedan et Metz avec une armée de 100 000 hommes, non ceux qui préfèrent les dangers de la lutte, en un mot ceux qui la craignent (2). »

En ce qui concerne l'Assemblée nationale, il faut rappeler ici qu'Ernest Renan publia dans les *Débats* de novembre 1870 trois articles relatifs aux élections... il en était très partisan, il estimait qu'il fallait y aviser immédiatement, se hâter de constituer une assemblée régulière élue par la nation, qui pût traiter de la paix. L'armistice, qui devait permettre « d'assurer la liberté des élections, » n'ayant pas été conclu au début de novembre, et la question ayant été remise, Renan le déplorait; il aurait voulu qu'on passât outre. « Il n'est pas admissible, disait-il, que la France se prive d'une fonction essentielle de sa vie nationale, parce qu'elle ne peut l'accomplir avec tout l'appareil ordinaire, et d'une manière uniforme dans toutes les parties de son territoire. »

Cependant, il est permis de se demander quelles auraient été de telles élections, sans armistice, pendant l'occupation allemande; dans les départemens envahis par exemple? Le

(1) Les Parisiens connurent donc la circulaire du comte de Bismarck et celle de Jules Favre concernant l'entrevue de Versailles, avant de lire le rapport de M. Thiers rapportant cette entrevue. Celui-ci ne parut dans les *Débats* que le 1er décembre d'après la publication du *Times*.

(2) Inédite.

résultat obtenu n'aurait-il pas été douteux, malgré l'assurance qu'avait donnée le comte de Bismarck à M. Thiers en lui déclarant que « même si le gouvernement voulait faire des élections sans armistice, le gouvernement allemand lui donnerait toutes facilités! »

Enfin, le jeudi 1er décembre, les *Débats* publiaient le rapport de M. Thiers concernant son entrevue avec le comte de Bismarck.

La lecture de ce rapport émut vivement François Buloz. Thiers était son ami, il admirait en lui l'infatigable travailleur, il admirait surtout l'homme qui se consacrait si passionnément au sauvetage de son pays : il écrivit tout de suite à Renan dans l'idée de le convaincre, toujours, et cette fois l'argument lui paraissait sans réplique.

« Rien ne me lassera, bien que vous ne me répondiez pas, pour vous faire revenir à une plus juste appréciation de l'atroce politique de la Prusse. Êtes-vous convaincu, maintenant, après le rapport de M. Thiers, que le roi de Prusse et le parti militaire prussien, non M. de Bismarck, n'ont jamais voulu traiter sans Paris, et sans l'Alsace et la Lorraine? Il faut donc nous revenir, vous ne pouvez persister dans vos premiers sentimens. Un homme de votre talent doit être avec nous, sur des questions fondamentales, pour notre pays (1).

De fait, le rapport de Thiers, très sobrement écrit, donne une impression frappante de grande vérité; on y voit clairement notre bonne foi, et la fourberie de nos ennemis. On se souvient que le chancelier de la Confédération du Nord, « très courtois, » semble d'abord tout admettre et tout accorder, puis il feint de se montrer hésitant, gagne du temps (2), bref sur la question du ravitaillement de Paris, aborde, lui, la question des « équivalens militaires. » Thiers lui demande ce qu'il entendait par là? »

— « C'était, dit-il, une position militaire sous Paris, » et comme j'insistais davantage. « Un fort, dit-il... peut-être plus d'un, peut-être... » — « J'arrêtai immédiatement le chancelier de la Confédération du Nord.

— « C'est Paris, lui dis-je, que vous me demandez. » Les

(1) Inédite, 1er décembre 1870.

(2) Le soulèvement du 31 octobre servit de prétexte à ses hésitations apparentes.

négociations furent rompues, on le sait, sur ces paroles, et Paris continua d'être enfermé, puis fut bombardé.

J'ignore ce que répondit Ernest Renan aux sollicitations de F. Buloz. « Vous ne pouvez vous réserver pour des jours plus néfastes encore... il faut nous revenir, » etc. Mais l'auteur de *la Vie de Jésus* se tint à l'écart : il préparait alors *La Réforme intellectuelle.*

En 1871 seulement, il revint à la *Revue* avec un article de politique contemporaine, et F. Buloz lui écrivait le 3 août :

« Votre travail, tout remarquable qu'il est, a deux inconvéniens pour nous, mais que vous pouvez faire disparaître, si vous le voulez. Il nous répète en quelques points relativement à nos désastres. Il répète un peu même votre article d'histoire philosophique sur la *Société contemporaine*, et il nous met hors de notre ligne en bien des points, ce qui est fort embarrassant. En outre, vous rabaissez tellement notre pauvre France qu'il n'y a plus qu'à l'enterrer; est-ce ainsi qu'on peut la relever? Vous n'êtes pas toujours juste non plus avec quelques-uns de nos amis, M. Thiers notamment, et ce pauvre Alfred de Musset, qui n'a pas réclamé le Rhin, mais qui s'est borné à répondre à une provocation du poète allemand.

« Je vous serais obligé de voir ce qui est possible dans votre revision de manuscrit, de causer avec mon fils et ces messieurs (1) des moyens de faire passer votre article sans trop nous mettre hors de nos voies. Voyez aussi, après l'article de M. de Laveleye (2), si nous pouvons nous jeter dans des aspirations monarchiques, au fond, l'auteur est pour la monarchie constitutionnelle, et cependant il ne repousse pas, tant s'en faut, la tentative qui se fait. Le pays est bien malade et il faut le traiter comme tel, le ménager, le traiter plus doucement... Tâchez de venir à ces accommodemens (3). »

Renan demeurait donc découragé; la Commune après le siège, l'occupation ennemie, les assemblées bruyantes, les soulèvemens populaires, autant d'amers souvenirs dans le passé,

(1) F. Buloz était en Savoie au début d'août lorsqu'il écrivit cette lettre à E. Renan.

(2) *Les Formes du gouvernement dans la Société moderne*, par E. de Laveleye, 1er et 15 août, 1er novembre 1871.

(3) Cet article que la *Revue* ne publia pas, parce qu'il la mettait « hors de ses voies, » était un fragment détaché de la *Réforme intellectuelle* concernant la Monarchie constitutionnelle.

autant de motifs d'inquiétude pour l'avenir ; puis « il craignait, » a écrit M. de Laveleye, « comme Tocqueville, Quinet, Passy, que nous n'aboutissions en fin de compte au despotisme démocratique, » — autre danger, — et s'adressant à Marcellin Berthelot, il disait : « Verrons-nous enfin de meilleurs jours, et notre vieillesse sera-t-elle comme l'arrière-saison du poète hébreu, qui récolta dans la joie la moisson qu'il avait semée dans les larmes? Vous l'espérez, et puissiez-vous avoir raison! Tant de fautes ont été commises, qu'il en est beaucoup qu'on ne peut plus commettre (1)! »

IV

Cependant, rue Bonaparte, à la *Revue*, la vie se poursuivait dans ces temps de siège, pleine d'angoisse : triste fin d'année ! Dès octobre on attendait le bombardement, de jour en jour ; des affiches et les journaux prescrivaient aux Parisiens de prendre des mesures contre les obus, « de garder chez eux des tonneaux remplis d'eau, de dépaver les cours, de descendre aux caves tout approvisionnement de charbon, bois, houille, de tenir les puits en bon état de fonctionnement, etc. » Mais l'ennemi comptant sur les soulèvemens populaires, et son grand auxiliaire, la faim, attendait.

L'échec du Bourget à la fin d'octobre venait frapper les Parisiens après la terrible nouvelle de la reddition de Metz... La reddition de Metz amena la journée du 31 octobre, car « toutes les précautions prises pour contenir les révoltes des exaltés furent inutiles... » et pourtant, ces mêmes Parisiens exaltés espérèrent de nouveau en apprenant qu'Aurelle de Paladines était victorieux quelques jours après à Coulmiers, et qu'Orléans était repris. Mais bientôt ce furent d'autres désastres : Beaune-la-Rolande, et la seconde journée de Champigny, si cruelle pour les assiégés qui en attendaient presque la délivrance. Il vint un jour où ils apprirent la dislocation de la première armée de la Loire ; glorieuse armée de la Loire, sans cesse défaite et toujours renaissante, n'a-t-elle pas donné la mesure du courage et de l'esprit français?

A Paris comme partout, cette année-là, le froid fut terrible.

(1) E. Renan, *Dialogues et fragmens philosophiques*.

En novembre le bois commença de manquer. F. Buloz, alors, emporta les bûches destinées à chauffer son appartement, pour en bourrer le poêle de l'imprimerie. Le 28 décembre, l'ennemi bombarda le plateau d'Avron; Paris, le 5 janvier, reçut son premier obus, et le directeur de la *Revue* corrigea, a dit Henri Blaze, « les épreuves du numéro jusque sous le canon des Allemands. »

Quant à Mme F. Buloz, sans nouvelles de sa fille ni de sa sœur depuis quatre mois, elle écrivait à Mme Combe le 6 janvier; elle lui parlait des soucis dont elle était accablée, « soucis cruels. » « Sans nouvelles, et vivant au milieu des angoisses d'un siège, Charles et Édouard faisant le métier de soldat, et enfin ce terrible fléau qui nous frappe, l'ennemi partout, dévorant, dévastant, l'avenir de tous et de tout ébranlé dans ses fondemens les plus profonds; malgré cela cependant, l'espérance ne nous abandonne pas, chacun se dit : C'est l'heure, la Providence va faire quelque chose pour Paris, tenons-nous ferme, donnons un grand exemple, soyons toujours la tête, ne nous laissons ni affaiblir, ni entamer... Oui, certes, la misère est grande, mais jamais la charité n'a été plus prévoyante, tout le monde donne sans compter, on habille, on nourrit, on visite tous les pauvres, on soigne les malades; les cantines pour les bien portans, les ambulances pour les blessés, se rencontrent à chaque pas. Cette ville est admirable d'élan patriotique et charitable.

« Je crains que l'annonce de ce bombardement ne te trouble pour notre sûreté; il ne faut pas t'en effrayer, les projectiles ne peuvent arriver jusqu'ici que par accident. Nos forts ne sont pas seulement ébréchés par cet pluie de fer qu'on leur envoie. Aujourd'hui on tire moins qu'hier, mais c'est un vacarme. »

Chaque matin, Mme Buloz, à l'ambulance de l'École des Beaux-Arts, assistait à la visite du chirurgien, voyait les pansemens, se rendait utile, était infatigable. « L'ennemi nous croit en famine, écrit-elle, ce n'est pas vrai, nous avons de quoi vivre pour deux mois encore. Nos cartes de boucheries sont marquées jusqu'au 15 mars, » et puis elle donne ce détail : « On tue les éléphans parce qu'ils dévorent trop de fourrage, on vend leur chair 25 francs la livre. »

Quoi que Mme Buloz en ait dit, les obus tombaient de préférence sur la rive gauche, qui fut fort éprouvée. J'ai vu long-

temps chez elle, enfermé pieusement dans un charmant secrétaire en bois de rose, deux souvenirs du siège de 70-71, deux objets aussi durs, aussi noirs l'un que l'autre. C'étaient un fragment d'obus tombé dans la cour de la rue Bonaparte, et 300 grammes de pain noir, ration d'une journée de Siège...

Malgré son courage, Paris s'épuisait. A la fin de décembre et jusqu'au 8 janvier, il fut privé de nouvelles. Mais le moral était encore bon. On trouvait moyen de plaisanter; on raillait le bombardement qui n'excitait pas de crainte, mais une vive curiosité. Parfois cependant, on s'indignait quand ces obus « inoffensifs » faisaient des victimes enfantines, comme à Saint-Nicolas, ou tombaient sur des blessés, comme au Val-de-Grâce. Le 8 janvier, les pigeons, que le froid terrible avait arrêtés, arrivèrent. On apprit la bataille de Bapaume, et, encore une fois, on se reprit à espérer.

Enfin, ce furent les luttes suprêmes de Chanzy, la retraite de Bourbaki; à Paris, Buzenval, et les morts, les morts nombreux que chaque jour faisait la misère. « On ne voyait que corbillards qui s'acheminaient seuls vers le cimetière. » A la fin de janvier, tout est fini.

Au moment de la capitulation, à la *Revue*, « on avait atteint l'extrême limite des ressources, il ne restait plus rien, ni papier, ni moyen d'alimenter d'imprimerie. »

François Buloz écrivait à George Sand le 3 février:

« Dans quel abîme sommes-nous tombés, mon cher George! et comment notre pauvre pays se relèvera-t-il de là? Espérons cependant que l'énergie, le travail, et le malheur nous retremperont. Nous avons supporté un blocus, un bombardement très douloureux, et pour moi personnellement, j'ai souffert tout ce qu'on peut souffrir pour faire la *Revue*, me couchant chaque jour à une heure et deux heures du matin, et toujours travaillant avec Charles, quand il n'était pas de service. Ces cinq mois, et nous ne sommes pas au bout, comptent double et triple dans ma vie. Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour réveiller, pour exciter le patriotisme... Dire qu'une chose pareille n'a pas fait surgir un homme pour prendre la direction du mouvement, qui, après tout, était vraiment beau! La France, notre pauvre France, n'aurait-elle plus de ces hommes dévoués et grands, qui s'oublient eux-mêmes pour ne plus voir que leur pays aux abois?

« C'est là ce qui m'attriste et m'inquiète. Espérons cependant encore que la terrible crise, qui va suivre celle de nos désastres, produira quelques hommes nouveaux pour refaire la France, et reprendre vigoureusement l'œuvre de salut.

« Je vous écris aujourd'hui cette lettre que je prie mon gendre de mettre à la poste à Châteauroux, car celle de Paris ne va pas encore, et Pailleron, allant rejoindre sa femme à la Rochelle, est une voie plus sûre que la poste allemande, qui nous inflige l'humiliation de ne recevoir nos lettres que décachetées.

« J'ai eu de vos nouvelles par M. Plauchut et vous avez bien fait de rester à Nohant, car vous auriez été dans la nécessité de déménager pour éviter les obus, comme nous avons été sur le point de le faire (1).

« Ma foi ! nous avons bravement persisté, ma femme et moi ; mais dans notre maison, beaucoup se sont éloignés. Maintenant, à part les obus, la situation n'est guère plus facile pour la *Revue*, qu'il faut cependant continuer pour ne pas rendre les armes aussi aux Prussiens, car la moitié de nos collaborateurs sont loin de Paris, et si vous le pouviez, si la tristesse des temps ne vous a pas fait tomber la plume des mains, venez le plus tôt possible à notre secours...

« Vous verrez, quand je pourrai vous envoyer ces cinq mois de siège (car cela ne m'est pas permis encore), que nous avons combattu autant que nous le pouvions. Mais cela n'a servi de rien. Hélas !

« Si j'étais moins vieux, c'est maintenant que la *Revue* aurait une belle et utile campagne à faire pour tout reformer dans ce cher pays, si mal conduit, et si énervé aussi. Je l'essaierai si les jeunes esprits, mêlés à de pures intelligences, veulent mettre leurs forces à cette œuvre nouvelle, qui pourrait faire une nouvelle France, si on s'y mettait de tous côtés (2). »

George Sand répondit aux sollicitations de son directeur en lui envoyant le *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, livre précieux et émouvant toujours ; de telles œuvres, d'ailleurs, ne se démodent pas, elles ressemblent à ces beaux rosiers vigoureux et vermeils qui fleurissent en toute saison.

Les angoisses du siège avaient été cruelles et sanglantes,

(1) George Sand à Paris avait un appartement rue Gay-Lussac.
(2) Collection S. de Lovenjoul. — F. Buloz à George Sand, F. 234. Inédite.

celles qui suivirent furent terribles au cœur de tous les vrais Français. A la fin de février, avant la signature de la paix, Mme Buloz écrivait à son amie : « Nous attendons la paix, quelle paix, chère amie! Ils salissent jusqu'à ce nom! C'est l'égarement de notre pays qu'il faut dire; et Mme Buloz trouvait « Paris, à ces heures d'attente, plus triste qu'aux plus cruels jours de la défense. — Alors « les rues étaient vides, on entendait le canon, et parfois un obus venait s'écraser à notre porte, mais on avait le sentiment de l'action. A cette heure, tout est mort, espoir et défense... de grandes bandes de soldats désarmés, inoccupés, se traînent le long des quais et des boulevards, ne sachant que faire de leur temps... Comment ne trouve-t-on pas moyen d'employer tous ces bras vigoureux, quand ce ne serait qu'à déblayer les routes, et à faire l'exercice... Cette incurie nous a perdus, et nous perdra encore, je le crains bien (1). »

Pendant ces heures-là, on négociait : « Ces négociations ont été horribles, jamais vaincus n'ont été ainsi écrasés, humiliés, outragés dans leur impuissance, écrivait Jules Favre... Quand il fallut mettre le sceau à cette exécution, j'ai cru que j'allais mourir... Les Allemands étaient rayonnans, je souffrais tant, que leur joie avait cessé d'être une insulte. » Et encore : « M. Thiers a supporté cette épreuve héroïquement, mais, quand nous sommes remontés en voiture, il a fondu en larmes. Nous sommes venus ainsi jusqu'à Paris, lui pleurant toujours, moi étouffant et foudroyé... J'aurais voulu être au cercueil (2). » Ces lignes sont du 27 février 1871 : les lire une fois, c'est ne les oublier jamais.

Deux jours après, le 29, Mme F. Buloz écrivait à Nohant encore : « Ma chère amie, les articles de la paix sont arrêtés, vous les trouverez d'une abominable rigueur. Cependant, sans l'intrépide persévérance de M. Thiers à défendre pied à pied chaque lambeau qu'on voulait nous arracher, nous aurions été bien autrement et radicalement dévorés.

« La question de la limitation du contingent a manqué faire rompre la discussion. M. Thiers a menacé de se retirer si aucun des articles permettait une ingérence quelconque dans nos affaires de la part de la Prusse, — 1807 était toujours là à propos, pour soutenir une prétention. Enfin, ma chère amie, buvons ce calice rempli de tant d'amertume...

(1) Collection S. de Lovenjoul. Mme F. Buloz à George Sand, F. 240. Inédite.
(2) Lettre de Jules Favre à Jules Simon, 27 février 1871.

« Le 1er mars, nous subirons l'ennemi à Paris, cette entrée; le séjour quelque court qu'il soit, est plein de périls.

« Cette nuit, une partie de cette Garde nationale, celle qui est si peu sortie à l'heure où il fallait sortir, est allée attendre en armes les Prussiens, qu'on disait devoir entrer avant le lever du jour. Un conflit terrible est à craindre. Conflit dont nous aurons à supporter les résultats, qui nous vaudra peut-être le pillage et l'incendie, qui sera peut-être aussi le signal d'une lutte où nous aurons la douleur et la honte de voir les Prussiens assister comme témoins! Que Dieu veuille éviter de nouvelles misères à ce cher pays, qui en a vu et en a supporté de si grandes déjà! J'ai pourtant la ferme conviction que, quel que soit notre état de détresse, la France a en elle-même des forces vives pour aider à sa régénération. On peut lui ôter son argent et ses forteresses, elle a son génie national qui est hors d'atteinte. »

. . . . . .

« J'ai été bien émue, je vous assure, en lisant avec Charles ce *Journal d'un voyageur*, où, sans emphase, les sentimens les plus élevés sur les choses présentes sont joints aux impressions de grand'mère... Mon mari, qui ne pouvait lire, suivait ma lecture, il a rectifié deux assertions à propos de M. Jules Favre. M. Favre n'a jamais vu le roi Guillaume; à part cela, qui regarde l'histoire, tout allait à merveille... »

Le 13 mars, Mme Buloz assurait : « Nous aussi, nous acceptons de préférence à tout cette république de tout le monde, et non celle d'un parti violent, impossible, comme vous le démontrez vous-même. M. Thiers le veut aussi bien que les autres dans ces conditions-là...

« Fasse le ciel qu'on le croie, et qu'on apprécie ses efforts. C'est le tort des républicains, qui n'ont ni l'expérience ni la pratique des affaires, de ne se fier qu'à leurs utopies, et vous montrez admirablement où elles nous ont menés. Dites donc, et redites tout ce que vous avez dans le cœur et la conscience, l'immense autorité de votre parole doit avoir un effet bien salutaire sur l'esprit de ceux qui sont attardés.

« Je vous embrasse ainsi que Mme Lina et les belles petites Aurore et Gabrielle.

« C. Buloz (1). »

(1) Collection S. de Lovenjoul. Mme F. Buloz à George Sand, F. 242. Inédite.

Voici encore une lettre de Mme F. Buloz, datée du 2 mars, et concernant l'entrée des Prussiens à Paris : le coup de grâce pour ces assiégés qui avaient enduré tant de souffrances.

« Le traité est ratifié (1). Cette armée de voleurs a tenu, au prix d'une forteresse, à venir camper dans Paris, qu'ils n'ont pas pu prendre (2). Hier matin, trente mille hommes sont entrés. On avait établi un vrai parc à moutons sur la rive droite, des Ternes, jusqu'à la place de la Concorde; le faubourg Saint-Honoré servait de limite d'un côté, la Seine de l'autre. Ce n'était pas sans grand souci que nous avions vu cette clause acceptée. La population était exaspérée, on voulait tirer sur les troupes, se faire tuer, et nous faire bombarder encore une fois, et de plus près; amener le sac de la ville, l'incendie et enfin toutes les épouvantes. — Ces furies se sont apaisées, l'attitude a été bonne. Depuis hier, Paris a arrêté sa vie. Les maisons sont closes du haut en bas, les boutiques fermées. Le vide s'est fait aux environs du lieu désigné. La satisfaction puérile que les Bismarck se sont donnée tournera à leur honte. C'est un dernier outrage qu'ils ont voulu nous infliger, ce sera le complément, improductif cette fois, des infamies de cette guerre (3). »

V

Tout était donc fini. Les amis de F. Buloz, sa femme, le pressèrent, dès que les communications furent à peu près rétablies, d'aller prendre un peu de repos; il se rendit alors dans sa chère Savoie. Mais à peine y était-il arrivé, qu'il apprit que Paris, bouleversé, hélas! était en proie à une convulsion nouvelle, le gouvernement à Versailles, des barricades à Montmartre, et, dans l'Hôtel de Ville, un gouvernement improvisé : la Commune.

Le 20, la garde nationale et les soldats de l'armée régulière « lâchent pied et laissent faire; » le 21, « les barricades se multiplient et le désordre est parfait (4). »

Lorsqu'il apprit ces événemens, F. Buloz, déjà très éprouvé

(1) Par l'Assemblée Nationale le 1er mars 1871.

(2) « Nous avons arraché Belfort qu'on ne voulait pas nous rendre, mais en revanche on nous impose l'humiliation de l'entrée dans Paris. » (Jules Favre.)

(3) Mme F. Buloz à Mme R. Combe. Inédite.

(4) Taine, *Correspondance*.

par les luttes passées, fut profondément et douloureusement atteint; il voulut revenir, mais ses amis l'en empêchèrent : « Tout allait bien à la *Revue*, qu'il ne s'inquiétât de rien... » Voici d'ailleurs le télégramme, daté de Versailles, qu'il recevait, le 27 mars, en Savoie :

« Numéro en bonne voie. Sand arrivé. Soignez-vous. Gardez compagnon (1). Veillons à tout.

Signé : Ch. Buloz, Boissier, duc de Broglie. »

A Versailles, devenue capitale provisoire, autour de Thiers, s'étaient groupés Barthélemy Saint-Hilaire, Saint-Marc Girardin, de Rémusat, Louis Vitet... d'autres encore, et presque tous rédacteurs de la *Revue*. Une fois de plus, Mme F. Buloz donna la mesure de son dévouement : très courageusement, elle se rendit de Paris à Versailles, à travers les lignes, pour demander leur aide à ces collaborateurs; elle appelait cela « approvisionner la *Revue*. » Pendant deux mois que dura la Commune, elle fit le voyage neuf fois, et bien difficilement, car les communications étaient peu sûres, les moyens de locomotion des moyens de fortune, et la voyageuse fut souvent obligée de faire une partie de la route à pied. Aussi, ces fatigues, à la fin de la Commune, l'avaient-elles littéralement épuisée.

A son amie George Sand, elle confie :

« Je mène une rude vie depuis ces événemens exécrables, ma qualité de neutre (2) me permet d'aller chercher à Versailles, où tout rayonne, le ravitaillement nécessaire pour entretenir notre *Revue*. Je fais le métier de courrier et ce n'est pas sans fatigue et sans péril quelquefois... Mais, chère amie, je suis si lasse, si triste, si accablée de toutes nos misères, que j'accepte de bon cœur tout surcroît qui me tire de mon accablement. Que je voudrais être loin, ma chère amie, sous le premier arbre venu (3)!... »

Dans le procès-verbal de la séance du 31 octobre 1871, que j'ai déjà mentionné, je note ce passage attestant que la *Revue*, dans ces temps d'épreuve, a pu continuer de paraître... « grâce

(1) Son secrétaire.

(2) Mme Buloz veut dire que comme femme on lui accordait le laissez-passer nécessaire.

(3) Collection S. de Lovenjoul. — Mme F. Buloz à G. Sand, mars 1871, F. 252.

aussi au concours d'une femme dévouée que le rapport s'abstient de désigner, mais que savent nommer les membres de l'assemblée, qui témoignent le désir que leurs sentimens de gratitude soient exprimés à Mme F. Buloz. »

Pourtant, le rapport ne mentionne pas le fait suivant : craignant un moment que la *Revue* ne fût visitée par les émeutiers, Mme F. Buloz prit toutes les sommes qui se trouvaient dans la caisse, — environ 200 000 francs, — les cacha dans la doublure de son jupon, et passa ainsi tranquillement à travers les lignes ennemies, et jusqu'à Versailles, où elle put mettre la caisse de la *Revue* en sûreté.... Thiers apprit par Rémusat cet exploit, dont il se plut à féliciter la vaillante femme.

Pendant ce temps-là, la Commune faisait rage, et prodiguait avec abondance ses décrets : « Thiers et les ministres accusés, leurs biens séquestrés, le budget des cultes supprimé, les biens des corporations religieuses confisqués, » dit Taine, et aussi : « leurs journaux, notamment *la Montagne*, demandant la guillotine. » On se battait au début d'avril, et le Mont-Valérien bombardait les insurgés; à F. Buloz qui voulait reprendre sa place rue Bonaparte, Barthélemy Saint-Hilaire télégraphiait le 3 de Versailles :

« On ne peut plus rentrer à Paris, ni surtout en sortir. Hier et aujourd'hui on s'est battu autour du Mont-Valérien, nous avons eu le dessus, mais ce n'est pas fini. »

Le 24, il lui écrivait :

« Monsieur et cher camarade, car nous avons été ensemble à Louis-le-Grand,

« J'ai lu votre lettre à M. Thiers, qui se prêtera à tout ce que vous désirez, et je vais arranger les choses entre lui et M. Saint-Marc et Vitet... Nos affaires vont beaucoup mieux. La Commune se désorganise à Paris, et Versailles se fortifie de jour en jour. J'espère que nos préparatifs touchent à leur terme, et on va agir avec la dernière rigueur très prochainement. Je crois qu'on peut compter sur le succès, et l'on peut même s'attendre à ce qu'il sera acheté sans trop de sang; cette semaine ne se passera pas sans une solution au moins partielle.

« M. Thiers va très bien, et je vous souhaiterais une santé comme la sienne (1). »

(1) Inédite.

Mais M. Barthélemy Saint-Hilaire se leurrait; la lutte fut plus longue qu'il ne l'avait imaginée, — elle devait durer plus d'un mois encore.

« Je pense que la soumission de Paris n'est plus qu'une affaire de temps, écrivait Taine à sa femme, le 9 avril, les troupes sont pleines d'entrain. » Et le 20 : « L'insurrection ne sera pas de sitôt vaincue. »

Cependant, à ces derniers momens, la Commune donnait, par ses manifestations violentes, des signes infaillibles de son impuissance croissante. Déjà, en avril, les *Débats* étaient, par elle, supprimés, et Mme Buloz s'attendait de jour en jour à voir la *Revue* subir le même sort.

Elle le subit, en effet. Un article de M. Beaussire sur le *Procès entre Paris et la Province*, paru le 1er mai 1871, fut le prétexte de cette exécution. L'auteur avait écrit : « Il s'en faut de beaucoup que Paris soit représenté par sa prétendue Commune; il ne l'est pas davantage par l'armée cosmopolite qui combat pour elle... »

M. Beaussire fut « brusquement emprisonné... » et la *Revue* reçut un bref avis d'avoir à cesser de paraître, — ceci le 19 mai. Quelques jours après, le 28 mai, la Commune était vaincue. La *Revue* parut donc le 1er juin, comme d'habitude.

Voici l'arrêt de mort lancé contre elle, au nom du citoyen Le Moussu, glorieux inconnu, qui, s'il n'a pas fait autre chose peudant son règne éphémère, a du moins inspiré l'intéressante pièce qu'on va lire :

Paris, le 19 mai 1871.

COMMUNE
DE
PARIS

CABINET
DU COMMISSAIRE
DE POLICE

« Nous, commissaire, délégué au Comité du Salut public, conformément au décret de ce jour, notifions aux imprimeurs et rédacteurs du journal la *Revue des Deux Mondes*, la suppression de ladite feuille, ainsi que l'article 2 dudit décret, défendant la création de tout nouveau journal.

« Pour le citoyen Le Moussu,
« Le Secrétaire,
« LAUEFER (1). »

(1) Cette pièce porte également, à gauche, un timbre circulaire rouge, contenant ces mots : « Commune de Paris. Commissaire des Délégations. Parquet. »

Mme F. Buloz, écrivant à sa sœur, deux jours après la réception de cet avis, n'en paraît pas autrement émue; elle ne semble émue que de la bataille qui se livre dans Paris. « On se bat d'une façon terrible de Montmartre à la Porte Maillot. Le canon n'arrête ni jour ni nuit. Nous avons bondi, l'autre jour, sous la commotion de Grenelle (1), toutes nos fenêtres se sont ouvertes brusquement. » Et puis : « Tu sais, ma chérie, que la Commune nous a supprimés? Nous n'avons eu jusqu'à présent aucun ennui (2). »

Malgré la belle sérénité de Mme F. Buloz, il était temps que le second siège prît fin : tout le monde était à bout.

Tels sont les jours cruels qu'a traversés cette *Revue*.

Entourée de soins comme une fille tendrement aimée, sa vie, grâce à eux, ne fut pas interrompue.

Quant à son vieux fondateur, il servit avec elle son pays, car il demeura convaincu que toutes les énergies françaises devaient se consacrer à la grandeur, puis au relèvement de la Patrie. C'est pourquoi, pendant la lutte, il encouragea à la résistance suprême, qu'il considérait comme le suprême rachat, et, après la lutte, il fit entendre obstinément, dans la France dévastée et vaincue, des paroles d'espoir, de concorde et de résurrection.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(1) L'explosion de la poudrière, avenue Rapp.
(2) Inédite, 21 mai 1871.

LA
GUERRE DANS LE LEVANT

SALONIQUE — ERZEROUM — TRÉBIZONDE — BAGDAD

Le canon de Verdun, en soulevant l'émotion du monde entier, a fait oublier la prise d'Erzeroum. Aujourd'hui que la bataille de la Meuse, après deux mois de combats acharnés, constitue définitivement l'échec le plus grave que les Allemands aient subi depuis les batailles de la Marne et de l'Yser et marque très probablement le déclin de leur force offensive, il paraît juste et opportun de revenir à ce théâtre d'opérations d'Orient, où les Alliés ont éprouvé bien des déboires et des revers, et qui garde pourtant toute son importance.

Qui peut douter aujourd'hui, si les Alliés, profitant de la belle victoire des Serbes sur les Autrichiens, en décembre 1914, étaient entrés résolument dans les Balkans par Salonique, au lieu de se laisser hypnotiser par le forcement des Dardanelles et la chimère de la reconstitution de l'union balkanique, que Constantinople et la Turquie seraient passées des mains des Allemands à celles des Alliés, que la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie, malgré leurs attaches germaniques, auraient été entraînées sur les routes du Danube, et que la jonction avec les Russes se serait faite dans la plaine hongroise ?

On se demande vraiment comment les diplomaties ont pu oublier que la question d'Orient a été la cause directe de la guerre actuelle et qu'elle tenait une place prépondérante dans le vaste programme de l'impérialisme pangermanique. Le plan politique et militaire allemand visait sans doute l'hégémonie

européenne, même mondiale, et la conquête des pays qu'il considérait comme indispensables à son expansion économique ou relevant de l'obédience féodale du Saint-Empire germanique ; mais dans les restrictions à ses convoitises qu'il pouvait prévoir du fait des surprises de la guerre, on peut affirmer, même à l'heure actuelle, que la sauvegarde de la grande conception Hambourg-Berlin-Vienne-Constantinople-Bagdad est restée toujours la préoccupation principale du Kaiser et des hommes d'État allemands.

Ce serait nier l'évidence que de méconnaître tout l'effort accompli par l'Allemagne, depuis plus de vingt ans, en Orient, — effort qui a abouti à sa maîtrise sur la Turquie, à la défection de la Bulgarie, à l'inertie de la Grèce et de la Roumanie, — et de penser qu'elle ne saurait pas, au cas où elle pourrait ouvrir la conversation qu'elle désire et qu'elle recherche sur les conditions d'une paix de lassitude et d'épuisement réciproques, faire valoir les droits acquis et balancer par les compensations orientales les concessions forcées aux frontières de l'Ouest et de l'Est.

Or, quels que soient les accommodemens consentis en faveur de la France, de la Russie, de la Belgique et de l'Angleterre, — et certes ils ne dépassent pas dans l'esprit des plus modérés, des plus clairvoyans peut-être, des dirigeans allemands les limites du *statu quo ante bellum*, — les Alliés ne pourraient commettre de faute plus grave, plus lourde de conséquences, que d'abandonner l'Orient aux Germaniques. Tout serait remis en question. Rien ne serait changé à l'état de l'Europe, sauf que plusieurs millions de jeunes hommes seraient morts inutilement! Les nations seraient contraintes à rester, comme auparavant, en armes, attendant la reprise fatale et prochaine de la guerre, an gré de la Puissance de proie qui, loin d'être abaissée et vaincue, retrouverait en Orient un accroissement rapide de ses forces de conquête. Il n'y a qu'à regarder une carte pour comprendre le bloc que formeraient les Empires du Centre avec les Balkans, l'Asie Mineure et la Mésopotamie, séparant désormais la Russie de l'Europe occidentale, joignant la mer du Nord au golfe Persique et à la route des Indes, dominant la magnifique façade de la Méditerranée du Levant et le canal de Suez.

A ce compte, l'Allemagne aurait beau jeu à reconnaître

momentanément le manque à gagner en Belgique et en Pologne. Elle ne perdrait rien pour attendre.

Est-il possible qu'on laisse une guerre pareille se clore sur un avenir aussi sombre et aussi incertain? Et quoiqu'on puisse dire que tout se réglera sur les grands fronts de France et de Russie, et que, le jour où nous serons sur le Rhin, et les Russes sur l'Oder, la question d'Orient sera résolue comme celle d'Alsace-Lorraine, il semble, à considérer les rudes batailles qu'il faudra livrer encore contre les fils de fer barbelés et les barrages de projectiles qui continueront à couvrir les lignes successives de résistance des Allemands, que les Alliés aient le plus grand intérêt à s'assurer aussi les positions nécessaires en Orient et à y frapper l'adversaire au point qui lui est peut-être le plus sensible.

Sans préjuger et sans contredire surtout les probabilités de l'offensive générale qui, nous l'espérons, dans le courant de l'été, se déploiera sur tous les fronts à la fois, et dont la menace inquiète déjà les Impériaux, on ne saurait trop répéter et faire comprendre à l'opinion publique, — qui, malgré les blancs de la censure, veut et peut être informée et exerce encore quelque action, — qu'il faut libérer cet Orient de l'emprise germanique et y assurer, comme ailleurs, les bases essentielles de la victoire européenne et de la paix mondiale!

C'est pourquoi, même au milieu du fracas de la canonnade de Verdun, nous devons ne pas oublier ce que représentent Salonique, Erzeroum et Bagdad dans les prochaines et décisives opérations.

*
* *

La prise d'Erzeroum fut une surprise pour les belligérans. En plein hiver, la grande place forte d'Arménie enlevée d'assaut par une armée dont on ne parlait guère depuis un an, les Turcs en déroute! l'événement excitait un grand enthousiasme en Russie et chez les Alliés, et déconcertait les projets plus ou moins sérieux des Impériaux contre Salonique et contre l'Égypte.

Le réveil soudain de l'armée du Caucase, qu'on pouvait croire en quartiers d'hiver dans ces rudes régions, ouvrait-il une campagne nouvelle, préméditée et à longue portée, ou n'était-ce qu'une attaque brusquée dont les suites ne dépasseraient pas l'enlèvement d'Erzeroum? Les bulletins ne tardè-

rent pas à confirmer que les opérations prenaient une certaine ampleur et que les colonnes russes non seulement poursuivaient les Turcs, mais s'étendaient vers des objectifs définis : Trébizonde, Erzindjian, Bitlis. Était-ce le prologue de la libération de l'Arménie et d'une avance stratégique en Asie Mineure?

Avant d'examiner les perspectives que peut ouvrir la marche en avant de l'armée du Caucase, il n'est pas sans intérêt de résumer ce qu'elle a fait depuis le début de la guerre. Ce sera rendre un hommage mérité aux exploits des vainqueurs d'Erzeroum.

*
* *

Lorsque la Turquie, déjà germanisée, prit parti pour les Empires du Centre, ses armées, à peu près organisées par Enver pacha et le général allemand Liman von Sanders, étaient réparties, comme d'habitude, en Thrace, autour de Constantinople, en Syrie et Mésopotamie, en Arménie, en Arabie. Nous ignorons s'il y eut alors un plan germano-turc en vue d'une offensive contre l'Égypte, qui aurait pu être tentée à la faveur de la surprise causée par la détermination de la Turquie. D'ailleurs, l'Angleterre prit ses précautions; elle n'eut pour cela qu'à arrêter les contingens coloniaux qui transitaient par le canal. Et nous savons que la flotte alliée essaya de forcer brusquement les Dardanelles dès le mois de novembre 1914. A peu près à la même époque, un corps expéditionnaire anglo-indien débarquait à Koweït et s'emparait rapidement de Bassorah, menaçant Bagdad.

Les Turcs durent, par conséquence, s'opposer à la double attaque, très logique, qui visait Constantinople et Bagdad, les deux têtes de l'Empire ottoman. Entre les deux, ils pouvaient redouter une offensive des Russes du Caucase sur l'Arménie, champ de bataille traditionnel. Or, c'était de ce côté qu'ils disposaient de forces importantes, trois corps d'armée, les IXe, X^{e} et XIe; ils les renforcèrent du Ier corps et d'une division du XIIIe corps, portant ainsi leurs effectifs à plus de 150 000 hommes.

L'armée russe du Caucase avait été sans doute réduite au profit des armées de Pologne et de Galicie, déjà engagées dans de terribles batailles. Elle avait une mission plutôt défensive, tant du côté de l'Arménie que du côté de la Perse. Non pas qu'elle eût à craindre une agression de ce dernier pays, très

troublé par ses dissensions intérieures, mais parce que les Turcs pouvaient aborder la province transcaucasique aussi bien par l'Azerbeidjan persan et Tauris que par les routes directes de Kars et d'Erivan.

Ces deux villes de Kars et d'Erivan devaient fatalement attirer l'offensive turque : elles sont les deux capitales de la partie de l'Arménie cédée aux Russes par le traité de Berlin de 1878. La masse principale de l'armée turque se concentra assez rapidement au Nord-Est d'Erzeroum sur les routes de Kars et d'Ardahan. Elle attaqua vigoureusement, dès la fin de décembre, l'aile droite russe. Le Ier corps turc entrait à Ardahan, tandis que les IXe et Xe corps débouchaient brusquement sur Sarykhamich, au Sud-Ouest de Kars, tournant et prenant à revers le centre russe qui s'était avancé sur la route d'Erzeroum jusqu'à Kepri-Keuï et qui était aux prises avec le XIe corps. On reconnaît la méthode allemande cherchant l'enveloppement de l'aile et se rabattant par une large conversion sur le centre.

« La bataille s'engagea, dit la relation que nous avons sous les yeux, au milieu de tourmentes de neige et sous un vent glacial. » Le commandement russe sut habilement profiter des intempéries et de la montagne pour faire rétrograder ses troupes, avant qu'elles fussent cernées. La résistance héroïque des arrière-gardes retarda les Turcs, qui montrèrent cependant beaucoup d'impétuosité, et permit aux Russes de ramener leurs réserves et de contre-attaquer. Ils foncèrent sur le IXe corps turc, qui fut à peu près anéanti, puis sur le XIe, qui s'était avancé près de Sarykhamich et fut écrasé à son tour. « Le 15 janvier, la victoire russe était complète. » Les Turcs reculaient en désordre sur Erzeroum. Cette éclatante victoire n'eut d'autre résultat que de briser l'offensive turque. Les Russes ne purent poursuivre leur succès et essayer de s'emparer d'Erzeroum : leurs effectifs n'étaient pas suffisans et l'hiver était rigoureux. En outre, des forces turques s'étaient avancées dans l'Azerbeidjan et avaient occupé Tebris (Tauris). Elles n'y restèrent pas longtemps : les Russes les en expulsèrent dès la fin de janvier. Mais la situation en Perse devenait préoccupante. Les agens allemands y excitaient depuis longtemps les passions hostiles aux Russes et aux Anglais, et l'entrée en ligne de la Turquie risquait de soulever le monde musulman.

C'est bien ce qu'avait espéré la politique impériale. Le jour

où le Kaiser, dans son voyage en Orient, s'était déclaré l'ami des quatre cent millions de Musulmans, qui reconnaissaient, disait-il, l'autorité religieuse du calife de Constantinople, il prévoyait qu'à son appel, plus tard, la Guerre Sainte les entraînerait à sa suite et l'aiderait à réaliser le grand rêve oriental déjà éclos dans son cerveau. Ce dut lui être une de ses plus cruelles déceptions de voir non seulement l'indifférence que le monde musulman, en général, témoigna à l'alliance des Turcs et des Allemands, mais aussi le dévouement des soldats hindous et africains à l'Angleterre et à la France (1).

Après la reprise de Tebris, les Russes, avertis, procédèrent à l'occupation lente et méthodique de la Perse, n'y consacrant que les forces indispensables. Nous verrons plus loin où ils en sont arrivés.

Les deux armées restèrent en face l'une de l'autre pendant toute l'année 1915, sans autres événemens que l'avance des Russes dans la région du lac de Van et l'occupation de Van. Les Turcs se maintenaient, au contraire, solidement dans la région d'Olty, couvrant Erzeroum. Le théâtre d'opérations d'Arménie paraissait bien secondaire, en regard des grands fronts d'Occident et de Pologne, en regard même des Dardanelles. Du côté de Bagdad, la situation restait aussi stationnaire.

A la fin de 1915, la cause des Alliés paraissait bien compromise en Orient. La trahison de la Bulgarie, l'écrasement de la Serbie, la jonction définitive des Austro-Allemands avec Constantinople, relevaient la Turquie défaillante et rendaient vain tout l'héroïsme sacrifié aux Dardanelles. Les Turcs ne parlaient rien moins que de partir, avec le concours des Allemands, à la conquête de l'Égypte !

La décision des Alliés de rester à Salonique changea la face des choses. Si tardive qu'elle eût été, elle a annihilé tout l'effort fait par les Impériaux dans la campagne balkanique de l'automne dernier, elle a réservé l'avenir. En concentrant à Salonique une puissante armée, les Alliés tiennent en suspens la victoire que les Impériaux croyaient acquise, et gardent leur liberté d'action en Orient.

(1) Il ne faudrait pas cependant négliger les sentimens germanophiles qui ont été entretenus en Égypte par le précédent Khédive, et les résultats de la propagande des agens allemands en Afrique, en particulier en Tripolitaine et au Maroc. Une défaite des Alliés en Orient pourrait avoir de graves conséquences.

La reprise de l'offensive russe en Arménie en est la première manifestation.

*
* *

L'arrivée des Russes devant Erzeroum et l'assaut de la ville tiennent du prodige. Il faut dire que les troupes qui ont accompli ce fait d'armes appartiennent à ces corps du Caucase et de Sibérie que rien n'arrête, ni les neiges et les glaces de l'hiver, ni les chaleurs de l'été, ni les obstacles du terrain. Quand on pourra connaître en détail les batailles livrées par nos Alliés d'Orient sur cet immense front qui va de la mer Baltique à l'Arménie, une magnifique part sera réservée aux Caucasiens et aux Sibériens. Et leurs exploits ne sont pas terminés.

Il faut se rendre compte de ce qu'était la place forte d'Erzeroum et quelle forte organisation défensive les Russes ont si rapidement brisée.

La ville d'Erzeroum, qui est à l'altitude de 2000 mètres, est située dans une de ces plaines, anciens bassins lacustres, fréquentes sur les hauts plateaux arméniens et anatoliens. La branche occidentale de l'Euphrate, ou Kara-Sou, y débouche de la montagne et coule à travers des marais qui couvrent au Nord l'accès de la ville. Erzeroum est adossée aux pentes du Devé-Boïnou, sur lequel s'élèvent les forts avancés de la place vers l'Est. Au Sud, les monts Palanteken se dressent à plus de 3000 mètres de hauteur, dominant la plaine de 1200 mètres. Entre les deux chaînes, une dépression ouvre la route de Kars sur la plaine de Passine.

La vue autour d'Erzeroum est magnifique; les montagnes ont un aspect sévère et grandiose; les villages apparaissent à demi cachés dans les rudes vallées. De nombreux ruisseaux descendent vers la ville à travers les rues elles-mêmes; aussi l'eau ne manque pas, mais elle transforme la ville en un vaste bourbier; les pluies passent en torrens. L'intérieur de la ville est par conséquent peu agréable; l'absence de verdure aggrave l'impression de gris sale que donnent les maisons, mal construites en pierres volcaniques. Pourtant, de belles mosquées, des hammam et des soukh bien construits laissent à la ville cet éclat apparent qui caractérise les villes d'Orient. L'école Médrissa, avec ses portes ouvragées et ses deux minarets élégans et harmonieux, rappelle l'art arabe du XIIe siècle.

Erzeroum est en effet une très ancienne ville. Elle est au carrefour des routes les plus directes qui relient la Mésopotamie à la Mer-Noire et le Caucase à l'Asie-Mineure. Son nom, Erzen-er-roum, veut dire : terre des Romains. Capitale de l'ancien royaume arménien, elle fut occupée par les Romains, puis par les Byzantins, et elle tomba avec l'Empire grec sous la domination turque.

La population, fort mélangée d'Arméniens, de Persans et de Juifs, ne dépasse guère 50 000 habitans. Ses ouvriers forgerons sur cuivre et sur bronze sont connus en Orient, ainsi que ses tanneurs et ses fabricans de babouches.

Le climat est rude, mais salubre, par suite de l'altitude : l'hiver est très rigoureux, et l'été modéré.

Sa situation stratégique en a fait une place forte. D'abord entourée de remparts, la citadelle, dominée par les hauteurs voisines, était incapable de soutenir une attaque par le canon. Les Turcs, sous la direction des Allemands, en avaient fait un camp retranché d'une forme particulière. En effet, toute l'organisation défensive est tournée vers l'Est et barre les routes du Caucase, en particulier la route de Kars. La chaîne Devé-Boïnou au Nord-Est, la chaîne Palanteken au Sud, étaient tenues et reliées par des forts à la moderne bien armés. A 20 kilomètres au Nord, deux forts gardaient la route d'Olty. Plusieurs petits forts défendaient les abords immédiats de la place.

Erzeroum, ainsi protégé, était devenu le grand centre des approvisionnemens et des réserves de l'armée turque d'Arménie. La valeur de ses fortifications, la puissance des canons Krupp, le matériel, tout à fait excellent, qui y était concentré, la force numérique de sa garnison, et la présence même de la troisième armée turque, semblaient rendre invraisemblable une chute rapide de la place. Cette guerre nous a donné bien des surprises ; nous avons vu des camps retranchés réputés tomber, comme les murailles de Jéricho, sous l'écrasement des obus de 305 et de 420. Sauf celui de Przemysl, les sièges ont duré à peine quelques semaines. L'enlèvement d'Erzeroum, en cinq jours, en plein hiver, est, croyons-nous, sans exemple dans l'histoire des guerres, d'autant qu'il a coïncidé avec la défaite et la déroute d'une armée qui aurait pu s'y accrocher et prolonger la résistance.

On ne saurait trop admirer avec quel art et quel mystère

ont été préparées les opérations sur Erzeroum. On y reconnaît bien la maîtrise du grand-duc Nicolas !

Jusqu'à la fin de décembre, l'état-major turc n'a rien soupçonné. Même quand les premiers engagemens témoignèrent de la reprise de l'offensive russe, les politiciens de Constantinople n'y attachèrent aucune importance. Toutes les forces disponibles étaient employées en Thrace, en Syrie, en Mésopotamie. On préparait l'attaque de l'Égypte ! Ce ne fut qu'en apprenant l'apparition des Cosaques aux abords d'Erzeroum et la défaite de Kepri-Keuï que les divisions turques de Syrie et du vilayet de Smyrne furent dirigées à la hâte sur Angora, et que Sanders pacha fut nommé au commandement de l'armée d'Arménie.

Le plan du grand-duc Nicolas paraît avoir été fondé sur la surprise d'une attaque à fond en plein centre turc avant le dégel. Les corps d'aile de l'armée turque étaient trop loin, à Olty et au lac de Van, pour intervenir à temps, et ils devaient d'ailleurs être tenus en respect par de forts détachemens.

On pouvait espérer que la rupture et la retraite du centre détermineraient un tel ébranlement que les Russes arriveraient en même temps que leurs adversaires en face d'Erzeroum, ne leur laisseraient pas le temps de se ressaisir, et qu'ainsi la défense de la place serait paralysée par l'encombrement des fuyards. Il n'y avait pas d'ailleurs à songer à faire un siège régulier, d'abord à cause de l'hiver, ensuite parce que le chemin de fer du Caucase, Tiflis-Kars, ne dépassait pas Sarykhamisch, à 140 kilomètres d'Erzeroum, et qu'il était impossible d'amener l'artillerie lourde nécessaire. Les journaux russes, auxquels nous empruntons ces détails, racontent que les soldats russes étaient obligés de monter les canons à bras sur les pentes couvertes de neige, et qu'ils ont combattu en janvier et en février par des froids de 20 à 25 degrés, sous des tourmentes et avalanches de neige, la figure brûlée éclatant en ampoules. Les chameaux épuisés se traînaient sur les genoux.

Le succès de cette audacieuse campagne ne pouvait donc être assuré que par la rapidité de l'attaque. Il fallait enlever Erzeroum de vive force ou se remettre sur la défensive. Tout a cédé devant la volonté de fer des chefs et des soldats : les Turcs, les élémens déchaînés, et la place elle même !

L'armée du Caucase a commencé ses opérations pour ainsi dire avec l'année 1916, en tenant compte de l'écart de treize

jours qui existe entre les deux calendriers, d'Occident et d'Orient. Elle a attaqué brusquement à la fois sur Olty, Tortoum et Kepri-Keuï. Le 19 janvier, les Turcs, pris de panique, fuyaient par les routes qui convergent à Erzeroum, abandonnant blessés, prisonniers, armes, munitions. Les Cosaques les pourchassaient de si près qu'ils arrivèrent en même temps qu'eux sur les glacis des forts d'Erzeroum. La déroute du centre fut si brusque et l'attaque d'Erzeroum si rapide que les fractions de l'armée turque qui se trouvaient aux ailes ne purent revenir sur Erzeroum et durent faire retraite, au Nord par la vallée du Tchorok sur Baibourt, au Sud par Mouch.

Les Russes débouchèrent sur Erzeroum en trois colonnes, au Nord et à l'Est, par les routes d'Olty et de Kars, et au Sud par le défilé de Palanteken.

L'assaut fut immédiat. La colonne du Nord enlevait les forts Kara-Sulek et Tafta, et tournait ainsi les défenses du Devé-Boïnou. L'attaque du centre emportait les forts Graz, Topolaki, Aksi-Tchaka, Siwchli, tandis que celle du Sud abordait le Palanteken. On doit reconnaître que la garnison se défendit avec acharnement; elle fit d'énergiques contre-attaques sur les marais glacés du Kara-sou et sur les pentes du Palanteken. Mais, comment résister à ces soldats russes qui dévalaient des montagnes en se laissant glisser assis sur la neige à toute vitesse, comme s'ils tombaient des nuages?

Une habile manœuvre de la colonne du Nord enveloppa les Turcs qui résistaient dans la plaine. Puis l'assaut est donné à la troisième ligne des forts. Partout les drapeaux russes apparaissent, sur le Devé-Boïnou comme sur le Palanteken. Les Cosaques entrent à Erzeroum, traversent la ville, et se jettent à la poursuite des débris de la garnison et de la troisième armée, qui s'enfuient par les chaussées de Baïbourt et d'Erzindjian.

Il est à remarquer qu'Erzeroum n'a pas capitulé. La place fut évacuée par les divisions turques décimées. Elle ne put être investie. Mais le butin fut énorme. Non seulement presque tout l'armement du camp retranché tombait aux mains des Russes, mais la troisième armée turque perdait à peu près toute son artillerie de campagne et laissait un très grand nombre de prisonniers.

La 34e division était à peu près anéantie.

Nous manquons encore de données précises pour faire le

récit que mériterait cet assaut inouï d'un camp retranché. Il a duré sans interruption cinq jours et cinq nuits. Le fort de Kara-Subek a été enlevé en cinq heures. Et l'on peut s'imaginer, d'après ce trop pâle résumé, ce qu'ont été l'escalade de ces glacis de neige, l'enlèvement des tranchées revêtues de glace, le combat sans trêve par un froid terrible! Mais tout cela est si lointain pour nous, qui tressaillons chaque jour à la lecture des communiqués de la terrible bataille de Verdun, que nous ne pouvons que donner une pensée fugitive à de tels exploits. Saluons cependant ces héros du Caucase et leur chef, le général Youdenitch!

Après l'entrée à Erzeroum, non seulement les colonnes russes ont poursuivi les Turcs avec vigueur, mais elles ont continué leurs opérations suivant un plan qui paraît bien défini, quoique sujet à des lenteurs qu'expliquent la nature du pays et la saison.

Avant de s'avancer directement d'Erzeroum sur Erzindjian, il était indispensable de refouler tous les corps turcs qui s'échappaient par la vallée du Tchorok, et dans la région de Mouch par la vallée de l'Euphrate inférieur (Murad Sou), et de s'emparer de Trébizonde, le grand port de la Mer-Noire, et de Bitlis, près du lac de Van.

La possession de Trébizonde importe avant tout pour établir la liaison par mer. La flotte russe est à peu près maîtresse de la Mer-Noire. Nous disons « à peu près, » car des sous-marins allemands ont été signalés à plusieurs reprises, sortant du Bosphore ou de Varna. Et si l'on en croit certaines informations récentes, quelques transports turcs auraient réussi à arriver à Trébizonde sous la protection du *Breslau*. Les Russes ont donc marché sur Trébizonde, à la fois par la côte, en partant de Batoum, et par la vallée du Tchorok, en traversant les chaînes abruptes du Lazistan. A l'heure où nous écrivons, une dépêche annonce la prise de Trébizonde. Les opérations que nous prévoyons vont être facilitées.

Bitlis est une des poternes du Taurus arménien ; elle ouvre la route directe du Tigre et de la Mésopotamie. Mouch et Bitlis ont été occupées très vite. Toute la région du lac de Van est nettoyée. Mais les Russes se trouvent en face des Kurdes qui tiennent les revers méridionaux du plateau arménien.

Il est assez difficile de préciser la situation exacte des avant-

gardes russes. Nous pouvons estimer qu'elles se sont avancées sur toutes les routes qui partent d'Erzeroum, couvrant les concentrations nécessaires (1). Nous ignorons également les effectifs de l'armée du grand-duc. Ils ont été sans nul doute considérablement renforcés, soit avec une partie de l'armée qui fut rassemblée vers octobre et novembre dernier à la frontière roumaine en vue de porter secours aux Serbes, et qui ne put obtenir de la Roumanie libre passage à travers la Dobroudja, soit avec des troupes de Sibérie et de l'Oural.

Le front sur lequel opère cette armée est très vaste, de Trébizonde à la frontière de l'Azerbeidjan persan. Mais le caractère montagneux de ces régions permet d'économiser les forces en concentrant les colonnes sur les routes des grandes vallées, les seules praticables à l'artillerie et aux convois, et en assurant les liaisons par des détachemens légers. Néanmoins, si l'avance actuelle des Russes n'est que le prélude de grandes opérations dans le Levant, le commandement devra disposer de plusieurs centaines de mille hommes. Car il faut compter qu'à mesure que les opérations s'étendront en Asie Mineure, les réserves dont disposent les Turcs pourront intervenir utilement. En effet, le théâtre de guerre du Levant diffère de ceux de l'Europe, non point tant par le relief du sol et le climat que par le manque de voies de communication, en particulier de chemins de fer.

Nous ne pouvons préjuger les opérations elles-mêmes qui dépendent de la volonté et des forces des Russes et de leurs alliés. Mais, puisque la prise d'Erzeroum n'a pas été un fait de guerre exceptionnel et isolé, et qu'elle a déjà entraîné l'occupation et, on peut le dire, la libération d'une partie de la malheureuse Arménie, il semble opportun d'examiner les conditions dans lesquelles peut se développer une stratégie offensive en Asie Mineure.

*
* *

Les opérations en Asie Mineure (2) sont en étroite corrélation avec celles des Balkans, car elles ont un objectif unique :

(1) Les derniers communiqués russes annoncent que des attaques turques contre le centre de l'armée russe ont été repoussées. Il y a donc eu un retour offensif des Turcs, qui s'explique par l'arrivée des renforts.

(2) Consultez les cartes d'Asie Mineure dans les grands atlas Hachette, Vidal Lablache, Niox, et les éditions spéciales publiées pour la Guerre.

Constantinople, c'est-à-dire la ruine de l'Empire ottoman et, par le fait même, la défaite de l'Allemagne et la solution de la question d'Orient au profit des Alliés. Mais il est certain que Salonique est plus près de Constantinople qu'Erzeroum et Bagdad, et que l'attaque principale doit partir de la base d'opérations la plus avantageuse. Tout ce qui peut seconder cette attaque principale, diviser et détourner l'ennemi, lui enlever de ses ressources et de ses disponibilités, n'en doit pas moins entrer dans les calculs de l'offensive stratégique. Or, nous savons ce qu'est l'Asie Mineure pour la Turquie : c'est le réservoir de son armée et son magasin à vivres.

L'attaque des Dardanelles était logique, elle visait Constantinople au plus court, et la possession des Détroits avait une double et heureuse conséquence : elle assurait la liaison avec la Russie, elle coupait les Balkans de l'Asie Mineure. Il ne s'agit plus de la reprendre, puisque aux Turcs se sont ajoutés les Bulgares. Avant d'entrer à Constantinople, il faut battre les Bulgares et entrer à Sofia.

Mais il tombe sous le sens que l'offensive de Salonique sera puissamment soutenue si les Turcs sont obligés de faire face aux armées alliées en Asie Mineure. Cela ne veut pas dire sans doute que Salonique attendra que les armées d'Erzeroum et de Bagdad soient sur la rive d'Asie en vue de Sainte-Sophie. Seulement, le jour où ces armées entreraient en Anatolie et en Syrie, le sort de la Turquie serait décidé.

Reste à savoir si cela est possible. Nos lecteurs voudront bien admettre le postulat que j'ai posé, en tête de cet article, sur la nécessité qui s'impose d'agir en Orient et de considérer le front balkanique au même titre que les autres fronts. La victoire dans les Balkans, en rouvrant le chemin de Vienne aux armées alliés, — y compris les Italiens, — serait aussi féconde que le forcement des lignes allemandes en France et en Russie. Personne n'en doute, mais on diffère d'avis sur les possibilités d'exécution. Pour en raisonner à coup sûr, il faudrait avoir les élémens de certitude dont disposent seuls les Gouvernemens, c'est-à-dire : les tableaux des effectifs restans, du matériel et des munitions, les moyens de transport des ravitaillemens, les renseignemens contrôlés sur la situation de l'adversaire. Mais, même ainsi documentés, les chefs politiques et militaires peuvent se tromper et rester indécis. Nous en avons eu des

exemples dans cette guerre dont la prolongation douloureuse est certes due au défaut de vues d'ensemble autant qu'aux divergences fatales des coalitions. Aussi est-il permis, sous réserve de la censure bien entendu, d'essayer, même avec des renseignemens insuffisans, d'orienter les esprits, et peut-être d'incliner les Gouvernemens vers des résolutions capables d'abréger la durée du sanglant sacrifice.

La question que nous nous posons est celle-ci. Les Russes sont en Arménie, à Erzeroum, à Trébizonde, à Bitlis; les Anglais sont près de Bagdad et en Égypte. Comment peuvent-ils combiner leurs opérations de manière à se joindre et à marcher sur Constantinople ?

Regardons la carte.

D'Erzeroum et de Trébizonde les Russes ont à franchir un millier de kilomètres pour atteindre le Bosphore. La route la plus directe est par le littoral de la Mer-Noire, de Trébizonde à Samsoun, de Samsoun à Héraclé, d'Héraclé à Scutari. La route d'Erzeroum passe par Sivas et Angora où elle retrouve le chemin de fer.

L'armée russe qui s'avancerait en Anatolie doit suivre ces deux routes. La colonne du littoral a l'avantage d'avoir ses ravitaillemens assurés par la flotte et d'être pour ainsi dire convoyée par elle ; mais la route est resserrée entre la mer et les hauts escarpemens qui la bordent de très près, et fréquemment coupée par de petits torrens, tantôt à sec, tantôt gonflés par les pluies.

La colonne centrale aurait un double rôle : refouler les Turcs successivement de Sivas, d'Angora, de toute l'Anatolie, et se tenir en liaison avec la colonne du littoral, séparée d'elle par une distance moyenne de 150 à 200 kilomètres. Les ports de la Mer-Noire sont reliés à l'Anatolie par de vieilles routes, connues sous le nom d'Échelles du Levant.

Angora (Ancyre) est le terminus de la voie ferrée Scutari-Eskicheïr. Peut-être les Allemands l'ont-ils prolongée de quelques kilomètres dans la direction de Sivas. D'Erzeroum à Sivas, il y a 450 kilomètres environ, de Sivas à Angora à peu près autant. La grande difficulté est donc de relier les armées russes par une voie ferrée au terminus du chemin de fer du Caucase, Sari-khamich. Il est probable que le tronçon jusqu'à Erzeroum est en construction, mais au delà peut-on prévoir que la pose

du rail suivra la marche des colonnes? Tout est possible avec des ingénieurs, de la volonté, du matériel et des travailleurs. Mais le ravitaillement peut être organisé par les moyens ordinaires, en réparant les routes. Ce que les Turcs ont fait pour leur armée d'Arménie, les Russes l'accompliront encore mieux, d'autant qu'ils auront la maîtrise des ports de la Mer-Noire. Ils ne doivent pas s'attendre à trouver des ressources dans le pays. Les Turcs y auront passé! Et quels que soient les succès de l'offensive russe, les Turcs auront le temps d'achever la ruine de ces malheureuses contrées.

Une autre direction s'ouvre aux Russes en partant de la base de l'Arménie; c'est celle d'Alexandrette et d'Alep. Deux routes y conduisent : d'Erzeroum par Erzindjian et Kharpout sur Marach, de Bitlis par Diarbékir sur Ourfa et Alep. La première descend les défilés du Taurus par la vallée de l'Euphrate ou par celle du Djiboum, la seconde entre directement dans la Haute-Mésopotamie et aboutit au chemin de fer en construction d'Alep à Bagdad. Même dans l'hypothèse d'une marche sur Constantinople par l'Anatolie, les Russes doivent diriger des forces importantes sur ces routes pour couvrir et flanquer la colonne principale du centre. Mais le but à atteindre de ce côté est autrement sérieux qu'une mission de flanc-garde.

Voici ce qu'écrivait en 1882 le général Niox, alors professeur de géographie militaire à l'École de Guerre :

« La route d'Erzeroum à Alexandrette et Antioche est la ligne la plus courte par laquelle les Russes peuvent atteindre le littoral de la Méditerranée, et par conséquent un des objectifs principaux de leur entreprise. Si, un jour, ils arrivent à s'établir militairement sur cette ligne, ils intercepteront tout le commerce des Indes par terre. Les Anglais, surveillent avec attention leurs progrès et les entravent par tous les moyens possibles. La conquête d'Alexandrette par les Russes, en leur donnant un débouché sur la Méditerranée à peu de distance du canal de Suez, aurait une importance peut-être plus grande que la conquête de Constantinople. Aussi l'Angleterre s'est-elle hâtée de négocier avec la Sublime-Porte l'occupation de l'île de Chypre, et s'immisce-t-elle dans les questions d'organisation intérieure des provinces de l'Asie Mineure (1). »

(1) *Géographie militaire. Le Levant. Le bassin méditerranéen.*

C'était en effet l'époque où la rivalité de l'Angleterre et de la Russie était le plus âpre en Orient. La Russie s'était avancée dans l'Asie centrale jusqu'aux confins des Indes. Elle avait construit le Transcaspien. Les généraux russes parlaient couramment de l'attaque des Indes. La question d'Égypte était devenue aiguë. L'influence de la Russie paraissait prépondérante à Constantinople. Or, c'est à ce moment que l'Allemagne, profitant très habilement des circonstances, commença sa pénétration en Orient. Elle sut écarter la Russie et l'Angleterre de ce terrain où elles se menaçaient réciproquement, et y prendre leur place. La Russie s'en fut vers un rêve de domination asiatique jusqu'en Extrême-Orient, où elle allait se heurter au Japon; l'Angleterre reprit ses démêlés avec la France, dont la politique coloniale l'inquiétait, et tourna son attention vers l'Afrique. Le *Drang nach Osten* allait devenir la grande conception germanique et se traduire pratiquement par le chemin de fer de Bagdad et la colonisation de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie.

Or, aujourd'hui, les Russes et les Anglais ont enfin compris le danger. Et, nous ne nous lasserons pas de le répéter, cette entente tardive a amené l'Allemagne à déchaîner la guerre pour préserver l'œuvre de domination qu'elle avait élaborée en Orient et qu'elle comptait étendre à l'Occident et au monde entier.

Tout est changé du coup dans le Levant, et il ne s'agit plus de craindre que les Russes s'établissent en conquérans sur la ligne Erzeroum-Alexandrette. Les Anglais sont en Mésopotamie et en Égypte, et, unis désormais aux Russes, ils luttent pour expulser les Germaniques du Levant et libérer les nationalités opprimées et saignées par le tortionnaire ottoman.

Or, où peuvent se joindre les Anglais et les Russes, sinon précisément à Alep et Alexandrette? Et comment n'y ont-ils pas songé plus tôt? L'histoire de cette guerre nous révélera plus tard d'étranges et inexplicables erreurs. Il ne pouvait guère en être autrement, dans la surprise des événemens et par suite des situations respectives des belligérans. L'étendue et la violence de la lutte ont dépassé tout ce qu'avaient pu imaginer les doctrinaires de la politique internationale et de la guerre moderne. Seuls peut-être les Allemands avaient prévu le développement formidable du conflit et s'y étaient préparés en

conséquence, et ils sont restés pourtant en dessous de leur prévoyance.

Du jour où la Turquie s'est faite la vassale et la complice des Impériaux, les Alliés avaient toute liberté pour trancher enfin la question d'Orient. La neutralité de la Turquie, forcément bienveillante aux Allemands, eût été plus gênante pour les Alliés que son hostilité déclarée. Il semble bien que l'Angleterre l'ait compris et qu'elle ait eu le ferme dessein d'abattre rapidement la Turquie et de rattacher du coup tous les Balkaniques à la cause des Alliés. L'attaque des Dardanelles le prouve bien. Nous savons ce qu'elle a donné. D'autre part, un corps expéditionnaire fourni par l'Inde débarquait à Koweït et s'emparait presque sans coup férir de Bassorah. Un pas de plus, il était à Bagdad ! mais la force et peut-être la volonté ont manqué ! Et après s'être approchée jusqu'à Ctésiphon à la fin de 1915 (!) la division Townshend s'est fait bloquer à Kout-el-Amara et attend depuis trois mois qu'on vienne la délivrer, ce à quoi s'efforce lentement la division Gorringe. Les inondations, paraît-il, entravent les opérations !

La vérité est que l'attaque anglaise du golfe Persique a été faite sans plan défini et sans les moyens nécessaires. N'insistons pas sur les fautes, et voyons ce qu'on peut faire aujourd'hui (1).

On ne peut douter que le drapeau anglais flottera bientôt sur Bagdad, si les Anglais le veulent bien. Attendront-ils que les détachemens russes, qui filtrent peu à peu à travers le Louristan persan, sur la route de Kermanschah à Bagdad, viennent sonner leurs fanfares aux portes de la vieille cité des Califes ? Et n'est-ce pas le moment d'une action décisive, combinée avec les Russes, pour gagner la première étape qui doit amener la jonction définitive? Nous ignorons aussi, comme beaucoup d'autres choses, quel est l'effectif des troupes russes qui opèrent en Perse ; ces troupes doivent appartenir aux corps transcaspiens, leur avance en Perse a été lente, elles ont dû nettoyer le pays de la tourbe des agens allemands, mais elles sont à Ispahan et à Kermanchah. De Kermanchah à Bagdad, il y a environ 300 kilomètres.

(1) Nous rendons pleine justice à l'effort de nos Alliés. Il a été mis en lumière par M. Steed, l'éminent rédacteur du *Times*, dans une conférence faite à « Foi et Vie. » Nous savons que, comme nous, l'Angleterre est revenue de loin ! Mais elle a eu beaucoup à apprendre, militairement et diplomatiquement ! Et sa lenteur garantit sa ténacité historique.

Si donc les Anglais veulent prendre en Égypte une partie des forces qu'ils y ont immobilisées pour défendre le canal, l'armée de Mésopotamie sera en état de monter sur Bagdad, et d'en faire la base des opérations vers Alep et Alexandrette. De Bitlis à Alep par Diarbékir, la distance est d'environ 500 kilomètres. De Bagdad à Alep, par la vallée de l'Euphrate, il faut compter 800 kilomètres. L'objectif n'est donc pas à portée de la main, et ne peut être atteint qu'au bout de plusieurs mois, et non sans difficultés. Une campagne d'été en Mésopotamie, avec de forts effectifs, exige une sérieuse préparation; mais les Russes et les Anglais ont l'expérience des expéditions de ce genre.

Il y a tout lieu de croire que les Russes arriveraient les premiers dans la région d'Alep et d'Alexandrette. Les Anglais ont un autre moyen de leur donner leur concours, tout simplement en débarquant à Alexandrette. L'idée n'est pas nouvelle. N'en a-t-on pas parlé dans les Conseils qui ont précédé la constitution de l'armée de Salonique?

Bref, on est allé à Salonique, on n'est pas allé à Alexandrette. Il est encore temps d'y débarquer des troupes d'Égypte, à moins que... elles n'aient été transportées déjà ailleurs!

Il n'y a pas de doute qu'une certaine confusion s'est produite depuis la prise d'Erzeroum sur la répartition des forces en Orient. Et les communiqués de la dernière Conférence des Alliés ne nous ont rien appris de ses décisions au sujet de l'Orient.

Cette incertitude est pénible pour ceux qui, comme nous, sont convaincus de l'importance du front d'Orient. Par suite des fautes de 1915, la situation y est fort compliquée. Mais de l'exposé que nous venons de faire, et qui, nous l'avouons, repose plus sur des intuitions que sur des documens précis, n'est-il pas possible de dégager quelques conclusions aussi fermes que modérées?

D'abord, il faut *agir* en Orient. L'immobilité et l'inaction sont des signes de faiblesse pour les Orientaux. La prise d'Erzeroum a eu un très grand retentissement parce qu'elle a montré que la force russe était intacte. La prise de Bagdad produirait le même effet. Mais, si Russes et Anglais en restaient là, qu'y aurait-il de changé?

Au contraire, que les Russes et les Anglais s'établissent for-

tement sur le front Trébizonde-Sivas-Alexandrette, quelles seraient les conséquences ? La Mésopotamie, la Syrie et l'Arabie désormais séparées de l'Empire ottoman, Arabes et Syriens se rallieraient aux Alliés. Les armées turques, obligées de défendre l'Anatolie, ne pourraient plus participer aux opérations des Balkans. Et déjà ne voit-on pas tous leurs effectifs disponibles se porter vers l'Arménie, abandonnant la Thrace et les Bulgares (1) ?

En outre, les flottes alliées peuvent, par de rapides et fréquentes croisières, tenir les ports de Smyrne, d'Adalia, de Mersina, de Beyrouth, sous la menace de bombardement et de débarquement. Les Turcs se laissent facilement émouvoir par ces démonstrations. Et l'on se demande comment nous ne sommes pas encore à Beyrouth.

Nous voulons souhaiter, en terminant cet article, que les événemens ne démontrent pas bientôt toute l'importance de ce théâtre d'opérations. Il est encore temps d'y faire l'effort qui convient et qui peut avoir les résultats décisifs que nous avons indiqués. Salonique, Erzeroum, Trébizonde, Bagdad, Alexandrette, Smyrne, Sofia, Constantinople ! Ces noms ont gardé toute leur valeur historique. Que l'Angleterre et la Russie s'en souviennent à cette heure solennelle où se jouent les destinées de l'Europe ! Comme on l'avait prédit, la question d'Orient a mis le feu au monde entier. L'Allemagne n'arrêtera l'effroyable hécatombe humaine que lorsque l'Orient lui sera définitivement arraché. Et nous persistons dans notre conviction que cette première défaite serait le prélude du reflux germanique sur le Rhin et sur l'Oder.

Général MALLETERRE.

(1) Des renseignemens que nous recevons nous indiquent, en effet, que les Turcs se concentrent actuellement en Asie Mineure pour arrêter les Russes. Ils ne veulent plus entendre parler de Salonique. L'armée turque, qui a beaucoup souffert aux Dardanelles et en Armenie, ne doit pas dépasser 500 000 hommes ; mais les meilleurs élémens et la plupart des officiers ont disparu. On compte environ 50 divisions, dont beaucoup à effectif très réduit. La grosse masse de l'armée est en Asie Mineure ; quelques divisions défendent la capitale et le gouvernement jeune-turc. Sept divisions sont en Mésopotamie, deux en Syrie, une à Alexandrette, deux ou trois dans la région de Smyrne. Quatre sont encore en Arabie. Les Turcs ont reçu de l'artillerie allemande, mais leurs ravitaillemens sont difficiles à travers l'Asie Mineure. On voit à quelle dispersion de ses forces est contrainte la Turquie.

L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON

FRANÇOIS DE XAVIER

III [1]

DE GOA AUX ILES MOLUQUES

VI. — LES JOURS DURS COMMENCENT

Il ne suffisait pas de conquérir des âmes : il fallait organiser la conquête. Les catéchistes que François laissait dans les villages convertis, dépositaires des prières traduites, n'avaient aucune autorité. Il soupirait après la venue de Micer Paul et de Mansilhas. Ils avaient dû, depuis longtemps, débarquer à Goa ; et, bien qu'on sût qu'il les attendait, on ne se hâtait point de les lui envoyer. On mettra souvent beaucoup de nonchalance à lui obéir. En décembre 1543, toujours sans nouvelles, il retourna à Goa, où il trouva ses deux compagnons installés au collège de Sainte-Foi. L'Évêque avait eu besoin d'eux et les avait gardés. Une cruelle épidémie s'était abattue sur la ville. Le gouverneur avait fait taire les cloches de la cathédrale qui sonnaient trop de funérailles. Le clergé n'avait point chômé. Mais il s'était plus occupé des morts que des vivans qui sont moins commodes ; et sans doute le fléau avait encore démoralisé la population. François laissa Paul à Sainte-Foi : il prit avec lui

(1) Voyez la *Revue* du 15 février et du 15 mars.

Mansilhas, un prêtre espagnol, un prêtre indigène et un vieux soldat, Juan de Artiaga, qui aurait fait un bon suisse à Pampelune, mais qui se montra si têtu et si brouillon que François fut obligé de le congédier. Tels étaient les tâcherons qu'il ramenait sur la côte de la Pêcherie.

La situation avait un peu changé. C'est le lendemain des conversions qui est dur pour les convertis et pour les convertisseurs. Les superstitions et les mauvaises habitudes, un instant éblouies, rouvrent les yeux et se ressaisissent dans la somnolence de la vie familière. La religion chrétienne est une lutte perpétuelle; et toute espèce de lutte répugne au tempérament apathique de l'Hindou. Moyennant quelques rites et quelques offrandes, il ne demandait à ses dieux que de ne pas le tourmenter. Mais voici un Dieu qui empêche les gens de dormir. Ils deviennent impatiens et de mauvaise humeur. Mansilhas, qui comptait sur de timides néophytes, fut désappointé. Il n'était déjà pas très intelligent en Europe : que fut-ce sous le soleil de l'Inde! Les Paravers ne tardèrent point à flairer en lui un homme très inférieur au Père François. Ses brusqueries et ses colères, qui provenaient surtout de son incompréhension, compromettaient l'œuvre de l'apôtre. Mais François l'aimait. Dans l'affection qu'il lui portait, il entrait un peu de gratitude pour celui qui s'était offert de si bon cœur à l'accompagner, un peu de pitié aussi et l'attrait de la difficulté qui séduit les grandes âmes lorsqu'elles veulent utiliser même les rebuts et fertiliser même les cailloux. On retrouve presque toujours derrière les hommes exceptionnels un de ces êtres gauches, maladroits, mal venus, qu'ils traînent affectueusement dans leur orbite. Ils sont parfois forcés de les lâcher en route; et c'est ce qui arriva en 1548. Mansilhas appelé aux Moluques refusa de recommencer une exploration en pays païen : il en avait tout son soûl. Exclu de la Compagnie, il n'en resta pas moins attaché à François. Ainsi de vieilles domestiques, qu'un coup de tête a chassées de chez leur maître, n'ont d'autre joie dans la vie que de le saluer de loin et, quand il a trépassé, de fleurir sa tombe.

Pour le moment, il était encore docile; et François lui écrivait de Punicale, de Manapad, de Tuticorin, de Trichandur, de toutes les villes de la côte, d'où il dirigeait ses travaux, des lettres charmantes que Mansilhas nous a conservées, seule

marque d'esprit qu'il ait jamais donnée. François lui prêchait la patience, la bonté. Il le consolait de ses tribulations; il l'élevait à ses propres yeux : « Rendez toujours grâce à Dieu de vous avoir choisi pour un office aussi noble que celui que vous remplissez. » Jamais dans ces petites lettres écrites à la hâte un mot qui sente le maître. Les ordres sont donnés sous forme de prières. Mais les prières sont instantes et vous tiennent continuellement en haleine. Un jour dans ce village, le lendemain dans un autre. Que devient le petit Mathieu? Visitez les chrétiens de Punicale. Ceux qui enseignent les enfans s'acquittent-ils bien de leur tâche? Hâtez-vous de bâtir une église. Mansilhas le lit et sue à grosses gouttes. François l'associe à ses inquiétudes. Bien plus, il lui confie ses tristesses. Il lui parle comme à un ami et même comme il ne parle pas à ses amis. Mansilhas est un des rares hommes qui aient entendu tomber de sa bouche des aveux de découragement.

Le succès de François chez les Paravers avait probablement décidé l'envoi d'un capitan et de quelques soldats à Tuticorin. L'apôtre les avait-il demandés? Ce ne serait pas impossible. En tout cas, ils y seraient venus sans qu'il les demandât. Des chrétiens et des perles : double aubaine. Quand le missionnaire suivait le soldat, il n'y avait que demi-mal, ou, si l'on aime mieux, il réparait la moitié du mal que son devancier avait commis. Mais il était beaucoup plus grave que le soldat emboîtât le pas au missionnaire. Dès que les Portugais se furent embusqués à Tuticorin, les choses se gâtèrent. Le 20 mars, François écrit à Mansilhas : « Faites-moi savoir des nouvelles des chrétiens de Tuticorin et si les Portugais, qui y sont établis, leur font quelque tort. » Le lendemain, nouvelle lettre : on vient de l'informer qu'un Portugais s'est saisi d'un message du roi de Travancore et a jeté le messager en prison. Pourquoi? Sans doute pour le rançonner. Son indignation éclate : « Je ne sais quel parti prendre : mieux vaudrait peut-être ne plus perdre notre temps et quitter un pays où ceux qui doivent nous aider n'en ont cure et laissent tous les excès impunis... Je ne veux plus entendre les si justes plaintes de ces gens à qui l'on fait de telles injures sur leurs propres terres. » Six jours après, les Portugais volent des femmes esclaves à Punicale. Deux mois et demi plus tard, la redoutable cavalerie des Badages, caste guerrière du Maduré, fondait sur les villages de

la Pêcherie, pour venger ces outrages. Le roi du Maduré et le roi de Travancore étaient souvent en guerre; et la côte, qui dépendait tantôt de l'un, tantôt de l'autre, leur servait de champ de bataille. Mais, selon toutes probabilités, leurs démêlés n'avaient rien à voir dans cette agression, pas plus qu'en 1549, quand, les soldats portugais ayant insulté les Brahmes et souillé leurs temples, les Badages sonnèrent de nouveau le bouteselle et que leur invasion coûta la vie au jeune Père Antoine Criminale, une des plus belles figures de jésuites qui aient paru aux Indes du temps de François.

Les Paravers se dispersèrent sur les flots et dans la forêt. Mansilhas voulut gagner du pied et rejoindre le vieux guerrier, Juan de Artiaga, qui, remercié par François, était allé porter ses lumières un peu plus loin. Mais François le retint à son poste. Il accourut au cap Comorin et se tint en permanence où son troupeau était le plus menacé. Un jour, la fermeté et la noblesse de son attitude firent reculer une bande de pillards. Le tourbillon passé, il recueillait les fugitifs, et, dans l'appréhension d'un retour offensif, organisait des mesures de prudence d'autant plus nécessaires que, chez les Hindous, l'insouciance succède à la panique aussi vite que leur pagne, trempé par l'averse, sèche au soleil. Le capitan de Tuticorin, Cosme de Payva, qui tondait les chrétiens et vendait des chevaux aux Badages, n'avait même pas essayé de sauver quelques Portugais, qui furent massacrés. Mais, à son tour pris de peur, il s'était sauvé dans les îles; on avait détruit sa maison, et maintenant il jetait feu et flamme contre l'apôtre et refusait de le recevoir. « Aidez-le, écrira plus tard François à Mansilhas, aidez-le à décharger sa conscience des vols qu'il a commis sur cette côte, des maux et des meurtres que sa grande cupidité a occasionnés; donnez-lui aussi, comme ami de son honneur, le conseil de restituer l'argent qu'il accepta de ceux qui tuèrent les Portugais. C'est si vilaine chose que de vendre à prix d'argent le sang des Portugais! » Mais Cosme de Payva n'avait pas plus envie de décharger sa conscience que d'alléger ses poches. Enfin, les Badages consentirent à retourner dans leurs bourgs fortifiés. La galopade de leurs chevaux ne troubla plus les ébats nocturnes des chacals. Les Paravers rebâtirent des huttes pour les chauves-souris, pour les reptiles et pour eux.

Les défections et les petites mutineries qui se produisirent

parmi les Chrétiens blessèrent et irritèrent François. Il a vu de près la pusillanimité et l'inconstance des Hindous; il a senti la nécessité d'être sévère à leur égard. De temps en temps aussi, l'ancien « féodal » se réveille dans l'apôtre. Je relève ce mot d'un de ses courts billets à Mansilhas : « Je ne veux pas du tout que des gens si désobéissans ou, pour mieux dire, des Chrétiens renégats jouissent des fruits *de notre mer.* » De notre mer! Mais à qui appartenait-elle, cette mer? Au Portugal ou à ces pêcheurs qu'il prétendait exclure de la pêche des perles, parce qu'ils avaient abandonné une foi dont ils n'avaient encore qu'une imparfaite connaissance? Si même le châtiment n'était point excessif, l'expression nous paraît fâcheuse, comme d'un conquérant plutôt que d'un missionnaire. Seulement ce missionnaire est excédé. Ses nerfs le trahissent. Il écrira, quelques lignes plus bas : « Je suis si ennuyé de vivre qu'il me semble meilleur de mourir pour la défense de notre Loi et Foi. » Une occasion se présenta qui lui permettait d'espérer peut-être cette mort dont sa lassitude lui donnait le goût.

Le roi de Travancore, dont l'influence avait contribué à pacifier la côte et à calmer les Badages, l'invitait à venir dans ses États. Ce rajah sortait de la caste des Naïrs très répandue à Calicut et sur le rivage occidental. On y pratiquait la polyandrie. Chaque femme y pouvait avoir trois maris qui, tous trois, nous rapporte Pyrard, s'entendaient pour la nourrir, elle et ses enfans. Quand elle mourait, on ne nous dit point que ses trois maris étaient brûlés avec elle. La polyandrie l'emportait donc en humanité sur la polygamie. Mais je crois que le rajah était polygame, car, à son avènement, on le consacrait Brahme, et d'une manière fort originale. On fondait une vache en or. Il y entrait; et, quand il en sortait avec sa toque en drap d'or, ses colliers d'or, son écharpe d'or, son large pantalon rouge brodé d'or, ce veau d'or était presque aussi brahme que les Brahmes issus, comme on le sait, de la bouche de Brahma. Il n'en était pas moins un pauvre petit prince qui tremblait devant ses grands vassaux et qui aurait bien voulu les mettre à la raison. Il pensa que l'appui des Portugais ne lui serait point inutile et manifesta le désir de voir l'homme dont la réputation faisait du bruit sur la côte des Paravers. Malgré les avis qu'il reçut de ne point voyager par terre, et à travers bien des dangers, François se rendit à son invitation. Nous ignorons dans

quelle ville du Sud il le rencontra. Le rajah lui accorda, avec l'ostentation coutumière des roitelets orientaux, l'autorisation d'exercer son ministère apostolique. Cela ne lui coûtait rien, et il comptait en retirer, du côté portugais, des avantages matériels. Mais le rajah s'exagérait le don d'ubiquité de la flotte portugaise et de la poignée de soldats qu'elle débarquait de temps à autre le long des côtes; et François s'exagérait le pouvoir du rajah. Les Naïrs étaient inaccessibles à l'évangélisation; et les Brahmes ne voyaient aucun inconvénient à ce que le prince, dont ils formaient le conseil, abandonnât au prêtre étranger des gens qui n'étaient que leurs esclaves, les Macuas, pêcheurs comme les Paravers, plus grossiers, et beaucoup plus voleurs.

Pendant un mois, François, précédé d'un édit tambouriné du prince, parcourut, de village en village, ces rivages humides et chauds, couverts d'une végétation dont l'ombre et les aromes tombent sur les épaules comme une chape de plomb. Revêtu d'un surplis, mais la soutane en lambeaux, il réunissait autour de lui les hommes et les enfans, leur apprenait à se signer, leur récitait et leur expliquait les prières, et, quand ils avaient dit : « Je crois, » les baptisait. Les hommes, rentrés chez eux, lui envoyaient leurs femmes et leurs filles. Puis on détruisait les huttes d'idoles et les idoles elles-mêmes. Le mois n'était pas écoulé qu'il avait baptisé environ dix mille personnes. Pêche miraculeuse, mais où les gros poissons n'étaient pas pris. Ces conversions en masse n'ont d'importance sociale que si elles englobent les classes dirigeantes. Ce n'était point le cas; et cent Brahmes convertis eussent plus fait pour la christianisation de l'Inde que cent mille Macuas. Il est vrai qu'au regard de Dieu l'âme d'un Macua a le même prix que celle d'un rajah, le rajah eût-il séjourné une année tout entière dans le ventre d'une vache d'or. Encore faut-il que cette âme aille à la foi nouvelle, je ne dis pas en toute connaissance de cause, mais seulement avec candeur. Ce n'était pas le cas non plus. Au Nord du Travancore et à moitié route de Cochin, les Portugais possédaient à Coulam un fortin dont le capitan était en situation de gêner les Macuas dans leurs pêches et les avait déjà plus d'une fois punis de s'être alliés aux Musulmans de Calicut. La plupart virent dans leur adhésion aux rites du Frangui une formalité qui les mettrait à l'abri des rigueurs du Portugais. Le petit bulletin où l'on inscrivait leur nom de baptême

leur servirait désormais de sauf-conduit. Et la faveur dont l'étranger semblait jouir près du prince les affranchissait de toute inquiétude. François leur fit valoir ces avantages matériels qu'ils comprenaient beaucoup mieux que les spirituels. On le lui a reproché. Nous sommes devenus si chatouilleux sur les procédés de conversion! Et surtout, ceux qui se sont détachés de la religion ont tellement peur qu'elle n'altère sa pureté! Ils craignent toujours qu'elle ne marche sur la terre et crient au scandale quand sur ses chemins escarpés elle s'accroche aux intérêts humains. Mais ces mêmes hommes, dès qu'il s'agit du triomphe de leur philosophie politique, n'hésitent point à suborner l'électeur et à lui promettre le paradis dans ce monde et des bureaux de tabac dans l'autre. Et ils sont moins désintéressés que François, qui éprouvait autant d'allégresse à tracer le signe rédempteur sur le front des petits enfans voués à la mort, — car la mortalité infantile est terrible dans l'Inde — qu'un médecin en eût ressenti à les immuniser contre les pires maladies. Nous élèverions des statues à ce médecin-là!

L'évangélisation sommaire du Travancore est une des pages, sinon les plus glorieuses, du moins les plus surprenantes de l'apostolat de François. Ni la bienveillance du rajah, ni « la pression officielle » d'un capitan, ne parviennent à en expliquer le succès. D'autres que lui ont usé des mêmes moyens. Dans l'Inde, en Chine, en Corée, les pasteurs américains ont semé l'or, les remèdes, les promesses; aucun d'eux pourtant n'a fait en trente ans ce que François fit en trente jours. Ils étaient riches, bien vêtus, bien logés; ils voyageaient à cheval ou dans de belles voitures; ils avaient derrière eux un gouvernement autrement imposant que celui du Portugal; personne n'eût osé toucher à un cheveu de leur tête. Mais lui, seul, marchant sur ses pieds las, les traits tirés par le jeûne, à la merci d'un insolent ou d'un brutal, avec quelques phrases péniblement apprises, il étonnait, entraînait des milliers d'êtres qui pouvaient croire que c'était leur intérêt de le suivre, et qui vraiment obéissaient à la grâce dont la lumière emplissait ses yeux.

Du reste, il ne s'abusait pas sur le caractère éphémère d'une victoire qui n'aurait de lendemains que si l'Europe lui envoyait des missionnaires. Sa lettre de janvier 1545 aux Pères de Rome n'est qu'un long appel. Il y rapporte ses succès du Travancore sans désigner le nom du pays. Il nomme rarement les contrées

qu'il visite : « Dans un royaume où je réside... En un autre pays, à cinquante lieues... En un autre royaume, à quarante lieues... Dans un autre pays, à cinq cents lieues... » Veut-il produire par le vague même qu'il laisse dans l'esprit une impression d'immensité ? Il était difficile, en le lisant, de ramener à des proportions exactes le travail qu'il accomplissait dans deux cantons du Sud de l'Inde. Et, comme il ne parlait pas des conditions politiques où se trouvaient les tribus converties, il augmentait encore l'effet que produisaient les nouvelles de son apostolat. Les mots de peuple, de princes, de rois, évoquaient des États pareils à ceux de l'Europe. Les villages de paillotes se transformaient dans les imaginations en villes magnifiques ; leurs habitans en hommes éclairés, ou qui ne voulaient pas l'être, et qui savaient pourquoi : « Les païens, qui connaissent la vérité et qui refusent de la suivre, demeurent saisis d'admiration devant l'exposé de la loi chrétienne ; et ils rougissent de vivre comme ceux qui ignoreraient l'existence même de Dieu. » Les élèves de Coïmbre entendaient cette lecture et frémissaient d'enthousiasme. Que l'Inde se faisait aimable pour les recevoir ! « Ceux qui viendront ici accroître le nombre des fidèles y trouveront toutes les faveurs et tout l'appui nécessaires. Les Portugais de ces contrées y pourvoiront autant qu'il faudra et réserveront aux nouveaux arrivans un accueil plein d'amour et de charité. » Ce sont là de bien fausses couleurs. Mais sa lettre, destinée à la publicité, tendait seulement à déterminer vers ces pays déshérités un courant de sympathie qui y portât des apôtres. D'ailleurs, ces apôtres, exposés à tant de déceptions, ne partiraient que choisis par les supérieurs qui les sentiraient capables de les surmonter. Et les supérieurs étaient avertis.

Cette lettre de François était accompagnée de deux autres lettres, l'une à Ignace, la seconde à Rodriguez. François suppliait Ignace de lui envoyer le plus d'ouvriers possible. En avez-vous qui n'aient le talent requis ni pour prêcher ni pour confesser ni pour remplir les ministères de la Compagnie ? Vite, embarquez-les. « Dans ces pays d'Infidèles, la science n'est pas nécessaire ! » Ce qui l'est, ce sont les forces corporelles et la vertu. Il faut au missionnaire une âme que nul péril de mort ne déconcerte. Mais ceux qui, sans avoir tant de force morale, ont la force physique, peuvent encore venir. On leur trouvera des contrées où ils ne risqueront rien. Quant à

ceux dont la santé ne vaut pas leur courage et leur intelligence, qu'ils viennent aussi. A Goa et à Cochin, la vie leur sera douce. Tout y abonde, même les médecins. Que cette lettre est pressante, mais qu'elle renferme d'erreurs! François est convaincu que l'instruction et l'esprit ne sont pas utiles au missionnaire. Ils ne sont inutiles à personne; mais, s'ils ne sont pas absolument nécessaires à un curé campagnard qui sent naturellement comme ses ouailles, ils sont indispensables à l'homme qui, transporté dans un étrange milieu, est obligé d'apprendre une langue nouvelle et de comprendre des êtres si différens de lui. Il faut plus d'intelligence et de connaissances pour se mettre au niveau des sauvages ou des barbares que pour enseigner des paysans basques quand on est basque soi-même. Dans sa lettre à Rodriguez, spécialement chargé de désigner les recrues des Indes, François insistait sur les qualités de discipline et de désintéressement que réclamait l'apostolat et sur les déplorables exemples que les Portugais ménageaient aux jeunes missionnaires : « Il est tellement passé en coutume, ici, de faire ce qui ne se doit pas que nul ne s'en inquiète : tous vont par le chemin de *rapio, rapis;* et j'admire comme ceux qui nous arrivent de par delà enrichissent ce verbe *rapio, rapis,* de modes, de temps, de participes nouveaux. » Nous voici loin des Portugais confits en charité de la lettre officielle!

Nous en sommes encore plus loin dans une lettre au Roi, dont nous ne possédons qu'une traduction latine. Sans ménagemens, avec une liberté tout apostolique, François lui dévoilait les prévarications de ses administrateurs et lui représentait combien sa responsabilité était engagée dans leurs injustices et dans leurs violences. Il lui proposait comme remède d'installer à Goa un tribunal de l'Inquisition. Cette idée venait de Michel Vaz qui, sur le point de partir pour l'Europe, l'avait rencontré à Cochin et qui désirait rapporter aux Indes le titre et le pouvoir d'Inquisiteur. François l'adopta. L'évêque avait de grandes vertus, disait-il, et son esprit grandissait chaque jour. Seulement, il était affaibli par l'âge et les infirmités. Le Saint-Office suppléerait à son impuissance. Nouvelle erreur, non qu'il faille la juger du haut de nos principes modernes, ni que nous partagions des préjugés surannés sur un tribunal qui a, en somme, offert plus de garanties aux accusés qu'aucun autre tribunal de cette époque, mais précisément parce qu'à Goa, dans ce

centre surchauffé de convoitises et de bon plaisir, ces garanties ne tarderaient pas à être foulées aux pieds. François fut mal inspiré. Pendant toute cette période, ses idées et ses travaux de missionnaire se ressentent d'un état de fièvre que justifient la vie qu'il mène et les ennuis qui l'assiègent.

Nous arrivons au plus cruel, à celui qui le rassasia d'amertume et le décida à s'éloigner. L'île de Ceylan a toujours eu le privilège d'exciter l'imagination des hommes. François ignorait certainement qu'elle était sacrée aux yeux des Hindous dont le prince Rama, avant d'être dieu, était venu y rechercher sa femme, la princesse Sita; sacrée aux yeux des Bouddhistes comme la terre que les pas de Gautama avaient trois fois sanctifiée et où son culte, chassé de l'Inde, avait trouvé des autels; sacrée aux yeux des Musulmans qui croyaient qu'Adam et Ève s'y consolèrent du paradis perdu. Mais, s'il l'avait su, il n'en eût été que plus ardent à y souhaiter le triomphe de la Croix.

Les Portugais y avaient mis le pied dès 1518. Les indigènes de Colombo avaient vu débarquer ces êtres bottés et coiffés de fer, dont le pain qu'ils mangeaient leur parut une pierre blanche et le vin qu'ils buvaient du sang. L'île paradisiaque, envahie par les Tamouls, était alors morcelée en petites principautés qui se dévoraient. Le roi de Cotta voulait mal de mort à celui de Kandy; le roi de Jafnapatam à celui de Cotta. Chacun d'eux aspirait à la souveraineté de l'île entière; et leurs luttes se compliquaient des hostilités entre Musulmans, Tamouls et Cinghalais. La situation était favorable aux Européens, et les tripotages commencèrent. Les Portugais construisirent un fortin à Colombo, et des Franciscains se répandirent sur la côte. Au moment où nous sommes, le roi de Cotta, qui avait acheté l'appui du gouvernement de Goa, voulait assurer sa succession à son petit-fils et donner à deux de ses fils les royaumes de Kandy et de Jafnapatam. Mais ce roi venait de faire assassiner son fils aîné parce qu'il avait reçu le baptême; et, aux grandes funérailles qu'il avait ordonnées pour dissimuler son crime, la terre, paraît-il, avait tremblé et s'était fendue en forme de croix. Ce ne sont pas les prodiges qui me semblent incroyables, c'est que le roi de Cotta ait tué son fils à cause de sa foi chrétienne, dans un temps où il avait besoin des armes portugaises; mais peut-être ce fils avait-il prémédité de le tuer, ce qui serait vraisemblable. En tout cas, ses deux autres fils, également chré-

tiens, arrivèrent à Goa, soit qu'ils se fussent enfuis ou que leur père les y eût envoyés, cousus d'or, pour maquignonner avec les Portugais une expédition contre le royaume de Jafnapatam. Tous deux allaient bientôt mourir de la petite vérole. Mais avant, l'affaire de Manar éclata.

Le roi de Jafnapatam succédait à son maître qu'il avait assassiné, et son frère aîné estimait qu'en sa qualité d'aîné le bénéfice de cet assassinat devait lui revenir. De la pointe septentrionale de Ceylan, où il résidait, le sauvage rajah commandait l'archipel et surveillait avec des yeux de naufrageur les îlots et les récifs qui, entre l'île et le continent, forment le pont de Rama. Ses sujets cinghalais l'exécraient. Ceux de l'îlot de Manar, ayant eu vent de l'arrivée de François chez les Paravers, envièrent un Dieu qui les délivrerait de leur tyran. Ils lui firent savoir qu'eux aussi désiraient être chrétiens, et François leur dépêcha un prêtre indigène qui cueillit leurs conversions. Le roi de Jafnapatam connaissait les Portugais et particulièrement le capitan installé en face de lui, de l'autre côté du détroit, dans la petite ville de Nagapatam. Ils étaient en relations d'affaires et de bonnes affaires. Mais, s'il avait à cœur de se réserver les avantages de cette connaissance, il n'entendait point que ses sujets se missent sous une autre autorité que la sienne. En janvier 1545, les six cents convertis étaient massacrés, et leur prêtre avec eux. Dans l'alternative de renoncer à leur foi ou d'être égorgés, ils préférèrent se dérober pour toujours aux fantaisies de leur rajah. Le frère aîné du meurtrier se dit que ce massacre pouvait lui ouvrir le chemin du trône. Il se dirigea vers Goa, et, à Cochin, il eut une entrevue avec François. Il lui promit de se faire chrétien, si les Portugais lui donnaient la couronne. François eut la faiblesse de le croire. Ces grands fourbes hindous, si beaux, si souples, si naturellement majestueux dans leurs vêtemens éclatans, lui en imposaient encore. Il ignorait que les fils du roi de Cotta, déjà chrétiens, et de la famille du prince assassiné, avaient des droits plus valables à cette couronne. Le sang versé à Manar lui parut une rosée sur une terre aride : avant deux ans, l'île de Ceylan serait chrétienne. Il se jeta dans un petit bateau qui courut sur les vagues jusqu'à Goa. Le Vice-Roi entendit de sa bouche la nouvelle du massacre. Il entra dans une sainte colère. Tout fut décidé en un instant : on irait

châtier le coupable; on le tuerait, on donnerait le royaume à son frère, s'il tenait sa promesse. François ne demandait pas la mort du rajah, et le Vice-Roi consentit à remettre entre ses mains le sort du vaincu. Je n'ai pas plus de confiance dans la colère de Sousa que dans les promesses d'un rajah. On accorde tout à François pour qu'il s'éloigne au plus vite. On ne lui parle pas des difficultés où cette expédition engagerait les Portugais si, en secondant l'ambition du frère de l'assassin, ils s'aliénaient le roi de Cotta et ses chrétiens de fils. Dès qu'il a le dos tourné, on reprend le jeu des intrigues qu'il avait un instant interrompu. Détrôner le roi de Jafnapatam, soit; mais quel successeur lui choisir? On soumettra d'abord le litige au roi de Portugal. Le roi de Cotta promettait un surplus de quatre cents quintaux de cannelle. Le frère du meurtrier jurait maintenant que toute sa cour embrasserait le christianisme avec lui. On réfléchissait devant ces surenchères. On ne réfléchit plus quand un vaisseau portugais vint donner contre la côte de Ceylan et y décharger pêle-mêle une très riche cargaison. Le roi de Jafnapatam la déclara de bonne prise et s'empara du naufrage. Désormais, le persécuteur des chrétiens pouvait dormir tranquille sur sa magnifique épave. Il tenait en respect les forces militaires du roi de Portugal. Les marchandises portugaises paieraient la rançon de son insolence et de ses tueries.

Cependant François, confiant, était retourné à Cochin. Il en repartait bientôt, touchait peut-être à Colombo et à Manar, où sévissait la peste, et débarquait à Nagapatam. Il espérait y trouver une flotte sous les armes prête à venger les martyrs. Il n'y rencontra que des gens qui le regardaient de travers et un capitan qui détournait la tête. Les Portugais voulaient bien favoriser la propagande religieuse, mais à la condition que l'intérêt de l'Église ne s'opposât pas à leurs intérêts commerciaux. Ils étaient heureux qu'elle étendît leur clientèle, mais ils n'admettaient pas qu'elle entravât leurs opérations. Un rajah, qui détenait la cargaison d'un navire, devenait un personnage sacré. Il était plus urgent de sauver des sacs de cannelle et de poivre que de punir le meurtrier de six cents pauvres êtres qui avaient eu le tort de croire en leur Dieu. François fut révolté.

C'était un précédent déplorable; et c'était aussi une défaite personnelle, et l'avertissement de ne plus avoir à se mêler de la politique portugaise. Il avait hâte de s'éloigner. On lui avait

parlé de Malaca, où les âmes languissaient, faute de secours spirituels et, plus loin, d'un nouvel Orient qui se lèverait à la parole du Christ. Sur la foi de ces on-dit, les hommes le mèneraient au bout du monde. Il y sera bientôt. Mais Lisbonne lui a annoncé des missionnaires. Ne devrait-il pas retourner à Goa pour les recevoir ? Personne n'a laissé plus de latitude que lui à l'initiative individuelle. Il dirige de haut et de loin. Système peut-être excellent lorsque la mission est fondée; très contestable dans le cas présent. Les nouveaux débarqués ne le verront pas, ne profiteront pas de son expérience dans des entretiens que rien ne remplace. Ils trouveront un ordre, sans plus. Jean de Beira et Antoine Criminale ne sauront qu'une chose en arrivant : qu'ils doivent accompagner les princes Cinghalais, lorsque ces princes repartiront pour Ceylan; plus tard, un ordre leur parviendra de se rendre à la Pêcherie. « Mansilhas connaît le pays et leur indiquera comment il faut procéder. » Autant dire que François les remet à la grâce de Dieu. Il ne se soucie ni de leurs aptitudes, ni de leurs forces. On les jugera à l'œuvre. Pour lui, il s'en va. Il a besoin de rentrer en lui-même, de s'isoler avec son âme blessée. Le tombeau, où l'on croit que saint Thomas repose, près de Meliapor, à mi-chemin du cap Comorin et du Bengale, l'attire invinciblement. Il s'embarqua de Nagapatam, le dimanche de la Passion. Mais la tempête le força de rebrousser chemin. Quelques jours après, accompagné d'un domestique malabar, il partait à pied. Il remonta la côte de Coromandel et atteignit la ville de Meliapor.

« Contemple un moment cette terre : elle a reçu la dépouille mortelle de l'apôtre dont la main toucha les blessures d'un Dieu. Là s'élevait jadis, à quelque distance de la mer, une cité florissante. Charmés de sa beauté, les peuples l'appelaient Meliapor. » C'est ainsi que commence l'épisode où Camoëns nous raconte la mort de saint Thomas. Les ruines de l'ancienne ville dormaient sous les eaux. Mais une petite cité hindoue s'était reformée, et les Portugais en bâtissaient une autre. L'église et le tombeau étaient construits sur une colline basse et rocailleuse. Marco Polo nous dit qu'on y venait en pèlerinage, et les Sarrasins eux-mêmes qui tenaient saint Thomas pour un compatriote. On ne s'accordait point sur la manière dont le saint avait perdu la vie. Camoëns a choisi la légende dramatique d'une atroce vengeance des Brahmes ; mais

la poésie préfère les simples lignes du vieux voyageur vénitien : « Un jour qu'il était hors de son hermitage, dans le bois, et qu'il faisait ses prières à son Seigneur Dieu, comme il avait autour de lui beaucoup de paons qui sont très communs en ce pays, il arriva qu'un idolâtre, ne voyant pas le saint, lança une flèche de son arc pour tuer un des paons qui se trouvaient là. Mais au lieu d'atteindre le paon, il frappa au côté droit saint Thomas qui aussitôt adora très doucement son Créateur et mourut. » Ce saint en prières au milieu des oiseaux magnifiques qui, dit-on, donnèrent son nom à Meliapor, cette blessure au côté qui en rappelle une autre, *mitte manum tuam in latus meum*, et cette très douce et rapide agonie ont une beauté qui nous repose des barbaries de l'Inde. Mais François vit trop dans le présent et dans l'avenir pour se plaire à ces évocations. Il ne nous parle même pas de la pierre ensanglantée par la mort de l'apôtre, et qui, durant la fête de son martyre, pendant qu'on chantait la messe, rougissait peu à peu et suait des gouttes de sang. Le Père du Jarric l'a vue, lui, du fond de son collège de Toulouse.

Il demeura trois mois à San Tomé de Meliapor chez le vicaire Gaspard Coelho. Les Portugais n'étaient pas nombreux ; mais les délices et les voluptés, les rancunes et les inimitiés, les usures et les contrats iniques y avaient la même vogue que dans les autres lieux de l'Inde. « Il n'y a de bon ici que le corps de saint Thomas, » disait Polanco. Le passage de François assainit la petite ville. « Les folles amours qu'on ne pouvait dissoudre, il les accoupla et joignit par le sacrement de mariage. » Il réconcilia les gens ; il les amena à des restitutions qui les enrichissaient à leurs propres yeux ; il remit leur conscience à neuf. Le Père Coelho s'émerveillait que, dans les moindres détails de sa vie, on prît ainsi modèle sur les saints apôtres. Le brave homme n'était point habitué aux entretiens spirituels. Le cours des épices, les brouilles entre les ménages, la chronique scandaleuse de la colonie défrayaient d'ordinaire ses conversations. Il se sentit transporté dans un autre monde en écoutant son commensal. François ne parlait que des choses divines, et avec la familiarité charmante, je dirais presque socratique, d'un homme qui se meut naturellement en elles. Mais parfois, le soir, quand les étoiles versaient sur la véranda une lumière qui semblait une fraîcheur, les

images de sa jeunesse lui remontaient à la mémoire. Il racontait au Père Coelho son arrivée à Paris, ses années de Sainte-Barbe, les dangers de l'esprit et de la chair qu'il avait évités ; et le Père Coelho était tout oreilles.

Il y eut certainement une relation intime entre ces confidences dont François se montrait aussi avare que le sont les hommes qui excellent à confesser les autres, et quelques incidens mystérieux dont s'étonna le vicaire. Le presbytère n'était séparé que par un jardin de la chapelle de Saint-Thomas ; et, tout près de cette chapelle, dans le même enclos, se trouvait un réduit où l'on déposait la cire à brûler devant l'autel de la Vierge. François s'y rendait la nuit pour prier et pour se livrer à ses macérations. Le Père Coelho comprenait d'autant moins ce goût-là qu'il n'était pas homme à se mortifier au lieu de dormir et que, fort superstitieux, il croyait, on ne sait pourquoi, que les diables hantaient l'enclos de Saint-Thomas. Quand il s'aperçut des sorties nocturnes de François : « Maître François, lui dit-il, n'allez pas seul en cet endroit ; c'est un nid de diables ; ils vous battront. » François sourit, et, dorénavant, pour tranquilliser son hôte, il emmena son Malabar, qui s'étendait au seuil du réduit et ne tardait pas à ronfler. Or, une nuit, le Malabar fut réveillé par la voix de son maître qui criait : « Notre-Dame, ne viendrez-vous pas à mon aide ? » Et ces cris étaient accompagnés d'un bruit de coups. Mais le Malabar, homme prudent, n'eut garde de bouger et ne s'inquiéta pas de savoir d'où venaient des coups qui ne tombaient pas sur lui. Le lendemain, François n'était pas à matines, et de deux jours il ne put quitter son lit. Le Malabar confia ce qu'il avait entendu au Père Coelho, qui dit au malade : « Ne vous avais-je pas recommandé de ne point aller à Saint-Thomas la nuit ? » Mais François sourit et ne répondit rien. Il avait la pudeur de ses austérités. Ce n'étaient point les diables qui l'avaient flagellé, ni contre les diables qu'il appelait Notre-Dame à son secours. Honnête Gaspard Coelho, tous les diables de l'Inde diabolique lui étaient moins redoutables que les souvenirs dont il avait distrait votre veille avant de traverser d'un pas furtif les allées de votre jardin.

Un soir pourtant, un samedi soir, François lui dit : « Votre Révérence sait-elle ce qui m'est arrivé la nuit dernière ? » Et il lui conta qu'il était allé à la chapelle et qu'il y avait entendu

réciter les matines, bien que toutes les portes fussent fermées, la clef en dehors. Surpris, effrayé, il était rentré dans sa chambre. « Il dit cela sans s'y arrêter, ajoute le vicaire, et il n'en parla plus. » On pense si Sa Révérence triomphait! Et comme elle avait l'esprit un peu lourd, le soir, en se levant de table, elle clignait de l'œil et répétait les mots que le Malabar avait retenus : « Notre-Dame, ne viendrez-vous pas à mon aide? » François souriait et se taisait; mais il rougissait. Il rougit aussi à Goa, un jour qu'à son insu on lui avait remplacé sa soutane en lambeaux par une soutane neuve et que, l'ayant mise sans la voir, il en reçut de grands complimens. Il rougit quand Diogo de Borba, un autre jour, lui demanda si vraiment il avait ressuscité un mort. Il rougit à en devenir écarlate et il se mit à rire. On aime sur ce visage émacié ces rougeurs juvéniles. Il n'a jamais reparlé de ses nuits de Meliapor. Les tentations qui suivent les saints attendent qu'ils arrivent très las à l'étape et tombent au pied d'un arbre pour les assaillir. Dans l'enclos de Saint-Thomas, où ses fatigues demandaient une trêve, il fut assailli de prestiges. Que Notre-Dame le secourut, son sourire et sa rougeur le prouvent. « Le reste est silence. »

VII. — EN MALAISIE

Il s'embarqua en septembre 1545 pour Malaca. Il ne devait revenir dans l'Inde que trois ans et demi plus tard. Tout ce temps, il le passa à Malaca et aux îles Moluques. Ce n'est pas la période la plus fameuse de sa vie; c'en est la plus pittoresque et la plus aimable. Il n'y commettra point d'erreurs. Il ne sera pas exposé aux tracasseries du gouvernement portugais : la longueur même des liens qui rattachaient ces établissemens lointains à la métropole de Goa les rendait bien légers et presque insensibles. Il sera son maître, c'est-à-dire le serviteur infatigable de l'Église et de Dieu. Et il aura moins à souffrir de son inexpérience des mœurs et de la langue, car son apostolat ne s'adressera guère qu'aux Portugais et aux sauvages. Donnez-lui un bateau portugais où les matelots sacrent comme des diables et où les marchands jouent aux cartes leurs femmes esclaves; donnez-lui une petite ville portugaise qui soit un enfer pour les honnêtes gens et un éden pour les autres, dont chaque maison, par ses fenêtres mi-closes, laisse filtrer sur la

route des rires ou des cris féminins, des bruits de musique, des parfums de toilette et des fumets de bombance ; donnez-lui, dans la sombre verdure, un hameau de huttes primitives que garde un fétiche : et bientôt les mariniers chanteront des cantiques ; les marchands se confesseront ; des maisons de la petite ville on verra sortir, par la porte de derrière, les servantes inutiles emportant leurs boîtes de fard et leurs rebecs, et par la porte de devant le maître et la vraie maîtresse, légitimement unis, qui se rendront à l'église ; et les sauvages devant les débris de leur fétiche riront.

Les navigations étaient très dures. En ce temps-là on n'avait pas autant d'amour-propre qu'aujourd'hui. Aux heures critiques, l'équipage, les passagers et le capitaine pleuraient à chaudes larmes. Ils juraient au bon Dieu, s'il les sauvait, de ne plus jamais remettre le pied sur le pont d'un bateau. Ils jetaient à la mer leur riche cargaison et leurs mauvais désirs. François, lui aussi, connut l'épouvante des gouffres entrevus aux lueurs des éclairs. Il se confiait à la garde des anges, des patriarches, des prophètes, des apôtres, et des saints qui vivent dans la gloire du Paradis ; et, parmi ces saints, il mettait en première ligne l'âme bienheureuse du Père Le Fèvre dont il avait récemment appris le retour au ciel. Au-dessus des flots déchaînés, où ses yeux apercevaient l'image transfigurée de son ancien compagnon de Sainte-Barbe, d'autres missionnaires virent plus tard la sienne. Mais ils n'avaient pas mangé avec lui ce pain de l'école dont le goût ne s'oublie jamais, ni avec lui causé, plaisanté, prié et dormi. Peu d'hommes ont eu la grâce de pouvoir recourir, dans de pareilles affres, au patronage céleste d'un ami de leur jeunesse. Quand nos amis à nous deviennent de grands personnages, des ministres ou des ambassadeurs, l'honneur et les faveurs que nous en retirons nous abandonnent, dès qu'il s'agit de la seule chose qui compte dans la vie, et qui est la mort. François partageait donc les craintes qui se démenaient et criaient autour de lui ; mais, à mesure qu'il priait, il éprouvait de vives consolations, et il ne demandait plus à Dieu de le sauver du naufrage que pour le réserver à d'autres tempêtes où il dût mieux le servir. Il le servait pourtant en celles-ci : sa douceur envers la rage des flots se communiquait peu à peu aux gens du bord ; et la fureur de la tourmente portait son exemple et sa parole jusqu'au fond des cœurs.

Il était très précieux aussi, quand le navire errait à l'aventure et que les pilotes découragés croyaient avoir perdu leur route. Il les remontait et leur annonçait la terre bien avant qu'ils pussent la découvrir. « Demain, nous serons à Amboine, » leur disait-il; et, le lendemain, on voyait émerger de l'horizon monotone le fortin portugais et la ligne pâle des girofliers. Les témoignages abondent sur ce don de seconde vue qui lui dictait parfois des mots et des actes dont on ne comprenait la raison que longtemps après. Et naturellement ce n'était pas toujours pour lui une cause de joie, car tous ces dons exceptionnels sont frappés d'un lourd impôt de souffrances. Pendant les nuits sereines, il restait en prières; et les hommes de quart avaient vraiment l'impression qu'il faisait son quart lui aussi et que le navire était en bonnes mains.

Sa réputation l'avait précédé à Malaca. Devant cette baie vaste, peu profonde et presque déserte de la péninsule malaise, où les paquebots jettent l'ancre à une lieue au moins de la côte, on ne peut guère se rendre compte aujourd'hui de ce qu'était au XVIe siècle le port de Malaca. Les vaisseaux pressés y formaient une ville plus grande que la ville. Il en venait de partout, des Moluques, des Célèbes, de la Chine, du Bengale, de l'Inde, de l'Éthiopie; et quand Albuquerque, en 1511, avait bombardé cet entrepôt d'épices et de soieries et en avait chassé le Roi, ses troupes malaises, ses régimens javanais et ses éléphans, il avait fait à sa patrie un présent qu'il ne lui restait plus qu'à mériter. Hélas! la conquête, commencée par un saccage, se poursuivait dans les exactions et dans les plaisirs, mais sous des menaces qui ne désarmaient pas.

Les Portugais s'étaient fortifiés sur la petite hauteur qui domine le rivage. On y voit encore les épaisses murailles de l'église Notre-Dame et la porte de la citadelle qu'ils avaient bâtie avec les pierres des mosquées et des sépulcres royaux. Un rempart les défendait du côté de la mer; un autre, du côté de la rivière qui séparait autrefois comme aujourd'hui la ville européenne de la ville asiatique. Derrière leurs bastions et leurs boulevards, à perte de vue, jusqu'aux collines lointaines, on n'apercevait qu'un océan de verdure et le désordre orageux des cocotiers. Le long de la rivière et du rivage s'entassaient les faubourgs. Des maisons de plaisance et de pauvres cabanes bordaient les chemins de terre rouge qui s'enfonçaient sous la

végétation luxuriante. La campagne n'était point peuplée à cause des tigres si nombreux qui descendaient parfois, la nuit, au milieu de la ville. Les aborigènes, les Sakai, qui ne sortent point de leurs forêts, nichaient dans leurs arbres. Une fois leur échelle retirée, ces êtres pacifiques et farouches pouvaient dormir en paix. L'air, continuellement rafraîchi par les brises de la mer, ne passait pas pour malsain, bien qu'on nous parle beaucoup à cette époque de miasmes et de marécages. Cependant l'aventurier hollandais Matelief, qui, en 1606, donna de rudes assauts à Malaca, vantait la salubrité de son climat; et ce climat n'avait pas dû changer depuis un demi-siècle, à moins que le sang qu'il y avait fait couler ne l'eût purifié.

La population flottante se composait d'Hindous, de Javanais, d'Arabes, de Chinois. Les Chinois, dont l'invasion irrésistible recouvre les villes mortes comme les villes naissantes, n'y avaient pas pris la prépondérance qu'ils ont acquise depuis. Mais, fort mécontens de l'ancienne domination malaise, ils avaient applaudi aux canons d'Albuquerque et lui avaient promis de revenir en nombre, quand il se serait emparé de la ville. Le commerçant chinois est homme de parole; et il s'était fait l'ami des Portugais comme il est à présent celui des Anglais. Loin de la communauté chinoise, soustrait à la tyrannie de l'opinion si forte chez les Orientaux, très peu versé dans la connaissance de ses philosophes, et n'ayant guère, au milieu de toutes ses superstitions, de culte réel que celui des Ancêtres, on pouvait l'amener avec douceur et précaution à une religion dont son intelligence était capable de comprendre la générosité et qui ne s'opposait point à ses intérêts commerciaux. François compta parmi ses néophytes des Chinois assez cossus. Quant aux Malais, la plupart s'étaient enfuis, puis ils étaient revenus, mais, pas plus que le sultan de Djohore, ils n'oubliaient le massacre de leurs frères. Ils avaient reconstruit leurs mosquées, car ils étaient tous sectateurs de la Loi du Prophète; et ils avaient repris leur vie seigneuriale, de fainéantise. Ils ne s'abaissaient point à des métiers subalternes, et le plus pauvre d'entre eux n'eût point consenti à se charger d'un fardeau. C'est une race obséquieuse, mais au fond très indépendante, vaine et vindicative, prompte à jouer du poignard, plus habile à distiller du poison. Leurs beaux kriss, dont ils doraient et empoisonnaient les lames ondulées, symbolisaient fort bien leur âme fastueuse,

violente et traîtresse. Mais leur lâcheté et la mollesse de leur vie les rendaient moins dangereux. La volupté tenait lieu de narcotique à ces petits êtres camards, sujets aux accès de folie. La polygamie développait encore leur naturel jaloux. Ils gardaient étroitement leurs femmes dans leurs cases à pilotis recouvertes de feuilles sèches et ombragées de grands arbres. Ils sont toujours les mêmes; et leurs femmes, empaquetées de mousseline, ont toujours, comme eux, l'humeur fantasque. Les soirs de clair de lune, quand les poissons remontent à la surface brillante des eaux, elles descendent de leurs logis, et promènent leur insomnie le long des grèves jusqu'à la pointe du jour. Le mahométisme répondait si bien à leur tempérament et avait si bien épousé leurs superstitions que je ne crois pas qu'on ait jamais vu à Malaca un Malais converti à la foi chrétienne; ou si on en a vu un, on ne l'aura pas revu longtemps, car le poison ou le couteau l'aura vite supprimé. François n'avait à espérer aucune conversion de ces jaunes aux yeux fins et cruels. Et, s'il se mit à traduire les prières dans leur langue, ce ne fut point pour eux, mais pour les habitans des Célèbes, les Macassars, dont on lui avait dit qu'ils étaient prêts à recevoir le baptême.

Il se tourna du côté des Portugais qui auraient absorbé le temps de toute une mission. Ce n'était point qu'ils fussent bien plus nombreux qu'à Meliapor; mais il y avait de la troupe. Ce n'était pas non plus qu'ils fussent plus dévergondés qu'à Goa; mais ils gardaient moins les apparences. Ils avaient déserté l'église où leurs femmes ne paraissaient qu'en carême. Quelques-uns même s'étaient faits mahométans, et aussi mauvais mahométans qu'ils avaient été mauvais chrétiens. Jaloux de leurs harems, comme les Malais, ils l'étaient également de leurs honneurs et de leurs préséances. On voyait à la forteresse une dalle de pierre où Albuquerque avait fait inscrire les noms de ceux qui s'étaient signalés à la prise de la ville; mais de telles rivalités éclatèrent qu'il donna l'ordre qu'on la retournât et qu'on gravât sur le dos ces paroles du Psalmiste : *Lapidem quem reprobaverunt ædificatores.* (La pierre rejetée par ceux qui ont bâti.) Belle épigraphe à mettre au fronton de cette conquête! François avait recommencé sa vie de Goa. Logé à l'hôpital, il s'en allait sonnant sa clochette, rassemblait les enfans, enseignait le catéchisme et prêchait. On était heureux

de posséder un homme qui marchait accompagné de la bénédiction de Dieu. Les soldats s'arrêtaient de battre les cartes quand il approchait; mais il les priait en souriant de jouer tout à leur aise, ce qui valait beaucoup mieux que de courir les tripots et autres lieux déshonnêtes; et, debout derrière eux, il s'intéressait à leur partie. Il fréquentait chez l'un et chez l'autre ; il assoupissait les discordes ; il s'ingéniait à ramener la décence dans les maisons dont il devenait le familier. Il était souvent invité chez un paillard qui entretenait un joli lot de jolies esclaves, et, chaque fois qu'il y dînait, il obtenait de lui qu'il en renvoyât une : « Allez, allez, lui disait-il avec bonne grâce, vous n'en avez pas besoin de tant pour vous mener en enfer. » Il n'était jamais dur pour les vieux pécheurs; mais il devinait leur rechutes; et la surprise qu'en éprouvait le coupable était le commencement de son repentir. Témoin Juan de Eyro dont l'histoire est une des plus charmantes de ces *Mémorables*.

Juan de Eyro, marchand portugais, avait rencontré François à Ceylan en un temps où, fatigué de ses trafics, et sa fièvre de lucre étant tombée, le désir lui était venu de prendre sa retraite dans le service de Dieu. Mais François se défiait de ces vocations d'arrière-saison ; et il les encourageait moins vite qu'il ne baptisait les Macuas. Il lui promit de le confesser plus tard à San Tomé de Meliapor. Juan de Eyro arriva à Meliapor, se rendit à la demeure du Père, et sa confession dura trois jours. Il n'en fallait pas moins pour le faire sortir, comme il dit, de la gueule du diable. Et sachez au surplus qu'un homme de condition distinguée, Juan Barbudo, qui n'avait pas communié depuis quinze ans, dut se confesser, lui, pendant quinze jours avant de recevoir le Saint Sacrement. Ce n'était pas une petite affaire que de récurer les âmes de ces rudes trafiquans. Une fois confessé, Juan de Eyro s'était dépouillé de ses biens, mais pas absolument de tous. Le diable l'attendait là. Il retomba dans ses vices et dans l'amour du commerce. Il acheta un bateau et secrètement prépara sa fuite. Au moment où il embarquait, un jeune garçon accourut et lui cria : « N'êtes-vous pas Juan de Eyro? » — « Je le suis. » — « Eh bien! le Père vous demande. » Juan regarda la mer toute bleue, son bateau, son équipage et le sourire de ses péchés. Il se tourna un instant les pouces, puis il soupira et répondit : « Eh bien ! j'y vais. » François l'attendait sur le perron de la véranda et lui dit trois fois en secouant

la tête : « Vous avez péché, Juan de Eyro. » — « C'est vrai, » répondit-il, penaud et le dos rond. Et François reprit : « Confession! Confession! » Juan entra, se confessa et, le soir même, il vendait son navire et distribuait aux pauvres ses derniers perdaos. Il le suivit à Malaca. Mais le diable le tenait encore par un petit bout de son manteau. Dans cette cité, où les tentations foisonnaient, il accepta une aumône qui lui permit d'y succomber; et François l'envoya faire pénitence sur l'îlot des Navires, un îlot verdoyant à quelques brasses du rivage. La Vierge et Jésus lui apparurent. Jésus l'attirait vers sa mère; mais la Vierge le repoussait; et Juan comprenait très bien pourquoi. D'ailleurs, elle le lui dit. Quand il revint et se confessa, il passa sous silence cette apparition. Tout à coup François le regarda : « Que vous est-il arrivé dans l'île, Juan de Eyro? » Et, comme Juan feignait l'ignorance, le Père l'étonna pour tout de bon, en lui rappelant ce qu'il avait vu dans l'îlot des Navires par les yeux de l'âme ou par les yeux de la chair, car Juan n'avait point su s'il était endormi ou éveillé.

Nous pourrions détacher du procès de canonisation bien des témoignages du même ordre et aussi d'un ordre plus élevé, comme les prédictions, les exorcismes, les guérisons subites. Mais nous essayons de saisir avant tout la physionomie particulière de François de Xavier. Quand il essuie l'écume des lèvres d'un possédé, quand la santé des malades renaît sous l'imposition de ses mains, quand il réveille une jeune fille ou un enfant qu'on allait coucher parmi les morts, quand il prophétise les malheurs de cette ville sourde à la voix de son prophète, sa voix et ses gestes se confondent avec la voix et les gestes de tous ceux à qui Dieu départit les effluves de sa grâce et prêta le pouvoir de percer un instant les ténèbres du futur. Dans ces minutes sublimes où Dieu agit en lui et par lui, il devient en quelque sorte impersonnel. Et il en est de ses miracles comme de tous les miracles dont l'efficacité se limite au petit groupe qui les voit et les touche. Ils n'ont jamais l'effet décisif qu'il semblerait qu'on dût en attendre. Ils ne confèrent même pas au thaumaturge un ascendant durable : ils ne lui donnent qu'une vogue qui s'affaiblit en se prolongeant. Les hommes les réclament avec la même avidité qu'ils souhaitent les fortunes soudaines, la science sans apprentissage, le succès sans labeur, les profits de la gloire sans ses

incertitudes. Mais ces beaux fruits, qui éclosent et mûrissent en une seconde, et à de si rares intervalles, ne les nourrissent point. Il n'y a pas d'exemple qu'on ait réformé une communauté humaine à coups de miracles; et ce n'est pas dans ses miracles qu'il faut chercher le secret du charme de François. Du reste, les thaumaturges ne manquaient point en Asie, et les gens qui l'entouraient étaient incapables de distinguer le vrai miracle de ses contrefaçons.

Mais ce que ne possédait aucun marabout, aucun yogui, aucun sorcier malais, ce qui lui attirait le respect des indigènes et la vénération des croyans, c'était, avec l'ardeur de sa charité, la simplicité de son attitude, la douceur de ses manières et ce je ne sais quoi d'impétueux, de jamais lassé, qui donnait tant de vivacité d'esprit à sa patience. Et puis on sentait que cet homme, si peu ménager de son corps, aimait néanmoins la vie d'un immense amour. Les hommes ne suivent et n'exaltent que ceux qui ont passionnément aimé leur bien le plus cher. Peu importe qu'on le dépense sans compter : la prodigalité est marque d'amour. Il y a des façons de se tuer qui rehaussent à nos yeux l'importance prodigieuse que nous attachons au bonheur de vivre. Sur le navire qui menace de sombrer, François s'accroche aux agrès et supplie Dieu de ne pas le rappeler avant qu'il ait subi d'autres tempêtes et encore plus d'angoisses. Chaque minute de la vie est pour lui comme une pièce d'or pour le joueur. Chaque jour qui se lève lui apporte une possibilité merveilleuse de gagner des âmes à Dieu. Il en épie l'aube du sein même de la nuit. Il ne dort pas. Il craint le sommeil qui n'est pas seulement visité de beaux songes et qui souvent ressemblerait à la mort, si la mort était le néant. Il lui dispute des heures pour les ajouter à sa vie et pour qu'elle appartienne davantage à Celui de qui relèvent toutes ses pensées. Est-ce qu'on dort au Ciel? Et Jésus a-t-il dormi durant son agonie? Ses voisins de Malaca venaient coller leurs yeux aux fentes de la case de bambou où il se retirait après leur avoir souhaité le bonsoir. Ils le voyaient à genoux devant une table où étaient un crucifix, un bréviaire et une croix voilée. Et, quand sa nature humaine l'emportait, il s'étendait et posait sa tête sur un gros galet noir que les flots de la mer avaient longtemps poli.

Cependant, déçu par la résistance des Malais, il désirait aller vers ces îles dont on lui avait dit que la plupart des indigènes

n'étaient point musulmans, n'adoraient point d'idoles et se contentaient de saluer pieusement le lever du soleil. Et il interrogeait anxieusement l'horizon. Depuis bientôt un an, un prêtre de Malaca, Vincent Viegas, était parti, avec une troupe de soldats, pour Macassar où naguère un marchand portugais avait baptisé deux princes. La cérémonie avait sans doute ressemblé à celle que nous raconte Pigafetta, le compagnon de Magellan, lorsque son capitaine baptisa le roi de Zébu. On dressa une estrade sur la place et on y planta une croix. Le Roi y monta. Il n'était vêtu que d'un pagne de coton et de ses tatouages peints ; mais il portait au cou et aux oreilles de l'or et des pierres précieuses. On l'habilla tout de blanc ; on lui versa l'eau du baptême ; et le capitaine lui assura que, parmi les avantages dont il allait jouir, il aurait celui de vaincre plus facilement ses ennemis. On ne pouvait fonder grand espoir sur de pareilles conversions. Pourtant les Portugais retrouvèrent leurs princes aussi chrétiens que le marchand les avait laissés. Et tout eût été pour le mieux si, au départ des bateaux, un des princes n'avait constaté qu'une de ses filles lui manquait. La jeune princesse s'était fait enlever par un officier portugais et refusait énergiquement de retourner à terre. On n'eut que le temps de démarrer. A cette nouvelle, François changea de projet et décida d'aller plus loin que Macassar, jusqu'aux Moluques, aux îles des Épices, où, les uns venant avec le soleil, les autres venant du couchant, Espagnols et Portugais s'étaient rencontrés vingt-quatre ans plus tôt et avaient scellé dans la colère et le meurtre le fermoir de la chaîne de rapines dont ils enserraient le monde.

Il quitta Malaca le 1er janvier 1546. Jusqu'en mai 1547, il voyagea d'une île à l'autre dans un archipel où l'on ne naviguait que de jour, et encore la sonde à la main. Il descendit le détroit, longea Sumatra et Java, dont l'haleine des bois de senteur se répandait le soir dans les petits havres obscurs, et, laissant à gauche Macassar et les Célèbes, il remonta vers le Nord au milieu de toutes ces îles dispersées sur la mer comme une troupe d'oiseaux après une tempête et que Camoëns appellera bientôt « les nobles filles de l'Océan. » On ne saurait trop admirer le prestige des terres qui produisent les aromates et les ingrédiens de nos sauces. Il n'y a vraiment de nobles terres que celles qui supportent dans la pierre ou dans le

marbre la pensée d'un peuple ou que le travail des générations a repétries. Mais les sensations du goût et de l'odorat excitent puissamment les rêves des pauvres êtres de volupté que nous sommes. C'est moins à ses propres malheurs qu'à la muscade et aux clous de girofle que Camoëns doit de nous émouvoir encore. La brûlante haleine des Moluques circule dans les vers où il les célèbre : « Non loin de Tidor apparaît Ternate avec ses volcans qui vomissent des flammes. Vois ces arbres en fleurs dont les boutons parfumés deviendront le prix du sang de tes frères. Suis dans son vol rapide l'oiseau de feu qui ne touche la terre qu'à l'instant où la vie l'abandonne. Les îles de Banda s'embellissent de leurs fruits aux riches couleurs et du plumage éclatant de leurs oiseaux dont le bec hardi arrache au muscadier sa noix odorante... » Mais François eût voulu baptiser toutes ces îles du nom qu'il donnait à la plus sauvage de toutes : il la nommait *l'Espoir en Dieu*, tant elle lui paraissait pauvre et parce que l'homme qui s'y avançait devait tout attendre du Ciel. Il y toucha les deux extrémités de la misère morale, celle qui vient d'une civilisation dépravée et celle qui naît de la nature. Il passa de l'une à l'autre dans les paysages les plus impressionnans qu'il eût jamais contemplés : des montagnes, des volcans dont les torrens de cendre jonchaient les bois de sangliers brûlés et les grèves de poissons morts, des forêts vierges, des ravins abrupts, un monde que secouent des tremblemens de terre et qui a l'éclat d'une fleur, des flammes infernales et toute la splendeur du matin de la vie.

Depuis l'arrivée des Européens, ces îles avaient une histoire dont les écheveaux d'intrigues trempaient dans le sang. On s'était empoisonné, massacré, réconcilié et encore massacré autour des poivriers et des clous de girofle. Sur certains points, les indigènes, de rage, avaient incendié leurs girofliers, qui n'en avaient repoussé que plus drus. Mais ils ne pouvaient pas trop se plaindre : d'abord, ils ne valaient pas plus cher que leurs envahisseurs, puis ils avaient eu la chance de posséder, de 1536 à 1539, un trésor plus rare que leurs épices : un bon capitan, Antonio Galvano. Il succédait à un pillard effronté dont il répara les désordres et dont il fit oublier les crimes et les scandales. On oublia jusqu'au visage du notable musulman de Ternate barbouillé, sur l'ordre de ce tyranneau, avec du sang de porc. Galvano sut contenir les Portugais et toucher le cœur

des Malais. Il embellit et purifia leurs villes. Il en attira un assez grand nombre à la foi du Christ ; il convertit même un Arabe. Et, bien qu'il eût abattu des pagodes, les indigènes l'appelaient « le père des peuples. » Instruit, lettré, d'une probité scrupuleuse, il finit mal. Les petits rois des Moluques avaient demandé qu'on le leur laissât toute sa vie. On s'empressa de le leur enlever. Ne s'étant point enrichi, il s'endetta. De retour à Lisbonne, ses vertus le conduisirent à l'hôpital. François aurait pu l'y rencontrer, soignant les malades, du temps qu'il cherchait à se renseigner sur les Indes. On aurait dû le lui présenter. Mais la figure de ce pauvre diable d'honnête homme ne servait point d'enseigne. Quand il mourut, le suaire où on le roula fut donné par une confrérie charitable. Il laissait deux livres, une *Histoire des Moluques* aujourd'hui perdue, et un *Traité des Découvertes dans l'Inde*, où il parle de lui comme d'un étranger, mais avec une noble fierté. On eût souhaité que François reconnût d'un mot le mérite de Galvano, son devancier, qui, le premier, avait eu l'idée de fonder des séminaires dans les Indes. Peut-être ne restait-il plus aucune trace de son passage.

A Amboine, où l'apôtre s'arrêta d'abord, ce furent surtout les gens d'Europe qui l'occupèrent. Pendant qu'il y était, des vaisseaux espagnols arrivèrent, escortés de vaisseaux portugais. Deux ou trois ans plus tôt, une Armada de la Nouvelle-Espagne avait pénétré, à Ternate, dans les eaux portugaises, par suite d'avaries ou simplement par bravade. Le roi d'Espagne l'avait désavouée ; mais, pendant qu'on attendait sa réponse, Espagnols et Portugais s'étaient battus, puis alliés pour battre les indigènes ; et maintenant, ils s'en retournaient aux Indes, d'où les chefs espagnols seraient expédiés chez eux. Ils se chamaillaient toujours, et le rivage d'Amboine, où le Portugal ne possédait qu'un fortin, retentissait du tumulte de ces conquistadors efflanqués. « J'eus un grand travail spirituel, » dit François. Il eut en effet beaucoup de passions à calmer, d'âmes à tranquilliser, de mourans à assister, de morts à ensevelir. Il pourvut à tout, et sa charité fut contagieuse. Le sentiment d'admiration qu'il inspirait faisait plus que ses prêches et ses catéchismes : on s'amendait un peu pour ne point le contrister. Parmi les Espagnols, il y avait un prêtre de Valence, Cosme de Torrès, qui, depuis longtemps déjà, courait le monde, une de ces natures inquiètes que les vents et les courans se passent et

emportent Dieu sait où. Mais Dieu guidait l'épave et, sur la grève où elle était venue échouer, lui ménageait un port. Il vit François et reconnut son destin. Les yeux de l'apôtre, humides d'une éternelle compassion et brillans d'une éternelle espérance, lui promirent la grande aventure qu'il avait vainement cherchée. Il ne lui en dit rien. Mais, deux ans plus tard, François le retrouvera à Goa; et ils prendront ensemble le chemin du Japon.

Les Européens d'Amboine ne mirent pas plus fortement à contribution les vertus du missionnaire que ceux de Ternate. A Ternate, on était tout au bout de l'Asie portugaise, et les Portugais s'y corrompaient avec délices. Les Malais ternatins étaient tous possédés de ce que le Père Coyssart, traducteur de Tursellini, appelle une charnalité exorbitante. Il semblait que, hormis les combats, ils n'eussent d'autres fonctions que de se reproduire. Et, comme s'ils avaient jamais été tentés de l'oublier, on dit que des tambours passaient dès la pointe du jour dans les rues des villes et des villages et les réveillaient pour leur rappeler leur raison de vivre. Ils adoraient la parure et les parfums. Les hommes portaient des turbans ornés d'oiseaux de paradis et des chausses de damas éclatantes. Les femmes, aussi camuses que leurs maris, et plus foncées que des coings, entremêlaient leurs longues chevelures de fleurs et d'aigrettes. La chemise de mousseline qui leur descendait jusqu'aux genoux laissait transparaître leurs pantalons de brocart. Elles peignaient leurs paupières et leurs dents limées, et leur haleine embaumait les clous de girofle qu'elles avaient toujours dans la bouche. La nature qui les enveloppait était l'image même de la volupté avec tout ce que la volupté a de violences, de trahisons et de mélancolie. Le cratère du volcan ne cessait de fumer. Les rivières étaient pleines de crocodiles que Galvano nous dépeint azurés et dorés. D'énormes boas donnaient la chasse aux troupes d'oies noires. La chair des écrevisses les plus succulentes vous empoisonnait. L'ombre de la forêt vous rendait malade. La vie y ressemblait à cet arbre singulier que les Portugais nommaient l'arbre triste. Il se couvrait la nuit de fleurs odorantes; mais, au lever du soleil, elles tombaient et ses branches languissaient.

Depuis le départ de Galvano, les conquérans s'en étaient donné à cœur joie. La Reine, à qui le capitan laissait encore quelques-unes de ses pierreries et son parasol royal, ne comptait

plus les misères et les iniquités que son défunt mari, le sultan Boleije, avait introduites dans son royaume avec ces hôtes insatiables. Ses trois fils étaient morts. On l'avait trimballée de Ternate à Goa, de Goa à Ternate. Et maintenant qu'elle s'était à peine réinstallée sur son trône, un usurpateur, traîné à Goa lui aussi, et investi par le Vice-Roi, était en route et allait décidément mettre au rancart sa vieille majesté. Quand elle fut dépossédée, ruinée, elle se fit chrétienne et bonne chrétienne, peut-être sous l'influence de François, qui ne s'en est pas attribué le mérite, et elle dut au moins à la religion de ceux qui avaient causé ses malheurs la force de les supporter et l'espérance de recevoir une couronne trop haute pour être à leur merci. François avait vu arriver le nouveau Sultan. C'était un homme séduisant et perfide. Il ne disait jamais : le Roi de Portugal, sans ajouter aussitôt : mon Seigneur et Maître, et il cachait bien de l'ironie dans cette expression emphatique de sa servitude. François crut un instant le convertir. Mais, s'il aimait ses entretiens et lui faisait force embrassades, il tenait à Mahomet par les cheveux de ses cent femmes; et c'étaient des câbles. Puis ses voyages l'avaient rendu très philosophe. Chaque fois que le Père abordait les questions de doctrine, il souriait, les yeux fixés sur ses chaussures de maroquin, et, tout en jouant avec son collier d'or : « Chrétiens et Mores adorent le même Dieu, répondait-il; je ne doute point qu'ils ne finissent par ne faire qu'un. » Cette curieuse figure ne déparerait pas un conte ou une tragédie de Voltaire. Du reste, il ne demandait pas mieux qu'un de ses fils fût baptisé, pourvu qu'on lui assurât le royaume des îles du More. Et il ne contraria en rien l'action apostolique de François. Les Ternatins étaient mahométans; mais leur mahométisme n'était pas plus solide que les toits de feuilles de leur mosquée. Ils y avaient été convertis par de gros commerçans mores et surtout par de petits colporteurs qui leur écoulaient la religion du Prophète avec la mercerie et le corail de leur éventaire.

En quelques mois, François transforma réellement la physionomie de cette ville licencieuse. Les femmes du pays épousées par des colons apprirent de lui qu'elles avaient une âme et que même leurs maris en avaient une. Et ceux-ci le leur prouvèrent en restituant aux indigènes déconcertés des biens mal acquis. Toute l'île faillit devenir chrétienne. Les Malais ter-

natins étaient charmés. « Il y avait sujet de rendre grâces à Dieu, écrira François : sa louange était incessamment sur les lèvres de ce peuple nouvellement appelé à la foi. Les garçons dans les places publiques, les filles et les femmes dans les maisons, les laboureurs dans les champs, les pêcheurs dans leurs barques chantaient, au lieu de leurs chansons coutumières, de pieux cantiques. » Tous les soirs, un homme de la ville, en habit de Confrère de la Miséricorde, recommandait aux prières du peuple les âmes du Purgatoire et ceux qui vivent en péché mortel. Dans les petites cases enfouies sous la verdure, cette voix encourageait les uns à la persévérance et éveillait chez les autres une crainte bienfaisante. Lorsqu'il quitta définitivement Ternate, il voulut embarquer de nuit afin d'éviter les pleurs et les lamentations de ses amis. Précaution inutile ! Il ne put échapper à leurs adieux. Ce Ternate, tant et peut-être si justement décrié par les historiens, c'est tout de même un des rares endroits où nous sommes bien sûrs que, partant la nuit, on alluma des flambeaux et des torches pour le voir plus longtemps et non pour s'assurer qu'il partait.

Sa correspondance si décousue et si incolore, même quand il parle de Ternate, devient subitement plus précise dès qu'il pénètre chez les sauvages. Pour la première fois, il sort des régions indéterminées où les rois, les reines, les princes, leurs cours et leurs peuples semblent empruntés au répertoire des dramaturges espagnols. Pour la première fois, il tient compte de la terre et des mœurs. Évidemment son imagination a été prise. Avant d'aborder au Japon, aucune contrée ne lui a produit une impression aussi vive. Le sauvage commençait à exercer sur les hommes civilisés une attirance qui n'allait que grandir. Il représentait pour l'homme du XVIe siècle un élargissement du monde. Il arrivait sur la scène au moment où l'antiquité renaissait. L'imagination s'étendait à la fois dans l'espace et le temps et découvrait les deux pôles de l'humanité. Mais, avant que, d'une courbe hardie, on eût essayé de les joindre par-dessus le christianisme, avant qu'on eût demandé à l'homme de la nature de nous mieux faire comprendre l'homme d'Homère et qu'on eût cherché dans la sagesse naturelle une nouvelle justification de la sagesse païenne, le missionnaire, comme s'il avait prévu le coup, avait bravé pour le sauvage la mort et, pis que la mort, la torture. Ne soyons pas

étonnés que les Jésuites, issus des Universités, aient été de si grands missionnaires. Ils demeuraient fidèles à leur mission d'embrasser le monde moderne et de le défendre contre tous les retours du naturalisme et du paganisme. Ils baptiseront les sauvages comme ils expurgeront les auteurs profanes.

Les Moluques renfermaient toutes les espèces de sauvages, depuis celle dont le type est plus près du nôtre que celui des Malais et des Chinois, jusqu'au type bestial du Papou. Leur couleur allait du jaune cannelle au noir. Il y en avait d'inoffensifs; il y en avait de féroces. C'étaient des enfans aux Célèbes, des anthropophages à Bornéo. Il y en avait dont l'abjection était telle que les missionnaires reculèrent, non de peur, mais de désespoir. Ceux que vit François offraient encore quelque prise. Il les chercha d'abord dans les montagnes d'Amboine et dans l'île voisine de Ceram. Il ne voyageait point comme les Portugais, en palanquin, aux cris assourdissans des porteurs. Il allait à pied, traversant les rivières et les marais, escaladant les ravins, se frayant un chemin dans les broussailles épineuses où des nuées de moustiques le harcelaient. On campait avant le coucher du soleil, dont la disparition est suivie si brusquement de la chute des ténèbres. On se hâtait de dresser un petit toit de feuillage. A défaut de tigres et de panthères, on avait à se défier de ceux que l'on cherchait, des Alforous, grands chasseurs de têtes. Dans certains villages une tête humaine bien coupée avait le même prix et l'a encore que jadis une chevelure chez les Iroquois; et le jeune guerrier qui courtise une fille ne saurait lui offrir un plus beau présent de fiançailles. François les croyait cannibales. D'autres voyageurs prétendent qu'ils ne le sont pas, qu'ils jettent les corps décapités; mais ils rapportent les têtes au village en soufflant dans leurs conques, et, avant d'être montées en trophées, on les abandonne aux enfans qui y sucent du courage. Ceram, où il resta peu de temps, était déjà un séjour très dangereux. A Ternate, on considéra comme une folie son désir de visiter l'île du More. Les sauvages avaient la réputation d'y être plus farouches que partout ailleurs, et surtout depuis que les Mores les avaient excités contre les Portugais. Ils avaient tué deux prêtres qui s'étaient risqués chez eux. Quand ils n'égorgeaient pas les étrangers, ils mêlaient à leurs alimens des poisons infaillibles. François répondit aux objurgations de ses amis qu'il était nécessaire que

les âmes de l'île du More fussent instruites et qu'il se sentait dans l'obligation de perdre la vie du corps pour assurer à son prochain la vie de l'âme. Alors ils voulurent bourrer ses poches d'antidotes. Mais il sourit et leur dit seulement que, s'ils le recommandaient à Dieu, leurs prières seraient le meilleur des contrepoisons. Et il gagna la côte redoutable.

Il s'enfonça dans l'intérieur et y vécut trois mois. Il nous a tu ses aventures qui furent souvent celles d'un coureur des bois. Ce que son corps souffrit, il nous le laisse deviner par l'énumération qu'il nous fait de ce qui manque dans ces îles et des périls qu'on y rencontre : elles n'ont ni pain, ni vin, ni troupeaux ; très peu d'eau potable ; une terre volcanique qui s'ébranle à chaque instant ; des chaleurs accablantes ; et les Mores sont aussi impitoyables que les naturels ingrats. Mais comme elles sont fécondes en consolations spirituelles ! « Elles semblent faites à souhait, s'écrie-t-il, pour qu'un homme, en peu d'années, y perde les yeux à force de verser des larmes de joie. » Il ne lui souvient pas d'avoir été ailleurs tant et si continuellement consolé. « Et cependant on n'y marche qu'entouré d'ennemis ou d'amis peu sûrs. Pas un remède pour se défendre des maladies ; pas une de ces choses dont le secours est nécessaire pour entretenir ou protéger la vie. » Jamais il ne fit pareille chasse aux âmes. Dès qu'ils l'apercevaient, les Alforous s'enfuyaient. Il fallait gravir des pentes à pic où frappait le soleil, et s'engager dans des jungles. On arrivait enfin à un village. Sauf la cabane sacrée où pourrissaient les trophées de guerre, les huttes étaient closes. Tout paraissait inhabité et mort. Même aujourd'hui, la venue d'un étranger produit encore chez quelques-unes de ces tribus le même effet que le passage d'un spectre. Il frappait aux portes. Parfois un murmure ou un cri lui répondait ; mais personne ne lui ouvrait. Il les appelait à lui tendrement, aimablement, comme un oiseleur. Une porte s'entre-bâillait. On distinguait debout, armé d'une lance, un homme nu ; derrière lui, une femme effarouchée et des enfans aux yeux ronds. « Peu à peu, nous dit le Père du Jarric, ces barbares, alléchés par sa candeur et débonnaireté, commençaient à s'approcher de lui. Pour lors, le Père les prenait, les embrassait et leur faisait autant de caresses qu'un père à ses propres enfans. » C'est peut-être dans cette attitude, au milieu de ces peuplades dont les pieds touchent les plus bas échelons de

l'humanité, que François de Xavier a laissé la plus émouvante image de lui-même. Comme sa pensée se reportait souvent aux îles du More, loin de Goa, loin des Portugais, loin de tout, mais plus près de Dieu, la nôtre y retourne souvent aussi pour le voir serrer sur son cœur les derniers des derniers enfans de la misère humaine.

Si nous en croyons de vieilles gens qui témoignèrent au Procès de canonisation, la fin de son séjour aux Moluques fut assombrie. En quittant Amboine, il prédit que dans tel ou tel village, autour de la forteresse, il y aurait des apostasies. Il ne se trompait point, et, comme le disait un dicton populaire, « les gens d'Aroda furent mauvais pour accomplir la prophétie du saint Père François. » Cependant, le bien qu'il avait fait dans ces îles dura plus longtemps que la domination portugaise; et les croix qu'il y avait élevées survécurent aux persécutions des Musulmans, aux erreurs et aux crimes des Portugais et de leurs successeurs les Hollandais, qui trouvèrent le moyen d'être plus inhumains, car aussi pillards, mais plus disciplinés dans le pillage, ils étaient dépourvus de la générosité chevaleresque dont les Albuquerque, les Jean de Castro, les Galvano et, en somme, beaucoup d'autres s'étaient montrés capables. Si invraisemblable que cela paraisse, les Hollandais ont rendu aux Portugais le service de les faire regretter, non seulement parce qu'une nouvelle tyrannie adoucit toujours le souvenir de l'ancienne, mais parce qu'en effet les indigènes respiraient mieux sous des maîtres dont la dureté était moins une politique que l'effet des tempéramens individuels et qui, soit qu'ils obéîssent à la voix de leurs apôtres ou que leur humeur cédât aux conseils de la volupté, consentaient parfois à les traiter comme leurs semblables. Les races du Midi, par leurs vertus les plus hautes comme par leurs vices les plus avoués, tendent toujours à fraterniser avec les peuples conquis. Les races du Nord, jamais. Les Hollandais n'eurent point de Xavier. Et ils eurent beau s'allier aux Musulmans pour déraciner la foi catholique, un grand nombre de pauvres Moluquois bravèrent les tourmens, afin de demeurer toute l'éternité les enfans du prêtre étranger qu'ils n'avaient vu ou plutôt que leurs parens n'avaient vu qu'une heure.

André Bellessort.

LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

JUGÉE

PAR LES ÉTRANGERS

I

AVANT LA GUERRE

« Nul œil ne peut se voir soi-même, » aimait à dire Taine. Et ce qui est vrai des individus l'est au moins autant des nations. Ayons donc, pour nous bien connaître, recours le plus possible aux yeux de l'étranger. Quand ils ne sont pas aveuglés par le parti pris, ils ont chance de bien voir, et l'on peut, dans une large mesure, se fier à leur témoignage.

1

Parmi ces libres témoignages du dehors qui ont été rendus sur nous avant la guerre, je ne crois pas qu'il y en ait eu beaucoup d'aussi complets, d'aussi clairvoyans, d'aussi mesurés que celui d'un professeur et publiciste américain, M. Barrett Wendell (1). Professeur à l'Université d'Harvard, auteur de plusieurs ouvra-

1. *The France of today*, by Barrett Wendell, Professor of English at Harvard College, Sometime Clark Lecturer at Trinity College, Cambridge, and First Lecturer on the Hyde Foundation at the Sorbonne and other French Universities, 1 vol. in-8, New York, Charles Scribner's son, 1914. Le livre, publié en septembre 1907, a été réimprimé en octobre et décembre 1907, en mars 1908, en janvier 1909,

ges de littérature et d'histoire fort estimés, M. Barrett Wendell a été le premier titulaire, en Sorbonne et dans les autres Universités françaises, de cette chaire qu'a fondée, il y a quelques années, un autre Américain, M. James Hazen Hyde, et qui a, si je puis dire, pour objet d'enseigner en anglais l'Amérique aux Français. Comme il était tout naturel et très tentant, M. Barrett Wendell a voulu profiter de son séjour parmi nous, pour nous étudier et tâcher de nous bien connaître. Et il a consigné les résultats de son enquête dans un livre à la fois très prudent et très franc, qu'on a fort bien fait de traduire en français, et auquel nous pouvons souhaiter une large diffusion dans les pays anglo-saxons. Ceux qui prendront pour guide le consciencieux écrivain ne risqueront pas de se faire de nous une idée trop conventionnelle et trop inexacte.

Car, d'abord, sans peut-être s'en être douté, M. Barrett Wendell a bénéficié d'une chance assez rare. Le poste d'observation auquel, de par ses fonctions mêmes, il s'est trouvé placé, et qu'il a la sagesse, bien américaine, de ne pas quitter volontiers, est l'un des meilleurs que l'on pût choisir pour ce genre d'études. L'Université de France n'est assurément pas toute la France; elle en représente pourtant assez bien les aspects les plus généraux et les plus profonds. Ajoutons qu'elle est peut-être, — avec l'Armée et avec l'Église, — celui de nos corps sociaux qui s'est, au cours de ce dernier demi-siècle, le moins laissé entamer par les influences, le plus souvent corrosives, qui se sont exercées, dans d'autres milieux, sur les mœurs et les caractères de notre démocratie cosmopolite et niveleuse. Elle a sans doute ses préjugés et ses défauts, et on lui connaît quelques faiblesses. Mais, au total, l' « arrivisme » y est assez rare; la politique, — au moins dans l'enseignement secondaire et surtout supérieur, — n'y a pas fait trop de ravages, et la conscience professionnelle s'y est peut-être moins relâchée qu'ailleurs. Par la qualité de son recrutement, par l'esprit qui s'y est généralement perpétué, l'Université symbolise assez exactement l'état moral et les dispositions foncières de la France moyenne, aux diverses époques de son histoire. Et ce n'est pas un mauvais

en novembre 1912, en octobre 1913 et en 1914. Il a été traduit en français, sous le titre de *la France d'aujourd'hui*, par M. Georges Grappe (1 vol. in-8; Paris, Henri Flory, 1910). Cette traduction a été réimprimée dans la collection Nelson. C'est celle que j'utiliserai, en la retouchant çà et là.

miroir, pour y contempler l'image de notre pays, que celui qu'elle offre à l'observateur attentif.

Ce n'est pas à dire que l'observateur, surtout s'il est étranger, puisse sans précautions se mouvoir dans ce milieu assez complexe qui se présente à son attention. L'Université de France est un organisme très particulier, aux rouages multiples et divers, et qui ne se laisse point saisir d'un rapide coup d'œil. M. Barrett Wendell s'est fort bien avisé de cela : non sans humour, il compare aux cercles de Dante les différens compartimens dont l'assemblage constitue la vie universitaire française, et il ne s'y aventure qu'avec une extrême circonspection, et sous la conduite d'un excellent guide. Grâce à ces scrupules fort méritoires, il a réussi à tracer un tableau assez complet et, en dépit de quelques menues erreurs, généralement exact de notre enseignement, surtout de notre enseignement supérieur.

Ce qui paraît avoir frappé le plus M. Barrett Wendell, chez les étudians et les professeurs français, c'est, contrairement à un préjugé que nombre d'étrangers partagent, la gravité, la haute conscience qu'ils apportent tous à leurs occupations professionnelles, et, en même temps, la distinction intellectuelle dont ils sont le quotidien témoignage. « Aucune de mes expériences antérieures, — avoue-t-il, — ne m'avait révélé *quoi que ce soit de comparable* à l'activité intellectuelle, infatigable et concentrée, pleine d'émulation, de mes collègues d'un moment, à Paris. Le préjugé étranger a coutume de considérer les Français comme légers, frivoles et pour le moins superficiels. Quand vous vivez au milieu de leurs hommes de science, mêlé au travail de leurs existences, vous commencez à vous demander où a bien pu se former à leur propos *une légende aussi grotesque*. Car nul ne saurait imaginer un travail plus assidu que le leur et plus joyeux dans son ardeur. »

Cette ardeur, cette ferveur d'émulation ont sans doute parfois leurs excès ; elles marquent d'un pli peut-être un peu trop professionnel une activité qu'on pouvait souhaiter plus libre, plus désintéressée ; et c'est ce que l'écrivain américain veut, je crois, laisser entendre, quand il reproche à la vie universitaire française de manquer d' « humanité. » Tout en rendant hommage aux qualités sociales, au tact, à l'agrément de ses collègues, il constate, avec un sourire, que « dans les actes ayant un caractère professionnel, ils sont aussi sérieux que s'il n'existait aucun

autre agrément sur la terre. » Mais il reconnaît que l'entraînement auquel ils se soumettent a l'avantage de multiplier les fortes et originales personnalités. « Ainsi, où que vous alliez en France, dit-il, vous ne pouvez faire autrement que de rencontrer des hommes dont les talens et les qualités, perpétuellement tenus en haleine, seraient partout un sujet d'admiration. Je suis tenté de dire qu'il n'existe pas dans ce pays un seul centre d'enseignement supérieur où un étudiant étranger ne tirerait profit à séjourner une année. » Et il mentionne, à titre d'exemple, un professeur de sanscrit, qui « parmi ses collègues français n'était pas une exception, » et dont l'érudition l'émerveille, et, plus encore, la supériorité d'esprit : « Sous toute sa science, écrit-il, son intelligence était aussi libre que si elle n'avait porté aucun fardeau, et ce qui, pour d'autres, eût vraiment été une charge, semblait plutôt être pour lui un stimulant. » Voilà, certes, un bel éloge du corps enseignant français.

La conclusion de M. Barrett Wendell est curieuse. Comme tous les pays d'Europe, — y compris, hélas ! la France elle-même, — l'Amérique avait longtemps subi le victorieux prestige de la « science allemande. » Mais, plusieurs années avant la guerre, ce prestige commençait à baisser; on se détachait peu à peu de cette « culture » orgueilleuse et pédantesque dont on n'avait pas encore pu mesurer tous les désastreux effets; on se rapprochait de nous; on goûtait de plus en plus notre manière plus libre, plus discrète, plus fine et plus *humaine* d'entendre l'art, la science et la vie (1). J'ai, pour ma part, recueilli, à cet égard, de bien précieux aveux. On trouvera sans doute que celui de l'écrivain américain ne manque pas de saveur :

« Plus je fréquentai mes collègues français, — nous dit-il, — plus je fus confirmé dans mon opinion que la science américaine serait très puissamment vivifiée si un plus grand nombre de nos étudians venaient se placer sous l'influence française. L'influence des méthodes allemandes sur l'Amérique, durant les quatre-vingt-dix dernières années, a été admirable, *mais peut-être excessive*. Elle nous a appris à avoir le respect du fait et nous a donné la méthode dont nos premiers chercheurs manquaient. Mais, en même temps, elle a tendu à encourager la

(1) Voyez, à cet égard, un très intéressant témoignage dans le livre tout récent de M. Rollo Walter Brown, *How the French boy learns to write*, Introduction, p. 7 (Cambridge, Harvard University Press, in-8, 1916).

notion que l'objet et la fin de toute science étaient uniquement la collection méthodique des faits. Personne ne voudrait pour un instant soutenir que cette erreur prévaut parmi les esprits les plus remarquables de l'Allemagne. Peu cependant peuvent nier *qu'elle domine les esprits des Américains* qui, ayant étudié en Allemagne, reviennent dans la mère patrie n'étant plus du tout Américains, n'étant pas non plus profondément Allemands... L'influence sans contrepoids de la France peut peut-être d'autre part tendre vers une systématisation prématurée. Mais les esprits américains, à l'heure présente, semblent très peu exposés à ce danger. Si les intelligences de nos étudians, qui se proposent de consacrer leur existence à l'enseignement, multipliaient les contacts avec l'activité et l'intelligence de la science française actuelle, *les Universités américaines de l'avenir auraient chance d'être plus riches en connaissances, et, d'autre part, de devenir des milieux plus vivans qu'elles ne le sont, semble-t-il, aujourd'hui.* »

Il n'est personne, après la guerre, en Amérique, — sauf parmi les Germano-Américains, — qui ne soit amené à partager cette manière de voir. Sachons, nous, Français, profiter de ces dispositions nouvelles.

II

M. Barrett Wendell ne s'en est pas tenu à ces observations d'ordre purement universitaire et pédagogique. Esprit remarquablement ouvert, curieux et délié, devenu, pour un temps, un rouage défini, régulier, un membre agissant de la communauté française, — ce qui est une condition admirable pour la bien voir à l'œuvre et pour la comprendre, — il s'est efforcé d'en pénétrer la structure, d'en démêler les principes directeurs et les secrets ressorts. Et, comme on va voir, les découvertes qu'il a faites au cours de son voyage d'exploration ne sont pas sans importance.

Et d'abord, M. Barrett Wendell a découvert la *bourgeoisie* française. En général, les étrangers, qui vivent comme en marge de la vraie vie française, ne connaissent guère cette espèce sociale, très particulière, qui s'appelle le bourgeois français. Les milieux qu'ils fréquentent, milieux d'affaires ou de plaisirs, milieux mondains ou demi-mondains, milieux

d'artistes ou de financiers cosmopolites ne sauraient leur donner une idée de ces innombrables Français aux mœurs régulières, à l'existence laborieuse, qu'ils coudoient, qu'ils ignorent et qu'ils dédaignent. M. Barrett Wendell, qui partageait sur ce point les préjugés de la plupart de ses compatriotes, a d'abord été quelque peu étonné et déconcerté qu'un grand nombre de ses collègues et amis français ne fissent aucune difficulté à s'avouer de simples bourgeois. Pour lui, bourgeoisie était nécessairement synonyme de vulgarité. Peu à peu il se rendit compte que ces bourgeois tant décriés étaient de véritables *gentlemen*. Il apprécia à leur vraie valeur les qualités de bon sens, de régularité, de sérieux, de santé morale qui sont de tradition parmi eux. Il admira « la simplicité naturelle de leur caractère, la joyeuse facilité avec laquelle ils acceptent les conditions de leur vie et comment ils s'adaptent à ces conditions, sans l'ombre d'ostentation ou de respect humain. » « Je doute, en vérité, déclare-t-il, que vous puissiez trouver où que ce soit une classe sociale plus solidement, plus profondément, plus sereinement, plus admirablement constituée que ces bourgeois d'aujourd'hui. » Et il conclut « qu'une nation dont le noyau est aussi solide, doit être essentiellement robuste. »

Vous vous rappelez ces pages de la *Préface* du *Disciple*, où M. Bourget fait un si juste et si éloquent éloge de notre bourgeoisie française : « Ah ! la brave classe moyenne, la solide et vaillante bourgeoisie que possède encore la France ! Qu'elle a fourni, depuis ces vingt ans, d'officiers laborieux, cette bourgeoisie, d'agens diplomatiques habiles et tenaces, de professeurs excellens, d'artistes intègres !... » A vingt années d'intervalle, les deux témoignages se font directement écho.

Trois traits principaux, aux yeux de M. Barrett Wendell, caractérisent la bourgeoisie française. La simplicité, d'abord, et ce qu'il appelle une « charmante bonhomie » à laquelle il paraît avoir été fort sensible. Une complète absence de morgue, une grande affabilité naturelle, un souci constant de ne point se guinder au-dessus de sa condition et de ses moyens, je crois bien que ces habitudes d'esprit et d'âme sont communes à presque tous les Français de la classe moyenne, et comme elles manifestent quelques-unes des dispositions les plus heureuses de la race, je n'ai pas de peine à concevoir qu'elles s'imposent à l'attention de l'étranger, et à sa sympathie.

Il en est de même de ce que le publiciste américain appelle notre « honnêteté intellectuelle. » Il a été très frappé de ce fait que le bourgeois français a des idées, et qu'il y tient, et que, les croyant vraies, il est toujours prêt à en démontrer le bien fondé, à y ramener, quand elles s'y prêtent, les idées d'autrui, ou à critiquer et condamner ces dernières, quand elles lui paraissent décidément inconciliables. Ces idées sont souvent des préjugés, mais la logique française en fait des assemblages assez cohérens, et la loyauté française veut qu'on y attache quelque importance. Évidemment, sans nous le dire, M. Barrett Wendell a dû parfois sourire de notre intempérance dialectique.

Et il a souri aussi quelquefois, mais sans malice, et bien plutôt avec un sentiment d'admiration, du sérieux et de l'activité qu'il constate à tous les degrés et dans tous les ordres de la bourgeoisie française. C'est peut-être ce qui l'a le plus étonné en France, car, à chaque instant, il revient sur cette impression. Je crois bien que lorsqu'il a quitté l'Amérique, deux idées pour lui étaient de véritables axiomes : la première, que les Français étaient sans contredit le plus aimable des peuples frivoles ; et la seconde, que le seul peuple au monde qui sût ce que c'est que le travail, était le peuple américain. Au bout de peu de temps, il dut convenir qu'il s'était trompé. Nous l'avons émerveillé, presque effrayé par notre sérieux, par notre ardeur au travail. Non pas, certes, que notre gaîté, notre bonne humeur légendaires aient disparu ; mais si nous savons toujours sourire, nous savons encore mieux travailler. Les devoirs les plus absorbans et les plus austères, bien loin de nous rebuter, nous retiennent, et nous nous y livrons corps et âme. « A la surface, peut-être les Français conservent-ils encore quelque chose de cette gaieté qui a fait dire à leur propos aux étrangers qu'ils étaient agréablement frivoles ; mais quand vous commencez à les fréquenter, au moins ceux de la bourgeoisie, cette caractéristique ne demeure pas longtemps saillante. Bien plutôt, vous vous trouvez continuellement surpris que tant de personnes, avec une aussi grande simplicité de cœur, puissent se consacrer avec une pareille assiduité aux devoirs si peu séduisans, — professionnels, domestiques ou autres, — de la vie quotidienne, hebdomadaire, annuelle. Si gai que se montre un ami dans les questions frivoles, vous pouvez être assuré que, au fond, il prend l'existence au sérieux, et que, quand il va au rude labeur, il

l'attaque avec une vigueur constante *qui peut quelquefois étonner un Yankee...* Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu un jeune Français décortiquer un bâton ; je me demande même si vous pourriez lui faire comprendre le plaisir que l'on peut éprouver à ce jeu. »

Tout ceci est fort bien vu, ce me semble, et l'on est heureux de trouver enfin sous une plume non française cet éloge étonné du sérieux français. Il est entendu qu'il ne faut rien exagérer, et que le sérieux français ne ressemble en aucune manière au sérieux américain, anglais, et surtout allemand : il est moins tendu, moins morose; il se dissimule davantage; il se tempère d'urbanité et de grâce, mais il n'en est pas moins réel, et il semble qu'avec un peu d'observation et de finesse, il ne soit pas bien malaisé à découvrir. D'où vient donc qu'on nous ait fait, à l'étranger, une réputation si fâcheusement établie de légèreté foncière et d'incurable frivolité ? Les plaisanteries de nos Gaudissart, les persiflages de nos boulevardiers, les imprudences de quelques-uns de nos écrivains, y sont, je le veux bien, pour quelque chose; et j'admets encore que la lourdeur et le pharisaïsme germaniques ont été trop souvent offusqués par notre gaieté française, par la grâce souriante et modeste dont nous aimons à recouvrir nos plus solides qualités. Mais ces raisons diverses ne suffisent pas à expliquer la persistance et la diffusion de l'injuste légende. Il y a là, je crois, un cas précis de cette universelle campagne de dénigrement systématique que, depuis de longues années, l'Allemagne a entreprise contre la France et l'esprit français, dénigrement où il entrait un peu de tout : de l'orgueil et de l'inintelligence, de l'hypocrisie et du mercantilisme, de la jalousie et de la rancune, par-dessus tout, le désir effréné de supplanter un peuple qui n'avait jamais été tendre aux Barbares. Le préjugé de la légèreté française a été l'un des premiers articles du *Credo* pangermaniste.

M. Barrett Wendell n'est pas le seul, mais il est l'un des rares étrangers qui, avant la guerre, aient battu en brèche ce préjugé dont les Français qui ont vécu hors de France ont tant souffert. Je sais une charmante étrangère, amie de la France, ayant même épousé un Français d'une parfaite gravité, et qui développait volontiers ce thème de la frivolité française. Un jour, on citait devant elle tels ou tels Français authentiques, de sa connaissance, qui ne répondaient en rien au signalement

de la légende : « Mais ce ne sont pas des Français! » s'écria-t-elle avec une vivacité dépourvue de toute ironie. O prestige des idées toutes faites! Elle était, comme tant d'autres, sans s'en douter, la victime et la dupe de la propagande « progermanique. » M. Barrett Wendell a eu, lui, quelque mérite à se rendre à l'évidence des faits.

III

Et il en a eu aussi à découvrir ce que les étrangers ne soupçonnent guère, je veux dire la famille française. Les pages qu'il a écrites sur ce sujet sont parmi les meilleures de son livre, les plus fines, les plus délicates, les plus judicieuses. Dans ce pays de France qu'on avait dû lui représenter comme si profondément corrompu, il a été très agréablement surpris de trouver une vie familiale si intense et d'une si robuste originalité. Ce lien souple et fort qui relie les uns aux autres tous les membres, — et les morts comme les vivans, — d'une famille française, il n'en avait aucune idée avant de venir en France. Il observe avec finesse qu'en Amérique, le mari et la femme suffisent à peu près à constituer une famille ; en France, il y faut les enfans, et l'amour paternel ou maternel y est presque plus fort que l'amour conjugal. « On en arrive à être tenté de dire que de toutes les affections familiales que l'on rencontre dans le monde, nulle n'est plus profonde, plus sincère, plus fidèle et plus tendre que l'amour qui règne jusqu'à la mort, en France, entre les parens et les enfans. » « Des enfans morts, des années auparavant, étaient encore si vivans dans le cœur de leurs parens, que leur souvenir jetait quelque ombre de mélancolie, lors de la bienvenue de tout nouvel ami, montrant ce qu'elle eût pu être, si tout le monde avait été là pour l'accueillir. »

A leur tour, les enfans rendent en respect, en déférence, ce que leurs parens leur ont donné en tendresse protectrice et vigilante. Leur individualité, si l'on peut ainsi dire, se développe toujours en fonction de la famille. Ce ne sont pas, comme dans les pays anglo-saxons, des individus isolés qui se suffisent à eux-mêmes et n'ont de comptes à rendre à personne. Le choix d'une carrière, un mariage à contracter, sont des questions d'intérêt familial, que l'on débat en famille, et qui

engagent un peu la communauté tout entière. L'Américain vit, bien plus que le Français, dans le moment présent et pour le moment présent. Le Français, dans sa vie de famille, a le sens de la durée; il est un anneau d'une chaîne ininterrompue, et la solidarité des générations successives lui demeure toujours présente.

Que cette conception puisse avoir ses inconvéniens et ses étroitesses, c'est ce qui est l'évidence même. Que les enfans, en France, restent un peu trop éternellement enfans en face de leurs parens, qu'ils soient un peu trop « couvés » par eux; que, parfois, certaines de leurs qualités d'initiative s'émoussent au contact des timidités maternelles, ou même paternelles, c'est ce que M. Barrett Wendell se garderait bien de nier, et il cite des faits qui prouvent qu'il a fort bien vu le revers de la médaille. Mais il est beaucoup plus frappé des bons que des mauvais côtés de la tradition française en cette matière, et il a très vivement senti tout ce qui fait à la fois le charme et la force du lien familial dans notre pays. Il l'a si bien senti qu'il a pris contre ses propres compatriotes mal informés la défense de nos habitudes nationales, et cela avec une fermeté de bon sens, une délicatesse d'intuition et d'expression tout à fait remarquables. « En Amérique, tout au moins, — déclare-t-il à ce propos, — nous avons une idée malheureusement fausse de la vie française, et nous la traduisons par ce lieu commun, que la langue française ne possède pas l'équivalent de ce mot que nous aimons tendrement : le *home*. » Et cela peut assurément se soutenir. Mais quoi ! riposte-t-il, les peuples anglo-saxons, de leur côté, « n'ont jamais éprouvé le besoin d'une expression qui contiendrait toute l'affectueuse tendresse de sens incluse, à son tour, dans le mot français : *foyer*. » Et, s'exaltant là-dessus, en philologue, en philosophe, et en poète, il écrit :

« Le sens premier, originel, du mot *foyer*, demeure le sens vrai, à travers toute la France, ou au moins la véritable et permanente origine des sentimens qu'il enferme maintenant, de manière si abondante. C'est la cheminée, la pierre du foyer, — *le centre de la vie domestique, autour duquel la famille se groupe*, formant un tout, distinct de tout autre groupe, dans ce monde confus et bruyant, complet en chacun, et qui vous libère, lorsqu'on y réside, de tout le reste de l'humanité.

« Le sens littéral du mot, sans aucun doute, est depuis long-

temps oublié de ceux pour qui les mots sont seulement des mots. Le terme *foyer* n'évoque plus l'image romanesque des feux de joie tremblans dans les huttes ou les châteaux, des chevrons et des chaumières enfumées, des personnages légendaires ou antiques, gracieux ou naïfs, qui chauffent leurs mains transparentes au-dessus des charbons ardens et qui redisent les contes de tout ce qui fut, — les héros, les saints, les aventures, les farces, les aïeux et les ennemis, les conquêtes et les désastres, les amours et les morts, les famines et les moissons et les troupeaux. Et cependant, tous les trésors d'émotions que le Français puise dans ce mot, aujourd'hui encore, pourraient difficilement avoir émergé d'une antiquité humaine moins immémoriale que celle d'où ont jailli toutes ces fantaisies, qui remontent aux temps les plus reculés... Quand vous commencez à vous rendre, avec sympathie, compte du sens de la vie de ces amis, qui vous accueillent si généreusement à leur foyer..., vous comprenez de façon nouvelle et plus respectueuse le sens que les Lares et les Pénates avaient pour l'imagination religieuse de la Rome antique... Pour le respect tendre du sens, on en vient quelquefois à penser que, par sa plénitude, le terme *foyer* est plus parfait qu'aucun mot de notre langue. »

Voilà, n'est-il pas vrai? une bien jolie page, fine, exacte, émue et profonde. On ne saurait mieux pénétrer dans une âme étrangère, plus subtilement analyser les nuances infiniment délicates et complexes qui font de certains mots d'une langue comme de véritables personnes morales. Le mot *foyer*, en français, est de ceux-là. En dégager le sens, comme l'a fait M. Barrett Wendell, c'est, en réalité, faire de la psychologie ethnique, et de la plus heureuse.

Donc, « pour l'esprit français, la famille est le fait social primitif. » Et si la famille est en France chose si solide, nul doute que le principal mérite n'en revienne à la femme. M. Barrett Wendell, qui a découvert la famille française, a découvert aussi la femme française. Bien qu'il ne nous le dise pas, j'imagine qu'il partageait, en arrivant en France, les préjugés que nombre d'étrangers professent à l'égard des Françaises, dont ils ne cessent de dénoncer la scandaleuse frivolité et la piquante corruption. Ce préjugé ne serait-il pas encore d'origine germanique? J'inclinerais pour ma part à le penser,

l'ayant si souvent surpris sur des lèvres allemandes. Il est trop évident qu'une Allemande ne saurait jamais pardonner à une Française d'avoir quelque grâce et un peu d'esprit, — et de savoir s'habiller. Quoi qu'il en soit, M. Barrett Wendell, lui, a pris très vite son parti de ces effroyables défauts. Il a été sensible, certes, et autant qu'on peut l'être, au charme souriant et discret, à l'élégance innée, à la vivacité spirituelle, à la grâce enfin de la vraie Française. Mais il a été surtout surpris, et littéralement émerveillé, de tout ce que ces qualités extérieures recouvraient, — et parfois, volontairement dissimulaient, — de sérieux, d'activité, d'intelligence pratique, d'assiduité au devoir quotidien. Qu'un être humain puisse concilier des dons si différens, c'est ce qu'il avait peine à concevoir avant de venir en France : il s'attendait à trouver de jolies poupées, et il a trouvé des femmes, de vraies femmes, comme il n'en avait peut-être pas beaucoup rencontré jusqu'alors, et surtout d'honnêtes femmes. Et sa surprise, son émerveillement joyeux se traduisent dans la façon presque lyrique, mais très judicieuse aussi, dont il nous confie sa découverte :

« Dans aucune langue humaine, je crois, on n'a jamais enclos *une signification plus admirable* que celle que vous *découvrirez, avec une respectueuse émotion,* quand vous en viendrez à la comprendre parfaitement, dans ces mots français : « l'honnête femme. » *Les Françaises qui sont dignes de ce nom sont innombrables dans la France entière.* Elle ne sont pas seulement le plus beau type de la femme de ce pays ; elles sont les plus puissantes, les plus nombreuses, les plus profondément représentatives. Si elles ne sont pas celles que distingue d'abord l'œil de l'indifférent, de l'étranger, de l'artiste, c'est, en partie, parce que, comme l'air et la lumière, elles se rencontrent partout, c'est aussi parce que le soin silencieux qu'elles apportent à accomplir leurs devoirs les rend invisibles. Elles ne seraient pas elles-mêmes si elles ne gardaient pas la foi conjugale, — et cette foi, non seulement par la fidélité de leur personne, ce qui est le sens le plus immédiat de ces mots, mais aussi la foi envers leur mari, à travers les soucis complexes et inquiétans d'une responsabilité incessante. *L'amour conjugal ne serait pas complet sans cette amitié conjugale* qui dure, elle aussi, autant que la vie. Mais toute l'amitié et tout l'amour conjugaux imaginables ne suffiraient pas davantage sans cette observance

fidèle des devoirs domestiques qui sont, eux aussi, de nature délicate. « En France, une honnête femme n'est pas seulement une bonne épouse, elle reste ce qu'adolescente elle était, une fille modèle, profondément attachée à sa famille d'origine. Elle est une bonne sœur et une amie fidèle envers ceux à qui les liens du sang l'attachent, et aussi envers ceux que le mariage a introduits dans sa parenté et lui a rendus aussi chers que s'ils étaient, de par la nature, ses consanguins. *Elle est une bonne mère plus absolument encore*, chérissant de la plus pure des passions humaines les enfans qu'elle a mis au monde. Et ses obligations envers ces derniers, aussi bien qu'envers leur père, lui imposent d'être une bonne maîtresse de maison, ne négligeant jamais les détails monotones de son activité quotidienne. *Ce devoir infini, minutieux, prosaïque est la condition de toute son existence, et elle l'accomplit de sa jeunesse à sa vieillesse, oublieuse d'elle-même, heureuse et souriante.* Car ce n'est pas la moindre de ses croyances de penser qu'*elle doit rendre la vie agréable à ceux qui, autour d'elle, la partagent.* Manquer à quelqu'une de ces règles serait manquer à ce que se doit une honnête femme... »

J'ai tenu à citer toute cette page, d'abord parce qu'elle est bien finement pénétrante ; et puis, parce qu'elle nous venge de toutes les sottises que, sur ce thème de la légèreté féminine en France, on a débitées outre-Rhin, et aussi ailleurs.

IV

M. Barrett Wendell se trouve ainsi amené à poser une question assez délicate, et même fort « embarrassante, » mais que sa courtoise franchise se garderait bien d'éluder. « Au moins en Amérique, nous dit-il, les Français sont tenus pour frivoles et dénués de principes. » Or, c'est tout le contraire qu'il a constaté et consciencieusement noté. D'où vient cette étrange contradiction entre le préjugé « anglo-saxon » et la réalité de la vie française?

Tout d'abord, il convient, d'après l'écrivain américain, d'écarter les raisons superficielles et accessoires : les impressions presque toujours fausses et sans portée, les généralisations hâtives de touristes rapides et distraits; et, pareillement, les jugemens un peu sévères auxquels pourrait conduire la vue de certaines publications soi-disant très « parisiennes, » et qui

s'étalent sans vergogne un peu partout. Assurément, tout cela a contribué, en partie, à former l'opinion étrangère sur la France, mais ne suffirait pas à l'expliquer totalement.

Allons au fond des chose. Ce qui entretient et semble justifier les préventions anglo-saxonnes, — M. Barrett Wendell ne dit pas « germaniques » parce que les manœuvres de « l'avant-guerre » lui ont sans doute échappé, comme elles nous ont échappé à nous-mêmes, — c'est le caractère même de la littérature française contemporaine, dans ses parties les plus riches et les plus justement célèbres, le roman et le théâtre. Rien de plus libre en effet, dans les sujets comme dans l'expression, que nos œuvres romanesques et dramatiques; rien de moins fait, à la différence des livres anglais ou américains, pour l'éducation de la jeunesse. Si l'on jugeait, — ce que font volontiers les étrangers, — par sa littérature d'imagination la société française contemporaine, on serait tenté de croire que cette société est profondément corrompue, ce qui est à peu près le contraire de la réalité. D'où vient cette paradoxale contradiction entre la littérature et la vie françaises?

Le principe de cette opposition, selon l'auteur de *la France d'aujourd'hui*, serait le suivant. Tandis que, dans les pays anglo-saxons, les romanciers ou dramaturges écrivent pour « quiconque sait lire, » les écrivains français s'adressent exclusivement aux adultes. *Maxima reverentia debetur pueris :* cela est vrai en Amérique ou en Angleterre comme en France. « La différence, — ajoute spirituellement M. Barrett Wendell, — c'est que nous sommes disposés à témoigner notre respect aux enfans par l'attention avec laquelle nous composons les rayons de nos bibliothèques, tandis que les Français trouvent plus simple d'en tenir les portes fermées. »

Lequel de ces principes est le meilleur? Répondant l'un et l'autre à dès réalités ethniques et psychologiques, à des divergences d'idées, d'éducation et de tempérament, ils ont tous deux leur raison d'être. L'Anglo-Saxon abandonne volontiers ses enfans à eux-mêmes; le Français surveille les siens davantage. « Nous (les Anglo-Saxons) désirons développer l'individu ; chez eux (les Français), le premier sentiment est de maintenir le système social. »

Il suit de là diverses conséquences. Le public français étant plus restreint, plus mûr et, partant, plus cultivé que le public

américain et anglais, l'écrivain doit se mettre un peu plus en frais pour lui plaire. Et c'est pourquoi la littérature française, moins naturelle peut-être, soumise à plus de conventions, atteint, en revanche, à une perfection de forme qui en rehausse singulièrement la valeur et l'agrément. D'ailleurs, ces conventions, si elles ont passé dans la littérature, se retrouvent aussi dans la vie sociale; elles font partie des bonnes manières; elles symbolisent l'effort que l'individu doit exercer sur lui-même pour se rendre agréable à autrui. « La vie française, dans ses détails quotidiens, *est plus douce à vivre que la nôtre* et beaucoup plus profondément imprégnée des grâces de la civilisation. »

En second lieu, de ce que les mœurs françaises, dans leur régularité habituelle, donnent moins de prise à l'individualisme, il résulte que les infractions à la discipline sociale sont à la fois plus rares et plus graves qu'ailleurs. Elles offrent donc à l'écrivain une matière d'observation psychologique et d'émotion dramatique plus riche que les sujets empruntés à la vie courante; et comme il n'est pas retenu par les scrupules « pédagogiques » dont s'accommodent les écrivains anglo-saxons, il s'abandonne sans contrainte à son inspiration d'artiste. Et il en vient aisément à cet état d'esprit que M. Barrett Wendell a défini au moyen d'une piquante anecdote qu'il vaut la peine de rapporter. Il y a quelques années, dans une réunion américaine en l'honneur d'un « éminent écrivain français, » — ne s'agirait-il pas ici de M. Paul Bourget? — on lui demandait pourquoi les héroïnes des romans français avaient une si mauvaise conduite, alors qu'en fait les Françaises étaient de si exquises et honnêtes créatures. Et le romancier parisien, « avec cette délicieuse aisance de gestes et d'expressions » qui sont le charme de la conversation en France, de répondre qu'en effet les Françaises ressemblaient trait pour trait à l'image flatteuse qu'en avait tracée son confrère américain, mais qu'il fallait bien en revenir à un mot de Maupassant, à qui l'on posait un jour la même question : « L'honnête femme n'a pas d'histoire. » La boutade avait d'ailleurs fort scandalisé les interlocuteurs américains de l'homme de lettres français.

Ils se seraient peut-être moins scandalisés s'ils en avaient mieux saisi la portée, et s'ils s'étaient aussi rendu compte de l'exacte valeur que les écrivains et le public français attribuent

d'un commun accord aux caractères fictifs de la littérature et de l'art. Si vivante et parlante qu'en soit l'expression, ce sont avant tout pour eux des abstractions, des cas imaginaires, des symboles. Avec cette tendance à généraliser et à systématiser qui est propre aux Français, auteur et public ont vite fait de dépouiller tel héros de roman de tous les élémens concrets qui l'individualisent, et ils discutent sur son cas, comme s'ils se trouvaient en présence d'une simple expression algébrique. Dans ces conditions, la force de suggestion que possède l'image artistique se trouve réduite au strict minimum, et les inconvéniens moraux que la liberté des peintures entraîne sont singulièrement atténués.

Si donc il y a des pays où, suivant le mot célèbre, la littérature soit l'expression de la société, ce n'est point la France. En France, la littérature exprime, de parti pris, non pas la généralité, mais l'exception. Et tout concourt à entretenir les Francais dans cette disposition : leur admirable loyauté intellectuelle, — ce trait, sur lequel il revient souvent, paraît avoir fortement frappé M. Barrett Wendell, — qui leur fait admettre la réalité de choses que l'Anglo-Saxon incline à ignorer; leur vie très active, très laborieuse qui, aux heures de détente, leur fait rechercher, pour se distraire, des livres où on leur représente ce qu'ils n'ont pas coutume d'observer dans la régularité de leur existence quotidienne. Et ces lectures n'entament pas plus leur moralité intime que les conversations très libres, paraît-il, qu'Anglais et Américains tiennent volontiers entre hommes. « Les Français ont la liberté d'écrire des phrases qu'ils ne prononceraient pas. Les Anglo-Saxons peuvent dire des choses qu'ils n'écriraient pas. » On ne saurait plus galamment et plus impartialement conclure.

M. Barrett Wendell ajoute une dernière considération qui a en effet son prix. Les romanciers et dramaturges en France, à la différence de ce qui se passe dans les pays anglo-saxons, appartiennent d'ordinaire au milieu des artistes. Or, les artistes, en France comme dans tous les pays du monde, ne passent généralement pas pour être des modèles de conduite, et il est assez naturel qu'ils empruntent leurs sujets, et même leur langage, au milieu où ils vivent. Voyez par exemple le cas des deux Dumas. Rien de moins austère que la vie d'Alexandre Dumas père, mais son œuvre, peut-être un peu vulgaire, reste

bien amusante et intéressante. Et quant à son fils, on ne peut s'empêcher d'être étonné du contraste que présente la morale rigoureuse qu'il nous prêche avec les sujets souvent fort scabreux qu'il étudie et la verdeur d'expression dont il ne se départ guère. C'est qu'ayant longtemps vécu dans un milieu fort libre, il utilisait dans son œuvre son expérience personnelle, tout en la jugeant et en la condamnant. Ses intentions étaient plus irréprochables que son langage. Il y aurait quelque pharisaïsme à lui en faire un crime.

Au total, si la littérature française est fort loin d'être l'image fidèle, exacte et complète de la vie française, on peut le regretter, mais il n'en faut rien induire, — et au contraire, — contre la moralité française. De ce que les histoires de crimes remplissent les colonnes des journaux américains, et de ce qu'elles sont lues avec passion, va-t-on conclure que la plupart des Yankees sont, à tout le moins, des voleurs? Dans les deux cas, la lecture est un délassement, une distraction. « En France, cette distraction a un grand mérite intrinsèque ; en Amérique, elle n'a que la valeur éphémère du journalisme populaire. Dans les deux cas, la relation avec la vie de chaque jour est la même... Dans chacun des cas, les faits présentés sont substantiellement vrais; dans chaque cas, ils sont comparativement exceptionnels. »

Il y a bien de l'ingéniosité et bien du bon sens dans cet ensemble d'observations, — je ne dis pas dans ce plaidoyer, car M. Barrett Wendell se défend d'avoir voulu écrire une « apologie. » Tout en lui donnant raison, on peut souhaiter que nos écrivains s'attachent à moins donner prise à de trop faciles jugemens téméraires, car, hélas! tous les étrangers n'ont pas la prudence et la perspicacité de M. Barrett Wendell (1).

V

Où cette perspicacité devient tout à fait admirable, c'est dans les pages que l'auteur américain consacre à la question religieuse. « Pour commencer, dira-t-il, *il est difficile de bien connaître les Français sans s'apercevoir qu'ils sont un peuple*

(1) Ne pourrait-on pas dire aussi que la littérature d'imagination, même en France, n'est pas toute la littérature? Mais à quoi bon prolonger une discussion qui, même réduite à ces termes, aboutit à une démonstration aussi péremptoire?

instinctivement et profondément religieux. » Enfin! voici un étranger qui, sans s'arrêter aux apparences, aux préjugés courans, aux formules toutes faites, prononce la parole décisive que nous attendions, et que tant d'autres, parmi nous, hésitent à prononcer! Comme ils se trompent, ceux qui, déconcertés par notre ironie, notre promptitude à sourire, nos habitudes de raillerie, notre affectation d'élégant scepticisme, nos fanfaronnades de libre pensée, bref, toute l'écume de notre esprit, nous font une réputation de facile incrédulité! Irréligieux, le pays des Croisades et des cathédrales gothiques, le pays de saint Louis, de Jeanne d'Arc et de Pascal, le pays des guerres de religion et des guerres révolutionnaires! Il l'est si peu que son irréligion même est d'essence religieuse. Car, d'abord, comme le dit très bien M. Barrett Wendell, « la négation de la croyance est aussi une croyance. » Mais il y a des négations qui, calmes, sereines, souriantes, se défendent comme d'une indiscrétion de toute velléité de propagande. Il en est d'autres, au contraire, qui brûlent de se répandre, et de faire des conversions. Elles ont une confiance en elles-mêmes, une intrépidité d'affirmation, une ardeur de générosité, une flamme de prosélytisme, bref, tout ce qui caractérise les croyances religieuses. Le *credo* a changé, l'âme est restée la même. Telle est bien l'irréligion française. Le Français est incapable de garder pour soi la vérité qu'il croit posséder; il veut la communiquer à l'univers entier; il enseigne, il prêche, il répand la bonne parole; il est né apôtre. S'il s'est si promptement converti au christianisme, c'est qu'en vertu d'une sorte d'harmonie préétablie, le christianisme répondait à ses dispositions les plus permanentes et les plus intimes. Si, parmi bien des vicissitudes de pensée et d'histoire, il est resté foncièrement catholique, c'est que, par définition même, le catholicisme embrasse l'humanité tout entière. Le Français a l'instinct, le besoin, le génie de l'universel. Voyez nos révolutions comparées à celles des autres peuples. Rien de plus strictement local et national que la révolution anglaise, qui, pourtant, était, dans son fond, une révolution religieuse. La Révolution française qui, elle, était d'abord une révolution politique, a bien vite débordé les frontières françaises, et elle a procédé, — combien d'autres, après Tocqueville, l'ont déjà observé! — à la façon d'une révolution religieuse. Elle a légiféré pour l'univers entier, et son premier geste a été de

proclamer les Droits de l'homme. Que l'on songe aussi au retentissement mondial de nos révolutions de 1830 et de 1848. Le Français est un éternel croisé, et, « soldat du Christ » ou « soldat de la liberté, » les grandes causes idéalistes trouvent en lui un champion toujours prêt.

C'est ce qu'a très bien senti M. Barrett Wendell, et, si, en la résumant ainsi, je précise un peu sa pensée, je ne crois point la déformer. Venu en France à un moment où l'anticléricalisme officiel faisait rage et aurait pu donner le change aisément à un observateur prévenu ou superficiel, il maintient son opinion : « Mieux vous apprenez à connaître les Français, — insiste-t-il, — *aujourd'hui encore*, plus sûrement vous vous rendez compte qu'au fond de leur cœur, ils demeurent profondément religieux. » Ses impressions datent de loin à cet égard. Venu tout enfant en France, dans les dernières années du second Empire, il avait, à la Madeleine, assistant à une cérémonie religieuse, vu passer un prêtre dont « l'inoubliable figure » le transporta d'admiration : « cette prestance grave et belle était celle d'un saint, d'un être venu de quelque monde plus beau que celui qu'il avait jamais pu rêver. » Une dame qui fut témoin de son émerveillement, l'assura que « cette beauté spirituelle était plus vraiment française que toutes les vanités sur lesquelles les voyageurs frivoles jugeaient la France entière. Chacun peut constater notre légèreté, ajouta-t-elle, mais nul ne nous connaît entièrement, s'il ignore notre piété. » Cette parole profonde commentant une « merveilleuse impression » d'enfance, dut faire son chemin dans l'esprit de l'écrivain américain, car, longtemps après, il en éprouvait la justesse. Il avait, depuis, longuement médité et rêvé dans « la vastité sombre » des cathédrales françaises, et la leçon qu'il en emportait était celle-ci : « Pour qu'un peuple, une race, un mélange de races ait pu nous laisser des œuvres comme celles-là, — au milieu du terre à terre étouffant et troublant du milieu, — il fallait qu'il fût dominé par la puissance de la religion. » Puis, son expérience des choses françaises devenant plus large et plus intime, bien qu'il avoue avoir peu fréquenté de prêtres, et ses préjugés de protestant cédant peu à peu la place à une vue impartiale et sereine des réalités, il en est arrivé à rendre aux institutions et aux hommes du catholicisme français un très sympathique hommage : « Au fur et à mesure, écrit-il, que les mois s'écou-

laient, de plus en plus je me rendais compte que, autant que tout autre clergé, celui de la France moderne méritait le titre de Révérend. » Et ailleurs : « Si l'efficacité spirituelle, qui ne se mesure pas, est un argument en faveur d'une doctrine spirituelle, l'Église peut se reposer avec joie, pour la paix qu'elle a apportée pour des siècles à l'humanité européenne. Elle n'a pas été la source unique du réconfort spirituel, mais *elle a été, de manière incalculable, la plus grande, la plus sûre, la plus compréhensive, la plus générale de ces sources.* Le véritable bon sens aurait bien de la peine à nier sa puissance, dans toutes les matières du spirituel. »

D'où vient donc qu'une doctrine si bienfaisante soit aujourd'hui, en France, en butte, non seulement à de pitoyables tracasseries, mais à de véritables persécutions? M. Barrett Wendell prononce le mot, et si désireux qu'il soit de ne pas prendre parti dans nos querelles intérieures, il ne peut s'empêcher de condamner la chose. « La conduite des libres penseurs, maintenant au pouvoir, dit-il, a ramené ces temps que la tradition historique appelle la persécution. Bien entendu, ils n'ont pas repris les méthodes surannées d'autrefois : ils n'ont tué personne. Mais ils ont confisqué un grand nombre de propriétés; ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher l'acquisition de nouveaux biens, et, tout en demandant pour eux-mêmes l'absolue liberté de conscience, ils ont inauguré, en fait, une législation qui blesse la liberté de conscience de ceux qui pratiquent. *Aucune intolérance cléricale n'a jamais été plus sincère et plus impitoyable que l'intolérance anticléricale de ces derniers temps.* » Vous entendez bien : plus impitoyable. Comment expliquer cette criante contradiction?

C'est que, précisément, la libre pensée, en France, n'est rien moins que la pensée libre : c'est, littéralement, une religion à rebours. Elle a son *credo*, ses dogmes, ses prêtres et sa liturgie. Elle est fondée sur une idée de la nature humaine qui est le contre-pied absolu de l'idée chrétienne. Tandis que le christianisme admet comme un fait d'expérience la perversité foncière de la nature humaine, la philosophie issue de l'Encyclopédie affirme la bonté native de l'homme et le progrès indéfini par la liberté. Cette dernière conception, chez des esprits froids et terre à terre, semblerait devoir être une de ces opinions purement spéculatives qui demeurent sans influence sur le cours habituel

de la vie. Mais chez un Français, ce n'est pas une opinion spéculative; c'est une foi. Et c'est une foi qui s'oppose violemment à la foi inverse. « Cette profonde divergence des deux philosophies, dit très bien M. Barrett Wendell, a été exceptionnellement mise en lumière parmi les Français, pour la simple raison qu'ils sont à la fois très religieux et instinctivement disposés à réduire à un système philosophique tout ce qui fait partie de leurs connaissances. » Le Français ne se contente pas de prendre les idées au sérieux; il les prend au tragique. Il a des passions intellectuelles. Il croit de toute son âme aux idées. Les systèmes qu'il compose ne sont point pour lui des formes abstraites; ce sont des forces morales; ce sont des personnes vivantes. Il les aime ou il les hait avec passion. Et comme sa rigueur logique, et ce que l'auteur de *la France d'aujourd'hui* appelle avec raison sa « loyauté intellectuelle » lui fait apercevoir avec une grande force les oppositions entre les systèmes, il ne peut s'empêcher de poursuivre d'une haine vigoureuse les idées hostiles aux idées qu'il épouse et qu'il aime. De là son intolérance : il ne peut « tolérer » une « vérité » contraire à la « vérité » qu'il a choisie; il la juge malfaisante, et il la persécute. Sa sincérité, son ardeur, son goût de l'apostolat, son idéalisme invincible ont ainsi pour rançon son peu de goût pour le libéralisme. « Les Français croient qu'ils croient à la liberté, » dit spirituellement M. Barrett Wendell. En réalité, ils ne croient qu'à leur philosophie personnelle. Et si ce défaut est le revers d'admirables qualités, il est indéniable que c'est un défaut.

Ce défaut est-il destiné à durer autant que la race française? Et sommes-nous condamnés à être éternellement balancés d'une intolérance à une autre, d'un dogmatisme à un autre dogmatisme? M. Barrett Wendell, — qui écrivait, il est vrai, en 1907, c'est-à-dire au plus fort de la lutte religieuse, — paraît le craindre, non pourtant sans une lueur d'espoir : « Les deux camps, déclare-t-il, demeureront *longtemps* tels que nous pouvons les observer aujourd'hui, avec de nobles instincts, une assiduité admirable dans l'accomplissement du devoir, et une incompréhension mutuelle passionnée. Si les libres penseurs avaient la voie libre aujourd'hui, ils feraient subir aux catholiques une persécution comme celle que ceux-ci infligèrent aux protestans, lors de la révocation de l'Édit de Nantes. Que les catholiques reviennent au pouvoir, comme ils le souhaitent, et

l'aventure pourra être répétée avec les mots anciens. Et ainsi de suite, *à moins que, bientôt, l'intelligence merveilleuse de la France ne s'éveille à la véritable sagesse d'une tolérance qui, par delà toutes ces luttes, semble déjà apparaître.* » Acceptons-en l'augure ; et souhaitons, quand il reviendra en France, que l'auteur de *la France d'aujourd'hui* se félicite d'avoir été bon prophète.

VI

Il l'a été, en tout cas, nous l'allons voir, et d'une manière bien remarquable, dans quelques-unes des pages qu'il a consacrées à la France politique et sociale.

Il constate tout d'abord, fort justement, que notre histoire tout entière, depuis plus d'un siècle, est dominée par un fait essentiel, la Révolution française. Ce grand événement, qu'il est si difficile, aujourd'hui encore, à un Français, d'apprécier avec impartialité, était dans la nature des choses. La contradiction croissante qui se manifestait, au cours du XVIIIe siècle, entre les institutions et l'esprit général du temps, rendait inévitable une crise révolutionnaire. Mais ce qui caractérise la Révolution française, et la différencie, par exemple, si profondément de la Révolution d'Amérique, c'est son « radicalisme. » La Révolution française commence par faire table rase du passé ; elle veut reconstruire non seulement la France, mais l'humanité même sur un nouveau plan : bien française en cela, s'il est vrai que l'esprit français, logique et systématique à l'excès, généreux certes, mais follement idéaliste, ignore ou dédaigne les compromis, les demi-mesures, les innombrables contingences qui sont la menue monnaie de la vie sociale. Qu'elle dût aboutir nécessairement à de terribles désordres, et même à des crimes, c'est ce qui était d'autant moins surprenant que le tempérament français est, d'une manière générale, aussi peu révolutionnaire que possible. « Cette tentative, dit excellemment M. Barrett Wendell, cette tentative fut faite avec un enthousiasme sectaire, au sein d'un peuple qui, aujourd'hui encore, demeure, dans l'ordre privé, le plus strictement prudent, le plus instinctivement conservateur de tous les peuples modernes. » La Révolution a agi à la manière d'un cataclysme. Elle a finalement échoué, parce qu'il faut bien que la vie réelle reprenne ses droits, et parce que l'idéal d' « anarchie mystique » qui était le

sien ne saurait convenir à aucune société humaine. Mais elle a laissé des traces ineffaçables, et elle a créé une tradition toujours vivante, et toujours prête à s'opposer à celle qu'elle prétendait remplacer.

Car la tradition qui soutenait l'Ancien Régime, et qui, au total, se reflète encore dans les mœurs actuelles de la communauté française, cette tradition n'a pas disparu, même politiquement, et à deux reprises, comme on sait, elle a ressaisi le pouvoir au cours du XIXe siècle. Mais ce même XIXe siècle en a vu naître une troisième, la tradition impérialiste qui, intermédiaire entre les deux autres, a eu ses jours de gloire, et a marqué d'une forte empreinte la société qui, par deux fois, s'y est soumise. De sorte que, jusqu'en 1870, l'histoire française peut se ramener à la lutte et au triomphe alternatif de ces trois traditions contraires, et que l'instabilité politique semble être devenue la loi la plus constante de son développement.

Depuis 1870, un régime non pas nouveau, mais renouvelé, et assez conforme à la tradition révolutionnaire, est sorti des circonstances, et non sans luttes, non sans difficultés, il a fini peu à peu par s'imposer. Il a duré déjà beaucoup plus qu'aucun des régimes qui se sont succédé en France depuis 1789, et s'il a encore des adversaires, si les traditions adverses ont encore leurs défenseurs et leurs représentans, on ne saurait nier qu'il corresponde aux sentimens et aux vœux de la majorité du pays. Il paraît plus conforme qu'aucun autre aux aspirations démocratiques qui, de toute évidence, dominent dans la France contemporaine ; enfin, il est fort de sa durée même. Seulement, il faut bien reconnaître qu'il n'a pas réussi, jusqu'à présent, à faire l'unité morale d'une nation qui demeure fort divisée, et dont les différens partis politiques sont animés à l'égard les uns des autres de sentimens peu concilians. « Où que vous alliez en France, note M. Barrett Wendell, vous trouvez des témoignages de cet état d'esprit agressif, donnés par la fraction de tout parti qui a occupé le pouvoir, ne serait-ce qu'un instant. » Celui qui l'occupe actuellement se souvient trop d'avoir été jadis dans l'opposition ; il reste un parti militant et intolérant ; il n'a pas encore pardonné à ses adversaires de la veille ; il gouverne souvent contre eux. « La République, dit bien joliment l'auteur américain, ne se sent pas encore assez sûre d'elle-même pour admettre le passé. De son propre aveu, elle révèle ainsi ce

qui est vrai, aujourd'hui encore. Même à l'heure actuelle, elle se présente, à ses partisans aussi bien qu'à ses adversaires, non pas tant comme un gouvernement national établi, que comme un parti politique, occupant temporairement le pouvoir. »

Cette instabilité, ces querelles politiques sembleraient devoir être fort préjudiciables à la prospérité générale du pays. Or, il n'en est rien, et l'observateur impartial peut en être étonné ; mais il est bien forcé de conclure que la politique n'a pas en France l'importance capitale qu'on serait tout d'abord tenté de lui attribuer. Même aux plus mauvais jours de la Révolution, la vie française n'avait guère changé. Et aujourd'hui... Mais laissons sur ce point s'expliquer directement M. Barrett Wendell : « Si celui qui voyage en France, écrit-il, considère de ce point de vue l'aspect de cette nation, dans la trente-septième année de la troisième République, il échappera difficilement à l'impression que ce pays est prospère entre tous. Évidemment, d'autres peuples peuvent sembler plus agressivement entreprenans. Vous pourrez peut-être rencontrer ailleurs un esprit d'initiative plus développé chez les commerçans et les industriels. *Vous pourrez peut-être remarquer plus de mouvement, mais nulle part vous n'éprouverez une impression plus évidente de bien-être solide et substantiel.* Depuis les Flandres et la Normandie jusqu'à la Provence, et de l'Atlantique jusqu'aux Alpes, *où que vous alliez, vous verrez moins de pauvreté, moins de paresse, moins de misère que vous n'en constaterez, n'importe où, dans le monde entier.* » Et assurément, le facteur essentiel de cette prospérité nationale, c'est le peuple, non le régime, un peuple « robuste, intelligent et économe. » « Mais nulle vigueur, nulle intelligence, nulle parcimonie chez un peuple ne pourraient avoir tout leur rendement, si le pouvoir, dans l'ensemble, ne lui était pas salutaire. » Et n'est-ce pas là le bon sens même ?

Un peuple robuste, intelligent et économe, assez divisé sans doute au point de vue politique, mais resté profondément religieux et idéaliste, foncièrement sérieux d'ailleurs et doué d'une forte vie familiale : telle est l'image qu'après une enquête loyale et consciencieuse s'est formée de la France d'aujourd'hui un écrivain américain, qui s'est donné pour tâche de « comprendre, avec le plus de sympathie possible, la nature d'un peuple étranger, passionnément intéressant, étranger, bien

qu'ami, séduisant dès l'abord, et même après coup. » Beaucoup d'étrangers, — d'étrangers parlant allemand, — ont, depuis quarante ans, à propos de la France, crié à la décadence. M. Barrett Wendell croirait nous faire injure en posant seulement la question, à laquelle tout son livre répond. Ceux-là seuls peuvent croire à la décadence de la France qui, ayant intérêt à y croire, prennent leurs désirs pour la réalité et oublient de regarder la vie française. M. Barrett Wendell, qui, lui, l'a longuement regardée, sait combien elle est saine, et nos défauts mêmes, qu'il ne se dissimule point, ne lui inspirent aucune inquiétude pour l'avenir. A entendre nombre de nos démocrates, par exemple, ils ne tendraient à rien de moins qu'à créer une classe de privilégiés à rebours. « Mais ce but est loin d'être atteint. On s'en rend compte, en voyant, par toute la France, la pérennité de l'élite. On s'en rend compte, en constatant la fixité des cadres sociaux. On s'en rend compte, en constatant la beauté de la vie familiale française. On s'en rend compte, en voyant comment, au sein de toutes les classes, le respect de la hiérarchie se conserve, et comment toutes transmettent à leurs enfans les traditions ancestrales. La conséquence dernière de la doctrine démocratique, — la suprématie arbitraire des classes inférieures, — si généreuse qu'elle soit dans son origine, si agréable qu'elle soit aux convictions ardentes, est une chose qui ne semble pas encore près d'être acclimatée en France. Car les résultats pratiques d'une doctrine qui voudrait substituer un idéal égalitaire au vieil idéal du mérite, seraient utopiques ou barbares, ou les deux à la fois. Et il n'est personne, connaissant la France contemporaine, qui puisse la croire capable d'errer, au point de devenir le pays de l'utopie ou de la barbarie. »

M. Barrett Wendell va plus loin encore. Il regrette la politique sectaire et agressive que le régime républicain pratique depuis tant d'années ; mais il croit et il espère que cette politique de parti n'est pas loin d'avoir fait son temps. « Dans l'état actuel des choses, dit-il, on ne discerne pas la raison pour laquelle une politique de plus cordiale confiance mutuelle, de sympathie plus magnanime ne se montrerait pas compatible avec l'habileté aussi bien qu'avec la générosité. La France, à vrai dire, apparaît encore, à l'heure actuelle, comme le pays des antagonismes irréconciliables. Toutefois, *il me semble qu'elle*

est arrivée à l'instant où l'entente ne semble plus chimérique. » Et comme s'il pressentait « l'union sacrée, » lui qui a rencontré « d'admirables *gentlemen* » dans tous les partis, il écrit ces paroles véritablement prophétiques : « Le dissentiment en France est moins vital que les Français ne semblent le croire. *Il y a des symptômes qu'un moment va peut-être venir, prochainement,* où les Français eux-mêmes se montreront plus justes à l'égard les uns des autres qu'il ne leur a été possible de l'être au cours si troublé du XIXe siècle. »

Et veut-on savoir l'un des faits symptomatiques sur lesquels s'appuie l'écrivain américain pour y fonder son rêve, ou son espérance? On connaît l'admirable réponse du duc d'Aumale à Bazaine, en plein conseil de guerre : « Il ne restait rien, » disait ce dernier, pour justifier sa capitulation. — « Monsieur le Maréchal, riposta le Prince, il restait la France. » Eh bien ! à tant de reprises, dans des milieux si différens, M. Barrett Wendell a entendu citer et approuver ce mot, que cette unanimité dans l'approbation lui a paru symbolique. Et ce n'est pas, je crois, forcer sa pensée de dire qu'il a eu le pressentiment ou l'intuition que ce qui referait l'unité française, ce serait le patriotisme français.

« Oui, il restait la France, — s'écrie-t-il dans un très beau mouvement, — et elle est encore là, et elle demeurera... Elle est la France de la *Chanson de Roland,* la France de saint Louis, la France de Jeanne d'Arc. Elle est la France de la Renaissance, et la France de Henri IV. Elle est la France de Richelieu et la France qui déploya sur la civilisation européenne son étendard impérial, pendant le grand siècle de Louis XIV. Elle est la France de l'Ancien Régime aussi bien que la France de la Révolution et que la France de l'Empire. Elle est la France de cet ambitieux et déconcertant XIXe siècle que nous avons parcouru ensemble. Aucun de ses souvenirs, et nul autre, parmi les milliers d'autres qu'ils évoquent, n'a créé, à lui seul, la France d'aujourd'hui. Tous ont besoin de s'unir pour faire la France héroïque, aucun n'étant isolé, mis à part ou négligé. Sans toutes les gloires de son glorieux passé, la France serait la plus pauvre et la moindre des nations. Toutes ensemble, saignantes ou rayonnantes, ces gloires créent la France, *cette source intarissable de noblesse, que ceux qui sont admis à la connaître, et par là même à la chérir, sentent devoir exister à jamais.* »

Je transcris cette page avec une émotion que partageront, j'en suis sûr, tous ceux qui la liront. Elle me toucherait moins, je l'avoue, si elle était d'aujourd'hui, si elle datait d'une époque où nos ennemis mêmes rendent hommage à la virilité de notre effort, et où les neutres impartiaux et informés ne cessent de nous exprimer leur admiration et leur sympathie. Oui, aujourd'hui, le monde entier le sent bien, la France ne peut pas périr, et en héroïsme, en grandeur morale, elle ne le cède à aucune autre nation. Mais il y a huit ans, à l'époque où écrivait M. Barrett Wendell, il n'en était pas ainsi, et ses pressentimens ont dû faire sourire plus d'un de ses compatriotes. La France était alors très discutée au dehors, et ce n'est pas seulement en Allemagne que l'on parlait couramment de sa décadence. M. Barrett Wendell a été pour notre pays l'ami des mauvais jours. Il nous a apporté son libre et désintéressé témoignage. Dans la France telle qu'il la voyait, il a su discerner, deviner la plus grande France d'aujourd'hui. Il a été l'un des annonciateurs du « miracle français. » Notre union devant l'ennemi, notre courage et notre endurance, ont dû le surprendre moins que personne; nul ne sera moins étonné ni plus heureux de notre victoire. Et les Allemands, alors, se repentiront peut-être de ne pas l'avoir mieux lu.

M. Barrett Wendell écrivait encore, et ce sont les dernières lignes de son livre :

« Aux Français eux-mêmes, la République apparaît moins comme un régime national que comme un régime de parti. *J'aspire, ainsi que les meilleurs d'entre eux,* à ce temps où, n'étant plus le gouvernement d'un parti, elle sera le gouvernement national; *et ce temps, je crois qu'il viendra.* Mais, même alors, nous serons plus justes envers l'entière magnificence du passé, si nous saluons la République comme la France, et non pas la France comme la République. Ce n'est pas trop du terme le plus grand pour embrasser l'âme totale de cette nation. »

Nous avons, depuis vingt et un mois, assez bien suivi cet excellent conseil d'un noble ami de la France. Puissions-nous, la guerre une fois finie, être assez sages pour continuer à lui donner raison!

VICTOR GIRAUD.

ÉMILE CLERMONT

Parmi tant de pertes qu'ont faites les lettres françaises, depuis le début de cette guerre, la mort d'Émile Clermont est une des plus douloureuses. Nos lecteurs n'ont pas oublié ce roman de *Laure*, d'une psychologie si pénétrante, d'une si fine sensibilité, d'une mélancolie si noble, un de ces livres chers aux délicats et qui faisait songer au *Dominique* de Fromentin. Celui qui, à trente-deux ans, écrivait de telles pages, promettait de devenir un maître. Il est tombé, le 5 mars, à Suippes en Champagne, en s'exposant pour ses hommes dans une de ces héroïques folies de sacrifice familières à nos officiers. Sa fin glorieuse n'ajoute pas seulement une page au livre d'or des écrivains tués à l'ennemi. Depuis qu'il était aux armées, un changement s'était fait dans ses idées, dans ses sentimens, qui témoigne pour beaucoup de ses compagnons d'âge. Type d'intellectuel, esprit subtil et qui se plaisait aux complications de l'analyse, âme inquiète, cœur souffrant, il était aussi peu que possible préparé aux besognes de la guerre. Comment il les a acceptées, les plus dures et les plus périlleuses, quelle influence avait eue sur lui la vie militaire, quelle transformation la guerre avait opérée en lui, c'est la magnifique leçon qui se dégage de cette vie et de cette mort.

Émile Clermont appartenait à une de ces familles de bourgeoisie provinciale en qui se perpétuent les meilleures traditions de la race. Ses romans, faits, pour une bonne part, d'impressions et de confidences personnelles, contiennent plus d'un trait de biographie. Il est parlé, dans *Laure*, d'une famille où un représentant de chaque génération laissait des mémoires intimes, souvent dénués d'art et de couleur, mais riches en

indications sur les façons de vivre de jadis. Émile Clermont a pu feuilleter, dans la bibliothèque de famille, ces mémoires qui étaient ceux des siens. Il a rêvé entre leurs pages. Il a eu ainsi, de très bonne heure, la sensation de toutes ces existences qui ont précédé la nôtre et que la nôtre continue. Il a éprouvé en lui l'influence bienfaisante de ce long passé, de ce passé tutélaire. C'est un fait que l'éclosion d'une certaine fleur de noblesse morale suppose une culture et veut la collaboration du temps. Une mère très douce, très tendre, a pu lui léguer ce qu'il y avait en lui de sensibilité presque féminine. Son père, ingénieur, lisait Virgile à la chasse et faisait des vers latins. Ainsi le futur écrivain trouvait partout, autour de lui et derrière lui, dans l'atmosphère familiale comme dans les souvenirs de son ascendance, le goût des choses de l'esprit et l'habitude de la délicatesse morale.

Son enfance s'écoula, triste et maladive, dans la morne grisaille d'une ville industrielle. Des bâtimens enfumés, de laides maisons, des rues sordides : pas une échappée de verdure, pas un monument. « Combien de fois, depuis, en voyant dans plusieurs villes de province de bonnes cathédrales gothiques qui se haussent au-dessus des toits voisins avec cet air ailé que leur donnent leurs chimères et leurs gargouilles, combien de fois j'ai regretté qu'une œuvre d'art pareille n'ait pas abrité mes premiers désirs! Elle m'eût donné une image nette de la beauté : elle m'eût épargné peut-être la stérile mélancolie. » Sur cette organisation débile, sur ces nerfs tendus les impressions douloureuses s'inscrivaient profondément. Vers la douzième année, l'enfant eut la révélation des réalités de la mort. Ce fut pour lui une sorte de tragédie intérieure. Longtemps il lui fut impossible d'en secouer l'émotion trop forte : comment cheminer gaiement dans la vie quand on sait l'abîme où elle aboutit? Ainsi, tout lui était une occasion de rentrer davantage en lui-même, de se replier sur soi, de s'enfoncer dans un travail précoce de réflexion et de méditation.

A l'École normale, il s'était spécialisé dans les études historiques. Mais il n'était fait ni pour l'enseignement de l'histoire, ni pour l'enseignement. Il reconnut son erreur et désormais se consacra tout entier à la littérature d'imagination. Il voyagea, surtout en Italie : son premier livre a été écrit dans une retraite silencieuse et parfumée, à Monte Oliveto. Puis il se fixa

à la campagne. Il en aimait le calme et la solitude, il découvrait dans l'incessante mobilité des aspects de la nature de secrètes affinités avec les mouvemens de son âme.

Un genre devait le tenter : le roman d'analyse. Il y excella tout de suite. Ses deux livres : *Amour promis* et *Laure*, appartiennent à cette forme traditionnelle de notre littérature que les romantiques ont reprise aux classiques, et que nous avons héritée d'eux. C'est le roman sans incidens venus de l'extérieur, sans détails pittoresques et qui datent. L'auteur d'*Amour promis* nous explique qu'il n'expose pas de situations neuves et frappantes, mais une histoire monotone malgré sa fin tragique. Et celui de *Laure* nous fait une déclaration toute pareille : « Cette histoire est presque sans âge et sans date : elle pourrait s'être accomplie il y a deux siècles, et c'est à peine s'il s'y trouve un certain frémissement qui la fait d'aujourd'hui. » La trame de tels récits n'est autre que l'étoffe même de nos sentimens. Le mouvement ne vient que de la progression du travail intérieur. Il s'accomplit, ce travail, lentement, sourdement, et à notre insu, mais d'ailleurs sans interruption, sans trêve, et soudain il se révèle, il nous apparaît à nous-mêmes. Un geste, un mot, moins encore, l'air dont ce geste est fait, l'accent de la voix qui prononce ce mot, prend une signification imprévue, trahit le chemin parcouru. L'atmosphère même est imprégnée de pensée, chargée d'une électricité morale : on y respire de l'angoisse, de la gêne, ou de la cordialité et de la joie. « Même un étranger qui eût, par hasard, entendu cette conversation lente et coupée eût remarqué combien elle éveillait d'échos en chacun des assistans, et combien, à cause de tout ce mouvement d'âmes, elle se déroulait avec solennité. » Il va sans dire qu'un tel genre de récits ne s'adresse qu'à une élite. Ceux qui n'ont aucune part à cette vie intérieure n'en peuvent goûter la minutieuse description. Mais il ravit ceux pour qui les choses de l'âme sont la grande affaire.

Une série de chefs-d'œuvre, au début du XIXe siècle, a fixé pour longtemps le caractère du roman d'analyse. Tandis que le XVIIe siècle, qui est par excellence le siècle de la littérature psychologique, s'appliquait à connaître les sentimens les plus répandus et à les étudier dans leur plus grande généralité, le XIXe siècle a surtout été attentif aux cas singuliers, aux déformations exceptionnelles. Le jeune homme qui nous fait sa

confession dans *Amour promis* se plaint d'être né avec une « sensibilité trop aiguë. » De là tous ses malheurs, et, ce qui nous touche davantage, tout le malheur qu'il répand autour de lui. Il est plein de désirs, et leur réalisation n'égale jamais ce qu'il s'en était promis. Car c'est un trait de ces natures malheureuses qu'elles sont organisées pour ne pas jouir des biens les plus ardemment souhaités et pour souffrir doublement de maux, même imaginaires. Incertaines, changeantes, à la merci de chaque impression, et ne se reconnaissant plus d'un jour à l'autre, ce qui leur manque c'est d'avoir une personnalité assez accusée. Et peut-être est-ce là ce qui les incline à cette perpétuelle étude d'elles-mêmes. C'est faute de pouvoir jamais se trouver qu'elles se cherchent sans cesse. Elles se perdent dans leurs propres complications qui vont à l'infini. Et l'analyse où elles se complaisent, loin d'être un remède au mal, va encore l'aggravant. Le jeune homme inquiet dont Émile Clermont nous conte la déplorable aventure est un fervent de l'analyse. Il tente d'y convertir Hélène, la jeune fille dont il fera sa victime. « Vous avez en vous, lui dit ce fâcheux directeur de conscience, un grand nombre de sentimens qui vous sont communs avec les personnes qui vous entourent et même qui vous ont été inculqués par elles. » Mais vous en avez d'autres aussi qui vous sont propres, que vous ne devez qu'à vous-même. Attachez-vous à connaître et à développer ces derniers : vous arriverez ainsi à une vie plus personnelle et plus profonde. » Donc, le conseil qu'il lui donne, c'est de se singulariser. Il l'engage dans les voies de l'individualisme. Aussi, combien nous approuvons Hélène lorsque, se repentant d'avoir été une trop fidèle disciple, elle constate l'effet de ces dangereuses leçons : « Déjà je m'accordais mal avec les personnes avec qui je dois vivre, et à moins que je ne me fisse à nouveau pareille à elles, cette distance devait s'accroître de jour en jour : je finirais par ne plus m'intéresser à rien de ce qui les intéresse : cela leur serait pénible et à moi aussi. Pour une jeune fille, c'est impossible. Je crois que si l'on se sent différente des autres, le mieux est de s'appliquer à leur ressembler. » La qualité de l'enseignement lui a ouvert les yeux sur les mérites du professeur : « Il y a en vous quelque chose d'incertain et de fuyant : on dirait que vous ne cherchez partout que des occasions de faire vibrer vos pensées... Sans doute,

vous souhaiteriez aimer : vous avez l'air de vous livrer dans vos paroles ; vous le voudriez peut-être, mais, au fond, vous restez attentif et glacé... Je me demande si vous ne restez pas en dehors de ce que vous éprouvez. » Le portrait n'est pas flatté, mais il est criant de ressemblance. Hélène, pour en avoir déjà souffert, a bien vu l'égoïsme foncier de ces natures trop occupées d'elles-mêmes et qui y rapportent tout l'univers. C'est aussi le jugement de l'auteur, et c'est pourquoi son récit, commencé en idylle, se termine en roman de Stendhal.

Le roman de *Laure* nous présente, transposé dans un type de jeune fille, un caractère de même espèce, mais de qualité très supérieure. Frêle et souffrante elle aussi, Laure est, par nature, repliée sur elle-même, et concentrée en une sorte de timidité silencieuse. Hâtons-nous de dire que chez elle la singularité est synonyme de distinction : ce qui la fait différente des autres, c'est une rare élévation morale. Elle veut mettre dans sa vie quelque chose qui lui donne du prix, et que tout s'y passe non pas seulement sur un autre plan, mais sur un plan supérieur. Elle aspire à la perfection. Belle âme devant Dieu, mais mal adaptée aux exigences du commerce humain. Elle est toute en contradictions, oscillant d'un sentiment à l'autre sans pouvoir se tenir à aucun. Gagnée à l'attrait mystique des choses infinies, elle semble faite pour la vie religieuse, et pourtant elle n'a pas la vocation. Elle aime un jeune homme dont elle est aimée, et, pour lui avoir donné l'impression d'être trop différente de lui, elle le laisse se détacher d'elle et, comme le Clitandre des *Femmes savantes*, reporter sa tendresse sur une autre Henriette. Elle se sacrifie pour sa sœur ; et plus tard, constatant pour quel médiocre résultat elle s'est sacrifiée, elle en éprouve de la déception, comme si le sacrifice devait toujours avoir sa récompense ! Elle entre au cloître, et y étant entrée surtout pour chercher une diversion à son chagrin, elle ne peut y rester. Elle s'essaie de nouveau à la vie laïque ; et, pour quelques jours qu'elle a passés dans le ménage de sa sœur, elle risque de l'avoir à jamais brouillé. Nulle part elle n'est à sa place et dans son cadre. Cruel effet de cette disposition inquiète qu'elle a apportée en naissant. Heureuses celles qui ont accepté la vie avec simplicité !

Ces subtiles études morales s'encadrent dans de très fraîches descriptions de nature. Le contraste n'est pas pour nous

surprendre. Depuis Rousseau, la méditation moderne s'accorde avec un vif sentiment de la nature : le promeneur solitaire regarde autour de lui et trouve dans les mille nuances de l'atmosphère un accompagnement à sa rêverie. Émile Clermont parle de la campagne en homme qui y a vécu, qui en a la vision directe et l'intime sensation. Il en sait rendre surtout les aspects de mélancolie, où flotte un voile de brume et comme une âme de tristesse : « La nuit descend, la voix des pâtres sonne plus haut dans la vallée, et la brise que le soir élève, glissant sur la surface des étangs comme la frange d'une écharpe invisible, les ride et les ternit. » Ailleurs, un des personnages croit entendre, dans une clameur qui déchire l'air nocturne, le cri de sa propre souffrance : « En cet instant, un long cri tragique et bizarre, comme il en monte quelquefois des nuits d'hiver ou d'automne, déchira l'espace, probablement la clameur d'agonie de quelque oiseau attaqué dans les marais de la rivière. Elle en fut physiquement touchée, atteinte : elle tendit l'oreille avec angoisse, l'âme tremblante et suspendue : sans doute, si elle-même s'était plainte, elle se serait plainte ainsi. » Cette harmonie du paysage avec l'état de notre âme est un des thèmes habituels de la poésie lyrique. Les romans personnels d'Émile Clermont sont aussi bien des romans lyriques. Plus qu'à tout autre modèle, c'est à *René* qu'ils se rattachent. Certains tours de phrase, voisins de la poésie, en procèdent directement. « Pressentimens, doutes, que ne vous ai-je écoutés? Au murmure berceur des sapins, près de ce ruisseau qui jasait sur les pierres, que ne me suis-je arrêté davantage à ces révélations d'un prochain avenir? » Et lorsque le jeune homme d'*Amour promis*, pour retrouver certains momens de vie ardente, offre par avance tous les sanglots de son cœur et « écarte avec dédain les heures inertes et les jours indifférens, » ne croit-on pas entendre encore une fois retentir l'appel aux orages désirés?

Dans quelle mesure les romans psychologiques d'Émile Clermont étaient-ils des confessions, c'est une question toujours délicate, question de mesure et de nuances. L'auteur ne se confondait pas avec eux, cela va sans dire, mais il était avec eux en sympathie. Il s'intéressait à leurs complications et à leurs inquiétudes, parce qu'il en portait en lui le germe. Or voici ce qui est capital. Depuis ce jour d'août 1914 où l'écrivain devenu

soldat a rejoint son régiment, à mesure qu'il s'initie davantage à son devoir militaire, une transformation s'opère en lui, dont, en psychologue toujours à l'affût, il note sur lui-même les progrès. Une main pieuse a copié pour moi, à travers les lettres et sur le carnet de route d'Émile Clermont, quelques passages significatifs qui mettent en plein jour cette évolution. C'est d'abord la vie au dépôt, avec ses obscures besognes auxquelles se prête, par obligation mais sans goût, le dilettante de la veille : « *Du dépôt, 16 août 1914.* Je suis assez fatigué des exercices et travaux que j'ai dû faire et pour lesquels je n'ai ni goût ni entraînement : par exemple, faire nettoyer et aménager des chambres, commander des corvées pour le balayage et la soupe, faire habiller des hommes... J'espère en tout cas m'aguerrir peu à peu. » Il fait mieux que de s'aguerrir. Arrivé sur la ligne de feu, il se réjouit d'être au danger. Certes, sa nature impressionnable frissonne à l'évocation du champ de bataille et de ses horreurs; mais sa volonté est la plus forte. « *10 sept.* Nous avons changé de pays : cela sent davantage la guerre ici... On va entrer dans la fournaise. Tant mieux, si cela pouvait amener une conclusion et l'espérance de la fin. En général, je ne crois pas qu'on craigne la bataille, je veux dire la vraiment grande bataille qui pourrait amener des conséquences; et pourtant, quelle horreur, quelles visions d'épouvante! Cela dépasse ce qu'on lit. » Et peu à peu la transformation s'accomplit. Maintenant lorsqu'il regarde en lui, le littérateur n'y retrouve plus le trouble de jadis, les incertitudes et les agitations coutumières : il s'est simplifié, apaisé.

Et voici ce qu'on lit, ici et là, sur son carnet : « Je passe des jours bien plus calmes, tranquilles moralement, paisibles... Le grand calme des nerfs. Apaisement. Au lieu de l'irritation, gêne, malaise, ne savoir que faire, que devenir, être blessé partout, être à bout de temps, et débordé par l'art... J'ai fait réellement de grands progrès dans l'indulgence, l'indifférence, la bienveillance... Cet apaisement, je l'attribue au fait d'avoir été le spectateur des choses les plus tragiques : don, offrande sublime de la tragédie. » Tout le monde a fait cette remarque qu'un abîme semble nous séparer de ce qui a précédé la guerre, comme si chaque mois écoulé de cet immense bouleversement eût eu pour notre vie morale la durée d'un siècle. Émile Clermont aperçoit maintenant ce qui manquait

aux livres écrits avant la guerre, et d'abord aux siens qu'il se prend à juger avec une sévérité d'ailleurs excessive. « *Amour promis.* Il s'y trouve quelque chose de chétif... Les livres d'avant la guerre, ou n'ayant pas subi l'influence de la guerre : il y manquera une marque ; il y manquera le sens de ce qui est vraiment important, de ce qui est le vrai tragique, de ce qui est grave, essentiel. » Combien devront être différens les livres de demain, ceux dont l'écrivain rêve dans son abri de tranchée ! Déjà, pour le jour où il aura repris la plume au lieu de l'épée, il esquisse des sujets de romans. « Sujet, pour après la guerre. Ceci comme un beau thème symbolique : une famille avec un grand souvenir d'héroïsme derrière elle : les héros sont morts, le souvenir plane. Comment s'accommoder de la vie banale ? Donner le ton de ce que sera la France après la guerre... » Dans ces romans qu'il se proposait d'écrire, Émile Clermont aurait sans doute apporté les mêmes qualités de pénétrante analyse qui avaient toujours été les siennes ; mais il les aurait appliquées à d'autres sentimens, plus mâles, plus vigoureux, plus féconds. Que ne pouvait-on attendre de ce jeune talent, mûri par l'épreuve, élargi par l'action grandiose ? Hélas ! que d'espoirs brisés ! Mais c'est l'amère beauté des heures que nous vivons, qu'il faille se dégager des douleurs individuelles pour ne songer qu'à l'œuvre commune. Ces livres dont l'héroïque officier portait en lui l'ébauche, d'autres, plus heureux que lui, les écriront. L'honneur lui restera d'avoir pressenti, annoncé cette littérature de demain dont tous nos chers, tous nos bien-aimés combattans sont, à quelque titre que ce soit, les artisans, et qui donnera le « ton de la France après la guerre. »

René Doumic.

POÉSIES

LE DÉSERT

LA TENTATION

Si tu dors une nuit parmi l'herbe et la menthe
Des jardins musulmans au profond Sahara,
Tu t'abandonneras comme aux bras d'une amante,
Et sous le ciel du Nord nul ne te reverra.

Si durant un seul jour dans le désert tu rôdes,
Si tu bois le poison qui flotte dans le vent,
Tu seras le captif heureux des terres chaudes ;
L'Islam t'enchantera de son rite fervent.

Si le long des chemins aux murs de flammes blondes
Tu poursuis la chanson des femmes au soleil,
Tu te croiras l'élu des voluptés profondes
Et le rêve absolu grisera ton sommeil,

Et les réalités griseront ta journée,
Et tu ne sauras plus lequel vaudra le mieux
Du songe ou du réel; toute ta destinée
Tiendra dans la lumière inflexible des cieux.

Et tu ne sauras plus qu'il est un autre monde
Où l'on meurt d'espérer et de se souvenir,
Où le labeur armé d'âpres souhaits abonde,
Où l'on attend toujours ce qui ne peut venir.

Tu ne sauras plus rien que la voix immuable
De l'espace doré sans ombre ni détours,
Et, pris dans le réseau des palmiers et du sable,
Tu croiras posséder l'éternité des jours.

LE PROJET

Évoquez, dans un soir de luxe et d'incendie,
La splendeur du pays où brûle l'Orient,
Et devant quelque pâtre impassible, priant,
Songez à la ferveur de notre âme infinie.

Je voudrais, je voudrais avec vous quelque jour,
Aller dans la beauté de mes champs d'asphodèles,
Dans le roucoulement ému des flûtes grêles,
Nostalgiques, pleurant de chagrins et d'amour.

Nous interrogerions ces femmes aux yeux larges
Et sauvages, qui font, d'un geste antique et lent,
En inclinant leur corps robuste et nonchalant,
Tandis que leurs bijoux luisent comme des targes,

Glisser au fond du puits leurs amphores de grès.
Nous verrions le croissant d'une lune islamique
Se poser dans le bleu du soir mélancolique,
Tel un pâle joyau sur le front des cyprès.

Et nous endormirions notre désir de vivre
Au rythme bourdonnant des rudes tympanons,
Tandis que fumeraient sur les rouges charbons
Les grains d'encens jetés aux braseros de cuivre.

DÉCISION

J'irai parmi ces fronts graves, ceints de turbans,
Beaux comme des profils d'anciennes médailles.
Le filet de l'Islam me prendra dans ses mailles,
Mes désirs renégats deviendront musulmans.

J'effeuillerai les fleurs de la menthe sauvage
Dans le sang du palmier qui grise comme un vin.
Je vivrai, sans souci du temps ni regret vain,
Au fabuleux soleil qui mordra mon visage.

Tel le caravanier dont le troupeau passif
Viole le secret de l'immensité rousse,
Je saurai les récits des champs et de la brousse
Et le songe infini des vieux fumeurs de kif.

Le clair-obscur qui règne au fond des sanctuaires,
Palpitant d'étendards le long d'un mur bleuté,
Apaisera le feu de mes yeux pleins d'été.
Ma ferveur aimera des gestes millénaires.

Je dormirai mes nuits, je rêverai mes jours
Dans un manteau de laine au large pan biblique.
Et mon cœur saturé de poésie antique
Chantera la splendeur de ses graves amours.

Je serai comme un dieu dans l'aurore première.
Ainsi, lorsque viendra le soir de mon repos,
Dans la paix lentement se dissoudront mes os
Sous la poussière chaude et la blonde lumière.

LE CHEMIN

Des sandales d'alfa jalonnent les sentiers
Où passèrent tantôt les souples muletiers.

Au mont des romarins, les abeilles sans nombre
Activent leur labeur, car voici venir l'ombre

Qui s'élargit ainsi qu'une aile d'aigle noir.
La source entre les rocs chante, chante ce soir

Comme une courtisane impatiente et folle.
Entre les vieux noyers, telle une écharpe molle,

L'eau sinue et s'enroule, et glisse, et disparaît.
Au détour des chemins la Ruse est en arrêt,

Prête à suivre le jeu des femmes infidèles.
Tout se confond, murmure, et soupir, et bruit d'ailes.

Le destin quelquefois peut trahir les amans;
Quelquefois un poignard brille aux vergers charmans;

Du sang coule et se mêle à l'eau tendre, bavarde,
Où l'arbre recueilli se reflète et regarde

L'image du péché des hommes dans la nuit.
Un parfum passe, une ombre amoureuse le suit...

Et les vergers peuplés d'invisibles présences
Accueillent les baisers, les morts et les silences.

MARCHAND NOMADE

Voici du blé, des œufs, des herbes et des dattes.
Et voici dans les flancs de ces profondes jattes,
Là, du lait de chamelle et du vin de palmier,
Ici, l'huile des fruits cueillis à l'olivier.
Dans ces couffes d'alfa j'ai des grains de genièvre
Et des paquets du thym dont est gourmand le lièvre.

Ces colliers sont de musc. Ces cornes de bélier
Furent le seul paiement qu'un maudit chamelier
Put me donner pour prix d'une corde de laine.
Fils, veux-tu de l'encens pour parfumer l'haleine?
Négresse, qu'un démon paralyse ta main,
Si tu ne peux choisir le poivre ou le cumin!

Voici de la résine et voici des épices,
Et voilà, pour parer tes vertus ou tes vices,
Des feuilles de « henna » que l'on cueillit au loin.
Prêtre, ne vole pas ces pierres de benjoin,
Car, dans tous les lieux saints où ta prière abonde,
Ton offrande n'aurait qu'une fumée immonde !

LA VILLE

Voici la ville au fond de la vallée heureuse.
Elle sourit avec un charme d'amoureuse.

Nous voulons nous asseoir au seuil de ses maisons,
Nous contenter un jour de ses brefs horizons.

Nous suivrons le chemin de son ombre qui bouge
Quand le soleil lui donne un casque en cuivre rouge.

Nous voulons voir sa vie étrange autour de nous,
Ses gestes de Barbare aux yeux larges et doux.

Parfois, elle ressemble à quelque fille hellène
Qui, les doigts au fuseau, rêve en filant la laine.

Ses femmes vont aux puits par des sentiers nombreux.
Leur bavardage court dans les jardins ombreux

Où l'on voit s'entr'ouvrir et rire la grenade
Parmi les fruits d'automne aux tons d'or et de jade.

Ces fruits ont la saveur du premier paradis.
Gonflés de sève chaude, ils tombent alourdis

Sur les herbes où rôde un parfum d'aromates
Et dans les creux bassins aux eaux calmes et mates.

Une vigne profuse étreint un figuier blanc.
La feuille rousse vole et retombe en tremblant.

Dans le beau cliquetis de leurs bijoux berbères,
Les femmes vont. Ainsi les bibliques bergères

Allaient jadis, guettant les bruns Éliézers
Aux yeux naïfs brûlés par le ciel des déserts.

Qui chantera tous vos rendez-vous, ô fontaines,
De la montagne haute aux oasis lointaines?

Qui chantera sur le « djaouk », voix des roseaux,
La chanson de l'amour et la chanson des eaux?

Et le caravanier, dénouant ses sandales
Pour gravement prier sur la fraîcheur des dalles,

Écoutera tinter dans son rythme changeant
Le bracelet barbare et le « khelkhal » d'argent.

LE BONHEUR

De richesse, ô Censeur, je ne suis pas avide.
Autant que mon grenier, mon escarcelle est vide.

Je n'ai pas de sendouq incrusté de corail
Et je n'ai pas d'eunuque et n'ai pas de sérail.

Je n'ai pas un esclave ou pervers ou candide.
Je ne possède pas une maison splendide
En marbre précieux qu'au loin on fut chercher;
Ni minaret hautain ni coupole : un rocher
L'abrite vers le Nord des brises refroidies.
Dans le désert où plane en lentes mélodies
Le rythme des troupeaux de nomades errans,
Je l'ai plantée un jour, et les rayons mourans
Du soleil qui, le soir, descend au lit des sables,
La couvrent un instant des ors insaisissables.
Je repose mon corps sur les tapis épais
Chers à mes longs sommeils pleins de rêve et de paix.

La sérénité veille et me garde, constante,
Car, ma seule demeure à moi, c'est une tente

Faite du rude poil des dromadaires bruns.
Alentour, point de murs farouches, importuns,
De grilles, de vitraux qui sont une barrière;
Elle est ouverte aux vents, à la vive lumière,
Et l'odeur des lointains, le goût du sable amer,
S'y confondent avec l'ardent parfum de chair
Que l'amour immortel aux beaux gestes sans nombre
Éternise parmi la douceur de son ombre.

J'ignore quels soucis hantent les autres lieux;
Mon royaume au soleil est tranquille et joyeux.

Tout près de mon cheval, mon « buveur d'air » superbe,
Mes chèvres, mes brebis sans gardien broutent l'herbe
Que l'automne fait naître et qu'Avril fait fleurir
Sur le steppe enchanté dont le sein peut nourrir
Tout un miracle mauve et rose de calices
Où les abeilles vont, en bourdonnans délices,
Goûter de leur labeur le plaisir délicat.

Au matin, quand l'aurore avec tout son éclat
Devance la journée où toute ardeur se fane,
Sur mon large horizon passe une caravane
Qu'accompagnent des chants au guttural refrain.
Je vais à sa rencontre. Afin d'avoir du grain,
Je donne un chevreau noir, une brebis bêlante.
Puis, la troupe reprend sa marche nonchalante,
Le chant interrompu s'élève plus altier
Et le sable sournois nivelle le sentier.

La puissance d'aimer est partout souveraine:
Je n'ai pas de palais, mais ma tente a sa reine,
Une *Amourïa* (1) souple et câline aux grands yeux
Pleins de trouble douceur ou d'orgueil radieux.

(1) Originaire des pays du Djebel Amour.

Une étoffe de soie à peine retenue
La drape et le soleil sur son épaule nue
Mit un reflet, vermeil comme ses cheveux roux.
Elle sait ma faiblesse et connaît mon courroux.
Quand elle est la plus forte, elle m'appelle « Maître. »
Et ce n'est qu'un baiser qui pouvait la soumettre.

Elle est un vase humain porteur de volupté.
Elle est une moisson splendide de l'été.

Elle est un don sacré de l'Eden à la Terre
Et celle devant qui les mots doivent se taire,
La précieuse et chère au solitaire amant,
La houria tombée un soir du firmament!
O Sultane parmi les royales maîtresses,
Des fleurs du paradis embaumèrent tes tresses!

Sous le ciel embrasé du jour et de la nuit,
Libres, dans le désert lumineux où le bruit
D'une aile, d'un soupir longtemps émeut l'espace,
Nous nous aimons.

Ainsi je veux que l'heure passe!
Par le Prophète saint, par Allah tout-puissant,
Par le djeun dont le vol effleure, frémissant,
Jaloux, je veux garder mon ivresse profonde,
Ma fière liberté sous la lumière blonde,
Ma tente, mon amour, mon cheval généreux
Jusqu'au soir de mes jours, puisque je suis heureux!

LES PALMIERS

Je scanderai pour vous, palmiers où s'éternise
La vivante légende aux jardins musulmans,
Je scanderai pour vous, dans le midi sans brise,
La salutation pieuse des imans.

Gloire à vous! Gloire à vous, ô colonnes du temple
Dont le ciel est la voûte et le sable le sol!
Gloire! Mon beau désir avide vous contemple
Et c'est près de vous seuls qu'il a plié son vol.

Pour rythmer votre souple et tranquille mouvance,
De poèmes d'Afrique au chant rude et serein,
J'ai retrouvé l'exacte et chère souvenance
Et j'ai redit pour vous leur barbare refrain.

Je vous ai caressés d'un regard d'amoureuse;
Votre ombre restera légère à mon repos
Dont le rêve élargit son aile vigoureuse
Sur votre houle grise et large sans échos.

O palmiers, fiers palmiers, rois de la solitude,
Raison d'être d'un peuple archaïque et naïf,
Je n'ai plus rien voulu que votre multitude,
Grave, onduleuse et noble en le désert pensif!

Et je demeurerai parmi les terres blondes,
Près des puits jaillissans au murmure béni,
Ayant tout oublié des hommes et des mondes
Et comprenant enfin tout mon cœur infini.

L'EAU JAILLISSANTE

Gloire à toi, le salut au jour de l'épouvante!
Gloire à toi, sang jailli de la terre mouvante!

Chanson du jour qui brûle et cantique des nuits,
Salive de la bouche adorable des puits,

Sultane de fraîcheur, gerbe mélodieuse,
Gloire à toi qui nous es miséricordieuse!

Ame fluide et pure au goût essentiel
Que la terre embrasée offre à l'ardeur du ciel,

Ta bonté se livrait aux lèvres du Prophète;
Celles du conquérant, au jour de la défaite,

Burent l'oubli parmi ton flot consolateur.
Ta vérité se donne au nomade pasteur

Dont le troupeau s'attarde à ta douceur féconde,
Eau, ruissellement clair, limpide esprit du monde!

Baise le pied robuste et profond des palmiers.
Suis le roucoulement éperdu des ramiers;

Mets tes perles au bout de leurs ailes mouillées.
Pieuse, purifie, au soir, les mains souillées

De ceux qui vont prier pour les péchés d'un jour
Et rafraîchis le front des malades d'amour.

Charge de ton trésor les longues caravanes.
Effleure les seins durs des vierges musulmanes.

Lave les doigts rougis de sang ou de *henna*.
Sauve le blond pays que l'ombre abandonna.

O porteuse de vie et berceuse de songe,
Console du mirage et du mauvais mensonge

Les errans du désert et les cœurs altérés.
Rassemble autour des puits les passans égarés.

Quand sur ces puits viendra souffler le vent de sable,
Allah te garde, ô toi, divine et périssable!

Allah te garde, ô toi, source de volupté,
De la soif épuisante et folle de l'été!

Prunelle dont l'éclat abolit la souffrance,
Miroir où le désert mire son espérance,

Mère de l'oasis, amante des jardins,
Gloire à toi, Jaillissante! Et puissent les destins

Te laisser à travers le beau rythme des choses
Suivre ta fraîche voie, ô Nourrice des roses!

A LA TERRE

Nous avons pris ton sein comme un sein de nourrice,
O Terre de soleil, maternelle et tutrice.

Et le Désert a mis sur nos lèvres d'enfans
Les rythmes éternels et les mots triomphans.

Terre, divinité généreuse et superbe,
Nous aimons tout de toi, depuis l'odeur de l'herbe

Jusqu'au parfum sacré du sable plein de morts.
O Terre sans chemins, sans foules, sans remords,

Terre sans abondance et sans labeurs arides,
Si quelque vent du Nord à ton front met des rides

Et secoue en passant tes beaux cheveux dorés,
Rutilant des débris de trésors ignorés,

Le vent du Sud se lève et d'un coup d'aile efface
Le pli que l'étranger fit naître sur ta face.

Pour disperser ton âme au sein des Saharas,
Inspire la chanson de ceux que tu verras

Ivres de la douceur des longues mélopées
Et du récit sans fin des vieilles épopées.

Terre des bleus tombeaux embaumés de benjoin,
Accueille les Errans venus vers toi de loin.

Toi qui te nourriras de notre chair et d'ombre
Pour refaire la vie en des êtres sans nombre,

Terre des oasis, Terre des lents troupeaux,
Sois la plus précieuse aux suprêmes repos.

CERTITUDE

Vers les autres pays, je ne reviendrai pas;
Le sable a fait l'oubli sur l'ombre de mes pas.

Dans les profonds jardins, près des eaux de caresse,
J'ai su la volupté de l'entière paresse.

J'ai goûté les fruits roux plus beaux qu'un sultani,
Sous l'arbre du désert par le soleil béni.

L'odeur du Sahara m'enivre de sa gloire;
Mon passé reste comme un songe en ma mémoire.

Puisque le vent du Sud passa dans mes cheveux,
Mon âme ne sait plus les regrets ni les vœux.

Une sérénité hautaine m'environne.
Mon esprit est paisible et la vie est si bonne!

Dans le silence bleu des langoureuses nuits,
Quand rôde le parfum des femmes près des puits,

J'ai mordu longuement les grenades ouvertes
Et possédé l'amour dans les ténèbres vertes.

Vers les autres pays je ne reviendrai pas;
C'est parmi du soleil que finiront mes pas,

Car les hommes drapés aux plis blancs de la laine
M'ont appris le secret de la sagesse humaine.

MAGALI-BOISNARD.

LA BATAILLE DE VERDUN

Depuis le 21 février est engagée devant Verdun une bataille sans égale. Il est trop tôt sans doute pour en écrire l'histoire. Cependant les actions accumulées pendant deux mois de lutte dans un étroit espace sont déjà si nombreuses qu'il faut les trier pour les comprendre, les grouper pour en exposer la suite, les définir pour en dégager le sens.

I

La situation générale à la fin de 1915 était la suivante. Dès le début de la guerre, on savait, et les Allemands avaient reconnu, non sans orgueil, que la force totale des Alliés était très supérieure à celle des Empires du Centre. En revanche, ceux-ci disposaient de deux avantages : plus de cohésion géographique et une meilleure préparation. Ils avaient deux moyens de remporter la victoire. L'un était de dissocier leurs adversaires. C'est ainsi que Frédéric II, dans des circonstances assez analogues, s'était tiré d'affaire pendant la guerre de Sept Ans. Mais, cette fois, tous les efforts des Allemands ont été vains; bien mieux, l'union des Alliés est devenue de plus en plus étroite, et leur collaboration de plus en plus efficace. L'autre moyen de vaincre était pour les Allemands de profiter d'une organisation excellente pour battre leurs adversaires avant qu'ils ne fussent tous prêts, et d'abord les Français; de refaire en un mot le combat des Horaces. Cette méthode a également échoué. Les Français, d'abord rejetés sur la Marne, ont refoulé les Allemands jusque sur l'Aisne et élevé de la mer aux Vosges un mur qui n'a pu être rompu. Les Russes, rejetés sur une ligne qui va de la Dvina au Dniester, ont reculé sans se

rompre et arrêté l'ennemi épuisé. Après dix-huit mois de guerre et de grandes pertes des deux côtés, il devenait évident qu'au printemps de 1916 les Alliés feraient seulement le plein de leurs forces, tandis que les Allemands auraient déjà commencé à s'user irrémédiablement.

Les classes en Allemagne ont été rappelées dans l'ordre suivant : au début de la guerre, d'août à novembre 1914, les hommes de complément de toutes catégories ayant déjà fait leur service actif ; d'août 1914 à février 1915, la totalité de l'*Ersatz* réserve (hommes dispensés du service actif) ; d'août 1914 à avril 1915, le *Landsturm* non instruit de vingt-et-un à trente-cinq ans. Quant aux jeunes classes, celle de 1914 a été appelée en novembre-décembre 1914 ; la classe 1915, en mai-juin 1915; la classe 1916, en août et septembre ; la classe 1917, en décembre 1915 et janvier 1916. Enfin, en juillet 1915, on a incorporé le *Landsturm* non instruit de trente-cinq à quarante-cinq ans; en octobre-novembre 1915, on a récupéré les hommes précédemment réformés. Autrement dit, à la fin de 1915, les Allemands avaient levé la totalité des hommes pouvant être fournis par les ressources normales. Ainsi leurs possibilités de recrutement étaient épuisées dès 1915, tandis que celles des Alliés n'avaient pour ainsi dire pas de limite. La force des choses, si on lui laissait le temps de produire ses effets, condamnait fatalement les Allemands à la défaite.

Ils le savaient, et pensaient conduire la guerre en conséquence. Ils avaient souvent proclamé, dans le cours de 1915, que cette guerre serait la victoire de l'esprit sur le nombre. Il fallait donc demander des ressources à l'esprit. Ils avaient réussi à engager dans leur cause la Turquie. Ils réussirent également, en octobre 1915, à y engager la Bulgarie. Ils furent ainsi en état, avec relativement peu de frais, de créer en Orient une diversion. Non seulement, en conquérant la Serbie, ils réussirent à amener à Salonique une puissante armée franco-anglaise, qui a été ainsi tenue loin du théâtre principal des opérations, mais, en s'ouvrant à grand bruit le chemin de Constantinople, ils inquiétaient l'Angleterre par la menace d'une expédition sur l'Égypte.

Ont-ils cru eux-mêmes à cette expédition ? Ont-ils pensé que cette menace détournerait l'Angleterre d'une participation plus effective à la guerre sur le front français ? Ont-ils voulu

simplement retenir, ne fût-ce que provisoirement, de gros effectifs alliés dans la Méditerranée orientale ? Ce qui est certain, c'est qu'au début de 1916 ils n'avaient plus sur le front serbe que trois divisions au plus, et plus probablement deux. D'autre part, ils avaient cédé aux Autrichiens, d'une manière générale, tout le front au Sud du Pripet, et laissé au Nord de ce fleuve, depuis le golfe de Riga jusqu'à Pinsk, une cinquantaine de divisions seulement. Et ils allaient chercher la décision par une victoire sur le front français.

Ils s'efforcent maintenant de présenter l'opération qu'ils allaient tenter en France comme purement défensive. Il s'agissait, disent-ils, de désorganiser les préparatifs d'une offensive générale des Alliés au printemps. Il est trop évident qu'en s'attribuant un dessein relativement si modeste, ils pourront toujours prétendre y avoir provisoirement réussi. Pour le démontrer, ils forgent tout un roman. Un correspondant anonyme du *Berliner Tageblatt* a prétendu, le 15 avril, que les Français avaient prémédité une offensive contre Metz pour cette date. Les Allemands auraient connu ce dessein dès le mois de janvier, et la bataille de Verdun y aurait mis fin. Cette invention a naturellement pour but de rassurer l'opinion allemande en montrant que la bataille n'a pas été sans effet.

Les Allemands jouent sur les mots. Ils font bien en effet de la défensive stratégique, mais par le moyen d'une offensive tactique. Quel qu'ait été le but lointain de la bataille, celle-ci a été menée comme une bataille offensive de première grandeur, avec le dessein immédiat d'annihiler l'adversaire.

II

Pourquoi cette bataille a-t-elle été livrée dans la zone d'opérations de Verdun ?

Les raisons de ce choix ne peuvent naturellement être définies que par conjecture. Il en est toutefois un certain nombre qui sont assez apparentes.

Représentez-vous, face à l'Est, la position centrale préparée par les Français sur la Meuse, après la guerre de 1870. C'est une sorte de digue, qui se termine par deux musoirs : Verdun au Nord, Toul au Sud. En avant, plus près de l'ennemi, Nancy. Cette digue laisse ouverts deux chenaux, l'un au Sud entre

Toul et Épinal, l'autre au Nord entre Verdun et l'Ardenne. Arrive la guerre de 1914. Le chenal Sud reste interdit à l'ennemi. La digue elle-même tient bon. L'ennemi ne peut même pas s'emparer de la position avancée de Nancy. En revanche, l'invasion passe par le chenal Nord. Mais elle doit pour cela contourner Verdun, qui reste en nos mains. C'est à Verdun que les armées qui livrent la bataille de la Marne appuient leur aile droite, comme elles appuient leur aile gauche au camp retranché de Paris.

Ainsi Verdun, en septembre 1914, forme un bastion d'angle avançant dans les lignes ennemies entre le groupe formé par notre deuxième et notre première armée à l'Est, et le groupe formé par les troisième, quatrième, cinquième, neuvième, sixième armées et l'armée anglaise, à l'Ouest. Cependant, la bataille de la Marne est gagnée. Les Allemands cherchent une revanche immédiate. Ils la trouveront sur notre flanc droit. Cette digue Verdun-Toul, qu'ils ont d'abord contournée, ils vont l'enlever par surprise. Ils escaladent hardiment les Hauts-de-Meuse, à mi-chemin des deux places. Ils n'y trouvent que quelques élémens du 8e corps, qui se replient. Sur leurs talons, les Allemands atteignent la Meuse, en plein centre de la digue, à Saint-Mihiel. Ils ne peuvent aller plus loin. Mais, là comme ailleurs, ils s'incrustent. Ils forment entre les Éparges, Saint-Mihiel et Apremont un coin, longtemps tenu par les Bavarois.

Voilà donc Verdun entouré sur la plus grande partie de sa circonférence. Dans l'hiver de 1914 et au printemps de 1915, les Français, il est vrai, se donnent de l'air. En octobre 1914, ils élargissent sensiblement leurs positions du côté du Nord; en avril 1915, ils avancent vers l'Est jusque près d'Étain. Au Sud-Est, ils enlèvent la position des Éparges. Néanmoins, Verdun figure toujours un bastion d'angle, un saillant exposé et assiégé. C'est donc, comme tous les saillans, une zone désignée pour un grand effort de l'adversaire.

Il faut, de plus, tenir compte d'une autre considération. Une position centrale comme la ligne Verdun-Toul est à deux fins. Dans le cas d'une guerre défensive, elle sert d'appui à l'armée de campagne. Dans le cas d'une guerre offensive, elle lui sert de base. En saisissant Verdun, les Allemands ruineraient une de nos possibilités d'offensive. Ils ont naturellement fait valoir cette idée devant l'opinion allemande ; c'était leur jeu. Ils ont,

pour soutenir le courage de leurs compatriotes par l'espérance, montré Verdun porte de la France, et pour le soutenir par la crainte, montré Verdun porte de l'Allemagne.

Au surplus, l'importance de la région est si peu douteuse que les Allemands n'ont pas cessé d'y entretenir des forces considérables. Examinez leur ordre de bataille dans le cours de septembre 1915, avant la bataille de Champagne, vous trouvez deux armées particulièrement fortes, la VIe sur le front d'Artois, et la Ve sur le front de Verdun, son aile droite dans l'Argonne. Elle comprend des effectifs équivalens à six corps d'armée. Elle est composée en grande partie de troupes d'élite, et commandée par le Kronprinz. Il est bien évident que cette force considérable est là dans un dessein défini.

III

Quelles étaient les conditions tactiques dans cette zone?

De Paris à la Moselle, le terrain présente une succession régulière. Imaginez une pile de livres, qui a chaviré vers la gauche, chacun glissant sur l'autre; ils se recouvrent encore, et en même temps ils se débordent : ils ne sont plus élevés en hauteur, mais étalés en largeur. Voilà exactement la topographie entre Paris et Metz. D'abord un plateau un peu relevé vers l'Est, l'Ile-de-France; sa tranche, vers Montmirail et Sézanne, tombe sur un plateau inférieur, également relevé vers l'Est, la Champagne; la tranche de la Champagne tombe à son tour vers Massiges sur un troisième plateau, où coule l'Aisne. Ce plateau, relevé vers l'Est comme les deux premiers, forme l'Argonne. L'Argonne tombe à son tour à pic vers Varennes, et sous elle surgit un quatrième plateau; mais comme il est formé de sables et de marnes, il a un dessin moins franc. On le voit cependant à son tour s'écrouler face à l'Est, après avoir formé les bois de Malancourt. Un cinquième plateau apparaît sous ces bois, pour se terminer lui aussi par un abrupt, les collines 304 et 310, au Nord et au Sud d'Esnes. Un sixième plateau naît sous celui-là. Il est formé de larges dalles de calcaire dur. Solide et massif, il couvre une large étendue. La Meuse s'y est creusé un couloir Nord-Sud, sans rompre son unité. La limite du plateau est à une dizaine de kilomètres dans l'Est. Là, il s'arrête, et sa

tranche dominant à pic les plaines de la Woëvre s'appelle les Hauts-de-Meuse.

C'est ce plateau de calcaire dur qui constitue la région de Verdun. Réduit à sa forme géométrique, c'est un plan incliné vers l'Ouest. Là, il n'a pas plus de 250 mètres ; à l'Est où il culmine vers Douaumont, il en a 388. A l'Ouest, sa déclivité s'enfonce sous les collines d'Esnes. A l'Est, son arête domine la Woëvre. La Meuse le traverse du Nord au Sud.

Cette régularité est interrompue par deux faits. Le premier concerne particulièrement la rive droite (Est) de la Meuse. Ce fleuve, qui n'est par lui-même qu'une rigole parallèle à l'arête du plateau, — une cunette, comme diraient les sapeurs, — reçoit de cette arête des affluens. Ces affluens, naissant à fleur du sol, deviennent très vite extrêmement profonds. Ainsi le ravin qui aboutit au fleuve près de Bras, naît sur le plateau à l'Est de Louvemont, à 347 mètres; il rejoint la Meuse à l'altitude de 197 mètres environ. Il a donc dû, sur une longueur d'une lieue, s'enfoncer de 140 mètres! D'autres ravins, au lieu de descendre à l'Ouest vers la Meuse, descendent à l'Est vers la Woëvre; ils sont dans des conditions analogues. Le plus important pour l'histoire de la bataille naît entre Fleury et Douaumont à 320 mètres. A moins d'une lieue plus loin, après avoir longé le village de Vaux, il entre en Woëvre à 250 mètres seulement. — Entre ces deux systèmes de ravins, ceux qui se dirigent à l'Ouest vers la Meuse, et ceux qui se dirigent à l'Est vers la Woëvre, règne une arête qui les sépare, une ligne de partage qui, dans ce terrain compartimenté et découpé, forme seule un faîte non ébréché. On devine aisément que ce faîte est la clé de toute la position. Il domine toute la région, et commande dans tous les sens toutes les têtes de ravins : c'est le plateau de Douaumont.

Le second phénomène qui altère la régularité du pays est relatif au contraire à la rive gauche de la Meuse. On a vu que le plateau de Verdun allait s'enfouir de ce côté sous les collines d'Esnes, dont les falaises tranchantes le dominent. Mais ces falaises projettent sur lui des îles, qui sont à sa surface comme des verrues. Déjà l'Argonne projetait ainsi vers l'Est l'observatoire de Vauquois; les Hauts-de-Meuse projettent sur la Woëvre l'observatoire de Montsec; — les collines d'Esnes projettent sur le plateau de Verdun, au Nord-Ouest de la ville,

l'observatoire du Mort-Homme. C'est un petit massif formé de deux collines jumelles, l'inférieure (265^{m}) au Nord-Ouest, la plus haute (295^{m}) au Sud-Est. Un ravin qui évide le flanc occidental du massif donne d'excellentes positions d'artillerie, défilées du Nord et de l'Est.

Voilà donc, au total, le champ de bataille. Il présente à l'assaillant un premier avantage, qui est évident. C'est que la Meuse y coupe en deux les positions du défenseur, c'est-à-dire, en l'espèce, des Français. Elle ne constitue en elle-même qu'un cours d'eau d'une cinquantaine de mètres. Mais elle serpente dans un lit majeur, encaissé, large d'un kilomètre, occupé par des prairies qu'elle inonde en hiver. La présence d'une coupure aussi considérable, perpendiculaire au front de défense, est pour celui-ci un inconvénient extrêmement grave. L'histoire militaire en connaît un exemple célèbre. C'est à la présence d'un ravin situé de la sorte dans les positions autrichiennes que Napoléon dut, en 1813, la victoire de Dresde.

L'alternance des ravins et des plateaux présente au contraire de grands avantages à la défense. L'assaillant doit se porter en avant, soit par des espaces découverts que l'adversaire arrose, soit dans des couloirs balayés de feux d'enfilade. — L'inégalité des divers mamelons crée un flanquement réciproque, des commandemens, une hiérarchisation du champ de bataille. A mesure que l'attaque a fait un pas, elle tombe sous un feu nouveau. Des bois, disposés çà et là, créent, pour la défense, des réduits difficiles à forcer. — Mais inversement ceux de ces bois qui sont à la périphérie constituent de bonnes positions de rassemblement et de départ ; ceux qui sont dans les lignes des défenseurs, une fois occupés par l'assaillant, lui servent de couvert d'où il peut lancer les attaques ultérieures ; tel a été, sur la rive gauche, le rôle du bois des Corbeaux. Enfin les ravins se rapprochent les uns des autres, à mesure qu'ils descendent vers la Meuse ; ils constituent des chemins préparés pour ces attaques convergentes qui, depuis le feld-maréchal de Moltke, sont le commencement et la fin de la tactique allemande.

Ajoutez la nature du terrain, ce sol de calcaire jurassique, compact et fissuré, qui absorbe l'eau, reste sec et ne fait point de boue. Il y a, traversant toute la France de Metz à Poitiers, une sorte de large trottoir, dallé de ce terrain, sans forêt, avec

peu de cours d'eau, une voie qui, du temps que la Gaule était un fouillis impénétrable de forêts et de marécages, offrait déjà une voie nette au commerce des hommes.

Aussi la plus florissante des cités gauloises, Bourges, s'y était établie, Bourges, si prospère que, dans la dévastation systématique de leur pays devant César, nos pères eurent pitié d'elle et l'épargnèrent pour leur perte. Les champs de bataille sont des lices préparées par la nature, et chaque pays n'en offre qu'un petit nombre, où d'âge en âge les nations se donnent rendez-vous pour vider leurs querelles. Le champ de bataille de Champagne est à peu de chose près celui des Champs Catalauniques; Jornandès parle d'une butte d'où le roi des Huns suivit la bataille, et qui devait ressembler beaucoup à la cote 196 ou à la butte de Tahure. A Verdun, c'est encore l'antique route commerciale de la Gaule qui a fourni aux Allemands, en plein hiver, un terrain solide et roulant, où ils ne craignaient pas de s'enlizer comme dans les boues de Woëvre et de Champagne.

On dit enfin que Verdun exerçait sur les imaginations allemandes un puissant attrait. Pendant tout le Moyen Age, elle est ville frontière, l'Allemagne commençant à la rive droite de la Meuse, la France à la rive gauche. Elle passe à la France, quand Henri II prend possession des Trois-Évêchés. Ce roi pense aussitôt à la fortifier. Ce projet est réalisé par Henri IV suivant le système du premier ingénieur du temps, Errard de Bar-le-Duc. Vauban refait en 1682 les fortifications d'Errard. En 1792, c'est à Verdun que l'armée prussienne force la ligne de la Meuse. Gœthe a passé à Brabant et à Samogneux. En 1870, Verdun, placé exactement à la croisée de la Meuse et des voies de Metz à Paris, a gêné considérablement jusqu'au 9 novembre les communications des armées allemandes opérant de la Loire à la Somme. Au début de la bataille de février 1916, les journaux allemands ont été remplis d'articles historiques sur la ville, revendiquant comme allemande la ville du traité de 843. Il est hors de doute, de plus, qu'on a présenté aux soldats le forcement de Verdun comme le premier pas sur la route de Paris.

IV

Les articles inspirés par l'état-major allemand ont beaucoup varié sur l'importance de l'action engagée devant Verdun.

Tandis qu'un ordre du Kronprinz au IIIe corps, le 4 mars, représentait cette ville comme le cœur de la France; tandis qu'un ordre du général von Deimling au XVe corps annonçait la bataille comme la dernière grande bataille de la guerre, — les journaux, pour ne pas surexciter d'abord les espoirs et ensuite les déceptions, se sont évertués à diminuer l'importance du but et des moyens. Il ne s'agissait, d'après eux, que de dégager Étain, et le chemin de fer de Verdun à Metz.

En réalité, si l'on veut comprendre les faits, il faut se représenter, au contraire, une action exécutée avec le maximum de moyens, pour le maximum d'effet. On se ferait une idée très fausse si l'on s'imaginait que l'objet de l'attaque allemande fut simplement de prendre une citadelle. La région fortifiée de Verdun, entre l'armée française opérant en Argonne et l'armée opérant au Nord de Toul, formait une zone distincte, défendue par une armée particulière, encastrée entre les deux autres. Le but des Allemands a été d'anéantir cette armée, et de ruiner ainsi un pilier d'angle de notre front.

Leur plan ressort avec une parfaite évidence de la disposition de leurs troupes, telle que nous l'exposerons tout à l'heure. En 1792, l'attaque de Verdun s'était faite par le Nord et par l'Est. En 1870, au contraire, les Allemands avaient passé la Meuse à Charny, en amont de la ville, et ils avaient attaqué celle-ci par l'Ouest. Le Kronprinz pouvait donc suivre l'un ou l'autre exemple. Il n'est pas douteux qu'il ait voulu, cette fois, exécuter une attaque frontale sur la rive droite par le Nord et le Nord-Est, une rupture de vive force comme celle que le maréchal Mackensen avait réussie le 1er avril 1915 sur le front russe à Gorlice; cette rupture frontale devait être combinée avec une attaque d'aile qui se déclencherait ultérieurement sur le front Est. Rompus en tête et tournés en flanc, les corps français de la rive droite se rejetteraient alors en désordre sur la Meuse, pour la passer d'Est à Ouest. Mais, à ce moment, les corps allemands de la rive gauche, se portant à leur tour en avant, viendraient leur barrer la retraite, et, les enveloppant du côté de l'Est, consommeraient leur perte.

Pourquoi l'attaque initiale par le secteur Nord-Est? L'explication peut être trouvée dans une phrase de Goetze. Les hauteurs de la rive droite, dit cet auteur, « sont découpées par de grands ravins aux flancs escarpés et sont en grande partie

boisées. Toute cette région, *au moins à l'Est et au Sud-Est, est à peu près impraticable* pour les grands mouvemens de troupes en dehors des routes frayées. » Il est donc naturel que les Allemands aient cherché pour l'attaque frontale la région la plus accessible, c'est-à-dire les régions Nord et Nord-Est.

Il existe une dernière raison qui peut avoir déterminé les Allemands à attaquer dans le secteur de Verdun; c'est que cette place ne pouvait être alimentée, en dehors des routes, que par deux voies ferrées : l'une, au Sud-Ouest, est la grande ligne de Verdun à Reims par Sainte-Menehould; elle passe sous le feu de l'ennemi et elle a été en effet coupée; l'autre, au Sud, est le chemin de fer à voie étroite, dit chemin de fer meusien. L'État-major français a fait tout le possible pour augmenter le rendement de ce chemin de fer, qui atteint maintenant un débit quotidien de près de 2 000 tonnes, c'est-à-dire de quoi ravitailler dix corps d'armée. De plus, le trafic automobile a été extrêmement développé. « Dès février 1915, les opérations, le ravitaillement, les évacuations, en un mot toutes les évolutions vitales d'une armée de 250 000 hommes sur la rive droite de la Meuse avaient été prévues et étudiées dans le détail en faisant abstraction de tout trafic par voie ferrée. Le développement de nos transports mécaniques par route était tel à cette époque, — et il s'est depuis largement perfectionné, — qu'à la moindre alerte nous n'avions qu'à amener par camions les troupes, les vivres, les munitions nécessaires à la défense de Verdun. Et c'est ce qui explique que nous ayons pu nourrir méthodiquement nos lignes de défense et amener sans heurt, sans fausse manœuvre, sans anicroche, des milliers et des milliers d'hommes, qui ont agi selon les prévisions de notre État-major. » *(Bulletin des armées.)*

Il n'en est pas moins certain que les Allemands avaient l'avantage de quatorze voies ferrées et que cet avantage a pu contre-balancer, dans leur pensée, la force de la position de Verdun. Soyons assurés qu'ils ont pesé exactement cette force. Mais il est dans les doctrines de guerre allemandes, inspirées en cela des maximes napoléoniennes, de ne pas redouter d'attaquer l'adversaire à son point fort : c'est ainsi seulement qu'on obtient de grands résultats. Le moyen de vaincre est de prendre le taureau par les cornes.

V

Les Allemands ont cherché à Verdun la lutte décisive, soit qu'ils aient voulu devancer une offensive alliée, soit qu'ils aient eux-mêmes besoin d'une décision prompte... Cette résolution une fois prise, ils en ont poursuivi la réalisation avec une méthode irréprochable.

La première chose à faire était de préparer, pour livrer la bataille, une masse de choc fraîche. Ils l'ont fixée à quatre corps d'armée, formés chacun de deux divisions à trois régimens. Si l'on estime la division à 10 000 baïonnettes, on obtient un total de 80 000 fantassins. Il est probable que cette estimation est un peu au-dessous de la vérité.

En octobre 1914, c'est pareillement avec une masse de quatre corps que les Allemands avaient cherché à rompre le front allié en Flandre. Mais ils avaient alors doublé la puissance du choc par l'effet de la surprise, en jetant sur la ligne quatre corps neufs, qui n'avaient pas encore combattu. En février 1916, la capacité de l'Allemagne de former des unités nouvelles étant épuisée depuis longtemps, il a fallu prélever la masse de bataille sur les armées existantes; et comme la densité sur le front russe est réduite depuis longtemps au strict minimum, il a fallu en fait prendre les unités sur le front français. L'État-major allemand a donc retiré de la 4e armée, celle qui combat de la mer à Ypres, le XVe corps; de la 2e armée, celle qui combat sur la Somme, le XVIIIe corps; de la 7e armée, celle qui combat sur l'Aisne, le VIIe corps de réserve; enfin le IIIe corps, après avoir longtemps appartenu à la 1re armée, celle qui combat sur l'Oise, avait figuré, au moins par une de ses divisions, dans la bataille de Champagne, sur le front de la 3e armée; il paraît avoir fait ensuite la campagne de Serbie, mais derrière les Autrichiens, et sans être engagé.

Tous ces corps ont été mis au repos complet, loin du bruit du canon, et spécialement entraînés. Un détail permet de mesurer la durée de cet entraînement. C'est dans les derniers jours d'octobre que le VIIe corps de réserve a quitté le front, où il a été remplacé par le Xe, depuis le canal de l'Oise à l'Aisne jusqu'à Craonne. La période de préparation a donc duré quatre mois. En même temps, les Allemands faisaient revenir toute la

grosse artillerie du front serbe et une partie de celle du front russe. Ces préparatifs supposent plusieurs mois de travail. Il faut donc admettre que l'idée de la bataille de Verdun a suivi d'assez près la fin de l'offensive française de Champagne.

De son côté, le commandement français n'ignorait pas ce qui se préparait. Pour ne prendre que les renseignemens les plus récens, la présence du IIIe corps et du VIIe de réserve était connue le 8 février; le 11, le XVe corps était signalé, et l'on savait, d'une part, qu'une grande concentration de troupes était faite dans la région Damvillers, Ville, Azannes et Gremilly, et, d'autre part, qu'une puissante artillerie était massée dans le bois de Gremilly, comprenant du 380 et du 420. — En réponse, le commandement français mettait, du 11 au 16, à la disposition du groupe des armées du centre, pour renforcer la région fortifiée de Verdun, six divisions d'infanterie, six régimens d'artillerie lourde attelée et à tracteurs, enfin de l'artillerie lourde à grande puissance et de l'artillerie lourde sur voie ferrée. — Enfin, le 20 février, une nouvelle division était rattachée à la région, et deux corps d'armée étaient mis en mouvement vers Bar-le-Duc et Revigny.

D'autre part, vers le 20 janvier, le chef d'état-major général était venu visiter la région. Quelles étaient alors nos positions de première ligne?

Elles avaient été déterminées, à la fin de 1914, par une série de combats, où nous avions fait, au Nord de Verdun, de sensibles progrès. Le 15 octobre, nous avions enlevé le village de Brabant et le bois d'Haumont. Le 21 décembre, poussant en avant entre ces deux points, nous avions enlevé la corne Sud-Est du bois de Consenvoye, et, à un kilomètre au Sud, un petit bois dit bois en E.

Mais, tandis que notre centre avançait ainsi, nos ailes s'étaient heurtées à deux obstacles extrêmement forts. A notre gauche, sur la rive Ouest de la Meuse, s'élevait devant nous une longue arête étendue d'Ouest en Est, haute de 300 mètres à l'Ouest, vers Cuisy, et de 272 mètres à l'Est, vers la Meuse. Elle se terminait là par un promontoire boisé, dit le bois de Forges. Ce promontoire est lui-même fendu longitudinalement par un ravin qui constitue une position d'artillerie excellente, puisqu'elle est défilée à nos coups venant du Sud, cachée aux vues des avions par le couvert des bois, et qu'elle a elle-même des

vues très dangereuses sur le flanc gauche de nos positions de Brabant. De plus, pour accéder à ce bois de Forges, il eût fallu qu'une attaque française s'élevât sur les glacis qui en descendent de toutes parts, glacis nus, sans un défilement, qui offrent aux défenseurs les plus beaux champs de tir. Pendant l'hiver de 1914-1915, le 15e corps français avait en vain tenté d'en approcher.

L'aile droite française avait également trouvé devant elle un observatoire très fort, composé de deux hauteurs dites les jumelles d'Ornes, dont elle avait tenté en vain de s'emparer à la fin de 1914. — Ainsi, les deux flancs de la ligne française au Nord de Verdun étaient comprimés par deux fortes positions allemandes, qui l'obligeaient à infléchir sa gauche et sa droite, tandis que le centre se bombait en verre de montre devant le bois d'Haucourt et le bois des Caures. Ces deux bois avaient été organisés par les chasseurs du colonel Driant. En avant, le village de Flabas était neutre. Une compagnie française qui avait poussé en flèche jusque là avait été rappelée.

Ce dispositif en arc de cercle Brabant-bois d'Haumont-bois des Caures-Ornes se trouvait naturellement exposé à des feux convergens venus de trois côtés : à l'Ouest, du bois de Forges; au Nord, du bois de Consenvoye, du bois de Wavrille et de Crépion ; à l'Est, du bois de Gremilly et de la forêt de Spincourt, derrière les jumelles d'Ornes. Il est bien évident qu'une position aussi exposée ne devait être qu'une avant-ligne, qui ne pourrait être tenue devant une attaque à fond.

Le chef d'état-major général avait donc prescrit, en même temps que le renforcement de cette avant-ligne, celui d'une deuxième position, et la création de positions intermédiaires. Au total, l'organisation défensive des Français sur la rive droite de la Meuse dans la seconde moitié de février, d'après le *Bulletin des armées*, était la suivante.

La gauche s'appuyait sur Brabant, le bois d'Haumont et le bois des Caures, formant première position. En arrière, la seconde position était jalonnée par la ligne Samogneux, cote 344, ferme Mormont.

Le centre occupait le bois de Ville, le plateau de l'Herbebois et Ornes. La seconde position suivait la ligne Beaumont-la Wavrille-les Fosses-bois des Caurières.

La droite, dans la plaine de Woëvre, avait été déterminée

par les combats du printemps de 1915 : elle s'étendait de Mogeville à Fromezey, par l'étang de Braux et le bois des Hautes-Charrières. La seconde position s'étendait de Bezonvaux à Dieppe, par le bois du Grand-Chena.

Une troisième position était constituée par la ligne des forts et définie par le village de Bras, Douaumont, Hardaumont, le fort de Vaux, la Laufée et Eix. — Entre la deuxième et la troisième position, de la Meuse à Douaumont, s'élève une ligne de collines, qui sont, de la gauche à la droite : la côte de Talou, la côte du Poivre, la colline 378 : une ligne de défense intermédiaire avait été esquissée sur la contre-pente de ces hauteurs, c'est-à-dire sur leur revers Sud. On sait que l'organisation des contre-pentes, employée par les Anglais dans les guerres du premier Empire, préconisée en France dès 1902 par le général Piarron de Mondésir, avait été employée efficacement en Champagne par les Allemands pour leur seconde position.

VI

« Le 21 février, à quatre heures du matin, écrit le correspondant de la *Gazette de Francfort*, la place forte de Verdun fut réveillée de son assoupissement par un obus lourd allemand. C'était un coup de canon de réjouissance, et il signifiait le commencement des grands combats autour de la ceinture fortifiée de la place, combats qui depuis lors, malgré des interruptions locales plus ou moins grandes, se sont poursuivis en une suite presque ininterrompue (récit du 26 mars). »

Le bombardement véritable commença à 7 h. 15 du matin. Ce fut une formidable avalanche d'obus de tous les calibres, depuis le 420 jusqu'au 210, en passant par le 380 et le 305 autrichien. L'artillerie au-dessous du 210 ne prit point part à la préparation, qui a été effectuée exclusivement par les grosses pièces. La densité du tir est extraordinaire. Les aviateurs français qui volent sur la forêt de Spincourt « s'accordent à dire que cette région est le centre d'un véritable feu d'artifice. Le petit bois de Gremilly, au Nord de la Jumelle, accuse une telle densité d'ouvertures de feu que les observateurs en avions renoncent à pointer sur leurs cartes les batteries qu'ils voient en action. » (*Bulletin des armées*, récit du 22 mars.) Ces régions, farcies de canons, ne représentent plus en effet, aux

yeux des aviateurs, qu'un nuage traversé d'innombrables lueurs.

A quatre heures de l'après-midi, l'intensité du feu redouble. Enfin à cinq heures, la première attaque d'infanterie allemande est lancée contre notre centre, sur le bois d'Haumont et le bois des Caures. La bataille est engagée. C'est le moment de définir la tactique particulière que les Allemands y ont employée.

A l'époque de Napoléon, la tactique changeait tous les dix ans. Elle change aujourd'hui tous les trois mois. Celle qui a été suivie en Champagne, le 25 septembre, était fondée sur l'expérience de la bataille d'Artois du 9 mai. Les Allemands ont mis à leur tour à profit l'expérience de la bataille de Champagne, et voici le système qu'ils ont adopté.

Ils sont partis de cette idée que l'on ne pouvait faire lutter des hommes contre du matériel. En conséquence, ils ont mis beaucoup de soin dans la préparation d'artillerie, choisissant un objectif restreint, cinq cents mètres de front par exemple, qu'ils arrosaient d'une manière méthodique, jusqu'à les avoir transformés en labour.

Il est remarquable qu'ils aient creusé beaucoup moins de boyaux que nous ne l'avions fait. Ils n'ont pas établi de parallèles de départ. C'est la tranchée de première ligne qui en a servi, creusée d'abris profonds où les troupes s'entassaient, et protégée par une masse couvrante. Quand un de nos obus tombait dans ces agglomérations de soldats, il y causait des ravages. Ils n'ont pas cherché non plus à pousser ces tranchées jusqu'à la distance d'assaut. Dans certains secteurs, par exemple devant l'Herbebois, ils ont attaqué à la distance, presque incroyable dans la guerre actuelle, de 1 100 mètres.

Les assauts ont été exécutés sur des objectifs précis, démolis par l'artillerie. Pour s'assurer de l'écrasement de nos lignes, une reconnaissance conduite par un officier se portait en avant, forte à l'ordinaire d'une quinzaine d'hommes, mais en comprenant parfois jusqu'à soixante. Venait ensuite une ligne de pionniers et de grenadiers, puis la première vague d'assaut. Les vagues se succédaient à une centaine de mètres d'intervalle. — Si l'infanterie rencontrait un obstacle non détruit, elle devait s'arrêter et on recommençait la préparation d'artillerie. Si, au contraire, le nivellement de la position avait été suffisant pour que la défense fût impossible, elle prenait possession du terrain, s'y retranchait, et ne poussait pas plus avant. C'était, en

somme, l'artillerie qui conquérait, et l'infanterie qui occupait. On pensait, par ce procédé, avancer avec très peu de pertes.

En fait, notre infanterie a tenu. Sous ce feu d'enfer, il est bien évident que le défenseur doit s'abriter, s'accrocher où il peut, et le plus souvent reculer. Arrive le moment où l'assaillant lance son infanterie. Il est alors obligé d'allonger le tir de son artillerie, qui cesse d'être un tir de démolition pour devenir un tir de barrage. Il devient dès lors plus dispersé et n'est presque jamais absolument infranchissable. Une infanterie qui a du mordant revient reprendre ses positions à travers ce tir de barrage. Elle perd du monde, mais elle passe, et quand l'assaillant arrive à son tour devant les positions qu'il croit vides, elle le reçoit avec ses mitrailleuses.

Le plan d'ensemble des Allemands n'était pas moins bien calculé que leur tactique de détail. Ils avaient mis sur le plateau, à l'Est de la Meuse, trois de leurs quatre corps de choc : c'étaient, de leur droite (Ouest) à leur gauche, le VIIe de réserve, le XVIIIe et le IIIe. Le dernier, le XVe, était plus à l'Est, dans la plaine de Woëvre. Cette masse était elle-même encastrée dans l'armée du Kronprinz, qui avait serré, principalement sur sa droite, pour lui faire place. C'est ainsi qu'à l'Ouest de la Meuse, faisant face à nos positions de Forges, se trouvait le VIe corps de réserve, appartenant à cette armée. Au contraire, à l'extrême Est, en Woëvre, le XVe corps était prolongé par le Ve de réserve.

Ces corps n'ont pas été engagés en même temps. Le premier choc a été donné par les trois corps placés sur le plateau, à l'Est immédiat de la Meuse, devant le front qui va de Brabant à Ornes. Pendant ce temps, le XVe corps attendait, avec le dessein sans doute de se porter contre la droite française quand la victoire serait dessinée sur le plateau, et de compléter ainsi la rupture frontale par une attaque de flanc. Il n'eut d'engagées dans les premiers jours que quelques unités, qu'il détacha en soutien aux corps du plateau. L'armée du Kronprinz s'engagea plus tard encore, le VIe corps de réserve le 6 mars seulement, et le Ve corps de réserve le 8 mars. On peut donc admettre, comme nous l'avons déjà indiqué, que les Allemands comptaient sur une rupture brutale et centrale, les conséquences de cette victoire devant être ensuite exploitées par les ailes, qui se refermeraient pour ainsi dire sur les masses

françaises rompues et pelotonnées dans la région sans issue de la Meuse.

Tout indique que les Allemands comptaient que ce mécanisme de précision fonctionnerait avec une exactitude foudroyante. On raconte qu'avant la bataille, tous les commandans de régimens avaient été appelés à Charleville, au grand quartier général, et que là, en présence de l'Empereur, sur un terrain analogue à celui de Verdun, ils avaient exécuté une véritable manœuvre de cadres, une répétition générale de la bataille. Quoi qu'il en soit, jamais une grande action militaire n'a été préparée avec plus de méthode, outillée avec plus de puissance, machinée avec plus de calcul, déclenchée enfin avec un mélange plus étonnant de circonspection et de vigueur.

VII

La première attaque d'infanterie, le 21 février à cinq heures du soir, par une froide journée d'hiver, fut lancée sur le front Haumont-bois des Caures-Herbebois. Le bois d'Haumont, malgré la disposition en glacis du terrain qui l'entoure et qui favorise la défense, fut enlevé dans l'espace de trois heures. Le bois des Caures fut également perdu par nous, mais sa partie méridionale fut reprise. A l'Herbebois, plateau couvert de taillis sous futaie, l'ennemi, maître des tranchées avancées, fut arrêté sur les positions de soutien.

Le 22, la lutte recommence sous la neige. A notre gauche, où nous tenions la corne Sud-Est du bois de Consenvoye, l'ennemi attaque à sept heures et demie en se faisant précéder de jets de liquide enflammé, et il arrive jusque dans le ravin qui, passant entre Brabant et Haumont, mène dans la vallée de la Meuse à Samogneux. Dans le secteur qui est à la droite de celui-ci, une contre-attaque tentée par nous sur le bois d'Haumont échoue; le village, à un kilomètre en deçà du bois, est pris par l'ennemi à six heures du soir, après une défense héroïque. Plus à droite encore, le bois de Ville est perdu, et nous devons nous replier plus au Sud sur la Wavrille. En revanche, à l'extrême droite, nous tenons bon dans le bois de l'Herbebois, dont l'ennemi n'a pu occuper que la corne Nord-Est.

En fin de journée, nous tenons de la gauche à la droite Brabant, Samogneux, la ferme Mormont ; nous tenons toujours

la partie Sud du bois des Caures, barrant ainsi la route qui descend de ce bois sur Vacherauville; nous tenons enfin la Wavrille et l'Herbebois. En d'autres termes, notre ligne conversé autour de sa droite, qui a formé pivot et qui a tenu bon dans l'Herbebois. Notre gauche, au contraire, depuis le bois de Consenvoye jusqu'à Samogneux, a reculé de plus d'une lieue. Seule, à l'extrême gauche, la position de Brabant, négligée par l'ennemi, est restée en flèche, mais tellement aventurée qu'il faut l'évacuer dans la nuit du 22 au 23.

La journée du 23 s'annonce mieux. Sans doute, à gauche, l'ennemi tient Samogneux sous un feu d'enfer, qui nous interdit même de contre-attaquer. Mais, au centre, nous tenons bon des deux côtés de Beaumont, tête d'un ravin important; du côté gauche, dans les fermes d'Anglemont et de Mormont; du côté droit, dans un autre groupe défensif formé par la Wavrille et la cote 351. Enfin, à droite, à l'Herbebois, l'ennemi a attaqué de onze heures du matin à quatre heures du soir sans réussir à s'y établir.

Nous avons un récit pittoresque de ces combats de l'Herbebois. Là, comme au bois des Caures, la lisière Nord est un taillis épais, profond de 500 mètres, avec de gros arbres çà et là. En arrière, le taillis s'éclaire et se change en futaie; mais cette futaie était elle-même transformée par les obus allemands en abatis. Il fallait ramper sous la neige dans un fouillis d'arbres abattus, élever des palissades et organiser les trous d'obus. Le 21, les Allemands s'emparèrent de la première ligne, si on peut donner ce nom à des sillons bouleversés et à un paysage lunaire d'entonnoirs. A quatre heures et demie du matin, le 22, contre-attaque des élémens français de soutien. La journée reste indécise. Dans la nuit du 22 au 23, bombardement épouvantable des Allemands; mais, quand ils déclenchent l'attaque, bombardement des Français qui interdisent à l'infanterie d'avancer. Le 23, après un nouvel arrosage, l'ennemi attaque avec de très grandes forces : sur le front d'une compagnie, il avait, dit-on, la valeur d'un bataillon. Les Français l'attendent à cinquante mètres, et l'abattent par des feux de salves par sections. C'est un jeu de massacre où l'on voit les Allemands tomber en hurlant. Derrière eux, une nappe d'obus de 75 tombe en barrage et interdit le retour. L'attaque est anéantie. Cependant, les Allemands lancent quatre autres

attaques qui ont le même sort. L'obstination est égale des deux parts. On cite quatre grenadiers français qui, dans le boyau allant de l'ancienne tranchée de tir, occupée par les Allemands, à la tranchée de soutien encore tenue par nous, abattent à coups de bombes les groupes ennemis qui se présentent, pendant plus de vingt heures! Partout, les hommes manœuvrent comme à l'exercice. Dans les combats d'infanterie, ils ont presque toujours eu le dessus.

Mais, en fin de journée, il se produit un événement grave. A notre centre droit, l'ennemi s'empare de la Wavrille. On voit immédiatement que la position de l'Herbebois, ainsi débordée sur son flanc gauche, devient intenable. Les troupes, qui n'avaient pas cessé d'y résister, sont obligées de se replier. L'ordre arrive à quatre heures seize. Les hommes, enragés de fureur, refusaient d'obéir et voulaient se faire tuer sur place. Enfin, à la nuit, il fallut se résoudre à évacuer les positions si glorieusement défendues.

Ainsi, le 23 au soir, toute notre aile droite doit à son tour reculer; l'extrême droite se retire de l'Herbebois sur le bois du Chaume; les troupes qui tenaient la Wavrille se retirent sur la lisière Nord du bois des Fosses, en interdisant à l'ennemi de déboucher de la Wavrille. Au centre, Beaumont reste dans nos mains, ainsi que, plus à gauche, la forte position de la cote 344; mais, à l'extrême gauche, Samogneux peut être considéré comme perdu. Un régiment d'infanterie s'établit seulement en deçà du village sur la route qui mène à Vacherauville, sa gauche appuyée à Champneuville, sa droite appuyée à la cote 344, pour interdire aux Allemands de déboucher de Samogneux.

Ainsi, le 24 au matin, la ligne française s'était ployée pour ainsi dire en arc convexe. Son centre était resté en saillant, tenant toujours Anglemont et Beaumont et interdisant aux Allemands la sortie du bois des Caures. Mais les deux ailes étaient en retraite, la gauche en deçà de Samogneux, la droite au bois des Fosses et au Chaume.

La journée du 24 est la plus mauvaise. Devant notre aile gauche, l'ennemi cherche à déboucher de Samogneux, de façon à déborder la cote 344 et à la prendre à revers. Après des pertes énormes, il y réussit dans la nuit du 24 au 25. Au centre, nous réussissons d'abord une contre-attaque qui, en

partant du ravin Sud-Est de Beaumont, reprend la lisière Sud-Ouest du bois de la Wavrille. Mais nous sommes arrêtés là par les mitrailleuses. Cependant, les zouaves et les mitrailleuses restent accrochés à la lisière conquise. Derrière eux, les obus pleuvent à gauche sur Beaumont, à droite sur le bois des Fosses. A une heure de l'après-midi, un retour offensif des Allemands reprend d'abord la lisière. Puis, une attaque débordante enveloppe de tous côtés la position Beaumont-bois des Fosses; Beaumont est tourné par l'Ouest, le bois des Fosses par l'Est. Ce bois est enlevé à une heure et demie. Beaumont, défendu pied à pied, est également perdu. Enfin, à notre aile droite, le bois de la Chaume est également pris.

Il est alors un peu plus de deux heures de l'après-midi. La situation est extrêmement critique. L'ennemi, pour exploiter son succès, vient de lancer une masse fraîche en plein centre de la ligne, à deux kilomètres et demi au Sud de Beaumont, vers Louvemont. D'autre part, devant notre droite, il enlève, après la Chaumière, le bois des Caurières. Ce bois borde un ravin, celui de Bezonvaux, orienté d'Ouest en Est, qui descend vers la Woëvre, comme le bois des Fosses borde un ravin, orienté d'Est en Ouest, qui appartient au système de la Meuse. Ces deux ravins sont pour ainsi dire opposés par le sommet. Ils sont séparés par un isthme Nord-Sud que commande la ferme des Chambrettes. L'ennemi s'empare de cette ferme, et contournant ainsi par la tête du vallon le ravin de Bezonvaux, s'infiltre dans le bois qui forme le revers Sud de ce ravin, le bois de la Vauche. Enfin, à notre extrême droite, en fin de journée, au pied Est du plateau, le village d'Ornes, qui faisait partie de notre première ligne, et qui avait tenu jusque-là, débordé et entouré de trois côtés, par une marée d'ennemis, est évacué par sa garnison qui se retire sur Bezonvaux.

Ainsi, dans la nuit du 24 au 25, nous étions rejetés par notre gauche le long de la Meuse sur Bras, par notre droite sur le plateau vers le point culminant, décisif, occupé par le fort de Douaumont. Entre ces deux points, séparés seulement par un intervalle de moins de cinq kilomètres, notre front se développait en un arc convexe par la côte du Poivre, le village de Louvemont, la cote 378, le bois de la Vauche. Cette position était comme le bord d'un entonnoir de ravins profonds qui constituait l'intérieur de nos lignes, et qui descendait à la Meuse.

La situation était si grave que le général commandant le groupe du centre, incertain de savoir si l'on tiendra sur la rive droite, donne aux troupes établies plus à l'Est en Woëvre, et qui, en cas de rupture du front de Verdun, auraient été très compromises, l'ordre de se replier dans la direction de l'Ouest, sur les Hauts-de-Meuse. Ce mouvement doit s'effectuer dans la nuit même du 24 au 25.

A ces nouvelles, le général Joffre constitue une nouvelle armée avec les troupes actuellement sur la rive gauche de la Meuse, et celles qui y débarqueront prochainement. Il met en même temps de nouveaux effectifs en mouvement. Cette nouvelle armée a pour mission, dans le cas où les troupes engagées seraient obligées de se replier sur la rive droite, de les recueillir, et, en tout cas, d'interdire le passage de la Meuse à l'ennemi.

Mais il faut voir la situation sur place. Dans cette même journée du 24, le chef d'état-major général, en plein accord avec le commandant en chef, qui lui donne pleins pouvoirs, part pour Verdun. Il s'arrête au quartier général du groupe du centre. Le moment est grave, certes, mais non désespéré. Les divisions de première ligne, qui se battent depuis quatre jours, ont dû céder le terrain; mais elles ne sont pas submergées. Déjà les premiers soutiens sont arrivés; le 20e corps a poussé une division sur la rive droite. D'autre part, l'ennemi, qui a avancé devant notre gauche de sept kilomètres, va être obligé de déplacer son artillerie. On a donc le temps, le 25, d'organiser les positions de combat sur la rive droite et de faire passer de nouvelles divisions. Dans ces conditions, il n'y a plus de doute. Après avoir prévu sagement le pire, le commandement français pouvait ordonner le mieux. On tiendra sur la rive droite. Le chef d'état-major téléphone au commandant de la région fortifiée de Verdun : « La défense de Verdun se fait sur la rive droite. Il ne peut donc être question que d'arrêter l'ennemi à tout prix sur cette rive. » Lui-même arrive à Verdun le 25 au matin et renouvelle son ordre : Tenir coûte que coûte, là où l'on est. — Enfin, dans la soirée, le général Pétain prend le commandement des troupes de la région fortifiée de Verdun et des troupes disponibles de la rive gauche. Il amène avec lui son état-major. Il a pour unique mission d'enrayer l'effort de l'ennemi.

VIII

Dans cette journée du 25, les Allemands font encore de nouveaux progrès. Devant notre gauche, une patrouille de trois hommes apparaît à l'aube sur la cote 344; à deux heures de l'après-midi, toute la position est aux mains de l'ennemi; en fin de journée, il a redescendu la pente Sud, et enlevé au pied de cette pente le moulin de Cotelettes, une de nos anciennes positions d'artillerie. Au centre, il enlève le village de Louvemont, et, continuant dans la direction du Sud, il vient attaquer la côte du Poivre. A notre droite, il enlève le village de Bezonvaux; nos premiers élémens de soutien, qui avaient poussé le 24 au soir jusqu'au ravin de Bezonvaux, sont ramenés vers le Sud, et des élémens de IIIe corps brandebourgeois, poussant jusqu'à la ligne des forts de la défense permanente, pénètrent dans le fort de Douaumont.

C'est la fin de l'avance allemande. La réorganisation du commandement et de l'état-major, l'arrivée des renforts font maintenant sentir leurs effets. Le 26 au matin, cinq énergiques contre-attaques reportent le front en avant du fort de Douaumont; un petit groupe de Brandebourgeois reste cramponné dans les ruines; entouré de trois côtés, il réussit à maintenir par un boyau ses communications avec les lignes allemandes, et reste là en flèche.

C'est là le point essentiel. Plus à l'Est, l'ennemi réussit bien à s'emparer des positions d'Hardaumont. De même à notre gauche, maître de Samogneux, de la cote 344, et du moulin de Cotelettes, il pénètre dans la boucle que fait la Meuse, et occupe la partie Nord de cette boucle avec Champneuville; mais nous gardons la partie Sud, qui domine par une crête nommée la côte du Talou. Cette boucle se trouve d'ailleurs dans une situation singulière. Si les Français se maintiennent dans la presqu'île qu'elle détermine, ils sont entourés par l'ennemi au Nord et à l'Est, par la Meuse à l'Ouest et au Sud, et ils risquent d'être entièrement cernés. D'autre part, si les Allemands essaient de s'y établir, ils tombent sous le feu des batteries françaises établies à l'Ouest de la Meuse, dans les ravins occidentaux du Mort-Homme. Intenable, pour l'un comme pour l'autre adversaire, la région est en quelque sorte neutralisée à partir du 27 février.

En somme, dans la journée du 26, l'élan des Allemands est brisé sur le point principal, dans cette région de Douaumont qui est la clé du champ de bataille.

Toutefois, comme on l'a vu, des élémens brandebourgeois y restent en flèche. La tactique de l'ennemi va être de les dégager et d'élargir la position. Or, à 500 mètres dans l'Ouest du fort, et en contre-bas d'une dizaine de mètres, les Français occupent le village de Douaumont. C'est ce point d'appui qu'il faut enlever et relier au fort. Du 26 au 29, il est attaqué avec fureur. Le 26, une double attaque, sur le village et à quelques centaines de mètres dans le Nord-Ouest, sur le bois Chauffour, échoue. Le 27, une première attaque allemande sur le village, précédée d'un déluge de projectiles, est suivie d'un corps à corps où l'ennemi est rejeté. Il réussit à s'emparer d'une redoute à l'Ouest du village; mais les Français la reprennent, et l'ennemi se retire en laissant des piles de cadavres. Une seconde attaque sur le village, dans l'après-midi, est pareillement repoussée, après un corps à corps acharné. Une troisième attaque, menée par des troupes fraîches, a un sort pire encore; elle est prise sous le feu et écrasée avant d'avoir atteint les tranchées françaises. Le 28, l'attaque se produit des deux côtés du fort; à l'Ouest, sur le village que les Allemands prennent, puis reperdent; à l'Est, sur un bois à la droite du fort, dit bois de la Caillette; les Allemands y pénètrent, mais s'y font décimer par les mitrailleuses, et en sont finalement chassés.

Le 29, les attaques allemandes se poursuivent sans résultat autour de Douaumont, puis cessent; l'ennemi est épuisé; sa situation est calée, et le chef d'état-major général, rassuré, peut retourner auprès du commandant en chef. La première partie de la bataille est finie.

Quel avait été le sort des corps allemands engagés? Devant notre gauche, l'assaut avait été mené par le VIIe corps de réserve. Il avançait, ses deux divisions l'une derrière l'autre. La 13e division marchait en tête, et souffrit beaucoup des premiers jours de lutte; le 28, la 14e la releva; en même temps, elle étendit sa gauche jusqu'à la côte du Poivre.

Devant notre centre, le XVIIIe corps avait combattu, ses deux divisions en ligne. La division de droite (Ouest), la 21e, avait débouché du bois des Caures en direction de 344, tandis

que la division de gauche, la 25e, avait mené l'attaque d'abord le 24 sur Beaumont et le bois des Fosses, puis le 25 sur Louvemont. Elle avait perdu beaucoup de monde dans cette lutte acharnée. Le 27, elle passa en seconde ligne. La 21e division, moins éprouvée, appuya pour prendre sa place.

Devant notre droite, l'attaque avait été menée par le IIIe corps. Il avait ses deux divisions en ligne : la 5e à droite (Ouest), la 6e à gauche (Est); mais chaque division était formée en profondeur, de sorte qu'un régiment de seconde ligne pouvait venir en première ligne prendre la place d'un régiment fatigué; c'est ainsi qu'à la 5e division, le 24 au soir, au moment où le corps d'armée avait atteint la lisière Sud du bois de la Vauche, le 52e régiment avait remplacé le 12e.

Ce sont des élémens de la 6e division (24e et 64e régimens, et 3e bataillon de chasseurs) qui avaient pénétré le 25 au soir dans le fort de Douaumont. Pendant ce temps, la 5e division était plus à l'Ouest, devant le village de Douaumont. Enfin, pour faire liaison entre le IIIe et le XVIIIe corps, le commandement allemand détachait, dans la nuit du 25 au 26, un régiment de soutien du XVe corps, qui n'avait pas pris part à l'attaque et qui était en Woëvre. Ce régiment, le 105e, passait derrière le front du IIIe corps, par Ornes, allait s'établir au bois des Caurières et, le 26 au matin, attaquait au bois Chauffour, tandis que la droite du IIIe corps (52e régiment, 5e division) attaquait le village de Douaumont. On a vu que l'attaque sur le village avait échoué; quant au 105e, se portant sur le bois Chauffour, il a été complètement écharpé par les mitrailleuses. Le IIIe corps a encore fourni l'attaque du 28; la 5e division, ayant remis son 12e régiment en ligne, le place à sa gauche, de façon à attaquer le village de Douaumont par l'Est, en venant du fort; la 6e division attaque le bois de la Caillette; c'est le dernier effort des Brandebourgeois : le 29, épuisés, ils sont ramenés à l'arrière. Pour prendre leur place, le XVIIIe corps (21e division) appuie à gauche, tandis qu'une partie du trou est bouchée par une division fraîche, la 113e, appartenant au détachement d'armée qui opère entre Meuse et Moselle, sous les ordres du général von Strautz. C'est la première unité n'appartenant pas à la première mise, qui apparaît sur le champ de bataille.

En somme, au moment de la première trêve, le 29 février, la masse de choc initiale, très éprouvée, est dans l'état suivant.

A la droite allemande, de la Meuse à la côte du Poivre incluse, la 14e division de réserve; elle avait perdu relativement peu de monde, 10 pour 100 de l'effectif; son moral était bon, mais sans enthousiasme; l'autre division du VIIe corps, la 13e, se reposait à l'arrière. — Au centre, la 21e division, jusqu'au bois Chauffour; l'autre division du XVIIIe corps, la 25e, était en échelon en arrière. — A droite, la 113e division, qui a pris la place du IIIe corps désorganisé, et qui n'a pas encore combattu.

En Woëvre, le XVe corps a suivi du 25 au 27 nos troupes qui se replient, comme on l'a vu, sur les Hauts de Meuse. Ses colonnes avancent sous la protection d'avant-gardes fortes d'un bataillon par régiment; il a subi ainsi quelques pertes. Ses deux divisions sont en ligne du bois Feuilla (Sud-Est de Damloup) jusqu'à Mandres, la 30e au Nord, la 31e au Sud; chacune a deux régimens en ligne. Les deux autres régimens, le 105e et le 132e, comme nous l'avons dit, ont été détachés au IIIe corps. Le 105e a été massacré à la droite de ce corps, le 26e au bois Chauffour; le 132e n'a pas été identifié avec certitude; il était probablement à la gauche du même corps, devant Vaux.

Après deux jours de répit, le 2 mars, la lutte reprit sur le front de Douaumont, menée à l'Ouest par la 21e division, à l'Est par la 113e. La 21e division, massée au Sud-Est de Louvemont, attaque tout entière sur le bois Chauffour, et s'y fait massacrer. — La 113e division attaque le village de Douaumont. De dix heures du matin à trois heures de l'après-midi, le village est écrasé d'obus. L'infanterie allemande croit la position nettoyée; elle s'avance de deux directions : du Nord, par un ravin, et de l'Est, en descendant du fort. Les Allemands qui viennent dans ce sens sont coiffés de casques français. L'attaque est reçue par un feu de mitrailleuses qui la fauche. L'ennemi recommence une préparation d'artillerie, et cette fois il occupe le village; un bataillon français qui le défendait se battit héroïquement; à la gauche, la 10e compagnie, submergée par des masses allemandes de plus en plus fortes, et se sentant perdue, fonça sur elles, à coups de crosse et de baïonnette, et revint à la charge jusqu'au dernier homme. Le village pris, les Allemands essayèrent de déboucher par la sortie Sud-Ouest et d'atteindre la ferme Thiaumont, à 800 mètres au Sud. Mais une compagnie française se forme en crochet définitif, face à l'Est, à 50 mètres du village, et interdit la sortie. Le 3, la grosse artillerie fran-

çaise ouvre à son tour le feu sur le village; les soldats s'amusaient de voir les obus éclater sur les Allemands. A la tombée de la nuit, deux bataillons, l'un du 410e, l'autre du 414e, enlèvent les barricades à l'entrée du village, qui est repris. Mais le 4, à l'aube, les Allemands renforcés reviennent à la charge, et après cinq heures de combat, le tas de ruines que fut le village retombe aux mains des Allemands. Les Français s'établissent à 200 mètres au Sud, et l'ennemi ne peut pas faire un pas de plus.

Ainsi, la prise de Douaumont a été pour la 113e division allemande un succès qu'elle n'a pu exploiter. Il lui a coûté terriblement cher; devant une seule tranchée française, après une contre-attaque allemande du 3 au soir, on a compté 800 cadavres. Du côté français, les troupes ont été héroïques. On cite un lieutenant qui, au plus fort de l'affaire, se promenait tranquillement, la cigarette aux lèvres, au milieu de sa compagnie. Un soldat blessé au début d'une attaque refuse de se faire panser et nettoie les fusils de ses camarades. Un autre, attaqué par cinq Allemands, en tue deux à la baïonnette et abat les trois autres pendant qu'ils s'enfuient.

IX

Le combat du 2 avait achevé la ruine du XVIIIe corps. Ainsi, des trois corps qui avaient fourni l'attaque, deux étaient complètement hors de combat, et le but n'était pas atteint. Il est vrai que les Français avaient perdu leurs deux premières lignes; mais ils avaient opposé sur la troisième une résistance invincible. La ruine de la masse de choc allemande, avant qu'elle ait rempli sa mission, pouvait être regardée par l'Allemagne comme un désastre. Mais cette masse de choc, comme nous l'avons montré, était venue, au moment de sa formation, s'encastrer dans l'armée du Kronprinz; or, cette armée était intacte; on décida de la faire donner à son tour.

Ainsi la bataille allait se dérouler dans l'ordre primitivement établi : après l'attaque sur le centre, les attaques d'ailes. Seulement ces attaques, au lieu de se faire après le succès de l'attaque centrale, allaient se faire après son échec. C'était bien la machine telle qu'elle avait été prévue, et le mécanisme fonctionnait comme il avait été monté. Seulement, la pièce maîtresse était cassée.

L'attaque d'ailes se déclenche le 6 à l'aile droite allemande, à l'Ouest de la Meuse, — et le 8 à l'aile gauche, dans la région de Vaux.

A l'Ouest de la Meuse, les positions françaises comprenaient une avant-ligne, formée par les villages qui bordent le ruisseau de Forges, c'est-à-dire d'Ouest en Est, Malancourt, Béthincourt et Forges; à l'Est de Forges, la ligne allait s'appuyer à la Meuse; à l'Ouest de Malancourt, elle se courbait au Sud-Ouest, et allait à travers bois rejoindre Avocourt; elle nous laissait ainsi une corne de ces bois, dite bois d'Avocourt. En arrière de cette avant-ligne, était établie une ligne de défense principale appuyée à deux hauteurs, à deux sortes de piliers, la colline 304 à gauche, et le Mort-Homme à droite. En arrière de cette ligne définie par le front Avocourt-colline 304-Mort-Homme-Cumières, se trouve une troisième position séparée de la première par une ligne de ravins où l'assaillant subirait des pertes effroyables, et formée par un arc concave de collines, Montzéville, bois Bourrus et fort de Marre.

Le 6, deux divisions, l'une du VIe corps de réserve, l'autre du Xe de réserve (un corps qui paraît avoir été constitué en réserve générale et qui apparaissait pour la première fois sur ce champ de bataille), commencèrent l'attaque par la droite de notre avant-ligne, qui, au voisinage de la Meuse, enfoncée de trois côtés dans une boucle formant presqu'île, était nécessairement difficile à soutenir. L'ennemi enleva les petites garnisons qui tenaient Forges et Regnéville; tournant alors face à l'Ouest, il trouva des ravins qui le conduisaient dans la direction de notre position principale du Mort-Homme. L'un de ces ravins, large et double, défilé aux coups venus du Sud, était tapissé d'un bois, qui fournirait un excellent couvert et une position de départ à petite distance pour les attaques sur le Mort-Homme : c'est le ravin du bois des Corbeaux; les Allemands l'attaquèrent et, après de sanglans échecs, s'y établirent définitivement le 10 mars.

Maîtres du bois des Corbeaux, les Allemands pouvaient négliger le reste de notre avant-ligne et attaquer directement la ligne principale au Mort-Homme; c'est une colline double ayant un sommet de 265 mètres au Nord-Ouest, et le sommet principal, haut de 295 mètres, au Sud-Est. Le massif se trouve juste sur la route de Béthincourt à Cumières. Cette route esca-

lade la colline 265 et la divise en deux par le sommet; arrivée devant la colline 295, au contraire, elle s'infléchit et la contourne par le Nord-Est. Le 14 mars, les Allemands attaquèrent. Ils emportèrent la cote 265, mais échouèrent devant la cote 295, qui a le commandement et qui est la clé de toute la position. Le 16, ils renouvelèrent l'attaque et échouèrent de nouveau.

Ils essayèrent alors de prendre nos lignes de la rive gauche par l'autre bout; au lieu de les forcer par la droite et de prendre le Mort-Homme, ils essayèrent de les forcer par la gauche et d'enlever la colline 304. Le couvert le plus rapproché de cette colline est cette corne Sud-Est du bois d'Avocourt, que nous occupions; c'est en même temps la direction par où elle se prête le mieux à l'escalade; on y accède de là par une longue rampe, nue à la vérité, mais sans coupures et sans obstacles. Le 20 mars, le Kronprinz lança sur le bois d'Avocourt une division fraîche, la 11e bavaroise, un corps d'élite qui avait fait toute la campagne d'été en Galicie et en Pologne dans la phalange Mackensen. Elle attaqua avec des liquides enflammés et s'en empara; mais quand elle voulut déboucher vers la colline 304, et qu'elle apparut en terrain nu, elle fut prise sous de tels feux croisés qu'elle y dut renoncer. Les trois régimens de cette division, d'après des chiffres communiqués au colonel Feyler, ont perdu, du 20 au 22 mars, de 50 à 60 pour 100 de leurs effectifs. Après quatorze jours d'efforts, la bataille d'aile, à l'Ouest de la Meuse, était perdue.

Elle l'était pareillement à l'Est de la Meuse. Le 4 mars, le Kronprinz avait fait appel à ses Brandebourgeois du IIIe corps, qui étaient au repos depuis cinq jours, et il leur avait demandé un dernier effort pour prendre Verdun, « le cœur de la France. » Le 5 mars, il ramenait également au front la 21e division (XVIIIe corps), abîmée, comme nous l'avons vu, le 2, et qui avait été envoyée à l'arrière pour être reconstituée. En même temps, il avait mis en ligne un de ses anciens corps, le Ve de réserve, et, le 8 mars, il donna l'assaut sur la côte du Poivre, notre centre et notre aile droite, de Vaux.

L'attaque ne fut pas lancée à la fois sur tout le front de combat. Elle commença le 8 au centre de la ligne, sur un front qui va de Douaumont à l'Ouest jusqu'à l'éperon d'Hardaumont, au Nord du ravin de Vaux, à l'Est. Elle fut menée par le

IIIe corps, la 113e division, et deux régimens du XVe corps. — Le IIIe corps avait été renouvelé depuis le 2, par ses cadres aux deux tiers, et pour ses effectifs, par des recrues de la classe 1916 qui comprenaient dans certains régimens jusqu'aux deux cinquièmes de l'effectif. Malgré ces renforts, les compagnies qui, le 2 mars, comptaient 200 fusils, n'en comprenaient maintenant pas plus de 120. En général, la classe 1916 se bat très bien. Cependant, des sous-officiers prisonniers ont raconté qu'à ces combats les recrues avaient donné l'éveil en criant : Hurrah! à cent cinquante mètres, et s'étaient ensuite dispersés aux premiers coups de feu. Sauf la prise d'un ouvrage à Hardaumont, les attaques du 8 et du 9 sur le centre échouaient avec de grosses pertes. Le IIIe corps fut renvoyé définitivement à l'arrière. Depuis le 21 février, il avait perdu 22 000 hommes.

Le 9, l'attaque s'était de plus développée à l'Ouest et à l'Est. A l'Ouest, le VIIe corps de réserve se fit repousser à la côte du Poivre, et la 21e division, à sa gauche, acheva de se faire massacrer dans la région de crêtes et de ravins qui sépare la côte du Poivre de Douaumont. A l'Est, les choses marchèrent plus mal encore. Là, le Ve corps de réserve attaquait sur Vaux, et sur le fort de Vaux.

Vaux est un village qui forme, vers la Woëvre, l'entrée d'un ravin Est-Ouest, long de deux kilomètres : ce ravin, qui s'insinue dans le plateau, s'en va finir derrière Douaumont; en avançant par là, les Allemands prendraient donc notre centre à revers. Des plateaux enferment ce ravin au Nord et au Sud; celui du Sud porte le fort de Vaux; celui du Nord a un bord festonné qui le découpe en lobes; le plus oriental s'appelle Hardaumont; mais, une fois maître d'Hardaumont, l'assaillant, poussant vers l'Ouest, en rencontre un second, juste entre Douaumont et Vaux, qui porte le bois de la Caillette. Les Allemands attaquèrent sur tout le front Hardaumont-fort de Vaux. Nous avons vu qu'au Nord ils occupèrent dès le 8 une redoute près d'Hardaumont. Au centre et à la gauche, le 19e régiment de réserve (V^e corps) déboucha le 9, à l'attaque du village de Vaux, dans le ravin, et du fort, sur le plateau Sud. Les Allemands croyaient le village abandonné. Le 1er bataillon s'avança en colonne par quatre, venant d'Ornes, c'est-à-dire du Nord, sans patrouille et sans avant-garde. La compagnie de tête entra dans le village, fut reçue par un feu de mitrailleuses, chargée

à la baïonnette, exterminée à coups de grenades dans les maisons où elle s'était réfugiée. Le 2e et le 3e bataillon, passant à l'Est du village, étaient venus, au Sud, attaquer la croupe qui porte le fort de Vaux; mais, à courte portée, ils sont balayés par nos feux et refluent en désordre. Dans cette journée, le 19e régiment a subi des pertes effroyables. L'attaque, reprise le lendemain, a de nouveau échoué sur les pentes du fort. Le seul résultat que purent obtenir les Allemands fut de prendre la partie Est du village de Vaux, et, au Nord, l'éperon d'Hardaumont. Pour un pareil effort, ce gain représentait un terrible échec.

Leurs récits déclarent que, depuis ce moment, le front est stabilisé sur la rive droite et qu'on y est retourné à la guerre de positions. Cependant, le 16 et le 18, ils faisaient sur Vaux une nouvelle attaque qui échouait. Ainsi, à l'Est de la Meuse comme à l'Ouest, la bataille d'ailes était manquée.

Vers le 22 mars, l'armée de choc aux deux tiers anéantie, l'armée du Kronprinz elle-même, épuisée sans avoir obtenu aucun résultat essentiel, la bataille était bien perdue. Une longue trêve suivit, du 22 au 28 mars. Mais abandonner Verdun serait pour les Allemands l'aveu d'un tel désastre qu'ils ne voulurent pas considérer la partie comme finie.

Ils avaient amené de nouvelles forces encore : la 192e brigade parait sur la rive gauche; — trois divisions au centre (121e, 58e et 19e de réserve) viennent avec la 113e remplacer le XVIIIe et le IIIe corps définitivement hors de combat; une division venant de Russie est signalée à la gauche; et, le 28 mars, commence une troisième bataille. Elle débuta sur la rive gauche. Nous avons vu que, de ce côté, les Français tenaient en février une avant-ligne Avocourt-Forges, derrière laquelle se dressaient les deux piliers de la ligne principale, la colline 304 et le Mort-Homme. Les Allemands avaient forcé l'avant-ligne aux deux bouts, à l'Est par Forges (6 mars), à l'Ouest par le bois d'Avocourt (20 mars). Il devenait dès lors inutile de faire tomber du front la partie centrale de notre avant-ligne. Maître des extrémités, l'ennemi pensait se porter directement de là sur les positions principales, de Forges par le bois des Corbeaux sur le Mort-Homme, du bois d'Avocourt sur la colline 304. Mais ces tentatives avaient échoué le 14 et le 22 mars : le Mort-Homme avait résisté et la colline 304 n'avait pas même pu être attaquée.

Il fallait donc revenir à une avance méthodique et faire tomber tout ce qui restait de notre avant-ligne, de Malancourt à Béthincourt. L'opération commença mal pour l'ennemi. Le 28, il échoua devant Malancourt. Le 29, les Français reprirent le bois d'Avocourt. Mais du 30 mars au 8 avril, les Allemands réussirent la première partie de leur dessein : ils emportèrent successivement Malancourt, Haucourt, Béthincourt. Les Français se replièrent à l'Ouest sur les premières pentes de la colline 304, au centre sur les hauteurs au Sud du ruisseau de Forges, à l'Est à 500 mètres environ au Sud de Béthincourt. Le Kronprinz pensa alors le moment de l'attaque générale venu, et il la lança le 9, d'Avocourt à la Meuse, avec une violence et une ampleur qu'on n'avait pas vues depuis les premières attaques de février. Ce fut un sanglant échec.

Parallèlement, une attaque était lancée le 31 mars sur la rive droite. Il y a presque toujours corrélation entre les combats de l'une et de l'autre rive, le but de l'ennemi étant de diviser et d'affaiblir nos réserves. Le 31, les Allemands attaquèrent sur la partie Ouest de Vaux, qu'ils prirent. Le 2 avril, ils essayèrent d'élargir leur succès en enlevant, sur le flanc Nord du ravin de Vaux, le bois de la Caillette. Mais le 3, d'énergiques contre-attaques françaises reprenaient toutes leurs positions et rétablissaient le front tel qu'il était au mois de mars Bien mieux, les Français inauguraient un système de contre-attaques à petits effectifs, locales, mais très énergiques, et commençaient la reprise méthodique du terrain. Ils avançaient ainsi au Nord du bois de la Caillette et au Sud de Douaumont. Le 20 avril, ils étendaient ce système à la rive gauche et élargissaient leurs positions devant le Mort-Homme.

Ainsi, la bataille changeait de face. Les Allemands, devant ce progrès, ont essayé de réagir. Ces réactions, qui ont désormais un caractère de défensive-offensive, ont été au nombre de trois. Le 11 avril, ils ont attaqué entre Douaumont et Vaux ; le 17, ils ont attaqué sur tout le centre, dans le secteur de l'ancienne masse de choc, entre la Meuse et Douaumont ; le 19, ils ont cherché une diversion lointaine vers les Éparges. Aucune de ces tentatives n'a donné de résultat.

X

Résumons l'enseignement et les traits de cette longue bataille.

L'Allemagne, soit qu'elle voulût prévenir une offensive alliée, soit qu'elle eût besoin d'une décision prompte, prépara d'octobre à février, sur ce front français où elle n'avait jamais cessé de garder les deux tiers de ses forces, une action de première grandeur. Elle engagea dans cette action d'abord six et successivement jusqu'à trente divisions. En admettant qu'elle n'ait pas voulu au début donner à la bataille une importance capitale, il est évident que cette bataille a pris ce caractère.

Si l'on considère la bataille dans l'espace, après deux mois de lutte, les Allemands avaient obtenu les résultats suivans. Sur la rive droite de la Meuse, ils étaient parvenus dans nôtre secteur droit à la ligne des défenses permanentes de la place; sur la ligne Douaumont-Vaux, ils avaient même écorné cette ligne à Douaumont; dans le secteur gauche, ils étaient contenus sur un front en demi-cercle autour du ravin de Bras. Sur la rive gauche, ils avaient fait tomber la totalité de l'avant-ligne sur le ruisseau de Forges; sur la ligne principale, composée de deux positions symétriques, le Mort-Homme et la colline 304, ils avaient abordé le Mort-Homme sans pouvoir s'en emparer; ils n'avaient jamais pu attaquer directement la colline 304.

Si l'on considère la bataille dans le temps, les progrès allemands se décomposent en quatre phases : sur la rive droite, la presque totalité du gain a été faite du 21 au 26 février; elle mesure par endroits 7 kilomètres de profondeur. Depuis ce moment, c'est-à-dire depuis plus de deux mois, la stagnation est absolue : les Allemands n'ont gagné que deux étroits lopins de terre : au centre, le village de Douaumont (4 mars); à l'Est, la moitié du village de Vaux (8 mars). Sur la rive gauche, le gain a été fait en deux grandes phases : du 6 au 10 mars, les Allemands ont fait tomber la partie droite de notre avant-ligne, et comme épilogue, ils ont pris le 14 la cote 265; — du 30 mars au 8 avril, ils ont pris la partie gauche de notre avant-ligne, et ils ont cru dès lors pouvoir donner l'assaut général du 9 qui a été désastreux pour eux.

Ainsi sur la rive droite, le progrès de l'ennemi a été arrêté totalement le 26 février, ou au plus tard le 8 mars; depuis six semaines, ses attaques se brisent sur un mur. Sur la rive gauche, la bataille a été commencée quinze jours plus tard, l'avant-ligne, presque nécessairement sacrifiée, a tenu beaucoup plus longtemps que sur la rive droite; ces diverses raisons ont prolongé l'avance allemande jusqu'au 8 avril. Mais à ce moment, elle s'est à son tour brisée sur un mur infranchissable. Il y a plus : depuis le 4 avril sur la rive droite, depuis le 20 sur la rive gauche (qui accuse encore ici le même retard), les Français ont passé à la contre-offensive. Cette contre-offensive a été faite suivant le système même de l'ennemi par actions locales, limitées, bien préparées. Du Nord de l'étang de Vaux au Sud de Douaumont, au bois d'Haudremont, au Mort-Homme, nos positions se sont élargies.

Vaincre, c'est, suivant la formule classique, imposer sa volonté à l'ennemi; les Allemands ont voulu briser le front français et ils ont échoué; les Français, inversement, ont voulu livrer une bataille défensive, c'est-à-dire infliger à l'ennemi le maximum d'usure jusqu'au moment où, la balance ayant culbuté, ils reprendraient l'offensive. Ils sont arrivés pleinement à ce résultat. Les Allemands ont engagé, usé, renouvelé, usé encore des forces de plus en plus grandes. Ils ont fait massacrer leur classe 1916, ils ont aminci le reste du front, ils ont engagé dans un effort désespéré toutes leurs disponibilités. Cessons maintenant de considérer le détail des faits. Revenons à notre point de départ. Les Allemands ont engagé la bataille de Verdun parce que, dans une lutte d'usure, ils seraient nécessairement inférieurs, et qu'il leur fallait dénouer le nœud par l'épée. Mais cette fois l'épée s'est brisée. Ils se trouvent dans une situation pire qu'avant le 21 février. Ils sont comme une bête dans des rets, qui se prend d'autant plus fortement qu'elle s'efforce de s'en dégager. Leur effort les a épuisés et a accru l'inégalité. La bataille de Verdun précipite le destin : c'est, par la faute même des Allemands, le premier acte de la victoire définitive.

HENRY BIDOU.

REVUE LITTÉRAIRE

L'HUMANISME DÉVOT (1).

M. l'abbé Henri Bremond vient de publier les deux premiers tomes d'une *Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, qui s'étendra sur quelque dix à douze volumes in-octavo, et qu'il a préparée avec beaucoup de zèle, non sans méthode, et qu'il écrit avec beaucoup de verve. Nous aurons l'occasion de revenir à cette œuvre immense. Nous en apercevons déjà les grandes lignes : une série de quatre tomes est consacrée aux dernières années du XVIe et au XVIIe siècle, l'auteur ayant pris son départ au point où finissent les guerres de religion ; le XVIIIe siècle et le XIXe formeront la deuxième et la troisième série. De 1590 à 1620, M. l'abbé Henri Bremond voit naître et se manifester le phénomène religieux qu'il appelle « l'invasion mystique ; » la « conquête mystique » se développe jusqu'au milieu du siècle ; et les années 1650-1700 nous mènent à « la retraite des mystiques : » ces dates, évidemment, moins précises que celles des batailles de Marignan ou de Rocroy. L'invasion, la conquête et la retraite des mystiques font et feront l'objet des tomes II, III et IV, qu'il faudra examiner ensemble. Je me borne, pour le moment, au préambule : tome Ier, *L'humanisme dévot*, plus de cinq cents pages. Du reste, la longueur de l'ouvrage ne doit effrayer personne ; pas plus que ne doit effrayer personne la digne austérité du sujet. Le sujet, sans aucun doute, est l'un des plus attachans ; et l'ouvrage, même si l'on ne s'y attend guère, l'un des plus amusans qui soient. Je ne sais pourquoi

(1) *Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des guerres de religion jusqu'à nos jours*, par Henri Bremond, tome Ier, *L'humanisme dévot, 1580-1660*. (Bloud et Gay, éditeurs.) Le tome II vient de paraître.

M. l'abbé Henri Bremond, qui certainement s'est plu à le composer, redoute quelquefois notre ennui, de sorte qu'il se dépêche : nous l'inviterions à ne pas aller trop vite. Il craint, et avec une timidité gracieuse, d'être importun ; bref, il se méfie de notre frivolité : nous l'inviterions à ne pas nous croire tant frivoles et, par endroits, à ne pas l'être, en considération de nous. S'il écrit, d'un des personnages qu'il nous présente : « Le P. Binet a comme cela tout un répertoire de contes plaisans qui ne sont pas dans une musette, » c'est pure bonté, complaisance d'un docteur ou d'un apôtre qui veut amadouer les Gentils. Inutiles précautions : il pouvait se fier, je ne dis pas, à nous, mais à lui, et plus encore au vif attrait de la littérature singulière et charmante qu'il nous révèle.

Ses humanistes dévots sont des gens extraordinaires, que nous ne connaissions pas beaucoup ; et nous avions tort de ne pas les connaître : nous ne les oublierons pas. Des écrivains dignes de leurs contemporains succulens Théophile, Saint-Amant, Guez de Balzac ; des originaux fieffés, et qui ont, dans l'excentricité même, une délicieuse innocence ; des saints joyeux, et à qui l'on sent que la parfaite honnêteté du cœur et de l'esprit donne leur liberté admirable. Un Louis Richeome, un Étienne Binet, un Jean-Pierre Camus n'ont pas leurs pareils, pour notre louable divertissement.

Louis Richeome, le plus ancien des trois, est né en 1544, et à Digne, dont il montre de la fierté, car il inscrit à la première page de ses livres sa qualité de Provençal auprès de sa qualité de jésuite ; et, contre les Italiens qui vantent leurs citrons, il revendique tout honneur pour les prunes de Brignoles et figues de Marseille. Il eut, au collège de Clermont, les leçons du fameux Maldonat, Espagnol, « un lion en chaire, un agnet en conversation ; » puis il entra chez les jésuites, fonda le collège de Dijon qui, parmi ses élèves, comptera Bossuet. Il occupa les plus hautes charges de son ordre à Lyon, Bordeaux, fut à Rome assistant de France et mourut au premier quart du grand siècle. C'était un homme doux et capable de violence, qui aimait son prochain, les animaux et la nature et qui détestait les ennemis de l'Église, voire s'il les découvrait dans la Compagnie de Jésus. Il y a de lui des libelles farouches et, par exemple, une *Chasse du renard Pasquin découvert et pris en sa tanière*, toute pleine d'injures et de gros mots qu'Étienne Pasquier releva et qu'il jugea en termes tels que je ne puis les copier : jadis, un vieux jurisconsulte et un religieux accompli avaient une franchise de vocabulaire que nous interdisent les progrès du goût peut-être, et aussi les progrès du pha-

risaïsme. Richeome n'est pas du tout pharisien et il met au service de la meilleure cause, très volontiers, une gaillardise de langage et de pensée très agréable. Il ne veut pas que la dévotion soit jamais triste ; — et l'on devine en lui, à cet égard, un devancier de saint François de Sales ; — il ne veut pas que la religion soit renfrognée et sourcilleuse. Il entend que notre piété nous récompense dès ici-bas, par une excellente gaieté. Tout le zèle de sa plume, quand il ne le dédie pas à vilipender les infidèles et hypocrites, il l'emploie à nous communiquer une saine allégresse. Il n'estime pas que Dieu ait créé le monde pour notre chagrin et ait inspiré à ses prophètes le texte de la Bible pour notre mélancolie. La Bible, qui est toute sagesse anticipée, et le monde, qui est toute réalité provisoire, lui sont deux trésors de contentement. Certes, il cherche dans le livre sacré la parole divine ; mais il y cherche l'occasion de s'attarder « sur quelque digne sujet, avec honnête récréation. » Ses *Tableaux sacrés* sont un jeu littéraire, un jeu malin, un jeu d'artiste. Il a passé des heures fines et ravissantes à dessiner, avec des mots, à dessiner et à colorier maintes scènes de l'Ancien Testament, comme ceci : « L'ange apporte à Élie sa nourriture. » Et il s'agit de peindre un ange : « Le peintre... » Et, le peintre, c'est Richeome lui-même... « Le peintre lui a fait le visage lumineux ; sa perruque volante en arrière est de couleur d'or : il lui a mis aussi des ailes au dos. Vous les voyez étendues en l'air inégalement, l'une montrant le dedans et l'autre le dehors, merveilleusement belles. Les guidons d'icelles et les deux grosses pennes premières sont de couleur de ver luisant, comme celles d'un paon ; les autres de même rang sont entremêlées de jaune, orange, rouge et bleu à guise d'arc-en-ciel ; les cerceaux et petites plumes qui revêtissent les tuyaux de celles-ci et les autres qui suivent en divers ordres sont riopiolées à proportion des premières ; le duvet qui couvre le dos de l'aile est comme une entassure de menues et petites écailles de diverses couleurs mises sur du coton... » Etc. Cela dure toute une page ; et, remarque le peintre de l'ange avec bonhomie, « cependant que je parle, le bon vieillard Élie dort toujours. » Louis Richeome avait choisi un graveur habile, l'un des maîtres de l'époque, Léonard Gaultier, pour lui confier le soin d'illustrer joliment les *Tableaux Sacrés*. Mais le graveur n'a que du noir et du blanc ; Richeome veut de la couleur : et c'est lui-même qui l'ajoute, en son commentaire, au dessin de Léonard Gaultier. Voire, le meilleur dessin, c'est lui Richeome qui le trace, quand il faut qu'on ait sous les yeux le cheval que monte Abraham rendant visite à Melchisedech :

« Ce coursier de poil bai-doré, balzan des deux pieds, qui montre par la belle façon de tout son corsage qu'il est bien maniant et adroit et digne d'être monté d'un grand capitaine. Contemplez un peu sa tête petite, ses oreilles de rat accrestées, le front décharné et large, marqué d'une étoile droit au remoulin ; le col de moyenne longueur, grêle joignant la tête, gros vers la poitrine et doucement voûté par le milieu; voyez comme, en mâchant superbement son frein, il jette l'écume blanche, ouvrant ses naseaux enflés et montrant le vermeil du dedans. » Voilà un cheval ! et Richeome est un connaisseur. Richeome, qui a de l'imagination, a aussi des yeux savans et attentifs.

Je disais qu'il avait deux trésors de contentement, la Bible et le Monde. Le peintre des anges, des patriarches et des interventions divines, est encore le peintre des menus objets et de toutes beautés rares ou vulgaires qui se rencontrent dans la nature. Il copie avec une fidélité patiente « la figure des glaïeuls violets quand ils sont épanis; » il admire et note justement « la posture de leurs feuilles, dont trois alternativement courbées en arcade et jointes à la pointe, et trois autres, recourbées et couchées alternativement aussi vers la tige, faisant trois espaces vides, représentent une couronne impériale ; » et il nous prie de contempler « le velours violet de celles qui se courbent avec les petites broches rangées en long sur le mitan comme ouvrage de frise ou canatil. » Les tulipes et lys et toutes fleurs lui sont de précieux modèles ; et, les feuilles, il ne les méprise pas : il a suivi leur pathétique aventure depuis le printemps jusqu'à l'automne et il sait comment elles se développent, comment elles se tachent, se fanent, puis tombent. Il est curieux et je crois qu'il est gourmand, car il appelle les cerises « ces morceaux de gelée délicate. » Il a observé les animaux, et leur anatomie, et leur manège : une mouche, — et comme « elle entortille ses jambettes devant et derrière, les faisant passer sur sa tête et sa croupe, pour donner le fil à son bec et force à son vol, » — et comme, sur une table, elle glisse, telle « une galère poussée des avirons sur la surface de la mer. » Le dépit de Richeome est de se dire qu'il y a types de mouches et moucherons qu'il n'a pas vus. Dans ses voyages, en province ou hors de France, il ne manque pas de quêter toutes étrangetés : à Montpellier, il a vu le jardin du Roi ; et, à Bordeaux, le jardin du pieux, docte et grave président Cheysac, qui a fait venir chez soi « les Indes orientales et occidentales et les richesses de leurs fleurs ; » et, à Rome, une infinité d'autres merveilles; et, en Avignon, l'an 1592, un caméléon qu'on

avait apporté du Portugal. Il a vu l'oiseau cardinal du Brésil et l'oiseau dit du Paradis : « Sa tête est jaune, son col émaillé d'un vert gai, ses ailes teintes de tanné pourprin et le reste un corps d'or paillé. » Un vert gai. Richeome indique là son plaisir ; les couleurs lui sont liesse. Il a vu le combat d'une belette et d'un serpent; et il a vu les rudesses de la police, dans la république des fourmis; et il a vu des batailles d'abeilles, les essaims répartis en bataillons de diverse figure, carrés ou ronds, triangulaires ou en forme de croissant, « tous armés des mêmes armes, qui étaient une cote d'écailles, et de même courage, tous lanciers montés dessus leurs ailerons : » pendant la mêlée, ce fut, en l'air, « comme une grêle de fèves ou de balles de harquebuse donnant les unes contre les autres et tombant à terre, dru et menu. » Quel écrivain ! et qui s'amuse.

L'amusement d'écrire, Louis Richeome le pratique avec bonheur et avec une exquise adresse. Il avait composé une règle du jeu, ou rhétorique. Et, un jour, un jeune jésuite la lui demanda. Mais Richeome la refusa ; et il a détruit sa rhétorique, non qu'il fût jaloux de son secret charmant : il craignit qu'une tête « plus ingénieuse que vertueuse » n'en mésusât « pour battre l'innocence. » Incomparable Richeome, si bien averti et des délices et des dangers de la littérature ! Il en faisait, quant à lui, un bon usage, et anodin; il ne permettait pas que son doux jeu se pervertît.

Son doux jeu, il le consacrait au bien des âmes et à leur allégresse. Mais il n'est pas un moraliste ou un prêcheur perpétuel. Quand il offre à son lecteur ses tableaux sacrés, sans doute il tâche de le rendre assidu aux livres saints; il lui embellit l'importante lecture, afin de l'y gagner : surtout, il l'amuse, en même temps qu'il s'amuse lui-même, et gentiment. S'il peint les mœurs des animaux, ce n'est pas à la façon d'un fabuliste qui songerait premièrement à la leçon. Ses livres de ménagerie ne ressemblent point aux bestiaires du Moyen Age, très subtiles allégories et qui sont toutes destinées à révéler des « senefiances » difficiles. Le Physiologue du Moyen Age nous intime de savoir que le lion, poursuivi par les chasseurs, efface de sa queue les traces de ses pas, et que le lion est ainsi le symbole de Notre-Seigneur, lequel, descendu ici-bas, se dissimula de telle sorte que les Hébreux ont dû le méconnaître. Ces pieux rébus ne sont pas ce que cherche Richeome dans la création. Il a plus de liberté ; il a même plus de liberté que Bernardin de Saint-Pierre et les autres philosophes qui nous dévoilent les harmonies de la nature pour que nous concluions au créateur. Richeome ni ses ouailles n'ont besoin

qu'on leur prouve la finalité ou Dieu. Que veut-il donc, Richeome? Une gaieté innocente, et dont il remercie Dieu. Il eût écrit, comme Bourdaloue : « Mon Dieu, je suis content de vous ! » Et il écrivait aux novices de saint André : « Mes bien-aimés, [vous remercierez Dieu] nuit et jour, en santé, en maladie, en prospérité, en adversité, aux champs, aux villes, aux églises, à chaque pas que vous faites, prenant matière d'admiration, de dilection et de louange de tout ce que vous oyez et touchez en l'école de son Église et de la nature. » Le bonhomme Richeome, devancier de saint François de Sales, a aussi en lui quelque chose de l'autre saint François, — et bien qu'il eût l'horreur, souvent comique, de tous moines mendians et franciscains : — il avait pris dans sa Provence natale un peu de cette allégresse adorable que saint François d'Assise avait reçue du clair soleil d'Ombrie, du paysage lumineux, des vignes et des oliviers.

Étienne Binet, jésuite également, c'est un extraordinaire bavard, et drôle, et un saint homme. Un grand faiseur de phrases tonitruantes, et magnifiques. Un grand faiseur de vacarme : le tintamarre des mots est la musique habituelle de sa pensée. Il n'a pas beaucoup de délicatesse; et il n'a pas du tout de discrétion. Ses abus de langage sont énormes, sont ridicules; cependant il montre, dans le pire excès de ses diatribes véhémentes et tatillonnantes, une espèce de génie : et c'est à peine si l'on n'ose le comparer à l'auteur de Pantagruel, quelquefois. Il invective contre les catholiques imparfaits : « Où êtes-vous maintenant, catholiques de boue et de fumier?... » Simplement !... « O hommes sans âmes, et âmes sans raison, et raison sans religion, et religion sans Dieu ! Si fait, dea, vous en avez un, qui se nomme le ventre. Mais tel Dieu, tel service. Vos poumons sont son temple; le foie, son autel, toujours couvert de sang et de voirie ; l'estomac, l'encensoir; les fumées qui en sortent sont l'encens le plus doux; la graisse est la victime, le cuisinier est votre aumônier qui est toujours en service, et vos inspirations ne dévalent à vous que par la cheminée; les sauces sont vos sacremens, et les hoquets vos plus profondes prophéties. Toute votre charité bouillonne dans vos grasses marmites; votre espérance à l'étuvée toujours couverte entre deux plats ! » Cela est écrit par le P. Étienne Binet, jésuite, dans un ouvrage intitulé *La fleur des psaumes :* et, ce doux titre de manuel dévot, ces phrases-là le secouent rudement. Plutôt que de prêcher l'abstinence, Binet dénigre la gourmandise. En d'autres termes, il est mieux fait pour traiter de la gourmandise, — et fût-ce pour la condamner, — que pour traiter de l'abstinence, et fût-ce pour la

louer; il est mieux fait pour condamner que pour louer. S'il a en tête, et il l'aura bien, de nous recommander les bonnes œuvres, le stratagème ne sera pas de nous attendrir sur les mérites de la charité : plutôt, il nous avilira nos motifs de cupidité ou d'épargne. Vous économisez, afin de maintenir l'honneur de votre maison, la prospérité de votre famille? Ah! belles dupes!... « Vous fierez-vous à vos parens? O les harpies, ô les vautours! O les loups-garous! Ils ne vous aiment, cruels, que pour ronger barbarement votre pauvre carcasse, casser vos os félonnement et pour avidement en sucer les moelles et le sang encore tout bouillant!... » Mais vous avez des enfans qui ont droit de compter sur vous, que vous ne dépouillerez pas, que vous ne laisserez pas, vous défunt, sans ressource et pitance? « Quelle horreur, je vous prie, qu'il faille être un voleur en sa vie, un désespéré à sa mort et un damné pour tout jamais, afin de laisser ses biens à trois petits morveux qui se moqueront de vous après votre mort et volontiers ne voudraient de leur gré donner trois carolus pour faire dire une pauvre messe pour vous qui vous êtes damné pour eux! O grand sot de père qui se damne pour des ingrats... » Il est lancé, il est déchaîné... « pour des ingrats et possible (peut-être) bâtards! Ne vous fiez pas à vos enfans, ce sont des voleurs! » Voilà Binet : quel homme! La brutalité même. Et il appelle ainsi ses auditeurs : « Venez, canailles; venez, tous les soldats d'enfer!... » La brutalité même ; et puis, les grâces d'un bon garçon. Ce brutal a au fond de l'âme une étrange douceur, et telle que les violences de la Bible, par endroits, l'étonnent et, pour un peu, l'offenseraient. Mieux pourvu d'aménité, Richeome trouve ses délices dans le Pentateuque et les Prophéties; le terrible Binet préfère les aménités de l'Évangile. Et il écrit : « Le Vieux Testament fut la loi de rigueur où on ne parle que de morts, que de foudres, et du Dieu des armées. Or, que gagna-t-il avec cela? Il faisait fuir tout le monde; personne quasi ne le voulait servir; on aimait mieux parler à Moyse qu'à lui. Au Nouveau Testament, le Verbe incarné se nomma un agneau. Cette bénignité attira le cœur de tout le monde. » Il ne faut pas s'y tromper, Binet le terrible préfère la bénignité. Il a composé un livre *Du gouvernement spirituel* qui invite les gouverneurs de nos âmes à imiter nos doux gardiens les anges. Raphaël disait au petit Tobie : « « Mon petit frère, vous plairait-il que nous fissions ceci ou cela? » L'ange n'usait pas de brusquerie à l'égard de l'enfant, ne le poussait pas, ne le tirait pas, ne lui disait : « Allez là, car Dieu le veut ainsi et qu'on se garde d'y faillir. Allons donc! car, si vous n'y

allez pas, on vous y fera bien aller, plus vite que le pas ! » Ces façons, remarque Binet, sont inconnues au ciel, et ce n'est pas le style des anges. Et il prie les gouverneurs de nos âmes de méditer un saint exemple, celui du pape Grégoire, lequel pouvait, souverain pontife, parler à coups de tonnerre, jeter la foudre des censures et excommunications : « Mais le saint homme y va bien d'un autre air. Et dit tantôt : S'il plaisait à votre douceur... tantôt : Votre suavité agréera bien que je lui dise... Au lieu donc de répandre la grêle et les tonnerres sur la tête des humains, ce saint homme faisait rouler des torrens de miel et emportait tout... » Mais lui, Binet, sa violence?

Eh ! la violence de Binet, ne l'a-t-on pas senti, c'est bonne humeur. Ses cris de « canaille » et « soldats d'enfer, » gaieté. La vivacité de ses réprimandes, le tapage de ses mots et les gros mots qu'il ne ménage pas, jovialité. Il avait un singulier visage, tout maigre et aux traits marqués fortement : un nez solide, les joues qui se retirent et qui dégagent bien la bouche; des lèvres, non pas certes de gourmand, mais de bavard, fines et avançantes, sous des moustaches rases ; un peu de poil au menton, pour le terminer en pointe ; les yeux, noirs, grands, pétillans, sous le front chauve et les arcades sourcilières larges et touffues ; et une physionomie qu'on devine extraordinairement mobile, prompte à passer de la colère vraie ou feinte au rire, et habile aux mines, aux grimaces peut-être. Je crois que ce fut un plaisant spectacle et beau, Binet se démenant au service de l'Évangile avec sa pieuse ferveur et son entrain de bonté véritable.

Sa doctrine est parfaitement pure ; et, si l'on souhaite, à ce propos, un témoignage, sainte Chantal a dit de lui qu'elle n'avait pas rencontré en ce monde un esprit plus conforme à celui de Monseigneur. Et Monseigneur est saint François de Sales : on ne saurait demander à sainte Chantal un certificat meilleur. Étienne Binet fut, en sa dévotion, l'égal des saints. Mais il eut, dans sa perfection, des réserves d'indulgence et, dans sa raison, les règles d'une clémente sagesse. Comme Louis Richeome, il ne voulait pas que la religion devînt triste, hargneuse ou alarmante. Il avait soin des âmes que Dieu ne semble pas destiner dès ici-bas aux plus hautes méditations et aux vertus les plus difficiles. « Pensez-vous que tout le monde doive avoir la dévotion d'un capucin ou d'un chartreux? » disait-il ; et, quand il avait célébré les éminentes qualités de sainte Claire, il ne manquait pas d'ajouter : « Je vous défends très expressément d'imiter cette vierge sainte ; c'est assez pour vous de l'admirer ! » Il se méfiait grandement de ces dévots qui « se rendent des droits fainéans, sous

couleur de solitude ; » il admet que l'on soit modeste et grave, hypocondriaque non pas. Il blâme une piteuse figure et une sombre contenance, car « ce ne sont pas là les effets des sacremens, ni de la grâce qui est gaie, active, ardente, forte et toujours à cœur joyeux et à visage riant. » Binet veut qu'un homme bien dévot « fasse plus d'affaires et mieux que trois autres ; » il lui propose le modèle de Judas Macchabée qui « priait en frappant, frappait en priant et assénait plus brusquement les coups qu'il dardait après avoir poussé plus ardemment ses prières vers le ciel. » Qu'est-ce à dire? Binet demande que la religion ne soit pas étrangère à la vie, ne soit pas un coin séparé de nos existences, un jardin clos et où il est difficile de pénétrer, où peu à peu nous n'allons plus, si nos besognes quotidiennes et peut-être aussi notre futilité nous occupent.

Or, Pascal s'est moqué de Binet, comme de tous ces jésuites. Et le grand nom de Pascal, autant que son impitoyable raillerie, accable à tout jamais « notre célèbre père Binet, qui a été notre provincial... » Pauvre père Binet, dont l'idée était pieuse et intelligente !... La religion de ce bonhomme ne contentait ni le génie de Pascal, ni sa passion de la douleur, ni son angoisse. Mais ni l'angoisse de Pascal, ni sa passion de la douleur, ni son génie ne sont à notre portée; et, si nous l'admirons, comme les filles à qui le père Binet vantait sainte Claire admiraient cette vierge sainte, il nous est défendu de l'imiter : nous n'en sommes pas capables et notre singerie serait détestable. Et alors, que nous reste-t-il, à nous, gens de petite pensée et de commun courage? à nous, gens qui sommes, ou peu s'en faut, tout le monde? Absolument rien, selon Pascal : et c'est à nous que s'adresse le père Binet, charitable d'esprit, justement informé de notre faiblesse et bien résolu à ne pas mépriser notre bonne volonté. Dira-t-on qu'il a trop d'obligeance et qu'afin de ne pas nous rebuter il tempère d'une excessive indulgence les sévérités de la foi ? Je ne le crois aucunement. Sa morale, telle qu'elle apparaît dans les résumés et les citations de M. l'abbé Henri Bremond, ne me semble pas du tout relâchée, mais difficile encore et parfaitement digne d'offrir un idéal aux meilleurs d'entre nous. Qui suivrait ses préceptes avec une attentive exactitude serait un catholique sans reproche, et gai, un catholique à faire envie. Dans la querelle de Pascal et des jésuites, c'est Pascal qui est sublime ; et, la plupart du temps, ce sont les jésuites qui ont raison.

Le tort de Binet, — revenons à la littérature, — ce fut d'écrire et d'imprimer quelque deux cents volumes. Aussi ne le lit-on guère, faute de choisir dans tout ce fatras. Il écrivait beaucoup trop ; mais il

écrivait bien. Ou plutôt, s'il n'écrivait pas à merveille, il écrivait d'une façon jolie, attrayante, et parfois cocasse, et toujours vive. Il emberlificote souvent sa pensée; et, ce qu'il dit, généralement, il pourrait le dire avec moins de mots. C'est qu'il adore les mots, et les adore pour leur son, leur figure, et pour les significations qu'il leur attribue avec justesse, et pour les images qu'ils font à ses yeux. Adorer les mots : il y a là de l'excès, probablement; et il suffit de les aimer. Encore faut-il ne pas manquer à cet amour, si l'on fait métier de littérature : et c'est où pèchent maints écrivains, par une austérité fâcheuse, ou par ignorance. La littérature est un art; elle ne doit donc pas négliger notre plaisir : et elle a tort, si elle prétend éluder toute concupiscence. Les honnêtes concupiscences de la littérature, Binet ne les refuse pas; et il les refuse d'autant moins qu'il les emploie au salut de nos âmes, légères, volantes, et qu'on ne prend pas avec du vinaigre. Il a compté sur les belles séductions de l'éloquence et il a tourné au bénéfice de la religion les attraits d'un style opulent. Les solécismes et « vilains barbarismes » sont, à le croire, péchés de prédicateur et d'apologiste. Il a pitié des orateurs qui, adressant leur remontrance à telles gens de corporations ou de métiers, les font rire par leurs métaphores : combien d' « affineurs » se moquent tout leur saoul, quand ils entendent, au sermon, le prêcheur affirmer « que le sang de bouc mollit le diamant et que le marteau et l'enclume se casseront plus tôt que jamais ébrécher la dureté opiniâtre du même diamant? » Car, « il y a mille choses où, pensant faire merveille de bien dire, certes on ne dit chose qui vaille. » Premièrement, il faut savoir et s'informer. Bien parler, bien écrire, cela exige de l'étude ; et Binet n'a point épargné son étude. Il a examiné toutes les sciences, tous les métiers et, du résultat de ses recherches, composé une encyclopédie. L'on écrit et l'on parle avec des mots; les mots sont les signes des objets : il a examiné les objets. Comme Richeome, il a examiné les fleurs : « Quelle vergogne de voir qu'on ne sait pas parler de ces belles beautés! Quand les plus huppés ont dit la rose, le lis, l'œillet, le bouton et la feuille, ils sont au bout de leur savoir. » Comme Richeome, il a examiné les animaux et il peint joliment la course du lièvre, la pâmoison mélodieuse des rossignols et la furie belliqueuse des abeilles : « ces petites gens ne sont que feu et colère qui vole. » Il a étudié la médecine et particulièrement la pharmacie, où sont cachées, dit-il, grandes richesses d'éloquence. Il a étudié l'orfèvrerie, la vénerie et la marine : et il a visité l'une et l'autre mer, car, dit-il, « les plus riches pièces d'éloquence et de poésie sont em-

pruntées de la mer. » Le travail de tous les artisans l'a occupé, tant il est curieux de tout connaître et content si, pour prix de sa peine, il enrichit de quelques mots techniques son vocabulaire. Comme un bon humaniste, il ne méprise pas les mots qui viennent du grec et du latin; mais il préfère encore les mots tout vivans, les mots du peuple, les braves mots qui chaque jour sont à l'ouvrage. Il entre dans les ateliers et les simples boutiques afin d'y prendre des leçons et il dispute avec les compagnons à dessein de leur ouvrir la bouche et de les « faire parler : » il note les tours de phrases, les mots, les maximes, les proverbes, « mille et mille secrets. » Et il assure que c'est ainsi qu'ont procédé, aux meilleures époques, les plus grands orateurs : « de là ils tiraient des comparaisons si naïves, si bien prises, que l'auditeur d'aise ne pouvait se tenir de rire et par ce sourire témoigner son contentement. » C'est aussi ce qu'il veut obtenir, Binet, de son auditeur et de son lecteur.

Camus, évêque de Belley, de qui les méchans ont médit, pourquoi lui fut-on sévère? Il avait beaucoup de vivacité naturelle et un entrain de bonhomie qui permettrait de le comparer quelquefois, sinon à Binet, du moins à Richeome. Il a plus de retenue que Binet, dans son langage; mais il ne manque ni de fantaisie, ni d'impétuosité. Des Ligueurs l'avaient taquiné dans leurs libelles, touchant ce nom de Camus : et le bonhomme était-il dépourvu de nez ? « Je les prie de se tirer d'inquiétude de ce côté-là : car si les grands nez donnent grand poids aux écrits, je les avise que nous avons jadis été ainsi nommés par antiphrase, et je n'en connais point en notre lignage dont le nez ne démente le nom, si bien que nous sommes ainsi nommés, comme la guerre par les Latins et les Euménides par les Grecs, à contresens et comme propres à chausser des lunettes à voir de loin l'impertinence de nos censeurs ! » On l'a calomnié; mais il ne craignait pas la polémique et il y montrait de la rudesse. Il était impétueux de caractère, et hardi d'allure, et gaillard; mais il eut tant d'amitié pour saint François de Sales que la douceur de son ami le gagna peu à peu, le gagna insensiblement, si bien qu'un jour il s'aperçut qu'en prêchant il imitait son ami, les gestes de son ami, la façon de parler, la façon de penser, la façon d'être doux, suave et tendre, qu'il admirait en son ami. Or tout, en saint François de Sales, était « lent et posé, pour ne pas dire pesant, à cause de sa constitution corporelle. » Et lui, Camus, était d'une autre constitution corporelle et spirituelle ; de sorte qu'il fut dès lors méconnaissable à son cher peuple de Belley : « somme, je n'étais plus moi-même ! » Saint François le sut et le lui reprocha. Et

Camus : « Eh bien ! est-ce là un si mauvais exemplaire à imiter ? » Saint François n'admettait point de Camus sans joyeuseté : « Joyeuseté à part, vous vous gâtez ! Si les naturels se pouvaient changer, que ne donnerais-je pas de retour pour un tel que le vôtre ? Vous allez à pleines voiles, et moi à la rame ; vous volez, et je rampe ou me traîne comme une tortue. Vous avez plus de feu au bout du doigt que je n'en ai en tout le corps... Et maintenant, vous pesez vos mots, vous comptez vos périodes, vous traînez l'aile, vous languissez et faites languir vos auditeurs. Est-ce là cette belle Noémi du temps passé ? » Camus se le tint pour dit ; et il n'essaya plus de dissimuler son humeur, qui était fougueuse et folâtre. Il défendit les jésuites contre tous leurs adversaires et avec tant de passion véhémente qu'il fut au point de les compromettre : prudens, les jésuites le supplièrent de modérer son obligeance. Il avait en estime particulière Ignace de Loyola et, je ne sais comment, trouvait, dans les *Exercices*, le modèle d' « une spéculation si simple, si humble, si naturelle, si aisée ! » Puis il faisait de Ronsard ses délices. Il a écrit beaucoup de romans et, notamment, *Palombe ou la femme honorable*. Autrefois, Hippolyte Rigault tâcha de les louer ; mais Sainte-Beuve se fâcha et ne permit point qu'on voulût « ressusciter ce qui n'a jamais eu vie. » Camus, s'il n'est pas un grand romancier, avait une intention gracieuse : il espérait offrir à son lecteur une gentille récréation. Et il ne craignait pas de lui conter des aventures galantes. Après cela, les pécheresses de ses romans allaient, de coutume, au repentir. Mais il ne les menait pas au repentir assez vite pour qu'on n'eût quelque récréation à suivre leur aimable erreur. M. l'abbé Henri Bremond le remarque : l'évêque de Belley, dans ses romans, prêche moins que nombre de romanciers modernes.

Que de liberté, que de franchise heureuse attestent Louis Richeome, Étienne Binet et Camus ! Comme ils ne sont ni guindés, ni farouches ! et comme leur dévotion, parfaitement sincère, ne les gêne pas du tout ! Leur croyance ne les opprime pas et n'accable ni leur méditation, ni leur gaieté. Comme ils sont variés, riches de mots, de pensée et d'audace ! Richesse et variété que bientôt réglera la discipline du grand siècle : belle discipline, sur tant d'opulence.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'AVANCEMENT DE L'HEURE

« *Time is money*, » disent nos amis anglais qui s'y connaissent. Mais ce n'est pas seulement le temps qui est de l'argent, c'est aussi la manière de mesurer le temps; nous l'allons montrer à propos du projet, actuellement pendant, d'avancer l'heure légale française et qui a fait depuis quelques jours couler chez nous tant d'encre et de propos, les uns sensés..., les autres moins.

On s'étonnera peut-être de nous voir au cours d'une chronique scientifique traiter de questions qui se rapportent à ce « vil métal » qu'est l'argent. Mais d'abord, les poètes appellent aussi du même nom l'or, bien que son poids atomique soit fort différent et qu'il soit placé à un endroit très distinct du premier dans la spirale de Mendéléef. Et puis, ne l'oublions pas, si l'homme de science a le droit et peut-être le devoir de mépriser l'argent pour lui-même, il ne saurait s'en désintéresser comme phénomène social, car le bien-être de l'humanité n'est point une chose négligeable, même du point de vue de Sirius, et les sciences elles-mêmes, je veux dire les sciences expérimentales, seules dignes vraiment de ce nom, ont besoin de la richesse pour vivre et progresser. Enfin, et surtout, à l'heure actuelle, une préoccupation doit polariser les âmes de tous les Français : la défense du pays, et elle est étroitement enlacée aux questions économiques.

Une remarque avant tout s'impose : si intéressant qu'il soit, ce projet d'avancement de l'heure légale n'est pas d'une importance assez capitale pour justifier les nombreux débats publics, les interminables discussions privées, les polémiques de presse, trop abondantes par ce

temps de crise du papier, qu'il a suscitées. D'où provient cet immense mouvement d'intérêt passionné dans une question dont, encore une fois et heureusement, le sort du pays ne dépend qu'en une faible mesure? D'abord de ce qu'il s'agit d'un des rares problèmes dont on puisse, à l'heure qu'il est, disputer sans entendre aussitôt un terrible cliquetis de ciseaux. L'opinion publique est un peu comme ces sultanes prisonnières en de voluptueux sérails et qui aiment d'autant plus passionnément les cigarettes qu'aucune autre distraction ne leur est possible. Mais il y a autre chose aussi dans toutes les controverses un peu byzantines qu'a soulevées cet anodin projet : il y a la crainte que, par quelque côté, il ne porte atteinte à nos mœurs, à nos douces et chères habitudes qui sont, par un privilège unique, d'autant plus aimées que cet amour est plus ancien. Nous sommes ainsi faits qu'une révolution, une guerre, un cataclysme historique énorme, mais passager, nous émeuvent moins à certains égards que des modifications légères, mais permanentes, de nos us et coutumes. Il y a plus de sagesse qu'on n'imagine dans cet état d'âme. Il y a le sentiment de ce que la géologie moderne a si bien mis en évidence à l'encontre du catastrophisme de Cuvier : la prépondérance dans l'évolution des choses, des actions faibles, mais continues, sur les phénomènes intenses mais accidentels. Mais l'avancement de l'heure légale toucherait-il vraiment à nos mœurs? C'est ce que nous verrons dans un instant.

En tout cas, les questions de ce genre ont toujours soulevé les passions : lorsque l'Angleterre décida de faire commencer l'année au 1er janvier, et non plus à Pâques, comme on faisait jadis et que lord Chesterfield décida que le 1er janvier 1751 on compterait 1752, le peuple fit une émeute, voulant écharper le noble lord, aux cris mille fois répétés de : « Rendez-nous nos trois mois! » Ce fut une belle et imposante manifestation ouvrière. Pourtant, la Parque infernale qui déroule et coupe je ne sais où le fil des choses dut en sourire, si elle a l'occasion de lever le nez de dessus ses ciseaux. Elle sait en effet que la fuite du temps ne dépend pas plus de l'étalon dont on la mesure que notre taille du mètre employé.

***

Voici d'abord comment est né le problème actuellement pendant.

De tout temps les actes de la vie humaine ont été réglés plus ou moins sur le soleil. Celui-ci était non seulement le père nourricier de cette vie, mais il en était le régulateur, et les lois de son mouvement

commandaient ceux des cités et des champs. A vrai dire, suivant les époques, on a pris des libertés plus ou moins grandes avec cette tyrannie du soleil, et comme tant d'autres souverains, il a vu son autorité parfois indiscutée et parfois autocratique, singulièrement tempérée par les convenances de ses sujets. Dans l'antiquité, c'étaient les cadrans solaires, c'était donc l'heure *vraie* qu'on utilisait, mais sans cependant y apporter cette frénésie d'exactitude qu'a provoquée la trépidante activité des temps modernes. Longtemps les patriciens de Rome eurent des esclaves spécialement chargés d'aller quérir l'heure pour la leur rapporter, au cadran solaire du forum. Que devenait l'heure durant le trajet de retour du porteur ? C'est ce que je ne me charge point d'élucider.

Jusque vers la fin du XVIIIe siècle, il en fut ainsi, et les mots midi et minuit correspondaient vraiment aux instans où le soleil était au plus haut et au plus bas de sa course. Mais le soleil est un astre fort irrégulier dans sa marche apparente, et le temps qui s'écoule entre deux midis vrais varie beaucoup d'un bout de l'année à l'autre; la durée d'une heure vraie (supposée la 24e partie d'un jour) n'est pas toujours la même. Pour obvier à cet inconvénient qui obligeait à dérégler continuellement les pendules qui avaient le tort de marcher plus régulièrement que le soleil, on a imaginé un soleil administratif, idéal, sans taches et bien régulier, comme sont seuls les êtres irréels, et qui d'un mouvement uniforme se trouve, au bout de l'année, avoir parcouru le même chemin que l'astre éclatant dont il est le peu brillant second. Ce pâle soleil fictif, dit soleil moyen, définit un jour moyen, un temps moyen, un midi moyen qui ont été employés à Paris dès 1816, pour régler les pendules et la vie civile. C'est alors que, craignant une émeute de la population parisienne qui dès lors était, dit-on, chatouilleuse sur l'heure de ses repas, le préfet M. de Chabrol exigea un rapport du Bureau des Longitudes avant de substituer le midi moyen au midi vrai. Dès ce jour, le temps civil cessait d'être du domaine de la science : il était inutilisable pour les besoins de l'astronomie, il devenait quelque chose de tout à fait conventionnel et il devait être encore bien plus par la suite une hérésie scientifique, comme nous allons voir.

Le soleil vrai ou le soleil moyen dans leur course apparente passent successivement au-dessus des divers méridiens qui, du pôle Nord au pôle Sud, traversent les divers lieux du globe. Il n'est donc pas midi en même temps (ni midi vrai, ni midi moyen) pour des lieux situés à l'Est ou à l'Ouest les uns des autres. Ces différences sont

notables : elles sont de 37 secondes du Point-du-Jour au Pont de Charenton, de 20 minutes entre Paris et Nice, de 27 minutes entre Brest et Paris.

Longtemps chaque ville eut son heure locale. Cela n'avait pas d'inconvénient au temps des diligences, et tant que les bonnes gens, inscrites irrémédiablement dans le petit cercle de leur cité, voyageaient peu. Les chemins de fer et les télégraphes obligèrent à substituer à toutes les heures locales une heure unique pour la France, ce qui fut fait par une loi en 1891. Le temps légal pour tout le pays fut dès lors le temps moyen du méridien de Paris.

Puis nouveau changement. Pour des raisons d'unification internationale analogues aux raisons nationales, qui avaient motivé la loi de 1891, on a songé ensuite à n'avoir qu'une heure légale pour la terre entière. Mais il y a loin de la coupe des théories aux lèvres de la réalité. Et on dut renoncer bientôt à l'idée de l'heure unique universelle : on se serait malaisément habitué, en effet, à lire des dépêches ainsi conçues : « Hier, à Tokio, à midi, quelques instans avant le lever du soleil... » Sur l'initiative des États-Unis, on a finalement décidé que, faute de pouvoir marquer la même heure, toutes les pendules de la terre marqueraient simultanément la même minute ; la terre entière dans ce système est divisée en vingt-quatre fuseaux horaires, correspondant chacun à 15 degrés de longitude, étant entendu que l'heure légale de tous les fuseaux est fondée sur le temps moyen du méridien de Greenwich, cette heure étant la même à l'intérieur de chaque fuseau et augmentant ou diminuant exactement d'une heure, suivant qu'on passe dans un fuseau situé à l'Est ou à l'Ouest du précédent. C'est ainsi que l'Europe a été conventionnellement divisée en trois grands fuseaux.

Après de longues et, avouons-le, fort légitimes résistances, la France a adhéré à ce système qui a retardé de 9 minutes 21 secondes l'heure légale de la France, par une loi votée par la Chambre des députés en 1898 et par le Sénat en... 1911, treize ans après. Ce précédent est assez piquant à l'heure où le projet de loi Honnorat, qui vient d'être adopté par la Chambre, paraît rencontrer au Sénat un accueil un peu dénué de chaleur. Comme ce projet de loi ne prévoit l'avancement de l'heure légale que pour la durée de la guerre, il faut espérer que, si le Sénat a besoin de treize ans pour l'adopter, la loi sera devenue inutile... à moins qu'on ne l'ait modifiée pour la rendre applicable au temps de paix. Que voilà donc des causes d'ajournement en perspective !

Pour compléter ce rapide historique, je dois rappeler qu'un congrès international de l'Heure, réuni à la fin de 1913 à l'Observatoire de Paris, a unifié et organisé la transmission radiotélégraphique de l'heure de Greenwich dans le monde. C'était moins d'un an avant la guerre. C'est là qu'on entendit le fameux professeur Wilhelm Fœrster, de Berlin, célébrer « la collaboration fraternelle du genre humain » et « la France qui depuis deux siècles marche à la tête de l'exploration scientifique du globe. » Il parlait vraiment très bien, ce vieillard, et avec des larmes dans la voix qui mouillaient son léger accent teuton. Depuis, il a signé le célèbre manifeste des 93...

***

Comme on le voit par l'exposé précédent, l'heure légale en France, l'heure qui règle les habitudes de notre vie civile a été fréquemment modifiée en des sens divers et principalement pour des raisons de commodité et d'adaptation à nos besoins. L'heure légale n'est donc nullement une sorte d'idole intangible qu'on ne peut toucher sans sacrilège ; ce qu'on a fait hier, ce qu'on a fait avant-hier, on peut le faire demain, si un progrès peut en jaillir dont profite la collectivité nationale. L'heure légale a montré assez de souplesse dans son histoire pour pouvoir subir un nouveau redressement, si l'utilité s'en fait sentir. Cette utilité existe-t-elle actuellement? Toute la question est là.

Si un aviateur survolant en ce moment notre pays pouvait voir instantanément tout ce qui s'y passe, il constaterait qu'en cette saison, dans les cités et beaucoup de villages, un grand nombre de maisons sont encore closes et abritent des gens endormis longtemps après que le soleil déjà levé verse des torrens de lumière sur ceux qui le dédaignent ainsi. Si notre aviateur refaisait le même parcours après le coucher du soleil, il constaterait au contraire que les lumières artificielles sont allumées pendant longtemps presque partout.

Si on met à part les paysans qui règlent leur vie sur le lever et le coucher du soleil, — et encore cette règle n'est-elle qu'à peu près vraie, — la vie de la plupart d'entre nous est décalée par rapport au soleil, c'est-à-dire que nous vivons beaucoup moins avant le milieu du jour qu'après celui-ci. Il est incontestable en effet que notre vie sociale est réglée sur la pendule, non sur la marche réelle du soleil. La preuve, c'est qu'à Nancy et à Brest les mêmes heures correspondent aux mêmes occupations dans les industries, les administrations, les familles, bien que le soleil se lève et se couche dans la première de ces villes 43 minutes plus tôt que dans la seconde. Une autre preuve

est qu'aucune de nos habitudes n'a été changée, bien qu'on ait depuis 1911 retardé toutes les pendules de 10 minutes. Ainsi les bureaux de poste qui ouvrent, comme on sait, de 8 heures à 20 heures, ouvrent et ferment en réalité 10 minutes plus tard depuis qu'on a adopté en France l'heure du méridien de Greenwich.

Or, au moment où paraissent ces lignes, le soleil se lève à Paris à 4 h. 33 et se couche à 19 h. 4; si donc on avançait les pendules d'une heure, les bureaux de poste useraient de la lumière artificielle pendant une heure de moins chaque jour. Il en serait de même dans toutes les familles où on se lève en ce moment et où on se couche bien après le lever et le coucher du soleil, dans toutes les industries et les commerces où on commence et achève le travail après ce lever et ce coucher.

C'est de ces considérations qu'est né le projet actuellement discuté et qui sous le nom de « Dailygh saving Bill » a vu le jour en Angleterre, où il a été voté au Parlement en deuxième lecture, mais n'a pu franchir la passerelle de la troisième lecture, faute d'une voix de majorité. Nous allons maintenant examiner le plus succinctement possible les diverses objections qu'a soulevées ce projet, les inconvéniens qu'il pourrait présenter et du même coup ses incontestables avantages.

***

On a invoqué d'abord contre ce projet (que nous appellerons pour abréger projet Honnorat, du nom du député qui a pris l'heureuse initiative de le présenter à la Chambre), des argumens d'ordre scientifique. Un des membres les plus distingués de l'Académie des Sciences, M. Lallemand, a notamment présenté ces argumens au cours d'une communication qu'il a faite à titre personnel devant cette assemblée. D'après lui, on serait obligé de conserver l'heure normale actuelle pour les besoins de la science et de la navigation, ainsi que pour les relations internationales ferroviaires et télégraphiques.

J'avoue avoir été d'autant moins convaincu par cette argumentation, que M. Lallemand lui-même l'avait réfutée par avance lorsqu'il parlait en 1911 devant le Sénat en qualité de commissaire du gouvernement, lors de la discussion du projet adoptant l'heure de Greenwich.

Le principal problème de la science et de la navigation où intervient l'heure est celui des cartes et des longitudes. Les longitudes de nos cartes étaient naguère fondées sur l'heure du méridien de Paris. « Le projet, disait alors M. Lallemand répondant à M. l'amiral de

Cuverville, laisse de côté la question du méridien pour les cartes marines... Cette question est tout à fait indépendante de l'heure civile qui règle la vie économique du pays... Pour la marine la situation sera demain ce qu'elle était hier et ce qu'elle est aujourd'hui. » — Et M. Lallemand remarquait aussi, alors, que ce n'est pas l'heure scientifique, mais l'heure civile qui règle les chemins de fer et les postes. — Tout cela, qui était vrai lorsque « l'heure normale actuelle » était celle du méridien de Paris, ne l'est pas moins aujourd'hui que cette heure normale est celle du méridien de Greenwich.

Cela est même, si j'ose dire, plus vrai aujourd'hui qu'en 1911, car il est incontestable qu'au point de vue de la science et de la navigation, l'adoption de l'heure de Greenwich a eu l'inconvénient certain de périmer la valeur et l'usage de toutes nos belles cartes anciennes basés sur le méridien de Paris. Au contraire, aujourd'hui, qu'on avance et qu'on retarde les pendules d'une heure, il n'y aura pas à changer les cartes en usage, puisque l'heure sera basée sur le même méridien initial.

La vérité, et le bref exposé historique que j'ai fait ci-dessus suffisait déjà à le prouver, est que l'heure civile a depuis longtemps cessé d'avoir aucun rapport nécessaire avec l'heure vraie, dont elle est indépendante, et qui seule intéresse directement les astronomes et les savans. Si on modifie la constante arbitraire déjà ajoutée à la différence variable existant entre le temps moyen et le temps vrai, ils n'ont pas à s'en préoccuper.

L'Académie des Sciences a d'ailleurs parfaitement compris que la détermination de l'heure légale n'engage aucune question scientifique et, sollicitée de se prononcer contre le projet, elle s'est refusée à émettre un avis sur un problème qu'elle n'estime pas de sa compétence ni dans ses attributions. Elle est restée ainsi fidèle à l'attitude qu'elle avait adoptée lors des discussions passionnées que souleva naguère le remplacement de l'heure de Paris par celle de Greenwich. Le 25 juillet 1898, en effet, les secrétaires perpétuels de l'Académie, Berthelot et Bertrand, transmettaient au gouvernement la conclusion prise par l'Académie dans cette question et qui était que « ce système ne soulève aucune question de théorie qui puisse motiver l'intervention de l'Académie. En conséquence, elle est d'avis que le soin de se prononcer sur l'adoption de ce système doit être laissé aux pouvoirs publics, seuls compétens pour apprécier l'intérêt d'une telle mesure en ce qui concerne les relations commerciales, économiques et politiques du pays. » Tel est encore le cas aujourd'hui.

Si d'ailleurs on avançait d'une heure l'heure légale française, le système des fuseaux horaires, qui, ne l'oublions pas, correspond à des nécessités pratiques mais non théoriques, ne cesserait pas d'être respecté dans son idée directrice. Cela provient de cette heureuse circonstance de fait que le fuseau oriental est bordé partout par l'Océan. En ce qui concerne les pays situés à l'Est de ce fuseau deux hypothèses peuvent se présenter : ou bien ces pays garderont l'heure du fuseau central et nous aurons la même heure qu'eux, ce qui sera sans inconvénient ; ou bien ils avanceront également leur heure légale ; telle paraît bien être leur intention, et une dépêche nous apprend notamment qu'un décret paru il y a quelques jours dans le *Journal officiel* de Budapesth décide l'avancement de l'heure légale en Hongrie à partir du premier mai. Une autre dépêche plus récente annonce que la même mesure a été prise aussi en Autriche. Dans ce cas, si la France a également avancé son heure légale, celle-ci différera toujours de 60 minutes de celle qui est adoptée dans le fuseau central ; sinon, l'heure française retarderait de deux heures sur celle-ci, ce qui aurait des inconvéniens pratiques qui sautent aux yeux. Donc, dans tous les cas, au point de vue du système des fuseaux, l'adoption du projet Honnorat ne peut avoir que des avantages et aucun inconvénient.

On a émis aussi la crainte que l'adoption de ce projet ne porte un coup à la transmission radiotélégraphique de l'heure par la Tour Eiffel, telle qu'elle a été organisée par le dernier congrès de l'Heure. Cette crainte est chimérique, puisque l'heure envoyée par les stations radiotélégraphiques, du monde entier est toujours uniquement celle du méridien initial de Greenwich et nullement celle d'un autre fuseau.

On a invoqué contre le projet l'opinion hostile de certains savans. Mais d'autres non moins éminens se sont prononcés en sa faveur, notamment en France M. Painlevé et M. Appell, président de l'Académie des Sciences, en Angleterre sir William Ramsay, le savant peut-être le plus éminent du Royaume-Uni, les célèbres astronomes Turner, Robert Ball, etc.

Au point de vue scientifique, la cause est entendue, et j'ajoute que même si, — ce qui n'est pas, je crois l'avoir démontré, — les intérêts de la science pouvaient être ici et momentanément en opposition avec l'intérêt public, celui-ci à l'heure où nous sommes devrait primer ceux-là. Mais le projet Honnorat est-il vraiment d'intérêt public? C'est ce que nous allons voir maintenant.

*
* *

On a dit que la réforme serait inopérante et ne produirait pas plus une économie d'éclairage, qu'on ne diminuerait le froid l'hiver en abaissant le zéro des thermomètres. On a fait à ce sujet beaucoup de plaisanteries du même genre; elles sont peut-être très spirituelles, — ce n'est pas sûr, — mais elles ne sont assurément que cela. Ici en effet les chiffres, les chiffres froids mais sûrs, répondent avec une singulière éloquence : lorsque la France et l'Allemagne ont remplacé par une heure centrale unique les heures locales de chaque ville, elles ont vu augmenter dans des proportions considérables la consommation du gaz dans celles des villes situées à l'Est du pays, elles l'ont vue diminuer dans les villes situées à l'Ouest. Voici par exemple quelques chiffres officiels que, pour ne pas soulever de polémiques, j'emprunte à des villes non pas françaises mais allemandes : tandis qu'à Kœnigsberg (Prusse orientale) la consommation du gaz passait brusquement, entre 1892 et 1893, de 4 250 000 mètres cubes à 4 500 000, pour ne plus varier ensuite, à Dusseldorf (Allemagne occidentale) elle diminuait et passait brusquement de 7 450 000 mètres cubes, à 6 850 000. Ces centaines de milliers de mètres cubes multipliés, comme il convient, comptent dans le budget d'une nation. Quand la Belgique, qui est à l'Est du méridien de Greenwich, a adopté l'heure de celui-ci, on a vu à Bruxelles par exemple la quantité annuelle de gaz consommé augmenter brusquement de 8,3 p. 100, si bien qu'un grand nombre de commerçans croyant à une erreur adressèrent à la ville des réclamations. C'est pour la même raison que la Hollande, qui avait adopté naguère l'heure de Greenwich, est revenue depuis peu à celle d'Amsterdam.

Inversement, en adoptant pour notre vie civile l'heure du fuseau central on économisera chaque jour une heure d'éclairage dans toutes les maisons où on est debout seulement après le lever du soleil et jusqu'après son coucher. Les nombreux millions de charbon ainsi économisés iront fortifier nos industries de guerre, et le fret, dont la crise actuelle est la cause principale de la vie chère, en sera allégé d'autant.

A vrai dire, l'économie ainsi réalisée ne sera sensible que pendant les mois les plus longs. Quel sera, si la loi est votée, le régime adopté pour le semestre d'hiver ? Deux systèmes sont en présence : l'un consistant à avoir la même heure avancée toute l'année. Il aurait l'avantage de n'exiger qu'une fois pour toutes un coup de pouce aux pen-

dules, et l'inconvénient d'obliger l'hiver un grand nombre de gens à se lever contre leur gré à la chandelle, ce qui les ramènerait insensiblement aux anciennes habitudes et détruirait, par répercussion, petit à petit, en vertu d'un nouveau décalage progressif de la vie vers le soir, les heureux effets de la réforme. L'autre système consiste à rétablir pour les mois d'hiver l'heure du méridien de Greenwich; cela aura l'inconvénient d'exiger deux coups de pouce par an aux pendules. Les compagnies de chemins de fer consultées déclarent que ce ne sera qu'un jeu pour elles, d'autant qu'elles feront coïncider ces changemens avec leur transformation bisannuelle déjà existante des horaires d'été en horaires d'hiver et réciproquement. Quant aux autres collectivités et aux particuliers, rien ne leur sera plus facile que ce petit changement que connaissent tous ceux qui ont traversé l'Océan ou seulement la frontière suisse : il n'est pas plus pénible d'avancer ou retarder sa montre d'une heure que de la remonter.

*
* *

On a dit aussi qu'il n'y avait pas de raison, si on avance les pendules d'une heure, de ne pas porter cette avance à deux ou trois heures. L'argument ne porte pas. Il y a une chose qui limite pratiquement et qui impose la grandeur de l'avance de l'heure : c'est la quantité dont notre vie civile est aujourd'hui pratiquement décalée vers la nuit. Et il est facile de montrer, — l'espace me manque pour faire aujourd'hui cette démonstration, — qu'une heure d'avance rétablira très sensiblement notre vie dans la norme qui est le jour solaire vrai. En vivant plus au soleil et moins à la lumière artificielle, on améliorera sans aucun doute la santé générale de la nation, et c'est cette considération qui a rallié au projet Honnorat l'Académie des sports.

Il n'y a pas en effet dans le projet Honnorat seulement des considérations économiques à faire valoir. Outre les argumens financiers propres à émouvoir le très grand nombre de nos contemporains qui n'ont dans leur ciel terne d'autres étoiles que les gros sous, il y a des argumens d'un tout autre ordre et qui concernent la santé générale du peuple. Il n'est pas douteux en effet que la vie à la lumière du jour dans les rayons étincelans et microbicides du soleil, est plus saine, plus créatrice de joie, de santé, d'euphorie, que la pâle splendeur de la vie vespérale et nocturne. Ce n'est pas à démontrer, tous les médecins, tous les physiologistes le savent.

Il n'est point jusqu'aux poètes qui ne puissent trouver des raisons d'applaudir à la mesure projetée puisqu'on jouira mieux et

plus des premières heures du jour et que, comme le dit un vers charmant,

Tout le plaisir des jours est dans leur matinée.

Enfin et par une répercussion évidente, tous les travailleurs qui aujourd'hui ignorent le délassement de l'heure exquise qui précède la chute du jour, tous ceux, employés, ouvriers, que la nuit tombante trouve encore sous la lampe tôt allumée, enfermés dans les murs tyranniques où se pétrit le pain quotidien, libérés plus tôt par la nouvelle loi, jouiront enfin de la calme douceur où le jour s'ensevelit.

*
* *

J'ai lu, non pas chez un conteur de fables, mais en des gazettes apparemment fort sérieuses, que le projet Honnorat serait déplorable et funeste parce qu'il nous donnerait l'heure boche. Voilà un plaisant argument.

Tout d'abord, il est inexact que l'heure du fuseau central de l'Europe soit une heure boche : elle est, comme la nôtre et celle de tous les pays ayant adopté le système des fuseaux, une heure anglaise, puisqu'elle est fondée sur le méridien initial de Greenwich. C'est donc une heure anglaise que nous avons aujourd'hui, une heure anglaise que nous aurons demain, si le projet Honnorat est appliqué. L'heure du fuseau central est d'ailleurs aussi celle de notre alliée l'Italie. Au surplus, il est curieux de constater que, tandis que l'Allemagne a une heure fondée sur celle de Greenwich, l'Irlande n'a pas encore adhéré au ystème des fuseaux et a toujours son heure particulière. Cela du reste n'empêche pas les Irlandais n'utilisant pas le méridien de Greenwich de donner du fil à retordre aux Boches qui le possèdent, et cela se passe sur un méridien qui est celui d'Ypres. Je ne pense pas que la perspective d'avoir la même heure que la Russie empêche nos ennemis d'avancer leurs pendules de soixante minutes, si, comme il apparaît aux dernières nouvelles, ils croient y trouver leur avantage. Faisons comme eux et ne nous préoccupons que d'une chose : prendre toutes les mesures qui nous fortifieront. Si l'emploi de l'heure de l'Europe centrale est de celles-là, adoptons-la sans hésiter, car par là même nous nuirons à nos ennemis. — Cela serait vrai même si cette heure était réellement boche.

Allons-nous renoncer à radiographier nos blessés sous prétexte que les rayons X ont été inventés par Rœntgen? Qu'il puisse se trouver des gens sérieux et assurément bien intentionnés pour se conduire

par des argumens de cette sorte, c'est une chose attristante. Elle procède de la même mentalité naïve qui prétendrait exclure l'allemand de nos écoles. Assez de choses tuent en ce moment en France, sans y ajouter le ridicule.

*
* *

Pour finir et à bout d'argumens, on a soutenu qu'il n'était point besoin d'une loi pour obtenir le résultat cherché par le projet Honnorat, et qu'il suffirait d'imposer aux administrations, aux commerçans et industriels, aux particuliers de changer l'horaire de leurs occupations habituelles et de se lever et de se coucher une heure plus tôt. Mais ces mesures administratives seraient inefficaces et révolteraient tout le monde, car elles violenteraient les mœurs et les habitudes; le projet Honnorat au contraire est un artifice qui respecte toutes les habitudes, tous les emplois du temps coutumiers, un « truc, » si j'ose employer ce mot, qui tourne la difficulté au lieu de la heurter de front. Allez donc imposer par des règlemens à un industriel, à un ouvrier, à une Parisienne d'allonger d'une heure le temps qui sépare son lever de son repas, de diminuer d'autant celui qui sépare son dîner de son coucher! Mais si, subrepticement, une belle nuit, vous avancez leur pendule d'une heure, vous aurez obtenu, sans rien brusquer dans leurs habitudes, qu'ils vivent une heure de plus au soleil : le lendemain, ils n'apercevront même plus le changement.

Il est au cadran solaire de la vieille Sorbonne une devise charmante : *Sicut umbra dies nostri*. Mais encore que gracieuse, la comparaison ne me paraît pas exacte. La vie est peut-être moins pareille à une ombre passant dans de la lumière qu'à un de ces rayons de soleil qui pénètrent dans une cave par un soupirail, et où soudain étincellent des myriades de poussières. Celles-ci dansent en tous sens, jouets inconsciens du milieu qui les baigne, puis, le rayon d'or envolé, disparaissent à jamais dans l'ombre sépulcrale. Supposez-les douées du pouvoir de tourner un instant avec l'évanescente lumière : elles auront vibré plus longtemps dans son vivant frisson.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La dernière quinzaine de mars avait été la quinzaine des Alliés : celle-ci, du 10 au 25 avril, pourrait s'appeler la quinzaine des Neutres. La position des Puissances de l'Entente a été, d'un commun accord entre elles, fixée par la Conférence de Paris ; et voici le moment arrivé, pour quelques-unes au moins des Puissances neutres, de prendre, chacune en ce qui la concerne, une résolution et une position. Les incidens qui se sont récemment produits, les événemens qui se préparent, en font une obligation plus particulièrement pressante pour trois ou quatre de ces États. Ce sont leurs raisons de se déterminer, les considérations d'intérêt ou de sentiment auxquelles ils peuvent obéir, que nous allons sommairement exposer ici.

Prenons la carte et faisons d'un coup d'œil rapide le tour de l'Europe. Les Puissances européennes demeurées neutres aujourd'hui encore, au vingt et unième mois de guerre, sont la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie, la Suisse. Par une coïncidence curieuse, elles se trouvent être, elles aussi, au nombre de huit : faut-il risquer le mot ? ce sont, en face et en regard des huit Puissances de l'Entente, les huit Puissances de l'Attente. Leurs forces sont d'ailleurs inégales, et leur situation géographique ou politique, les circonstances naturelles ou historiques de leur existence, susceptibles d'avoir une influence sur leur conduite, ne sont pas les mêmes pour toutes. Presque toutes pourtant, sept sur huit, sont des Puissances plus ou moins maritimes. Quatre le sont pleinement : les quatre États du Nord, qui, en temps ordinaire, sillonnent et exploitent la mer comme agens de transport, d'exportation et d'importation, pour leur plus grand profit, et à la satisfaction d'autres États moins bien placés, moins favorisés, maintenant engagés dans l'immense conflit ; ces quatre voituriers de la mer sont la Suède, la Norvège, le Danemark, la Hollande. Les trois États du Sud,

Espagne, Roumanie, Grèce, tirent peut-être de la mer, à des degrés divers et avec des étendues de côtes, avec des ressources très différentes, plus de vie qu'ils ne lui en rendent; la Grèce ne peut vivre que d'elle : hors du milieu marin, elle dépérit et s'éteint en quelques jours. Au centre des terres, la Suisse est, pour son approvisionnement, dépendante de ses voisines ; elle a besoin d'une issue ou plutôt d'une entrée, d'un accès et d'une route, vers l'un ou l'autre des marchés du monde.

Mais cette conflagration de l'univers, où a été jetée plus de la moitié du genre humain, ne touche pas seulement l'Europe, ni seulement les possessions ou les colonies extra-européennes des États européens. Déjà le Japon, en Extrême-Orient, s'y est volontairement mêlé. Dans l'hémisphère occidental, il ne s'est pas, depuis deux ans bientôt, passé un mois, sans que les États-Unis se soient vus contraints ou se soient crus obligés d'élever quelque protestation, de faire entendre quelque avertissement. Et ce ne serait pas assez de dire « l'Amérique : » on doit dire « les Amériques, » celle du Sud comme celle du Nord ; car pas une des vingt et une républiques de l'énorme continent n'est restée et ne saurait rester absolument indifférente ; certaines, même, de ces républiques latines, l'A. B. C., l'Argentine, le Brésil, le Chili, ont ressenti profondément, comme toujours, en leur population hétérogène, traversée de courans opposés, les secousses du tremblement de terre.

Ainsi que leur situation géographique et politique, la situation juridique de toutes ces Puissances neutres, européennes ou non, n'est pas, dans la forme, entièrement la même. Le *Recueil des Documens intéressant le droit international* (*guerre de 1914*) ne contient aucune déclaration spéciale de neutralité pour les États scandinaves, ni pour la Grèce, ni pour la Roumanie. Au contraire, les Pays-Bas ont proclamé, dès le 5 août 1914, leur neutralité dans la guerre entre la Belgique et l'Allemagne, entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne ; l'Espagne, le 7 août, a proclamé la sienne dans les guerres entre l'Allemagne, la Russie, la France et la Grande-Bretagne, entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique ; elle en a fait autant, chaque fois qu'un nouvel État est venu se joindre aux belligérans. Avant la Hollande et l'Espagne, au premier jour, le 4, la Suisse s'était déclarée neutre, avec une solennité qui prouve combien elle savait sa position délicate. De ce premier jour aussi, 4 août, est la « proclamation de neutralité rendue par le Président des États-Unis d'Amérique à l'occasion des guerres entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, l'Allemagne et la Russie, l'Allemagne et la France, » complétée ensuite, du 5 août au

1er septembre, à mesure que le conflit se développait. Sans doute, les différences de forme n'emportent pas nécessairement d'irréductibles différences de fond, entre États qui ont déclaré et États qui n'ont pas déclaré officiellement leur neutralité ; et sans doute il serait téméraire d'en déduire une différence probable d'attitude et d'action. C'est pur hasard (mais le hasard est parfois plein d'apparente logique) si la neutralité de fait, dont se couvrent certaines Puissances qui appartiennent au second groupe, a paru, à plus d'une reprise, avoir quelque chose d'hésitant, ou même de précaire, et comme de suspensif.

Les procédés de l'Allemagne ont mis à une rude épreuve les neutralités même les plus mûrement délibérées et les plus solidement assises, déjà soucieuses, pourquoi le nier ? des difficultés inhérentes à une pareille guerre, et qu'aucune attention n'était capable de leur épargner tout à fait. Quand la moitié de l'humanité s'entretue, il est impossible que l'autre moitié n'en souffre pas et s'en tire sans une écorchure. On aura beau dire que ce serait son droit : il suffit de répondre que c'est impossible. Mais cela n'est vrai que d'une part de contrainte et de gêne inévitable, d'un minimum de mal, d'un mal que, précisément, les neutres ont le droit de voir réduire et que les belligérans ont le devoir de réduire au minimum, qu'en tout cas il est à la fois absurde et criminel d'aggraver. Or, du blocus à la torpille, il y a toute la distance de ce minimum inévitable au paroxysme qui pourrait et qui devrait être évité. Peser au même poids et mesurer à la même mesure ceux qui recourent au blocus régulier et ceux qui usent de la torpille contre des passagers inoffensifs, est une idée qui ne serait venue à personne, voilà seulement deux ou trois ans, lorsqu'il y avait encore un droit international. Il est vrai que les Allemands soutiennent qu'il y en a toujours un, mais que, comme il n'a pas déterminé les conditions de la guerre sous-marine, cette guerre étant restée hors de ses prescriptions, rien de ce qu'on s'y permet ne peut être contraire au droit, et tout, par conséquent, peut lui être conforme. Ce sont de beaux raisonnemens, et on les reconnaît bien là ! Mais une heureuse rencontre veut que trois des chefs d'État ou de gouvernement des Puissances neutres, M. Woodrow Wilson, Président de la République américaine, M. Hammarskjöld, président du Conseil des ministres de Suède, et M. Cort van der Linden, premier ministre néerlandais, soient justement des spécialistes réputés, des maîtres du droit international : il sera malaisé de leur faire accepter cette théorie, où, par une manière de conciliation paradoxale, les

juristes et les diplomates d'outre-Rhin se flattent d'établir l'identité du droit et de la violation du droit.

Pour commencer par les États-Unis, parce qu'un geste énergique fait par eux en ce moment porte assurément très loin, qu'on pense ce qu'on veut de M. Wilson, de ses notes, de ses atténuations, de ses ménagemens et de leurs motifs, on ne lui reprochera pas d'avoir manqué de patience. D'origine écossaise encore toute récente, anglophile affiché, comme ses ouvrages en témoignent, et notamment son livre sur *l'État*, qui n'est guère qu'un hymne à la grandeur britannique, seule comparable à la grandeur romaine, le professeur de l'Université de Princeton n'a désavoué ni ses parentés de race, ni ses affinités de culture, ni ses préférences d'esprit ; mais le Président des États-Unis s'est fortement persuadé qu'il avait à se méfier de ces penchans mêmes et à faire un effort sur soi pour se garder impartial et juste. Sa conscience puritaine lui a représenté qu'il n'aurait pas atteint la justice totale, s'il ne l'avait pas réalisée un peu contre ses inclinations ; les réprimer ne serait que redresser la balance. Pardessus tout, il eût voulu la paix. La paix perdue pour les trois quarts de l'Europe, il a continué à la vouloir pour l'Amérique. Et il en a donné publiquement ses raisons, qui sont les unes particulières, les autres générales; les unes d'ordre américain, si l'on peut ainsi dire, et les autres d'ordre humain : « Nous nous sommes tenus en dehors de la querelle, a écrit M. Woodrow Wilson dans son message du 6 décembre 1915. C'était manifestement notre devoir. Non seulement nous n'avions ni part ni intérêt dans les politiques qui semblent avoir amené le conflit, mais il était nécessaire, pour éviter une catastrophe universelle, qu'une limite fût mise à l'extension de cette guerre destructive et qu'une partie de la grande famille des nations maintînt l'état de paix, ne fût-ce que pour prévenir une ruine économique collective et l'effondrement dans le monde entier des industries qui nourrissent et font vivre ses populations. » Sociologue jusqu'en ses habitudes de langage, M. Wilson se montrait préoccupé de maintenir, en un coin du globe, « la structure de la paix, » ce type même d'État ou de société combiné pour la vie des hommes dans la paix, et menacé de disparaître, de s'effacer de leur mémoire même si « la catastrophe » devenait universelle ; Américain, il était naturellement désireux que le coin sauvé du déluge fût l'Amérique, et en fût sauvé par ses soins. En mai 1915, presque immédiatement après l'affaire de la *Lusitania*, il osait prononcer ces mots, qui lui valurent tant d'invectives, aux États-Unis et à l'extérieur, et qui certainement prêtaient au

moins à cette critique de n'être pas dits en leur temps : « L'exemple de l'Amérique doit être un exemple spécial de paix non seulement parce qu'elle ne veut pas se battre, mais parce que la paix est l'influence salutaire qui anime le monde, et que la guerre ne l'est pas. Il y a tel cas où un homme est trop fier pour se battre, tel cas où une nation est tellement dans son droit qu'elle n'a pas besoin de convaincre les autres par la force qu'elle est dans son droit. »

Hélas !... Cependant le ciel américain lui-même s'assombrissait ; l'Océan s'emplissait de cadavres ; les pertes, les deuils s'accumulaient et les cœurs se chargeaient de colères, qu'entretenaient et excitaient d'impudentes provocations commises sous le couvert de l'hospitalité. Quel que fût son amour de la paix par la vertu du droit, quelle que fût sa foi dans l'accomplissement de la justice par la stricte observation d'une neutralité impartiale, M. Woodrow Wilson ne pouvait fermer ses yeux et ses oreilles, au point de ne pas voir et de ne pas entendre. Bientôt, il allait être amené à reconnaître qu'il est, à la fin du compte, des choses pour lesquelles une nation doit se battre, et des cas dans lesquels une nation, quoiqu'elle soit manifestement dans son droit, « a besoin de convaincre les autres par la force qu'elle est dans son droit. » — « Il y a, confessait-il, quelque chose que les Américains aiment mieux que la paix : ils aiment mieux les principes qui sont le fondement de leur vie politique. » Le premier de ces principes, évidemment, qu'il est inutile d'écrire, car il est comme « l'essence de la vie pour l'âme nationale, » c'est l'indépendance, la dignité, la souveraineté des États-Unis. Mais, comment M. Wilson ne s'en serait-il pas bien vite aperçu, si, par leurs interventions indiscrètes, des essaims d'« indésirables » n'ont cessé de se rappeler et de vouloir s'imposer à lui ? — il y a, dans tous les États de l'Union, jusque dans l'Est, surtout dans l'Ouest moyen et l'Extrême-Ouest, « des Américains égarés par des sentimens erronés d'allégeance aux gouvernemens sous lesquels ils sont nés. » Des Américains, oui, sur les registres, pour les statistiques ; mais, comme ce sont des échappés d'une nation qui souffre qu'on la renie sans abandonner sa nationalité, qui fait plus et désire être reniée pour être plus efficacement servie, ils sont tout à la fois Américains et ne le sont pas devenus, ne sont plus Allemands et le sont restés : ainsi que, dans l'ancien droit français, le gentilhomme qui avait dérogé par le fait de marchandise ou de labourage chez autrui était « toujours sur ses pieds pour remonter à noblesse, » ils sont toujours debout, dans leur nouvelle patrie, pour retourner à l'ancienne, et coulent des jours prospères entre deux défections. Au

temps de la dernière insurrection de Cuba contre l'Espagne, Cánovas del Castillo me dit plaisamment un jour : « Mes nègres ne sont pas, comme ceux des États-Unis, des nègres blancs. » L'Allemand des États-Unis, plus opiniâtre que le nègre, ne blanchit pas, autrement dit ne « s'américanise » que par exception. Ce sont ces néo-Américains, vieux et persévérans Allemands, cachant, sous un masque adouci de progermains, leur germanisme de plein exercice, qui depuis vingt mois ont assailli le Président de leurs plaintes et de leurs récriminations. Cris, parce que des compagnies américaines fournissaient aux Puissances de l'Entente des armes, des munitions, du blé, des vivres; injures et cris, parce que la flotte anglo-française, maîtresse de la mer, affamait le paisible peuple d'Allemagne, privait de pain ses vieilles femmes et de lait ses petits enfans; injures, cris et menaces, parce que M. Woodrow Wilson ne se décidait pas à conseiller aux citoyens des États-Unis de ne pas voyager sur des navires même neutres, s'ils étaient armés, ne fût-ce que pour leur défense, et mettait ainsi une entrave à la liberté d'action de l'ingénieuse, audacieuse et victorieuse Allemagne. Encore s'ils n'avaient fait que de se plaindre et de récriminer! S'ils n'avaient tendu que des pièges et allumé que des pétards parlementaires! Mais des bombes étaient furtivement déposées dans la cale des bateaux, qui soudain brûlaient le long des quais; les gares et les ports s'embouteillaient; des ponts sautaient ou étaient minés; des usines flambaient : une immense main noire s'était abattue sur les États-Unis, chiffonnait le drapeau, et jouait insolemment avec les quarante-huit étoiles. Une foule d'officieux, d'agens et d'espions s'agitait, tissait ses trames, ergotait, complotait, corrompait, sans plus de souci de se couvrir de honte que de couvrir les autorités de ridicule.

Seulement, sur deux de ces points, la vente des armes et des munitions, la faculté de voyager sur des navires armés pour leur défense, M. Woodrow Wilson s'était souvenu que les Américains ont des principes auxquels ils sont fortement attachés, et, comme il s'agissait de droit positif, il avait, de bonne heure, pris soin de les écrire. En effet, pour ce qui est des armes, dans l'acte même portant « proclamation de neutralité, » acte d'une gravité, d'une majesté religieuse, où le Président parle personnellement : « Moi, Woodrow Wilson, Président des États-Unis d'Amérique, » et daté, en style de diplôme : « Fait dans la ville de Washington, le quatrième jour du mois d'août de l'année de Notre Seigneur 1914, et de la cent trente-neuvième année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, » —

ce qui révèle un des cas dans lesquels, suivant une juste remarque, la République américaine ressemble plus à la monarchie anglaise du temps des Georges qu'à une démocratie moderne ; vers la fin de cette proclamation, M. Wilson avait dit : « Et, par la présente, je préviens tous les citoyens des États-Unis, de même que toutes personnes habitant ou se trouvant sur leur territoire ou sous leur juridiction... que, si *toutes personnes peuvent légalement, et sans restriction vu l'état de guerre,* fabriquer et vendre, à l'intérieur des États-Unis, des armes et des munitions de guerre, ainsi que d'autres articles appelés communément « contrebande de guerre, » cependant toutes personnes *ne peuvent transporter de tels objets à travers les mers* pour l'usage ou pour le service d'un belligérant, pas plus qu'elles ne peuvent transporter des soldats et des officiers d'un belligérant, ou essayer de forcer un blocus légalement établi et maintenu pendant la guerre, *sans encourir le risque d'une capture par l'ennemi* et les pénalités énoncées par le droit des gens à cet égard. »

La règle étant ainsi pleinement et sûrement posée, une circulaire du département d'État ou ministère des Affaires étrangères, du 15 octobre suivant, en donnaitce commentaire que nous résumons : « La vente à un belligérant faite par le gouvernement des États-Unis lui-même constitue un acte contraire à la neutralité; mais la vente à un belligérant de quelque produit des États-Unis, faite par un simple particulier, n'est ni illicite, ni contraire à la neutralité, et l'Exécutif n'a pas, à l'intérieur du territoire, le pouvoir d'empêcher ou de contrôler un pareil acte... L'obligation d'empêcher ces articles de parvenir à leur destination incombe à l'ennemi, et non pas à la nation dont font partie les citoyens vendeurs. Si l'ennemi de la nation qui a acheté les articles de contrebande est incapable de s'opposer à l'arrivée à destination de ces articles, cela est pour lui un des malheurs de la guerre; cette incapacité n'impose, en aucune manière, au gouvernement neutre, l'obligation d'empêcher la vente. » Aussi, lorsque, le 8 janvier 1915, le sénateur Stone, président du Comité des Affaires étrangères, eut transmis au secrétaire d'État, alors M. William Jennings Bryan, la liste des vingt griefs qu'avaient articulés auprès de lui « beaucoup de personnes sympathiques à l'Allemagne et à l'Autriche, » M. Bryan ne se donna que douze jours de répit, et répliqua, article par article, le 20 janvier : 9° *Sur ce que les États-Unis n'ont pas empêché la vente à la Grande-Bretagne et à ses Alliés des armes, munitions de guerre, chevaux, uniformes et autres munitions de guerre, quoique de telles ventes prolongent le conflit:* « Il n'est pas dans le

pouvoir de l'Exécutif d'empêcher la vente des munitions de guerre aux belligérans. » En somme, le gouvernement impérial allemand lui-même avait acquiescé à cette doctrine. Son memorandum du 15 décembre précédent ne disait-il pas que « d'après les principes généraux du droit international, on ne peut blâmer les États neutres de laisser le matériel de guerre aller aux ennemis de l'Allemagne du territoire neutre ou à travers ce territoire, » et que les adversaires de l'Allemagne dans la présente guerre étaient, dans l'opinion du gouvernement impérial, autorisés à « tirer des États-Unis de la contrebande de guerre et spécialement des armes pour une valeur de billions de marks. » Et plus loin, sur le vingtième chef, *Attitude inamicale générale du gouvernement envers l'Allemagne et l'Autriche*, le secrétaire d'État proposait cette explication qui n'a pas dû plaire à tout le monde : « Si quelques citoyens américains, partisans de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, estiment que l'administration a agi d'une manière injuste pour la cause de ces pays, ce sentiment vient de ce fait que sur la haute mer le pouvoir naval de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie a été jusqu'ici inférieur à celui de la Grande-Bretagne. » Nous n'ajouterons rien, qu'une simple remarque : la date de ces documens (janvier 1915) n'indiquerait-elle pas que l'Allemagne, en son machiavélisme grossier, préparait dès lors « moralement » sa campagne de sous-marins, qui devait s'ouvrir en février?

De même, pour la question des navires armés. Elle a été réglée par une autre circulaire du département d'État (19 septembre 1914), aux termes de laquelle, selon le gouvernement des États-Unis : 1° un vaisseau marchand de nationalité belligérante peut avoir un armement et des munitions de guerre dans le seul dessein de se défendre, sans acquérir le caractère de navire de guerre: 2° la présence d'un armement et de munitions de guerre à bord d'un vaisseau marchand crée bien une présomption que l'armement est pour des buts inoffensifs; mais les propriétaires ou agens peuvent détruire cette présomption par un témoignage démontrant que le vaisseau portait un armement seulement pour sa défense. Ce sont autant de « symptômes » du caractère défensif de l'armement, et par suite de la persistance du caractère de navire marchand, que les canons soient de petit calibre, qu'ils soient en petit nombre, qu'il n'y en ait pas à l'avant, qu'il y ait peu de munitions, que le bâtiment soit monté par son équipage habituel, qu'il suive sa route habituelle, que sa vitesse soit faible, qu'il n'ait embarqué que le charbon et les provisions strictement nécessaires, qu'il ne transporte que des marchandises

non suspectes, qu'il ait reçu des passagers, si ces passagers « sont entièrement incapables d'accomplir un service militaire ou naval du belligérant dont le vaisseau porte le pavillon, ou d'un de ses alliés, en particulier si la liste des passagers comprend des femmes et des enfans. » Notez que ces dispositions ne visent que des navires de commerce battant pavillon d'une puissance belligérante : ainsi que certains codes s'étaient refusés à prévoir le parricide comme trop horrible, on n'avait pas pensé qu'on dût stipuler pour les neutres.

Une phrase, pourtant, de la proclamation de neutralité du 4 août a pu offrir un prétexte aux machinations du gouvernement impérial allemand et de ses correspondans d'Amérique, celle où le Président disait : « Je notifie que tous les citoyens des États-Unis et toutes autres personnes pouvant réclamer la protection de ce gouvernement, *qui se conduiraient mal*, le feront à leur propre péril, et qu'ils ne pourront, en aucun cas, obtenir la protection du gouvernement des États-Unis contre les conséquences de *leur mauvaise conduite*. » On sait le sens très particulier qu'ont, dans la langue juridique et politique de la Confédération, les expressions : « se bien conduire, se mal conduire. » Il n'y avait plus qu'à faire convenir M. Wilson que ce serait s'être mal conduit, comme citoyen américain, que d'avoir pris passage sur un navire marchand armé, que c'était donc avoir perdu la protection des États-Unis et s'être volontairement, à son propre péril, exposé aux torpilles allemandes, transformées en régulateurs innocens de la bonne et de la mauvaise conduite. On sait aussi que M. Woodrow Wilson, si endurant qu'il soit et animé d'un si fort parti pris pour la neutralité et pour la paix, n'a pas eu la souplesse d'échine qu'il eût fallu pour s'incliner. Quand les manœuvres des Allemands d'Amérique ont réussi à en faire appeler du Président au Congrès, dans l'affaire des navires armés, M. Wilson, par une riposte habile, à son tour en a appelé au Congrès des prétentions progermaniques, et il a rangé derrière lui, à d'écrasantes majorités, et le Sénat et la Chambre des représentans. Il y a à peine deux mois de cela. Depuis ces séances mémorables, et qui n'ont pas été de vaines cérémonies, le différend, non encore tranché, de la *Lusitania*, s'est envenimé de l'affaire du *Sussex*, ces jours-ci encore des cas de l'*Inverlyon* et du *Mangam-Abbey*. Mais tout ici-bas a une fin. La « dernière » note de M. Woodrow Wilson, qui était sa neuvième, est partie : c'est plus qu'une note, un memorandum ; et c'est plus qu'un memorandum, un pré-ultimatum ou un quasi-ultimatum. Le seul trait qui la distingue de l'ultimatum formel et catégorique est

qu'aucun délai n'a été fixé pour la réponse. Mais, comme on s'est servi du télégraphe pour l'envoyer, il semble que le temps accordé en pensée ne saurait être très long. Et il n'est pas nécessaire qu'il le soit, puisqu'il n'est pas très long de dire oui ou non. La conclusion de la note est un dilemme : ou renoncer à ces méthodes abominables de guerre sous-marine, ou voir rompre les relations diplomatiques avec la République américaine. L'Allemagne a le choix, mais plus de faux-fuyans, de promesses éludées, d'hypocrisie, de casuistique, de pharisaïsme dilatoire. M. Woodrow Wilson en a assez, il est à bout. Le Président a tenu au courant le Comité des Affaires étrangères, et, d'abord par ce comité, puis directement par un message, il s'est adressé au Congrès lui-même. C'est toujours une chose sérieuse que l'indignation du juste, et c'est une chose redoutable que le courroux du pacifique.

La question est cette fois posée dans son ensemble; non plus celle de la *Lusitania*, ni du *Sussex*, ni de l'*Arabic*, ni de l'*Inverlyon*, ni du *Mangam-Abbey*, mais toute la question de la guerre sous-marine à l'allemande et des droits de l'humanité. Qu'en adviendra-t-il? Il paraît incroyable que l'Empire allemand cède. Il est invraisemblable que la Confédération recule. Alors le comte Bernstorff recevrait ses passeports et serait invité à rejoindre, dans une patrie qui ne leur a point été ingrate, les von Papen et les Boy-Ed. Il pourra, pour se consoler, rédiger ses mémoires en collaboration avec son collègue autrichien Dumba; qu'il dise tout, ils ne manqueront pas de romanesque. Le travail de l'un n'a pas été plus méritoire ou seulement plus correct que le travail de l'autre, ou des autres. Et si la rupture des relations diplomatiques est elle-même dépassée, si les choses se gâtent jusqu'au pire, l'Allemagne pourra se vanter de l'avoir bien voulu. Dans quel intérêt? On a dit que, se sentant dès à présent battue, elle veut l'être par tout l'univers contre elle conjuré, ce qui, pour la dynastie du moins, relèverait, justifierait et presque glorifierait sa défaite. Mais n'est-ce pas un peu subtil, raffiné, compliqué ? Il vaudrait mieux, et elle aimerait mieux ne pas perdre une chance de vaincre. On dit maintenant que l'intention secrète de l'Allemagne serait de forcer les États-Unis à dépenser ou à emmagasiner pour leur compte les armes et les munitions qu'ils fournissaient jusqu'ici aux Puissances de l'Entente, et qui lui feraient moins de mal, juge-t-elle, entre les mains américaines qu'elles ne lui en font entre les nôtres. Ce serait déjà dans le même dessein, de leur faire gaspiller leur poudre, qu'elle aurait suscité au Mexique le mouvement du général

Villa; bien moins pour les occuper ailleurs et les détourner d'elle que pour les séparer et les écarter de nous. Mais qu'est-ce que l'Allemagne veut au juste? Veut-elle la rupture avec la République des États-Unis, ou ne la veut-elle pas? Nous ne tarderons pas à le savoir; et la résolution qu'elle adoptera marquera en un certain sens son degré de chaleur vitale, le degré d'usure de ses forces.

Il y a pour elle de quoi réfléchir. Les plus belles unités de sa flotte marchande sont emprisonnées dans les ports américains: de nombreux navires, dont un seul aurait coûté cinquante millions; la confiscation en serait ruineuse aujourd'hui, désastreuse pour demain, quand, après la guerre, la vie devra reprendre, d'autant plus rapide et d'autant plus intense qu'on aura plus perdu. Pour moins que cela, M. de Tirpitz est tombé peut-être sous les coups de M. Ballin. Mais, d'autre part, s'humilier en cédant, avouer, sur les mers, la maîtrise de l'Angleterre, « que Dieu punisse! » L'Allemagne est, au carrefour, partagée entre sa fortune et son orgueil. Cependant, le ministre de la Guerre des États-Unis, M. Newton Baker, que le Président était allé chercher parmi ses anciens élèves pour être sûr de l'avoir pacifiste à son gré, dirige des préparatifs dans les arsenaux et dans les usines. Le Sénat vote d'urgence une loi militaire. Il faudrait, le cas échéant, estimer à tout son pouvoir le concours de l'armée et de la marine américaines. Mais le terrain et le moment sont tels que, même sans son armée et sans sa marine, les bras croisés, par les seules richesses de ses banques, de ses mines, par l'activité de son sol et de son industrie, la Confédération pourrait apporter à l'Entente une aide triomphante et porter à l'Allemagne le coup définitif. Tout l'exposé de M. Wilson au Congrès s'appuie sur cet axiome fondamental que, si fervent ami de la paix que l'on ait été et que l'on demeure, il est néanmoins des principes pour le maintien desquels on ne peut pas ne pas se battre, que les États-Unis doivent préférer à tout, parce qu'ils sont l'aliment de leur vie, l'essence de leur âme elle-même, et dont les circonstances leur ont en quelque sorte remis la garde : « Nous ne pouvons pas oublier que nous sommes un peu, et par la force des circonstances, les porte-parole responsables des droits de l'humanité, et que nous ne devons pas rester silencieux, alors que ces droits semblent être lancés dans le « maëlstrom » de cette terrible guerre. » Voilà le point qui résume tous les points du débat et qui les domine; ils se réduisent tous à cette espèce de dénominateur commun: « Une pareille façon de faire la guerre, si l'on peut appeler cela faire la guerre, ne peut pas être continuée sans violation évidente des préceptes et des droits de l'huma

nité. » M. Woodrow Wilson l'annonce donc au Congrès : « Conformément à la conception admise des droits de l'humanité, nous avons le devoir de prendre position, maintenant, avec la plus grande solennité et avec la plus grande fermeté. J'ai pris position et je l'ai fait avec la certitude que vous m'approuverez et que vous me soutiendrez. »

Auprès de ce grand événement, peut-être de ce grand commencement d'événemens, tout le reste pâlit. Nous n'avons plus aujourd'hui assez de place pour étudier, comme nous l'aurions voulu, les conditions particulières de la neutralité de chacune des autres Puissances. L'occasion se présentera de les examiner dans le détail. Mais, en gros, ou en somme, leur situation, principalement celle des États du Nord, de la Scandinavie et des Pays-Bas, est, du grand au petit, très analogue; et, le fond étant identique, il n'y aurait qu'à faire, par rapport à ce total, la différence de leurs « équations personnelles. »

Cette analogie, cette identité, c'est ce qui permet à M. Woodrow Wilson de dire : « Nous devons agir, nous le devons au respect de nos propres droits, et à notre sens du devoir comme représentans des neutres du monde entier. » A interpréter largement les mots, elle serait ainsi virtuellement, pratiquement faite, cette Ligue des neutres dont on a plusieurs fois parlé, dont il y eut dans le passé des exemples, et dont l'idée serait venue, ou aurait été suggérée, tour à tour, en Suède, en Roumanie, dans l'Amérique du Sud. Mais elle ne se fait pas pour insinuer, s'il est désormais acquis qu'elle ne saurait être imposée, « la paix allemande, » laquelle d'ailleurs ne parviendrait pas plus à s'insinuer qu'à s'imposer. Le fond identique de la situation des Puissances neutres dans le monde entier, c'est que toutes ont été atteintes « par la violation évidente des préceptes et des droits de l'humanité; » que toutes ont eu des navires coulés corps et biens, contre tout droit et toute humanité ; que toutes comptent et pleurent des victimes parmi les milliers de neutres ou de non-combattans qui dorment, non vengés, dans les profondeurs de l'abîme; que toutes sont travaillées intérieurement par l'or allemand, la presse allemande, l'espionnage allemand; que, chez toutes, quelque Allemand ou quelque suppôt de l'Allemagne prétend mettre l'Allemagne au-dessus de tout, et que par conséquent pas une d'elles n'est plus maîtresse chez elle.

Le jour devait venir, et, s'il n'est encore venu, il est proche, où personne, dans le monde civilisé, ne pourrait rester neutre, et ne point cesser d'être libre, ni cesser d'être humain. Enfin, « le monde entier, » pour reprendre une phrase célèbre, crie contre « une

cruauté si grande, qui, faite sans nécessité et demeurant sans excuse, soulève le ciel et la terre. » Il convenait aux États-Unis, comme les plus forts, et à cause de la figure historique qu'ils tiennent à conserver entre les peuples, il leur appartenait de donner le signal, d'évoquer ces principes éternels et universels, pour la sauvegarde desquels, au delà d'une certaine limite, le plus pacifique, le plus patient, le plus doux et le plus humble de cœur est bien contraint d'envisager l'hypothèse de devoir se battre. Seulement, ces principes-là, les droits de l'humanité, il y a vingt mois passés que, nous et nos alliés, nous nous battons pour eux; c'est-à-dire qu'il y a déjà plus de vingt mois que, nous battant pour nous-mêmes, nous nous battons aussi pour les neutres. Qu'ils sortent de leur neutralité ou qu'ils s'y enferment, c'est leur affaire. Nous ne les retenons pas, nous ne les poussons pas. Moralement, par l'adhésion même qu'ils ne peuvent nous refuser; matériellement, par la résistance de Verdun qui commande leur admiration, par la chute de Trébizonde et la désagrégation de l'Empire ottoman, par l'irrésistible vigueur de la pression russe, par le développement gigantesque de l'effort anglais, par l'extension progressive du concours italien, par la ténacité héroïque et sainte de la Belgique, par la résurrection de l'armée serbe, par la pointe que met Salonique au flanc de la coalition, par la disparition des colonies allemandes et l'anéantissement ou la paralysie de la marine allemande, nous nous sentons dans une posture à ne point appeler au secours. Nous payons chèrement, de notre sang, mais nous ne trouverons jamais que c'est trop cher, ce qui fait le prix de la vie. Aux neutres de savoir si, pour vivre sans sacrifice, ils consentent à perdre les suprêmes raisons de vivre. A la vérité, tous les argumens classiques contre une neutralité prolongée intempestivement se retrouvent, dans la conjoncture présente, multipliés, fortifiés, et combien grandis! Nous ne voulons, quant à nous, penser qu'aux plus nobles. Mais, pour de plus intéressés, il ne serait pas hors de saison de songer que, s'il y eut des places dans la maison du maître pour les ouvriers de la onzième heure, l'Évangile lui-même n'ajoute pas qu'il en resta pour ceux de la onzième heure et demie.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

DEUXIÈME LETTRE

Monsieur le Directeur et cher Confrère

Vous voulez bien m'inviter à vous communiquer les réflexions que j'ai pu faire depuis que, répondant à l'appel du bien regretté Francis Charmes, j'essayai de dire comment et pourquoi la barbarie dont usaient les Allemands dans la guerre actuelle était voulue, systématique, philosophique. Plus vivement encore qu'en octobre 1914, à vrai dire, je sens aujourd'hui une répugnance à me recueillir, à coordonner mes idées, à écrire. Plus que jamais, je songe à la devise de Hoche : *Res, non verba; Age quod agis;* ce qui veut dire : *Primo vincere, deinde philosophari.* Mais, d'autre part, il m'arrive du front des lettres où nos admirables combattans, entre deux batailles formidables, me font la théorie de la guerre actuelle, et me citent des textes de Platon ou de Pascal, avec une liberté d'esprit et une sérénité de réflexion égale à celle que je goûtais chez eux lorsque j'avais le bonheur de les voir travailler auprès de moi. Et, dans le monde entier, cette guerre est considérée comme une sorte de croisade philosophique, où sont aux prises deux conceptions opposées du bien et du mal, et de la destinée humaine. Il faut donc penser qu'il n'est pas contraire au devoir de philosopher à l'heure actuelle, et que les idées sont admises à se produire et à jouer un rôle, dans le temps même que la force se déchaîne avec une violence inconnue.

Reste, il est vrai, la difficulté, l'impossibilité de se ménager ce recueillement, que Descartes jugeait nécessaire à la pensée, si elle voulait se distinguer des impressions fugitives de l'imagination. Mais peut-être, à de certaines heures, le langage des événemens est-il si précis et si clair, que ce que l'on a de mieux à faire, c'est de l'écouter, et de le reproduire aussi simplement et fidèlement que possible.

*
* *

Le fait qui, dès le début de la guerre, a frappé le monde, c'est la violation brutale des lois divines et humaines qu'a, tout de suite, affectée l'Allemagne. Les crimes sont si énormes, qu'une partie de l'opinion, parmi les nations neutres, se conformant à l'injonction des représentans officiels de la science et de l'art allemands, en nia, *a priori*, la possibilité. *They cannot have done that*, entendions-nous dire de divers côtés.

Cependant, à moins d'être résolu à s'abriter derrière la neutralité pour soutenir la cause allemande, il fallut se rendre à l'évidence. Il n'était que trop certain, d'après les enquêtes les plus irrécusables, que l'Allemagne actuelle, qui a pour devise : *Deutschland über alles*, entendait imposer à l'univers toutes les conséquences, matérielles et morales, de ce principe, posé comme un axiome. Dès lors, le monde s'est trouvé en présence d'une question cruelle. Quoi! la patrie de Leibnitz, de Kant, de Beethoven, de Gœthe, en est venue à se dresser sciemment, puissance diabolique, contre le droit, contre la civilisation, contre l'humanité! Que penser d'une telle métamorphose? Est-elle réelle? Est-elle profonde? Est-elle durable? L'Allemagne ne doit-elle pas redevenir elle-même, dès que disparaîtront les circonstances qui l'ont fait sortir de son caractère? Se peut-il qu'il y ait au monde une nation érigeant la barbarie en manifestation de la culture, et que cette nation soit l'Allemagne? Question urgente, car, de la manière dont elle sera résolue, dépendra la conduite que les nations devront tenir envers l'Allemagne après la guerre.

Beaucoup, il faut le dire, se sont contentés et se contentent de cette réponse : Oui, l'Allemagne est changée, transformée, méconnaissable. Mais ce n'est là qu'un phénomène accidentel et passager, normal d'ailleurs : c'est la réaction, toute physiologique, d'un organisme qui, se trouvant engagé dans une lutte

à mort, use indistinctement de tous les moyens dont il peut disposer pour faire face à ses ennemis. La lutte finie, l'organisme, ayant retrouvé la sécurité, reviendra, tout naturellement, à son état antérieur.

Explication de naturaliste, indifférent aux enseignemens de l'histoire, objectent ceux qui ont observé l'évolution dont l'Allemagne a offert le spectacle, particulièrement depuis 1864. Mais, parmi ceux-ci, plusieurs se contentent d'admettre qu'en Allemagne, par suite de l'hégémonie de la Prusse, le militarisme s'est peu à peu implanté. Brisez, disent-ils, le militarisme prussien, et l'Allemagne reconnaissante redeviendra la nation pacifique et idéaliste dont le monde observait avec sympathie la prospérité.

En face de ces interprétations, plus ou moins optimistes, s'en est produite une autre toute différente. Recherchant le passé le plus reculé de l'Allemagne, nombre d'érudits ont pensé y trouver la preuve de la persistance, à travers les siècles, d'une Allemagne toujours la même dans son fond, quelles que fussent les effusions superficielles de ses théologiens, de ses philosophes, de ses poètes, de ses musiciens. Et cette Allemagne éternelle ne différait point de celle-là même que nous avons sous les yeux. Rêver une conversion de l'esprit allemand serait aussi insensé que de s'attendre à la transformation d'un loup en agneau.

Mon esprit est, je l'avoue, obsédé par ce problème, que je vois renaître dans tous les livres qui m'arrivent de l'étranger, dans toutes les conversations que j'ai avec des neutres. Me permettez-vous, Monsieur le Directeur et cher Confrère, d'indiquer la solution que je serais disposé à y donner?

*
* *

Des théories et de la pratique actuelles, je trouve les germes, non seulement dans l'Allemagne du Moyen Age, si laborieusement et peut-être si incomplètement convertie à la doctrine chrétienne du Dieu d'amour et de bonté, mais encore dans l'Allemagne moderne et idéaliste, dans celle que, volontiers, l'on oppose radicalement à l'Allemagne actuelle. Kant, par exemple, a composé un traité de la paix perpétuelle. Or le même Kant, dans son opuscule sur l'*Idée d'une histoire universelle* (1784), écrit : « Grâces soient rendues à la nature pour

la répugnance à la conciliation, pour le désir insatiable de possession et de domination dont elle a doté l'âme humaine. L'homme veut la concorde; mais la nature sait mieux que lui ce qui lui est bon : elle veut la discorde. » Gœthe termine son *Faust* par ces mots fameux : « L'éternel féminin (et, par là, il entend, ce semble, l'amour qui se donne jusqu'au sacrifice) nous tire à lui vers les cieux. » Mais l'agent de la rédemption de son Faust, c'est, en fait, Méphistophélès, c'est-à-dire le diable, le mal. Du mal seul peut naître le bien : telle est, dans ce poème, la loi d'airain du monde réel. « Ne crains pas de te présenter devant moi, dit le Seigneur à Méphistophélès. J'ai plaisir à te voir. L'homme n'a que trop de propension à s'endormir. C'est pourquoi je lui donne pour compagnon un diable, dont l'office est de le stimuler. » Le mal est, dans le *Faust* de Gœthe, la condition, la source même du bien; le mal est bon, car du mal, même voulu comme fin, le bien sort nécessairement. « Je suis, dit Méphistophélès, une partie de cette force, qui veut toujours le mal, et toujours produit le bien. »

Est-ce à dire que l'Allemagne actuelle procède, en droite ligne, de Kant et de Gœthe?

Telle que l'avaient faite les Luther, les Leibnitz, les Kant, les Gœthe, les Beethoven, la pensée allemande était multiple, diverse, remarquablement riche. Aux principes que nous avons énoncés, d'autres, très différens, faisaient, dans une certaine mesure, équilibre. Peu scandalisée par la contradiction, parce qu'elle goûtait cette doctrine, qu'un esprit supérieur sait réunir en une synthèse transcendante les principes mêmes que la raison vulgaire juge incompatibles, la pensée allemande cultivait avec la même ardeur l'idéalisme et le réalisme, l'objectivisme et le subjectivisme, l'art et la vie pratique, les parties basses et les parties nobles de la nature humaine.

Or, à partir de 1648, date du traité de Westphalie, à travers 1806, 1813, 1815, 1864, 1866, 1870, l'Allemagne a opéré, parmi les divers principes qu'elle nourrissait, une sélection. Laissant tomber ceux qui ne répondaient plus à son actuelle disposition d'esprit, développant les autres d'une manière exclusive et systématique, elle en arriva à différer très réellement d'elle-même. Ainsi s'explique l'étonnement douloureux, et comme incrédule, qu'éprouvent aujourd'hui nombre

de ceux qui ont connu l'Allemagne avant 1870, à une époque où ses destinées ne paraissaient pas encore définitivement fixées. Alors, certes, les tendances multiples d'autrefois étaient déjà visiblement ramenées à deux : l'Allemagne au-dessus de la Prusse, la Prusse au-dessus de l'Allemagne; et, entre deux thèses telles que celles-là, nulle conciliation n'était plus possible. Mais on pouvait encore se demander si, de ces deux tendances contradictoires, ce serait la seconde qui l'emporterait. Après 1870, le doute ne fut plus permis.

*
* *

L'Allemagne actuelle n'est pas la continuation pure et simple de l'Allemagne d'autrefois. Ce n'est pas, non plus, l'effet fatal d'un développement spontané. C'est une détermination, contingente, en quelque mesure, des tendances séculaires de l'âme allemande. Comment s'est produite cette détermination ?

On a souvent répété, dans ces derniers temps, le mot de Frédéric II : « Je prends d'abord, je sais qu'il se trouvera toujours des pédans pour démontrer que j'étais dans mon droit. » Selon cette manière de considérer les choses, c'est uniquement dans les instincts, les appétits, les forces impulsives agissant au sein de l'âme allemande qu'il faudrait chercher l'explication de la conduite tenue par les Allemands. En vain ceux-ci mettent-ils en avant des idées, des principes, des raisonnemens, qu'ils nous donnent pour les motifs et les causes de leurs actions. On se refuse à admettre que de tels actes puissent réellement procéder, à quelque degré que ce soit, de la raison, et l'on s'en tient à cette commode maxime : la pensée n'est que le reflet de l'action. On suppose donc que les théories allemandes dont le monde s'étonne ne sont autre chose que la justification, essayée après coup, d'une pratique à laquelle aucune idée réfléchie et sérieuse n'a, réellement, présidé. Et l'on conclut que, si, quelque jour, les Allemands sont matériellement empêchés de satisfaire leurs instincts violens, toutes ces doctrines scandaleuses se dissiperont comme par enchantement. Cette interprétation sommaire est-elle conforme à la réalité ?

En d'autres pays, peut-être, les idées sont, à l'égard des faits, des manifestations, des épiphénomènes, plutôt que des causes. En Allemagne, elles ont certainement agi. Quelle fut

l'origine première de ces idées allemandes, dont l'historien constate l'influence? Nul ne peut le dire : au fond de l'âme humaine la pensée, la volonté, le sentiment, sont intimement unis, et, constamment, agissent et réagissent l'un sur l'autre. Mais il n'est pas douteux que la pensée proprement dite, la pensée consciente, ne soit, par elle-même, capable d'influence; et, de cette efficacité, l'Allemagne nous offre un exemple particulièrement remarquable.

A partir de 1648, nous voyons les penseurs allemands s'appliquer, de plus en plus systématiquement, à implanter dans l'âme allemande cette idée, que l'état de morcellement où se trouve l'Allemagne et sa dépendance à l'égard de l'étranger sont contraires à son génie et à sa destinée, et que, unie et consciente de son originalité, l'Allemagne pourra défier l'univers, en attendant qu'elle le domine. Cette idée, qui sera le thème de la chanson : *Deutschland über alles*, de 1841, n'était pas, au XVIIe siècle, la traduction du mouvement des faits, puisque l'Allemagne, alors, était radicalement et, semblait-il, irrémédiablement divisée : c'était une réaction de l'esprit contre le fait. Et c'est de l'esprit allemand que, peu à peu, par l'utilisation des événemens, cette pensée est descendue dans le monde des réalités.

Pour se rendre compte de la manière dont s'est produite cette évolution, il n'est pas inutile de considérer certaines notions, étranges au premier abord, qui jouent un rôle capital dans la philosophie allemande; je veux parler des notions de conscience transcendantale, de finalité inconsciente et immanente, d'universel concret, de volonté inhérente au Tout. Ces concepts sont des expressions diverses de cette idée, que les consciences individuelles peuvent être guidées, gouvernées, modelées, à leur insu même, par un plan idéal, qui, plus réel qu'elles-mêmes, les domine, les pénètre, et, en quelque sorte, les recrée. C'est ainsi que, pour David Strauss, ce n'est pas le Jésus du monde visible qui a fondé le christianisme et qui en est l'âme et la vie : c'est le Jésus idéal, seul véritablement capable de perfection, d'être et de puissance. Le plan allemand, la loi de réalisation de ce plan, la méthode suivant laquelle les événemens seront exploités en vue de cette réalisation : autant de forces vivantes qui agissent sur les consciences allemandes, et avec lesquelles ces dernières peuvent et doivent s'identifier.

Et tout se passe comme si une Providence allemande menait fatalement les âmes allemandes vers le but qu'elle leur a marqué. C'est ainsi que 1813, 1864-66-71, 1914 sont, au point de vue allemand, les momens successifs, logiquement enchaînés, d'un même processus dialectique. En 1813, le moi allemand s'affranchit du joug étranger. De 1864 à 1871, il se constitue comme puissance en s'unifiant intérieurement. En 1914, il inaugure son mouvement d'expansion. A mesure que les événemens se déroulent, ils sont interprétés comme la révélation et la réalisation progressive du plan conçu par la conscience allemande. Les individus se sentent les instrumens, élus et passifs, d'une volonté supérieure. Ils ne pensent plus, ils n'agissent plus pour eux mêmes et par eux-mêmes : l'idée allemande se réalise en eux et par eux.

*
* *

En quoi consiste ce plan, conçu et voulu par la pensée et la volonté allemandes comme par un être qui, effectivement, planerait au-dessus des individus, et du dedans susciterait leurs pensées et leurs actes ?

Ce plan est l'histoire abrégée de l'univers ; c'est la série des momens par lesquels celui-ci doit nécessairement passer pour accomplir sa destinée.

La première phase est le chaos *(das Mannigfaltige)* : les forces dont se compose l'univers agissent d'abord comme si chacune existait seule, comme si chacune était douée d'indépendance et de libre arbitre. Dépourvues de toute coordination, de toute organisation, ces forces n'engendrent que des assemblages éphémères, et elles détruisent, d'elles-mêmes, leurs incohérentes productions.

Le second moment est l'apparition, au sein de cette diversité et de cette instabilité radicales, de l'idée, de la pensée, de la conscience *(Begriff)*. Ce n'est pas du dehors, et comme par miracle, que l'idée vient planer au-dessus de l'abîme où les forces s'entre-choquent. C'est du fond de l'abîme lui-même, grâce à la guerre que les élémens se livrent naturellement entre eux, qu'à l'heure fixée par le destin, l'idée surgit. Au sein même du désordre, en effet, certaines combinaisons se montrent plus résistantes, plus puissantes que d'autres. L'idée est la conscience de la raison pour laquelle ces combinaisons pos-

sèdent un tel privilège. Cette raison est la systématisation, l'organisation, laquelle du multiple fait une unité, des individus un tout. L'idée se dresse, dès lors, en face du désordre et de l'individualisme, comme l'affirmation de l'excellence et du triomphe nécessaire de l'unité, de l'organisation. L'idée est le commandement de réaliser le Tout comme unité.

Cette idée, tout d'abord, ne possède qu'une part infiniment petite de réalité objective. Issue du réel, toutefois, elle est capable d'agir sur le réel ; et, peu à peu, grâce à la méthode avec laquelle elle échelonne et additionne ses conquêtes, elle se fait un corps et devient capable de tenir tête, victorieusement, aux hordes désordonnées des forces élémentaires. Cette lutte de l'idée contre le règne anarchique des individus est la seconde phase du développement de l'être.

La troisième est l'organisation, non plus seulement d'un noyau central, mais du monde entier ; c'est l'unification, s'étendant méthodiquement, se faisant plus étroite et plus parfaite, à mesure que, grâce à leurs défaites mêmes dans leur lutte contre l'idée, les individus et groupes humains s'affranchissent de leur prétention à l'individualité et à l'indépendance.

Tel est le plan divin. Il enveloppe, évidemment, *a priori*, une absolue nécessité de réalisation. D'ailleurs, nous n'avons qu'à regarder autour de nous, pour constater qu'il se réalise, en effet, d'une façon irrésistible.

L'idée a jailli et s'est levée, et elle n'est pas demeurée à l'état d'idée pure ; mais elle s'est faite chair et elle a habité parmi nous : elle s'est incarnée dans la nation allemande. L'Allemagne, ou la nation teutonne, est la nation par excellence, car la mot *thiud*, racine de *deutsch* (*thiudisks*), veut dire nation ; et *Allemand*, suivant Fichte, c'est *All — Mann*, c'est-à-dire l'homme universel.

La nation germanique a surgi, comme l'opposé de la dissolution, de la corruption gréco-romaine. Les essais d'organisation qui s'étaient produits dans l'ancien monde, comme ils ne procédaient pas de l'esprit, n'étaient que des tâtonnemens, destinés à préparer l'organisation teutonne.

L'Allemagne s'est révélée dans la forêt de Teutoburg, en l'an 9 après Jésus-Christ, comme une puissance, non seulement opposée à la puissance latine, mais essentiellement guerrière. Et en effet, ce n'est pas dans les temples sereins de la sagesse clas-

sique, c'est seulement parmi les horreurs d'une guerre à mort que l'Idée pourra revêtir la force matérielle dont elle a besoin pour s'imposer aux nations rebelles, entêtées de leur indépendance.

Combattre les latins, construire et faire triompher la théorie d'une culture morale, religieuse, intellectuelle, opposée aux principes de la civilisation classique : telle est la tâche qui incombe à l'Allemagne.

Or, l'idée gréco-latine, c'était celle de l'homme, comme possédant une vertu et une valeur propre, et comme susceptible d'accroître cette valeur en faisant effort pour se rapprocher de l'idéal de vérité, de beauté, de justice et de bonté que conçoit la raison humaine :

Ὡς χαρίεν ἐσθ' ἄνθρωπος, ὅταν ἄνθρωπος ᾖ !

« Quelle chose aimable que l'homme, quand il est vraiment homme : » ainsi Ménandre a-t-il formulé la pensée grecque.

L'idée allemande, donc, ce sera la négation de toute valeur et de toute vertu propre à l'homme en tant qu'homme, ce sera la concentration dans le Tout, comme unité, comme réalité substantielle et supérieure, de toute vertu, de toute puissance, de toute excellence; et ce sera la réduction des personnes humaines à la condition de simples parties inertes, recevant du Tout qu'elles composent toute leur activité, toute leur valeur, toute leur réalité.

Et, d'autre part, comme la pensée grecque avait vu, dans le mal, dans la barbarie, dans la brutalité, des formes vicieuses de l'être, que la civilisation devait tendre à diminuer et faire disparaître, la pensée allemande érigea le mal, la violence, la destruction en élémens intégrans du Tout absolu et divin. Bien plus, elle conçut le bien, la paix, la lumière, comme ne pouvant être engendrés que par le mal, par la guerre, par les ténèbres. Dieu ne sera, que s'il est créé par le diable, à qui seul appartient la puissance créatrice; et il ne subsistera, que si le mal subsiste pour le recréer éternellement. S'il cessait d'être stimulé par Méphistophélès, Faust, instantanément, se reposerait; et, le jour où il appellera le repos, il mourra. L'homme est ingrat envers le péché, envers le crime : il ne comprend pas qu'il est indispensable de pécher pour devenir juste : *Sündig müssen wir werden, wenn wir wachsen wollen,* dit la Magda de Sudermann : « Nous devons pécher, si nous voulons croître. »

L'esprit allemand conçoit le Tout, et il est seul à le concevoir. Or, l'idée du Tout est telle qu'on ne peut la concevoir véritablement que si l'on est, soi-même, l'égal du Tout, un avec le Tout.

Très profondément et très doctement, *a priori* et *a posteriori*, en particulier par l'analyse des caractères de la langue allemande, langue primitive par excellence, type de la vie en face des langues mortes du monde latin, le philosophe Fichte démontra aux Allemands que la conscience allemande ne fait qu'un avec la conscience de l'univers. L'Allemand peut, dès lors, en tout domaine, remonter à la source même de l'être et de la vie. Il lui est loisible, en se repliant sur lui-même, d'assister, de participer à la création même des choses, de les voir du dedans, intuitivement, dans leurs causes génératrices, dans la raison et la loi de leur existence. Les autres hommes au contraire, ne peuvent apercevoir les choses que du dehors, au moyen de concepts, dans leurs résidus morts et inertes. Ils voient les fleurs figées dans l'herbier : l'Allemand a conscience de la force qui les fait jaillir de leur semence.

Or, l'Esprit universel, réalisé dans le génie allemand, est essentiellement puissance d'organisation. L'Allemand est donc, lui seul, en possession du secret de l'organisation universelle. Les autres peuples peuvent essayer d'imiter l'organisation idéale, comme un peintre imite les couleurs de la vie. Mais cette imitation est vaine, parce qu'elle est faite du dehors, et que l'œuvre de la vie ne saurait être accomplie en juxtaposant des pièces matérielles, impénétrables les unes aux autres.

Dann hat er die Teile in seiner Hand,
Fehlt, leider! nur das geistige Band.

« Il tient en ses mains les parties ; mais, hélas ! le lien spirituel lui manque. »

L'Allemand, qui est le confident, l'*alter ego* de Dieu, voit, en lui-même, toute activité, toute semence :

schaut alle Wirksamkeit und Samen.

Il lui appartient donc d'organiser le monde par la vertu de l'idée du Tout et des idées secondaires qui en émanent. C'est son affaire de composer, au moyen des nations humaines, un système humain universel, de plus en plus cohérent, puissant, pacifié et durable.

Par là se déterminent les fins vers lesquelles doit être orientée la marche de l'humanité.

Il convient, à cet égard, de distinguer entre le rôle qui appartient à l'Allemagne, et celui qui convient aux autres nations. Alexandre de Humboldt écrivait : « Il n'y a point de race dont on puisse dire qu'elle est plus noble que les autres : toutes sont également destinées à la liberté. » Fausse doctrine, conçue sous l'influence française. L'Allemagne tient à Dieu immédiatement, elle est la race de Dieu, la race noble par excellence. L'Empereur allemand peut dire : « Moi et Dieu. » Les autres nations ne sauraient entrer en rapport avec l'Éternel que par l'intermédiaire de l'Allemagne. Dès lors, l'Allemagne n'a pas à prendre en considération les besoins, les vœux, la morale, les droits des autres nations. « Une seule voix plus celle de Dieu, dit Guillaume II, forme toujours la majorité. » C'est pourquoi la maxime allemande, c'est proprement la formule par laquelle Gœthe termine *Hermann et Dorothée :*

Dies ist unser! so lass uns sagen und so es behaupten!

« Ceci est nôtre ! Voilà le principe qu'il nous faut maintenir envers et contre tous. »

L'Allemagne ne doit penser qu'à elle. L'égoïsme est sa loi. La raison en est simple : elle porte en elle tout ce qui peut honorer et grandir l'humanité, tandis que les nations de la terre, les enfans des hommes, ne représentent que des formes dérivées et inférieures de l'être. L'Allemagne comprend à fond et estime à leur juste valeur les idées, l'histoire, la langue, les aspirations des peuples. Mais les peuples ne peuvent comprendre et apprécier ce qui concerne l'Allemagne. C'est ce que les Allemands ne se lassent d'expliquer à l'univers. Voici, par exemple, en quels termes le philosophe Wilhelm Wundt, dans un opuscule intitulé : *Die Nationen und ihre Philosophie*, 1916 (p. 78), apprécie la collaboration apportée par les Français, avant la guerre, à la préparation d'une édition interacadémique des œuvres de Leibnitz : « Les Français ont proposé à l'Association internationale des Académies de confier à l'Institut de France et à l'Académie de Berlin la tâche de publier, en commun, une édition complète des œuvres de Leibnitz. Mais, précisément, les idées qui forment le fond de la philosophie de Leibnitz sont demeurées étrangères à l'intelligence française.

Dans cette philosophie, la Réforme allemande, la mystique allemande, et, par-dessus tout, la manière allemande d'approfondir les problèmes ont agi d'une manière beaucoup trop vivante, pour qu'elle pût prendre racine dans le sol français. » C'est ainsi que tout ce qui est allemand passe la compréhension des autres peuples : la religion allemande, la morale allemande, la musique allemande, la poésie allemande, la science allemande, la noblesse de l'âme allemande.

Il n'en est pas, d'ailleurs, de l'égoïsme allemand comme de celui des autres peuples. Quand il s'agit de l'Allemagne, l'absolu égoïsme ne fait qu'un avec l'absolu dévouement à l'humanité, parce que l'Allemagne est le sel de la terre, et que tout ce qui lui profite rejaillit, comme une bénédiction, sur le monde entier. L'Allemagne a le devoir moral de se suffire, de ne penser, de n'agir que pour elle-même et par elle-même. Seule elle possède ce caractère de fin en soi *(Zweck an sich selbst)*, que Kant, sous l'influence de l'individualisme français, croyait devoir attribuer à toutes les personnes humaines et à toutes les nations. Les nations ne sont dans la droite voie que si elles jouent, à l'égard de l'Allemagne, le rôle de moyens et d'instrumens.

A l'Allemagne doit être réservée la force, par laquelle seule la paix et la justice peuvent être réalisées parmi les hommes. Dominées par l'Allemagne, les nations posséderont les vrais biens, qu'elles ne sauraient conquérir par elles-mêmes : la sécurité, l'ordre, la méthode, le rôle qui convient à leur capacité et à leur valeur, les moyens de tirer le meilleur parti de leurs ressources et de leurs facultés. Contribuer, comme organes subordonnés, à l'existence et au développement d'un organisme supérieur, c'est, pour les vivans, une condition plus haute que de former, en demeurant isolés, des organismes individuels, indépendans et élémentaires.

La première phase de la régénération consiste ainsi, pour les peuples, à abdiquer leur indépendance, pour s'élever à la dignité d'instrumens de la volonté allemande. Mais il est une perfection plus haute encore, à laquelle la magnanimité de l'Allemagne leur permet de prétendre. L'Allemagne n'est pas seulement l'incarnation de l'unité, elle est encore, et elle est seule, le principe de la vraie liberté. Elle possède et elle peut communiquer cette liberté, qui consiste, non à disposer de soi, à

vouloir, en vertu d'un prétendu libre arbitre individuel, c'est-à-dire en vertu d'une puissance particulière, insurgée contre le Tout, mais bien à identifier sa volonté avec celle du Tout, qui est Dieu. Partageant avec Dieu la nécessité d'expansion qui caractérise l'infini, l'Allemagne se dilate, et se fait, naturellement, le champion de la nationalité et de la liberté des peuples. En vain ceux-ci se croiraient-ils en possession de leur personnalité et de la volonté de se développer selon leur génie : s'ils résistent aux directions de l'Allemagne, leur sentiment les trompe. Ce n'est qu'en puisant à la source divine de l'être et de la conscience, que l'homme peut se former une personnalité réelle, vivante, digne et capable de subsister. Les nations, les individus ne deviendront eux-mêmes, ne revêtiront une nationalité et une liberté, non plus imaginaires et anarchiques, mais affectives et douées d'un caractère moral, que le jour où elles parviendront à penser et à agir, non seulement sous la direction de l'Allemagne et en vue de la grandeur allemande, mais encore par la vertu de l'âme allemande elle-même, de telle sorte qu'elles puissent proclamer : ce n'est plus moi qui vis, c'est l'Allemagne qui vit en moi.

Unes avec l'Allemagne par la conscience et par la volonté, elles ne seront plus, à proprement parler, les instrumens de l'Allemagne. Elles seront vraiment elles-mêmes, vraiment libres, puisqu'elles se détermineront d'elles-mêmes à servir l'Allemagne. Unité de l'individu avec le Tout, *Einheit des Einzelnen mit dem Ganzen :* telle est la définition allemande de la liberté.

Ainsi s'accomplira, dans toute son ampleur, la tâche de l'Allemagne, que l'on pourrait résumer par ces mots : recréer le monde, en y infusant l'âme allemande.

*
* *

Tel est le plan divin. Comment procédera l'Allemagne pour le réaliser?

La méthode qu'elle s'est faite résulte d'une doctrine qui est, semble-t-il, l'une des plus caractéristiques de la pensée allemande.

Les Grecs, en distinguant avec insistance, dans les choses, deux élémens, qu'ils appelaient la matière et l'esprit, voulaient dire que les lois de ces deux essences différaient radica-

lement. Dans le monde matériel régnait, selon eux, une nécessité aveugle, ἀνάγκη. Le monde des esprits, au contraire, avait pour loi la vérité et la beauté; et il se portait vers ces fins idéales, d'un libre effort, secouant le joug de la nécessité, et suivant, de lui-même, l'attrait de la persuasion. Là régnait le fait brut, la force; ici, la parole et l'intelligence. Et le problème de la civilisation, c'était de rendre efficaces ces puissances purement morales, l'intelligence et la parole, au sein du monde matériel lui-même. Le Dieu d'Aristote est vérité et bonté, mais il n'est point force. Son action consiste à attirer vers lui, à gagner, à spiritualiser les forces qui se déchaînent dans le monde de la nécessité.

Or, les philosophes allemands ont, à la fois, considéré les forces psychiques comme irréductibles aux forces physiques, et admis que les premières sont soumises à des lois de nécessité non moins rigides que celles qui gouvernent les secondes. Chez presque tous ses représentans, la pensée allemande proscrit, comme absurde et comme impie, toute doctrine de libre arbitre, et s'applique à concevoir la liberté morale comme une nécessité plus nécessaire encore que la nécessité mécanique. Être libre, selon Kant, c'est être dégagé de la contrainte à laquelle est soumis l'individu qui se distingue de la loi, et confondre entièrement sa volonté avec la nécessité universelle, primordiale et absolue. La Grèce s'était appliquée à détrôner la fatalité orientale : l'Allemagne, dans une métaphysique transcendante, s'est donné pour tâche de la rétablir dans sa souveraineté.

Si les forces morales sont, avant tout, des forces soumises à un absolu déterminisme, elles relèvent, non moins que les forces physiques, de l'axiome : savoir, c'est pouvoir. Qui possède la science des forces psychiques dispose, estiment les Allemands, des sentimens, des pensées, des volontés, des consciences humaines, exactement comme l'ingénieur est maître, par la science mécanique, des forces de la nature. Qu'on ne s'abuse donc pas sur la signification de la différence proclamée par les philosophes allemands entre les réalités sensibles et les impondérables du monde moral. Ces derniers, chez eux, sont soumis à une sorte de mécanisme métaphysique qui n'est pas moins inflexible que le mécanisme physique. L'esprit souffle où il veut, disait l'Écriture. Les Allemands entendent le contraindre à souffler où il leur plaît.

La première condition à remplir, pour réaliser le plan allemand, c'est d'en inculquer l'idée aux esprits allemands, de telle sorte que ceux-ci ne puissent plus penser, juger, comprendre, fonctionner, que sous l'action de l'idée allemande. Or, ce résultat peut être obtenu, grâce à une science pratique dont la philosophie allemande permet, mieux que toute autre, de formuler les principes : la pédagogie. Les nations latines s'en tenaient, pour former l'homme, à ce qu'elles appelaient l'éducation. Celle-ci prenait pour point de départ la nature humaine, ses dispositions, ses tendances, ses aspirations, Elle était, par suite, un mélange intime de science et d'art, de méthode et de liberté, et elle ne prétendait pas à réaliser son objet avec l'infaillibilité d'une technique purement scientifique. Or, l'Allemagne veut une éducation qui produise une forme d'esprit déterminée, comme la décarburation de la fonte produit de l'acier : « Il nous faut, dit Fichte, dans ses *Discours à la Nation allemande*, une éducation qui engendre, d'une façon nécessaire, la nécessité que nous avons en vue. Il s'agit de créer dans l'homme, infailliblement, une volonté infaillible. » Nul égard donc ne sera accordé au libre mouvement de la nature, aux sentimens des individus. Seules, seront prises en considération les lois du mécanisme psychique, telles que les établit la science allemande ; et ces lois seront employées à créer, chez les individus, la manière allemande de penser, comme le sont, dans l'industrie, les lois physiques, pour obtenir tel résultat matériel. Ainsi entendue, la pédagogie mérite évidemment d'être distinguée, par son nom même, de la classique éducation.

Telle est la méthode que l'Allemagne substitue à l'éducation gréco-latine. Quel usage en fera-t-elle ?

L'objet qu'elle se propose est de modeler les cerveaux, de telle sorte qu'à toute impression qu'ils reçoivent réponde automatiquement le réflexe voulu, le réflexe prussien, ou, en langage actuel, le réflexe allemand. La tâche dont il s'agit peut être définie la création d'un certain instinct. Or, un instinct, c'est une tendance, une et strictement déterminée, qui, n'étant tenue en échec par aucune autre, se déploie, dès qu'elle est sollicitée, immédiatement et irrésistiblement. Pour créer une pareille tendance, la pédagogie allemande procède par une sélection minutieusement appropriée. D'une part, elle élimine

toutes les influences qui seraient de nature à provoquer ou à maintenir les tendances antagonistes. D'autre part, elle rassemble et fait converger toutes les influences propres à déterminer l'état d'esprit qu'il s'agit de produire. Créant ainsi un véritable monoidéisme, elle rend impossible la délibération, source de scrupules et d'hésitations, et elle assure à l'action la décision et la plénitude, qui lui confèrent toute sa puissance.

A considérer dans ses détails l'éducation allemande, on la voit constamment régie par de tels principes. Les écoliers allemands sont soigneusement prémunis contre la tentation de connaître directement les choses étrangères. Celles-ci, estime-t-on, ne peuvent être vues telles qu'elles sont en réalité que si elles sont aperçues à travers les lunettes allemandes. C'est, actuellement, en Allemagne, un axiome fondamental, que les Allemands n'ont rien à apprendre des étrangers.

Wir sind die Meister aller Welt :

« Nous sommes les instituteurs de l'univers, » lit-on dans un recueil de couplets composé à l'usage des soldats allemands de 1914, et intitulé : *Der deutsche Zorn*, « La colère allemande. »

On apprend aux Allemands à se placer, pour apprécier tout ce que peuvent dire les étrangers, au point de vue indiqué dans une célèbre épigramme de Schiller :

Du willst wahres mich lehren? Bemühe dich nicht : Nicht die Sache
Will ich durch dich, ich will Dich durch die Sache nur sehn.

« Tu prétends m'enseigner une vérité. Ne te donne pas tant de peine. Je ne songe pas à voir la chose à travers toi, mais toi seul à travers la chose. » Dans la philosophie de Descartes, dans la tragédie de Corneille et de Racine, dans les principes de la Révolution française, l'Allemand ne saurait voir autre chose que des documens, qu'il emploiera à définir l'esprit français. De la valeur de ces œuvres au point de vue de la vérité, de la beauté ou de la justice, il ne saurait être question. Voici, par exemple, la signification de la philosophie de Descartes, telle que la dégage le professeur Wundt, à la page 21 de l'ouvrage cité plus haut : « Descartes manifeste merveilleusement le talent qu'ont les Français de dissimuler. sous une rhétorique admirable, la faiblesse de leur pensée. Il pratique cet art de la persuasion avec une maîtrise de styliste, qui, aujourd'hui

encore, fait, de la lecture de ses ouvrages un véritable régal intellectuel. »

Comme elle élimine, ou interprète à sa manière, tout ce qui n'est pas allemand, ainsi la pédagogie allemande accumule et met en valeur tous les moyens positifs et directs dont elle peut disposer pour former des esprits exclusivement germaniques. Gymnastique, grammaire, arithmétique, géographie, danse, histoire naturelle, langues et littératures étrangères, travail, jeux, lectures, promenades, solennités, religion, ripailles : tout exalte l'Allemagne, la montre unique et inégalable. Et tout dresse l'Allemand au mépris et à l'exploitation de l'étranger.

Nulle étude n'est plus remarquablement adaptée à cette fin que celle de l'histoire. Le rôle essentiel que joue dans la pédagogie allemande le procédé éliminatoire est ici particulièrement visible. Tous les livres d'histoire que l'on met entre les mains des écoliers sont intitulés : *Weltgeschichte*, « Histoire universelle. » Or, la place qu'y tiennent les nations autres que l'Allemagne est extrêmement restreinte, et tout ce qui, bien qu'étranger, y est admis, est systématiquement déprécié. Au contraire, le rôle de l'Allemagne est mis en relief et grandi d'un bout à l'autre. Toute l'histoire est orientée vers le règne universel de Dieu, c'est-à-dire de l'Allemagne, sur la terre.

L'histoire est partagée en deux périodes, dont l'une n'est qu'une introduction : avant et après la rencontre de Rome avec la Germanie. Et les étapes de l'histoire de l'univers, à partir de la victoire de Hermann sur Quinctilius Varus, sont marquées par les noms d'Othon le Grand, Luther, Frédéric II, Bismarck. En 1864, commence la phase dernière et définitive de l'histoire. A partir de la guerre de l'Allemagne contre le Danemark, en effet, l'histoire de l'univers marche d'un pas sûr, sans plus s'attarder en de fastidieux détours, vers ses destinées providentielles. Aussi l'enseignement de l'histoire universelle dans les écoles allemandes partira-t-il désormais de l'année 1864 après Jésus-Christ. Un éminent zoologiste anglais, M. Chalmers Mitchell, dans un livre remarquable, intitulé *Évolution and the War*, 1915, trouve que l'histoire, ainsi travaillée, filtrée, aseptisée, ensemencée, ressemble moins à ce que nous appelons l'histoire, qu'à un bouillon de culture psychologique.

L'Allemagne est l'éducatrice du monde. Mais les peuples ne sont pas, tout d'abord, disposés à lui reconnaître ce rôle. Nous

savons que la pédagogie divine, pour éduquer les hommes, commence par les traiter par la crainte. *Timor Domini initium sapientiæ.* Pareillement, l'Allemagne doit être, tout d'abord, la terreur des nations. C'est pourquoi, constamment, ou elle leur fait la guerre, ou elle les en menace. Elle les tient en présence de cette alternative : servir ou périr. Bien qu'à défaut de la guerre elle emploie, d'ordinaire, la menace, elle sait aussi recourir aux moyens séducteurs. C'est, volontiers, une tête à double face, qui, d'un côté, se fait aimable, gracieuse, *koket-tirend*, comme on dit en allemand, pour promettre aux nations raisonnables sa protection, et qui, de l'autre, revêt un masque effrayant, pour intimider les indociles.

L'Allemagne, d'ailleurs, ne veut pas la guerre pour la guerre, elle est sincèrement pacifique. Mais elle se tient toujours, bien réellement, prête à faire la guerre. Et quand il lui semble que, décidément, les nations deviennent insolentes (*Als die Römer frech geworden*, dit la chanson), quand elle craint que la prolongation de la paix n'amollisse ses sujets, elle applique résolument la grande loi naturelle et divine, qui veut que la paix ne soit jamais que la conclusion d'une guerre, et ne se puisse maintenir que renouvelée par des guerres opportunes.

La guerre est, d'ailleurs, conduite selon les vues de la Providence, avec toute la violence de l'état de nature, sans aucun égard aux protestations des âmes sensibles et féminines. La guerre est menée par l'État prussien, lequel est au-dessus de cette médiocre morale de la personnalité humaine comme fin en soi, où s'attarda Kant, mais qui n'a qu'une valeur relative, et ne concerne, en tout cas, que les individus. L'État prussien, suprême réalisation du divin, ne peut être obligé qu'envers lui-même. C'est dire que son devoir est de n'admettre, en face des autres États, d'autre loi que la force, et, par tous les moyens, de se rendre toujours plus fort. Sa tâche est d'organiser l'Allemagne, puis le monde, et de recréer l'humanité. Il en est de son œuvre comme des grandes cathédrales du Moyen Age. Qui s'inquiète aujourd'hui des misères, des bassesses, des injustices, des crimes, des atrocités qui ont pu se mêler au travail pieux dont elles sont issues? Qu'est-ce que les individus, au regard de l'œuvre anonyme et grandiose, qu'ils construisent sans la comprendre? Les individus retombent

dans le néant, d'où ils ne sont sortis un instant qu'à l'appel de l'esprit, qui avait besoin de leurs mains pour se réaliser. Mais l'œuvre reste, l'œuvre, qui seule importe. De même, qui pourra bien accuser l'Allemagne d'avoir assassiné lâchement des nations loyales et inoffensives, d'avoir renié sa signature, d'avoir massacré des enfans, des vieillards et des femmes, d'avoir, avec une brutalité de sauvage, infusé son noble sang à des races dégénérées, lorsque le monde entier sera allemand ou dressé à bénir le joug allemand?

Comme la science et la méthode, nées de l'intelligence, confèrent la toute-puissance et permettent de renouveler la face du monde, ainsi l'œuvre, une fois accomplie, réagit sur l'âme et sur le cœur des hommes, et y provoque le sentiment. Sauvées et nées à une vie nouvelle par la grâce de l'Allemagne, les nations, quelque jour, aimeront l'Allemagne.

*
* *

Telle m'apparaît la pensée allemande. Heine disait : « L'Allemagne est une âme qui se cherche un corps. » L'Allemagne, avec une constance, une méthode, une vigueur qu'il importe de ne pas méconnaître, après avoir conçu un plan de la société humaine, s'est identifiée avec ce plan, et, de plus en plus systématiquement, a mis en œuvre toutes les forces physiques et morales dont peut disposer l'homme, pour le réaliser.

Ce plan est extraordinaire. C'est l'idée d'un absolu artificialisme. Peu importent la nature propre des êtres, leurs tendances, leurs vœux, leurs sentimens. Peu importent la vérité et la justice, devant lesquelles se prosterne le genre humain. Le plan du monde que le philosophe Kant dressait *a priori*, en combinant, d'après les dictées de la conscience transcendantale, les formes de la sensibilité et les catégories de l'entendement, ne tenait aucun compte de la nature propre des élémens donnés. Ces élémens, infiniment divers *(das Mannigfaltige)*, le philosophe les suppose absolument indifférens et malléables ; et il en forme un monde, où les êtres n'ont d'autres propriétés que celles qu'ils tiennent de l'organisation. Pareillement, la pensée allemande ne voit, dans tout ce qui n'est pas elle, que des matériaux et des instrumens ; et elle s'attribue le droit et le pouvoir d'user, à son gré, de toutes choses, pour se réaliser elle-même dans sa plénitude.

Les Allemands ont tué en eux ce que les hommes appellent sincérité, à savoir l'effort candide pour agir, parler et penser selon la vérité. Tout leur est moyen, stratagème, méthode, politique, tendant à la réalisation de leurs ambitions. Dans tout ce qu'ils disent, dans tout ce qu'ils font, dans les indignations qu'ils affichent, dans les caresses qu'ils accordent,

Man merkt die Absicht, und man wird verstimmt (Gœthe) :

« On aperçoit l'intention, et l'on est inquiet. »

Détruire en soi la sincérité, c'est, chez les autres, ruiner la confiance.

Par un dernier sophisme, l'Allemagne présente son mépris de la vérité comme une sincérité supérieure, comme la sincérité par excellence. La sincérité véritable, enseignent ses docteurs, a pour condition la conformité de la parole et de l'action, non avec une formule figée, avec une lettre morte, mais avec le principe vivant d'où découle toute vérité comme tout être : l'esprit transcendant et insaisissable. « Quoi ! tu me demandes une signature, pédant ! dit Faust à Méphistophélès. N'as-tu donc jamais eu affaire à un homme, à la parole d'un homme?... La parole meurt en passant par la plume. »

Auch was Geschriebenes forderst du, Pedant?
Hast du noch keinen Mann, nicht Manneswort gekannt?
. . . . . , ... , ...
Das Wort erstirbt schon in der Feder.

La seule sincérité qui compte est celle de la conscience transcendantale, une et universelle, dont nos consciences particulières ne sont jamais que des expressions inadéquates. Or, la conscience transcendantale forme précisément le fond de l'âme allemande, et d'elle seule. Et ainsi, les Allemands sont seuls juges de leur sincérité, comme de leur responsabilité en général. Des jugemens que peuvent porter sur eux les autres hommes, ils ne sauraient avoir cure.

Se peut-il, dira-t-on, que des idées aussi étranges aient une valeur pratique ; et si, effectivement, une philosophie nourrie de telles idées gouverne aujourd'hui la pensée, non de quelques esprits bizarres, mais du peuple allemand lui-même, considéré dans son ensemble, pouvons-nous voir dans ce phénomène autre chose qu'un cas de folie, non plus seulement individuelle, mais collective : manifestation, certes, fort intéres-

sante pour le psychologue et le médecin, mais incapable d'exercer une influence réelle sur les destinées de l'humanité?

Il serait, au plus haut point, imprudent de transformer ainsi une réalité donnée en un simple sujet d'étude médicale ou de discussion académique. Peu importe que ces idées soient plausibles ou absurdes, facilement ou difficilement réfutables. Peu importe que les cerveaux qui en sont imprégnés soient sains ou dérangés : ces idées ne sont pas demeurées à l'état d'idées. Par le dressage psychologique, par l'application savante et continue d'une organisation, non seulement matérielle, mais morale, ces idées sont, véritablement, devenues des êtres, des forces, des principes d'action. L'âme s'est faite corps, selon le mot de Heine. Or, un corps, c'est, proprement, un faisceau d'instincts, de tendances, d'habitudes, fixées, emmagasinées et organisées, de telle sorte qu'ils possèdent désormais une aptitude résistante à se conserver et à se déployer.

L'Allemagne, aujourd'hui, et, avec elle, une grande portion de l'Autriche-Hongrie, est pénétrée, jusque dans ses profondeurs, par la manière de penser, de juger, de vouloir, de sentir, que lui a inculquée la domination prussienne. Prétendre la ramener à l'état intellectuel et moral où elle se trouvait, alors qu'elle n'avait pas succombé à cette influence, est un rêve. Il serait vain de nier la capacité interne de relèvement et de concentration d'un pays pour qui les dates de 1648 et de 1806 ont été le recul qui prépare un élan nouveau. Et la puissance des méthodes pédagogiques allemandes est suffisamment démontrée par la profonde ressemblance intellectuelle et morale qui caractérise aujourd'hui tant de populations d'origines et de traditions si différentes. Que d'Allemands célèbres, que de villes allemandes considérables, dont le nom, plus ou moins déguisé, est d'origine slave, ou latine, ou celtique! Si, dans certains cas, cette origine a laissé des traces, ou même se traduit par une résistance vigoureuse à la germanisation, dans nombre d'autres l'empreinte allemande paraît singulièrement profonde.

Au lendemain comme à la veille de la guerre, ce type immanent d'intelligence et de volonté, qui, comme une sorte d'âme commune, a créé le germanisme, subsistera. L'Allemagne ne changera, si elle doit changer, que par une révolution morale et intérieure. Cette révolution, qui peut dire si elle se produira?

Ce qui dépend de nous, c'est d'avoir, demain non moins qu'aujourd'hui, la volonté ferme de maintenir, non en paroles, mais en réalité, les principes sacrés pour lesquels nous luttons : la liberté et la dignité humaine, l'indépendance des nations grandes et petites, le respect de la justice et de la morale dans les rapports entre les peuples comme dans les relations des individus.

Ce qui dépend de nous, c'est de nous rendre compte du danger mortel qui nous menacerait, si, considérant cette guerre comme un simple cauchemar, effroyable, sans doute, mais passager, nous nous imaginions que nous pourrons, la paix signée, reprendre notre vie au point où nous l'avons laissée en juillet 1914.

Nous sommes dûment avertis. Les menaces de l'empereur allemand, du général F. von Bernhardi, des interprètes officiels de l'idée allemande n'étaient pas de vaines paroles. L'Allemagne fait, de la domination sur l'univers, et en particulier de la mutilation et de l'asservissement de la France, une condition de son existence. *Weltherrschaft oder Niedergang!* « Hégémonie universelle ou décadence, » c'est sa devise. L'Allemagne croit, d'ailleurs, de longue date, et, par-dessus tout, à la toute-puissance de l'idée pour créer le fait, de la volonté et de l'organisation pour produire la force morale, l'union, l'enthousiasme et la persévérance, aussi bien que la force matérielle. Ce n'est pas la quantité de force visible qui lui restera après la guerre, qui sera la mesure des périls qu'elle pourra encore faire courir à l'humanité, c'est la persistance de sa volonté de domination, d'agrandissement et d'oppression. Latente, invisible, dissimulée, niée, cette volonté, si nous jugeons de l'avenir par le passé, subsistera. Et qu'est-ce qu'un traité de paix? Qu'est-ce que des engagemens allemands? La sincérité allemande consiste à employer, en conscience, les moyens les plus propres à tromper les autres au profit de l'Allemagne.

Nous ne saurions manquer de comprendre, désormais, que prêcher le désarmement, c'est vouloir se livrer à l'Allemagne, et que pacifisme signifie, en fait, consentement à la germanisation de l'univers. Ce n'est pas par hasard que le prix Nobel de la paix était, en 1914, promis à Guillaume II.

Et nous aurons constamment présente à l'esprit cette pensée,

que ce qui constitue notre France, c'est, avec notre sol, qui nous a fait siens et que nous avons fait nôtre, notre âme nationale, incarnée dans nos traditions, dans notre histoire, dans notre littérature, dans nos monumens, dans nos mœurs, dans nos institutions, en sorte que négliger notre passé pour nous borner à contempler un avenir abstrait et vague, ce serait dépouiller nos idées françaises de leur contenu, de leur beauté, de leur vie, de leur action sur l'âme des peuples, pour les réduire à l'état de mots sonores et vides, qui n'engendrent plus, parce qu'ils sont détachés des réalités vivantes. L'être concret, c'est le passé; demeurer une même personne, c'est incorporer à son passé ses fins présentes et ses rêves d'avenir

Mais si conserver et faire prospérer la France que nous ont léguée nos pères est notre premier devoir, la présente guerre aura ce résultat, de nous faire mettre à leur rang, à un rang inférieur et peut-être infime, maintes différences d'opinions, auxquelles, jadis, nous prêtions parfois une importance vitale. On peut vivre sans imposer aux autres ses croyances, ses opinions, ses habitudes, et sans prétendre les dominer et les opprimer. Mais que deviendrait la vie humaine, si l'on en retranchait la tradition, la variété, la liberté, la poésie, la fidélité, la justice et l'humanité ?

Or, demain comme aujourd'hui, il nous faudra reconquérir, chaque jour, ces biens suprêmes, si nous voulons les posséder.

Agréez, je vous prie, monsieur le Directeur et cher Confrère, l'assurance de mes sentimens bien cordialement dévoués.

ÉMILE BOUTROUX.

LE CHEMIN SANS BUT[1]

PREMIÈRE PARTIE

« *Non serviam.* »

I

Un soir de décembre, vers huit heures, Vivien Lemire, la tête enfouie dans le col relevé de son paletot de fourrure, les mains dans ses poches, marchait vite, tout d'une pièce. Il traversait le pont de la Concorde, s'acheminant vers les Champs-Élysées. Une bise aigre soulevait par momens des tourbillons de poussière. Quelques rares piétons. Un fiacre arrivait au loin, de la rue Royale; ses lumières glissaient au-dessus de la chaussée comme les fanaux d'un navire solitaire sur la mer. C'était un de ces momens de vide qui se font soudain dans l'agitation de la grande ville; seuls régnaient le vent, le froid, la nuit. Vivien sentit tout à coup sa solitude parmi l'hostilité des élémens; ses yeux errèrent à droite, à gauche, en haut. La profondeur du ciel était très noire entre les feux glacés des étoiles. Vivien ne vit pas la splendeur du firmament; il n'en vit que l'obscurité. Il était seul; pas une image ne vint réconforter son cœur : ni celle de la chambre chaude doucement éclairée par la lampe d'hiver, près de laquelle travaillait sa mère; ni celle des heures lumineuses de l'été où la joie du jour triomphe de nos plus sombres ennuis.

Soudain, de tous côtés, de la rue Royale, de la rue de Rivoli, du pont, débouchèrent des flots de voitures parsemées d'autos,

(1) *Copyright by* Jules-Philippe Heuzey, 1916.

— il en roulait relativement peu il y a dix ans. Ce bruit, ces lumières, cet enchevêtrement de routes différentes, c'est la vie humaine dans sa trépidation fiévreuse... Les hommes avaient repris possession de la ville, chacun se hâtait vers sa destinée... Vivien s'abandonna au courant; pour lui, comme pour les autres, l'incomparable splendeur des étoiles ne fut plus que le décor coutumier qui ne sollicite pas les regards...

Il héla un fiacre, craignant subitement d'être en retard et, tandis qu'il était emporté vers la rue François-Ier, il ne pensa plus qu'au dîner auquel il se rendait chez le docteur Daubenoire, le célèbre spécialiste des maladies nerveuses.

C'était la première fois que Vivien était invité chez l'illustre praticien et, à cette idée, une inquiétude commençait à l'agiter. Il raisonna sa timidité : « Qu'est-ce que cela me fait d'aller dîner à la table de ce pontife? Il ne m'en impose pas avec son port avantageux. Pourquoi m'a-t-il invité?... On ne sait pas... Comme cela... pour faire nombre; je ne suis pour lui qu'un littérateur quelconque... A moins qu'il ne pressente en moi un jeune qui arrivera, et comme c'est un dîner de jeunes... On le donne pour les dix-huit ans de Mlle Daubenoire. Le bonhomme est fier de sa fille et, paraît-il, ce n'est pas sans raison... » La pensée qu'il ne connaissait ni Mlle Daubenoire ni sa mère, ni peut-être aucun des autres convives, interrompit le cours de ses réflexions. Sa nervosité le reprit. Il se mit à chantonner, ce qui était signe chez lui de grand agacement. Le fiacre s'arrêta : Vivien Lemire était arrivé.

Rien que le bruit massif, autoritaire, de la lourde porte qui se refermait sur les visiteurs, disait la richesse cossue de l'hôtel où il pénétrait.

Le docteur Daubenoire et sa femme appartenaient l'un et l'autre à la bourgeoisie arrivée, celle des grasses prébendes et des honneurs officiels. Le docteur était, à cinquante ans à peine, membre de l'Académie de médecine, grand officier de la Légion d'honneur. Il joignait à une science réelle le génie de la mise en valeur de son savoir. Tandis qu'il poursuivait ses ambitions avec une âpre ténacité, sa femme se laissait vivre sans grands désirs, sans aspirations, les yeux fixés sur l'horizon terrestre, jamais au delà; ne souhaitant pour ses filles, — elle en avait deux, — qu'une situation pareille à la sienne : de l'argent, de la considération et, par surcroît, quelque notoriété.

L'aînée de ses filles, la jolie Jacqueline, était mariée depuis quatre ans avec Robert Beaugrand, le fils d'un grand agent de change, part d'agent de change lui-même. Quand Mme Daubenoire pensait à Jacqueline, elle soupirait ; quand il y songeait, le docteur avait un pli entre les sourcils : Jacqueline voulait divorcer. Pourquoi cette idée avait-elle passé sous son front étroit et lisse, dans cette tête qui n'était lourde que des cheveux qui la couronnaient ? Nul n'aurait pu le dire, et elle ne le savait pas trop elle-même, et c'est cela qui déconcertait sa mère : tant d'ennuis sans utilité !... Et l'entêtement de Jacqueline dans la déraison exaspérait Mme Daubenoire. Jacqueline voulait changer pour changer, non pas changer d'amant, mais changer d'intérieur, et le mari est un meuble nécessaire dans un intérieur bien aménagé.

— Ton enfant ? disait sa mère.

— Il a trois ans, répondait Jacqueline. Robert me le laissera ; il n'irait pas s'encombrer d'un bébé de trois ans !

— Mais, si tu te remaries, disait le père, l'enfant peut être un sujet de discorde dans ton nouveau ménage...

— Mais non, mais non, tout s'arrangera. Et puis, n'ayez donc pas les yeux fixés sur un avenir problématique : c'est aujourd'hui que je vis, je ne m'inquiète pas de demain...

Le père et la mère haussaient les épaules avec découragement. Ils ne se reconnaissaient ni l'un ni l'autre dans cet être d'imprévoyance. Pour se consoler, ils reportaient leur pensée sur les dix-huit printemps nouvellement éclos de leur seconde fille. Celle-là le docteur Daubenoire était fier de la vivacité de son intelligence et de tous les dons physiques et moraux que la jeune fille, il se l'avouait modestement, tenait de lui.

Florence arrivait dans la vie, en conquérant sûr de vaincre, l'esprit assoupli par le travail scolaire, ouvert, curieux, prêt à faire son miel de toutes fleurs. Et dans son jeune corps, de si justes proportions, les sens sommeillaient. Elle jouissait de sa beauté, elle se penchait ravie sur son image, mais ne songeait pas encore à la mirer dans les yeux amoureux des hommes.

Si l'admiration du docteur pour sa plus jeune fille était sans mélange, celle de Mme Daubenoire s'atténuait de quelque souci. Jacqueline était indépendante avec déraison, en enfant gâtée ; on pouvait espérer qu'une saute de vent ferait tourner la girouette dans un sens favorable ; Florence avait la volonté de

son indépendance. Mme Daubenoire sentait instinctivement que, si jamais il y avait un conflit entre cette volonté et l'autorité maternelle, la victoire ne resterait pas à l'autorité...

Florence, un peu à l'écart dans le salon, tandis que ses parens accueillaient leurs invités, causait avec une de ses amies, Loulou Barthélemy, la fille du riche sucrier.

Vivien venait d'entrer. Le docteur appela sa fille.

— Florence, dit-il, je te présente M. Vivien Lemire, un ami de ton ami Lambert, le critique du *Jour*.

Vivien salua gauchement. Les tranquilles regards de ces jeunes filles posés sur lui l'intimidaient. Pourtant, rapide, son coup d'œil enveloppait les deux amies, et l'image qu'il emportait de Florence, tandis qu'il allait se réfugier dans un coin solitaire, lui semblait digne d'être détaillée. De sa retraite, il la suivait du regard, ce regard habituellement voilé, mais qui devenait à certains momens un si pénétrant instrument d'analyse.

« L'autre est quelconque, » avait-il pensé aussitôt de Loulou Barthélemy.

On passa dans la salle à manger. Ce fut la jeune fille « quelconque » que Vivien eut à mener à table et qui orna sa droite. Mon Dieu, qu'allait-il trouver à lui dire ?... Elle ne lui inspirait rien... mais là, rien du tout... De l'autre côté, il était flanqué d'une grosse dame sur le retour. Les deux voisines connaissaient chacune leur autre voisin, elles étaient tournées vers eux et leur parlaient.

Vivien, isolé comme le dernier arrivé d'une table d'hôte, mangeait son potage en silence. De temps en temps, il essayait de saisir quelques menus propos de ses voisines pour entrer en matière. Les propos ne l'inspiraient pas plus que les voisines. Aussi, après avoir offert du vin à la jeune fille quelconque qui ne buvait que de l'eau, ne chercha-t-il plus à sortir de son isolement. Il promena ses regards autour de lui ; ils firent une rapide inspection des convives, puis s'arrêtèrent sur Mlle Daubenoire : elle seule méritait de les retenir.

Elle n'était pas placée loin de Vivien. Il entendait le son de sa voix sans pouvoir distinguer ses paroles, et cette voix lui semblait harmonieuse. Ce n'était pas l'organe indécis d'une vierge qui s'ignore ; c'étaient les intonations justes, vibrantes, d'une femme sûre d'elle-même. Et cependant il avait bien une

vierge devant les yeux : elle pressentait le pouvoir qu'elle exercerait un jour sur les hommes ; elle n'avait pas encore eu le désir de l'essayer. Les lignes sveltes et pures de son corps ne semblaient faites que pour être admirées.

Quand on détaillait son visage, aucun trait ne frappait par une perfection particulière; chacun était « intéressant, » pensait Vivien. La bouche était grande, mais de lignes si mobiles, réfléchies, ironiques ou voluptueuses dans leur sourire ; le nez était trop fort, mais les ailes en étaient frémissantes; les yeux, ni grands ni petits, mais aux regards tantôt brillans d'intelligence quand elle parlait, tantôt voilés de réflexion quand elle écoutait.

« Et le front, pensait-il encore, me semble le front de Pallas Athénè, agrandi comme le désirait Renan. »

Au-dessus, c'étaient les cheveux châtain clair, drus et légers.

Après le dîner, Vivien passa au fumoir avec les autres hommes et il commençait à se demander quand il pourrait bien filer « à l'anglaise ; » il avait épuisé le plaisir de l'observation; ce qui l'entourait à présent ne l'intéressait plus. Il sentit tout d'un coup qu'il s'ennuyait et, chez lui, l'ennui dégénérait aussitôt en malaise nerveux, et le poussait invinciblement à fuir.

— Tiens, Lemire !

C'était Lambert, le critique, qui s'exclamait ainsi. Il venait d'entrer. Lambert, le premier, avait parlé dans *le Jour* de certaines nouvelles écrites par Vivien. Il les avait goûtées avec une sympathie intelligente et prédit un bel avenir au jeune auteur. Vivien devait à Lambert quelque chose de sa notoriété naissante ; il lui avait voué une reconnaissante affection.

Ils se serrèrent les mains.

— Vous dîniez ici ?

— Oui.

Lambert, qui était sensible aux succès mondains, — cette vanité était son petit travers, — conçut pour le talent de Vivien plus de considération de ce que le docteur Daubenoire eût invité le jeune homme à sa table.

— Moi, j'arrive. J'entre en passant, avant d'aller chez le président du Conseil. Daubenoire a toujours accueilli les pauvres gens que je lui recommandais avec tant de bonne grâce que je

tenais à porter moi-même mes souhaits à sa charmante fille. Accompagnez-moi, voulez-vous ?

Mlle Daubenoire était à l'entrée des salons lorsque les deux hommes y pénétrèrent.

— Mademoiselle Florence, dit Lambert, je viens rendre hommage à vos dix-huit ans, auxquels je souhaite tout ce qu'ils peuvent désirer.

Florence eut un petit rire, des yeux seulement.

— Mes dix-huit ans vous remercient. Ils vont aussitôt vous adresser une requête.

— Ordonnez, belle enfant.

— Maintenant que je compte, je vous demande de m'envoyer votre prochain livre au lieu de l'adresser à maman, — avec une dédicace : j'aime beaucoup les dédicaces.

— C'est entendu. Vous aurez une dédicace digne de vous ; du moins je l'espère. Et voici mon jeune confrère qui se fera un plaisir de vous envoyer ses nouvelles, avec hommage de l'auteur.

— Je serai très heureuse de les lire ; je suis sûre qu'elles ne sont pas quelconques.

— Attendez de les avoir lues pour vous prononcer, dit vivement Lemire, car rien dans ma conversation n'a pu vous donner ce pressentiment si flatteur pour moi.

Florence rit :

— C'est vrai. Vous aviez l'air de vous ennuyer à table, entre vos deux voisines. C'était déjà une preuve de goût, ajouta-t-elle entre ses dents.

Elle avait tourné la tête vers une jeune femme qui entrait et la saluait. Vivien et Lambert s'étaient éloignés.

— La petite rosse ! dit le critique.

— Elle est charmante, s'écria Lemire avec élan.

Lambert s'arrêta et regarda fixement le jeune homme. Il ne parla qu'un peu plus tard, quand ils furent dans le fiacre, Lambert reconduisant Vivien chez lui. Le critique remarqua :

— Mon petit, je ne vous conseille pas de la trouver si charmante que cela, Mlle Florence Daubenoire !

— Vous craignez pour mon cœur ? demanda Lemire ironique. Oh ! là là ! Cette jeune fille m'intéresse ; elle m'amuse, même.

— L'intérêt est une pente dangereuse...

— Un certain intérêt peut-être... Le mien est purement...

purement (je ne veux pas dire intellectuel, le mot est si galvaudé de nos jours!), purement... professionnel. Le spécimen d'humanité que représente Mlle Daubenoire est nouveau pour moi, et comme tel retient la curiosité de mon esprit... de mon esprit seulement...

— On commence par l'esprit...

— Mlle Daubenoire n'est pas la première femme qui m'intéresse. S'il fallait tomber amoureux de toutes celles qu'on remarque!... je n'ai pas le tempérament d'un don Juan!

— Non, malheureusement. Vous êtes un sentimental.

Lemire haussa brusquement les épaules.

— Moi? Allons donc!...

Lambert continua comme s'il n'avait pas entendu la protestation :

— Le sentimental est un jobard. Si vous n'étiez ni sentimental, ni jobard, dit-il affectueusement, vous ne m'inspireriez pas l'intérêt qui me fait vous crier : Attention! descente rapide! Les femmes comme elle sont faites pour séduire les hommes comme vous et les rendre malheureux. Elle n'est pas plus jolie qu'une autre; elle ne semble pas avoir plus d'esprit que plus d'une, mais on sent en elle une force dont on ne peut prévoir les effets. Avez-vous admiré parfois certains mécanismes dans les Expositions? Ils n'ont pas encore servi; ils sont polis, brillans, glorieux. Ce sont des puissances qui attendent. Mlle Daubenoire me fait la même impression...

— Rassurez-vous, dit Vivien, Mlle Daubenoire n'est pas destinée à croiser souvent mon chemin : son monde, le monde m'assomme. Enfin, elle n'est pas la femme que je rêve. Si je me marie, je veux à mon foyer un être de douceur, de tendresse, de fragilité, celle qui console et celle qu'on protège.

— L'idéal!... Le rêve!... soupira Lambert. La réalité leur donne souvent de cruels démentis. Enfin! Au revoir. A bientôt!

Le fiacre s'était arrêté devant la maison de Vivien. Quelques secondes plus tard, le jeune homme montait lentement les marches de l'escalier. Il réfléchissait à l'article qu'il avait à faire pour une Revue et dont la fin ne venait pas à son gré C'était un fragment de l'étude considérable qu'il avait entreprise sur l'empereur Frédéric II, cette étrange et redoutable figure qui domine, avec celle d'Innocent III, la fin du Moyen Age.

Vivien Lemire s'assit à sa table de travail, alluma une ciga-

rette, relut les dernières pages qu'il avait écrites : bientôt, ce furent les figures de ce lointain passé qui lui devinrent présentes, tandis que les dernières heures qu'il venait de vivre disparaissaient subitement de sa mémoire.

II

Verneuil est une gracieuse petite ville, normande, dit la géographie, mais en réalité plutôt beauceronne ! Verneuil est déjà une ville du centre de la France ; elle en est par l'élégance de ses monumens et de certaines de ses maisons qui font revivre un temps où l'on avait du « goût. »

Mme Lemire habitait dans une rue silencieuse, mais d'un clair silence, une maison à un seul étage, blanche, sans aucune prétention architecturale.

Ce jour-là, elle était assise près de la fenêtre de sa chambre, qui donnait sur le jardin. C'est le charme des maisons des petites villes ; le seuil franchi, on entre dans la campagne. Le jardin, environné de jardins voisins et où nul œil étranger ne peut plonger, est une liberté. C'est comme ces jardins insoupçonnés des cloîtres, qui, même au cœur de Paris, éloignent à cent lieues de leur solitude toute l'agitation extérieure.

Mme Lemire jouissait de l'heure crépusculaire, ce moment où tout ce qui respire sur terre éprouve le regret et l'amour de la lumière qui s'en va. Les mains abandonnées sur ses genoux, elle songeait. Elle aussi était au crépuscule de la vie, non pas le crépuscule d'hiver si vite angoissé d'ombre que ses yeux contemplaient, mais un crépuscule de septembre, si doucement lumineux, plus près du jour que de la nuit.

« J'ai cinquante-cinq ans, déjà, songeait-elle, une vieille femme demain ; et lui, il a vingt-neuf ans ; il serait temps qu'il se mariât, mon petit ! »

Elle se renversa sur le dossier de son fauteuil, les yeux perdus dans le vague...

Son petit ! Elle le revoyait soudain, avec ses culottes courtes et ses blouses de marin. Il rentrait du collège et, avant de se mettre à ses devoirs, il venait dans la chambre de sa mère. Il faisait asseoir Mme Lemire au coin de la cheminée, et lui, étendu sur le tapis, tout près des chenets, comme un chat frileux, appuyait sa tête contre les genoux maternels.

— Tu vas te rôtir la figure, disait-elle doucement en lui caressant les cheveux...

— Non, on est si bien là, tous deux, sans la lampe, ne bougeons pas.

Et elle ne bougeait pas, elle ne parlait pas, elle respectait cette rêverie d'enfant; le silence, côte à côte, les unissait plus étroitement que les plus tendres paroles.

Cependant, au bout d'un instant, elle disait :

— Mon petit, notre travail!...

Et elle se levait pour allumer la lampe.

Vivien avait onze ans alors. Sa mère n'était veuve que depuis un an. Vivien gardait le souvenir de la maison joyeuse de sa toute petite enfance. Dans ce temps-là, il y avait des petites filles plus grandes que lui qui le faisaient jouer et qui étaient ses sœurs. Il y avait son père, qui était médecin, un grand jeune homme, robuste et franc. Dans la maison, on entendait des rires, des rondes et des berceuses, gaîtés de nid heureux.

Mais un matin d'été, un petit cercueil franchit la porte d'entrée; un second, tout pareil, le suivit à quelques jours de là. Plus jamais la jeune mère ne fredonna de rondes, ses petites filles étaient reparties. Et ce fut le père qui s'en alla à son tour.

Vivien n'entendit plus autour de lui les rires des jeunes foyers heureux, mais sa mère avait conservé le tendre sourire dont il sentait la caresse jusqu'au fond du cœur. Il venait, ce sourire, des profondeurs secrètes de l'âme où l'amour de l'enfant qui restait vivait mêlé à l'amour des enfans que Dieu avait repris.

La chrétienne à laquelle a été demandé le sacrifice de ses enfans et qui a offert son holocauste dans les larmes, mais avec résignation, ne peut plus aimer la créature sans mêler à son humaine tendresse quelque chose de l'immortel amour.

L'amour maternel de Mme Lemire ne se contenta pas d'être cet instinct que les femmes interposent entre leurs petits et les rigueurs du sort. Elle ignora le geste d'égoïste possession, qu'ont tant de mères selon la chair; elle ne se considéra que comme la dépositaire d'un trésor dont il lui serait demandé compte un jour. L'enfant sentit ce respect de son âme; il en éprouva une inconsciente reconnaissance qui se traduisit dans son cœur filial par une nuance particulière de vénération.

Vivien avait une sensibilité extrême et de cœur et de cer-

veau ; il ressentait très vivement le plaisir ou la peine ; même tout enfant, la moindre incompréhension de ses sentimens le blessait ; adolescent, ce recul devant la main brutale des hommes se transformait en une sorte de timidité faite à la fois de pudeur et d'orgueil. Jeune homme, il se faisait un abri de la raillerie, mais, quel que fût son âge, son geste restait le même : c'était en se dérobant qu'il se soustrayait à tout ce qui pouvait lui causer une souffrance.

Mme Lemire ne s'était pas alarmée, lorsqu'il était enfant, de cette faiblesse de caractère, les rapports de douceur qu'elle avait avec son tendre petit garçon ne lui ayant montré sa faiblesse que sous la forme de la docilité. Ce n'est que plus tard, — trop tard, — qu'elle se rendit compte que le manque de volonté, joint à la vivacité d'impressions, le mènerait fatalement à l'inconstance et au dégoût qui suit la satiété.

Il eût fallu, dès le début, marquer l'âme de Vivien d'empreintes ineffaçables qui pussent résister à l'assaut de la vie et des hommes. Il avait eu des attendrissemens et des enthousiasmes religieux, mais la foi dans cette nature flottante n'avait pas trouvé où accrocher ses racines, indéfectiblement. Là encore la perspicacité de Mme Lemire avait été en défaut. Elle avait confondu l'impressionnabilité religieuse avec la ferveur religieuse, ce qui était reçu du dehors avec ce qui émane du dedans.

Certaines dispositions de Vivien auxquelles elle n'avait pas attaché grande importance, parce qu'elles ne s'exerçaient que rarement en sa présence, s'étaient développées à un point extrême durant dix années de vie parisienne et littéraire. Mme Lemire croyait Vivien réfléchi : il était observateur, ce qui n'est pas la même chose. Et comme il n'était pas moqueur, elle n'avait pas pris garde à la naissance d'une raillerie qui avait surtout des origines intellectuelles.

Lorsque, dans les œuvres de son fils, elle voyait toutes choses passées au crible de la critique, quand elle tombait sur les pages de mordante ironie où s'affirmait spécialement son talent, son cœur se serrait. L'idée que les croyances qui avaient nourri jadis l'âme de son enfant n'excitaient plus que sa curiosité de psychologue lui causait une peine profonde. « Il les respecte, » se disait-elle, pour calmer son angoisse, tout en comprenant que, s'il s'arrêtait au bord de certains sujets, c'était surtout pour la ménager, elle. « Sa nature est faible, il a été entraîné,

j'ai trop aimé sa douceur, j'aurais dû m'appliquer à développer son caractère, c'est de ma faute ! » Et elle se sentait un peu soulagée de penser qu'une partie du péché de son fils retombait sur elle. Puis elle relisait certaines pages de Vivien où elle le retrouvait bien réellement son « petit, » avec sa pénétration de toutes les nuances du sentiment. Elle se rappelait les attentions de son amour filial : « Il a un cœur si bon, si délicat, une si bonne nature, je prierai tant pour lui, Dieu m'exaucera. Et si j'ai le bonheur qu'il épouse une femme selon mon cœur, vraiment digne de lui, elle le ramènera. »

Comme on le voit, Mme Lemire attribuait surtout à la faiblesse de caractère de son fils et aux fréquentations où l'avait entraîné la carrière littéraire, la perte de sa foi religieuse. Pour elle qui avait toujours vécu dans la somnolente retraite de Verneuil, Paris était un peu la Babylone de l'Écriture. Elle avait raison de tenir compte de la sensibilité et de la faiblesse de Vivien quand elle le jugeait, raison aussi de faire la part des influences qu'il avait subies; mais elle ne pouvait comprendre que la complexité intellectuelle de son fils fût la cause dominante de son évolution morale. Elle saisissait encore moins dans l'âme de Vivien les apports de son métier d'écrivain.

Vivien Lemire est avant tout un homme de lettres, — donnez à cette épithète sa signification la plus avantageuse. Il a ce besoin, aussi impérieux que la faim et la soif, de voir sa pensée écrite, de la communiquer sous cette forme aux autres hommes et de désirer leurs suffrages; mais s'il a l'ambition d'arriver au premier rang, c'est par son talent, non par son habileté. Sa probité littéraire est poussée jusqu'au scrupule; il est aussi incapable de négliger son style volontairement que de commettre une faute contre l'honneur. De l'homme de lettres il a la vanité; il la dissimule par orgueil, et son orgueil, il le cache par intelligente pudeur. Et l'on peut reconnaître en lui l'écrivain de race, à ce signe que l'idée se présente à son esprit écrite et non parlée. Il l'écrit, mais après la première joie de la création, il regarde son œuvre en s'éloignant de quelques pas et ne lui retrouve plus la beauté qu'elle avait, alors qu'elle n'était encore que dans sa pensée. De là, chez lui, cette inquiétude qui le pousse à produire de nouveau dans l'espoir de faire mieux, d'atteindre enfin la perfection de son rêve.

Et l'on peut encore reconnaître en lui le tempérament du

véritable écrivain en ce qu'il ne voit jamais les autres hommes, qu'il ne s'observe jamais lui-même sans qu'il ne s'opère aussitôt un dédoublement de sa vision ; l'écrivain fait son jeu à part ; et de tout, actions, sentimens, pensées, il extrait la matière de son œuvre.

L'étude de la vie, l'étude des hommes est pour lui intéressante entre toutes ; ses facultés d'observation se développent à mesure qu'il les exerce et réclament un champ plus vaste pour leurs investigations. Par une conséquence logique, la pente de l'esprit de Vivien vers le plaisir de la curiosité s'est nécessairement accentuée ; avant de créer, il faut que l'artiste sente et jouisse ; cet épicurisme, comme celui de Montaigne, est logé surtout en la cervelle. Ce n'est pas qu'à certains momens il ne s'abandonne aux désirs de sa sensibilité, mais la satiété vient vite ; la perspicacité de son esprit empêche son imagination de prolonger ces fugitifs plaisirs par quelques mirages. C'est la curiosité qui s'est développée entre toutes ses facultés ; agile, aiguë, subtile, elle s'est glissée parmi les connaissances humaines ; d'étapes en étapes jusqu'à l'inconnaissable ; une sorte de respect sacré un instant a retenu Vivien comme il allait soulever le voile ; des enchanteurs captieux ont guidé ses doigts hésitans ; le premier geste seul lui a coûté. Depuis, il s'est raillé de cette timidité ; il s'est dit qu'une crainte héréditaire l'avait provoquée ; mais celui qui n'a voulu scruter l'infini qu'avec sa curiosité a trouvé sa punition et la porte pour toujours en soi-même : le désenchantement. Vivien sentit ce froid dans son âme comme la gelée nocturne qui brûle les bourgeons. Ce fut une impression rapide, fugitive, mais qu'il eut la certitude d'éprouver de nouveau et souvent le long de la route. Il comprit dans un éclair qu'un jour, quand il aurait fait le tour de tout ce qui intéresse l'esprit humain, il se retrouverait au même point de la course, mais plus nu, plus dépouillé, malgré les moissons faites sur le chemin.

Il se fit de son ironie un bouclier contre ses propres scrupules. Il avait d'ailleurs la jeunesse, l'avenir, il était ambitieux ; lui qui ne croyait plus à l'immortalité de son âme, il voulait se survivre dans la mémoire des hommes. Le spectacle de la vie lui était encore assez varié pour captiver ses regards. Enfin cette ironie mordante et si élégamment enveloppée, il l'aima comme une des formes de son talent et la cultiva pour elle-même.

Quand sa mère l'avait envoyé dix ans plus tôt à Paris pour achever ses études, elle ne l'avait pas fait sans une certaine hésitation, mais elle espérait qu'une fois ses diplômes de bachelier conquis, son droit terminé, il reviendrait sinon près d'elle, à Verneuil, du moins dans quelque autre ville de province, soit comme membre du barreau, soit en qualité d'homme de loi ; elle n'avait consenti qu'avec une extrême répugnance à ce qu'il s'engageât dans la carrière des lettres. Aussi, moitié par orgueil, moitié par souci de ne pas tourmenter sa mère, Vivien feignait-il au début de gagner largement sa vie avec sa plume.

Il avait vécu plusieurs années dans une de ces chambres d'étudiant dont le mobilier d'une si banale misère eût affligé Mme Lemire dans son âme de ménagère ordonnée. Vivien avait caché à sa mère combien rudimentaire était son installation et il ne lui avait jamais parlé des nourritures fâcheuses de certaines gargotes du Quartier. S'il sentait, par contraste, tout le bien-être du foyer maternel, les privations de sa vie parisienne ne coûtaient guère à sa jeunesse. Il découvrait le monde ; il jouissait de ses explorations intellectuelles, il jouissait de sa propre intelligence ; il était heureux de la sentir s'aiguiser à mesure qu'il s'en servait. Après les années difficiles du début, — les meilleures d'une vie littéraire, par leur cortège d'espoirs, — il en connaissait de plus confortables. Lambert en le découvrant dans les jeunes revues où il écrivait pour l'amour, non de Dieu, mais de la littérature, lui avait ouvert la porte des grandes revues qui classent un auteur. Puis, ç'avait été la publication sur *Frédéric II et sa Cour* qui, d'un coup, le rendait célèbre.

Il n'habitait plus à présent la chambre mansardée de la rue des Fossés-Saint-Jacques. Il ne hantait plus les cabarets du quartier Latin ou de Montmartre qu'en noctambule intermittent. De son enfance, passée loin des brutalités du collège, il avait gardé un raffinement que froissaient certaines grossièretés masculines ; non qu'il n'eût, lui aussi, au temps de sa prime jeunesse, pris part à quelques bruyantes orgies, par sotte vanité de tout jeune homme, mais le *gaudeamus igitur* était un état d'âme qu'il n'arrivait pas à comprendre, ou du moins qui lui inspirait une insurmontable antipathie, car il se piquait de comprendre et d'expliquer toutes les manifestations de la nature humaine, qu'elles fussent de l'ange ou de la bête,

Vivien Lemire habitait depuis deux ans un appartement de la rue Saint-Guillaume, le deuxième étage d'un vieil hôtel donnant sur un jardin. Ce besoin d'avoir un jardin sous les yeux est un des plus pressans chez les provinciaux qui ont grandi dans la demeure paternelle. Cet appartement était arrangé avec goût, et cependant, plus d'une fois quand il y rentrait, Vivien songeait que les logis les mieux chauffés restent froids lorsqu'on n'y sent pas la chaleur d'une tendresse féminine partout présente; car, lui, l'ironiste et le désenchanté, qui concluait déjà ses investigations curieuses par un « à quoi bon? » découragé, et qui, d'autres fois, affectait l'élégante insouciance d'un coureur de ruelles, portait dans le secret de son cœur le rêve d'un bonheur, très bourgeois auraient dit certains, en réalité très humain : une femme aimante et douce, quelque être de bonté et de grâce auprès de lui, et des berceaux abrités par leur mutuel amour. Un foyer, une femme, des enfans; cette vérité de la famille, il ne l'analysait pas, il la sentait en lui, il en avait l'instinctif besoin.

Mais où trouver la compagne rêvée? Jusqu'ici ses amours avaient été passagères, vives de désir, de joie très courte, parce qu'elles n'étaient que la satisfaction des sens et que chez ce raffiné, trop habitué à vivre par le cerveau, l'instinct ne parlait pas longtemps en maître.

Avec cela, il avait la curiosité des femmes, de toutes les femmes, disait-il; en réalité, il n'était attiré que par les femmes du milieu où il vivait. C'est pourquoi il y avait peu de chances pour qu'il réalisât son rêve d'une fidèle épouse, filant la laine près d'un chaste foyer. Les femmes, capables de le charmer, ne connaissaient la laine et le lin que drapés avec art autour de leurs formes gracieuses.

Il analysait avec clairvoyance les âmes de celles qu'il rencontrait dans le monde, au théâtre, dans le demi-monde artiste; il savait « extraire » ces belles amies de leur cadre et de leurs ornemens. Mais, tout en leur disant avec une élégante impertinence qu'elles n'étaient que des êtres inférieurs, incapables de penser par elles-mêmes, créées par les dons de leur esprit, aussi bien que par leurs agrémens physiques, pour l'unique raison de servir à l'homme de jouets ou d'esclaves, il était leur dupe. Vivien a besoin de sentir les louanges féminines voltiger autour de ses œuvres; il goûte un plaisir très

vif à disserter avec les femmes sur des questions complexes de sentiment. Comme tous les écrivains qui sont avant tout des analystes, il trouve seulement dans certaines âmes de femmes une délicatesse d'esprit et une intuition, sœurs des siennes.

Il a besoin aussi du raffinement de leurs manières autour de lui, de leur science du costume, car l'homme compliqué qu'il est devenu, bien qu'il pense que toutes les âmes des hommes sont intéressantes à étudier et qu'on trouve plus de vérité humaine chez les simples, ne se plaît qu'avec les compliqués, si parfois il les fuit dans un accès de clairvoyant mépris : une âme qui s'appareille à la sienne, il ne peut la rencontrer que parmi ces fleurs d'extrême civilisation qui l'entourent.

III

Deux années, c'est-à-dire deux saisons théâtrales, deux salons, deux villégiatures à la mer ou dans la montagne, deux saisons d'eaux : rien ne passe plus vite.

La notoriété de Vivien Lemire n'a fait que s'affirmer pendant ces deux années. Son dernier roman, *Le Mirage* (c'est le second qu'il écrit), a été un événement parisien. Toute la presse l'a vanté. Les littérateurs arrivés traitent à présent Vivien en confrère et le dénigrent. On attend avec impatience son roman en préparation, et les belles dames, au thé de cinq heures, demandent : « Avez-vous lu la dernière étude de Vivien Lemire? Tout à fait remarquable. » — « C'est bien du Lemire ? » dit-on de certaines de ses phrases. — D'autres écrivains ont une langue plus colorée, nul n'en a de plus expressive dans sa limpidité; d'autres sont plus riches, nul ne sait mieux distribuer sa richesse; d'autres ont une intelligence plus étendue, nul n'en possède une plus sensible, et sa langue traduit exactement les nuances, la souplesse, le charme de cette intelligence. On peut dire de ce qu'il écrit : « C'est bien du Lemire, » et pourtant, sa manière ne saurait créer un poncif ; sa manière, c'est ce je ne sais quoi qui reste insaisissable à la caricature.

Sa vie sentimentale, pendant ces deux années, ne lui a donné ni grandes joies, ni peines réelles. Son cœur est sorti intact de fugitives expériences, mais le cœur qui n'a pas sa part de bonheur ou de souffrances, réclame : celui de Vivien se plaint de sa solitude.

Comme le jeune écrivain l'avait dit à Lambert, sa route n'était pas destinée à croiser souvent celle de Mlle Daubenoire. C'est la première fois qu'il la revoit, ce soir, depuis le grand dîner d'il y a deux ans. Vivien s'est rendu à cette réception de l'ambassade de Russie parce qu'il sait y rencontrer Brandukoff, l'historien qui veut traduire en russe son *Frédéric II*.

Mlle Daubenoire a deux ans de plus sur ses jeunes épaules; à son âge, deux hivers ne sont pas une charge, mais une gloire. Vivien, qui la regarde de loin, la trouve en beauté. Elle est devenue tout à fait femme dans les lignes de son corps. Ses mouvemens sont souples sans indécision; quand elle marche, elle a cette harmonie naturelle des fauves aux pas élastiques. Ses vingt ans ont de l'orgueil, pas de coquetterie. Elle sait qu'on l'admire, en est satisfaite, mais ne s'en émeut pas.

Elle sourit, et c'est à ce sourire que s'attache le regard de Vivien : il passe, éclatant, sur tout le visage; puis sa clarté se voile peu à peu, comme s'il se retirait à l'intérieur, derrière les yeux qu'il vient d'illuminer. La curiosité de Vivien est attirée soudain vers ce rayon de fugitive lumière. Après un court débat avec sa timidité, il va saluer Mlle Daubenoire.

— Monsieur, lui dit-elle aussitôt, j'aime beaucoup votre dernier roman. La formule de mon admiration est plus que banale; tant pis, c'est tout ce que je trouve, mais c'est très sincère.

— Je suis content que vous l'aimiez beaucoup, dit Lemire.

— Pourquoi?... Mais asseyez-vous, dit-elle en désignant un siège à Vivien; on cause mal debout.

Il s'assied. Elle reprend aussitôt :

— Vous ne connaissez pas du tout les femmes de ma génération, cela se voit dans votre œuvre; aussi n'est-ce pas pour vos analyses de l'âme féminine que j'admire votre talent, mais pour votre intelligence en général.

— Comment, dit Vivien, un peu piqué par la tranquille affirmation de cette critique, vous croyez que je ne connais pas les femmes?

— Les femmes de ma génération, ai-je dit. Pour vous, il n'y a que la femme esclave, celle qui aime à être battue, dont l'unique raison de vivre est d'aimer, c'est-à-dire de servir. Nous, nous sommes des personnes, nous existons pour nous-mêmes, nos bras ne battent pas l'air à la recherche de soutiens pour leur faiblesse...

Vivien, instinctivement, a jeté les yeux sur les bras de cette amazone; ils sont très blancs et si souples! Il pense qu'il aimerait les avoir enroulés autour de son cou. Il se tait un instant, puis reprend :

— Vous êtes la femme de demain.

Le ton est railleur; il traduit cette sourde hostilité de l'homme devant tout geste d'indépendance de la femme.

— Mademoiselle, j'en suis fâché pour vous et pas du tout pour nous, vous arriverez difficilement à jouer les virago avec cette apparence si essentiellement féminine...

Elle haussa les épaules, agacée.

— Vous ne comprenez pas, dit-elle. Nous goûtons trop vivement la beauté pour nous enlaidir quand nous ne sommes pas laides. Ce qui enlaidit, c'est de forcer son talent; nous ne faisons pas d'efforts pour briser des liens, nous nous épanouissons librement. Nos facultés intellectuelles, comme les vôtres, d'une autre manière, cela se peut, nous deviennent une jouissance. Nous mettons enfin la main sur notre part d'héritage; l'univers, tout comme à vous, nous livre ses énigmes, ses forces, sa beauté; nous les saisissons par d'autres moyens que les vôtres; qu'importe, du moment que nous les possédons?

— Et l'amour, qu'est-ce que vous en faites?

— Pour le moment, rien, répond-elle en riant, revenant soudain à la joyeuse insouciance de ses vingt ans. L'amour, je pense que c'est une rencontre que nul n'est certain d'éviter et qui a des conséquences heureuses ou malheureuses, plus souvent malheureuses. L'amour, dit-elle tout à coup songeuse, je m'en méfie!

— Parce que vous le désirez...

— Non, je n'en ai que la curiosité...

Elle se tait; c'est le voile de la pudeur qui vient d'envelopper ce cœur de vierge.

Vivien a trop de goût pour essayer de le soulever. Cette timidité soudaine du cœur parmi les hardiesses de l'esprit le touche. C'est avec d'autres yeux qu'il regarde la jeune fille. Oui, ces bras blancs comme ceux de la divine Hélène sont faits pour s'enlacer au col altier des hommes; ces yeux, pour refléter leurs regards extasiés; ces lèvres, pour se plaindre doucement sous les baisers.

Un jeune attaché militaire suédois vient de s'approcher de

Mlle Daubenoire et s'incline devant elle. Le charme est rompu. Vivien se lève et s'en va, tandis que Florence sourit aimablement au bel éphèbe blond, tout d'azur vêtu, comme le Prince Charmant.

L'attaché mène Mlle Daubenoire au buffet. Vivien les regarde s'éloigner, si bien assortis par la taille, l'élégance et la jeunesse ; une sourde antipathie le prend contre ce godelureau en costume d'opéra-comique, une inquiétude mal définie l'agite : « Il faut que je la revoie, » se dit-il. Il manœuvre pour rejoindre Mlle Daubenoire et son père au vestiaire. Comme il approche d'eux, il voit que la jeune fille murmure quelques mots rapides au docteur qui regarde Vivien.

— Monsieur, lui dit Daubenoire, nous réunissons quelques amis à notre table dimanche prochain ; si vous étiez libre, vous nous feriez grand plaisir en vous joignant à eux.

Vivien accepte sans une seconde d'hésitation, et c'est ainsi que deux jours plus tard, il franchit pour la seconde fois le seuil des Daubenoire ; il n'est plus intimidé comme naguère, et cependant il croit que c'est la timidité qui fait battre plus vite son cœur, lorsque Florence lui tend la main et lui sourit dès l'entrée du salon.

Aujourd'hui, Vivien est près d'elle à table. Tous les deux auraient le désir de reprendre le ton confiant de leur intretien de l'ambassade ; ils ne sauraient le faire de but en blanc ; ils attendent que le courant s'établisse. De l'autre côté de la table, Mme Jacqueline Daubenoire, la sœur de Florence, débite des extravagances qui amusent tous les convives, à l'exception de ses parens. Son fiancé, le comte Charles de Mirville, est assis près d'elle. Ils doivent se marier dans un mois.

— Oh ! Robert ! s'exclame Jacqueline à une réflexion de son fiancé. Et elle est prise d'un fou rire. Robert, c'est le nom de son ex-mari.

— Pardon, dit-elle, une vieille habitude, cela passera.

Le fiancé rit sans conviction. Florence rit franchement. Vivien a le petit ricanement de l'observateur qui s'amuse.

— Il est évident, dit-il à Florence, que le divorce rend cette antique institution du mariage moins solennelle.

— Heureusement ! dit Florence. Quand je songe à nos grand'mères qui étaient liées pour la vie... pour la vie ! J'en ai le frisson. Je ne puis comprendre comment elles pouvaient se décider à franchir le pas.

— On avait la ressource des coups de canif, dit Vivien.

— Oui, mais que d'ennuis on risquait ! Rien ne vaut l'absolue liberté.

— L'union libre ? demande Vivien avec un rien d'étonnement dont Florence ne s'aperçoit pas.

— Oui, si cela se pouvait. Pour le moment, il est plus pratique de passer encore par la mairie ; nos filles ne connaîtront plus les barrières, il faut nous contenter de les avoir déverrouillées !

— Il y a des Turner admirables, dit le docteur.

— J'irai les voir demain, dit Florence à Vivien. J'aime beaucoup les Turner, ils sont de notre temps, quoique déjà loin de nous. Je n'aime que la peinture de notre temps ; l'autre, je l'admire quand elle ne m'ennuie pas, mais elle m'est étrangère. Et vous ?... Aimez-vous autre chose que notre temps ? que les artistes, que les écrivains, que la pensée de notre temps ?

— Il y a, répond Vivien, un grand charme à évoquer le passé, à vivre avec les hommes des générations disparues, à les faire revivre...

— L'historien de Frédéric II ne pouvait répondre autrement, mais vos personnages, inconsciemment, vous les faites revivre dans notre temps. Ce n'est pas vous qui allez vers eux, c'est eux, que vous amenez vers vous. Pour comprendre les âmes d'autrefois, vous êtes obligé de leur prêter votre âme d'aujourd'hui.

— Vous avez raison en partie, mais qu'importe que ce ne soit qu'un jeu de mon imagination, si ce jeu me ravit ? Et puis, non, sincèrement, je crois comprendre les hommes du passé dans ce qu'ils ont de différent de nous...

— Chanterez-vous ce soir ? demande à Florence un de ses voisins.

— Peut-être ! Cela dépendra de ceux qui viendront après le dîner. S'ils sont anti-musiciens, je ne puis leur infliger un bruit désagréable.

— Qui donc serait insensible au charme de votre voix ?

Florence s'incline ironique.

— Circé vous remercie, dit-elle.

— Vous chantez ? demande Vivien.

— Un petit peu.

— Vous n'avez jamais entendu Mlle Daubenoire ? dit le voisin

de Lemire. Mademoiselle, vous serez obligée de chanter, rien que pour notre futur académicien.

Une heure plus tard, Vivien entend la voix de Florence. Il se tient à l'écart dans une porte.

Aux premières notes de ce chant, il tressaille et regarde la jeune fille comme s'il ne l'avait pas encore vue. Elle a une voix de mezzo, pas très étendue, mais avec les notes du médium, — celles qui se rapprochent le plus de la voix parlée, — rondes, amples, chaudes. Florence est musicienne et chante avec habileté, mais c'est l'expression naturelle de son timbre de voix qui émeut la sensibilité de Vivien.

Il a oublié ses curiosités intellectuelles; il voudrait prendre cette femme dans ses bras, l'emporter, et une grande tristesse l'accable.

Quand elle s'est tue, Vivien s'approche d'elle.

— Je ne suis, dit-il, guère savant en musique, mais vous avez un chant qui est d'une beauté si naturelle que j'aimerais l'entendre en tous lieux, à toute heure.

— Merci, dit-elle simplement.

— Oui, continue-t-il, on vous entendrait dans les bois, au bord des eaux, dans la nuit des jardins, et cela serait toujours un charme ajouté à ce qui nous environnerait, tandis que la plupart des chanteuses me sembleraient ridicules mêlées à la nature.

Florence ne répond rien, mais sourit.

— Accompagnez-moi, dit-elle, je vais boire un verre d'orangeade : le grand art altère...

On entend les premiers accords d'un pianiste qui prélude.

— C'est le petit Kotschensko, dit Florence, Jacqueline admire beaucoup ses compositions. Moi, elles m'agacent. C'est de la musique d'homme du monde pour gens du monde. Ne rentrons pas au salon, dit-elle, après qu'ils ont quitté la salle à manger. Asseyons-nous dans le cabinet de mon père, nous serons mieux pour causer loin de ces vaines harmonies.

Elle s'est assise dans un fauteuil, près d'une bibliothèque tournante qu'elle balance d'une main distraite. Sur la tablette de la bibliothèque, il y a un bas-relief, la copie de la *Naissance d'Aphrodite* du musée des Thermes. Vivien le regarde un instant avant de s'asseoir à son tour.

— J'aime beaucoup ce bas-relief, dit Florence.

— C'est cependant de l'art antique...

— Sa grâce archaïque me semble d'aujourd'hui. En général, les dieux, les déesses ne m'amusent pas ; mais j'aime ce que me représentent les statues grecques : un peuple épris de beauté sous un ciel clair, le peuple qui eut la plus juste, la plus harmonieuse conception de la vie...

— Vous n'êtes donc pas chrétienne?

La question a jailli spontanément des lèvres de Vivien. Sans qu'il sache pourquoi, son cœur se serre.

— Pas pour un sou, répond tranquillement Florence. J'ai été baptisée pour suivre la coutume ; j'ai fait ma première communion pour la même raison, mais il y a belle lurette que je ne vais plus à l'église. Pourquoi irais-je ? Je ne crois à rien de ce qu'on y enseigne.

— Vous ne croyez à rien ?

— Je crois à la vie présente, et je crois que nous mourrons tous un jour. Hors de cela, ni vous, ni moi, ni personne n'a de certitude.

— Et vous avez perdu la foi sans que cela vous troublât?

— Je ne l'ai jamais eue. Je n'ai pas eu ma nuit dramatique. Je n'ai pas besoin de croire à l'au-delà ; d'ailleurs, je m'y évertuerais bien inutilement. Et je n'essaierai jamais, parce que cela ne me manque pas. Cela vous préoccupe, vous, l'au-delà ?

Le même malaise que tout à l'heure a saisi Vivien.

— De temps en temps ; un reste d'éducation première, mais plus je vais, plus, comme vous, je reconnais la vanité de telles recherches, et je m'applique à vivre dans le présent.

Il parle avec détachement, presque avec légèreté. Un mélange de pudeur et de lâcheté lui dicte ses réponses, et surtout il veut être en harmonie de pensées avec elle.

— Cela se voit bien dans vos romans, surtout dans le dernier, que pour vous tout est matière d'art. Quand vous parlez des croyances passées, vous avez un respect teinté d'ironie, et une ironie teintée de respect qui valent toutes les négations et qui sont plus élégantes.

Sans qu'il l'ait voulu, l'image de sa mère a traversé soudain la pensée de Vivien ; mais la vanité littéraire a étouffé la protestation qui montait à ses lèvres.

— Le moment présent, reprend-il ; vous avez raison. En lui seul est notre bonheur : car c'est à l'instant même où nous sen-

tons le bonheur que nous sommes heureux, et ceux-là qui ne croient pas à l'avenir et ne sont pas attachés au passé éprouvent les joies humaines dans leur intensité et dans leur plénitude...

Elle l'a écouté, étonnée ; il a parlé avec une chaleur dont elle ne le croyait pas capable, ce dilettante. Elle ne peut deviner que c'est elle qui vient de se refléter en lui. Vivien, avec son imagination d'artiste, a saisi sa pensée à elle ; il se l'approprie tout en l'analysant et la rend dans son langage. Et il la fait sienne, en vérité ; il croit ce qu'il dit, car l'amour qui a envahi son cœur rend vibrant jusqu'à son esprit...

Il regarde Florence. Elle baisse les yeux, gênée tout à coup.

— Venez, dit-elle, le tzigane du quartier Marbeuf a fini.

Et ils rentrent dans le salon...

IV

Florence Daubenoire vient de se coucher. A demi renversée sur son oreiller, elle songe ; elle n'éteint pas sa lampe, elle a les yeux grands ouverts. Et elle entend la voix vibrante, la voix chaude, la voix enveloppante de Vivien, qui dit :

— Le moment présent... vous avez raison...

Et elle revoit les yeux ardens comme la voix.

Quelque chose en elle s'émeut à ces souvenirs, une douceur heureuse se répand dans son être. Elle jouit d'être seule dans le silence de sa chambre. Elle n'entend que la voix de Vivien : « Sa voix qui m'aime, » pense-t-elle.

Jusqu'ici, elle n'a goûté les hommages des hommes que lorsqu'ils étaient silencieux. Les paroles d'amour l'ont ennuyée. Est-ce parce qu'elle sent celui-là vraiment épris qu'elle s'est troublée ?

D'autres, avant lui, ont été aussi sincères.

Est-ce parce qu'il est quelqu'un et que son genre d'esprit l'intéresse ? Il y a de cela. C'est l'esprit de Vivien qui, tout d'abord, l'a séduite ; mais, ce soir, c'est dans sa sensibilité qu'elle est émue. Elle ne se souvient en ce moment ni de l'intelligence du jeune homme, ni de son talent ; un seul désir demeure en elle, après que le trouble s'est apaisé, de l'aveu qu'elle vient de se faire : le revoir. Elle est certaine qu'il l'aime, et la pensée qu'il sera de nouveau près d'elle, dimanche

prochain, est une joie qui fait sourire ses yeux, sur lesquels, doucement, se ferment ses paupières.

Et il revient le dimanche suivant, il revient les autres dimanches; il cherche des occasions de la rencontrer au théâtre, aux expositions. Elle s'est emparée de lui tout entier; il l'aime, et c'est pour lui un ravissement; il admire chacune de ses paroles, chacun de ses mouvemens : il l'aime!

Un jour, nettement, cette pensée se formule dans son esprit : l'épouser.

Il la veut à lui, près de lui, dans sa maison, sienne à toute heure de la vie. Il la voit tout en blanc, sortant à son bras de l'église, et, soudain, il songe à sa mère. Les deux figures de femmes sont en présence; jusqu'ici, sa pensée avait évité cette rencontre; il sent aussitôt un malaise en lui. Les paroles de Florence lui reviennent à la mémoire : « Je ne suis pas chrétienne pour un sou. » Il sait combien sa mère aurait été péniblement affectée par de tels propos. N'en a-t-il pas reçu lui-même comme un choc désagréable? Mais il veut être heureux; Florence, c'est son bonheur. Il se dit que les deux femmes ne vivront pas dans la même ville. Il préviendra Florence, qui saura éviter certaines conversations dangereuses. A Verneuil, elle gardera les apparences catholiques. Il veut que tout s'arrange et ne s'aperçoit pas de la déloyauté de son égoïsme. Il ira à Verneuil, il parlera à sa mère; il lui fera aimer Florence avant qu'elle ne la voie. Il faut que, la semaine prochaine, sa vie soit décidée.

Le lendemain soir, tandis qu'il est seul un instant avec Florence, il lui dit son amour. Elle, d'abord, n'est pas troublée. « Il se décide, » pense-t-elle. Peu à peu, la voix de Vivien s'empare d'elle; les mots passionnés, les mots tendres se succèdent sur les lèvres du jeune homme; elle les sent plus qu'elle ne les entend; c'est dans la vibration de sa voix, surtout, qu'est son éloquence.

— Oui, je veux bien être votre femme, dit Florence simplement.

Mais sa voix n'est pas assurée.

— Demain, dit-il, j'irai voir ma mère, et je lui apprendrai mon bonheur. Elle ignore mes projets. Puis je reviendrai et je ferai ma demande au docteur.

Florence rit.

— Nous allons entrer dans la solennité. Papa sera enchanté de jouer un instant son rôle de *paterfamilias;* il a encore ça dans les veines, mais si rarement l'occasion de le sortir!

Vivien arrive le lendemain à Verneuil. Sa mère remarque aussitôt ce qu'il y a en lui de nerveux, de fébrile. Après le déjeuner, elle lui dit, tandis qu'ils se rendent au jardin :

— Qu'as-tu donc? Tu es préoccupé.

Il répond tout d'une traite :

— Maman, j'aime une jeune fille, et je voudrais l'épouser; c'est Mlle Florence Daubenoire, la fille du grand médecin.

— Ah! dit la mère, surprise, tu ne m'avais jamais laissé soupçonner ce projet.

Le cœur de Mme Lemire s'est serré; le cœur de son fils a été pour elle comme celui d'un étranger, puisqu'il ne lui a pas confié le secret dont il vivait.

Vivien a senti un reproche attristé dans le ton de sa mère.

— Je ne voulais pas te parler de mon amour, dit-il, tant que je n'étais pas sûr d'être aimé. Cela t'aurait fait de la peine de me voir souffrir.

Mme Lemire sourit. Elle croit ce que dit son fils, elle a besoin de le croire. Elle lui prend la main.

— Mon cher enfant!

Ils restent longtemps silencieux.

— Quel âge a-t-elle? demande enfin Mme Lemire.

— Vingt ans.

— Je ne te demande pas si elle est jolie?

— Elle l'est, mais je ne le sais plus; elle est trop près de mon cœur. Quand tu la verras, tu seras charmée, comme moi. Elle n'est pas coquette, elle n'est pas poseuse, et cependant elle a la beauté, l'intelligence, le talent. Les hommages ne la grisent pas...

Il n'ajoute pas :

— Parce qu'ils lui semblent dus...

Vivien parle du docteur, de Mme Daubenoire, vante la science du praticien, présente sa femme comme une bourgeoise quelconque, glisse sur Jacqueline, dont il omet de mentionner le divorce. Sa mère, de le voir si heureux, sourit, écoute et ne questionne pas.

Un peu plus tard dans l'après-midi, Vivien quitte sa mère pour aller flâner dans cette ville de son enfance dont il connaît

chaque pierre et dont chaque pierre le connaît. Aujourd'hui, c'est avec attendrissement qu'il leur confie son intime bonheur.

Il est arrivé devant l'église Notre-Dame. Il entre. C'est « leur » église, celle de son baptême, de sa première communion, celle de leurs deuils. Il y a longtemps qu'il n'y avait pénétré, et cependant il lui semble que c'était hier. Ces vieilles pierres ont été imprégnées par le souffle de ses lèvres innocentes qui répétaient après tant d'autres bouches les paroles qui unissent l'homme à Dieu. Les générations dont il est sorti ont prié là ; par elles, il se sent relié à cette église. Il ne croit plus au Dieu du tabernacle, son front s'incline cependant devant l'autel. Il est seul ; nulle vie apparente autre que la sienne et celle de la lampe du sanctuaire. Le voici qui s'agenouille, la tête dans ses mains. Il prie. Qui ?... Personne. Il ne fait pas un acte de foi, il ne vient pas d'avoir son illumination de Damas. Ce n'est pas non plus une vague sensualité mystique de littérateur attendri. Mais il s'est retrouvé avec le cœur simple de son enfance. Dans ce cœur, à cette minute même, il n'y a que son amour dégagé de tout ce qui l'entoure, isolé de ce qui l'a provoqué : les sentimens vrais sont toujours simples La foi en l'immortalité de l'amour, qui est la vie même de l'amour, l'a prosterné dans une invocation inconsciente : « Mon Dieu, bénissez-la ! » Il donne une âme à celle qui refuse d'en avoir une, car, loin de son apparence, c'est cette âme qu'il aime. Il ne désire plus posséder la forme de Florence, il n'a plus soif de ses caresses, il ne demande plus, il se donne, il donne ce qu'il a de bon, de généreux, de noble en lui.

Son cœur est simple en lui-même, c'est-à-dire qu'il se laisse pénétrer tout entier par ses sentimens ; il n'est compliqué que par les raffinemens de la pensée. Sa profonde connaissance du cœur des autres hommes ne sert pas à Vivien dans sa propre histoire ; elle n'interviendra qu'au jour de la désillusion et de la douleur, pour rendre la désillusion plus amère et la douleur plus cuisante.

Il rentre chez sa mère :

— J'ai été faire un tour dans mon enfance, lui dit-il, comme elle le questionnait sur sa promenade.

— Tu as été lui faire tes adieux.

— Non, au contraire, j'ai relié mon présent à mon passé par des liens très doux, mais très forts.

Il s'était assis. Sa mère était debout près de lui.

— Mon bon fils! lui dit-elle, lui posant la main sur la tête.

V

— Votre mère m'a écrit une lettre tout à fait charmante, dit Florence à Vivien, qui arrive pour dîner chez sa fiancée. Je suis très touchée de ses affectueuses dispositions à mon égard.

— Elle serait bien heureuse de faire votre connaissance. Quand m'accompagnerez-vous à Verneuil, que je vous présente à elle ?

— Quand vous voudrez. Entendez-vous avec maman.

Et ils reviennent l'un à l'autre, car il ne se lasse jamais de lui dire qu'il l'aime; elle écoute avec le même plaisir ses paroles d'adoration. Les yeux de son fiancé lui renvoient son image embellie; elle en est charmée elle-même.

Maintenant que rien ne reste de sa timidité première, Vivien lui révèle les faces diverses de son esprit, il en est le virtuose, parce qu'il sent que c'est par lui qu'il l'a conquise et qu'il la retient. Devant elle, surtout quand ils ne sont pas seuls, il se montre l'homme de ses livres. Et son esprit, à elle, s'aiguise à ce contact, s'assouplit et lui devient, à elle-même, une jouissance.

« Elle est bien la femme moderne, se dit-il, l'ultime produit de cette civilisation, d'esprit si souple, si bien fait pour se marier aux subtilités du nôtre, la femme très intelligente sans rien de masculin dans le tour de sa pensée, parce que, comme elle le répète volontiers, elle est une pensée par elle-même. Et quelle grâce fière, quelle décence lorsqu'elle se pare de ses richesses intellectuelles ! Rien de faisandé en elle, pas d'outrance juive, ni de déséquilibre boréal, une vraie Française avec le « goût » inné de la race ! »

Elle est affranchie du joug de toute croyance. « Elle sera mieux à moi ainsi, songe-t-il. Mon amour sera sa foi. » Car il faut qu'il l'asservisse en pensée, tant ce geste est inconscient chez l'homme dans l'amour ! Ainsi, Vivien met sa pénétration de psychologue au service de son cœur comme pour mieux être dupe de son amour ; son esprit participe à sa joie d'amant.

Ce soir-là, au moment de la quitter, il dit à Florence :

— Alors, c'est bien après-demain que vous viendrez chez nous?

Elle sourit.

— Vous m'amusez quand vous dites « chez nous. » Je suppose que Verneuil est un sinistre trou où vous seriez désespéré qu'on vous forçât de vivre, mais de loin vous l'embellissez. Il n'existe plus que par rapport à vous.

— Comment?

— Oui, vous en avez fait le cadre qui convenait à vos souvenirs d'enfance, ô poète! Vous aimez en votre pays les sentimens qu'il fait naître en vous.

Vivien réfléchit :

— Il y a de cela, dit-il, mais il y a aussi des réalités; il y a ma mère, il y a mes morts. Et puis c'est bien le sol lui-même que j'aime. Oui, j'aime cette terre et, par-dessus tout, la parcelle qui m'appartient.

— J'avais oublié que vous êtes patriote.

— De toute mon âme.

Il y eut un silence; il reprit :

— Et la date de notre mariage, l'avez-vous choisie?

— Dans trois semaines, si vous voulez.

— Si je veux!... Quelle est votre paroisse? Saint-Pierre de Chaillot ou Saint-Philippe du Roule?

— Ma paroisse? Pour quoi faire? Vous voulez vous marier à l'église?

Il est si troublé par ces mots auxquels il ne s'attendait pas, qu'il ne sait que répondre platement :

— Dame! oui... comme tout le monde!

— Ni vous, ni moi ne sommes tout le monde. Vous êtes donc religieux?

Le ton est ironique.

— Non.

— Vous croyez au sacrement du mariage?

— Non, répond-il encore, les dents serrées.

— A présent, le mariage purement civil est admis par les gens de mon milieu, puisque vous tenez à faire « comme tout le monde. » Avec beaucoup de fleurs, à la rigueur, de la musique, un beau lunch pour finir, nous serons très suffisamment mariés, ne le pensez-vous pas?

Il ne répond rien; une irritation est en lui, il se sent humilié par elle; il lui en veut.

— Vous n'avez pas de sentimentalités, c'est vrai, dit-il enfin avec un ricanement où il se raille aussi bien qu'elle-même, mais l'ingénu que je suis n'aime pas à faire souffrir. J'ai une mère qui est très religieuse, vous ne l'ignorez pas. Pour elle, nous ne serons pas mariés, si nous ne passons pas par l'église. Ne trouvez pas étrange que je m'inquiète du jugement de ma mère et non de l'opinion de ce que vous appelez votre milieu?

C'est leur premier conflit. Elle ne l'avait jamais vu ainsi, avec cette irritation sourde des gens faibles qui se savent vaincus d'avance. Elle sent quelque chose d'hostile dans le son de sa voix, elle en est froissée. Au fond, ce mariage uniquement civil ne lui importe guère. Il lui aurait demandé avec quelques mots enjôleurs, comme il sait en trouver, de lui faire ce sacrifice, de passer par l'église; elle aurait dit : oui. Une cérémonie de plus ou de moins, quelle importance cela a-t-il? Mais c'est le ton railleur et un peu méprisant des paroles de Vivien qui la blesse; d'instinct, elle cherche à châtier qui lui fait du mal; elle ne se dit pas que c'est elle qui a frappé la première.

— Entre votre mère et moi, vous n'hésiterez donc pas à choisir votre mère? dit-elle.

— Entre ce qui lui cause une souffrance et ce qui vous cause une contrariété, quel choix dois-je faire?

— Vous exagérez les choses, lorsque votre mère est en jeu; vous en diminuez l'importance quand il s'agit de moi. Votre mère éprouvera une vive contrariété, mais passagère; pour la lui épargner, vous ne balancez pas à sacrifier mes convictions. Vous me forcez à mentir.

Il hausse les épaules.

— Je croyais que pour vous le mariage à la mairie aussi était un mensonge, puisque vous m'avez dit maintes fois que vous ne reconnaissiez pas plus la valeur du lien civil que celle du serment religieux.

— Je n'éprouve pas la même répugnance pour le mariage civil.

— Est-ce donc, remarque Vivien, ironique, que les paroles sacramentelles vous impressionnent? Ressentez-vous un malaise à la pensée de braver les puissances célestes?

— Aucun, vous le savez. Mais le mensonge conventionnel dans cette pompe, dans cette solennité, s'affiche avec une sorte d'impudeur qui me répugne.

En ce moment, elle sent qu'elle ne trouve que de mauvais argumens. Cela l'irrite, car elle veut vaincre; instinctivement elle recourt aux armes féminines, elle cherche les pièges où faire tomber la faiblesse de celui qui l'aime.

La résistance de Vivien ne l'a atteinte que dans sa vanité; chez lui l'opposition de Florence a provoqué la souffrance. Elle a l'avantage dans la lutte, son cœur n'étant pas en jeu. Pour triompher, elle comprend qu'il faut qu'elle réduise à l'impuissance l'ironie qui est la seule arme de Vivien.

— Il est triste de penser, dit-elle, que la première fois que je vous demande un sacrifice, qui n'est même pas le sacrifice d'une conviction, vous vous dressez aussitôt contre moi, hostile!

— Florence, dit-il d'une voix émue, vous savez bien que je ne résisterais pas ainsi, si j'étais seul en jeu.

— Oui, vous êtes de ceux qui, à chaque sacrifice demandé, répondent : « Tout ce que vous voudrez, mais pas cela. »

— Pourquoi me dites-vous exprès des choses méchantes? vous n'êtes pas loyale! s'écrie-t-il.

Ce mot a blessé Florence dans son orgueil.

— Pas loyale? Croyez-vous l'être vous-même? Ai-je jamais joué la comédie, moi? Ai-je jamais dissimulé mes opinions? mais vous, quand vous feigniez d'être libéré de toute superstition, d'être affranchi de toute entrave, vous me trompiez pour mieux me séduire. Ne le niez pas, vous y tenez pour vous-même à ce mariage religieux. Et votre chétif amour ne peut même pas dompter la crainte obscure qui vous agite, catholique honteux!

Elle est debout, appuyée contre une table. Elle le regarde avec un pli d'indicible ironie au coin de la lèvre, ses yeux ont plus d'éclat que de coutume, tout son corps frémit. Comme il vient de relever la tête, cinglé par ses dernières paroles, il la voit ainsi, avec son mauvais sourire, il la désire, et la rage au cœur, mais les bras ouverts, il dit :

— Je ferai ce que vous voudrez.

Ses bras se sont refermés sur elle. Il la serre contre lui; violemment, sa bouche s'abat sur ces lèvres qui disent les paroles qui avilissent ou qui torturent, mais ces lèvres qui donnent les baisers.

Et sans un mot, il s'en va, la laissant stupéfiée, comme meurtrie par ce baiser brutal, humiliée à son tour par sa propre victoire...

Lui cependant marche dans la rue, très vite; il fuit sa honte, il fuit son amour. Il veut cette femme. Elle a raison : à quoi bon les simagrées? Elle verra, quand il la tiendra dans ses bras, s'il n'est pas le maître...

« Et c'est cela, l'amour? » se dit-il avec un ricanement douloureux.

Il est arrivé chez lui.

— Monsieur, lui dit le concierge, il y a deux dépêches pour vous; la dernière arrive à l'instant.

Vivien a pâli. Il prend les télégrammes, en ouvre un, c'est le second.

« Tout est fini; que Dieu t'assiste !

« Esther Lemire. »

Vivien n'a pas besoin de lire le premier télégramme pour comprendre que c'est de sa mère qu'il s'agit, ni de voir la signature de sa vieille cousine Esther; il ouvre pourtant la dépêche envoyée deux heures plus tôt.

« Mère dangereusement malade. Viens de suite. »

Il reste là, hébété.

— Monsieur a reçu de mauvaises nouvelles? demande le concierge d'une voix compatissante. Vivien le regarde avec des yeux qui ne voient pas et, d'une voix blanche, il dit :

— Ma mère est morte subitement.

Il monte l'escalier quatre à quatre. Très vite, il fait ses préparatifs de départ. Il se hâte sans savoir pourquoi, puisqu'il arrivera trop tard, peut-être mû par cet espoir insensé qui demeure en nous tant que nous n'avons pas « vu » notre malheur.

En deux mots, sans penser à celle qu'il prévient, il apprend à Florence la mort de sa mère et son départ à lui pour Verneuil. Puis il s'en va, il court, il se précipite, l'esprit tendu en avant comme le corps; une seule pensée dans la tête : arriver.

Et c'est seulement quand il voit sa mère sur son lit de mort qu'il comprend et que sa douleur éclate.

VI

M. Daubenoire et sa fille le rejoignent le lendemain. Vivien, quelques instans plus tôt, a mis sa mère dans le cercueil; depuis

la veille il accomplit tous les rites douloureux de la mort, sans savoir ce qu'il fait. Il souffre. On lui annonce que sa fiancée est là. Elle entre; ils se serrent la main sans un mot. Mais de lui voir un visage si défait, sa pitié de femme s'émeut; elle pose sur le visage de Vivien des regards si compatissans qu'il en sent la douceur.

— Oh! Florence, je suis si malheureux, murmure-t-il, appuyant son front brûlant sur la main de sa fiancée.

Elle demeure près de lui pendant la dernière nuit de la veillée mortuaire. La douceur de sa voix, la compassion de ses gestes apaisent un peu sa souffrance. Elle le plaint, elle écoute sa plainte. En ce moment, il ne désire pas d'autre consolation que cette humaine sympathie. Il est atteint jusqu'à ses fibres les plus secrètes, mais il est de ceux que la douleur bouleverse, non pas de ceux qui se raidissent dans un mutisme farouche, comme s'ils voulaient, en gardant leur peine pour eux seuls, conserver encore quelque chose des êtres qui viennent de leur être arrachés. Vivien a pour pleurer sa mère le cœur qu'il eut pour l'aimer, un cœur d'enfant ardent et naïf.

Il ne sent pas que la compassion de Florence est autour de sa peine et non avec sa peine. Elle ne l'a pas entendu murmurer en son cœur : « Mon Dieu, ayez pitié de nous! Seigneur, vous qu'elle priait, je vous prie pour son âme! » Elle ne comprendrait pas ce besoin de suivre sa mère au delà, comme si, par des liens mystérieux, il restait attaché à la foi maternelle.

Tout est fini. Vivien est demeuré seul dans la maison après le départ de M. Daubenoire et de sa fille : il veut régler aussitôt les affaires matérielles qui accompagnent nécessairement la mort. Et puis, s'en aller vite, non pas fuir le souvenir de sa mère, mais fuir la souffrance. Deux jours plus tard, il rentre à Paris, et la vie le reprend.

Depuis qu'il a pleuré près de la pitié de Florence, quelque chose de plus tendre s'est mêlé à son amour. Et aussi cet amour est sa seule joie permise, sa joie, en un mot : il va vers elle. Il a oublié le conflit qui les avait jetés l'un contre l'autre; mais inconsciemment, lorsqu'il se retrouve en présence de Florence, il ressent un peu de ce brutal désir qu'il avait éprouvé dans la colère et dans le mépris. L'amour des sens ne lui sera-t-il pas le suprême oubli que réclame sa lâcheté humaine?

Il a été décidé qu'ils se marieraient prochainement, dans

la plus stricte intimité, c'est-à-dire une centaine d'amis triés sur le volet de la notoriété.

Les Daubenoire s'entretiennent avec leur fille de la date du mariage.

— As-tu réglé définitivement cette question du mariage civil? demande le docteur à Florence.

— Pas encore.

— Puisqu'il avait cédé sur ce point avant la mort de sa mère, dit à son tour Mme Daubenoire, il n'y a aucune raison pour qu'il fasse des objections : le seul obstacle n'existe plus.

— Il n'y a de raison que sa sentimentalité, dit Florence dubitative. Avec lui, est-ce qu'on sait? Après tout, moi, cela m'est égal!

— Mais c'est à cause de ton père que la question n'est pas indifférente. Tu sais bien qu'il a en Berthier un rude concurrent pour le siège de sénateur.

— Oui, dit le docteur, Berthier organise un battage énorme autour de son sérum. Ton mariage religieux me nuirait certainement, tandis que, purement civil, avec un écrivain en vue comme Lemire, la publicité que les journaux feront à cet événement produira le meilleur effet. Et une fois sénateur, je suis sûr d'avoir la grand'croix, qui m'est d'ailleurs bien due.

Vivien entre au même instant. M. et Mme Daubenoire se retirent. Doucement le jeune homme a pris les mains de sa fiancée; il les amène sur son cœur et attire ainsi le visage de Florence près du sien. Il voudrait l'absorber tout entière dans son être, elle est tout pour lui, elle est sa seule raison de vivre. Tandis qu'il venait chez elle, l'image de sa mère a particulièrement hanté son cœur; on dirait qu'elle l'a purifié de ses troubles désirs, il ne veut que la tendresse apaisante de celle qu'il aime; il s'accroche à sa jupe comme un enfant débile.

Elle s'en étonne; elle sent combien cette faiblesse le lui livre. Elle éprouve pour lui une sorte de pitié condescendante; c'est toujours la faute de Samson si Dalila le méprise.

— Voulez-vous, dit-elle au bout d'un moment, que nous fixions notre mariage au 2 mai, c'est-à-dire dans quinze jours?

— Enfin, dit-il, enfin, je vous aurai à moi!

Si à cette minute elle lui disait une douce parole, il pleurerait de joie; elle est préoccupée de ce qui lui reste à ajouter et

ne remarque pas son émotion. Elle dit, sans avoir l'air d'y attacher d'importance :

— Nous nous marierons à deux heures, et après, tout de suite, en revenant de la mairie, nous recevrons les quelques intimes que nous aurons invités. Pas de cortège. Pas de cérémonie.

Il a laissé tomber la main de Florence qu'il tenait dans les siennes. Il ne dit rien.

— Eh bien! reprend-elle après un moment d'attente, la date ne vous convient-elle pas?

— Alors, dit-il sans répondre, vous ne voulez pas vous marier à l'église?

— Je croyais que nous avions déjà résolu cette question. Pourquoi renouveler ce débat? Je comprenais, dit-elle d'une voix plus douce, quand vous craigniez de contrarier votre mère, mais à présent...

Oh! comme cet « à présent » vient de reléguer définitivement sa mère dans l'oubli! Il le sent et il en souffre; il souffre bien plus encore de la solitude qui l'enveloppe soudain, de l'isolement de sa peine. Et comme il est homme de lettres, c'est par une citation qu'il formule en soi sa détresse : « Quelle solitude que ces corps humains! » pense-t-il avec Musset.

— A présent!... répète-t-il. Vous ne comprendriez pas; c'est encore une de mes sentimentalités. Je ferai comme il vous plaira, conclut-il d'un ton brusque.

Les quinze jours qui séparent Florence et Vivien de la date de leur mariage ont vite passé. Aujourd'hui, Vivien ne quitte pas des yeux la beauté de celle qu'il aime.

Dans la blancheur de sa robe, elle est comme un grand lys triomphant dont le parfum dominateur engourdit ceux qui le respirent, et Vivien se livre tout entier à cette ivresse. Elle fait, par sa seule vue, ce qu'aucun de ses raisonnemens n'arrivait à faire ces jours derniers : à son apparition, les remords se sont dissipés par enchantement, car c'étaient des remords qui venaient, aux heures solitaires, éloigner le travail de la table de Vivien et chasser le sommeil de son chevet. Il avait beau les nommer des sentimentalités, il se disait en vain : « Je suis un pauvre être! Qu'importent les formes, les rites, les coutumes? Ma mère, hélas! ne voit plus rien des choses d'ici-bas; elle n'en souffre pas. Moi, je ne crois pas à l'efficacité des paroles consa-

crées! Mes argumens, opposés à ceux de Florence, ne tiennent pas debout... »

Mais un malaise persistait en lui; ce triomphe de sa raison avait un autre nom : il s'appelait lâcheté; il semblait à Vivien qu'il « profitait » de ce que sa mère était morte; quand ce mot venait malgré lui à sa pensée, il en aurait crié de douleur et de honte.

Aujourd'hui, il ne voit plus que Florence. Il jouit de sa grâce, de son esprit; il s'enorgueillit de voir l'admiration qu'elle provoque. Pas une seule fois, pendant cette journée, l'image de sa mère ne vient s'interposer entre sa fiancée et lui.

Pourquoi surgirait-elle aux yeux de Vivien? Les morts ne nous répondent que lorsque nous les appelons près de notre cœur par les paroles de la vie éternelle. Cette heure qui vient de lier deux destinées n'a entendu que les formules du code. Elle ne fut ni solennelle, ni émouvante.

Le soir même de leur mariage, Vivien et Florence partent pour Marseille. Ils s'en vont aux îles Baléares, c'est là qu'ils passeront leur lune de miel.

A deux semaines de là, par une de ces journées enivrantes du printemps méditerranéen, tel qu'on ne peut le sentir que dans les îles, car de toutes parts les souffles de la mer se mêlent aux rêves, leur donnent la pureté, la fécondité que dispense la coupe merveilleuse d'Amphitrite, Vivien était assis dans un jardin en terrasse baigné par les flots, un jardin de conte indien, et fumait béatement. Florence était rentrée dans l'hôtel pour écrire une lettre. Il l'attendait, et comme il y avait plus d'une heure qu'elle l'avait quitté, il commençait à s'ennuyer. Il avait besoin de l'avoir constamment près de lui. Elle était la fée du royaume de son rêve; sans elle, « les jardins et le jour » perdaient leur beauté et leurs parfums.

Vivien ne se lassait pas de regarder marcher, parler, rire, celle qu'il aimait; les aspects du paysage n'étaient que le fond du tableau dans lequel elle se mouvait.

Elle se montrait dans la plénitude et la liberté de ses dons. L'aimait-elle? Elle jouissait d'être aimée par lui. Chez l'être jeune et sain qu'elle était, le cœur et la sensibilité ne faisaient pas leur jeu à part. Mais elle n'avait pas le désir de se fondre en celui qu'elle aimait, ni le regret de ne pas y parvenir. Ce qui l'avait séduite tout d'abord en Vivien, dès leur première

rencontre, c'était son esprit. C'était à cet esprit qu'elle prenait, pour s'en parer elle-même, comme des joyaux de sa corbeille de noces, certains modes de penser, certaines façons de s'exprimer. Elle se sentait plus intelligente au contact de cette intelligence, mais restait bien elle-même, gardait ses sympathies personnelles et ses propres antipathies; elle n'était en rien un reflet. Et il demeurait en elle un peu d'inconscient dédain d'être celle qui asservit.

Il fumait donc, nonchalant, et l'attendait. Un sourire éclaira son visage. Elle sortait de l'hôtel et à travers le gazon venait vers lui. De loin, elle lui sourit aussi. Elle arrivait de son pas cadencé, avec son assurance joyeuse que ne diminuait nulle vanité.

— J'ai écrit à maman. A présent, je suis tout à vous, mon cher seigneur? Où allons-nous cet après-midi?

Elle était près de lui, elle lui abandonnait ses doigts qu'il porta à ses lèvres.

— Où vous voudrez.

— Faisons-nous mener en voiture jusqu'au promontoire que nous avons découvert avant-hier; il y fera délicieusement frais au coucher du soleil.

— Oui, et l'on n'y rencontre personne. Je vais dire qu'on attelle.

Une heure plus tard, la voiture les déposa près d'un sentier qui suivait le bord des falaises. Ils s'y engagèrent à pied, serrés l'un contre l'autre, marchant lentement et ne prononçant que de rares paroles. Et ils s'assirent dans une anfractuosité du roc, bien à l'abri du soleil. Elle avait appuyé sa tête sur l'épaule de Vivien, elle regardait la mer sans la voir. Soudain, elle se redressa et se mit à chanter la mélodie de Bizet :

Ma bien-aimée
Est enfermée
Dans un palais d'or et d'azur;
Je l'entends rire
Et je vois luire
Sur le cristal du gouffre obscur
Son regard pur.

Il l'écoutait, et une tristesse indéfinissable lui envahissait le cœur; au milieu de cette fête de lumière et de couleurs, il sentait des ténèbres monter, monter vers la lumière de sa joie et l'éteindre.

Cette voix ardente, vibrante, ce n'était pas celle qui lui parlait, à la minute précédente, avec tant de douceur joyeuse; c'était la voix d'une amante passionnée et farouche.

Il regarda autour de lui, comme, en se réveillant, un homme que la baguette d'une fée aurait endormi. La nature étrangère l'environnait.

— Florence, dit-il, comme on appelle pour se rassurer. Florence, supplia-t-il, car elle n'avait pas interrompu son chant...

— Quoi ?

Elle tournait les yeux vers lui, il sentit encore davantage sa solitude : elle n'avait rien deviné du trouble qui l'agitait.

Il s'était laissé glisser à ses pieds. Une détresse infinie lui était entrée dans l'âme. Il avait pris ses mains; il dit d'une voix suppliante :

— Florence, dis-moi que tu m'aimeras toujours !

Elle le regardait en souriant, calme, un peu étonnée de cette ardeur subite.

— Je t'en conjure, dis-le-moi !

Il cherchait le roc où s'attacher, le roc indéfectible que le doute n'ébranle pas...

— Toujours?... dit-elle pensivement; pourquoi dire toujours? Je te dis : je t'aime. Est-ce que cela ne vaut pas mieux?

Elle rapprocha ses lèvres de celles de Vivien; l'ardeur, avec laquelle il avait parlé, l'avait émue. Elle était sur son cœur.

— Toujours... toujours?... Je t'aime aujourd'hui, je t'aimerai demain, je t'aimerai après-demain et après... après... mais toujours, cela ne veut rien dire; toujours n'existe pas.

— N'importe! j'ai besoin de ce toujours...

— Et moi, dit-elle, je n'en ai pas besoin, voilà la différence.

A trois jours de là, tandis qu'il était seul, un matin, et se promenait à petits pas sur la terrasse de l'hôtel, Vivien revit Florence, chantant la sérénade; il se souvint des paroles qu'ils avaient échangées ensuite. Il ne sentit plus l'aiguillon de la douleur, mais il souffrit d'un malaise vague qui ne lui enleva pas sa lucidité d'esprit. L'artiste se réveilla en lui et vit ce qu'il pourrait faire de cet épisode de leur vie sentimentale. En pensée, il le transposa dans le mode littéraire. Et il sembla à Vivien qu'il souffrirait moins quand « d'un de ses grands chagrins il aurait fait une petite chanson. »

Cette impression disparut presque aussitôt de son esprit, mais elle avait laissé après elle un peu de cette joie que provoque tout acte créateur de la pensée. Ce fut son amour qui en bénéficia.

Deux mois plus tard seulement, alors qu'ils étaient rentrés à Paris, il écrivit la nouvelle dont l'idée première lui était venue, au bord des flots bleus, à l'ombre des citronniers, issue de son angoisse et de sa détresse.

Il cisela ce joyau avec son art le plus raffiné, le plus sobre. Comme il était un artiste véritable, il ne garda dans sa nouvelle que l'impression de la minute qu'il avait vécue; il inventa le cadre et imagina les personnages.

Lambert, le critique, étant venu dîner chez eux, Florence pria son mari de leur lire sa nouvelle qu'elle ne connaissait pas encore. Elle écouta avec une attention où l'on sentait qu'elle mettait toute son intelligence. Lambert loua très vivement l'œuvre de Vivien, très sincèrement; le jeune écrivain le sentit. Florence ne parla que lorsqu'ils furent seuls tous deux. A son tour, elle essaya de lui montrer à quel point elle comprenait l'artiste chez lui, comme elle saisissait les moindres nuances de son talent. Un autre jour, pour un autre de ses ouvrages, il aurait goûté délicieusement ces louanges délicates de la femme qu'il aimait. Elle vantait sa psychologie, saisissait les inflexions les plus subtiles de son ironie.

— Vous êtes inimitable lorsque vous maniez cette arme; une raillerie comme la vôtre, c'est toute une philosophie. Votre conte est délicieux.

Il ne disait rien : il attendait. Elle n'avait pas compris. Elle n'avait pas deviné avec son cœur; elle n'avait pas entendu le cri de sa détresse, qu'il étouffait sous ces railleries, ni soupçonné à quelle source amère s'alimentait son désenchantement.

« Elle ne me comprend pas, se dit-il, découragé; elle ne me comprend pas. Elle est trop intelligente. »

Les nouveaux mariés ne quittèrent Paris qu'à la fin de juillet et y rentrèrent dès le mois d'octobre. Le commencement de l'hiver les trouva définitivement installés dans leur vie parisienne; l'un et l'autre y étaient accoutumés, elle eût certainement manqué à chacun. Ils auraient pu se plaindre que les exigences de cette vie les séparassent souvent de fait dans la journée. Elle le disait parfois, car elle avait toujours plaisir

à revoir son mari, mais elle ne le mêlait jamais à sa pensée intime quand il était loin d'elle.

Lui, quand elle était présente, n'éprouvait plus que la joie de la voir et de l'aimer; mais quand il l'avait quittée, il sentait dans son âme l'inquiétude constante de ceux qui ne sont pas heureux. Seuls, les cœurs qu'unit un mutuel amour peuvent se consoler de la séparation, car chacun est resté dans le cœur de l'autre. Vivien comprenait au vide de son cœur qu'elle ne lui avait pas donné le sien, et c'était son cœur qu'il voulait; qu'importait le reste, s'il ne le possédait pas? Il aurait moins souffert d'être jaloux; mais Florence ne lui en donnait pas de motif, elle n'avait d'autre coquetterie que celle de son esprit.

Il sentait que c'étaient les sources mêmes de leur vie profonde qui ne pouvaient se mêler; certains mots, l'espace d'un éclair, lui avaient révélé ce fond obscur de leur âme. L'espace d'un éclair... Puis il s'était laissé reprendre aux joies secondaires de leur amour, et lui-même croyait, à certains momens, qu'elles lui suffisaient. Enfin, sa vie littéraire continuait son cours et lui donnait les satisfactions que désirait son esprit.

Quant à Florence, l'épanouissement de sa jeunesse glorieuse lui tenait lieu de bonheur. Elle accueillait gracieusement l'amour de Vivien, mais comme un hommage. Elle n'en était plus touchée, ainsi qu'aux premiers jours de leur union.

Elle goûtait le plaisir de vivre auprès de cet esprit distingué, mais ce n'était vraiment que de son propre esprit, de ses dons personnels qu'elle jouissait. Elle n'était qu'à la première étape du voyage. Son matin radieux ne pressentait pas la morne chute du jour.

JULES-PHILIPPE HEUZEY.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA
GUERRE VUE PAR LES ÉCRIVAINS ANGLAIS

BERNARD SHAW — G. K. CHESTERTON
H. G. WELLS — R. KIPLING — JOHN GALSWORTHY

La guerre a banni le dilettantisme. Elle rend les lecteurs forcément utilitaires et les empêche de porter à la littérature une attention désintéressée. Nous tournons-nous vers les hommes de lettres, ce n'est guère pour jouir de leur originalité ou par curiosité de leur manière. A eux comme au premier venu, à celui qui entre dans notre maison ou que nous croisons dans la rue, — comme à toute chose aussi, à la pluie qui tombe, au vent qui souffle, — notre esprit pose la même question : « Que peux-tu, que vaux-tu pour cette guerre? »

Si donc nous allons vers les écrivains anglais, vers certains de ceux qui sont les plus fameux dans leur pays, les plus popularisés chez nous, ce sera moins afin de mesurer leur talent que dans l'espoir d'apprendre d'eux quelles forces morales recèle la Grande-Bretagne pour assurer la victoire. Et il semble qu'à les choisir dans la diversité des partis et des opinions, l'un belliqueux, l'autre pacifiste, celui-ci socialiste et celui-là conservateur, il y ait chance d'obtenir une assez large réponse à l'obsédante question.

Mais il ne faudra pas nous étonner si cette réponse à notre interrogation anxieuse nous est parfois donnée sur le ton de la plaisanterie, ni croire qu'elle soit moins décisive, pour être exempte de notre angoisse. Les preuves de la détermination

anglaise sont aujourd'hui trop manifestes pour que nous nous laissions inquiéter par la persistance d'une liberté d'opinions dont nous autres avons fait momentanément le sacrifice et d'une verve amusée d'elle-même qui ne nous est plus possible. A passer de France en Angleterre, on ne sort pas de la guerre, mais on s'éloigne néanmoins du canon. Certes, l'Angleterre est de toutes les nations belligérantes celle qui, depuis août 1914, a subi, ou plutôt opéré délibérément la plus profonde révolution intérieure. Elle est allée en dix-huit mois jusqu'à la conscription détestée, et nul autre peuple, pour répondre aux exigences de la guerre, n'a fait un bond pareil dans l'inconnu, n'a creusé un abîme aussi vaste entre son passé et son avenir. C'est assez dire qu'elle a au fond de sa conscience la pleine perception de la gravité de l'heure. Mais elle demeure malgré tout, — malgré avions et zeppelins, — une île. Elle peut conserver ce qui nous semble un air de détachement. Elle n'offre pas au visiteur le spectacle de cette unanime intensité qui frappe chez nous. Les sacrifices déjà consentis, si grands qu'ils soient, n'ont pas assombri d'un crêpe le caractère national. La question de vie ou de mort ne s'y pose point avec la même cruelle netteté qu'en France. L'ennemi n'y apparaît pas comme ce monstre formidable que nous avons vu se ruer sur Paris, et dont la première défaite a pris pour nous je ne sais quel air miraculeux. C'est en vain que l'Allemagne a crié à l'Angleterre sa haine, lui a craché à la face un hymne corrosif « comme un jet de vitriol, » pour reprendre la forte expression d'Émile Hovelaque. L'Angleterre ne s'en est pas épouvantée, peut-être pas assez épouvantée. Elle y a surtout répondu par de l'humour, — un peu comme dans la fable la lime répond au serpent qui veut l'entamer et qui s'y brisera les dents.

De là, surtout au début, une bonne humeur qui nous confondait, nous qui avions senti le couteau sur notre gorge. Tour à tour, c'était jovial, badin, voire mièvre, rarement au ton tragique que nous sentions convenir aux circonstances. Avec ses traditions de sport et d'humour, l'Angleterre ne se piquait de rien plus au début que de la joyeuseté insouciante de ses *Tommies*, allant au combat comme à un foot-ball plus passionnant, exempts de pensées anxieuses et même de toutes pensées, se refusant à voir au delà de l'heure présente. Qui ne se rappelle cette armée de professionnels qui en devait voir de

si rudes et se révéler si admirable dans sa retraite précipitée de Mons à Meaux? Elle respirait d'abord l'allégresse de l'ignorance. On n'y prenait pas la guerre au tragique. A peine même l'y prenait-on au sérieux.

Les temps ont changé. Les immenses pertes et souffrances subies pendant des mois ont dissipé l'insouciance primitive. Les volontaires ont peu à peu pris la place des réguliers. Ils ont apporté leur réflexion, leur conscience du péril national, leur connaissance de la grandeur de l'effort à faire, leur souci des familles laissées derrière eux. Et cependant, cet entrain, qui ne leur était plus aussi naturel et facile qu'aux professionnels, a continué d'être cultivé en eux comme une hygiène nécessaire. Les Anglais partent du principe d'Hamlet, que « la pâle réflexion rend malade l'énergie. » Ils travaillent à conserver à leurs troupes la liberté d'esprit. On en trouverait l'indice jusque dans leur « littérature des tranchées. » Un éminent professeur d'Oxford que nous eûmes le plaisir d'entendre en Sorbonne il y a deux ans, sir Walter Raleigh, a eu l'idée de procurer aux soldats britanniques des lectures pour leurs heures de loisir. Il ne s'agissait pas de livres, trop encombrans et qui eussent effarouché. Ce seraient des feuilles détachées qu'on pût se passer de main en main, déchirer ou perdre ensuite sans regret. Le choix des textes est significatif. Ce sont tous passages qui ont une valeur réelle, extraits de classiques d'hier et de demain, en vers et en prose, susceptibles d'instruire et de récréer. Mais n'imaginez pas que le choix en ait été orienté vers la guerre, supposant chez le soldat une sorte d'obsession qui le rendrait indifférent à des lectures d'un autre ordre. Bien au contraire, si l'on y peut découvrir un caractère commun, c'est de fuir (à peu d'exceptions près) les allusions à l'heure présente.

Voici, réunies vraiment au hasard, une vingtaine de ces feuilles volantes, de ces *Times Broadsheets*, comme elles s'appellent. Elles se vendent quatre sous la demi-douzaine, et les correspondans des soldats les leur envoient une à une dans la même enveloppe que leurs lettres. Rien de plus varié ni de plus inattendu dans sa variété : vers d'amour de Robert Burns, vers de Shelley prophétisant le triomphe de l'amour universel (hélas !), passages comiques de Dickens évoquant ses plus désopilantes créations, Mr. Micawber, Mr. Pecksniff, le couple Man-

talini ; des fantaisies de Barrie, de Stevenson, de Charles Lamb, etc. Et nécessairement il y a des extraits de Shakspeare : celui-ci (qui n'est pas sans à-propos) où Falstaff passe en revue les extraordinaires villageois éclopés et malingres qu'il a recrutés économiquement avec l'argent du Roi. Et cet autre qui surprend un Français, si large et si libre que nous concevions le choix des textes pour le front. C'est cet endroit d'un des drames historiques où le pieux roi Henri VI assiste, sans y prendre part, à la bataille qui décidera de sa couronne. Sa terrible femme, Marguerite d'Anjou, l'a obligé à se tenir à l'écart, parce que sa présence gâterait tout. Et dans son désœuvrement, à quelques pas de ceux qui luttent, Henri se met à dire son horreur de la guerre, son souhait d'une vie pastorale. Il décrit avec une envie complaisante les douceurs simples de cette vie qui est l'antithèse de celle du guerrier :

La victoire soit à qui Dieu voudra !...
Je voudrais être mort, pourvu que ce fût la volonté du bon Dieu,
car qu'est donc ce monde, sinon chagrin et malheur ?
Ciel ! ce serait une heureuse vie, me semble-t-il,
de n'être rien de mieux qu'un simple berger,
assis sur une colline comme moi en ce moment,
et qui s'amuse à faire de curieux cadrans solaires
pour voir comment s'écoulent les minutes.

Et tout de même, ce passage qui est du plus naïf et du plus élémentaire antimilitarisme doit produire un bizarre effet sur le *Tommy* qui subit un bombardement ou va être convié à un assaut...

Dans cette vingtaine d'extraits, un seul est en harmonie avec les circonstances, ressemble à un appel au courage et à la ténacité. Il est même si à propos qu'il mérite une mention. Il est tiré d'un roman de Bullen qui s'appelle *la Croisière du Cachalot*. Il retrace la fin d'une baleine géante, chassée par l'équipage d'un canot. L'énormité du monstre, l'apparente folie de ces quelques hommes qui entreprennent sa capture, les premiers coups de harpon enfoncés dans le mastodonte, sa plongée profonde, interminable, où il semble devoir entraîner le frêle esquif dans l'abîme, sa réapparition brusque et menaçante, les battemens de sa formidable queue capable de tout briser, de tout engloutir, le sang-froid de cette poignée de marins qui évitent ses assauts et affrontent les minutes périlleuses avec la

vision du triomphe certain, enfin les dernières secousses de la bête, le flottement inerte du corps immense sur la mer ensanglantée, — on aperçoit là un symbolisme inévitable et puissant, propre à donner du cœur à ceux qui aujourd'hui luttent contre le cachalot germanique, dans l'incessant danger de ses sursauts et de ses évolutions, mais comptant ses plus rudes attaques pour des convulsions qui présagent sa mort et sachant qu'il s'agit de traverser, d'un cœur ferme, la tempête que provoque son agonie.

Mais peut-être aurions-nous tort de voir là, de la part des éditeurs, une leçon préméditée. Le détachement est le caractère habituel de ces feuillets. De même une certaine liberté d'esprit, un jeu de la fantaisie dont peu de Français sont aujourd'hui capables, nous apparaît chez plus d'un des écrivains anglais qui ont parlé de la guerre.

*
* *

C'est assurément le cas de Bernard Shaw qui n'a pas l'habitude de brider sa langue. Celui-là, c'est l'enfant terrible de la littérature britannique, celui dont la spécialité est de crier ce que tout le monde s'accorde pour taire. Son rôle consiste à prendre le contre-pied de l'opinion courante. Il caresse l'instinct national à rebrousse-poil. A vrai dire, il répète à satiété qu'il n'est pas Anglais, mais Irlandais. Il a, dit-il, « la faculté irlandaise de critiquer l'Angleterre avec un peu du détachement de l'étranger et peut-être avec un malin plaisir de la dégonfler de sa suffisance. » Même la guerre déclarée, il est resté bien décidé à faire usage de cette indépendance critique.

Ce n'est d'ailleurs pas sa seule qualité d'Irlandais qui fait de lui un frondeur. Il est socialiste et donc hostile aux institutions existantes, hostile au gouvernement, surtout à un gouvernement libéral. En effet, le ministère actuel, démocratique et réformateur, exaspère les socialistes en leur prenant une partie de leur programme, en exécutant à moitié et par petits coups successifs les transformations qu'eux-mêmes voudraient immédiates et radicales. Enfin et surtout, Shaw est frondeur par nature, par attitude, par talent. On ne l'imagine pas approuvant ni encensant. Dans une société parfaite il n'existerait pas. Sa verve serait tarie, son esprit sans emploi.

Donc, à l'heure grave où le danger national créait là-bas

aussi, non sans peine, il est vrai, une atmosphère plus recueillie, Shaw a ouvert toutes grandes les écluses de sa raillerie. Le contraste a aggravé le scandale auquel il se complaît. Ceux-là mêmes qui avaient applaudi ses plus hardies boutades se sont détournés de lui avec indignation. L'heure était aux patriotes, et Shaw, en apparence au moins, rompait avec le patriotisme. On ne parle guère de son pamphlet, *Un peu de sens commun à propos de la guerre (Common sense about the war)*, que comme d'une inconvenance.

Shaw s'est attiré cette réprobation moins peut-être par les idées qu'il exprime que par le ton qu'il prend. Il ne s'est pas avisé que telle bouffonnerie dont on s'amuse en temps de paix détonne à l'heure tragique où nous sommes. Il est entré dans la chambre où venait de se commettre un crime avec le même air de drôlerie impertinente qu'il s'y rendait la veille pour prendre le thé. C'est le contraire du tact. Mais aussi Shaw a-t-il le tact en grand mépris, n'y voyant que la forme courtoise de l'hypocrisie. Il lâche donc les rênes à son génie naturel, qui est celui du raisonnement effréné et des rapprochemens de faits ou d'idées imprévus, et tant pis pour les délicatesses qu'il foule aux pieds de sa monture! Son rire peut sonner trop sec, manquer de chaleur et de bonhomie. Mais Shaw est ce qu'il est.

Sa malignité se manifeste en ceci qu'il prend pour exacte et démontrée la thèse allemande sur les origines de la guerre, et se plaît à lui donner la préférence sur celle de ses compatriotes. Il affecte une foi entière dans les explications du Kaiser et du chancelier Bethmann-Hollweg : l'Allemagne ne voulait point la guerre ; elle y a été contrainte par la menace russe combinée avec l'astuce anglaise. Inutile de dire que, dans toute cette partie de son pamphlet, Shaw fait fi des documens et des faits. Sa seule excuse est qu'il l'écrivit en septembre 1914, quand une petite partie seulement des livres officiels et autres avaient paru. Mais, même alors, il aurait pu être mieux informé s'il avait été aussi avide de vérité que de scandale. Sir Edward Grey joue dans ces pages un rôle ténébreux, bien qu'on n'arrive pas à savoir si Shaw le tient pour un Machiavel ou pour un innocent. C'est lui qui, par aveuglement ou par perfidie, on ne sait au juste, a rendu la guerre inévitable. Cette guerre, en somme, avait été préparée de longue main, non moins par l'impérialisme anglais que par le pangermanisme. Les *Junkers*

sont une engeance détestable, mais il ne s'en rencontre pas seulement en Allemagne. Shaw cherche en effet dans son dictionnaire allemand-anglais la définition du mot Junker et, comme il y trouve : jeune noble, gentilhomme campagnard, etc., il conclut :

Sir Edward Grey est un Junker de la pointe des pieds au bout des orteils... Lord Cromer est un Junker. M. Winston Churchill est un composé bizarre et non désagréable de Junker et de Yankee : sa farouche pugnacité anti-allemande est énormément plus populaire que le babil moral (expression de Milton) de ses sanctimonieux collègues. C'est un Junker joyeux et batailleur, tout comme lord Curzon est un Junker arrogant. Je n'ai pas besoin de défiler tout le chapelet. Dans nos îles, le Junker se trouve littéralement sur tous les rayons de la boutique.

Shaw continue pourtant à défiler le chapelet. Ne faut-il pas d'abord pousser une nouvelle botte à Grey ?

Naturellement, le Kaiser est un Junker, bien que moins bon teint que le Kronprinz, et beaucoup moins autocratique que sir Edward Grey qui, sans nous consulter, nous envoie à la guerre par un mot dit à un ambassadeur et qui promet toute notre richesse à des étrangers d'un seul trait de sa plume.

Ce n'est pas fini. Car il convient que tout le ministère y passe. Et son chef ne sera pas oublié :

M. Asquith, bien que sereinement convaincu qu'il est un homme d'État libéral, est en fait très approximativement ce qu'eût été le Kaiser si celui-ci était un homme du Yorkshire et un homme de loi, au lieu d'être Anglais pour une moitié, Hohenzollern pour l'autre, et empereur oint par-dessus le marché. Pour ce qui est des libertés populaires, l'histoire ne fera pas de différence entre M. Asquith et Metternich.

C'est parler comme une suffragette, d'avant la guerre encore. Tout cela est assez gaiement dit et d'une gaieté sans grande amertume. L'exagération est si énorme qu'elle cesse d'être méchante. Le lecteur ne commence à se fâcher que quand Shaw veut lui faire prendre ses saillies pour des vérités profondes. Ce mécontentement va jusqu'au malaise quand Shaw piétine les sentimens les plus respectables et sincères de ses compatriotes. L'Angleterre a déclaré la guerre à l'occasion de l'envahissement de la Belgique par les Allemands. Tous les peuples l'en honorent. Elle-même se sait gré, très naturellement, d'avoir pris les armes pour une cause aussi belle, aussi sacrée. Ne pensez pas que Shaw lui permette de s'en applaudir.

Lui qui voudra tout à l'heure fonder la paix future du monde sur des contrats passés entre les grandes nations de l'Occident, il trouve tout aussi naturel que le chancelier allemand le geste qui déchira un chiffon de papier. Est-ce que tous les traités ne sont pas chiffons pareils et n'ont pas été mis en pièces tour à tour? Shaw omet volontairement ce qu'il y eut de vraiment humain dans l'acte de l'Angleterre, non moins que toute la longue tradition politique qui détermina sa décision de secourir la Belgique. Toute cette partie de son argumentation serait à traiter simplement d'odieuse, si on consentait à la prendre au sérieux et si l'on n'y apercevait pas la grimace du pince-sans-rire qui cherche à « faire bondir » l'Angleterre.

Ainsi compromet-il par le voisinage de ce cynisme laborieux des boutades de meilleur aloi, comme celle où il proteste contre les Anglais trop satisfaits et trop pressés qui voudraient déjà porter sur leur poitrine l'inscription de « sauveurs des Belges » et réclame à la place pour les Belges celle de « sauveurs de l'Angleterre. » On lui concéderait aussi volontiers le droit de s'égayer un instant aux dépens des impérialistes notoires subitement oublieux de leurs doctrines : « Nous ne pouvons pas crier pendant des années que nous sommes de la race des bouledogues et puis brusquement poser pour les gazelles. » Il amuse quand il décónseille à l'Angleterre de se présenter au Congrès final dans l'attitude de « l'innocence maltraitée » *(injured innocence)*, ou quand il s'accuse de gâter « la sainte image entourée d'un halo que le journaliste britannique chauvin voit juste en ce moment quand il regarde dans le miroir. » Ce sont là coups d'épingle à l'amour-propre humain, peut-être inopportuns, mais permis au moraliste.

Ce grand railleur de fadaises est-il lui-même sans ses momens de naïveté ? Examinant les raisons pour lesquelles l'Angleterre aurait pu rester en dehors du conflit et attendre que l'Allemagne, ses autres ennemis vaincus, l'attaque à son tour, ne s'écrie-t-il pas :

> Pourquoi ne pas compter sur notre marine, sur l'extrême improbabilité que l'Allemagne, si triomphante qu'elle soit, fasse à son peuple dans la même génération deux appels aussi terribles que ceux de la guerre ? Pourquoi ne pas compter *sur la sympathie des vaincus, et sur l'appui de l'opinion publique en Amérique et en Europe quand notre tour serait venu?*

On aurait lieu de trembler pour le salut de l'Angleterre si

Shaw occupait la place de son ennemi sir Edward Grey au Ministère des Affaires étrangères au lieu d'être le premier comique de son pays.

Non seulement il est plus ingénu qu'il ne le pense, mais nous dirions, si nous n'avions peur de lui faire trop de peine, qu'il y a en lui un « jingo » qui s'ignore. Il est au fond de lui très convaincu que le grand, le premier rôle dans la guerre revient aux Anglais, que leurs soldats sont les meilleurs, qu'à eux il appartiendra de dicter les termes de la paix. Et au total, ses rancunes exhalées, ce frondeur n'a pas sur la conduite à tenir pendant la guerre des idées bien différentes de celles de la majorité. Ses griefs sont surtout rétrospectifs. Il estime que la lutte une fois engagée doit être menée jusqu'au bout sans fléchir. Il se sépare tout net d'un socialiste pacifiste comme Keir Hardie. Il entend qu'on fasse tout le nécessaire pour en finir avec le Kaiserisme. Sa conclusion, avec ses visions d'un millénaire diplomatique et social, avec l'entêtement qu'il met à choquer le lecteur, avec son mélange de trivialité et d'éloquence, ne manque ni de force, ni de grandeur :

Nous devons faire servir cette guerre à donner le coup de grâce à la diplomatie médiévale, à l'autocratie médiévale, à l'exportation anarchique du capital, et à convaincre le monde par sa conclusion que la démocratie est invincible, et que le militarisme est un sabre rouillé qui se brise dans la main. Nous devons rendre nos soldats libres et leur donner des foyers qui vaillent la peine de se battre pour les sauver. Et nous devons dépouiller les ordes guenilles de notre impeccabilité et nous battre en hommes qui ont tout à gagner, même un bon renom, nous inspirant et nous encourageant de nobles desseins bien définis (la noblesse dans l'abstrait ne beurre pas les navets), de manière à démontrer, à quelque prix que ce soit, que la guerre ne peut pas nous abattre, et que celui qui n'ose pas en appeler à notre conscience n'a rien à espérer de notre terreur.

A bon entendeur salut. Les Anglais sont malmenés, mais tout de même Shaw dit au Kaiser : N'y viens pas! Et son attitude n'a guère varié dans les dix-huit mois qui ont suivi. Sa volonté de conclure ne s'est pas démentie. Il n'a modifié que ses animosités intérieures. Il lui faut toujours un adversaire, mais il en change. Au temps de ses campagnes dramatiques, il disait : « Moi et Shakspeare. » Ce fut ensuite, nous l'avons vu : « Moi et Grey. » Or il s'est avisé depuis d'un ministre entre tous populaire et qu'il y avait en conséquence plus d'éclat à attaquer, et il dit aujourd'hui : « Moi et Lloyd George. »

***

Si Shaw est, comme il s'intitule lui-même à l'occasion, le charlatan ou le diseur de boniment du radicalisme, on peut définir G. K. Chesterton, nous n'osons dire comme le clown, mais comme l'équilibriste ou le funambule de l'orthodoxie. Il est vrai qu'il faut singulièrement étirer le mot d'orthodoxie pour l'adapter à un écrivain qui sans doute soutient en religion le catholicisme et combat le socialisme en politique, mais se fait le champion de la démocratie et de la Révolution française. Ce n'est donc qu'avec force réserves qu'on peut le traiter, comme l'a fait Wells, de représentant de l'esprit réactionnaire. Son attitude est singulière au point d'effarer le public anglais à peine moins que celle de Shaw. Opposés comme ils le sont l'un à l'autre, divergens comme le mysticisme et le rationalisme, ils se rejoignent par l'amour du paradoxe.

Chesterton emploie à l'ordinaire ses paradoxes à la défense des idées traditionnelles. Il rend la morale admise surprenante, le bon sens étrange, par la façon dont il les préconise. Cet homme volumineux, outrageusement corpulent, semble une gageure parmi les Anglais maigres d'aujourd'hui. Le caricaturiste le représente à bon droit comme marchant sur sa tête. Logicien et humouriste, il n'excelle à rien tant qu'à pousser à l'absurde les idées de l'adversaire. Curieux spectacle que les mouvemens de sa verve et les articulations de son raisonnement. Cela amuse, cela éblouit. A trop haute dose il fatigue, mais il est loisible de le lire avec discrétion.

La guerre n'a rien changé à ses façons coutumières. Son esprit n'en a pas été assombri. Toutefois, si nous autres Français éprouvons quelque gêne devant son entrain, nous n'avons pas à craindre avec lui les impiétés patriotiques de Bernard Shaw. Nous nous sentons rassurés par une entière conformité de vues et de sentimens sur tous les points essentiels. Lui et nous avons mêmes amis et mêmes ennemis, mêmes amours et mêmes haines.

Dès le début de la guerre, Chesterton écrivit un article assez considérable sous ce titre : *Comment l'Angleterre en est venue à s'y mettre.* Il y justifiait contre les pacifistes entêtés la participation de l'Angleterre au conflit. Son argumentation s'y fonde tout simplement sur la sainteté des traités. Loin d'accepter

comme Shaw la thèse allemande, il la relève et la combat point par point. Aux Allemands qui excusent leurs péchés en invoquant les velléités de pécher qui ont dû exister chez leurs adversaires, Chesterton réplique qu'il s'en tiendra aux faits constatés, aux actes accomplis : « Si l'on dit que les Français *voulaient* attaquer les Allemands, il suffit de répondre que les Allemands *ont* attaqué les Français. » Mais tout le passage est intéressant :

Ici comme ailleurs, je crois que les professeurs semés sur toute la plaine de la Baltique manquent de lucidité et du pouvoir de distinguer les idées. Naturellement il est très vrai que l'Angleterre a des intérêts matériels à défendre et qu'elle se servira probablement de l'occasion offerte de défendre ces intérêts, ou, en d'autres termes, que l'Angleterre, comme tout le monde, serait plus à l'aise si la Prusse était moins prédominante. Le fait reste que nous n'avons pas fait ce qu'ont fait les Allemands. Nous n'avons pas envahi la Hollande pour saisir un avantage naval et commercial, et ils ont beau dire, soit que nous aurions voulu le faire dans notre cupidité, soit que nous avons eu peur de le faire dans notre couardise, le fait reste que nous ne l'avons pas fait. A moins de tenir devant nos yeux ce principe de bon sens, je ne conçois pas comment on pourrait jamais juger une querelle. Un contrat peut être passé entre deux personnes uniquement pour des avantages matériels de côté et d'autre, mais on suppose en général que l'avantage moral demeure à la personne qui respecte le contrat. Assurément il ne peut pas être malhonnête d'être honnête, — même si l'honnêteté est la meilleure politique. Imaginons le dédale le plus complexe de motifs indirects, il n'en reste pas moins que l'homme qui tient sa parole pour de l'argent ne saurait être pire que l'homme qui manque à sa parole pour de l'argent... On peut qualifier l'Angleterre de perfide en manière de résumé historique et déclarer qu'on est convaincu dans son for intérieur que M. Asquith avait juré dès sa petite enfance la ruine de l'Empire germanique, — que c'est un Annibal et un haïsseur des aigles. Mais tout cela dit, c'est un non-sens de traiter un homme de perfide parce qu'il tient sa promesse. Il est absurde de se plaindre de la trahison soudaine d'un homme d'affaires parce qu'il aurait observé ses engagemens avec ponctualité, ou de la secousse déloyale donnée à un créancier par son débiteur qui lui aurait payé ses dettes.

De la même manière Chesterton établira que l'Allemand est le barbare par excellence. Car le vrai barbare n'est pas celui qui est moins cultivé, dont la civilisation retarde. Ce n'est pas le nègre d'Afrique ni le Canaque de la Nouvelle-Calédonie. C'est celui qui se dresse contre la civilisation, qui en nie et combat le principe essentiel. C'est l'Allemand qui renie la parole donnée et n'admet même pas qu'il y ait pour l'homme un devoir qui

consiste à tenir sa parole. Du coup il fait crouler ce qui est le support même de la vie sociale.

Et Chesterton de conclure dans un mouvement d'éloquence lyrique qui succède curieusement à ses plaisanteries familières de tout à l'heure :

Nous nous battons pour la loyauté des contrats et des rendez-vous, pour la fidélité des engagemens et des assignations, pour tout ce qui fait de la vie autre chose qu'un cauchemar désordonné. Nous nous battons pour le bras long de l'honneur et de la mémoire, pour tout ce qui peut soulever l'homme au-dessus des sables mouvans de ses besoins et lui donner la maîtrise du temps.

Mais son attitude se montre plus au vif encore dans une brochure récemment publiée et qui n'a pas eu le temps de se répandre beaucoup chez nous : *Les Crimes de l'Angleterre.*

C'est une amusante riposte aux accusations accumulées par les Allemands contre l'Angleterre depuis le début de la guerre. L'humouriste leur réplique : « Quel beau sujet vous aviez là, mais comme vous l'avez gâché! Que vous vous y prenez donc mal! Vous ne savez pas mieux incriminer les Anglais que vous justifier vous-mêmes. Quand on vous reproche un forfait, comme le torpillage de la *Lusitania*, vous ne présentez pas une excuse, mais une dizaine d'excuses. » Et pour le bénéfice du prétendu professeur allemand Whirlwind (tourbillon), il établira la loi qu'il faut s'en tenir à une seule justification. Écoutons-le :

Si un commerçant avec qui vous n'avez que de très légers rapports sociaux vous surprend en train de jouer avec les sous de sa caisse, vous pouvez lui expliquer que vous vous intéressez à la numismatique et que vous êtes collectionneur de monnaies, et il se peut qu'il vous en croie. Mais si vous lui dites ensuite que vous l'avez pris en pitié à le voir surchargé de disques de cuivre peu maniables, et que vous étiez en train de les remplacer par des six-pence d'argent à vous, cette nouvelle explication, loin d'accroître sa foi dans l'excellence de vos motifs (chose étrange), ne fera que la diminuer. Et si vous êtes assez malavisé pour être frappé d'une autre idée lumineuse et pour lui dire que ses sous étaient des sous faux que vous cachiez pour le sauver d'une perquisition de la police, ce commerçant peut même se montrer assez bizarre pour requérir la police contre vous.

Or ce n'est en aucune manière exagérer la façon dont vous avez ruiné les bonnes excuses que vous pouviez offrir pour justifier le torpillage de la *Lusitania*. J'ai de mes yeux lu les explications suivantes, provenant apparemment de votre plume : 1° que ce vaisseau était un transport amenant des soldats du Canada; 2° qu'à défaut, c'était un navire marchand trans-

portant illégalement des munitions pour le front français: 3° que, comme les voyageurs avaient été avertis d'avance, l'Allemagne était justifiée de les faire sauter jusqu'à la lune; 4° qu'il y avait des canons à bord, et qu'il fallait torpiller le vaisseau, attendu que le capitaine anglais allait justement faire feu; 5° que les autorités anglaises ou américaines, en jetant la *Lusitania* à la tête des commandans allemands, les ont exposés à une tentation irrésistible, — chose apparemment démontrée par le fait que le vaisseau était arrivé à la minute fixée sur l'horaire et qu'il y a un principe mystérieux en vertu duquel prendre le thé à l'heure du thé justifie l'empoisonnement du thé; 6° que le vaisseau n'a pas du tout été coulé par les Allemands, mais par les Anglais, le capitaine anglais ayant résolu de se noyer, lui et un millier de ses compatriotes, pour provoquer un échange de notes vives entre M. Wilson et le Kaiser. Si cette intéressante histoire est vraie, je puis seulement dire que ce suicide frénétique par dévouement aux intérêts les plus lointains de sa patrie mérite presque au capitaine le pardon de son crime. Mais ne voyez-vous pas, mon cher professeur, que la richesse même et la variété de votre génie inventif jette un doute sur chacune de vos explications considérée en elle-même? Nous autres qui vous lisons en Angleterre arrivons à un état d'esprit auquel il n'importe plus guère que vous offriez telle ou telle explication, ni même que vous n'en offriez aucune. Nous sommes prêts à vous entendre dire que vous avez coulé la *Lusitania* parce que les Anglais, ces fils de la mer, vivraient plus heureusement, comme les poissons, en eau profonde — ou encore parce que toutes les personnes qui étaient à bord revenaient en Angleterre pour y être pendues....

Autre conseil au professeur Whirlwind : quand on veut répandre des mensonges nécessaires, ne pas les adresser à ceux qui savent la vérité, — ne pas dire aux Esquimaux que la neige est verte, ou aux nègres d'Afrique que le soleil ne brille jamais sur le continent noir. Mieux vaut dire aux Esquimaux que jamais le soleil ne luit sur l'Afrique, et puis, se tournant vers les Africains, voir s'ils croiront que la neige est verte. De même, la manœuvre sûre est de calomnier les Russes auprès des Anglais et les Anglais auprès des Russes. Mais ne pas affirmer aux Anglais que Scarborough est une forteresse, ni que Mr. Morel (le gallophobe) est un homme universellement admiré en Grande-Bretagne. Les Anglais ont vu Mr. Morel, ils ont également vu Scarborough.

En troisième lieu, ne vous vantez pas perpétuellement de votre Kultur dans une langue qui prouve que vous n'êtes pas cultivés. Vous prétendez au droit de vous imposer au monde entier pour la raison que vous êtes farcis d'esprit et de sagesse et que vous en avez assez pour l'univers. Mais les gens qui ont assez d'esprit pour en remplir l'univers en ont assez pour remplir un paragraphe de journal. Et il est rare que vous puissiez en

achever un sans être monotones, à côté, ou inintelligibles, ou en contradiction avec vous-mêmes, ou à bout de forces... Nous ne pouvons pas croire ce que vous nous dites de votre éducation supérieure, à cause de la manière dont vous le dites. Si un Anglais dit : *I don't make no mistakes in English, not me*, nous pouvons comprendre sa remarque, mais non y souscrire. Dire : « Je parler le Frenche language, non demi » est compréhensible, mais non convaincant.

Mais à tant insister sur la préface, on manque de temps pour le livre lui-même. Le voici en quelques mots : pour aider les Allemands qui ne savent pas s'y prendre, Chesterton dira, lui, les vrais crimes de l'Angleterre. Dans ce dessein, il parcourra à grands pas l'histoire entière de son pays. Sa brochure est le pendant anglais de l'*Histoire de deux Peuples*, par Jacques Bainville, où toute la politique ancienne et moderne de notre patrie est jugée sur ses relations avec l'Allemagne, approuvée si elle combat l'Allemagne, honnie si elle s'accorde avec elle. De même, selon Chesterton, toutes les fois que l'Angleterre s'est associée avec la Prusse, qu'elle a subi l'influence germanique, et pris l'Allemagne pour modèle, elle a dévié de sa vraie voie, elle a mis en péril son intérêt et son idéal. L'infatuation pour Luther, pour Frédéric le Grand (dit le héros protestant), pour Blücher, autant d'étapes vers le cataclysme actuel. C'est la politique à la prussienne qui a si longtemps désolé l'Irlande. Une des pires bévues des dernières années a été la remise d'Héligoland au Kaiser. Carlyle, enthousiaste du germanisme et sinistre glorificateur de 1870, a tourné la tête à la Grande-Bretagne. Son influence néfaste a conduit sa patrie au bord de l'abîme. L'Angleterre n'a commencé vraiment à réparer ses erreurs qu'en prêtant son concours à cette bataille de la Marne, qui a sauvé le monde de la nouvelle invasion des Barbares.

Il est douteux que les historiens de l'avenir contresignent la doctrine de Chesterton sans lui demander des retouches. Mais la thèse est originale, opportune, et, jusque dans ses excentricités, donne à réfléchir. Après tout, la guerre est comme la lentille du microscope qui, dans la tache imperceptible à l'œil nu, fait surgir le monstre jusqu'alors insoupçonné.

*
* *

L'intrépidité avec laquelle Chesterton explore le passé a pour pendant celle de H. G. Wells à explorer l'avenir. Peu

d'hommes de lettres ont autant écrit que Wells depuis le début de la guerre, et aucun n'a autant prophétisé. Prophéties à ce point nombreuses et diverses qu'il est arrivé ce qui était inévitable : la moitié environ en a été confirmée, l'autre moitié démentie par les événemens. Mais Wells n'éprouve aucune gêne de l'échec partiel de ses prédictions. Dans ses pages les plus récentes, *Demain?* il persévère intrépidement dans son prophétisme. Il y reconnaît d'ailleurs si franchement ses erreurs et en prend si crânement son parti! Il est si fier de ses prévisions justifiées et si peu contrit des autres! Et puis, comment lui oser chercher chicane? Ne dit-il pas qu'il laisse aux « oisifs » le plaisir de rechercher ses erreurs dans ses écrits et qu'il livre la supputation de ses coups manqués à ceux que cela peut amuser? Excusons-nous d'avance s'il nous arrive d'en supputer un ou deux. Et lui, excusons-le sur ses tentations de prophète, car elles ont été grandes.

Je me suis laissé dire qu'il y a quelques années, un ami de Wells, lui aussi romancier de talent, était tombé gravement malade, dans le Sud de la France. Son état empirait, et la mort était proche. Ses médecins n'inspiraient au moribond aucune confiance. Dans le trouble de la fièvre, il allait répétant à ceux qui le soignaient : « Il n'y a qu'un homme qui puisse me sauver, qui ait l'esprit assez ingénieux et inventif pour trouver le remède qu'il me faut. Appelez Wells. Télégraphiez-lui de venir. » Or, à l'heure où l'Angleterre à peine armée s'avisa du péril allemand, plus d'un des lecteurs de Wells dut se dire que la recette scientifique, le salut, était peut-être là, dans la tête surprenante du romancier. Le Wells des romans dits scientifiques avait imaginé de si étranges machines de combat, rêvé de guerres si neuves et si savantes, conçu de si colossales batailles sur terre et dans l'air, à coups de chimie et d'électricité! Rappelez-vous l'effrayante descente des Martiens en Angleterre, la guerre aérienne entre la Germanie et les États-Unis, etc. Il était naturel de tourner vers lui un regard d'attente et d'espoir, — espoir de je ne sais quel engin merveilleux qui armât formidablement l'Angleterre et décidât d'un coup la victoire. Est-ce que notre Jules Verne n'avait pas été le premier à diriger un ballon et à faire naviguer un sous-marin? Or, Wells, qui, ayant un coin de cruauté dans l'imagination, combine Jules Verne avec Edgar Poe, n'était-il pas tout désigné pour la création de

l'arme inouïe, semeuse d'épouvante, qui serait le salut des Alliés? N'apporterait-il pas au monde la formule libératrice? Comment en vouloir à Wells s'il l'a cru un peu lui-même?

On l'a vu, revenant à ses visions de guerre dans les airs, faire campagne pour l'emploi d'avions sur un plan gigantesque. Ce seraient des escadres de milliers d'aéroplanes qui, franchissant les tranchées où se tapit l'envahisseur, voleraient au delà, parmi les troupes au repos, dans les villes de l'arrière, jusque dans la lointaine Allemagne, pour répandre l'incendie et la mort. Les Alliés se sont-ils inspirés de ce projet du journaliste? C'est après qu'il eut paru, notons-le au crédit de Wells, qu'ont effectivement commencé ces raids d'escadrilles aériennes dont les communiqués nous ont dit les hardiesses et les succès, — ramenés, il est vrai, à des proportions plus modestes que le programme du romancier, pour lequel n'existent ni les difficultés de la création réelle, ni la résistance de la matière.

Wells s'est, avec moins de bonheur, aventuré dans la stratégie, et, pour atteindre ses fins stratégiques, dans la diplomatie. Il a vu dans la Hollande la clé de l'Allemagne. Diplomatie qui effraya la censure anglaise, car son article, destiné à un journal de Londres, ne put paraître, en février 1915, qu'à New York. C'était un appel à la Hollande de sortir de sa neutralité. Qu'elle ouvre son territoire aux Alliés, leur permettant de gagner par cette voie défendue le cœur de la Germanie, et ce sera la victoire finale hâtée de bien des mois. Et, du même coup, ce sera le salut de la Hollande, qui ne peut être assuré que par la victoire de l'Angleterre. Seuls, les Alliés lui garantiront son indépendance, son territoire respecté, même agrandi. Ainsi Wells en appelait à la fois aux intérêts et aux sentimens de la Hollande. Mais, en romancier tourné vers l'avenir et peu renseigné sur le passé, — Wells méprise le passé, qui, de temps à autre, se venge, — il posait naïvement en principe une sorte de communauté de souvenirs et d'aspirations entre la Hollande et la Grande-Bretagne. Il ignorait vraiment trop l'histoire.

Il n'avait nulle idée des souvenirs amers laissés dans les Pays-Bas par un empire colonial aujourd'hui très diminué, par une suprématie navale disparue, le tout au profit de l'Angleterre. C'est ce que lui rappela, avec quelque ironie, M. H. W. van Loon, le journaliste hollandais qui lui répondit, lequel protesta de sa grande pitié pour les Belges, de la grande

sympathie de son pays pour la France, mais déclina, au nom de ses compatriotes, cette invitation venue de la Grande-Bretagne à risquer la mort en rompant pour elle avec la Germanie. Pénible réplique, un peu méritée tout de même par l'écrivain trop sûr de lui, qui s'improvisait à la fois historien et diplomate.

Il faut bien le dire, il y a chez Wells une intrépidité de jugement, qui fait de lui un des plus entraînans parmi les auteurs, mais qui tout de même devance trop l'examen des faits. Il doit relire aujourd'hui avec surprise cette phrase qu'il écrivait en décembre 1914 : « L'armée allemande est tout ce que les partisans de la conscription rêvaient de faire de notre peuple. C'est, en fait, une armée qui est d'environ trente ans en arrière de ce qu'exigent les conditions contemporaines. » Ou que pense-t-il de son mot sur « la prétendue faculté organisatrice des Allemands *(sham efficient Germans)?* »

Au moment où on serait enclin à l'accuser de trancher des questions qu'il connaît mal, il nous désarme d'ailleurs en avouant lui-même son ignorance. Il a le curieux privilège de la connaître et cependant de n'en être ni gêné ni repentant. Le voici, par exemple, c'est en août 1914, qui refond la carte de l'Europe. Il éprouve une allégresse extrême à penser que toute l'Europe, toute la société, peuvent être remaniées. « C'est, dit-il, une époque d'une incalculable plasticité. » Et il s'en donne à cœur joie. Il fait hardiment une Suisse au centre même de l'Europe, avec les résidus slaves, bohêmes et hongrois de l'Autriche. Il supprime d'un trait de plume les rois des Balkans, car il ne voit pas le besoin « de conserver ces pustules d'ambition maligne sur la belle face du monde. » Puis il ajoute : « Voilà mon idée personnelle du but où nous devons viser dans cette guerre... Très manifestement, dans toutes ces questions je suis bel et bien un ignorant. Très manifestement, mes plans sont fort mal digérés *(crude stuff)*. Et j'admets que j'ai le sentiment d'une présomption absurde à m'asseoir devant la carte de l'Europe, comme un convive devant le canard qu'il va découper... » Mais cela ne le retient pas de découper le canard, et il affirme même que c'est le devoir de tout homme moyennement intelligent de faire ainsi de la géographie politique.

Son audace de profane apparaît plus au vif encore dans cette fougueuse lettre au *Times* qu'il écrivit le 31 octobre 1914,

au moment où une descente allemande sur les côtes anglaises ne paraissait pas impossible. Il y préconise la levée en masse, la mobilisation instantanée de tout ce qu'il reste d'hommes non employés sur le front belge, des trop jeunes et des trop vieux, armés de carabines, employant pour se concentrer tous les véhicules imaginables. Les experts, c'est-à-dire les spécialistes, ont raillé cette idée, mais Wells rend aux experts dédain pour dédain :

Que les experts ne se fassent pas d'illusion sur ce que nous autres, gens ordinaires, nous ferons si nous trouvons un beau matin des soldats allemands sur le sol anglais. Nous nous battrons. Si nous ne pouvons pas nous battre avec des fusils, nous nous battrons avec des carabines de tir; si nous ne pouvons pas nous battre d'après les règles de la guerre faites apparemment par les Allemands pour ligoter les experts militaires britanniques, nous nous battrons selon nos lumières intérieures. Il se présentera une multitude d'hommes et un nombre non petit de femmes, pour tirer sur les Allemands. Il sera impossible de les en empêcher après les histoires belges. Si les experts tentent de s'interposer avec leur pédantisme, *nous tirerons sur les experts.*

Sans doute, nous comprenons trop bien qu'à la pensée d'une invasion la souffrance s'exalte jusqu'à la frénésie. Mais que dire de ce mépris des experts, au fond duquel on aperçoit une foi effrénée en l'incompétence individuelle, un anarchisme infini? Ce qui est ici particulièrement curieux, c'est que Wells s'était montré d'un bout à l'autre de ses œuvres partisan d'une organisation scientifique rigoureuse de la société, et que cette organisation ne se comprend guère sans experts, qu'elle est l'inverse même de cette improvisation militaire qu'il recommande ici. En somme, dans une heure de passion, Wells contredit sa pensée maîtresse.

Il y aurait quelque chose de pathétique dans sa situation présente si lui-même paraissait le moins du monde en souffrir. Lui qui eut pour idéal une société où les laboratoires remplaceraient les temples, où les savans tiendraient lieu de prêtres, où la vie sociale, matérielle et intellectuelle, serait dirigée par l'État socialiste puissant et instruit, il avait été conduit à proposer un modèle de perfectionnement national, qui ressemblait beaucoup plus à l'Allemagne des chimistes et des techniciens qu'à ce pays de l'empirisme, de la liberté hasardeuse, du progrès au petit bonheur qu'est l'Angleterre. Mais par momens,

dans son patriotisme exacerbé par la guerre et le péril, il oublie tout de ses systèmes. En bonne foi, nous ne lui en voulons pas. Nous l'aimerions même davantage de s'humaniser ; s'il était un rien plus modeste, nous lui saurions gré de céder à l'instinct et de raisonner (ou déraisonner) comme le premier venu.

Il est toutefois un ordre d'idées où il montre plus de persévérance, et où d'ailleurs, pour une bonne raison, nul démenti ne lui a été infligé par les faits. C'est quand il décrit l'avènement de la paix prochaine, — de cette paix qui sera définitive. Car, ainsi que le dit le titre d'une de ses premières brochures, la guerre actuelle est « la guerre qui mettra fin à la guerre, » et, comme l'exprime le titre d'une autre, la paix qui la suivra devra être « la paix du monde. »

Wells, qui nous a décrit dans ses romans des guerres effrayantes comme des cauchemars, n'a été guidé vers ces sujets, dit-il, que par son horreur même de la guerre. Il a voulu en détourner les hommes par la peinture des invraisemblables massacres qui résulteraient de l'emploi des armes scientifiques nouvelles. Il est lui-même un pacifiste déterminé, mais en idéaliste, non point à la manière d'un utilitaire comme Norman Angell, qui condamne la guerre parce qu'elle ne fait pas ses frais.

Or, dit Wells, c'est là justement la seule chose honorable et attrayante qu'on puisse dire de la guerre. Rien de ce qui vaut vraiment la peine qu'on le recherche dans la vie ne fait ses frais... L'amour ne fait pas ses frais, l'art ne fait pas ses frais, l'honnêteté n'est pas la meilleure politique ; la générosité invite les natures basses à l'ingratitude. A quoi bon cet argument de petit marchand ? Il révolte tous les hommes honorables.

Non, ce pour quoi Wells exècre la guerre, c'est parce qu'elle est « atrocement laide, cruelle, destructrice d'innombrables beautés. » Et puis, par-dessus le marché, « parce que c'est une chose assommante. C'est un insupportable ennui. La guerre et la préparation à la guerre, les impôts, l'exercice, l'intrusion dans toute activité libre, l'arrêt et le roidissement de la vie, l'obéissance à des gens de troisième ordre vêtus de l'uniforme, dont les Allemands ont été les infatigables protagonistes, — tout cela est devenu une intolérable plaie pour l'humanité entière. »

Cet antimilitarisme est plus tenace chez Wells que ses autres sentimens. On le retrouve, avec l'espoir d'une paix qui sera pour toujours dans ce *Demain?* qui est en train de paraître. Pourtant, telle est la nature impulsive de l'auteur que l'on a pu se demander un instant s'il n'allait pas verser dans l'autre sens et adorer ce qu'il avait brûlé.

Il écrivait en octobre 1915 un article : *Looking ahead!* qui est de sa part bien surprenant. La guerre, y déclarait-il, a transfiguré l'Angleterre. Jamais Wells, qui n'avait encore consacré à sa patrie que des satires, ne l'a vue aussi noble : « L'Angleterre est aujourd'hui un pays plus propre, plus endurci, plus brillant et plus beau qu'il n'était en août 1914. Elle a l'âme plus suave et est à tout prendre plus heureuse qu'il y a un an. » Le luxe frivole a seul perdu. Ce qui frappe l'observateur étranger, c'est le nombre inouï de soldats, la *khakification* de la Grande-Bretagne. Des millions de jeunes gens qui eussent végété dans la routine de la vie industrielle ou commerciale ont été élevés à l'héroïsme... Et c'est mieux encore pour l'avenir. Une grande transformation sociale s'accomplit. Les volontaires n'ont-ils pas leur vie assurée par l'État? Les femmes ne reçoivent-elles pas des allocations après le départ de leurs maris, des pensions après leur mort? « Toutes les ressources du pays sont pour les hommes qui servent leur pays, doctrine qui s'étendra facilement du temps de guerre au temps de paix. » Une multitude de traditions et de préjugés sont en train de s'évanouir. « Cette guerre nous a changés. L'Angleterre est aujourd'hui mobile et plastique comme elle ne le fut jamais jusqu'ici. L'Angleterre est en fusion. L'Angleterre qui était un rocher est vivante. » Rien n'y sera plus comme auparavant. Le sceptre financier passera de la Grande-Bretagne aux États-Unis. « L'Angleterre cessera d'être le pays *gras* du monde. Le douteux privilège de cette graisse ira de l'autre côté de l'Atlantique. » Ce ne sont pas les classes inférieures qui auront le plus souffert de la guerre : ce sont celles qui avaient des réserves d'argent, des capitaux placés :

Nous soutenons cette guerre avec nos économies, avec notre graisse sociale. Toute la communauté en est appauvrie, mais, à proportion, les riches deviennent plus pauvres et les pauvres plus à l'aise. Il se détruit beaucoup de richesse, mais beaucoup de richesse aussi se distribue... L'Angleterre qui sortira de cette guerre sera une Angleterre plus maigre,

plus expérimentée et plus démocratique. Elle aura rompu avec ses habitudes d'acquiescence et de liberté chaotique. Son imagination aura été excitée à l'activité. Et il sera arrivé quelque chose d'analogue à toutes les communautés européennes.

Car c'est à l'Europe entière, sachons-le bien, que Wells étend le bienfait de la guerre dont nous jouissons. Étrange pacifiste qui s'est ainsi oublié un jour. On comprend mal qu'il ait pu revenir ensuite à ses rêves de paix éternelle. Et cette preuve s'ajoute aux indices déjà relevés pour montrer tout ce qu'il y a d'imaginatif chez ce systématique, de capricieux dans ce dévot de la science. Avec ses airs de laboratoire, il est l'homme le plus impatient d'expérimentation attentive, le plus emporté par sa verve, le plus conduit par la folle du logis. Cette constatation nous rendra peut-être moins prompts à croire en ses prophéties ou en ses panacées. Elle nous fait apparaître aussi la grande part de jeu intellectuel, — souvent bien entraînant et vivifiant, — qui subsiste dans son sérieux même. Si l'écrivain politique en est un peu endommagé, le romancier n'en souffrira pas.

*
* *

Comme il y a l'antithèse de Shaw et de Chesterton, il y a celle de Wells et de Kipling. Celle-ci était depuis une quinzaine d'années un des lieux communs de la littérature anglaise. Elle s'est encore accentuée avec la guerre. Wells représente une réaction récente et violente contre les instincts et les traditions de l'Angleterre. Kipling représente l'Angleterre même. Tout ce qu'il y a de profond et de séculaire dans le sentiment national s'est condensé dans ses livres. La loi morale et sociale qui a régi le développement de l'Empire britannique a trouvé son expression merveilleusement imaginative dans les livres de la Jungle, — loi d'empirisme, de vaillance et de discipline, lutte constante contre les élémens de désordre et de violence trouble.

Très franchement Kipling a été de tout temps impérialiste et guerrier. Il avait une foi assurée dans l'hégémonie anglaise, avant que la menace du pangermanisme lui fût connue. Il croyait de toutes ses forces à la supériorité d'une nation, de sa nation. Son idéal a été une vie d'action incessante, d'énergie employée à la colonisation et à l'organisation de la terre : tâche d'honneur, mais aussi devoir redoutable, le lourd fardeau du blanc. De la fermentation démocratique et socialiste qui

agitait son pays à l'intérieur, il s'était détourné avec une irritation inquiète. Rien de plus constant chez lui que le dédain du parlementarisme et de la bureaucratie, que son mépris des hommes qui, parlant ou griffonnant, prétendaient diriger de Londres les volontés vaillantes et intelligentes éparses sur toutes les frontières de l'immense empire.

Rien en lui du pacifiste. Il aimait la guerre, il adorait les soldats, admirant par-dessus tout le courage et l'esprit de sacrifice. Il ne considérait d'ailleurs pas la prospérité matérielle comme un idéal, la jouissance ou le repos comme un but. Agir, tendre ses forces à les briser, c'était le seul bonheur qu'il reconnût. Il était le poète et le romancier de l'héroïsme. Mais son impérialisme se distinguait du pangermanisme par les conditions profondément différentes de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. L'Allemagne ne pouvait réaliser son rêve que par la guerre européenne et la conquête. L'Angleterre largement pourvue avait surtout à organiser ses possessions presque illimitées. D'autre part, l'esprit anglais d'individualisme s'opposait en lui à l'étatisme germanique. Pour Kipling, la vertu primordiale était l'initiative; il exaltait le caractère plus que la science; la discipline consentie, non la discipline machinale.

Aussi la guerre présente ne pouvait-elle pas être envisagée par lui avec le même courroux, la même angoisse, la même stupeur, que par les radicaux surpris au beau milieu de leurs rêveries pacifistes. Kipling y vit plutôt une secousse opportune donnée à des énergies qui commençaient à somnoler. Il l'accepta comme une chose inévitable et peut-être salutaire. Les deux peuples qui visaient à l'hégémonie devaient nécessairement un jour affronter leurs forces. Il n'y avait qu'à être le plus fort. Et sans doute il se fût abstenu de toute condamnation morale de l'ennemi, si celui-ci eût respecté les lois fondamentales dont pas même la guerre ne dispense.

La terre est une jungle, bien entendu. Elle n'est pas, probablement ne sera jamais, ce paradis que voient en songe les pacifistes et où les loups fraterniseront avec les agneaux. Mais vous savez que, même dans la jungle, il y a une loi, un bien et un mal, une vertu et un vice, une foi et une perfidie. Il est de certaines choses qui ne doivent pas y être faites. Or, les Allemands se sont mis hors de la loi de la jungle. Ce sont les chiens rouges, les Dholes, que tous les autres animaux se

doivent réunir pour exterminer. Par la violation de leur foi jurée, par les atrocités dont ils se sont souillés, les Allemands sont sortis de l'humanité. Et c'est ainsi que dans un discours prononcé pour le recrutement, à Southport, devant dix mille auditeurs, Kipling posera la question :

L'Allemand ne reconnaît l'existence d'aucune loi, — moins encore de celles auxquelles il a souscrit lui-même. Il est exécrable pour avoir, de propos délibéré, accumulé en Belgique les horreurs. Donc, tant qu'il existera une Allemagne non brisée, la vie sera intolérable sur cette planète, non seulement pour nous et nos alliés, mais pour toute l'humanité... Il n'y a aujourd'hui que deux catégories dans le monde : les êtres humains et les Allemands.

Voilà qui est simple et net et décisif. Ces mots prononcés, Kipling donne congé à toute théorie, à tout examen des causes, à toute prophétie sur la paix à venir. Il ne disserte pas, il n'argumente pas, il agit. Et il y a plaisir à passer de tant de pages, où les plus belles et ingénieuses paroles semblent un peu vaines, à celles de Kipling où chaque mot est un appel direct à l'énergie.

A cet égard, ses vers et sa prose se valent. Leur objet est précis et immédiat. Il s'est employé à activer le recrutement des volontaires pour l'armée de Kitchener, tantôt stimulant les enrôlemens par le récit de sa visite au front français, par l'admiration de l'immense effort que fait notre nation tout entière, d'où l'Angleterre doit tirer un exemple et une leçon; tantôt signalant aux hésitans de son pays les durs travaux quotidiens de ces recrues spontanées dont les camps recouvraient peu à peu la campagne anglaise. Ou bien il est allé parmi ces marins qui lui sont si chers. Non pas exactement sur la flotte royale, mais explorant « les franges de la flotte, » évoquant pour les millions d'Anglais et d'alliés qui s'en doutaient à peine, l'incessant labeur, si monotone et si périlleux, de cette multitude presque anonyme qui sert d'auxiliaire à la flotte régulière, — de ces officiers de marine retraités, de ces matelots du commerce et de ces pêcheurs qui, par une vigilance de toutes les heures, jour et nuit, montés sur les embarcations les plus hétéroclites, draguent les mers, surveillent les sous-marins allemands, visitent les navires suspects, assurent aux autres les routes du trafic, tiennent libres les côtes anglaises et bloquent l'Allemagne, — en un mot garan-

tissent à la Grande-Bretagne cette absolue prédominance maritime en quoi l'Entente met un de ses plus fermes espoirs de victoire définitive.

Croquis vifs et elliptiques, raccourcis parfois déconcertans, notes trop succinctes pour supporter d'être analysées, qu'il faut lire intégralement et compléter en les lisant, vibrations successives d'un œil rapide, — tout le contraire de ce journalisme qui, autour d'une seule maigre impression, d'un pauvre fait isolé, accumule indéfiniment les mots.

Et, tout le temps, Kipling a un objet pratique. A l'Angleterre encore déconcertée par la grandeur des sacrifices spontanés que lui offrent tant de ses enfans, il s'acharne à faire sentir les devoirs que cette abnégation impose au reste du pays. Il admire les volontaires et réclame pour eux l'unanime admiration :

Dieu sait qu'ils se donnent assez de peine, ces soldats, ces sous-officiers et ces officiers, avec cette manière masquée et cette sourdine de nos hommes quand nous sommes réellement au travail. Ils sont tous au commencement des choses; ils créent dans le chaos; ils font face aux nécessités à mesure qu'elles apparaissent; ils trouvent des pierres d'achoppement dans toutes les directions et ils les écartent à force de simple bonne volonté, de bonne humeur, d'abnégation, de sens commun, et autres vieilleries de rebut...

Car toute l'Angleterre ne s'est pas mise en mouvement d'un coup, et Kipling attaque avec une mordante ironie ceux de ses compatriotes qui n'ont encore incliné aucune de leurs commodités personnelles devant les besoins de l'heure, ceux dont le paisible et décent confort entend n'être pas dérangé d'une ligne par le tumulte des apprêts militaires. Il nous montre autour du manoir ce parc dans lequel manœuvrent des artilleurs, mais avec défense expresse de passer sur le terrain de golf, — défense très gênante, car, comme le dit à Kipling un des canonniers : « Ça vous coupe vos effets de tactique. » Et Kipling d'ajouter : « L'impudence parfaite, comme la parfaite vertu, est inexpugnable, et, après tout, les éclairs de cette guerre qui ont mis en relief tant de résolution et d'esprit de sacrifice, doivent également faire ressortir certaines âmes et certaines institutions qui sont incorrigibles. »

Ailleurs, il nous promène dans un camp de magnifiques volontaires canadiens, tous en pleine activité, et il nous trace

à côté quelques silhouettes de ces réfractaires à l'enrôlement qui correspondent là-bas aux embusqués de chez nous :

Trois jeunes hommes parfaits de santé, qui étaient en train de réparer le gazon d'une pelouse de golf, interrompirent leur tâche pour venir regarder les Canadiens. Deux jeunes cavaliers (également robustes) montés sur des chevaux de sang, les genoux au menton et leur selle entre les oreilles du cheval, traversèrent la pelouse au petit galop. Le bruit des automobiles militaires agita leur monture. Les cavaliers civils ont à subir de grands ennuis aujourd'hui. Un gentleman s'est déjà plaint de ce que ses galops personnels sont saccadés par les roues des canons et irrémédiablement abîmés.

Ainsi va Kipling, combattant avec sa plume, recrutant avec son ironie, réconfortant de sa cordialité tous ceux qui donnent à la patrie leur peine ou leur sang, cinglant les dernières résistances de l'égoïsme et de la torpeur. Il est moins à compter parmi les littérateurs de la guerre que parmi les soldats. Il a donné à la préparation de la victoire toute l'énergie de son talent, comme il lui a donné, hélas! son fils unique, tombé sur le champ de bataille.

*
* *

C'est assurément par Kipling qu'il conviendrait de conclure, si l'on se réglait ici pour leur distribuer des places sur le seul génie des écrivains. Il est le plus original comme le plus illustre parmi les littérateurs anglais de ce temps. Cependant, il a paru à propos de laisser le dernier mot à John Galsworthy parce que c'est lui qui, de tous, nous apporte la réponse la plus complète et la plus commodément formulée à la question : « Que fera l'Angleterre pour le succès commun? »

L'esprit de Galsworthy dut être, au moment où la guerre éclata, troublé entre tous. C'était un démocrate résolument réformateur, un critique obstiné de l'idéal anglais traditionnel, voisin par les idées de Shaw et de Wells. Comme eux, il était pacifiste résolu. Il dira dans le *Credo* qu'il écrivit en décembre 1914 :

Je crois en la paix de tout mon cœur. Je crois que la guerre est un crime, — une noire souillure faite à l'humanité et au bon renom de l'homme. Je hais le militarisme et le dieu de la force. J'irais à n'importe quelle concession pour éviter une guerre d'intérêt matériel, une guerre qui ne reposerait pas sur des principes, car je me méfie profondément du sens ordinairement donné à ces mots : l'honneur national.

Mais il était dès avant la guerre aussi différent de Shaw et de Wells par le tempérament qu'il se rapprochait d'eux par ses idées. C'était avant tout un psychologue, et ses romans fameux tels que *Les Pharisiens de l'île* et l'intraduisible *Man of Property* se distinguaient par un sérieux dans la satire même, un besoin de justice et de vérité, qui témoignaient d'une conscience scrupuleuse jusqu'à l'inquiétude.

La souffrance de cette conscience, lorsque la guerre fut déclarée, ne pouvait s'étourdir par des paradoxes brillans ou de téméraires visions d'avenir. Il semble qu'il ait d'abord éprouvé une stupeur douloureuse. Il connut ce noble tourment dont souffrirent à la fin du XVIIIe siècle les Coleridge et les Wordsworth mis en demeure d'opter entre leur patriotisme et leur amour de la Révolution française. Pour Galsworthy, il s'agissait de savoir s'il approuverait la participation de l'Angleterre à la guerre continentale. Il n'avait, pas plus que Wordsworth, la faculté de s'aveugler sur les défauts ou sur les responsabilités antérieures de son pays. Si le crime présent de l'Allemagne éclatait aux yeux, il n'en était pas moins certain que l'Angleterre avait été conquérante et accapareuse dans le passé.

Où d'autres se jetaient, le cœur léger, dans la mêlée, Galsworthy pesait donc le pour et le contre, et c'est après un examen poignant que dans le même *Credo* il concluait pour sa patrie et pour la guerre :

> Je ne crois pas que le chauvinisme jaloux et apeuré ait jamais été plus que la frange sale du pacifisme anglais, et je proclame ma foi sacrée que ma patrie est entrée en guerre, non par peur, ni par espoir d'agrandissement, mais parce qu'elle le doit, pour l'honneur, pour la démocratie, et pour l'avenir de l'humanité.

Depuis le jour où il eut atteint cette conclusion, Galsworthy n'a plus cessé d'exprimer sa propre détermination de mener la guerre jusqu'au bout et d'inculquer à ses compatriotes, particulièrement à ces pacifistes parmi lesquels il se rangeait naguère, une résolution semblable à la sienne.

Il a voulu aussi expliquer le caractère de ses compatriotes aux étrangers, aux neutres. Et c'est ainsi que, l'année dernière, il était amené à écrire pour une revue d'Amsterdam un article qu'il intitulait *Diagnostic de l'Anglais*. Il ne semble pas que cet

article ait pénétré chez nous, et c'est dommage. Il nous intéresse au premier chef, car il émane d'un romancier qui s'est révélé le juge le plus pénétrant, le plus indépendant aussi, du caractère national, que l'Angleterre ait produit depuis Meredith. Et puis, ce diagnostic est tout dirigé vers la solution que nous cherchons. Galsworthy établit que l'Anglais est, surtout par sa faute, mal connu sur le continent, que d'ailleurs il se connaît mal lui-même. Or, il est une des principales valeurs de la guerre européenne, et il est nécessaire de saisir son caractère pour pronostiquer l'issue de la lutte.

Il est impossible de suivre d'un bout à l'autre l'analyse que nous offre Galsworthy, et d'ailleurs le regret qu'on a d'omettre un bon nombre de considérations tirées du tempérament physique, du climat, de la géographie, des *Public Schools* et des institutions politiques, est amoindri par la pensée que, depuis les *Notes sur l'Angleterre* de Taine et les travaux de Boutmy, sans parler des belles études récentes d'André Chevrillon, de semblables remarques sont familières en France. Contentons-nous de glaner quelques avis donnés au passage.

D'abord, « il ne faut pas juger l'Anglais sur sa presse, qui, recrutée, à quelques exceptions près, parmi ceux qui ne sont pas des Anglais-types, est bien des fois trop montée en couleur pour représenter le véritable esprit anglais... Il ne peut pas non plus être jugé sur la partie de sa littérature qui est le mieux connue sur le continent. L'Anglais proprement dit est incapable d'expression ; il est inexprimé. » Et ici, Galsworthy se trouve en parfait accord avec Kipling pour reconnaître qu'un des traits caractéristiques de l'Anglais est la répression de la personnalité enseignée comme un devoir dans les *Public Schools :* « Ne montrez jamais vos sentimens, — les montrer n'est pas viril et assomme autrui. Ne criez pas quand vous vous faites mal, car cela vous rend insupportable aux autres... Évitez toute emphase de parole et de manière, sous peine de vous faire moquer de vous. » Cette maxime est suivie à tel point que, sauf dans sa presse, l'Anglais a l'habitude de tout atténuer *(understate).*

Les étrangers s'y trompent, — n'a-t-il pas été dit au début de cet article que nous autres, Français, avons pu nous en étonner et presque nous en scandaliser? — et ils appellent indifférence ce qui est peur de l'effet et de l'éclat. Kipling, de

son côté, avait été frappé, dans son séjour en France, des fâcheuses interprétations que nous donnions à ces litotes anglaises : « S'il nous est difficile de comprendre les Français, écrivait-il, il est plus difficile encore pour les Français de nous comprendre. Je ne les en blâme pas. Par exemple, vous vous rappelez S... causant de cette infernale affaire que nous avons eue en avril dernier. Impossible de lui en faire dire plus que : *'Twas damned unhealthy.* (C'était diablement malsain.) Et il est comme nous tous Anglais. Et que diable voulez-vous que les Français fassent de cela? Nous sommes tous aussi inarticulés que nous l'étions à notre premier jour. »

Ne nous méprenons donc pas sur ce tour de langage qui est un trait de caractère, et cessons d'y voir un manque de conviction, de sérieux ou d'intensité. Galsworthy en tire au contraire argument de force latente. Et il estime qu'il faut de même mettre au nombre de nos raisons de confiance la lenteur de décision et de mouvement de ses compatriotes. Enfin, rassemblant toutes les caractéristiques diverses qu'il a relevées chez l'Anglais, il aboutit à cette conclusion qui vaut d'être signalée :

Il faut qu'on mette une chose sous le nez d'un Anglais pour qu'il se décide à agir. Faites-le et il continuera d'agir après que tous les autres se seront arrêtés. Il vit beaucoup dans le moment présent parce qu'il est essentiellement un homme pratique, et non un homme d'imagination. Son manque d'imagination le rend, au regard du philosophe, un peu ridicule. Dans les affaires, cela lui nuit au départ, mais une fois qu'il s'est mis en train, cela lui donne une incalculable force d'endurance. L'Anglais, en partie par manque d'imagination et de sensibilité nerveuse, en partie par aversion innée des extrêmes et par habitude de réduire au minimum toute expression de ses sentimens, est l'exemple parfait de la conservation de l'énergie... Il a besoin d'être convaincu et il faut un tas de preuves pour le convaincre. Il absorbe les idées lentement, à contre-cœur; il préfère ne rien imaginer du tout, à moins d'y être obligé, mais à proportion de la lenteur avec laquelle il s'avance est la lenteur avec laquelle il recule !...

Pour la situation particulière à laquelle l'Anglais doit aujourd'hui faire face, il est terriblement bien adapté. Parce qu'il a si peu d'imagination, si peu de faculté d'expression, il économise ses nerfs tout le temps. Parce qu'il ne se jette jamais aux extrêmes, il économise son énergie de corps et d'âme. Preuve a été faite depuis six mois (1) que les hommes de toutes les nations sont à peu près également doués de courage et d'esprit de sacrifice; c'est d'autres qualités que l'on doit attendre la victoire dans une

(1) Ceci était écrit au début de 1915.

guerre d'épuisement. L'Anglais ne s'analyse pas, il ne médite pas, ni ne voit plus loin devant lui qu'il n'est nécessaire, et il lui faut son bout de plaisanterie. Ce sont là des avantages effrayans et merveilleux...

Quand commença cette guerre, l'Anglais frotta ses yeux tout embués de pacifisme. Il se les frotte encore un peu, mais de moins en moins chaque jour. Profondément épris de paix par habitude et par tradition, il comprend vraiment aujourd'hui qu'il est plongé dans la guerre jusqu'au cou. Pour quiconque le connaît bien, *c'est quelque chose* (1)!

On doit avouer franchement que, du point de vue esthétique, l'Anglais privé de lumières et d'ombres, vêtu d'un complet marron, et surhumainement d'aplomb sur ses pieds, n'est pas trop attrayant. Mais pour la lente besogne de la guerre actuelle, usante, déchirante et terrible, l'Anglais qui se bat de son propre gré, qui manque d'imagination, humoriste, combatif, pratique, jamais porté aux extrêmes, optimiste muet et invétéré, et terriblement tenace, est sans aucun doute équipé pour la victoire.

Paroles réconfortantes, et d'autant plus dignes de foi qu'elles partent d'un homme moins disposé à l'illusion patriotique, qui dans toute sa carrière de romancier a pesé sans indulgence le bon et le mauvais du caractère national et qui, le connaissant du dedans, l'a jugé avec l'impartialité d'un étranger.

Mais la conclusion à laquelle atteint Galsworthy est au fond la même où aboutissent les quelques écrivains dont il a été parlé, si divers que soient leurs tempéramens et leurs points de vue. Shaw lui-même, pour qui sait lire sa vraie pensée sous ses sarcasmes, ne fait pas exception. Et une affirmation de foi semblable sort des pages d'une multitude d'autres hommes de lettres, prosateurs ou poètes, qui n'ont pu malheureusement trouver place dans ce choix trop restreint et un peu arbitraire : Thomas Hardy, Edmund Gosse, Arnold Bennett, Jerome K. Jerome, Conan Doyle, Hilaire Belloc, Maurice Hewlett, Laurence Bynion, pour n'en citer que quelques-uns. Tous s'entendent pour réclamer que la guerre soit conduite sans fléchir jusqu'au bout et pour qu'elle soit décisive. Tous sont d'accord pour croire que l'Angleterre est pour sa part capable de la mener à bonne fin, et aucun d'eux ne doute un instant que, ce que l'Angleterre peut, elle ne le veuille.

ÉMILE LEGOUIS.

(1) En français dans le texte.

LA VIE CHÈRE [1]

II

CHEZ NOS ENNEMIS

« Beaucoup d'Allemands du Nord, écrivait récemment, dans le *Berliner Tageblatt*, M. Théodor Wollf, ne se trouveront pas mal de modérer leur consommation de beurre ; car, dans ce pays, les personnes que l'indigence ne préserve pas des excès de nourriture sont souvent affligées d'une monstrueuse obésité. Il y a des peuples qui savent se nourrir et qui ne voient pas la nécessité d'ajouter du beurre au fromage. »

Il y en a, n'en doutez pas, monsieur Wollf, et parmi ces peuples figuraient les Allemands de naguère ; puisque l'Allemand de 1914 mangeait le double de ce que mangeait celui de 1870. Les chiffres le prouvent sans réplique, et les hommes politiques d'outre-Rhin le constataient, non sans orgueil, avant la guerre.

I

C'est assez dire que, si les jeunes générations nées au sein de cette abondance récente, si même les vieilles gens qui s'étaient graduellement accoutumés à ce bien-être croissant, éprouvent quelques tiraillemens d'estomac à perdre en quelques mois les satisfactions de bouche qu'ils avaient gagnées en un

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1916.

demi-siècle, il n'en est pas moins vrai que l'Allemagne actuelle pourrait être sevrée de beaucoup de vivres sans être « affamée, » ni en danger de souffrir de la faim.

Nous savons tous d'ailleurs que les intérêts matériels ne comptent plus dans cette guerre ; l'Allemagne a sacrifié les siens aux rêves d'une ambition morbide, et nous ne nous soucions plus des nôtres, maintenant que le sang de nos fils a été répandu à flots. Ce ne sont ni les embarras économiques, ni le manque d'argent qui mettront fin à la lutte; ce ne sera pas davantage la pénurie des armes et des munitions, puisque, des deux côtés, elles se multiplient sans cesse ; mais ce sera un jour l'inégalité d'effectifs des armées belligérantes, parce que les hommes ne se fabriquent pas et ne se renouvellent pas comme les choses. Ce jour-là, l'Allemagne qui, la première, déchaîna le « nombre » et triompha par lui, sera vaincue par le « nombre » à son tour.

Jusqu'ici, notre blocus, suscitant chez nos ennemis la hausse de nombreuses marchandises, provoque seulement une certaine gêne et entretient un mécontentement assez naturel parmi la foule germanique, qui ne comprend pas pourquoi la guerre dure toujours, puisque les Alliés sont, lui dit-on, depuis longtemps terrassés.

Ce blocus, en raison des ménagemens dus aux neutres, fut ultra-bénin tout d'abord : d'août 1914 à mai 1915, durant les dix premiers mois de guerre, l'exportation d'Allemagne en Amérique avait à peine *diminué de moitié*, par rapport aux dix mois correspondans de 1913-1914. Mais, si l'on envisageait le mois de mai *isolément*, elle n'avait plus été que de 15 millions de francs en 1915 contre 75 millions en 1914. Pour l'importation des États-Unis en Allemagne, à ne considérer que les statistiques, elle était tombée à presque rien ; mais les cotons, les laines et les blés faisaient un détour et entraient par les petites portes scandinaves et hollandaises. Avec une mansuétude, que d'aucuns de ses dirigeans dans le Cabinet taxaient de duperie, l'Angleterre attendit jusqu'à fin septembre pour déclarer que « le pavillon ne couvrirait plus la marchandise. »

Les Allemands, eux, avaient crié bien avant qu'on ne les écorchât ; c'est même une contradiction piquante que celle du gouvernement de Berlin : s'il veut protester contre le blocus et réclamer la liberté des mers, il laisse entendre que le pays est

affamé et manque de tout; s'il est question de la durée de la guerre et des chances de victoire, il annonce que l'Allemagne ne manque de rien et pourra tenir indéfiniment.

En tout cas, si l'on pouvait *faire du pain avec des lois*, l'Allemagne en aurait à revendre, car ce n'est point de lois sur les denrées et marchandises que l'on chôme en Germanie depuis le début des hostilités; et ce n'est pas non plus d' « associations, » de « conseils, » d' « offices, » de « comités, » de *Kriegswirthschaftsgeselleschaften*, « centrales d'achats de guerre. » Ces bureaux copieux, — il en est plus d'une centaine peut-être, — où brille ce que nos voisins appellent complaisamment « leur génie d'organisation, » sont composés partie de fonctionnaires, partie de professionnels de bonne volonté, chargés d'inventorier, acheter, réquisitionner, transformer, répartir, contrôler, taxer, vendre et rationner la plupart des alimens et des matières premières.

Tous participent des pouvoirs dictatoriaux dont le Conseil fédéral a été investi par la loi initiale du 4 août 1914, que des lois, décisions ou décrets postérieurs sont venus peu à peu préciser, étendre ou corriger. « Il y a déjà eu dix ordonnances sur les pommes de terre, disait au Landtag le ministre de l'Agriculture prussien. Il n'est certainement pas agréable de prendre toujours de nouvelles ordonnances. La critique est facile, et l'on est beaucoup plus avisé lorsqu'on sort de la salle des délibérations que lorsqu'on y entre... » Ce colossal effort de bureaucratie, quelque louable qu'il puisse être, ne mérite pas l'admiration béate où les Allemands se sont complu devant les rouages compliqués de leur appareil disciplinaire.

A entendre M. Walther Rathenau, fils du fondateur de la grande Société d'électricité, — *Allgemeine Elektric Gesellschaft*, — conférencier sur les « Centrales » d'achat devant un auditoire respectueux, on croirait que le groupe de techniciens-patriotes dont il fut le chef a sauvé l'Allemagne de la disette et permis au printemps de 1915 le succès de son offensive en Galicie. Tout au contraire, si l'on écoute les plaintes des commerçans, la « Société centrale d'achats » aurait commis nombre d'erreurs, renchéri les prix en opérant des déplacemens inutiles de marchandises et diminué la qualité des produits mis en vente, pour n'en avoir pas pris le soin nécessaire en magasin. Dans un pays où l'Est rural et producteur devait nourrir

l'Ouest industriel et consommateur, la question des denrées était pour beaucoup une affaire de répartition.

Or, le soi-disant « génie d'organisation, » prompt à prendre un pavé pour tuer une mouche, a surtout institué quelques paniques qui ont réjoui les Alliés. Il manquait à l'Allemagne, l'an dernier, environ 23 millions de quintaux de *froment* qu'elle achetait habituellement à l'étranger ; mais comme elle avait supprimé ses exportations de *seigle*, dont elle récolte sur son territoire 110 à 115 millions de quintaux, elle se trouvait, avec les 40 millions de quintaux de froment de son propre sol, être seulement en déficit d'une quinzaine de millions de quintaux de grains, défalcation faite des semences, pour l'année 1914-1915, sur sa consommation de 160 millions du temps de paix.

Ce déficit théorique et positif, accru par le gaspillage inévitable des réquisitions de guerre, par les lenteurs de transport d'un point à l'autre de l'Empire, par le peu de goût qu'éprouvaient pour le pain bis les consommateurs de pain blanc, finit par aboutir au rationnement, aux cartes de pain et à la fabrication du fameux pain de seigle presque « complet, » dit KK (*Kartoffel*, pomme de terre, et *Korn*, seigle), dont la fécule de pomme de terre alourdissait et affadissait la pâte.

Cette réglementation effrayante avait organisé surtout la dissimulation et le secret ; si bien qu'à l'été de 1915 les autorités ne purent même pas se rendre compte exactement de la récolte. En août, « on trouvait, dit le directeur de la Société des Céréales de guerre, 10 millions et demi de tonnes ; c'était bien peu, on comptait sur 14 à 15 ; le 16 novembre, nouveau recensement encore inférieur. Les statistiques officielles estimaient à 900 000 hectares la diminution de la surface cultivée en blé, ce que les agriculteurs déclaraient impossible. » De fait, les déclarations de la culture, lors de l'inventaire initial des blés, furent partout reconnues fausses et inférieures à la réalité, lorsqu'en février les introductions de blé roumain eurent dissipé les craintes de disette.

La disette n'intéressait pas les 15 millions de producteurs vivant de leur propre exploitation, parce que la quantité de 9 kilos de céréales à pain, par personne et par mois, qui leur est concédée par les ordonnances, n'est, pour ces détenteurs du stock, capables de se servir eux-mêmes, qu'une vaine formalité.

Les 30 millions de population qui reçoivent la farine de leur commune sont moins à l'aise, et les 20 millions d'habitans des villes, servis par l'Office impérial des grains, ne le sont plus du tout : les cartes de pain, à Brême, donnaient droit, le 15 mars dernier, à 1 725 grammes par semaine et par tête ; à Munich, à 1 687 grammes ; c'est moins de moitié de la consommation normale du temps de paix.

Comme ces quantités seraient insuffisantes pour les ouvriers, des supplémens sont accordés à ceux qui se livrent aux travaux pénibles. A Berlin, 600 000 cartes sont ainsi distribuées, donnant droit à un surplus de 105 grammes par jour ; la ration atteint alors 437 grammes. La qualité de ce pain paraît inquiétante lorsqu'on le voit coté 0,45 centimes le kilo dans la même localité où la farine se vend 1 fr. 65. L'écart entre les deux chiffres est significatif ; il est vrai qu'il existe de la « farine de paille » à 0,32 centimes, que la farine de maïs ne vaut que 1 fr. 10 le kilo et qu'avec les « flocons de maïs », à 0,55 centimes le kilo, on fait une espèce de panade très nourrissante.

Les listes de prix des vivres qui, des journaux allemands où ils abondent, passent quotidiennement dans les nôtres, ne donnent qu'une idée assez confuse, même incohérente, de la situation. Les uns sont exagérés et tendancieux ; les autres sont des tarifs peu sincères parce que les marchandises auxquelles ils s'appliquent, comme le pain, ont changé de nature. A Cologne, à Chemnitz, les cuisines roulantes de la ville circulent de onze heures et demie à une heure et de six heures et demie à huit heures du soir, dans un certain nombre de rues ; elles fournissent, nous dit-on, dîner et souper chaud pour une somme minime. En effet, le conducteur délivre des tickets de 25 centimes donnant droit à des portions d'un litre. Il faudrait y goûter pour savoir ce que contient ce litre et s'il n'y a pas trop de ces « succédanés » problématiques dont les Allemands sont si fiers.

Je me souviens d'une boutique sur laquelle, durant le siège de Paris en 1870, on lisait en gros caractères : « Boucherie de chien, chat et rat. » Celle-là ne trompait point son monde, elle appelait les choses par leur nom. Suivant le système qui prévaut aujourd'hui chez nos voisins, elle se fût appelée : « Boucherie de succédanés. » Car le succédané alimentaire n'est pas, comme on essaie de nous le faire croire, une invention comestible,

mais l'application de la vieille formule : « Faute de grives on prend des merles » et même des moineaux.

Leurs orateurs ont beau déclarer que « la science et la technique allemande ont découvert et mis en pratique de nouveaux produits de substitution qui nous permettront de « tenir » et seront après la guerre une richesse durable, » croyez bien que les bourgeois cossus d'outre-Rhin ne font sur leur table aucun usage de ces produits si savamment « substitués. » Les citoyens pauvres ne leur témoignent pas moins de méfiance, et c'est par contrainte qu'ils absorbaient dans leur pain le son dont les animaux étaient privés. Quant à ces derniers, vaches ou chevaux, incapables de protester contre les fourrages artificiels, fabriqués avec un mélange de sciure de bois, que leur préparait l' « Association de fourniture des Agriculteurs, » ils maigrissaient à vue d'œil. Ils ne se sont pas mieux trouvés de la merveilleuse découverte qui consiste à amalgamer, pour le bétail, de l'ammoniaque avec du sucre et de la levure.

II

L'Allemagne n'est pas en danger de manquer de viande, si l'on en croit l'affirmation de M. de Bethmann-Hollweg que, depuis le mois d'avril 1915, le troupeau s'était accru de 4 p. 100 pour les moutons, de 10 pour 100 pour les chèvres et de 16 pour 100 pour les porcs, dont l'effectif, disait le chancelier, était, au commencement de 1916, de vingt millions.

On admettra pourtant que nos ennemis ne sont pas fort à leur aise en voyant leur réglementation touffue, et d'ailleurs contradictoire sur cet article : les variations du gouvernement à ce sujet sont pleines d'indications sur les espérances et les embarras de l'Allemagne. En temps de paix, ce pays importe 40 pour 100 de sa consommation fourragère; c'est la pénurie de fourrages qui a engendré la crise de la viande. L'importation du bétail, sur pied ou abattu, ne représentait que 225 millions de francs, et les quantités introduites venaient surtout des Pays-Bas, du Danemark ou de la Suisse; tandis que le maïs, l'orge, les tourteaux et le riz faisaient ensemble plus d'un milliard de francs.

Au début, l'Allemagne, estimant que la guerre serait courte, que les stocks nationaux et les ressources considérables de

la Belgique et du Nord de la France devaient parer à tous les besoins, ne prit aucune précaution. Après la bataille des Flandres il devenait évident que la guerre durerait longtemps et que le cheptel germanique subirait une assez grande diminution. La disette de fourrages imposait d'ailleurs l'obligation de sacrifices immédiats. L'élevage bovin étant le plus précieux et le plus difficile à reconstituer, l'État ordonna l'*abatage en masse des porcs*. De 25 millions en 1914 le chiffre des porcs était tombé, au 15 avril 1915, à 16 millions et demi. La viande ainsi obtenue servit à constituer des provisions et tous les fourrages disponibles furent réservés aux vaches et bœufs.

Dans l'été de 1915, le resserrement du blocus démontra que, faute de fourrages, les bovins allemands allaient périr; une nouvelle décision fut suggérée aux pouvoirs publics : l'élevage des porcs fut repris d'une manière intensive, *et l'on sacrifia les bovins*. L'État fournit gratuitement tout ce qu'il put trouver de déchets de grains, de son, etc., aux éleveurs qui passent contrat avec lui, et les sociétés agricoles excitent leurs adhérens à profiter de ces offres : « La livraison de la pâture, dit l'office de Brandebourg, commencera bientôt pour l'hiver 1916-1917; il faut avant tout que l'élevage des truies ne périclite pas dans notre province ! »

La récolte de pommes de terre, due à une saison favorable et non point à l'utilisation *décrétée* des jardins d'agrément et des cimetières pour la culture de ce tubercule, facilita l'élevage des porcs et leur accroissement, beaucoup plus, croyons-nous, que le Statut de la nourriture du 28 octobre, où étaient édictés « deux jours sans viande, deux jours sans graisse, un jour avec viande, mais sans porc. »

Ce maigre laïque, qui défraya les conversations et les gazettes, ne donna pas les résultats attendus parce que, les ménages échappant à tout contrôle de l'autorité, il était difficile de surveiller l'observance de ces menus de pénitence et l'on ne tarda pas à l'abandonner.

Il fallut aussi renoncer aux tentatives d'introduction détournée de viande étrangère devant la saisie, par l'Angleterre, de quatre navires qui apportaient en Danemark la viande de Chicago. L'affaire avait été pourtant bien machinée : des agens allemands étaient venus s'installer dans des hôtels de Copenhague; ils y avaient constitué une société danoise, ou mieux

s'étaient introduits dans des sociétés locales, déjà connues pour leur trafic d'importation. Sous le pseudonyme innocent de *Davis*, ou autres désinences anglaises, des câblogrammes, dont la censure britannique découvrit les véritables expéditeurs, étaient envoyés en Amérique : les uns, de Copenhague, donnant des ordres de livraison à Gènes ; les autres, de Rotterdam, pour des chargemens soi-disant destinés aux ports scandinaves ; de façon à laisser inconnu, jusqu'au dernier moment, le point d'atterrissage qui serait jugé le plus favorable pour le transit.

Un code spécial avait été inventé, — le mot « arnham » voulait dire « vaisseau pour Copenhague, » — et les grandes banques de Berlin, Dresde et Francfort avaient accumulé de larges crédits à New-York. La ligne Holland-America ayant refusé les chargemens de viande, parce que les affréteurs ne pouvaient naturellement lui garantir qu'ils ne seraient pas réexportés, les maisons allemandes des États-Unis proposèrent à différentes compagnies de faire naviguer pour la circonstance quelques-uns de leurs bateaux sous pavillon américain. Ces offres ayant été déclinées, une compagnie spéciale fut formée tout exprès pour ce trafic ; mais ses premiers cargos furent arrêtés et déclarés de bonne prise en Angleterre, malgré les protestations du syndicat des usines de viande de Chicago, et nos ennemis durent renoncer à ce mode d'approvisionnement.

L'Allemagne, d'après ses statistiques, était avant la guerre, *par rapport à sa population*, plus riche en espèce bovine que les autres nations du continent : 301 animaux dont 163 vaches laitières par 10 000 habitans ; la France seule lui était supérieure, avec 371 bovins dont 196 vaches à lait. Un détail permet d'apprécier combien ce cheptel germanique est en décroissance : en deux mois de l'automne dernier, les abattoirs de Berlin ont vu passer 53 000 têtes, au lieu de 36 000 en 1914 et de 15 000 en 1913.

Les animaux abattus ne sont pas aussi gras que précédemment. La Bavière, qui exporte son bétail vers la Prusse, — on lui reproche même de l'exporter trop chichement, — fait observer, dans un document officiel, que « l'on ne saurait exiger des bœufs la même qualité qu'en temps de paix. » Les prix sont partout en hausse, mais avec de sensibles différences : la livre de bœuf, qui valait au mois de mars à Berlin 3 francs, n'en valait que 2 à Munich et 1 fr. 85 à Karlsruhe.

Or cette même viande coûtait moitié il y a un an et moins de moitié en 1914. La cherté est chose relative; pour bien apprécier celle qui sévit aujourd'hui au delà du Rhin, il ne faut pas oublier que le prix de la vie en général, quoiqu'il se fût élevé depuis quinze ans, était beaucoup plus bas que chez nous, comme d'ailleurs les salaires restaient inférieurs aux nôtres. Une enquête faite à Brême en décembre dernier par le Syndicat des métiers, chez 787 ménages ouvriers, constate qu'un tiers d'entre eux gagnaient moins de 31 francs par semaine et 130 moins de 25 francs. Rien d'étonnant si une cinquantaine déclarent ne pas consommer de viande. Chez les 735 autres qui en achètent, cet aliment représente 1 fr. 25 par semaine et par tête; la graisse (beurre et margarine) compte pour 1 franc. Dans une famille de cinq personnes, le doublement du prix de ces deux seuls articles se traduit par plus de 11 francs par semaine ou par une restriction de moitié dans leur consommation.

L'autorité les incline d'ailleurs à cette dernière solution et même la leur prescrit, puisque les cartes de rationnement, instituées à Berlin fin février, donnent droit à une livre et demie de viande et à une demi-livre de graisse de porc *par quinzaine* et par personne; on ne peut pénétrer qu'à certain jour, suivant la couleur de sa carte, chez le charcutier ou la bouchère.

Celle-ci se plaint de ne pas gagner sa vie : « On ne se fait pas idée, dit-elle, de ce que nous y mettons de notre poche avec le porc municipal... ; attendez, si la guerre dure encore un an, les cliens mendieront un morceau de viande. » En attendant, le jambon se paie, à Leipzig, 5 fr. 40 la livre depuis avril, le porc frais et le lard 4 fr. 60, le boudin 4 francs. En un mois, l'augmentation a été de 8 pour 100 et l'on s'attend à voir restreindre la fabrication des saucisses; ce qui, dans un pays où l'on mangeait deux fois plus de porc que chez nous, est aussi grave que de remanier la Constitution.

Les prix ci-dessus ne sont pas les *maxima* officiels; ces derniers sont plus bas d'un tiers, tout en étant supérieurs encore de 80 pour 100 aux chiffres de 1913. Seulement, en dépit de l'observation minutieuse à laquelle les cours sont censés soumis par le « Bureau central d'examen pour les prix des denrées alimentaires, » les maxima sont peu observés : comme ils ne

s'appliquent qu'aux marchandises indigènes, il ne se trouve plus au marché que de la viande « étrangère, » que l'on pouvait vendre 3 fr. 75 la livre quand la viande du pays était taxée à 1 fr. 80. Les choux des provinces du Nord échappent de même à la taxe en s'offrant comme « choux du Danemark. » Ailleurs, où les choux sont libres, mais où les pommes de terre sont réglementées, les paysans cèdent leurs pommes de terre au cours légal, mais *à condition* que l'acheteur prenne un chou qu'ils ont annexé au sac et qu'ils font payer 2 ou 3 francs.

Depuis que les fromages allemands sont tarifés, ils ont disparu des boutiques, les seuls qui soient en montre sont « importés. » Il faut « dénoncer ces faits à la police, » disent les journaux, pleins du récit des ruses et artifices employés pour tourner la loi. On décide que certains marchands vendront uniquement les fromages « indigènes, » d'autres les « étrangers ; » que, de ces derniers, nul n'en pourra introduire que par la « Société centrale d'achats » et avec son autorisation.

Remarquons, entre parenthèses, que ces organismes d'État ne sont pas à l'abri de tout reproche, puisque le directeur de la Centrale de lait, à Berlin, a été condamné à 500 *marks* d'amende, en février, pour mélange quotidien de mille litres de lait écrémé au lait pur. Le ministre de l'Intérieur prussien a beau stigmatiser, dans sa circulaire du 20 mars dernier, « le trafic usuraire des denrées ; » le Conseil fédéral a beau édicter pour le mois courant des pénalités renforcées, un an de prison, 10 000 *marks* d'amende, privation des droits civiques, pour vente au-dessus des maxima, refus de livraison, dissimulation ou conservation des marchandises qui y sont sujettes, etc. ; ces menaces ne prouvent que la résistance croissante à laquelle se heurte la politique de coercition et l'impuissance du gouvernement à se faire obéir, quand il s'agit d'un objet vraiment rare.

C'est le cas des graisses et huiles, animales ou végétales, sur lesquelles la « Commission de guerre » a la haute main et qu'elle se procure à prix d'or : tel « coco, » riche en glycérine, vendu par son fabricant d'Amsterdam 2 francs, est revendu, lorsqu'on lui a fait passer en fraude la frontière du Brabant, 8 francs le kilo aux autorités allemandes de Belgique. Il ne se passe pas de semaine où la Hollande ne saisisse des matières grasses dirigées en contrebande vers la Germanie : tantôt c'est un stock de mastic mélangé à de l'huile de lin ; tantôt ce sont,

à deux jours d'intervalle, des bateaux chargés d'huile pour 400 000 et 500 000 francs chacun, qui essaient de franchir sur l'Escaut le cordon douanier.

C'est en effet le plus souvent par eau que le passage est tenté et le besoin d'huile de l'Allemagne est si grand que, pour s'en procurer, elle fait frauder jusque dans les caisses à eau des remorqueurs qui regagnent son territoire : on remplissait ces caisses moitié d'huile, moitié d'eau, et les vérificateurs hollandais furent quelque temps avant de s'apercevoir de la supercherie; les contrôles se faisant en ouvrant les robinets des caisses, l'huile surnage et l'eau seule apparaît.

Les huiles et suifs alimentaires étrangers se payant couramment 6 et 7 francs le kilo aux premières stations frontières, et tel ambassadeur accrédité à Berlin étant obligé d'envoyer chercher en Suisse, à Bâle, l'huile nécessaire à la consommation de sa maison qu'il ne peut se procurer autrement, on s'explique que le tarif intérieur de 3 fr. 50 pour les produits nationaux similaires soit d'une application plutôt pénible. Ce serait le cas, ou jamais, d'avoir recours à ces précieux « succédanés » qui « ont si bien réussi, affirme un ingénieur allemand, qu'aujourd'hui peu d'industries continuent à faire usage de leurs matières premières originaires et que l'on pourrait même livrer certains articles aux Alliés. »

Cet ironiste trouverait l'utile emploi de ses facultés de remplacement dans le domaine des graisses et huiles, puisque l'Allemagne importait d'ordinaire 86 pour 100 des graines oléagineuses qu'elle travaille, et qu'elle a réduit l'an dernier la culture de ces sortes de plantes. On se borne à réquisitionner tous les corps gras, compris les savons. Encore ces derniers sont-ils indélicatement truqués par les introducteurs : « Alors qu'un bon savon, dit la *Chemiker Zeitung* du 1er mars, doit contenir 60 pour 100 de graisse, le savon qui arrive actuellement de l'étranger n'en contient que 15 et demi pour 100. » Or, il coûte 3 francs à 3 fr. 75 le kilo. Français, qui gémissez de payer le savon de Marseille 1 fr. 20, au lieu de 0,65 centimes avant la guerre, votre sort n'est-il pas enviable?

En attendant que l'on soit parvenu à obtenir des graisses avec de la levure (?), ou que l'on ait dérobé à l'égout les eaux grasses au moyen d'un appareil très vanté, les journaux d'outre-Rhin se bornent à recommander aux ménagères de s'inspirer,

dans leurs fonctions domestiques, d'un petit tract intitulé : *La cuisine avec peu de graisse*. A tous les citoyens on prêche l'économie du savon dans leur toilette : « C'est un préjugé de l'employer en abondance ; il suffit qu'il touche la peau, il en faut très peu pour se bien laver. »

III

« Peut-on dire, demande un journaliste allemand, que la population de Berlin désire très vivement ne point voir cinq cents femmes, gardées par deux agens de police, attendre devant la porte du marchand de beurre ? Peut-on dire que tout Berlinois de bon sens ne considère pas cette scène comme le complément du tableau de Berlin en temps de guerre ? » La scène, en effet, parut si peu plaisante, surtout à celles qui devaient la jouer régulièrement, que la patience leur manqua ; il y eut pour le beurre des émeutes, que l'on prit à tort chez nous pour des manifestations politiques ; mais tout de même, dans ces mutineries, le sang coula.

Le beurre coûte *officiellement* 3 fr. 35 la livre dans la capitale prussienne, où il se vendait 2 francs l'an dernier. Comme il vaut meilleur marché en Wurtemberg et en Bavière, où d'ailleurs les cartes de beurre ne donnent droit qu'à 125 grammes par semaine, les polémiques vont leur train entre confédérés, et les gens du Nord reprochent aigrement aux Bavarois l'égoïsme qui les porte à faire beurre à part. A quoi les gazettes de Munich ripostent que, si le beurre fait brèche à l'unité politique et militaire de l'Empire, c'est que Berlin, où il s'en consommait annuellement 15 kilos par tête, — cinq fois plus qu'en Bavière, — « tirait 80 pour 100 de sa subsistance de l'étranger. »

En effet, l'Allemagne importait, en 1913, 55000 tonnes de beurre. De la Hollande seule, en 1915, elle a tiré 28 000 tonnes qui sans doute lui manquent aujourd'hui. Sur ce chapitre, la législation germanique en est revenue au « chacun pour soi » du Moyen Age : les Badois, tout en se plaignant que les Wurtembergeois leur refusent du beurre, le refusent eux-mêmes à l'Alsace-Lorraine ; les juges du Grand-Duché condamnent à l'amende le marchand de Kehl qui transporte du beurre à Strasbourg sans une autorisation, que du reste on ne délivre guère.

Les œufs étaient aussi pour l'Allemagne un article d'importation : 170 millions de kilos, c'est-à-dire quelque 3 milliards d'œufs, lui venaient du dehors. L'Autriche-Hongrie ne pouvait en fournir que la moitié, et il faut croire que les œufs bulgares et polonais, qui valaient à Francfort récemment 200 francs le mille, ou même les œufs hollandais à 225 francs, n'ont pas suffi à remplacer ceux de Russie, puisqu'on a payé couramment les œufs 22 centimes la pièce à Berlin cet hiver, en dépit des Centrales d'achat et des œufs municipaux à 18 centimes, qui furent épuisés en quinze jours.

Par la hausse des prix, dont on vient de lire le détail, on conçoit que le prolétaire allemand, — il n'est pas question des riches pour qui la cherté n'est qu'un thème à conversations, — a dû restreindre la quantité de ses alimens et en changer la nature. Fût-il devenu végétarien par nécessité, il n'aurait pas le choix des légumes frais ou secs : les choux, les carottes, les épinards ont doublé de prix ; les pois, les fèves, les haricots ont triplé ; les navets et le riz ont quadruplé. Il est possible que la spéculation y soit pour quelque chose ; l' « organisation » et la taxation, qui ont fait fuir ces denrées, y ont eu certainement grande part.

Il existait de vieille date des maxima fixés par le Conseil fédéral, inférieurs de 50 pour 100 à la moyenne des cours ; mais nul n'en tenait compte. En Hesse, où, depuis la guerre, on n'a pas appliqué les taxes, les marchés se trouvent mieux approvisionnés. A Berlin, depuis le mois de mars, pour remédier au manque absolu de choux, on a suspendu les maxima sur les choux étrangers. « Par une série de mesures inopportunes, disait, il y a quelques semaines, le baron de Wangenheim aux fermiers de Poméranie, non seulement un grave dommage a été causé à notre agriculture, et le marché des pommes de terre a été complètement bouleversé ; mais une forte inquiétude a été jetée parmi les consommateurs, et une profonde amertume, bien justifiée, a gagné les producteurs. » Le secrétaire d'État Delbrück avait donc quelque raison de dire que, « pour ces articles, les questions de prix et de réquisitions sont particulièrement compliquées. »

Mais, quoique l'administration n'ait pas fait une fameuse besogne et n'ait pu transporter de l'Est à l'Ouest, faute de wagons, des quantités assez fortes pour unifier les prix, l'abon-

dance est telle que le salut des classes laborieuses vient en Allemagne de la pomme de terre. Elle vaut *officiellement*, ce printemps, 17 centimes le kilo à Berlin, ce qui nous paraît bon marché et ce que nos ennemis trouvent cher, parce que ce prix est le double des anciens et aussi de ceux actuellement pratiqués dans les campagnes de Silésie : 68 millions d'habitans, en présence d'une récolte de 54 millions de tonnes en 1915, — contre 44 millions en 1914, — devraient, semble-t-il, avoir des pommes de terre à discrétion ; et l'on s'étonne que nos ennemis s'efforcent d'en importer de Pologne, de Courlande et de Lithuanie.

On s'étonne surtout que la nouvelle carte, — car il existe aussi une carte de pommes de terre dans les grandes villes, — ne donne droit qu'à 10 livres tous les 12 jours. C'est qu'une bonne partie de ces tubercules sont de qualité fourragère, bonne pour l'alimentation des bestiaux plutôt que des hommes ; c'est encore que les réquisitions, les stocks mal conservés par les communes, le refus de vente des paysans n'accélèrent pas la consommation.

A ces pommes de terre, le sel ne manquera pas ; son prix de 15 centimes le kilo est sans changement depuis la guerre. Le sucre est à peu près dans le même cas ; l'Allemagne en exportait pour 170 millions de francs, elle était très fière de cette industrie ; la surface cultivée en betteraves s'étant réduite l'an dernier d'un tiers, il en est résulté une hausse du sucre brut de 25 à 38 francs les 100 kilos, suffisante pour doubler ou tripler les dividendes distribués par certaines sucreries, mais représentant pour l'acheteur un supplément de 13 centimes seulement. Toutefois, les quantités disponibles répondent maintenant si juste aux besoins, que les Allemands ne veulent pas laisser sortir de sucre, si ce n'est en Suisse et contre compensation. La moindre spéculation les mettrait dans la gêne ; les autorités, qui la redoutent, risquent de la provoquer en recommandant aux brasseries de ne donner que deux petits morceaux de sucre par tasse de café.

Du café, l'Allemagne en avait des stocks importans au début de la guerre, comme il convient à un pays qui en introduit pour 260 millions de francs par an et dont le café au lait constitue, avec la bière, la boisson nationale. La consommation, loin de se restreindre, a augmenté, en dépit des chimistes

qui soutiennent, mais sans succès, qu'avec la chicorée parfumée d'une légère dose de caféine, on obtient une imitation parfaite.

Les négocians hollandais ou scandinaves, seuls importateurs, profitent de la situation et les prix de gros ont aujourd'hui plus que doublé. Au détail, le café torréfié, — la vente en vert est interdite, — coûte 3 francs la livre, malgré des droits de douane très modérés, et il est interdit, sous peine de 1 500 marks d'amende ou de six mois de prison, d'en livrer plus de 250 grammes à la fois par acheteur. Le thé, moins recherché, vaut 5 francs, et il est à noter que sur tous ces articles, sur le cacao par exemple qui a doublé, la part du détaillant, son bénéfice *proportionnel* a sensiblement diminué.

IV

Quoique l'alcool soit, en Allemagne comme chez nous, un engin de guerre, puisque la fabrication de l'éther en absorbe de grosses quantités, son prix, de 193 francs l'hectolitre pour la qualité *comestible*, n'est rien comparé au nôtre. Nos voisins le trouvent aujourd'hui exorbitant parce qu'il n'était avant la guerre que de 80 à 87 francs. Présentement encore, l'alcool d'*éclairage* est chez eux à des chiffres très abordables, tandis que le pétrole est onéreux; lorsque les réserves de la société germano-américaine commencèrent à s'épuiser après sept ou huit mois de guerre et que l'on eut recours aux pétroles de Roumanie, les prix montèrent de 100 pour 100.

L'occupation russe n'avait pas causé en Galicie autant de dégâts que les Allemands le redoutaient. Dès la première moitié de mai 1915, plusieurs puits furent remis en exploitation ; dix jours après la reprise de Krosno, les premiers wagons de benzine et d'huile à graisser étaient expédiés sur le front. Le gouvernement allemand s'est entendu avec l'Autriche pour la livraison de pétroles, qu'il transporte jusqu'à sa frontière au moyen d'une canalisation construite à cet effet. Mais la production des puits galiciens est loin d'atteindre, comme le disent les journaux allemands, 75 pour 100 de la normale.

En y joignant les envois roumains, assez irréguliers par suite de la mauvaise volonté des chemins de fer hongrois, le pétrole, taxé à 40 centimes le litre, est censé représenter le

cinquième de la consommation ordinaire de l'Allemagne; en fait, les marchands, malgré la loi et la répression judiciaire, le réservent à leurs bons cliens ou le cèdent, en prime, à qui fait chez eux d'autres acquisitions. La ration officielle *d'un litre par mois* est bien maigre pour un ménage; heureux qui peut avec des protections accroître sa dose : « notre commune, écrit à la louange du sous-préfet un administré reconnaissant, a obtenu, grâce aux bons offices de la *Kreisdirection, un fût de pétrole* à répartir entre les habitans; chaque famille recevra de la sorte deux litres supplémentaires. » On prêche l'économie et les chemins de fer badois donnent l'exemple, en faisant couper les mèches de lampe de façon que la flamme ne brûle que sur une demi-circonférence.

La benzine (de pétrole) s'est payée un moment jusqu'à 2 fr. 50 le litre; mais depuis quelque temps le benzol (de houille) a été mis par les autorités militaires à la disposition de l'industrie avec plus de libéralité : Hambourg a reçu 100 000 kilos en février, et le général commandant le VIIe corps, ayant permis qu'il fût débité pur aux moteurs et aux automobiles, chacun s'est empressé de faire des provisions.

Le gaz, qui se paie maintenant à Berlin 20 centimes le mètre cube et seulement 17 centimes à Francfort, n'est pas comme en France une cause de perte pour les compagnies exploitantes, puisque c'est à peine si le charbon a haussé en Allemagne. On estime la production actuelle à 70 pour 100 de celle des plus fortes années; or, en 1913, l'extraction avait été de 195 millions de tonnes, dont 40 millions vendues à l'étranger. Nos ennemis peuvent donc supporter sans dommage la mobilisation de nombreux mineurs, et l'emploi intensif des wagons pour l'armée qui a diminué l'activité des houillères. Leurs mines sont pour eux une grande force en temps de guerre, non seulement par le bon marché du charbon, mais par ses sous-produits que leur procure la distillation mensuelle de 1 800 000 tonnes de coke : l'ammoniaque sulfurique, le benzol et le toluol, utiles à la fabrication des explosifs.

Exportateurs de houille, les Allemands sont grands importateurs de bois; tant arbres à feuilles que conifères, ils en introduisaient pour plus de 300 millions de *marks* d'Autriche et de Russie. La consommation de bois sur les deux fronts a été jusqu'ici à peu près égale : les forêts de Pologne et les terri-

toires occupés leur ont fourni le bois nécessaire au front oriental ; tandis que pour le front Ouest, une fois qu'ils eurent épuisé les stocks trouvés en France et en Belgique et les forêts déboisées, ils ont fait appel dans une très large mesure aux sources de l'Allemagne, où les prix ont alors rapidement augmenté.

Le mètre cube, en madriers de 80 millimètres, qui valait 67 et 69 francs à Cologne et à Berlin en août 1914, vaut aujourd'hui 97 francs à Berlin et 112 francs à Cologne ; soit 40 pour 100 de hausse dans le Nord et l'Est, et 60 pour 100 dans l'Ouest. L'autorité militaire craint de manquer de noyers pour l'armement ; certains se sont vendus jusqu'à 800 francs, et l'on a décrété la saisie de tous les noyers sur pied et de toutes les pièces de cette essence mesurant un mètre de longueur sur six centimètres d'épaisseur.

Le bois à papier fait également défaut ; depuis plusieurs années avant la guerre, par suite de la surproduction et des bas prix qui en étaient la conséquence, la situation de l'industrie du papier en Allemagne était critique. Sur 46 Sociétés, 30 ne donnèrent aucun dividende en 1913-1914 ; la moyenne de revenu des autres ne dépassait pas 3 et demi pour 100. Depuis la fermeture de la frontière russe, la Suède seule exporte la cellulose, et nous savons, nous autres Français, à quel prix. L'association des fabricans germaniques a, depuis le 1er avril, augmenté ses prix de 33 pour 100 ; certains, pour ne pas vendre à perte, ont restreint leur production. Quelques-uns suggèrent au ministre de réquisitionner tout le vieux papier et les déchets de carton ; d'autres conseillent de développer l'abatage des épiceas en Pologne russe. Un petit nombre de journaux ont jusqu'ici majoré leur abonnement et d'une façon insignifiante.

Suivant la méthode de parcimonie puérile, dont nous avons signalé quelques exemples, le ministre de l'Instruction publique de Bade recommande, pour ménager le papier, de diminuer les devoirs des élèves ; les fonctionnaires ailleurs ont reçu l'ordre de ne plus laisser dans leurs lettres de service les blancs inutiles, que l'on considérait comme un protocole de respect, et d'en bannir les longues formules de politesse.

V

Les alliés de l'Allemagne, plus pauvres, moins bien outillés, souffrent davantage de la perturbation apportée par la guerre. La vie, en Autriche-Hongrie, en Turquie, en Bulgarie même, dont on a utilisé les produits indigènes sans presque lui rien apporter du dehors, est aujourd'hui plus chère qu'en Allemagne. Les agens autrichiens, jusqu'à ces derniers mois, payaient en Hollande pour certains articles des prix plus élevés que les Allemands. Ceux-ci avaient de ce fait beaucoup de peine à conclure leurs marchés. Pour obvier à cette concurrence, la commission berlinoise chargée du contrôle des achats faits à l'étranger centralise maintenant toutes les marchandises pénétrant dans l'Empire. Dès lors il devient impossible à l'Autriche de se ravitailler en Hollande; elle doit passer par Berlin et verser un courtage à ses alliés.

Quelle qu'en soit la cause, les prix de détail de toutes les denrées, blé ou viande, lait ou légumes, sont plus élevés à Vienne qu'à Berlin et plus élevés à Buda-Pesth qu'à Vienne. Je ne parle pas du Trentin, où les saucisses se paient 10 fr. 50 le kilo. La volaille, qui vaut 6 francs, à Berlin, en vaut 10 à Pesth et les oies 22 francs; le sucre, 111 francs le quintal en gros contre 38 francs en Allemagne. Les États de François-Joseph n'ont jamais été plus « dualistes; » unis jusqu'à la farine exclusivement, ils mêlent leur sang sur les champs de bataille plus volontiers que leurs denrées pour la cuisine. Dans le dernier trimestre de 1915, on a consommé à Vienne moitié moins de bœufs et de porcs que dans le trimestre correspondant de 1914 et, au prix où se paye le blé venu de Roumanie, il est clair que la classe ouvrière ne mangera pas à sa faim.

D'autant plus que les salaires restent bas, quoiqu'il y ait beaucoup moins de main-d'œuvre. On emploie des prisonniers russes à 25 et 30 centimes par jour. La consommation se restreint, en même temps que la vie civile se ralentit; 55 à 60 pour 100 des brasseries sont fermées. Le charbon, quoiqu'il soit monté depuis 1914 de 38 francs à 50 francs la tonne, nous paraît pour rien; mais le pétrole lampant à 47 centimes le litre et l'essence à 91 centimes, *non compris l'impôt*, sont une preuve que la production actuelle en Galicie est loin d'atteindre ses chiffres antérieurs.

De pétrole, en Turquie, il n'en faut plus parler ; c'est un article pratiquement disparu. Le *Tanine* exhorte les gens qui en manquent à songer la nuit à l'avenir *lumineux* que la guerre prépare à leur postérité. Quant au charbon, il est coûteux et rare sur les rives du Bosphore. Le seul point où Constantinople puisse s'approvisionner est sur la Mer-Noire, c'est-à-dire à portée de la flotte russe. Le *Gœben* et le *Breslau* ont remorqué des convois partis du port de Saynldagh, qui ne cessait d'être bombardé. La nécessité et de grosses primes ont poussé des hommes entreprenans à tenter ce voyage périlleux. Qu'adviendrait-il, si le *Gœben* éprouvait quelque accident ?

Quand ces arrivages se font attendre, on économise sur les provisions des chemins de fer, de la flotte ; on modère la lumière électrique et la marche des tramways, mais on ne peut arrêter les moulins sans risquer la disette. La question du charbon est liée en effet à celle de la farine ; les moulins qui travaillent pour la capitale ottomane sont presque tous mus à l'électricité ; les moulins à eau ou à vent ne comptent pas. Les envois de houille par terre sont difficiles avec une ligne unique de chemin de fer, accaparée encore par l'administration militaire et manquant le plus souvent de wagons.

Le ministre Talaat a assuré au Sénat que le gouvernement, « en achetant des vivres à l'étranger, avait réussi à assurer l'alimentation du peuple pour au moins deux ans. » Mais c'est une pure fable. Un Allemand, retour de Constantinople, avouait il y a six semaines qu' « étant donné l'indolence orientale, on n'a pu obtenir aucune organisation sérieuse pour le blé. »

En Anatolie, les réquisitions militaires ont raréfié les moyens de transport et, depuis dix-huit mois, elles ont fait le vide dans le voisinage des voies ferrées. « Nous mangeons, dit un Turc, du pain fabriqué avec du blé roumain. Ce pain-là est très blanc, mais il n'est pas rassurant pour nous d'en être réduit à compter sur les Balkans. A la moindre offensive russe sur le front de Bessarabie et de Bukovine, à la moindre oscillation de la politique roumaine, les livraisons deviennent problématiques. Puis, avant que les céréales ne parviennent à la Corne d'Or, il y a tant de questions à résoudre !... »

Les cartes de pain existent présentement à Constantinople, comme en Allemagne ; la gêne est grande, mais le calme est complet. « Il faut avoir vu, dit un voyageur, avec quelle impas-

sibilité, avec quelle lassitude résignée les gens attendent, des heures durant, les bras pendans, à la porte des boulangeries, pour comprendre que le peuple turc, quoiqu'il souffre, n'aura pas l'énergie de manifester, qu'il est même incapable de bouger, tant qu'il ne sera pas réduit à la dernière extrémité. » Le gouvernement a la main sur tout, et la presse locale, qui ne daigne jamais s'occuper de l'état économique de la Turquie, a complètement cessé de relater les mouvemens de protestation qui ont eu lieu à Vienne et à Berlin contre la cherté des vivres.

VI

Les raisons de la longanimité britannique sur le chapitre du coton, durant la première année de guerre, doivent être cherchées aux États-Unis, où l'ouverture des hostilités fut le signal d'une crise terrible sur ce textile. En quelques semaines, son prix tomba de 70 centimes la livre à 40 centimes, puis à 30. La navigation suspendue, un groupe de corsaires allemands écumant les mers, la récolte nouvelle du coton, de 15 millions de balles, soit une valeur de plus de 5 milliards de francs aux cours de fin juillet, irréalisable ; l'industrie et le commerce dans les États du Sud s'arrêtant parce que les planteurs, sans argent, ne payaient plus personne ; les chemins de fer et les sociétés financières de la région suspendant par contre-coup leurs dividendes : tel était, à l'automne de 1914, l'état critique auquel on ne voyait pas de remède. Les uns demandaient au gouvernement de « valoriser » le coton, suivant le système brésilien du café ; d'autres préconisaient comme œuvre de solidarité sociale l'achat par chaque ménage américain d'une balle de coton, pour venir en aide aux concitoyens du Sud. Pour leur permettre d'attendre des jours meilleurs, les banques de Saint-Louis souscrivirent un prêt de 700 millions de francs, et l'on bâtit, en vue de loger ce coton, d'énormes hangars.

Si les Alliés, sans égard à cette mévente, avaient alors mis l'embargo sur le coton, ils auraient soulevé contre eux l'opinion encore hésitante aux États-Unis. Ils patientèrent donc, se bornant à mettre obstacle à l'importation directe en Allemagne, mais laissant les neutres l'approvisionner à leur aise ; si bien qu'au lieu de 2 800 000 balles embarquées en 1913-1914 à destination des ports germaniques, il n'y en eut que 231 000 en

1914-1915; mais il en vint 600 000 par Gênes et par l'Italie en général, 500 000 par Rotterdam et 550 000 par Gothenburg et autres ports scandinaves.

Aucune pénurie de textiles ne se fit donc sentir à l'Allemagne, qui possédait de grands stocks à Brême et s'appropria tous ceux de la Belgique, du Nord de la France et de la Pologne. Lorsque, par suite de ces affrètemens copieux pour l'Europe, y compris la France et l'Angleterre qui achetèrent plus que d'habitude ; par suite aussi de la demande indigène, — jamais il n'avait été manufacturé autant de coton aux États-Unis, — le marché eut recouvré son assiette et un prix normal; lorsque l'Amérique était pleinement informée de la justice de notre cause, l'Angleterre déclara le coton contrebande de guerre.

Aussitôt (1er août 1915) le ministère prussien de la Guerre interdit la fabrication de presque tous les articles de coton, étoffes pour vêtemens, linge de corps ou de maison. Le lendemain, il prescrivit la déclaration ; le 14 août, il opéra la saisie du coton en tous ses états : bruts, filés, tissus, déchets ou chiffons. Défense de le vendre, ou de le mettre en œuvre autrement que pour l'armée ; encore les usines ne doivent-elles pas travailler plus de trente heures par semaine.

Au coton américain, du reste, nos ennemis ne renoncèrent pas volontiers. Durant la seconde quinzaine d'août, dit M. André Sayous dans une remarquable étude sur le Commerce et l'Industrie allemande, les quatre grandes banques germaniques s'entendirent pour grouper les commandes des fabricans et financer un achat collectif. Par télégraphie sans fil, un ordre fut lancé montant à 375 millions de francs : un million de balles à 75 centimes la livre, livrables à Brême, lorsque le cours était seulement de 50 centimes. Ordre colossal et platonique, puisqu'il était inexécutable, les Américains ayant reconnu la légitimité du blocus.

Faute de pouvoir renouveler ses provisions, l'Allemagne s'efforça de les économiser et d'employer d'autres matières : on a essayé de fabriquer du coton artificiel avec de la cellulose ou avec la fibre de l'ortie : cette dernière traitée d'abord, d'après un procédé fort coûteux, à l'ammoniaque, puis tout simplement, au dire du professeur autrichien Oswald Richter, avec de l'eau pure. Il ne semble pas que les résultats obtenus aient été

bien notables, malgré l'affirmation de la presse que l'on n'utilise plus pour les explosifs un kilo de coton.

Le souci de l'économie se manifeste par des conseils ou par des prohibitions : on recommande dans les paroisses de ne pas habiller de neuf les premiers communians ; inutile de mettre les garçons en noir et les filles en blanc. Le général commandant à Nuremberg la 111e division bavaroise invite les femmes qui « se croient obligées de porter des jupes très amples et de hautes bottines, et qui emploient ainsi de grandes quantités d'étoffe et de cuir en pure perte, à se contenter, vu la gravité des temps, de vêtemens étroits et de chaussures basses. »

On s'est égayé de cette charge d'un militaire contre une mode qu'il déclare « ridicule ; » que cette mode soit plus ou moins esthétique, je ne sais, et il n'y a qu'un général allemand capable de dire si elle est ou non « patriotique. » Mais qu'une mode, née sous les feux croisés des canons, dans l'horreur du sang, des larmes et des deuils, ait pu radicalement transformer les corps féminins de l'Europe et sans doute de l'univers, qui ressemblaient au commencement de la guerre à des crayons et qui ressemblent maintenant à des amphores ; que cette mode se soit imposée aux épouses, filles ou sœurs des belligérans, malgré les tranchées et les blocus ; de sorte qu'elle représente, au milieu de ce choc effrayant des peuples, où les internationalistes professionnels ont abdiqué, un vestige triomphant d'internationalisme : celui de la toilette du beau sexe ; voilà, semble-t-il, un mystère de psychologie et de « panurgisme » où les philosophes trouveront de quoi s'amuser et les couturiers de quoi s'enorgueillir.

Les autorités allemandes agissent aussi par voie de coercition : le Conseil fédéral, pour ménager la vente des étoffes et des vêtemens, a récemment interdit aux magasins de nouveautés « tous procédés susceptibles d'accélérer l'écoulement des marchandises, tels que les expositions de saison, les liquidations ou articles-réclames. » Ces règlemens, dit la *Gazette de Cologne*, « ne sont pas une preuve de pénurie, mais seulement la volonté d'être armé et d'être prêt. »

Le coton ne manque pas encore, puisqu'il n'y a pas longtemps le gouvernement en mettait 100 000 balles à la disposition des filatures qui travaillent pour l'armée. Mais il devient rare ; pour la ouate, on cherche à lui substituer le lin, comme on

fait des couvertures avec des vieux journaux et des matelas avec du papier haché, en guise de laine. Malgré les quantités de matières premières enlevées dans les territoires occupés et estimées, pour la laine seule, d'après un communiqué officiel, à 625 millions de francs, la hausse des tissus est énorme pour la population civile.

Pour l'armée, l'Allemagne avait largement de quoi l'habiller au moment de la déclaration de guerre, mais elle n'avait pas de marchandises de réserve. L'administration, que le Reichstag avait chapitrée pour avoir fait une provision de 25 millions de draps, s'était bornée à passer contrats par avance avec des entrepreneurs, qui se trouvèrent incapables de tenir leurs engagemens. Aujourd'hui, chacun des dix-huit magasins de corps fabrique, pour les troupes qui dépendent de lui, les uniformes et les chaussures « en telle abondance, dit un fonctionnaire, que nous en pourrions fournir les 4 millions d'Anglais et les 6 millions de Russes. »

Le bluff allemand est ici d'autant plus grossier que les journaux conseillent à la population de remplacer les chaussures de cuir, qui coûtent 37 francs, par des sabots ou du moins par des bottines en toile à voiles, pour la partie supérieure, dont la cambrure, la semelle et le talon sont de minces feuilles de bois collées, « ce qui, dit-on, est très chaud. » L'Allemagne exportait avant la guerre de la peausserie de luxe, — 30 millions encore en 1914, — la plus grande partie en Autriche, Suisse et Danemark. Au début, la « Société des Peaux Brutes » et celle du « Cuir de guerre » ayant réquisitionné depuis les stocks des cordonniers et des tanneurs, jusqu'aux bouchers et aux abattoirs, et les intendances enchérissant les unes sur les autres dans leurs achats, la spéculation fit monter les prix par bonds rapides jusqu'au triple du temps de paix, pour les peaux de vaches entières, et davantage pour certaines parties comme le « flanc. »

Les fabricans de cuir réalisèrent de gros profits; on cite la maison Adler et Oppenheimer, de Strasbourg, comme ayant travaillé sur le pied d'un bénéfice de 100 pour 100 de son capital de 15 millions de francs. Pour limiter ces gains, ou pour en prendre sa part, l'administration militaire exigea des tanneurs le versement de 0 fr. 62 par livre de *peau brute* employée; de sorte qu'en tirant ainsi un revenu de l'élévation des cours, elle

se trouvait frapper d'un impôt indirect de 1 fr. 25 quiconque faisait ressemeler une paire de souliers. Ce prélèvement fut réduit de moitié en octobre et supprimé en décembre 1915, quand le gouvernement édicta des maxima. Le prix des chaussures est double de celui du temps de paix; mais les autorités admettent qu'il faut de gros bénéfices pour stimuler la production, parce que, si les matières tannantes ne manquent pas, si les Allemands ont trouvé en Belgique notamment beaucoup d'extraits de quebracho, le cuir lui-même n'est pas seulement cher, il est rare.

VII

On n'a pas réussi jusqu'ici pour le cuir, comme pour le caoutchouc, à faire du neuf avec du vieux. A mesure qu'augmentait la gêne causée par la rareté du caoutchouc et de la gutta-percha, dont il était difficile de s'approvisionner, les autorités allemandes ont saisi la matière sous toutes ses formes : et d'abord les pneumatiques, bandages pleins, chambres à air, sous peine de six mois de prison et de 10 000 marks d'amende pour les non-déclarans. Les propriétaires de camions automobiles ont été dispensés, à partir du 1er janvier dernier, de l'emploi d'un bandage élastique, mais en limitant la vitesse de marche.

Quant au caoutchouc artificiel, pour lequel il y a au moins trente brevets et dont on annonce toujours le lancement, il n'est pas *commercialement* exécutable. La société de produits chimiques Fried. Bayer, d'Elberfeld, a confectionné par synthèse, suivant des procédés connus, un pneumatique offert au Kaiser, mis en usage sur une voiture impériale. C'était un travail de laboratoire, qui figure maintenant au musée industriel de Munich et, faute d'avoir résolu ce problème, c'est uniquement par la régénération des caoutchoucs usés et... par une *circulation plus réduite* des automobiles, que nos ennemis comptent se tirer d'affaire.

Pour le cuivre aussi, la refonte du vieux métal, l'économie rigoureuse du neuf et son remplacement, lorsqu'il est possible, dans les alliages par du fer zingué, — comme l'aluminium manquant a été remplacé par le fer-blanc, — sont les moyens dont se sert l'Allemagne pour parer au déficit. Elle employait

en temps de paix plus de 250 000 tonnes par an; la guerre, qui paralyse bien des industries, a suscité de nouveaux besoins, à tel point que le cuivre a doublé de prix dans le monde depuis 1913. Les cours actuels de 2 800 et 3 350 francs la tonne, suivant qualités, n'avaient plus été enregistrés depuis un demi-siècle; il faut remonter à la guerre de Crimée ou à la guerre de Sécession pour retrouver des prix semblables. Ces prix toutefois ne sont pas pour arrêter les acheteurs; l'Angleterre levait, il y a quelques semaines, aux États-Unis une option de 200 millions de kilos.

Les ressources de l'Allemagne en août 1914 étaient tout au plus normales : le total des quantités existant dans les usines (55 000 tonnes) jointes à celles existant dans les ports (6 000), chez les producteurs et les marchands, y compris une entrée de 5 000 tonnes par Rotterdam qui fit quelque bruit à Paris au commencement de la guerre, montait à 91 000 tonnes. Les prises des pays envahis (8 000 tonnes en Belgique), les quantités venues en contrebande de la Suède et les minerais allemands et austro-hongrois, représentent à peu près 70 000 tonnes, même en tenant compte des efforts pour développer la production.

En Orient, il se trouve deux mines en Bulgarie, d'ailleurs peu importantes, à Bratza et à Burgas. Les plus riches des balkaniques, celles de Bor en Serbie, produisant de 7 à 8 000 tonnes, étaient exploitées par une société française. Les Serbes ont emporté une partie de la machinerie et détruit le reste. Les Bulgares sont, disent-ils, en train de réinstaller l'exploitation.

La déclaration des cuivres, obligatoire en janvier 1915, fut renforcée en juillet par la réquisition. Toutes nos usines du Nord et de l'Est, situées dans le territoire occupé, ont été méticuleusement dépouillées de tout le cuivre qui pouvait se trouver dans leur mécanisme. Des contremaîtres venus d'Allemagne ont dirigé le travail de démontage des appareils; ce qui offrait le double avantage de confisquer un métal indispensable et de mettre ces manufactures hors d'état de fonctionner pendant de longs mois après la conclusion de la paix; mais ce qui nous imposera l'obligation d'installer nos compatriotes dans les établissemens similaires de nos ennemis au jour, proche ou lointain il n'importe, où l'Allemagne vaincue sera envahie à son tour par les armées alliées.

Les rafles s'étendirent aux objets de ménage, les batteries de cuisine furent enlevées des riches installations de Roubaix-Tourcoing. En Allemagne, les réquisitions analogues ont été plus douces, dans la pratique, que les papiers officiels ne le feraient supposer. Bien que les casseroles, les bassines, les serrures, les portes de fourneaux ou de poêles, soient exigibles en droit, — des réclames de magasin offrent les mêmes en fer « garanties contre toute réquisition, » — en fait, on a jusqu'ici reculé devant la saisie effective. Des « bureaux collecteurs » sont installés et, de temps en temps, il est fait appel à la bonne volonté de ceux qui ont des objets saisissables. On leur donne un « dernier délai, » que l'on renouvelle à l'expiration pour ceux qui n'auraient pas encore « rempli ce devoir patriotique. »

La fédération du « Heimatschutz, » qui s'occupe de conserver les traditions, a fait remarquer combien la mise à la fonte des objets d'art ancien serait regrettable et ils ont été exceptés de la saisie. Dans les tramways de Berlin, les dossiers en cuivre entre les sièges ont été supprimés ; on les a remplacés, pour la division des places, par des raies rouges tracées sur les fenêtres. On a fondu les cloches « qui ne sonnaient plus, » ou « ne s'accordaient plus avec leurs voisines ; » on a même fondu des linteaux de fenêtres, des chambranles de portes et des toits d'édifices publics ; toutes mesures qui cadrent assez mal avec l'affirmation de députés, comme von Hassel à la tribune du Reichstag, que « la provision de cuivre de l'Allemagne suffisait pour continuer la guerre pendant des années. »

Privée de cuivre, l'Allemagne, avec du charbon à discrétion et les minerais du bassin de Briey qu'elle exploite à sa guise, est, on le conçoit, beaucoup plus favorisée que nous et même que l'Angleterre sous le rapport du fer et de l'acier. La mobilisation a privé les usines germaniques de 35 à 40 pour 100 de leurs ouvriers ; elles ont dû renoncer aux équipes de nuit, employer des femmes, et la production, avec un personnel inexpérimenté, était tombée de 1 589 000 tonnes en janvier 1914 à 962 000 en janvier 1915. Elle a d'ailleurs remonté en janvier 1916 à 1 224 000, et cette réduction de 24 pour 100 n'est pas pour gêner un pays qui, sur les 18 millions de tonnes de son ancienne fabrication, en exportait 8 millions à l'étranger.

Aussi les produits des laminoirs allemands avaient-ils remplacé l'année dernière, avec de gros profits pour leurs actionnaires, les envois ordinaires de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la France, en Hollande et chez les Scandinaves.

Aujourd'hui, les fers ont monté, par l'entraînement des pays neutres, de 32 pour 100 pour la fonte la plus commune et de 76 pour 100 pour l'hématite. Mais ils sont, à leurs nouveaux prix, deux ou trois fois moins chers que ne sont chez nous les qualités similaires; ils sont égaux et même, pour le fer de choix, plus bas que ceux de l'Angleterre; tandis qu'en temps normal les produits métallurgiques du Royaume-Uni n'avaient pas de rivaux pour le bon marché. L'Allemagne jouit d'une abondance analogue pour le zinc, puisqu'elle était avec la Belgique le principal exportateur de ce métal; et l'on en peut dire autant de certains produits chimiques dont elle s'était fait un monopole.

Qu'on ne croie pas cependant que le blocus ici n'ait pas d'effet; tout au contraire; et, quoique l'affirmation puisse sembler paradoxale, son action se fera sentir beaucoup plus par ce qu'il empêche de sortir que par ce qu'il empêche d'entrer; beaucoup plus après la paix que pendant la guerre. Les résultats de ce retranchement de l'Allemagne, d'autant plus efficaces et durables que la lutte aura été plus longue, apparaîtront alors tout autrement pénibles et onéreux pour l'industrie et le commerce germaniques que la privation ou la cherté passagère de quelques denrées et de quelques substances de première nécessité. C'est ce que nous montrera l'étude de la vie et des prix actuels chez les neutres et chez nos alliés.

G. D'AVENEL.

L'ÉVOLUTION DE L'ASIE ORIENTALE

ET L'ALLIANCE JAPONAISE

(1894-1915)

Si la guerre de 1914-1916 a eu, de la part des Puissances germaniques qui l'ont provoquée, son principal motif ou prétexte dans la crise balkanique de 1912-1913, si donc c'est la question d'Orient qui en a été la première occasion, cette guerre, outre qu'elle gagnait de proche en proche toute l'Europe, l'Asie Mineure et une grande partie de l'Afrique, s'est étendue de même aux lointains parages du Pacifique, à l'extrémité de l'Asie orientale et a eu l'un de ses théâtres à la pointe du Chan-toung chinois, dans les eaux qui baignent la Chine, le Japon et l'archipel océanien.

Comment l'Asie orientale s'est-elle trouvée impliquée dans la présente guerre, devenue quasi universelle ; comment les deux grands peuples de l'Extrême-Orient, fermés jusque vers le milieu du XIXe siècle à tous rapports suivis avec l'Occident, ont-ils été entraînés dans le torrent de la politique générale du monde ; comment le Japon surtout, après être entré en alliance avec l'une des plus grandes Puissances de l'Ouest, après avoir conclu d'importans accords politiques avec deux autres de ces Puissances, est-il aujourd'hui l'un des alliés, menant avec nous le grand et bon combat contre l'agression et la barbarie germaniques, l'un des facteurs appelés à régler les destinées, à définir les conditions, à tracer la forme du prochain avenir, c'est ce que nous voudrions, en un rapide résumé et raccourci d'his-

toire, indiquer et exposer ici à l'aide de nos propres souvenirs et de quelques-uns des travaux qui, en France comme en Angleterre, en Russie, en Chine et au Japon, ont été consacrés à la période si décisive des vingt dernières années, de 1894 à 1915.

I

Cette période de vingt années s'ouvre par la guerre sino-japonaise, à la date du 31 juillet 1894.

La Chine et le Japon avaient à vider entre elles une vieille querelle, celle de savoir à qui appartiendrait l'influence prépondérante, le pouvoir, la domination en Corée, cette presqu'île dite du Calme-Matin qui a été si souvent l'outre des tempêtes, et qui a joué, dans les rapports entre les deux Empires de l'Extrême-Orient, le rôle joué jadis par la Haute-Italie dans les relations entre la France et le Saint Empire germanique. Ou plutôt la guerre sino-japonaise a été l'occasion, qui devait forcément éclater, de décider par la force des armes lequel des deux Empires exercerait l'hégémonie, serait le maître dans l'Asie orientale où, à plusieurs reprises déjà et à de longs intervalles, ils avaient été tentés de se défier et de se mesurer. Dans ce duel, la Chine, malgré l'énormité de son poids, de sa masse, de sa densité, malgré l'immensité de ses ressources virtuelles et de ses possibilités indéfinies, était d'avance vaincue par son prompt, agile et nerveux adversaire, qui, aux vertus, à l'élan d'une armée et d'une flotte admirablement préparées, unissait la parfaite sûreté, la méthode d'une politique réfléchie, consciente du but et des moyens, et tendue par un constant effort vers l'objet à atteindre. Si la Chine et le Japon étaient restés seuls en présence, il est probable qu'après la bataille navale du Ya-lou et la prise de Port-Arthur, la Chine, selon la loi invariable de son histoire, aurait vu son ennemi et vainqueur libre de disposer d'elle et d'installer à Pékin, sinon, comme jadis les Mongols et les Mandchoux, une dynastie nouvelle, du moins une sorte de protectorat dominateur et tout-puissant. C'est l'intervention, après la paix de Shimonoseki, de la Russie, de la France et de l'Allemagne, c'est le conseil amical donné par elles au Japon de ne pas maintenir l'annexion de la presqu'île du Liao-toung et de Port-Arthur qui a conjuré le péril,

exorcisé une fatalité historique et préservé la Chine contre les conséquences de la suprême défaite.

Cette intervention des trois Puissances de l'Ouest, celle de la France surtout qui devait sentir quelque gêne de voir l'Allemagne se glisser en tiers entre elle et la Russie, a été, au moment même où elle s'est produite, l'objet chez nous-mêmes de très vives critiques dont le principal interprète fut au Parlement un homme dès lors appelé et promis au plus grand et au plus légitime avenir, M. Alexandre Millerand. A ces critiques, dont quelques-unes n'étaient pas sans force ni valeur, le ministre des Affaires étrangères de 1895, M. Gabriel Hanotaux, opposa des raisons à notre avis plus décisives et dont les deux plus impérieuses étaient, la première la nécessité pour la France de soutenir l'intérêt de notre nouvelle alliée, la Russie, la seconde l'obligation que nous imposaient les traités antérieurs, les droits acquis, le souci de notre situation politique et économique, de ne pas délaisser et abandonner au profit exclusif du nouveau conquérant les bénéfices et avantages déjà obtenus. La France défendait, avec sa propre cause et celle de la Russie, dans un Empire avec lequel la Russie et elle-même avaient une large frontière commune, la cause même de l'Occident et de son action en Asie. Elle s'était attachée, d'ailleurs, comme la Russie elle-même, à donner à sa démarche auprès du gouvernement japonais le caractère en effet le plus amical, le plus conciliant, le plus propre à conserver intactes ses relations présentes et futures avec le grand Empire nippon dont elle n'avait pas été la dernière à pressentir et à saluer l'avènement.

L'effet le plus immédiat de l'intervention qui suivit la paix de Shimonoseki fut, en tout cas, après avoir sauvé et préservé l'intégrité et l'indépendance du territoire continental chinois, d'interrompre et de prescrire la politique d'isolement et d'exclusion dans laquelle la Chine s'était jusqu'alors renfermée. La Chine s'était crue longtemps et de bonne foi le centre et l'ombilic du monde, le véritable Empire du Milieu, dont les autres nations et États n'étaient que les vassaux, les tributaires, les plus ou moins lointaines dépendances. Sur les cartes chinoises répandues et vulgarisées dans le peuple, l'Espagne était représentée par la petite île de Luzon, l'Angleterre ne figurait que comme une autre petite île perdue au fond de l'horizon occidental, etc., etc. Depuis les empereurs Kang-Ili et Kien-long,

depuis les travaux scientifiques accomplis à la cour de ces souverains par les missionnaires catholiques, une telle erreur et illusion, pour les lettrés et les gens instruits du moins, n'était plus possible. Mais le peuple y persévérait et l'orgueil chinois trouvait avantage à s'y complaire. Aujourd'hui pourtant, en présence des faits, après le service rendu par les trois Puissances de l'Ouest et devant le danger possible d'une nouvelle agression japonaise, la Chine était bien forcée de se convaincre, de se pénétrer de la réalité. Il était clair qu'il y avait dans le monde d'autres Puissances que la Chine, que, sans le secours de trois de ces Puissances, la Chine eût été sous le joug de son voisin immédiat, de ces Japonais qu'elle appelait encore les « Barbares de l'Est (Wo-jen), » et que, pour se garantir contre de nouvelles menaces de ce voisin, elle ferait bien de s'appuyer sur telle ou telle des Puissances qui déjà l'avaient sauvée. La Russie, d'autre part, sentait, pour les nécessités de sa politique, pour le développement de ses possessions orientales, l'avantage qu'elle aurait à pouvoir compter sur la Chine, sur la situation géographique, le littoral et les ports, au moins septentrionaux, d'un Empire dont elle était elle-même limitrophe sur une si longue étendue de frontière. Un an à peine après la revision du traité de Shimonoseki, la Russie proposait à la Chine un traité d'alliance, accompagné d'un projet de contrat aux termes duquel, pour pouvoir communiquer librement et sûrement avec le Céleste-Empire, elle aurait la faculté de faire passer en territoire chinois, à travers la Mandchourie, la ligne de chemin de fer qu'elle était en train de construire entre Saint-Pétersbourg et Wladiwostock.

C'est pendant les fêtes du couronnement du tsar Nicolas II, à Moscou même, qu'eurent lieu entre les ministres du Tsar et l'ambassadeur extraordinaire qui représentait la Chine à ces fêtes, le vice-roi Li-hong-tchang, les pourparlers préliminaires où l'alliance se décida. — Li-hong-tchang qui, pour la première fois, voyait l'Europe, un souverain et des ministres d'Occident, mais qu'une longue expérience des affaires, une intuition géniale de la politique de l'univers et le sentiment très vif de la situation présente et des intérêts de la Chine avaient dûment préparé au rôle qui allait être le sien, n'hésita pas. Il comprit que l'heure était venue pour la Chine de renoncer à son rêve solitaire, à sa tour d'ivoire ou de porcelaine, et d'entrer réso-

lument dans la voie qui s'ouvrait à elle. La Chine menacée ne pouvait plus garder la belle et hautaine indifférence de jadis. Force lui était de choisir, de se prononcer et surtout de ne pas rejeter le concours précieux, inespéré, qui s'offrait. Li-hong-tchang sut, de Saint-Pétersbourg, par ses télégrammes pressans, convaincre l'empereur Kouang-siu, l'impératrice douairière, le prince Kong et se faire autoriser par eux à signer avec le prince Lobanoff le traité proposé, et qui, revêtu de son seing, au mois de mai 1896, était complété le 20 septembre de la même année par la conclusion du contrat relatif au passage sur le territoire mandchou de la ligne ferrée transsibérienne.

De par ce traité, la Chine, alliée à la Russie, prenait place dans la politique générale du monde. Elle devenait un pion sur l'échiquier. Et, de fait, sa politique, à partir de cette date, se rattache à celle de la Russie qui s'ordonne et se poursuit elle-même selon les principes et les intérêts de l'alliance franco-russe. — La Russie et la France ont, comme il était naturel, tiré des rapports ainsi établis les profits et avantages qui en devaient résulter pour leur propre situation politique et économique en Extrême-Orient. La Chine, si elle a fait, en somme, bonne mesure à ses alliés, a recueilli, elle, de son traité avec la Russie, un sentiment de sécurité et, en même temps, le bénéfice d'une accalmie, d'une trêve pendant laquelle, en réparant ses brèches, en restaurant ses finances, elle a pu, après avoir payé une forte indemnité de guerre et libéré son territoire, inaugurer avec quelque confiance l'ère nouvelle.

Le Japon, qui s'était conformé, après la paix de Shimonoseki, au conseil amical des trois Puissances de l'Ouest, ne fit aucunement mine de contrarier ou de combattre le parti qu'avait pris la Chine d'accepter l'alliance ou la protection de la Russie. Il garda, vis-à-vis de cette ère nouvelle d'une Chine se plaçant sous l'égide russe, une extrême réserve qui ne l'empêcha pas de chercher lui-même à s'entendre avec la Russie sur la question de Corée que le traité de Shimonoseki n'avait qu'imparfaitement résolue. — Il retint toutefois des événemens accomplis et du pacte conclu entre la Chine et la Russie deux enseignemens : l'un, qu'il pouvait y avoir lieu pour une Puissance asiatique de contracter union et alliance avec une Puissance de l'Ouest ; l'autre, que la question chinoise était de celles qui ne peuvent être abordées, ni à plus forte raison réglées en dehors de

l'Europe et sans elle. Ce double enseignement ne devait pas être perdu. Si la Chine avait été la première à entrer en alliance avec une Puissance de l'Ouest et à relier ainsi l'Asie à l'Europe, le Japon n'allait pas tarder à suivre ce mémorable exemple. Et ce serait précisément pour aborder et régler d'accord avec l'Occident la question chinoise que le Japon chercherait lui-même un allié en Europe. La politique d'isolement et de réclusion avait vécu. Les ponts étaient décidément jetés entre l'Europe et l'Asie.

II

Avant que ces ponts, toutefois, ne fussent plus solidement établis, une nouvelle et terrible rafale, — l'insurrection des « Boxeurs, » — allait s'abattre encore sur la Chine. Le mouvement dit des « Boxeurs, » bien qu'il émanât du foyer ordinaire et permanent des sociétés secrètes, eut, il faut le dire, sinon sa cause première, du moins l'occasion propice, l'étincelle opportune dans l'acte contradictoire et violent que commit, au mois de novembre 1897, l'Allemagne soi-disant venue en 1895, comme la France et la Russie, au secours de la Chine. L'occupation, en pleine paix, à cette date, par l'escadre allemande du port de Kiao-tchéou, comme rançon du meurtre de deux missionnaires catholiques de la congrégation de Steyl, qu'une bande de brigands avait assassinés dans un village perdu du Chan-toung, parut, aux yeux de la nation chinoise, difficilement conciliable avec la politique tutélaire que l'Allemagne, deux années auparavant, avait affecté d'adopter à l'égard de la Chine. La nation chinoise, qui n'existait guère avant les désastres de la récente guerre et l'éclair de confiance dont l'avait illuminée ensuite l'intervention des Puissances en 1895, éprouva une cruelle désillusion à constater que c'était de l'une de ces Puissances censées protectrices que lui venait ce coup de force et de déprédation. La « Société des Poings de la Fleur du prunier » (tel est le nom authentique et complet des Boxeurs) se trouva prête, s'étant formée dans le Chan-toung même, à s'approprier et à servir cette cause du ressentiment national. Elle y gagna une plus patriotique devise, un plus grand nombre d'adhérens, et peu à peu la sympathie, la protection, l'appui, d'abord du gouverneur de la province du Chan-toung

et des autorités locales, puis, de proche en proche, des provinces voisines et notamment du Tche-li, enfin, lorsque, après les vaines tentatives de réformes libérales de l'empereur Kouang-siu, l'impératrice douairière, par son coup d'État du mois de septembre 1898, redevint maîtresse de l'empire, du gouvernement de Pékin passé dans les mains du prince Touan, et de la Cour elle-même dont le prince Touan avait réussi à forcer la conviction. Par l'association de la nation, des Boxeurs, du gouvernement et de la Cour, le mouvement des chevaliers du Poing de la Fleur du prunier était devenu le soulèvement de la Chine contre les excès et abus de pouvoir de l'étranger.

Devant une telle révolte à laquelle, avec plus ou moins de franchise, la Cour impériale et le gouvernement prêtaient leur complicité, toutes les Puissances étrangères, quoi qu'elles pensassent de la responsabilité encourue par l'Allemagne, ne pouvaient et ne devaient former qu'un seul front. — Elles parvinrent, malgré le danger qui, pendant trois mois, menaça les légations de Pékin, et grâce aux hésitations qui empêchèrent certains hauts mandarins de seconder l'attaque furieuse des Boxeurs, à pénétrer dans les murs de la Ville impériale, à délivrer leurs nationaux, à dompter l'insurrection. — Tandis qu'après cette défaite, la Cour et le gouvernement s'enfuyaient vers l'Ouest, jusqu'à l'ancienne capitale de Sin-gan-fou, les Puissances, pour ne pas aggraver leur tâche, pour rendre possibles le rétablissement de l'ordre et la reconstitution des pouvoirs publics, consentirent à paraître croire, à admettre que la Cour et le gouvernement lui-même avaient été dupes et victimes plutôt que complices. Elles acceptèrent d'entrer en négociation, par l'entremise de deux personnages restés étrangers à la folle aventure des Boxeurs, le prince King et Li-hong-tchang, avec le gouvernement qu'il s'agissait de restaurer et de reconstituer. — Peut-être l'occasion eût-elle été bonne alors de faire pour la Chine ce que les grandes Puissances avaient fait, au traité de Paris, en 1856, pour la Turquie, c'est-à-dire de la faire entrer dans le droit public de l'Europe, de garantir collectivement son indépendance et son intégrité, d'appliquer à l' « homme malade » du Céleste-Empire le même régime que la thérapeutique internationale avait inauguré pour l' « homme malade » du Bosphore. L'Europe se fût épargné ainsi, et elle eût épargné à la Chine bien des difficultés et des traverses. —

Mais les Puissances eurent surtout le souci de poursuivre la punition effective et exemplaire de quelques-uns des hauts mandarins les plus compromis dans l'insurrection et d'exiger de lourdes indemnités pécuniaires. — A peine le protocole final de Pékin, réglant cette liquidation, était-il signé, le 7 septembre 1901, que les choses reprenaient en apparence leur cours. L'impératrice douairière et l'Empereur rentraient dans la Ville impériale. L'ancien ministère des Affaires étrangères, quoiqu'il eût changé de nom, retomba vite à ses invariables pratiques. Le traité sino-russe, qui avait survécu aux mesures que la Russie dut prendre en commun avec les autres Puissances pour combattre les Boxeurs, recouvra sa pleine vigueur.

C'est alors que le Japon, qui avait pris, à côté des Puissances européennes, une grande part dans la répression et la défaite de l'insurrection des Boxeurs, éclairé par les derniers événemens, et se rendant compte qu'après une crise si grave les Puissances de l'Ouest n'avaient pas jugé opportun ou nécessaire de définir et de régler avec plus de précision la situation et la destinée de la Chine, estima que l'heure était venue pour lui de prendre position, de ne plus risquer d'être isolé comme il l'avait été en 1895 et de chercher en Occident, pour être mieux préparé à résoudre les questions qui inévitablement allaient se poser dans l'Asie orientale, le concours, l'alliance qui lui apparaissait désormais comme indispensable.

III

Le Japon avait, à cette date de 1901, conclu déjà avec la Russie, pour le règlement de la question coréenne, plusieurs arrangemens et accords dont le plus ancien remontait à l'année 1896. La convention signée alors entre le maréchal Yamagata et le prince Lobanoff, après le couronnement de l'empereur Nicolas II, était précisément contemporaine du traité d'alliance intervenu entre la Chine et la Russie. D'autres tentatives avaient été faites dans le même sens et pour le même objet. Un parti considérable au Japon, à la tête duquel était le prince (alors marquis) Ito, pensait que c'était avec la Russie que le Japon devait surtout chercher à s'entendre. Dans les derniers mois de l'année 1901, le marquis Ito s'était rendu en Europe, et tout d'abord à Paris, puis à Saint-Pétersbourg, pour sonder

les dispositions de la France et de la Russie sur la possibilité et l'opportunité d'un rapprochement plus étroit entre le Japon et la Russie. A la même date, il est vrai, le comte (alors baron) Hayashi, ministre du Japon à Londres, s'efforçait, de son côté, de décider lord Salisbury et lord Lansdowne à conclure un traité positif d'alliance entre les deux pays. Le gouvernement japonais, qui avait alors pour président le général comte Katsura, ne s'était pas encore prononcé. C'est à la dernière heure, semble-t-il, et parce que le marquis Ito n'avait pas rencontré à Saint-Pétersbourg l'accueil et le concours sur lesquels il comptait, que le conseil des anciens hommes d'État (genro) réuni à Tokyo sous la présidence de l'Empereur, résolut de pousser activement les négociations avec le gouvernement britannique et de donner au baron Hayashi ses instructions définitives. Le gouvernement britannique lui-même craignit alors de se laisser devancer par la Russie et hâta les derniers pourparlers. Le traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et le Japon fut signé à Londres le 30 janvier 1902.

Le comte Hayashi a raconté dans ses Mémoires, publiés à Tokyo après sa mort, en 1913, qu'au début même de sa campagne diplomatique, lors de ses premiers entretiens avec lord Lansdowne, il ne fut pas peu surpris de recevoir un jour les confidences du conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Londres, qui l'encourageait fort à poursuivre sa tentative, l'assurant que la Grande-Bretagne, malgré sa tradition peu favorable à des engagemens de ce genre, désirait avoir dans le Japon un allié et ajoutait que l'Allemagne, quant à elle, ne pourrait qu'être satisfaite de voir une telle alliance se conclure. La Puissance, qui était depuis de longues années déjà le mauvais génie de l'Europe, et qui maintenant étendait sa malfaisance à l'Asie, l'Allemagne, ne cherchait, en excitant l'Angleterre et le Japon à se rapprocher, qu'à les liguer contre la Russie. Interrogée un moment sur l'éventualité selon laquelle elle entrerait elle-même en tiers dans l'alliance anglo-japonaise, l'Allemagne s'empressait, d'ailleurs, de décliner tout désir de participation. Elle eût trop craint de découvrir son jeu et de se démasquer vis-à-vis de la Russie qu'elle poussait, d'autre part, contre le Japon. L'Angleterre, dans ces premières années du XXe siècle, n'était pas encore édifiée et rassurée sur les véritables intentions et tendances de la politique russe. Elle croyait avoir à se protéger contre la

Russie en Orient et dans toute l'Asie, en Chine, aux Indes, au Thibet. C'est dans cet esprit que fut d'abord conclue l'alliance anglojaponaise dont le but, la portée et les effets devaient au reste subir, avant même d'être renouvelée, de profondes et significatives transformations. A cette heure, toutefois, et comme contre-partie au traité russo-chinois de 1896, elle était et ne pouvait être qu'un instrument, une arme contre la politique russe en Extrême-Orient.

Cette politique n'ayant pu, surtout depuis l'installation de la Russie à Port-Arthur (1898) et depuis l'occupation de la Mandchourie par les troupes russes après l'insurrection des Boxeurs (1900-1902), se concilier avec celle que le Japon considérait comme nécessaire pour la préservation de ses intérêts en Corée et dans la mer baignant ses côtes occidentales, un conflit devenait menaçant. Les négociations qui s'engagèrent à la fin de 1903 entre les Cabinets de Tokyo et de Saint-Pétersbourg parurent un instant pouvoir le conjurer. Mais l'opposition entre les deux thèses, les deux tendances adverses, était trop forte, les passions s'étaient, de part et d'autre, trop exaltées. La guerre éclata subitement au mois de février 1904 et se prolongea jusqu'à l'été de 1905.

L'heureuse intelligence entre les alliés respectifs du Japon et de la Russie, entre l'Angleterre et la France, que venaient fort opportunément de rapprocher et d'unir, au mois d'avril 1904, les liens de « l'entente cordiale, » limita le théâtre de la guerre. La bienfaisante médiation du président Roosevelt et la sagesse des deux adversaires en abrégèrent la durée. Le traité de Portsmouth, signé sous les auspices du gouvernement des États-Unis le 5 septembre 1905, n'allait pas seulement réconcilier les deux ennemis de la veille. Il allait ouvrir entre eux, dans la situation générale de l'Extrême-Orient, dans les rapports entre le Japon, la Chine et les Puissances de l'Ouest une ère nouvelle. Il marque à cet égard une date capitale dans l'histoire de l'Europe et de l'Asie et de tout le monde civilisé.

IV

La tempête, dont les derniers éclats venaient de s'éteindre, avait dégagé et purifié l'atmosphère. La clarté réapparaissait dans le ciel du lointain Orient. Les deux adversaires, au lende-

main de la lutte, n'en gardaient, avec une mutuelle estime, un égal respect l'un pour l'autre, qu'une conviction, désormais bien ancrée en eux, c'est que l'Asie orientale avait assez de place pour tous deux, c'est que leurs destinées n'étaient pas hostiles et qu'au contraire une même tâche leur était dévolue, c'est que non seulement la paix, mais l'entente s'imposait à leurs communs efforts. Leurs alliés, la Grande-Bretagne et la France, partageaient le même sentiment et s'arrêtaient aux mêmes conclusions. La diplomatie de l'alliance anglo-japonaise et de l'alliance franco-russe se mit à l'œuvre.

Le Cabinet français présidé par M. Georges Clemenceau, avec M. Stephen Pichon comme ministre des Affaires étrangères, le Gouvernement russe avec MM. Stolypine et Iswolsky, le Cabinet anglais avec M. Asquith et sir Edward Grey, le Gouvernement japonais présidé par le marquis Saionji avec le vicomte Hayashi comme ministre des Affaires étrangères firent bonne et prompte besogne. Moins de deux ans après le traité de Portsmouth, une succession ininterrompue de conventions, d'arrangemens et d'accords avait non seulement substitué à l'ancienne rivalité du Japon et de la Russie, ainsi que de la Russie et de la Grande-Bretagne, une charte de complète entente dans toutes les questions d'Asie, mais d'une façon plus générale, et par la juste interprétation ou application de cette entente, établi entre l'alliance anglo-japonaise et l'alliance franco-russe de tels liens que ce n'était plus dans la seule Asie, mais en Europe et dans le monde entier que les rapports et l'action politique des trois grands États européens et du Japon lui-même, se trouvaient modifiés et transformés. En trois mois, du 10 juin au 31 août 1907, par l'arrangement franco-japonais signé à Paris le 10 juin, par l'accord russo-japonais signé à Saint-Pétersbourg le 30 juillet, par la convention anglo-russe signée dans cette même ville de Saint-Pétersbourg le 31 août, tandis que la France, l'Angleterre et la Russie achevaient de déterminer les conditions d'ajustement et d'union de leur politique commune avec celle du Japon dans l'Asie orientale, principalement vis-à-vis de la Chine, les trois grandes Puissances de l'Ouest se rapprochaient définitivement entre elles. C'est en Asie, par les heureuses accordailles, ou mieux par la conjugaison de l'alliance anglo-japonaise et de l'alliance franco-russe, qu'est née la Triple-Entente. Le Japon a ainsi sa part, sa grande part dans l'origine

historique d'un groupement, d'un système politique, qui devait jouer un rôle essentiel et décisif dans la crise mondiale de 1907 à 1916. C'est par cet enchaînement des faits, des situations et des accords qu'après avoir rallié la France, l'Angleterre et la Russie et s'être rallié à elles dans la façon d'envisager et de régler les questions de l'Asie orientale, et notamment la question chinoise, il s'est trouvé relié lui-même à la politique de l'Europe et que, par une interprétation loyale, par un accomplissement généreux de son devoir, il est devenu l'allié de la Triple-Entente dans la présente guerre.

La France, la première, avait, dès 1906, compris qu'en définissant à nouveau ses relations avec le Japon, en reconnaissant les faits accomplis et les conséquences qui en résultaient, elle avait tout ensemble la mission, le pouvoir et le moyen de préparer, par ses propres arrangemens avec la cour de Tokyo, le rétablissement de rapports, non seulement corrects, mais cordiaux entre le Japon et la Russie, son alliée. Lorsqu'elle entama ses négociations avec le gouvernement du mikado et et qu'elle autorisa, au printemps de 1907, l'émission à Paris d'un emprunt japonais de 300 millions de francs, il était entendu que l'arrangement qu'elle allait conclure avec le Japon serait suivi d'un arrangement semblable entre la Russie et le Japon. — Le Japon, d'autre part, en se prêtant à cette tactique qui était conforme à ses propres desseins et intentions, prévoyait, souhaitait, encourageait et secondait le progrès ultérieur par lequel son arrangement avec la Russie serait suivi d'un accord général entre la Russie et la Grande-Bretagne, son alliée, sur les questions asiatiques (Perse, Afghanistan, Thibet), qui avaient été entre elles l'objet de longs litiges.

Les circonstances ont permis ou voulu que le même diplomate et homme d'État japonais qui avait, en 1902, comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, signé à Londres le premier traité de l'alliance anglo-japonaise, fût, en 1907, à Tokyo, comme ministre des Affaires étrangères, l'inspirateur et le négociateur des accords avec la France et la Russie. Le comte Hayashi fut l'artisan conscient, réfléchi, heureux, de cette évolution qui de l'alliance anglo-japonaise tirait les principes et les élémens de rapprochement étroit avec les deux Puissances de l'alliance franco-russe. Il apporta à l'exécution de cette grande et magistrale politique, outre les vertus de sa race, la souplesse

et la force d'un esprit formé à la double expérience de l'Orient et de l'Europe, qui sut, à l'heure fatidique, non seulement assurer l'action commune en Asie de son pays et des trois Puissances de l'Ouest les plus intéressées à la paix et à l'équilibre de l'Orient, mais, par sa collaboration à l'origine même et à l'œuvre de la Triple-Entente, préparer et réserver au Japon dans ce groupement la part et le rôle dont l'échéance était encore le secret de l'avenir.

La conclusion de l'accord franco-japonais, puis de l'accord russo-japonais, enfin de l'entente anglo-russe, fut saluée à Tokyo par de grandes fêtes populaires qui marquèrent, en même temps que l'enthousiasme de la nation pour une politique répondant à ses aspirations, le sens aigu et affiné qu'elle avait de ses propres intérêts et destinées. Le peuple japonais éprouvait et pressentait, comme ses hommes d'État, que sa mission en Asie, comme dans le reste du monde, ne pouvait s'accomplir que d'accord avec l'Europe, et qu'en Europe, c'est aux Puissances de la Triple-Entente qu'elle devait naturellement s'associer et s'allier. — La presse japonaise et ses grandes revues périodiques, si spécialement dédiées à l'étude et à l'enseignement des questions diplomatiques, n'ont cessé d'orienter la nation dans ce sens et sur la grande voie où ses intérêts, ses sympathies, son sûr instinct même l'engageaient.

Quant à la base sur laquelle se fondaient, après l'alliance anglo-japonaise, les accords avec la France et la Russie, elle n'était autre, remarquons-le, que celle même sur laquelle reposait la politique franco-russe de 1895 : à savoir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine, la préservation du *statu quo*, et de l'équilibre de l'Asie orientale. C'est la même devise inscrite au préambule des divers traités de l'alliance anglo-japonaise, et dans le texte des accords avec la France et la Russie. Le Japon s'était ainsi rallié, comme les Puissances de la Triple-Entente, à cette politique de conservation et de garantie qui, appliquée depuis 1856 à l'Empire ottoman, avait, sinon résolu, du moins atténué et en tout cas ajourné pendant une période de plus d'un demi-siècle la crise de l'Orient musulman. La différence entre la politique adoptée à l'égard de la Chine et le régime appliqué à la Turquie, c'est que, tandis que la Turquie était elle-même partie contractante au traité de Paris, les accords relatifs à l'intégrité et à l'indépendance de

la Chine avaient été conclus sans cette dernière, sans qu'elle fût appelée à y donner son adhésion et à y apposer son sceau. La méthode n'en demeurait pas moins sensiblement égale, et il n'est pas douteux que c'est à cette méthode, ainsi adoptée à partir de 1907, qu'ont été dus les résultats relativement satisfaisans obtenus en 1908 après la mort presque simultanée de l'empereur Kouang-siu et de l'Impératrice douairière, et, en 1911, lors de la révolution chinoise.

Ajoutons que, le 30 novembre 1908, c'est-à-dire quinze jours après la mort de l'Empereur et de l'Impératrice douairière de Chine, le gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord, par un échange de notes diplomatiques avec l'ambassadeur du Japon à Washington, avait lui-même adhéré à la méthode et à la politique déjà adoptées, en ce qui regarde l'indépendance et l'intégrité de la Chine et le *statu quo* de l'Asie orientale, par le Japon, ainsi que par l'Angleterre, la France et la Russie. Les États-Unis et le Japon s'engageaient, en outre, à encourager le libre et paisible développement de leur commerce dans l'océan Pacifique, et, au cas où le *statu quo* de la Chine viendrait à être troublé ou menacé, à examiner en commun les mesures qu'il leur paraîtrait utile de prendre.

Parmi les grandes Puissances de l'Ouest ayant des intérêts ou des établissemens en Asie, l'Allemagne seule était demeurée en dehors de ces différens arrangemens et accords destinés à préserver le *statu quo*, l'équilibre et la paix. En Asie, comme en Europe, l'Allemagne ne poursuivait que des fins de domination égoïste et conquérante ou une politique d'obstruction, de nuisance, d'obstacle et de gêne à l'égard des autres États. Dans cette région du monde, comme partout ailleurs, c'est plus particulièrement à partir de 1907, c'est-à-dire de la formation de la Triple-Entente, qu'apparurent et se manifestèrent ces tendances malfaisantes et parfois agressives de la politique germanique.

V

L'Allemagne n'avait pu que ressentir avec aigreur, et comme de nouveaux effets et succès de l'encerclement dont elle avait commencé à se plaindre, les trois accords successifs et coup sur coup en un espace de trois mois, du Japon avec la France, du

Japon avec la Russie, de la Russie avec l'Angleterre. Elle avait, depuis longtemps déjà, depuis la guerre sino-japonaise, et par la bouche même de l'empereur Guillaume II, témoigné son déplaisir, sa mauvaise humeur à l'égard de la politique japonaise et du « péril jaune. » Que le Japon maintenant, après un accord avec la France, se réconciliât à fond avec la Russie, et que, par la conclusion de l'accord anglo-russe, il fût pour quelque chose dans la création si redoutée et désormais accomplie de la Triple-Entente, c'en était trop. L'Allemagne ne pouvait rien directement contre le Japon, inaccessible dans ses îles et que protégeaient, outre son armée et sa flotte, ses accords mêmes avec les Puissances de la Triple-Entente. Mais elle pouvait lui susciter des difficultés, des obstacles, indisposer et soulever contre lui, contre sa politique d'expansion, contre ses ambitions économiques, la Chine, les États-Unis. Elle pouvait tenter d'exciter la défiance même et les ombrages, soit de la Russie où les inquiétudes du parti militaire n'étaient qu'assoupies, soit de l'Angleterre qui, dans certaines régions de Chine, se voyait supplantée ou menacée par les progrès du commerce et de l'industrie de son allié.

L'Allemagne excelle dans ces campagnes et travaux de sape, de mine et d'intrigue. Elle n'eut pas de peine à alarmer la Chine, toujours à l'affût du danger japonais. Elle soudoya, dans la presse, l'opinion et les partis des divers pays intéressés, des organes, des voix, des « meetings » pour dénoncer les empiétemens du Japon en Mandchourie, dans la vallée du Yang-tse, dans toutes les provinces chinoises. Il est probable qu'elle ne fut pas sans quelque influence sur la proposition que fit, à la fin de 1909, le secrétaire d'État des États-Unis, M. Knox, et qui consistait à internationaliser les grandes voies ferrées de Mandchourie, un syndicat devant se former parmi les capitalistes des États-Unis et de l'Europe pour racheter et exploiter lesdites lignes, et pour en construire de nouvelles. Elle-même, pour ne pas laisser le champ libre à la concurrence de ses rivaux, réclamait son admission dans de grandes entreprises qui, d'après des contrats parfaitement réguliers, avaient été conçues et formées sans elle, telles que les lignes de Hankeou à Canton et au Sse tch'ouan. Elle s'efforçait d'entretenir dans les colonies anglaises de Chine ou des régions voisines une animosité permanente contre l'infiltration japonaise, contre

l'aveuglement des gouvernemens européens qui laissaient ainsi évincer et déposséder leurs nationaux.

Ces manœuvres, il est vrai, n'étaient pas toujours couronnées de succès, comme il advint notamment dans le cas de la proposition ou du « Memorandum » de M. Knox. L'Allemagne avait pensé que les entraves suscitées à la pénétration russe et japonaise en Mandchourie et en Mongolie seraient en Asie l'équivalent des embarras qu'elle cherchait à créer en Europe à la politique française au Maroc et à la politique russe dans les Balkans. Mais précisément, de même qu'en Europe ces efforts de l'Allemagne ne réussirent qu'à consolider les liens de l' « Entente cordiale » franco-anglaise et de la Triple-Entente, ils n'eurent en Asie d'autre effet que de resserrer, de rendre plus étroits les liens du Japon et de la Russie. C'est du « Memorandum » de M. Knox et de la vaine tentative faite pour internationaliser le réseau ferré de Mandchourie que sortit l'accord russo-japonais du 4 juillet 1910 par lequel les deux gouvernemens délimitèrent avec plus de rigueur leurs zones respectives d'influence et d'action tant en Mongolie qu'en Mandchourie. Le Japon profita, d'autre part, de ce nouvel accord pour remanier en conséquence ses arrangemens et conventions de chemins de fer et de mines avec la Chine et pour proclamer son annexion définitive de la Corée (août 1910).

Les intrigues parallèles que l'Allemagne avait simultanément ourdies contre l'alliance anglo-japonaise, dont elle se flattait d'amener à bref délai la dénonciation, n'eurent de même pour résultat que le renouvellement anticipé, le 13 juillet 1911, du traité de 1902 déjà renouvelé et prorogé une première fois en 1905. Dans ce renouvellement de 1911, le traité n'avait plus à faire mention de la Corée, devenue depuis l'année précédente partie intégrante du Japon. Il contenait, en revanche, une disposition nouvelle aux termes de laquelle chacune des Puissances contractantes se réservait la faculté de conclure une convention d'arbitrage général avec une tierce Puissance. (C'était le cas pour l'Angleterre qui venait de négocier une convention de ce genre avec les États-Unis.)

Dans cette même année 1911, le Japon, poursuivant l'œuvre d'émancipation commencée en 1894, concluait et signait avec la plupart des Puissances de l'Ouest de nouveaux traités de commerce et de navigation conçus et rédigés selon les principes

de la réciprocité absolue. Le Japon, qui s'était affranchi en 1894 des privilèges de la juridiction extra-territoriale et consulaire, recouvrait en 1911 la libre disposition de ses tarifs douaniers, n'accordant de tarifs conventionnels et réduits qu'aux Puissances qui pouvaient lui consentir des avantages égaux ou similaires. Il achevait et consacrait ainsi son entière assimilation aux grandes Puissances de l'Ouest dont, étant l'égal, il était plus libre de demeurer ou de devenir l'allié.

VI

La première grande crise qui permit d'éprouver et d'attester l'efficacité, la sûreté du puissant instrument créé par les accords du Japon avec l'Europe, je veux dire avec la Triple-Entente, ce fut la Révolution qui éclata en Chine au mois d'octobre 1911.

Ce qu'eût été cette révolution, si le Japon n'eût pas été en alliance ou entente avec les Puissances les plus intéressées de l'Ouest, si ces Puissances elles-mêmes n'eussent pas été amies et n'eussent pas d'avance prévu et défini le concert de leur action avec celle du Japon, il n'est que trop aisé de se le représenter. — Le danger fut conjuré parce que, dès le principe, il fut évident que le Japon et les Puissances alliées ou amies étaient résolus à ne pas laisser le foyer de la conflagration s'étendre et surtout à prendre, dès que les circonstances s'y prêteraient, les mesures nécessaires pour que l'ordre ne fût pas irrémédiablement troublé, pour qu'il n'y eût pas de vacance du pouvoir, pour qu'il y eût une autorité responsable avec qui négocier et traiter. — Si la dynastie mandchoue eût voulu et pu se défendre, s'il y eût eu encore à Pékin la main ferme de l'Impératrice douairière, les Puissances eussent sans doute, comme elles l'avaient fait en 1860 et en 1900, aidé et concouru à son maintien. — Mais la Cour s'étant aussitôt confiée à l'ancien ministre disgracié, Yuan che kai, et celui-ci n'ayant eu d'autre plan et tactique que de négocier avec la Révolution, la Révolution, d'autre part, consentant à entrer en pourparlers avec Yuan et à faire de lui l'intermédiaire entre le Palais impérial de Pékin et l'Assemblée dite nationale qui s'était spontanément réunie à Nankin, il est clair que c'était avec Yuan qu'il y avait à compter et s'entendre et que c'est lui qui serait le maître de l'heure.

Très vite, par la nécessité même de la situation, par la

pénurie dans laquelle se trouva le Trésor chinois, par l'impossibilité d'improviser des ressources et l'urgence de pourvoir à la reconstitution et à l'entretien de la vie nationale, la question de Chine et de la Révolution chinoise se réduisit à être une question financière. C'était, pour l'Europe et les Puissances de l'Entente associées au Japon, l'occasion et la chance la plus sûre de prendre et d'assumer dans la direction des événemens le rôle décisif. La négociation d'un emprunt devint ainsi la grande affaire du nouveau gouvernement qui, aux mois de février et mars 1912, émana des savantes combinaisons élaborées entre la Cour, Yuan che kai, le président Sun yat sen et l'Assemblée de Nankin, c'est-à-dire de la République parlementaire dont la présidence fut dévolue provisoirement à Yuan. La négociation fut longue, elle passa par bien des péripéties et traverses. A une certaine date, le gouvernement des États-Unis, par un scrupule de doctrine de son nouveau président, M. Wilson, s'en retira. L'Allemagne ne manqua pas, selon son humeur coutumière et sa pratique constante, de créer, chemin faisant, mainte difficulté, maint embarras. Mais les Puissances de la Triple-Entente et le Japon dominaient et connaissaient trop la situation pour que le succès ne répondît pas à leurs communs efforts. L'emprunt fut enfin signé le 27 avril 1913, malgré l'opposition du Parlement chinois, et dans les conditions mêmes qui, longtemps débattues entre les négociateurs, tenaient compte des réserves faites par le Japon et la Russie concernant leurs intérêts spéciaux en Mandchourie.

Le premier stade de la Révolution chinoise, le plus difficile peut-être, était franchi. — Il n'avait pu l'être que par l'accord étroit, imperturbable, de la Triple-Entente et du Japon. La politique des alliances et ententes, l'instrument forgé par cette politique, avaient confirmé leur maîtrise. Dans ce premier essai, dans cette sorte de répétition générale, l'union de la France, de l'Angleterre, de la Russie et du Japon avait démontré ce qu'elle pouvait pour le règlement des questions de l'Asie orientale et de la Chine qui étaient, par origine et par destination, son but essentiel et son premier objet. — L'heure allait sonner maintenant où une tâche singulièrement plus vaste et plus rude allait lui être assignée, et où l'épreuve qu'elle allait subir l'élèverait aux plus hauts sommets de l'histoire, parmi les événemens faisant date dans les annales de l'humanité.

VII

Lorsque, à la fin de juillet, et du 1er au 3 août 1914, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne déchaînèrent la guerre en Europe, le Japon venait de traverser une crise intérieure et constitutionnelle d'une sérieuse gravité. Quatre ministères s'étaient succédé dans le court espace de dix-huit mois. Il n'avait pas fallu moins, pour en finir, que faire appel à la haute autorité d'un vétéran des anciennes luttes, du comte Okuma, tiré à soixante-seize ans de la retraite où sa popularité n'avait cessé de grandir. — Dans les premiers jours de la guerre, et avant que l'Angleterre n'eût, au sujet de la neutralité du territoire belge, adressé son ultimatum à l'Allemagne, le gouvernement japonais avait d'abord fait lui-même une déclaration de neutralité. Mais, dès que l'Angleterre fut entrée dans le conflit, dès que, par conséquent, se présentait le *casus fœderis* prévu par l'alliance anglo-japonaise, l'Empire mikadonal était prêt à remplir tout son devoir, à s'acquitter de toutes les tâches qui lui seraient dévolues.

Le 15 août, après s'être concerté avec le gouvernement britannique, le gouvernement japonais adressait au gouvernement allemand une note délibérément rédigée sur le modèle de celle qu'il avait reçue lui-même du ministre d'Allemagne à Tokio au printemps de 1895 après la paix de Shimonoseki. — Le gouvernement impérial japonais, pour la préservation de la paix de l'Orient et des intérêts généraux dont l'alliance anglo-japonaise avait prévu la défense, croyait devoir donner au gouvernement allemand l'avis : 1° de retirer immédiatement des eaux chinoises et japonaises ses bâtimens de guerre et ses navires armés de toute espèce, ou de désarmer ceux qui ne pourraient être retirés; 2° de livrer aux autorités japonaises à une date n'excédant pas le 15 septembre au plus tard, sans condition ni compensation, le territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, en vue de la restitution éventuelle dudit territoire à la Chine. — Le gouvernement japonais ajoutait que si, à la date du 23 août, le gouvernement allemand ne s'était pas conformé à cet avis, il serait lui-même forcé de réserver son entière liberté d'action pour les mesures qu'il jugerait nécessaire de prendre. — Le gouvernement allemand ayant fait savoir verbalement dans la matinée du 23 août qu'il ne jugeait pas devoir

répondre à la note du gouvernement japonais, celui-ci faisait connaître le même jour, à midi, par une proclamation impériale, que le Japon déclarait la guerre à l'Allemagne et que l'armée et la marine de l'Empire recevaient l'ordre de poursuivre de toute leur vigueur les hostilités contre l'Empire allemand.

L'éventualité envisagée dans les accords conclus de 1902 à 1907 et 1911 devenait une réalité. Le Japon, allié de la Grande-Bretagne et, par conséquent, de la France et de la Russie, engageait avec nous la lutte contre l'Allemagne et ses alliés. Il prenait part au grand combat que la Triple-Entente et d'autres Puissances de l'Europe ou du monde civilisé allaient mener contre les Empires germaniques. Il avait sa place et son rang parmi les Alliés et coalisés de la Grande Guerre. C'est ainsi que la grande Puissance de l'Asie orientale a, dès la première heure, joué le rôle et accompli la mission qu'en 1902, et plus encore, en 1907 et en 1911, les actes solennels revêtus de son sceau, comme des sceaux de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, lui avaient par avance assignés et réservés.

Ce qu'a été, ce que continue à être ce rôle du Japon, l'histoire de la présente guerre l'enregistre chaque jour. Le Japon a tout d'abord, comme l'avait annoncé sa note du 15 août, exigé par ses forces de terre et de mer la reddition du port et du territoire de Kiao-tcheou, si étrangement occupés par l'Allemagne en 1897, et dont elle avait fait la base, le levier de son action conquérante et spoliatrice en Chine. L'expédition japonaise, vigoureusement menée par la première et la deuxième escadre de la flotte, avec l'assistance de deux bâtimens anglais, et par une division et une brigade de l'armée de terre, assistées d'un petit contingent britannique, commença le 2 septembre et se termina le 7 novembre suivant, après le bombardement de la place et la capture des forts, par la capitulation sans conditions du commandant Mayer-Waldeck, gouverneur de la colonie.

La flotte japonaise avait, d'autre part, occupé dans les mers du Sud et dans l'archipel océanien quelques-unes des possessions allemandes, Jaluit et le groupe des Marshall, les Mariannes, les Carolines. Elle avait enfin contribué largement, avec les bâtimens britanniques et australiens, à faire la police des mers et à purger le Pacifique des « raids » de piraterie exercés par les derniers croiseurs allemands qui avaient échappé à la pour-

suite. C'est elle, entre autres exploits, qui, peu à peu, obligea l'ancienne escadre allemande des mers de Chine et du Japon, après ses incursions et sévices sur les côtes occidentales de l'Amérique du Sud, à évacuer le Pacifique, à franchir le détroit de Magellan et à affronter, au sortir du détroit, à la hauteur des îles Falkland, l'escadre britannique du vice-amiral sir Frederick Sturdee. C'est dans cette rencontre que furent coulés, le 8 décembre 1914, le *Scharnhorst*, le *Gneisenau*, le *Nürnberg* et le *Leipzig*.

En Europe même, le Japon s'est associé aux actes et résolutions des Alliés. Il a adhéré au pacte de Londres du 4 septembre 1914, par lequel les Alliés se sont engagés à ne pas conclure de paix séparée et à ne poser aucune condition de paix sans accord préalable avec chacune des autres Puissances alliées. Il a pris acte de l'adhésion ultérieure de l'Italie à cette même déclaration. Il a enregistré et ratifié, en ce qui le concernait, les déclarations faites par les Puissances alliées au sujet de la Belgique et de la Serbie.

Il a enfin, avec une loyauté, une énergie, une constance et une efficacité auxquelles tous les autres Alliés ont rendu hommage, fourni au Gouvernement russe, surtout pendant la période qui a suivi la campagne de Pologne, le matériel de guerre, les munitions, les effets d'habillement et d'équipement, les vivres dont il pouvait disposer, ou qu'en hâte il construisait, fabriquait, recueillait et expédiait à destination de la grande armée alliée. Le Japon est devenu une vaste usine, un chantier de construction, un énorme magasin d'approvisionnement pour la Russie. L'immense stock ainsi préparé a été régulièrement et sans répit acheminé vers Pétrograd et Moscou par la voie du Transsibérien, qui a été, dans cette guerre, la grande artère des communications entre la Russie, le Japon et les États-Unis, le débouché le plus assuré. Par la constitution, à l'arrière des armées russes, de ce centre si méthodiquement organisé de constant et infini ravitaillement, le Japon a rendu un service capital qui a permis, malgré la ruée violente des armées germaniques sur le front de Galicie et de Pologne, le ralliement et le redressement des armées russes, la préparation graduelle et sûre de leur nouvelle offensive. Sans être entré lui-même en ligne sur le front européen, le Japon a concouru ainsi à la grande lutte et a avancé l'heure de la décision finale.

Après avoir arraché à l'Allemagne le port, la forteresse et le territoire de Kiao-tcheou, le Japon devait naturellement les détenir pendant toute la durée de la guerre, comme une position et un boulevard demeurant entre les mains des Alliés contre l'ennemi commun. Le Japon, toutefois, ainsi qu'il l'avait fait prévoir dans son ultimatum du 15 août, avait en vue de faire restitution ultérieure à la Chine de cette partie de son domaine si perfidement acquise par les soi-disant représailles de l'Allemagne. Mais cette restitution même, conforme à la politique des Alliés et au programme du maintien de l'intégrité et de l'indépendance du territoire chinois, ne pouvait être faite qu'avec les précautions et garanties nécessaires et avec la certitude que le territoire ainsi récupéré ne serait pas de nouveau aliéné en de mauvaises mains. Le gouvernement japonais jugea donc opportun, toute résolution définitive étant d'ailleurs ajournée jusqu'à la conclusion de la paix générale, de définir d'avance avec le gouvernement chinois certaines de ces précautions et garanties. Tel fut l'objet des négociations engagées entre les deux gouvernemens, du 18 janvier au 1er mai 1915, et qui aboutirent, le 25 mai, à la signature de conventions, lettres et protocoles, par lesquels étaient réglés, outre la restitution ultérieure à la Chine du territoire et du port de Kiao-tcheou, différens points touchant les intérêts japonais dans les provinces du Chan-toung, de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie orientale. Il était expressément stipulé que le gouvernement chinois, une fois rentré en possession de Kiao-tcheou, n'aliénerait, ni par cession à bail, ni sous aucune autre forme, aucun point du territoire continental ou côtier du Chan-toung, ni aucune des îles situées dans les eaux territoriales. Le gouvernement chinois s'engageait, en outre, à faire de Kiao-tcheou un port ouvert au commerce international, à y établir un quartier ou concession japonaise, ainsi qu'une concession internationale, si les Puissances en exprimaient le désir. Le gouvernement japonais se réservait la faculté d'être substitué, dans la province du Chan-toung, au gouvernement allemand pour tous les droits, avantages et privilèges, notamment en matière de chemins de fer et de mines, précédemment concédés à l'Allemagne. Dans les provinces de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie orientale, il obtenait la prorogation, au terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, des baux réguliers

dont il était déjà concessionnaire pour le territoire du Liao-toung et de Port-Arthur, de même que pour les lignes ferrées du Sud-Mandchourien et de Moukden à Antoung. Quelques concessions additionnelles de mines et de chemins de fer lui étaient enfin reconnues dans certaines régions de la Mandchourie du Sud et de la Mongolie orientale.

Ce n'est pas sans résistance que la Chine finit par acquiescer à ces divers règlemens, qui, s'ils n'étendaient pas la sphère de l'action japonaise dans les provinces limitrophes de Mandchourie et de Mongolie, en prolongeaient la durée et en augmentaient les privilèges, droits et avantages. Le gouvernement japonais, cependant, s'il mettait à profit des circonstances propices, n'excédait pas les termes et les limites du programme contenu dans les précédens accords conclus, soit avec la Chine, soit avec les Puissances de l'Ouest. La politique du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la Chine, ainsi que du *statu quo* et de la paix de l'Asie orientale, demeurait celle dont, pendant la guerre qui ravageait l'Europe, le gouvernement japonais continuait à s'inspirer. S'il accomplissait son devoir en se rangeant à côté des Alliés, et en soutenant avec eux la lutte contre l'ennemi commun, il restait fidèle, en ce qui concerne l'Asie orientale et la Chine, à la méthode et au programme des accords conclus de 1902 à 1912.

C'est en pleine guerre, et dans la satisfaction du devoir accompli, que le Japon a, pendant l'automne de 1915, procédé à Kyoto aux fêtes religieuses et rituelles du couronnement de l'empereur Yoshi-hito, dont les longs deuils de la Cour avaient jusqu'alors retardé la célébration. Au lendemain de ces fêtes pour lesquelles, à cause des événemens, aucune invitation n'avait été adressée aux Cours et aux Gouvernemens étrangers, représentés seulement par leurs ambassadeurs ou ministres déjà accrédités, la Cour de Russie a tenu, par un acte de haute courtoisie et de spéciale gratitude, à déléguer au Japon, en mission extraordinaire, l'un des membres de la famille impériale, le grand-duc Georges Michaïlovitch. La pensée qui a présidé à cette démarche de la Cour de Pétrograd, l'accueil qui a été fait à Tokyo par l'Empereur, le Gouvernement impérial et le peuple japonais à l'envoyé du Tsar, permettent de mesurer, avec tout le chemin parcouru dans ces vingt dernières années, le caractère des rapports unissant aujourd'hui les deux Cours,

les deux gouvernemens, les deux peuples. Ils attestent aussi, en même temps que l'intimité des liens entre la grande Puissance asiatique et les grandes Puissances d'Europe dont elle est l'alliée, l'unité et la convergence des efforts qui, de cette extrémité de l'Asie orientale, comme de tous les fronts de l'Europe, sont concertés pour la direction et la victorieuse issue de la plus vaste, comme de la plus effroyable guerre que le monde ait connue.

L'alliance japonaise, contractée d'abord avec la Grande-Bretagne, devenue ensuite, par l'entremise de la Grande-Bretagne et de la France, aussi intime et étroite avec la Cour de Pétrograd qu'avec celle de Saint-James, après avoir été l'un des cimens de la Triple-Entente, s'est aujourd'hui incorporée, comme l'un des élémens les plus résistans, dans le solide airain de la présente coalition contre les Puissances germaniques et leurs complices. L'évolution de l'Asie orientale, dont la courbe a été ici esquissée, atteignait ainsi son heureux et logique épanouissement. Il était juste que le Japon, après avoir conçu, recherché et voulu le rapprochement, l'union avec l'Occident et l'Europe comme la loi de son histoire et de sa destinée, eût sa place, sa mission et son rôle dans la guerre prodigieuse où se jouent et décident la vie, la liberté, l'avenir de l'Europe et du monde.

A. Gérard.

LA SORTIE DE LA FLOTTE ALLEMANDE

Il fut question de cette sortie, il y a quelque six semaines, au moment où la grande lutte sous Verdun battait son plein et cette coïncidence même donnait à penser. Le grand État-major allemand, qui sait employer la force navale à la poursuite de ses desseins, ne nous ménageait-il point quelque coup de revers au moyen duquel, troublant nos dispositions militaires et affolant la nation, — cette nation si impressionnable, tout bon Allemand le sait, — il faciliterait au Kronprinz l'assaut de la forteresse et la percée « *nach Paris?* »

J'examinerai tout à l'heure ce cas particulier d'une question qui reste d'ailleurs pendante et dont l'intérêt ne fera qu'augmenter : « Que peut donc faire la flotte allemande?... » Mais avant de se demander quelles sont les opérations que cette flotte pourrait en effet entreprendre, il convient sans doute d'établir les fortes raisons, les raisons impérieuses, peut-être, qui la pousseront à *entreprendre quelque chose* et à s'exposer aux coups redoutables de sa puissante rivale, la flotte anglaise.

L'empereur Guillaume et ses conseillers navals (il n'est pas dit que l'amiral von Tirpitz ne soit pas encore au nombre de ceux-ci) savent fort bien quelle est la supériorité des *Home fleets* britanniques sur leur *Hoch see flotte*, en dépit des unités neuves dont s'est renforcée cette dernière depuis vingt et un mois, en dépit même des nouveaux engins défensifs et offensifs, d'un type inconnu jusqu'ici, dont ils ne peuvent s'empêcher de menacer leurs adversaires. Il doit leur paraître bien difficile d'admettre qu'une bataille rangée puisse tourner en faveur de leurs escadres, à moins que les escadres anglaises n'acceptent cet engagement décisif dans des parages où, par suite de

mouvemens très habiles, très compliqués aussi et par conséquent faciles à déjouer, le commandant en chef allemand pourrait les attirer sur des champs de mines préparés à l'avance. Et il ne semble vraiment pas, à en juger par son attitude habituelle, que le haut commandement anglais soit disposé à commettre des imprudences de ce genre.

D'autre part, l'État-major de Berlin a un sens trop juste de la guerre pour croire qu'en dehors du plan d'eau de la mer Baltique, dont il s'est réservé la maîtrise, il lui soit permis d'espérer un résultat final avantageux d'opérations stratégiques à grande portée que n'auraient pas précédées des opérations tactiques destinées à établir d'une manière définitive la supériorité de l'un ou de l'autre des belligérans sur le « champ de bataille » maritime. A quoi servirait, par exemple, de dérober quelques marches à la flotte anglaise et de courir, tout essoufflé, jusque dans la Méditerranée, si l'on y devait être, en fin de compte, atteint par l'adversaire et, alors, ou battu et détruit, ou bloqué et paralysé ?

Et pourtant, elle sortira, cette flotte allemande, elle sortira et elle se battra ! Pourquoi donc ?...

D'abord, un moment viendra, prochain peut-être, où l'opinion publique l'exigera. J'ai eu l'occasion déjà de faire remarquer, à propos de la question des sous-marins, quel danger il pouvait y avoir à exalter le sentiment de confiance dans la supériorité de ses moyens d'action, quels qu'ils soient, chez un peuple où une extraordinaire infatuation a complètement aboli le sens critique et qui n'a d'ailleurs jamais eu celui de la mesure. Le gros de la nation allemande est parfaitement convaincu que « sa marine », — et il ne distingue pas bien les diverses modalités de l'organisme très complexe que désigne ce mot, — vaut largement celle de l'odieuse Angleterre, et déjà il s'étonne que « sa flotte, » dont on lui a tant vanté la supériorité technique et militaire, sinon la supériorité numérique, ne se soit pas encore mesurée avec ces escadres ennemies qui n'osent pas l'attaquer et dont la froide, l'impassible réserve lui inspire un dédain moqueur.

Et puis, si lentement que ce soit, les résultats de ce blocus à grande distance exercé par une flotte invisible ne laissent pas de se faire sentir, de s'aggraver tous les jours. L'Allemagne se resserre, s'appauvrit. L'exaspération sera bientôt à son

comble et, ne trouvant plus de satisfaction suffisante dans d'officielles, mais vaines imprécations, n'en trouvant pas surtout d'assez immédiate dans les « représailles » exercées par les sous-marins, la nation réclamera impérieusement une action navale énergique qui dissipe enfin l'effrayant cauchemar de la disette universelle.

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire que les techniciens, — les marins, dans l'espèce, — même les plus prudens, considèrent une bataille navale engagée entre les *Home fleets* et la *Hoch see flotte*, comme devant aboutir nécessairement à un résultat désastreux pour celle-ci. Sur mer comme sur terre, l'infériorité numérique peut se trouver compensée — et au delà ! — par l'avantage de l'armement, par celui de la manœuvre, par celui du tempérament offensif, de l'énergie, de la ténacité. Les Nelson, les Suffren, les Tourville ne se sont point émus en comptant dans la ligne ennemie plus de vaisseaux que dans la leur. La disproportion était pourtant bien grande, quelquefois. A La Hougue (1), le 29 mai 1692, Tourville s'engageait avec 44 voiles contre 99 et il n'était point battu !... Ajoutez à cela que, s'il s'agit des Allemands et des Anglais d'aujourd'hui et que, comme il est probable, la bataille ait la mer du Nord pour théâtre, les premiers ont leur retraite assurée et ne se laisseront couper sans doute ni d'Helgoland, ni de l'embouchure de l'Elbe et de Cüxhaven, leur forte place d'armes. Voilà pour « la manœuvre », pour celle, du moins, dont la liberté importe surtout au plus faible. Quant à l'avantage de l'armement, hé ! qui sait ce que nos ennemis préparent à ce sujet à nos alliés ! Il faut renoncer à l'opinion généralement admise, et non sans raison jusqu'ici, de la radicale infériorité de l'Allemand en ce qui touche l'*invention*. Avouons-le : dans cette guerre, il invente. Ses inventions ne sont point géniales, certes, en ce sens qu'on y trouve toujours des réminiscences. Mais pour l'homme, créer est-ce autre chose, après tout, que se souvenir, adapter, approprier ? D'ailleurs, d'être, dans une crise comme celle-ci, un ingénieux copiste, un perfectionneur averti et de sens pratique, c'est déjà considérable, et il

(1) J'emploie la dénomination consacrée par l'usage. En réalité, la bataille rangée du 29 mai 1692 eut lieu au large de la pointe du Cotentin appelée Barfleur. Ce n'est que le 2 juin que six de nos vaisseaux échoués à La Hougue furent, après une belle défense, incendiés par l'ennemi.

y paraît, quand on considère ce que sont devenus en quelques mois les submersibles que l'Allemagne, de 1906 à 1914, imitait assez platement des nôtres.

Il faut donc se méfier de quelques surprises, aussi bien au point de vue de l'armement défensif qu'à celui de l'armement offensif, sans parler de certains procédés tactiques où la ruse germaine se donnera librement carrière. J'ai déjà eu l'occasion (et je profite encore de celle-ci) de signaler l'usage que les Allemands feront dans la grande bataille navale de leurs « zeppelins, » de leurs croiseurs aériens, comme ils les appellent fort justement. Au moment où j'écris, on affirme qu'ils vont en avoir soixante, en tout ; s'ils en réservent seulement une dizaine pour le cas qui nous occupe, cela peut représenter le jet de cent cinquante ou deux cents bombes de fortes dimensions sur les ponts des cuirassés de l'adversaire. Or, il faut remarquer qu'au milieu de l'effroyable canonnade du combat naval il ne saurait être question de se servir des bouches à feu à tir vertical, au moyen desquelles on cherche à « descendre » un zeppelin. A moins que les canons spéciaux soient placés sous tourelles, ce qui ne laissera pas de présenter de grosses difficultés, ils ne pourront être servis par leur personnel plus de quelques instans, sous le déluge des projectiles lancés par les canons de bord. Les obus qui tomberont du ciel, — des dirigeables, veux-je dire, — auront donc toute licence de percer les ponts, le pont cuirassé compris, et d'atteindre certaines parties vitales des bâtimens, appareils moteurs, poste central, soutes à munitions, etc.

Vraiment, le sort de l'unité de combat moderne devient de plus en plus précaire : œuvres vives, œuvres mortes, flottaison, ponts, blockhaus, tourelles, tout est menacé et aux points les plus délicats. Qu'arrivera-t-il d'un *dreadnought*, si puissant qu'il soit, que peuvent atteindre à la fois des obus de 1 000 kilos, des torpilles et des mines chargées de 120 à 150 kilos d'explosifs violens et des bombes aériennes contenant le redoutable « air liquide ? » On peut bien dire que c'est l'*attaque enveloppante* dans toute sa perfection, et que la destruction du malheureux mastodonte apparaît inévitable.

Mais laissons cela, qui n'est point tout à fait dans notre sujet. Il reste que la bataille navale future, prochaine peut-être, je le répète, aura certainement une physionomie très particulière et que nos ennemis s'efforceront d'y séduire la victoire

par des attraits inattendus. Mais quoi! Le nombre est le nombre, c'est-à-dire la plus grande des forces que l'on puisse mettre en jeu à la guerre; et au demeurant, on peut être assuré que nos alliés ne seront pas pris au dépourvu. Ils progressent, ils perfectionnent, ils inventent tout comme les Allemands. Et nous aussi, je suppose.

Il y a enfin une dernière raison de « sortir » pour la *Hoch see flotte :* c'est dans le cas où la flotte anglaise, les flottes alliées, si l'on veut, entreprendraient sur la côte allemande, soit directement, du côté de la mer du Nord, soit indirectement, du côté de la Baltique, — et je n'ai pas besoin d'expliquer ce que j'entends ici par *indirectement.*

Dans l'une comme dans l'autre de ces hypothèses, il est clair que l'ennemi interviendrait aussitôt. Pour en douter un seul instant, il faudrait ne pas savoir que l'intangibilité de son littoral est un des dogmes où se complaît l'orgueil de l'Allemand, et qu'au surplus ses chefs militaires sont convaincus eux-mêmes de l'invulnérabilité que conférerait à leurs places maritimes l'action de la flotte, tandis que celle-ci, à son tour, verrait doubler sa force en s'appuyant sur les ouvrages de côte. Il s'en faut bien, en réalité, qu'une telle confiance soit justifiée; mais, pour la thèse que j'expose, il suffit que cette confiance existe et, en fin de compte, on peut affirmer que, lorsque les Alliés le voudront réellement, il leur sera facile d'obtenir cette grande bataille navale après laquelle, pour des motifs que j'ai déjà exposés, il y a longtemps, ils ne soupirent peut-être pas autant qu'on le croit.

*
* *

Donc, la flotte allemande sortira. Mais de quel côté ira-t-elle et quelle sorte d'opérations entreprendra-t-elle?

Le choix n'est point indifférent, au moins dans la phase actuelle de la grande guerre. Il ne le deviendrait que dans la période ultime où, désespérant de l'issue définitive du conflit si légèrement provoqué, les dirigeans de l'Allemagne se diraient qu'après tout, perdue pour perdue, — car les Alliés en exigeraient la remise au traité de paix, — leur belle flotte serait assez utilement employée à détruire, dans une bataille rangée, n'importe où, le plus possible de cuirassés anglais.

On n'en est point encore là, et le grand État-major de Berlin peut en ce moment se décider sur d'autres considérations que celles qui, plus tard peut-être, le conduiront à tenter un coup de désespoir. On sait d'ailleurs qu'habile à mettre en jeu toutes ses ressources au moment opportun, et peu sensible à la crainte d'éprouver des pertes, quand il lui paraît que les risques sont compensés par les bénéfices éventuels d'une action vigoureuse, cet État-major n'hésite pas à employer les vaisseaux à soutenir, à fortifier de tous leurs moyens offensifs les opérations des armées.

C'est ainsi qu'au mois d'août 1915, on se le rappelle, une forte escadre, comprenant des cuirassés, des croiseurs de combat et nombre d'unités légères, entreprit, de concert avec l'aile gauche des armées du maréchal von Hindenburg, de s'emparer du golfe de Riga, de serrer de près ce grand port et même d'effectuer à Pernov un débarquement, qui ne visait à rien moins que de pousser jusque sur Reval, peut-être mal défendu encore du côté de terre, comme l'était Sébastopol au mois de septembre 1854.

Ces desseins ambitieux, mais non pas inexécutables, disons-le tout de suite, furent déjoués par le dévouement d'une partie de la flotte russe, commise à la défense de Riga, et aussi par l'intervention opportune, au Sud de Pernov, de contingens de la défense que l'assaillant croyait avoir écartés. Il y avait eu aussi des circonstances atmosphériques, — une brume épaisse et prolongée, — plus favorables à la défense qu'à l'attaque. Enfin, il semble que tous les mouvemens des Allemands n'aient pas été aussi exactement combinés qu'il est nécessaire dans ces délicates opérations mixtes. Nos adversaires ne sont pas infaillibles.

Toujours est-il que l'échec fut complet et marqué fâcheusement par la destruction du cuirassé *Pommern* et de quelques navires légers, tandis que le beau croiseur de combat *Moltke*, frère jumeau du célèbre *Gœben*, n'échappait qu'à grand'peine au même sort. Il y avait déjà dans la Baltique des sous-marins anglais habilement commandés.

La première hypothèse qui se présente à l'esprit pour qui, connaissant la ténacité allemande, se demande ce que fera cette année-ci l'escadre baltique de la *Hoch see flotte*, c'est donc celle d'une reprise de l'opération avortée, il y a huit ou neuf mois. Or, précisément, des correspondances récentes de Pétrograd, émanées de critiques militaires autorisés, faisaient prévoir

une attaque combinée non plus du golfe de Riga, mais bien du golfe de Finlande.

On précisait en disant que, comme ce golfe est barré par des lignes de torpilles, — où sont ménagées, bien entendu, les « portières » indispensables aux mouvemens des navires russes, — le premier effort des Allemands se porterait sur la destruction de ces lignes, ce qui les conduirait à prendre terre d'un côté ou de l'autre du golfe pour enlever les ouvrages permanens auxquels s'appuient les barrages. Il se peut. N'essayons pas, sur des renseignemens trop vagues, de déterminer d'avance la marche des opérations, dans le cas en question. Je me borne à observer que la flotte russe s'est singulièrement renforcée dans ces derniers mois par la mise en service des quatre « dreadnoughts » du type *Gangout*, de quelques croiseurs de 6800 tonnes du type *Svietlana*, de grands torpilleurs d'escadre et de sous-marins, sans parler de certains navires auxiliaires. D'autre part, le nombre des sous-marins britanniques s'est certainement accru, malgré toutes les précautions prises par les Allemands pour barrer à ceux-ci le débouché du Sund dans la Baltique.

Il n'est d'ailleurs pas impossible et il serait très désirable que le concours fourni par les Alliés de l'Ouest à la flotte russe de la Baltique ne se bornât pas là. Tous les bâtimens qui calent moins de 6 mètres et qui peuvent par conséquent franchir le seuil méridional du détroit dano-suédois seraient les bienvenus dans la Baltique orientale, à condition, d'abord que leur passage ne fût pas signalé à l'avance par les grand'gardes allemandes qui se tiennent dans le Cattégat, ensuite qu'un mouvement opportun de l'escadre légère russe, — nombreuse et forte, — leur assurât d'être « recueillis » à la hauteur de Bornholm, après qu'en forçant de vitesse ils auraient réussi à distancer les croiseurs disposés en observation derrière le champ de mines du Sund.

Ce sont peut-être là de graves difficultés, et d'aucuns remarqueront qu'il serait, dans ces conditions, plus avantageux, sinon plus simple, de franchir de vive force le Grand Belt avec la plus grande partie des *Home fleets* elles-mêmes. Évidemment. Je n'insiste pas cependant sur cette question délicate, objet de tant de controverses. On sait ce que j'en pense et je l'ai assez souvent dit ici. Pour ne pas sortir de mon sujet actuel, je me contenterai de noter que, dans le cas d'opération sérieuse de la

flotte allemande à l'ouvert du golfe de Finlande, ce serait sans doute décharger la marine russe d'une grande partie du poids qui pèserait sur ses épaules que de retenir vers Helgoland, par une vigoureuse démonstration, les élémens les plus modernes, les plus puissans des escadres cuirassées ennemies.

*
* *

Si la liberté relative dont jouit la marine allemande dans la Baltique, — « notre mer, » disent orgueilleusement nos adversaires, — donne un sérieux caractère de probabilité à des opérations entreprises contre la côte russe, il n'est point interdit d'en considérer quelques autres comme possibles. Jetons donc nos regards plus à l'Ouest, vers la mer du Nord et les eaux britanniques. Où peut conduire, de ce côté, une sortie de la *Hoch see flotte?* La question est très complexe; à elle seule, elle exigerait une assez longue étude. Je tâcherai de me borner, avec, d'ailleurs, d'autant plus de regret que l'éventualité d'une importante opération maritime allemande — d'un *débarquement*, pour tout dire, — semble admise encore, à l'heure qu'il est, par certains de nos amis d'outre-Manche et non des moindres, ni des moins influens sur l'opinion. Une descente! une grande descente, s'entend, sur le sol anglais, après ces vingt et un mois de guerre, après le grand échec de l'offensive allemande vers Dunkerque et Calais, après celui de Verdun, si grave au point de vue de l'usure matérielle et morale, après que la Grande-Bretagne s'est donné une armée de plusieurs millions d'hommes et qu'elle a presque doublé sa flotte, déjà si puissante, si supérieure en nombre à la flotte allemande!

Je ne crois pas être suspect de défiance ou seulement d'indifférence à l'égard des *opérations combinées* dont j'ai toujours soutenu l'efficacité; mais, vraiment, je ne vois pas comment celle-ci pourrait réussir, et les appréhensions auxquelles je faisais allusion tout à l'heure me paraissent absolument chimériques. Certes, il n'est pas indispensable d'être maître de la mer pour exécuter un coup de main sur la côte ennemie. Il peut suffire qu'après avoir fait des préparatifs minutieux en vue d'une opération bien déterminée et de portée limitée, qu'après avoir pris exactement des mesures d'ailleurs très compliquées, on profite de circonstances de temps favorables, — mettons une brume épaisse et de quelque durée, — pour se soustraire à la

surveillance des croiseurs ennemis et atteindre sans fâcheuse rencontre un littoral d'ailleurs peu éloigné.

Il se peut même, à la grande rigueur, qu'on ait le temps de jeter à terre quelque quinze ou vingt mille hommes avant qu'intervienne le gros de la flotte des défenseurs : par exemple, si on a su attirer ce gros à une grande distance du point de débarquement par une habile démonstration. Mais enfin, ce ne sera jamais là qu'un répit de vingt-quatre heures, au maximum et, ce délai passé, il faudra bien en découdre sans avoir eu le loisir de terminer l'opération et en abandonnant au hasard du combat, sinon l'infanterie du corps de débarquement, du moins sa cavalerie, son artillerie, en tout cas ses encombrans « services à l'arrière, » approvisionnemens, munitions, sections de chemin de fer, outillages et appareils spéciaux, auto-projecteurs, auto-canons, T. S. F., parc d'aérostation, etc. Et si l'on est battu, comme il est plus que probable dans le cas qui nous occupe, que deviendra ce corps d'armée isolé, perdu en pays ennemi, privé de ses ravitaillemens et de la plupart de ses moyens d'action? J'entends bien que le choix du point de la descente a pu être tel que cette situation si complètement aventurée n'entraîne pas de danger *immédiat*. Admettons qu'il en sera ainsi quand on aura occupé une île très voisine de la terre ferme, ou, mieux, une presqu'île dont le pédoncule puisse être aisément barré; ou encore un port en saillie sur le littoral et d'une défense facile contre un retour offensif de l'adversaire.

Mais justement les bénéfices de telles positions ne tardent pas à se retourner contre le téméraire assaillant. N'en pouvant pas déboucher, faute de moyens suffisans, il y sera bloqué presque aussitôt, bloqué du côté de la terre par la concentration rapide des troupes de la défense, bloqué du côté de la mer par celle de la flotte victorieuse.

Ce blocus « tactique, » très rapproché, très resserré, pourra-t-on le rompre quelquefois — bien rarement! — au moyen de bâtimens très rapides, très armés, *très défendus* et en même temps susceptibles de porter dans leurs cales de quoi subvenir aux besoins les plus impérieux du corps bloqué? Peut-être. Cela ne résoudra d'ailleurs pas les difficultés. La grosse artillerie entrera en jeu, à bref délai, aussi bien du côté de la terre que du côté de la mer et un bombardement formidable, écrasant, ininterrompu, viendra à bout de la résistance des bloqués avant

même que la faim ou l'épuisement de leurs munitions aient fait tomber les armes de leurs mains.

Ainsi l'on en revient toujours à la nécessité de s'assurer, avant tout et au moins pour un laps de temps assez étendu, de la maîtrise de la mer. Or, nous n'avons examiné dans tout ce qui précède que le cas relativement simple du « coup de main, » n'exigeant que le transport d'effectifs restreints. Imagine-t-on les *impossibilités* en face desquelles on se trouverait, s'il s'agissait de mettre à terre une armée capable de conquérir un grand pays? Il faut des jours, des semaines pour cela, et l'opération de débarquement n'est, en fait, jamais terminée, puisqu'il faut alimenter constamment de toutes choses ce grand corps si exigeant et, pour obtenir ce résultat, créer une *ligne de communications* parfaitement sûre où une flotte de vapeurs pourra faire la double navette entre la base primitive et la base secondaire, entre le point de départ et le point d'arrivée de l'expédition.

Mais pourtant, objectera-t-on, si les Allemands avaient été victorieux sur l'Yser et qu'ils eussent occupé nos ports du Pas de Calais, n'auraient-ils pas pu réussir à franchir le détroit en employant des procédés spéciaux de nature à paralyser l'action de la flotte anglaise?

On l'a dit. Il a été question, après coup, d'une sorte d'avenue constituée, entre Calais et Douvres, par deux doubles ou triples lignes de mines automatiques, gardées par des bâtimens légers et par des sous-marins. Sous la protection de ces deux barrages parallèles, — qui rappellent un peu les « longs murs » reliant Athènes au Pirée, — l'armée d'invasion, empruntant sans doute le concours d'une flottille dans le genre de celle de 1805, aurait atteint la côte anglaise sans avoir rien de sérieux à craindre de la part des *Home fleets*. A supposer que celles-ci se fussent risquées à franchir ce double rempart, leurs pertes eussent été tellement fortes, sous les coups des mines et des torpilles, que la *Hoch see flotte* survenant en aurait eu très bon marché.

Nous ne verrons jamais l'exécution de ce beau projet et si l'on pouvait ne se placer qu'au point de vue de « l'art, » on serait tenté de le regretter. En attendant, une foule d'objections se présentent immédiatement à l'esprit : comment la flotte anglaise eût-elle laissé exécuter le long travail de la pose de plusieurs milliers de mines sans intervenir en temps utile? Sans doute elle avait assez passivement laissé miner la mer du Nord au

prime début des opérations. Mais c'est qu'à cette époque le mode de participation de la Grande-Bretagne à cette grande guerre naissante n'était pas nettement déterminé.

Quelques mois après le 1er août 1914, on ne pouvait raisonnablement compter qu'une telle faute se renouvellerait. Mais admettons les deux barrages établis cependant : allait-on faire abstraction des canons de cette flotte anglaise? Pour arrêter l'immense flottille progressant lentement vers la côte de Douvres ou vers Dungeness, point n'était besoin aux cuirassés britanniques de s'exposer à de graves périls en essayant de forcer l'avenue. Il leur suffisait de lancer à bonne distance une pluie d'obus sur cette réunion de bâtimens. L'avenue ne pouvait être assez large pour que ceux-ci échappassent aux effets d'un tir, exécuté de l'un et de l'autre côté de ce long, mais étroit plan d'eau. Il n'était même pas nécessaire d'employer à ce bombardement par l'extérieur le gros des escadres cuirassées. Les bâtimens de seconde ligne, les croiseurs légers et les destroyers suffisaient ; et donc les cuirassés, les *dreadnoughts* en tête, restaient prêts à se mesurer avec les escadres allemandes. Enfin l'amirauté anglaise disposait déjà, en novembre 1914, d'un grand nombre de sous-marins et de bâtimens de très faible tirant d'eau, chalutiers ou autres, armés de canons. Toutes ces petites unités pouvaient pénétrer dans l'avenue sans s'embarrasser autrement des mines, les unes passant au-dessus, les autres passant au-dessous. Quant à arrêter les sous-marins par des filets, il n'y fallait guère songer, la mise en place de ces filets, en plein détroit et surtout dans la mauvaise saison représentant un travail très pénible et très long.

Si maintenant on réfléchit que c'était pourtant entre Calais et Douvres que les chances de succès étaient les plus marquées, — les moins illusoires, devrais-je dire ; — qu'aujourd'hui il faudrait, allant d'Ostende à un point quelconque du Kent, compter avec une distance quadruple et aussi avec le champ de mines anglais de la Manche des Pays-Bas, on se rend aisément compte de l'impossibilité d'entreprendre cette extraordinaire opération.

On le voit assez d'ailleurs. Au moment même où j'écris ces lignes, nous parvient la nouvelle de l'*attaque combinée* que les Allemands viennent d'exécuter contre l'Angleterre pour masquer le désastreux effet moral produit par la note si dure et si

inquiétante pour eux du président Wilson. Quand il eût fallu, pour occuper la scène et « amuser la galerie » une opération sensationnelle et de grande envergure, ils ne trouvent rien de mieux qu'une nouvelle sortie de leurs croiseurs, aussitôt rejetés de la côte anglaise par leurs adversaires et qu'une trente-huitième incursion de zeppelins ou d'hydravions. Ils y ajoutent pourtant un « numéro » nouveau, inattendu même, reconnaissons-le, un essai de soulèvement de l'Irlande. Mais quelle insuffisance de moyens pour un objet si ambitieux !

Un mot là-dessus, toutefois, puisque aussi bien l'examen d'une sérieuse opération de descente en Irlande peut rentrer sans effort dans le cadre de cette étude.

Oui, certes, au début de la guerre, une expédition partie des ports de la mer du Nord et réussissant à se dérober vingt-quatre ou trente-six heures à la flotte britannique, — et cela n'était pas très facile ! — eût peut-être atteint un point favorable de la côte du Connaught ou du Munster et, débarquant rapidement une trentaine de mille hommes, aurait causé au gouvernement anglais des embarras dont la répercussion se fût certainement fait sentir sur la marche de nos propres affaires, assez mal en point à ce moment-là.

Mais que de difficultés déjà, à cette époque ! Les hésitations auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, admissibles quand il s'agissait de définir exactement le rôle de la Grande-Bretagne dans un conflit où ne semblaient engagés tout d'abord que des intérêts un peu lointains peut-être pour le gros de la nation, ces hésitations, dis-je, n'avaient plus de raison d'être, dès que l'Allemagne lui portait un coup aussi direct et aussi dangereux. Or les *Home fleets* étaient, répétons-le, toutes prêtes, ayant été mobilisées à la fin de juillet pour la grande revue du roi George V. Elles tenaient la mer du Nord, au moins par leurs grand'gardes, et comment une grande flotte et un long convoi eussent-ils pu échapper à leur surveillance, même en profitant de la brume pour s'élever au Nord, le long du Jutland et de la Norvège, pour tourner ensuite à l'Ouest, au large des Shetland ? Il suffisait, pour que tout fût découvert et que la tentative avortât, de la rencontre inopinée d'un petit croiseur, d'un « destroyer » muni de la T. S. F. Et la mer était sillonnée de ces petits bâtimens.

*
* *

En résumé, s'il reste toujours possible auv Allemands d'entreprendre avec des chances de succès un coup de main n'ayant pour objet que la mise à terre de quelques milliers d'hommes, — à condition qu'ils soient pourvus de munitions pour longtemps, — on ne voit pas du tout comment ils pourraient débarquer une armée, je dis même une petite armée, sur le sol anglais avant d'avoir battu la flotte britannique.

Mais, puisque j'admets le coup de main, n'est-il pas indiqué d'examiner si cette opération ne pouvait être conduite contre nous? Et même n'est-il pas permis de penser et de dire, maintenant que tout danger est parfaitement conjuré sur notre front continental, qu'il y a eu, à la fin de février dernier, des jours sombres où la nouvelle d'une descente, même de portée restreinte, sur certains points toujours favorables de notre littoral aurait pu causer un grave ébranlement à l'esprit public et de sérieux embarras au commandement? C'est ce que j'exposais au prime début de cette étude et je ne pense pas être bien téméraire en estimant qu'à Berlin, à l'Office de la Marine comme au grand État-major, on avait dû examiner avec une certaine bienveillance les plans d'une opération qui s'inspirait dans son principe de l'opinion que se faisaient nos adversaires, qu'ils se font encore peut-être, de la mentalité française.

Eh bien! supposons réunie sous Helgoland, à ce « mouillage des vaisseaux » que connaissait si bien notre escadre cuirassée de 1870-71, une force navale allemande ayant la composition suivante :

6 croiseurs de combat ou cuirassés rapides (*Von der Tann*, *Moltke*, *Seydlitz*, *Derfflinger*, *Lützow*, *Hindenburg*);

6 croiseurs légers, du type dit « des villes d'Allemagne; »

1 flottille de « destroyers » ou « grosse torpedoboote » de 10 unités, plus le bâtiment chef de flottille ;

4 paquebots-géans, du type *Imperator* (50 000 tonnes, 23 nœuds de vitesse), capables d'enlever chacun de 4000 à 5000 hommes, au moins, pour une traversée assez courte et de prendre dans leurs immenses cales le matériel correspondant à l'effectif d'une forte division de toutes armes, ainsi que les chevaux et mulets indispensables;

2 paquebots du même type chargés de combustibles et aménagés pour les ravitaillemens en pleine mer.

Cette escadre combinée aurait la vitesse de ses élémens les moins rapides, c'est-à-dire des transports, car les croiseurs de combat vont de 27 à 30 nœuds, les croiseurs légers de 27 à 28 et les « destroyers » atteignent 32 nœuds. Mais il faut remarquer que ce sont là des vitesses d'essais que l'on ne retrouve pas facilement dans la navigation courante. Or, pour des motifs bien connus des spécialistes, l'écart entre ces vitesses d'essais et les allures pratiquement réalisables pendant une traversée est bien moindre pour les vapeurs de commerce que pour les navires de guerre. En somme, la force navale en question verrait très probablement s'établir l'accord des vitesses entre bâtimens des deux catégories vers 20 ou 21 nœuds; c'est-à-dire que, si elle visait l'une de nos îles, — ne précisons pas! — du littoral de l'Atlantique, elle pourrait effectuer en moins de quatre-vingt-dix heures le trajet de 1 800 milles environ d'Helgoland à cette île, en passant par le Nord de l'Écosse après avoir couru au Nord jusqu'à la hauteur de Bömmel Oen, à peu près.

« Mais il y a la flotte anglaise, dira-t-on, et justement sur les rades de l'Écosse... » Sans doute. Toute la question est de savoir si l'on peut dérober à cette flotte une marche de trois ou quatre jours. Je ne dis pas que ce soit facile ni qu'il ne faille pas de la chance pour y arriver. Je répète seulement que c'est possible, avec des circonstances de temps favorables et d'adroites diversions du gros de la *Hoch see flotte* resté dans la mer du Nord. Ne venons-nous pas de voir que cette escadre des croiseurs de combat allemands a pu insulter impunément la côte anglaise, le 25 avril, et bombarder Lowestoft sans avoir affaire à autre chose que des croiseurs légers, des « destroyers » et — peut-être — des sous-marins? Pourquoi la vaillante division des croiseurs de combat anglais de l'amiral Beatty, celle qui, deux fois déjà, avait refoulé l'ennemi en lui faisant éprouver des pertes (*York* et *Blücher*), pourquoi n'était-elle pas là? C'est, suivant toute apparence, qu'elle avait été appelée du côté de l'Irlande où s'était produit, dès le 21, le mouvement que l'on sait. Et il était en effet, parfaitement logique d'admettre que les Allemands envoyaient de ce côté-là quelque chose de plus qu'un chalutier à vapeur et qu'un sous-marin.

Les Allemands, toujours si bien renseignés, n'ont-ils pas été prévenus, du reste, de ce faux mouvement des adversaires qu'ils redoutent le plus? Cela encore est fort possible. Toujours est-il

que la plus grande vigilance ne met pas le parti le plus fort à l'abri d'une surprise ou d'un piège stratégique.

Joignez à cela un brouillard favorable, ou seulement ce que les marins appellent un *temps bouché*, et vous arriverez à la conclusion que le coup de main, — le coup de main, pas plus ! — reste toujours possible. J'ajoute que la force navale allemande que je mets hypothétiquement en jeu pourrait fort bien tenter le passage du Pas de Calais et de la Manche, ce qui accourcirait singulièrement sa randonnée (900 milles, au lieu de 1 800) et dérouterait ou du moins retarderait singulièrement ainsi les escadres anglaises. Mais le détroit est bien gardé et par des moyens que les grandes unités redoutent, avec raison. Cependant, là aussi, je dis : *il n'y a pas impossibilité*, et nos ennemis sont gens à tout risquer quand ils verront s'évanouir peu à peu leurs chances *normales* de se tirer d'affaire.

Reste, une fois le petit corps expéditionnaire débarqué et installé dans sa conquête (je mets à dessein les choses au pis), la difficulté de l'y faire vivre, de l'y maintenir en le ravitaillant au fur et à mesure de ses besoins ; mieux encore, de le renforcer peu à peu et de lui donner les moyens d'entreprendre réellement une action sur notre littoral. C'est là que l'on en revient à la nécessité de la bataille navale, et l'on sait ce que je pense du résultat de cette rencontre. Peut-être, toutefois, réussirait-on à organiser un service de *blockade runners* entre l'Allemagne et ce corps détaché à l'aventure. Mais combien précaires seraient ces communications, si rapides et si habiles que fussent les navires qu'on y emploierait ! On l'imagine aisément. Et bientôt, les Anglais et nous, nous mettrions fin à l'« exploit » en allant forcer et capturer dans son île, ou sa presqu'île, l'audacieux envahisseur.

*
* *

Mais, — soyons logiques, — si nous acceptons comme réalisable cette entreprise sur le littoral français de l'Atlantique, il est difficile de ne pas accepter aussi l'éventualité de l'entrée de la force navale que nous considérons dans la Méditerranée. Ce ne serait que 400 milles de plus à faire pour atteindre Gibraltar, et si l'on avait, comme je le disais plus haut, réussi à devancer de trois jours, moins même, les flottes anglaises, celles-ci n'arriveraient pas à temps pour engager, vers Trafalgar, une nouvelle

et décisive bataille. Le détroit serait défendu, sans doute ; pas aussi bien, cependant, que le Pas de Calais. Les circonstances géographiques et hydrographiques ne s'y prêtent pas.

Les Allemands trouveraient-ils bientôt, du moins, une concentration imposante de forces navales capables de leur barrer la route et de les détruire ? Oui et non. Ce n'est point du tout certain. *Il y a la flotte autrichienne qui ne se laisserait pas oublier* dans cette affaire compliquée dont son chef, l'archiduc Karl-Stephan, entretenait, en février dernier, l'État-major naval de Berlin et le prince Henri de Prusse. Je n'entreprendrai pas, — ce serait beaucoup trop long, — de débrouiller les fils d'un écheveau stratégique aussi enchevêtré ; et d'ailleurs, quand on effleure des questions de ce genre, il convient de se tenir dans les généralités. Ce que je puis dire, c'est qu'il n'est pas si aisé qu'on le pense, d'abord, — stratégiquement, — d'opérer à point nommé des concentrations exactes d'escadres dispersées, dont tous les élémens ne sont pas toujours prêts à marcher simultanément et qui ne sauraient se dégager, là, tout de suite, sur un simple signal de T. S. F., des opérations essentielles où elles se trouvent engagées ; en second lieu, — tactiquement, — de se mettre en travers de la marche d'unités rapides et bien armées, vigoureusement conduites d'ailleurs, et qui veulent absolument passer. On peut les canonner certainement, les torpiller... peut-être ; les avarier gravement, les couler même, si la fortune s'en mêle ; mais on ne peut les arrêter net, les *fixer*, comme on le fit quelquefois dans certains combats de la marine à voiles (1).

Les transports eux-mêmes auraient des chances de passer. Grâce à leur très petit nombre, les unités de combat pourraient les encadrer et les soustraire aux coups les plus dangereux en les plaçant au centre de l'intervalle entre deux colonnes.

Mais à quoi bon tout cela ? Que viendrait donc faire en Méditerranée cette escadre rapide, sans doute, mais trop faible pour y jouer, même réunie à la flotte autrichienne, un rôle prépondérant, puisque aussi bien la supériorité numérique resterait aux Franco-Anglo-Italiens, même avant l'arrivée des *Home fleets* un moment déroutées ? S'agirait-il donc de se faire

(1) Par exemple Nelson, sur le *Captain*, au combat du cap Saint-Vincent contre la flotte espagnole (1797) et Lucas, sur le *Redoutable*, — contre le *Victory* de Nelson, justement, — à Trafalgar.

enfermer dans l'Adriatique et bloquer étroitement à Pola ou à Cattaro ? Et ces 18 ou 20 000 hommes de débarquement, à quoi serviraient-ils ? Pour les joindre aux Autrichiens du Carso, de l'Istrie ou de l'Albanie, point n'était besoin de les exposer aux dangereux hasards d'une telle traversée...

Certes ! — Aussi n'est-ce point l'Adriatique qui serait, en pareille conjoncture, l'objectif de nos adversaires, ni, davantage, les rives orientales de l'Égée, ou celles de la mer Syrienne. Je crois que je puis m'en fier à la pénétration des lecteurs de la *Revue* pour déterminer le point où, rapidement mis à terre, ce petit corps allemand suffirait pour provoquer, non point un mouvement populaire, — et encore, qui sait ?... — mais un mouvement politique et militaire en faveur des empires du Centre.

Et quant aux conséquences de ce coup d'audace, il est, n'est-ce pas ? inutile de les développer. Elles seraient considérables. J'ajoute que l'escadre allemande, — si elle réussissait décidément à déjouer les manœuvres des flottes alliées pour l'intercepter, — trouverait aux Dardanelles un refuge assuré. Bien mieux, ralliant à Constantinople le *Gœben* et le *Breslau*, encore à peu près valides, dit-on, malgré leurs avaries, elle serait en mesure de disputer énergiquement la Mer-Noire à l'escadre russe.

Ai-je besoin de dire, de répéter qu'en tout ceci j'ai mis les choses au mieux pour nos adversaires et que la réussite d'une opération aussi téméraire supposerait un concours de chances heureuses qui ne se produit guère dans le cours ordinaire des choses. Mais c'est assez, il me semble, que le succès ne soit pas absolument impossible pour qu'il y ait intérêt à en étudier de près les ressorts. C'en est un très fort, très solide, que l'avantage d'une grande vitesse longtemps soutenue, et cet avantage, nous n'avons pas le droit de le refuser *a priori* à nos adversaires. Les Alliés le possèdent d'ailleurs aussi bien qu'eux.

La vitesse ! La vitesse, avec une puissance offensive et défensive suffisante, caractéristiques essentielles des « croiseurs de combat... » avec cela, que ne peut-on entreprendre ?

Contre-Amiral Degouy.

EN KABYLIE

LES PÈRES BLANCS

PENDANT LA GUERRE

En quittant Maillot pour nous rendre chez les Pères Blancs d'Ighil-Ali, nous traversons une admirable région algérienne qu'on pourrait appeler la « Provence africaine, » car son paysage montueux, boisé d'oliveraies, rappelle, avec plus d'ampleur et de force, les campagnes d'Aix à Toulon.

En 1871, cette partie de la Kabylie fournit les chefs de la formidable insurrection qui tint en échec pendant plusieurs mois deux armées françaises. Maintenant, agréable constatation, malgré la guerre mondiale prolongée, c'est ici la sécurité absolue. Des pâtres en burnous et des laboureurs à jambes nues, beaux comme des figures de Virgile, saluent au passage notre voiture. Nous roulons vers l'une des plus curieuses villes berbères de l'Afrique où les Pères Blancs, puis les Sœurs, plantèrent bravement leurs tentes, au lendemain de la défaite des insurgés kabyles. Sans cesse la route s'élève de la vallée de l'oued Sahel vers la montagne de plus en plus dénudée, hargneuse et pourtant magnifique de couleur et de ligne. Le pays change d'aspect et, de provençal, devient âprement africain. A gauche, les cimes neigeuses du Djurjura semblent coiffer l' « arekia, » cette calotte de laine blanche portée par certains

Kabyles. Des pitons roux sont couronnés, sur leurs sommets, de bourgades de la nuance des mandarines et du corail. Les figuiers de Barbarie, en haies concentriques, forment des remparts épineux à ces villages qui s'affrontent et semblent se provoquer. Hier encore, en effet, les Kabyles se battaient de hameau à hameau et même de rue à rue. Aujourd'hui, les « çofs, » ces partis de mutualité offensive et défensive persistent toujours chez ces montagnards farouches. Aussi les « tsars, » ces vendettas, déciment encore certaines familles, et il n'est pas de mois où, dans l'un ou l'autre de ces hameaux, quelque personne ne soit victime d'un guet-apens. De village en village, pendant notre voyage, nous sommes passés à travers des affaires de meurtre de la journée ou de la veille.

Voilà la Berbérie que les Pères Blancs du cardinal Lavigerie voulurent conquérir à l'esprit de charité et à l'influence française (1).

Six mille habitans vivent agglomérés à Ighil-Ali en trois groupes, installés sur trois collines escarpées, qui donnent à ces quartiers des allures de forteresses. Et, à la vérité, ces divisions correspondent aux trois « çofs » qui se faisaient jadis une guerre perpétuelle. Les gens du faubourg de Tazaërt eussent été tués s'ils avaient eu l'audace de venir commercer avec les gens d'Ighil-Ali, et ceux-ci risquaient le poignard ou le plomb s'ils dépassaient d'une enjambée la porte qui marquait l'entrée du quartier de leurs voisins. Il fallait à ces citadins d'une même ville obtenir l' « anaïa, » c'est-à-dire le sauf-conduit représenté par un gage que délivrait un notable ennemi.

Symboliquement, le couvent des Pères Blancs se trouve placé entre Tazaërt et Ighil-Ali, et il forme trait d'union. Son aspect n'est pas imposant. On le devine, une stricte économie présida à son érection, et les religieux ne cherchèrent pas à jouir des biens de ce monde, en ce lieu splendide pour un artiste amoureux de la montagne et de la féerie quotidienne de la lumière, mais déshérité, assoiffé, sinistre pour des Français accoutumés à notre aimable vie provinciale.

De la route qui continue vers les hauts plateaux de Sétif, il faut descendre par un chemin raide vers la cour extérieure bordée de murs, derrière lesquels se récréent une centaine

(1) Les Pères Blancs m'assurèrent qu'ils faisaient d'abord et avant tout œuvre de propagande française.

d'écoliers kabyles. Chaque soir, cette cour est soigneusement close, car le Berbère, « chapardeur » de nature, fût-il même l'obligé des Pères, ramasserait — le pauvre homme ! — tout ce qu'il trouverait : outils et vêtemens. A travers un corps de bâtiment destiné aux salles d'école, nous pénétrons dans une cour intérieure sur laquelle ouvrent les fenêtres des cellules, du réfectoire et des communs. Un peu en dehors de ces humbles constructions, sans étage sous leurs toitures de tuiles à la romaine, se trouve la chapelle. Les mœurs berbères obligèrent les Pères à tenir leur église écartée des regards indiscrets des villageois, et un sentier bordé de haies vives fut tracé, qui permit aux femmes christianisées et aux jeunes filles de l'ouvroir des Sœurs de se rendre aux offices sans risquer d'être aperçues des hommes d'Ighil-Ali. Même les Kabyles convertis éprouvent une certaine angoisse à l'idée d'exposer leurs épouses ou leurs filles à l'examen de leurs voisins. Les religieux durent satisfaire à ce préjugé contre lequel ils luttent avec la discrétion diplomatique nécessaire.

Trois Pères assurent les divers services religieux, scolaire et d'assistance médicale de ce couvent. Sur le chemin, tout à l'heure, nous avions rencontré un petit homme olivâtre, aux yeux de houille, en uniforme de facteur rural. Il s'était offert à nous indiquer le chemin et parlait correctement notre langue. Son allure était celle d'un Européen. Nous le pensions un Valencien naturalisé, lorsqu'il éclata de rire :

— Moi ! je ne suis qu'un « bicot, » comme certains colons appellent les indigènes, mais je suis un bicot chrétien, voilà la différence. Je suis marié à une Kabyle convertie. Quand vous visiterez notre village, vous pourrez le constater, nous vivons à peu près comme des Français. Ah ! que d'obligations nous avons aux Pères ! Ils ont fait du gamin déguenillé que j'étais un em-plo-yé du gou-ver-ne-ment !

Avec quel orgueil le facteur proclame ses fonctions ! Il ajoute aussitôt :

— Je sais lire et écrire votre langue, je pratique la religion catholique, il est donc bien naturel, n'est-ce pas ? que je porte la casquette galonnée et non pas « leur » chechia.

L'employé, d'une main dédaigneuse, semble repousser tous les porteurs de turban, ses frères de race.

A peine avait-il prononcé ces mots, que nous aperçûmes,

devant le couvent, un religieux robuste, vêtu du burnous blanc et de cette chechia écarlate dédaignée par le postier ; celui-ci nous chuchota :

— C'est le Père C..., mon ancien maître. Tandis que vous lui parlerez, j'irai prévenir le Père supérieur.

Les yeux du religieux, d'un bleu de ciel armoricain dans son visage brûlé par le soleil, nous laissent à supposer que nous avons devant nous un compatriote ; avec une joie profonde, il s'écrie :

— Vous avez deviné, mon Dieu ! Seriez-vous aussi des Bretons comme moi ? Songez qu'il y a vingt-neuf ans que j'habite l'Afrique. Vingt-neuf ans que je bourlingue dans le « bled » et que je n'ai pas entendu le son des voix de chez nous et réjoui mes regards à la fraîcheur des coiffes de nos paysannes. On a beau se donner de toute son âme à sa mission, le cœur retourne souvent au cher village et, en songe, je reviens à nos landes pour me consoler de cette pierraille rouge qui nous entoure.

Vers nous s'en venait d'un pas de guerrier un grand homme drapé à la mode arabe dans la laine fine, au long visage maigre à la fois grave et patient, le Père B..., le supérieur. Nous souhaitant la bienvenue, il ajoute :

— Quoique notre patrie soit engagée dans une terrible guerre, vous goûterez ici la paix. En vous assurant que votre séjour parmi nous sera reposant, ne croyez cependant pas que des ermites comme nous aient toujours été exempts d'inquiétudes. Aux premiers mois des hostilités, nous n'étions pas rassurés au milieu des Kabyles de notre entourage.

— Allons donc ! Père, proteste notre compatriote. Vous, pas rassuré ? Vous verriez approcher le martyre sans même froncer les sourcils. Et vous êtes tellement aimé des musulmans les plus endurcis que, même parmi ces gens, vous trouveriez des hommes qui se feraient tuer pour vous, si l'on vous attaquait.

Modestement, le supérieur avoue qu'il n'en doute pas ; certains Kabyles, au péril de leur propre vie, fussent intervenus.

— Mais ne préjugeons pas de l'attitude des nombreux ignorans et fanatiques, continue-t-il. Que serait-il arrivé s'ils n'avaient pas été domptés dès le mois de septembre 1914 par notre victoire et par l'énergie prévoyante de notre gouverneur ? En assurant les distributions de céréales qui empêchèrent la famine de nos populations, qui ne vivent que de commerce et

ne peuvent faire fructifier un sol presque aussi aride que le Sahara, le gouvernement algérien empêcha ces loups de sortir du bois : s'ils en étaient sortis, ils nous auraient dévorés, quitte à payer cher ce repas d'un jour.

— Ma foi ! c'est bien possible, accorde le Père C...

— L'un et l'autre vous êtes des pessimistes, s'écrie du fond du couloir un troisième moine, un sexagénaire au visage fin et aux yeux clairs qui s'approche de nous, et le Père C... nous présente l'arrivant en ces termes :

— Veuillez voir en notre Père D... le Fra Angelico de notre petit couvent.

— Je suis trahi, dit ce religieux avec un sourire, mais je n'ai, hélas ! aucune des qualités du suave artiste de San-Marco. Oserais-je néanmoins vous prier de visiter mon atelier ?

Nous le suivons dans une petite salle exposée au Nord. Par le large vitrage, un panorama prestigieux s'aperçoit : dans le bas, la vallée profonde et son oued limoneux qui serpente à travers les lauriers-roses ; plus haut, les oliviers aux crinières argentées montent à l'assaut des pentes rocheuses ; encore plus haut, le Djurjura et ses dentelures éblouissantes d'une neige qui brille à facettes comme des gemmes sur un ciel d'outremer profond.

— Voilà le tableau de Dieu qui m'humilie chaque jour et me donne la mesure de mon ignorance de barbouilleur, dit humblement le religieux qui, bras croisés, considère la puissante montagne balafrée de vert, de carmin et de bleu par ses forêts, ses rocs et ses failles. — Et pourtant, reprend-il, lorsque, plusieurs heures chaque jour, j'ai fait ma classe à mes cinquante petits Kabyles et donné mes soins médicaux à leurs parens, c'est avec un bonheur profond que je me retire dans ce cabinet vitré, pompeusement appelé atelier, et que j'y copie quelque portrait de notre fondateur, le cardinal Lavigerie, afin d'envoyer cette toile à l'un de nos petits moustiers de Berbérie. D'autres fois, je hausse mon orgueil jusqu'à tenter de créer une scène religieuse. Saints infortunés, combien je vous maltraite ! Enfin, j'ose m'inspirer du paysage qui nous entoure, et comme je suis devenu presque un sauvage dans cette solitude africaine, je peins des toiles où les arbres, les plantes, les pierres, sont peut-être reproduits avec amour mais sans art. Ah ! Roger de la Pasture, grand peintre de ma race, tu devrais bien quelquefois me porter secours ! Qu'im-

porte! Ce n'est là que ma récréation, mon devoir est ailleurs. Il s'agit d'abord de franciser mes enfans bruns, de leur donner une haute idée du génie français et, — sans apostolat, car nous nous défendons de faire aucune pression sur les petits musulmans qui nous sont confiés par leurs parens, — de les pénétrer un peu de la douceur, de la bonté et de la pitié, qui sont les parfums naturels à tous les Européens de tradition chrétienne.

En sa qualité de Breton, le Père C... ne veut pas nous quitter, afin de pouvoir évoquer, chemin faisant, la Bretagne, et s'offre à nous conduire à Ighil-Ali. Sans un introducteur aussi qualifié, nous ne serions pas admis dans les logis, et pourtant, là seulement, nous pourrons constater les résultats de l'œuvre des Pères Blancs.

Notre compatriote coiffe une chechia neuve, une vraie pivoine, s'arme d'un solide bâton ferré pour escalader les ruelles et, gaillard, nous entraîne. Cité saharienne d'aspect avec ses logis en alvéoles, Ighil-Ali possède également des maisons à plusieurs étages en encorbellemens d'une architecture mauresque. Certains bâtimens s'enorgueillissent même de tourelles en forme de pigeonniers.

— Voyez-vous, nous explique le Père C..., ces constructions variées vous donnent l'image assez incohérente des cervelles berbères où paganisme, fétichisme et islamisme s'entremêlent et se nouent comme l'osier d'une corbeille. Par là-dessus, ajoutez comme un souvenir du christianisme primitif, car pourquoi ces Kabyles n'auraient-ils pas été chrétiens à l'époque de saint Augustin? Certes, ma supposition ne s'appuie sur aucun fait historique; pourtant quelles singulières découvertes nous faisons parfois de croix entaillées dans les portes d'entrée! Enfin, fréquemment, les femmes sont tatouées entre les sourcils de petites croix. Mieux encore, les tatouages dans quelques villages imitent le crucifix posé sur son piédestal. Bien entendu, ces dessins traditionnels sont reproduits avec une parfaite ignorance de leur signification. Dans ces conditions, ils ne communiquent aucune vertu spéciale à leurs porteurs qui sont, comme tous les Berbères de cette région, avides de gain. N'affirment-ils pas en riant que Juifs et Mozabites, chez eux, mourraient de maigreur? Remarquables sont leurs dons commerciaux, trop remarquables même. Nos villageois excellent à vendre leur huile de mauvaise qualité et à maquiller les tissus

et tapis d'Angleterre ou de Lyon qu'ils revendent effrontément aux Européens pour des produits orientaux rapportés par eux à grands frais de Brousse, de Damas ou de Perse, car ce sont des parleurs à langue dorée.

Or, tandis que le Père nous esquissait les caractères psychologiques de ses voisins, nous avions dépassé un cimetière tragique, aux tombes creusées en désordre à flanc d'une colline affreusement stérile. Assis sur les morts ou les piétinant avec une parfaite indifférence, quelques citadins s'entretenaient de leurs affaires, très éloignés de songer à leurs défunts.

— Leur attitude vous étonne, reprit le religieux : cependant, il ne faudrait pas les mal juger. En leur mentalité si différente de la nôtre, ces passans ne croient pas manquer de respect à leurs morts. Tout au contraire, ils pensent les réjouir de leur présence. Par leur bavardage, ils font la « djemâa » sur les pierres tombales, c'est-à-dire l'assemblée civile et politique, et ils sont persuadés qu'ils intéressent leurs ancêtres. Ah ! certainement, ne vous attendez pas chez eux à de grandes marques de sensibilité à la mort d'un père, d'un fils ou d'un frère. Non ! ils acceptent leur sort. Dieu l'a voulu ! Dieu soit béni ! Tenez, plusieurs fois, depuis cette guerre, l'on me chargea d'annoncer à des familles le glorieux trépas au front de leur garçon, un tirailleur. Je me rendais chez ces musulmans avec le recueillement de tout chrétien en semblable circonstance. Après quelques instans d'une conversation assez banale sur leur santé, leurs profits et leurs espérances, je leur faisais entrevoir peu à peu la triste nouvelle.

Sans qu'un trait de son visage frémît, le père me répondait froidement :

— Il est mort, Chadli ? Ça va bien !

Et pourtant, j'en suis sûr, ce vieillard souffrait. Il ne souffrait pas à notre manière, mais à la sienne, contenue, farouche, fatale. Quant aux femmes, par exemple, elles hurlaient. Entendons-nous bien, elles se lamentaient en mesure. Leurs voix, d'abord graves, montaient à l'*ut* dièse en gamme chromatique. Et la mère interpellait son enfant dans un langage qui pourrait se traduire ainsi :

— Notre Chadli, réponds ! Où te trouves-tu a a ahi, hi, hi ? Que fais-tu ? Pourquoi ne reviens-tu pas ? o o ah ! ah ! â, — en gamme descendante.

Rien de spontané, une douleur collective, rituelle et rythmée.

En vous donnant ce détail pour la mort d'un brave tué par les Allemands, je voudrais vous montrer combien notre tâche de religieux français et l'œuvre de notre gouvernement se heurtent à des difficultés inouïes quand nous devons agir intellectuellement sur ces populations. Il faudrait changer leurs cervelles cristallisées et remplacer leurs cœurs islamisés, pour espérer des résultats rapides de francisation, d'humanisation. Notez-le bien, je ne suis pas un découragé. Au contraire; malgré les succès difficiles de nos missions, je crois en l'avenir. Depuis quelques années, la France a trouvé le point faible de ces têtes dures et elle obtiendra de plus grands résultats que les Romains, parce qu'elle associe les indigènes à notre système économique dont ils bénéficient. Voilà ce qui les touche. Nous autres religieux, qui visons seulement les âmes et les intelligences avec une telle discrétion que les cadis les plus hostiles ne peuvent nous reprocher aucune pression, mais constater seulement que leurs coreligionnaires viennent à nous spontanément; nous autres Pères, vous le pensez bien, nous ne possédons pas la clef qui ouvrirait facilement ces êtres fermés : l'intérêt matériel. Mais, si les Berbères chétiens sont la minorité, notre action rayonne pourtant sur la masse indigène, et il me plairait que vous interrogiez là-dessus les mahométans de l'élite : nous trouvons justice près de ceux qui devraient spécialement nous détester.

***

— Commençons par visiter des maisons musulmanes, plus tard nous nous rendrons au village des Berbères chrétiens, nous annonce le Père C... Ainsi pourrez-vous juger des changemens qu'apporte, non seulement dans les âmes, mais jusque dans leur vie matérielle, notre religion. D'ailleurs les uns et les autres, je vous en préviens, frappés par cette guerre qui les empêche d'aller vendre aux Arabes du Sud leurs figues et leur huile, ne vous donneront pas une image avantageuse de leur condition. Marchands et colporteurs, ils sont beaucoup plus atteints que les indigènes cultivateurs qui récoltèrent du blé et du sorgho avec abondance en 1915. Dans cette partie de la Berbérie, la production des céréales n'assure pas plus de trente

jours de farine par an, et la population doit procéder à des échanges, vendre, trafiquer, s'ingénier. Comme presque tous les objets de fabrication européenne, française, anglaise et austro-allemande qu'ils colportaient ne leur arrivent plus et que leurs oliviers fourniront une maigre cueillette, voilà nos Kabyles réduits à la portion congrue. Sans les prêts et les dons du gouvernement, je ne sais trop ce qui serait arrivé.

Tout en nous entretenant, le Père Blanc piquait le sol de son bâton ferré et grimpait les sentiers difficiles creusés par le ruisseau médian qui servait aussi, hélas! d'égout. A la vue du religieux suivi d'étrangers, dix, vingt, puis une nuée de garçonnets en petites djellabas ou burnous à capuchon et de fillettes en tuniques, fines et sveltes comme des cabris, bondirent devant et derrière nous et galopèrent sur nos côtés. Aux cous nus de ces gamines, de lourds colliers et les *ifzimen*, ces fibules d'argent et de corail qui retiennent sur les épaules, suivant une disposition vieille comme l'humanité, la pièce d'étoffe non cousue qui les vêtait, carillonnaient. Elles sautaient sur leurs pieds nus, effrontées, rieuses, charmantes, insolentes. Quelques-unes portaient à califourchon sur leur dos, retenus dans une sorte d'écharpe d'indienne bigarrée, des poupons extraordinaires, petits bouddhas ventrus dont les têtes bouffies branlaient à chaque gambade de leurs porteuses.

— Polissonne d'Aïcha! Drôlesse de Seffa, les apostrophait le Père C..., ne feriez-vous pas mieux de vous rendre chez les sœurs du couvent! Fi donc! n'avez-vous pas honte de trotter comme des chèvres tout le jour? Ah! les sauvages!

Et Aïcha, Seffa, Zakia, Fathma répondirent l'une après l'autre à ces admonestations :

— J'irai chez la Mère Blanche quand je serai plus haute!... Non! moi je ne pourrai jamais rester immobile comme une pierre!... Mon père, à moi, ne veut pas que je me rende au couvent des roumis... Moi, j'ai ma sœur grande, déjà, dans la maison à cloche.

Ce fut au tour des garçons de repousser violemment les filles pour converser avec nous dans un français naïf, rudimentaire. Soudain la canne du Père toucha le dos d'un gamin d'une douzaine d'années, cambré comme un coureur grec, et qui avait planté sur sa tête enturbannée une branche fleurie de pêcher.

— Je t'y prends, coquin, à manquer la classe du Père D...,

Ah! tu joues au guerrier sarrasin, dis-tu? Eh bien! garde-toi du chevalier croisé, il pourrait bien te donner une bonne frottée. Va vite à l'école.

D'abord penaud, le superbe guerrier mima le geste d'enfourcher un cheval et ruant et se dérobant, son plumet rose assuré sur sa calotte, il descendit vers le couvent avec des hennissemens de victoire.

— Croyez-vous qu'il soit facile de tenir en bride ces garçons, reprend le Père C...? Quelle patience il faut unir à la fermeté pour n'être pas débordé par leur pétulance atavique! Ces gaillards sont des pur-sang. Mais, Dieu merci! il se trouve parmi ces indomptés quelques braves petits cœurs qui se donnent entièrement à nous et nous récompensent de notre effort parfois pénible.

A peine cette déclaration faite, un escadron de polissons, à califourchon sur des branches d'olivier, chargea du sommet de la ruelle en escalier et faillit nous bousculer; alors le bâton du Père devint lance et glaive et, avec des rires gutturaux, ces petits Berbères arrêtèrent leurs montures de branches vertes.

— Si vous le voulez bien, nous allons visiter le « palais » du caïd d'Ighil-Ali.

En l'espèce, le « palais » de ce chef indigène semblait une assez pauvre ferme. La porte cintrée poussée, nous traversâmes une sorte de vestibule bordé par un vaste banc en maçonnerie. Sur ce terre-plein, les jours de réception, parens, amis ou cliens du caïd attendent, sans risquer d'apercevoir les femmes qu'un couloir coudé dérobe aux indiscrétions.

— Le *Sidi* n'est pas au logis, nous avertit un enfant.

— C'est regrettable pour ton seigneur, répondit gaîment le religieux; nous verrons toujours sa famille.

Quelle marque de confiance donnée aux Pères Blancs que de leur permettre de rendre visite aux femmes en l'absence des maris! Il faut voir là une preuve du respect qu'ils inspirent. Combien d'années s'écoulèrent avant que ces mahométans d'une jalousie morbide se décidassent à considérer ces religieux comme leurs propres pères? Après avoir épié leur conduite, Berbères ou Arabes, pleins d'étonnement devant leur vertu, consentent à ce que le « baba » pénètre à sa volonté dans les logis. Chaque fois qu'il vient au village, ils savent qu'il donne un bon conseil, soigne les malades, écrit une lettre,

intervient en faveur des malheureux, prévient les désordres, réconcilie les ennemis, juge les contestations, aide au placement des jeunes gens, sert d'intermédiaire entre nos colons et les ouvriers indigènes. De jour et de nuit, quand il est appelé pour un accident, une maladie, à travers le « bled » dangereux, parfois au risque de sa vie à la traversée des oueds débordés, le moine blanc saute sur sa mule, emporte sa pharmacie de voyage et va sauver de pauvres bédouins.

Le Père C... s'annonce d'une voix retentissante à l'entrée du patio sur lequel quatre portes ouvertes correspondent aux quatre appartemens des proches parentes du caïd. Aussitôt des cris aigus répondent :

— Soyez les bienvenus ! Allah bénisse ce jour qui nous envoie des hôtes !

Une vingtaine de femmes et jeunes filles, grand'mères et jeunes épouses, vierges et fillettes accourent curieusement. Leurs yeux cernés par le koheul et leurs sourcils épaissis par le trait noir qui les réunit en accolade à la racine du nez, leur donnent des physionomies inquiétantes. Les Égyptiennes de Séti Ier étaient ainsi maquillées. Le henné rougit leurs ongles et la paume de leurs mains. De lourds bijoux des Benni-Yenni d'un style byzantin, pendeloques, fibules, anneaux de pieds, bracelets, colliers et diadèmes les font ressembler à des idoles ; mais ce sont des idoles très vivantes, impétueuses, ardentes, indiscrètes, criardes, désordonnées. Il faudrait encore, pour nous défendre de leurs importunités, le bâton du Père C..., mais ce glaive semble rentré dans son fourreau, et il ne serait pas galant de s'en servir contre ces guêpes féminines qui vocifèrent, interpellent et pincent nos vêtemens, afin de mieux retenir notre attention.

Goguenard, le Père C... les entretient en berbère. De plus en plus excitées, elles lèvent vers moi des bras supplians. Comme je ne réponds pas, et pour cause, à leur langage incompréhensible, elles redoublent de gestes et finissent par me saisir aux manches qu'elles baisent. Notre guide s'égaie franchement. Je le soupçonne de nous trahir. Que signifie cette comédie ? Enfin, comme il voit une vieille Kabyle édentée prête à se jeter à mes pieds, le Père C... l'arrête et m'explique cette scène.

Les parentes du caïd lui avaient demandé :

— Quel est ce Français que tu accompagnes?

Pour plaisanter, il leur avait répondu :

— Si c'était le ministre de la Guerre, que diriez-vous?

— Ah! par Dieu! c'est lui! c'est donc lui!

— Je ne vous dis pas cela, c'est une plaisanterie, avait protesté le religieux.

— Non! non! baba! tu regrettes maintenant de nous l'avoir appris; c'est bien le ministre de la Guerre.

Et persuadées de s'adresser au chef suprême de l'armée française, ces naïves Berbères me suppliaient de ne pas leur prendre leurs autres fils et de leur rendre bientôt leurs maris. Mon silence leur laissant croire que j'étais troublé par leur insistance, c'est à grand'peine que je pus sauver mes vêtemens des griffes de ces femmes convaincues que j'avais les pouvoirs nécessaires pour renvoyer les hommes à leurs foyers.

Le Père C... riait encore quand il nous prévint qu'il allait nous mener dans une famille, méritante et sincèrement attachée à la France.

— Ce sont encore de nos « cliens, » c'est-à-dire de ces braves gens qui réclament nos soins, viennent se faire arracher leurs mauvaises dents et consultent le Père Supérieur dans les cas embarrassans de leur existence. Musulmans tièdes, ils nous écoutent volontiers et prononcent : « Vous êtes peut-être dans la vérité. » Cependant ils s'en retournent chez eux et nous ne les revoyons que lorsque leurs intérêts l'exigent. Nous savons d'ailleurs pourquoi ils ne viennent pas franchement à nous. La question de la femme les arrête. Une chrétienne peut montrer son visage à tous les hommes; une chrétienne peut entretenir au passage un homme sans qu'il soit utile de tirer, par représailles, un coup de fusil sur son interlocuteur; une chrétienne se rend au marché, achète et vend sans être surveillée par son mari; une chrétienne ne doit pas être battue et traitée comme une bête de somme. Voilà ce qui fait hésiter ces Kabyles intelligens, mais égoïstes. Ils sont forcés d'accorder à la civilisation chrétienne une supériorité sur leur triste société musulmane; pourtant, ils ne rompent pas les liens qui les enchaînent à leur demi-barbarie pour des raisons sans générosité et sans hauteur morale. Qu'arriverait-il de leur conversion? Leurs épouses libérées ne voudraient plus accepter leur misérable servage. A l'idée que leurs femmes, ces créatures inférieures,

pourraient un jour discuter avec eux et contre-balancer l'autorité d'un mauvais chef de famille, certains maris s'éloignent de nous, après avoir cependant reconnu qu'ils vivent dans l'erreur. S'ils l'osaient, ces rusés Kabyles proposeraient une singulière combinaison. Ils accepteraient pour eux le christianisme et la vie à l'européenne, à la condition d'en profiter seuls et de tenir comme auparavant leurs femmes soumises aux préjugés lamentables de l'islamisme. Les musulmans, je parle de la masse inculte répandue dans le bled et non de l'élite des villes, accepteraient les avantages de la francisation, droits civils et politiques, tout en continuant à tenir en esclavage leurs femmes et filles. En visitant le village de nos « paroissiens, » vous verrez combien ces Berbères se transforment, non pas seulement au moral, mais même au physique, par suite de leur vie plus décente et plus confortable. Dans la maison musulmane où je vais vous introduire, si les cœurs sont sains les corps sont affligés.

Au bout du classique couloir coudé qui sert à masquer l'intérieur du logis aux regards des passans, nous étions parvenus dans une cour où volailles, chiens et chèvres pataugeaient dans la vase noirâtre qui clapotait sur les pierres d'un ancien dallage. Dans une pièce ténébreuse, sous une arcade de maçonnerie, un âne côtoyait deux brebis. Accroupie sur le sol enduit d'un mortier de chaux grasse devenu à l'usage un stuc, une vieille femme paralysée des jambes se penchait et se redressait sans cesse avec une petite plainte. Près d'elle, une gracieuse figure biblique, une Rebecca de seize ans, déjà mariée, berçait un bébé enluminé comme une poterie. Plus avant, dans le clair-obscur, Arezki, maître du logis, vieillard qui semblait échappé d'une eau-forte de Rembrandt avec son nez de faucon, son long cou granuleux et son regard d'oiseau de nuit, nous salua. Contre la muraille étaient appuyées deux nattes dans lesquelles, le soir, cette famille s'enroulait pour dormir. Un *kanoun*, foyer composé d'un trou circulaire, laissait filtrer une fumée dense qui, ne trouvant aucune issue, se rabattait comme une draperie sur les roseaux de la toiture qu'elle vernissait en noir. Le vieillard vint baiser la main du religieux avec un respect qui ne trompait pas sur ses sentimens. Ancien revendeur, Arezki, parlant un peu le français, nous souhaita mille prospérités. La Rebecca fixait le Père C... avec des yeux étincelans de joie.

Enfin, elle dénoua un pan de son voile de tête et en sortit une lettre.

— Ah ! Seffa, tu désires que je te lise ce papier de ton mari, le sergent Sadok, mon ancien élève ? Volontiers. Au fait, je vais voir s'il n'a pas oublié sa grammaire.

Parcourant la page griffonnée, le Père Blanc nous dit :

— Ce coquin doit être meilleur sous-officier qu'écrivain. Regardez-moi cette orthographe ! Et c'est à son poupon de huit mois qu'il écrit, non à sa femme, ce qui serait humiliant pour un musulman kabyle. C'est l'usage. Un garçon, même de six semaines, quel personnage à côté de la mère ! Reprenons cette page :

« Mon cer Chadli,

« On ait bien nourriz en France. La santhé est bon. Jé pas été blaissé. Jé fourché un Boche qui parlera plus. Jé vu mon fraire Ahmed à Paris ou qu'il van des tapis mouton avec bainéfice. Après la guairre, jé ferai comme lui commerce. Lé Français sont bons avec nous. Il y a de l'argent à gagner en France. Les camaraddes ont espoir de fourcher encore des Boches. La midaille militaire vaut cent francs de rente ! Des fois je laurai.

« Soignais les figuiers, mon père. Salut et santé à vous. »

— Es-tu contente, Seffa ? demanda le Père C... Ton mari me paraît un brave soldat, peut-être un peu intéressé ; mais, après tout, ce garçon, qui n'est pas Français, se bat de bon cœur. Nous lui revaudrons le service qu'il nous rend, père Arezki.

La vieille femme, cessant de se balancer, ne quittait plus de ses yeux passionnés le visage du moine :

— Oui, c'est un bon pays, la France, s'écria-t-elle. Mon fils aîné Ahmed me disait : « Mère, à Paris, la caillasse est d'or. » Aussi ne quitte-t-il plus cette grande ville et il y a fait venir Zakia, sa femme.

— C'est la vérité, nous assura le Père C..., et ce ménage kabyle, exceptionnel, s'est acclimaté aux Batignolles. Cet exemple mérite réflexion. Qui sait ? dans un milieu chrétien, peut-être les Berbères fusionneraient-ils rapidement avec nos ouvriers et nos paysans.

— Ahmed est resté musulman, proteste Arezki qui nous écoute attentivement.

— Non, méchant bonhomme, lui répond gaiement le Père C..., je le sais. Il n'est plus rien du tout qu'un vendeur de camelote, ton fils, et ce n'est pas suffisant pour faire un homme.

Le vieillard fait de grands gestes de dénégation. Non ! non ! C'est impossible que son garçon ait abandonné tout à fait Mahomet.

Et comme le religieux hausse les épaules en considérant Arezki, celui-ci, changeant de ton, nous dit avec douceur :

— Les « meskines (1) » doivent penser surtout à gagner des douros. Il ne faut pas leur en vouloir.

— Vilain païen, proteste le Père ; en Kabylie, vous adorez tous le Veau d'or.

Secouant sa tête de faucon, Arezki ricane et répète :

— Les *meskines*, Père, les *meskines* sont obligés de chercher à manger avant de songer à la prière. Les marabouts arabes, qui sont *grrrâs*, prient après un bon repas. Nous autres, toujours maigres, nous courons jusqu'à la mort après notre nourriture. Comprends-tu la différence ?

— Je comprends, et je sais que les Kabyles enrichis, reprend le Père, continuent à poursuivre âprement les douros et reçoivent volontiers soins, cadeaux, médicamens, alimens, écoles, ateliers professionnels, leçons de culture, prêts de semences, distributions de plantes et d'arbrisseaux, sans témoigner grande reconnaissance. Je vous excepte pourtant du nombre de ces ingrats ; aussi nous vous serons toujours dévoués.

A cette déclaration du religieux, Arezki, la mère et Seffa veulent lui baiser l'épaule, grande marque de respect.

*
* *

Nous nous trouvons à l'office de cinq heures, à la chapelle du couvent qui domine la vallée bleuâtre. Au-dessus d'elle, tout autour, ce sont des pitons rocheux et, à l'horizon, la grandiose chaîne du Djurjura vêtue par l'hiver de son burnous blanc. Combien cette chapelle et ce couvent paraissent minuscules dans cet immense panorama d'une Afrique austère,

(1) « Meskines, » pauvres.

hostile, déconcertante et pourtant sublime ! La petite cloche tinte. Quelle voix de France !

— Fermez les yeux et vous vous imaginerez près d'ici un bourg flamand ou breton. N'est-ce pas d'une douceur exquise ?

Ainsi s'exprime le Père D..., le Fra Angelico d'Ighil-Ali, comme l'a surnommé le Père C..., et il ajoute : « Comment trouvez-vous notre chapelle ? Nous en sommes les constructeurs. »

Tour à tour architectes, entrepreneurs, maçons, menuisiers, agriculteurs, vignerons, oléiculteurs, médecins, instituteurs et juges de paix, les moines du cardinal Lavigerie doivent, à l'exemple de Robinson, être capables d'organiser un village civilisé dans les contrées les plus dénuées de ressources.

La cloche sonne toujours et, par le sentier creux qui serpente entre le village chrétien et le couvent, nous voyons arriver les femmes qui viennent assister à l'office. Leur maintien décent garde une légèreté de marche qui tient à leur race montagnarde, déliée et nerveuse. De leurs visages sont bannis les fards, et si les tatouages décorent encore certains fronts, ces dessins datent de leur enfance.

Dans la nef divisée par une allée centrale, les femmes se sont placées à droite, derrière les jeunes filles de l'ouvroir, vêtues de gandourahs rouges, leurs cheveux noués dans des foulards cerise. Les religieuses font tache de neige parmi leur troupeau éclatant. A gauche, agenouillés sur les bancs, se dandinent les garçons de l'école franco-berbère issus de mariages entre Kabyles chrétiens. Leurs crânes rasés sont bleus. Avec quelle peine ces gamins peuvent se retenir de cabrioler ! Un enfant de chœur délicieux comme un angelot de Luini dans son petit burnous clair, trottine sur ses pieds nus autour de l'officiant.

Jeunes filles et garçonnets chantent avec un accent guttural plein de saveur. En dehors de ce petit vaisseau de style ogival, image de la France, c'est le vaste continent islamisé, sans tendresse, sans suavité, sans charité, où tous les faibles doivent périr ou se mettre en servage ; c'est le « bled » hostile où, seuls, les forts ont droit à la vie. Les Kabyles asservis à leur dur Coran, ce code qui n'a jamais d'effusions, mais seulement des ordres, des prescriptions et une philosophie trop pratique, comprendront-ils jamais la loi d'amour des peuples de l'Occident ?

C'est la sortie de l'office. Les femmes s'éloignent avec des airs pénétrés.

Dans la chapelle désertée, nous considérons sur les paremens les peintures du Père D...

— Hélas ! chuchote-t-il, San Marco est loin d'Ighil-Ali !

— Moi je dis, ça c'est beau, prononce d'une voix ardente le petit enfant de chœur kabyle qui saute sur ses pieds nus comme s'il voulait atteindre les tableaux.

— Voilà notre récompense, Père D..., dit avec un sourire le supérieur.

Le couvent des Sœurs Blanches, construit sur une colline aride, sans une herbe et pas même une mousse, domine le cimetière musulman harcelé par ses éclats de schiste enfoncés à la tête des tombes plates. Toute la sécheresse d'un Islam en décadence s'affirme dans ce tableau sinistre. Et nous allons brusquement retrouver l'esprit de charité et de bonté, aussitôt franchi le seuil de ces religieuses nées dans nos provinces où la vie aimable leur eût tissé des années de charme et de paix. Or, ces Françaises préfèrent l'exil en pays barbare.

Maintenant, est-il bien certain que les femmes berbères apprécient le dévouement des Sœurs Blanches? C'est ce que nous demandons aussitôt à la Mère Supérieure, une religieuse jeune encore dans l'Ordre, mais déjà riche d'œuvres bienfaisantes. Elle nous reçoit dans une salle chaulée, pauvre, à peine meublée, où cependant nous respirons comme une atmosphère de chez nous au milieu de l'air brûlant et sans caresses de ce « bled. » Elle nous répond :

— Sans doute, surtout depuis cette guerre qui prive les indigènes kabyles même d'une nourriture suffisante, les indigènes nous sont reconnaissantes d'aider leurs filles ; mais comment voudriez-vous que les mères de famille comprissent, je ne dirai pas notre sacrifice, car nous consentons avec joie à cette existence souhaitée par nous, mais les petites privations spirituelles et matérielles dont nous souffrons quelquefois ? Il faudrait à ces pauvres femmes la connaissance de la France et de sa vie toute baignée de suavité, la vie de nos compatriotes restés à l'ombre de leurs belles églises dans l'affection de leur parenté et les attentions des êtres polis de leur race. Quand ces Berbères demi-nues sous leurs bijoux archaïques viennent nous trouver, comme elles sortent de leurs taudis sans

mobilier, glacés l'hiver et brûlans l'été, elles trouvent que nous jouissons, dans ce couvent pourtant plus dénué de confort que la dernière des fermes françaises, d'un vrai bien-être, parce que les salles sont balayées et qu'on y mange à sa faim tous les jours de l'année. Quel phénomène inexplicable pour ces primitifs qui se gavent à l'époque de leurs récoltes et s'ingénient ensuite à subsister d'herbes, de paille hachée, de couscous fabriqué avec de la farine de glands ou de racines amères comme les arums qui les empoisonnent. Notre morceau de pain bis, chaque midi, et notre soupe aux légumes secs leur semblent un luxe merveilleux.

Une sauvagesse tatouée jusque sur le menton, qui semblait nous écouter avec plaisir et avait assisté plusieurs fois à nos exercices religieux, me dit une fois :

— Je sais maintenant pourquoi vous vous êtes faites chrétiennes. Là-bas, dans votre pays, vous pâtissiez. Ici, sans travailler la terre, sans aller chercher l'eau si lourde à remonter de la vallée, vous mangez chaque jour plus que vos dents ne peuvent broyer d'épis.

Ainsi cette pauvre créature réduisait notre vocation à son petit raisonnement utilitaire. Comme je lui objectais qu'au contraire, nos religieuses perdaient en bien-être ce qu'elles gagnaient en joie d'accomplir leur devoir, elle m'interrompit vivement :

— Seriez-vous donc des innocentes ?

Toutes les Kabyles, d'ailleurs, ne tiennent pas ce langage brutal. Quelques-unes, d'âme plus douce, plus compréhensives, soupçonnent la joie profonde de certains renoncemens.

La Supérieure nous conduisit à son ouvroir. Dans une salle au carrelage couvert de nattes une trentaine de fillettes et de jeunes filles kabyles, quelques-unes tatouées et parées de leurs fibules, colliers et lourds anneaux, à croupetons, cardaient de la laine ou bien, assises jambes allongées derrière des métiers, tissaient des burnous.

Les plus jeunes retiraient des toisons brutes, avec leurs doigts légers, les graines et les épines que les moutons accrochent au passage, travail préparatoire.

Une Sœur vaillante, chef de cet atelier dirigeait ces Africaines avec bonne humeur.

— Ces fillettes ne gagnent pas même leur soupe du matin,

les pauvres! nous dit-elle; nous les acceptons cependant afin de leur donner l'habitude de la discipline, de la propreté.

Au seuil de son petit moustier africain que le soleil calcinait, la Supérieure, d'une voix mélancolique, termina :

— J'avais fait un seul rêve au temporel, voir les arbres que je plante autour de notre maison brûlée nous donner une douce ombre qui nous eût rappelé l'atmosphère de France. Vaines tentatives! Frênes, figuiers et jusqu'aux oliviers périssent, et pourtant nous arrosons, nous piochons et nous allons chercher la terre fertile au bord de l'oued. Nos arbres veulent mourir. Quelle leçon! Ils semblent nous signifier :

« Non! ne cherchez pas à oublier l'Afrique pierreuse. Ce n'est pas en notre ombrage qu'il faut mettre votre satisfaction. »

***

A l'entrée du village des Kabyles chrétiens, isolé d'Ighil-Ali et de Tazaërt, afin d'assurer l'indépendance de vie de ses habitans, le facteur des postes nous attend. Il tient à nous conduire d'abord dans son logis, afin de nous faire constater le progrès accompli sur les masures des Berbères restés musulmans. Trois beaux-frères, tous trois convertis : un fabricant d'huile, un mercier-épicier et le facteur occupent chacun un des côtés d'un bâtiment à corps central et deux ailes donnant sur une cour entourée de hauts murs. Même chrétiennes, leurs femmes répugnent à être aperçues de leurs voisins.

La vaste chambre du postier comporte un lit en bois ciré « à la mode de Paris, » nous assure-t-il fièrement, une armoire à glace qui ferait le bonheur d'un « pipelet » de Montmartre, une table en faux Louis XIII, des chaises, luxe inconnu dans les intérieurs musulmans et un étrange berceau aérien formé d'une corbeille d'osier suspendue au bout d'une corde. L'appareil oscille à travers la pièce. Deux réveille-matin semblent engager une lutte de vitesse sur une étagère.

La femme du facteur, ancienne élève des Sœurs, s'avance vers nous. Elle a eu le bon goût de ne pas abandonner son costume indigène. Dans son visage d'un ovale allongé transparait une expression nouvelle. Ses yeux vous examinent avec franchise. Elle n'a point l'hypocrisie sauvage de la Berbère qui dérobe son regard en présence de son mari. D'une voix chantante d'écolière sage, elle nous apprend que, malgré sa jeunesse,

elle est déjà mère de neuf enfans. Nous apercevons le dernier-né dans le berceau.

— Si je sais un peu tenir ma maison, reprend-elle, je le dois aux religieuses. Quand je reçus ces meubles français, jugez de mon embarras. Comment s'en servait-on? Devait-on les laver? Je faillis décoller mon armoire à glace en jetant à pleine cruche de l'eau dans son tiroir. Je voulais tellement bien faire!

... A ce moment la femme du mercier vient nous prier de visiter son logement. Nous y remarquons un mobilier semblable tenu avec la même propreté. Cette Kabyle évolue avec une parfaite aisance dans cet intérieur qui pourrait être celui d'un employé de Rennes ou de Grenoble. Nous la complimentons.

— Oh! ne me croyez pas civilisée, j'ai beaucoup de défauts dont je n'ai pu encore me corriger, avoue-t-elle avec une honte qui colore son teint citronné. Je ne puis m'empêcher d'aimer mes bijoux kabyles.

Elle sort d'un tiroir des agrafes d'argent massif sertissant du corail.

Comme nous nous intéressons à son petit trésor, elle court nous chercher des « rdif, » ces légers anneaux pour les chevilles dont on retrouverait peut-être l'origine à Byzance, et plus loin encore, en Assyrie, en Égypte. D'une voix qui s'anime, elle nous explique que ses « rdif » sont à la dernière mode, tandis que sa mère porte encore des « khelkhel, » ces lourds bracelets de pieds qui, à chaque enjambée, tintent avec le bruit des chaînes pour prisonniers. Sa comparaison la fait éclater de rire; puis elle marche sur la pointe des pieds, afin de nous prendre à témoin de la supériorité des « rdifs » dont elle s'est parée. Soudain, dans la porte s'encadre le Père D...

— Jolie scène de genre pour un peintre profane! s'écrie-t-il. Je t'y prends, Jeanne la coquette.

Jeanne Bou-Chakfa se sauve dans l'appartement de sa sœur, tandis que le Père nous offre de nous mener à la classe du Père breton désireux de nous montrer ses cinquante élèves avant de les renvoyer.

Par les baies vitrées de l'école, le prestigieux Djurjura bleu et blanc se profilait au-dessus des oliveraies argentées. Les écoliers en gandourahs rayées étaient assis à leurs bancs; dans leurs capuchons rabattus entre les épaules, nous apercevions les petits turbans ou les chechias qu'ils recoifferont à la sortie.

Parmi ces enfans, quelques-uns très roux aux yeux bleus.

— Vous connaissez l'hypothèse de Gaston Boissier? Il tenait ces Berbères blonds pour des Aryens d'Espagne, nous dit le Père C... Intelligens? Sans doute, ils le sont. Laborieux? Certains. Ils apprennent aisément le français et ils sont surtout doués pour le calcul. Quels habiles marchands en herbe! Presque tous ces garçons nous viennent de familles musulmanes et nous nous gardons de tout prosélytisme à leur égard. Les parens le savent, d'où la confiance qu'ils nous témoignent. Ici, par principe, je ne fais donc que cultiver les intelligences et leur donner quelque éducation, — ce dernier point très important. Il faut les civiliser, les polir, les discipliner. Ces poulains échappés m'arrivent avec des cabrioles et vous voyez qu'en somme, nous obtenons d'eux un silence et une décence que pourraient envier leurs condisciples de France. Parfois, dans l'un ou l'autre de nos établissemens de Kabylie, nous découvrons un sujet tout à fait exceptionnel qui s'attache à nous. Nous le gardons. Il vous arrivera de rencontrer, à travers le bled, un religieux que vous croirez Français et, pourtant, ce sera un Berbère. L'instruction, la vie en commun avec nous et la piété l'auront transformé. Voilà nos meilleures victoires.

*
* *

A travers les tribus des Beni-Yenni, des Kouriet, des Beni-Mahmoud et des Beni-Aissi, nous avons visité d'autres couvens où quelques Pères, isolés parmi la population la plus rude de l'Afrique du Nord, consolent, soignent, protègent et font aimer la France.

Dans l'importante tribu des Ouadhia qui fournit en ce moment tant de braves tirailleurs à l'armée, nous sommes restés à Taguemmount-Azouz, dans l'une des maisons les plus importantes de la Berbérie. Son supérieur, le Père Vidal, jouit d'un véritable prestige dans les villages de la région. Lorsque, en sa compagnie, nous traversions ces bourgs d'un millier d'habitans perchés comme des aires de faucon au sommet des collines, hommes et femmes s'élançaient vers lui en clamant avec un accent à la fois comique et touchant :

— Pârre Vidâl! Pârre Vidâl!

Toutes et tous voulaient l'entretenir, lui demander avis, être

soignés par lui. Au passage, de pauvres montagnardes lui remettaient une pièce d'argent en lui disant :

— Garde pour moi ! Cela me vient de mon allocation, car mon fils est soldat à la guerre. Garde, j'ai peur d'être volée. Je crains aussi de mal dépenser. Quand j'aurai besoin, j'irai te réclamer, Pàrre Vidàl.

Le religieux me disait en souriant :

— M'obligent-elles à exercer ma mémoire ! Il faut que je me souvienne de tous ces dépôts. Malheureuses créatures ! Vous n'entendez chez elles aucune plainte, et pourtant combien d'entre elles, veuves, orphelines, infirmes vont gratter le sol pour en extraire des rácines ! Oui, la détresse est grande dans cette tribu sans terres arables, aux familles de huit et dix enfans. Que faire ? Nous favorisons les engagemens à l'armée et nous plaçons les tâcherons. Nos Pères s'attachent à cette population des Ouadhia en proportion même de sa pauvretés Certains d'entre eux souhaitent mourir au milieu de ces Kabyle, qui, je n'en doute pas, — peut-être m'accusera-t-on d'optimisme, — nous sont reconnaissans et aiment la France.

A la déclaration de la guerre, que de paroles émouvantes nous avons entendues dans les familles des soldats partis pour la France ! Au retour des fontaines, les femmes s'assemblaient sous le drapeau tricolore que nous avions planté sur le portique de notre couvent et lui adressaient des discours passionnés :

« O drapeau, qui couvres les têtes de nos maris et de nos fils, flotte toujours haut dans le ciel ! O nos garçons ! ramenez-nous ce drapeau-là triomphant, ou bien nous noircirons vos visages à la suie (1) ! ! ! »

Pendant notre promenade, plusieurs fois des femmes et des vieillards supplièrent le Supérieur de venir chez eux lire une lettre récemment arrivée de l'armée. Un tirailleur, ancien élève des Pères, écrivait à ses parens :

« Il faut connaître les Français en France pour savoir combien ils sont bons. Comme j'avais été renvoyé à l'arrière pour le repos, j'allais aider un jardinier. Alors cet homme me nourrit à sa table et sa famille me considéra comme un fils. Et ils me dirent : « Si tu veux, après la guerre, tu resteras chez nous, car tu es brave et honnête ; » mais ce sont eux qui sont braves et

(1) Dans les guerres entre tribus, les femmes noircissaient les visages des hommes qui fuyaient.

honnêtes. Après la guerre, je voudrais bien rester parmi ces jardiniers. »

Dans un autre logis, le Père Vidal traduisit à ses naïfs auditeurs, qui rabattaient leurs oreilles avec la main afin de ne pas perdre un mot, une page griffonnée au crayon violet par un caporal de « turcos. »

« O mes parens ! O mon père, écoutez et retenez cet écrit jusqu'à votre mort, car ceci est la vérité. Partout, dans les villes riches de France, les habitans nous donnent à manger et à boire et nous offrent des fleurs pour nos fusils, et nous disent des bonnes paroles, et nous traitent comme leurs propres enfans. Ainsi, sachez-le, les soldats kabyles et les Français sont aussi semblables que les doigts de la main; mais si nous sommes le petit doigt parce que nous sommes ignorans encore, les Français sont le grand doigt parce qu'ils savent beaucoup. Mais les uns et les autres nous appartenons à la même main, et cette main-là frappe durement ses ennemis et distribue le bien à ses amis. Répétez-le. »

Lorsque le Père eut achevé cette traduction, dans le silence profond qui suivit, les yeux de ces Kabyles considérèrent avec émerveillement la feuille qui recélait ces nouvelles étonnantes. Enfin, ils s'exclamèrent :

— Dieu est grand, et que notre fils soit béni de nous apprendre de telles choses !

Au détour d'un chemin, nous fûmes arrêtés par un jeune homme dont la courte gandourah laissait voir les genoux déliés et forts. C'était un superbe montagnard, large de poitrine, mince de flancs, avec un visage cuivré énergique. Il nous annonça :

— Je pars m'engager. Je suis tes conseils, Père Vidal. Ne me disais-tu pas le mois dernier : « Puisque ton travail de colporteur ne te nourrit plus et que vous êtes sept enfans à la maison, sois soldat. En allant combattre les Allemands, tu défendras la Kabylie, car vous serez plus heureux après la victoire de la France. » Mais avant de partir, Père Vidal, je te confie la garde de ma femme et de mes deux enfans. Si je n'avais pas su que je pouvais compter sur toi mieux que sur ma propre famille, je ne me serais pas engagé.

*
* *

Nous avons encore été les hôtes de quelques petits couvens du Djurjura, et lorsque nous nous promenions dans les villages, les Berbères que nous interrogions, afin de connaître leur sentiment sur les Pères répondaient presque toujours : « A la fin d'août 1914, quand les bruits de certaines victoires allemandes se répandirent dans le « bled, » quelques-uns d'entre nous frémirent. Même ceux qui se trouvaient heureux de la domination des Français qui améliora leur bien-être se souvinrent, malgré tout, qu'ils étaient les fils des insurgés de 1871 et regardèrent vers l'Europe, afin d'apercevoir les maîtres de l'heure. Quelle ne fut pas leur surprise lorsqu'ils remarquèrent que pas un Père Blanc ne quittait la Kabylie! Dans toutes leurs maisons ils continuaient d'aller et venir et de nous porter des secours comme au temps de la paix. Alors, le soir, dans les djemâa des villages, ces Kabyles dirent : « Puisque ces religieux français restent dans leurs logis et puisqu'ils continuent de nous assister, ô hommes, soyez-en asssurés, la France n'est pas vaincue, la France sera victorieuse. »

— Moins fatalistes que les Arabes, par conséquent plus sensibles à l'influence de notre civilisation, nous disait le Père L... à Aït-Lhassen, les Berbères nous jugent d'après nos actes, et nous vous affirmons que s'ils ne sont pas toujours reconnaissans des bienfaits qu'ils reçoivent, nous obtenons au moins d'eux une neutralité bienveillante. Chez leur élite, mieux encore, c'est du respect, sinon de l'affection. Quant à nos chrétiens, ils nous témoignent un vrai dévouement. N'oublions jamais, dans nos colonies, les services, même politiques, que nous rendent les indigènes convertis. En Indo-Chine, n'est-ce pas aux avertissemens des catholiques que nous devons d'avoir pu échapper à la tentative d'empoisonnement général de nos officiers et de nos troupiers? Interrogez en Algérie les chefs indigènes, qui certes ne sont pas de nos catéchumènes, mais des musulmans ralliés à la France, et demandez-leur ce qu'ils pensent de l'action de nos Pères et de nos religieuses.

Pour répondre à ce vœu, nous nous rendons à Djemâa-Saridj, cette délicieuse oasis berbère où les sources de la région se sont assemblées pour fertiliser les terres et arroser caroubiers, oran-

gers, figuiers et grenadiers qui forment des sous-bois parfumés et multicolores. Le caïd Cheurfa, portant beau sous le turban qui fait un diadème à son front intelligent, nous accueille : « Certes! nous confie-t-il, le point de vue confessionnel des Pères Blancs ne m'intéresse pas, mais comment ne tiendrais-je pas pour une bénédiction la présence dans ma petite ville du couvent des Sœurs ? Si les femmes de cette commune sont un peu meilleures ménagères que leurs compagnes des villages montagnards, elles le doivent à l'éducation pratique qu'elles reçoivent de ces religieuses dévouées jusqu'à la mort. Et ce ne sont pas là des mots. Des faits leur valent l'admiration reconnaissante de notre population. En 1911, une épidémie de typhoïde faisait mourir jeunes femmes, vieillards et enfans. Avec abnégation les Sœurs Blanches veillaient nos malades, prodiguaient leurs remèdes, indiquaient les précautions à prendre, montaient la garde pour assurer le jeûne prescrit, sauvaient ainsi les convalescens et risquaient à chaque heure leur vie.

Le caïd voulut nous accompagner au couvent de Djemâa-Saridj édifié sur le modèle des petits moustiers toscans. Sur la galerie extérieure les pampres montent à l'assaut des gros piliers ocrés, et les lianes festonnent comme une décoration perpétuelle de fête entre leurs arceaux. Un jardin à végétation africaine exubérante, où chantent les oiseaux et les eaux vives, entoure ce couvent.

Prévenue de notre arrivée par une jeune Kabyle au teint de mandarine qui bondit afin d'accomplir plus vite sa commission, la Mère Supérieure, à laquelle quarante années de Kabylie n'ont pas enlevé son accent morlaisien qui frappe les syllabes comme un marteau sur l'enclume, regrette l'absence de deux Sœurs en ce moment occupées dans les villages environnans à donner leurs leçons d'hygiène, de ménage et de travaux manuels aux femmes qui ne savent ni coudre, ni tricoter, ni cuisiner ni soigner leurs enfans.

— Il meurt presque la moitié des nourrissons, faute de soins, ou plutôt à la suite d'horribles superstitions que nous combattons de notre mieux, nous assure la Supérieure.

Approuvant ces paroles, le caïd conclut :

— Les Sœurs Blanches l'ont compris, ce qu'il faut à nos femmes, ce n'est pas tant la connaissance de la grammaire française, qu'une éducation de mère de famille. Elles ignorent

les élémens mêmes de la civilisation. Incurie et malpropreté, gaspillage et basses sorcelleries, voilà leur lot.

Avec un sourire, la Supérieure reprit :

— Caïd Cheurfa, n'est-ce pas un peu la faute des musulmans, s'il en est ainsi ? Ne préfèrent-ils pas que leurs filles restent incultes, afin de les mieux dominer ?

Levant les bras, le caïd répondit avec bonhomie :

— Vous pourriez bien avoir raison ! Cependant, dans le Coran, je vous l'assure, le Prophète n'interdit pas l'instruction des femmes.

— Mais il ne la conseille pas non plus, repartit la religieuse.

Sur la table du parloir où nous étions reçus, de vieilles monnaies vert-de-grisées se trouvaient amoncelées.

— Voilà le résultat des fouilles de notre chère sœur M..., nous apprit la Supérieure. A Djemâa-Saridj, ancien centre de colonisation romaine, nous avons découvert des sarcophages, des colonnes, des pièces, et nous voudrions être plus savantes pour reconstituer l'histoire de ce pays jadis christianisé. Après quinze cents ans, nous reprenons donc l'œuvre interrompue.

Dans un bâtiment séparé, à gauche de la cour, nous étions entrés dans l'atelier des tapis organisé par les religieuses, afin d'apprendre un métier à leurs jeunes Kabyles. La Sœur qui le dirige tâche de se procurer des modèles berbères anciens, afin de les faire reproduire par ses élèves qui étalent à nos pieds des tapis de haute laine où toutes les nuances des fleurs d'Afrique éclatent harmonieusement.

A la sortie du couvent, comme nous apercevions sur la place de Djemâa-Saridj, à l'ombre d'un caroubier, d'énormes pierres superposées, la Supérieure, avec un sourire malicieux nous expliqua leur signification :

— Ils nous narguent, ces blocs pesans qui commémorent l'Assemblée de 1850 par laquelle les tribus Berbères réunies ici proclamèrent que la loi salique serait désormais appliquée en Kabylie et que les femmes n'hériteraient plus. Ainsi, en face de notre maison, chaque jour, nous contemplons ce monument de la déchéance des femmes. N'est-il pas vrai, Si Cheurfa ?

Le caïd en convint et ajouta :

— Vous autres, Sœurs Blanches, détruisez patiemment ce barbare témoignage de l'égoïsme, et par vous les femmes seront relevées qu'écrasaient ces rochers.

A Taguemmount-Azouz, une sorte de « Maternelle » fut organisée par les religieuses dans le triple dessein de garder les orphelines ou les petites filles sans surveillance, de leur apprendre à coudre et enfin de les nourrir sans offenser par une charité trop visible la susceptibilité ombrageuse de leurs parens, courtiers et revendeurs, atteints par la guerre qui ralentit leur négoce.

Les Sœurs nous content que la fierté des fillettes berbères de quatre à dix ans, fines et élégantes comme des Tanagra dans leur misère secrète, les surprend. Ces enfans ne se plaignent pas, ne réclament rien. Dans la salle, assises sur leur bancs, leurs petites figures ciselées comme des bijoux n'expriment aucune angoisse, mais elles ferment tout à coup les yeux et semblent s'endormir. Elles sont évanouies. Depuis la veille, elles n'ont pas mangé. Pendant la récréation, l'une d'elles danse avec une sorte de frénésie et s'effondre. Encore une qui n'a pu recevoir de sa malheureuse mère une pincée de farine de glands doux.

Un bon repas les ranime; et, lorsqu'elles se sont signalées par leur sagesse, la douce Sœur qui veille ces fillettes leur accorde comme récompense suprême... un petit morceau de savon de Marseille! Jamais parfum précieux ne fut emporté avec plus de fierté et de bonheur...

. . . . . .

A travers la montagneuse Kabylie presque inconnue, dans ces villages du Djurjura à peine desservis par des sentiers muletiers qui courent au bord des abîmes ou sont coupés par des oueds infranchissables pendant les crues, les petits couvens blancs attestent à ces archaïques Berbères qu'une France généreuse les protège et les élèvera de leur brutalité primitive vers la civilisation des roumis, faite de bonté, de pitié pour les faibles, de prévoyance et de méthode.

CHARLES GÉNIAUX.

LA CRISE DES TRANSPORTS MARITIMES

La Chambre des Députés a discuté, dans ses séances des 24 et 31 mars, deux interpellations sur la crise des frets et des transports. La presse en a rendu compte de façon sommaire, et le public n'y a vu qu'un des moindres incidens de cette époque tragique. Notre attention est absorbée par la lutte qui se déroule autour de Verdun. Pour ce qui est de la crise des transports, nous n'ignorons pas que la hausse considérable des articles de la vie courante en dépend. Mais les uns se consolent de cette hausse en usant du moratorium des loyers, en touchant leurs allocations de famille, en percevant des salaires beaucoup plus élevés ou des bénéfices de guerre ; les autres laissent philosophiquement passer la rafale.

Pourtant, il y a, dans cette perturbation des moyens de communication maritimes, plus qu'une affaire d'argent. Nous avons en effet besoin de jouir de la liberté des mers, non seulement pour l'alimentation de la population civile, mais encore pour le ravitaillement de nos armées. Comment nous fournir de houille et d'acier depuis que nos mines de charbon du Nord et notre bassin de Briey sont occupés par l'ennemi ? Comment recevoir l'essence, le coton, le caoutchouc, sinon par mer ? Faute d'en être régulièrement pourvus, les fours des usines qui forgent nos armes s'éteindraient, les canons resteraient sans munitions, les convois automobiles s'arrêteraient au bord des routes... Sans songer à pousser le tableau trop au noir, je voudrais montrer les origines de cette crise nationale, qui traverse une phase particulièrement aiguë, et indiquer les remèdes de nature à la conjurer ou à l'adoucir, persuadé que ces remèdes sont à notre portée.

Ayant eu l'occasion de parcourir plusieurs fois le littoral de l'Océan et de la Méditerranée, de Dunkerque à Bayonne, de Port-Vendres à Nice, et de visiter la Corse et l'Algérie, j'ai pu voir la crise naître et se développer. J'en ai eu, en quelque sorte, l'obsédante vision le long des quais tumultueux de Marseille, de Bordeaux et du Havre...

*
* *

Il est assez étrange de constater que le mal n'a pas été soupçonné tout d'abord. Le 8 août 1914, au moment de mon premier passage à Marseille, le trafic du port était absolument suspendu. Une file ininterrompue de *steamers* s'échelonnait sur tout le parcours des bassins de la Joliette et les rares navires qui entraient dans les docks n'y venaient que pour désarmer. J'ai cheminé depuis à travers les ruines de Nieuport, d'Ypres et d'Arras. Au milieu des décombres des cités détruites, parmi les incendies qu'allumaient les lourds projectiles allemands, c'est à peine si j'ai éprouvé une impression plus désolante qu'en naviguant devant cette nécropole de navires que la guerre venait, semble-t-il, de frapper à mort. La mobilisation ayant suspendu tous les transports par voie ferrée et enlevé au commerce la main-d'œuvre des dockers, aucun mouvement maritime n'était plus possible. Les bâtimens étrangers, eux-mêmes, devaient s'éloigner de ces rives désertes où les grues inactives dressaient au ciel pur de l'été méridional leurs bras mélancoliques. A ce moment, les armateurs avaient la sensation de quelque chose de définitif, inhérent à l'état de guerre et qui devait se prolonger avec lui. On n'entrevoyait pas la résurrection prochaine. Les compagnies de navigation, qui, par la suite, ont si cruellement souffert de la réquisition, l'envisageaient alors comme un bienfait et elles proposaient spontanément leurs navires aux autorités requérantes.

Six mois plus tard, la flotte marchande avait repris toute son activité; et la recherche à outrance de tout le fret possible allait faire sortir, du fond des darses où elles croupissaient, toutes les vieilles coques en état de tenir la mer. Alors se révéla l'insuffisance du tonnage flottant par rapport au trafic maritime. Étudions quelles sont les causes qui ont amené ce déficit.

La première, et la moins contestable assurément, est la

raréfaction du tonnage du navire. On estimait en chiffres ronds à 50 millions de tonneaux de jauge brute le total du tonnage mondial, au moment de la déclaration de guerre (1). Sur cet ensemble, la France figurait pour 2 500 000 tonneaux, la Grande-Bretagne pour 21 000 000, l'Allemagne pour 5 000 000 de tonneaux. Pour ne parler que des vapeurs, leur tonnage brut atteignait 45 000 000 de tonneaux environ, dont 27 millions aux alliés, et 6 millions aux Empires du Centre. L'inutilisation presque complète de la flotte austro-allemande a eu pour effet d'enlever au trafic mondial plus de 10 pour 100 du tonnage utile, tout en tenant compte des navires saisis dans les ports alliés, dont la jauge dépasse un million de tonneaux. Bien que la diminution du tonnage du navire trouve une contre-partie dans la diminution du trafic allemand, l'immobilisation de la flotte commerciale germanique n'en a pas moins influé sérieusement sur la situation maritime générale. En second lieu, ce que l'Empire n'a pu transporter sur ses propres navires, il l'a malheureusement confié à des compagnies de navigation neutres. Par suite du relâchement du blocus, nos ennemis ont reçu par la Hollande, le Danemark et les États scandinaves une grande partie des matières indispensables à leur entretien. Il nous est assez pénible de constater qu'une portion du tonnage neutre, dont l'utilisation nous eût été si précieuse, a servi à ravitailler nos adversaires. En outre, il est certain que leur flotte contribuait dans une trop large proportion au trafic entre les ports français et l'extérieur. Nos colonies elles-mêmes n'avaient pu s'affranchir du fléau teuton ! En 1913, le nombre des navires austro-allemands qui ont fréquenté nos possessions lointaines se monte à 1 687, représentant un tonnage de 3 319 000 tonneaux, ayant transporté 658 000 tonnes de marchandises, d'une valeur de 147 725 000 francs. Pour ne pas interrompre l'intercourse coloniale, nos bâtimens ont dû suppléer à l'absence des navires allemands.

***

La réquisition, la saisie et la destruction des navires par le fait de guerre ont accentué cette disette du tonnage. Nous avons

(1) Les auteurs varient dans l'appréciation de ce tonnage. Le chiffre de 50 millions de tonneaux a été donné par le sous-secrétaire d'État de la marine marchande à la tribune de la Chambre des députés dans la séance du 21 mars 1916.

déjà parlé de cette métamorphose des navires de commerce réquisitionnés. Nous avons montré comment, sur le pont des *steamers*, les pièces de 14 centimètres avaient chassé les chaises d'osier où s'alanguissaient les « transatlantiques » au cours de leurs paresseuses traversées; puis, de quelle façon, les fumoirs des paquebots avaient été bouleversés pour installer les salles de chirurgie des transports-hôpitaux, tandis que les paisibles cargo-boats étaient mués en transports auxiliaires d'escadre ou en ravitailleurs de l'armée d'Orient. Dans l'ensemble, on peut estimer que le tonnage de la flotte réquisitionnée ou affrétée par les Puissances alliées varie de 8 à 9 millions de tonneaux, ce qui représente 20 pour 100 de la flotte mondiale et 33 pour 100 de la flotte alliée, voiliers exceptés.

Voilà donc une fraction très importante de la marine alliée soustraite au trafic commercial, et absorbée en grande partie par les mouvemens de troupes ou de matériel, sans profit appréciable pour le ravitaillement général. La réquisition n'a pas seulement frappé l'armement par la quantité des navires qu'elle lui a pris, elle l'a atteint encore par la *qualité* des bâtimens sur lesquels le choix de l'État s'est porté. Il est bien évident que la marine pratiquant la devise : *Ego nominor leo*, a choisi les meilleures unités, parmi celles qui s'offraient. J'ai vu comment s'exerçaient les réquisitions, dans la hâte fébrile du départ à ordonner. Une dépêche du ministre parvient à l'Intendance maritime de Marseille. Il s'agit du transport d'une division sur les Dardanelles : vite le fonctionnaire zélé, qui veut exécuter les instructions de son chef, jette un coup d'œil sur la liste des paquebots présens sur rade et élimine toutes les non-valeurs, pour ne s'arrêter qu'aux types les plus récens, même si, comme le cas s'est présenté, le vapeur étant en charge, il faut le délester de ses marchandises. Lorsque l'on doit aménager un transport-hôpital, on s'adresse au plus confortable, car c'est dans le beau décor du paquebot rapide qu'il faut abriter les souffrances de nos blessés. On a ainsi enlevé à la Compagnie transatlantique : la *Lorraine*, la *Provence-II*, la *France-IV;* aux Messageries, le *Sphinx;* à la Sud atlantique, la *Lutetia;* à Cyprien Fabre, le *Canada* et la *Sant'Anna*. Dans ces conditions, la flotte non réquisitionnée doit avoir un rendement très inférieur à son tonnage réel, en raison de l'ancienneté des unités qui la composent.

La saisie par les belligérans des navires ennemis se trouvant dans leurs eaux, ainsi que l'immobilisation des bâtimens dans les ports neutres, au moment de la déclaration de guerre, a eu également pour effet d'amoindrir notablement la flotte commerciale active. Les Alliés ne se sont pas fait faute d'armer pour leur compte les navires austro-allemands qu'ils avaient sous la main ; l'Italie, sans être en guerre avec l'Empire germanique, vient de s'y résoudre, et nous savons qu'une telle détermination a entraîné la rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et le Portugal. D'autre part, les navires alliés saisis dans les ports germaniques et les navires allemands immobilisés dans les ports neutres restent toujours inutilisés. Il existe notamment 171 000 tonnes de navires britanniques et 23 000 tonnes de navires français ou russes, détenus dans les ports allemands.

Les pertes alliées ou neutres dues à l'état de guerre, par capture ou destruction, atteignaient, au 30 mars, 2 140 000 tonneaux, soit 4,2 pour 100 de la flotte mondiale. En ce qui concerne la flotte française, le chiffre, au 15 avril 1916, était de 176 422 tonneaux et la liste des vaisseaux qui disparaîtront ainsi dans les profondeurs de l'Océan, sans aucun profit pour le commerce du monde, tend à s'allonger chaque jour davantage.

On voit quelles amputations ont été pratiquées dans la flotte marchande alliée ou neutre, par réquisition, saisie ou destruction. Si l'on additionne tous les élémens que nous venons de donner, savoir la flotte austro-allemande, 5 000 000 tonneaux (en tenant compte des navires utilisés par les Alliés), les réquisitions 9 000 000 de tonneaux, les pertes 2 140 000 tonneaux, les navires séquestrés en Allemagne 200 000 tonneaux, on obtient une réduction de 16 340 000 tonneaux sur le tonnage mondial mis à la disposition des nations alliées ou neutres, soit un pourcentage de 32 pour 100. La flotte qui navigue encore commercialement est, en outre, assez sérieusement gênée dans sa marche, pour que cette situation influe sur l'organisation générale des services maritimes. Plusieurs circonstances ont entraîné ce que j'appellerai l'allongement des voyages. La fermeture des Détroits nous a contraints d'aller chercher dans l'Amérique du Sud le blé que nous prenions à Odessa, et au Texas le pétrole qui provenait de Roumanie : d'où traversée plus longue et indisponibilité plus prolongée des pétroliers ou des transporteurs de céréales.

Certaines Compagnies de navigation d'Extrême-Orient ont renoncé à passer par le canal de Suez, pour doubler le cap de Bonne-Espérance. De ce fait, la traversée de Colombo sur l'Angleterre, durera dix jours de plus. Enfin, les précautions à prendre pour éviter la rencontre des sous-marins entraînent également à des pertes de temps sensibles : suspension des départs, déroutemens, atterrissages de nuit, etc. Voici un exemple personnel. Au moment où j'allais rentrer en France, étant en Algérie, des submersibles allemands écumaient les eaux de l'Afrique du Nord. Une dépêche du ministre de la Marine suspendit la navigation pour quarante-huit heures entre la France et l'Algérie. Quand notre appareillage fut décidé, il s'effectua de nuit, tous feux éteints. Notre commandant, pour tromper la surveillance des pirates, inclina sa route de plusieurs milles dans l'Est et évita les Baléares pour rentrer à Marseille avant l'aurore. Nous y arrivâmes de plusieurs jours en retard sur notre itinéraire, après une traversée qui avait duré trente-six heures, au lieu de vingt-six. Ce n'est là qu'un fait isolé, dont la répétition amène forcément un grand ralentissement des expéditions maritimes.

*
* *

Cette raréfaction brutale et cette mauvaise exploitation du tonnage se sont produites à une époque où les besoins devenaient de plus en plus pressans. Il importe de remarquer, toutefois, que l'augmentation du trafic a été assez lente à s'affirmer. Après la stagnation complète des importations, imputable à la mobilisation des chemins de fer, il s'est écoulé une période relativement longue pendant laquelle le mouvement général des affaires fut nettement inférieur à ce qu'il était avant la guerre. Mais le réveil de la marine marchande était proche. A Marseille, le trafic, qui représentait, en janvier 1915, 51 pour 100 du trafic moyen de l'année précédant la guerre, bondissait, en fin de février, à 123 pour 100. A Bordeaux, au cours de l'année 1915, le tonnage des navires ayant remonté le fleuve excédait de 1 090 833 tonneaux celui de 1913. Je ne veux pas surcharger cette étude de statistiques fastidieuses. Il suffira d'une statistique éloquente, que j'emprunte au discours prononcé par M. Louis Dubois devant la Chambre des Députés, le 31 mars 1916, pour faire comprendre quel est le surcroît de besogne qui

incombe à la flotte marchande du fait de l'accroissement de nos importations. Les douze principales gares-ports du réseau de l'État recevaient 6017000 tonnes en 1913; elles en ont admis 10404000 en 1915 : soit une augmentation de 73 pour 100.

Si l'on envisage la situation d'ensemble, on s'aperçoit que nos importations, qui étaient de 48 millions de tonnes en 1913, sont bien tombées à 32 millions; mais il en est venu 31 millions par mer, au lieu de 30 millions en 1913, ce qui s'explique par la fermeture presque complète de nos frontières terrestres. En tenant compte des marchandises de toute sorte introduites en France pour le ravitaillement des armées anglaises ou belges, on ne s'étonnera plus que le port du Havre, qui avait reçu 2700000 tonnes en 1913, en ait débarqué 4500000 en 1915; que Rouen soit passé de 5 millions à 8 millions d'importations; tandis que des ports secondaires, comme Dieppe, qui importaient 545474 tonnes en 1913, reçoivent 849469 tonnes de marchandises en 1915! En 1916, les importations continuent à s'accroître. Elles atteignent actuellement le chiffre de 3 millions de tonnes par mois pour les seules marchandises sujettes aux droits de douane, non compris celles destinées à la réexportation.

M. Charles Gide, en formulant dans son traité d'économie politique ce que J.-B. Say a appelé la loi des débouchés, enseigne que celle-ci, quoique vraie en principe, n'empêche pas d'incessantes ruptures d'équilibre dans l'échange, lesquelles provoquent des crises, que le savant professeur appelle des « maladies de l'organisme économique. » Nous sommes ici en présence d'une de ces maladies dont le symptôme se traduit par la hausse des frets, c'est-à-dire par l'exagération du coût des transports maritimes. Le propre de toutes les crises de déficit est d'entraîner de pareilles conséquences. Faut-il crier à l'accaparement, au profit scandaleux, ainsi que l'ont fait quelques-uns? je ne le pense pas. Les armateurs, en l'espèce, se sont bornés à profiter de l'infaillible loi de l'offre et de la demande. Ils ne l'ont pas provoquée, pas plus que le viticulteur qui vend son vin 70 francs l'hectolitre. Il n'y aurait donc aucune raison de frapper le bénéfice de l'un plutôt que celui de l'autre.

Il ne faut pas non plus négliger l'augmentation du taux des assurances qui sont incorporées dans les frais de transport. Il a fallu tenir compte du risque de guerre. Les États belligérans les prennent à leur compte, moyennant une prime assez faible.

L'assurance d'État fixée par la Commission exécutive du ministère des Finances est actuellement de 0 fr. 80 de Bordeaux à New-York et varie de 0 fr. 75 à 1 fr. de France sur l'Angleterre. Quant aux assurances ordinaires, elles ont subi elles-mêmes une hausse appréciable.

Le fléchissement marqué des exportations a également contribué à modifier les bases des contrats d'affrètement. En temps normal, il y a des échanges à peu près équilibrés entre les importations et les exportations; le fret est donc réparti également à l'aller et au retour entre les importateurs et les exportateurs. Aujourd'hui, la France vend moins qu'autrefois, tant à cause du ralentissement de notre production que des prohibitions de sortie. A Rouen, de 449 000 tonnes en 1913, les exportations sont tombées à 171 000 tonnes en 1915; à Boulogne de 379 000 à 55 000 tonnes; à Saint-Nazaire de 252 000 tonnes à 82 000 tonnes; à Nantes de 352 000 à 135 000 tonnes. Les bateaux partant à vide, les chargeurs, qui introduisent des marchandises en France, doivent payer intégralement les frais généraux du voyage, comme s'ils en profitaient entièrement.

Comment, sous l'action de ces différentes causes, ne se serait-il pas produit une majoration des prix? Dès le mois de juin 1915, celle-ci oscillait entre 25 et 30 pour 100 sur presque tous les produits importés. Actuellement, le fret de la tonne de céréales de la Plata s'est élevé de 12 fr. 50 en 1914 à 155 francs fin 1915. Le fret de la viande congelée du Sud-Amérique de 92 francs à 300 francs, celui du riz de l'Indo-Chine de 35 francs à 182 francs. A Marseille, le fret sur l'Angleterre est monté successivement à 75, 115 et même 130 francs la tonne, puisqu'on a atteint le cours de 95 *shillings*. Le charbon de Cardiff que l'on exportait sur le Havre à 5 fr. 25 en 1913, paye 42 francs le 17 mars 1916; aux mêmes époques, à Rouen les chiffres passent respectivement de 7 francs à 45 francs; à Saint-Nazaire de 6 fr. 50 à 60 francs; à Bordeaux de 7 francs à 75 francs; à Gênes de 11 francs à 132 francs. Le transport du minerai de Bilbao vaut à Bordeaux 38 francs au lieu de 7 fr. 50. J'arrête là mes citations. En résumé, les frets représentent fin mars *le décuple* de ce qu'ils représentaient avant la guerre.

Les navires eux-mêmes, vu leur rareté, ont triplé ou quadruplé de valeur. Des navires valant 100 000 livres avant la guerre se vendent maintenant de 400 000 à 500 000 livres, de

sorte que, pour faire fructifier leur capital, les armateurs sont contraints d'envisager une majoration de loyer proportionnelle à cette plus-value. Celle-ci augmentant à mesure que les sous-marins allemands détruisent des navires, il semble que la courbe des frets doive, à moins qu'on n'y mette bon ordre, continuer à progresser sous l'influence des ventes de navires, de nombreux armateurs ayant cherché dans cette opération un enrichissement immédiat.

Voici les conséquences de cette hausse. Avant la guerre, nous payions 350 millions par an à l'armement étranger; en 1915, nous avons acquitté près de 2 milliards de traites au profit de cet armement, dont les trois quarts pour l'Angleterre. En 1916, si cette ascension vertigineuse du fret continue, c'est peut-être 3 à 4 milliards que la nation française devra donner aux marines marchandes alliées ou neutres. Nous n'aurons même pas la consolation de penser que nos armateurs en profiteront; leurs navires ayant été en grande partie réquisitionnés, leurs recettes sont peu de chose en comparaison de ce que nous devrons verser au dehors. On peut s'en faire une idée par le calcul suivant : nos importations étant de 3 millions de tonnes, à raison de 60 francs par tonne de fret moyen, payent 200 millions de fret par mois en chiffres ronds. Sur cet ensemble, la part du tonnage français représente 26 pour 100 des navires transporteurs, le pavillon étranger figurant pour 74 pour 100, dont 48 pour 100 sous pavillon anglais. Mais comme nous possédons peu de cargo-boats et beaucoup de paquebots dont le rapport est moindre, on peut compter que nos armateurs n'encaissent que 40 millions, contre 160 millions prélevés par l'armement étranger. Il est impossible de ne pas se montrer soucieux de l'importance de cette dette. L'État ou le consommateur français auront finalement à la solder sous forme d'augmentation du prix des produits importés et elle entraînera une perturbation encore plus grande dans notre cours du change. La question des affrètemens se présente donc comme un des problèmes les plus préoccupans qui se posent dans notre pays par suite de la prolongation de la guerre.

*
* *

Malheureusement, la crise des transports ne se dénoue pas à l'arrivée, elle subsiste même après le mouillage du navire. Elle

s'aggrave et se prolonge dans le port et même au delà du port. A la crise *mondiale* due à la raréfaction du tonnage flottant, s'ajoute une crise *nationale* qui tient à l'encombrement des quais, à l'insuffisance des moyens de déchargement et d'évacuation des marchandises. Si nous subissons malgré nous la loi générale de la pénurie des instrumens maritimes, on peut se demander si nous n'eussions pas été à même d'éviter que cette crise se développât, en organisant avec plus de prévoyance la libre circulation des produits importés sur le sol français. Qu'on me pardonne une métaphore, dont Molière n'eût pas rougi. On ne peut reprocher à un médecin l'embarras dont souffre l'estomac de son malade, mais on peut lui en vouloir de n'avoir pas su le dissiper à l'aide d'une médecine appropriée.

Pour se convaincre de l'état de congestion de nos établissemens maritimes, rien ne vaut un voyage sur le littoral. En juillet 1915, lorsque, au sortir du tunnel de l'Estaque, j'aperçus la rade de Marseille se déroulant à mes pieds sous le soleil matinal, je fus étonné d'y contempler toute une flotte ancrée devant les bassins. « Voilà, dis-je, des transports militaires qui s'apprêtent à cingler vers les Dardanelles. — Pas du tout, me fut-il répondu, ce sont des bâtimens de charge, qui attendent une place à quai. » J'en avais compté trente-deux. Je suis heureux d'apprendre, à la date d'aujourd'hui, qu'on a pu réduire à trois ou quatre seulement le nombre des cargo-boats mis en purgatoire. A Bordeaux, il y eut, en septembre 1914, jusqu'à 23 navires stationnant au Verdon avant d'être admis à remonter la rivière : leur nombre varie actuellement de 8 à 10. Et je me souviens qu'à Saint-Nazaire des charbonniers attendaient, dans l'avant-port, leur tour d'être déchargés. Même situation pour le Havre, les navires devant relâcher bien souvent dans un port voisin avant de suivre leur destination. On conçoit que, pendant le temps où ils sont inutilisés, l'armateur fasse payer au chargeur la location de ses navires. C'est ce qu'on appelle les *surestaries*. Elles sont fonction du temps d'indisponibilité et du tonnage du bâtiment. A Bordeaux, on paye actuellement 3 francs de surestarie par tonne. A Dieppe, le chiffre, qui était de 7 fr. 80 par tonne de charbon en février 1916, est tombé à 5 fr. 25 en mars, et il dépasse actuellement 10 francs. A Nantes, il se tient au cours de 3 francs. On a cité à la tribune du Sénat des chiffres de surestaries qui monteraient jusqu'à 30 francs,

mais il ne peut s'agir que de cas très particuliers. Le ministre des travaux publics a rectifié cette assertion en ramenant à 6, 7 et 8 francs au maximum la moyenne de surestaries par tonne. En prenant le chiffre intermédiaire de 7 francs et en le multipliant par les importations, on arrive à cette conclusion qu'il faut fixer approximativement à 21 ou 22 millions le tribut mensuel que nous payons aux marines française et étrangères, sous forme de surestaries. C'est déjà un total impressionnant !

Il en est ainsi, parce que les quais exploitables ne sont pas assez vastes et que le déchargement des navires ne s'opère pas avec assez de rapidité. Bien avant la guerre, on se plaignait de l'exiguïté de nos ports et les Chambres de commerce avaient entrepris, à peu près partout, des travaux d'amélioration importans. On a dû improviser des installations de fortune pour augmenter les postes de déchargement. Les autorités locales ont fait preuve de beaucoup d'initiative, mais elles n'ont pu d'un coup de baguette magique faire reculer les berges des fleuves et surgir du fond de la mer les blocs de béton.

Je dois dire, enfin, que les bases navales militaires ont accaparé une surface très appréciable de quais. A Rouen, le port appartient presque entièrement à l'armée britannique ; au Havre, à Dieppe, à Boulogne, celle-ci possède des terre-pleins spacieux. A Marseille, le trafic pour le compte de l'État (guerre, marine, ravitaillement de la population civile) enlève au commerce la libre disposition de la moitié environ de la superficie totale des hangars, soit 63 000 mètres carrés. La base française occupe les hangars 3, 4 et 6 et 15 000 mètres carrés du quai des Anglais, soit 35 000 mètres carrés. La base britannique dispose des hangars 7 et 8 du môle D et de 1 000 mètres carrés environ du quai des Anglais : soit 28 000 mètres carrés. Au surplus, nous ne nous en plaignons pas et nous les lui cédons de bon cœur...

Après bien des tribulations, voici notre navire à quai. Hélas ! il n'est pas encore au bout de ses peines, car les dockers lui feront souvent faux-bond. La mobilisation a privé l'acconage de ses hommes les plus jeunes et les plus vigoureux. On a essayé d'employer des étrangers, des Espagnols, des Kabyles, des Marocains : ces expériences n'ont point donné ce qu'on en espérait. Les prisonniers allemands, au contraire, nous ont rendu des services. Je les ai vus pour la première fois à Saint-

Nazaire, coltinant des sacs de farine et couverts de poussière blanche. A la Rochelle et à Rochefort, ils avaient changé de couleur ; ils déchargeaient du cardiff. Les premiers maîtres de la marine, qui les surveillaient, se déclaraient satisfaits de leur discipline et de leur travail. Mais partout on déclarait qu'ils étaient en nombre trop infime.

*
* *

En supposant le problème du déchargement résolu, un autre se présente, beaucoup plus complexe : celui de l'enlèvement des marchandises. A ce point de vue, l'encombrement des quais dépasse parfois tout ce qu'on peut imaginer. Le long des darses de Marseille, du Vieux-Port à l'Estaque, c'est une accumulation invraisemblable de marchandises de toute provenance, à travers lesquelles on circule difficilement. Quand, d'aventure, l'unique pont transbordeur, qui fait communiquer la mer avec les docks de construction, est ouvert, en un clin d'œil les voitures de charroi s'enchevêtrent et la circulation est pour ainsi dire interrompue pendant tout le laps de temps que dure la manœuvre. Les marchandises séjournent sous l'âpre vent de mistral : elles se dessèchent et se détériorent. Au quai des matières grasses, le soleil darde des rayons implacables sur les fûts de pétrole ou de mazout, dont des mares visqueuses se répandent sur le sol. A Bordeaux, changement de décor : une pluie fine pénètre les laines du Sud-Amérique dont les balles baignent pendant de longues semaines dans la boue de la rivière. A Dieppe, lors de mon passage, pas une grue ne fonctionnait faute de matériel roulant et le port était encombré de navires. Presque chaque jour à Boulogne, on peut voir le travail arrêté durant plusieurs heures. Certains négocians ayant essayé de faire travailler la nuit, ont dû y renoncer, car les wagons leur manquaient ensuite pendant le jour. Au Havre, l'engorgement est tel que, dans la première quinzaine de janvier, la gare n'a pu être ouverte au public que deux fois, à raison de six heures chaque fois.

Il est certain qu'il y a eu insuffisance de la main-d'œuvre affectée au mouvement des marchandises. Insuffisance numérique et qualitative tout à la fois. La guerre a apporté dans cette branche de l'activité nationale une indéniable perturbation. La réquisition des chevaux et des voitures a enlevé aux

entrepreneurs de camionnage leurs instrumens de travail, les empêchant ainsi de donner suite aux commandes de leurs cliens. Le département de la Guerre a bien essayé de remédier à cet état de choses en envoyant des voitures réquisitionnées; un dépôt a été constitué à Marseille, près de la gare des voyageurs; mais quels véhicules y ont été rassemblés? de petites charrettes, à peine capables d'enlever quelques centaines de kilos. De sorte que, quand on a voulu s'en servir, on s'est aperçu que le remède était pire que le mal. Ces voitures, vu leur nombre excessif par rapport à leur peu de rendement, interrompaient la circulation des voies. Il aurait fallu des poids lourds; or, le service de l'avant absorbait toutes nos disponibilités en camions-automobiles. Ce n'est que tout récemment que la Chambre de commerce a créé un parc d'automobiles qui sont loués aux intéressés. De ce fait, le port a pu être dégagé.

Cependant, cet embouteillage des ports de commerce tient surtout à la pénurie des wagons. Nous avons vu dans quelle proportion le trafic des chemins de fer avait augmenté au Havre, à Rouen et à Dieppe. A Boulogne, il est passé de 719 000 tonnes en 1913 à 1 316 000 en 1915; à Saint-Nazaire, de 1 490 000 à 2 122 000; à Nantes, de 1 611 000 à 2 429 000; à la Pallice, de 486 000 à 921 000. De même que pour faire face aux transports maritimes grandissans, le tonnage flottant devenait de plus en plus rare, de même le matériel roulant des chemins de fer disponible diminuait dans de notables proportions. Sur un parc d'environ 360 000 wagons à marchandises que nous possédions en août 1914, 47 000 à peu près ont été retenus par l'ennemi. Si l'on déduit de ce chiffre 3 000 wagons allemands saisis et 7 000 wagons belges, il nous manquerait encore 37 000 wagons. En outre, les besoins de la défense nationale nous obligent à maintenir dans la zone des armées de 20 à 25 000 wagons. Ce chiffre a atteint 40 000, dit-on, au moment de la bataille de la Marne. Il n'est pas besoin de pousser la démonstration plus loin pour comprendre les motifs de l'engorgement des ports.

Comme ici la concurrence ne joue pas, il n'y a pas eu hausse dans le coût du transport, ainsi que pour le fret; mais nous avons montré que cette situation réagit fortement sur le prix de revient général de la marchandise, puisqu'elle occasionne des retards dans le déchargement et le payement de surestaries. Tout se tient dans un voyage maritime, depuis le moment où

le navire prend charge jusqu'au jour où les colis sont livrés aux mains du consommateur. Il y a donc une relation étroite entre le transport à terre et le transport en mer. C'est pourquoi nous n'avons pu dissocier aucun des élémens de la question, afin que celle-ci fût bien connue.

Que dis-je! il importerait de porter nos investigations même sur le territoire américain. Il y a aux alentours de New-York 45 000 wagons qui attendent d'être déchargés à destination de l'Europe; vous pensez bien que les chargeurs des États-Unis ne feront pas les frais de cette immobilisation.

*
* *

Nous sommes maintenant fixés. Lorsqu'on aura totalisé le prix du fret, les assurances, les surestaries, les droits de stationnement, les pertes de toute nature, matérielles ou commerciales, subies par les retards de livraison, on s'expliquera le taux des mercuriales dont nous nous plaignons. Ainsi que l'a fait remarquer un orateur, à la Chambre des Députés, « la crise des transports est à la fois d'ordre militaire et d'ordre économique. Dans les deux cas, c'est la guerre qui en est la cause première et permanente. » Nécessairement, tant que la cause subsistera, le mal doit persister. Est-il au moins possible d'espérer qu'il se calmera? Les crises économiques, avons-nous dit, sont comparables aux maladies de l'organisme humain. À défaut d'une guérison impossible, il existe des palliatifs qui atténuent la gravité du mal. Cherchons quels sont les remèdes appropriés au cas qui nous occupe.

En ce qui concerne la perturbation apportée au cours du fret, il semble *a priori* qu'il soit assez peu aisé d'en adoucir les rigueurs. D'une part, tout le monde s'accorde à dire que le volume des transactions augmentera en 1916 par comparaison avec l'année précédente; d'autre part, le tonnage flottant se fera de plus en plus rare, à mesure que se poursuivra la campagne sous-marine allemande. On ne peut guère compter sur les constructions neuves pour combler les vides creusés par les sous-marins dans les rangs de la flotte marchande alliée ou neutre. La moyenne nécessaire pour faire face à l'usure normale des bateaux en temps de paix, ou aux pertes par suite de naufrages, atteignait 3 millions de tonnes. En 1915, l'ensemble des chantiers de construction du monde entier n'a pas produit plus

de 1 500 000 tonnes! Il y a donc déficit non seulement par rapport aux sinistres dus à des événemens de guerre, mais encore par rapport aux disparitions ordinaires de navires.

Comment sortir de cette impasse? On a proposé au Parlement de taxer le fret, afin de limiter les bénéfices des armateurs. Je ne trouverais rien à objecter à cette mesure, si elle était réalisable. Mais à quoi servirait de taxer les navires français qui n'absorbent qu'une partie malheureusement peu importante du trafic, si le pavillon étranger restait libre? Pour que la taxation produisît des résultats réels, il faudrait qu'elle fût décidée de concert avec les nations alliées. Même dans cette hypothèse, les neutres refuseraient de se plier à cette décision arbitraire, qui risquerait ainsi de manquer en partie son but. Toutefois, c'est dans la voie de l'entente avec le gouvernement anglais qu'il faut s'engager pour obtenir une réduction du prix des transports. Tel fut l'objet du voyage à Londres de M. Sembat, voyage à la suite duquel le sous-secrétaire d'État de la marine marchande a pu déclarer à ses interpellateurs : « Nous pourrons, sur ces deux questions de la centralisation des affrètemens et de la réduction du prix des charbons, vous apporter la double satisfaction que très légitimement vous recherchez. » Pour le moment, le principe de cette réduction a été seul admis, les moyens d'exécution ont été renvoyés à l'examen d'une commission.

La Grande-Bretagne, notre fidèle et loyale alliée, se rendra certainement compte que la France, si prodigue de son sang et de ses richesses, ne peut supporter plus longtemps la dîme écrasante que prélèvent sur ses échanges les armateurs étrangers. Grâce à l'importance du tonnage inscrit au *Board of Trade*, celui-ci exerce une sorte de contrôle sur le fret mondial. Il serait facile à nos amis de faire baisser ce fret soit en le taxant, soit en réquisitionnant les navires. Il ne paraît pas exagéré de leur demander que cette solution soit adoptée, tout au moins pour le transport du charbon, de l'acier et généralement des importations destinées à la fabrication du matériel militaire. Au lieu de cela, le gouvernement anglais a frappé les bénéfices de guerre d'une taxe de 50 pour 100, qui a eu pour effet de faire augmenter encore le prix du fret! Il est aisé de voir que, de cette façon, le Trésor anglais perçoit indirectement un impôt élevé sur la consommation française, puisqu'une grande

partie de notre transit est confiée à des armateurs britanniques.

Il serait sage de rechercher également une meilleure utilisation de la flotte française, en s'efforçant de diminuer le nombre des navires réquisitionnés dont l'emploi n'a pas toujours été parfait, et d'autre part en permettant à ces navires de prendre des marchandises quand le service militaire ne s'y oppose pas, au lieu de voyager sur lest, fait qui arrive journellement. Un intérêt national évident s'attache aussi à la réouverture des chantiers de construction navale; faute de quoi, notre marine marchande se trouvera dans une situation d'infériorité désastreuse à la signature du traité de paix. La proposition de loi de M. de Monzie, qui tend à créer une société de crédit hypothécaire ayant pour objet les prêts garantis par des hypothèques sur des navires construits ou en construction ou sur des immeubles à destination maritime, s'inspire de cette considération.

S'il ne dépend pas de nous de redresser les cours du fret, il nous appartient d'améliorer les conditions de manutention des marchandises. Il m'est permis de penser que sur ce point nous avons manqué de prévoyance, en ne prenant pas, quand il le fallait, les mesures voulues pour y parer. Actuellement, de grands efforts sont réalisés pour augmenter les surfaces de quais et les postes de déchargement. A Bordeaux, la Chambre de commerce a pu livrer 600 mètres de quais nouveaux : les quais de Bourgogne qui ont 198 mètres de long et les appontemens de Bassens, en service depuis un mois, d'une longueur de 400 mètres. A Dieppe, la Chambre de commerce qui possédait 23 grues en compte 37 actuellement; deux appontemens sont en cours de construction et le mur Ouest du bassin à flot va être prolongé de 170 mètres, travail qui aura pour résultat de porter à 8 le nombre des places à quai. A Boulogne, la mise en service du bassin de marée Loubet, où les navires calant 6 mètres peuvent entrer à toute heure, a permis de tripler le rendement du port. Saint-Nazaire se trouve aujourd'hui dégagé. A Marseille enfin, la situation s'est beaucoup améliorée ; les navires ne subissent plus de retards appréciables pour leur entrée dans le port où leur durée de séjour est assez courte. Les chargemens et les déchargemens s'effectuent d'une manière rapide, puisqu'on décharge en moyenne 25000 tonnes par jour, et le camionnage des colis pour la ville se fait régulièrement.

Ces quelques exemples prouvent que es Chambres de

commerce ne négligent rien pour perfectionner nos établissemens maritimes. En même temps, elles se préoccupent de remédier à la pénurie de dockers civils. Bordeaux emploie 600 prisonniers allemands, Pauillac 200. A Dieppe, le contingent des prisonniers a été porté de 150 à 200. A Marseille, leur total atteint 1 200 unités environ. Cette main-d'œuvre n'est malheureusement pas inépuisable et j'estime qu'il eût été sage de faire appel aux travailleurs indigènes. Si les Arabes n'ont pas donné toute satisfaction, en revanche, les coolies chinois, que l'on emploie dans le monde entier pour les travaux les plus divers, auraient certainement fait de bons dockers. Pourquoi n'en a-t-on pas recruté dans les ports de la Chine? Il est enfin assez étonnant qu'on ne soit pas parvenu dans la plupart des localités à organiser le travail de nuit.

La question de la pénurie de wagons est beaucoup plus complexe. Nos Compagnies de chemins de fer ont bien commandé 35 000 wagons pour combler leur déficit; nous devrions recevoir mensuellement, d'après les prévisions du contrat, de 1 000 à 1 500 wagons depuis le mois dernier; mais par suite de l'intensité des productions métallurgiques, demandées par la Guerre, les usines sont, là comme ailleurs, en retard dans l'exécution de leurs commandes. A la date du 31 mars, il n'était arrivé que 500 ou 600 wagons. Nos ateliers de construction spéciaux se trouvant pour la plupart dans les régions envahies, nous restons sur ce point tributaires de l'étranger. Nous avons pris toutes les mesures voulues pour obtenir notre matériel le plus rapidement possible. Que pouvons-nous faire de plus? Suppléer à l'insuffisance de la traction roulante par la navigation fluviale? Nous nous y efforçons. Nous essayons également de doter nos ports de voitures automobiles qui, dans certains cas, peuvent remplacer le matériel de chemin de fer, mais il ne faut pas se dissimuler, a dit le colonel Gassouin, que « tant que nos 35 000 wagons ne seront pas là, nous aurons les plus grosses difficultés à conjurer la crise des transports. »

Nous nous trouvons donc en présence d'un programme gigantesque à réaliser en pleine guerre, à un moment où les ressources de l'activité nationale sont absorbées par d'autres soucis. Déjà, nous avons, depuis le début des hostilités, posé plus d'un millier de kilomètres de voie en tant que raccordemens, embranchemens, développement de gares. Au Havre, les instal-

lations qui pouvaient recevoir 700 wagons par jour ont été portées à 1 100 wagons et le seront bientôt à 1 300. Ce labeur doit être poursuivi d'une façon infatigable, car les résultats acquis restent insuffisans.

L'organisation elle-même du service des transports a été critiquée. La loi de 1888 avait placé tous les chemins de fer sous l'autorité du ministre de la Guerre. Ce régime a été étendu dans la suite à la navigation, par la création, au 4e bureau de l'armée, de la Commission de la navigation et par l'institution d'une Commission des ports maritimes. On peut se demander si la centralisation nécessaire des questions intéressant les ports ne se serait pas plus utilement opérée dans les mains du sous-secrétaire d'État de la Marine marchande, dont les services sont plus compétens pour résoudre les difficultés que soulève l'affrètement des navires et qui, déjà, s'occupe de tout ce qui concerne le voyage maritime. On rendrait aux Chambres de commerce plus de liberté et, pour satisfaire aux exigences de la défense nationale, il paraîtrait suffisant d'accorder au représentant local du ministre de la Guerre un droit de priorité dans le déchargement de toutes les marchandises que celui-ci signalerait comme urgentes à évacuer. Il semble qu'il y ait une sorte de solution de continuité entre le règne de la Commission de navigation du quatrième bureau et celui du Comité des transports maritimes, institué par décret du 29 février 1916, sous l'autorité du ministre de la Marine et chargé de centraliser tous les renseignemens relatifs aux frets, de suivre la situation des moyens de transports maritimes, d'améliorer leur rendement et de « dresser le programme des importations réalisables en classant ces importations suivant leur degré d'urgence et d'utilité. »

*
* *

Mais il ne suffit pas de combattre les manifestations extérieures de la crise; il faut encore remonter à l'origine même du mal et l'attaquer dans ses racines profondes, comme on lutte contre une invasion microbienne. A cet égard, la genèse de la crise des transports doit être recherchée dans une rupture d'équilibre entre la production et la consommation.

Que la production ait été contrariée par les circonstances, personne n'en doute. Les Allemands détiennent une notable

portion du sol français, et il se trouve, malheureusement, que nous retirions du territoire envahi la houille, indispensable à la marche de nos usines, et le minerai de fer destiné à forger nos armes. La situation serait bien différente si nous pouvions exploiter, d'une façon intensive, nos mines du bassin houiller du Nord et nos riches gisemens de fer de Briey. A bien d'autres titres, l'occupation de nos départemens industriels réagit défavorablement sur notre situation économique. En outre, la raréfaction de la main-d'œuvre a amené une baisse indéniable dans le rendement de nos instrumens de production.

Comment, dans cette occurrence, faire face à la consommation grandissante? Il ne s'agit pas seulement de l'effroyable dépense de richesses qui s'accomplit, heure par heure, sur le front : de la poudre qui se volatilise, des projectiles qui labourent la terre, des balles qui se perdent, des équipemens, des armes, des habillemens qui s'usent ou disparaissent, des voitures automobiles qu'on abandonne au bord de la route, de l'essence qui se brûle dans les convois incessans de troupes ou de matériel. Tout cela amène, directement ou indirectement, des consommations inouïes de coton, de produits chimiques, d'acides, d'acier, de nickel, de cuivre. Mais il faut encore songer que les besoins des armées en campagne absorbent une quantité tout à fait inusitée de liquides et de denrées. Je n'en donnerai qu'un seul exemple. Le stock disponible en bœufs de boucherie, pour la consommation ordinaire d'une année, en temps de paix, n'était que de 1 800 000 têtes; tandis qu'en ajoutant aux rations militaires la fourniture quotidienne de 100 grammes par habitant civil, c'est en un seul trimestre de guerre que devait être absorbée toute cette réserve de bétail. Ce raisonnement pourrait être appliqué à la plupart des vivres entrant dans la nourriture du soldat : au blé, aux pommes de terre, au vin surtout, dont l'Intendance a dû réquisitionner presque toute la récolte. Il suffit, d'ailleurs, de songer aux 93 millions que nous dépensons par jour pour se représenter ce que cette somme suppose de matériel anéanti pour chaque jour de guerre. Le terme de guerre *d'usure* convient bien à une telle déperdition d'énergie. On aurait pu espérer tout au moins que la population civile pourrait se limiter dans ses besoins. Mais toute une série de considérations ont fait, au contraire, qu'il y a eu des gaspillages, sinon dans les articles

de luxe, du moins dans les matières d'emploi courant, qu'il eût été particulièrement essentiel de ménager.

Il nous reste donc un double devoir à remplir : augmenter notre production nationale et réduire notre consommation, aussi bien celle des particuliers que celle des services publics. Avons-nous conscience d'avoir fait à cet égard tout ce que nous pouvions? Il semble, au contraire, que, depuis cette guerre, nous ayons cédé à la tentation de dépenser sans limite. Nous avons mis une sorte d'orgueil imprudent à ne nous priver de rien, en face d'une Allemagne affamée. Nous devrions, au contraire, nous représenter les répercussions ruineuses de nos consommations sur le taux du fret. Chaque Français qui gaspille une richesse importée contribue à aggraver la crise des transports. Voilà ce qu'il faudrait se dire. Si nous avions les uns et les autres conscience de l'erreur patriotique que nous commettons en achetant un objet superflu, nous arriverions à soulager, chacun pour notre part, le trafic de nos ports de commerce.

La Grande-Bretagne, qui pourtant bénéficie de la hausse des frets autant qu'elle en souffre, nous donne l'exemple en prohibant l'entrée de certains articles de luxe. Cette décision va encore faire hausser les frets sur Londres, en tarissant notre meilleure source d'exportation. Pourquoi n'adopterions-nous pas une mesure analogue? Il est temps de songer à endiguer le fleuve par lequel s'écoule la fortune de la France.

Les consommations des particuliers représentent relativement peu de chose en regard des dépenses des services publics. Nous nous garderons de faire ici le procès des administrations, quelles qu'elles soient. Cependant, il est facile de constater que des approvisionnemens s'accumulent dans les ports et subissent des avaries sans être évacués, preuve qu'on aurait pu attendre pour les importer. Non seulement les commandes de certains ministères sont parfois excessives, mais encore elles sont faites sans qu'on ait toujours songé aux moyens pratiques de les acheminer sur notre pays. La hausse brusque des frets a surtout été provoquée par cette disproportion entre les offres d'affrètement et le tonnage disponible. En équilibrant nos demandes avec les moyens dont nous disposions réellement, on eût évité la plupart des difficultés actuelles. Il y a lieu d'espérer que le Comité des transports saura régulariser le fonctionnement

de notre service d'importation, ce qui aura pour effet d'atténuer notablement les conséquences de l'encombrement des marchandises dans les ports et de stabiliser le cours des frets.

Les Allemands connaissent aussi bien que nous cette situation et elle leur a été un prétexte à de folles espérances. Nos ennemis ne se cachent pas pour dire qu'ils comptent sur la crise des transports pour hâter à leur avantage la fin de la guerre. Tel était notamment le but de leur campagne sous-marine contre les neutres. Ils se flattaient de rendre les mers inhabitables et de raréfier le tonnage flottant au point que le trafic mondial serait pratiquement interrompu. Telle était leur thèse, qui concordait pleinement avec leur sauvage conception du droit de la guerre. Heureusement, il y a loin de la coupe aux lèvres. En admettant que leur raisonnement fût exact, s'ils ont pu vivre sur eux-mêmes pendant 18 mois, qui nous empêcherait de faire comme eux? Mais qu'on se rassure ; nous ne serons jamais réduits à cette extrémité : la mer est grande, nos navires n'ont pas peur. « Le chien aboie, la caravane passe ! » Enfin, il est permis de croire que la fière et nette réponse du président Wilson à la note allemande, changera considérablement la situation.

Quoi qu'il en soit, et en admettant même que les Allemands ne modifient pas leurs méthodes de guerre sous-marine, on peut affirmer que celle-ci manquera son but essentiel qui était de suspendre, ou même de gêner le ravitaillement des Alliés. Quelque regrettable que puisse être la perte de plus de 2 millions de tonnes de navires marchands, il en reste encore assez pour nous permettre de jouir de la liberté des mers qui demeure toujours la grande force de l'Entente. Celle-ci possède, après plus de 20 mois de guerre, 25 millions de tonnes de navires. Malgré tous leurs efforts, les Allemands ne peuvent compter, avant la victoire de nos armes, diminuer ce tonnage dans des proportions embarrassantes. Nous avons, en outre, à notre disposition la flotte neutre. Jusqu'ici, nos adversaires n'ont pas osé toucher à la marine américaine, de peur que par rétorsion les États-Unis ne missent la main sur les navires allemands immobilisés dans leurs ports. Peut-être aussi pouvons-nous espérer que quelques nations suivront l'exemple du Portugal en armant les navires retenus chez eux. Ce serait alors quelques centaines de mille tonnes libérées pour le trafic mondial.

La destruction de nouveaux navires ne pourrait, en conséquence, se traduire que par une hausse des frets plus accentuée. Or, il nous est permis d'enrayer ce mouvement. Celui-ci profite à 26 millions de tonneaux de navires alliés, y compris les bâtimens saisis, contre 18 millions de tonneaux de navires neutres, sur lesquels la moitié à peine travaille pour nous. En limitant par voie d'entente, entre les nations alliées, le bénéfice des armateurs, c'est-à-dire par la taxation du fret, le problème pourrait recevoir sa solution, puisque ce sont les Alliés qui pâtissent et qui bénéficient tout à la fois de cette hausse. Il semble d'ailleurs que la question soit sur le point d'aboutir si l'on en croit les déclarations qui ont été faites au Sénat dans la séance du 15 avril dernier. « Le gouvernement anglais, a dit le rapporteur de la loi sur le prix des charbons, possède, d'après les témoignages de M. le ministre des Travaux publics, la possibilité d'abaisser le taux des frets pour les navires portant le pavillon britannique. Il espère aussi être en mesure d'imposer la même limitation de prix aux armateurs neutres. »

Nous pouvons donc envisager l'avenir avec confiance. Ainsi que M. Nail l'a déclaré : « Nous payons la rançon anticipée de la victoire. La crise des frets, les Allemands seraient peut-être heureux de la subir, plutôt que de connaître les jours sans viande, les cartes de pain et de pommes de terre, symptômes précurseurs de la défaite et de la révolution. »

René La Bruyère.

PIERRE-MAURICE MASSON

Lui aussi ! Ce jeune maître, — car c'en était un, — dont la Sorbonne s'apprêtait à applaudir les thèses courageusement achevées dans les tranchées lorraines, cet être si délicieusement vivant, aujourd'hui mort, tué net par un éclat d'obus ! Cette fine et riche nature, ce cœur généreux et ardent, cette pensée robuste et agile, ce souple talent si plein d'avenir, cette œuvre déjà imposante (1) : tout cela brisé, ruiné, enseveli... Qu'on me pardonne d'exprimer naïvement ma douleur ! Si personnelle qu'elle me soit, j'ai le sentiment que, comme toutes nos douleurs d'aujourd'hui, elle est un peu collective. Depuis douze années que je le connaissais, j'aimais tendrement Maurice Masson, d'une affection presque fraternelle ; mais je n'aimais pas seulement son âme délicate et charmante, j'aimais sa haute distinction d'esprit, et je n'étais pas le seul à voir en lui l'une des personnalités représentatives de sa génération. La Sorbonne, en conférant solennellement au candidat qu'elle n'avait pu entendre l'honneur d'un doctorat posthume, vient de témoigner que nous ne nous étions point trompés...

Pierre-Maurice Masson était Lorrain. Il appartenait à l'une de ces familles de la bonne bourgeoisie provinciale où se conservent jalousement les fortes traditions morales et religieuses, et qui sont l'honneur solide et trop méconnu de notre race. Le sens pratique des affaires y va de pair avec le goût des choses de l'esprit. Le père était un peu artiste ; il peignait,

(1) *Fénelon et Mme Guyon*, Hachette, 1907 ; — *Alfred de Vigny*, Bloud, 1908 ; — *Une vie de femme au XVIIIe siècle : Mme de Tencin*, Hachette, 1909 ; — *Lamartine*, Hachette, 1910 ; — *La Profession de foi du Vicaire savoyard de Jean-Jacques Rousseau*, édition critique, Hachette, 1914-1916 ; — *La Religion de Jean-Jacques Rousseau*, 3 vol., Hachette, 1916.

dessinait. On vit sans déplaisir l'enfant s'orienter vers une profession libérale. En 1900, après de fortes études à Nancy, puis au lycée Louis-le-Grand, il entrait à l'École normale.

Ce qu'était l'École normale d'alors, je suis trop imparfaitement informé pour le dire avec une entière précision. Tout me fait croire que, suivant l'usage, on y menait une vie de fécond travail, d'ardentes et libres discussions, de chaude amitié. Les tempéramens les plus opposés s'y développaient sans contrainte. Parmi ses aînés, Maurice Masson y connut le socialiste Albert Thomas, notre secrétaire d'État aux munitions, et parmi ses cadets, Émile Clermont, le subtil auteur de *Laure*, comme lui, hélas! tué à l'ennemi. Plusieurs de ses camarades de promotion ont déjà tenu les promesses qu'ils faisaient concevoir : Paul Hazard, Pierre Villey, — noms connus de nos lecteurs, — le philosophe Jacques Chevalier, l'historien Maurice Legendre. Dans ce milieu très ouvert et très vivant pénétraient et s'exerçaient les influences les plus diverses : celle de Jaurès et celle de Brunetière, celle de M. Boutroux, de M. Bergson, d'Édouard Le Roy, celle aussi de M. Loisy. Le problème religieux y était souvent posé et discuté. Il semble bien que, d'assez bonne heure, Maurice Masson, catholique complet, s'y soit formé, sur ces hautes questions, une sorte de philosophie qui correspondait aux multiples besoins de sa nature, à la fois très simple et très élevée : quelque chose comme un stoïcisme chrétien, qui du reste est allé en s'attendrissant de plus en plus. En tout cas, il s'était profondément épris de Vigny, qui lui a inspiré son premier article. Et dès lors, sans y tâcher, par sa simple manière d'être, tout ensemble enjouée et grave, il faisait sentir non seulement à ses camarades, mais à ses maîtres eux-mêmes, avec la précoce vigueur de sa pensée et de son talent, l'ardeur et la richesse de sa vie morale.

La variété de ses goûts et de ses aptitudes n'était pas sans danger pour le choix définitif d'une discipline intellectuelle. Un moment, je crois que la philosophie l'a tenté. Mais s'il aimait les idées, il aimait aussi la vie, et son imagination n'était point indifférente aux choses concrètes, au décor mouvant du monde. De plus, il était passionné d'érudition, d'information exacte et précise, et, à l'école de M. Bédier, de M. Lanson, il s'était initié à toutes les exigences, à tous les scrupules de nos modernes méthodes critiques. Bref, à bien des égards, il

avait un tempérament d'historien. Il crut tout concilier en se tournant du côté des études d'archéologie, d'épigraphie et d'exégèse, et, son amour des voyages aidant, il rêva d'entrer à l'École d'Athènes. L'excellent Georges Perrot, qui l'aimait et l'estimait beaucoup, voyait en lui un de ses futurs « Athéniens. » La destinée a disposé de Maurice Masson autrement.

L'occasion vint s'offrir en effet à lui d'occuper la chaire de littérature française moderne de l'Université de Fribourg en Suisse. Après quelques hésitations, il accepta. Dans ce champ d'études, qui n'était d'ailleurs point nouveau pour lui, il s'avisa bien vite qu'il trouverait aisément l'emploi de toutes ses facultés et de toutes ses préoccupations. Surtout, l'homme d'action, le soldat qu'il y avait en lui, comprit que, dans ce poste de confiance qui lui était proposé, il aurait une œuvre particulièrement utile à poursuivre et à réaliser. Il accepta.

Fondée en 1889 par un homme d'État supérieur, qui aura une belle page dans l'histoire de son pays, M. Georges Python, l'Université de Fribourg est l'une des institutions les plus originales de notre temps. Université catholique, sans exclusivisme d'ailleurs, et puisque aussi bien le canton de Fribourg est catholique, mais Université d'État, au même titre que les Universités de Genève, de Lyon ou d'Upsal, l'Université de Fribourg a pour caractère essentiel d'être une Université internationale. Réunir et grouper autour de l'idée catholique des représentans qualifiés des diverses méthodes d'enseignement et des différentes « cultures » nationales, créer pour les étudians de tous les pays un centre, peut-être unique, d'études, d'observations et d'expériences : telle avait été la généreuse et haute pensée de son fondateur. En fait, par la faute des circonstances, par la faute aussi de nos Français, trop casaniers, il s'était souvent produit une certaine rupture d'équilibre dans la « répartition » des nationalités et des influences ethniques. Ai-je besoin d'ajouter que cette rupture d'équilibre s'était toujours faite au profit de l'envahissante Allemagne? Il y a vingt-quatre ans de cela, l'Université de Fribourg ne possédait qu'un seul professeur français laïque; à la Faculté des Lettres, en face de *neuf* professeurs allemands, il n'y avait ni un Italien, ni un Français, pas même dans la chaire de littérature française. Et comme si la part du lion ne leur suffisait pas, quelques professeurs allemands s'avisèrent même un jour de tenter, contre le gouverne-

ment du pays qui les hospitalisait, un véritable petit coup d'État, qu'ils soulignèrent par une bruyante démission collective et par une fort inélégante brochure. Ils préludaient à « l'avant-guerre ! »

C'est dans ce milieu très cosmopolite, passionnément curieux, excitant et vivant, que Maurice Masson fut appelé à évoluer. Il s'y adapta avec une remarquable souplesse. Mettant à profit l'expérience de ses devanciers, il se rendit un très juste compte des conditions et des limites de son action. Il comprit qu'il ne suffisait pas de faire consciencieusement d'excellens cours et de diriger dans leurs travaux les étudians qui s'adressaient à lui, mais qu'il fallait se répandre au dehors, produire, s'encadrer dans les organisations locales, tâcher d'y rendre service, bref, ne perdre aucune occasion de témoigner discrètement pour la pensée et pour la vie françaises. Ce programme, que la concurrence allemande rendait parfois plus méritoire et plus difficile à réaliser qu'on ne pense, nul ne mit plus de généreuse ardeur que ce jeune homme de vingt-cinq ans à le concevoir et à le remplir. Et que cette lente action continue et collective ait produit ses fruits, c'est ce qu'on ne saurait nier. Les sympathies de la population fribourgeoise pour notre cause auraient été moins vives, si elle n'avait pas vu à l'œuvre quelques Français authentiques. Et, d'autre part, si j'en juge par divers aveux que j'ai pu recueillir, les professeurs et étudians allemands qui sont passés par Fribourg ont dû être moins surpris que la plupart de leurs compatriotes de la vitalité française.

Maurice Masson fut, tout de suite, un remarquable professeur. Il parlait bien, avec une vivacité pressante, ingénieuse et spirituelle qui attirait et retenait l'attention. Et sa parole était nourrie et précise. Il avait lu, ce qui s'appelle lu, les œuvres dont il parlait, et il s'efforçait toujours de présenter à ses auditeurs le dernier état des questions que chacune d'elles soulevait. Il s'en serait voulu, par exemple, de faire un cours sur Lamartine, sans avoir exploré au préalable les manuscrits de la Bibliothèque nationale. Et ainsi du reste. Travailleur infatigable, il acquérait ainsi au jour le jour cette étonnante érudition dont chacun de ses écrits porte la trace. Et par la nature de son enseignement, comme par les directions qu'il donnait à ses étudians, il prouvait assez clairement que la science française, pour la précision, la méthode... et l'agrément, ne le cédait peut-être en rien à la docte science allemande.

Ces recherches, ces lectures, après avoir alimenté de suggestives et vivantes leçons, aboutissaient peu à peu à des articles et à des livres. Quelques-uns de ces articles ont paru ici même : on en a goûté l'élégante construction, la solidité substantielle, la forme aisée, allante, joliment française. Le XVIIIe siècle avait attiré de bonne heure Maurice Masson, et la grâce piquante de ses écrivains s'était transmise à leur historien. En arrivant à Fribourg, il avait déjà arrêté l'important sujet d'étude auquel il allait vouer son principal effort. Analyser dans ses origines historiques et psychologiques la conception religieuse de Rousseau, en suivre comme à la trace les transformations successives, en retracer les destinées littéraires et morales, il lui avait paru qu'il y avait là un de ces sujets complexes, intéressans, féconds en aperçus de toute sorte, comme il les aimait, et où il pourrait se mettre tout entier. Il s'y consacra pendant dix ans, en effet, mais non sans se permettre, au gré des occasions ou des circonstances, des échappées, des incursions dans des régions plus ou moins voisines. Fénelon et Mme Guyon, Vigny, Mme de Tencin, Angellier, Lamartine, Chateaubriand lui inspirèrent tour à tour des études plus ou moins détaillées, toutes ingénieuses et pénétrantes. A deux reprises, pour son *Vigny* et pour son *Lamartine*, l'Académie lui avait décerné le prix d'éloquence. Brunetière disait des pages sur Alfred de Vigny qu'elles lui rappelaient les premiers articles de Sainte-Beuve. Et quant aux thèses sur Rousseau, heureusement achevées et qui viennent de paraître, elles sont, au témoignage d'un juge compétent et sévère, M. Lanson,

> le travail le plus considérable, le plus riche, le plus fort qui, depuis des années, ait été donné sur Jean-Jacques Rousseau... Il n'y a, dit encore M. Lanson, il n'y a pour ainsi dire pas de problème relatif à la vie, au caractère et à l'œuvre de Rousseau, ni de problème relatif à l'évolution du sentiment religieux entre Fénelon et Chateaubriand, — pas un problème philologique, historique, psychologique, esthétique, — qui ne soit touché dans ce beau livre, et qui n'y reçoive une solution toujours neuve par quelque endroit, toujours ingénieuse et sérieuse, parfois définitive.

Je reviendrai sur cet important travail. Je ne puis en noter aujourd'hui que ce qui a trait à la physionomie morale et littéraire de son auteur. Or, ce qui fait l'originalité du livre de Maurice Masson sur Rousseau, comme aussi bien de toute son œuvre critique, c'est qu'il est à la fois le livre d'un érudit, — du

plus consciencieux et du plus minutieusement exact des érudits, — d'un historien philosophe et psychologue aussi curieux des grandes idées générales que des âmes individuelles, et enfin d'un véritable écrivain. Masson porte allégrement tout le poids de sa science, parce qu'il la pense et qu'il la juge, et en même temps, il se refuse à être ennuyeux, et il a trop de goût pour n'avoir pas le vif sentiment du style. De là l'agréable sécurité qu'on éprouve à le lire : il instruit, et il plaît; sa langue fine, agile, nerveuse, élégante et élancée comme sa personne, est parmi les meilleures de celles qu'on parle aujourd'hui.

C'étaient là de bien beaux dons; et ses maîtres et ses amis attendaient beaucoup d'un esprit aussi riche et aussi bien muni. La vie, au total, lui avait été facile et ne l'avait point gâté : il restait bon, simple, dévoué, délicat. Ce Lorrain, très justement fier de sa province natale, était entré dans une famille lorraine : il avait épousé l'une des filles d'un membre de l'Institut, mort récemment, M. René Zeiller, dont les beaux travaux sur le sol lorrain nous ont enrichis d'un nouveau trésor souterrain. Il achevait la rédaction de ses thèses, quand la guerre survint et « le mit à son poste de combat. » Il partit, non sans tristesse, mais plein d'ardeur et d'espoir. Il était sergent de territoriale. Il resta longtemps dans un fort de Toul, se réacclimatant au métier militaire qu'il avait toujours aimé. Les heures s'écoulaient, souvent longues et monotones. Il aspirait à une vie plus active qui, peut-être en le rapprochant du danger, opérerait entre ses hommes et lui une fusion plus complète. Il souffrait parfois de l'indigence d'amitié. Il écrivait de longues lettres, d'un tour exquis, et parmi lesquelles il en est d'admirables. J'espère qu'on en publiera quelques-unes : elles feront mieux connaître cette âme d'élite, et elles prolongeront son action.

Il y avait en lui l'étoffe d'un vrai chef, et l'on s'en aperçut assez vite. On le nomma sous-lieutenant, et on l'envoya au front. Il fut enchanté de « faire en guerre œuvre plus guerrière » et s'accommoda à merveille de la dure vie de « troglodyte des tranchées » qu'il décrivait en termes pleins d'humour et de saveur pittoresque. « J'ai plus de responsabilités, disait-il, je prends mon métier au sérieux, et je passe toute ma journée à surveiller mes hommes, et à tâcher de les connaître, pour en tirer le meilleur parti, en leur rendant la vie aussi supportable que possible. » Il y parvenait fort bien d'ailleurs, et ses hommes

adoraient cet officier si brave, si gentiment paternel, et dont l'élégante beauté virile portait si crânement l'uniforme.

Cependant cette vie d' « ermite vaseux » comportait quelques loisirs. L'idée vint à Maurice Masson de les mettre à profit pour achever la rédaction, l'impression et la correction de son *Rousseau*. Avec une activité un peu fébrile qui nous étonnait et nous inquiétait parfois, à la manière d'un pressentiment funèbre, mais avec une liberté et une sérénité d'esprit que nous admirions, et où il entrait de la bravoure, de la coquetterie, et une subtile ironie à l'égard des « Boches, » il se mit à la besogne. Au fond de son « trou inconfortable » transformé en cabinet de travail, il corrigeait ses épreuves, et il « narguait les obus. » « Et pourtant, ils tombent dru, ajoutait-il, et depuis que je vous ai commencé ce petit mot, voilà trois fois déjà que ma bougie s'est éteinte sous le souffle des torpilles qui viennent éclater sur mon toit. Avouez qu'il est plaisant, au milieu d'un pareil sabbat, de s'amuser à distinguer encore les deux Jean Sarrazin... » La thèse achevée, — « ce livre qui aura été pour lui, ainsi qu'il le disait joliment, comme la bague-souvenir que l'on cisèle en campagne, » — il se faisait une fête de venir, en soldat, « l'épée au poing, » la soutenir à la Sorbonne. La date était fixée. L'offensive allemande vint ruiner ce beau projet, et précipiter le fatal dénouement.

Car notre ami, affecté à un régiment de réserve, et bientôt nommé lieutenant, avait été envoyé, il y a quelques mois, dans l'un des secteurs les plus tragiquement célèbres du front. « Mathématiquement, disait-il, si nous restons trois mois là-haut, mon tour doit venir. » Il n'avait pas d'illusions. Il multipliait les lettres, comme si, sentant sa fin prochaine, il voulait, en se faisant tout à tous, donner à ceux qu'il aimait le plus possible de lui-même. Son âme s'élevait, s'épurait encore. Lui qui, s'il s'était écouté, aurait pu aisément être un peu « aristocrate, » il ne tarit pas sur l'affection admirative que lui inspirent ses soldats; il s'en voudrait de quitter ces « héros inconsciens; » il « les remercie intérieurement pour le réconfort que leur seule vue lui donne; » et quand il va « s'asseoir au parapet, près de l'un d'eux, » quand, « reçu avec un bon sourire d'amitié et de confiance, il regarde ces yeux paisibles que le danger n'effraie pas, » il se dit « content d'être à la fois le chef et le camarade de tels hommes. » Et la mort qui frappe à coups

redoublés parmi ses proches lui inspire ces hautes pensées :

Heureusement, toutes ces tristesses mêmes portent avec elles leur remède, et presque une certaine joie. Avant-coureurs de la vie éternelle ces nobles âmes qui ont su faire leur sacrifice avec tant de générosité restent près de nous comme des aides et des amis. On se sent porté par leur exemple, et l'on veut demeurer dignes d'eux... Jamais... je n'ai mieux éprouvé au dedans de moi la présence efficace de X... que depuis que le lien terrestre est brisé entre nous. Dans la maisonnette solitaire où je t'écris ceci, je me sens entouré affectueusement par d'invisibles entraîneurs... Tous me disent que la mort n'est pas si dure, et qu'il y a des choses qui valent mieux que la vie. Je ne le désire certes pas, mais je n'ai pas peur de les suivre...

Et encore :

Pouvant disposer de sa vie, S... a jugé que son devoir était de faire plus que son devoir, et qu'une vie, si utile qu'elle fût, ne vaudrait pas l'exemple qu'il donnerait en la perdant, car une mort comme celle-là fait germer la vie derrière elle.

La veille de sa mort, il écrivait enfin à M. Rébelliau :

Pour l'instant, ce n'est point de livres qu'il s'agit. Il s'agit de tenir et de fixer la victoire, et, en attendant, de croire en elle. Je n'oublie point de quelles tristesses vous la paierez ; vous savez aussi les nôtres. Mais n'est-ce point la meilleure façon de rester fidèle à ceux qui sont morts pour la France en péril que de penser moins à eux qu'à la France, tant que le péril durera ?

Le lendemain, 16 avril, au moment d'un bombardement terrible, plus pressé de s'assurer que chacun était à son poste que de regagner son abri, mais « jugeant que son devoir était de faire plus que son devoir, » il donnait sa vie pour cette France qu'il avait si vaillamment servie et si passionnément aimée.

Et maintenant, dans le petit cimetière du front dont il avait envoyé la photographie aux siens, il repose, en attendant le grand réveil de la victoire française. Soldat, professeur, écrivain, suivant le mot du poète qu'il aimait, mais transfiguré par l'espérance chrétienne, il a fait énergiquement, jusqu'au bout, jusque sous le feu de l'ennemi, sa longue et lourde tâche. Il est mort de la plus belle mort que puisse souhaiter un écrivain français. Il nous laisse, avec un admirable exemple, une œuvre forte, variée, suggestive, une haute, pure et tendre mémoire. Ne le plaignons pas, puisqu'il ne voulait pas être plaint. Envions-le plutôt. Imitons-le. Continuons-le. Travaillons.

VICTOR GIRAUD.

REVUES ÉTRANGÈRES

ENCORE DE NOUVELLES SÉRIES D'« ATROCITÉS » ALLEMANDES

German Atrocities, an official Investigation, par le professeur J. H. Morgan, un vol. in-8°, Londres, librairie Fisher Unwin, 1916. — *Caged dying Men*, rapport officiel d'une commission d'enquête sur le traitement des prisonniers anglais au camp de Wittenberg, dans le *Daily Mail* du 10 avril 1916.

« Il y a présentement dans un hôpital de Londres un soldat anglais appelé Stanley Turner qui, — pour incroyable que cela puisse paraître, — a été sauvé de la mort par la pitié de quelques Allemands ! Blessé très grièvement pendant une attaque, Turner était resté étendu, depuis un samedi matin jusqu'au lundi suivant, à mi-distance entre sa tranchée et la tranchée allemande : si bien qu'il allaît périr d'épuisement et de fièvre lorsqu'un officier anglais, qui savait un peu l'allemand, s'est avisé de demander aux occupans de la tranchée ennemie s'ils ne consentiraient pas à laisser enlever le soldat blessé. — Nous vous donnons tout juste cinq minutes ! — ont daigné répondre les Allemands d'en face. Et le plus étonnant est que, en effet, pas un coup de fusil n'a été tiré sur les brancardiers anglais qui, — sans perdre un instant, comme l'on peut penser, — ont couru relever leur camarade et l'ont ramené à l'intérieur de leurs lignes. »

Voilà un trait de bonté allemande dont je ne prétendrai pas, à coup sûr, qu'il ait eu rien de sublime, ou même de particulièrement mémorable ! Mais j'ai cru devoir le signaler parce que c'est, en vérité

l'unique trait de ce genre qu'il m'ait été donné de découvrir, depuis bientôt deux ans, non seulement dans des journaux anglais ou français, mais encore dans la demi-douzaine de « livres de guerre » allemands qui me sont tombés sous la main. Pas une fois, par exemple, l'auteur d'un petit recueil berlinois intitulé : *Nos Héros* n'a eu l'idée d'enregistrer, — dût-il l'inventer au besoin, — le moindre épisode qui nous montrât ses « héros » allemands se conduisant d'une manière simplement « humaine » à l'égard de soldats ou de civils ennemis. Et je sais bien, après cela, que la *Légende Dorée* est toute pleine d'histoires comme celle de ce cupide et méchant receveur d'impôts égyptien nommé Pierre qui, un jour, — faute d'avoir à sa portée un autre projectile, — avait lancé à la tête d'un mendiant le reste d'un petit pain de seigle qu'il était en train de manger ; et puis, la nuit suivante, ayant été saisi d'une fièvre maligne, ce Pierre avait eu un rêve où il s'était vu forcé de comparaître devant le tribunal suprême. « Et voici que, sur l'un des plateaux d'une balance, des diables tout noirs déposaient ses péchés, tandis que de l'autre côté se tenaient tristement des anges vêtus de blanc qui ne trouvaient rien à mettre pour faire contrepoids ! Et l'un de ces anges dit : « Hélas ! nous n'avons rien à mettre « sur ce plateau, si ce n'est un morceau de pain de seigle que le « seigneur Pierre a donné au Christ ce matin, et encore contre son « gré ! » Et les anges mirent le pain sur le plateau, et Pierre vit qu'il faisait contrepoids à tous ses péchés. » Mais malgré tout ce qui nous a été ainsi révélé des trésors infinis de la paternelle indulgence divine, j'ai peine à me représenter les deux plateaux de la balance ramenés, semblablement, à l'équilibre parfait lorsque, là-haut, « devant le tribunal suprême, » en réponse à des milliers de diables noirs qui seront venus rappeler la longue et tragique série des « atrocités » allemandes, le groupe désolé des anges préposés à la garde spirituelle de l'empereur Guillaume et de ses sujets aura timidement murmuré le récit des « cinq minutes » accordées par les habitans d'une tranchée allemande pour permettre à des soldats anglais de sauver de la mort un de leurs compagnons !

Sans compter que le pain de seigle donné, « contre son gré, » par le « seigneur Pierre » n'a pas eu du tout pour effet de lui valoir aussitôt la béatitude éternelle. « Ajoute encore quelque chose à ce pain de seigle, — lui ont dit ses anges, — si tu ne veux pas tomber entre les griffes de ces mauvais diables ! » Et il faut lire dans la *Légende Dorée* toute la somme énorme d'humble repentir et de brûlant amour « ajoutée » désormais par l'ex-receveur d'impôts à ce qu'il avait plu

au Très-Haut d'accepter miraculeusement comme un premier essai de charité chrétienne! Tandis que les Allemands, bien loin d'avoir mis fin à leurs « atrocités » après le fugitif élan de pitié d'une poignée d'entre eux, nous semblent au contraire s'acharner toujours davantage à réaliser le type absolu de la « barbarie. » De jour en jour notamment, — tout au moins jusqu'aux complications « diplomatiques » de ces dernières semaines, — leurs journaux nous ont apporté un témoignage plus manifeste de la passion croissante avec laquelle la masse entière du peuple accueillait et encourageait les exploits monstrueux de ses sous-marins; et j'ai appris d'une source très sûre qu'après avoir naguère rejeté d'un commun accord, comme autant de mensonges outrageans pour l'honneur de leur nation, les relations des sévices pratiqués en Belgique et en Pologne par les troupes allemandes, une foule de bourgeois, d'ouvriers, et de paysans d'outre-Rhin en étaient arrivés maintenant à déplorer ouvertement qu'un excès de scrupule de leur maître impérial empêchât l'escadre bien-aimée de leurs zeppelins de procéder à l'anéantissement radical de toute la population civile de Paris et de Londres. C'est comme si, sous le choc d'une déception trop complète infligée soudain à ses rêves secrets de rapine et de domination, cette race naturellement brutale et sauvage avait reconnu l'impossibilité pour elle de s'accommoder plus longtemps d'une « civilisation » qui jamais, d'ailleurs, n'était parvenue à toucher les sources profondes de son être, — de telle sorte qu'elle ne songerait plus dorénavant qu'à en dépouiller jusqu'aux moindres vestiges !

Rien de plus significatif, à ce point de vue, que l'effroyable progrès de toutes les formes du crime, dans la vie allemande de ces années de guerre. Car il n'en a pas été de l'Allemagne comme de notre pays et de l'Angleterre, où c'est chose certaine que la tâche de la police et des tribunaux s'est trouvée sensiblement allégée depuis qu'une même angoisse patriotique a envahi tous les cœurs. Sans arrêt, au contraire, les « variétés » les plus abominables de l'assassinat et du brigandage ont continué à se développer parmi les rues de Berlin et des autres capitales ou grandes cités d'outre-Rhin. Jamais encore, je crois bien, la rubrique des « faits-divers » des journaux de là-bas n'avait été fournie aussi abondamment; et c'est également dans ces journaux que j'ai lu à quel point les pouvoirs publics se montraient alarmés, en particulier, de la place considérable que tenaient les enfans, les jeunes garçons d'une quinzaine d'années, dans la liste des héros de

ces « faits-divers. » Ou bien ce sont de très jeunes femmes, telles que la demoiselle Ullmann et son amie la dame Sonnenburg qui l'autre jour, à Berlin, ont égorgé une de leurs voisines, afin de pouvoir envoyer à leurs « hommes, » sur le « front, » l'argent qu'elles espéraient découvrir dans ses poches. Elles avaient invité leur victime, une ouvrière appelée Franzke, à venir prendre le « café au lait » dans le logement de l'une d'elles. « Après quoi, ayant installé la Franzke de façon qu'elle eût le visage tourné vers le mur, la fille Ullmann s'était mise à marcher de long en large derrière elle, avec un rasoir ouvert dans la main, pour être prête à lui couper la gorge au moment où l'invitée se pencherait sur sa tasse de café ; et puis, à ce même moment, la Sonnenburg avait pris le cou de la Franzke dans un nœud coulant, ce qui avait facilité le travail de sa complice. Mais comme la malheureuse ouvrière, malgré ces précautions, leur avait opposé une vive résistance, la fille Ullmann, lorsqu'elle avait enfin réussi à la tuer, s'était encore vengée sur son cadavre en coupant, avec le rasoir, l'un de ses poignets. Cela fait, les deux amies s'étaient soigneusement lavé les mains, et étaient revenues savourer à loisir leur café au lait. » Arrêtées au bout de quatre semaines par la police berlinoise, la fille Ullmann et sa complice ont avoué qu'elles avaient d'abord songé à se servir d'un revolver, et s'étaient longuement exercées à la pratique de cette arme. — Je cite ce cas entre vingt autres non moins caractéristiques, où l'on retrouverait, de la même manière, un mélange singulier d'inconscience quasi « enfantine » et de dépravation. Ne lisais-je pas, tout récemment, l'histoire d'un petit collégien saxon qui avait essayé d'assassiner sa propre mère pour se procurer le moyen d'aller contempler, dans les somptueux « cinémas » de sa ville natale, les exploits, — plus ou moins « truqués, » — de l'armée allemande ?

« D'année en année, — écrivait le fameux « sociologue » germano-américain Gustave Aschaffenburg, — le nombre des crimes s'accroît dans tout l'Empire allemand suivant des proportions absolument effrayantes même pour l'optimiste le plus invétéré. Et ce qui achève de prêter à ce phénomène social une gravité exceptionnelle, c'est que l'immense majorité des auteurs de ces crimes est faite de jeunes gens de toute condition. Dans toutes les classes de la société, nous assistons à une extension incessante, et toujours de plus en plus rapide, d'une pourriture morale contre laquelle notre système pénal se montre de plus en plus puissant, » Aussi bien le *Manuel statistique de l'Empire d'Allemagne* de 1907 était-il déjà obligé de constater que

« le nombre des criminels précoces, âgés de douze à dix-huit ans, avait presque doublé depuis l'année 1883. » Et voici ce que disait hier encore à un rédacteur du *Daily Graphic* un négociant danois, M. Torssen, qui venait de passer plusieurs mois à visiter diverses régions de l'Allemagne :

De tous les signes de démoralisation que j'ai observés pendant mon voyage, l'un des plus frappans est, à coup sûr, l'énorme progrès du crime. En temps de paix, la plupart des crimes étaient commis par des hommes d'âge adulte : mais aujourd'hui, bien que tous ces hommes se trouvent retenus sur le « front, » vous ne sauriez croire à quel point le meurtre, le vol et d'autres forfaits se sont multipliés, tout cela ayant désormais pour auteurs des femmes ou surtout de tout jeunes gens des deux sexes. Un magistrat de Munich, qui me signalait avec une inquiétude trop justifiée cet accroissement du crime pendant la guerre, ajoutait en propres termes ceci : « Notre bonne chance nous a, il est vrai, épargné jusqu'à présent les angoisses d'une invasion étrangère; mais nous avons à l'intérieur un ennemi non moins terrible que celui du dehors, et dont la force grandissante constitue un grave danger pour notre vie nationale. » Les journaux allemands évitent autant qu'ils peuvent d'insister sur ce sujet, de manière à ne pas trop effrayer le public : mais le peu qu'ils sont contraints d'avouer suffit pour faire soupçonner l'extrême gravité de la situation. C'est ainsi que, par exemple, le Sud-Ouest de Berlin est tout rempli de cambrioleurs, et même la paisible forêt de Grünewald (le bois de Vincennes berlinois) sert maintenant de refuge à des bandes organisées de jeunes brigands.

Et comment ne pas regarder, aussi, comme l'indice d'un véritable retour à l' « animalité » la conduite des autorités et de la population allemandes vis-à-vis de plusieurs centaines de prisonniers de guerre atteints d'une terrible épidémie de typhus dans le camp saxon de Wittenberg? Nos journaux ont signalé brièvement, le mois passé, les conclusions du rapport officiel d'un comité d'enquête anglais sur cette suite nouvelle d' « atrocités, » égale ou peut-être même supérieure en ignominie à toutes celles qui nous avaient été révélées jusqu'alors ; mais l'on ne saurait trop regretter qu'il ne se soit pas trouvé quelque moyen de placer et d'entretenir plus durablement sous les yeux du public français le texte entier d'un rapport dont chaque ligne aurait eu de quoi raviver dans nos cœurs la haine généreuse,— et nécessaire, — du « Boche. » Qu'on lise, par exemple, ce récit de l'arrivée à Wittenberg d'un groupe de six médecins anglais :

L'épidémie de typhus a éclaté en décembre 1914. Aussitôt tout le personnel militaire et médical du camp s'est retiré précipitamment : si bien

que, depuis cette date jusqu'au mois d'août 1915, aucune communication n'a plus eu lieu entre les prisonniers et les autorités allemandes, si ce n'est sous la forme de commandemens criés du dehors à l'intérieur du camp. Les provisions, pareillement, étaient envoyées du dehors au moyen d'un système de wagons à « trolley. »

Pendant les deux premiers mois, les prisonniers malades ont eu à se passer complètement de tous soins médicaux. Le 10 février 1915, six des treize médecins anglais retenus prisonniers à Halle, — contrairement à tout droit, — ont reçu l'ordre de se rendre au camp de Wittenberg. Aucune explication ne leur a été donnée des motifs de cet ordre, et c'est seulement de la bouche du conducteur de leur train qu'ils ont appris l'existence à Wittenberg d'une épidémie de typhus. En arrivant au camp, les médecins ont été frappés du silence apathique des prisonniers anglais entassés dans les deux grandes salles. Au milieu d'une obscurité lugubre, ces infortunés marchaient de long en large, ou bien gisaient sur le sol, tous déjà touchés par la maladie. Le soir de ce même jour, deux des médecins anglais ont été transférés dans des hôpitaux installés en dehors du camp. Des quatre autres, un seul, le major Lauder, est demeuré vivant.

Malades ou bien portans, les prisonniers étaient contraints à dormir, trois par trois, sur un seul matelas : ce qui rendait la transmission de la maladie presque inévitable. Vainement le major Lauder a demandé aux autorités que l'une des deux salles fût réservée aux malades atteints du typhus : du dehors, les officiers allemands ont enjoint aux quelques gardiens maintenus dans le camp de s'opposer à la séparation ainsi réclamée, — sans même tenter, d'ailleurs, la moindre justification d'une défense aussi insensée. Nul moyen d'obtenir pour les malades la nourriture ou les remèdes dont ils avaient besoin. Chaque jour, des doigts de pieds se prenaient de gangrène, et impossible de se procurer de quoi les bander! L'un des rares prisonniers anglais sortis vivans de Wittenberg, le soldat Lutwyche, a dû, à son retour d'Allemagne, se faire amputer les deux jambes, tandis que, sans l'ombre d'un doute, la gangrène dont il souffrait aurait pu se guérir avec un pansement moins rudimentaire.

Je ne puis malheureusement songer à pousser plus loin mes citations ; mais les quelques lignes qu'on vient de lire suffiront déjà pour donner une idée d'une lâcheté vraiment monstrueuse et qui est encore, au dire des témoins les plus autorisés, l'un des traits distinctifs de l'« abrutissement » de la race allemande. Que l'on se représente le degré d'abjection morale où doivent être descendus ces officiers et ces médecins allemands du camp de Wittenberg qui, depuis l'apparition des premiers signes du typhus, « s'enfuient précipitamment » au dehors et n'osent plus remettre le pied au camp aussi longtemps qu'il y reste un seul prisonnier malade ! Ou plutôt non : une fois, au cours des six mois qu'a duré l'épidémie, les prisonniers ont reçu la visite du médecin-chef du camp, le très galonné docteur

Aschenbach. « Ce haut dignitaire nous est arrivé revêtu de haut en bas d'un costume imperméable, avec des gants de caoutchouc et, sur la tête, un masque pareil à ceux qui servent à protéger des gaz asphyxians. Sa visite, précédée d'une foule de mesures de précaution, n'a pas duré, en tout, plus de dix minutes. » Et le rapport ajoute que, dès la semaine suivante, cette visite de l'intrépide docteur Aschenbach a mérité à celui-ci d'être décoré de la Croix de Fer, — « pour services exceptionnels rendus en combattant une épidémie de typhus (1)! »

Lâches et féroces, tels étaient bien les Allemands de Wittenberg. Écoutons encore ce passage de la relation du docteur Lauder, — dont chaque détail nous est confirmé par le témoignage unanime de vingt autres prisonniers anglais récemment rapatriés : « Nos morts étaient enterrés dans un cimetière improvisé sur la limite extérieure du camp. Les Allemands nous envoyaient, tous les jours, un certain nombre de cercueils où nous déposions les prisonniers morts, après quoi les collègues encore valides de ceux-ci étaient autorisés à les emporter jusqu'au cimetière, en passant par une porte découpée dans la clôture de fils barbelés. Le cimetière était beaucoup trop petit, de sorte que les cercueils avaient peine à être entassés les uns sur les autres. Mais ce que les prisonniers avaient le plus de peine à supporter était *les sarcasmes insultans avec lesquels ces cercueils de leurs malheureux camarades ne manquaient jamais d'être accueillis par les habitans de Wittenberg, qui se tenaient en dehors des barrières, et avaient toute permission d'outrager aussi bien les morts que les vivans!* » D'une façon générale, les prisonniers en étaient arrivés à souhaiter d'être atteints du typhus. « Ils préféraient ce mal, avec toutes ses horreurs, au régime abominable que leur faisaient subir leurs gardiens allemands. »

Et voici maintenant une autre série d'« atrocités, » rapportées à grand renfort de preuves « documentaires » par l'un des maîtres les

(1) Autre trait de l'incroyable « lâcheté » allemande : plusieurs prisonniers revenus d'Allemagne m'ont dit que leurs gardiens les avaient priés de leur donner, avant de partir, une sorte de « certificat » attestant que ces gardiens s'étaient montrés indulgens et serviables à leur endroit : après quoi ils avaient cousu le papier sous la doublure de leur capote, « pour le cas où ils seraient appelés sur le front. » En d'autres termes, ces soldats allemands ne rêvaient déjà qu'à la possibilité pour eux de devenir, à leur tour, nos prisonniers de guerre : et je crois les entendre murmurant à leur « fiancée, » en manière de consolation : « Ne te fais pas trop de soucis, ma chère Marguerite! Avec l'aide du bon Dieu, et à force d'y tâcher, je réussirai bien à me faire prendre par l'ennemi dès mon arrivée sur le front! »

plus considérables du barreau anglais, M. J. H. Morgan, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Londres ! M. Morgan a été l'un des membres les plus actifs de la Commission chargée d'aller s'enquérir, sur les lieux, des crimes commis par les Allemands dans les régions occupées par les troupes anglaises ; et nul doute qu'il ait contribué déjà, pour sa bonne part, à la rédaction du rapport officiel publié naguère par cette Commission. Son séjour prolongé dans le Nord de la France et de fréquentes visites à d'autres parties du « front occidental » lui ont même procuré l'occasion d'observer toute sorte de menus aspects de notre vie française, que nous traduit avec une précision et une délicatesse singulières un article récent du *Nineteenth Century*. Nous y trouvons décrits, par exemple, des types infiniment divers de « poilus » de tout âge et de toute origine ; ou bien c'est, à propos de la survivance « miraculeuse » de la statue équestre de Jeanne d'Arc décorant le parvis de la cathédrale de Reims, ce magnifique éloge de la femme française :

Pendant que je regardais l'héroïque Pucelle continuant à élever vers le ciel son étendard, en face de la cathédrale profanée, et toujours absolument intacte au milieu des ruines qui l'entouraient, j'ai eu soudain l'impression d'avoir là devant moi un symbole parfait de toutes les femmes de France. Je me suis souvenu d'avoir rencontré partout d'authentiques descendantes spirituelles de Jeanne d'Arc. N'était-ce pas l'une d'elles qui m'était apparue sous l'espèce de la petite vieille que j'avais vue, tout à l'heure, faisant l'école au fond d'une cave, et enseignant avec une gaîté héroïque les légères « chansons de France » à des enfans qui arrivaient et s'en allaient coiffés de leurs petits masques respiratoires, indispensables pour les protéger contre les obus empoisonnés qui ne cessent point de tomber parmi les vénérables places et rues de leur ville ? N'était-ce pas une héritière de Jeanne d'Arc que j'avais rencontrée sous l'espèce de l'aimable « patronne » de mon hôtel, demeurant fidèlement à son poste, et répondant avec une simplicité indomptable à mes questions sur l'averse quotidienne des obus allemands : « Ma foi, m'sieu, on a vite fait de s'y habituer ! » Et ces travailleuses des champs que, tout de même que Jeanne, j'avais vues « hardies de chevaucher chevaux et les mener boire ! » Et puis encore ces tranquilles âmes qu'il m'avait été donné d'entrevoir sur tout mon chemin, ces femmes et ces mères françaises vivant frugalement de leur allocation de vingt-cinq sous par jour, et dont les doigts agiles ne se lassent point de confectionner des « tricots » pour leurs chers « poilus » et qui, tout de même que Jeanne en présence de ses juges, pourraient affirmer que, « quant à ce qui est de filer et de coudre, elles pourraient tenir tête à n'importe quelle femme de Rouen ! » Et cette autre petite vieille qui, chaque jour et du matin au soir, l'été passé, stationnait en plein soleil devant la porte d'une ambulance voisine du Vieil-Armand avec

un parapluie tout décoloré dans ses mains tremblantes, attendant l'entrée ou la sortie des blessés amenés sur des brancards afin d'abriter leurs yeux de l'aveuglante lumière, n'était-elle pas, elle aussi, une fille spirituelle de Jeanne, qui lui avait légué sa « grande pitié au royaume de France? »

Et c'est ce que les fils de France ont clairement compris. Au Nord de Reims s'étend une ligne de tranchées crayeuses occupées par un certain régiment; et derrière ces tranchées sommeille un village dont l'église, presque entièrement détruite, se pare d'une statue de Jeanne d'Arc persistant, là comme partout, à se dresser tout à fait intacte sur son piédestal. Or, au delà de ce village, s'ouvrent des abris garantis des bombes, des abris soigneusement creusés par un régiment de chasseurs qui, depuis, a été envoyé sur un autre point du « front; » et la première chose qui ait frappé mon regard en y pénétrant, avant même que j'eusse le loisir d'admirer l'ingénieuse maîtrise de ce « travail d'art, » a été la manière dont ses créateurs l'avaient décoré : car au seuil de l'abri, surmontant l'inscription : *49e chasseurs à pied*, s'élevait, avec la grâce élancée d'un ange s'apprêtant à prendre son vol, une exquise petite statue de Jeanne d'Arc! Celle-ci est bien, en vérité, la perpétuelle réincarnation de la France, comme aussi le secret de son immortelle jeunesse. Une France repue et satisfaite peut faire parfois semblant de l'oublier; une France rationaliste peut affecter de la « laïciser ; » mais toujours la France éprouvée et souffrante est revenue, revient, et reviendra vers elle! C'est en elle que toujours la vraie France retrouvera son souffle et le sang de son cœur.

Mais il faut que j'arrive aux « atrocités » dont l'étude a fait l'objet du long séjour en France de M. Morgan. Non content de travailler, comme je l'ai dit, à la rédaction du rapport officiel de la commission anglaise dont il était membre, l'éminent professeur de droit constitutionnel a encore recueilli, pour son propre compte, un certain nombre de témoignages dûment contrôlés, et qui ne laissent pas de nous renseigner efficacement, eux aussi, sur l'étonnante dépravation morale des Allemands. Voici d'abord, par exemple, des relations apportées, sous serment, le 16 octobre 1914, devant le commissaire de police de la ville de Bailleul! Une « ménagère » appelée Hélène B... raconte qu'elle a vu six soldats allemands « présenter à un officier trois jeunes gens civils qui portaient des paquets. » L'officier a dit aux soldats, en langue française, — sans doute afin d'être compris des trois jeunes gens : « Allez vite les fusiller dans la prairie! » Et c'est bien ce qu'ont fait les soldats, ainsi qu'il résulte des affirmations d'une dizaine d'autres témoins, également cités par M. Morgan. L'un de ces témoins, Mme Gabrielle D..., dont la maison se trouve exactement en face de la « prairie » où a eu lieu l'exécution, avait alors chez elle un soldat allemand qui s'occupait à « faire la cuisine, » et qui lui a

dit, en désignant du doigt le funèbre cortège : *Regardez, madame, comme c'est beau! Voir fusiller des civils français, regardez, c'est ça qui est du beau travail ! On devrait les tuer tous comme ça!*

Pareillement le réserviste prussien Richard Gerhold, tué en septembre 1914 à Nouvion en Picardie, avait écrit, peu de jours auparavant, sur son carnet de route : « C'est pour moi une folle joie quand on peut se venger de cette canaille de curés belges et français! » Et comment ne pas mentionner encore ce passage d'une lettre qu'écrivait à sa fiancée, de Péronne, le 16 mars 1915, le soldat bavarois Johann Wenger : « Je t'envoie un bracelet fait d'un éclat d'obus. Tu auras là un beau souvenir d'un guerrier allemand qui a fait toute la campagne et tué des tas de Français. J'ai aussi tué à la baïonnette un bon nombre de femmes. Pendant le combat de Badonviller j'ai ainsi expédié sept (7) femmes et quatre (4) jeunes filles dans l'espace de cinq minutes. Le capitaine m'avait dit de tuer ces truies françaises à coups de fusil, mais j'ai préféré me servir de ma baïonnette (1). »

M. Morgan nous transmet aussi une très curieuse série de témoignages russes, qui lui ont été communiqués par une commission officielle de Pétrograd. Qu'on me permette d'en extraire, tout au moins, la saisissante déposition du soldat Nicolas Dorojka :

Durant la seconde moitié de juin 1915, le régiment de ce témoin a pris part à un combat près d'Ivangorod. Resté maître du champ de bataille, le régiment s'y est installé pour la nuit; et quelques-uns des soldats ont aidé les brancardiers à transporter les blessés dans un hangar de bois, couvert de paille, à l'extrémité du village voisin. D'après les témoignages des médecins et de tout le personnel de la Croix Rouge, le nombre des blessés logés dans ce hangar était d'environ soixante-dix. Or voici que, vers onze heures de la nuit, on a entendu le fracas soudain et violent d'une fusillade : le village venait d'être cerné par des Allemands! Le témoin Dorojka a pris son fusil et s'est enfui avec trois camarades ; mais, dans l'obscurité, ils sont tombés sur une patrouille allemande qui leur a enlevé leurs armes, et les a ramenés dans le même hangar où le témoin avait aidé à transporter les blessés russes. Quelques instans plus tard, un officier allemand a donné un ordre à ses soldats ; puis, rassemblant de ses propres mains une brassée de la paille qui tapissait le sol du hangar, il l'a placée contre l'un des coins du bâtiment, et y a mis le feu avec une allumette. Le témoin déclare qu'il s'est presque évanoui en voyant l'officier mettre le feu au hangar. La paille s'est tout de suite enflammée, le feu a commencé à envelopper le bâtiment ; et bientôt des cris perçans se sont élevés de l'in-

(1) C'est le soldat lui-même qui répète en chiffres, dans des parenthèses, — pour être plus sûr de se faire bien comprendre, — le nombre des femmes et jeunes filles qu'il a « expédiées. »

térieur : c'étaient les blessés qui appelaient au secours! A ce moment, l'officier qui avait allumé l'incendie s'est aperçu de la présence des quatre prisonniers, debout sur le seuil : sans dire un mot, il s'est approché d'eux et a déchargé son revolver contre la tempe de l'un des camarades du témoin, qui aussitôt est tombé à terre. Pendant que l'officier s'apprêtait à frapper pareillement un autre des prisonniers, Dorojka, ayant pris son élan, a réussi à franchir un groupe de soldats allemands et à s'échapper sans trop de dommage, malgré les coups de revolver tirés contre lui. Il a erré au hasard toute la nuit, et a fini par rentrer dans les lignes russes.

Cet officier s'amusant à brûler vifs soixante-dix blessés russes, voilà un trait qui eût mérité de prendre place en compagnie des « atrocités » décrites, l'autre jour, par M. John Morse (1) ! Et combien d'autres détails encore, dans ces témoignages envoyés de Russie au professeur Morgan, qui auraient également de quoi confirmer le jugement du vieux négociant anglais, — devenu volontaire dans l'armée russe pour montrer aux Allemands la « couleur de ses yeux, » — sur la transformation d'une race soi-disant « civilisée » en une horde d'animaux féroces! De la même façon que, tout à l'heure, nous voyions les habitans de Wittenberg accablant de leurs ignobles sarcasmes, à la fois, les cercueils des victimes anglaises du typhus et les survivans du fléau, nous lisons dans un des rapports publiés par M. Morgan toute espèce de « bonnes farces » inventées par les soldats allemands pour vexer et torturer leurs prisonniers russes. « Ils annonçaient aux prisonniers qu'on allait leur donner un supplément de soupe ; et puis quand les Russes se précipitaient vers la cuisine, on lâchait contre eux une meute de chiens qui leur mordaient les jambes, au grand ravissement de tous les spectateurs. » Il n'y avait pas jusqu'aux infirmières allemandes, — jusqu'à des femmes vêtues de l'uniforme de Sœurs de Charité, — qui ne se divertissent à mystifier les blessés russes confiés à leur garde. Elles feignaient de leur offrir du pain et des saucisses; après quoi, lorsque les blessés étendaient la main, elles y assénaient un fort coup avec une cuiller de bois ; ou bien encore elles frottaient le visage des blessés avec une saucisse dont elles-mêmes, sans doute, se régalaient ensuite! Dans toutes les villes où passaient des convois de soldats russes blessés, la foule des habitans civils se pressait autour d'eux, « les frappait violemment, tirait leurs moustaches, et leur crachait dans la bouche ! »

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars dernier.

Lâches et féroces : toujours, décidément, ce sont les deux mots qui nous reviennent en tête, au spectacle de ces Allemands « décivilisés. » Et puis encore, avec cela, une fourberie à la fois si fuyante et si effrontée qu'elle aussi évoque en nous l'idée d'une race où ne subsiste plus aucun vestige de dignité « humaine. » Entre toutes les formes de la dépravation allemande, c'est même là, peut-être, la plus répugnante; et l'on conçoit sans peine l'étonnement mêlé de dégoût qu'éprouve, devant elle, le professeur Morgan. Mensonge à tous les degrés de l'échelle sociale, depuis le soldat prêt à cacher sa traîtrise sous les sermens les plus solennels jusqu'à cet Empereur qui ose maintenant affirmer sans rougir, à la face du monde, qu'il « n'a pas voulu » la présente guerre! Mensonge au fond de chaque parole du gouvernement impérial, à tel point que, suivant l'expression de l'éminent professeur anglais, « nul homme raisonnable et sans parti pris ne peut plus y croire si peu que ce soit. » N'a-t-il pas en effet, ce gouvernement qui ne cesse pas de se targuer de sa « loyauté, » n'a-t-il pas « falsifié à dessein des documens belges absolument anodins, de manière à en faire un grief contre la Belgique, » n'a-t-il pas « à plusieurs reprises rompu des engagemens contractés par lui vis-à-vis du ministère anglais et du Vatican, » n'a-t-il pas « sciemment, tous les jours, détourné de leur sens le plus manifeste les différens articles des conventions internationales où il avait souscrit ? » Une publication foncièrement allemande, éditée en Suisse pour tromper les pays neutres sur sa véritable origine, « et dont le titre même, — la *Revue Internationale*, — est déjà un mensonge, » n'a-t-elle pas reconnu expressément que « toutes les histoires de mutilation de soldats allemands, naguère activement propagées par les autorités allemandes, n'étaient en réalité rien d'autre que le produit d'une *suggestion* hystérique ? »

J'ai eu pour ma part, — ajoute M. Morgan, — l'occasion de collaborer avec les autorités françaises à la démonstration de l'entière authenticité d'un ordre émanant d'un général de l'armée allemande qui prescrivait à ses soldats de massacrer tous les blessés qui leur tomberaient entre les mains. Tout d'abord, cette authenticité avait été niée, de la façon la plus énergique, par le gouvernement impérial de Berlin : mais lorsque ensuite nos recherches l'ont établie sans l'ombre d'un doute possible, le même gouvernement a publié une déclaration affirmant qu'un ordre analogue avait été émis, une année auparavant, par l'un des généraux de l'armée anglaise, — excuse tout à fait mensongère, d'ailleurs, et qui jamais n'a pu s'accompagner du moindre semblant de preuve.

Mais, aussi bien, me paraît-il que les autorités allemandes souffrent

aujourd'hui d'une espèce de perversion morale absolument morbide. C'est ainsi que, l'année dernière, le gouvernement impérial écrivait, dans un mémoire où il tâchait à se défendre du crime abominable qu'avait été le torpillage de la *Lusitania* : « Le cas de cette destruction du paquebot anglais met en relief, avec une clarté horrible, à quel affreux sacrifice d'existences humaines aboutit la pratique de la guerre telle qu'elle est exercée par nos ennemis. » Cette affectation de s'indigner devant les conséquences de ses propres crimes, et cet effort à en rejeter la faute sur autrui sont certainement parmi les signes les plus remarquables de la susdite perversion morale de l'âme allemande, — dont chaque jour nous apporte de nouveaux témoignages.

Il faut lire, dans l'éloquente *Introduction* de l'ouvrage de M. Morgan, toute sorte d'autres exemples de cette « perversion » du sens moral chez la race allemande. Et la conclusion qu'en tire inévitablement le savant professeur est que toute convention internationale signée désormais avec un tel adversaire ne risquerait pas seulement de demeurer vaine, mais aussi de devenir pour nous un « danger positif, » — en raison de ce que M. Morgan appelle la « casuistique d'une nation de sauvages intellectuels. » Le moyen, en vérité, de ne pas se défier des effets d'une convention signée par des peuples de bonne foi, attachant aux mots leur sens authentique, avec un peuple qui, selon l'expression célèbre du vieux Thucydide, « a prostitué les mots jusqu'à leur faire perdre leur relation naturelle à l'égard des choses? » Il y a là un problème politique infiniment délicat, et qui mérite bien de retenir toute l'attention des Puissances Alliées. Évidemment, celles-ci devront, même après la paix, se préoccuper de modifier leurs anciens codes internationaux, de façon à nous garantir des « tours » et des « retours » de la fourberie allemande. Sans compter l'obligation pour elles de tâcher, dès maintenant, à nous en garantir en préparant de toutes leurs forces l'avènement, plus ou moins prochain, d'une victoire qui leur permettra d'opposer, ensuite, une digue plus solide aux futurs assauts d'une « casuistique » bien autrement dangereuse que celle des Sanchez et des Escobar !

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Comme la note du Président Wilson au gouvernement impérial allemand réclamait une réponse immédiate, on pouvait croire qu'il ne se passerait pas quinze jours sans que cette réponse fût arrêtée, envoyée, connue dans le détail ; et comme la réponse réclamée consistait uniquement dans le choix entre les deux propositions de la plus simple des alternatives, oui ou non, il semblait qu'il ne fallût pas tant d'allées et venues, tant de consultations, tant d'audiences solennelles, pour n'arriver qu'à tant de *car*, de *si*, de *mais*, et de *peut-être*. Mais c'était à la fois méconnaître l'esprit et ignorer la situation de l'Allemagne, portée par l'un à ergoter sans bonne foi et obligée par l'autre à tâcher de s'esquiver sans fausse honte. En attendant qu'il fût prêt à ne dire aux États-Unis ni oui, ni non, et que sa presse, docile jusque dans la colère, eût épuisé sur eux le trésor de ses séductions et l'arsenal de ses menaces, l'Empire qui, hier, se croyait déjà le maître du monde, montait contre le plus détesté de ses ennemis, contre l'Angleterre, un triple coup, et le manquait.

Pas de doute possible sur l'origine : le coup a bien été monté par l'Allemagne contre l'Angleterre. Tous les faits, ici, sont publics, évidens, incontestables. Par la concordance de ces trois attaques, deux de vive force, maritime et aérienne, une en traîtrise, l'insurrection d'Irlande, la politique prussienne a mis sous son œuvre sa signature, qui est un curieux mélange d'astuce, d'impudence et de niaiserie. Le lundi soir, 24 avril, un raid de zeppelins, le trente-troisième ou le trente-quatrième de la série, mais qu'on eût dit plus méthodique que les autres, fouillait la côte anglaise, comme s'il se fût agi, on en a fait l'observation, de « reconnaître la route entre Helgoland et Lowestoft. » Presque en même temps, ou aussitôt après, une escadre allemande, composée de vaisseaux rapides, croiseurs et contre-torpilleurs, apparaissait, courait le long de cette partie de la

côte britannique, de Lowestoft à Yarmouth, lâchait quelques coups de canon, puis, accrochée par les forces, médiocres, de la défense locale, s'échappait et montrait sa légèreté en filant au bout de vingt minutes de combat, dans la crainte d'une plus mauvaise rencontre et d'un pire destin. Presque en même temps encore, voici le mélodrame ou le roman-feuilleton. La scène se passe à Tralee-Bay, sur la côte Sud-Ouest d'Irlande. On voit rôder un sous-marin, qui a l'air d'escorter un second navire. Ce second navire, pour inspirer plus de confiance, louvoie tranquillement sous une honnête et candide figure de caboteur hollandais. Ils avancent tout doucement, à petite vapeur, le corsaire au pas du marchand, comme des gens qui ne porteraient vraiment que des harengs dans leurs barils. Là-haut, en pleine mer du Nord, une patrouille anglaise les a « arraisonnés, » leur a demandé leurs papiers ; ils en ont présenté de si parfaitement en règle qu'ils ont été invités à passer, avec un salut. Le capitaine n'a pas fini d'en rire, lorsque, ayant brusquement piqué au Sud, il arrive en vue de la verte Erin. Soudain, un coup de semonce, « par le travers de l'avant du hollandais. » C'est d'autant plus sérieux qu'il va être procédé à la visite du bâtiment suspect. Il faut avouer que le bâtiment n'est pas hollandais, mais allemand ; que ses vingt hommes d'équipage sont allemands ; que ses officiers sont allemands ; que sa cargaison, — 20 000 fusils de guerre, des mitrailleuses et des munitions, — est allemande ; bref, que ses desseins sont allemands. Tandis qu'ayant reçu l'ordre de suivre jusqu'au port de Queenstown la vedette qui l'a capturé, le faux hollandais, auquel on ne saurait du moins refuser le courage, arbore enfin son drapeau et bravement essaie de se couler, on rattrape deux hommes qui s'enfuyaient dans un canot pliant, et dont l'un ne tarde pas à confesser qu'il est sir Roger Casement. Dès son début, l'équipée tourne court : Feringhea a parlé !

Nous n'avons point l'intention d'entreprendre une longue biographie de sir Roger Casement : ce n'était hier qu'un intrigant, mêlé à des affaires louches, traînant en pays étranger les titres qu'il avait emportés du sien, et le reste de crédit que lui avaient laissé ses anciennes fonctions ; c'est maintenant quelque chose de plus, ou quelque chose de moins ; il réglera son compte avec le lord-chief justice, et le règlement sera sans doute sévère, puisque lui, il n'a pas même, dans son crime, cette dernière excuse d'être Allemand. Au surplus, l'aventure de sir Roger ne serait qu'un épisode sans intérêt, si elle n'avait servi à découvrir, dirigeant le complot et tirant les ficelles, la main de l'Allemagne. Trois jours auparavant, le vendredi

21 avril, le bruit avait été répandu à Amsterdam, pour être, de là, répandu à Londres, que sir Roger Casement venait d'être arrêté et emprisonné en Allemagne. Arrêté et jeté en prison, pourquoi ? Pour lui permettre de s'embarquer, en toute sûreté, à Kiel, ce même Vendredi-Saint, qui devait lui porter malheur. C'était, comme on le devine, le fin alibi, le plus fin qu'ait été capable d'inventer la police allemande; et c'est un paraphe ajouté à la signature de ce beau travail. Mais, dans les plans de l'Allemagne, sir Roger Casement n'était qu'un instrument; l'incursion des croiseurs et le raid des zeppelins n'étaient que des diversions ; sa machine infernale à triple détente ne manquerait pas de semer la révolution en Irlande, la panique en Angleterre, la prudence aux États-Unis.

De fait, le lundi de Pâques, 24 avril, le lundi des zeppelins et des croiseurs, pendant que, fidèle aux chères habitudes, tout le Dublin officiel était aux courses, éclatait un mouvement d'une violence foudroyante, qui dépassait l'émeute, et d'un coup allait aux extrêmes, à la séparation d'avec la Grande-Bretagne, à la proclamation de la République irlandaise, au comble des désirs profonds et passionnés de l'Allemagne. En un instant, les insurgés se sont emparés de l'hôtel des postes, des deux gares du chemin de fer, du Palais de justice, de nombre d'édifices publics et privés ; d'autres se sont enfermés dans la Bourse du travail, dans Liberty-Hall ; ils ont, auparavant, dressé des barricades et coupé les communications, si bien que les fonctionnaires, absens de la ville pour les fêtes, ont du mal à y rentrer. Dans les comtés, sur quelques points, des troubles se dessinent ; à Atheney, à Galway, en deux ou trois centres encore. Peut-on dire que c'est une surprise, et que rien n'avait permis de prévoir la rébellion ? Lord Middleton a affirmé le contraire, le lord-lieutenant ou vice-roi d'Irlande, lord Wimborne, l'a reconnu, et le secrétaire d'État pour l'Irlande, M. Birrell, ne l'a point nié. Il semble, en effet, que, depuis le commencement de l'année, les signes se soient multipliés. Le 5 février notamment, et le 17 mars, jour de la Saint-Patrick, à Dublin et à Cork, plusieurs centaines de « volontaires irlandais, » 1 600 ici, et là 1 100, paradent et défilent, armés, pour les deux tiers, de fusils, « du reste hétéroclites ; » ils font, de carrefour en carrefour, « une sorte de répétition de petite guerre. » Perquisitions et saisies d'armes, de munitions ou de manifestes, le 14 mars à Cork, le 22 et le 24 à Dublin ; le 27 mars, ordre d'expulsion contre trois organisateurs de la fédération des volontaires, antérieurement arrêtés ; le 16 mars, à Tullamore, le 31 à Dublin, meetings et conflits avec la police. Arrive le

mois d'avril. Le 4, à la conférence irlando-américaine de Londres, un ancien fenian, John Devey, presse les Irlando-Américains de lever un fonds de 1 million de dollars pour organiser une révolte en Irlande ; le 10, arrestation à Dublin de deux individus qui transportaient dans une automobile des fusils et des munitions ; le 23, à Currahane Strand, saisie d'un bateau submersible contenant une cargaison d'armes et de munitions. Sauf le petit courant de la surveillance quotidienne en temps calme, les autorités paraissent n'avoir opposé à tous ces préparatifs que leur flegme : en cela, il y a eu faillite partielle, défaillance de la fonction gouvernementale. Qui ne sait le prix auquel de tels abandons se paient ? Meurtres, incendies, destructions, répressions, fusillades, déportations ; au total, directement ou indirectement, des milliers de victimes. Après une semaine de lutte, l'insurrection est partout domptée, elle expire ; laissons-en aux journaux le récit circonstancié : ce qui nous intéresse, c'est beaucoup moins ce qu'elle a fait, et comment elle l'a fait, que pourquoi elle l'a fait ; autrement dit, c'est ce qu'elle a voulu être, c'est ce qu'on aurait voulu qu'elle fût. Et l'important, par-dessus l'intéressant, est d'identifier avec certitude, de personnifier ce vague, fugace et impersonnel « On. »

Deux élémens se sont associés visiblement pour bouleverser l'île, s'ils l'avaient pu, et le deuxième est tout moderne : celui qui a établi, comme d'instinct, son quartier général à Liberty-Hall, à la Bourse du travail. C'est ce qu'on pourrait nommer l'élément, non pas proprement socialiste, mais syndicaliste, recruté parmi les ouvriers, en particulier des transports, et obéissant à James Connolly, naguère lieutenant de Jim Larkin, comme lui éminent « gréviculteur. » Mais le premier élément est connu, pour ainsi dire, de toute éternité, dans la suite séculaire et ininterrompue des agitations de l'Irlande. Il se qualifie maintenant de *Sin-Fein*, qualifie ses adeptes de *Sinn-Feiners*, ce qui assure-t-on, veut dire : « Nous-mêmes, » en gaélique. Ce serait donc le parti de l'autonomie, de l'indépendance, de la souveraineté irlandaise. — Fraction insignifiante de la nation, notait M. Louis Paul-Dubois dès 1907, et qui n'en est ni la plus éclairée, ni la plus recommandable ; exaltés, déclassés, rêveurs, gamins, mauvais sujets. — Mais que les *Sinn-Feiners* soient ce qu'ils veulent ou ce qu'ils peuvent être, M. Jules de Lasteyrie, en 1865 et 1867, M. John Lemoinne, en 1848, ne s'exprimaient pas différemment, dans la *Revue*, sur le compte des « Fenians » ou de « la Jeune Irlande. » Les mots mêmes, les noms mêmes décèlent et étalent la parenté. Quel que soit le sens du gaélique *Sin-Fein*, les *Sinn-Feiners* rappellent les

Fenians, qu'on rattachait, il y a cinquante ans, aux *Feini*, le plus méridional des trois peuples primitifs qui habitaient Erin ; et quant à ces Feini, on les faisait descendre ni plus ni moins que d'un certain Fenius, roi de Phénicie, qui aurait été le Francus de l'Irlande, le héros troyen que toute nation un peu fière se doit d'inscrire en tête de sa généalogie. Pour nous en tenir à une filiation plus certaine, les Sinn-Feiners se relient aux Fenians, qui continuaient la Jeune-Irlande, laquelle perpétuait les Irlandais-Unis, les Enfans-Blancs, les Enfans-du-Chêne, les Enfans-de-l'Acier, les Pieds-Blancs, les Pieds-Noirs.

Le but ou l'objectif est le même. L'autre jour, Connolly, « commandant militaire des forces républicaines de Dublin, » grimpé sur le toit d'un tramway, harangua la foule en ces termes : « Concitoyens ! Nous avons conquis l'Irlande et occupé le siège du gouvernement. Tous les Irlandais ont le devoir de nous aider, et en leur nom je proclame la République d'Irlande. » Aussitôt, symboliquement, une grande affiche où flamboyait, en énormes caractères rouges : « Proclamation de la République irlandaise, » fut étendue, comme un drap, barrant le trottoir. La nouvelle République, — *the Irish Republic*, — a son journal : *Irish War News ;* il publie le communiqué du « général G. H. Pearse, commandant suprême de l'armée et président du Gouvernement provisoire, » qui vaut d'être conservé par curiosité : « La République irlandaise, disait le Bulletin, a été proclamée le lundi de Pâques, 24 avril, à midi. Simultanément, la division de Dublin de l'armée républicaine, y compris les volontaires irlandais de la milice citoyenne, occupait les positions dominantes de la cité. La bannière républicaine flotte sur le palais de la poste. » Mais combien de fois depuis la Révolution française, et même depuis la Révolution d'Amérique, cet étendard n'avait-il pas été déployé, combien de fois la République irlandaise proclamée ! Toujours en vain ; cette fois plus vainement que jamais.

Les personnages sont les mêmes, c'est-à-dire que d'autres hommes, affublés des mêmes oripeaux, jouent le même rôle. Par génération spontanée, « les généraux » foisonnent. « On appelait général quiconque portait un revolver. » C'est un phénoméne universellement constaté aux heures d'anarchie : le pavé des villes devient d'une fécondité incroyable ; il y pousse à vue d'œil des chefs improvisés. Leur cas n'est pas exempt de quelque cabotinage : plus d'un prend son parti de monter plus tard sur l'échafaud, s'il monte d'abord sur le théâtre. La « Comtesse verte, » au moment de se rendre, l'autre jour, baisa dévotement la crosse de son browning.

Aussi le *Crown security bill* a-t-il jadis supprimé l'échafaud, et atténué en simple « félonie » la haute trahison. « Il y aura, disait le solicitor général, un grand avantage à convertir la trahison en simple félonie, parce qu'il y a des gens qui commettent des crimes uniquement pour faire parler d'eux. C'est pour cela qu'on se jette du haut de la colonne. » Ce qu'on nous a conté des meneurs du *Sin-Fein* n'engage pas à corriger la rigueur de ce jugement.

Les procédés, les moyens sont les mêmes. Ce sont ceux de la guerre révolutionnaire, de la guerre de rue, qui n'exclut pas les plus abominables. L'autre semaine, Dublin a revu les flammes de cet enfer jaillir du soupirail et de la fenêtre. Le pétroleur, ou la pétroleuse, est, depuis longtemps, de toutes les Communes. Chacun, homme ou femme, récite sa théorie, son catéchisme du parfait insurgé : « bloquer les troupes dans leurs casernes, couvrir la ville de barricades, couper les chemins de fer. » La leçon de nos Journées parisiennes n'est pas perdue. L'organe de John Mitchell, l'*United Irishman*, a baptisé ces gentillesses : « Plan d'opérations à la mode française, *French fashion*. »

La conduite de l'affaire et sa fin sont les mêmes. On ne s'est pas plus caché, cette fois-ci, des autorités constituées que ne s'en cachaient les « confédérés » d'autrefois, lorsqu'ils avaient l'audace d'écrire « à Son Excellence le comte de Clarendon, espion général de Sa Majesté et suborneur général en Irlande » : « Il n'y a point de jour fixé pour la prise du château. Vous le saurez aussitôt que nous. Vous le fixerez vous-même. » Pareillement, ou parallèlement, les autorités d'autrefois ne s'en inquiétaient pas plus que ne se sont émues celles d'hier, au moins tant qu'elles n'eurent devant elles que des meetings et des revues : « Le gouvernement anglais assistait à ces grandes démonstrations verbales avec la plus désolante impassibilité. » Mais soudain des clubs remplacèrent ces grands meetings que dédaigneusement Wellington avait traités de « farces. » L'agitation irlandaise, de type oratoire et procédurier, telle que l'avait menée Daniel O'Connell, en maître et presque en roi, qui avait eu sa liste civile et à qui il n'avait manqué que la couronne, retournait à la conspiration de type classique. L'Irlande revenait à son vice invétéré, à sa vieille pratique des sociétés secrètes ; très peu secrètes, puisque les clubistes, par compagnies de vingt ou trente hommes, défilaient devant O'Brien, dans un champ près de Cork, sous le regard placide du lord-lieutenant. Alors, comme à présent, « les jeunes gens des clubs passaient leurs journées dans les tirs à la carabine ou à faire l'exercice avec la pique ;

des convois d'armes, achetées en Angleterre même, arrivaient librement en Irlande. » La révolution préparait son règne par la terreur et désignait ouvertement dans chaque district ses futurs otages, qu'elle marquait, ses *marked men*. La seule différence entre autrefois et aujourd'hui, c'est qu'autrefois le gouvernement anglais s'éveilla, suspendit l'*habeas corpus*, proclama la loi martiale, l'état de siège, et que lord Lansdowne et lord John Russell firent ainsi avorter le mouvement en le devançant; ce que M. Birrell et lord Wimborne n'ont pas fait l'autre jour, par une confiance excessive qu'ils vont racheter dans la retraite.

Le mouvement des *Sinn-Feiners* s'est déroulé exactement comme le mouvement des Fenians, et dans les mêmes lieux, quoique, cette fois, à cause des circonstances, il ait revêtu plus de gravité. La nuit du mardi 5 au mercredi 6 mars 1867, comme le lundi de Pâques 1916 à midi, le soulèvement avait été simultané à Dublin et dans les environs, à Drogheda, à Cork, dans quelques parties du Limerick, dans la partie du Tipperary au Nord des Galtees, et au Sud des mêmes montagnes, entre le Black-Water et le Lee. Quarante postes de police avaient été attaqués sur cette étendue de soixante-dix lieues de longueur, de vingt ou trente lieues de largeur, sans qu'aucun poste de plus de cinq hommes eût été pris, sans qu'aucun rassemblement eût attendu l'approche d'une troupe quelconque. « Neuf chefs armés chacun d'un revolver se sont laissé mettre des menottes et ont pu être traînés en prison par quatre hommes de police. » Axiome à l'usage des constables et de la *yeomanry* : « Il est acquis qu'un soldat de police vaut cinquante fenians ; quatre hommes de police en ont battu deux cents ; quinze hommes de police en ont battu deux mille. » Le fenian, « prêt au martyre, » très excitable, enthousiaste, avait couru, pieds nus et tête nue, au rendez-vous dans la bruyère ; puis, le premier feu tombé, il s'était soumis. Cette fois, la résistance a été plus dure, mais également inutile : le bilan se liquide par des centaines de morts, auxquelles s'ajoutera une douzaine d'exécutions. Jamais les insurrections irlandaises n'ont tenu; et c'est peut-être ce qui, pour une part, explique l'optimisme serein du gouvernement britannique : il ne prend pas la peine de prévenir des désordres qu'il a si peu de peine à réprimer.

Les mobiles non plus, les têtes, les cœurs, les âmes n'ont pas changé. Pour les plus désintéressés, les plus sincères, les idéalistes, c'est toujours : « L'Irlande l'Irlande; l'Irlande à elle seule, avec tout ce qu'elle possède, depuis le gazon jusqu'au firmament. » Une poignée

de républicains à l'antique peut bien rêver aussi d'une Irlande républicaine. Des socialistes ouvriers ou agraires peuvent bien construire en esprit une société irlandaise régénérée et heureuse après tant de siècles de misère. Mais, plus bas, il y a les autres. Comme en tout temps et en tout pays, il y a les pêcheurs en eau trouble. Il y a les affamés de notoriété et de pouvoir. Il y a les amateurs de bruit et de panache, ceux qui abritent des appétits derrière des systèmes, ceux qui tirent, surtout en l'air, des coups de pistolet. Il y a les fanatiques, les hypnotisés, les faiseurs, les dupes. Il y a ceux qui se dévouent, ceux qui s'inclinent, ceux qui se donnent, ceux qui se prêtent, et ceux qui se vendent. Il y a ceux qui travaillent pour la gloire, ceux qui travaillent pour la patrie, et ceux qui travaillent pour l'étranger. Les insurgés de la dernière semaine d'avril ont travaillé pour l'étranger, et pour quel étranger! pour le roi de Prusse. Cette révolte de l'Irlande n'a point du tout été irlandaise, mais allemande; elle n'a gardé d'irlandais que la forme; c'est un métal, un plomb allemand coulé dans le moule des révolutions irlandaises; la tentative de guerre civile n'était qu'un acte ou qu'une scène de la grande guerre européenne. Aucune question vraiment irlandaise n'était posée, ni même aucune espèce de question. Cela nous met à l'aise pour la condamner, sans étouffer l'écho que n'ont cessé d'éveiller chez nous, comme en Angleterre même, les justes plaintes de l'Irlande. Et cela nous fournit une occasion de faire deux réflexions : l'une, que, chaque fois que l'Irlande, par une campagne « pacifique et légale, » fût-elle de celles qu'on a définies « pacifiques, c'est-à-dire jusqu'à la dernière extrémité en deçà de la guerre ; légales, c'est-à-dire jusqu'à la dernière limite en deçà de la loi, » a été amenée à portée d'accomplir son vœu, des forcenés ou des insensés sont venus tout compromettre. Ainsi, contre O'Connell, s'était formée la Jeune Irlande, et contre M. John Redmond se dresse le Sin-Fein. L'autre réflexion, plus essentielle encore, c'est que, chaque fois que l'Angleterre a été engagée dans une guerre extérieure, ses ennemis se sont efforcés de déchaîner une révolte et d'opérer un débarquement en Irlande, sans que jamais aucun de ces projets ait abouti. L'Allemagne avait sous les yeux nos exemples de 1796 et de 1798; longtemps avant les nôtres, celui de l'Espagne; et le sien propre, l'expérience, qui date de plusieurs siècles, de Martin Schwartz, avec 2 000 lansquenets, allant à Dublin aider au couronnement du prétendant national Lambert Simnel, traversant le canal d'Irlande, et finalement déconfit à la bataille de Stoke-on-Trent. Tout entière à sa haine, elle n'a pas entendu l'avertissement.

La main de l'Allemagne, répétons-le, traîne partout en cette tragi-comédie. Elle s'est glissée, depuis des années, dans l'université, dans les municipalités de Dublin et de Cork, avec les professeurs allemands de philologie celtique, Zimmer et Kuno Meyer. Dès le premier jour de l'insurrection, elle a tenu la plume qui a écrit la proclamation de James Connolly. C'est elle qui a rédigé, dans le premier numéro du journal *Irish War News*, le long article qui a pour titre : *Si les Allemands conquièrent l'Angleterre*. C'est elle qui lance effrontément des dépêches de ce genre : « Verdun est tombé aux mains des Allemands ; la Hollande a déclaré la guerre à l'Angleterre et la flotte britannique a perdu dix-huit bâtimens en un combat dans la mer du Nord ; » pendant exact à la pancarte exposée en face des tranchées anglaises sur l'Yser et annonçant un désastre britannique en Irlande. C'est elle qui promet l'appui de la « chevaleresque » et « victorieuse » Allemagne, car quelle autre main qu'une main allemande aurait pu, sans se dessécher, accoler à ce nom ces deux épithètes ? Elle est là, la main allemande, et elle y tricote, et elle y tripote, comme elle tricote et tripote dans l'Afrique australe, aux États-Unis, dans les Indes néerlandaises. Le véritable sens de la *Weltpolitik*, n'est-ce pas : l'Allemagne partout, et se croyant chez soi chez les autres, avide de chasser les autres de chez eux ? En Irlande, on ne peut pas dire qu'elle n'ait pas obtenu de résultat, bien que ce ne soit pas celui qu'elle cherchait. Elle a fait apparaître l'unité, l'unanimité de l'Empire britannique dans la guerre soutenue et à soutenir contre elle. Elle a donné l'argument décisif en faveur du service militaire obligatoire. Et, par là, si elle n'a pas fait de révolution en Irlande, elle a contribué, malgré elle, à en faire une en Angleterre. Elle a tacitement avoué que l'infiltration allemande crée ou entretient, à l'intérieur de chaque État, une constante et croissante menace, dans le moment même où elle est, vis-à-vis de la plus puissante des Puissances neutres, dans une position infiniment délicate.

C'est le 4 mai seulement que le gouvernement allemand a remis sa prétendue réponse à la note américaine qui lui avait été signifiée le 20 avril. De ce document gratté et regratté, pendant quatorze jours, par des civils, des marins et des militaires, on n'est pas sûr encore d'avoir un texte authentique. Il en existe plusieurs variantes. Il y en a, s'il est permis de s'exprimer ainsi, pour l'usage interne et pour l'usage externe, pour l'opinion allemande et pour le dehors. Il y a la version adoucie des radiotélégrammes et la version renforcée de l'Agence Wolff. La presse allemande, la plus savamment orchestrée

du monde, où chaque journal est chargé de tenir sa partie et joue sous le bâton du chef, les a, par surcroît, embrouillées de son mieux, enveloppées de fumée et de tapage. L'Allemagne manie ses gazettes comme elle manœuvre son artillerie lourde; elle s'en sert pour retourner le terrain, pour étourdir et pour affoler l'adversaire.

Dans la dissertation signée de M. de Jagow, on distingue, à la loupe, les traces de deux tendances et les manières de cinq ou six collaborateurs. Non seulement le gouvernement impérial s'y montre préoccupé de faire deux visages : un visage farouche, inflexible, pour l'Allemagne même, un visage moins repoussant pour les États-Unis; mais on l'y sent déchiré, écartelé par des sentimens opposés, rage et crainte, peur et fureur, qui le tirent, comme des chevaux emportés, de contradiction en contradiction. La bouche gronde ou raille, l'œil appelle, et le tout fait un singulier mélange. C'est de la résignation poudrée d'impertinence, de la provocation avec « mille pardons, » le pour et le contre, le oui et le non en quatre cents lignes. « Devine si tu peux, et choisis si tu l'oses. » Si le Président Wilson aime les énigmes, il a eu de quoi s'exercer.

La « réponse » allemande commence par admettre ce que la chancellerie avait jusqu'ici contesté, avec dessins et croquis annexés : la possibilité que le navire mentionné dans la note du 20 avril comme ayant été torpillé par un sous-marin allemand soit effectivement le *Sussex*. C'est que l'enquête est là, et qu'elle est telle que, sur ce point, toutes les issues sont fermées. Mais, pour Berlin, ce n'est qu'un point de fait, un point de détail, un menu point, que le gouvernement impérial se refuse à laisser généraliser. Il n'accepte pas que les États-Unis le posent « comme un exemple des méthodes de destruction délibérée et sans discernement de navires de toutes provenances et de toute destination par les commandans de sous-marins allemands. » On lui fait injure : « Par égard pour les intérêts des neutres, » et au risque de procurer un avantage à ses ennemis, l'Allemagne a donné des ordres pour que la guerre sous-marine fût menée « selon les règles du droit international, qui s'appliquent à la visite, à la perquisition et à la destruction des navires de commerce. » Elle ne les « donnera » pas, elle les « a donnés. » Certes, il peut se produire des erreurs, qui peuvent produire des accidens. Mais qu'y faire ? Il faut être indulgent aux faiblesses humaines, et même inhumaines. « Certaines tolérances doivent être accordées dans la conduite de la guerre navale, contre un ennemi qui recourt à toutes sortes de ruses, qu'elles soient licites ou ne le soient pas. » Pour ce

qui est des principes sacrés de l'humanité, — des principes, entendons-le bien, — l'Allemagne y attache autant de prix que personne. Tout le mal vient de l'Angleterre, et les États-Unis eux-mêmes ne sont pas sans reproche. Si les États-Unis avaient écouté l'Allemagne, ils auraient pu « réduire au minimum pour les voyageurs et les biens américains les dangers inhérens à la guerre navale. » Ils n'avaient qu'à obliger l'Angleterre, puisque l'Allemagne n'est pas maîtresse de la mer, à renoncer au blocus, à lui livrer le passage, à neutraliser complètement la mer. Ils n'avaient qu'à empêcher l'Angleterre « d'affamer des millions de femmes et d'enfans allemands dans le dessein avoué de contraindre à la capitulation les armées victorieuses des Puissances centrales. » L'indulgence, la partialité, l'injustice des États-Unis ont aggravé, par conséquent, « cette guerre cruelle et sanglante. » Il ne manquerait plus que, par leur faute encore, elle fût « élargie et prolongée ! » Cet horrible souci empoisonne la conscience de la triomphante Allemagne. Parce qu'elle est triomphante, rien ne lui interdit d'être généreuse. Et voici, peut-être, la phrase pour laquelle tout le reste est écrit : « Le gouvernement allemand, conscient de la force de l'Allemagne, a annoncé, deux fois dans l'espace des quelques derniers mois, qu'il était prêt à faire la paix sur une base qui sauvegardât les intérêts vitaux de l'Allemagne. » Ah ! si les États-Unis le voulaient ! Si le Président comprenait !... C'est là, bien plus que sa conclusion qui n'est pas une conclusion, ce qui mérite de subsister de cette réponse qui n'en est pas une. L'Allemagne s'abstiendra *si*... Elle donnera des instructions, *pourvu que*... Ergotage et verbiage, du vent. Mais écoutez ce cri, cet aveu, ou ce soupir : la paix ! Diplomatiquement, la soi-disant réponse allemande n'est qu'un mémoire de procureur ; psychologiquement, elle est une révélation.

L'Allemagne et son Empereur sont pleins de précipices. A la lecture d'un si lourd et perfide, plat et cauteleux factum, M. Woodrow Wilson aurait eu le droit de réfléchir, et même d'hésiter. Quatre partis lui étaient offerts : céder, rompre, discuter, attendre. Les « gros malins » de la Wilhelmstrasse l'invitaient à une conversation, avec la Grande-Bretagne en tiers. En somme, ce qu'ils lui demandaient, c'était de renvoyer à l'Angleterre, comme à sa véritable adresse, la note des États-Unis au gouvernement impérial ; d'être auprès d'elle leur interprète, leur commissionnaire ; de renverser l'échelle des valeurs morales et de placer sur le même degré, de frapper de la même réprobation la guerre maritime conforme au droit et l'assassi-

nat contraire à tout droit. Ils se flattaient de le pousser ainsi à se faire ou l'instigateur d'une querelle inique ou le médiateur d'une paix impossible. Impossible, même s'il fût entré dans le jeu: de quelque respect que soit entouré et de quelque crédit que jouisse le Président des États-Unis, il y a des choses qui dépendent de M. Wilson et des choses qui ne dépendent pas de lui. Il ne peut, à lui seul, sur la prière de l'Empereur, décréter une paix que personne ne veut, tant qu'elle se présente comme la paix allemande, tant que l'Allemagne n'a pas appris que vivre, ce n'est point manger autrui. Rien n'est (quelquefois, du moins) plus habile que l'honnêteté. La droiture de M. Wilson l'a sauvé. Il a empoigné les deux branches du piège allemand, et il les a brisées entre ses doigts. Il prend l'Allemagne à son serment, attache à sa parole plus de prix qu'elle-même, met à l'impératif ce qu'elle a mis au conditionnel. C'est convenu, c'est juré : les sous-marins allemands ne s'attaqueront plus aux neutres, épargneront, ménageront les non-combattans ; l'Allemagne fera ce qu'elle doit faire, quoi que fasse tel ou tel autre gouvernement belligérant, et sans qu'elle ait à considérer ce que les États-Unis font ou ne font pas à l'égard de tel ou tel gouvernement : ils demeurent libres d'agir comme il leur convient, c'est l'Allemagne qui ne l'est pas de se conduire comme il lui plaît. « Sa responsabilité est personnelle, elle n'est pas conjointe, elle est absolue et non relative. » Nous voilà sortis de l'équivoque. M. Wilson a paré, il est gardé, il voit venir. Qu'est-ce qui vient? Ou nous n'avons jamais été aussi près de la rupture, ou l'Allemagne n'a jamais subi une si complète humiliation. Son attitude va donner la mesure de son usure. Regardons bien le dynamomètre.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LA
CARICATURE ET LA GUERRE

I

Si la caricature était, comme on l'a souvent prétendu, « l'art du rire, » la présente étude serait sans objet, et son titre même ne pourrait s'écrire de sang-froid. Les spectacles auxquels nous assistons, depuis vingt mois, ont éveillé ou surexcité en nous, jusqu'au paroxysme, tous les sentimens dont l'âme humaine est capable, sauf ceux dont le rire est l'expression. Même les neutres, même les habitans les plus lointains de ce globe, qui semble, d'ailleurs, s'être rapetissé comme une boule d'argile dans la fournaise, ont senti que l'humanité entière court un danger. Que l'on puisse, en plein xxe siècle, déchirer un traité, renier sa signature, préparer froidement et dans le plus grand détail l'assassinat d'un peuple, mutiler des enfans, noyer des familles entières d'émigrans, envoyer des infirmières au poteau d'exécution, c'est là une surprise tellement tragique, un réveil si brutal des longs songes de paix et de fraternité sociales, qu'à peine aujourd'hui même notre pensée peut les « réaliser. » On n'en pourrait rire que dans Sirius, à la condition encore que dans Sirius il y eût des hommes et qui fussent dépourvus de tout sentiment d'humanité. Les auteurs gais se sont donc tus, du moins ceux dont l'humour vise au plaisant et demande, pour être goûté, l'esprit paisible et détaché des dilettantes. Ils ne feraient pas leurs frais.

Mais la caricature, — on a essayé de le montrer, ici même, il y a déjà longtemps (1), — n'est pas nécessairement, ni essentiellement, l'art du rire. C'est seulement une de ses fonctions que de faire rire, — et ce n'est pas la plus haute. Les pages immortelles de la *Danse des Morts* de Holbein, des *Horreurs de la Guerre* de Callot, les plus belles pages de Hogarth, de Gillray, de Rowlandson, de Daumier, de Gavarni, de Grandville, de John Leech, et, plus près de nous, de M. Forain, de M. Willette, de M. Steinlen, de M. Grandjouan, n'ont jamais fait rire personne : elles ont fait penser. Plus d'une fois, elles auraient pu faire prévoir. « Tiens, tu m'fais mal avec tes ennemis les Anglais!... » disait, il y a quelque vingt ans, un terrassier de M. Forain, en montrant un obus que son camarade venait de déterrer dans un terrain vague, près de Paris. « Il est peut-être anglais, celui-là!... » et il n'était guère possible de résumer, avec plus de bon sens, la conduite à tenir dans les conseils de l'Europe. « Tiens! la bière, *aussi*, est allemande! » s'écriait un reporter de Caran d'Ache, admis à la table de l'État-major turc, pendant la première guerre gréco-turque, en considérant l'étrange allure des officiers du calife. Et, vers la même époque, le même prophète dessinait une double image de Guillaume II. Dans l'une, le Kaiser, debout devant sa fenêtre, montre au public tout le haut de son personnage, casqué, cuirassé, la main sur son sabre, en empereur de la guerre ; mais le reste de son accoutrement dément cet appareil belliqueux : c'est une robe de chambre, des pantoufles, les attributs du commerce et des arts libéraux. Dans l'autre, c'est le buste d'un négociant ou d'un artiste qu'on aperçoit par la fenêtre ; seulement, le reste du personnage dément ce décor pacifique : les hautes bottes, le sabre, les engins de la guerre sont là pour avertir celui qui pénètre dans l'intimité, regarde et réfléchit. Et l'on se demandait : « Lequel est le vrai? » Tandis que Jules Simon, revenant de Berlin, répondait sans hésiter : « C'est le pacifiste! » et que Déroulède affirmait : « C'est le guerrier! » Caran d'Ache laissait ouverte la porte du formidable inconnu.

Cet exemple du plus gai de nos caricaturistes modernes n'est pas unique. Elles fourniraient des volumes, les légendes

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1898.

profondes, suggestives, amères même, de Gavarni et de M. Forain. « Si « humour » voulait dire seulement « rire, » écrivait Thackeray, qui fut, lui aussi, un caricaturiste à ses heures, vous ne prendriez guère plus d'intérêt à l'histoire des écrivains humoristes qu'à la vie du pauvre Arlequin, qui partage avec eux la faculté de faire rire. Si la vie et l'histoire de ces hommes éveillent en vous une curiosité mêlée de sympathie, c'est qu'ils s'adressent à un grand nombre de facultés, outre le sens du ridicule. L'humoriste cherche à éveiller et à diriger votre amour, votre compassion, votre bonté, votre mépris du mensonge, de la prétention, de l'imposture, votre tendresse pour les faibles, pour les pauvres, pour les opprimés, les misérables... » Thackeray, qui ne prévoyait pas la guerre actuelle, explique ainsi pourquoi, sans rien abdiquer des sentimens de tristesse ou d'indignation qu'elle suscite, on a pu la mettre en caricatures.

Ce qu'on découvre, en les regardant, ce ne sont point des faits, comme dans les photographies ou les dessins des champs de bataille, mais les sentimens des peuples sur ces faits. Ce qu'on y saisit, ce ne sont point des réalités, mais l'image que les artistes et leur public se font des réalités et aussi des aspirations de leurs amis et de leurs adversaires. A ce point de vue, la caricature projette une plus vive lumière que la parole écrite sur le grouillement complexe et confus des passions, des espérances et des craintes, éparses dans la subconscience d'une nation. Et cela pour deux raisons.

D'abord, elle résume. En tirant de tous les traits qui composent une figure le seul trait qui marque sa dissemblance d'avec l'espèce, le caricaturiste nous découvre le caractère propre à l'individu et, par là, nous résume le visage. De même, en faisant tenir, dans le cadre étroit d'un dessin et le geste de deux ou trois personnages, tout un événement contemporain, ou une théorie sociale, ou un système politique, il nous les dégage de tout ce qui est accessoire et, même en les exagérant, nous en fait apparaître, à première vue, l'essentiel. C'est là, surtout quand il s'agit des idées et des sentimens d'un peuple étranger, lointain, ou dont nous ne pouvons pas aisément lire les journaux, un secours qu'il ne faut point dédaigner.

Ensuite, elle exprime très vraisemblablement, de ce peuple, le sentiment moyen et universel. Le trait caricatural est un

signe ou un « sigle. » Pour qu'il soit employé, il faut qu'il soit compris. La « légende » même est trop courte et trop resserrée pour évoquer ce qui ne serait pas, déjà, dans l'esprit du lecteur. La preuve en est que beaucoup de « légendes » de M. Forain, quoique bien modernes, sont déjà inintelligibles pour ceux qui n'ont pas assisté aux faits qu'elles résument ou qui, y ayant assisté, les ont oubliés. Quel homme d'État désignait chez nous un 7 gigantesque auquel on le figurait pendu? Quel autre, une ceinture dorée ou trente-six bêtes? Que voulait dire ce morceau de lard, accroché au chapeau d'un prince? Autant de signes qui seraient, dès maintenant, pour beaucoup d'entre nous, lettres mortes. Aujourd'hui même, quelle nation désigne le Dindon chez les Anglais, quel parti l'Éléphant chez les Américains? Lorsque le kangourou bondit dans une image politique, anglo-saxonne, quelle idée et quel pays traîne-t-il à sa suite? Le tigre, à New-York, a une signification complètement inconnue de ce côté de l'eau. C'est tout un langage presque hiéroglyphique à déchiffrer pour nous et cependant très clair pour le premier gamin qui passe dans le Strand ou Broadway.

Il y a donc conformité entre la caricature d'un homme ou d'une chose et l'idée que la foule se fait de cet homme ou de cette chose, du moins lorsque cette caricature circule, se répète, entre dans les habitudes et les moyens d'expression du public. Lorsqu'il s'agit d'un simple accessoire signalétique, cela n'a pas grande importance; mais s'il s'agit d'un trait moral ou physiologique, ce peut être très révélateur. Du temps de Gillray, c'est-à-dire sous la Révolution et l'Empire, la silhouette d'un homme maigre, efflanqué, mal rasé, sordidement vêtu de loques, dévorant des grenouilles ou jetant sur un roastbeef anglais des regards d'envie, désignait, sans plus de gloses, un Français. Cela ne prouve pas que les Français, à cette époque, fussent hâves et mourans de faim; mais cela prouve que les Anglais les croyaient tels. Il en va tout autrement d'un livre, un discours, même un article de journal, qui est un développement d'idées et peut ainsi exprimer une thèse tout individuelle, quitte à la développer, à la commenter et à la défendre, si elle ne répond pas, tout de suite, au sentiment moyen du lecteur. La caricature y répond, de toute nécessité. S'en servant en dehors et en dépit de l'assentiment public, le dessinateur ferait comme un écrivain qui emploierait de nouveaux signes

à la place des lettres accoutumées : il ne serait pas compris.

Puisqu'il l'est dans son pays, tâchons, nous aussi, de le comprendre et, par là, de comprendre mieux le sentiment populaire dont il est l'expression. Même exagérée, même fugitive, elle a son prix, parce que ce sentiment a sa force. Elle change comme il change, se fixe s'il se fixe, tourne à tous les vents. Il y a peu d'années encore, ce que la caricature, en Allemagne, raillait le plus, c'était le militarisme prussien. C'est le pacifisme qu'elle raille aujourd'hui. C'est donc une girouette. Mais il est bon de consulter les girouettes, — en temps d'orage surtout. Ne dédaignons pas ces légères annonciatrices, si grotesques parfois que soient leurs formes découpées sur le ciel. Regardons les inflexions qu'elles prennent sur nos toits, sur les toits de nos amis, sur les toits de nos adversaires. Elles nous indiqueront les grands souffles qui passent, en ce moment, sur l'Humanité.

I. — CHEZ LES ALLIÉS

La guerre, qui a surpris nos politiques, nos sociologues et nos financiers, a surpris également nos caricaturistes. Leur ironie n'était pas prête. Elle a, d'abord, été étouffée par l'indignation : l'indignation devant la mauvaise foi évidente des prétextes de guerre, la violation de la parole donnée, les cruautés inouïes de la première heure. Et l'indignation, dans son premier spasme, n'a pas d'esprit. Puis, l'événement nous prenait au dépourvu, non pas d'esprit critique, — c'est une vertu qui ne manque guère en France, — mais de notions nécessaires pour l'entretenir. Nous n'étions pourvus d'armes que contre nous-mêmes. Des anecdotes désobligeantes sur nos hommes d'État, sur leur passé, sur leurs familles, nous en possédions à revendre, et aussi des portraits si peu flattés que leurs moindres défauts, physiques ou moraux, en faisaient de purs grotesques. Mais, de traits contre l'Ennemi, qui, secrètement, minutieusement et de longue main, venait de perpétrer les moyens de nous assassiner, nous n'en possédions pas. A part le Kaiser, — que la satire, chez nous, a respecté infiniment plus qu'elle n'a fait nos propres hommes d'État, — et depuis quelque temps, le Kronprinz, les figures d'outre-Rhin nous étaient totalement inconnues. Ce fut une révélation que celles

de M. de Bethmann-Hollweg, de Bernhardi, de von der Goltz, de Tirpitz, de M. Helfferich, de Hindenbourg, du comte Zeppelin, de von Kluck. Ainsi, les actes, — des actes formidables, — précédèrent les visages, et l'Histoire universelle fut faite par des gens dont nous ignorions l'histoire individuelle, les antécédens, les mœurs, les ridicules, les manies; — bref, tout ce qui peut prêter à l'ironie et à la caricature. « On entendait le pas du cheval, mais sans voir le cavalier. » Dans ces conjonctures, l'ironie ne sait trop où se prendre. Il n'est pas nécessaire de connaître un homme pour lui tirer dessus, mais c'est indispensable pour le caricaturer, pour montrer ses défauts, ou seulement ses caractéristiques. De là, sans doute, le peu de satires mémorables que la guerre inspira, chez nous, contre l'Ennemi.

Une autre raison, tout à l'honneur de nos humoristes, est que beaucoup d'entre eux étaient aux armées. La plupart des journaux satiriques ont dû cesser brusquement leur publication. Le Français, dont c'est le métier d'être spirituel, devint subitement grave et résolu. Les « mots, » s'il en fit, furent entendus seulement de quelques camarades, bons juges de leur à-propos héroïque, et plus d'un les signa de son sang. Lorsque, la guerre se prolongeant, plusieurs purent reprendre leur crayon et les journaux satiriques leur publication, il semble que le désir de se détendre, de distraire, un instant, les yeux et l'esprit des horreurs du massacre, de l'ambulance et des mutilations, l'ait emporté sur le goût de stigmatiser l'envahisseur.

La matière n'était pas, non plus, excellente. La raillerie n'a de prise que sur la faiblesse ou ce qui est faible dans la force, jamais sur la force même. L'odieux est un bloc où l'ironie ne peut mordre. Ce qui prête, parfois, à l'erreur sur ce point, c'est qu'on confond le motif déterminant de l'attaque avec cette attaque même et ses moyens. Il est vrai que souvent des hommes d'esprit ont été déterminés à user de leur arme par l'indignation que leur a causée l'excès de la force. Mais ils ont senti leur arme s'émousser sur du granit, et l'on ne saurait citer un bon trait qui ait porté. Si, parfois, ils ont réussi à pousser leur pointe ironique, c'est que le granit avait un défaut, quelque fissure : par exemple, l'hypocrisie, — c'est-à-dire une faiblesse, ou l'infatuation, — c'est-à-dire une autre faiblesse. Et comme, souvent, en effet, le criminel a de ces faiblesses, qu'il se masque d'hypocrisie ou se drape d'infatuation, il est vulnérable et l'esprit

fait son œuvre. Mais la brutalité triomphante ne l'est point.

En fait, nos maîtres de la caricature ont produit des planches excellentes sur la guerre; mais, si l'on y prend garde, les meilleures ne sont pas sur les Allemands : elles sont sur nous-mêmes. La plus célèbre de toutes : *Pourvu qu'ils tiennent! — Qui ça? — Les Civils*, figurée par deux « poilus » exposés aux balles, au froid, à la faim dans les tranchées, n'est point destinée à ridiculiser l'Ennemi, mais à réconforter ceux qui ne risquent rien, ceux de l'arrière, par la vue de ceux qui, sans se plaindre, risquent tout. Et jamais, aux heures les plus brillantes du *Doux Pays*, M. Forain n'a été mieux inspiré.

Au même ordre d'idées appartiennent une foule de dessins comme celui de M. Roubille. « Je vous l'achète, votre casque ! » dit un monsieur quelconque, orné d'un brassard où on lit *Service-Publicité*, en s'adressant à un blessé, décoré de la médaille militaire. Celui-ci a rapporté un casque à pointe et le montre à un groupe de passans dans la rue. « Il n'est pas à vendre, répond le « poilu, » mais je puis vous donner l'adresse du magasin. » Et aussi, cette page excellente de M. Ricardo Florès. Ce sont encore les poilus de M. Forain. Un an a passé : ils sont toujours dans la tranchée, au froid, emmitouflés, le nouveau casque posé sur leur passe-montagne, et lisant le journal. « Ils ne crieraient pas si fort s'ils étaient ici ! » remarque l'un d'eux en fumant sa pipe. Voilà de quoi défrayer bien des mémoires à de savantes académies, si, un jour, les archéologues s'emparent de ce texte obscur. Il y aura bien des discussions pour savoir lequel des corps d'armée allemands, bulgares, turcs, avait coutume, au XXe siècle, de pousser des cris effroyables pour épouvanter l'adversaire. Mais nous, nous savons qu'il ne s'agit pas des Prussiens...

Si les civils, chez nous, en ont pris pour leur grade, les soldats ont été abondamment célébrés par les humoristes. L'heure de la justice a sonné pour eux, en même temps que l'heure du sacrifice. Et l'éloge décerné par un railleur de profession a une saveur que les autres n'ont pas. Il semble arraché, par l'évidence du mérite, à l'esprit critique défaillant sous l'émotion, mais demeurant l'esprit tout de même. En réalité, ceux qui savent le mieux couper sont aussi ceux qui savent le mieux coudre, qu'il s'agisse de réputations ou de dynasties, ou de lauriers. « Merci, père La Victoire! » s'écrie une cantinière

de M. Willette, en se jetant au cou du général Joffre. C'est que le vieil homme de guerre lui apporte une statuette dorée, au soir d'une journée d'orage. Et cette statuette est celle de la Victoire avec les ailes, et elle semble être sortie des volutes de fumée d'un 75, et la cantinière a le bonnet de la République, et l'arc-en-ciel est aux couleurs de la France...

Le symboliste ému qu'a toujours été M. Willette, du temps où il conduisait la farandole de ses pierrots sous les moulins et la lune de Montmartre, a trouvé encore une très belle image pour figurer ce que la France doit à son armée. Elle parut en 1914 et elle s'appelait *Les Semailles*. Dans un vaste champ d'automne, un paysan demi-soldat pousse la charrue, tandis que la femme, tenant un poupon, d'un bras, guide de l'autre les bœufs lourds, attentifs à suivre la gaule. Du haut du ciel, un aigle immense, aux ailes écartelées, va fondre sur l'attelage, et son ombre déchiquetée blasonne déjà la morne plaine. C'est une aigle héraldique : sa tête est coiffée de la couronne impériale, elle tient dans une de ses serres non pas un globe, mais une bombe; dans l'autre, non pas un sceptre, mais un poignard. Mais elle ne fera pas de mal. Un guerrier antique, coiffé du bonnet phrygien, un géant, couvert de son bouclier, le glaive en main, veille sur l'humble attelage... Et le sillon commencé s'achève.

Toutefois, nos humoristes ne se sont pas occupés que de nous-mêmes. Ils se sont aussi, un peu, occupés de l'ennemi. Ils ont vite découvert son point faible. Le point faible du Teuton, c'est sa prétention à l'humanité, à la propreté morale, à la « culture. » S'il ne l'avait pas, la raillerie ne saurait où le mordre, mais il l'a, et très forte. Aussi, tout ce qui marquera le désaccord énorme entre cette prétention et ses actes portera. C'est la vertu de cet admirable dessin de M. Forain, digne d'être retenu par l'histoire, gravé sur l'Arc d'Infamie par où passeront, éternellement, les ombres des assassins de Miss Cavell. Une voiture d'ambulance est embourbée, sur le champ de bataille, par une journée grise d'hiver, et le conducteur s'efforce de la redresser. Le vent fait flotter sa Croix-Rouge sur fond blanc, au-dessus de la plaine nue et morne. « Cache donc ton drapeau ! Tu vas te faire tuer ! » crie une sentinelle, qui connaît les mœurs de l'ennemi. Raillerie des prétentions allemandes à la civilisation, raillerie aussi, peut-être, de cette naïveté

d'un ambulancier, qui croit encore aux conventions de Genève, le mot de M. Forain vise deux faiblesses, et, par là, il porte.

Une autre faiblesse de l'Allemand, ce fut sa prétention à une victoire foudroyante et à la rapide conquête de Paris. S'il ne l'avait pas affichée, ses succès dans le premier mois de la guerre eussent été suffisans pour que la raillerie ne sût où se prendre. Mais son infatuation fut plus grande que ses succès. On se souvient du dîner que l'Empereur devait offrir, à ses intimes, dans un restaurant célèbre, d'avance choisi, à Paris. La *Vie parisienne* s'en est souvenue, elle aussi. Elle a représenté une luxueuse salle à manger vide : la table mise, la nappe au chiffre impérial, les serviettes en bonnets d'évêque, le surtout en biscuit de Sèvres, les bouteilles de champagne et les coupes, tout annonce qu'on attend d'illustres hôtes. Mais ils ne viennent point... et, à leur place, des rats grignotent le linge et des araignées tendent leurs fils entre les chaises et le surtout. — « *Sire, votre potage refroidit...* » Jamais plus petit signe ne résuma plus grandes choses.

Enfin, c'est une infatuation que de s'imaginer terroriser Paris avec des Taubes et des Zeppelins. M. Albert Guillaume l'a bien fait voir dans le *Bystander*. C'est une délicieuse scène de genre, surprise dans quelque jardin de Paris, au Luxembourg, par exemple, à l'heure de la promenade. Tout le monde a le nez en l'air pour regarder ce qui se passe dans le ciel. Une joie sans mélange règne autour de ces nez levés par la curiosité : nez de l'étudiant de trentième année, le doigt pointé en l'air, nez de l'élégante à face-à-main et de son compagnon assis, jambes pendantes, sur la balustrade, nez du monsieur à la jumelle, nez du petit garçon arc-bouté sur son cerceau, nez du petit chien intrigué de ce qui se passe. C'est une scène de paix profonde, une des rares minutes où l'humanité oublie toutes ses misères pour s'attacher à une vision enchanteresse. C'est l'*Heure du Taube...*

Le *Punch* a traité, à peu près, le même problème psychologique, et la solution qu'il en a donnée marque une nuance du caractère anglais. Le Zeppelin a passé ; il a jeté sa bombe sur le village et, entre autres désastres, a mis en miettes la maison de l'épicier. Ce n'est plus qu'un risible et lamentable amas de décombres. Mais l'épicier, un vieil hommes à lunettes, n'est pas mort. Il prend donc un crayon et sur le dernier pan de mur

branlant il écrit avec application : « *Le magasin est ouvert, comme d'habitude, l'après-midi...* »

C'est que les Anglais et les Français, si différens en tout et en bien des choses si contradictoires, se ressemblent en un point : le mépris de la force brutale, le dédain du fait accompli, — dès lors que ce fait a blessé leur conscience. Nul peuple au monde n'est moins fataliste que ces deux peuples, moins disposé à s'incliner devant la conjuration des forces humaines ou la conjonction des astres. Nul n'a mieux entendu le *Tu, ne cede malis...* du poète latin. Le Français, auquel on montre une masse prête à l'écraser, s'en moque. L'Anglais ne l'aperçoit même pas. L'esprit, seul, qui anime cette masse les intéresse tous les deux, mais ils l'évoquent au tribunal de leur conscience individuelle, et si cet esprit leur paraît injuste ou faux, ils le méprisent, sans plus.

« *Say, old chap*, aurais-tu jamais cru, que *la Marseillaise* irait si bien avec le *God save the king?* » dit un grand diable de *piper* des Scots guards, orné du *kilt* et du béret national, en arpentant une route de France, pipe à la bouche, les rubans de son béret flottant au vent... « T'épate pas, mon vieux, » répond le tambour Bara qui file à ses côtés, sabots aux pieds et une rose à la bouche, en allongeant ses petites jambes pour rejoindre l'énorme compas de l'*English*. « T'épate pas, t'en verras bien d'autres. » On dirait, à voir ce dessin de M. Louis Vallet, qu'on aperçoit l'humoriste français et l'humoriste anglais, si différens qu'ils soient l'un de l'autre, cheminant du même pas.

Mais la caricature anglaise a quelque chose de plus tragique. Où que ce soit, dans le vieux *Punch* ou chez ses deux filleuls : le *Punch* de Melbourne et le *Hindi Punch* de Bombay, dans la *Westminster Gazette* ou le *Bystander*, ou même dans le *Cape Times* ou le *Bulletin*, de Sydney, sur les plages les plus lointaines et sous les latitudes les plus diverses, partout où un homme de race anglo-saxonne prend la plume pour tracer un symbole de la Germanie et de la guerre, on se sent au pays de William Blake et de Shakspeare. C'est un jet de lumière sur un charnier : il éclaire, il frappe ; il ne scintille pas, ni ne joue.

Or, ce qui a frappé le plus l'humoriste anglais, dans toute cette affaire, c'est la faillite de la civilisation, la régression de tout un peuple vers les sauvageries et les perfidies animales. La guerre

lui fait horreur, mais moins la guerre que la façon dont on la fait. On ne se sent pas en présence d'un pacifiste convaincu, mais d'un loyaliste. Le Français caricature le manque d'élégance, le Hollandais le manque d'humanité, l'Anglais, surtout le manque de bonne foi. Le *business man*, en lui, ne comprendra jamais qu'un souverain ait pu protester sa signature au bas d'un traité, et le sportif qu'un général ait triché, pour y gagner, au jeu de la guerre. Si l'homme a fait quelques progrès, depuis l'âge de pierre, c'est qu'il s'est entraîné à tenir sa parole et à lutter, lorsque la lutte est inévitable, avec le moins de cruauté possible. S'il l'oublie, il retourne instantanément à la condition de l'anthropopithèque. Les progrès dont il se sert n'y font rien. Il ne sera pas moins un gorille parce qu'il connaîtra les propriétés de la nitroglycérine ou de la balistite qu'aux jours lointains où, pour assommer son rival, il se saisissait d'un quartier de roche ou emmanchait à quelque branche d'arbre un silex convenablement éclaté. La science, avec ses engins nouveaux de destruction, ne fera que surexciter ses instincts de gorille, en leur donnant toute liberté de s'épanouir.

C'est ce qu'a très fortement exprimé Will Dyson dans plusieurs de ses *Kultur Cartoons*. Il a imaginé un vieux savant, en pantoufles, un Ostwald ou un Guttman, malingre, souffreteux, tout en cerveau, flottant dans sa redingote et son châle, qui confère avec un anthropopithèque. Celui-ci a le front fuyant et les bras formidables. Et, à la lumière du laboratoire, le cerveau du xxe siècle montre à la brute des temps où les siècles n'étaient pas encore commencés, une fine éprouvette pleine d'une substance mystérieuse et lui dit : « Ensemble, mon cher habitant des Cavernes, nous serions irrésistibles ! » Il semble que la brute ait compris, car elle laisse tomber la hache de silex qui lui servait jusque là et passe affectueusement son bras sous le bras du professeur... Plus loin, nous voyons un chimpanzé, pendu par une patte à un Taube que dirige un autre singe et prêt à laisser tomber les bombes accrochées à ses trois autres pattes, sur une capitale moderne : sur ses dômes, ses écoles, ses hospices, ses églises, ses musées. Et les deux singes sont coiffés du casque à pointe, et c'est intitulé : *Merveilles de Science*... Que celle-ci ait fait ou non faillite, dans sa prétention d'améliorer, à elle seule, l'humanité, c'est ce qui n'est pas en question ici. Mais il semble bien que Will Dyson ait trouvé,

là, le symbole qui résume le monstrueux accouplement que nous offre l'Allemagne : la science la plus avancée unie à la plus ancienne barbarie.

Cette barbarie est un des thèmes les plus ordinaires du caricaturiste anglais. Il estime qu'il suffit de la montrer pour provoquer, dans le corps social, la réaction nécessaire. Le *Punch*, de Melbourne, emprunte à Frémiet sa saisissante vision d'un gorille de l'âge préhistorique enlevant une femme, et sur le bras du gorille il écrit : *Allemagne*, et sur le bras de la femme il écrit : *Civilisation*. Edmund Sullivan, dans son album *La guirlande du Kaiser*, montre un soldat allemand embrochant un enfant au bout de sa baïonnette et le Kaiser lui-même, donnant le bras à sa fiancée la Mort, qui est en voile de mariée. Des cynocéphales leur jettent des roses et cela s'appelle *Mariage de convenance*. Des femmes et des enfans viennent d'être massacrés : c'est l'Arménie; l'Allemand et le Turc tiennent encore le couteau sanglant à la main. Un troisième bandit s'approche : il porte les traits de Ferdinand de Cobourg : « Lorsque je suis venu en Bulgarie, je me résolus, s'il y avait des assassinats, à être du côté des assassins, » dit-il, dans le *Punch*. Pareillement, David Wilson, qui a fait toute une suite sur ce sujet, dans le *Graphic*, montre trois personnages : un Prussien, le fantôme du Brouillard et la Mort, qui vont de compagnie. Le Prussien quitte le continent et enfonce une de ses grosses bottes dans l'eau : il part pour quelque expédition. Le Brouillard le précède, le couvrant de ses voiles, la Mort le suit, en lui passant discrètement sa faucille. Il tient à la main une bombe pour les villes sans défense : c'est le raid sur la côte anglaise qui commence... Au loin, sur les plaines qu'il vient de quitter, disparaît la cathédrale de Reims. Et c'est intitulé : *la Réelle Triple-Alliance*.

La même horreur de la barbarie inspire les Alliés dans l'autre hémisphère. Dans le *Bulletin*, de Sydney, on voit le Kaiser trônant sur un amas de crânes desséchés, comme ceux que Veretschaguine peignait jadis, après la campagne de Plevna, pour inspirer l'horreur de la guerre. Derrière son trône, un squelette géant, armé du fusil et de la bombonne aux gaz asphyxians, le protège de son corps hideux. Devant lui, l'*Épidémie*, décharnée, couverte de pustules, suivie des figures mille et mille fois grossies des bacilles et des microbes, s'incline

respectueusement. Et la Maladie dit à l'Empereur : « Salut, maître ! J'en ai tué des dizaines, mais vous en avez tué des milliers ! » Enfin, le *Punch* de Melbourne montre une longue théorie de femmes en deuil, pleurant et priant, que leurs enfans, pendus à leurs voiles noirs, tâchent de consoler, et il intitule cela : « Veuves et orphelins *Made in Germany.* »

Voilà qui est net. Mais si l'horreur presque physique des cruautés germaniques a inspiré les symboles anglo-saxons, on sent pourtant que le coup brutal, tout seul, n'eût pas soulevé la conscience britannique, comme la déloyauté du prétexte d'abord et ensuite l'hypocrisie du but : c'est-à-dire le péché contre l'Esprit. L'assassinat de miss Cavell a moins blessé l'âme anglaise que le mot « ce chiffon de papier. » Des villes entières brûlées lui ont paru un spectacle moins monstrueux que le *Gott mit uns.* Dans le *Graphic*, Edmund Sullivan figure continuellement le Kaiser agitant le papier où la signature de l'Allemagne garantit la neutralité de la Belgique et y mettant le feu : le papier flambe et met le feu, à son tour, à une corbeille de papiers pleine d'autres traités qui incendient la mappemonde entière, — et le Kaiser et le kronprinz s'en vont, d'un pied léger, en fumant leur pipe allumée à l'incendie universel. Ou bien, encore, l'Homme au casque pointu patauge dans le sang de la Belgique, en agitant toujours le traité en flammes, comme une torche... David Wilson le montre en « Empereur de la Paix, » des ailes blanches attachées à ses épaules, des lys blancs sortant de son fusil : seulement, la colombe qu'il tient au bout du doigt, comme le fauconnier son gerfaut, prend insensiblement des airs de *Taube*, et de son bec dégoutte du sang, — tandis qu'à l'horizon des villes brûlent sous le ciel noir. Le même artiste évoque, auprès du Kaiser habillé en amiral, l'ombre de son modèle : l'écumeur de mer du temps de la reine Élisabeth. Et ce bandit, qui porte encore le serre-tête, les larges boucles d'oreilles, le pistolet du partisan, se croise les bras avec indignation, — car, au loin, une colonne d'eau fuse sous le chapelet de lumières qui annonce un paquebot dans la nuit : une torpille vient d'éclater, — et il dit : « On l'appelle un pirate ! On oublie que les pirates, eux-mêmes, jouaient selon les règles du jeu ! »

Et à cela pas d'excuse ! Le jeu a des règles, la civilisation a des lois : il se peut qu'elles soient conventionnelles, mais

sans elles il n'y a pas de match, pas de cricket possible, ni de vie en commun dans l'humanité. « Laissez-moi vous expliquer... » dit le Germain au moine qui écrit l'histoire de la Belgique sur le grand livre des siècles, en vue des villes détruites et des populations massacrées. — « Je n'écris pas les explications, mais les faits, » répond l'Histoire. Les explications seraient, d'ailleurs, pitoyables. Car si l'on peut violer une convention, sous prétexte que les circonstances ont changé depuis qu'on l'a signée, quel est non pas seulement le traité, mais le contrat, l'acte de vente, la promesse la plus banale et la plus ordinaire qu'on ne puisse, du matin au soir, répudier à plaisir? Et si c'est une guerre « préventive, » que celle qu'on déchaîne contre le monde entier, quand le monde entier incline au désarmement, est-il possible d'imaginer une seule agression que ce sophisme ne justifie? Caïn a tué Abel, préventivement : qui sait si Abel n'aurait pu inventer quelque arme perfectionnée, un nouveau « silex éclaté » qui lui aurait procuré quelque avantage? Le loup a tué l'agneau « préventivement : » l'agneau, sous couleur de se désaltérer, avait « repéré » la place du loup, près de l' « onde pure, » et allait, peut-être bien, prévenir les chiens du troupeau... Il faut se méfier d'un agneau qui se désaltère... Enfin, si l'on appelle « philanthropie » et « humanité » le massacre d'une population entière pour abréger la guerre et limiter ses horreurs, qu'est-ce qu'on appellera, dans la langue de Bernhardi, « barbarie » et « cruauté? » Mieux vaut, pour l'honneur de la raison humaine, avouer qu'on a frappé parce qu'on était le plus fort et qu'on a violé les règles du jeu parce qu'on a pensé que nul ne serait là, pour les faire respecter. Ainsi, on n'ajoutera pas un crime contre l'Esprit au crime contre l'humanité. Car le crime contre l'Esprit ne sera jamais pardonné. C'est ce que signifie une très belle planche de Will Dyson, dans ses *Kultur Cartoons*, intitulée : « La Voix du ciel. » Sous un haut portique de Ninive ou de Thèbes, un Kaiser, casqué, se courbe, se cache, se sauve ébloui : c'est qu'à travers le portique, apparaît un soleil aveuglant. Et ce soleil grandit, s'approche, éclate, entouré de millions d'anges, les anges à peine perceptibles, dans la lumière qu'on voit au *Paradis* de Gustave Doré : — et de toutes ces splendeurs, une voix, la voix du Ciel, répond au paradoxe de l'avorton chétif : « *Notre loi ne connaît pas de nécessité.* »

L'invoquer, au même instant qu'on transgresse sa loi, est une hypocrisie intolérable. Ce sentiment, que nous verrons admirablement exprimé chez les Neutres, notamment par Raemaekers, anime constamment l'artiste anglais ou australien. Le *Bulletin*, de Sydney, montre la horde allemande passant devant un crucifix, piétinant des cadavres de femmes, portant des corps d'enfans embrochés à ses baïonnettes, brandissant des bouteilles de champagne, jetant devant eux des gaz empoisonnés : « En avant, soldats chrétiens ! » dit la légende. Et, une autre fois, c'est le Christ qui paraît, au milieu d'eux, portant sa croix, sous les doubles étendards de l'aigle allemande et du croissant, conduit pour la seconde fois au Calvaire. « Jérusalem, Samarie et le mont des Oliviers sont transformés en champs d'exercice pour les soldats turcs sous la direction des Allemands et, au Golgotha, des cibles ont été dressées pour apprendre aux Turcs à tirer sur les chrétiens. » C'est pourtant dans une église que David Wilson représente toutes les fortes têtes de la Germanie, réunies, en foule compacte, chantant pieusement et comme une chose agréable à Dieu l'*hymne de haine*, le *Gott strafe England*, qui a remplacé, pour les théologiens de là-bas, pour les Deissmann et les Dryander, le *Pax in terris* des anges de Bethléem. Enfin, une image du *Cape Times* résume le crime, tous les crimes, dans une vision saisissante, — saisissante, au moins, pour les peuples anglo-saxons, à qui la *Chanson du vieux marin*, de Coleridge, est familière. Le pont d'un navire, sous le ciel noir; un albatros y gît, transpercé d'une flèche ; un marin, armé d'une arbalète, le regarde, épouvanté de ce qu'il a fait... « Et il a fait une chose infernale. Et cela *leur* portera malheur ! » Et l'albatros est la Paix de l'Europe, et la flèche est la Guerre et le marin est Guillaume II.

D'où viendra le châtiment ? — « Du Peuple, » répond Bernard Partridge, dans le *Punch*. C'est la vieille idée anglaise, qui est aussi bien française ou latine : en appeler du chef coupable au Peuple qui, nécessairement, est abusé et trahi. « Si le Peuple savait ! » dit-on aujourd'hui, dans les pays démocratiques, comme on disait jadis : « Si le Roi savait ! » car l'on ne doute pas que, sachant, il ne punisse les coupables. L'humanité n'a fait que changer de rêve... Le Kaiser est dans son cabinet, penché sur ses cartes de guerre ; il a entendu un léger bruit, il s'est redressé et regarde : une sombre figure de femme

est là, derrière le rideau, en haillons, coiffée du bonnet phrygien ; elle tient une torche, la main basse, et sur la fumée remontante de cette torche on lit : *Révolution*. Ou bien le Kaiser, toujours assis devant ses atlas, levait son verre pour boire : « Au jour... » mais avant qu'il ait pu achever son toast, une main, la main d'un spectre horrible, l'a saisi au poignet et lui montrant un gibet prêt, avec le bout de la corde qui s'y balance, le spectre termine ainsi le vœu : « ... du Jugement ! » Même sort attend Ferdinand de Cobourg, toujours d'après le *Punch*. Il s'avance, à pas prudens, le long d'une ruelle, le couteau à la main, pour entrer dans la rue de la Serbie et y faire son mauvais coup, mais il est inquiet, car dans l'ombre d'une voûte, sur ses traces, se glisse un homme armé d'un couteau semblable, et sur le manteau de cet homme qu'il ne voit pas, nous lisons ce mot : *Révolution*. En attendant que son propre peuple désavoue l'agresseur, la voix des Peuples le condamne, sur tout le globe, et le *Bulletin*, de Sydney, montre le Teuton, revenu à l'âge de bronze, nu, hagard, qui fuit, sa lance homicide à la main, lapidé par une foule furieuse : c'est une vision comme celles que nous donnait jadis M. Cormon. Voilà l'*Ismaël des Nations*, dit le journal australien, et il ajoute : « Et ce sera un homme sauvage et il sera l'ennemi de tout homme et tout homme sera son ennemi. »

Tel est le ton général de la caricature anglaise. Mais elle ne se tient pas toujours à cette hauteur biblique. Elle ne s'indigne pas toujours contre la force ; elle raille aussi la faiblesse : faiblesse militaire, faiblesse diplomatique. Que les légions du Kaiser n'aient pas pu triompher de la « misérable petite armée du général French, » et que cette armée soit devenue la grande armée de Kitchener, c'est un échec à commémorer. Et l'on a vu l'Empereur et son fils observant, à la lorgnette, le lion britannique, qui leur paraît gros comme un rat, — mais ils avaient regardé par le mauvais bout de la lorgnette et le lion bondit sur eux, formidable. Ils avaient cru pouvoir aller à Calais : ils n'y sont jamais parvenus. Et l'on voit, dans le *Punch*, le Kaiser en grand costume de général et gants blancs qui chante, au milieu de son état-major, un vieux refrain de music-hall, qu'il a ainsi rajeuni : « Y a-t-il quelqu'un qui aurait vu Calais ? » Et tous les autres généraux, appuyés sur leurs sabres, l'air dolent et désespéré, reprennent

en chœur : « Y a-t-il quelqu'un qui aurait vu Calais? » L'*Impérial Comique* (c'est le nom irrévérencieux que le *Punch* lui donne) se dédommage avec l'empereur François-Joseph. « Comme nos armes font de bonne besogne ! » lui dit le vieillard, un peu titubant, et l'autre, redressant furieusement les pointes de ses moustaches : « En effet ! A propos, j'apprends que vous êtes en guerre avec l'Italie. Avez-vous des nouvelles de ce front? » De même, le parti qu'a pris jusqu'ici la flotte allemande de ne point affronter la haute mer réjouit trop l'Angleterre pour que, dans le *Tattler*, le caricaturiste n'ait pas trouvé son symbole : c'est un bouledogue provocant d'une part, et, de l'autre, un chien enfoncé dans sa niche et qui n'ose sortir. Et le chien à la niche est l'Allemagne, et le bouledogue est l'Angleterre. Enfin, le sort des colonies allemandes est admirablement résumé dans ce dessin du *Passing Show :* nous sommes dans un bureau du ministère des Colonies, à Berlin ; la porte est fermée, le silence profond. Dans un fauteuil, dort paisiblement, la casquette enfoncée jusqu'aux oreilles, les mains jointes sur le ventre, un fonctionnaire sans fonction. Sur le mur, en effet, le planisphère, où l'araignée a suspendu son fil, porte de nombreuses étiquettes collées sur les colonies allemandes et portant ce mot : *perdu*. Il y a *perdu* sur Kiao-Tchéou, *perdu* sur le Togo, *perdu* sur la Nouvelle-Guinée et les îles de la mer du Sud, *perdu* sur le Cameroun, *perdu* sur le Sud-Ouest africain, *en train de se perdre* sur l'Est-Africain... Partout, les araignées tissent leur toile, les rats rongent le tapis et font cent tours, la tapisserie se décolle et pend lamentablement. Le fonctionnaire ne se réveille pas pour si peu : c'est le sommeil heureux du bureaucrate, dont le droit au repos est désormais incontesté.

Les échecs diplomatiques de l'Allemagne n'ont pas moins excité la verve des Anglais que ses échecs militaires. Deux dessins du *Punch*, surtout, sont admirables et méritent d'être retenus. Le premier a trait aux négociations avec l'Italie, avant l'entrée de celle-ci dans l'Entente. Un bersaglier, qui accuse une vague ressemblance avec le roi Victor-Emmanuel, écoute distraitement et d'un air fort détaché les propos que lui tient le Kaiser, en le tirant par la manche. Ce kaiser vieilli, insinuant, réalise un extraordinaire type de ruffian et de louche entremetteur. Tout bas, — pour ne pas être entendu par un oiseau cou-

ronné qu'on voit au loin sur son perchoir, — et l'œil fixé sur le plumet du bersaglier, le tentateur lui dit : « N'auriez-vous pas besoin encore de quelques plumes? Je connais un aigle à deux têtes... »

Si Bismarck était encore là, tout cela ne serait pas arrivé! se disent bien des gens en présence de ces erreurs. C'est le sujet du second dessin du *Punch :* le *Navire hanté.* Pour le comprendre, il faut se souvenir d'un autre dessin paru dans le même journal, vingt-cinq ans auparavant. C'était après le renvoi du chancelier de fer par le jeune Empereur. Le monde entier était surpris de ce qu'il considérait comme un acte d'ingratitude et d'imprudence. Alors, dans le *Punch* du 29 mars 1890, on vit ceci : un marin de haute stature, triste, vieux, mais vigoureux encore, descend, lentement, l'échelle d'un navire de haut bord, la main gauche tâtant encore la paroi du vaisseau qu'il a longtemps guidé, et ce marin a les traits de Bismarck. Penché au haut du bastingage, un jeune souverain le regarde partir. L'impression produite fut immense. Le *Punch* s'en est souvenu et, dans un de ses récens numéros, il a figuré le même navire et, sur le même bastingage, le même souverain, couronne en tête, mais vieilli, lui aussi, et les yeux grandis par la terreur. Que voit-il donc? Tout contre l'échelle que descendait Bismarck il y a vingt-cinq ans, un canot vient d'accoster, une ombre épaisse et lourde en est sortie et a gravi lentement les premières marches, et ce fantôme, qui a une casquette et de grosses bottes, ressemble étrangement au vieux pilote autrefois congédié, dans la présomptueuse insolence des jours de la jeunesse, et il murmure : « Cela m'étonnerait, s'il me chassait, maintenant!... »

Les ombres des morts reviennent parfois, dans les caricatures, pour raisonner sur ce que font, après eux, les vivans. Que diraient-ils s'ils voyaient ce que nous voyons? S'ils savaient où conduisait cette route qu'ils ont faite avec nous? Lequel d'entre eux serait sans surprise? Lequel, sans reproche? La *Westminster Gazette* a évoqué les ombres de lord Salisbury et de Gladstone, ces deux adversaires d'antan, unis dans le pays où il n'y a plus d'adversaires, ni de temps, et l'ombre de Salisbury demande à celle de Gladstone : « A quoi pensez-vous? » — « A la Bulgarie! répond Gladstone, et vous? » — « A Héligoland! » C'est un des rares exemples où les Anglais se caricaturent eux-

mêmes. Un autre, emprunté au *Bulletin*, de Sydney, est également saisissant. L'artiste a voulu stigmatiser l'attitude de ceux qui refusent le service obligatoire. Il a représenté une galère antique où rament de jeunes et robustes Anglais enchaînés. Un Teuton sauvage, aux longues tresses, leur laboure les épaules à coups de fouet et, sous le dessin, on lit ces mots : « La fin des indolens. Ils ont préféré l'esclavage à la conscription. »

Indignation contre le crime, raillerie des échecs de l'ennemi et de ses propres faiblesses, cela ne suffit pas au *Punch*, qui se souvient encore, au milieu des horreurs de la guerre, qu'il se doit à ses lecteurs de les faire rire, ou au moins sourire, et qu'il s'appelle le *Charivari* de Londres. Il a eu, pour son premier numéro de 1916, une idée fort ingénieuse. Il a imaginé qu'il était soumis à la censure impériale allemande et qu'ainsi texte et dessins devaient être modifiés selon l'humour germanique. La couverture même, fameuse depuis le temps de Lemon, a subi quelques améliorations. Le Polichinelle bossu et ventru, qui se grattait le nez, a été remplacé par le Kaiser qui redresse ses moustaches, le roquet anglais, par un basset allemand qui fait le beau ; le lion britannique, qui souriait sur le chevalet de Master Punch, tourne le dos et fuit honteusement devant son nouveau peintre ; la Bacchanale qui errait sur le soubassement ne montre plus le triomphe de Silène-Punch, mais du Kronprinz, le tambourin où frappe un petit génie et qui rend le son : *à Calais!* et l'ophicléide où souffle un génie ailé : *Gott strafe England!* — cependant que des cornes d'abondance, muées en gigantesques saucisses, sortent des légions de petits « boches » éperdument amusés par ce triomphe de l'esprit germanique.

Il a imaginé, ensuite, ce qui arriverait *Si le Kaiser devenait le directeur du Punch*, et notamment ce que serait le dîner des rédacteurs du journal. La scène est truculente et digne de Hogarth. C'est vraiment une belle fin de repas de corps. Les convives se tiennent assez bien : un seul a mis sa botte sur la table, mais tout le monde, comme il convient, parle à la fois : « Regardez ! des ballons ! » dit le comte Zeppelin en montrant les cercles de fumée qu'il tire de sa pipe. « Je suis un sous-marin : voyez mon périscope ! » dit l'amiral de Tirpitz, en sortant de dessous la table et en montrant un bock posé sur son crâne dénudé. Il rit, mais cela ne fait pas rire M. de Bethmann-Hollweg, qui a le vin triste et lui crie : « Cessez, Tirpitz, ce n'est pas drôle ! »

Dans un coin, le roi Ferdinand de Bulgarie tâche de réveiller le Sultan, endormi, par ses joyeux propos : « Courage, Mahomet, à nous deux, nous lancerons un *Punch* balkanique! » Le prince Henri de Prusse chante à tue-tête et l'Empereur, debout, les bras croisés, furieux, clame : « L'humour allemand au-dessus de tout! » — ce que, d'ailleurs, nul n'écoute, sauf le Dr Sven Hedin, qui applaudit, et s'écrie : « Oh! Guillaume, vous êtes un homme étonnant. Vous auriez dû être lama! » En vérité, quand on songe à tous les rôles qu'il joua, jadis, avant de débuter dans la tragédie, cela semble presque une satire des temps de paix.

Chez les autres pays alliés, la caricature a été moins active. Pourtant, la *Mucha*, de Varsovie, le *Novi Satirikon* de Petrograd, le *Numero*, le *Pasquino*, *l'Uomo di Pietra* et l'*Asino* en Italie, donnent fréquemment des images dignes d'être retenues. Telle, cette satire parue dans la *Mucha*, en 1914, lorsque les Allemands voulant déborder notre aile gauche, montèrent, montèrent indéfiniment vers le Nord. Nous sommes en Amérique, devant les chutes du Niagara. L'oncle Sam, gigantesque, avec sa queue de pie et ses gros souliers traditionnels, se penche, fort intrigué, sur une armée de myrmidons qui traverse le fleuve. Il reconnaît, soudain, le casque à pointe et s'écrie : « Qu'est-ce que c'est que tout ça? L'armée allemande? D'où sortez-vous? » Campé sur son cheval, le général de Dummerjahn lui répond : « Depuis trois semaines, nous faisons un mouvement enveloppant sur l'aile gauche des Alliés et cela nous a conduits ici. Maintenant, les Alliés ne nous échapperont sûrement pas. »

L'expédition d'Égypte inspire à la même *Mucha* une satire semblable. Tous les sphinx se mettent à rire, de toutes les fentes et les crevasses de leurs pierres millénaires, et les Arabes s'écrient : « O Allah! qu'est-ce qui est arrivé? — C'est, répond le Sphinx, que les Allemands veulent conquérir l'Égypte, à travers le désert de Libye. Il y a de quoi faire rire même les pierres! » De même, la campagne de Russie lui paraît un accès de folie. Elle représente un Napoléon regardant à la loupe un tout petit Guillaume II, lilliputien, qu'il a pris dans le creux de sa main : « Et ce pygmée a le toupet de prétendre me remplacer! » dit l'Empereur, « la seule ressemblance sera que son Waterloo arrivera juste un siècle après le mien. » L'ironie de l'artiste slave est parfois plus amère. Dans un de ses derniers dessins, il montre le Kronprinz, en déshabillé,

armé d'une loupe, lui aussi, afin de mieux examiner les objets d'art et les pendules dont il fait l'inventaire. Pourtant, c'est le jour où l'on célèbre l'anniversaire des Hohenzollern. « N'êtes-vous pas encore prêt ? Les invités sont tous arrivés, » lui dit son père, en grande tenue, indigné. — « Laissez-moi seul, répond le jeune homme. Au lieu de me réjouir au cinquième centenaire des voleurs de notre famille, je préfère jouir de la collection que j'ai moi-même réunie, en une seule année, par ma propre industrie. » Ou bien encore, on voit Mars, dieu de la guerre, devenu un général allemand qui interpelle la Mort, un peu lasse de faucher sans cesse : « Dis donc, tas d'os, ne fais pas attention à ce que j'ai dit de mon intérêt pour les Polonais. Coupe-les, fauche-les, sans pitié. Je ne me soucie pas qu'il reste des gens vivans sur le sol, mais dans ce sol je dois préparer un terrain libre pour les immigrans qui arriveront du pays natal. »

En Italie, la caricature, d'abord neutre puis alliée, est beaucoup moins amère. Elle est aussi moins saisissante, du point de vue graphique. La légende y est toujours très supérieure au dessin. Le peuple le plus fin du monde n'est jamais à court d'esprit, mais son art, toujours orienté vers le Beau, n'a jamais condescendu à s'appliquer aux menues besognes de la catagraphie. C'était vrai déjà, du temps de Léonard, dont les caricatures sont de simples « charges » et n'ont rien de psychologique. Les peuples et les époques d'art hautement plastique et idéaliste ne connaissent point la caricature fine et nuancée : elle n'apparaît que chez les peuples et aux époques d'art « caractériste » et réaliste.

Toutefois, l'idée satirique suffit parfois pour rendre son signe précieux. Telle est celle des deux rats figurés par le *Pasquino*, de Turin, dans les premiers jours de la guerre. C'est *le Rat de Paris et le Rat de Berlin*, en face l'un de l'autre, des deux côtés du Rhin et songeant aux invasions et aux sièges futurs : « Lequel de nous aura l'honneur de servir de comestible ? » — se demandent-ils. Lorsque, plus tard, il est question, pour l'Italie, de prendre part au conflit, le *Numero*, de Turin, résume ainsi l'attitude de l'Allemagne. Un Prussien tient dans sa main une marionnette qui a la tête d'un Turc et, de ses doigts cachés sous la figurine, lui fait manœuvrer un sabre de bois, le tout pour effrayer la pauvre petite Italie, encagée sur sa chaise, par la *neutralité*. L'enfant, apeurée par le pantin, serre craintivement

sa chère petite poupée Libye, sur son cœur. Et le Prussien lui dit : « Bu! Bu! Bu! tu vois comme il est méchant? Si tu n'es pas gentille, il mangera ta poupée. » Mais l'Italie n'a pas eu peur de la menaçante baudruche et tous ses crayons satiriques, maintenant, sont tournés contre l'Allemagne. Un des plus acérés est celui de l'*Asino*, de Rome. Il a parfaitement retracé, en quatre tableaux, la folie mégalomane qui a déchaîné cette guerre. Cela s'appelle *les Discours du Kaiser en 1915*. Dans le premier tableau, on voit un grand Kaiser et un tout petit Père Éternel, enchaîné à sa fortune, tenant dans sa main une petite boule, qui est le monde. Nous sommes au mois de janvier et l'Empereur, brandissant une épée gigantesque et sanglante, s'écrie : « A moi seul je déferai le monde! » En mars, il ajoute : « Naturellement avec l'aide de Dieu » et son vieux Dieu allemand a un peu grandi. « Cela va mal : ce n'est pas ma faute! » s'écrie-t-il, au mois de juin, en désignant le Père Éternel fort embarrassé du globe qu'il lui a mis sur les bras. Enfin, en décembre, le Kaiser est tout petit, estropié, le « vieux Dieu allemand » gigantesque et désolé : « C'est sa faute! » crie le Kaiser... Hélas! ce léger croquis de l'*Asino*, c'est l'éternelle attitude de l'homme en face de la Providence. Mais, ici, l'homme est si prodigieusement puissant et si manifestement coupable, qu'il ne peut se décharger sur la fatalité. Rien ne fut jamais moins fatal, rien ne fut plus délibéré, ni voulu, que cette guerre. Le hasard n'a aucune part dans cette régression vers la Barbarie. Les satires qu'on en a faites ne dépassent donc pas, d'un trait, la cruelle vérité. Elles resteront intercalées dans les pages de la grande Histoire. On y regrettera seulement l'absence de Goya, de Valdès Léal et de Daumier.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

LA MENDICITÉ ALLEMANDE
AUX TUILERIES

1852-1870

Le 21 octobre 1870, le comte de Bismarck posait à M. Rameau, maire de Versailles, cette question : « Connaissez-vous les documens trouvés aux Tuileries ? — Non ; vous savez que nous sommes au secret depuis plus d'un mois. — Ces documens sont très curieux. Il y a là des coryphées du parti démocratique qui sont un peu compromis. Il faudra que je fasse paraître cela dans notre petit journal, le *Nouvelliste de Versailles*... » Ce journal, qui servait, pendant la guerre, de *Moniteur Officiel* à la Préfecture allemande de Seine-et-Oise, avait paru le 15 octobre sous les auspices du préfet, M. de Brauchitsch. Il publia de nombreux extraits des *Papiers des Tuileries* en guise de « Variétés. » Mais il est à remarquer qu'il ne donna que les textes favorables aux desseins de la Prusse et se garda bien de révéler aux lecteurs ce qui devait être désagréable à l'Allemagne. Or, c'est cette partie négligée que je veux étudier aujourd'hui.

En ces temps de vertu allemande, il me paraît bon de rappeler aux Prussiens ce qu'ils ont volontairement oublié. On verra jusqu'à quel point ces hommes intègres, indépendans, désintéressés ont sollicité servilement les faveurs impériales. Depuis les plus hauts personnages et les savans les plus illustres, jusqu'à des êtres infimes, tous frappaient à la porte des Tuileries, sollicitant de l'or, des titres ou des faveurs. Jamais publication

n'aura été plus utile pour rabaisser la morgue et l'orgueil de nos ennemis. C'est par André Lavertujon, secrétaire de la Commission nommée le 4 septembre 1870 et ancien sénateur, que j'ai connu ces pièces, dont Henri Bordier, ancien bibliothécaire de la Bibliothèque nationale, avait le premier formé un dossier important, édité chez Beauvais en 1872.

Les dossiers contenaient plus de deux mille lettres, sans compter celles qui ont disparu dans l'incendie des Tuileries, et celles qui peuvent se trouver encore aux Affaires étrangères ou dans les Archives de chancellerie qui en dépendent. M. Bordier se félicitait d'offrir en bloc aux chercheurs et aux philosophes une abondante moisson d'élémens psychologiques sur l'Allemagne contemporaine. Il leur laissait le soin de les analyser, de les critiquer, d'en tirer parti, mais je puis affirmer, si étonnant que cela soit, que ces documens, publiés en dehors de l'édition officielle, passèrent presque inaperçus.

Je voudrais bien savoir si l'on pourrait trouver aux Archives de Berlin, impériales et royales, des lettres similaires de nos compatriotes qui, la main tendue pour réclamer de l'or et des faveurs, se seraient prosternés devant le roi de Prusse ou l'Empereur allemand? Si elles y étaient, il y a longtemps qu'elles seraient publiées. J'ai mis en œuvre avec soin les documens que nous devons aux recherches de Bordier et André Lavertujon et l'on verra ce qu'il faut penser des affirmations audacieuses de M. de Bismarck qui, le 7 décembre 1871, déclarait que le sentiment de la justice était éteint en France, tandis que celui du droit et de l'honneur restait incarné dans l'âme du peuple allemand.

*
* *

Commençons immédiatement notre étude par les petits quémandeurs, puis nous continuerons par ceux qui appartiennent à des classes plus élevées, et enfin nous arriverons aux sommités allemandes, comme bouquet de ce véritable feu d'artifice.

Et d'abord, voyons les inventeurs. Ceux-ci sont légion. Combien s'adressent à Napoléon III pour lui expliquer leurs systèmes, implorer ses critiques, demander des audiences et finalement son appui et surtout de l'argent! Combien lui écrivaient pour lui soumettre des idées nouvelles sur les canons et les fusils, les projectiles, les lance-feux, le coulage des balles, les fusées incendiaires, l'utilisation des miroirs d'Archimède,

de nouveaux explosifs, la mesure des distances en matière d'artillerie, la manière de faire sauter les villes à l'aide du gaz, le perfectionnement du fusil à aiguille, les incendies provoqués à longue distance!... Semmelmaier d'Augsbourg offre à l'Empereur un nouveau projectile, à l'aide duquel on pourrait porter la destruction la plus certaine sur n'importe quel point. Il ne s'expliquera entièrement à ce sujet qu'avec l'acquiescement de S. M. et une somme nécessaire pour expérimenter ses découvertes en grand. S'il réussissait, « ses prétentions s'élèveraient à une récompense de trois millions de florins. »

Braun et Sölme, fabricans d'acier à Schöndorf, envoient une cuirasse d'acier et une visière-blindage pour les canons se chargeant par la culasse, en réclamant les commandes du gouvernement français de 1861 à 1866. Le baron von Goeler de Ravensburg présente un système de canon-monstre avec un obus qui éclate au moindre choc et produit autant d'effet que plusieurs centaines de kilos de poudre. Otto von Grahl de Wülssdorf fait hommage d'un livre dans lequel il propose un nouveau canon, — système Lenk, — qui se tire avec le coton-poudre. Mais, obéré momentanément pour avoir secouru des amis, il sollicite un secours de 4000 francs et rappelle que son père est un ancien médaillé de Sainte-Hélène.

Le graveur Auguste Grimmer à Pforzheim a inventé une machine de guerre qui permettra à Napoléon de détruire la puissance russe, de même que les Romains, avec leurs éléphans, ont vaincu tous les peuples. Il rappelle la proposition faite par lui-même d'une sorte de locomobile militaire pour opérer sur les terrains raboteux. L'auteur de l'invention a vainement cherché à l'exploiter en Allemagne; il pense, à présent, qu'on pourrait l'utiliser au Mexique. En tout cas, il demandera un peu d'argent, si on le fait venir à Paris (mars 1863).

Le docteur Hahn, chimiste, propose une nouvelle poudre de guerre et exprime sa douleur de voir une telle invention rejetée après les expériences. « Étant étranger, avoue-t-il, je serais perdu si le cœur noble et bienveillant de V. M. ne m'inspirait pas le courage d'implorer votre grâce et de prier très humblement que V. M. veuille daigner m'accorder un secours pour poursuivre mon but et retourner dans mon pays. » Il se contentera de deux cents francs.

D'autres proposent des inventions nouvelles pour la marine,

des hélices, des gouvernails, des blindages perfectionnés. L'un d'eux, ancien oberleutenant prussien, Philippe Krüger, est venu de Silésie à Paris pour exhiber une lunette marine qui indique instantanément la distance à laquelle se trouve un objet éloigné. Il s'excuse de ne pouvoir se présenter à l'audience parce qu'il est malade. Il envoie sa photographie et y ajoute ces mots : « Monsieur le chef du Cabinet... *Aide-toi, le ciel t'aidera...* Ce sont ces mots qui forcent le soussigné de vous attaquer par les lignes suivantes. C'est hardi naturellement, mais je serais si heureux de pouvoir peindre clairement ma situation. Cela est difficile, car il n'est pas convenable d'écrire si longuement à de hautes personnes en mauvais français. Je n'étais pas préparé à un tel long séjour à Paris et, pour la première fois de ma vie, j'avais faim. Les sacrifices de ma noble sœur m'ont sauvé jusqu'ici. » Il ne se plaint cependant pas des difficultés qu'on lui oppose. « Le ministère français n'est pas obligé de faire parfaite une invention imparfaite, notamment pour un étranger... Si je m'adresse à vous, c'est parce que je sais que vous êtes un homme d'esprit qui ne vit pas pour son plaisir seulement. Aussi, j'ai fait une enquête sur votre personne, et ce que je dis est très franc. On m'a dit des deux parties le même mot : « C'est un brave homme. » Parce que nous avons en allemand l'expression *braver Mann*, j'ai lieu de croire que c'est la chose dont j'ai besoin. » En fin de compte, il reçoit et accepte cinquante francs... Combien lui succèdent et qui offrent de précieuses découvertes pour ferrer les chevaux, tripler les produits agricoles, augmenter la rapidité du tannage, clarifier l'eau, conserver la viande, sauver les vers à soie, fabriquer de la glace, faciliter la navigation aérienne, former une nouvelle pile voltaïque et un moteur à mouvement perpétuel !... Et c'est toujours la même antienne : des secours ou des fonds pour réaliser tous ces prodiges !

C'est à qui s'ingéniera ensuite en Allemagne à guérir l'Empereur, dès qu'on apprend qu'une maladie quelconque l'a frappé. L'un propose des bains aromatiques, aux feuilles de pin, aux feuilles de ronces, à la camomille et même aux œufs de fourmi ; l'autre, la fleur de soufre, le savon blanc, la morphine ; celui-ci le vin d'Ahr, celui-là un régime de grogs et enfin des moyens magiques. Est-ce tout ? Non. L'imagination allemande est plus étendue qu'on ne le croirait. Des limaçons en poudre, du raifort pilé, des gouttes de Harlem, des frictions de pétrole, que sais-

je?... On veut guérir à tout prix le malheureux souverain du rhume, du mal d'estomac, des douleurs de jambe, de la goutte, de la pierre, du diabète, du choléra, de maladies de cœur, de la sciatique et d'une foule d'horreurs dont il n'était heureusement pas affligé.

Voici l'une des plus étonnantes requêtes. Elle est du sieur Daniel Vogel de Kleinruckerwalt. Elle est datée du 26 septembre 1869. L'auteur prend la liberté « d'informer Sa Majesté qu'il a été favorisé d'un rêve tel qu'il doit l'écrire, afin de mettre sa conscience en repos, *Veranlassung dazu giebt mein Gewissen zu beruhigen*... Dans ce rêve, il a été conduit à travers des arcs de triomphe et des palais, jusqu'à la chambre du monarque. Un ami, auquel il en a fait la confidence, y a vu un avertissement du Ciel et lui a dit : « Toi, l'homme de la magie et de la sympathie, c'est Dieu qui te désigne évidemment pour la guérison des maladies incurables, et comme les journaux venaient d'annoncer que l'empereur Napoléon est malade, c'est manifestement toi qui dois le guérir. » De là cette lettre... Elle contient les prescriptions suivantes : « 1° Daigne Votre Majesté écrire le nom de son défunt père; 2° celui qni lui est propre; 3° envoyer une chemise sale portée par elle ; 4° faire une collection de rognures de cheveux, de poils et ongles, de toutes les parties du corps, envelopper le tout dans une sorte de saucisse; 5° appeler un chirurgien et faire extraire du pied quelques gouttes de sang, trois ou quatre, et en imbiber le linge en dessus ; 6° à partir de ce moment, garder sans faute la première urine et précieusement l'introduire dans la vessie d'un porc récemment tué et la suspendre ainsi dans une cheminée pendant deux mois. Enfin enterrer le tout ensemble dans un fumier. » Et ravi de sa trouvaille, Vogel prophétise : « Le remède est souverain!... » Je néglige encore les onguens particuliers, les bains sulfureux, les eaux minérales de Kœnigsdorf, Schwalbach, Burtscheid, Gastein, Weldungen, Franzensberg et autres, les fluides magnétiques, les spécifiques *Antirheuma*, etc. Des centaines de médecins, carabins, apothicaires, rebouteux, empiriques et charlatans tudesques croyaient pouvoir s'adresser en toute liberté à la naïveté et à la bourse de l'Empereur. C'était à qui offrirait des tisanes, des potions, des toniques, des philtres et des dictames... Rien de plus bouffon que ces lettres écrites généralement dans le style des Diafoirus de Molière!

Vient ensuite la séquelle des vendeurs de dessins, tableaux, sculptures, objets d'art variés, collections d'antiquités, pianos, harpes, bijoux, bois de lit chinois, papiers rares, manuscrits autographes, bois de chevreuils, défenses de rhinocéros et d'éléphans, etc.

Ce n'est pas tout. On s'adresse à l'Empereur lui-même et on cherche à obtenir ses faveurs en le louant d'abord dans son oncle sublime, puis dans sa propre personne. Le sculpteur prussien Hartung, qui a exécuté un important groupe en marbre pour une place publique de Coblentz, sa ville natale, et un *Philoctète*, dit que sa composition du héros grec a reporté sa pensée vers un héros plus grand des temps modernes et lui a fait concevoir un groupe de Napoléon Ier à Sainte-Hélène. Les suffrages du roi de Prusse et de l'illustre Alexandre de Humboldt lui ont inspiré le plus vif désir de soumettre son œuvre au digne successeur de Napoléon le Grand. « Personne en effet, écrit-il, ne pouvait s'identifier mieux avec la noblesse, la hauteur de vues et les sublimes pensées de votre oncle que Votre Majesté. Mon vœu le plus ardent a été d'être admis à l'insigne honneur de déposer mon travail au pied de son trône. Votre jugement seul, Sire, sera ma suprême loi ; soit qu'il condamne ma tentative comme au-dessous de la hauteur de mon sujet, soit qu'il l'approuve comme digne de traduire dans le marbre et le bronze la sublime grandeur de Napoléon enchaîné sur un rocher au milieu de l'Océan ! » Le sculpteur Hartung obtint une audience le 9 janvier 1853, mais le groupe projeté ne lui fut pas commandé. Théodore Hilgard de Heidelberg offre à l'Empereur un poème allemand : *Die Hundert Tage*. « En composant cette épopée des Cent Jours, dit-il, je me suis senti inspiré non seulement par la grandeur sans égale du sujet que je considère comme le plus sublime et le plus tragique que l'histoire puisse offrir à la poésie épique, mais encore par le désir de rendre pleinement justice à tous les beaux traits du génie et du cœur de Napoléon Ier et de combattre ainsi les préjugés aussi funestes que fortement enracinés chez la plupart de mes compatriotes contre ce grand homme et son illustre dynastie. »

Le docteur Kirsch de Wiesbaden envoie deux exemplaires de son poème, *Eine Ephenranke zur Sæcularfeier Napoleons*, comme témoignage de sa vénération à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Napoléon Ier, et le docteur Herz y

ajoute force notes laudatives. Joseph Marchener, journaliste à Ratisbonne, présente à l'Empereur le croquis de l'emplacement où s'arrêta Napoléon Ier quand il fut blessé à Ratisbonne, et demande un secours de 100 francs. On lui accorda 200 francs en 1867. Le major Niedermeyer dit qu'il est propriétaire de la colline Napoleons'höhe où Napoléon fut blessé le 25 avril 1809. Il a fait relever la pierre où s'était assis l'Empereur et planter trois érables autour. Dans le cas où Napoléon III voudrait faire ériger un monument en ce lieu, il met la colline à sa disposition. On remercia le major et on refusa. Sophie von Rauchgienegger, née von Speth, offre à l'Empereur sa brochure *La Papauté et l'Empire* et lui écrit pour le supplier de la lire et de ne pas se laisser effrayer par le titre de cet écrit fondé sur des principes inattaquables et sur des points vraiment importans pour la haute dynastie de l'Empereur. *Es ist im Interesse ihrer hohen Dynastie...*

Viennent ensuite les vers et poèmes écrits en l'honneur de Napoléon le Grand et ils sont nombreux. Celui de Harnish, premier lieutenant à Neisse, se dit l'interprète des sentimens de plusieurs millions d'habitans et dépose aux pieds de l'Empereur un poème intitulé *Protection* et un volume de poésies où il est question de son oncle illustre... *Wo von ihrem Grossen Onkel spricht.* Le libraire Meyer, de Hambourg, fait hommage d'un ouvrage intitulé *Les hauts faits de Napoléon* et ne demande rien. Aussi reçoit-il ce mot favorable : « Sa Majesté me charge de vous faire savoir qu'elle a été sensible à cette marque de votre dévouement et je vous envoie par ses ordres, comme témoignage de sa bienveillance, une médaille d'or à son effigie (février 1854). » Le baron Plessen von Tiesenhausen de Stuttgart présente un poème intitulé *Patkul* et sollicite l'autorisation de dédier à l'Empereur un autre poème qui portera pour titre : *La Mort de Napoléon.* L'Empereur fait remercier l'auteur et refuse la dédicace.

Le docteur Carl Vogt, de Munich, fait hommage à l'Empereur de plusieurs poèmes sur Napoléon Ier et Joséphine, et ajoute : « Le manque de moyens pécuniaires, parce qu'il est aveugle et paralysé du bras droit, est cause qu'il ne peut envoyer à Sa haute Majesté Impériale tous ses ouvrages imprimés. » Il sollicite, mais en vain, un secours. Certaines demandes sont motivées par leurs auteurs sur des faits bien singuliers. Celui-ci

se recommande à la générosité de l'Empereur parce qu'il a vu son oncle; celui-là, parce qu'il lui a porté une dépêche; l'un, parce qu'il lui a repassé un rasoir; l'autre, parce qu'il l'a rencontré à l'auberge du Bonnet-Blanc, à Leipzig. Les détenteurs d'objets ayant appartenu au grand Empereur sont légion. Ils offrent sa montre, son couvert, sa tasse, sa bague, son épingle, sa tabatière, son essuie-mains, son portefeuille, son nécessaire de toilette, le traîneau de la retraite de Russie, une lampe, un verre, des autographes, etc. Le pharmacien Friedrich Julling, de Münster, qui a écrit un drame intéressant sur William Penns, demande une audience impériale à titre sympathique, car il est tombé du haut d'un tilleul, le 5 mai 1821, à six heures du soir, au moment où mourait Napoléon Ier. Mais une telle chute n'a pu émouvoir l'impérial neveu.

Quant à Napoléon III lui-même, il est l'objet d'adulations interminables. Ce sont des vers sur son jour de naissance, des traits inoubliables de sa prime jeunesse, des complimens sur tout et à propos de tout. Il est pour les Allemands enthousiasmés « le prince le plus bienveillant de l'humanité, le héros *invinctissimus*, le monarque sublime, le plus grand prince de l'univers, l'arbitre du monde connu, l'homme le plus célèbre de l'Europe, le bras puissant élevé par Dieu pour la protection de l'Empire franco-atlantique, l'écrivain illustre et génial, le magnanime Protecteur des sciences, des lettres et des arts, le maître de la civilisation, l'esprit doué d'une sagesse magnanime et créatrice, l'auteur d'exploits incomparables et féconds pour le genre humain, l'étoile du bonheur, la lumière plus brillante que le diamant, le bouclier de l'ordre, l'âme essentielle du monde civilisé, la main puissante vers laquelle les nations tournent leurs regards et leurs espérances, le bienfaiteur de la France et du monde, le chef donné à son pays par la main divine, le grand Empereur du grand Peuple qui parle la langue la plus élégante de la terre, l'auteur d'une politique grandiose et divinatoire, l'homme de jugement, d'esprit cultivé, de génie et de science sans pareil, celui pour lequel on éprouve autant de sympathie que d'admiration, l'Humanité personnifiée tenant le trône et le sceptre, le Génie créé pour assurer le bonheur du peuple le plus noble et le plus glorieux de l'univers, le monarque le plus éclairé et le plus magnanime, le prince rempli de bénédictions divines, le père de l'Europe, l'Homme immortel, le direc-

teur des destins du monde civilisé... Et j'en passe! Tout cela exprimé dans des phrases amphigouriques, des éloges et complimens qui valent leur pesant d'or, si l'on en croit ces courtisans!

La sollicitation, la quémanderie, la mendicité allemandes se portent sur tout et utilisent tout pour arriver à leur but, c'est-à-dire pour obtenir des honneurs, des avantages, des titres et de l'argent. Toutes les classes de la société font l'assaut des Tuileries. Des tailleurs, des aubergistes, des musiciens, des peintres, des armuriers, des calligraphes, des chambellans, des directeurs de cirques, des coiffeurs, des conseillers auliques, des conseillers de gouvernement, des consuls, des dentistes, des médecins, des chirurgiens, des docteurs de toutes les sciences, — et Dieu sait s'il y en a en Allemagne, *in nostro docto corpore!* — des ébénistes, des céramistes, des inspecteurs ou des commissaires, des écrivains et des journalistes, des fabricans, des industriels, des commerçans, des fonctionnaires de tous les acabits, des fumeurs, des priseurs, des imprimeurs, des instituteurs, des jardiniers, des astronomes, des poètes, des juges, des libraires, des négocians, des barbiers, des brocanteurs et des gens de tous métiers, forgerons, pâtissiers, maçons, remouleurs, menuisiers, tonneliers, relieurs, selliers, potiers, chapeliers, vétérinaires, tous sollicitent l'Empereur ou son chef de cabinet ou son secrétaire. C'est une bande, une troupe, une légion, une foule qui se renouvelle sans cesse, les mains crochues et les dents longues. Il y a des solliciteurs qui envoient leur portrait à l'Empereur et demandent le sien en échange ou celui de la chère famille impériale. Quant au petit Prince, il est, lui aussi, assailli de complimens et de sollicitations ou de présens. On lui envoie force poèmes sur sa naissance, son baptême et sa première Communion. On lui offre des broderies, un ruban de cou, une grammaire, des bonbons, des pains d'épice, une boîte de soldats de plomb, une petite chaise, une paire de bottes, une Bible hébraïque imprimée à Amsterdam en 1723, formant quatre volumes de grandeur colossale, reliés en bois et en cuir et *du poids de cent kilos* (1). Que ne ferait-on pas pour l'enfant de France, le fils de France, le roi d'Algérie, le prince

(1) Ces présens ont bien la forme du goût allemand. Ainsi, je me rappelle avoir vu, au cent cinquantième anniversaire de Gœthe, à Francfort, des bustes du poète en saindoux chez les charcutiers et en chocolat chez les confiseurs, avec ces mots : *Feine Chocolade.*

de la Paix!... On prodigue aussi les conseils et les remèdes pour sa chère santé, un emplâtre indien, de l'eau contre les scrofules et des spécifiques secrets merveilleux. Les suppliques sont nombreuses, demandes de subventions, de secours particuliers, etc.

Les anciens condisciples du gymnase Sainte-Anne d'Augsbourg assaillent à leur tour l'Empereur. Le chirurgien Dodelbauer, le curé Filser, le docteur Hoff, Kiderle, Kolle, Hoffmann, Prazer, Wolf envoient leurs complimens en prose et en vers. Franck de Wurzbourg, qui se dit un très pauvre diable : *ganz armer Schlucker*, condamne les vues fausses de l'Allemagne sur le gouvernement français et se dit prêt à sacrifier sa vie pour Sa Majesté Impériale. « N'aurai-je point mérité, comme étant le plus grand fanatique de Votre Majesté, quarante francs d'or, et cela en récompense de mes sympathies? » Le docteur Lœwenstein ne peut faire la dépense de 1 400 francs pour envoyer son fils compléter en France ses études médicales et obtient la somme demandée.

Adolf Reichenbach sollicite un exemplaire de l'Histoire de César comme signe du souvenir de leurs études communes « et quelques douzaines de ces fameux cigares que Sa Majesté daigne fumer. » Ce serait pour lui un amical supplément. *So wære das eine freundliche Dreingabe.* Napoléon III a la bonté d'envoyer les cigares à cet indiscret fumeur bavarois. Le coiffeur Théodore Schneider désirerait une place quelconque. Il a cinquante-quatre ans et jouit d'une bonne réputation et, quoique évincé, renouvelle sa demande trois ou quatre fois.

Schratz, Stauer, Thaeter, Vincom, Wideman, demandent des secours en remerciant Sa Majesté de les avoir exaucés. Brolle, curé de Gronhausen, en Bavière, ancien condisciple du prince, devenu président de la République et souvent honoré de ses bienfaits, désirerait bien obtenir une esquisse de sa vie, car il n'a pas perdu le souvenir des intéressantes journées passées avec lui à Augsbourg, « où, dit-il, nous animions à table, et *inter pocula*, par des conversations intimes et tous les plaisirs de la jeunesse, les heures les plus heureuses de mon existence. »

Louis-Napoléon lui fit répondre par son chef de cabinet :

« Monsieur,

« Le président de la République voulait vous écrire lui-même. Il vous aurait exprimé combien vos sentimens le

touchent. Les affaires l'en empêchent sans cesse et il me charge de lui servir d'interprète. Il n'a oublié, monsieur, ni les élans dévoués de votre jeunesse, ni vos entretiens, ni vos inspirations prophétiques, et les nouveaux témoignages de votre attachement ont donné un nouveau prix à ces souvenirs. Parmi les graves sollicitudes du rang où la Providence l'a placé, il pensera avec plaisir qu'un ami vertueux et fidèle prie tous les jours pour lui au pied des autels. Ne doutez point, à votre tour, monsieur, dans votre pieuse retraite, et de sa reconnaissance affectueuse et de son désir de vous voir heureux. » Brolle mourut en 1855, comme l'annonça à Napoléon le curé d'Inchenhofen.

La croix de la Légion d'honneur jouissait d'une renommée toute particulière en Allemagne. Aussi, les demandes de cette croix sont-elles au nombre de plus de quarante, et encore nous ne connaissons pas toutes celles qui sont demeurées dans les chancelleries. Il y en a de bien curieuses, comme celle du conseiller Bergmann, qui désirerait savoir s'il n'a pas le droit de porter la croix qu'il aurait reçue de la main d'un officier du général Regnier, mort en 1813, à deux milles de Berlin. Le chancelier Braun, rédacteur du *Haus und Familienbuch*, qui a écrit le roman historique de *Napoléon II*, puis *der Genius Menschheit* et *l'Étoile de la France*, *l'Impérialisme et l'idée du Congrès*, demande la croix de chevalier le 23 juin 1864. Il se vante d'avoir composé un « traité sur la Connaissance du Beau » dont le célèbre critique Menzel a dit que la définition du Beau faite par lui était « la plus remarquable depuis Aristote! » Le docteur Carus réclame la croix que Napoléon Ier lui avait, dit-il, promise la veille de la bataille de Leipzig. Un ancien capitaine de la Garde, Charles Grünholz, ayant secouru vingt-deux Français pendant le bombardement de Vienne en 1848, sollicite également la croix. On la lui refuse, parce qu'on a appris qu'il avait fait faillite comme limonadier et entrepreneur de concerts. Le lieutenant Ilzig envoie force vers à l'Empereur « qu'il adore de toute son âme » et demande la croix qui lui est aussi refusée. Le gardien du tombeau de Carnot à Magdebourg, Louis Lohrengel, présente trois feuilles de lierre à Sa Majesté comme symbole de la Foi, de la Charité et de l'Espérance, et sollicite la croix « pour les soins prodigués par lui à ce monument. » Le docteur Ludke la réclame aussi pour avoir conversé une journée à Lenzburg avec le

prince, futur Empereur. Le docteur Müller fait la même demande pour avoir offert un exemplaire de *Méditations* poétiques, religieuses et philosophiques, à Sa Majesté, « le plus ardent promoteur de toute inspiration scientifique. » Le chambellan du roi de Bavière, le baron Siegfried de Buttenheim, qui a adressé à l'Empereur des félicitations pour la naissance du prince impérial, serait très heureux d'obtenir cette décoration, et le docteur Weiss, ami de M. Acker, sollicite la même faveur pour son dévouement à la cause impériale. Le baron von Witzleben la demande comme simple savant et le docteur Zaillner invoque pour cette distinction des cahiers écrits par le duc de Reichstadt et offerts par lui à l'Empereur. Je laisse de côté bien d'autres sollicitations du même genre dont le dénombrement et l'analyse seraient fastidieux.

*
* *

Arrivons aux savans. L'Empereur a écrit *la Vie de Jules César*, et cet ouvrage a attiré l'attention de toute l'Allemagne. Le philologue Dressel demande un secours pour les sources inédites qu'il a révélées à Sa Majesté sur la vie de César. Le docteur Kaltschmidt, établi à Versailles, propose un dictionnaire universel sous ce titre *Panglotte-Napoléon* et désirerait avoir une pension annuelle. Il offre de traduire le *Jules César* en latin. Il regrette de ne pas être membre de l'Institut, car le dictionnaire de l'Académie se ferait bientôt, grâce à lui, « d'une manière radicalement fondamentale. » Le consul Carl Lorck, qui a été chargé de traduire la *Vie de César* en danois, norvégien et suédois, réclame 10 000 francs pour son travail. On le renvoie à l'éditeur Plon, qui est chargé des détails matériels. Le docteur Ritschl, de Bonn, prépare une traduction allemande du *César*, et s'exprime en ces termes : « J'ai travaillé pour l'auteur impérial, non point parce qu'il est Empereur et que sans aucun doute, aucun prince du monde n'en partage à un si haut degré que lui le jugement, l'esprit cultivé et le génie, sans parler de sa puissance et de son influence, mais parce qu'il s'est révélé comme un savant profond, intelligent, éloquent, pour lequel j'éprouve autant de sympathie que d'admiration, car je ne doute pas que l'*Histoire romaine* de Mommsen, *cet exposé mesquin et rempli de fiel*, ne soit immédiatement reléguée au second plan par l'œuvre de l'homme qui, tout en

régissant les destinées du monde, arrive au plus haut point de vue le plus grandiose et le plus équitable. » Le docteur Rudolf Schulze avoue que, depuis qu'il a lu *la Vie de Jules César*, « la meilleure partie de son être s'est absorbée dans la méditation de la vie et des actes de l'Empereur, » et que ces études sont devenues pour lui une vocation entraînante.

Le prince Guillaume de Bade remercie chaleureusement l'Empereur de l'avoir honoré de la *Vie de César*. Il dit que cet ouvrage est un gage des sentimens que Sa Majesté renferme dans son cœur pour toute l'humanité et une preuve d'affection dont lui, personnellement, est fier d'avoir été l'objet. Le curé Beck, de Stolpe, sollicite un exemplaire de la *Vie de César*. Sa lettre est écrite en latin. « *Scripsi autem has litteras sermone latino quo probarem Romanarum rerum me non prorsus ignarum esse.* » Le docteur Zumpt déclare que l'auteur de *Jules César* surpasse par le talent et l'ampleur de son génie tous ceux dont le métier est de s'adonner à la science et qu'un tel monument ne pouvait être élevé au plus grand des Romains que par un esprit aussi éclairé que celui de l'Empereur. Le docteur Helfferich, professeur à l'Université de Berlin, offre à Napoléon III une étude sur Jules César *Pontifex maximus*. Le docteur Bicking présente un drame sur *Caton et César* avec un poème en l'honneur de Sa Majesté. Le musicien Bœttcher s'extasie sur l'ouvrage de Sa Majesté, qui lui a inspiré la marche intitulée *Jules César* et destinée à l'armée française. Le *capellmeister* Hans von Bülow, gendre de Liszt, dédie à l'Empereur une ouverture à grand orchestre sur Jules César. Le docteur Heller envoie une étude sur *les Commentaires de César* au plus illustre de ses commentateurs.

C'est à qui, dans l'Allemagne savante, s'empressera de féliciter, de louer, de célébrer le monarque remarquable qui a su unir à une science profonde de la politique une érudition parfaite. Toutes les occasions sont saisies par ces docteurs, ces professeurs, ces écrivains, ces philosophes, ces publicistes, pour faire parvenir leurs écrits ou leurs louanges à l'Empereur. C'est ainsi que Henri Sybel, professeur à l'Université de Bonn, membre du Parlement de l'Allemagne du Nord, écrit au grand chambellan : « Monsieur le duc, S. M. l'Empereur a daigné me recevoir l'année dernière avec tant de bonté, et je lui suis tellement reconnaissant de m'avoir fait admettre à puiser aux dif-

ferentes Archives de l'Empire que je désire ardemment profiter de mon séjour à Paris pour présenter mes hommages à Sa Majesté. Je serais donc obligé à Votre Excellence si elle voulait avoir la gracieuseté de me faire obtenir une audience de l'Empereur. » (19 mai 1867.) — Le même écrit encore : « Monsieur le duc, j'ai trouvé aux archives de l'Empire une lettre inédite, jusqu'à présent, du général Bonaparte. Tout ce qui provient du grand Empereur est important pour l'histoire de France : j'ose donc prier Votre Excellence de bien vouloir présenter de ma part à S. M. l'Empereur la copie ci-incluse de cette lettre... Veuillez agréer, etc. » (Bonn, 18 juillet 1867.) Puis Henri Sybel s'adresse directement ainsi à l'Empereur : « Sire, au cours des recherches historiques que j'ai pu faire à Paris, grâce à la haute bienveillance de Votre Majesté, j'ai eu le bonheur de trouver une lettre du général Bonaparte, certainement inédite. Je l'ai rencontrée aux Archives de l'Empire, parmi la correspondance diplomatique du général Clarke. Écrite quelques jours avant la signature des préliminaires de Léoben, elle est très remarquable par plusieurs traits saillans et singulièrement caractéristiques. C'est Votre Majesté qui m'a mis à même de faire cette trouvaille intéressante. J'ose donc lui en présenter une copie, en faible témoignage de la profonde reconnaissance avec laquelle je suis, etc. »

Il faut remarquer que M. de Sybel, qui a écrit plus tard un important ouvrage sur *la Révolution française et l'Europe*, ne nous y a guère ménagés. Il est un exemple, avec Théodore Mommsen, de l'ingratitude des savans allemands. Tous deux ont eu, de préférence aux savans français, le privilège de voir s'ouvrir devant eux toutes nos Archives et de se faire communiquer librement nos trésors littéraires. Ils s'en sont servis, en Teutons grossiers, pour nous insulter et exciter à la haine et au mépris contre nous et nos savans.

En juin 1866, Mommsen, professeur à l'Université de Strasbourg, adressait à l'Empereur un exemplaire du commencement de sa nouvelle édition des *Pandectes*, en le remerciant de la faveur extraordinaire dont il avait été l'objet, relativement aux manuscrits de la grande Bibliothèque de Paris. Il ajoutait : « Si les sciences et les lettres, en général, ont un caractère international, et si tout le progrès du genre humain se résume dans le développement de cette belle internationalité, qui n'égalise pas les nations, mais qui leur enseigne de se

comprendre, c'est-à-dire de se respecter et de s'aimer, tout ce qui se rattache au peuple romain, source commune de la civilisation actuelle, porte éminemment ce caractère international. » En outre, Th. Mommsen reconnaissait avoir touché sur la cassette de l'Empereur 500 francs destinés à être remis par lui à M. Walter, de Berlin.

« Cet érudit, remarquait Henri Bordier, en publiant cette lettre, avait récemment écrit dans les journaux de son pays pour nier énergiquement qu'il eût jamais rien reçu, ne fût-ce qu'un franc, de l'ex-Empereur, et pour dire qu'il avait refusé l'indemnité offerte à raison de sa participation à l'édition des *Œuvres de Borghesi*, publiée aux frais de la cassette impériale. « Je n'aurais point donné cette explication, ajoutait Mommsen, si la presse allemande ne l'eût exigée de moi, car, pour les assertions de la presse française, je n'ai point de réponse à leur faire. Ce n'est pas seulement à cause de sa bêtise *(und nicht etwas bloss ihrer Albernheit wegen)*... mais une considération plus sérieuse m'impose le silence. Depuis la dernière guerre, le commérage parisien et la presse française, qui en est l'expression, se sont fait un système de donner cours à des faits mensongers et déshonorans s'ils étaient vrais, qu'on attribue aux savans allemands qui sont connus, et haïs en France. Pour ce qui me concerne, je pourrais, si je savais que cela en vaille la peine, mettre en avant d'édifians exemples de pasquinades de ce genre... *Une opinion publique de la France, à laquelle les savans allemands puissent en appeler, il n'en existe plus.* De même qu'il paraît méritoire en ce pays de frapper à mort les Allemands qui s'y trouvent, de même c'est un acte de patriotisme de porter atteinte à l'honneur de ceux qui ne s'y trouvent plus au moyen de calomnies qu'on élabore, soit en les inventant, soit en les répandant, soit en se taisant... » (3 janvier 1872.)

Déjà, avant cette lettre, parue dans la *Gazette de Voss*, un savant français avait cru devoir venir au secours de Th. Mommsen, en publiant, dans le *Moniteur universel* du 1er janvier, une lettre qui se terminait ainsi : « ... Je dois à la vérité de déclarer qu'il est à ma parfaite connaissance que M. Mommsen n'a jamais touché, sous une forme quelconque, aucune pension, indemnité ou subvention de l'empereur Napoléon III. »

« Ces déclarations, ajoutait Bordier, octroyaient à Th. Mommsen le bénéfice d'une confusion dans les mots. Ce savant ne

recevait aucune pension et n'avait touché aucune indemnité. Seulement, le caissier de l'Empereur lui remettait de temps à autre des sommes d'argent (environ 3 000 francs pour l'édition de Borghesi, par exemple) qu'il distribuait entre ses amis, élèves ou secrétaires berlinois, travaillant sous sa direction et au profit de sa gloire. Rien de plus légitime, de plus honorable, que de prendre part à une œuvre scientifique et d'en tirer un juste émolument. Rien même d'extrêmement incorrect à recevoir de l'Empereur (après l'avoir demandé) 500 francs pour quelque Allemand nommé Walter ou autre. Mais n'est-il pas odieux, lorsqu'on est dans de tels rapports de courtoisie et de solidarité avec les savans français, lorsqu'on a brigué auprès d'eux l'honneur de s'entretenir familièrement avec le souverain du pays, lorsqu'on a dîné à sa table, qu'on a savouré ses faveurs, de prendre la parole contre ceux dont, la veille, on serrait les mains, assis à leur foyer? Et quelle parole! Dire de ceux-là mêmes « que la belle Internationalité enseigne de respecter » qu'ils vont tomber « de la *blague* dans le désespoir; » dire que « la saleté de la littérature française n'est comparable qu'à la saleté des eaux de la Seine à Paris; » dire que « ce salon des Tuileries, » où l'on a été accueilli, « était comme un salon du demi-monde; » et ce ne sont là que les menus propos, les gaietés de cette haine germanique! Leur auteur était plus sérieux en signant les adresses de la municipalité de Berlin au roi Guillaume. Lui-même a bien senti le louche de la situation, lorsqu'il écrivait à l'un de nos académiciens, dans une lettre dont le journal *le Moniteur* (12 janvier 1872) n'a cité que quelques lignes : « Je demande si votre Académie veut continuer ses rapports avec la nôtre, ou plutôt, car il s'agira de cela, remplacer à cet égard l'Empereur, *et si le public le souffrira...* » Cette lettre est du 13 mars 1871. Ainsi, après tout ce qui s'était passé, à peine le siège de Paris levé, l'illustre Allemand nous revenait radouci et obséquieux.

Et j'ajoute à ces justes observations de Henri Bordier que le même Mommsen, après avoir insulté la France dans ses « deux lettres aux Italiens, » a supplié Renan de soutenir sa candidature à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et que cette Académie a eu la faiblesse de l'élire. Cela ne se passerait pas ainsi aujourd'hui, et nous ferions à l'égard de Mommsen ce que nous avons fait à l'égard des signataires de l'odieux Manifeste des 93.

Au temps du règne de Napoléon III, savans et professeurs allemands se multipliaient en adulations et en flatteries de tous genres. Le professeur Buschmann, de Berlin, offrait huit volumes de ses œuvres à Sa Majesté sur les langues du Mexique et de l'Amérique du Sud, de l'Asie et des Aztèques. Il les mettait aux pieds du fondateur et protecteur de l'Empire mexicain et lui exprimait son admiration pour la régénération et le bonheur de ce pays. Il ajoutait à cet envoi le manuscrit du *Cosmos* de Humboldt et obtenait la croix de la Légion d'honneur. Le docteur Eysell présentait son *Histoire de Jeanne d'Arc*, en espérant que son livre ne serait pas indigne de l'approbation du glorieux représentant de la nation française que couronnait non seulement le diadème de la souveraineté, mais aussi le laurier de l'écrivain. Le docteur Hirschius, de Halle, présentait à l'Empereur son édition des *Décrétales*, pseudo-Didoriennes, composée d'après les plus précieux manuscrits des Bibliothèques de France et manifestait les plus vifs sentimens de reconnaissance envers notre patrie. Cet écrivain sincère fait un grand contraste avec ses autres confrères qui ne louent ni ne flattent que pour obtenir des faveurs spéciales. Le docteur Hüffer, de Bonn, envoyait son ouvrage sur « l'Autriche et la Prusse sous la Révolution. » — J'espère, écrivait-il à Napoléon III, que Sa Majesté lira avec quelque intérêt l'histoire des célèbres négociations de Léoben et Campo-Formio commencées et conduites jusqu'à la fin par son glorieux prédécesseur. Dans tout ce que j'ai dit de lui, je n'ai cherché que la vérité historique. Je suis sûr que l'ensemble des événemens le fera paraître à son grand avantage et j'espère que mon récit montrera l'admiration qu'on doit à son génie merveilleux. » On voit que pour M. Hüffer, Bonaparte n'était pas « le parvenu Corse » que raillait naguère Guillaume II le Grand. Le docteur Pyl adressait un document analogue sur la guerre qui eut lieu en 1425, entre le Danemark et le Schleswig, « lequel, disait-il, pourra intéresser Sa Majesté qui ne brille pas seulement entre les souverains de l'Europe par une politique grandiose et divinatoire, mais se place au premier rang par une intelligence scientifique remplie de génie. » Le docteur Scheerer faisait don de trois mémoires écrits à l'occasion du jubilé de l'Université de Freiberg. » La science, déclarait-il, fut toujours « un attribut des Napoléonides. » Il faut admirer ce qui suit : « La force profondément pénétrante des

sciences naturelles et la puissance terrestre du Napoléonisme, s'avancent simultanément dans l'Histoire. Il n'y a pas de hasard. Il y a une série obéissant à la loi d'un développement immatériel. Ces deux maîtres, le Matérialisme et le Républicanisme se rencontrent dans l'erreur et marchent ensemble dans la voie de l'illusion. Pour leur faire rebrousser chemin, avec la vérité réelle il était besoin de toute la plénitude du génie humain. Au Napoléonisme il a été donné de vaincre le Républicanisme ; aux sciences naturelles il appartient de vaincre le Matérialisme. » Le baron de Forth-Rouen, ministre de France à Dresde, ayant recommandé ces élucubrations bizarres, fit adresser par le cabinet impérial de vifs remerciemens à l'illustre professeur. Un autre, le docteur Stefanus, proposait un projet de *Pasigraphie* ou langue universelle. « Ruiné, disait-il, par la politique du comte de Bismarck, » il sollicitait en 1869 un emploi lucratif en France. Faut-il citer encore d'autres professeurs qui offrent leurs livres sur les guerres de Frédéric Barberousse en Italie, ou la traduction de la *Baguette Magique* de Davis, des œuvres musicales, des morceaux d'orgue, des poèmes, des manuscrits plus ou moins inédits, des compositions géniales et qui en retour demandent de l'argent pour venir en France ou pour continuer leurs recherches, ou pour avoir telles ou telles faveurs. La liste en est encore très étendue, mais ce que j'ai cité doit suffire.

*
* *

L'Impératrice n'était pas plus ménagée que l'Empereur. Que de vers, de livres, de morceaux de musique, d'hommages, de complimens, de fadeurs, de demandes ou recommandations adressées à la souveraine ! Que de compassion aussi pour les souffrances de l'Empereur et de remèdes efficaces adressés à sa noble épouse pour soulager et guérir le grand, le sublime monarque ! Que de requêtes pour obtenir le nom d'Eugénie en faveur de petites filles allemandes avec l'honneur de l'avoir pour marraine ! Pour la naissance du Prince impérial, ce fils de France, c'est un déluge, un débordement, une avalanche de poèmes, de sonnets, de lettres pompeuses et enthousiastes. L'un des auteurs, le professeur Flecker, a fait imprimer, dans la *Gazette de Cologne*, une pièce « qui lui a valu, dit-il, les félicitations de presque toutes les parties du monde ! » Il ajoute

qu'il a d'autres poésies à offrir et qu'il est prêt à les publier, si on lui avance pour cela quelques milliers de francs. Ch. Gerichtsnige présente aussi des vers pour cette heureuse naissance et remercie l'Empereur de procurer à sa famille « un pain qu'elle abreuve tous les jours des larmes de sa reconnaissance ! » L'ancien bottier du prince Eugène se joint à tous les admirateurs du jeune prince. Un ferblantier de Breslau, « disciple d'Apollon, » décrit sa joie en vers bien étamés ; un télégraphiste de Dresde, « sentinelle avancée de la civilisation française, » envoie ses félicitations enthousiastes ; un ouvrier israélite, né le même jour, à la même heure que le prince, écrit : « Dieu a fait ce jour, jubilons et réjouissons-nous à cause de lui. » Il commente, comme un chrétien, le *Hæc Dies quam fecit Dominus* de la fête de Pâques. Le négociant Lœwenstein se réjouit de constater qu'il lui est né une fille dans la même nuit que le petit Prince et il saisit cette occasion pour déposer ses vœux sur les marches du trône.

L'écrivain Sauter espère que l'enfant de France sera le prince de la Paix et il lui envoie un produit de sa Muse. Le baron von Buttenheim, filleul de Napoléon Ier, sollicite, à propos de cette heureuse naissance, la croix d'honneur. Le conseiller Weissgerber a écrit une petite pièce sur la naissance du Prince impérial, pièce où figure Vénus. Le poète allemand a soin d'indiquer en note que « Vénus était l'aïeule de César et aussi la mère des Grâces ! » Il avoue enfin qu'un de ses amis littéraires et français lui a dit franchement que ce poème n'était pas digne d'être présenté à l'Empereur. Que ne l'a-t-il écouté?... Il y a encore des vers de la colonelle von Munsch, mais je crois que le lecteur ne les supporterait pas ! La *Kultur* allemande n'est décidément pas favorable à l'éclosion de bons vers français.

Donnons maintenant quelques épîtres de hauts personnages et nous aurons montré avec quelle abondance les Allemands répandaient sur les Tuileries leurs requêtes, leurs invocations, leurs sollicitations, leurs instances, leurs prières et leurs importunités.

C'est une parente de Bismarck veuve d'un ancien officier allemand au service de la France, Mme von Bismarck, qui écrit à l'Empereur :

« Sire ! La veuve d'un ancien officier de votre glorieux oncle Napoléon le Grand ose se prosterner aux pieds du trône de V. M.

pour y déposer un petit ouvrage contenant la biographie de son mari, décédé subitement par un coup d'apoplexie à l'âge de soixante-dix ans, qui l'a frappé dans un chemin de fer et qui l'a laissée dans un cruel dénuement. La haute réputation d'humanité et de grâce infinie que répand V. M. autour d'Elle, la fait espérer qu'Elle daignera accepter cet hommage rendu aux mânes du grand Empereur, *l'idole de son mari défunt.* Lorsqu'en 1805 le prince régnant d'Isenburg, colonel au service de la France, organisa des prisonniers de guerre autrichiens en un régiment d'infanterie pour le service de la France, son mari, oubliant qu'il était sujet prussien, sollicita du service auprès du maréchal Berthier qui le renvoya au prince d'Isenburg, lequel le fit premier lieutenant du 3e régiment d'étrangers pour le service de la France, avec la promesse qu'il serait nommé capitaine au bout de quatre semaines. Après la paix de Tilsitt, lorsque l'Empereur établit le royaume de Westphalie, il devint sujet du roi Jérôme et eut le bonheur d'assister à son entrée solennelle dans la ville de Cassel.

« Son mari, qui, par des malheurs inouïs, a perdu toute sa fortune, qui, à l'âge de 70 ans, aveugle, se trouva dans un dénûment complet et se vit réduit à dicter sa biographie pour avoir de quoi vivre, avait toujours manifesté le désir de la dédier à Sa Majesté Impériale. S. M. le roi de Prusse a également daigné accepter le susdit ouvrage et la pauvre veuve, sans nul moyen d'existence, sans pension, ose espérer que S. M. ne repoussera pas la prière de la plus infortunée des femmes. Elle formera des vœux pour la conservation des jours précieux de S. M. et de sa glorieuse famille et adressera au Ciel les prières les plus ferventes qui soient jamais sorties du cœur d'un être humain et elle a l'honneur de signer de V. M. I. la plus humble et obéissante servante :

MINNA DE BISMARCK. »

Rue de Schrosdorf, n° 4, à Magdebourg, le 14 juillet 1856.

Le Dr Boetticher, petit-neveu du baron Teodor de Neuhof, demande l'autorisation de porter les insignes de l'ordre de la Libération fondé par son grand-oncle et motive sa demande ainsi : « V. M. conçoit ce que c'est d'avoir un parent illustre. Mon oncle a développé un héroïsme et une énergie dignes d'un

meilleur sort, et le ministre anglais, lord Walpole, a dit de lui : *That his claims to the Kingdom were as great as any monarch's in modern Europe!* » Le baron Otto von Braunecker a composé un poème pour la glorieuse naissance du petit Prince et sollicite une audience pour le lire et pour faire entendre l'air de berceuse qui l'accompagne. Le savant F. Dübner est impatient de présenter à S. M. les hommages de son cœur reconnaissant pour la pension de 1 800 francs qui lui a été accordée en 1866 et qui sera la plus belle et la plus honorable récompense de sa vie. Le Dr Eichholz a écrit, de 1864 à 1870, vingt lettres à l'Empereur pour affirmer son dévouement à sa dynastie et solliciter en même temps sa générosité. Il espère que le souverain récompensera ainsi l'aîné de ses fidèles. Le baron de Eisendecker, frère d'un ministre de la Diète germanique, demande un emploi auprès de l'Empereur à Paris, car il est « habitué à vivre dans le meilleur monde! »

Mme von Erfurth désire se marier avec l'écrivain Alexandre Hirchfeld, mais sa famille refusant son consentement, parce que le fiancé n'est pas noble, elle supplie Sa Majesté de vouloir bien l'élever à l'état de noblesse. Le baron de Gablenz, député prussien, voudrait établir dans Paris des kiosques où l'on débiterait pendant l'été des boissons gazeuses glacées, afin de moraliser le peuple en l'éloignant du cabaret. Mme de Goeler-Ravensburg, fille d'une baronne qui adorait Napoléon Ier, sollicite 3 000 francs pour rétablir l'état précaire de ses finances. La comtesse B. von G..., née von X... au couvent de N... en Bavière, adresse, le 20 mars 1868, une supplique éplorée à l'Empereur. Elle est sœur de la duchesse de Z... Séparée du comte de G... son mari, elle s'est rendue d'une maison de charité à une autre, sans y trouver de satisfaction pour son esprit, ses goûts et le salut de son âme. Elle est entrée ensuite dans un cloître de Bavière comme surveillante d'infirmerie. Mais le découragement l'envahit de nouveau et le ton froid qui règne dans ce cloître fait souffrir son cœur. Elle désire en sortir au plus tôt et demande à l'Empereur une place d'intendante dans un de ses châteaux ou de directrice indépendante dans une maison de charité, ou comme femme de chambre de l'Impératrice. Elle serait heureuse de mettre ses hommages « aux pieds de Sa Majesté dont elle baise les mains. » La demande de l'humble comtesse B. von G... ne fut pas accueillie.

Le capitaine Hasselholdt von Stockeim adresse à l'Empe-

reur une étude historique sur les luttes politiques des Wittelsbach contre les Brandebourg de 1459 à 1465 et désire obtenir un secours pour achever son œuvre. Napoléon III fait répondre que, ne pouvant venir en aide à tous les auteurs français, autant qu'il le désirerait, il n'a pu exaucer sa requête. Le baron von Hermsdorf, très recommandé par le prince Charles de Prusse, désirerait être consul général d'Espagne, ou directeur général de l'émigration allemande en Algérie, puis avoir une concession de 90 000 hectares en ce pays. L'administration demande du temps pour faire un sérieux examen de cette requête... Le prince de Hohenlohe-Langenbourg remercie l'Empereur de sa bienveillante intervention en faveur du mariage du prince qui a été célébré le 21 février 1861. Hermann-Holtze, secrétaire de l'amirauté du royaume de Prusse, réclame un prêt de 500 thalers en échange de trois obligations de l'ancien royaume de Westphalie. C. Hambourg, rédacteur en chef des *Pariser Nachrichten*, sollicite l'appui impérial pour favoriser cette publication, dont le but est de rapprocher les deux nationalités allemande et française. Le capitaine von Hopper fils, décoré par Napoléon Ier pendant la campagne de Russie, sollicite le paiement des arrérages et le rétablissement de sa pension de légionnaire, supprimée par les Bourbons. Le comte Kalckreuth, directeur de l'Académie de Weimar, désirerait obtenir la commande d'un tableau. La comtesse Natalie von Kielmansegge, dame honoraire de l'ordre de Thérèse à Munich, rappelle à l'Empereur qu'elle l'avait vu à Rome pendant le carnaval et que sa calèche a été inondée de violettes et d'autres fleurs. Elle a conservé une amitié bien sincère au prince Louis, mais les tracasseries de société ont interrompu le commerce intime de sa mère avec la duchesse de Saint-Leu. « Pour vous parler de moi, Sire, ma vie aussi a été des plus agitées et traversée par des événemens bien tristes et pénibles. Née luthérienne, j'ai eu le grand bonheur d'entrer dans le sein de l'Église catholique. Depuis ce moment, ma fille m'a reniée. J'avais espéré avoir la vocation religieuse ; l'essai que j'en ai fait m'a convaincue décidément que non. » Elle en vient à sa requête, qui est de recommander à Sa Majesté 80 à 100 000 Allemands, jeunes et pauvres, qui sont venus à Paris chercher un morceau de pain par leur travail. Étrangers aux habitudes et à la la ıgue du pays, luttant contre la misère, ils sont exposés à tomber en proie à la dépra-

vation et au communisme. Elle supplie l'Empereur de fonder une paroisse allemande et des écoles allemandes pour ces infortunés. Le sous-chef du cabinet de l'Empereur répond très courtoisement que le projet de fondation qu'elle recommande ne peut être accueilli.

Le docteur Kiefer, de l'Université d'Iéna, remercie le prince Napoléon, président de la République française, d'avoir contribué à l'érection du monument du célèbre nationaliste Oken, mais ce n'est point assez : « L'abeille qui sent le miel retourne aux sources du miel. Nous, académiciens allemands, nous sommes les abeilles qui récoltons le miel des sciences où ils en découvrent une source. Vous en possédez une dans le livre intitulé : *Collections orientales*, 1836-1841. L'Université d'Iéna n'a pas les fonds pour payer les frais de 628 francs, mais c'est la prérogative de la haute puissance d'écarter toutes les difficultés par un mot. Il ne vous coûterait que ce mot et la bibliothèque d'Iéna pourrait se vanter de posséder dans ses perles orientales un trésor. Veuillez prononcer ce mot et pardonnez aux abeilles mellifères la franchise de cette préparation que votre bienveillance pour la mémoire de M. Oken daignera excuser. Que Dieu vous protège ainsi que la belle France ! »

Friedrich Krupp, fabricant d'acier fondu à Essen, présente à l'Empereur, en avril 1863, un atlas qui contient une collection de dessins de divers objets exécutés dans ses usines. « Je me livre à l'espérance, dit F. Krupp, que les quatre dernières pages qui représentent les canons en acier fondu que j'ai exécutés pour les divers hauts gouvernemens de l'Europe, pourraient attirer l'attention de Votre Majesté et excuseront mon audace. » Lisez attentivement la réponse du cabinet impérial : « L'Empereur a reçu avec beaucoup d'intérêt l'atlas que vous lui avez adressé, et Sa Majesté a donné l'ordre de vous remercier de le lui avoir communiqué et de vous faire connaître *qu'Elle désire vivement le succès et l'extension d'une industrie destinée à rendre des services notables à l'Humanité !* »

On sait quels services rend à l'humanité l'usine Krupp... mais, ceci dit, comment ne pas s'étonner que les directeurs de l'artillerie française aient négligé les propositions de Frédéric Krupp ? En 1867, je me souviens d'avoir vu à l'Exposition les produits de la célèbre usine allemande et remarqué surtout un énorme canon d'acier se chargeant par la culasse. J'ai raconté,

dans mon ouvrage sur les *Causes et responsabilités de la guerre de 1870*, comment le Comité d'artillerie de la place Saint-Thomas-d'Aquin préféra le canon de bronze rayé se chargeant par la bouche au nouveau canon, et cela, malgré les désirs de l'Empereur, qui, sur sa cassette, avait remis une somme importante au colonel Reffye pour son canon se chargeant par la culasse. On sait aussi quelles conséquences fâcheuses amena le rejet de ce canon, et combien aussi nous avons eu à déplorer, au début de la guerre de 1914, l'absence d'artillerie lourde. Nous avons à présent réparé cet oubli ou cette erreur néfaste, mais il ne faudrait pas toujours attendre le péril pour savoir ce qu'il convient de faire utilement, ainsi que le disait récemment un de nos meilleurs généraux.

Le baron von Rathen, inventeur d'une machine à air comprimé, convaincu qu'il est le seul homme à qui Dieu ait confié le secret de faire les habitans du monde prospères et heureux, demande, pour lui permettre de vivre et de terminer son invention pour le bonheur de la France, une avance de 20 000 francs. Le poète Belmontet appuie cette demande et affirme que M. de Rathen a une tête géniale. « On dirait Galilée regardant le Ciel ! » Joseph Rawicz de Zdebinski sollicite un emploi quelconque à la Cour impériale. Mlle Fledwije von Reithlin-Maldegi pourrait assurer son bonheur et son avenir par son mariage avec le comte de Reischuch si elle avait une somme de 18 000 francs à lui apporter. La comtesse von Rothstein sollicite une allocation de 500 francs; la baronne von Rüpplin expose sa triste situation. La mort de sa mère l'a laissée pauvre et sans appui. Le publiciste badois Gustave von Sandken désirerait obtenir la protection de Sa Majesté pour sa femme, ses deux fils et la patrie allemande. « Ce n'est pas légèrement que j'ajoute ce dernier mot, dit-il; je crois en effet que ma patrie allemande ainsi que moi-même (peut-être que nous avons été trop longtemps un peu trop idéals) nous avons tous les deux un peu besoin de la protection réelle de Votre Majesté. » Ainsi, c'est non seulement pour les siens, mais pour la patrie allemande, que von Sandken sollicitait la protection française !... On était loin alors de la mégalomanie qu'affectent les pangermanistes actuels.

La princesse de Sayn-Wittgenstein implore une avance de mille écus pour cinq ou dix années. « C'est la première fois,

dit-elle, dans toute ma vie, que je demande quelque chose pour moi et il n'y a pas de monarque dans le monde auquel j'aime à m'adresser qu'à vous, Monseigneur, qui êtes aussi noble que chevaleresque... » Elle réitère cette demande plusieurs fois, mais sans aucun succès. Martin-Schmidt se dit « fils naturel de Napoléon Ier » et, en sa qualité de Napoléonide, réclame la permission d'être admis une heure auprès du Prince impérial et celle de visiter le *tombeau de son père!*... Le baron von Spilcker-Schauenbourg saisit l'occasion de la naissance du Prince impérial pour rappeler qu'il appartient à l'une des premières familles de Hanovre et qu'il a servi sous le premier Empire dans les armées impériales. Il sollicite les moyens d'acheter un petit ameublement pour ne plus être la victime d'une hôtesse qui tient des chambres garnies. Le prince Erich de Waldeck et Pyrmont vient de faire la connaissance de la jeune baronne Constance de Falkener, fille aînée du prince François de Hesse-Philippstahl. « La jeune dame, dit-il naïvement, m'a fait une impression si agréable que je regarderais comme un bonheur pour moi et d'une grande importance si Votre Majesté Impériale daignait ordonner que le nom de baron et de baronne Falkener fût assuré authentiquement, afin que mon cousin le prince régnant de Waldeck et Pyrmont puisse donner son consentement à mon mariage. » Il est répondu au pétitionnaire qu'il ait à procéder par voie de requête au Conseil d'État.

La baronne Élisa von Welden sollicite divers secours de l'Empereur et obtient successivement des sommes allant de 500 à 1 000 francs. Une autre baronne, Olga von Wessemberg, dont la famille a connu le prince Louis-Napoléon au château d'Arenenberg, réclame 7 500 francs pour payer une dette urgente, puis rabaisse ses prétentions à un secours immédiat de 3 à 4 000 francs. Le major Carl von Wellinger, directeur de l'arsenal de Gemersheim, sollicite un secours pour acheter une petite terre et, afin de motiver sa requête, envoie au Prince impérial un petit poème où il l'appelle : « Ange précieux d'une liaison tendre et sublime ! » La colonelle Cecilia envoie à l'Empereur un exemplaire de sa triste biographie et, rappelant que sa grand'tante était au service de Joséphine, implore un don de 3 000 francs. Un ancien député de l'ordre des chevaliers de Bramberg, Louis Wustemberg, rappelle que, le 6 juin 1812, l'empereur Napoléon, se rendant à Danzig, s'arrêta quelque

temps dans sa propriété. Wustemberg a fait élever en 1835 un obélisque à cet endroit. Ce monument a besoin de réparation et le coût s'en élève à 100 thalers. Après quinze demandes, il obtient deux fois la somme de 600 francs. Enfin la baronne Zollner von Brand, de Culm, restée veuve avec trois enfans, sollicite un don qui lui permette de payer ses dettes... S'il fallait mentionner ici les demandes de tous ces barons et baronnes d'Allemagne, on soumettrait la patience du lecteur à une trop rude épreuve.

*
* *

Finissons par quelques lettres curieuses de la famille princière des Hohenzollern, la famille régnante, aujourd'hui impériale. La princesse Joséphine de Hohenzollern écrit de Dusseldorf, le 18 juin 1866 à l'Empereur, pour le remercier d'avoir facilité à son fils l'accès de la principauté de Roumanie, malgré la Russie et l'Angleterre.

« Mon cher cousin, j'ai été longtemps combattue entre le désir de Vous écrire et la crainte de Vous importuner en Vous parlant de tout ce qui m'a si profondément agitée, troublée même dans ces derniers mois. Tout en me sentant pressée de recourir à Vous, de recommander mon fils Charles à Votre bienveillant intérêt, j'ai dû céder à un sentiment de délicatesse et me résigner à garder le silence. Je comprenais qu'en principe, Vous ne pouviez donner un encouragement direct à la résolution qu'il a prise. Mais si j'ai pu le laisser partir sans trop de craintes, c'est que j'étais soutenue par l'intime conviction que nous pouvions compter sur Votre bienveillance et que Votre sympathie était acquise à une résolution qui partait d'un élan généreux, et que soutenait et fortifiait la pensée de la protection que Vous avez toujours donnée à la cause de la Roumanie. Maintenant que, grâce à cette auguste protection, les Puissances garantes ne sont plus aussi hostiles à mon fils, je viens Vous en remercier, mon cher cousin, et solliciter pour lui Vos conseils, Votre appui. Daignez l'aider, le soutenir dans la tâche sans doute bien difficile à laquelle il s'est voué avec toute la chaleur de son jeune cœur.

« Permettez-moi d'ajouter à cette prière l'assurance que jamais il n'aurait pris cette décision, s'il n'avait été intimement convaincu qu'elle ne Vous déplairait pas. Cette conviction était

celle des Roumains eux-mêmes. Ils Vous doivent trop de reconnaissance pour avoir persisté, ainsi qu'ils l'ont fait, dans leur résolution, s'ils avaient pu craindre qu'elle dût encourir Votre désapprobation. Pendant longtemps, je m'étais flattée de l'espoir de venir à Paris et de Vous remercier plus vivement que je saurais le faire en Vous écrivant. J'avais tant à cœur d'offrir mes hommages à Sa Majesté l'Impératrice et la remercier de toutes les bontés dont Elle a daigné, comme Vous, combler Antoinette et Léopold pendant leur séjour aux Tuileries. En Vous offrant l'expression de ma vive, de ma profonde reconnaissance, j'aurais pu Vous parler de mes sollicitudes maternelles, des espérances que nous mettons en Vous, en Vos constantes bontés. Malheureusement, je dois renoncer à ce qui m'eût rendue si heureuse ! Nous voici au milieu d'une guerre dont nous ne pouvons mesurer les dimensions. Charles a la triste tâche de devoir défendre les provinces du Rhin et de la Westphalie contre l'Allemagne du Midi. Il se joint à moi pour Vous prier de trouver dans ces lignes l'assurance de tous les sentimens qui nous pénètrent et de daigner en faire agréer l'hommage à Sa Majesté l'Impératrice. Nous osons espérer qu'Elle appuiera ma prière auprès de Vous. C'est avec le plus tendre attachement que je suis pour toujours, mon cher Cousin, Votre bien dévouée cousine Joséphine. »

Il semble inutile de revenir sur des faits historiques que tout le monde connaît et de redire combien l'intervention de Napoléon III fut utile au futur roi de Roumanie, mais il est piquant de rappeler avec quelle humilité ces Hohenzollern imploraient les faveurs et l'appui de l'Empire dont ils complotaient la ruine.

Le prince Léopold saisissait, lui aussi, tous les prétextes pour offrir à l'Empereur l'expression de son dévouement absolu. C'est ainsi qu'il écrivait de Dusseldorf, le 11 juin 1866 : « Votre Majesté a daigné accepter, il y a quelques années, l'ouvrage de M. Tahne sur « les Dynasties westphaliennes, » et vient d'honorer l'auteur d'une lettre flatteuse qui l'autorise à offrir à Votre Majesté le résultat de ses recherches sur l'étendue des lignes Romaines (*Grenzwälle*) dans les contrées du Bas-Rhin dont il a donné le tracé sur la carte actuelle des provinces rhénanes. M. Tahne m'a demandé de faire parvenir ce travail à Votre Majesté. Je m'en acquitte en prenant la liberté

de vous rappeler, Antoinette et moi, ainsi que notre famille, au gracieux et bienveillant souvenir de Vos Majestés et de rester avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très obéissant serviteur et neveu, Léopold de Hohenzollern. »

Certains critiques pourraient ne voir ici qu'un hommage officiel, mais il y a plus. Les Hohenzollern ne manquaient alors aucune occasion de se rappeler aux bontés de l'Empereur, tant ils avaient besoin de son appui. Enfin, un membre d'une branche collatérale, Rossignol d'Astorg, oncle du prince de Hohenzollern-Sigmaringen, premier ministre de Prusse, sans fortune et père de cinq enfans, présenté en 1852 à l'Empereur et nommé commissaire de surveillance administrative des chemins de fer français, déclare ne s'être élevé au commissariat de 1re classe que par ses bons services. Les appointemens étant insuffisans, il sollicite, le 13 mars 1859, Sa Majesté pour obtenir le grade d'inspecteur.

On voit bien que les Hohenzollern n'avaient pas encore les ambitions excessives qui amenèrent cette famille à seconder les desseins perfides de M. de Bismarck et du roi Guillaume. Tant que l'Empereur paraît jouir en France et en Europe d'une situation privilégiée, ils s'inclinent devant sa puissance, lui prodiguent leurs fades complimens et l'assurent de leur respect, de leur dévouement, de leur attachement même. Ils rappellent leur parenté avec la dynastie impériale et s'en enorgueillissent devant toute l'Europe, jusqu'au jour où ils pourront être ingrats sans danger.

Que de princes, que de hauts seigneurs, de comtes, de barons, de grands personnages ont, de 1852 à 1869, offert ainsi à l'Empereur leurs hommages, leurs éloges, leurs adulations ! C'était presque une tradition, car un de nos plus féroces ennemis, l'historien Heinrich von Treitschke, remarquait lui-même que déjà, sous le premier Empire, ses compatriotes rivalisaient de courtisanerie à l'égard de Napoléon Ier et de la France. Il avait trouvé dans un cabinet d'autographes, à Cologne, des lettres extraordinaires de l'Électeur de Bade et du landgrave de Fürstenberg et de Hesse, du prince d'Isenburg, du duc Friedrich de Mecklembourg, de la princesse régente de Œttingen-Wallerstein, du Sénat des villes libres de Brême, Lubeck et Augsbourg qui faisaient assaut de respect, de vénération, d'admiration, de reconnaissance et d'attachement envers le

grand Empereur. Le prince de Hohenzollern-Hechingen, entre autres, priait le Ciel « de prolonger à Sa Majesté Impériale des jours aussi brillans de gloire que précieux pour l'Empire français, pour les gouvernemens voisins et particulièrement pour les États germaniques! »

Le farouche Treitschke s'indignait, en 1872, de toutes ces flagorneries. « N'est-il pas certain, disait-il, que toute l'Europe (y compris la Prusse) a contribué à créer cette fameuse vanité du peuple français? Inutile d'insister. La vieille honte est désormais lavée et expiée. Le temps où de braves Allemands, comme Karl Friedrich de Baden et le vieux Lampe, bourgmestre de Brême, pouvaient mettre leurs noms au bas de pareilles lettres, nous apparaît aujourd'hui comme un mauvais rêve! »

Eh bien! dussions-nous troubler le repos des historiens qui ont succédé à l'austère et impitoyable Treitschke, nous nous flattons, grâce au formidable dossier réuni par la Commission d'enquête sur les papiers des Tuileries et par Henri Bordier en 1872, d'avoir remis en leur vraie lumière les flatteries, les adulations, les supplications, les requêtes et les demandes incessantes d'argent, d'honneurs, de titres, de faveurs de toute sorte adressées à Napoléon III par les plus humbles citoyens de la Prusse comme par ses plus hauts personnages. L'Allemand n'est pas seulement, ainsi que le démontre cette affreuse guerre, un être menteur, perfide et barbare ; c'est aussi, quand son intérêt l'y pousse, un être plat et servile. « Sous un régime sans honneur, disait je ne sais quel écrivain, tout le monde tend la main ; les villes comme les individus sollicitent. » Mais il vaut mieux finir par le mot terrible de Montalembert qui s'applique à cette race affamée et insatiable, honte et calamité du monde entier : « Un peuple de solliciteurs est le dernier des peuples. »

HENRI WELSCHINGER.

LE CHEMIN SANS BUT[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

VII

On était à la fin de février, en pleine fièvre de vie parisienne. Les Lemire dînaient ce jour-là chez le sculpteur Périer. Périer recevait des gens de toutes les paroisses, rarement des gens ennuyeux, presque toujours des hommes intéressans. On parlait librement de toutes choses. Florence avait comme voisin de table Claude Herpin, le jeune socialiste, déjà célèbre à vingt-cinq ans par deux ou trois écrits qu'il avait publiés sur les questions les plus troublantes de l'heure actuelle. Brun de cheveux, mais de teint blond, des yeux profonds ombragés de longs cils, le front plus haut que large, la mâchoire volontaire, des dents admirables que découvrait un large sourire, il ne portait pas ses vingt-cinq ans. Au premier abord, on se disait : « C'est un enfant ! » mais dès qu'il parlait, avec son léger accent de la Guyenne, — il était du Midi passionné où le fanatisme espagnol se fait déjà sentir, — sa personnalité s'imposait, et l'on comprenait aussitôt qu'aucune de ses opinions n'était négligeable.

Orphelin, fils d'avocat, il avait toujours eu assez de fortune pour être indépendant. Il venait de passer deux ans, tour à tour en Allemagne, en Russie, en Angleterre. Depuis qu'il était

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1916.

(2) *Copyright by* Jules-Philippe Heuzey, 1916.

rentré à Paris, il habitait un quartier populeux, menait une vie austère, dépensait très peu pour lui-même, employant ses revenus presque en entier à des œuvres de propagande socialiste. Il ne frayait pas avec les hommes politiques du parti, dont il méprisait les compromissions à la Chambre. Il avait de la jeunesse convaincue et orgueilleuse toutes les intransigeances. On le voyait très rarement dans d'autres milieux que les milieux socialistes; mais Périer était en train de faire une allégorie pour le tombeau de Manceaux, le syndicaliste tué au cours d'une récente bagarre : Herpin n'avait pu refuser son invitation.

Comme on parlait de choses d'art, Florence remarqua que son voisin se taisait.

— Vous n'avez pas vu la dernière exposition de Monet et de Pissarro? demanda-t-elle.

— Non, dit-il simplement. Je suis un profane en peinture; je n'ai pas le temps de m'en occuper.

— Votre vie est prise tout entière par vos travaux?

— Oui... et elle passe... passe... c'est effrayant.

— Vous n'allez pas souvent dans le monde, j'imagine?

— Jamais. Il a fallu Périer pour m'y décider ce soir.

— « Car les emplois de feu demandent toute l'âme! » dit Vivien, qui avait entendu les dernières phrases d'Herpin.

— Oui, toute, répondit celui-ci avec passion. Mais on est bien récompensé de se donner à son œuvre, sans réserve; à son tour, elle nous communique une vie que rien ne peut égaler.

— Vous êtes jeune, dit Florence avec un sourire.

Il se redressa, car il était assez jeune en effet pour ne pas aimer qu'on le lui dit.

— J'ai vingt-cinq ans.

Florence sourit de nouveau : cette protestation si spontanée l'amusait.

— C'est l'âge de la bataille et des beaux coups, continua-t-il d'une voix joyeuse.

Elle le regardait pensivement.

— Vous devez être très heureux...

— Je le suis, dit-il, parce que je vis et que je sens que d'autres vies s'alimentent à la mienne. Vous ne pouvez comprendre la joie qu'on éprouve lorsqu'on voit ses idées, celles qu'on a enfantées dans le silence de la réflexion, pénétrer dans

d'autres âmes, les réveiller, les mettre en branle à leur tour.

Vivien Lemire regardait le jeune homme, de bas en haut, en clignant imperceptiblement des paupières. Ce type nouveau pour lui l'intéressait. Il eut envie de le faire jaillir tout entier de sa gaine pour en étudier la psychologie.

— Et où les menez-vous, ces hommes, demanda-t-il, après les avoir mis en mouvement?

— Je fais naître en eux le sentiment de leur individualité; ils savent ce qu'ils valent, à quoi ils peuvent prétendre.

— Quand on met un groupe d'hommes en branle, généralement il marche contre quelque chose ou contre quelqu'un?

— Contre la société telle qu'elle est constituée, c'est-à-dire contre la forteresse de l'injustice : excusez-moi de parler en « vieille barbe. »

— Vous voulez détruire?

— Ce n'est pas le mot que j'emploie. Je ne me préoccupe pas du passé. Nous sommes l'avenir; il faut que nous arrivions, sans nous soucier de ce que nous écrasons sur notre passage.

Lemire hocha la tête :

— Et cependant, votre avenir sort du passé, votre jeunesse de l'âge mûr qui l'a précédée. Le monde est composé de plus de morts que de vivans, a dit un penseur.

— Ce sont des réflexions de moraliste que vous exprimez, bonnes pour occuper des spectateurs. Les apôtres ne voient que la vérité.

— Avec un grand V, remarqua Vivien en ricanant légèrement. Je serais tenté de vous demander comme Ponce Pilate : « Qu'est-ce que la vérité? » si toutefois vous admettez que je vous compare au Christ.

— Je n'y fais nulle objection, répondit Herpin, riant à son tour. Le Christ, en son temps, a fait une œuvre salutaire; il a jeté dans l'ordre romain du monde des fermens de décomposition, qui ont merveilleusement réussi. Mais il y avait dans sa doctrine une illusion : la croyance à une vie future. Nous travaillons à l'extirper de la conscience humaine, afin de neutraliser le venin des doctrines secondaires qui en sont la conséquence : le rachat par le sacrifice et l'amour de Dieu comme suprême perfection. Le renoncement, le détachement, voilà nos ennemis.

— Pourtant, vous êtes prêt à vous sacrifier à votre cause?

— Oui, elle est ma vie. Mais moi, je veux le bonheur de l'humanité dès maintenant.

— Les chrétiens aussi le veulent dès aujourd'hui, quoiqu'ils ne parlent que de la vie future, et par des moyens que, pour ma part, je juge moins problématiques que les vôtres. Le renoncement, le sacrifice, les disciples de Jésus vous diraient que tout homme venant en ce monde peut trouver en soi ces deux principes de bonheur, tandis que le bonheur que vous prêchez dépend pour chacun de nous des autres hommes, et je ne crois pas, mais pas du tout, à la bonté innée de mes semblables.

— C'est que vous êtes un chrétien désaffecté, dit Florence à son tour, tandis que M. Herpin, tandis que moi, cela se sent tout de suite, nous ne sommes pas arrêtés dans notre élan par les souvenirs attendris d'une croyance abandonnée.

— C'est vrai, dit Herpin. Moi, j'ai une foi si vivante qu'elle ne laisse place à aucun regret. Et vous?

Il s'adressait à Florence seule.

— Moi, dit-elle lentement, moi, jusqu'ici, je n'avais eu besoin pour aimer la vie que de vivre, c'est-à-dire de jouir de ce qui m'entourait, mais il y a en vous une allégresse que je n'avais encore vue chez personne et dont je vous envie la source.

Elle avait baissé la voix. Vivien n'avait pas entendu la réponse de sa femme; son voisin de table venait de lui adresser une question qui l'obligeait à tourner ailleurs son attention.

Herpin reprit d'une voix atténuée, lui aussi :

— Croyez! je vous assure, vous êtes faites pour croire. Je voudrais vous persuader.

Il la regardait. Elle fixait les yeux droit devant elle. Son attitude était pensive, non pas rêveuse, et il s'aperçut seulement alors qu'elle était jolie.

— Croire!... C'est bientôt dit!... Mais je m'intéresse à ces idées qui sont l'avenir. Je m'y intéresse, ne les connaissant d'ailleurs que très superficiellement, je vous l'avoue.

— Vous aurez vite fait d'apprendre leur histoire. Les femmes comme vous doivent venir à nous.

Elle sourit. Il la regarda. L'admiration qu'elle devinait dans la voix du jeune homme, elle la lut dans ses regards : une joie orgueilleuse activa le cours du sang dans ses veines.

— J'aurais grand plaisir à faire plus ample connaissance

avec vous, dit-elle; je vous assure que ce n'est pas par banale curiosité mondaine. Venez me voir.

Herpin répondait toujours à ces sortes d'invitations par un refus poli. Cette fois, il ne se défendit même pas.

— Moi aussi, je serai heureux de vous connaître davantage, mais je ne suis pas un homme à « jours. » Me permettrez-vous de me présenter chez vous à d'autres heures que celles où vous recevez?

— Vous me trouverez tous les jours au commencement de l'après-midi. Je ne sors pas avant trois heures.

— Herpin, demanda le maître de la maison, votre petit garçon est-il tout à fait remis de sa chute?

— Il n'y paraît plus, heureusement. Nous en avons été quittes pour la peur.

— Vous êtes marié? demanda Florence avec un rien d'étonnement.

— Oui, j'ai deux petits garçons.

— Comment, dit Vivien, que le long aparté de sa femme et du jeune socialiste avait agacé, vous vous êtes servi de l'antique institution du mariage?

— Oui, répondit simplement Herpin, parce que, dans l'état actuel de la société, c'était le seul moyen d'assurer l'avenir de ma femme et de mes enfans, si je venais à mourir. Je n'avais pas le droit d'en faire volontairement des victimes.

La réponse avait sa valeur, on ne pouvait le contester; Vivien n'insista pas.

Herpin se retira de bonne heure. Les Lemire s'entretinrent de lui avec leur hôte après son départ.

— Sa femme, dit Périer, est une fille de prolétaire conscient, comme ils disent dans les réunions publiques que préside notre jeune ami, un de ces ouvriers parisiens intelligens, autodidactes, avec des trous à jamais béans dans leur culture. Elle, une élève de lycée de filles, qui se destinait à l'enseignement quand elle connut Herpin. Elle avait dix-huit ans et s'enflamma comme un punch, dès qu'elle entendit parler cet apôtre à la figure de demoiselle : il avait vingt ans. On s'est marié et il y a deux enfans.

— Intelligente? demanda Florence.

— Ma foi, je n'en sais rien, je la connais fort peu.

— Jolie? demanda Vivien.

— Elle l'a été. Une de ces frimousses chiffonnées de parigote, mais avec deux yeux profonds, sombres, ardens. Ces fraîcheurs de grisette, cela ne tient pas plus que le pollen sur les ailes d'un papillon. La première maternité a tout fané. Elle n'est plus jolie, mais elle a toujours ses grands yeux brillans qui font qu'elle ne sera jamais laide. D'ailleurs aucune science de la toilette. On dit qu'elle aime trop son mari pour songer à le séduire.

— Et lui? demanda Florence.

— Lui, il est celui qui est aimé. Ça n'est jamais égal, ces choses-là. N'est-ce pas qu'il est curieux à observer, mon jeune ami? Son ardeur, sa foi en son œuvre ravissent un vieux blasé comme moi. Il est prêt à se faire casser la tête pour ses convictions et à casser celle des autres.

— Évidemment, dit Vivien, cet heureux mortel ne se fait pas à soi-même d'objections; ses bonnes méthodes critiques ne jouent pas pour lui le rôle d'avocat du diable... L'esprit souffle où il veut, finit-il, trouvant aussitôt des expressions empruntées au langage des chrétiens, dès qu'il voulait définir un sentiment religieux.

VIII

Trois jours plus tard, Herpin se rendait à l'invitation de Florence...

— Vous voyez, lui dit-elle; j'ai déjà étudié vos idées. Et elle lui montrait les livres de Karl Marx, de Bebel, de Georges Sorel qui étaient sur sa table.

Il sourit.

— Je suis heureux de vous avoir inspiré tant de sympathie pour elles...

— Sympathie, peut-être plus encore curiosité. Mais ne me croyez pas tellement ignorante des questions que traitent ces livres. J'en avais lu des extraits ou des analyses.

— Cela suffit presque; l'essentiel est de connaître, dans leurs grandes lignes, les théories qui nous ont préparés; mais plus encore il faut nous connaître, nous, nous entendre, nous voir agir, nous comprendre; nous sommes des livres vivans. L'écrit ne vaut pas la parole, lorsqu'on entreprend de faire partager ses idées aux autres hommes.

— En général. Mais ne pensez-vous pas que les convictions que nous prenons dans les livres ont quelque chose de plus profond? La parole, quand elle est harmonieuse, a une magie qui peut égarer notre esprit en séduisant notre oreille.

— Le style aussi est une magie.

— C'est vrai.

— N'analysez pas tant vos sentimens. Si c'est la parole qui vous convainc, abandonnez-vous à la parole ; si c'est le livre, lisez. Pourvu que nous soyons vainqueurs, qu'importent les armes? Ce que nous voulons, c'est être plus forts, plus persuasifs que nos adversaires. Nous ne redoutons pas la lutte; au contraire nous la désirons comme ceux qui sont sûrs de la victoire.

— Sûrs? Est-on jamais certain de vaincre?

— Nous le sommes. Et savez-vous pourquoi?... C'est que la plupart de nos adversaires sont comme vous, sont comme votre mari, quand ils sont intelligens : — ils n'ont pas la foi. — Ils disent : « peut-être?... qui sait?... » Au fond, tout leur est égal ; leur défense n'est faite que de leur égoïsme et de l'égoïsme de la société. Ils donnent les raisons de leurs résistances et philosophent sur ce qu'ils veulent conserver, c'est tout ce qui distingue cette élite de la masse épaisse des bourgeois, — j'entends par là ceux qui ont intérêt à ce que l'état de choses actuel dure. — Un bloc qui ne doit sa cohésion qu'à la réunion d'intérêts communs, quelle résistance peut-il opposer à cette force une, simple, vivante, enflammée : la Foi?

— La Foi! — Mais vous raisonnez comme les chrétiens?

— J'ai la Foi comme ceux qui sont dignes de ce nom de chrétiens que tant d'entre eux ne doivent qu'à leur baptême. Aussi les chrétiens véritables seraient-ils les seuls adversaires que je craindrais dans la lutte, s'ils entraient dans l'arène, à forces égales : mais ils ne sont qu'une poignée de combattans. L'ardeur de mes convictions vous étonne?... En vous-même, vous me traitez de naïf. Qu'importe? Oui, je crois que ma foi est la seule vraie, je crois qu'elle triomphera. Pourquoi le croyez-vous? telle est la question que vous allez me poser. J'y crois parce qu'elle est victorieuse ; j'y crois parce que j'y crois. il faut toujours en arriver là avec nos affirmations. Votre intelligence, vos analyses, vos pourquoi, vos parce que, en fin de compte, se heurtent aux mêmes barrières. On ne les franchit qu'avec des ailes. Ah ! que je voudrais vous faire partager ma foi !

Il dit cela spontanément parce qu'il regarde ce visage de femme que la réflexion embellit, tandis que pour la plupart des visages féminins, elle ne semble qu'une fatigue qui, en les tendant, ôte à leurs lignes toute grâce.

Une ardeur de convertir enflamme Claude, le rend plus pressant.

— Croire à son œuvre ! Ah ! si vous saviez quelle vie en nos veines, quelle source sans cesse renaissante de joie en nous ! et ne sommes-nous pas nés pour la joie ? L'univers en est transformé à nos yeux. Nous ne sommes plus « agis, » nous sommes des maîtres, des créateurs. Tandis que : je sais... je ne sais pas... à quoi cela vous mène-t-il, si ce n'est au découragement, puisque vous aboutissez toujours à ce « je ne sais pas, » final ?

Elle demeurait rêveuse et ne répondait pas.

Elle leva enfin les yeux vers ceux de Claude et elle y vit briller tant d'enthousiaste audace qu'elle sourit à ce jeune conquérant, sa jeunesse attirée par cet ardent foyer.

A ce moment, Jacqueline entra dans le salon.

— M. Claude Herpin, dit Florence, présentant le jeune homme ; Mme Jacques de Mirville, ma sœur.

Claude s'inclinait et prenait congé en même temps.

— Que je ne vous fasse pas fuir, dit Jacqueline, je connais votre nom, monsieur, il ne m'effarouche pas...

— Il est bien, ce révolutionnaire, remarqua la sœur de Florence, lorsque Claude se fut éloigné. Amène-le à l'un de mes lundis.

— Il ne voudra pas ; il ne fait pas de visites, il ne va pas dans le monde.

— Alors, cette exception en ta faveur ?... C'est qu'il en tient pour toi.

— Quelle idée ! Je l'ai rencontré l'autre jour pour la première fois chez Périer, le sculpteur.

— D'autant plus significatif. Et l'on peut flirter même en faisant de belles théories sur la société. Pendant qu'il te dit un tas de mots sans grâce : capital, salaires, retraites ouvrières, prolétariat, il n'a pas les yeux dans sa poche, cet homme ! Tu es jolie, il est jeune...

— Tais-toi donc ! dit Florence en haussant les épaules. Je ne suis pas comme toi, je ne pense pas constamment à l'effet que je produis sur les hommes.

— Merci. Je n'y pense pas tout le temps non plus. Seulement, ces choses-là, cela se sent, et moi, il n'y a que cela qui m'amuse... Chacun prend son plaisir où il le trouve. N'est-ce pas, Vivien, dit-elle à son beau-frère qui entrait au même moment, n'est-ce pas, que c'est votre théorie à vous aussi, qu'il ne faut faire dans la vie que ce qui vous amuse!

— Je n'ai pas dit exactement cela, répond Lemire en riant.

— Pas exactement, mais cela ressort si clairement de ce que vous écrivez. Votre conclusion, c'est qu'il faut tuer le temps parce que tout effort est vain.

— Tresser de la paille, murmure Vivien pour lui-même.

— Moi, continue Jacqueline, je le tue gaiement. Florence s'adonne au marivaudage philosophique; vous, vous coupez des cheveux en quatre dans la pose de l'âne de Buridan. Au fond, tout ça, c'est bien la même chose.

Vivien riait.

— Vous êtes une petite bête de joie, dernier cri, tout à fait réjouissante, dit-il.

— A propos de bête, s'écrie Jacqueline, mon premier mari me donne des ennuis. Imaginez-vous qu'il veut que mon petit garçon appelle sa femme actuelle « maman, » sous prétexte qu'elle vient d'avoir un enfant et que Pouf est le frère de ce nouveau-né!...

— C'est inadmissible! dit Florence, on n'a qu'une mère.

— C'est aussi ce que je dis. Voyons, Vivien, vous qui par profession trouvez des titres exacts, comment Pouf peut-il appeler cette femme-là?

— Mon Dieu, dit Vivien sérieux, mais avec une indéfinissable ironie, je n'ai pas assez réfléchi à la question. Madame, c'est trop Louis XIV; ma tante, ne rime à rien; marraine, le baptême joue un rôle si insignifiant dans tout cela! La meilleure solution est qu'il vous appelle chacune : maman, en faisant suivre ce mot de votre prénom : Maman Jacqueline, maman X...

— Non, cent fois non, dit la jeune femme avec véhémence; il n'est qu'à moi, moi seule suis sa maman. J'irai demander conseil à mon avocat.

— C'est amusant, dit Vivien, lorsque sa belle-sœur fut repartie, ces parodies des mères de Salomon. Le divorce n'est pas encore épuisé comme mine d'effets comiques.

— C'est bien pourquoi, comme je vous l'ai dit souvent, remarque Florence, l'union libre est la seule solution logique.

— Cela ne vous donnera pas une solution pour les enfans...

— Les circonstances modifient l'individu ; l'amour paternel et maternel, tout en subsistant, pourra se modifier par l'union libre. Et l'union précédant la naissance de l'enfant, c'est à elle qu'il faut d'abord penser, c'est-à-dire au bonheur des deux êtres qui ont joint leurs destinées. Réellement, trouvez-vous que nous soyons liés surtout par les paroles qu'a prononcées, devant nous, cet officier de l'état civil?

— Nullement, dit Vivien, avec cette nuance d'ironie que Florence ne saisissait pas lorsque l'ironie prenait sa source dans les sentimens intimes de son mari.

— Nous sommes des amans légaux, dit la jeune femme.

Vivien se boucha les oreilles.

— Vous avez des mots qui hurlent d'être ensemble.

— Votre exclamation me donne raison, s'écria Florence triomphante, nous sommes bien réellement des amans qui n'ont d'autre lien que leur amour. Demain, si nous ne nous aimions plus...

Elle s'arrêta, gênée subitement par le regard que Vivien attacha sur elle. Il dit avec tristesse :

— C'est donc une possibilité que vous avez quelquefois envisagée?

— N'y a-t-il pas des heures où nous envisageons tout, tout ce qui pourrait arriver?

— Oui, mais ces pensées involontaires, nous ne consentons même pas à les exprimer, comme si nous craignions de rompre un charme.

— Comme vous restez naïvement amoureux, vous le pénétrant psychologue! Je crois que vous savez beaucoup mieux analyser les sentimens des autres que vos propres sentimens.

— Vous vous trompez; je me rends aussi bien compte de ce que vous êtes pour moi, que je vois ce que je suis pour vous. Mais la clairvoyance ne nous préserve pas plus de souffrir qu'elle ne nous garde d'aimer.

— Elle ne nous empêche peut-être que d'être heureux, dit Florence pensivement. Je suis sûre, continue-t-elle en changeant de ton, que Claude Herpin n'a pas le quart de votre perspicacité, qu'il ne connaît pas le cœur humain comme vous, lui qui électrise tant de cœurs! Comme il est heureux, celui-là!

Il sort d'ici. Très curieux, cette espèce de nabi du xxe siècle.

Elle parlait à présent comme Vivien lui-même. L'écho des paroles de Claude s'était éteint peu à peu dans son âme.

— Voulez-vous m'accompagner à sa prochaine réunion salle Wagram? dit-elle. Cela m'intéresserait de l'entendre et pour vous ce serait peut-être un type à étudier...

Et ils allèrent à la réunion de Claude Herpin.

Vivien, bien qu'il s'en défendît tout d'abord, fut pris comme les autres par la parole du jeune homme. A moins d'être mis en garde par de fortes convictions contraires, on ne pouvait pas ne pas être séduit par tant de juvénile ardeur. Vivien jouit des dons oratoires de Claude, de l'harmonie de sa phrase, tantôt passionnée, tantôt persuasive, toujours vibrante de la conviction qui l'animait. Vivien admirait en artiste; il ne discutait pas le fond du discours de Claude; il accueillait ses idées avec bienveillance dans son intelligente curiosité, comme on observe des étrangers qui sont représentatifs des qualités de leur nation. Puis la personne même de Claude lui plaisait, son apparence extérieure, l'accent victorieux de sa voix, la franchise de son regard. Du moment que les hommes d'action ne blessaient pas son vif sentiment du goût, qu'ils étaient de bonne foi, Vivien se laissait aisément entraîner vers eux; il jouissait de les regarder vivre, comme si un peu de cette flamme s'était communiquée à lui; il ne devait retrouver la clairvoyance de son jugement que plus tard, lorsque l'impression était émoussée.

Il félicita chaleureusement le conférencier à la sortie de la réunion. Claude sentit que ses complimens étaient sincères; il s'en étonna.

— Je pensais que j'aurais choqué beaucoup de vos idées...

— Mais non, mais non, dit Vivien avec vivacité. D'abord, vous avez une façon de dire les choses si pleine d'entraînante conviction que nous ne chicanons pas sur la nature du plaisir que nous prenons. Et puis, après tout, vous pouvez avoir raison. Il vous est peut-être réservé de résoudre la question sociale; je ne sais pas, je ne demande pas mieux; vous voyez que je suis un homme de bonne volonté. Vous êtes jeune; vous vous adressez à des jeunes, j'entends par là à des hommes nouveaux, il serait assez logique que le salut de cette génération lui vînt par vous, qui avez ses idées, ses manières de sentir et de s'exprimer. Si j'ai fait mes réserves, l'autre jour, sur vos moyens de sauver les

hommes, c'est parce que je doute de leur efficacité et non parce que j'en ai de meilleurs à vous proposer.

Claude, les yeux brillans, écoutait avec plaisir ce que lui disait Vivien, mais sans y attacher un prix particulier; ce qu'il cherchait en ce moment, c'étaient les mains tendues vers lui, les sourires émus et joyeux; mais le sourire et la main qu'il désirait entre tous, c'était le sourire et la main de Florence.

Elle n'avait rien dit, elle écoutait ce que disait son mari. Claude lui demanda :

— Vous êtes contente?

Elle lui répondit :

— Oui, parce que je sens une partie de ce que vous avez exprimé. Je ne connais pas encore assez à fond les moyens que vous proposez pour faire le bonheur de l'humanité, mais ce sont tous des moyens de liberté, c'est pourquoi je les aime. Je ne puis souscrire qu'à ce qui rend cette liberté plus complète, il y a en moi une invincible répugnance contre tout ce qui l'entrave. Mon mari a raison, vous êtes de votre temps : quand on ne marche pas avec son temps, il vous entraîne en passant par-dessus vous, tandis que, lorsqu'on marche en avant, on est le chef.

— Hum! dit Vivien, son sens critique reprenant le dessus, liberté absolue... chef... qui dit chef dit maître.

Claude n'avait que vaguement entendu la réflexion du romancier; d'autres auditeurs l'entouraient pour le féliciter. Florence eut un haussement d'épaules agacé, et ne répondit rien non plus, mais elle sentit en elle-même une sourde irritation contre cette parole qui venait rabattre vers la terre l'essor de son enthousiasme. Car elle ne résistait plus à l'élan qui portait son être vers des doctrines dans lesquelles elle trouvait la formule de ce besoin inné de liberté que son éducation sans discipline avait développé.

Sans qu'elle s'en rendît compte, c'était sa sensibilité qui commandait à son intelligence. Elle raisonnait encore, mais sa raison suivait son instinct. Elle sentait naître en elle une foi, ce fluide qui aimante nos facultés, qui reste mystérieux dans son essence, même si l'on peut en définir les manifestations.

Et cette foi naissante, elle la devait à Claude. Elle lui en était reconnaissante avec attendrissement, comme le disciple envers l'apôtre qui lui a montré la lumière. Et désormais elle

rechercha toutes les occasions d'entendre la parole qui l'avait appelée sur la route.

Son mari, par son attitude, par la sincérité de son intérêt, l'encourageait dans sa voie nouvelle. Il ne manquait pas une des réunions de Claude, il prenait un plaisir extrême aux découvertes qu'il faisait dans ce milieu nouveau pour lui. La jeunesse fougueuse de ces combattans le revivifiait. Lui qui, jusqu'ici, fréquentait surtout par profession des désabusés ou des roublards, lui aussi semblait pris du zèle des néophytes. Vivien en était à ce moment de curiosité passionnée qui était pour lui un plaisir presque comparable à celui de la création littéraire. Mais bientôt son imagination et son art d'écrivain l'entraînèrent au delà du désir de connaître. Il ne s'était pas contenté longtemps d'écouter Claude et ses amis; sollicité par eux, il avait mis sa plume au service de leurs idées. Il avait écrit dans leurs journaux, dans certaines revues, des articles qui avaient fait sensation. Il soutint des polémiques où il déployait toutes ses qualités d'écrivain et aussi toutes ses habiletés. Ses paradoxes étaient étayés par les raisonnemens les plus logiques. Pour défendre les doctrines socialistes, il se découvrait, plume en main, un tempérament d'avocat dans son argumentation, mais dans son argumentation seulement; il restait vrai dans sa bonne volonté et se convainquait lui-même en cherchant à persuader les autres. Par momens il avait l'illusion qu'une foi commune l'unissait à ceux dont il défendait les doctrines. Il s'imaginait être sincère lorsqu'il exaltait, au cours de quelque polémique où l'intolérance et la mauvaise foi de l'adversaire l'avaient aiguillonné, les moyens préconisés par ses nouveaux amis pour amener une diminution de souffrance dans le monde; son besoin de justice était satisfait momentanément.

Mais ce qu'il ne voulait pas s'avouer à soi-même, c'est qu'en réalité, il suivait Florence dans ce chemin où elle s'engageait avec tant de joyeuse ardeur. C'était l'amour de sa femme qu'il espérait y rencontrer, c'était elle qu'il voulait séduire en lui montrant une nouvelle forme de son talent et presque une nouvelle forme de sa nature. Elle le verrait dans la force, dans la véhémence et dans la flamme. La pose du conquérant séduit plus les femmes que ne les touche l'attitude implorante du vaincu. Inconsciemment, il voulait que Florence détournât sur

lui les regards admirateurs qu'elle fixait sur Herpin. Elle était de celles qui ne donnent leur amour que si elles sont prises par leur orgueil.

Vivien entra en relations avec les principaux chefs du parti, devint membre de leurs comités; on lui demanda de prendre la parole; après quelques hésitations, car il comprenait qu'il serait obligé d'employer certains effets oratoires auxquels répugnait son bon goût, il accepta. Il voulait connaître l'ivresse des applaudissemens directs. Il ne résistait plus au flot qui l'entraînait; il n'entrait pas dans la lutte, il s'y jetait; c'est le mouvement des faibles, c'est aussi celui des scrupuleux qui ne veulent plus écouter ni la voix de leur conscience, ni les objections de leur critique.

Dans le « parti, » les gens pratiques s'applaudirent de compter cette recrue de marque, venue d'un milieu si différent et dont on ne pouvait prendre en défaut la culture. Les âmes évangéliques se réjouissaient avec simplicité de cette conversion, les fanatiques la négligeaient, sentant bien que Vivien ne descendrait jamais en personne dans la rue, et, un théoricien de plus, à quoi bon?

Pour Claude, il n'éprouvait aucune sympathie à l'égard de Vivien. Il avait l'intuition que, seules, leurs paroles s'accordaient, que jamais leurs sentimens ne seraient à l'unisson.

Claude Herpin était un visionnaire à l'ardeur concentrée, tel que la Révolution en donna plus d'un à la France. Sa jolie figure rappelait celle de Saint-Just. Il croyait à sa mission et sa foi réelle servait son besoin de domination, son orgueil; car, ce qui distingue l'apôtre révolutionnaire de l'apôtre évangélique, c'est que celui-ci vient au nom de son maître, tandis que celui-là ne tient les maîtres dont il fut le disciple que pour ses précurseurs. Le charmant visage, la voix prenante servaient une âme autoritaire très maîtresse d'elle-même, malgré de subites violences. Claude était le révolutionnaire de son temps, sans niaiseries sentimentales, mais chez lequel le naïf optimisme des vieilles barbes de 48 était remplacé par une crédulité aveugle en la science humaine, ou du moins dans ses manifestations actuelles, car il n'avait pas le sens historique. Les facultés oratoires de Claude s'étaient développées de très bonne heure, dès l'enfance, aux dépens des facultés de réflexion. On pouvait dire qu'il parlait plus ses idées qu'il ne les pensait.

Sa jeunesse avait rencontré tout de suite le succès; il avait aimé cette parole qui le lui valait et ainsi il avait été entraîné à n'envisager les idées que comme de la matière oratoire.

La parole, c'était aussi son instrument de domination; s'il en avait l'orgueil, en même temps, il s'y asservissait et, pour le polir et l'aiguiser, lui sacrifiait la réflexion qui concentre la pensée sur elle-même et l'isole des ornemens dont la revêt la parole. Le cerveau de Claude était à vingt-cinq ans ce qu'il serait à trente; au fur et à mesure, il déversait au dehors tout ce qui y prenait naissance, sans rien réserver pour son propre développement.

Claude avait le mépris de la femme, non pas exprimé, mais instinctif et logique. La femme, c'était pour lui le piège tendu à la sensibilité de l'homme. S'il s'était marié, ç'avait été dans l'entraînement de ses vingt ans, volontairement chastes, mais aussi par raison; il ne voulait pas être tenté par des amours plus hasardeuses. Il appelait les femmes au travail pour l'élaboration de la cité future : il était préférable de les avoir pour soi que contre soi ; mais il n'acceptait ces auxiliaires que parce qu'il ne pouvait pas faire autrement. Il craignait toujours qu'elles ne vinssent à rabaisser les questions à leur taille au lieu de se hausser jusqu'à elles; aussi n'aurait-il pu expliquer pourquoi il avait dit à Florence, quand il l'avait vue pour la première fois : « Les femmes comme vous doivent venir à nous. » Les femmes comme vous, cela voulait dire simplement « vous. »

IX

Les Lemire dînent chez les Herpin pour la première fois.

Outre Vivien et sa femme, il y a six autres convives. Deux jeunes gens, les disciples de Claude, qui le suivent partout comme son ombre; le journaliste Rabaud, un gros homme accueillant, une bonne tête de terre-neuve mâtiné qui ne ferait pas de mal à une mouche, comme on dit, et qui sept fois la semaine, dans son journal, envoie les bourgeois à la lanterne ; le médecin Bernier qui parle peu et mange solidement, et le ménage Delpierre. Mme Delpierre est une ancienne collègue de Mathilde Herpin; elle occupe un poste important dans l'enseignement primaire. Quoiqu'elle ait d'assez jolis traits, son visage

inspire l'ennui, quand on le regarde durant quelques instans. Mère elle-même d'un enfant, et par profession voyant de claires et joyeuses figures, il n'est resté dans ses prunelles nul reflet de ces sourires innocens. M. Delpierre est le mari de Mme Delpierre ; aucun autre signe distinctif.

Vivien a Mme Delpierre comme voisine de table.

— Comme ils sont gentils, les petits garçons d'Herpin ! dit-il pour entrer en matière.

— Très gentils. Ne faites-vous pas trop travailler la cervelle de l'aîné ? demande-t-elle à Mathilde.

— Nullement ; mais c'est un enfant qui est très intelligent et qui réfléchit.

— A quatre ans ! Il faut l'en empêcher. Son cerveau se déformera.

— L'homme qui réfléchit est un animal dépravé, dit Vivien en riant.

— Rousseau avait bien raison, monsieur, reprend gravement Mme Delpierre. Aussi mon enfant est-il élevé en vrai sauvage. Je ne veux pas qu'il ait une seule idée générale dans la tête ; l'idée générale, ce serait l'idée fausse, puisqu'elle lui serait inculquée par autrui.

— Et quels sont les jeux de ce jeune sauvage ?

— Il joue à courir, il fait des pâtés dans le sable, il élève des constructions, il traîne une brouette ; mais il n'a pas de chevaux. Il imiterait les cochers et apprendrait à frapper les animaux.

— Et il n'a pas de soldats de plomb ? Puis-je vous avouer que j'ai beaucoup aimé les soldats de plomb, sans vous inspirer un peu de mépris ?

Le sourire condescendant de Mme Delpierre prouve à Vivien qu'elle ne le prend pas très au sérieux.

— Mon Jacquot ne se contenterait pas de faire des pâtés de sable, dit Mme Herpin. Ses pourquoi me poursuivent du matin au soir. Et il faut que je lui raconte des histoires, dès qu'il ne joue plus.

— Vous ne lui racontez pas, j'imagine, ces absurdités dont on a bercé notre enfance ?

— Comment ! s'écrie Vivien qui s'amuse beaucoup, vous prohibez jusqu'au Petit Chaperon Rouge et à Cendrillon !

— Des mensonges ! des mensonges ! qui faussent le cerveau des enfans, dès le berceau.

— Des mensonges, mais qui contiennent un sens si vrai de l'homme et de la vie! Croyez-moi, les enfans ne sont pas si bêtes. Ils ont vite fait de démêler cette vérité, cachée sous la fiction qui l'enveloppe et l'embellit.

— Idées générales! Je ne veux pas que ce petit ait autre chose que des réalités dans la cervelle.

— Pauvre petit! murmure Vivien sincèrement. Et il voit tout d'un coup les livres d'images de son enfance, sur lesquels il rêvait des heures, et le sourire de sa mère penchée au-dessus de sa tête attentive. Comme elle contait joliment le Petit Poucet, sa maman! quel doux nid ses mains pieuses faisaient à l'âme du petit garçon sensible qu'il était!

On parle d'autre chose. Mathilde, qui est silencieuse, distraite, regarde ses invités et tout à coup une contraction douloureuse saisit son cœur. Elle a vu les regards de Claude et de Florence se croiser. Qu'y avait-il dans ces regards qui échangeaient leur clarté? Elle ne saurait le dire, mais elle souffre. Et pendant tout le reste de la soirée, elle sent en elle une détresse inexprimable; les larmes qu'elle ne répand pas semblent refluer dans tout son être. Ce qui l'accable de tristesse, c'est la joie triomphante qui illumine le visage de son mari; il ne parle pas beaucoup : ses paroles, dirait-on, ne sont qu'un tremplin qu'il tend aux paroles de Florence. Celle-ci est très à l'aise; elle a été habituée presque dès l'adolescence à se sentir écoutée et admirée, cela lui semble dans l'ordre. Mais ce soir, elle éprouve en outre que Claude est fier d'elle. Cela pique son orgueil et excite sa verve joyeuse.

Vivien ne s'aperçoit pas de ce que Mme Herpin a tout de suite deviné avec sa sensibilité de femme amoureuse : Vivien a dans le cœur trop de généreuse naïveté pour soupçonner le mal chez celle qu'il aime. D'ailleurs, le mot de trahison ne conviendrait pas à l'élan qui porte l'une vers l'autre l'âme de Florence et l'âme de Claude. Ils n'analysent pas leurs sentimens, ils se livrent à ce flot sans penser aux conséquences futures de leur rencontre.

Après sa conversation avec Mme Delpierre, Vivien est demeuré silencieux : il porte les yeux sur Florence. De même qu'il ne pouvait autrefois mettre en regard l'image de sa mère et celle de sa fiancée, il ne se figure pas aujourd'hui sa femme penchée sur un berceau. Non pas qu'il lui fasse l'injure de

croire que la fibre maternelle n'existe pas chez elle, — Florence n'est pas une anormale, — mais Florence, mère de ses enfans à lui, voilà ce qu'il ne voit pas. Comme tous les fils très aimés par leur mère, il ne peut s'imaginer que la tendresse maternelle ait une autre forme que celle qui, jadis, entoura son enfance. Et Vivien sent plus encore tout ce qui les séparerait autour de ce berceau, malgré l'apparente concorde de leurs idées actuelles.

Vivien veut empêcher ce réveil d'un mal qui s'engourdissait; il sort subitement de son mutisme et se lance dans la conversation avec un brio qu'on lui connaît rarement, une verve qui ne flambe que sous l'empire d'une excitation nerveuse. Et l'ironie qui veille toujours à l'arrière-plan de ses discours reparaît aussitôt. Il l'exerce aux dépens des ennemis de ses convictions nouvelles.

Les convives de Claude, Claude lui-même y applaudissent, la goûtent comme quelque mets plus agréable au palais que profitable à l'organisme. Florence, seule, écoute avec indifférence. Cette parole, qu'elle a admirée naguère pour elle-même, n'a plus à présent l'attrait de la nouveauté.

Les hôtes de Claude se retirent vers minuit. Lorsqu'ils sont partis, Mathilde dit à son mari :

— Crois-tu que Mme Lemire s'intéresse vraiment aux questions sociales ?

Claude, qui pensait en lui-même qu'il ne reverrait Florence que huit jours plus tard et que le temps serait long jusque là, demande :

— Pourquoi ?

— Parce que... je ne sais pas... avec son élégance, cela ne va pas.

La pauvre Mathilde ignore l'art de manier les aiguillons dont certaines femmes jalouses savent si savamment piquer leurs rivales.

Claude hausse les épaules.

— Alors, tu crois qu'une femme doit être nécessairement fagotée pour s'occuper de questions sociales, comme tu dis?

Mathilde a compris la maladresse de son attaque. Elle a senti surtout une douleur lui traverser le cœur, en rencontrant le regard dont son mari vient d'envelopper toute sa personne. Il se fait un silence.

— Si nous allions nous coucher, dit Claude qui bâille longuement.

— Allons....

Avant de se déshabiller, Mathilde passe par la chambre de ses petits garçons, pour voir s'ils sont bien bordés, si leur sommeil est paisible. Ce soir, elle s'attarde à les contempler, l'un après l'autre. Si l'un d'eux se réveillait et nouait ses petits bras autour de son cou, Mathilde sangloterait dans une détente bienfaisante, mais les deux petits dorment sans même tressaillir à l'approche de l'angoisse maternelle. Elle est seule, elle n'a pas de refuge pour sa peine. Elle n'avait que lui; il était tout pour elle, sa patrie et son Dieu, et c'est par lui qu'elle souffre. Lui dire le chagrin qu'il lui cause, non. Les paroles par lesquelles il la rassurerait la repousseraient en même temps. Elle a l'intuition que nul n'est plus cruel pour la femme qu'il n'aime plus, que l'homme dont le cœur vient de se prendre à un nouvel amour : la pitié qu'il manifeste, il ne la ressent pas.

Par avance, Mathilde souffre de tout ce qu'elle va souffrir par la suite, et, dans la nuit, ses yeux restent grands ouverts, et la fièvre martelle ses tempes... Son mari ne se doute pas de l'agonie de ce cœur qui bat à ses côtés; il la trouverait absurde, s'il la soupçonnait...

Claude doit partir le lendemain matin pour Saint-Étienne, où se tient le grand Congrès socialiste international. Il parlera le soir même dans le *meeting* d'ouverture. A la même heure, Vivien prendra la parole à Paris, dans une réunion organisée par un groupe de jeunes intellectuels du parti.

Tandis que celui-ci, nerveux, agité, cherche en vain le sommeil, tout préoccupé qu'il est de son prochain discours, Claude dort comme un enfant, parce qu'il a voulu dormir. La journée du lendemain étant la première d'un combat dont l'issue sera pour lui d'une importance capitale, cette pensée l'ayant saisi, il n'y a plus eu en lui qu'un jeune chef qui veut vaincre. L'image de Florence ne revint s'interposer entre le souci de son œuvre et lui que le lendemain soir, quand les mains d'une foule enthousiaste se tendirent vers lui, après qu'il eut quitté l'estrade où il venait de parler une heure durant. Instinctivement, ses yeux cherchaient les regards qui reflétaient si joyeusement ses victoires... Plus d'une fois, il avait parlé à

Paris sans que Florence fût dans la salle, elle ne lui avait pas manqué; mais, ce soir, il sentait son absence jusqu'au fond du cœur. Il avait besoin d'elle auprès de son triomphe...

Tandis qu'il rentrait seul à l'hôtel, il ne songeait plus à la victoire remportée, à l'ardeur de la lutte, à tout ce qui venait de faire bouillonner sa pensée, et vibrer ses nerfs; il se répétait ces seuls mots : « Je l'aime, je l'aime!... »

Un Vivien eût saisi la plume aussitôt et aurait crié son amour, plus éloquent, plus sincère presque, dans ce monologue éperdu. Claude ignorait la timidité de la parole; il traduisait mieux ses sentimens par la parole que par la plume. Sa décision fut prise : dès qu'il arriverait à Paris, il irait chez elle et il lui avouerait qu'il l'aimait. Et, à partir de ce moment, la fièvre de l'attente rendit ses discours plus vibrans encore; son éloquence bénéficia de son amour.

X

Vivien avait préparé particulièrement la conférence qu'il faisait ce soir-là. Elle était importante, parce qu'elle inaugurait à Paris une série de *meetings* socialistes qui devaient tenir le parti en haleine durant la période électorale. Elle avait lieu à la salle Charras. Il l'avait écrite, empoigné par son sujet, mais ne perdant pas une seconde de vue la forme. Quelle que fût l'émotion que traduisait sa plume, sa raison était maîtresse de son style.

Avant qu'il parût sur l'estrade, on entendait la salle bruire d'un murmure de joyeuse impatience : c'était comme la vibration de l'atmosphère un jour de canicule. Vivien, le cœur battant, la fièvre aux tempes, parut. Et aussitôt, une houle d'acclamations le porta jusqu'à sa place, tandis qu'un frisson lui saisissait le cœur, aimantait jusqu'à la pointe de ses cheveux.

Ce n'était pas la première fois qu'il jouissait directement de l'applaudissement des hommes; il ne se lassait pas de ressentir cette griserie spéciale qui fait bourdonner le cerveau du bruit des acclamations, de goûter l'ivresse de l'unanimité des sentimens, ce courant qui s'établit entre l'orateur et son auditoire, mais l'âme de l'orateur ne subjuguant l'auditoire que lorsque l'auditoire a donné à l'orateur une âme de foule vibrante, passionnée, sublime ou absurde. L'accent de Vivien était si

convaincu qu'il entraîna le public, beaucoup plus que ses paroles mêmes. Les intellectuels qui composaient la salle en majorité, professaient le mépris du style, incapables qu'ils étaient de l'apprécier, et cela parce que beaucoup d'entre eux n'étaient pas Français d'origine. Mais Vivien s'était pris lui-même à l'accent de ses propres paroles; il ne se rendait pas compte de la qualité de l'admiration que provoquait son discours. Quand, après lui, un autre orateur, véhément de gestes et fort en gueule, improvisa une variation bruyante sur le « Aux armes! » et prêcha le recours à la violence, Vivien ne fut pas choqué que les mêmes cris d'enthousiasme eussent salué l'une et l'autre péroraison.

Il avait rappelé, en finissant son discours, qu'au même instant, à Saint-Étienne, le jeune apôtre Claude Herpin pulvérisait leurs adversaires. Ces paroles avaient été accueillies par un tonnerre d'applaudissemens. Seule, parmi les auditeurs, Florence n'avait pas applaudi. Elle n'avait pas attendu que son mari évoquât le souvenir de Claude, pour le rejoindre par la pensée, et ce geste bruyant lui avait semblé trop vulgaire pour exprimer ses sentimens intimes. Quant au discours de Vivien, elle l'avait goûté en connaisseuse; elle avait apprécié la beauté des paroles, sans se laisser toucher par l'accent. Elle ne pouvait s'empêcher de le trouver d'emprunt, tant cette véhémence, cette vibration continue lui semblaient contraires à ce qu'elle croyait connaître de la nature de son mari. Mais Vivien était encore si trépidant des acclamations entendues, qu'il ne remarqua pas ce qu'il y avait de voulu dans les félicitations que Florence lui adressa lorsqu'ils se retrouvèrent à la sortie de la réunion.

Quel autre élan eut le : « Eh bien? » dont elle salua l'arrivée de Claude, huit jours plus tard! Il était venu directement de la gare chez elle; il lui tendait les mains, les regards ravis.

— Cela a marché au delà de mes espérances; j'ai fait des conversions.

— Ah! que je suis heureuse! dit-elle joyeusement. Ma pensée vous a suivi constamment là-bas.

— Et moi!... Mes yeux vous cherchaient parmi tous ces indifférens. Florence, dit-il d'une voix plus basse et toute tremblante, vous l'avez compris que je vous aime, mais vous?... vous?...

Il lui avait saisi les mains. Elle ne les retirait pas; un trouble inexprimable l'avait envahie.

— Et moi aussi je vous aime, dit-elle enfin, résolument, les yeux grands ouverts fixés sur les yeux du jeune homme.

— Oh! que je suis heureux! que je suis heureux! balbutiait-il en l'attirant vers lui.

Elle se dégagea doucement.

— Oui, nous allons être très heureux, Claude, murmura-t-elle plus bas, prononçant ce nom avec ferveur.

Il voulait la reprendre dans ses bras.

— Non, dit-elle. Ne me parlez plus, je vous en prie, partez... J'ai besoin d'être seule avec mon bonheur.

— Florence! implora-t-il.

— Non... non... demain, redit-elle troublée. Et puis Vivien peut entrer d'une minute à l'autre... Partez!

Elle avait besoin d'être seule en effet pour voir clair en elle-même, tant il lui semblait que son cœur avait été surpris par un courant auquel il n'avait pu résister. Elle en était tout étourdie. Elle aimait Claude; de cela elle était certaine. L'image de Vivien se présenta à son esprit; elle comprit à ce moment qu'elle ne l'aimait plus depuis longtemps. Elle ne comparait pas l'amour qui prenait son cœur au sentiment qui l'avait occupé jadis; ce rapprochement n'aurait pu naître que dans une conscience tourmentée qui se cherche des excuses. Son amour d'aujourd'hui et son inclination d'autrefois étaient si différens!

Elle était subjuguée; jadis elle avait conquis. Elle avait connu l'orgueil d'être aimée, elle connaissait l'enchantement inexprimable de se donner. Son cœur, sa pensée ne cherchaient plus dans le cœur et dans l'esprit de l'autre des parures, mais un aliment.

Pendant quinze jours, Florence et Claude vécurent dans la même félicité triomphante et juvénile. Ils se voyaient rarement, Claude menant de front une campagne en province et ses réunions à Paris; mais il était si fier d'être aimé d'elle qu'il voulait lui donner surtout l'orgueil de son amour. C'était le réciproque orgueil qui refrénait momentanément l'ardeur de leur passion et leur permettait de demeurer naturels devant Vivien et de l'abuser sans recourir au mensonge.

Puis le mari de Florence se donnait corps et âme au parti;

il vivait dans l'excitation perpétuelle des combats et des escarmouches. A chaque instant, il prenait la parole. Il lui arrivait bien, lorsqu'il préparait ses discours dans la solitude, de trouver qu'il se répétait, mais une fois qu'il était plongé dans l'atmosphère des réunions, il était repris par les acclamations, par les rires vainqueurs de ces conquérans joyeux. Et il ne trouvait pas exagérés les comptes rendus des journaux amis, qui transformaient les moindres avantages en triomphes.

Et cependant, par momens, il lui semblait ne pas se reconnaître, lorsqu'il regardait en lui-même. Il se faisait l'effet d'être en voyage dans un pays dont les curiosités l'enchantaient momentanément; mais il était loin de son logis, l'habituelle demeure de ses idées, il ne la reconnaissait pas. Qu'étaient devenus son goût inné pour les nuances de la pensée, cette loi de son esprit de ne se livrer à une opinion qu'après l'avoir examinée sous toutes ses faces, ce respect de la conviction du contradicteur, qu'il n'éprouvait pas par simple courtoisie, mais à la fois par intelligence et par humilité? Il n'avait plus l'emploi de ses dons de finesse, et cependant il sentait, quand, par hasard, il se servait des délicats instrumens de son analyse, que c'était dans leur maniement qu'il excellait. Un regret le prenait alors, qu'il chassait aussitôt comme une tentation mauvaise.

Mais si de fugitives nostalgies de sa vie intellectuelle de jadis l'inquiétaient parfois, il se retrouvait encore moins dans le fond le plus intime de sa pensée. Jamais plus il ne rencontrait les traditions dans lesquelles il avait été élevé, qu'il avait vénérées, en aimant ceux qui lui en avaient révélé tout le prix.

Dans ces momens d'inquiétude qui passaient sur son âme comme les signes avant-coureurs du désenchantement, il se raccrochait à cette pensée que Florence partageait ses enthousiasmes, qu'ils étaient unis par des convictions communes. Il ne s'apercevait pas que le cœur de sa femme brûlait d'une autre flamme; il trouvait en elle une allégresse croissante et ne s'en étonnait pas, l'attribuant à l'atmosphère de lutte fiévreuse dans laquelle ils vivaient tous.

Et ce fut un soir que leurs destinées se décidèrent.

Il y avait eu une réunion fort houleuse dans une salle populaire. Vivien n'avait pas pris la parole. Il faisait partie du bureau. Claude avait tenu tête aux contradicteurs, des dissidens du parti. L'orateur avait à parler contre quelque chose, cela

avait surexcité sa verve. Il se ramassait devant l'obstacle ; il s'élançait à l'assaut, frappant d'estoc et de taille. Et il était resté maître de la place, au milieu des acclamations frénétiques de tout l'auditoire. Florence l'écoutait, émue comme jamais elle ne l'avait été. Ils n'avaient pu échanger que de brèves paroles à la sortie.

— Claude, avait-elle murmuré, vous êtes ma fierté et mon amour!

Et lui :

— Florence! Florence! Je ne puis plus vivre sans vous!

Elle rentra chez elle avec son mari. Elle resta muette durant le trajet, les joues en feu, une fébrilité dans la poitrine et dans la gorge. La voix de Vivien l'agaçait.

Quand ils furent arrivés, elle se laissa tomber dans un fauteuil, tandis qu'il roulait une cigarette.

— Je meurs de soif, avait-elle dit, sonnant pour qu'on lui apportât de l'eau.

— Les grandes émotions altèrent, dit Vivien avec un sourire. Ah! il a été superbe, l'ami Claude!

Sans savoir pourquoi, le ton de Vivien déplut à sa femme; elle ne dit rien.

— N'est-ce pas votre avis? demanda-t-il étonné de ce mutisme.

— Certainement.

— Mais, continua Vivien, — qui avait pris l'attitude pensive dont il avait eu jadis l'habitude et qu'il ne retrouvait d'ordinaire que dans la solitude, — mais, quand on y réfléchit, on se dit qu'on pourrait réfuter aisément une grande partie de nos discours. C'est avec sa tirade finale d'un si beau mouvement contre les appétits bourgeois, qu'Herpin a rallié les dissidens. Tout de même... tout de même, les appétits de ceux qui sont du même côté que nous de la barricade sont peut-être plus inquiétans? Les uns sont engendrés par l'égoïsme, les autres par l'envie, tous mettent la bête en liberté. Le problème social est terriblement complexe...

— Il est évident, dit Florence avec ironie, que ce n'est pas auprès de vous que l'on trouverait une solution; vous ne parvenez pas à rompre avec votre manie des dissertations stériles.

— Vous vous trompez. Je vois les réalités présentes, cela ne m'empêche pas de jeter un coup d'œil sur l'avenir. Vous,

Claude, vous semblez certains que l'avenir sera tel que vous l'organisez dans le présent. Moi, je ne puis me défendre de voir cet avenir entouré d'ennemis nouveaux, créés par des circonstances imprévues et de nouveaux besoins. Vous détruisez la société, vous ne changez pas les hommes. Les affamés d'aujourd'hui seront les repus de demain.

— Alors pourquoi venez-vous avec nous? dit Florence, puisque vous gardez au fond de vous-même votre éternel : à quoi bon?

— Parce que je cherche...

— Vous cherchez... quoi? Vous passez votre vie à tourner dans le même cercle. Avec votre façon de raisonner, rien d'étonnant si, un beau jour, on vous retrouve dans le camp adverse.

— Je ne le crois pas, dit Vivien tranquillement, cela se ressemblerait trop. Tous, républicains, royalistes, socialistes, finissent par en venir à l'argument du coup de poing; chacun fait appel à l'arbitraire, chacun se sert des armes qu'il reproche à l'adversaire. Et tous les chefs, au fond du cœur, ont le mépris de leurs troupes.

— Je vous assure, dit Florence, qui devenait agressive dans l'irritation croissante que lui causaient les propos de son mari, faites volte-face, mettez le cap sur l'extrême droite; vous retrouverez là quelques-unes de vos anciennes idées, auxquelles vous restez secrètement attaché...

— Non, les combattans politiques de l'autre côté choqueraient aussi ce que vous appelez mes anciennes idées. Je suppose que vous désignez ainsi les scrupules de mon éducation religieuse; j'aurais une répugnance à voir certains hommes rabaisser les choses éternelles au profit des affaires temporelles, comme j'aurais dit au sortir du catéchisme de persévérance, ajouta-t-il avec un sourire... Mais, pourquoi, Florence, me parlez-vous avec je ne sais quoi d'hostile dans le ton? Ce n'est pas la première fois que nous discutons sur ces sujets qui nous intéressent.

— Intéressent!... Le mot ne convient qu'à vous. Mais ne vous êtes-vous pas aperçu qu'elles sont ma vie, à moi, ces idées? Je ne discute plus, je ne raisonne plus; je me laisse entraîner par quelque chose de supérieur...

Vivien regarda sa femme avec étonnement. Il remarqua

alors le feu sombre de ses prunelles et ses gestes saccadés.

— Je vois, je sens, je crois... Et c'est la parole de l'apôtre qui vous a ainsi transformée? demanda-t-il, appuyant ironiquement sur le mot apôtre.

— C'est sa parole. Oui, c'est lui qui m'a convertie. Avant de le connaître, j'étais comme vous; j'allais de-ci, de-là, cherchant mon plaisir, rien ne me prenait vraiment. A présent, je comprends le bonheur de dévouer sa vie...

— Florence, dit plus âprement Vivien, qui soudain se souvenait des regards de sa femme croisant ceux de Claude, vous aimez cet homme?

Elle tressaillit, resta un instant sans répondre, puis résolument, la voix sourde, les yeux vers le sol :

— Oui, je l'aime.

Vivien s'était élancé vers elle, il lui avait saisi le bras.

— Florence! vous devenez folle!

Elle se dégagea.

— Non. Je ne parle pas dans une exaltation subite. Je vous dis ce soir ce que je vous aurais dit demain. Je ne vous aime plus, j'aime Claude, rendez-moi ma liberté.

Il était devenu d'une pâleur livide; il se laissa tomber dans un fauteuil, le front dans ses mains : il n'arrivait pas à comprendre.

Florence était tremblante d'émotion.

— Je vous jure que je ne suis pas sa maîtresse, dit-elle.

— Ah! que m'importe! s'écria-t-il avec violence. Je ne vous sais aucun gré de cette fidélité conjugale. Imbécile, que j'étais d'accueillir à mon foyer ce beau parleur!... Imbécile et naïf... C'était cependant dans l'ordre. On se sert du mari, on lui vole sa femme... Ce prophète de réunions publiques avait de trop beaux yeux et une voix trop caressante.

— Taisez-vous, dit Florence, vous parlez dans la colère. Les choses que vous me dites sont injustes. Claude n'est pas venu ici en séducteur. Nous sommes allés l'un vers l'autre, irrésistiblement, l'amour a été le plus fort. Nous reparlerons demain, voulez-vous. Quittons-nous à présent, avant d'échanger de mortelles offenses.

Elle gagnait la porte du cabinet de travail; il se leva et lui barra la route.

— Florence, s'écria-t-il, cela n'est pas possible! Tu m'aimes

encore... Tu sais bien que tu me fais une peine affreuse. Tu as été surprise, tu vas te reprendre, c'est une ivresse passagère. Je t'aime assez pour te pardonner.

— Laissez-moi passer, dit-elle, doucement. Je ne puis vous répondre ce soir. Laissez-moi, je vous en prie!...

Il restait immobile, comme assommé. Elle atteignit la porte, sans qu'il fît un geste pour la retenir; mais quand il entendit la porte se refermer, il comprit soudain, et se laissant retomber dans son fauteuil il se mit à sangloter longuement, désespérément, sans formuler ses griefs, avec seulement la certitude atroce qu'elle avait tout ruiné dans sa vie.

XI

Ils ont parlé le lendemain, sans colère, sans mots violens; ils sont sortis meurtris de cet entretien : elle a l'impression d'un mal nécessaire qui a amené la guérison, lui, d'une blessure cruelle dont rien ne peut atténuer les élancemens.

« Elle a ruiné ma vie! » c'est ce qu'il se répète lorsqu'il est seul, après leur entretien, et un mot monte à ses lèvres, de sa conscience, et de le prononcer dans sa douloureuse amertume le soulage pourtant :

« C'est ma faute!... »

Ces paroles, semble-t-il, expient certaines lâchetés de son passé, auxquelles il n'avait jamais voulu repenser. Mais ce qui le torture, c'est la cruelle duperie de ce qu'il appelait leur union. Unis? ils ne l'ont jamais été. Elle n'a jamais été sa femme, en réalité. Il n'y a pas eu entre eux de mariage au sens que Vivien donnait à ce mot par atavisme chrétien. Il est vaincu; il l'a été dès le premier jour, et, douloureusement, il se méprise. Ils vont s'en aller l'un de l'autre, il en éprouve presque du soulagement. Vivien souffre trop dans son cœur pour sentir les regrets de sa chair. Il déteste vraiment Florence comme il déteste « l'autre. » Il ne croit plus à ce nouvel évangile vers lequel il est allé par intelligente curiosité, mais surtout (il le comprend à cette heure), parce qu'il s'imaginait qu'une foi commune le rapprocherait de Florence, et parce qu'il pensait, par ses succès oratoires, lui inspirer de l'orgueil. Il a appelé cela une foi! En réalité, il n'a éprouvé qu'un élan, et cette bonne volonté qui se trouve au début de toutes ses évo-

lutions, cette ardeur qui fait taire sa raison, tant quelle aiguillonne son plaisir. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il se détache : plus d'une fois déjà son sens critique a protesté, il a dû faire effort pour le réduire au silence.

Un orgueilleux, par bravade, resterait à son poste pour ne pas avoir l'air de céder à un ressentiment, pour ne pas se faire traiter d'inconsistant par ses coreligionnaires. Vivien n'a jamais su dominer sa souffrance. Il a toujours devant elle le geste de fuir, et comme il ne fuit vers aucun havre, c'est la déroute dans la nuit glacée, celle qui précipite les passionnés vers le suicide.

Florence est partie le jour même. La vie n'était plus possible sous le même toit. Elle ne s'est pas retirée chez ses parens dont elle craint les récriminations, mais chez une amie, à Saint-Germain. C'est là que Claude vient la voir. Il n'a pas eu, lui, le courage de porter directement le coup mortel à sa femme ; il souffrirait de la voir souffrir, et c'est ce qu'il ne veut pas, dans l'égoïsme de son nouveau bonheur. Il a quitté le logis commun et il a chargé un de ses amis de porter une lettre à Mathilde, de la lui remettre après qu'on l'aura préparée à ce qu'elle contient.

Le cri de l'abandonnée fut celui d'une bête blessée, et une malédiction populaire monta à ses lèvres.

— Ah! la gueuse! c'est elle qui me l'a pris :

Sous une autre forme, sa protestation est la même que celle de Vivien. Mais elle crispe désespérément les mains sur l'objet qui échappe à leur prise.

— J'ai des droits sur lui, je suis sa femme. Et ses enfans?

Elle invoque le secours de la loi dont elle ne s'est jamais souciée jusqu'alors ; puis elle se rend compte que cette barrière fragile, créée par des hommes, les hommes l'ouvriront devant celui qui veut s'évader de ce qu'il considère désormais comme une prison. Elle le comprend et ne s'oppose pas plus longtemps au divorce, sachant que Claude trouvera toujours moyen de l'obtenir ; mais âprement elle dispute ses enfans à son mari, elle a en eux la seule arme qui pourra le blesser. Elle ne consent à divorcer que s'il prend par écrit l'engagement de ne plus les voir. Il se révolte, puis il signe. Il aime bien ses enfans, mais il est à une de ces heures de la vie où le sentiment du devoir seul peut nous retenir auprès des êtres que la veille nous chérissions par-dessus tout. Claude ne se croit pas d'autre devoir

envers ses enfans que celui de les nourrir. Il ne reconnaît pas les liens supérieurs de la race et de la famille. Ni Mathilde, ni ses enfans, ne manqueront jamais de rien matériellement. Qu'ont-ils de plus à lui réclamer? Et il s'absout par un argument d'individualiste : « Je suis jeune; j'ai besoin, pour donner ma mesure, de cette force merveilleuse qu'est l'amour de Florence. »

Et c'est vrai : l'enthousiasme, que lui communique son amour triomphant, le rend plus éloquent, plus entraînant.

Elle s'est donnée à lui, un soir qu'il le lui a passionnément demandé. A quoi bon cette comédie d'attendre le règlement d'intérêts qui se nommera leur mariage? Ils ne trahissent pas, c'est tout ce que réclame la loyauté de Florence; ils sont libres.

Ce soir-là, il lui avait dit :

— Vous êtes celle que j'attendais, celle dont tout mon être avait le besoin. Avec vous à mes côtés, la vie m'apparaît comme une perpétuelle victoire. Je suis un orgueilleux.

— Et moi, une orgueilleuse, dit-elle en souriant, tandis qu'il l'attire sur son cœur. Il me faut de la fierté dans l'amour, et à vous je suis fière de me donner.

Et ce sont leurs deux orgueils confondus qui chantent l'épithalame.

XII

Fragmens du journal de Vivien.

15 mars 1913.

Deux mois qu'elle est sortie de ma demeure pour ne plus y rentrer jamais. Moi aussi, j'ai quitté ces lieux que, l'espace de quelques jours, j'ai appelés « mon foyer. »

Je me décide à écrire mon journal. Je ne l'avais jamais fait jusqu'à présent; mes idées, je les mettais dans mes livres; mes sentimens, j'en animais certains de mes héros. Mais aujour d'hui j'ai besoin de dire ma souffrance, et je n'ai pas de meilleur confident que moi-même. Les autres ne me comprendraient pas; chacun de nous ne s'intéresse qu'à sa propre histoire, nous sommes toujours seuls avec notre douleur.

Le journal intime d'un littérateur, remarquerais-je, s'il

s'agissait d'un de mes confrères, c'est encore de la littérature. Nous savons bien qu'après notre mort, du moment que nous aurons fait de notre vivant quelque bruit dans le monde, ces notes intimes seront livrées à un public avide de commérages et de scandales... (Vous me direz : mettez dans vos dernières volontés que ce journal doit être brûlé; mais nous répugnons à la destruction de ce qui sortit de notre plume.) Je sais cela : qu'importe ! Il me semble que je souffrirai moins d'y voir plus clair en moi. Et qu'importe aussi que ce soit de la littérature ! Et en vérité, non, cela n'en est pas. Suis-je moins sincère, est-ce que je souffre moins parce que ma phrase rend ma pensée d'une façon plus saisissante ou qu'elle la traduit en mots plus harmonieux, mieux choisis que ne le fait le commun des hommes? Mais c'est bien comme les camarades que nous souffrons ; la douleur, nous la ressentons dans la mesure où notre cœur est capable de souffrir. On dit que nous nous consolons en chantant notre mal ; d'autres se consolent par la débauche, d'autres par l'oubli ; tous, nous nous consolons par égoïsme ; nous ne sommes pas les seuls lâches ou frivoles.

Hélas ! je n'en suis pas encore à l'oubli.

18 mars.

Je suis affreusement malheureux. Je n'ai pas eu le courage de reprendre ma plume depuis l'autre jour ; tout d'un coup, j'avais évoqué si nettement son image que je n'ai plus connu que cette souffrance physique qui vous anéantit dans un fauteil, les yeux clos.

Aujourd'hui, je me plains pour me plaindre. Je n'ai pas l'amer dédain de Vigny :

Gémir, pleurer, prier est également lâche...

Je gémis : je ne sais pas prier, je le regrette, je ne me révolte que par un mouvement physique. La révolte est stupide, car, si vous croyez à la Providence, vous savez qu'elle ne permet rien que pour votre bien final ; si vous la niez... si vous la niez... on ne se révolte pas contre le néant !

Est-ce bien *elle* que je regrette ? Je ne sais plus. J'ai, par momens, trop de colère contre elle : la rage de l'humiliation, non la haine qui n'est que de la jalousie exaspérée. Je lui en

veux d'avoir fait de ma vie un désert qui n'est pas même jonché de ruines. Où sont les souvenirs de tendresse que je puis évoquer pour y adoucir parfois la sèche amertume de mon chagrin? Quelle ivresse partagée dont mon cœur puisse tressaillir encore?

Ah! certes, dans les premiers temps de notre union (notre union!) elle a eu des paroles, des attitudes qui m'ont semblé traduire ses sentimens véritables... Mais a-t-elle jamais connu près de moi cette joie tour à tour inquiète ou ravie qui est en nous quand nous aimons? A-t-elle connu les secondes d'abandon parfait où nous ne demandons même pas à être payés de retour? Non; je lui ai inspiré de la curiosité et, quelque temps, mon esprit l'a séduite. Peut-elle aimer?... Oh! souvenir déchirant de Majorque! Ce chant qu'exhalait ses lèvres et qui révélait le secret de son cœur où je n'étais pas! L'angoisse de cette minute, je la retrouve. Oui, elle peut aimer.

26 mars.

Non, mille fois non, je ne me mêlerai plus de leur socialisme! Lassagne et Roubille sont venus me trouver hier. Ils m'ont demandé si ma retraite était définitive. Ils pensaient que je ne m'étais retiré sous ma tente que sous le coup de mon désastre conjugal. Une aventure pareille à la mienne est de peu d'importance pour ces apôtres... Ces gens d'action ne me regretteront pas longtemps, car je ne suis pas un homme d'action. J'ai voulu, moi, psychologue, moi, moraliste, moi, artiste, me lancer dans l'arène sociale, je m'y suis fourvoyé; ajouterai-je que je ne m'y suis jamais plu? Je ne saurais l'avouer en ce moment, on dirait que je parle par dépit. Mais ce que j'avoue aussi, — toujours à moi-même, — c'est que ces emballés sincères, que je trouve un peu ridicules, valent peut-être mieux que moi, parce qu'ils sont moins intelligens. Soyons francs : si j'ai été vers eux, tout d'abord, ce fut à cause d'elle; je croyais que la foi commune créerait un lien nouveau entre nous. Par la suite, je sais bien que j'ai été réellement pris à mes propres paroles. Et aujourd'hui, comme hier, je serais heureux et fier, sans aucune préoccupation personnelle, de contribuer à l'amélioration du sort de mes semblables. L'affreuse injustice de certaines destinées crie vers le ciel... Mais les moyens préconisés par les apôtres comme Lassagne, comme ce misérable Herpin,

répugnent trop à ma nature. Je ne les condamne pas; je ne puis m'en servir. Puis-je signer leur engagement de faire triompher la révolution sociale par tous les moyens? Quelles visions de bête humaine déchaînée cela fait passer devant nos yeux! Le « sang impur, » chaque parti, à un moment donné, se réjouit de le faire couler. L'aventure passera fatalement par la boue et le sang; ma conscience m'interdit de pousser des hommes à des actions que je ne voudrais pas commettre. On n'a le droit de jeter les autres dans la rue, qu'en y descendant avec eux... Et leurs intransigeances! l'imperturbable assurance de leur doctrine! Comme si, tour à tour, telle doctrine n'était pas bienfaisante ou néfaste, suivant le temps et les individus! Et leurs façons brutales avec l'adversaire! Cette mauvaise foi presque féroce dans la discussion! Non, tout cela choque autre chose en moi que mon intelligence, mon sens critique, ma modération d'esprit; c'est un instinct plus profond qui est blessé. Je ne crois pas plus à la solution chrétienne du problème de notre destinée qu'à une autre, mais il est demeuré en moi, tout au fond de moi-même, des « plis » de morale chrétienne; c'est au nom de cette morale, instinctivement, que je condamne certains actes et réprouve telles conceptions humaines. Je crois que le christianisme, intégralement pratiqué, donnerait seul le bonheur aux hommes, mais je ne crois pas que l'humanité soit digne de cette totale conversion. Les seuls réformateurs qui me soient sympathiques, ce sont les apôtres du renoncement et du sacrifice. On ne peut abolir la pauvreté qu'en l'aimant. Ah! combien je comprends la sueur de sang du Christ au mont des Oliviers, s'il a vu, dans l'ensemble des siècles, tous ces baptisés, rués les uns contre les autres en invoquant son nom, s'il a vu les bûchers, les guerres impies!... Quelle agonie pour lui de songer que tant de mauvais appétits se couvriraient du masque hypocrite de la religion! Aussi quel rafraîchissement, quelle sécurité, dirais-je, lorsque nous rencontrons de place en place, semées dans l'humanité, des âmes exceptionnelles qui brûlent du pur amour du Christ, aussi brillantes, aussi ardentes qu'aux jours de Néron ou de Décie. Elles semblent de bien humbles lumières, et cependant aucune ruée de ténèbres n'arrive à en obscurcir l'éclat... Je m'ennuie...

9 avril.

Je m'ennuie... Ce cri l'autre jour m'a fait sortir de ma solitude. Parlons avec élégance : j'ai cherché à distraire mon chagrin, j'ai trouvé des consolations faciles. Parlons brutalement : j'ai couru les filles de théâtre et j'ai traîné dans les cabarets de nuit. Des périphrases pour désigner ces nobles exercices, à quoi bon?... Et je m'ennuie. Voyager?... Le Nord, c'est trop froid; le Midi? ses couleurs, sa joie, me feraient mal, et il raviverait des souvenirs que je veux oublier. Je croyais que son fantôme ne viendrait pas errer autour de moi, dans cette demeure qu'elle n'a pas habitée. Je la retrouve, car c'est sa présence que je cherche quand je rentre, le son de sa voix ou l'espoir de sa venue très prochaine. — « Madame n'est pas rentrée? — Non, Monsieur. » Et alors, son arrivée, le bruit de ses pas, de ses étoffes : sa vie communiquant aussitôt aux choses endormies je ne sais quelle mystérieuse vibration...

Certes, mon foyer n'était pas tel que je l'avais rêvé; j'y ai souvent souffert de ma solitude à ses côtés, mais elle était là, et je l'aimais. Maintenant, autour de moi, c'est l'indifférence des choses qui ne sont plus que des choses; le silence glacé du soir descend en moi. Alors je fuis, je m'en vais vers de l'agitation humaine... et je m'ennuie.

10 avril.

Il y a des gens qui disent : « Je ne m'ennuie jamais. » Je les regarde avec curiosité, ou je ne les regarde pas du tout suivant qu'ils m'intéressent ou non. Ne pas s'ennuyer!... Est-ce la preuve d'une extraordinaire vitalité, est-ce celle du plus grand néant intellectuel?... Je connais toutes les formes de l'ennui : celui que vous donnent les choses, celui que vous donnent les hommes, celui qui vient de la vie, celui qui me vient de moi-même. L'ennui qu'amène avec soi la satiété, l'ennui qu'on éprouve si vite après l'envolée du rêve qui, dans son essor, avait embrassé toutes les faces du plaisir et les dépasse d'un coup d'aile, l'ennui qui succède au « Ce n'est que ça! » Dans tous les domaines, l'ennui de toucher si vite à toutes les barrières. Et l'ennui (ayant le dégoût des hommes) de les rechercher eux, qui nous ennuient, parce qu'on n'a pas le courage

de rester en face de soi-même. Enfin, l'ennui de soi, l'incurable ennui qui vient de l'impossibilité de nous intéresser à ce qui n'excite plus notre curiosité. L'ennui, qui n'est pas le chagrin, qui est pire, puisqu'il est le vide, et qu'on ne le fuit qu'en l'emportant avec soi, sans l'espoir de jamais pouvoir s'en débarrasser. Les ennuis partiels, l'ennui total, je les ai tous éprouvés... Mais jamais je ne m'étais ennuyé comme depuis deux mois. Il me semble que jamais plus rien ne pourra me distraire, que je n'ai plus d'avenir. Et le passé le meilleur ne réussit pas à m'attendrir quand je l'évoque. Dois-je le dire? Toutes les images, même celle de ma mère, passent devant mon cœur sans le toucher. Quel néant que nos sentimens les plus purs!... Les méchans ne doivent pas s'ennuyer, mais cela ne m'amuserait pas d'être méchant. Suis-je un homme fini?... On me répète sous les formes les plus flatteuses : « Écrivez. » Je ne peux pas : je n'aime pas le travail quand il ne m'aime pas... J'ai du talent, je le sais; j'ai de l'orgueil sous mon apparente modestie. « Je sais ce que je vaux, » mais enfin que j'écrive un roman de plus ou de moins, cela ne changera rien à la marche de l'univers. Et je n'éprouve aucun plaisir à écrire.

2 mai.

Un charmant article de mon charmant confrère Bonmartin qui analyse mes derniers discours socialistes et fait ressortir la faiblesse du fond sous la vaine élégance de la forme. Pour terminer, cette constatation : que je me suis gâté la main et que je suis vidé... Voilà!... Cela vient de me donner l'idée d'une nouvelle.

. . . . . .

Le journal de Vivien Lemire s'interrompit là.

Le coup d'aiguillon avait porté dans ses fibres littéraires, restées sensibles, quoi qu'il en dît. Une idée de nouvelle surgit dans son esprit, mordante, ironique, dans le genre d'un conte de Voltaire, assaisonné de l'amère révolte d'un Anatole France. Le travail fécond le faisait rentrer dans la vie littéraire; c'était, comme en un domaine longtemps fermé, le printemps fleurissant les gazons incultes.

Vivien parvenait à vaincre la répulsion que lui inspiraient les commencemens d'une œuvre, la mise en train. Il forçait son esprit à s'appliquer à la tâche : l'enchaînement des phrases,

leur subordination à l'ensemble, le choix des mots, leur valeur, la beauté du style qui doit être le vêtement de la pensée, la faire ressortir, la parer, mais sans détourner l'attention sur la richesse des ornemens... Et il arrivait enfin à ce moment où l'écrivain sent qu'il crée et où, regardant son œuvre, il la trouve bonne et l'aime.

Il revécut ces minutes où la joie est si vive parce qu'elle est désintéressée, car, au moment où l'écrivain l'éprouve, il s'oublie totalement dans l'amour de son œuvre qu'il aime sans songer qu'il en est l'auteur.

La vie littéraire de Vivien s'était ranimée ; l'autre se réveillerait bientôt. Il en était à cette phase de la maladie où les médecins disent du patient : « Il est sauvé ! » Vivien était sauvé, en ce sens que le mal ne serait pas mortel, que si la convalescence commençait, avec des hauts et des bas, de nouveaux ravages de la maladie n'étaient plus à craindre. On dit que, dans notre organisme physique, chaque maladie laisse des traces, que nous les constations ou non. Ce sont les jalons de la route que la mort un jour parcourra à toute allure. Les maladies morales laissent, elles aussi, des cicatrices. Elles semblent insensibles. Les autres disent : « Il est guéri ! » Mais nous savons qu'à certaines heures, sous l'épaississement du tissu, il se produit des élancemens subits, comme si la blessure ancienne allait se rouvrir, et ils nous rappellent qu'un germe morbide est en nous que rien désormais ne saurait détruire.

Tandis que Vivien écrivait, le désir de pétrir de la matière littéraire s'aviva. Il accueillait avec une sorte de reconnaissance attendrie cette joie inattendue. La nouvelle se fit roman Il ne sentait plus cette invincible répugnance qu'il avait à remuer les souvenirs de sa vie récente, sachant la souffrance qui allait en résulter pour lui. Il put évoquer ces jours douloureux avec son esprit, sans que son cœur se révoltât. Et comme il sentait cependant, à un frémissement, tantôt douloureux, tantôt ironique, que l'obscur besoin d'une vengeance était tapi dans le fond de son âme, il écrivit un roman autobiographique.

Il avait trop de délicatesse morale et littéraire pour ne pas arranger les faits, pour ne pas déguiser suffisamment son infortune conjugale ; mais c'étaient ses sentimens qui animaient le héros de son roman, ses idées qu'il lui faisait exprimer. Souvent, il lui semblait, tandis qu'il écrivait, qu'elle

était là, et l'écoutait ; cela lui donnait de l'éloquence. Elle pouvait le voir tel qu'il était. Et lorsqu'il analysait son âme, à elle, il le faisait d'un ton âpre et douloureux, et il goûtait le plaisir de la démasquer comme une ennemie.

L'œuvre qui sortit de sa pensée frémissante fut la plus belle qu'il eût écrite jusqu'alors. Jamais son succès littéraire ne fut plus vif. On discuta autour de son roman, on polémiqua, on s'enflamma pour ou contre ses idées ; mais tous ceux au jugement desquels il tenait s'accordèrent pour louer l'œuvre nouvelle ; ils exaltèrent la beauté nerveuse de la forme, ils admirèrent la pénétration profonde de la pensée.

Vivien vécut, durant les quinze jours qui suivirent la mise en vente, dans une fièvre heureuse. Il retrouvait à lire certaines lettres le plaisir excitant des applaudissemens que lui valaient jadis ses discours, avec quelque chose de moins capiteux, de moins secouant, mais qui durait aux fibres de son être.

Peu à peu la rumeur d'admiration s'apaisa : l'excitation joyeuse de Vivien tomba de même. Il faut être un débutant pour que la griserie du succès allume dans l'âme une flamme nouvelle, génératrice d'œuvres futures.

Et dans un coin secret de son âme se cachait le désir de savoir si elle avait lu son roman et ce qu'elle en pensait...

JULES-PHILIPPE HEUZEY.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES CONDITIONS

DE

L'OFFENSIVE GÉNÉRALE

A mesure que s'effondrait le plan d'attaque de Verdun, la presse allemande variait ses commentaires et passait de l'hyperbole du début à des considérations de plus en plus modérées et explicatives sur les péripéties d'une affaire désormais manquée. Tantôt c'était le siège de la forteresse que poursuivait, suivant les méthodes régulières, avec une lenteur voulue, un État-major soucieux de réduire les pertes (!), tantôt c'était une simple rectification des positions pour dégager les communications allemandes gênées par le saillant Nord de Verdun. Aujourd'hui, la note dominante est celle-ci : l'attaque de Verdun n'est qu'une attaque préventive, destinée à devancer et à enrayer l'offensive générale des Alliés, et dirigée particulièrement contre l'armée française, dont elle devait user prématurément les réserves disponibles. Nous ne demandons qu'à admettre cette thèse, car elle serait la confirmation incontestable de l'échec allemand. Les Neutres ne s'y sont pas trompés d'ailleurs.

Si l'offensive montée contre Verdun n'a été qu'une opération de précaution, c'est donc que le haut commandement croit aux possibilités d'une offensive générale des Alliés, à une date rapprochée. Et alors, pourquoi a-t-il limité son offensive préventive à un seul secteur du front, quelle que soit l'importance qu'il lui ait attribuée? Serait-ce donc qu'il considère la capacité d'offensive des armées impériales comme inférieure à celle des

Alliés, et que la crainte d'une offensive générale le laisse incertain sur sa propre résistance ? Quelles raisons stratégiques ou morales ont prévalu pour choisir le point d'attaque sur le front occidental, et prendre pour objectif Verdun? Et l'on sait avec quelle puissance, avec quel acharnement l'entreprise de Verdun a été poursuivie !

Il a été répondu à toutes ces questions dans la *Revue* du 1er mai par l'éminent critique militaire qu'est M. Bidou. Nous ne retenons, pour le développement de cette étude, qu'une seule de ces interrogations : les possibilités de l'offensive générale des Alliés. Et tout de suite nous constatons qu'à vouloir les déjouer à l'avance, si tel a été l'objet des dernières opérations, les Allemands n'ont pas hésité à prendre à partie, dans un effort qu'ils ont poussé à l'extrême limite, non pas les Anglais si détestés pourtant, non pas les Russes, mais nous, Français. Nous les en remercions. Ils ont montré ainsi une fois de plus le cas qu'ils font de la France. Une défaite, même partielle, de nos armées, et entre autres la prise de Verdun dont le nom a gardé un singulier prestige en Allemagne, aurait eu un retentissement considérable. Leur courte psychologie, toujours préoccupée de l'effet immédiat, en eût abusé aussitôt sur l'esprit des Neutres. On ne peut vraiment croire que l'État-major de Berlin ait été assez naïf pour s'imaginer qu'il aurait brisé le front français, et ouvert par Verdun une brèche assez large à une nouvelle ruée de ses troupes sur la route... de Paris. Il est douloureux de penser qu'en France quelques esprits timorés s'en soient émus jusqu'à l'angoisse. Mais passons !

La bataille de Verdun est donc à la fois un échec d'une portée considérable pour l'Allemagne et un nouvel hommage éclatant rendu par ses chefs militaires au rôle que joue la France. Ils sentent de plus en plus quelle est la grande force morale de la coalition et que les vainqueurs de la Marne restent toujours les garans de la victoire européenne.

La bataille de Verdun, par sa durée, par les sacrifices qu'elle a coûté de part et d'autre, par le trouble qu'elle a pu apporter dans les projets et les prévisions des Alliés, serait-elle de nature, comme veulent le faire croire les Allemands, à affaiblir la force offensive des Alliés et à éloigner les probabilités de l'offensive générale qui doit décider de l'issue de la lutte ?

De cette offensive générale, en effet, personne ne doute, et l'aveu des Allemands est significatif. On se rend compte qu'il y aura un moment où se manifestera la rupture d'équilibre, où les Alliés, ayant enfin acquis la supériorité de toutes manières, se résoudront à donner d'un cœur égal l'assaut suprême.

Mais il semble qu'on ne s'entende pas encore complètement sur les conditions et sur l'époque de cette offensive générale; et cette incertitude pèse sur les esprits et obsède l'opinion publique. Il est difficile et même délicat de préciser ces conditions et surtout la date où elles seront réalisées. Les gouvernemens et les chefs militaires possèdent seuls tous les élémens du problème et de sa solution. Mais certaines données sont à la portée de tous et peuvent être discutées avec la réserve qui convient. La *Revue* nous a demandé de les présenter à ses lecteurs. Nous allons l'essayer, aussi modérément que possible.

En somme, la condition essentielle de l'offensive générale est d'avoir la supériorité sur l'adversaire, mais une supériorité telle que le résultat, c'est-à-dire la victoire, ne laisse aucun doute et amène la fin de cette effroyable guerre au gré des Alliés. Or, les facteurs militaires de cette supériorité restent toujours : le nombre, le matériel, la méthode stratégique, l'ascendant moral.

*
* *

Cette quadruple supériorité, l'Allemagne l'avait, ou croyait l'avoir en 1914, quand la politique impériale a déchaîné la tourmente; l'événement n'a pas répondu à son orgueilleuse confiance. La victoire de la Marne a fait passer les chances de vaincre d'un camp dans l'autre. La guerre s'est prolongée très au delà des prévisions de l'État-major de Berlin. Après vingt et un mois de lutte sans répit, l'usure réciproque des forces en présence a produit ses effets, en particulier sur le nombre; mais elle atteint aussi les autres sources d'énergie : la production du matériel, les réserves d'argent et de vivres de la nation, la qualité des combattans et la résistance morale des peuples. Il n'y a pas de doute que l'Allemagne et ses alliés et complices souffrent de la prolongation des hostilités plus que les Alliés. Et on a pu émettre cette sorte de paradoxe qu'à la longue les forces alliées

croissent pendant que celles des Impériaux décroissent. C'est exact et cela mérite l'attention.

On a cherché souvent à estimer, dans des articles de presse et de revues, les effectifs globaux des belligérans et les disponibilités restantes à telle et telle date. Comme il s'agit de millions d'hommes, les calculs et les chiffres présentent des écarts considérables. Le système de la nation armée mobilise tous les hommes valides, de l'âge adulte au terme de l'âge viril, de vingt à quarante-cinq ans. Mais les nécessités de guerre font entrer en ligne de plus jeunes et plus vieilles classes, et la contribution humaine s'élargit ainsi de dix-sept à cinquante ans.

Pour l'Allemagne, par exemple, les estimations ont varié de 13 millions à 8 millions environ d'hommes mobilisés. Une erreur commise fréquemment a été de prendre pour base des calculs le chiffre de la population en 1914, plus de 65 millions. Or, les plus jeunes classes appelées : 1916-1917, remontent pour la naissance aux statistiques de 1896-1897, qui donnaient une population de 53 millions environ. On s'accorde à peu près aujourd'hui à fixer le rendement de la mobilisation allemande entre 9 et 10 millions d'hommes.

La même proportion appliquée à la France fournirait plus de 6 millions d'hommes, puisque en 1896 la population de la France était de 38 millions, à peu près égale, on le sait, hélas! à celle de 1914. Et il est facile de remarquer à ce sujet combien le fort accroissement régulier de la population allemande aurait fait dans moins de vingt ans pencher le plateau de la balance des forces ; les naissances de 1914 auraient donné à l'Allemagne en 1934 plus de 12 millions de soldats. Cette simple observation montre combien il importe d'abattre le militarisme allemand pour éviter qu'il reprenne l'œuvre de domination manquée, quand ses forces numériques se seront rétablies.

On peut établir des évaluations du même ordre pour toutes les armées belligérantes et on arrive ainsi à des totaux qui font frémir. Cette guerre met aux prises plus de 50 millions d'hommes !

Ne nous laissons pas cependant abuser par ces miroitemens de chiffres colossaux. Le nombre des combattans importe, mais ce sont leurs qualités guerrières qui décident de la victoire. Or, il a été toujours acquis que, dans toutes les armées, la valeur des combattans diminue avec l'âge. Les jeunes gens forment

l'armée de choc, avec l'armée active et ses réserves immédiates, puis la masse des réservistes de vingt-sept à quarante ans sert de renfort aux premières lignes éprouvées ; enfin, les classes anciennes constituent une sorte de levée en masse, dont la mission semblait être plutôt de défendre le territoire national ou d'occuper et garder les territoires ennemis conquis, en arrière du front de bataille. Tous ces élémens, de qualité différente, finissent à la longue par se confondre dans la tragique mêlée, mais il arrive un moment, quand la lutte se prolonge et que les sacrifices s'aggravent, où les plus jeunes, les premiers et les plus exposés, disparaissent dans la tourmente et laissent à découvert leurs aînés, qui sont obligés de faire face avec des forces moindres à des dangers croissans.

Il est encore plus difficile de calculer et d'évaluer cette usure que le total des disponibilités du début. Les nations peuvent la dissimuler longtemps et voiler sous une attitude énergique les défaillances intérieures et les signes de faiblesse. C'est ainsi qu'à première vue, l'Allemagne se défend de paraître épuisée, aussi bien par la voix des porte-parole de l'opinion nationale que par les manifestations offensives de ses armées. Elle se targue d'avoir livré à la publicité les listes de ses pertes, montrant ainsi qu'elle ne craint pas que l'on fasse les soustractions, que sa force restante demeure supérieure à celle des Puissances, qui font le secret sur leur déficit.

En effet, on peut établir, d'après les documens allemands, le compte approximatif des pertes subies par les armées allemandes, mais ces chiffres sont sujets à caution, car il est permis de croire que les listes dressées par les Allemands sont aussi inexactes que leurs communiqués. Ainsi les chiffres les plus récens donnent, fin mars, un peu plus de 700 000 morts, 1 700 000 blessés, 350 000 disparus. Ils sont manifestement au-dessous de la vérité, surtout en ce qui concerne les morts. Les Allemands combattent sur deux grands fronts, ils ont presque toujours été les assaillans, ils ont poursuivi de terribles et opiniâtres attaques avec une tactique impitoyable, et sans doute nécessaire, de formations denses et massives. Sur l'Yser, devant Ypres, en Pologne, et actuellement à Verdun, leurs pertes ont été extrêmement cruelles. Dans l'hiver 1914-1915, les batailles de Pologne ont été particulièrement dures ; beaucoup de blessés n'ont pu être secourus et ont dû succomber dans la neige et sous

les rigueurs du froid. Des moyennes ont été établies, d'après divers renseignemens recueillis et contrôlés dans les quartiers généraux et chez les Neutres. Elles varient par périodes et par théâtre d'opérations. Au 1er janvier, après dix-sept mois de guerre, nous avions nous-même estimé, d'après des données semi-officielles (1), le déficit global de l'armée allemande à près de trois millions d'hommes. Et à ce compte, il serait aujourd'hui de quelques centaines de mille au-dessus. Il y aurait de la témérité à s'aventurer dans de telles évaluations, et à donner des indications bien fondées sur la valeur numérique des effectifs restans après déduction des pertes : l'indécision est trop grande. Mais on ne peut douter que l'usure des hommes soit très forte en Allemagne et en Autriche-Hongrie, peut-être encore plus chez cette dernière Puissance. Actuellement, toutes les classes de dix-sept à quarante-cinq ans sont en ligne ou appelées ; il y a quelques mois, le recensement discret des hommes au-dessus de quarante-cinq ans était commencé en Allemagne. En Autriche, les levées touchent jusqu'aux hommes de cinquante ans.

Les jeunes classes allemandes 1916, 1917 et 1918 ont fourni ou fourniront des renforts assez considérables, car elles atteignent 500 000 jeunes gens par classe, soit 1 500 000 hommes. C'est la réserve suprême pour deux années de guerre. L'appoint des vieux *landsturmer* a peu de valeur. On a constaté parmi les prisonniers faits à Verdun la présence de soldats de la classe 1916. C'est normal. Nous-mêmes avons dû commencer à en user. Sur le front russe, les unités allemandes comprennent une forte proportion de *landsturm*.

A combien s'élèvent les effectifs des armées aux fronts ? Il serait évidemment intéressant de le savoir, pour estimer, après décompte approximatif des pertes et des non-combattans indispensables (2), les disponibilités des dépôts, qui constituent le réservoir des renforts. Tout récemment, le *Times* a publié les ordres de bataille des armées allemandes sur les différens fronts. Le colonel Repington et le colonel Feyler, les éminens critiques militaires du *Times* et du *Journal de Genève*, les ont commentés à des points de vue très différens. Nous ne pouvons, dans cet

(1) *Lettres à tous les Français*, de la Ligue française. *Lettre n° 3.*

(2) Dans ces non-combattans entrent les mobilisés employés à l'usine de guerre, les garnisons indispensables à l'intérieur, les hommes restés à l'étranger. Ils sont à déduire du chiffre total de la mobilisation.

exposé d'ensemble, reproduire et discuter les énumérations des armées et des divisions réparties entre les théâtres d'opérations d'Occident et d'Orient. Il paraît certain cependant que la plus grande partie de l'armée allemande est sur le front de France, que les armées opposées aux Russes comprennent un tiers d'Allemands et deux tiers d'Austro-Hongrois, et qu'il y aurait fort peu d'Austro-Allemands dans les Balkans. Les Italiens retiennent devant eux peut-être la moitié de l'armée autrichienne.

A défaut de chiffres précis, nous avons pour apprécier la réduction des effectifs un élément important dans la constatation, absolument démontrée, que les Allemands ne peuvent plus former et organiser des unités de guerre complémentaires comme ils l'avaient fait dans le début.

C'est ainsi qu'après avoir mis en ligne en août 1914 plus de 50 corps d'armée, doublant par là l'armée de première ligne, l'état-major constitua, en octobre 1914, 6 corps d'armée nouveaux à 8 régimens ; ce sont ces corps, formés avec l'*Ersatz-Reserve* et les jeunes engagés du début de la guerre qui ont fourni les hécatombes de la bataille de l'Yser et des Flandres. En janvier 1915, 4 nouveaux corps à 6 régimens apparaissent, surtout en Pologne. En avril 1915, la matière neuve commence à manquer ; on forme des divisions à trois régimens, en ramenant à trois le nombre des régimens de la plupart des anciennes divisions ; c'est un simple remaniement de forces. En juin 1915, on est réduit à se contenter de 10 régimens nouveaux constitués avec des compagnies prises sur le front ou venant des dépôts. En juillet-août 1915, c'est le *landsturm* qui fournit quelques régimens.

L'armée allemande a donc atteint en 1915 son maximum de formations tactiques encadrées : elles sont encore alimentées par les blessés guéris, par les plus jeunes et plus anciennes classes, jusqu'à épuisement. Par conséquent, les Allemands doivent suffire au développement énorme de leurs opérations avec les armées actuellement en ligne.

Toutes les offensives qu'ils ont conduites, depuis le mois de mai 1915, avec une maîtrise qu'on doit reconnaître, tant sur le front russe qu'en Serbie et en dernier lieu contre Verdun, n'ont pu être réalisées que par prélèvemens d'effectifs sur d'autres fronts. En particulier, l'armée des Balkans, pompeusement appelée armée d'Égypte, a été organisée avec une dizaine de

divisions dont la plus grande partie provenait du front russe. Et on peut remarquer que si l'offensive contre les Russes a pu embrasser, grâce au concours des Autrichiens, le vaste ensemble du front oriental, l'offensive récente contre le front occidental a dû se restreindre au secteur de Verdun et n'a pu être soutenue, comme le commandait la doctrine courante, par des attaques dans les autres secteurs.

Nous pourrions ajouter d'autres considérations, non moins valables, sur le déchet de la valeur combative produit par l'usure des cadres, particulièrement sensible dans l'armée allemande, où les officiers constituent une caste aristocratique recrutée sur elle-même, fermée aux sous-officiers en temps de paix. Mais ce serait dépasser le cadre de cette étude, et le sujet vaudrait à lui seul un article, car cette guerre a donné, sur la formation et la valeur des cadres, les démentis les plus imprévus aux idées reçues et aux vieilles routines dans tous les États belligérans.

Il résulte de ces considérations forcément sommaires que la suprématie numérique des Austro-Allemands, qui paraissait indiscutable en août 1914, plus encore par suite de leur longue préparation et de la surprise de la Triple-Entente que par la comparaison des chiffres totaux des mobilisés de part et d'autre, a été profondément et irrémédiablement abaissée.

Les mêmes considérations, en ce qui concerne les pertes et déchets, s'appliquent naturellement aux Alliés, mais avec cette différence, très étrange, que les Alliés n'ont pas mis en ligne, au début de la guerre, comme les Allemands, tous leurs effectifs mobilisables, pour diverses raisons dont la principale fut cette surprise dont ils faillirent être victimes, en pleine illusion pacifiste. Seule la France, mieux préparée, malgré les imprévoyances de certaine politique, mobilisa toutes ses forces. La Russie, gênée par sa vaste étendue et par une réorganisation inachevée à la suite des revers d'Extrême-Orient, ne pouvait mobiliser et armer que successivement, avec de grands écarts de temps, ses masses énormes. L'Angleterre, qui avait mis toute sa confiance dans sa flotte et dans son splendide isolement, n'avait qu'une armée coloniale, dont quelques divisions seulement étaient disponibles pour aller sur le continent. Ainsi les trois grandes Puissances alliées, dont la population dépassait 200 millions, sans compter les colonies,

disposaient fatalement de moins de soldats mobilisés et prêts à entrer en campagne que les Empires du Centre, avec leurs 120 millions d'habitans.

Mais l'échec du plan initial allemand et la transformation de la guerre en guerre de tranchées sur le front occidental a renversé les proportions. Les Alliés ont gagné le temps nécessaire pour réparer les fautes et les erreurs et faire l'effort magnifique, inouï, qui a mis la nation tout entière à l'usine de guerre comme au front de bataille.

Malgré ses pertes cruelles, la France oppose à la masse allemande, qui pèse encore sur elle, une barrière infranchissable. Nos admirables soldats, réduits jusqu'ici à une défensive presque passive, frémissent d'impatience dans l'attente de l'irrésistible *furia* qui expulsera l'envahisseur. La Russie si éprouvée, mais dont le peuple et l'armée restent étroitement unis pour la lutte contre l'Allemand spoliateur et corrupteur de consciences, a fourni une nouvelle et puissante armée avec ses innombrables réserves; elle nous envoie, pour preuve de sa fécondité et de sa solidarité indéfectible, de superbes troupes qui vont combattre à côté des nôtres. Et l'Angleterre, s'arrachant lentement à ses vieilles institutions, consciente à la fois du danger et de sa force qu'elle ne soupçonnait pas, après avoir transformé, avec deux millions de volontaires, la « misérable petite armée, » dont parlait avec dédain le Kaiser, en une nombreuse et solide armée, vient d'accepter le service obligatoire qui mobilise 5 millions d'hommes. Elle affirme ainsi, à côté de ses alliées, sa volonté implacable d'abattre à nouveau « l'ennemi du genre humain (1). »

Le compte est facile à faire maintenant. Les millions d'hommes s'ajoutent aux millions ; Français, Russes, Anglais, Italiens, sans oublier les Belges, les Serbes, les Monténégrins et les Portugais, peuvent réunir en Europe 20 millions de combattans résolus contre 10 millions à peine d'Impériaux. Et c'est à regret que nous ne comptons pas encore les Japonais, alliés qui ne sont pas inactifs, loin de là, mais dont il serait à

(1) Nous ne comparons pas le Kaiser à Napoléon. A travers l'épopée sanglante de la Révolution et de l'Empire, Napoléon reste éblouissant, sa gloire est pure et son œuvre fondamentale a duré. Mais on comprend que l'Europe coalisée de 1814 ait voulu en finir avec des guerres épuisantes, et qu'elle ait âprement lutté contre celui qu'elle appelait l'ennemi du genre humain : aujourd'hui, c'est contre le fléau de l'humanité, le nouvel Attila, que l'Europe et le monde sont alliés.

désirer que la belle valeur guerrière fût utilisée sur les chemins de Constantinople.

Le nombre est donc aujourd'hui du côté des Alliés, et non pas le nombre brut, un total humain, mais le nombre organisé, armé, outillé pour la lutte décisive. Car il ne s'agit pas seulement dans cette formidable guerre de la supériorité numérique. L'arithmétique ne perd jamais ses droits, mais elle ne suffit pas. Toutes les sciences collaborent à l'œuvre guerrière par les forces incomparables de destruction qu'elles ont fournies à l'art de la guerre.

La supériorité numérique doit être soutenue par la supériorité du matériel. Elle serait impuissante contre un adversaire disposant d'un outillage plus meurtrier. Et cette guerre nous a donné encore de ce côté des surprises extraordinaires.

*
* *

Les Allemands avaient cru aussi s'être assuré la supériorité du matériel perfectionné. De même que le vieux de Moltke avait transformé les méthodes de guerre en 1866 et en 1870, en adaptant les chemins de fer, la télégraphie et les canons Krupp à la stratégie des grandes armées de plusieurs centaines de mille hommes, de même l'État-major de Berlin, qu'il avait dirigé jusqu'à sa mort, avait appliqué aux millions d'hommes, qu'il comptait mettre en ligne, les sensationnels progrès du machinisme scientifique qui avaient marqué la fin du XIXe siècle et le commencement du XXe. Toute l'industrie allemande était mobilisée et organisée en vue de la guerre, et l'on sait à quelle puissance de recherche et d'organisation était arrivée cette industrie dans toutes les branches : métallurgie, physique, chimie, transports, etc. L'Allemagne, prenant son bien partout où elle le trouvait, démarquait et exploitait les idées et les inventions des autres pays, les réalisant au double profit de sa richesse économique et de la conception pangermaniste.

Nous n'avons rien à apprendre aux lecteurs de la *Revue* sur tout ce travail d'avant-guerre préparatoire à la victoire qui a caractérisé dans le monde entier l'action allemande à partir de l'avènement de Guillaume II. Il y a même encore aujourd'hui quelque chose d'incompréhensible dans le fait que cette Allemagne, qui semblait conquérir le monde commercialement et économiquement par le seul jeu de ses forces d'organisation et d'expansion,

se soit jetée dans une guerre en apparence inutile, dont elle ne pouvait attendre aucun profit supérieur à ce qu'elle tenait déjà! Le voile se lève peu à peu sur cette mystérieuse et effroyable démence, sur ce mal de l'esprit qui a frappé le cerveau allemand... pour le salut de l'Europe et de l'humanité!

Nous ne pouvons rappeler que sommairement les élémens de cette supériorité matérielle qui renforçait au plus haut degré la supériorité du nombre et de l'organisation militaire : l'artillerie lourde de tous calibres, les mitrailleuses, l'aviation, les automobiles, les sous-marins, les gaz asphyxians, etc.

Tout le monde sait aujourd'hui la disproportion d'artillerie lourde qui existait entre l'Allemagne et ses adversaires. L'efficacité et la mobilité de ces pièces à grande portée et à gros projectiles avaient été l'objet de nombreuses polémiques et controverses. Nous venions cependant d'adopter en France un programme de réfection de notre matériel. Les Allemands avaient déjà réalisé le leur, et ce fut sans doute une des raisons pour lesquelles, ayant l'avance certaine sur ce point, ils ne voulurent pas attendre plus longtemps l'occasion. Les premières batailles parurent confirmer la puissance de cette artillerie nouvelle, jusque là réservée aux places fortes et aux sièges. Les obusiers légers de 105, les obusiers lourds de 150, les mortiers de 210, accompagnaient les corps d'armée, grâce à la traction automobile. Et les avalanches de projectiles de tous calibres qui précédaient comme des avant-gardes de fer et de feu les colonnes allemandes, firent fléchir au début nos troupes surprises et notre admirable 75. A cette artillerie, copieusement approvisionnée, prodigue de ses obus, s'ajoutaient des engins plus petits, mais encore plus meurtriers et impressionnans, les mitrailleuses, véritables canons d'infanterie, transformant en zone de mort impénétrable tout le terrain battu par leurs rafales précipitées. Les Allemands les avaient multipliées et en avaient pour ainsi dire fait la base de leur tactique d'infanterie. Nous avions aussi des mitrailleuses, supérieures même techniquement aux mitrailleuses allemandes, mais dans le rapport d'une contre trois, et il régnait encore dans notre armée une certaine indécision, presque du scepticisme, sur leur emploi. Les théories très entraînantes de l'offensive à outrance, de l'assaut à la baïonnette, seuls déterminans de la victoire, avaient illusionné notre belle et ardente infanterie sur les difficultés de l'attaque

à découvert, sur les effets meurtriers des armes de toute nature, et sur les leçons que nous avaient données pourtant les guerres récentes au point de vue de l'emploi de la fortification du champ de bataille et de la nécessité des cheminemens lents, mesurés, progressifs, à travers les couverts naturels et artificiels.

Les premiers revers eurent tôt fait de nous ouvrir les yeux. Notre tactique s'adapta rapidement à la dure expérience des faits. Et il se passa ceci, que l'artillerie lourde allemande, si efficace au début contre notre offensive qu'elle contribua à briser encore plus que le choc de ses masses de fantassins, ne put suivre et se réapprovisionner aussi rapidement que le comportait la marche accélérée des armées allemandes. A mesure que notre habile reploiement stratégique ramenait nos armées sur leurs renforts et sur leurs ressources, les lignes de communications allemandes s'allongeaient et se distendaient outre mesure; la rupture des ponts de la Meuse, de l'Aisne, de l'Oise, ralentissait le passage des trains de combat, et le retour offensif de la Marne surprit certainement les Allemands en pleine crise de munitions, particulièrement leur aile droite, épuisée par sa colossale conversion.

Notre 75 reprit le dessus, qu'il n'a plus perdu, et seconda magnifiquement l'élan de nos soldats dans les journées inoubliables du 5 au 13 septembre 1914. Et s'ils ne purent dépasser l'Aisne et reconduire, la baïonnette haute, les envahisseurs jusqu'aux Ardennes, c'est que ceux-ci retrouvèrent à leur tour leur artillerie lourde et leurs munitions, et qu'il nous fut impossible, faute d'artillerie lourde et de munitions, de forcer les positions déjà retranchées du Soissonnais et de la Champagne.

Mais la victoire de la Marne avait produit ce double effet d'arrêter un ennemi triomphant et de nous éclairer sur les insuffisances de notre matériel. La guerre va se transformer en guerre de tranchées. Le sublime effort que nous et nos alliés belges et anglais fournissons encore jusqu'au 13 novembre 1914, de l'Aisne à l'Yser par Arras et par les Flandres, et qui est encore plus digne d'admiration peut-être que le redressement de la Marne, fixe définitivement l'invasion sur ce front immuable dont les deux adversaires poursuivent depuis vingt mois sans relâche la rupture. Alors la France improvise dans les conditions les plus difficiles, séparée qu'elle est de ses plus impor-

tantes régions industrielles, l'usine de guerre qui doit lui fournir les forces de destruction, dont un ennemi formidablement outillé et préparé a cru accabler son imprévoyance. Toute notre métallurgie se modifie, s'élargit, s'adapte à l'œuvre de salut public. *Des canons, des munitions!* le mot d'ordre est donné à l'atelier national. Il faut des canons de tous calibres, des mitrailleuses, des grenades, des engins de tranchées, des projecteurs, des explosifs, des armes, des munitions, en quantités de plus en plus extraordinaires. Car l'usine de guerre allemande prend des proportions formidables. Le plan de l'Allemagne a été déçu, enrayé, mais elle le poursuit avec une âpreté croissante, elle entraîne dans la lutte d'autres États, pour ou contre elle. Ses offensives répétées sur le front oriental donnent la mesure de la puissance de sa production matérielle et du sens impitoyable qu'elle veut donner à la lutte.

A l'exemple de la France, l'Angleterre adapte lentement aux nécessités impérieuses de la guerre la plus grande partie de sa supériorité industrielle. Il lui faut du temps, elle a tout à apprendre et à changer dans ses institutions et dans ses méthodes pour faire face à la plus imprévue et à la plus tragique des vicissitudes de son histoire. Et la France et l'Angleterre doivent tout d'un coup fournir le matériel à la Russie. Il faut aussi pourvoir à la détresse de la Serbie. Avec l'aide de l'iudustrie japonaise, tout est réparé en Russie, malgré qu'il y reste encore des traces de la funeste corruption allemande. A l'heure actuelle, on peut enfin affirmer que les Alliés ont résolu le problème, si chargé d'inconnues il y a encore quelque temps, de s'assurer la supériorité du matériel en quantité et en qualité. Les lecteurs de la *Revue* nous pardonneront de ne pas insister davantage sur cette question et de ne pas leur parler des gaz asphyxians et délétères, des jets de pétrole enflammé, et de tous ces procédés d'une barbarie atroce introduits par les Allemands dans le combat. Nous y répondons peut-être avec trop de ménagemens! Nous avons l'âme trop éprise d'humanité, trop chevaleresque, trop sensible. Il faudra bien pourtant rendre coup pour coup.

A la guerre terrestre s'est superposée la guerre aérienne. Là encore, les Allemands avaient pris, dès le début, une certaine supériorité, plutôt tactique que technique. Si l'aviation, après les sensationnelles expériences de Wilbur Wright, au camp

d'Auvours, était devenue pour ainsi dire une marque française, grâce à la souplesse de nos hardis pilotes et à la science pratique de nos constructeurs, elle était cependant restée plus sportive que militaire. Beaucoup d'officiers et de sous-officiers, impatiens d'aventures et lassés de la vie de garnison, s'étaient jetés dans cette passionnante lutte avec l'air, mais l'entente ne s'était pas faite sur l'utilisation de l'aéronautique, de la cinquième arme, comme on l'appelait, en vue de la guerre. Comme pour l'artillerie lourde, on tâtonnait, on hésitait, on disputait, et nous entrâmes en campagne avant qu'une méthode de guerre aérienne eût été adoptée. Nos appareils, de modèles assez variés, monoplans et biplans, assez solides, mais d'une vitesse modérée, servirent surtout d'abord à l'exploration et aux reconnaissances. Au contraire, les Allemands, nous empruntant d'ailleurs comme toujours nos brevets, ne s'étaient pas contentés de perfectionner les systèmes, ils avaient réglé le jeu de leurs avions comme une arme liée aux autres, en stratégie et en tactique. En particulier, ils se servirent des avions pour repérer le tir de leur artillerie. Et ceux qui furent témoins des premières batailles se rappellent la rapidité avec laquelle les obus arrivaient sur les emplacemens vulnérables après que le vol tournoyant des avions les avait désignés aux observateurs des batteries. Mais, en août 1914, l'aviation militaire n'était pas assez avancée pour qu'on pût faire à la guerre aérienne la part que certains romanciers des temps futurs lui avaient assignée.

Les Allemands eux-mêmes, qui avaient prévu et préparé tout le modernisme scientifique de la guerre brutale et destructive, ne pouvaient attendre que la navigation aérienne eût fait les progrès qui devaient certainement, dans un avenir assez éloigné, la rendre très redoutable et en faire même l'instrument décisif de la bataille. Il en a été de même d'ailleurs des sous-marins. La marine allemande s'en était suffisamment précautionnée, mais le type de croiseur submersible à très grand rayon, capable de tenir pendant plusieurs semaines la haute mer et de semer les torpilles et les mines sur un vaste champ de naufrage, était encore dans les cartons des ingénieurs. Il est probable que si l'amiral von Tirpitz ne s'était pas fait illusion sur l'attitude de l'Angleterre et sur les possibilités du blocus de l'Allemagne, il aurait conseillé au Kaiser de retarder de quelques mois le geste du glaive, et que la guerre sous-marine

aurait été autrement préjudiciable aux flottes alliées, surtout dès les premières semaines de la lutte.

La guerre aérienne, comme la guerre sous-marine, s'est développée et s'est accrue avec la prolongation de la guerre. Les combats aériens sont devenus de plus en plus fréquens, et les adversaires ont rivalisé d'ingéniosité et de hardiesse. Les Allemands semblent s'être attachés à confier à l'aviation proprement dite la tactique de reconnaissances et de combats sur le front, et à pratiquer les bombardemens avec les grands dirigeables. Les Zeppelins ont fini par se substituer aux fameux Taubes pour lancer les bombes sur les villes ouvertes et les campagnes, dans ce parti pris de terreur et d'extermination qui est au fond des méthodes de guerre germaniques. Mais leur vulnérabilité les oblige à marcher et agir de nuit, leur action est incertaine, et les résultats obtenus sont tout à fait hors de proportion avec le coût de ces monstres de l'air et les pertes qui les éprouvent.

Nous et nos alliés, nous avons au contraire forcé notre production en avions spécialisés pour le but qu'ils poursuivent : bombardement, chasse, reconnaissances d'artillerie, exploration. Et on ne peut nier qu'actuellement nous n'ayons acquis un réel ascendant sur les pilotes allemands. Nos escadrilles aident puissamment le commandement et les troupes. Quoique la guerre aérienne soit encore limitée par les difficultés techniques de l'aéronautique, elle peut et doit devenir un des élémens de cette supériorité nécessaire à l'offensive générale, et il est à souhaiter que nous voyions des appareils nouveaux et très nombreux accompagner et précéder nos lignes, quand elles refouleront les Barbares.

*
* *

Nous en arrivons maintenant à la partie la plus délicate de cette étude. De ce que nous venons de dire bien succinctement, nos lecteurs auront compris que l'offensive générale est rigoureusement subordonnée à la certitude de cette supériorité du nombre et du matériel indispensables. C'est parce qu'ils étaient aveuglément convaincus de la posséder que les Allemands ont lancé en 1914 cette formidable offensive qui a failli submerger le théâtre de guerre occidental, et c'est quand nous, alliés, nous serons persuadés à notre tour que nous la tenons, qu'alors nous

pourrons fixer l'heure de l'abordage décisif. Et la question vient naturellement aux lèvres de tous : *Quand serons-nous prêts?*

Il est impossible d'y répondre, et je doute même que les gouvernemens et les généralissimes soient en état de fixer une date plus ou moins prochaine. Ils peuvent prévoir et calculer ; leurs résolutions et leurs décisions dépendent non seulement de leur certitude et de la connaissance de leurs forces, mais aussi de l'évaluation de la résistance qu'opposera l'adversaire et du choix du moment opportun où ils sentiront que son affaiblissement provoquera la défaillance sous le choc irrésistible. Et c'est la grande inconnue, même à l'heure qu'il est.

L'usure de l'Allemagne est manifeste : elle se révèle par l'acharnement même que son haut commandement continue à mettre contre Verdun. Les assaillans ont été exaltés par la parole impériale : Verdun pris, c'est la fin de la guerre! Il est possible que l'État-major essaie encore d'exploiter l'attitude, en apparence passive, des Alliés, par de nouvelles manifestations offensives. L'Allemagne, il faut le reconnaître, n'est pas au bout de ses forces. Elle n'est pas encore sur les genoux! Mais elle souffle et elle souffre. L'hémorragie vide ses veines, l'anémie que cause le blocus épuise les nerfs de son peuple. Qu'on s'imagine l'état d'âme de ce peuple allemand, grisé de conquêtes et de victoires, abusé sur son rôle prédestiné, et qui voit bien que la guerre dure, que ses adversaires ne se reconnaissent pas vaincus, que les listes funèbres font pénétrer les deuils et les angoisses dans tous les foyers, que les vivres sont rationnés, que la vie facile d'avant la guerre fait place à la disette et à la misère, que la richesse promise sur les dépouilles des nations vaincues est un mirage qui s'enfuit, que les ports si débordans naguère d'activité mondiale sont déserts, que l'industrie et le commerce sont réduits aux fournitures de guerre! Certes il est discipliné, formé à cet automatisme intellectuel et moral qui l'a mis dans les mains du militarisme et de la féodalité prussiennes et qui a engendré dans la nation et dans l'armée, étroitement solidarisées, de grands efforts collectifs. Mais il est incapable encore de comprendre ce qui s'est passé dans ces vingt mois de guerre, et comment se sont renversés les destins.

Cependant, déjà des voix s'élèvent et des manifestations populaires se produisent. La faim est mauvaise conseillère. Il est de plus en plus certain que l'Allemagne désire la paix, non

pas certes la paix du vaincu, mais la paix de celui qui n'a pu être victorieux et qui, conscient encore de sa force, propose la trêve et l'accommodement à l'adversaire qu'il croit assez affaibli lui-même pour céder par lassitude et épuisement. C'est le moment où à la volonté de vaincre, facteur essentiel de l'offensive et de la victoire, succède la volonté, puis le désir de ne pas être vaincu, prélude de la défensive et de la défaite.

C'est ce que comprennent les Alliés au fur et à mesure qu'ils sentent leurs forces associées croître et devenir supérieures à celles de l'Allemagne. Et ils doivent n'en être que plus implacables dans leur volonté de vaincre, mais aussi plus prudens dans les décisions capitales qui lanceront leurs armées à la suprême bataille. Jamais le proverbe familier : « Avoir tous les atouts dans son jeu » n'aura eu plus solennelle application. Les Alliés tiennent la paix de l'Europe et du monde dans leurs mains, et comme on l'a dit maintes fois, le temps travaille désormais pour eux.

Les Neutres le comprennent aussi aujourd'hui. Le respect ou la terreur que leur inspirait l'Allemagne, et même les sentimens et les relations d'amitié qui illusionnaient certains chefs d'État et hommes politiques sur les véritables intentions de l'Empereur et de ses conseillers et sur la mentalité du peuple allemand, les empêchèrent de faire l'acte de protestation unanime, le jour où les armées allemandes pénétrèrent sur le territoire de la Belgique. Protestation d'ordre platonique sans doute, mais qui désolidarisait leur conscience du crime commis contre un petit peuple confiant dans la foi jurée! Il est probable qu'ils se seraient inclinés devant le fait accompli de la victoire de l'Allemagne et qu'ils auraient accepté de gré ou de force la vassalité plus ou moins déguisée qui en aurait été la conséquence. L'échec initial du plan pangermanique les a sauvés, eux aussi, de l'absorption et de la honte. Il leur a fallu cependant la longue épreuve de près de deux ans de guerre pour voir clair dans ce conflit qui mettait aux prises deux civilisations, deux conceptions du droit et de la force. Le président Wilson, après de longs atermoiemens, a enfin donné la note qui doit guider désormais les politiques neutres. En acceptant de se conformer pour la guerre sous-marine aux conventions internationales, l'Allemagne a implicitement avoué, non seulement la défaite morale qu'elle a subie à Verdun, mais aussi l'impuissance où

elle se trouve à imposer ses méthodes et ses volontés aux Neutres comme aux Alliés. Il en résulte que l'ascendant moral, complément de la supériorité guerrière, passe tout entier dans le camp des Alliés : les conséquences s'en font certainement déjà sentir chez nos ennemis et ne peuvent que s'aggraver de jour en jour. Cet ascendant moral s'est maintenu chez nos ennemis jusqu'aux derniers événemens par ce fait que les Impériaux semblaient avoir toujours le monopole et l'initiative des attaques et de l'offensive. Et l'on comprend qu'ils cherchent toujours à en imposer par des manifestations réitérées de leur force offensive. Mais elle s'épuise, et les temps sont proches où ils subiront à leur tour la volonté de l'offensive alliée.

*
* *

Il nous reste maintenant à examiner comment l'offensive générale peut être exécutée et dans quelles conditions stratégiques et tactiques elle aboutira d'abord au recul, puis à la dislocation des armées impériales.

On ne peut comparer stratégiquement cette offensive générale, tout au moins dans son mouvement initial, à l'offensive allemande de 1914 et à la contre-offensive française de la Marne, pas plus qu'aux premières batailles de Galicie et de Pologne. En août et septembre 1914, les armées firent ce que les doctrinaires militaires appelaient la guerre en rase campagne et la guerre de mouvement. Les plans stratégiques s'y déployaient dans toute l'ampleur des marches et des manœuvres sur de vastes espaces, et les batailles gardaient leur caractère ancien, à cela près qu'elles mettaient aux prises des millions d'hommes et se prolongeaient pendant plusieurs jours, au lieu de se dérouler entre un lever et un coucher de soleil. Puis la guerre se mua en guerre de positions, et le sol fouillé à des profondeurs de plus en plus grandes, raviné de tranchées et de boyaux, hérissé de fils de fer barbelés, bouleversé et chaotique sous le labourage des obus et l'explosion des mines, devint l'obstacle infranchissable devant lequel les lignes de fusils et de mitrailleuses se guettent à quelques mètres de distance. Le siège commença de part et d'autre et imposa la transformation des méthodes tactiques. Il fut reconnu que l'infanterie ne pouvait aborder et enlever ces boursouflures perfides et meurtrières, qui constituent les lignes successives de tranchées,

qu'après qu'elles auraient été aplanies, nivelées, broyées, comblées, et que les défenseurs en auraient été exterminés ou expulsés par d'effroyables et longs bombardemens. Et après vingt-deux mois de cette guerre sans précédent, le front occidental, de la Belgique à l'Alsace, est resté à peu près immuable dans sa forme générale, sous cette réserve cependant, que nos héroïques soldats ont occupé peu à peu, au prix de durs sacrifices, la première bordure des lignes allemandes. Mais toutes les grandes attaques qui ont été tentées pour le briser et le rompre, pour faire ce qu'on appelle des trouées et des percées, n'ont pu arriver qu'à gagner quelques centaines de mètres, quelques kilomètres, âprement disputés. Elles ont presque toujours brillamment débuté après la préparation des bombardemens, puis elles se sont butées contre d'autres lignes que l'artillerie n'avait pas pu atteindre. Il en a été ainsi pour nous et nos alliés à Ypres, en Artois, en Champagne, en Alsace, et pour les Allemands sur l'Yser, en dépit des gaz asphyxians, et enfin à Verdun, où a échoué l'attaque la plus formidable, la mieux préparée qui ait été faite sur le front occidental.

On pourrait donc en conclure que les fronts ainsi organisés sont inviolables, que leur forcement exige des sacrifices d'hommes démesurés et révoltans, et qu'alors il faut attendre la fin de la lutte, soit de l'action sur d'autres théâtres d'opérations plus favorables, soit du lent épuisement d'un adversaire bloqué et affamé! Il faut se garder d'une telle interprétation d'actes de guerre qui n'ont en rien réalisé les conditions indispensables à l'offensive générale, seule capable de rompre les fronts et les tranchées qui les protègent. C'est à tort qu'on s'est imaginé qu'il suffirait d'y pratiquer des brèches plus ou moins larges, trouées ou percées, peu importe le mot, pour ouvrir le passage aux masses tenues en réserve.

Outre que la brèche doit se continuer en profondeur contre les obstacles nouveaux qui ralentissent et usent l'attaque, et qu'on ne peut ainsi déployer en largeur au delà des lignes fortifiées, aussi rapidement qu'il conviendrait, les troupes victorieuses au premier assaut, afin de gagner l'espace nécessaire aux opérations décisives, il arrive fatalement que l'adversaire, un moment ébranlé, a le temps de se ressaisir, d'amener des réserves de l'arrière ou des secteurs voisins, et peut, par enveloppement et rabattement, mettre en danger les assaillans

épuisés. C'est ce qui s'est passé par exemple en Pologne, en décembre 1914, quand deux corps d'armée allemands, qui avaient forcé les lignes russes à l'Est de Lodz, furent enveloppés par les réserves russes et faillirent être complètement anéantis.

Sur des fronts aussi formidablement fortifiés, la rupture ne peut être valable que si elle se produit à la fois sur plusieurs secteurs, ou si elle renverse d'un seul coup 100 à 150 kilomètres de tranchées. L'effort ne doit pas être localisé, mais généralisé. C'est-à-dire qu'on ne peut comprendre une tentative de forcement que comme une bataille engagée sur tout le front, affectant dès le début une violence égale partout, maîtrisant l'ennemi, l'empêchant de faire les navettes de ses réserves, jusqu'au moment où, sous des pressions progressives, de larges pans de la muraille s'effondreront, laissant aux armées de manœuvre, prêtes à s'élancer, les possibilités de prendre le large au delà des barrières renversées et de chercher alors la guerre de mouvement qui achèvera la dislocation des armées en retraite. La bataille reprendra alors le caractère stratégique et tactique d'autrefois.

Auparavant, on le voit, cette bataille doit se plier aux conditions nouvelles de la guerre de tranchées. Elle doit être généralisée et frapper uniformément le front entier, mais elle n'est tout d'abord qu'une attaque frontale, sans manœuvre possible avant l'éclatement des lignes fortifiées. Il n'y a qu'à considérer les fronts actuels pour se rendre compte qu'ils ne peuvent être ni tournés, ni débordés suivant les principes de guerre enseignés et pratiqués jusqu'ici. En effet ils n'ont pas d'ailes. Ce ne sont pas seulement leurs vastes dimensions et leur organisation défensive qui en rendent l'attaque si difficile, c'est l'impossibilité de les manœuvrer. Les batailles fameuses de Cha-ho et de Moukden, dans la guerre russo-japonaise, nous avaient laissé un exemple des batailles modernisées sur des positions fortifiées, se prolongeant pendant plusieurs journées. Mais leurs ailes n'étaient pas appuyées à des obstacles infranchissables : elles ont été tournées. C'est ainsi qu'à Moukden l'armée de Nogui, après la prise de Port-Arthur, procéda à l'enveloppement de l'aile droite russe, attira sur elle les réserves qui s'étaient portées d'abord à la gauche, et permit au centre japonais de forcer le centre russe. Or le front occidental se termine d'un côté sur la Manche et de l'autre sur le Rhin et la Suisse. Il ne pourrait être tourné que par un débarquement des Alliés

sur la côte belge ou hollandaise. Mais une telle opération, que la maîtrise de la mer favoriserait sans doute, n'aurait de chances de réussite que si les Alliés avaient déjà fortement avancé en Belgique et si la Hollande se joignait aux Alliés. L'offensive générale sur le front occidental doit donc prendre la forme que nous indiquions : attaque frontale, d'abord uniforme, attaques plus violentes et sans trêve sur des secteurs déterminés, où se feront les poussées décisives.

On peut en dire autant du front russe. Il est également limité par la Baltique au Nord et par la Roumanie au Sud. Mais il est beaucoup plus étendu que le front occidental, par conséquent plus facile à rompre. Comme nous l'avons dit au cours de cet exposé, les effectifs austro-allemands sur ce front sont certainement inférieurs à ceux du front français. Les plaines molles et ondulées de la Lithuanie et de la Pologne sont favorables à la guerre de mouvement. Les armées russes reconstituées auront moins de peine que nous, semble-t-il, à ramener les Impériaux hors du territoire russe.

Le front italien est spécial : c'est la guerre des Alpes. Les Italiens ont essayé de le tourner par leur droite en attaquans Gorizia et le Carso, qui ouvrent à la fois les chemins de Trieste et de Laybach. On s'est étonné qu'ils n'aient pas, avec l'aide de leur flotte, enlevé Trieste et coupé l'Istrie de l'Autriche. On s'est étonné aussi qu'ils n'aient pas secouru à temps les Serbes et prolongé ainsi leur action sur le Danube. L'histoire fera plus tard la lumière sur ce point comme sur tout le reste. Le résultat de l'intervention italienne, en dehors du noble sentiment qui l'a amenée, a été de retenir la moitié de l'armée autrichienne sur un front nouveau. Il n'y a pas de doute que l'offensive générale n'arrive, sur le front italien, à faire reculer les Autrichiens (1), mais elle sera singulièrement aidée par l'offensive générale dans les Balkans.

De tous les fronts, celui des Balkans, réduit actuellement aux camps retranchés de Valona et de Salonique, paraît le plus propice à une offensive, sinon immédiate, du moins préparatoire à l'offensive générale des Alliés. L'armée bulgare de Macédoine et les corps turcs qui tiennent à sa gauche la Thrace

(1) Au moment où paraît cet article, une offensive autrichienne se dessine avec violence sur le front italien, en particulier du côté du Trentin. L'État-major de Berlin veut que les Autrichiens aient à leur tour leur Verdun !

n'ont pu organiser ces régions avec la même puissance que les grands fronts français et russes. Le pays, quoique montagneux, se prête à la guerre de mouvement pendant tout l'été. L'armée serbe, ressuscitée et animée de l'âpre exaltation de la vengeance saura bien retrouver les chemins qu'elle a parcourus, victorieuse, en 1912 et 1913. Les routes qui conduisent à Sofia et à Constantinople, sont moins longues que celles qui vont au Rhin et à l'Oder. Nous avons déjà exposé nos idées à ce sujet dans un précédent article (1). Nous n'y revenons que pour insister à nouveau sur l'importance capitale d'une décision et d'une offensive prochaines en Orient. La capitulation de Kout-el-Amara a été un événement fâcheux, au point de vue moral, mais c'est un incident militaire très réparable. Et il ne doit nullement arrêter la marche convergente des Russes et des Anglais sur Bagdad et Alexandrette.

On pourrait sans doute examiner de plus près les modalités de l'offensive relatives à chaque front, et rechercher les objectifs sur lesquels seraient dirigées les attaques principales. Mais nous entrerions ainsi dans un domaine où l'on risquerait de s'égarer et de donner prise à la censure. Nous en avons dit assez, croyons-nous, pour cette fois.

*
* *

Pour résumer ces réflexions sur les conditions de l'offensive générale, nous espérons avoir éclairé l'esprit de nos lecteurs sur deux points :

1° L'offensive générale des Alliés ne peut être décidée que lorsque leur supériorité numérique et matérielle ne fera plus aucun doute. Il serait téméraire d'en conjecturer la date. Les gouvernemens et le haut commandement en sont seuls juges. Elle se produira, elle sera victorieuse. C'est affaire de patience et de constance des nations comme des armées.

2° Cette offensive doit être *simultanée* et poussée à fond sur tous les théâtres d'opérations. Cela ne veut pas dire que tout le monde bondira hors des tranchées à la minute réglée sur toutes les montres. Mais il faut que tous les fronts soient attaqués à la fois et dans toute leur étendue, que ni trêve ni répit ne soient laissés aux Impériaux jusqu'à ce que, d'abord, les terri-

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er mai : *La Guerre dans le Levant.*

toires envahis soient libérés, et que par suite leurs armées soient refoulées au delà des frontières que l'expansion germanique n'aurait pas dû dépasser.

Il y aura sans nul doute échelonnement dans les attaques et les efforts. L'habileté du commandement consistera à saisir au moment opportun les faiblesses et les défaillances de l'ennemi sur chaque front.

Nous sommes convaincus que dans un avenir, que tous voudraient prochain, mais qui dépassera la deuxième année de guerre, la victoire couronnera enfin l'union indissoluble des Alliés et donnera au monde la paix qu'il faut. Mais ce sera à une condition essentielle, celle qui résume toutes les autres : *L'entente absolue entre les Alliés*. L'union, l'alliance, ne seront ni relâchées ni rompues, malgré les perfides machinations de l'Allemagne et de quelques pacifistes irréductibles et aveuglés. Les Alliés sentent qu'ils sont désormais les maîtres de l'heure : les Neutres n'en doutent plus. Il importe que chacun reconnaisse les erreurs et les fautes passées et accepte la leçon des faits, et que les stratégies militaire et diplomatique obéissent à un mot d'ordre commun et impérieux. Ce mot d'ordre, nous le disons hautement, doit partir de la France. C'est elle qui a tenu le coup, — l'expression est vulgaire, mais elle est juste! — et brisé à la fois le plan et l'orgueil allemands. Elle a donné l'exemple d'un effort national inouï dans l'histoire. Elle constitue par sa situation européenne, par sa modération, par son désintéressement, nous le répétons, et qui en douterait? la grande force morale de la coalition. Elle reste la grande génératrice de foi, de lumière, de justice. Autour d'elle, les nationalités opprimées, et les Puissances alliées qui la soutiennent dans le combat pour l'humanité, attendent avec confiance les conséquences de la victoire, c'est-à-dire la paix européenne et mondiale fondée sur la ruine du militarisme et du féodalisme germaniques qui ont jeté à la mort des millions d'êtres laborieux et innocens.

Général MALLETERRE.

LE TROISIÈME CENTENAIRE

DE

CERVANTES

L'Espagne vient de célébrer le troisième centenaire de la mort de Miguel de Cervantes, décédé à Madrid le 23 avril 1616, le jour même où s'éteignait à Stratford-sur-Avon son émule William Shakspeare. Est-ce cette curieuse coïncidence qui a décidé les Espagnols à se livrer à une nouvelle apothéose de leur plus grand écrivain, qu'ils avaient déjà fêté très copieusement en 1905, lors du troisième centenaire du *Don Quichotte?* Cela semble peu probable. D'autres motifs malaisés à discerner nous ont donc valu la fête de cette année, qui, à un intervalle si rapproché, ne pouvait guère offrir qu'une copie atténuée de la première : onze ans ne suffisent pas pour renouveler un sujet. En 1905, écrivains notoires, érudits de toute taille, hommes politiques, militaires, marins, médecins et criminalistes avaient abondamment parlé et écrit ; plusieurs avaient même, comme on dit, vidé leur sac jusqu'au fond. L'Espagne, pendant quelques mois, fut comme submergée par une inondation de papier noirci, au profit de Cervantes ou à son détriment. A côté de travaux fort recommandables et d'heureuses trouvailles de nature à éclairer l'homme et l'œuvre, on vit surgir un trop grand nombre d'improvisations ou de fantaisies sans portée, qui ont inutilement grossi la liste déjà imposante des écrits antérieurs sur le grand Miguel, dressée dès 1895 par

un très méritant cervantiste catalan, Leopoldo Rius. Depuis, le calme s'est rétabli dans la république des lettres espagnoles : les manifestans ont passé à d'autres exercices, et il n'est resté de la fête que les quelques travaux de détail qui méritaient de lui survivre ou quelques entreprises de longue haleine qu'elle avait suscitées et qui se continuent sous nos yeux. En ces dernières années, un seul incident a remis en ébullition le petit monde des cervantistes. Il s'agit de la découverte d'un portrait à l'huile de Cervantes, daté de l'an 1600, et que son propriétaire a généreusement cédé à l'Académie espagnole. Comme on pouvait s'y attendre, l'authenticité de l'œuvre a provoqué de nombreuses controverses qui n'ont pas abouti à la rendre certaine. Ne le regrettons pas, car ce portrait est fort laid, peu expressif, et aucun trait n'y répond indiscutablement à la jolie esquisse tracée de son physique par Cervantes lui-même dans le prologue des *Nouvelles*.

Des commémorations de grands écrivains fournissent volontiers le prétexte à une étude rétrospective de leur renommée et remettent sur le tapis des questions débattues, que chaque époque résout à sa façon et qui demeurent néanmoins éternellement ouvertes. Comment Cervantes a-t-il été compris et jugé d'abord par les siens, puis par les étrangers qu'a séduits son génie, et quelle intention profonde, — si intention et profondeur il y a, — doit-on reconnaître à son œuvre principale, celle qui seule a rendu son nom immortel? A ces deux questions il serait difficile en ce temps-ci de n'en pas joindre une troisième : en quelle mesure le livre si représentatif de l'âme espagnole à un moment de plein épanouissement, répond-il aux sentimens et aux aspirations de la même âme quelque peu troublée et hésitante aujourd'hui?

I

Lorsque parut en 1605, à Madrid, la première partie de l'*Ingénieux hidalgo Don Quichotte de la Manche*, Cervantes n'était que l'auteur de la *Galatée* et d'une trentaine de pièces de théâtre, dont il avoue lui-même le médiocre succès, en disant simplement qu'elles échappèrent aux sifflets des habitués du parterre comme aux projectiles variés, concombres ou autres

légumes, que ces juges aussi sévères que brutaux avaient coutume de lancer sur la scène pour marquer leur mécontentement : en somme, déjà admis dans la confrérie des gens de lettres, écrivain *(ingenio)* connu et estimé, mais non pas célèbre. Pour s'y faire agréer, il avait pris ses précautions et, suivant un usage très répandu en Espagne, il avait inséré dans sa pastorale un morceau assez obséquieux à l'adresse de ses émules *(Le Chant de Calliope)*, où il distribua à chacun plus que son compte d'éloges outrés, espérant capter ainsi leurs bonnes grâces et obtenir d'eux, en retour, de sérieux coups d'encensoir. L'une des strophes de ce panégyrique visait Lope de Vega, alors, en 1585, un débutant, mais en passe déjà, grâce à une forme de drame bien adaptée au goût du jour qu'il fit sienne, de devenir l'auteur préféré des Madrilènes, amateurs passionnés de théâtre. Les deux hommes, que leur nation choya et glorifia de leur vivant presque au même degré, auraient pu se contenter de régner l'un sur le roman, l'autre sur la *comedia;* mais comme le violon d'Ingres est de tous les pays et de tous les temps, Cervantes ne pardonna pas à Lope de lui avoir ravi la première place au théâtre où il comptait réussir, et celui-ci enragea de n'avoir jamais pu écrire une nouvelle du genre italien capable de soutenir la comparaison avec celles de son rival. Ils devinrent ennemis et se firent une guerre assez vive à coups d'épingles; seulement Lope, ayant eu l'avantage de survivre à Cervantes une vingtaine d'années, resta maître du terrain et contribua, soit par un silence dédaigneux, soit par d'autres manœuvres, à rabaisser l'auteur du *Don Quichotte*. Et qu'on ne dise pas qu'il se radoucit vers la fin de sa vie, dans ce *Laurier d'Apollon*, long poème qui forme le pendant du *Chant de Calliope*, et où Cervantes est en apparence bien traité. En fait, de quoi Lope le loue-t-il? De sa blessure de Lépante, qui n'a rien à voir avec la littérature, et de ses vers « tendres, sonores et élégans, » alors que chacun savait en Espagne que le grand écrivain en prose n'eut jamais que l'étoffe d'un piètre versificateur. Prôner le côté faible du talent d'un ennemi et se taire sur le reste, n'est-ce pas d'une assez jolie perfidie?

Le succès de la première partie du *Don Quichotte* fut éclatant : quatre éditions dans la seule année 1605, dont deux à Madrid, une à Valence et une à Lisbonne, ce qui, pour l'époque et pour un pays où on lit peu, atteste une vogue extraordinaire.

Très vite aussi, le livre se répandit dans les pays étrangers soumis à la domination espagnole, à Milan, aux Pays-Bas. Ailleurs, les traducteurs se mirent sans plus tarder à l'œuvre : la traduction de l'Anglais Thomas Shelton date de 1612, celle de notre César Oudin de 1614. Sauf quelques esprits chagrins et malintentionnés dont nous aurons à définir l'attitude, toute l'Espagne, et à sa suite toute l'Europe, se mit à rire de bon cœur et s'engoua des parades héroï-comiques du bon chevalier de la Manche tout autant que des malices et des « simplicités » de Sancho Panza. Les neuf dixièmes des Espagnols ne goûtèrent dans le roman que le côté bouffon, la fantaisie des inventions et le persiflage de ridicules que ceux-là mêmes qui en étaient atteints furent amenés par la bonne grâce de l'auteur à trouver réussi. Si l'on voulait, par comparaison, se former une idée exacte de l'accueil fait au *Don Quichotte* en Espagne, il faudrait se remémorer celui que reçut chez nous le premier *Tartarin*, en tenant compte, bien entendu, de la différence des milieux et de la distance qui séparera toujours le vrai inventeur de l'imitateur de grand talent. Donc œuvre drolatique, divertissante et satirique sans trop d'âpreté, œuvre « de délassement, » comme on disait alors : voilà sous quelle rubrique l'Espagne classa ce roman, qui avec le temps devait devenir son plus grand livre et même, d'après certains étrangers médisans, son seul livre, puisqu'il dispensait de lire tous les autres.

Ce qui, en outre, laissa au *Don Quichotte* son étiquette de livre simplement amusant, ce fut le verdict des critiques patentés, non pas seulement de ceux qui avaient des raisons personnelles d'en vouloir à l'auteur, tels que Lope de Vega, mais du groupe très nombreux et très influent des mandarins de lettres, des licenciés et des docteurs, de ce que nous nommerions maintenant « le monde universitaire. » Pour cette coterie présomptueuse d'écrivains imprégnés ou seulement barbouillés d'humanités, Cervantes n'était qu'un philistin, un *lego (laicus)*, sans études classiques, nous dirions un produit de l'enseignement moderne, et les Espagnols disaient, eux aussi, un *romancista*, pour désigner celui qui ne possédait que sa langue maternelle, son *romance*, et ne savait pas de latin. Il faut voir quel ton de supériorité et de pédanterie prend Lope de Vega en parlant des nouvelles de Cervantes, auxquelles il veut bien concéder de l'esprit et du style, mais qui, dit-il, ne sauraient

être *exemplaires*, c'est-à-dire nourries de pensées morales, car il faudrait pour cela qu'elles fussent l'œuvre d' « hommes scientifiques. » Déjà ce mot de scientifique, dont on a fait un si grand abus depuis ! Cervantes, qui dans le prologue du premier *Don Quichotte* bafoue très impitoyablement ces pédans et ces « scientifiques, » sentait, il ne le cache pas, les lacunes de sa culture intellectuelle et il en souffrait. Ce n'est pas par fausse humilité qu'il y parle de son roman « dépourvu d'érudition et de doctrine » ou qu'il confesse le « peu de lettres » que d'autres plus heureux et fortunés pouvaient lui reprocher. Avouons-le, les « scientifiques » n'avaient pas tout à fait tort. Cervantes passe à juste titre et partout, même sous les trahisons des traducteurs, pour un très grand, un charmant et un spirituel écrivain; mais pour les Espagnols, vrais connaisseurs de leur idiome, il n'est pas toujours un bon écrivain. Certains de ses défauts, il les partage à vrai dire avec beaucoup de ses compatriotes, en ce sens qu'il improvise et ne compose pas, qu'il écrit trop souvent au hasard de la plume, sans savoir jusqu'où il ira ni par quoi il finira. A lui, du moins à plusieurs de ses écrits, aux longs plutôt qu'aux courts, s'applique cette pensée du pénétrant moraliste Balthazar Gracian : « Il y a des gens pour qui tout consiste à commencer et qui ne finissent jamais; ils inventent et ne continuent pas... Cela tient à une certaine impatience d'esprit, *qui est le défaut des Espagnols.* » Formé par l'enseignement universitaire et surtout nourri de lectures classiques, il eût sans doute mieux combiné le plan de plus d'un de ses ouvrages et il eût mieux surveillé sa syntaxe, parfois assez incorrecte ou molle. Cette question du style de Cervantes vaut qu'on s'y arrête un peu, quoiqu'elle ne serve pas à expliquer la fortune de son grand roman. Entre les puristes qui effaceraient des éclairs de génie pour redresser une phrase à leur avis boiteuse et les cervantistes qui admirent tout aveuglément, traitant le texte de Cervantes comme un texte sacré dont les plus évidentes aberrations doivent être respectées, il semble qu'il y ait une opinion moyenne à défendre et qui consisterait à tenir Cervantes pour un écrivain hors de pair, quoique parfois sommeillant. Par exemple, en aucun cas on ne doit accueillir celle de quelques critiques allemands qui, du haut de leur incompétence, proclament Cervantes le créateur de la prose castillane. Vingt auteurs pris dans tous les compartimens de

la littérature démentent une telle exagération, et quand le *Don Quichotte* parut en 1605, tous les genres presque pouvaient montrer des chefs-d'œuvre. En matière de style, Cervantes n'a pas été un initiateur. Il a su tirer parti à la fois des modèles dont il disposait et des ressources infinies de la langue populaire, puis il s'est appliqué à assouplir la prose narrative castillane encore un peu raide et empesée en y introduisant la dose voulue de grâce et d'ironie qu'il emprunta à son maître Arioste. En cela consiste, semble-t-il, son mérite essentiel et le moins contestable.

Quoi qu'il en soit et quelque jugement que les arbitres du goût aient porté et portent sur la qualité de son style, le déclarant les uns inimitable, les autres plus ou moins défectueux, une chose est certaine, c'est qu'à partir du *Don Quichotte*, le XVIIe et la première moitié du XVIIIe siècle en Espagne ne voulurent voir en Cervantes qu'un amuseur indigne d'avoir accès au sanctuaire de la haute littérature. Chez aucun des auteurs espagnols de cette période qui se vouèrent un peu à la critique littéraire, on ne trouve appréciées ou même mentionnées ses œuvres. Ni Quevedo, un ami cependant et curieux de réhabilitations littéraires, ni Saavedra Fajardo, dans sa *République des lettres*, assez pauvre aperçu de la littérature nationale, ni aucun autre critique que l'on sache, n'ont seulement cité le nom de Miguel de Cervantes. Ce silence ne nuisit pas d'abord, autant qu'on serait porté à le croire, à la réputation du romancier. Pourtant, à la longue, le *Don Quichotte* finit par ne plus plaire également à toutes les catégories de lecteurs. Dès la fin du XVIIe siècle, ce sont plutôt les humbles et les simples qui se délectent des aventures du roman : aussi le réimprime-t-on sur un papier de plus en plus mauvais et avec des illustrations qui rappellent beaucoup notre imagerie d'Épinal. Le *Don Quichotte* entre dans la composition de toute « Bibliothèque bleue, » à côté des contes orientaux, des prouesses des paladins de Charlemagne ou de quelques grosses facéties. Les raffinés n'en ont plus cure, d'autant mieux que la farce populaire s'est emparée du chevalier et de l'écuyer et en a fait des caricatures grotesques, que les compagnies de comédiens ambulans exposent au rire épais des foules. A ce contact, l'hidalgo de la Manche se dégrade, perd ses délicats traits de caractère et finit par tomber dans le plus fâcheux discrédit.

Il est à remarquer aussi que les milieux doctes comme les autres ignorent tout de la personne de l'auteur; nul ne connaît plus son lieu de naissance ni aucune des circonstances de sa vie. Nicolas Antonio, le grand bibliographe de la fin du XVIIe siècle, consacre à Cervantes une notice insignifiante et le fait naître à Séville!

Avant de montrer ce qu'on pourrait appeler la réhabilitation du *Don Quichotte* en Espagne, à l'instigation de quelques Anglais, il est intéressant pour nous de suivre la fortune du livre en France dès son apparition.

Lorsqu'en 1614 César Oudin, interprète du Roi « ez langues germanique, italienne et espagnole, » traduisit à la demande du jeune Louis XIII la première partie du *Don Quichotte* en français, les relations entre la France et l'Espagne étaient encore un peu tendues. On s'acheminait toutefois à une entente, que devaient sceller en 1615 les « mariages espagnols, » celui de Louis XIII avec Anne d'Autriche et celui du prince Philippe, le futur Philippe IV, avec Élisabeth de Bourbon. La langue castillane, que certains patriotes, par haine du nom espagnol et à cause des souvenirs de la Ligue, se refusaient à apprendre, jouissait dans notre société polie d'un grand prestige. On peut suivre chez Oudin la marche ascendante de cette faveur. En 1597, dans la préface de sa grammaire espagnole, il s'excuse d'enseigner aux Français « la langue de nos ennemis. » Quatorze ans plus tard, il accompagne le texte espagnol d'une édition de la *Galatée* de Cervantes d'une jolie lettre, en un castillan fort bien tourné, où la Galatée espagnole menace gentiment les dames de France, si elles ne lui font pas bon accueil, de s'adresser à leurs galans et de les caresser de façon qu'elles aient à se repentir de lui avoir manqué de courtoisie. Ce morceau, prélude d'une réconciliation entre les gens de lettres des deux pays, montre que César Oudin avait acquis une connaissance appréciable de la langue de Cervantes, suffisante en tout cas pour rendre en français, sinon toutes les finesses de son grand roman et le goût du terroir, du moins avec assez d'exactitude la suite des aventures des deux héros et l'essentiel de leurs conversations. Le *Don Quichotte* d'Oudin ne saurait passer à coup sûr pour un modèle, par la raison que l'interprète du Roi n'était pas en son propre idiome un très grand clerc; or, comme dit l'autre, pour traduire il faut au

moins posséder bien l'une des deux langues. Mais ni son style raboteux et empêtré, ni ses contresens ne nuisirent beaucoup à cette version, venue à son heure et qui répondit amplement à ce que nos Français en attendaient. Pendant cinquante ans environ et jusqu'à l'apparition de la belle infidèle, ou de l'infidèle tout court, de Filleau de Saint-Martin, c'est le *Don Quichotte* de César Oudin et de son continuateur François de Rosset qui popularise en France le chef-d'œuvre de Cervantes, lequel, est-il besoin de le dire? n'y fut pas compris et jugé autrement qu'il ne l'avait été par le gros de la nation espagnole. Nous aussi nous le traitâmes de livre plaisant et de passe-temps, et en particulier de parodie burlesque de ces livres de chevaleries dont s'était tant inspirée notre littérature sentimentale du XVIIe siècle. Nul n'y chercha un sens caché ou une intention dissimulée, et ce que le roman contenait d'exclusivement espagnol, mœurs ou institutions, nous échappa entièrement.

Le rapprochement des deux nations sous les auspices de Cervantes, qu'atteste la traduction d'Oudin, fut complété par un incident tout à l'honneur de nos compatriotes et digne de mémoire, puisque Cervantes y fut directement mêlé. Les mariages royaux décidés, Marie de Médicis jugea bon d'envoyer à Madrid un ambassadeur extraordinaire pour porter à l'infante les présens d'usage; elle choisit pour cette mission de courtoisie le chevalier de Sillery, Noël Brulart, frère du chancelier Nicolas Brulart, qui arriva à Madrid le 16 février 1615. Au cours d'une visite que lui rendit, le 25 du même mois, Don Bernardo de Sandoval, archevêque de Tolède et protecteur assez décidé de Cervantes, plusieurs gentilshommes de la suite de l'ambassadeur s'informèrent auprès des chapelains du prélat des livres nouveaux et les plus réputés à Madrid. L'un des chapelains, chargé précisément de censurer la seconde partie du *Don Quichotte*, ayant prononcé le nom de Cervantes, nos gentilshommes attestèrent par des paroles enthousiastes la grande estime dont jouissaient les œuvres de l'écrivain espagnol en France et dans les pays circonvoisins, citant la *Galatée*, que l'un d'eux savait presque par cœur, la première partie du *Don Quichotte* et les *Nouvelles*. Agréablement surpris de cet hommage rendu à son compatriote, le chapelain offrit aux gentilshommes de les conduire auprès de Cervantes, ce qu'ils acceptèrent avec empressement, demandant qu'on les renseignât sur son âge, sa profes-

sion, sa qualité et sa situation de fortune. « Je fus contraint, écrit alors le chapelain, de leur avouer qu'il était vieux, soldat, hidalgo et pauvre. A quoi l'un des gentilshommes répondit : Et cet homme, l'Espagne ne l'a pas comblé de richesses et ne le nourrit pas aux frais du trésor public? Mais un autre ajouta finement : « Si le besoin l'oblige à écrire, plaise à Dieu qu'il ne connaisse jamais l'abondance, afin qu'en restant pauvre il enrichisse le monde avec ses œuvres. » Le chapelain, rapporteur de cette conversation, se nommait le licencié Marquez Torres; il l'a consignée dans sa censure du deuxième *Don Quichotte* et avec tant de tact et d'aimable simplicité qu'on a supposé non sans raison que Cervantes avait lui-même tenu la plume. On ne nous a pas appris si les gentilshommes visitèrent vraiment le pauvre grand homme, déjà bien fourbu et prêt à réciter ces vers qu'il inscrivit l'an d'après, quatre jours avant de mourir, dans la dédicace du *Persiles :* « Un pied passé dans l'étrier et en proie à des transes mortelles... » Qu'ils l'aient vu ou non, nos Français ont en tout cas approché de bien près l'immortel écrivain et se sont apitoyés sur les infortunes de ses dernières années qui ne touchèrent pas beaucoup ses propres compatriotes.

L'Angleterre a précédé la France dans la connaissance du *Don Quichotte*, puisque la traduction de Thomas Shelton devança de deux ans celle de César Oudin. A bien des égards, l'Angleterre peut être considérée comme la seconde patrie de Cervantes. En aucun pays, il n'a compté autant d'admirateurs, autant de disciples. Tous les humouristes anglais, depuis les plus grands, tels que Fielding et Sterne, doivent quelque chose à l'Espagnol : leur humour dérive en bonne partie du sien. Mais si Cervantes a rendu aux Anglais le service d'inspirer quelques-uns de leurs meilleurs conteurs et de façonner leur talent, les Anglais en revanche ont rendu ce service à Cervantes qu'ils ont obligé les Espagnols à le relire plus attentivement, à le prendre au sérieux et à s'enquérir des vicissitudes de son existence, ce que pendant longtemps ils avaient tout à fait négligé de faire. Il arriva en effet que la reine Caroline, femme de George II, désireuse de compléter une collection d'auteurs choisis qu'elle avait formée en y introduisant le *Don Quichotte*, s'adressa au baron de Carteret, qui, ne trouvant aucune édition du roman digne de la Reine, s'occupa d'en faire exécuter une nouvelle à Londres, avec ce luxe typographique si commun en Angleterre,

et d'y joindre une vie de l'auteur qu'il demanda à un érudit espagnol très qualifié, Don Gregorio Mayans y Siscar. Quoique sans doute un peu ému de cette prétention anglaise d'exhumer un auteur espagnol trop oublié, Mayans s'acquitta fort convenablement de sa besogne ; il composa une biographie de Cervantes, surtout d'après ses œuvres, très méritoire et que personne alors n'eût mieux exécutée que lui. Grâce à cette belle édition de lord Carteret, les Anglais purent s'octroyer ce plaisir incomparable, dira Byron plus tard, de lire commodément le *Don Quichotte* dans le texte :

To read Don Quixote in the original,
A pleasure before which all others vanish.

Lire c'était déjà bien ; comprendre vaut encore mieux. Or, le *Don Quichotte* offrait aux Anglais comme à tous les étrangers bon nombre de difficultés de fond et de forme, sur lesquelles la plupart des traducteurs sautent d'habitude à pieds joints, mais que les fervens anglais de Cervantes avaient à cœur d'élucider. L'un d'eux, le Révérend John Bowle, se mit à l'œuvre avec un zèle admirable et aboutit en 1781 à gratifier ses compatriotes studieux d'un commentaire très nourri du *Don Quichotte*, premier essai d'interprétation du célèbre roman, aujourd'hui vieilli, mais encore utilisable, surtout pour ce qui concerne les *chevaleries*, auxquelles Bowle prit la peine de s'initier. Entre temps, le romancier Smollett, auteur d'une nouvelle traduction du *Don Quichotte*, eut le premier le mérite d'identifier avec le nôtre le Cervantes dont il est beaucoup parlé dans la *Topographie et histoire d'Alger* du moine bénédictin Diego de Haedo, ouvrage inappréciable pour la connaissance des bagnes, ce qui lui permit d'asseoir sur un fondement solide l'histoire de la captivité de l'écrivain et de déterminer enfin son vrai lieu de naissance.

Aussitôt que les Espagnols, selon l'expression de Mérimée, se furent aperçus que Cervantes était le meilleur de leurs écrivains parce que toute l'Europe l'avait proclamé tel, ils se décidèrent à entrer dans la voie ouverte par les Anglais et à traiter le *Don Quichotte* avec les honneurs dus à un ouvrage classique : de là des éditions annotées comme celle de Pellicer, dont les curiosités érudites et certaines conjectures ou corrections ingénieuses piquent encore l'attention ; de là surtout la *Vie de*

Miguel de Cervantes Saavedra, de Don Martin Fernandez de Navarrete, publiée en 1819, livre excellent, aussi remarquable par l'étendue des recherches que par un esprit critique toujours en éveil et un jugement très sain. A ce livre, qui n'a presque rien perdu de sa valeur, se rattachent tous les travaux biographiques publiés depuis; c'est toujours à Navarrete qu'il faut recourir pour s'orienter et avant de s'engager dans de nouvelles investigations. Le premier âge des études cervantesques en Espagne se termine par le commentaire du *Don Quichotte* de Don Diego Clemencin, qui se substitua avantageusement aux commentaires antérieurs de Bowle et de Pellicer. Le nouvel interprète entoura, et parfois jusqu'à l'étouffer un peu, le texte du roman d'une glose continue où il condensa le fruit d'immenses lectures. Histoire, usages, allusions aux choses du jour, emprunts aux livres de chevaleries, tout ce qui reste lettre morte pour le commun des lecteurs est ici soigneusement relevé et en bien des cas élucidé avec bonheur. La partie faible ce sont les notes grammaticales : Clemencin, plus historien que grammairien, ne connaissait pas assez la langue du XVIe siècle pour se permettre d'en remontrer à Cervantes.

Après le commentaire de Clemencin, l'Espagne érudite se reposa un peu et crut avoir suffisamment rattrapé l'avance prise sur elle par les étrangers. Aussi bien, les années 1830 à 1880 environ ne furent pas chez nos voisins très favorables au travail littéraire. L'édifice, d'ailleurs assez vermoulu, des vieilles universités espagnoles s'était écroulé pendant la guerre de l'Indépendance et n'avait été remplacé que par des constructions hâtivement échafaudées; des centres doctes, créés par diverses congrégations religieuses au XVIIIe siècle, disparurent également, et les guerres civiles qui ensanglantèrent le pays pendant si longtemps détournèrent la jeunesse des études d'érudition qui exigent le calme et la méthode. En outre, l'effervescence romantique exerça une action néfaste sur les milieux intellectuels en surexcitant beaucoup d'esprits déjà trop enclins de leur nature à l'improvisation et à la recherche de succès bruyans et faciles. Ce fut alors qu'on vit naître le *cervantisme*, fâcheuse manie de dilettantes qui prétendirent accaparer Cervantes, lui vouèrent un culte exclusif et excessif, frisant le ridicule, et gâchèrent beaucoup de papier en élucubrations fantasques, dépourvues de tout intérêt. Un tel dévergondage littéraire eut

les conséquences qu'on pouvait prévoir : il dégoûta les gens raisonnables d'un écrivain si maladroitement prôné par ses adorateurs et les cervantistes devinrent la risée de la foule. L'anecdote suivante, qui a beaucoup circulé en Espagne, dénonce assez plaisamment les excès du cervantisme. Dans quelque bourg perdu de la Vieille-Castille, dit-on, un vieillard, sentant sa fin prochaine, convoqua ses parens les plus proches pour leur faire une grave révélation. Groupés autour du moribond, tous attendaient avec anxiété qui l'aveu d'une faute, qui la désignation précise de quelque trésor caché. L'homme alors, s'étant péniblement levé sur son séant, prononça d'une voix caverneuse ces paroles mémorables : « Le *Don Quichotte* m'ennuie » *(me fastidia el Quijote)*, puis il retomba et rendit son dernier soupir.

Dès 1880 environ, et sous l'influence bienfaisante de Menéndez y Pelayo, le grand historien de la littérature espagnole et le restaurateur des bonnes études en son pays, il y eut par delà les monts, en faveur de Cervantes, une reprise d'activité de bon aloi. Après tant de niaiseries et de puérilités, quelques esprits rassis recommencèrent le travail utile interrompu depuis Clemencin et s'efforcèrent de remplir les lacunes laissées par les érudits du XVIIIe siècle. Ces nouveaux efforts, couronnés par les publications du centenaire de 1905, ont produit d'importans résultats. Il serait long et hors de propos de recenser ces travaux, qui se composent ou de recueils de documens, — les plus recommandables sont ceux d'un ecclésiastique grand fureteur d'archives de notaires, feu Perez Pastor, — ou de lexiques de la langue de Cervantes, ou de fac-similés d'anciennes impressions, ou enfin d'éditions annotées du *Don Quichotte* et de quelques nouvelles. Les Espagnols ne possèdent pas encore la dextérité ni la méthode rigoureuse des éditeurs de Dante et de Shakespeare ou des collaborateurs à la collection de nos *Grands écrivains*. L'art d'éditer un texte, de le tourner et de le retourner, pour en extraire tout le suc, exige une patience et une minutie qui ne leur sourient pas beaucoup; ils y arriveront sans doute, surtout s'ils se sentent contrôlés et stimulés par la concurrence étrangère. Celle-ci ne chôme pas, et ce sont, une fois de plus, les Anglais qui marchent à l'avant-garde. Parmi leurs travaux, rien de mieux conçu, par exemple, que cette traduction anglaise des œuvres complètes de Cer-

vantes, publiée par un libraire de Glasgow et munie de fort bonnes introductions d'un vrai connaisseur, M. Fitzmaurice-Kelly.

II

Avec le secours d'un pareil outillage, il semble que l'interprétation du grand roman de Cervantes ne devrait plus offrir de difficultés sérieuses et que les desseins avoués ou cachés de l'auteur devraient apparaître très nettement à tout lecteur quelque peu réfléchi. On ne saurait dire qu'il en soit ainsi. Rien que sur la pensée fondamentale du livre, commentateurs et critiques ne tombent pas d'accord et continuent de discuter. Le *Don Quichotte*, comme Cervantes l'a donné à entendre, parlant en son nom ou par la bouche de ses personnages, est-il une machine de guerre destinée simplement à ruiner ces fameuses chevaleries, qui avaient comme intoxiqué la nation, ou bien, sous le couvert d'une satire littéraire, ne viserait-il pas plutôt la société espagnole tout entière, et en particulier certaines institutions remontant au Moyen Age, dont le principe se trouvait en contradiction avec les nouvelles destinées de l'Espagne et causait son grand malaise ? Avant de répondre à cette question, il importe d'examiner les motifs de la mauvaise humeur qui se serait manifestée chez quelques Espagnols, lors de l'apparition du *Don Quichotte*. Quels étaient donc ces esprits chagrins dont il a été parlé et que trouvèrent-ils à objecter au roman? Peut-être de leurs critiques verrons-nous jaillir quelque lumière.

Un Espagnol, rencontré à Bruxelles vers 1665 par Sir William Temple, fit au diplomate anglais cette confidence que l'histoire de Don Quichotte avait, à son avis, détruit jusque dans ses fondemens la monarchie espagnole par le discrédit qu'elle jeta sur le sentiment de l'honneur et de l'amour désintéressé. Grâce à son inimitable humour, Cervantes serait arrivé à ce résultat que les Espagnols, pour échapper au ridicule, n'auraient plus combattu et aimé que poussés par le plus vil intérêt et pour satisfaire de bas instincts. Le récit de Temple aurait peut-être passé inaperçu; mais il tomba sous les yeux de Byron, qui en prit prétexte pour invectiver Cervantes au trei-

zième chant du *Don Juan*, donnant ainsi aux plaintes de l'Espagnol de Bruxelles une notoriété mondiale. Cervantes, dit-il, en raillant la chevalerie espagnole, l'a complètement anéantie, et à partir de ce jour, l'Espagne n'a plus guère enfanté de héros. La gloire de l'écrivain a été chèrement payée par la ruine de sa patrie.

And therefore have his volumes done such harm,
That all their glory, as a composition,
Was dearly purchased by his land's perdition.

En Espagne aussi, l'opposition continua. Vers le milieu du XVIIIe siècle, un nationaliste renforcé du nom de Marujan attaqua Cervantes et lui reprocha en termes très amers d'avoir mis en si mauvaise posture son chevalier. Les coups, dit-il, dont il laisse accabler Don Quichotte, tous les Espagnols les ont reçus, et cependant, par une sotte inadvertance, ils n'ont pas reconnu dans l'auteur le bourreau de l'honneur castillan. « Dès qu'il eut franchi nos frontières, le livre fournit aux étrangers un bon prétexte pour se gausser de nous. Ils nous le renvoyèrent réimprimé et traduit, illustré de leurs dessins, tissé dans leurs tapis, sculpté dans leurs marbres, et, en nous le rendant, ils nous dirent : Petits niais, regardez-vous en ce miroir, vous y verrez ce que vous étiez jadis et ce que vous êtes maintenant. » Faut-il encore citer cette phrase de Capmany, auteur du *Théâtre historico-critique de l'éloquence espagnole*, ouvrage qui fit autorité à la fin du XVIIIe siècle, et où on lit que le *Don Quichotte* « fut d'abord peu apprécié par les contemporains et détesté du vulgaire? » Quel vulgaire? Quoique Capmany ne l'explique pas, il semble qu'il ait voulu ici se ranger à l'opinion des deux autres Espagnols. Ces témoignages, même si on ne leur accorde pas une très grande valeur, permettent d'entrevoir qu'une partie au moins de la nation ne se laissa pas tromper par le comique des aventures, qu'elle n'attacha guère d'importance à la critique des chevaleries, mais que, derrière cette façade, elle aperçut l'intention de peindre un type social où s'incarnait la vieille Espagne et d'en montrer le dangereux anachronisme. Bref, le *Don Quichotte*, aux yeux d'un groupe d'Espagnols clairvoyans et patriotes, passa pour une satire de l'*hidalguisme*.

Toute l'histoire sociale de l'Espagne au XVIe siècle tient dans l'antagonisme entre trois classes : la masse des vilains taillables

et corvéables, qui forme comme partout la première assise de la nation, celle qui tient aux entrailles de la terre; secondement, la gentilhommerie citadine ou campagnarde, c'est-à-dire les *hidalgos*, et, en troisième lieu, la noblesse patentée de tous degrés, depuis le simple *caballero* jusqu'aux comtes, marquis et ducs, qui continuent en une certaine mesure les *riches-hommes* du Moyen Age. Chacune de ces classes observe sa voisine et la hait, les deux privilégiées s'enfermant dans les limites de leur domaine et repoussant impérieusement tout empiétement des inférieurs : elles ont leur étiquette immuable qu'on n'enfreint pas sans danger. Combien d'épées sortirent de leur fourreau en Espagne pour un *Don* omis involontairement ou à dessein, pour une *Grâce* substituée à une *Seigneurie!* Cette hiérarchie de classes existe aussi ailleurs, chez presque toutes les nations de l'Europe chrétienne; mais ce qui distingue des autres la nation espagnole, c'est l'importance extraordinaire que prit, dès avant le XVIe siècle, la classe intermédiaire du petit gentilhomme, de l'hidalgo. Les étrangers voyageant à travers la Péninsule en étaient frappés et notent cette particularité dans leurs relations. Rappelons seulement le portrait en raccourci, tracé vers 1460 par notre compatriote Robert Gaguin, du pauvre écuyer castillan, qui, satisfait d'avoir vécu misérablement dans la domesticité d'un riche seigneur, ne laisse en mourant à ses héritiers que sa rondache, son épée et sa dague, son épieu et sa lance, son carquois et son arbalète. Ne voilà-t-il pas à peu de choses près le mobilier de Don Quichotte? Chacun en Castille voulant être noble par point d'honneur et aussi par intérêt, afin de se soustraire à des charges fiscales, à l'avilissante taille que seuls payent les vilains, il fallait avoir recours à toutes sortes de pratiques, souvent peu licites, pour s'assurer la qualité de gentilhomme : acquérir des preuves de vie noble et de pureté de sang, telle était la grande occupation de quiconque cherchait à fuir l'abjection de la vie laborieuse et des métiers mécaniques. L'énorme quantité d'anciens brevets de noblesse, de *cartas de hidalguia*, que recèlent les arrière-boutiques des libraires espagnols, atteste cette fièvre nobiliaire dont furent atteints tant de contemporains de Cervantes. Lui-même en souffrit cruellement, plus qu'il ne l'a avoué; lui trop pauvre pour s'offrir le luxe d'un brevet et à qui ne fut jamais reconnu le droit de porter le *Don*, il a pu mesurer la profonde ironie de

ce mot d'hidalgo, — proprement : fils de quelque chose, — dont il se parait néanmoins : « Adieu, s'écrie-t-il quelque part, adieu, faim pénétrante de l'hidalgo, pour n'y point succomber, j'aime mieux sortir de mon pays et de moi-même. »

L'hidalguisme, plaie des plus malignes de l'Espagne de la grande époque, contribua cependant en une certaine manière à sa splendeur. L'extraordinaire dépense d'énergie physique et morale, que réclamèrent les grandes entreprises réalisées par la monarchie des Rois catholiques, de Charles-Quint et des premiers Philippe, incomba surtout à cette petite noblesse, à ces hidalgos pauvres qui ne pouvaient trouver que dans la carrière des armes la satisfaction de leur orgueil de caste et de leurs besoins. Ils suivirent Gonsalve de Cordoue en Italie et Fernand Cortés à Mexico, ils chargèrent avec Charles-Quint à Mühlberg, ils combattirent avec Don Juan d'Autriche à Lépante, ils cheminèrent sur les dunes de Hollande avec Albe, Requesens et Farnèse. Cervantes, qui jusqu'à ses derniers momens et longtemps après avoir déposé la pique se réclama de sa qualité de soldat, rappelant à ses envieux et à ses calomniateurs l'honorable blessure qu'il reçut au cours de la bataille que les Espagnols appellent par excellence *la Navale*, Cervantes se rendait compte de la force de résistance que ce noyau de soldats d'élite, recrutés parmi les nobles pauvres, procurait aux armées catholiques ; mais il apercevait aussi les graves dangers de l'accroissement indéfini d'une classe moyenne décidée à vivre noblement, c'est-à-dire sans participer aux charges du commun et en traînant une existence oisive et inutile, attendu que les hidalgos qui ne s'enrôlaient pas sous les étendards du Roi, croupissaient dans des emplois de basse domesticité, ou vivaient chichement, enfermés en leur manoir, du misérable produit de quelques lopins de terre.

Cervantes a donc peint l'hidalgo castillan de son temps tel qu'il le voyait autour de lui et tel qu'il le voyait en lui-même, puisque Don Quichotte en définitive est la chair de sa chair et le sang de son sang. Il a montré ses travers et ses ridicules, mais en grand artiste il s'est arrangé à ne jamais le rendre méprisable. Le mot du vieux Samuel Johnson appliqué au bon chevalier reste toujours vrai : *commonly ridiculous, but never contemptible.* Don Quichotte est un gentilhomme campagnard bien appris, de tenue correcte, sans mesquinerie choquante et,

de plus, judicieux et avisé toutes les fois que sa terrible manie ne lui détraque pas la cervelle ; il n'a donc rien des allures misérables et de la répugnante grossièreté de l'hidalgo du théâtre populaire. Quand Sancho, pour éclairer son maître sur l'opinion qu'on a de lui, raconte que les chevaliers de l'endroit trouvent mauvais que les hidalgos cherchent à se hausser jusqu'à eux, surtout ces hidalgos de l'espèce écuyère qui cirent leurs souliers avec du noir de fumée et reprisent leurs bas avec de la soie verte, Don Quichotte riposte que ces critiques ne l'atteignent pas, car il est toujours bien vêtu, non raccommodé, tout au plus un peu déchiré, mais de déchirures honorables qui tiennent au métier qu'il exerce. La sympathie que Cervantes éprouvait pour son héros, et qui s'est traduite par quelques traits adorables qu'il lui a prêtés, nous la retrouvons souvent à l'adresse des hidalgos en général, même dans les dernières couches de la société. Quelque mal disposés que les vilains fussent à l'égard de ces privilégiés, ils leur gardaient toutefois une certaine estime, ils admiraient secrètement des gens d'une autre essence que la leur, résignés, par esprit de corps et pour ne pas déroger, à s'imposer les plus dures privations. Dans un merveilleux chapitre du *Lazarille de Tormes*, dont Cervantes s'est souvenu, ne voyons-nous pas le jeune garçon, que la misère a rendu haineux et qui ne pardonne ni à l'aveugle ni au curé de village leur dureté ou leur avarice, s'attendrir à la vue de son troisième maître, l'écuyer famélique, victime du « maudit honneur, » jusqu'à partager avec lui le produit de ses mendicités ? « Cet homme, me disais-je, est pauvre, et personne ne donne ce qu'il n'a pas, mais l'avaricieux aveugle et le ladre prêtre de malheur qui vivaient de la grâce de Dieu, l'un en se faisant baiser les mains, l'autre en déliant sa langue, et me tuaient de faim, ceux-là il est juste de les haïr, comme il est juste d'avoir compassion de celui-ci... D'une chose seulement j'étais un peu mécontent : j'aurais voulu qu'il n'eût pas autant de présomption et qu'il abaissât un peu son orgueil à mesure que montait sa nécessité ; mais c'est, à ce qu'il semble, une règle entre eux observée et suivie qu'encore qu'ils étaient vaillant un denier, leur bonnet reste planté à sa place. Le Seigneur y veuille remédier, ou ils mourront de ce mal. »

Cervantes ne s'est pas seulement proposé de décrire l'espèce

sociale à laquelle il appartenait et dont une longue expérience lui avait révélé les tristes servitudes à côté de quelques grandeurs : en promenant Don Quichotte et Sancho sur toutes les routes d'Espagne, son cadre s'est élargi, et il y a mis bien d'autres variétés du monde espagnol, depuis les galériens et les montreurs de marionnettes, les aubergistes et les souillons de cuisine, les muletiers et les soldats réformés jusqu'au paysan cossu, au magistrat, au médecin, au noble titré et au grand d'Espagne, maître souverain en son « état : » sans parler des types provinciaux, Andalous, Castillans et Catalans, et des derniers musulmans espagnols, ces malheureux Morisques, sur lesquels, à la veille presque de leur expulsion définitive d'Espagne, il a répandu tout ce qu'il avait amassé de haine contre le Croissant pendant sa captivité dans les bagnes d'Alger. En somme, on peut appliquer à Cervantes ce que Sancho disait de son maître : « Je croyais bonnement qu'il ne savait que ce qui a trait à ses chevaleries, mais maintenant je crois qu'il n'y a plat où il ne pique et ne laisse de mettre sa cuillère. » Toute l'Espagne s'est mirée dans son miroir, et à ce titre il n'y a aucune exagération à reconnaître dans le *Don Quichotte* le grand roman social du XVIe siècle espagnol, de la seconde moitié surtout.

Certains personnages que Cervantes nous montre dans son livre et certains sous-entendus qu'on a prétendu y découvrir ont donné lieu à des hypothèses très risquées et à des interprétations fantaisistes que rien ne justifie. Le *Don Quichotte* n'est pas un roman à clef. Il est possible que Cervantes ait peint d'après nature tel ou tel personnage, possible aussi que le héros lui-même nous représente quelque hidalgo maniaque de son voisinage, aucun nom historique célèbre ne saurait être substitué aux noms imaginés par l'auteur. Don Quichotte n'est ni Charles-Quint ni le duc de Lerme, comme on l'a supposé très inconsidérément. Quoique fort instruit des tares du régime gouvernemental et administratif de son pays, Cervantes ne s'est jamais senti la vocation d'un frondeur politique ni d'un réformateur ; jamais il ne se serait permis de satiriser un ministre tout-puissant, ni de projeter une ombre sur la mémoire d'un grand souverain. Charles-Quint, l'homme le moins aventureux du monde, n'offre au moral rien qui permette de le comparer à Don Quichotte ; son physique seul, tel qu'il ressort des portraits

du Titien, de celui notamment qui le montre à cheval, la lance à la main et prêt à fondre sur les protestans allemands, pourrait faire penser au Chevalier à la triste figure, et les illustrateurs du *Don Quichotte* n'ont pas été des derniers à noter cette ressemblance et à s'en servir; mais c'est tout : les noms du roman ne cachent certainement aucune personnalité célèbre. En revanche, d'un bout à l'autre du livre, le système administratif de Philippe II est certainement visé, et si Cervantes ménage la personne du Roi en la passant sous silence, il ne ménage guère les pratiques de son gouvernement ni la conduite de ses agens. On peut croire aussi qu'il a démêlé l'esprit chimérique des entreprises extérieures de Philippe II. Témoin des progrès de la puissance ottomane dans la Méditerranée, malgré Lépante, et de l'insuccès des tentatives faites pour l'enrayer, Cervantes, en sa qualité aussi de pourvoyeur de la grande *Armada*, put mesurer la folie de cette expédition mal préparée et plus mal exécutée, et assista ensuite aux échecs diplomatiques et militaires des dernières années du règne. Les déceptions cruelles qui affligèrent le sombre roi au fond de son Escurial n'ont-elles pas quelque analogie avec celles que Don Quichotte récolta pendant ses chevauchées ? N'y a-t-il pas dans le fanatisme de Philippe II quelque chose qui rappelle la manie de Don Quichotte et la crédulité de Sancho ? Les moulins à vent du Roi, ce sont les hérétiques, il en voit partout et se persuade qu'il les exterminera jusqu'au dernier : seulement, les Flamands résistent, la moitié des Pays-Bas se libère de son joug et fonde une république. Il rêve, comme l'écuyer, de conquérir une île et d'en devenir le maître : ses bateaux sont coulés ou sombrent dans la tempête. Il veut alors, avec l'aide de la maison de Lorraine, s'emparer d'abord de la Bretagne, pour s'assurer une base navale contre l'Angleterre, puis de la couronne de France qu'il réserve à sa fille chérie, Isabelle; mais il a compté sans le bon sens et le patriotisme de Jacques Bonhomme, nous nous ressaisissons et les derniers Espagnols de la Ligue quittent Paris, salués par Henri IV, qui leur souhaite bon voyage en les priant de ne pas revenir. De ce rapprochement, qu'il ne faudrait pas pousser à l'absurde, résulterait au moins que, si Cervantes n'a pas eu la pensée de s'attaquer au souverain lui-même, il a, au moyen de Don Quichotte, de Sancho et de leurs comparses, indirectement fustigé le régime dont ils sont la vivante image.

Convaincu que l'Espagne, affaiblie par une trop grande déperdition de forces matérielles et humaines aussi bien que par une organisation sociale incompatible avec le rôle qu'elle voulait tenir dans le monde, ne réaliserait pas les rêves de ses gouvernans, il a préféré rire de cette déconvenue pour ne pas être obligé d'en pleurer. Ce rire, quoique tempéré et sans amertume, déplut fort aux défenseurs de l'hidalguisme, à ces vieux Castillans ombrageux qui accusèrent Cervantes d'avoir insulté à leurs convictions intimes en écrivant la satire burlesque de l'héroïsme national. Sans doute on n'admettra pas avec les plus exaltés d'entre eux que Cervantes ait délibérément porté un coup mortel à la grandeur de la monarchie espagnole; on leur concédera cependant que son roman laisse parfois, malgré toute la belle gaîté qui y est répandue, une impression un peu mélancolique et affligeante, parce qu'il nous fait entrevoir le déclin de cette grandeur en en soulignant quelques causes.

L'importance sociale du *Don Quichotte* une fois démontrée et reconnue, la question des livres de chevalerie passe au second plan et il devient facile de déterminer la place que ces livres occupent dans la création de Cervantes. Les *chevaleries* constituent, si l'on peut ainsi dire, le procédé littéraire ; elles permettent à l'auteur d'étendre et d'embellir indéfiniment son sujet, en l'approvisionnant à foison d'incidens et d'aventures. Quand Cervantes se sentait à court, il n'avait qu'à puiser dans le trésor immense du roman chevaleresque : en transposant et en parodiant tel ou tel épisode d'un *Amadis* ou d'un *Palmerin*, il s'épargnait la peine d'inventer et il charmait ses lecteurs, enchantés de retrouver quelque ancienne connaissance sous un nouveau travestissement. Aujourd'hui que nul ne s'intéresse plus à cette littérature médiévale démodée, Cervantes nous semble en avoir un peu abusé, surtout dans la seconde partie du roman; mais les contemporains en jugeaient autrement : des aventures et des personnages qui ne nous disent plus rien leur étaient familiers; aussi les pastiches habilement exécutés qu'on leur en offrait les ravissaient-ils d'aise. Ils souriaient maintenant de ce que leurs pères avaient pris au sérieux. Ce n'est pas tout : le plus grand service peut-être que les chevaleries rendirent à celui qui sut si bien les exploiter fut de lui fournir un jargon spécial, qu'il mit dans la bouche de Don Quichotte et qui, lu ou prononcé, produit un effet comique

irrésistible. Et il ne s'agit pas seulement de mots complètement tombés en désuétude, mais de la prononciation et de formes vieillies de mots de la langue courante. Rien que l'emploi, par exemple, du mot *fermosura* pour *hermosura* ou celui de la seconde personne du pluriel au lieu de la formule usitée du temps de Cervantes de *Votre Grâce*, rien que cette légère teinte d'archaïsme donne au langage du chevalier une saveur et un piquant qu'appréciaient fort les Espagnols du XVIIe siècle et que sentent encore très vivement ceux d'aujourd'hui. Si Cervantes n'avait pas disposé de cette ressource, s'il avait dû faire parler son maniaque comme un hidalgo quelconque, la gravité vieillotte qui émaille ses discours n'aurait pas été rendue, et, de plus, son langage ne se serait pas distingué d'une façon assez tranchée du parler trivial de Sancho.

Mais si les chevaleries ont été pour Cervantes un accessoire très utile, elles n'ont jamais été pour lui l'essentiel. Comme on l'a déjà remarqué, il n'a jamais pu entrer dans sa pensée de tuer, en la parodiant, une littérature à bout de souffle, presque moribonde et dont les adeptes ne comptaient plus. En 1605, il ne pouvait plus être question de protester, comme l'avaient fait soixante ans auparavant les députés aux Cortès, contre les dangers de ces « livres de menteries et de vanité comme sont les *Amadis* et autres de son espèce, » qui exaltaient outre mesure les esprits et causaient de nombreux ravages, surtout chez les femmes; de tels livres n'avaient plus la vogue, et de même que beaucoup de nos romans ou de nos drames à gros succès du XIXe siècle ne se retrouvent plus que dans les cabinets de lecture de province, il n'y avait plus au XVIIe siècle en Espagne que des attardés ou des monomanes comme Don Quichotte pour se nourrir de chevaleries et les collectionner. La mode était ailleurs, non pas même aux pastorales et aux bergeries, elle était aux romans de mœurs contemporaines, aux nouvelles picaresques ou du genre italien. Pourtant, bien des gens d'âge mûr se souvenaient d'avoir lu dans leur jeunesse les *Amadis*, et c'est ce qui permit à Cervantes de tabler sur une connaissance encore assez répandue de ces livres dont il se servit avec tant de bonheur, à la fois pour motiver la folie de son héros et pour ajouter à sa propre invention quelques grâces de surcroît qui lui impriment vraiment un cachet inimitable.

Comme d'autres livres célèbres, le *Don Quichotte* n'a pas complètement résisté à l'épreuve redoutable de la traduction : bien des passages qui enchantent le plus les Espagnols dans les dialogues des deux protagonistes s'évaporent en passant du castillan en une langue étrangère quelconque ; certains tours, certains idiotismes et, en somme, tout ce qu'embrasse le nom de couleur locale disparaît ou s'atténue beaucoup, même chez les plus habiles traducteurs. Mais à côté de ces « choses d'Espagne » dont la parfaite intelligence n'appartient qu'aux compatriotes de Cervantes, il en reste tant d'autres accessibles à tous que le *Don Quichotte* a été très vite adopté par l'humanité entière et est devenu un de ses romans de prédilection : peut-être ne partage-t-il qu'avec *Robinson Crusoé* l'honneur de n'avoir absolument pas vieilli et, point capital, de s'adresser à tous les âges. Le plus grand signe de vitalité d'un livre d'imagination n'est-il pas en effet qu'on en puisse tirer des abrégés pour l'enfance et la jeunesse, sans le trop affadir ? Il y a donc un *Don Quichotte* essentiellement espagnol pour les initiés et un *Don Quichotte* universel, cosmopolite, pour les profanes ; un premier *Don Quichotte* complet, tel qu'il est sorti de la plume de son auteur et qui exige, pour être bien compris, une connaissance sérieuse de la langue et de l'histoire d'Espagne, puis un second simplifié, d'où l'on a le plus possible exclu les singularités du cru. C'est ce second *Don Quichotte* qui a acquis droit de cité partout et qui s'est répandu sur toute la surface du globe ; aussi Mérimée a-t-il eu raison de dire que c'est en grande partie à ses traducteurs que Cervantes doit sa renommée. Dans ce roman maintenant dénationalisé et universalisé, quelles intentions les etrangers ont-ils prétendu découvrir? La discussion ne porte plus sur le point de savoir si le *Don Quichotte* représente une satire sociale ou une satire littéraire, — la solution de ce problème est laissée aux Espagnols qu'elle intéresse seuls, — elle porte presque uniquement sur la signification à attribuer aux caractères des deux héros.

On a, comme c'était à prévoir, insisté sur le contraste entre l'hidalgo et son écuyer, considérant dans l'un le « symbole de l'âme » et dans l'autre le « symbole du corps; » on a opposé l'idéalisme du premier au réalisme du second, les nobles rêveries de Don Quichotte aux grossières trivialités de Sancho, et ces rapprochemens, où des critiques très prisés ont dépensé

beaucoup d'ingéniosité et de talent, sont devenus à la longue une sorte de lieu commun littéraire. Chaque époque, chaque nation, chaque école a envisagé à sa manière les deux créations de Cervantes. Jusqu'à l'avènement du romantisme, la critique tant anglaise qu'allemande ou française traite le *Don Quichotte* comme un livre amusant, des plus amusans qui soient, et ne le soumet pas à une analyse bien approfondie; elle constate qu'il est une source toujours jaillissante de bonne et franche gaîté et ne prend pas la peine de remonter aux origines de cette source. Plus tard, l'étude comparée des littératures nationales inaugurée en Allemagne, qui eut pour conséquence la réhabilitation du Moyen Age et de la chevalerie, classa le chef-d'œuvre de Cervantes au nombre des grands livres romantiques : le *Don Quichotte* fit alors son entrée dans la haute littérature, et Cervantes fut égalé à Dante, à Shakspeare, à Rabelais et à Molière. Il n'en fallut pas plus pour mettre en campagne tous les symbolistes, les dénicheurs de sens caché et les abstracteurs de quintessence.

Un de nos jeunes germanisans vient de consacrer plus de six cents pages à l'étude de la littérature relative à Cervantes en Allemagne depuis la fin du XVIIIe siècle jusqu'à nos jours (1), et il s'excuse de n'offrir à ses lecteurs que les « premiers résultats » d'une enquête qu'il souhaite de voir se poursuivre. Combien de volumes non moins compacts faudra-t-il donc pour épuiser la matière ? On est surpris, à la lecture du très consciencieux ouvrage de M. Bertrand, de la banalité et parfois aussi de l'incongruité de beaucoup de jugemens portés par les plus fortes têtes de la pensée allemande sur Cervantes et sur le *Don Quichotte*. Gœthe n'a presque rien écrit qui mérite d'être cité et il paraît d'ailleurs avoir plutôt goûté les *Nouvelles;* Guillaume de Humboldt a mieux compris le grand roman, mais cela tient à ce qu'il voyagea en Espagne où il rencontra des muletiers qui lui donnèrent au moins l'explication de Sancho Panza; Frédéric Schlegel déclare d'un ton doctoral que « de ce créateur immortel (Cervantes) il faut avoir lu et traduit tout ou rien, » devançant ainsi les cervantistes les plus falots de notre temps qui prêchent la théorie du bloc; l'autre Schlegel s'en tire avec le mot *romantique :* « Le poème du divin Cervantes est un peu plus qu'une

(1) J.-J. A. Bertrand, *Cervantes et le romantisme allemand,* Paris, 1914.

bambochade spirituellement imaginée, de dessin hardi et haute en couleur. Il est, en même temps, un chef-d'œuvre accompli de l'art romantique. » Schopenhauer en est encore à considérer le *Don Quichotte* comme « une peinture satirique des effets de mauvaises lectures. » Heine, le romantique désabusé, a écrit quelques très jolies pages en marge du *Don Quichotte*, mais ces pages nous plaisent non pas tant par leur nouveauté ou leur profondeur que parce qu'elles sont de lui et qu'il y a mis sa grâce et son esprit. L'aimable Stella disait de Swift : « Nous savons tous que le doyen peut écrire des choses charmantes même à propos d'un manche à balai, » — le manche à balai était Vanessa, la rivale de Stella, — or, Heine aussi se tirait à son honneur de n'importe quel sujet, et puis Cervantes lui était extrêmement sympathique. Dans ce qu'il a dit du *Don Quichotte*, par rapport à la littérature chevaleresque antérieure, s'est au moins glissé un aperçu intéressant : « Le roman de chevalerie dérive de la poésie du Moyen Age : c'était le roman de la noblesse, et le peuple n'y paraît pas. Ce roman, Cervantes le détrôna par son *Don Quichotte;* mais, par ce même roman, il donna le modèle d'un nouveau genre littéraire ; il créa le roman moderne en y mêlant l'élément populaire. » Malheureusement, quelques lignes plus loin, Heine laisse apercevoir une connaissance un peu trop superficielle de la littérature espagnole : « Un gentilhomme tiré à quatre épingles comme Quevedo, un ministre puissant comme Mendoza écrivirent des romans déguenillés de mendians et de picaros. » Passe encore pour les quatre épingles de Quevedo ; quant à Mendoza, il ne fut ni un ministre puissant, ni même un ministre quelconque, et il est à peu près démontré qu'il ne prit aucune part au *Lazarille de Tormes :* ce père des romans picaresques est sorti du groupe érasmien assez anticlérical, qui jouit d'une certaine notoriété vers la fin du règne de Charles-Quint. La médiocre valeur d'à peu près tout ce que les Allemands romantiques ou autres ont trouvé à dire à l'endroit de Cervantes et de ses œuvres tient à leur ignorance des mœurs espagnoles et de l'histoire d'Espagne. Les mieux préparés avaient lu des récits de voyageurs et pensaient qu'à coups de dictionnaire ils s'assimileraient aisément les œuvres magistrales d'une littérature qui ne livre pas volontiers ses secrets, même aux initiés. Ils s'imaginèrent aussi, vu la flexibilité de leur langue et les succès

remportés par plusieurs de leurs traducteurs, qu'ils réussiraient, sans en rien omettre, à transposer le *Don Quichotte* en allemand. Des discussions très aigres eurent lieu entre interprètes du roman, dont il n'y a maintenant qu'un fort mince profit à tirer : la seule traduction qui, hors d'Allemagne, et malgré ses contresens, se lise encore avec un certain plaisir est celle de Tieck, bon écrivain en sa langue et désigné par la nature de son talent à tenter une entreprise où il réussit dans la mesure du possible.

Aucun de nos candidats au doctorat ès lettres n'a encore écrit six cents pages à propos de Cervantes en France, et il n'est pas à souhaiter qu'une thèse de cette ampleur sur ce sujet soit jamais soutenue dans nos Facultés. Il y aurait, toutefois, quelque intérêt à montrer comment a évolué le culte du grand écrivain chez nous, depuis César Oudin, son premier interprète, jusqu'à nos plus récens traducteurs et à nos essayistes les plus renommés qui ont su rafraîchir l'impérissable duo de Don Quichotte et de Sancho, en évitant d'y mêler des notes fausses et d'y chercher des abstractions ou des symboles. On ne rappellera ici que la seconde étude de Mérimée (1), son dernier ouvrage, qu'il eut à peine le temps de terminer avant de mourir et qui sert de préface à la traduction de Lucien Biart. Cette étude essentiellement biographique n'est plus au point depuis les nombreuses découvertes documentaires de ces cinquante dernières années, mais on y trouve, avec la connaissance précise de l'Espagne, qui a manqué à tant d'autres, les vues les plus justes sur le génie de Cervantes, qu'était mieux à même d'apprécier que personne un si grand prosateur, un prosateur de sa famille. Dans un genre différent, l'essai d'Émile Montégut, écrit à l'occasion du *Don Quichotte* illustré par Gustave Doré, est un voyage d'une fantaisie charmante à travers le roman, semé de réflexions profondes et fines, qui font regretter une fois de plus que ce critique d'une si belle indépendance d'esprit et si instruit des choses de l'étranger n'occupe pas dans notre histoire littéraire la place à laquelle il a droit.

(1) La première, qui remonte à 1826, a été annulée par la seconde.

III

En temps de crise, les nations éprouvent le besoin de s'abriter sous l'aile de leurs grands hommes et cherchent à deviner s'ils auraient approuvé la conduite qu'elles tiennent et les sentimens qui les animent. Il est probable que certains Allemands se sont demandé depuis 1914 ce que l'olympien et cosmopolite Gœthe aurait pensé des méthodes de guerre de leurs dirigeans, de l'asservissement, érigé en principe par leurs « kulturistes, » des petites nationalités et de la fondation d'une plus grande Allemagne sur les décombres de l'Europe par le fer et par le feu. La réponse qu'ils ont reçue de l'ombre de Gœthe n'a pas dû les satisfaire beaucoup. Nous avons sur eux l'avantage d'être plus assurés de l'approbation de nos conducteurs d'âmes. Si Corneille pouvait descendre de son piédestal de la Montagne Sainte-Geneviève et visiter les avancées de Verdun, tout porte à croire qu'il ne se déclarerait pas mécontent de ses Français et qu'il ne regretterait pas les enseignemens d'héroïsme qu'il leur donna il y aura bientôt trois siècles.

Les Espagnols d'aujourd'hui ont-ils aussi interrogé celui qui personnifie leur génie à travers les âges et savent-ils s'il aurait donné son assentiment à la neutralité qu'ils observent dans le terrible conflit qui ébranle notre planète? Questions délicates et qu'il serait peut-être pertinent de les laisser trancher eux-mêmes, d'autant plus qu'ils ne manquent pas d'écrivains « ingénieux, » qui, au moment de l'anniversaire de 1916, ont dû se les poser, se préparant sans doute à y répondre. En attendant de connaître leur réponse, qu'il nous soit permis, par pur dilettantisme et avec toutes les précautions nécessaires pour ne blesser aucune susceptibilité, d'évoquer l'ombre de l'hidalgo Miguel de Cervantes et de la mettre en présence de ce qui se passe actuellement en Europe.

A la question « aliadophile » ou « germanophile, » pour parler la langue espagnole du jour, Cervantes serait bien empêché de répondre, car le monde a marché depuis Philippe III et le groupement des Puissances n'y est plus le même qu'alors. Grande serait sa surprise de voir toute l'Europe en feu, y compris le petit Portugal, qu'il a appelé une fois « le lambeau arraché à la robe de l'illustre Castille, » et de consta-

ter l'abstention de la monarchie espagnole. Des grandes nations en ce moment aux prises, il ne connaissait de ses yeux que l'Italie, une Italie divisée en beaucoup d'États, dont plusieurs dépendans de la couronne d'Espagne et gouvernés par ses vice-rois. Quelle stupéfaction pour lui qu'une Italie unie, délivrée du joug espagnol et gardienne d'une Rome purement spirituelle, isolée et impuissante! Des Allemands il ne savait rien, sauf qu'au cours de ses voyages en Espagne, il avait souvent rencontré de ces pèlerins de Compostelle venus d'outre-Rhin, « qui, dit-il, ont coutume de visiter nos sanctuaires, qu'ils appellent leurs Indes, à cause des gros profits qu'ils en tirent; ils parcourent notre pays en tous sens, et il n'y a village dont ils ne sortent *bus et repus*, comme on dit, et avec un réal au moins en monnaie, lequel multiplié leur vaut, au bout de leur voyage, plus de cent ducats en or, qu'ils rapportent chez eux dissimulés dans le creux de leurs bourdons ou dans les coutures de leurs capes pour échapper aux gardes des frontières. » A la place de pèlerins, il rencontrerait aujourd'hui des commis voyageurs tout aussi aptes à échanger des réaux en ducats ; mais ce qui le surprendrait et l'indignerait fort, serait la prétention de ces mendians sordides de jadis, devenus riches et puissans, d'établir la suprématie allemande en Europe et, à cette fin, d'anéantir les nations latines. Un pur latin comme Cervantes, pour qui le bassin de la Méditerranée représentait l'unique foyer de la civilisation européenne, s'incliner devant des barbares du Nord! A aucun prix : une telle abdication le révolterait extraordinairement.

Pour dire vrai, il ne se sentirait peut-être pas très attiré vers nos alliés les Anglais, divers incidens de sa carrière et les affronts subis sous le règne de Philippe II par l'Espagne, du fait de la marine régulière ou des corsaires britanniques, l'ayant assez mal disposé à l'égard de la grande Puissance insulaire; et toutefois, dans sa nouvelle *L'Espagnole anglaise*, il a parlé avec tant de mesure et de courtoisie d'Essex et de la reine Élisabeth elle-même qu'on ne découvre en lui aucune tendance à l'anglophobie. A notre endroit, ses sentimens sont amicaux, comme on l'a déjà vu par le récit du licencié Marquez Torres et comme l'indiquent encore des passages du *Persiles :* nos différends n'ont pas éteint chez lui tout souvenir d'une ancienne amitié franco-castillane remontant au XIVe siècle, que la poli-

tique rompit à un moment donné, mais qui subsistait plus généralement qu'on ne le croit chez beaucoup d'Espagnols bien nés, grands admirateurs de la « noble France » et de ses « *monsiures.* » Un trait bien marqué du caractère de Cervantes-Don Quichotte le range aussi à nos côtés : son humanité. Tandis que la plupart des écrivains espagnols de la grande époque, comme l'a noté Montégut, nous repoussent par ce qu'ils ont de sec, de raide et même de cruel (1), Cervantes ou son sosie nous attire par ses sentimens profondément humains. « Don Quichotte est un des nôtres, c'est un frère en humanité, » dit encore Montégut; ajoutons : un frère en grandeur d'âme et en générosité. Qu'aurait-il pensé d'un empire fondé sur la violence, la haine, les rapines et le mépris des traités; qu'aurait-il pensé surtout d'une armée de géans, — de ces géans comme il en voyait si souvent dans ses rêves, — se ruant sur le faible qui n'a commis d'autre faute que de défendre son sol et ses foyers, les croyant garantis par la parole jurée? Comme il eût trouvé beau ce roi Albert de Belgique et son refus hautain de garder une couronne au prix d'une trahison! Quels beaux coups de lance il eût donnés en Serbie et de quelles invectives n'eût-il pas accablé les malandrins qui, à cent contre un, ont terrassé l'héroïque petite nation! Allons, la cause est entendue : Don Quichotte ou Cervantes, ce qui revient au même, est certainement « aliadophile. »

En revanche, il y a lieu de craindre que Sancho Panza ne soit « germanophile. » On le dit ici à regret, à cause de quelques bonnes qualités qui ornent notre écuyer; mais ses défauts, et ils sont nombreux, le relèguent dans le camp de nos ennemis. Le soin qu'il prend de son outre, quand elle est bien remplie, et des bâts de son âne, quand ils sont bien bourrés de victuailles, son gros appétit et sa soif inextinguible, qui concordent avec le type classique de l'Allemand ivrogne et goinfre, ne seraient pas un argument décisif. Plus graves et convaincans sont son amour du bien d'autrui, quand il sait qu'il pourra s'en emparer sans trop courir de risques, ses ruses sournoises, puis

(1) Le critique va trop loin en refusant aux mystiques et particulièrement à sainte Thérèse tout esprit de charité. La réforme du Carmel tendait à autre chose qu'à distribuer de la soupe à la porte des monastères, — ce soin incombait à d'autres ordres, — mais la sainte a aimé la pauvreté et en a senti la grandeur; elle l'a d'ailleurs aussi secourue.

l'admiration qu'il professe pour la force brutale, devant laquelle il s'incline bien bas, et le peu de souci que lui causent les dénis de justice. Ce sont ces défauts-là qui feraient de lui un admirateur de l'impérialisme germanique, admirateur prudent, bien décidé à ne pas compromettre son repos et à se tenir à bonne distance de la bagarre. En résumé, Sancho répond tout à fait à l'état d'âme du « germanophile » espagnol neutraliste. Et nous voilà ramenés d'une façon assez imprévue à ce symbolisme cher aux romantiques allemands que nous combattions tout à l'heure. Si l'on voulait en effet, à toute force, symboliser les deux hommes, les circonstances présentes inviteraient à chercher en Don Quichotte le symbole de l'individualisme héroïque, qui, dédaignant le triste terre à terre de l'existence pour ne vivre que de sentimens nobles et désintéressés, s'engage seul dans des entreprises souvent folles et périlleuses, où il finit par succomber, mais content d'avoir tout sacrifié à ses principes. Sancho, de son côté, nous offrirait l'image de l'être soumis, domestiqué et *organisé* selon la recette de M. Ostwald, n'agissant que sous l'empire de la crainte ou par l'appât d'une récompense, et résigné à se courber devant n'importe quel pouvoir, pourvu que ce pouvoir lui assure une somme suffisante de jouissances matérielles.

Entre ces deux hommes, il nous plaît de croire que l'Espagne a fait son choix. Malgré certaines apparences évidemment trompeuses, l'Espagne du xxe siècle ne peut pas renier ses traditions héroïques qui remontent très haut dans son histoire et qui lui ont assuré l'estime du monde entier ; elle ne sacrifiera pas pour quelques avantages d'ailleurs problématiques tout un passé de désintéressement et d'honneur. L'Espagne, quoi qu'on puisse dire, restera fidèle à Don Quichotte.

A. Morel-Fatio.

LA QUESTION DES LOYERS

La Chambre vient de voter, à propos de la question des loyers, une loi, on pourrait presque dire un code, tant est longue la série des cinquante-sept articles qui vont être discutés au Sénat. La question est si importante, elle touche un si grand nombre de Français, elle implique la solution de problèmes juridiques si graves, qu'il nous a paru utile de soumettre à un examen immédiat le projet tel qu'il est sorti des délibérations du Palais-Bourbon. Nous serions heureux que la haute Assemblée, aux délibérations de laquelle l'œuvre des députés va être soumise, voulût bien prendre en considération les observations que nous a suggérées l'étude d'un texte dont la portée dangerense ne saurait d'ailleurs échapper à aucun de ceux qui prendront la peine d'en mesurer les conséquences.

Nous sommes à une époque extraordinaire, nul ne le sait mieux que nous, ni ne le sent plus profondément. Nous sommes pénétrés de cette idée qu'il faut, par tous les moyens possibles, venir en aide aux familles de ceux qui donnent leur vie pour le salut de la patrie. Mais nous sommes aussi persuadés que ce n'est pas au bouleversement d'une législation séculaire et tutélaire, à la destruction de principes admis librement et pratiqués volontairement par tous les Français depuis des générations, que l'on doit avoir recours pour diminuer les difficultés de l'heure présente. Il ne faut pas, sous prétexte de venir en aide à ceux qui souffrent, leur préparer pour demain des souffrances plus grandes encore. Il ne faut pas, en les déliant trop légèrement d'engagemens pris par eux, les exposer à ne plus trouver un jour l'abri qu'on voudrait leur assurer gratuitement aujourd'hui. Il faut avant tout respecter les principes fonda-

mentaux de la propriété privée, sur laquelle repose tout notre état social.

La question des loyers a suivi une évolution qui s'explique par les variations de l'opinion au sujet de la durée de la guerre. Au début, alors que l'idée d'une campagne de quelques mois au maximum était répandue, on crut que le règlement par voie de décrets suffirait à organiser une situation provisoire. Quand, après une série de moratoires reculant la difficulté sans la résoudre, il apparut que d'autres remèdes devaient être cherchés, la Chambre considéra qu'une loi devenait nécessaire. Dès la fin de 1914, des propositions émanées de l'initiative parlementaire virent le jour et se multiplièrent sans répit; au milieu de 1915, le gouvernement se décidait à déposer deux projets concernant la résiliation, par suite de la guerre, des baux à loyer, et les loyers échus pendant la guerre. Ces textes ont servi de base aux études de la commission de législation civile et criminelle; des avis ont été formulés au nom de la commission du budget et de la commission du commerce et de l'industrie : une partie des séances de la Chambre, au cours des quatre premiers mois de 1916, a été consacrée à la discussion du projet, qui avait donné lieu à deux rapports remarquables de M. Édouard Ignace, député de Paris, et qui a été voté finalement le 22 avril 1916, après avoir subi, sous certains rapports, de notables modifications.

Nous rappellerons d'abord les origines de la question, qui remontent aux premiers jours de la guerre, alors que, en présence du bouleversement général des esprits, on eut recours à une série de moratoires, c'est-à-dire d'ajournemens des dettes; nous exposerons ensuite la genèse du projet actuel; puis nous l'analyserons tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre; dans une dernière partie, nous essaierons de le juger.

I

Le 4 août 1914, le gouvernement avait été autorisé par le Parlement à prendre, dans l'intérêt général, par décret en Conseil des ministres, « toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles, pour suspendre toutes prescriptions ou péremptions en matière civile, commerciale et administrative,

tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif. » La loi du 5 août ajoutait que, pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la fin des hostilités, aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le ministère public, ne pourrait être engagée ou poursuivie, aucun acte d'exécution ne pourrait être accompli contre les citoyens présens sous les drapeaux.

Usant de la délégation législative qui lui avait été donnée, le gouvernement rendit une série de décrets prorogeant l'échéance des valeurs négociables souscrites antérieurement au 4 août, de toutes sommes dues pour avances antérieures au 1er août, le paiement de fournitures de marchandises faites entre commerçans, le remboursement des dépôts de banque.

Les loyers furent l'objet de dix-sept décrets successifs.

Le décret du 14 août 1914 accordait un délai de 90 jours pour le paiement des loyers inférieurs à 1 000 francs à Paris, à 600 francs dans les villes de 100 000 habitans, à 300 francs dans les villes ayant plus de 50 000 habitans et moins de 100 000, à 100 francs partout ailleurs. Le décret du 1er septembre accordait un délai de 90 jours pour tous les autres loyers, dans un certain nombre de départemens, à la condition que le locataire se déclarât hors d'état de payer. Le bénéfice de ces décrets a été, le 8 octobre, étendu aux Alsaciens-Lorrains qui ont obtenu un permis de séjour en France; le 14 octobre, aux Algériens; le 16 octobre, aux Polonais et Tchèques autorisés à séjourner en France.

Le décret du 19 octobre 1914 accorde aux fermiers et métayers, que la prorogation du bail d'un mobilisé met dans l'impossibilité de prendre possession des nouveaux domaines par eux loués, la faculté de conserver pendant un an la jouissance de ceux qu'ils devaient quitter. Le décret du 27 octobre 1914 accorde un nouveau délai de trois mois pour le paiement des loyers exigibles à partir du 1er novembre. Le décret du 17 décembre 1914 accorde, dans tous les départemens, aux locataires présens sous les drapeaux, un délai de trois mois pour le paiement des termes de leurs loyers devenant exigibles entre le 1er janvier et le 31 mars 1915. Le même délai est accordé aux locataires non présens sous les drapeaux, dans certains départemens spécifiés, et, dans les autres, aux petits

locataires, suivant une échelle indiquée. Le décret du 7 janvier 1915 étend aux veuves de militaires morts sous les drapeaux le bénéfice des dispositions du décret du 17 décembre 1914, accorde un nouveau délai de trois mois aux locataires de la Seine, de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, pour le paiement des loyers exigibles du 1er janvier au 31 mars, ne dépassant pas 1 000 francs, ou 2 500 francs, s'il s'agit d'industriels, commerçans ou autres patentés.

Le décret du 20 mars 1915 accorde un nouveau délai de trois mois jusqu'au 30 juin aux locataires sous les drapeaux, aux veuves des militaires tués à l'ennemi, aux femmes de disparus. Le même délai est accordé dans les départemens occupés, aux locataires non présens sous les drapeaux, dans la Seine et dans trois communes de Seine-et-Oise, aux locataires ne payant pas plus de 1 000 francs, ou, s'ils sont patentés, pas plus de 2 500 francs de loyer, avec une échelle décroissante dans les villes selon leur population.

Le décret du 27 juin 1915 accorde une nouvelle prorogation jusqu'au 30 septembre aux personnes spécifiées dans les décrets précédens. Il décide qu'en cas de loyer payable d'avance, le locataire, à défaut de paiement, ne peut être cité qu'après que les termes sont échus. Si le locataire a versé au début de la location les derniers termes à échoir, il ne peut, jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées d'avance, être cité à raison des termes échus. Le décret du 14 septembre 1915 proroge les délais jusqu'au 31 décembre 1915, celui du 28 décembre 1915 jusqu'au 31 mars 1916, et celui du 28 mars jusqu'au 30 juin 1916.

En résumé, de trimestre en trimestre, le gouvernement octroyait de nouveaux délais; mais aucune mesure ne s'étendait à toute la durée de la guerre et ne réglait définitivement la question.

II

Le besoin se faisait sentir de mettre de l'ordre dans des dispositions multiples et quelque peu confuses, et surtout de faire cesser l'incertitude dans laquelle on se débattait. Il n'avait pas été déposé moins de dix-neuf propositions de loi sur la matière, depuis le 22 décembre 1914. La multiplicité de ces initiatives parlementaires indique combien la question des

loyers préoccupait les esprits. Aussi, le gouvernement présenta-t-il à la Chambre deux projets de loi dont furent saisies les commissions compétentes. L'un accordait à certains locataires, dans des cas déterminés, la faculté de résilier le bail en cours ; l'autre établissait le droit à la réduction du loyer, réduction pouvant aller jusqu'à l'exonération. Le 12 avril 1915, M. Ignace terminait son premier rapport ; plus tard, dans un remarquable discours prononcé par lui le 2 février 1916 à la Chambre, il développa les idées fondamentales, sur lesquelles il s'est appuyé pour recommander à ses collègues l'adoption de ses propositions. Nous essaierons de les analyser.

M. Ignace semble chercher d'abord, dans l'énormité apparente de la récente plus-value de la propriété foncière parisienne et dans le grand nombre des intéressés, un argument en faveur de la solution à laquelle il veut arriver. Il fait observer que la guerre a éclaté pendant une période de hausse des loyers qui, dans la capitale, avait pris des proportions considérables. Cette hausse n'avait pas dépassé 2 pour 100 de 1890 à 1900, 4 pour 100 de 1901 à 1910 ; mais, depuis cette dernière date jusqu'en 1913, elle a atteint 15, 20 pour 100 et même davantage. Pour certains immeubles, elle s'est élevée à plus de 100 pour 100. Au 1er janvier 1915, la valeur locative des propriétés bâties était de 1 091 millions, représentés jusqu'à concurrence de 431 millions par les locaux affectés au commerce et à l'industrie, et de 660 millions par les locaux d'habitation. Or, en 1871, la valeur totale des loyers de Paris n'était que de 490 millions de francs. Sur les 1 032 524 locaux d'habitation, 752 387, au 1er janvier 1915, correspondaient à un loyer inférieur à 500 francs.

Ceci posé, le rapporteur aborde le côté juridique de la question. Il rappelle qu'après 1871 la jurisprudence a eu à déterminer les conditions d'application de l'article 1722 du Code civil en cas de guerre ; elle a invariablement posé le principe que la perte de la chose louée ou de son utilité devait être inhérente à l'immeuble même, et non résulter d'une impossibilité personnelle du preneur de jouir de la chose louée. L'atteinte à la jouissance résultant de la force majeure créée par la guerre ne peut être retenue pour donner ouverture à la résiliation ou à la réduction du loyer que si elle porte sur la chose elle-même ; le locataire n'a droit à rien, si l'événement de guerre, laissant la chose louée intacte matériellement, n'a fait que le

mettre dans l'impossibilité d'en user et d'en jouir conformément à ses prévisions.

M. Ignace se fonde sur cet état de choses pour justifier l'intervention législative, en déclarant que le droit actuel est insuffisant. Le contrat de louage, dit-il, se distingue des autres contrats : ceux-ci constituent des conventions à effet immédiat et définitif, tandis que l'obligation du bailleur est successive, c'est-à-dire se prolonge pendant toute la durée du bail. « Le bailleur est obligé, » d'après l'article 1719 du Code civil, « de délivrer au preneur la chose louée; d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée; d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail. » L'article 1722 ajoute : « Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut demander ou une diminution de prix, ou la résiliation du bail. » Mais l'obstacle à la jouissance du preneur, né de la position personnelle de celui-ci, et non de l'état de la chose louée, ne donne droit ni à la résiliation ni à la suspension du bail, ni à la réduction du prix du loyer. Le Code civil, dit le savant rapporteur, ne semble pas avoir prévu la guerre telle qu'elle est actuellement conduite.

En 1871, d'ailleurs, une loi promulguée le 9 mai organisa des jurys spéciaux qui étaient autorisés à accorder des délais ou même des réductions sur les prix des baux pour les deux derniers termes de 1870 et le premier terme de 1871. La réduction devait être proportionnelle au temps pendant lequel les locataires auraient été privés matériellement de la jouissance de tout ou partie des lieux loués; ou, pour les locations d'un caractère industriel ou commercial, de la jouissance industrielle ou commerciale prévue par les parties. Le département de la Seine était autorisé à payer aux propriétaires de logemens dont le prix annuel ne dépassait pas 600 francs, une somme représentant le tiers de ce qui restait dû par le locataire pour les trois termes. Mais ce concours n'était accordé qu'au propriétaire qui consentait à son locataire la remise définitive du surplus et promettait de le maintenir en possession jusqu'en juillet 1871. L'État participait pour un tiers dans les paiemens du département, jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 millions de francs.

Le Code civil, disait M. Ignace dans son discours du 3 février,

continué le 2 mars 1916, bien que forgé au son du canon des guerres de la Révolution et de l'Empire, n'a prévu ni la mobilisation générale, ni la nation armée. Les législateurs de 1803 n'ont pu deviner qu'un jour viendrait où tous les hommes valides seraient sous les drapeaux. Notre devoir est de combler cette lacune, de venir au secours des parties et de régler ce qu'elles ont oublié de prévoir. « Lorsqu'on nous parle, dit-il, du respect des contrats, lorsqu'on nous reproche de violer ce principe intangible, ne nous sera-t-il pas permis à notre tour de demander si c'est bien assurer ce respect que de maintenir arbitrairement dans les liens d'une obligation le débiteur qui a cessé de recevoir, par suite de la force majeure, l'équivalent du prix qu'il s'est engagé à payer, c'est-à-dire la jouissance en vue de laquelle il a traité ? N'est-ce pas au contraire se conformer au vœu d'une impérieuse justice que de proclamer la nécessité de répartir équitablement les risques de guerre entre les deux parties contractantes, dès lors qu'elles ont omis de prévoir ce risque et d'en répartir les effets ? »

M. Ignace emprunte un argument à la récente juridiction administrative : le Conseil d'État a admis que certains contrats d'éclairage conclus entre des Compagnies et des municipalités pourraient être revisés, la hausse désordonnée survenue dans les prix du combustible n'ayant pas été envisagée : c'est ce qu'on appelle la thèse de l'imprévision.

Répondant à un député qui se plaignait que la question des baux ruraux ne fût pas réglée, le rapporteur répond que ceux-ci sont soumis à des règles et à des principes de droit tout à fait différens de ceux des baux à loyer. C'est ainsi que le Code civil ouvre au profit du fermier un droit à une réduction correspondant à une diminution dans le rendement des récoltes. Les mêmes solutions ne s'appliquent pas aux deux natures de contrats. D'ailleurs, un projet spécial aux campagnes a été déposé : M. Chavoix en est le rapporteur.

Ces bases une fois posées, la Commission a décidé que les exonérations ou réductions s'appliqueraient non seulement aux loyers restés impayés, mais d'une manière générale à tous les loyers échus pendant la guerre. Elle a rejeté la disposition n'accordant la réduction qu'à ceux des locataires qui justifieraient être, par suite de la guerre, dans l'impossibilité de payer, même avec des délais. C'était, d'après elle, « ne venir

au secours que des locataires dépourvus de toutes ressources; c'était en même temps consommer la ruine de ceux qui, victimes de la guerre, avaient été pour cette cause privés des revenus ordinaires de leur travail : ceux-là étaient exposés ou à perdre un capital nécessaire à la reconstitution de leur situation ou à subir, sur les fruits du travail de l'avenir et souvent pour un temps très long, des prélèvemens onéreux et injustes. »

Le projet, présenté par la Commission au mois d'août 1915, ne vint en discussion à la Chambre qu'au début de l'année 1916. Dans l'intervalle, une interpellation s'était produite au Sénat, où le président du Conseil avait été amené à faire, sur la question des loyers, des déclarations très nettes, qu'il résumait par les mots : « qui peut payer doit payer. » La résolution votée à l'unanimité par la haute Assemblée était ainsi conçue : « Le Sénat, convaincu qu'il est nécessaire de ne pas laisser croire plus longtemps à ceux que l'état de guerre n'a nullement affectés dans leurs intérêts, qu'ils pourront être déliés de leurs obligations et que les mesures qui permettront de se rapprocher progressivement du droit pour l'exécution des contrats sont seules susceptibles de sauvegarder la paix sociale et le crédit public, passe à l'ordre du jour. » La portée de ce texte était encore rehaussée par les paroles suivantes prononcées à la tribune du Sénat par M. Aimond, rapporteur général de la Commission du budget : « Pourquoi ne paye-t-on pas, alors que j'ai démontré d'une manière irréfutable qu'on pourrait payer dans les neuf dixièmes des cas ? C'est parce que malheureusement l'idée s'est répandue dans le monde des locataires que le législateur, dans une loi prochaine, que je considère pour ma part comme impossible, déciderait que les contrats de location ne seraient plus pour une partie que des chiffons de papier, et ordonnerait *de plano*, sans examiner les situations particulières, par un texte de loi générale, quelles que soient les facultés de ceux qui ont contracté, que des exemptions ou des remises de loyers fussent accordées par la loi. »

Dans son discours du 2 février suivant, M. Ignace répondit que la Commission de la Chambre n'avait jamais méconnu les principes invoqués par le Sénat, et défendit brillamment le projet déposé par elle depuis le mois d'août.

La discussion des articles se poursuivait au Palais-Bourbon, lorsque, le 3 mars, M. Viviani, garde des Sceaux, monta à la tri-

bune et reprit la question dans toute son ampleur. Il expliqua d'abord pourquoi le gouvernement s'était cru obligé d'édicter des moratoires successifs ; il demanda que les questions de résiliation et de réduction fussent disjointes et que la Chambre votât immédiatement les articles concernant la première. Examinant ensuite le système par lequel le rapporteur entendait rattacher au Code civil les règles nouvelles, M. Viviani disait : « Quand on parle du droit pour le juge d'accorder des délais, le Code civil le permet ; quand vous permettez au juge arbitral d'accorder la résiliation, le droit commun l'aurait permis. Lorsque vous dites que le locataire commerçant pourra demander une réduction de loyer susceptible d'aller jusqu'à l'exonération totale, parce qu'il n'aura pas retiré de la chose louée les avantages essentiels, déjà vous vous écartez du Code civil, auquel vous vous rattachez par les liens ténus et ingénieux d'une certaine jurisprudence... Lorsque vous dites que le tribunal arbitral aura le droit, dans l'intérêt social, d'anéantir totalement ou partiellement une créance, ne me dites pas que vous vous êtes rattaché au Code civil, dites avec nous que vous forgez, à la lueur des événemens qui nous enveloppent, un droit nouveau. »

A la suite de ce discours, le garde des Sceaux déposa, le 7 mars, un projet qui modifiait sur certains points importans celui qui était en discussion depuis le mois de janvier. Cette procédure est fort rare dans les fastes parlementaires. La Commission de législation civile et criminelle et celle du budget décidèrent de choisir, chacune par moitié dans leur sein, douze membres : réunie sous la présidence de M. Cruppi, cette intercommission rédigea le nouveau texte. Nous allons le résumer tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre.

III

Il régit, dit l'article premier, toutes les contestations entre propriétaires et locataires, nées par suite de la guerre et relatives à l'exécution ou à la résiliation des baux à loyer. Le titre Ier traite des résiliations. Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi, ou est décédé des suites de ses blessures, le bail est résilié de plein droit, sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve ou de ses héritiers directs ou collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinai-

rement avec lui les lieux loués. La résiliation peut, dans les mêmes cas, être prononcée sur la demande des autres héritiers, mais alors elle peut donner lieu à indemnité. Le droit à la résiliation sans indemnité est également acquis à la femme, aux enfans ou descendans des disparus. Les héritiers des membres d'une société en nom collectif ou des gérans d'une société en commandite simple, si ces associés ou gérans ont tous été tués à l'ennemi, peuvent obtenir la résiliation, avec ou sans indemnité. Le locataire qui, par suite de blessures reçues ou maladies contractées sous les drapeaux ou à la suite de faits de guerre, justifie d'une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle, peut demander au juge la résiliation sans indemnité de son bail. Il en est de même du locataire, mobilisé ou non, dont la situation aura été bouleversée par la guerre de façon qu'il soit évident que, dans sa situation nouvelle, il n'aurait pas contracté. Lorsqu'un fonds de commerce a été donné en gage à un créancier, celui-ci a la faculté de continuer le bail et d'en assumer les charges à ses risques et périls, la résiliation ayant cependant produit ses effets entre le propriétaire et le locataire.

Le titre II traite des exonérations et des délais. L'article 12 règle cette question capitale. Le juge est autorisé, sur le vu de chaque situation, à prononcer une réduction pouvant aller jusqu'à l'exonération totale pour la durée de la guerre et les six mois suivant la cessation des hostilités. Ce droit est accordé à tout locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée tels qu'ils avaient été prévus au moment du contrat : ainsi, toute privation ou diminution de la jouissance, soit que la chose louée ait été affectée directement et matériellement, soit que l'obstacle ou la diminution ait résidé seulement dans la personne du locataire, donne droit à la réduction. La seconde hypothèse envisagée constitue l'innovation dont nous avons parlé plus haut. Le droit à la réduction est encore accordé au locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, d'une notable partie des ressources commerciales, industrielles ou professionnelles, sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement du loyer. Ces deux dispositions combinées résolvent la question au regard des mobilisés. Tous sont privés de la jouissance de la chose louée. Mais les uns sont aussi atteints dans leurs revenus,

tandis que d'autres continuent à les toucher en quantité suffisante pour être en mesure de payer leurs loyers. La juridiction tiendra compte de ces élémens. Le texte s'applique aux locataires qui ont vu, par suite de la guerre, disparaître ou diminuer les revenus de leur travail normalement affectés aux charges du loyer.

L'article 13 permet au juge d'accorder, dans tous les cas, des délais de paiement. Le moratorium légal résultant des décrets se trouve ainsi remplacé par un moratorium judiciaire : chaque espèce donnera lieu à une décision.

L'article 14 établit une présomption d'incapacité de paiement en faveur des locataires occupant : 1° A Paris, dans le département de la Seine, à Meudon, Sèvres et Saint-Cloud, des locaux d'un loyer égal ou inférieur à 400 francs, si le locataire est célibataire; à 500 francs, s'il est marié sans enfans; à 600 francs s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge ; 2° Dans les communes de 100 001 habitans et plus, des logemens de 300, 350 et 400 francs; 3° Dans les communes de 30 000 à 100 000 habitans, des logemens de 200, 250 et 300 francs; 4° Dans les autres communes, des logemens de 100, 150 et 200 francs dans les mêmes conditions. Des majorations aux chiffres ci-dessus sont admises en raison de personnes à la charge des locataires. Tous ces locataires, sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés ne pouvoir payer et totalement exonérés du paiement de leurs loyers échus et à échoir jusqu'au sixième mois qui suivra la fin des hostilités.

L'exonération est de droit, c'est-à-dire sans recours pour le propriétaire, en faveur des locataires spécifiés à l'article 14 qui sont mobilisés, réformés à la suite de blessures ou maladies, attributaires de l'allocation militaire, de l'allocation des réfugiés, de secours de chômage, de secours permanens du bureau de bienfaisance, ou bénéficiaires de la loi de 1905 sur l'assurance obligatoire. Les attributaires de l'allocation militaire sont exonérés, quel que soit le chiffre de leur loyer. Pendant toute la période pour laquelle l'exonération a été accordée, les locataires seront maintenus en possession des lieux loués. Seront également maintenus, sur leur demande, en possession des lieux loués pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités, tous locataires ayant

ou non obtenu une exonération ou une réduction, à charge par eux de se conformer, pour le paiement, aux décisions rendues par les commissions arbitrales.

En tout état de cause, le locataire est autorisé à quitter les lieux loués avant le complet paiement des loyers encore dus, et à enlever les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires à son coucher, à son travail, au coucher et au travail des membres de sa famille habitant avec lui, ainsi que ceux composant la salle à manger et la cuisine, le tout sans fournir caution. Les sommes versées à titre de loyer d'avance se compensent de plein droit avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre. Il sera tenu compte des loyers payés par les locataires depuis le 1er avril 1914; ils seront imputés sur les termes à échoir ou sur les termes impayés. Le paiement des indemnités de résiliation effectué depuis le 4 août 1914 pourra donner lieu à répétition.

Le titre III traite de la juridiction et de la procédure à suivre. Dans chaque canton ou arrondissement siégera une commission arbitrale des loyers, composée, outre le président, de quatre membres : savoir, deux propriétaires et deux locataires.

Dans la huitaine de la promulgation de la loi, le premier président de la Cour d'appel déléguera, pour présider chaque commission, soit un des membres de la Cour, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit un juge de paix ou un conseiller de préfecture, un inspecteur de l'enregistrement ou un avocat ayant au moins quinze ans d'inscription au tableau. Dans chaque commune, le Conseil municipal dressera trois listes : une des propriétaires d'immeubles à loyer, une des locataires non patentés, une des locataires patentés. Le président de la commission arbitrale tire au sort les noms des propriétaires et des locataires appelés à faire partie de la commission arbitrale. La session est de deux mois au plus.

Il est, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation. Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation, de donner mission au président de prononcer sur leurs difficultés comme amiable compositeur en dernier ressort.

Le président entendra les parties en personne et s'efforcera, après examen des documens produits, d'amener une entente. La procédure est aussi simplifiée que possible : le seul acte prévu est l'assignation qui, à défaut de conciliation, appelle le défen-

deur à comparaître devant le tribunal arbitral. Les décisions sont rendues en dernier ressort. La voie de l'opposition est ouverte contre les décisions rendues par défaut. Le recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi reste seul ouvert contre les décisions contradictoires. Le législateur s'est efforcé de multiplier les chances de faire aboutir les solutions amiables.

Le titre IV comprend les dispositions générales. Les baux en cours au 1er août 1914 sont prorogés, si le locataire le demande, d'une durée égale à celle de la guerre, et aux mêmes conditions, à dater de la cessation des hostilités. Pour les locations verbales, le locataire sera admis à conserver la jouissance du local pendant une durée égale à celle de la guerre.

L'article 55 déclare nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui se chargeraient de leurs intérêts moyennant des émolumens fixés à l'avance proportionnellement aux conditions et réductions à obtenir. Le but de cette disposition est d'écarter les agens d'affaires qui n'auraient pas manqué de venir compliquer et envenimer les rapports entre locataires et propriétaires. D'après l'article 56, ne sont admis au bénéfice de la loi que les Français et protégés français, les sujets ou ressortissans des pays alliés, les Alsaciens-Lorrains, les Polonais et les Tchèques ressortissans des empires allemand et austro-hongrois, les sujets ottomans qui ont obtenu un permis de séjour en France.

Le projet laisse de côté la question des baux ruraux : pour ces derniers, un texte spécial a été préparé, d'après lequel on distingue deux périodes, celle de guerre et celle qui suivra la cessation des hostilités; au cours de la première, de nombreux cas sont prévus où la résiliation sera de droit, même à l'encontre du propriétaire mobilisé. Durant la seconde, le mobilisé, fermier ou métayer, pourra, au cours des six mois qui suivront son retour, obtenir la résiliation sans indemnité, s'il établit que ses blessures le rendent incapable de continuer l'exploitation. Le non-mobilisé pourra obtenir une réduction des fermages échus pendant la guerre et un an après.

IV

Il nous reste à parler d'un point essentiel, dont le premier projet de loi renvoyait la solution à une loi spéciale, celui des compensations à donner aux propriétaires. Lorsqu'en mai 1916, le garde des Sceaux déposa sur le bureau de la Chambre le nouveau projet, il déclarait qu'il suivrait la Commission dans la voie tracée par elle. « Mais, ajoutait-il, en présence de l'extension donnée au problème des loyers, on ne saurait éluder davantage la question que se pose l'opinion impatiente, qui domine tout le débat et qui, non résolue, risquerait de fausser les décisions des juridictions arbitrales : à qui incombe en droit la charge des exonérations ou des réductions accordées aux locataires? qui, en définitive, en supportera le fardeau ? »

Le gouvernement reconnaissait alors les obligations contractées vis-à-vis des propriétaires, et il leur offrait la transaction suivante. Sur la promesse par eux de s'abstenir de toute action du chef des loyers arriérés contre leurs locataires, de leur donner quittance définitive du surplus, et de les maintenir en jouissance pour toute la durée des hostilités et des six mois qui en suivront la cessation, ils devraient être remboursés des deux cinquièmes des loyers dont ils auraient fait remise. Les départemens, avec ou sans le concours des communes, prendraient ces deux cinquièmes à leur charge. L'État participerait pour moitié aux dépenses consenties de ce chef par les départemens.

L'idée de faire contribuer le département pour un cinquième à l'indemnité prévue pour les propriétaires n'a pas été accueillie avec faveur par les Conseils généraux. Celui de la Seine, dans sa séance du 12 avril 1916, a pris la résolution suivante : « Considérant que le Département de la Seine et la Ville de Paris n'ont participé en rien au moratorium des loyers et ne sont aucunement responsables de la situation de fait créée par son maintien prolongé ; estimant que le soin de régler cette question et de supporter, le cas échéant, les charges qui peuvent en résulter, doit incomber exclusivement à l'État, invite le préfet de la Seine et le Bureau à faire, auprès des pouvoirs publics et de la Commission de la Chambre des Députés, les démarches les plus pressantes pour qu'aucune contribution concernant une indemnité quelconque à allouer aux proprié-

taires de Paris et du département de la Seine ne soit mise à la charge du département, ou à la charge des communes suburbaines et de la Ville de Paris. »

En présence d'une opposition aussi nette et d'une attitude semblable signalée dans les autres départemens, le gouvernement renonça à l'idée d'indemniser les propriétaires et retira l'offre du cinquième qu'il avait accepté de prendre à sa charge, si un autre cinquième était fourni par les autorités locales. L'indemnité aux propriétaires a donc disparu du projet. La seule compensation qui leur est maintenue est la faculté d'emprunter au Crédit foncier : ce droit à un prêt est réglé par l'article 26 approuvant la convention passée à cet effet entre cet établissement et le ministre des Finances, et qui est annexée à la loi, dont elle fait ainsi partie intégrante.

En vertu de cette convention, le Crédit foncier de France s'est engagé à prêter, sous la garantie de l'État, aux propriétaires qui en feront la demande, des sommes dont le montant, s'ajoutant aux sommes payées, ne pourra dépasser la moitié des loyers échus du 4 avril 1914 à la fin du troisième mois qui suivra la cessation des hostilités, le prêt ne pouvant, en aucun cas, être de plus de 50 000 francs. Ce prêt sera garanti par une hypothèque prise sur l'immeuble en faveur du Crédit foncier et remboursable en 35 annuités commençant à courir à partir de la cinquième année. L'État prend à sa charge l'annuité due par les petits propriétaires, qui ont moins de 3 000 francs de revenu, en y ajoutant les charges de famille prévues par la loi de l'impôt général sur le revenu; pour ceux qui ont un revenu compris entre 3 000 et 6 000 francs, majoré de la même façon, l'État prend à sa charge la moitié de l'annuité.

Le Crédit foncier émettra à cet effet un emprunt spécial, et fixera le taux des prêts d'après le prix de revient dudit emprunt, majoré de 40 centimes par 100 francs pour frais d'administration.

V

Tel est le projet de loi que la Chambre a voté et qui va être soumis aux délibérations du Sénat. Il a besoin d'être profondément remanié. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que les députés auront compté sur la sagesse des Pères conscrits

pour corriger les erreurs d'un texte qui n'a obtenu les suffrages au Palais-Bourbon que parce que ses rédacteurs savaient qu'une autre assemblée le modifierait.

Nous comprenons l'état d'esprit des représentans du peuple, qui reçoivent directement le contre-coup des émotions de leurs électeurs. En temps de guerre, ces émotions sont explicables et, dans certains cas, infiniment respectables. Il est évident que chaque Français est plein d'une reconnaissance sans bornes envers les soldats qui luttent héroïquement et qui, chaque jour, sauvent la patrie. Aucun sacrifice consenti par ceux qui sont restés à l'arrière n'égalera ceux du front. Mais il ne faut pas que le sentiment le plus généreux vienne apporter un trouble inutile dans le domaine économique.

Or, à côté des nombreuses imperfections que contient le projet que nous venons d'analyser, il présente deux vices capitaux, qui apparaissent d'autant plus nettement qu'ils résultent de dispositions introduites postérieurement au dépôt des textes primitifs. Le premier consiste dans la présomption d'insolvabilité établie en faveur des petits locataires, parmi lesquels beaucoup sont en mesure de payer. Pourquoi ne pas procéder, en cette matière, comme on l'a fait pour les allocations militaires? Avant de les accorder, on exige des demandeurs la preuve qu'ils n'ont pas de ressources suffisantes pour vivre. La simple logique exigerait que, pour dispenser certaines catégories de citoyens de payer leur loyer, on leur demandât de démontrer qu'ils en sont incapables. Dans son premier rapport, M. Ignace insistait sur ce point de vue.

La seconde critique majeure qu'appelle le projet est l'abandon presque total de l'idée que l'État, en procédant à un acte qu'on ne saurait mieux qualifier qu'en l'appelant une réquisition, ne doit pas le prix, au moins partiel, de l'objet réquisitionné. Il y a un intérêt supérieur à ce que la notion de droit ne soit pas obscurcie dans l'esprit du peuple, et à ce qu'il ne s'imagine pas qu'il est au pouvoir de l'État de le délier de ses engagemens en mettant à la charge exclusive de l'une des deux parties tout le dommage résultant de cette rupture. L'organisation des sociétés humaines repose sur cette idée que rien ne s'obtient sans effort et que chacun de nous doit travailler pour lui et les siens. Le produit de ce travail, qui excède les besoins quotidiens, forme ce qu'on appelle le capital, et s'emploie de

façon à donner à son tour un revenu à ceux qui ont eu l'énergie d'épargner. S'ils ne l'avaient pas fait, aucune maison ne se serait construite, et nous coucherions à la belle étoile, comme les peuplades pastorales des premiers âges. Cela vaudrait peut-être mieux pour notre santé que d'être enfermés dans des murailles de pierre, mais nous ne pensons pas que cela serait du goût de nos soldats, même au retour de leur rude vie des tranchées. Si l'idée se généralise que le loyer d'un appartement n'est pas une créance aussi certaine pour le propriétaire que la fourniture du pain et de la viande l'est pour le boulanger et le boucher, il se trouvera de moins en moins des gens disposés à construire des maisons, à courir les risques inhérens à ce genre de placement et à mettre à la disposition de leurs concitoyens l'abri dont ils ont besoin.

La Chambre a entendu à ce sujet, le 3 mars 1916, un discours excellent de M. Louis Dubois, qui lui a rappelé la situation de nombreux petits propriétaires ne touchant pas un centime de leurs loyers, alors que leurs locataires sont souvent dans une situation bien meilleure qu'eux. Beaucoup d'habitans de la banlieue parisienne arrivés, à force de travail et de privations, à économiser quelques sous, les ont consacrés à l'achat d'un terrain, sur lequel ils ont construit une maison, souvent avec des capitaux d'emprunt, dont ils paient les intérêts. L'argent des propriétaires qui ont édifié des habitations est aussi intéressant que celui qui sert à payer les salaires des ouvriers : il a souvent, à l'origine, été prélevé volontairement par le salarié lui-même sur ce qu'il gagnait, et ce n'est que grâce à une longue suite d'efforts persévérans que ce capital immobilier a pu être constitué.

Les étapes qu'ont marquées les mesures prises par le gouvernement et les projets discutés par le Parlement sont instructives à rappeler. Au début, il ne s'agit que de moratoire; on laisse tout en suspens; on donne aux locataires des délais pour payer leurs termes; mais personne ne songe à porter atteinte au principe même des contrats. La guerre se prolonge; on se décide à attaquer le fond de la question. Le gouvernement ne veut d'abord en envisager qu'un seul côté : celui des résiliations de baux à loyer; bientôt il est amené à considérer aussi les réductions. Il se met d'accord avec la Commission de la Chambre : une juridiction est instituée qui aura pouvoir, dans des

conditions déterminées, d'accorder résiliations et exonérations, mais à la condition que les débiteurs prouvent leur insolvabilité. On ajourne le problème des compensations à accorder aux créanciers. Plus tard, au cours même de la discussion, le gouvernement intervient de nouveau. Il considère qu'il n'est pas possible de laisser la porte ouverte à un nombre indéfini de procès qui vont surgir ; il exige que, pour la majorité des petits locataires, l'exonération complète soit la règle. En même temps, il veut régler la question du droit des propriétaires et propose de leur payer 40 pour 100 des loyers, dont moitié par l'État et moitié par les départemens. Ceux-ci protestent ; le ministère retire son offre, et il ne reste en fin de compte que la convention avec le Crédit foncier. En échange de l'abandon de leurs droits, les propriétaires reçoivent la faculté d'emprunter. Seuls, ceux qui n'ont que des ressources très limitées verront le Trésor se substituer à eux pour payer en totalité, ou jusqu'à concurrence de moitié, les annuités destinés à rembourser les emprunts faits par eux.

Les propriétaires créanciers de petits loyers qui ont un revenu de plus de 6 000 francs seront, comme l'a fait observer M. Paul Leroy-Beaulieu, dans la situation qu'avait créée le décret de la Commune du 29 mars 1871 : ils perdront leurs droits vis-à-vis de leurs locataires pour tous les termes échus et à échoir jusqu'à six mois après la cessation des hostilités. Quant aux propriétaires de logemens qui ne rentrent pas dans la catégorie des « petits, » ils sont exposés à se voir imposer des réductions qui peuvent aller jusqu'à l'exonération totale. Ceux-là, du moins, ne sont pas dépouillés de prime abord : ils peuvent espérer dans l'équité des commissions arbitrales.

Certes, les propriétaires doivent prendre leur part des charges nationales et supporter, comme les autres Français, les conséquences de la guerre. Mais il est inadmissible qu'on les prive, même dans l'intérêt public, de ce qui leur appartient, sans leur donner une indemnité. Ils sont prêts à payer des impôts beaucoup plus élevés que ceux qu'ils payaient avant la guerre ; ils s'étonnaient même que la feuille du percepteur ne leur eût pas encore apporté l'avis de cette augmentation inévitable, qu'ils connaissent depuis quelques jours par le projet de loi déposé le 18 mai et contenant un programme de création de taxes nouvelles et d'élévation de droits anciens. Ils seront d'ailleurs dégrevés de la portion de la contribution foncière

proportionnelle à la perte de revenu qu'ils subiront du chef de la loi actuellement en préparation ; on est ainsi obligé de diminuer les recettes publiques, parce qu'on a tari la source de recettes particulières. Au demeurant, le dégrèvement est insignifiant par rapport à la perte subie.

Pourquoi ne pas faire cesser au mois de juillet prochain le moratoire des loyers, de façon à rétablir le droit commun, en maintenant bien entendu des exceptions pour les mobilisés qui sont au front? On s'occuperait ensuite de régler la question des termes échus depuis le commencement de la guerre; les sacrifices imposés aux propriétaires leur sembleront moins durs si on leur rend pour l'avenir la libre disposition de ce qui leur appartient. Il nous semble que c'est dans cet ordre d'idées que devrait être recherchée la solution du problème.

Ce qui nous inquiète dans cet essai de législation, c'est à la fois l'atteinte portée aux principes et les répercussions, inattendues pour le législateur, qu'aurait la loi, si le projet voté par la Chambre était ratifié par le Sénat. Il ne faut pas être dupe des mots : ceux de propriétaire et de capitaliste ont le don de faire déraisonner de très braves gens qui ne se rendent pas compte de ce simple fait que toute l'organisation économique de notre société repose sur l'épargne.

Pour ne prendre qu'un exemple, aucune des entreprises qui fournissent en ce moment à la Défense nationale les armes, les munitions, les approvisionnemens dont elle a besoin, n'auraient pu se constituer sans elle. Or, les bâtimens destinés à l'habitation ne peuvent exister que là où le capital qui sert à les édifier est certain d'être protégé. Ces constructions sont beaucoup plus nécessaires aux travailleurs qui y sont logés qu'aux capitalistes qui y consacrent leurs économies, car ceux-ci peuvent trouver d'autres emplois, et ne sont pas nécessairement condamnés à acheter des terrains et à y entasser des moellons.

D'autre part, la propriété immobilière constitue un élément notable de la fortune nationale et, par suite, de la matière imposable. M. Ribot, au cours de la discussion, s'opposait à des combinaisons qui eussent grevé d'une façon excessive les propriétaires fonciers, parce qu'il voulait, disait-il, réserver leurs facultés contributives pour l'établissement de ses futurs budgets. Frapper de stérilité les milliards que représente un pareil do-

maine serait extrêmement dangereux et parfaitement illogique. Au cours de la guerre on a, avec beaucoup de raison, fait de sérieux efforts en faveur de la fortune mobilière : on a affranchi d'impôt les Bons et les obligations de la Défense nationale, la rente 5 pour 100 émise au mois de décembre 1915; on a avancé aux Compagnies de chemins de fer les sommes nécessaires pour payer le coupon de leurs titres. Ce n'est pas dans l'intérêt des rentiers ni des obligataires que l'État a pris ces mesures, mais dans celui de son propre crédit, qui repose sur le maintien de la richesse publique. Or, qu'adviendra-t-il si une partie de cette richesse, celle qui alimente à la fois le budget du pays et celui des communes, est ébranlée dans ses fondemens? Il est impossible que le Sénat méconnaisse la grandeur du problème qui se pose devant lui : il rétablira, dans la loi sur les loyers, l'obligation pour tous les locataires demandant une réduction de prouver leur indigence, et pour l'État d'indemniser les propriétaires, qu'il prive du droit de disposer librement de ce qui leur appartient. C'est là le minimum des corrections qu'il faut apporter au projet de la Chambre. S'il devait être maintenu dans sa teneur actuelle, une atteinte grave serait portée à notre état social; elle aurait des conséquences auxquelles n'ont pas songé ceux qui ont voté l'ensemble des 57 articles de la Loi relative « aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre. »

La petite industrie du bâtiment, par les corps de métier, charpentiers, maçons, peintres, menuisiers, serruriers, qu'elle groupe autour d'elle, retient encore, dans les villes et bourgs de province, toute une population qui constitue un élément essentiel de la vie locale, qu'il est si important de conserver et d'encourager. Le jour où ceux qui donnent du travail à ces nombreux artisans cesseraient de le faire, nous verrions s'accélérer encore le courant d'immigration dans les grandes cités qui est un des dangers du monde moderne. Des considérations de l'ordre politique le plus élevé se joignent donc à celles de l'ordre économique pour engager nos législateurs, pendant qu'il en est temps encore, à éviter l'écueil que nous leur signalons.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

L'ÉCHEC

DE LA

RESTAURATION MONARCHIQUE EN CHINE

Le 22 mars, le chef de l'État chinois, à la fois président et empereur, s'est vu obligé de publier un décret-édit, pour faire savoir qu'il renonçait à ceindre la couronne impériale.

Pourtant ce personnage astucieux et habile semblait devoir réaliser le mot du poète en marchant « vivant dans son rêve étoilé. » Tout semblait conspirer pour le pousser sur le trône rétabli des anciens empereurs.

Les événemens actuels, la rébellion du Yunnan, bientôt étendue à d'autres provinces, l'impuissance du pauvre dictateur à empêcher les scissions de se produire, sont venus démontrer combien fragile est sa position, combien artificiel son pouvoir, et souligner en même temps l'erreur de ceux qui comptaient sur l'heureuse étoile de l'ancien mandarin. Celui-ci se trouve aujourd'hui désemparé en présence des complications intérieures et extérieures dont il ne peut sortir.

Ces complications extérieures affectent la politique mondiale. C'est là ce qui donne tant d'intérêt aux choses de la Chine d'aujourd'hui, et particulièrement à l'évolution du projet de restauration monarchique au profit de Yuen Chekai, brusquement arrêté par la révolte du Sud.

I

Après le coup d'État de 1913, lorsque la dictature eut été établie à Pékin, il devint évident, pour tous ceux qui suivaient

de près les événemens, qu'un effort allait être accompli afin de stabiliser le nouveau pouvoir personnel de Yuen Chekai; influences chinoises, influences étrangères, y poussaient.

Le président s'était entouré d'une foule de gens qu'il attachait à sa personne par les liens puissans de l'intérêt pécuniaire. Un bon nombre d'hommes avaient été nommés *Kouwenn*, c'est-à-dire conseillers. Venus de leurs provinces où ils auraient pu exercer peut-être une action indépendante de celle de la capitale, ils se trouvaient paralysés à Pékin. Pour la plupart, la fonction de conseiller n'était qu'une sinécure, un prétexte à émolumens. Parmi ces *Kouwenn*, on trouvait très peu de gens à principes, réellement partisans d'une dictature en vue du bien public. Le gros de la troupe, fonctionnaires de l'ancien régime, n'attendait du nouveau que le moyen de vivre sans peine. D'autre part, quelques conseillers n'étaient que de faux ralliés qui, avec la profondeur de dissimulation des Asiatiques, se faisaient payer un concours passif, en attendant le moment propice de jeter le masque et de combattre le chef de l'État qu'ils considéraient comme un tyran. Ces derniers étaient peu nombreux.

Avec les conseillers sinécuristes, gravitaient, autour de Yuen Chekai, les fonctionnaires effectifs de la capitale, flanqués de leurs secrétaires et de leur clientèle, ainsi que les membres de quelques corps politiques, débris des institutions des premiers temps de la république, le *Tsan chengyuen*, qui remplaçait l'ancien Sénat de la monarchie déchue, le *Lifayuen* ou Cour législative, les ministres et leurs bureaux, le cabinet présidentiel, avec ses fidèles vivant dans l'atmosphère du dictateur, le tout recruté parmi les gens d'ancien régime, habitués à vivre dans le milieu corrompu de la Cour impériale.

Tout ce personnel n'aimait point et ne pouvait aimer la république, car le parti républicain, composé de réformistes et d'occidentalisés désireux de gouverner et d'administrer la Chine selon les méthodes d'Europe et d'Amérique, se proposait, lors de son avènement, de mettre dans les places des hommes nouveaux, imbus de son esprit. Aussi, lorsque, en mai 1912, l'Assemblée provisoire se fut transportée à Pékin, tout ce monde de fonctionnaires s'employa-t-il à entraver son action autant qu'il put; ce fut bien pis après les élections de 1912-1913, qui nommèrent une Chambre et un Sénat hostiles à Yuen

Chekai. En réalité, ces assemblées ne fonctionnèrent librement pas même un seul jour et jamais leurs décisions ne furent exécutées.

L'avènement du parti républicain devant être, pour tout ce personnel, le signal de la débâcle, il était assez naturel que des conseils et des bureaux montât aux oreilles de Yuen Chekai comme un écho de la parole du devin : « Tu seras roi ! » Un géomancien quelconque lui avait en effet, dans sa jeunesse, prédit son ascension au trône impérial.

Yuen était d'ailleurs de l'étoffe dans laquelle tous les grands ambitieux sont taillés. On l'avait toujours connu avide de commandement et de pouvoir; tous ses actes s'étaient inspirés du désir de la domination. Il prêtait donc une oreille favorable aux conseils intéressés de son entourage chinois, et cela avec d'autant plus de complaisance, que ces avis indigènes se trouvaient appuyés de ceux des Européens qui, également, entourent le dictateur.

Dans les derniers temps de l'empire tartare-mandchou, les diverses grandes Puissances s'étaient efforcées de mettre auprès du débile gouvernement chinois des hommes à elles, chargés, en dehors du monde diplomatique officiel, de suivre les mouvemens de ce vieillard décrépit, de soutenir ses pas chancelans et de les diriger dans le sens des intérêts de chacune de ces Puissances. Ces personnages portaient eux aussi le titre de conseillers.

Non seulement les gouvernemens, mais aussi les Puissances économiques, industrielles, financières, avaient leurs agens, installés dans la capitale, le plus près possible des détenteurs effectifs du pouvoir et entretenant avec eux des rapports suivis.

Yuen Chekai qui avait rempli, sous l'Empire, les fonctions de gouverneur et de ministre, s'était aperçu du parti qu'on pouvait tirer de cette situation pour entretenir des rapports utiles et fructueux avec le monde extérieur sans passer par les intermédiaires officiels ; aussi, dès son avènement, il se garda bien de congédier les anciens conseillers, il en augmenta le nombre au contraire, il en mit quelques-uns tout près de sa personne et se les attacha par d'énormes émolumens. Tandis que les Kouwenn chinois touchaient des soldes modestes de quelques milliers de piastres, les conseillers étrangers avaient, qui, cinquante, qui, soixante-quinze mille francs, ou plus encore.

D'autre part, ces étrangers, vivant dans l'ambiance du prince, pouvaient, s'ils étaient habiles à servir d'intermédiaires dans un tel milieu, édifier de véritables fortunes. Une restauration monarchique au profit de leur patron chinois était évidemment le meilleur moyen d'assurer, avec la stabilité du pouvoir, celle de leur situation et la continuité de leurs profits.

Aussi, était-ce dans ce milieu que Yuen Chekai avait déjà trouvé les plus vifs encouragemens à accomplir son coup d'Etat, à chasser le Parlement, lorsqu'on s'aperçut que celui-ci voulait remplir sérieusement sa fonction. Certains de ces conseillers étrangers lui mettaient sous les yeux, en l'engageant à le suivre, l'exemple de Bonaparte jetant, avec ses grenadiers, les députés par les fenêtres ; d'autres le secondèrent directement dans la conduite des opérations militaires, lorsqu'il s'agit d'écraser les républicains soulevés contre l'arbitraire du pouvoir.

D'autre part, la diplomatie de la plupart des Puissances fondait les plus grands espoirs sur la restauration de l'Empire. Le consortium qu'elle avait imaginé pour conduire et gouverner indirectement ce peuple immense dans les voies de la civilisation occidentale pensait s'accommoder beaucoup mieux d'une monarchie que d'une république. Un homme seul est toujours plus facile à manier que des assemblées à huit cents têtes, élues et renouvelables.

Les Anglais attendaient, pour la réussite de leurs affaires, pour l'obtention de concessions fructueuses de chemins de fer et de mines, pour le développement de leur commerce et de leur influence, beaucoup plus d'un régime qui, à cet égard, avait fait ses preuves de faiblesse, que d'un système nouveau combiné et mis en jeu par des gens connus comme désireux d'arriver dans l'avenir à assurer l'indépendance économique de leur pays.

Les Allemands, animés d'ailleurs des mêmes sentimens, espéraient de la constitution d'un pouvoir unique la militarisation future de la Chine, ce qui leur aurait fourni l'occasion d'y implanter leurs instructeurs militaires, d'y prendre pied comme en Turquie et de se faire de cet immense réservoir humain un instrument utile à leur ambition de domination mondiale.

La diplomatie russe tenait avant tout à ce qu'une répu-

blique, propagatrice par l'exemple des idées et des sentimens démocratiques, ne se créât pas sur les frontières de l'Empire autocratique, non loin de cette Sibérie où, lors de la révolution de 1905, des républiques locales, nées de la révolte, avaient dû être rapidement écrasées.

Quant aux Français, ces grands prêteurs d'argent, il leur semblait que leurs intérêts financiers seraient mieux garantis par un pouvoir personnel que par tout autre genre de gouvernement. Ils avaient aventuré beaucoup de capitaux en Chine, dans le passé; ils avaient soutenu financièrement l'instauration de la dictature; certains d'entre eux avaient même uni directement leurs intérêts financiers à ceux du dictateur lui-même, s'attachant ainsi étroitement à sa fortune.

Seuls, les États-Unis ne se montraient pas favorables à une restauration par raison de principe. Sur ce point, l'opinion de M. Wilson était bien connue.

Quant au Japon, il observait une attitude expectante, ménageant l'avenir, flattant et protégeant les républicains exilés depuis deux ans et demi.

Avant la guerre, ces deux dernières Puissances se trouvaient entraînées dans l'orbe d'attraction de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France et de la Russie, derrière lesquelles suivaient l'Autriche, l'Italie et les Puissances secondaires. Comment les États-Unis et le Japon, divisés d'ailleurs entre eux par de profonds dissentimens, auraient-ils pu faire bande à part ou rester isolés en dehors du formidable groupe mondial ? C'eût été se condamner à une impuissance fatale dans tout règlement des questions chinoises. C'est manifestement pour cette raison que ces deux Puissances, bien que s'étant montrées hostiles à la dictature de Yuen Chekai, lorsque celle-ci n'était encore qu'en préparation, se joignirent aux autres quand la diplomatie eut décidé de reconnaître la république chinoise, après le coup d'État de novembre 1913, qui faisait de celle-ci une pure illusion verbale.

Enfin, en dehors du monde officiel et des conseillers, les résidens européens en Chine, commerçans, gens d'affaires, courtiers de finance en quête d'emprunts à négocier, représentans de fabriques d'armemens désireux de conclure de gros contrats, attendaient également d'un gouvernement personnel de sérieux profits. Il n'était pas jusqu'aux trafiquans de bas

étage, habitués à évoluer au milieu de la vieille corruption mandarinale, qui ne désirassent voir continuer indéfiniment ce régime.

Telle était la situation avant le mois d'août 1914. Aussi, Yuen Chekai pouvait-il s'avancer d'un pas assuré vers le trône, objet de son ambition, en jetant un regard dédaigneux sur ses adversaires de l'intérieur, redoutables pourtant. Jamais peut-être un tel concours de circonstances favorables ne s'était rencontré dans l'histoire pour soutenir un semblable projet.

*
* *

Les étrangers en Chine, ainsi que les milieux diplomatiques, entraînés par leurs préjugés, semblaient croire que le parti républicain, une première fois abattu, ne pourrait jamais se relever.

La difficulté de la langue chinoise, et surtout celle de l'écriture, le caractère idéographique de la représentation des idées dans les livres et les imprimés rendant impossible à presque tous les Européens de suivre le développement de la politique, des erreurs de ce genre sont ordinaires en Extrême-Orient. Déjà, avant, et même pendant la Révolution, les étrangers résidant en Chine s'étaient lourdement trompés sur le caractère des événemens; il devait en être de même, cette fois encore, au sujet de la restauration monarchique. Cette erreur était d'ailleurs d'autant plus explicable que les républicains, toujours plus nombreux, en Chine même, dissimulaient. Mais ils agissaient dans l'ombre, reconstituaient leurs cadres, attendant le moment propice de combattre de nouveau pour la liberté.

La dictature s'affirmant de plus en plus depuis le coup d'État, quelques impatiens reprenaient, comme dans les derniers temps de l'Empire, la lutte individuelle par les moyens terroristes. De-çà, de-là, des attentats avaient lieu contre les fonctionnaires connus comme les plus dévoués à la cause du dictateur; des traîtres se glissaient même jusque dans les bureaux de la présidence. La compression produisait sur les militans son effet ordinaire. Tout droit de réunion, toute liberté de presse ayant été abolis, les Sociétés secrètes s'étaient reformées; la fameuse *Tongmong houei*, ou *Société de l'Union jurée*, qui avait joué un si grand rôle dans la préparation et dans le succès du mouvement révolutionnaire de 1911, s'était reconstituée

sous d'autres noms; comme au temps de l'Empire, ses chefs, réfugiés à l'étranger, recommençaient la préparation de leurs complots; leurs centres dirigeans étaient le Japon, Hongkong, Singapour, l'Indochine, San-Francisco, où ils trouvaient l'appui moral et pécuniaire des dix millions de leurs compatriotes, dont l'élite fut le soutien le plus précieux de la révolution. Aussi, Yuen Chekai et son entourage s'efforçaient-ils de paralyser leur action; ils cherchaient à conclure des conventions avec les diverses Puissances, afin que ces hommes dangereux fussent expulsés ou mis hors d'état de nuire.

En raison du voisinage de la Chine et du Tonkin, Yuen put signer avec le gouvernement français un accord en vue de réprimer toute action contre sa politique, soit en Indochine même, où résident plusieurs centaines de mille Chinois, soit sur les concessions françaises en Chine, et particulièrement dans l'importante concession de Changhai.

Des démarches analogues furent faites au Japon, lieu d'asile de certains leaders de l'opposition, et particulièrement du docteur Sun Yatsen; mais le gouvernement japonais, fidèle à sa politique, ne voulut jamais entrer en conversation à ce sujet.

A l'intérieur, des mesures particulières furent prises pour réduire à l'impuissance les républicains, dont on prévoyait la colère lorsque la monarchie serait proclamée. Tous les gouverneurs militaires provinciaux, les *tsangkiun*, que Yuen s'était attachés, durent faire la chasse aux opposans et aux suspects; mais l'imperfection de l'administration, la corruption du personnel rendait l'opération difficile et souvent vaine.

A Changhai, l'amiral Tseng, une première fois manqué, succomba enfin à seize coups de revolver. En d'autres provinces, on signala, dans les derniers mois de 1915, des faits analogues.

Mais, Yuen Chekai et ses conseillers, ne voulant pas tenir compte de la force des convictions qui animaient des hommes décidés à sacrifier leur vie à la cause qu'ils avaient embrassée, attachaient peu d'importance à ces prodromes du mécontentement populaire; ils se laissaient aller à l'illusion, si commune chez les gouvernemens despotiques, de croire que la force peut avoir toujours raison de toutes les rébellions et qui ne distingue point entre celles-ci. Eux et les Européens, en Chine, se disaient, ainsi qu'en témoigne la lecture des journaux édités

par les blancs, qu'on vient toujours à bout des minorités, fermant volontairement les yeux à la vérité historique qui enseigne que toutes les révolutions, même les plus considérables, ont toujours été le fait d'un petit nombre d'initiateurs résolus.

L'emploi de la force, de mesures de police, au besoin une action militaire, semblaient des moyens suffisans pour réprimer toute tentative de révolte contre la réalisation d'un projet cher à tant de gens. Ce n'était point de l'intérieur qu'on redoutait les plus grandes difficultés, c'était du dehors.

On pouvait, croyait-on, négliger l'opinion publique chinoise, sans organe pour se manifester; mais il fallait tenir compte de l'étranger. Celui-ci a, depuis déjà de longues années, pris un tel pied en Chine, que le gouvernement de ce pays ne peut plus faire un mouvement sans son assentiment. De plus en plus endettée, la Chine est à la merci de ses créanciers, qui, se prévalant de leurs prêts, réclament des droits d'intervention de plus en plus étendus pour la sauvegarde de leurs intérêts. Il faut, en outre, ménager l'opinion publique étrangère, en vue des emprunts futurs, sur lesquels compte toujours un gouvernement incapable de se créer un système de finances viable. Que le régime nouveau, c'est-à-dire l'impérialat de Yuen Chekai ne fût pas reconnu au dehors, il était pour ainsi dire inexistant, condamné à une mort rapide.

Pour gagner l'opinion de l'extérieur, on imagina donc deux moyens principaux devant permettre aux diplomates de consacrer l'usurpation et de détruire définitivement la république reconnue précédemment comme le gouvernement légitime du pays.

Le premier de ces moyens fut la rédaction, par le docteur Goodnow, conseiller du président, d'un rapport auquel on donna la plus grande publicité. Le Dr Goodnow est de nationalité américaine, et c'est vraisemblablement à cause de cette particularité qu'il fut choisi pour présenter aux diverses chancelleries et au public mondial les raisons pour lesquelles il devenait urgent d'annuler ce qui restait de l'œuvre de la révolution de 1911, au profit de l'ancien ministre de la vieille et despotique impératrice Tseushi.

Ce rapport débute par des considérations générales sur l'existence des diverses républiques à travers l'histoire, les trois quarts du document sont consacrés à des amplifications de

rhétorique, la partie concernant spécialement la Chine s'y trouve réduite à fort peu de chose. Visiblement le rédacteur se trouva assez embarrassé pour soutenir sa thèse. Lors de son élection à la présidence, Yuen Chekai n'avait-il pas fait dire, en effet, qu'il entendait être le Washington de la république chinoise?

L'effet produit par le rapport Goodnow ne répondit pas à l'attente du cabinet présidentiel et il ne convertit personne, surtout dans les cercles américains où l'on remarqua la pauvreté d'argumentation de cet exposé fait par ordre. La situation même de son rédacteur, dépendant étroitement du dictateur, enlevait toute valeur à ses dires; l'expression d'une opinion a besoin d'indépendance pour inspirer confiance. M. Wilson ne fut nullement convaincu, et il le fit savoir; quant aux chancelleries, elles n'avaient pas besoin de l'être. D'autre part, le rapport du conseiller américain passa inaperçu auprès du public mondial, absorbé par la grande guerre.

Afin de gagner la bienveillance de celui-ci, le dictateur chinois employa donc un deuxième moyen : l'organisation d'un semblant d'élection destiné à produire au dehors l'illusion de la voix populaire acclamant l'accession au trône de celui qui avait chassé les représentans du peuple librement élus, avait dispersé leurs assemblées et leurs comités.

Il ne pouvait être question de faire des élections régulières et sincères, car le sentiment de toute la partie de la nation qui s'occupe des choses politiques, c'est-à-dire de la classe moyenne et supérieure : commerçans et lettrés, était bien connu; son hostilité à la dictature et à la personne même du dictateur ne faisait doute pour personne. On reprochait à celui-ci de paralyser toutes les réformes utiles, de faire à l'étranger des concessions humiliantes, de ne penser qu'à satisfaire son ambition et celle de toute la camarilla de dévorans, chinois et étrangers, qui constituent sa clientèle.

On décida donc de faire, selon l'expression des journaux japonais, « une élection d'opéra-comique, » à l'usage du public mondial.

Pour cela, on créa d'abord la *Société pour l'organisation de la paix*, la *Tcheounganhoei*, présidée par le bras droit de Yuen, M. Liang Cheu-y ; on fonda quelques journaux spéciaux; on donna des ordres aux fonctionnaires qui figurèrent, avec

quelques comparses, les électeurs, et finalement, Yuen Chekai fut plébiscité par deux mille voix unanimes. Ainsi se trouvait exprimée l'opinion de quatre cents millions et plus des citoyens en puissance de cet immense pays.

On retrouvait, dans cette simili-élection, le caractère enfantin qui marqua si souvent les finesses et les ruses du monde mandarinal, lorsque celui-ci s'essaya, dans le passé, à lutter contre les Européens.

Les dépêches des agences annoncèrent pourtant avec fracas au monde entier l'élection au trône de Yuen par le peuple chinois, la presse mondiale publia cette importante nouvelle et la diplomatie d'Angleterre, de France, de Russie, d'Italie, qui avait précédemment reconnu, en apparence, la république comme gouvernement légitime, s'apprêta à faire consacrer la destruction de celle-ci au profit du dictateur. La diplomatie américaine se montrait toujours hostile; celle du Japon se réservait.

*
* *

En somme, tout semblait devoir marcher à souhait du côté de l'extérieur, car on pensait que, ainsi qu'il était arrivé une première fois, États-Unis et Japon finiraient par se rallier au groupe des autres Puissances. La proclamation du changement d'étiquette n'était plus qu'une question de jours. Le bureau des rites ressuscitait pour cet événement les vieilles cérémonies de l'ancien empire. On s'efforçait même de rendre la vie à la religion officielle qui, depuis de longues années, avait, avant de s'écrouler lors de la révolution, dégénéré en simple formalisme rituel dont toute foi était absente.

La proclamation de la restauration était fixée au mois de février 1916; on fit dresser le trône impérial, broder la robe à dragons.

Le premier ministre du Japon, le comte Okuma, venait de faire des déclarations publiques favorables à la monarchie. Cela sembla singulier et inquiétant à ces Asiatiques défians si facilement portés à croire le contraire de ce que l'on dit; seuls peut-être, les diplomates de race blanche crurent que le Japon allait enfin entrer dans leurs vues.

De son côté, l'Allemagne, en la personne de M. von Hintze, ministre à Pékin, manifestait bruyamment son approbation. Le Kaiser faisait dire à Yuen Chekai qu'il pouvait compter

sur tout son concours moral et sur tout l'appui possible pour le présent et pour l'avenir.

Avoir pour soi, unis dans le même dessein, les deux groupes de Puissances alors en guerre en Europe, était vraiment une bonne fortune diplomatique autorisant tous les espoirs. L'ancien mandarin étendait donc la main pour saisir cette couronne objet de son ambition, lorsque soudain un coup de théâtre se produisit.

Le 28 octobre, le gouvernement japonais faisait remettre une note au gouvenement chinois dans laquelle il lui exposait le danger pouvant résulter de la restauration de l'empire, dans les circonstances actuelles. Il était demandé au dictateur s'il se croyait assez fort pour pouvoir résister à une révolte qu'on prévoyait, ou mieux, s'il pouvait empêcher celle-ci de se produire et de compromettre, par les troubles qu'elle occasionnerait, les intérêts étrangers en Chine. Le Japon a, en effet, pendant la Grande Guerre, assumé leur défense. La note concluait en disant qu'il fallait « renvoyer sagement le projet de changer la forme du gouvernement pour éviter que des troubles n'éclatent et pour consolider la paix en Extrême-Orient. »

Les ministres de Russie et d'Angleterre se joignaient au représentant du Japon pour appuyer ses observations, et, quelques jours plus tard, on apprenait que la France elle-même, toujours si favorable à la restauration monarchique, ne restait plus à l'écart; son représentant s'unissait lui aussi au groupe; l'Italie en fit autant.

De puissantes considérations avaient évidemment milité aux yeux des diplomates pour qu'ils pussent abandonner ainsi soudain, ou tout au moins différer, un projet qui était, en somme, le leur, et à la réalisation duquel ils travaillaient depuis la fondation de la République.

En effet, au Japon, l'opinion s'était montée et la nouvelle en arrivait en Chine; le ministère Okuma était accusé, au dedans et au dehors du Parlement japonais, de sacrifier les intérêts nationaux et ceux de la race jaune à la politique des Puissances. Déjà, celles-ci avaient obligé le Japon à retirer, en mai 1915, le cinquième groupe de ses réclamations au sujet des Affaires chinoises; le ministère Okuma avait cédé et renoncé à prendre en mains Yuen Chekai; celui-ci passait aux Européens. Est-ce que tout l'avenir de l'indépendance de l'Asie orientale, de sa libération politique, n'était pas par là compromis?

Au Japon, les questions diplomatiques sont âprement discutées, même dans le peuple; il y a des associations populaires exclusivement consacrées à leur étude.

Dans les conciliabules de celles-ci, l'opinion se montait.

D'autre part, l'élément opposé à l'immixtion des blancs dans la politique de l'Extrême-Orient estimait que le moment était propice pour que le gouvernement affirmât par des actes la volonté de la race jaune de s'occuper elle-même de régler ses différends et ses compétitions; cette opinion était soutenue avec d'autant plus de complaisance qu'elle donne au Japon un rôle prépondérant, puisqu'il est, au point de vue de la puissance, le premier peuple de la race.

Les dirigeans de Pékin, ainsi que leurs partenaires européens, ne surent pas comprendre cet état d'esprit japonais, et le cabinet présidentiel continua ses préparatifs, se figurant que l'adhésion donnée par les Puissances de l'Entente à la note japonaise était de pure forme; qu'au fond le dictateur pouvait toujours compter sur leur concours.

Aussi, le langage de la presse du Nippon s'éleva-t-il peu à peu, laissant percer un grand mécontentement. On attaquait le ministère qui, par sa note impuissante, causait une humiliation au pays.

Le ton monta encore, lorsque la nouvelle parvint, dans les Iles, de l'entrée possible de la Chine dans le bloc de l'Entente, il alla même jusqu'à la menace. On recherchait et on exposait la cause de l'obstination de Yuen Chekai, dont la force réelle n'était qu'un mythe, à tenir pour nulle la volonté du puissant Japon et l'on attaquait directement ses protecteurs. On reprochait à la Grande-Bretagne, qui, en réalité, menait le concert de l'Entente en faveur de la restauration impérialiste, d'avoir voulu conclure une alliance avec la Chine, afin de tenir plus étroitement en mains le personnage qui la gouverne ostensiblement, et cela, en dehors du Japon lui-même et à son détriment!

Voici sur ce point le langage que tenait le *Yamato*, journal qui s'occupe beaucoup de politique étrangère et qui, bien que n'étant pas officieux, sert à lancer les idées hardies et à exprimer les choses un peu dures que le gouvernement japonais veut exprimer sans s'avancer lui-même.

Après avoir fait quelques variations sur la diplomatie tradi-

tionnelle de la « perfide Albion » en des termes que nous ne reproduirons pas, il poursuit :

« Sir John, désireux de se faire un nom, avait envie de pousser la Chine à se joindre au groupe de l'Entente. Les autorités du gouvernement de Yuen, prenant avantage de cette situation, essayèrent d'abord de pousser l'Angleterre, la Russie et la France à reconnaître la monarchie en Chine, en second lieu à s'assurer un emprunt nécessaire à la réalisation du plan monarchique, et en troisième lieu à obtenir des Puissances qu'elles fissent une pression sur le Japon afin de contenir celui-ci.

« Les autorités chinoises pensaient que si elles donnaient quelques commodités à la Russie et à l'Angleterre pour éloigner l'influence des Allemands, ces deux Puissances pourraient consentir à agréer la requête chinoise au sujet d'un appui. Aussitôt que les trois Puissances feraient un mouvement, le Japon, pensaient-elles, se retiendrait sans faire le moindre effort. »

Ce passage expose bien la situation, car c'est, en effet, vers cette époque que les organes russes, anglais et français parlèrent pendant quelques jours avec une bienveillance marquée de l'entrée de la Chine dans le groupe de l'Entente et qu'ils envisagèrent la possibilité d'expulser les Allemands des concessions étrangères en Chine. Cette question fut discutée, en Angleterre, en d'importans articles.

Le Japon, dont l'intérêt est également d'évincer l'Allemagne d'Extrême-Orient, ne vit là qu'un prétexte, qu'un moyen, pour l'Angleterre et la France, pour les groupes financiers de ces deux pays, de mettre la main sur le dictateur afin d'en faire un instrument utile; il prétendit que la Chine n'est capable d'apporter à l'Entente ni forces militaires, ni munitions de guerre, ni argent, ce qui est évident. Aussi, le *Yamato* concluait-il en disant que le Japon repoussait nécessairement un tel plan.

Fin novembre également, le *Hochi*, organe officieux, faisait, dans un langage plus diplomatique, écho au *Yamato*, pour bien faire savoir à qui de droit que le gouvernement n'abandonnerait pas son point de vue général.

Bref, l'opinion publique japonaise s'exprimait avec une grande vigueur, et la diplomatie européenne, habituée à traiter librement les questions de l'Extrême-Orient, dans le secret des

chancelleries, hors de tout contrôle d'une opinion publique quelconque, en raison de l'ignorance pour ainsi dire absolue de ces questions par les Européens, se trouva là devant un obstacle qu'elle ne put surmonter; elle continua donc à différer son projet de restauration monarchique au profit de Yuen Chekai et à ne pas contrarier le Japon.

D'ailleurs, l'opposition de celui-ci n'était que provisoire; la diplomatie japonaise ne s'était pas engagée à fond : elle se réservait évidemment de pouvoir changer d'avis suivant la tournure des événemens.

Cette attitude parut encore trop molle aux patriotes exaltés, et le comte Okuma, premier ministre, fut l'objet d'un attentat; le 12 janvier, à onze heures du soir, une bombe fut lancée sur sa voiture par un fanatique, Shimonoura Outamaro, ami intime du meurtrier qui avait, il y a trois ans, à cause des affaires de Chine, poignardé le diplomate M. Abé, et s'était ensuite suicidé. Après cet attentat, on arrêta plusieurs personnes, dont M. Foukouda, un journaliste connu et membre dirigeant de l'*Association diplomatique populaire*.

De vives attaques eurent lieu à la Chambre des représentans contre le ministère afin que celui-ci ne faiblît pas dans ses négociations et maintînt, le point de vue japonais dans la question chinoise.

Aussi, les bruits de l'entrée de la Chine dans l'Entente s'éteignirent-ils peu à peu; bientôt, la bonne harmonie se rétablit, l'on put entendre des paroles officielles proclamant la solidité de l'alliance anglo-japonaise et la couronne impériale sembla s'éloigner un peu plus de la main de Yuen Chekai, déjà prête à la saisir.

*
* *

Cette opposition du Japon paraissait être, aux yeux des étrangers en Chine, le seul obstacle sérieux aux projets du dictateur. Pour eux, l'opposition intérieure n'avait pas de portée. Les rapports n'annonçaient-ils pas l'adhésion tacite du pays et l'impossibilité pour les républicains de le soulever de nouveau avec quelques chances de succès?

Les étrangers étaient ainsi victimes des mêmes illusions et des mêmes préjugés qui leur faisaient croire, en 1911, quelques jours avant la Révolution, à la solidité du régime qu'ils consi-

déraient comme si profitable à leurs intérêts. On admet facilement ce que l'on désire.

Mais tout le monde ne partageait pas l'optimisme de commande au sujet de la situation intérieure de la Chine; certains prévoyaient que le projet de Yuen allait se heurter à une vive opposition dans le pays et s'attendaient à une révolte républicaine. Ceux-là voyaient juste.

Le parti républicain était loin d'avoir disparu, au contraire. La force n'a jamais tué les idées, bien qu'elle puisse les comprimer pour un temps. Les hommes qui avaient fait la révolution et fondé la république se préparaient dans le silence, profitant de l'expérience acquise en 1913. Ils savaient maintenant, pour l'avoir appris à leurs dépens, qu'il ne s'agissait pas seulement pour eux de chasser du pouvoir un usurpateur, mais bien de lutter en réalité contre la diplomatie de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France et de la Russie, entreprise autrement difficile.

Au moment du coup d'État, les républicains le plus en vue avaient fui à l'étranger la mort certaine qui les attendait dans leur pays; ils préparaient l'avenir, attendant l'occasion propice, c'est-à-dire un changement dans la situation internationale, afin de reprendre leur action.

Le gros de leurs troupes, anciens membres des Assemblées dissoutes, des comités dispersés, militans des combats de la première heure, étudians exaltés pour la cause, se retrouvaient en Chine dans les sociétés secrètes.

Au début du nouveau régime, les républicains se divisaient en plusieurs groupes dont l'ensemble possédait la majorité dans tous les corps élus; les Assemblées provinciales constituaient leurs forteresses parce que, là, l'action du gouvernement pouvait plus difficilement s'exercer dans les élections. Le groupe *Kouominntang*, ou *Parti du peuple*, correspondait à notre extrême gauche; ses membres avaient appartenu à l'ancien parti révolutionnaire ; il dépassait tous les autres groupes en importance numérique ; le *minntchoutang* ou *démocratique* bien moins nombreux pouvait se comparer à nos radicaux modérés; le troisième groupe qui le disputait en nombre au premier, s'appelait *Tsinnpoutang* ou *parti progressiste*, et jouait le rôle du parti du même nom en France; enfin, le groupe *Konghouotang*, ou simplement républicain, constituait la droite avec quelques

dictatoriaux en quantité infime; ce parti, dit républicain, se composait d'anciens fonctionnaires, de mandarins inquiets pour leur situation personnelle compromise par le changement brusque du régime politique; la plupart de ces hommes n'avaient de républicain que le nom.

Lorsque la politique des Puissances s'affirma, quelques mois avant que la dictature ne fût officiellement consacrée, les progressistes, constatant l'impossibilité de toute action républicaine sérieuse en présence de l'hostilité de la diplomatie étrangère à l'égard du nouveau régime, décidèrent de se rallier au pouvoir personnel de Yuen. Quelle était la sincérité de ce ralliement chez la plupart? Probablement fort douteuse.

Toutefois, un homme d'une grande valeur intellectuelle, reconnue par tous les Chinois, le fameux lettré Liang Kitchao, animé d'un vif amour pour son pays et qui fut exilé pendant de longues années à la suite de la tentative de réformes de 1898, mit avec ardeur son caractère et son talent au service du gouvernement. Il prit, en fait, la direction du parti progressiste. Mais, après avoir apporté au Président un loyal concours qui se manifesta par ses écrits, il dut, sous la poussée des événemens, revenir de son illusion, et constater, comme il arrive presque toujours en pareil cas, que l'accord entre des modes si différens de concevoir la défense des intérêts publics est finalement impossible. Déçu par le caractère archaïque, par l'impuissance, par l'incapacité administrative du gouvernement de Yuen, il prodigua articles et discours afin de montrer l'impossibilité pour un seul homme de diriger un pays grand comme l'Europe, dont la population représente le quart de l'humanité, et pour faire voir l'abîme où ce système, si contraire à la nature des choses, devait fatalement entraîner le pays. Bien entendu, ces avertissemens furent inutiles. En Chine, comme partout, les gens férus des vieilles méthodes et surtout les bénéficiaires de privilèges ferment obstinément les oreilles aux plus sages avertissemens, ils cèdent à la force, jamais à la raison.

Les républicains modérés, dont Liang Kitchao était le plus éminent et qui, eux aussi, avaient collaboré au renversement de la dynastie mandchoue, parce que celle-ci faisait à l'étranger trop de concessions, devinrent donc peu à peu hostiles au régime nouveau, obligés qu'ils étaient de constater que seul le parti

extrême avait été clairvoyant en refusant toujours d'accepter la dictature de Yuen et de son entourage.

Ainsi, petit à petit, l'unité se refaisait contre le chef de l'État, les forces qui avaient renversé le précédent gouvernement s'agglomeraient de nouveau sous l'influence des sentimens qui leur avaient donné naissance dans les dernières années de l'ancien régime. La restauration symbolique de l'Empire, la consolidation, sous un autre nom, de la dictature de Yuen, devait fatalement les rejeter dans le camp de ses adversaires avérés et irréconciliables.

C'est ce qui arriva, en effet, ainsi qu'on put le constater en décembre 1915.

Une autre raison poussait les républicains modérés, dits progressistes, à s'éloigner de Yuen Chekai, raison très puissante pour des Chinois, lettrés et commerçans; ils s'apercevaient également que l'Empire, avec le Président actuel comme empereur, devait fatalement entraîner la militarisation de la Chine. Ce n'était un mystère pour personne que le chef du gouvernement voulait créer une grande armée qui soutiendrait sa fortune politique, maintiendrait le peuple dans l'obéissance; pour cela, le concours des étrangers lui était assuré, les uns fourniraient, à grosses commissions, l'argent pour l'armement, les autres, les instructeurs. Plusieurs centaines d'officiers allemands se tenaient prêts à former une grande armée chinoise, et au besoin à en prendre la direction occulte. Seules, les rivalités étrangères avaient jusqu'ici empêché le projet de se réaliser.

Malgré les préjugés antimilitaristes répandus en Chine pendant des siècles, depuis plusieurs années, la constitution d'une armée puissante avait séduit bien des gens; il leur semblait que celle-ci pourrait être un utile instrument pour se débarrasser de la domination politique des étrangers; les élémens chinois sous l'influence de l'Allemagne, étudians militaires, élevés à Berlin, ainsi que les officiers retour du Japon, répandaient cette idée séduisante, tandis que les élémens d'extrême gauche demeuraient fidèles aux vieilles idées chinoises sur ce point et s'opposaient à la militarisation du pays par des Européens ou des Japonais.

Les républicains avancés prétendaient que l'énormité de la masse chinoise était, à elle seule, un obstacle à toute conquête

étrangère définitive par les armes, que le développement futur de la nation ne devait se faire que dans les voies pacifiques du progrès économique, du développement de l'instruction scientifique occidentale ; que toute tentative de militarisation de la Chine n'aurait d'autre effet que d'enfoncer celle-ci dans les dettes au profit de l'étranger qui s'appuierait sur ses créances pour la dominer plus encore. La grande guerre d'Europe apporta à ces adversaires de la militarisation un argument puissant; elle leur permit de montrer, par l'exemple de la Turquie, le sort qui attendait la Chine, si celle-ci s'engageait dans la voie où la poussait Yuen Chekai.

Déjà on annonçait que le premier acte du nouvel empire, était l'établissement de la conscription dans les provinces du Nord. Les mesures préparatoires se déroulaient. En octobre, quatre grandes zones militaires étaient créées comprenant toutes les provinces; la première se composait du Tchéli, du Chantong, du Honan, la deuxième, de la Mandchourie, du Chens- et du Kansou, la troisième, de la Chine du centre et du Sud, la quatrième, du Yunnan et des provinces frontières du Tonkin.

D'autre part, le dictateur s'efforçait de créer une caste militaire à l'imitation de l'Allemagne. Il conférait des titres de noblesse héréditaire aux maréchaux et aux généraux, qu'il nommait ou qu'il reconnaissait, dans les provinces; ceux-ci devaient obligatoirement envoyer leurs enfans à l'armée pour en faire de futurs officiers. Évidemment, l'ancien ministre de Tseushi, conseillé par son entourage étranger, voulait se transformer dans l'avenir en un Kaiser d'Extrême-Orient.

Cette perspective ne souriait nullement aux républicains progressistes qui avaient apporté leur concours au dictateur pour de tout autres motifs; ils reculaient, et finalement rejoignaient les autres républicains qui ne s'étaient jamais laissé aller à l'illusion et qui avaient préféré la persécution et l'exil à l'abandon de leurs idées et de leurs espérances.

*
* *

Quelque temps avant que la révolte ouverte n'éclatât, les républicains avaient formé, sous le nom de *Minnshientang*, ou parti constitutionnaliste, un groupe rassemblant tous leurs élémens, depuis les plus avancés jusqu'aux progressistes.

Des concours arrivaient de tous côtés à ce groupe; à Pékin

même, les démissions de fonctionnaires abandonnant le vaisseau portant la fortune de Yuen furent si nombreuses en décembre 1915 que celui-ci dut retenir les fugitifs par la force. Le ministre de la Guerre lui-même, le général Toan Kijoei, devint suspect. On sentait venir l'orage au fur et à mesure que se précisait le plan monarchique.

Les Chinois à l'étranger se rassemblaient, ramassaient des fonds pour subventionner la révolte future; ceux d'Amérique, plus libres de leurs mouvemens que leurs compatriotes résidant en territoire anglais et français, s'agitaient beaucoup, poussaient à la lutte et s'efforçaient d'amener les citoyens des États-Unis à s'intéresser à une cause dont les principes devaient leur plaire.

Un commencement de révolte éclata d'abord à Changhai le 6 décembre; environ huit mille tireurs de pousse-pousse s'étaient mis en grève, la ville était agitée. Des conjurés essayèrent de s'emparer, avec la complicité d'officiers et de marins du bord, du vaisseau le *Tchaoho* ancré dans le fleuve. Ce coup de main échoua.

C'était de la région lointaine, montagneuse, d'accès difficile du Yunnan que devait partir le mouvement. Un des meneurs de l'action fut le général Tsaingo qui, en 1911, s'était emparé de la province pour le compte de la révolution (1); il appartenait au parti républicain modéré; Yuen Chekai l'avait appelé à Pékin et immobilisé dans une sinécure : la direction de la Revision Cadastrale, où le jeune général rongeait son frein. En novembre, la police le surveillait et perquisitionnait chez lui; il réussit à échapper à cette surveillance, alla au Japon, se rendit secrètement au Yunnan, où ses soldats fidèles l'acclamèrent.

Les autorités du Yunnan étaient gagnées à la conjuration. Avec la dissimulation habituelle aux Asiatiques, le gouverneur même de la province, Tang Kiyao, et les autres fonctionnaires, feignirent d'abord d'être favorables à la restauration; puis, le moment venu, ils levèrent le masque. Tang, soutenu par Jenn Koteng, l'inspecteur provincial, commença par sommer télégraphiquement Yuen de renoncer à son projet et d'en châtier les promoteurs dans son entourage. Tsai prit le commandement des troupes; un autre général, Li Liékiun, celui-là même qui, le premier, avait levé l'étendard de la révolte, en 1913, contre la

(1) Dans notre ouvrage, *A travers la Révolution chinoise* (Plon, Paris), nous donnons le récit des entrevues où il nous exposa ses idées.

tyrannie présidentielle, était, lui aussi, accouru au Yunnan. Tous proclamèrent l'indépendance de la province, divisèrent les troupes en trois colonnes, enrôlèrent dès soldats, pour grossir l'armée, qui était d'une soixantaine de mille hommes environ, et se dirigèrent vers le Nord et l'Est, au-devant de l'armée dictatoriale que Pékin devait nécessairement envoyer.

En même temps, les autorités civiles et militaires, les généraux à la tête des troupes lançaient des manifestes, les adressaient à tous les fonctionnaires des autres provinces; d'anciens gouverneurs des premiers temps de la République les imitèrent, tels que l'ancien *toutou* de Canton, Tchenn Kiongming. Le langage de ces proclamations exprime sous des formes peu différentes les mêmes idées. Le manifeste de Tang Kiyao débute ainsi :

« Depuis qu'un seul ambitieux et quelques complices ont soulevé la question de la forme du gouvernement, le peuple est dans l'agitation. L'attitude de Yuen lui a valu les avertissemens réitérés de cinq Puissances étrangères. Le gouvernement fait perdre à la Chine son prestige et ses droits souverains. C'est pourquoi tout le peuple demande maintenant la suppression du projet monarchique. »

Les révoltés ne se contentèrent pas d'appeler leurs compatriotes aux armes contre le dictateur, ils s'adressèrent également aux diverses Puissances, qui eurent aussi leur manifeste, envoyé au nom du *Gouvernement militaire de l'armée de châtiment du Yunnan, représentant l'armée chinoise.* »

« Yuen Chekai, dit ce document, a adhéré au nouveau régime, afin d'arriver à la présidence. Deux fois, avant d'être nommé président, il fit serment, devant la nation et les Puissances étrangères, de rester fidèle à la république et de gouverner selon la Constitution. Malgré ses sermens, il a, pendant son gouvernement, et à plusieurs reprises, gouverné comme si la Constitution n'existait pas... Pendant ces quatre dernières années, il a exercé ses pouvoirs de la façon la plus arbitraire, et il a eu recours aux intrigues..., il a muselé l'opinion, causé la mort de bons citoyens... Il a pressuré le peuple, il l'a sacrifié pour satisfaire son ambition de tyrannie... Sa politique à l'égard des Puissances étrangères a été faite de déceptions et de tromperies, et notre pays a perdu son prestige dans le concert des nations...

« Maintenant, nous sommes forcés de prendre les armes

pour sauver la République reconnue par toutes les Puissances amies, nous espérons que toutes ces Puissances tiendront compte de notre situation, qu'elles reconnaîtront la justice de notre cause et de notre conduite...

« Nous déclarons ici que tous les traités et conventions conclus avec les Puissances amies avant la date de la présente proclamation de notre juste cause contre une haute trahison, à savoir, le mois de décembre de la quatrième année de la République chinoise, continueront à avoir plein effet, et que, dans les limites de la juridiction de notre armée, nous assumons toute responsabilité pour la protection de la vie des étrangers, de leur commerce et de leurs missions, et pour l'exécution de toutes les obligations des traités. Toutes les relations avec les Puissances étrangères seront conduites par les représentans autorisés du gouvernement militaire... »

Des déclarations du même genre furent faites au gouverneur général de l'Indochine, à la date du 6 janvier 1916 :

« Yuen Chekai, dit la lettre des autorités du Yunnan, a la prétention de traiter les républicains chinois en rebelles, alors que c'est lui qui est le rebelle, que c'est lui qui se met hors la loi en violant la Constitution et en faisant fi du serment que, lors de son élection, il avait prêté, à l'effet de maintenir la République pendant toute la durée de sa présidence. »

Elles ajoutent l'engagement de protéger les biens des Français au Yunnan et de respecter les traités.

Enfin, les députés de l'ancien Parlement dissous, représentans de onze provinces, adressèrent une lettre collective au corps diplomatique de Pékin, pour dire des choses analogues, et proclamer, au nom du droit, la déchéance de l'usurpateur.

Ces déclarations posent la question sur le terrain des obligations morales et juridiques résultant d'engagemens solennels, dont l'inviolabilité doit être un dogme pour les diplomates qui ne sont pas Allemands.

*
* *

La rébellion du Yunnan s'est étendue à d'autres régions; depuis la fin de 1915, une à une, la plupart des provinces situées au-dessous du Fleuve Bleu ont proclamé leur indépendance du gouvernement de Pékin. Il est aujourd'hui manifeste que le mouvement actuel a été soigneusement préparé et que

les républicains ennemis du dictateur ont profité de l'expérience acquise depuis quatre ans. Il est vrai que la guerre d'Europe qui absorbe les forces des Puissances constituant l'ancien consortium, et qui même a divisé celles-ci, a singulièrement facilité leur tâche.

L'habileté des républicains chinois a été de choisir le moment propice pour partir en guerre contre leur adversaire dont les étais étrangers s'écroulaient sous la poussée des événemens mondiaux, et ainsi la situation actuelle de l'immense Chine est une conséquence directe de la Grande Guerre.

A l'heure actuelle, il est impossible de prévoir le dénouement de cette situation ; mais ce qui paraît certain, c'est que l'opposition entre les intérêts japonais et ceux des groupes d'affaires anglo-français, qui exercent une influence prépondérante dans la politique d'Extrême-Orient, rend des plus difficiles la position du personnage qui n'était qu'un instrument, qu'un écran, derrière lequel agissaient certains diplomates. L'instrument défaut, l'écran s'écroule sous le souffle de la révolte actuelle, tandis que la diplomatie japonaise empêche les mains européennes de le relever.

D'un tel état de choses peut sortir une nouvelle disposition des pièces sur l'échiquier diplomatique : une division de la Chine en deux grandes sphères d'influence : le Nord, c'est-à-dire la région située au-dessus du Fleuve Bleu, appartenant à un nouveau groupement russo-japonais qui s'efforcerait de faire prédominer ses vues à Pékin, soit en conservant le dictateur actuel, soit en le remplaçant d'une manière quelconque ; le Sud, comprenant les provinces qui avoisinent notre Indochine et bordent le Pacifique jusqu'au Yangtsé, laissé à l'action des Anglais et des Français. Ce n'est là qu'une hypothèse, mais cette hypothèse n'est pas invraisemblable. Dans tous les cas, sa réalisation ne semble pas devoir contrarier les intérêts politiques français, bien que l'abandon de Pékin à d'autres influences soit susceptible de décevoir les personnalités qui avaient mis leur confiance en Yuen Chekai ou qui avaient associé étroitement leurs intérêts à sa fortune.

Mais si les étrangers peuvent ainsi faire des plans suivant les vieilles méthodes et sans tenir compte d'une évolution historique rapide qui les gêne, ces plans de partage d'influence et de profits pourront-ils s'imposer aux Chinois qui

entendent être maîtres chez eux? Là est la vraie question.

En effet, malgré les apparences actuelles, il serait inexact de parler de tendances séparatistes chez les Chinois; toutes les provinces entendent constituer un seul État, mais elles veulent posséder leur autonomie administrative; la république qu'elles conçoivent est fédérative et non pas centralisée. L'effet de la dictature et de ses abus de pouvoir a été, depuis quatre ans, de préciser et de fortifier cette tendance, cet éloignement de la prédominance absolue du gouvernement central que le besoin d'unité avait fait envisager un moment dès le début de la révolution, et les hommes politiques chinois du parti constitutionnaliste en sont venus aujourd'hui à faire un système politique du provincialisme qui fut pendant tant de siècles un état de fait inconscient, produit de l'évolution historique du pays.

Il est très important, si l'on veut bien comprendre les événemens actuels, de tenir compte de ce fait.

C'est ce sentiment provincialiste des Chinois, aujourd'hui renforcé par une conception politique théorique, que les hommes d'affaires et les diplomates étrangers ont méconnu lorsqu'ils ont imaginé la création d'un pouvoir fort à Pékin qui gouvernerait à son gré toute la Chine, et servirait à la fois les intérêts étrangers et chinois en faisant entrer, par des actes d'autorité venus d'en haut, tout le pays dans les voies de la civilisation occidentale.

Une telle conception était vouée d'avance à l'insuccès. Certes, les échecs répétés des Puissances, dans leur politique en Chine, ont aussi pour cause leurs rivalités d'intérêts, leurs divergences de vues, mais le provincialisme des Chinois est le principal obstacle contre lequel sont venus se buter tous les efforts. Quelles que soient les Puissances qui voudront, le cas échéant, prendre en mains, d'une façon ouverte ou occulte, la direction de cet immense pays, soit que les groupes financiers anglo-français l'emportent, soit qu'une union russo-japonaise prévale, les uns ou les autres se trouveront en face du même obstacle dont la révolte actuelle fait apparaître toute la hauteur.

FERNAND FARJENEL.

UNE AMBULANCE
DE GARE

I

Une ville de France, et même d'Ile-de-France, toute grise, inégale, serrée dans sa large ceinture de boulevards nobles et déserts comme un coin du parc de Versailles, serrée autour de la place montante d'où jaillit, toute grise aussi, silencieuse et la face hautaine, la cathédrale à l'unique tour. La cathédrale, allongée comme un sphinx ou ramassée en fixité farouche ; surveillant un horizon de collines bleuâtres que longe, paresseusement attardée à contourner les prés et les avoines, la rivière luisante et lente sous les fins peupliers des rives.

Une ville de chez nous, gardée par une église de chez nous... Églises de chez nous, réserves et sources de lumière, revêtues de rayons et d'ombres, et toujours si singulièrement colorées sur les fonds de ciel, qu'elles paraissent elles-mêmes des foyers de nuit ou d'aurore... Églises de chez nous ! ô fleurs de notre race épanouie, si puissamment enracinées au sol et si hardiment élancées, si sobrement tragiques au-devant de l'orage et si follement chantantes dans l'azur, ô cathédrales de chez nous, symboles de notre âme, de notre âme d'autrefois et de maintenant, en ces heures de calmes volontés, de douleurs surhumaines et d'espoirs infinis ! Telle était cette église, pareille à toutes ses sœurs de France, qui veillait sur la petite ville parée de gentillesse, de quiétude et de douce raison...

Une lourde chaleur. L'air danse en réseaux blancs. Un silence solennel d'avant l'orage, chargé d'angoisse à en mourir.

L'attente aiguë où les heures sont éternelles, où chaque bruit, chaque herbe qui bouge prend une importance dans le souvenir, une attente à la fois exaspérante et recueillie : chacun seul devant son destin, prêt à crier, sentant la douleur vive d'un doigt pénétrant jusqu'au cœur... Attente.

Et tout à coup l'étrange glas que sonne la cloche la plus grave de la tour... Voix de cauchemar, voix d'agonie, délire ou hallucination ; coups martelés implacablement ; bourdonnement qui va s'élargissant, et qui s'impose, et qui remplit la ville, la vallée, auquel répond en chaque village une autre voix ; appel qui monte du fond des siècles et que chacun, sans l'avoir jamais entendu, reconnaît... Tocsin, voix du tocsin, tragique et lente, la même qu'en ce temps où les guetteurs de l'antique cité voyaient du haut de leur beffroi les flots de l'inondation gagner la plaine, les flammes de l'incendie dévorer les poutres des toits, les froids éclairs d'acier d'une forêt de piques, surgie à l'horizon et grossissante, scander la marche de l'ennemi.

1er-2 août 1914. — Pour ceux qui partaient, c'était bien simple. Ils s'élançaient, sans regarder derrière, les yeux brillans et la bouche gamine. Même enthousiasme, même insouciance, même héroïsme inconscient. Sur les douces collines de France, *la Marseillaise* s'était dressée, les cheveux dénoués par le vent des Victoires, glaive tiré, criant : Aux armes ! Et tous, au-dessous d'elle voyant flotter les trois couleurs, choisissaient celle de leurs rêves, rouge des batailles, blanc mystique et bleu des poètes... la choisissaient et couraient au tournoi.

Mais ceux qui restaient... oh ! ceux qui restent ! La vie qui s'arrête de battre en plein cours et dans les décors où tout à l'heure elle débordait de puissance ! Tristes maisons changées en châteaux de la Belle au bois dormant, où régnera la mort jusqu'au « Retour, » chambres closes qui gardent le parfum de l'absent, jardins lugubres où fleurit une cruelle moisson de roses, route blanche, qui ne résonne plus d'un cher pas familier, allée tournante où s'encadrait la silhouette disparue. Repas silencieux autour de la table trop grande, les regards se fuyant, et le pain salé par les larmes. Longueur insoutenable des heures et des jours. Vision du bonheur qui s'écroule, et d'une ombre, au-devant de soi, que l'on voit naître, grandir et s'allonger jusqu'à tout ensevelir. Maisons désolées, tristes demeures, désertées même par « ceux qui restent, » avides de fuir la hantise de leur

douleur... Tristes habitans des tristes demeures, jetés dans la rue afin de s'enivrer dans les remous qui poussent la foule vers le même pôle : la voie de l'Est, la voie chantante et délirante où passent, hurlant *la Marseillaise*, les beaux trains fleuris des premiers jours de mobilisation...

Ceux qui restent! Ah! la stupidité, l'infériorité, l'inutilité de n'être qu'un « civil » dans l'élan des premiers jours de guerre! La soif de dévouement, le besoin de s'étourdir dans le travail, le désir d'approcher, quand ce ne serait qu'à genoux, en leur lavant les pieds, tous nos soldats de France, l'orgueil de se sentir « militaire » un peu! Pauvres civils, en quête d'un brassard, d'un insigne, d'un chef ou d'un drapeau! Les Croix-Rouge les recueilleront comme des soldats dispersés.

DANS L'ATTENTE

Comment on s'enrôlait. — Pluie fine sur la place. Le buffet de la gare où flotte désormais le drapeau blanc à la croix rouge. Des messieurs importans font des gestes affairés derrière les vitres dépolies. Une dame sévère préside à l'aménagement des lits et du matériel.

Intimidée, l'aspirante infirmière se promène un quart d'heure devant la porte et, sous la pluie, fait plusieurs fausses entrées inaperçues, enfin, sollicitée d'un « Que voulez-vous, madame? » assez sec, par des gens qui veulent signifier qu'ils n'ont pas de temps à perdre, entre bravement, la bouche sèche et les membres froids. Humblement et ardemment, cachant ses larmes, elle prie qu'on l'accueille, solitaire et abandonnée, qu'on la sauve de l'horreur de son oisiveté.

Un peu brusques, ils la sondent : « Si jeune! que savez-vous? A quoi prétendez-vous servir? » Narquois, ils la toisent : « Ah! la petite, peut-être que l'on s'imagine venir jouer à la poupée? panser un bras articulé? des mannequins de bois? Une infirmière qui s'évanouirait à la vue de la première vraie blessure! » La dame sévère lance, d'un air de ne pas y toucher, et comme si elle parlait au mur : « Nous pouvons choisir. Nous avons dix fois plus de demandes qu'il ne nous en faudrait. » Un monsieur intervient, plus conciliant : « Inscrivez tout de même : nous verrons après. »

Alors la jeune femme se raffermit, bien mieux elle s'exalte,

la voix changée, dans sa résolution. Elle sent que la partie se joue, qu'il s'agit d'un seul mot. Un peu de colère lui vient de n'être pas comprise. C'est le fond de son cœur qu'elle voudrait leur montrer. « Servir, oh ! servir! se donner toute ! » Et des mots éloquens lui montent aux lèvres, vibrans de douleur et d'emportement.

Un courant sympathique s'établit... Elle a trouvé le chemin des âmes, elle reconnaît sur les visages, tout à l'heure froids et ironiques, même douleur et même exaltation. Chacun pressent le déchirant secret de l'autre. Les mains se tendent. Le grand registre s'ouvre et la nouvelle enrôlée donne son adresse et son nom.

Réunion générale. — Encore de la pluie, mais par averses. Une énorme tente à plusieurs compartimens, près de baraquemens de fortune dans la cour de la gare des marchandises. On croirait une installation de cirque forain.

Sous la tente, assemblée plénière : quelques femmes du peuple et quelques isolées, puis toute une société. Les plus jolies dames, les plus riches ou les mieux considérées, des commerçans, des industriels, des magistrats, des professeurs, des docteurs, des prêtres. Tous se reconnaissent, se saluent, jacassent comme dans un des salons de la ville... si fort, même, que le *Bureau* se voit forcé d'intervenir plusieurs fois et très énergiquement pour établir un relatif silence.

Le *Bureau :* une dame et trois messieurs assis sur de mauvaises chaises devant une table de bois blanc. L'assistance est debout. A quelques dames vacillantes on désigne les uniques sièges vacans : des piles de sacs de grosse toile. Par les jointures de la tente, l'averse pénètre et l'on ouvre des parapluies.

On expose le but de l'œuvre, et c'est très simple : soigner, panser, ravitailler, réconforter les blessés des trains sanitaires qui, bientôt malheureusement, ramèneront de la frontière une partie de cette belle jeunesse dont les chants et les cris, parvenant au passage, évoquent par sursauts la terrible réalité, alimentent les larmes.

Pour assurer le service, trois dames, nuit et jour, veillent à l'infirmerie, à la lingerie, aux cuisines, avec trois hommes de garde, pour les protéger et les aider. Une heure avant le passage des trains sanitaires, de petits cyclistes de bonne volonté préviennent, dans leur demeure, les membres auxiliaires. Le

remplacement s'assure par un roulement régulier du personnel.

Exactitude militaire demandée. Obéissance scrupuleuse. Fidélité au poste, — même sous le feu des ennemis. (Ici la voix de l'orateur devient tonnante, son geste pathétique confirme les plus héroïques résolutions, et l'on applaudit chaleureusement, tout en se rappelant avec une secrète complaisance que 400 kilomètres de bonne terre libre séparent la ville de l'ennemi.)

Comme péroraison, la voix de l'orateur (une femme) se brise dans un sanglot... D'enthousiasme, les statuts sont approuvés, la liste des engagés se grossit d'adhésions nouvelles, les mains se serrent, le brouhaha recommence, puis un piétinement dans la boue, un moutonnement de parapluies reluisans d'eau, coulant par toutes leurs gouttières, et les assistans rentrent chez eux.

...On avait dit : « Le costume est de rigueur ! » Et c'était la préoccupation de chacune. Celles dont la garde commençait le lendemain, enfiévrées, soucieuses de bien faire leur entrée, couraient les magasins, mobilisant les couturières et les toiles avec cet enfantin plaisir que toute femme ressent à s'habiller de neuf, et qui fait que les veuves, les plus tristes veuves, savent encore draper coquettement les voiles noirs et les bandeaux sur leurs cheveux.

Costume d'infirmière : jolie vision, banalisée maintenant, mais douce quand même. Blancheurs d'anges, religieuses auxquelles on permettrait un brin de fantaisie sous la coiffe, fronts marqués comme d'une étoile par la petite croix de sang, fiancées, sœurs, épouses, mères, perdant, de par cet uniforme, le droit de n'appartenir qu'à un seul, et devenant toutes, sans âge, beauté, ni rang, les servantes de la Pitié.

Première nuit de veille. — Elles sont deux petites infirmières. La prise de service est à 18 heures (exactitude militaire). Par crainte d'arriver à 18 h. 02, ou à 18 h. 04, elles ont dîné hâtivement à l'heure où généralement on goûte, et les voilà, doublant le pas sur la route, un peu mal à l'aise dans leur toile blanche et leur voile, que tire le vent; intimidées surtout par les regards surpris, curieux toujours et parfois railleurs : elles sont les « premières » rencontrées... Elles se pressent, elles se pressent, ayant vu leur chef de service tourner la rue à quelques mètres en avant d'elles, entendent sonner des heures imaginaires à toutes les pendules du quartier, et

font leur entrée un quart d'heure trop tôt, ce dont on les félicite : « C'est si rare, chez les dames, » paraît-il,

L'infirmerie est pleine d'infirmières. Elles sont trois dames de garde, mais on ne s'en douterait pas. C'est un remue-ménage indescriptible. Des boîtes, des bocaux, des flacons, des cuvettes remplacent les sandwiches et les liqueurs fines sur le comptoir de marbre blanc. Des mains rangent, d'autres bousculent ce qui vient d'être rangé, des couvercles sont ouverts et fermés dix fois successivement, pour rien, pour le plaisir. Ces jeunes femmes éprouvent une griserie de nouvelles locataires.

Les visiteurs affluent : administrateurs, médecins, infirmières des hôpitaux de la ville, parens et amis. L'infirmière-major fait les honneurs de la maison : c'est une inauguration, un vernissage ; il y a tout le monde dans l'infirmerie... sauf les trois dames de garde qui se sont réfugiées sagement dans leur salle de veille.

Aux approches de la nuit, l'infirmerie se vide et les trois dames se trouvent seules. Au-dessus des vitres dépolies, des têtes de curieux se hissent, depuis la place. Du côté des quais, la porte grande ouverte laisse entrer une chaude vapeur de nuit d'été. L'éclairage est parcimonieux : la ville craint de manquer de gaz.

Elles sont toutes trois à se regarder, comme trois ombres évoquées, entre une rangée de cinq lits vides et le comptoir. Les bocaux ont des lueurs perverses ; ils attendent le magicien pour une scène d'incantation. L'atmosphère est étrange. Est-ce un conte ou un rêve? De quel culte sont-elles les célébrantes, en ce costume et dans ce décor? Chaque geste, en ces lieux, prend la valeur d'un rite. De peur de rompre le charme, les voix s'assourdissent et les pas glissent. Tout ne va-t-il pas s'évanouir?

Une torpeur douce les envahit. Pourquoi sont-elles là? Qu'y feront-elles? Cela n'est plus très clair. Elles jouent leur rôle dans le mystère muet des dames blanches, des lits vides, des lampes à demi mortes et de la profonde nuit d'été. Leurs idées se troublent : elles vivent une heure qui ne peut se situer, ni dans l'espace, ni dans le temps. Sont-elles des religieuses ou des pensionnaires au dortoir?

Un train passe. D'un grand frisson elles recouvrent conscience. Et chacune, en secret, sent la présence d'un qua-

trième personnage, un redoutable Inconnu qui vient prendre son rôle à côté d'elles, invisible, muet, aveugle et sourd. Chacune se sent guettée par son destin.

Pour cesser l'enchantement et maintenir la hiérarchie, l'infirmière en chef se croit obligée de commander quelques manœuvres inutiles : ouvrir et refermer les couvercles, tapoter les oreillers des lits; enfin, lasse d'imaginer, elle donne le signal de la retraite. Et les trois ombres s'assurent de toutes les serrures et se glissent à petits pas, sans bruit, sans bruit, jusqu'à leur salle de garde contiguë.

Là, trois fauteuils les attendent, et une table, où des mains bien intentionnées ont déjà déposé le manuel des infirmières et des exercices de piété. Des demi-cloisons de planches séparent leur cellule de toutes ses pareilles qui ont été aménagées dans la vaste salle d'attente.

Trois dames blanches... trois fauteuils... trois couvertures... Les heures s'étirent démesurément.

Les yeux à demi clos, elles suivent les bruits qui meublent le silence : les trois messieurs de garde, leurs voisins, discutent inlassablement; chez les officiers, leurs autres voisins, une porte claque ; des ronflemens de territoriaux se succèdent en mesure; des trains passent, sans trêve, mais tellement apaisés que les cris d'un soldat : « A Berlin! A bas Guillaume! » restent sans écho. Et la demi-somnolence vient, le sommeil enfin sur les trois voiles qui penchent...

Lorsqu'elles dorment tout à fait, un grand bruit à la porte, un réveil en sursaut, l'estomac chaviré, les paupières piquantes, et la bouche sèche. Les trois remplaçantes viennent prendre leur garde. Il est minuit. Avec elles entre un air glacé qui vivifie la petite salle, chaude et viciée comme un compartiment de train. Elles laissent pénétrer la fraîcheur avec délices. Une voix rageuse, sortie de la salle des officiers, les rappelle crûment à l'ordre :

« Fermez donc la porte, nom d'un chien ! Voilà qu'elles m'ont fait prendre un rhume ! »

Des accompagnateurs. — En moyenne, ils ont cinquante ans. Il leur faut presque un âge de tout repos... et puis les jeunes ne sont plus là.

Ils ont salué ces dames à la sortie de leur salle de garde, se sont enquis de leurs demeures, se les sont partagées, et les voilà

dans la nuit noire, chevaliers servans ou paternels gardiens, escortant à travers les rues, voire les faubourgs et même les routes, la respectable bonne vieille dame, la petite jeune femme fringante, bavarde et sautillante comme trois merles, ou la mélancolique forme noire, muette et rigide sous sa grande mante à capuchon.

Il y a de charmans vieux cavaliers qui s'offrent à porter le sac, le réticule ou les menus paquets. Ils s'ingénient à fleurir le temps de délicieuses banalités et jugent leur devoir accompli seulement lorsque le verrou est tiré, à leur nez, derrière leur protégée.

D'autres se prétendent ravis. Leur promenade forcée, ils la qualifient d'hygiénique, de sportive... ou de romantique, et s'extasient sur la fraîcheur de l'air, la pureté de la lune, le chant des crapauds et la sonorité des routes.

Il y en a qui marchent à grands pas, tirant à la remorque la grosse dame essoufflée qui roule comme un petit tonneau. Il est pressé de retrouver sa tasse de camomille et son lit chaud, et n'a que faire de paroles inutiles. A celui-là, justement, échoit la dame qui demeure à l'autre bout de la ville, presque aux champs. Minuit : deux kilomètres... la camomille sera froide... Brr !... Quel brouillard !... Il lève le col de son pardessus et met son mouchoir devant sa bouche. N'arrivera-t-on jamais ? Il ne sera pas couché avant deux heures du matin ! Enfin, voilà ! « Bonsoir ! — Bonsoir ! » Il salue sans s'arrêter, semant la dame plus qu'il ne la dépose au seuil de sa maison, et fait demi-tour avant qu'elle ait eu le temps de remercier.

Nuits de garde. — Les premières sont vides, désespérément vaines. Les équipes de trois remplacent régulièrement les équipes de trois. Et chacune a déjà son allure et ses habitudes vite nées.

Il y a l'équipe où l'on dort, vautré de tout son long, tout bonnement, sans élégance, sur les lits qui sont venus s'adjoindre aux trois fauteuils... et tout à fait sans élégance, puisqu'un beau jour on lit sur la muraille : « Prière d'ôter ses bottines avant de s'allonger. »

Il y a l'équipe joyeuse où l'on bavarde entre deux tasses de thé, grignotant les premiers potins de l'assemblée, riant si fort que du compartiment des officiers monte un : « Tonnerre ! Pourrons-nous dormir ? »

Pour compenser, une équipe de bonnes âmes pourvoit maternellement de café chaud ces messieurs de la gare, et ces messieurs les officiers, vers les minuit.

Ici les nuits se passent confortablement et dignement. On apporte ses pantoufles et des bas à tricoter pour les soldats.

Ici, les nuits sont tristes et muettes, chacune ayant au cœur assez d'ennui. Les plumes grincent sur d'interminables lettres; les fronts, sous prétexte de mauvais éclairage, restent penchés obstinément sur les feuillets où de grosses larmes font déteindre l'encre.

L'équipe-béguinage : atmosphère de presbytère ou de pensionnaires au couvent. Ces dames n'ont pas d'âge sous leur voile, avec leur front lisse et leur face sans sourire. Les gestes sont menus, les pas glissés. C'est l'équipe méticuleuse et précieuse entre toutes, qui range, époussète et classe inlassablement jusqu'à l'heure fixée pour le sommeil : neuf heures... Toutes les portes fermées soigneusement et silencieusement... Les voix s'assourdissent, au point que les trois voiles doivent, pour s'entendre, se pencher l'un vers l'autre comme des cornettes de sœurs... (Il ne faut pas gêner ces messieurs de la gare.) — Interminables dévotions, par demandes et par réponses, chapelet, litanies, invocations, les trois dames agenouillées devant les trois fauteuils, en triangle, les dos tournés. Et puis, installation correcte sur les trois fauteuils, les mains croisées sur les genoux et la tête bien droite, jusqu'au réveil...

La première alerte. — La salle d'attente est divisée en alvéoles par des demi-cloisons de planches. Sommeil de « nuit de veille, » à demi conscient, dans la petite cellule des infirmières; sourd bourdonnement de ruches des autres compartimens en travail; torpeur, déchirée soudain par un appel sonnant, comme un clairon, l'alarme : « Croix-Rouge! »

D'un bond, sans réfléchir, les deux jeunes femmes courent aux portes de l'infirmerie, le cœur battant, dans l'angoisse du premier contact avec un premier blessé de guerre... Chez les messieurs, leurs voisins, c'est une bruyante bousculade. Une voix crie : « Aux brancards! Surtout, pas d'affolement! »

L'infirmière en chef étudie son visage et se compose des gestes de maîtresse femme, à la hauteur des circonstances. Des ordres, d'abord, il s'agit de donner des ordres... A quoi servirait une infirmière en chef, si elle ne donnait pas d'ordres?

Donc, elle arrête l'élan des deux novices pleines d'un zèle qu'elle juge intempestif :

— N'ouvrez pas la porte avant que ces messieurs aient le temps de passer leur pantalon... Monsieur l'aumônier, surtout!

Monsieur l'aumônier, un vénérable prêtre, dort à un bout de l'infirmerie ; à l'autre bout, c'est l'important M. S..., pharmacien-infirmier. La vieille dame écarte pudiquement les deux jeunes imprudentes, risque un œil : M. l'aumônier est déjà en soutane. Quant à l'honorable S..., il ronfle béatement. Que faire? Des brancardiers, au dehors, heurtent déjà la porte... Tant pis! Les deux jeunes révoltées font irruption dans la salle aux lits blancs... La grande porte des quais s'ouvre... Voilà le Blessé.

Le Blessé, et sa suite... toute une « quadrille, » les officiers à manchon blanc, les messieurs de garde, les brancardiers, vexés de leurs inutiles brancards : le Blessé marche seul. Du moins, six bras le soutiennent ; c'est tout juste s'il n'est pas porté en triomphe : un blessé, enfin!

C'est un grand diable d'artilleur, abandonné par un train montant. Pas le moindre pansement. Pas une trace de sang. Il a tous ses membres! Les trois infirmières sont désappointées.

Il est assis au milieu de la salle. Les hommes font cercle. Les deux jeunes femmes agenouillées travaillent avec ardeur à extraire ses pieds des énormes bottes. L'infirmière en chef procède à l'interrogatoire.

Le pauvre bougre répond d'une voix pâteuse, l'air abruti et dégoûté : « Il a mal au ventre... Il vient de Chartres... » C'est tout ce que l'on peut en tirer. S..., enfin réveillé et habillé, prépare du bismuth, la tête hirsute et les yeux clignotans.

On décide qu'*Il* passera la nuit sur un des lits blancs. Pour une simple colique, Madame l'infirmière en chef déclare qu'*Il* a bien de la chance. — « Encore un qui voudrait arriver lorsque tout serait fini... »

En attendant, le malheureux dort d'un sommeil de plomb, vautré, anéanti. Il sent le cuir et la sueur. Les deux petites sont grondées parce qu'elles ont négligé d'étendre une toile cirée entre le drap et lui.

Avec attendrissement, elles le contemplent : Frère soldat! Quel sommeil! C'est un sommeil de guerre, déjà. Harassés, vaincus, ils dormiront n'importe où, tout équipés, sur le bord d'un fossé, dans la neige, dans l'eau... Frère soldat!

Soudain, un gémissement sourd, des cris, des convulsions : le malheureux se tord. — « Il est bien douillet, pour des coliques, » constate dédaigneusement la maîtresse infirmière. Les deux jeunes femmes sont indignées. Elles se mettraient à genoux devant ce grand paysan malheureux. Elles s'ingénient : « Si nous lui appliquions des serviettes chaudes sur le ventre ? » — S... secoué, réveillé, consulté, approuve d'un grognement sans tourner son visage obstinément dirigé vers le mur, en homme décidé à ne pas interrompre son sommeil pour si peu.

La vieille dame organise : l'une des aides chauffera la serviette, l'autre la portera — et se détournera pendant l'application. Car on ne pourra jamais accuser son service de manquer aux convenances. Ce n'est pas elle qui confierait à des jeunes filles un office dangereux pour la pudeur !

La nuit passe en tisanes, en compresses, en tapotages d'oreillers. O gloire ! le lendemain elles apprenaient qu'elles avaient soigné une crise d'appendicite... Comme cela aurait été vexant d'inaugurer par une colique, une vulgaire colique, leur beau cahier-journal ! Et de sa plus belle écriture, l'infirmière en chef couchera sur le registre tout neuf : « Étant de garde, nous, Mme P. de V... assistée de Mmes L... et C... avons recueilli cette nuit un artilleur du 4e corps atteint d'appendicite aiguë... Lui avons administré une potion au bismuth et des compresses chaudes... »

Quelques mesures pour rien. — Monotonie, monotonie, coupée de quelques rares alertes : un coup de pied de cheval, une crise d'épilepsie, une chute de coltineur, un pied ébouillanté, contusions, entorses, bobos insignifians, prétextes à pansemens modèles.

Le pansement au rite sacré ! L'opérateur lave et brosse interminablement ses mains qu'il tient écartées du corps, le pouce et l'index en l'air, tout humides, en attendant le moment d'intervenir... Une aide flambe la cuvette, et les ciseaux, l'autre prépare le membre malade... Eau bouillie, teinture d'iode... « Mademoiselle ! ce n'est pas la peine de flamber votre cuvette si vous en infectez le bord avec vos pouces ! » Vite ! vite ! les pièces de pansement... Les petites aides s'empressent, tenant les bandes, les compresses et le coton, comme un enfant de chœur les burettes. Religieusement, elles contemplent l'épanouissement d'un superbe spica, d'un beau huit de toile, autour

d'une entorse, ou d'un bandage de tête en « côte de melon. » O triomphe du pansement ! beau pansement élégant, moulé suivant les règles de l'art, pansement de dispensaire! Gloire des beaux pansemens exécutés avec tout le calme, tout le loisir voulu!

Les équipes luttaient et comparaient malignement entre elles la méthode de leur chef. On discutait le nombre de tours de bande qu'il fallait donner pour base à certains pansemens. O bavardage des premiers jours! Rien à faire. Rite de l'eau bouillie, rite des compresses, rites des bandes de toile et des carrés de tarlatane, pliage en deux, pliage en trois. Gestes toujours les mêmes dans la chaleur et l'odeur du formol!

Monotonie, monotonie — chaleur, formol ; formol, chaleur — entrecoupée de tasses de thé, de bavardages dans l'attente énervée d'un coup de téléphone qui ne retentit jamais :

« Allô !... de Reims... on vous signale un train de grands blessés pour 17 h. 02. »

L'APPRENTISSAGE

Le premier train. — Le premier train ne fut pas signalé. Il arriva dans la nuit du 15 août. Froid, pluie fine. Une demi-heure d'arrêt.

Aux cuisines on s'était lassé d'attendre vainement depuis quinze jours. Personne ne veillait. Pendant qu'une des dames se faisait forcer la porte afin de réchauffer bouillon et café, les deux autres prenaient contact.

Oh! ce premier contact! Nuit noire, wagons à bestiaux, lourde porte dure à ouvrir qui grince en roulant sur ses gonds. C'est très haut, on se hisse comme on peut avec les coudes et les genoux. Des territoriaux de bonne volonté suivent avec des lanternes.

Deux étages de civières, comme des hamacs de matelots; une tête ou un pied dépasse, des mains pendent : cela sent l'étable, le renfermé, le sang chaud, odeur fade qui fait tourner le cœur. Dorment-ils? On dirait des morts... Sur chacun, le brave homme dirige son falot; la jeune femme se penche, et doucement interroge. « Du bouillon? Du café? » — « C'est cela! » Réveillés un peu, ils tendent la main libre vers le quart brûlant où le bouillon fume; à petites gorgées, comme rêvant encore, ils boivent jusqu'à la dernière goutte... Ils ont si froid!

« Madame! Il y en a un, là, blessé aux deux bras... » Elle le découvre en marchant à quatre pattes sous les civières. Il est par terre, sur la paille. Agenouillée, elle soulève le pauvre visage pâle qu'elle appuie sur sa hanche, et doucement, soulevant sa tête, elle le fait boire d'un geste maternel et joli, tandis qu'il avance ses lèvres avec une grosse moue, comme un enfant.

Ils sont transis de froid. Celui-là, blessé aux jambes, a ses culottes fendues de bas en haut par les ciseaux pressés de l'ambulancier du front. Il est tout nu, glacé, rigide. Est-il mort? Un autre, là, gémit, le pansement défait. Celui-là crie que « ça coule. » Un autre tend un bras tuméfié : de chaque côté du pansement trop serré un gros bourrelet de chair tendue se gonfle. Les bords de la tarlatane séchée entaillent douloureusement la peau luisante et rouge.

Il y a tant à faire, et elles ne sont que trois! Alors, toute la gare les aide : soldats, employés, officiers. De l'infirmerie au train, du train aux cuisines, courses, trots, ordres, appels. Il n'y a plus d'âge, plus de sexe, plus de grades, tout le monde *sert*. Un commandant s'ébouillante avec un quart de grog brûlant. Deux territoriaux assistent sur la voie un pauvre éclopé que tourmentent d'affreuses coliques. On entortille les pieds nus dans tout ce que l'on peut trouver à la lingerie. Avec des épingles de sûreté l'on façonne deux bonnets de coton blanc en savates. Et pour celui qui n'avait plus de pantalon, le voilà plié dans un maillot de coton cardé, ligoté de bandes de toile. En trois quarts d'heure, tout est fini. Ils sont mieux, ils sourient.. Le train peut partir.

Les trois femmes haletantes se retrouvent à l'infirmerie, enfin close et calme. Un gros soupir dans le lit du fond, un bâillement de fauve, une face hérissée surgissant des mollesses d'un blanc oreiller : c'est M. S..., pharmacien, qui s'éveille après la bataille.

16 août. — Deuxième train. Il est annoncé deux heures à l'avance. Les petits cyclistes ont le loisir de parcourir la ville : tout le personnel est prévenu.

L'infirmerie est toute blanche d'infirmières. Répétition générale. L'infirmière-major, la grande maîtresse, est là. Point n'est besoin de son brassard rouge pour la reconnaître : les sourcils hauts, le bonnet en diadème, la voix tranchante et le geste sec... tout tremble. Point d'initiative privée, chacune à son poste!

Dans l'hilarité générale on amène le petit chariot à pansement : on n'a pas trouvé mieux qu'un landau d'enfant, sans capote, déguisé sous de la peinture grise et deux croix rouges. L'équipe de service y entasse bouteilles, boîtes, bandes, coton, cuvettes et plateaux. Cela ressemble à la petite voiture d'un buffetier de gare : « Brioches... croissans... petits pains ? » On s'extasie, mais au fond de soi chacun trouve l'objet un peu ridicule, et lorsqu'il s'agit d'une bonne âme pour la pousser, toutes invoquent d'excellentes raisons pour décliner l'honneur... D'office, on désigne la plus jeune.

De même, il y a peu d'empressement autour de la marmite aux compresses. Mais on se dispute l'honneur du plateau chirurgical. L'une s'empare triomphalement du pinceau à teinture d'iode, l'autre d'une carafe d'eau bouillie. L'on s'assure des dames interprètes. (Il y aura des prisonniers.)

— Le train, mesdames!

La procession s'ébranle : l'infirmière-major, le docteur, tout de lin blanc, les manches relevées comme un sacrificateur, les bras humides et les mains hautes, afin d'éviter les contacts impurs. — « Brioches, croissans, petits pains, » la voiture où les bocaux dansent, encadrée de jolies dames aux bras nus qui se sont assurées de la belle ordonnance de leur coiffure avant d'affronter les quais. L'officiante au plateau le tient, ce cher plateau, comme s'il devait recevoir la tête de Jean-Baptiste. Suit : la marmite d'eau bouillie, balancée entre deux autres dames; suivent : les mannes aux cuvettes; enfin, les femmes de service avec des seaux hygiéniques.

Il y a foule sur les quais : tout le personnel de la gare : officiers, G. V. C., chapelet de braves territoriaux. Tous les majors des hôpitaux auxiliaires, l'air goguenard. Tout le comité de la Croix-Rouge : directeurs, administrateurs, secrétaires. Tout le personnel des cuisines : les dames auxiliaires avec leurs mannes à provisions établies sur des tréteaux de bois, par petits postes, le long des quais. Les messieurs affiliés... et c'est tout. Le quai regorge. Il n'y aura plus de place pour les blessés.

Le train. Le premier train « officiel, » moitié wagons de troisième, moitié wagons à bestiaux.

Blessés, tous? oh! si peu! Aux bras, aux jambes, et si légèrement! A peine sales, poussiéreux, noirs du train, rouges du hâle... et si joyeux! « Ça marche! On les a! Ils filent comme

des lapins! Ah! nos 75! Quel bon travail! Les obus n'éclatent pas. Ils visent trop bas ou trop haut. C'est pour ça qu'on est touché aux jambes. »

Ils sont tous sur les quais, pas sages du tout, dévalisant presque les corbeilles de vivres. Et *rigolant* : « Ah! si ce n'est que ça, la guerre, pas vrai! »

A peine trouve-t-on quelques pansemens à consolider. Trop d'infirmières. C'est une foire de rouge et de blanc. La confusion est extrême. On bavarde! on se bouscule! C'est un bel après-midi très chaud. Un aéroplane survole la voie comme un épervier, très haut, dans l'air qui danse. Le ciel est poudré d'or. La joie est délirante. Ils en reviennent, ceux-là... ils ont vu... ils sont contens... On *les* aura! Noël! Noël! — Vive la France! — Les taches rouges et blanches des costumes grouillent indescriptiblement. Les beaux majors pérorent. Les territoriaux et les blessés se tapent de grands coups sur les cuisses... Il fait bon vivre!

Le lendemain, désagréable constatation : pour six cents blessés on a prodigué deux mille tablettes de chocolat...

Le service modèle. — A la fin d'une journée de la troisième semaine de guerre, un grand train de douze cents blessés fut annoncé. Il devait rester deux heures garé sur la voie des marchandises.

Tout le long des rails, des postes avaient été aménagés, un pour quatre wagons. Un grand baquet d'eau près d'une potence de bois où pendaient les essuie-mains ; des tréteaux supportant les mannettes pleines de vivres, tartines, chocolat, gruyère, biscuit, jambons, poires et sucre cassé; mannettes pleines de quarts et de cuillers à soupe; bidons énormes fumant de bouillon chaud et de café, bidons à grog, à lait, à vin. A chaque secteur, deux messieurs et deux dames auxiliaires.

Deux postes de dames infirmières accompagnant les docteurs à chaque bout du train, munies de leur voiture d'enfant et de leurs bocaux. Un poste central de dames lingères, chargées de serviettes de toilette, de mouchoirs, de chemises, de caleçons, de chaussettes de rechange que l'on avait ordre de distribuer parcimonieusement. Membres du Conseil d'administration circulant d'un bout à l'autre. *Boy-scouts*, en message continuel de l'infirmerie ou des cuisines aux petits postes. Des prêtres, des aumôniers, des dames visiteuses. Un cordon de territoriaux tout le long de la voie et des grilles d'entrée où la foule pal-

pitante s'écrasait, avide de contempler ceux des leurs qui revenaient de là-bas. Le crépuscule d'été. Les taches blanches des groupes de femmes échelonnées de poste en poste. De l'impatience. De l'anxiété. De la surexcitation. Et l'allégresse de sentir dans la nuit tombante palpiter au vent léger la légèreté du voile blanc, dans un rêve de gloire, de pitié et d'héroïsme... Douloureuse et fervente petite ambulancière, ô femme de France, mûre pour le dévouement suprême et le sacrifice total!

Le train se gare, — oh! lent, si lent! — à reculons comme une bête malade et précautionneuse; silencieusement, comme las déjà de tant de misère; un train long, long, long, qui n'en finit plus; si long que l'on doit le sectionner en deux tronçons sur deux voies; et dont l'arrêt, le plus amorti qu'il soit possible, propage de wagons en wagons un soubresaut pénible et gémissant, où l'on croit percevoir une recrudescence de souffrance dans les pauvres chairs torturées,

Quelques wagons de première pour les officiers (mais la plupart gisent parmi leurs hommes), quelques troisièmes pour les moins atteints, et les énormes wagons à bestiaux, les wagons à civière où déjà quelques-uns s'immobilisent dans la rigidité de la mort.

Engourdis encore dans l'habitude de leur faim et de leur douleur, « ils » restent moroses, répondant à peine aux invites des assistantes. Et puis, ils finissent par comprendre, gagnés par l'entrain communicatif de ceux qui les sollicitent avec des gestes vifs et de bons sourires tendres. Et les valides sautent à terre, courant au baquet d'eau. Ah! l'ivresse de l'eau, enfin! Le premier frais contact contre leur peau brûlante, leurs joues noires, leurs fronts où la sueur et le sang collent les cheveux, leurs pauvres mains gonflées sous la crasse et le cal, durcies comme du cuir, déjà, par quelques jours de vie errante!

Ceux qui portent un bras en écharpe (ou dont la manche vide et flasque révèle le membre coupé) regardent d'un œil d'envie les autres... qui ont deux bras. Timidement, d'abord, une jeune femme s'approche : « Si vous voulez que je lave votre main valide? » Il balbutie, intimidé aussi : « C'est bien trop sale! Ce n'est pas la peine! » Mais les deux petites mains se sont déjà emparées de la grosse main noire et barbotent de compagnie dans le baquet. Maintenant ils rient tous deux, et la jeune femme s'enhardit : « Allons! que je vous

débarbouille, maintenant! » Un peu rouge, il lui livre son bon visage qu'elle éponge tendrement, fraternellement, avec d'infinies précautions : « Au moins, je ne vous fais pas de mal? » Lui, se prend d'un gros rire : « Ah! vous pouvez racler, allez! » Il trouve qu'elle ne frotte jamais assez fort.

Enfin, la soupe, la bonne soupe, le bouillon, dans les quarts, brûlant... Ceux qui n'ont qu'un bras droit, on les installe sur le marchepied du wagon, une cuiller dans la main, leur soupe à côté d'eux. Les invalides, on les aide, à la becquée, comme de tout petits, en soufflant la cuillerée fumante.

Pain, chocolat, grog, café, lait, vin, le petit poste se vide. Les quatre wagons du secteur ne contiennent plus que ceux que leur mal immobilise. Les visages se détendent, les langues se délient. Réchauffés, restaurés, soulagés, ils se mêlent aux infirmières maintenant; c'est de nouveau la foule rouge, bleue et blanche, le bourdonnement et l'animation d'une foire.

Pendant ce temps, les docteurs passent, traçant le travail de leurs infirmières. Il y a toujours des pansemens défaits, des plaies à vif, des pansemens trop serrés, des hémorragies, des cas pressans. Ceux qui ne peuvent aller plus loin attendent sur des brancards leur transport aux hôpitaux de la ville. On panse dans les wagons, on panse sur les quais, des bras, des jambes, des torses, des têtes. Des lambeaux de toile maculée traînent partout, on piétine des tampons d'ouate, l'eau des cuvettes est rouge, les tabliers et les blouses blanches se tachent de sang, les doigts s'enfièvrent, les ordres s'exaspèrent, les aides ont à répondre à quatre demandes à la fois... Il y a tant à faire, et le temps est si court!

N'importe! En deux heures, tout le train est visité, et lorsque, de nouveau, s'ébranle le long convoi, ce n'est plus le pauvre train mort, le train accablé et silencieux de l'arrière. Toutes les têtes sont aux portières, des faces heureuses et consolées, des yeux brillans, de bons sourires. Un déluge de merci, un délire de cris, mouchoirs, bras, mains, képis, s'évertuant à témoigner une gratitude véhémente.

Et quand l'immense clameur partie d'un bout à l'autre du train les salue au passage : « Vive la Croix-Rouge! » la gorge contractée en un profond sanglot, elles se tiennent toutes là, près de leurs compagnons, debout, comme au port d'armes, tandis que les wagons défilent devant elles, *leur* train et *leurs* soldats!

QUELQUES SILHOUETTES

L'ÉVÊQUE. — Haute figure énergique. Aurait été chef de cité, au Moyen Age, debout sur les remparts, la mitre en tête, et la crosse à la main. Hôte assidu de l'ambulance. La tache violette que fait sa soutane devient populaire, sur les quais. Il ne manque le passage d'aucun train. Inépuisable source de médailles et de bénédictions, il soulève un enthousiasme indescriptible. Intrépide, volontaire, généreux, il encourage, électrise, vivifie. C'est l'*Évêque*. Le premier, à l'ambulance comme dans sa ville, comme devant l'invasion allemande... l'évêque de la bataille de la Marne!

Ne dédaigne pas, aux heures de grande presse, de mettre la main à la pâte, s'échaude plus d'une fois en passant des gamelles de bouillon brûlant, et se laisse bousculer avec bonheur par de petites infirmières courant en écervelées, un lourd bidon à chaque bras...

L'UN DES CHEFS. — Cheveux blancs, pâleur, politesse exquise et grande distinction. Donnant à chacune, par un simple salut, l'illusion d'avoir été remarquée et particulièrement appréciée.

L'âme, la tête, le bras. Le don de la présence simultanée aux cuisines, au conseil, sur le quai et dans les wagons. Le *Patron* avec une majuscule. L'homme sûr de lui-même, des autres, de sa tâche, de la guerre, de la France et de Dieu. Tranche immédiatement toute difficulté. Vous envoie promener en un tour de bras, et vous rappelle dix secondes après, avec un sourire éclatant...

LE DOCTEUR. — Long, maigre, affairé, si pressé toujours! Le corps un peu courbé, par habitude; les grands bras écartés en quête d'opérations. On ne peut se le représenter autrement que dépeçant, coupant, cousant, extirpant, grand sacrificateur, d'ailleurs parfaitement dévoué.

... Parfaitement dévoué, aussi, mais soucieux de ne pas se laisser déborder. Aime le travail propre et fini. Prudent, prudent, ne décidera rien qu'à propos. Le médecin des familles par excellence, le docteur « qui a fait ses humanités, » disert, modeste, un médecin comme on n'en trouve plus. Ennemi juré des microbes. Un peu distrait aussi : met dans la doublure de

son chapeau sa pince et ses ciseaux qu'il vient de flamber soigneusement.

Infirmières. — Courte, rougeaude, très bonne âme, le cœur sur la main, et si maternelle! On la croirait descendue du tableau de la « femme hydropique » de Gérard Dow. On ne peut se l'imaginer autrement qu'armée de bols de tisane, ou de gros oreillers ventrus plein les bras. Luisante, suante de graisse, d'application, de bonne volonté, décidée à soigner à tout prix, fût-ce sans eau, ni coton, ni toile. Sourde, de bonne foi, à tout principe d'hygiène trop rigoureux et pansant pour panser, aveuglément, sans envisager les conséquences, comme une bonne chienne lèche la patte coupée de ses petits.

... Svelte, blondie au henné, la lèvre rouge et le tour des yeux bistre. Coiffe savamment adaptée, quoique négligemment posée, fin tablier travaillé de jours, blouse assez longue pour ne point ridiculiser la silhouette, assez courte pour découvrir un modèle de jambe tendrement nuancée par une illusion de bas de soie, talons immanquablement Louis XV, enfin, l'infirmière gravure de mode ou réclame pharmaceutique. Se contente de suivre le docteur, un pinceau à teinture d'iode délicatement tenu par une main effilée, le petit doigt élégamment écarté. Ou bien distribue des cartes à écrire, ou des cigarettes, ou fait simplement l'aumône de sa jolie présence, n'oubliant pas, entre chaque train, de rentrer chez elle s'enduire à nouveau de rouge, de noir et de blanc.

... La coiffe en bataille, les poings aux hanches, le verbe haut, hardie, sans respect, sans pitié, sans peur ni reproche, apostrophant un général comme un simple tourlourou, pirouettant au nez de l'évêque; à toute heure partout, l'indispensable, l'enfant terrible. Bonne fille, au fond, dévouée, enragée de dévouement. Un peu de la cantinière vieux style, ou de la fille du régiment.

... Diplômée, oh! très diplômée, très suffisante, très digne. Accueille vos demandes d'explication d'un air de grande douceur méprisante, persuadée que vous êtes à jamais incapable de saisir les fins secrets de l'art. Possède des principes très arrêtés sur la façon de plier les compresses. Fignolera, pendant un quart d'heure, de beaux « épis » de toile bien réguliers autour d'un bras.

... Diplômée aussi, un long passé d'hôpital, de charité, de

dispensaire, mais bonne, simple et vraie. Votre sœur plutôt que votre maître. Une femme avec toute la douceur, toute l'intelligence, toute la vivacité, tout le dévouement. Suppléerait un médecin, mais ne rougit pas des plus humbles besognes. Noble visage. D'ailleurs fort jalousée.

DES BLESSÉS

L'Alsace, le Luxembourg, Dinant..., les trains descendaient, de plus en plus serrés, de plus en plus nombreux. On commençait à se rendre compte de ce que c'est que la guerre et de ce que c'est que *servir*.

Tout chauds, tout fumans de la bataille, ils arrivaient là, tels qu'on les avait ramassés sur la terre, ou tels qu'ils s'étaient jetés dans les wagons, dans la hâte et la terreur d'être oubliés. Il y en avait d'exubérans, de hâbleurs, de joyeux, gavroches parisiens ou loustics du Midi. Ceux-là riaient de tout, de leur mal, de leur accoutrement, de leur faim, de leur fatigue, du canon, des mitrailleuses, de la bataille et de la mort. Du beau rire français, de ce rire qui *les* exaspère, ce rire que nul étranger, même le plus bienveillant, ne peut comprendre... et qui nous vaudra éternellement cette épithète : « Le Français est léger. » O noble légèreté en face de *leur* lourdeur! Rire français qui monte aux lèvres comme aux joues d'une jeune fille le rouge de la pudeur! Rire français, qui pourra jamais comprendre tout ce que tu caches d'héroïsme, d'abnégation, de sérieux profond et de grande bonté? Rire français derrière lequel se retranche notre race, raffinement de coquetterie suprême, élégante humilité de celle qui sait sa puissance, mais, — voulant plaire, — cherche à se la faire pardonner, à la faire oublier en l'oubliant elle-même de la meilleure grâce du monde, et d'une entière bonne foi! Insouciance jolie, qui cache un froid courage et le souverain mépris du danger; inaltérable bonne humeur; acte de foi magnifique dans les destinées de la race, race des croisés, des chevaliers sans peur et sans reproche, race des poètes, race des saints et des héros! Rire français, triomphe de la spiritualité sur la matière, affirmation souveraine de l'être indépendant et libre qui traverse la vie comme un voyage et n'a de comptes à rendre qu'à Dieu!

Ainsi le rire monte-t-il, impalpable, cristallin, ailé, des

tranchées de la mer aux Vosges, comme l'odeur et le fumet de la bonne terre où gitent les louveteaux de France en attendant l'heure de la grande chasse. Ainsi palpite-t-il, grésille-t-il dans l'air léger, au-dessus du sillon des tranchées, comme le chant de l'alouette de Gaule, bien haut dans l'azur, hors de l'atteinte de leurs mitrailleuses, de leurs 420, de leurs bombes asphyxiantes, de leurs aéroplanes et de leurs zeppelins... haut, si haut, que toujours, — inventeraient-ils des appareils d'optique perfectionnés, — il resterait dans l'Invisible et le Mystère, pour leurs yeux de Teutons...

Ainsi riaient les premiers blessés dans leur grande misère. Et certes, elle était grande. Et jamais plus au cours de cette longue guerre ne se reverront de telles scènes qu'une organisation de fortune rendait quotidiennes, alors.

On avait vu passer les trains montans, trains de gloire, d'espérance, d'allégresse, trains de la Revanche, trains enguirlandés et fleuris, magnifiques trains hurlant *la Marseillaise*, charriant à flot notre belle jeunesse que nous t'avons offerte en holocauste, ô France, et que tu nous as prise pour l'offrir à Dieu... Trains de la voie montante, ceux qui vous avaient vus disparaître vers le redoutable Inconnu guettaient maintenant sur la voie descendante la première rançon de la gloire, les premiers déchets, les premiers vaincus... Et voilà qu'ils vous voyaient poindre, ô trains reconnus au passage, où lamentablement pendaient les fleurs fanées, où les branches de peuplier séchées encadraient, — comme un triste lendemain de fête, — les pâles visages et les corps abattus de ceux que vous aviez menés vers le divin Rêve...

. . . . . .

> Mère, voici vos fils qui se sont tant battus...
>
> . . . . . .
>
> Et voici le gibier, traqué dans les battues,
> Les aigles abattus et les lièvres levés,
> Que Dieu ménage un peu ces cœurs tant éprouvés,
> Ces torses déviés, ces nuques rebattues (1)...

Oh! le premier contact avec la triste réalité! Vaincus? Étaient-ils des vaincus? Dans leur dénuement, leur pauvreté,

(1) Ch. Péguy, *Prière pour nous autres, charnels.*

leur faim, leur soif et leur souffrance; étagés sur leurs civières, ou vautrés comme des moutons à l'étable sur la paille en litière, ou grelottans et ruisselans de pluie sur les wagons à bagage, les *trucs* découverts; déchirés, déguenillés, les uns sans veste, les uns sans chemise, les uns sans culotte; les pansemens maculés de boue, collés à leur peau, collés au drap de leurs capotes raidies par l'empois sanglant; mutilés, sans bras les uns, les autres sans jambe; entassés par vingt, par trente, sans médecins, sans infirmiers, au plus vite, confiés aux organisations des gares insuffisantes ou mal entretenues, ils parvenaient à cette ambulance, après deux ou trois jours d'un suppliciant voyage dont chacun gardait un hébétement dans la douleur.

Ceux qui les recevaient se sentaient le cœur crevé, l'âme ébranlée.

Eux, ne doutaient pas. En des sursauts de lucidité, les moribonds se redressaient : « Les vaches! on les a eus... la belle charge! » De merveilleux récits couraient de portière en portière, de la tête à la queue du train. Les yeux éteints s'avivaient de lueurs noires. Les masques de souffrance se virilisaient, et le vent des batailles enfiévrait comme hier les soi-disant vaincus, demain fiers à nouveau, debout, l'arme terrible! La colère et la soif de vaincre les altéraient plus que la brûlure de leurs plaies.

Ils réconfortaient l'âme de ceux qui venaient soulager leur corps. Le même refrain, partout, corrigeait toujours la fâcheuse impression que laissait un récit de lutte sans merci : *On les aura!...* Ceux-là n'étaient pas des vaincus.

... Seulement dans certains yeux tristes et doux, aux regards lointains, appartenant déjà aux visions d'outre-tombe, se lisaient d'infinies détresses et l'épouvante d'indicibles scènes d'horreur. Lents, sans une plainte, tristes et doux comme leurs yeux, ils exhalaient en des lassitudes suprêmes :

« Ne plus revoir ce que nous avons vu! »

José Roussel-Lépine.

(A suivre.)

REVUE LITTÉRAIRE

UN NOUVEAU LIVRE DE M. JOERGENSEN (1)

Il y a des pays où l'infernale propagande allemande est parvenue à nous représenter, nous Français, comme les suppôts du Diable; de sorte que la religieuse Allemagne accomplirait une mission quasiment céleste en détruisant ce repaire de l'impiété, la France. Or, il est manifeste que l'hypocrite Allemagne a déclaré la guerre à la France et à la Russie pour satisfaire sa cupidité ancienne et son vieil instinct de convoitise : la race de proie n'a guère changé, depuis le temps où Grégoire de Tours la maudissait. Toutefois, ses ruses ne lui réussissent pas mal si, dans plusieurs nations chrétiennes, certains milieux qu'elle a su tromper souhaitent encore le triomphe de la Germanie pour assurer le triomphe de la morale évangélique. Monstrueuse comédie, et qui trouve ses dupes!

Mais voici, du moins, un témoignage, et dont l'autorité ne sera pas contestée facilement. Un neutre, et dont la neutralité première n'est pas douteuse, M. Johannes Joergensen, dénonce l'imposture des Allemands : il la dénonce avec une éloquence indignée.

Si l'on dit, pour diminuer la valeur de son plaidoyer, que M. Johannes Joergensen est Danois et que le Danemark a été la première victime du pangermanisme, j'avoue que je connais peu le Danemark et ne saurais évaluer ses rancunes. Mais, quant à M. Johannes

(1) *La Cloche Roland*, par M. Johannes Joergensen, traduction de Jacques de Coussanges (Bloud et Gay, éditeurs). Du même auteur, *Le Néant et la Vie*, traduction Pierre d'Armailhacq; *Le livre de la route*, *Pèlerinages franciscains* et *Saint François d'Assise*, traduction T. de Wyzewa (chez Perrin); *Paraboles*, traduction de Mme Husson (chez Sansot).

Joergensen, je n'aperçois, dans aucun de ses ouvrages qu'une traduction française ait mis à ma portée, aucune trace de telle rancune à l'égard de l'Allemagne. Il me semble même que, jusqu'à ces derniers temps, M. Johannes Joergensen aimait l'Allemagne et l'aimait assez tendrement. Avant de venir au catholicisme, il a subi l'influence de Gœthe, celle de Heine, celle de ce Nietzsche, qui est Allemand, bien Allemand, quoiqu'on essaye maintenant de le dégermaniser, et qui est l'un des bons représentans de la mégalomanie allemande. M. Johannes Joergensen a été longtemps à l'école de la pensée allemande; et M. André Hallays n'a pas tort, quand il voit, dans le *Livre de la route*, de charmans « *Reisebilder* évangéliques. » A la veille de sa conversion, le jeune écrivain scandinave, délaissant la Scandinavie et M. Georges Brandes, part pour l'Italie; et c'est en Ombrie que la grâce le touchera. Mais il ne va pas en Italie tout de go : il flâne longtemps et avec plaisir en Allemagne. A Nuremberg, la Fontaine des Vertus lui montre l'Espérance et le Courage, la Foi et la Douceur, l'Amour et la Vérité, vertus admirables et toutes dominées par la plus haute des vertus, qui est la Justice. Un tel symbole lui paraît si important qu'il le médite et n'ouvre pas son parapluie, malgré l'averse; puis il s'en va, mouillé, mais content d'avoir reçu l'enseignement de Nuremberg. Il se promène à Anspach, à Rothenbourg-sur-la-Tauber. Les petites villes bavaroises lui donnent l'idée d'une vie douce et quiète, que l'humilité sanctifie. Il est au cœur de l'Allemagne ; « l'âme de la profonde et sentimentale Germanie » l'enchante. Au monastère de Beuron, dans la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, il passe un jour ou deux. Il fait ainsi connaissance avec la règle des communautés catholiques ; et il devine la force qui naît de la solitude. Or, ce n'est point au catholicisme qu'il attribue cette découverte et la révélation de cette vérité; mais il a cru entendre « une parole jaillie du cœur même de la race germanique. » Au moment de quitter l'Allemagne et de passer en Italie, le voyageur célèbre « l'Allemagne, la vaste et vénérable Allemagne qui va de Passau à Nassau, de Ratisbonne à Strasbourg, de Brême à Constance, l'Allemagne toute pleine de bière et de vin, de parfum de tilleul et de chants populaires, et de saucisses et de tavernes, mais aussi d'art et de foi, et de beaux lacs et de villes merveilleuses. » Le voyageur s'attendrit, quand ses « jours allemands » s'effacent derrière lui. D'ailleurs, ce qu'il a visité, ce n'est pas l'Allemagne nouvelle, industrielle et militaire; il a recherché les petites villes où se confine la vieille Allemagne : et, cette vieille Allemagne, il l'a vue à peu près

comme autrefois nos romantiques la voyaient, simple et honorable, et chaste buveuse de bière, si rêveuse! Il l'a vue avec une espèce de naïveté complaisante et comme si son maître Henri Heine ne l'avait point averti de chercher, sous les benoîtes apparences, les velléités de barbarie. Jacques de Coussanges, qui a traduit le dernier ouvrage de M. Joergensen, *La Cloche Roland*, dit que M. Joergensen fréquenta surtout le clergé rhénan et qu'il avait ses meilleurs souvenirs d'Allemagne dans les couvens et les églises. Ce voyageur était un pèlerin, même avant sa conversion décisive; et il était « en route. » L'Allemagne catholique le conduisait au pays du Poverello.

En somme, il avait de la gratitude à l'égard de l'Allemagne; et, quand la guerre a éclaté, il ne songeait pas du tout à renier sa gratitude.

Quand la guerre a éclaté, il songeait principalement à sainte Catherine de Sienne. Il songeait doublement à elle, en dévot sincère et en homme de lettres. Il préparait une *Vie de sainte Catherine*, qui a paru l'année dernière à Copenhague. Et il demeurait à Sienne, copiait des documens, des paysages, travaillait de son mieux. Sa *Vie de saint François d'Assise* révèle sa méthode. Il réunit avec beaucoup de soin tous les textes et il en fait judicieusement la critique. Il examine l'œuvre des érudits et il y démêle très bien la conjecture et la réalité. C'est un hagiographe malin. Puis il ne se contente pas de rédiger ce qu'il a finalement appris de plus authentique : l'érudit devient un poète, et qui « reconstitue » les scènes les plus émouvantes, les plus jolies... « Un matin, il y a de cela sept cents ans, dans la ville d'Assise un jeune homme qui commençait à renaître d'une longue maladie, s'éveilla de son sommeil de la nuit. Les volets de sa chambre étaient encore fermés. Un puissant rayon de soleil pénétrait dans la chambre close, par la fente des volets... » Probablement! Et l'auteur du *Saint François* invente, avec une délicate justesse, les probabilités menues de l'histoire. Il n'est pas de méthode plus gracieuse, ni plus imprudente. S'il faut l'avouer, je préfère l'histoire un peu plus modestement bornée à de moindres certitudes. Mais enfin, l'auteur du *Saint François* et de la *Sainte Catherine* essaie de limiter son imprudence ou de la bien diriger; il tâche de maintenir son imagination toute proche de la réalité que la critique lui procure. Il a, pour cela, besoin d'un silence parfait, d'une tranquillité parfaite; il a besoin de se recueillir, avec la seule pensée de saint François ou de sainte Catherine, loin, très loin des nouveaux tumultes et du divertissement moderne. Aussi la guerre qui a éclaté pendant qu'il était tout à

sa belle hantise de sainte Catherine, cette guerre l'importuna. Il souhaita de l'éconduire : « Je me cachai bien loin, je me cachai derrière toutes les montagnes bleues, je me réfugiai dans les siècles lointains... »

N'avait-il pas prévu la guerre? Ce n'était pas son affaire, au bout du compte!... Cependant, la guerre éclate ; et il se souvient des deux dernières soirées qu'il a passées en Danemark, l'année 1913. L'une de ces soirées, une séance où l'on traita de la sécurité danoise. A la tribune, « un poète » prononça des paroles d'inquiétude : il sentait venir les mauvais jours. Un jeune homme lui succéda qui démontra, et par des chiffres, l'impossibilité d'une guerre en Europe : quoi! c'est l'argent qui mène tout; et, pour la guerre qu'on redoute, il faudrait plus d'argent qu'il n'y en a dans l'univers! Le jeune homme positif se moqua du poète : « Mais de pareils raisonnemens ne font pas impression sur un esprit si élevé! Vous vivez dans le monde de l'imagination... N'est-ce pas, honoré monsieur, la guerre mondiale éclatera vers Pâques?... » L'assistance, rassurée, applaudit; et elle but : c'était la paix, il n'y avait pas de danger. A l'autre soirée, quelques étudians bavardaient. Et une femme, une « illustre comédienne, » soudain se mit à parler. Elle dit des choses variées, raconta son existence ; et puis la confession s'épanouit en prophétie : elle annonça de grands bouleversemens et affirma qu'on n'aurait pas à les attendre plus tard que l'année 1915. M. Joergensen compare cette prophétie d'une illustre comédienne à la première encyclique du « blanc vieillard » pontifical, où il est dit que « l'homme de péché, » l'ennemi de Dieu, le « sans loi » qui doit se manifester à la fin, vit déjà sous le soleil. Autant d'avertissemens : la guerre éclate ; et M. Joergensen se demande si « les derniers temps » ne sont pas venus.

« *Celui qui veut vivre avec cette pensée mourra d'horreur*... C'est ce que j'avais écrit, peu de jours avant que la guerre eût éclaté. Et je ne voulais pas mourir!... » Alors, il se cache derrière les montagnes bleues; il se réfugie dans les siècles lointains. « Je m'asseyais dans la tranquille et fraîche bibliothèque et je copiais, commodément et à loisir, un vieux manuscrit. Je faisais des promenades sentimentales dans les sentiers, où autrefois j'avais été heureux et où je rêvais de l'être encore une fois, encore une dernière fois, de jouir encore un peu du soleil d'octobre avant la pluie de novembre et les ténèbres de décembre... » Éluder, quant à lui, la guerre : ce fut le projet de M. Johannes Joergensen, l'automne 1914.

Éluder la guerre, si neutre qu'on soit!... Mais, un jour il reçut

deux lettres, deux lettres qui tombèrent sur sa table comme des bombes. Une lettre d'un ami belge : oui, la Belgique a été ravagée, la Belgique sans reproche, et ravagée par les hordes d'une nation qui devait protéger la Belgique, hordes bestiales et qui ont, de toutes parts, fait de la mort et des ruines. Sous l'autre enveloppe, il y avait l'*Appel au monde civilisé*, par les quatre-vingt-treize savans, artistes et littérateurs dont l'Allemagne était le plus fière. *L'Appel*, à première vue, M. Joergensen le prit pour une réclame de négocians ; et il le jeta dans sa corbeille à papiers. C'est là qu'ensuite il le repêcha. Et il le lut, avec émoi.

Il lut aussi pas mal de volumes qu'on a publiés pendant les premiers mois de la guerre, *le Rapport sur la violation du droit des gens en Belgique*, *les Atrocités allemandes en Belgique*, les récits des témoins, les documens officiels : et il eut l'effroi, l'horreur, le dégoût de ce qu'il apprenait ainsi. D'autre part, une brochure allemande lui apporta ce pathétique propos de M. Stipberger, chapelain de la cour munichoise : « C'est un chemin dur et abrupt que suit le peuple allemand, le grand bienfaiteur du monde civilisé et le libérateur sublime. Dans les ténèbres du Vendredi-Saint, on entrevoit la clarté du matin de Pâques ; dans les heures sombres de la guerre, les oriflammes du triomphe. A présent encore, la croix pèse sur ses épaules ; il souffre encore le plus cruel des Golgotha. » Diable ! si l'on ose ainsi parler ; voilà le peuple allemand comparé à Jésus-Christ, et par un prêtre catholique, lequel ne doute pas que Jésus de Nazareth fût le Dieu vivant, lequel ne doute pas que Jésus de Nazareth ait porté la croix, sur le chemin du Calvaire, pour le salut de tous les hommes ! Le peuple allemand serait donc le nouveau Christ, à moins que l'on ne veuille considérer comme un blasphème l'analogie trouvée par le chapelain de Munich. Et l'on hésite, avant de condamner si durement le saint homme.

Ou bien faut-il considérer comme des impostures les affirmations si nettes et terribles des gouvernemens belge et français?

M. Joergensen avoue son embarras. Et l'embarras de M. Joergensen prouve l'habileté, la subtile rouerie de la propagande allemande. Ces fameux organisateurs de duperie avaient mobilisé tous leurs apôtres, catholiques, protestans et libres penseurs, un Stipberger, un Ehrhard, un Haeckel. Un catholique tel que M. Joergensen était sensible tout particulièrement au sermon du chapelain Stipberger et déjà murmurait : « O peuple allemand, peuple patient, peuple souffrant, peuple crucifié, libérateur du monde, nous penchons la tête, silen-

cieusement recueillis, remplis de vénération pour la croix sur laquelle tu as voulu souffrir!... » Mais, dans l'incertitude, M. Joergensen recourut à la méthode la meilleure : il étudia les documens du procès. Car, en définiitve, c'est un procès, le procès d'un peuple. Et M. Joergensen, comme Pilate, avait à juger le nouveau Christ : il n'allait pas laisser calomnier ce juste et se laver les mains.

Il entendit avec patience les avocats du peuple allemand, les illustres Quatre-vingt-treize. Et les Quatre-vingt-treize, tout d'une voix et par six fois, s'écrièrent : « Il n'est pas vrai... ! »

Premièrement, *il n'est pas vrai* que l'Allemagne ait provoqué la guerre. L'Allemagne était pacifique; l'Empereur apparaissait comme l'aménité, la mansuétude même. Mais il a bien fallu que le peuple allemand se levât, quand de grandes Puissances, guettant aux frontières, attaquèrent de trois côtés le territoire de la Germanie !... De grandes Puissances ; de trois côtés : M. Joergensen prend une carte. La Russie ? Non; c'est un fait : le 1er août 1914, l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie. L'Autriche ? Alliée de l'Allemagne. La Suisse ? Neutre. La France ? Eh ! l'Allemagne lui a déclaré la guerre le 3 août 1914. Donc, les grandes Puissances qui guettaient l'Allemagne aux frontières, c'est la Belgique ! « C'est la Belgique qui a franchi les frontières allemandes ; c'est la grande, forte Belgique qui a fait irruption dans la petite Allemagne neutre et dont elle avait, en son temps, garanti la neutralité. La Belgique, de son poing ganté de fer, repoussa l'armée allemande héroïque, mais moins nombreuse. Elle entra victorieusement à Aix-la-Chapelle. Ensuite, l'armée belge marcha sur Cologne, bombarda la ville et sa cathédrale gothique, que nous aimons tous ; ils la réduisirent en cendres, ainsi que Saint-Gédéon, les Saints Apôtres et Sainte-Marie-au-Capitole. C'est ainsi que les choses se passèrent! Ou ne se passèrent-elles pas ainsi? Et, s'il en fut autrement, où sont les trois brigands qui attaquèrent l'Allemagne ? Les Quatre-vingt-treize les ont vus ; mais où ? » Cette manière d'ironie n'est pas l'usage habituel de M. Joergensen. Il y a, dans tous ses livres, une douceur exquise, et qui serait un peu fade peut-être si elle ne s'embellissait de poésie. Du temps qu'il était radical, auprès de M. Georges Brandes, je ne sais s'il avait la violence d'un polémiste; mais, aujourd'hui, le disciple du Petit pauvre d'Assise est un homme qui, sans effort et tout simplement, pratique les vertus de bienveillance et d'amitié. Ses ouvrages ressemblent aux *Fioretti*. Soudain, le voici fort en colère. C'est qu'on a prétendu le tromper. On l'a pris pour un sot ; et il se fâche : le premier *il n'est pas vrai* n'est pas vrai !...

Deuxièmement, *il n'est pas vrai* que l'Allemagne ait violé la neutralité de la Belgique. Cependant?... Non : la France et l'Angleterre avaient résolu de la violer ; et la Belgique le voulait bien !... Aussitôt, M. Joergensen se souvient de son pays natal : « Nous aussi, en Danemark, nous nous sommes fiés à un paragraphe. Le nôtre était le paragraphe V ; celui des Belges était le paragraphe VII : ils ont une égale valeur pour les Allemands ! » Et il cite les conventions qui ont garanti la neutralité de la Belgique : textes parfaitement précis et qui ne laissent aucune incertitude, aucune occasion de chicane... « Oui, répliquent les Quatre-vingt-treize, nous pouvons aussi étaler notre science ; nous avons toute une bibliothèque où la trouver, soit dans Rivier, soit dans Holtzendorff. Mais, pour citer Méphistophélès, grises, chers amis, sont toutes les théories. Nous savons, messieurs, que la France et l'Angleterre étaient décidées à violer la Belgique et nous savons que la Belgique ne s'opposait pas à la violation. Il en est comme de certaines filles vertueuses qui crient qu'elles ont été outragées ; oui, par celui qu'il ne fallait pas : c'est pourquoi elles sont si scandalisées. Ah ! ah ! ah ! Là-dessus, deux bocks ! Buvons toujours un coup, monsieur le conseiller intime : avec la bière, tout s'explique !... » Et, il n'y a pas longtemps, M. Joergensen avait une autre façon de traiter l'Allemagne, toute pleine, disait-il, de bière et de rêverie. Ces faux rêveurs l'ont déçu ; ces buveurs de bière l'ont offensé. Il a reçu avec indifférence l'Appel des Quatre-vingt-treize ; il a commencé de le lire avec sérénité. Maintenant, il renonce à toute patience : il a vu la fourberie. La fourberie et le sacrilège, quand les orateurs du mensonge intitulé *La vérité sur la guerre* adressent aux peuples de la terre ce discours : « Écoutez, peuples de la terre. Nous croyons en un Dieu éternel et nous nous fions au jugement des hommes justes et sages !... » Il leur répond : « Malheur à vous, hypocrites et sépulcres blanchis ! Vous jouez la mascarade la plus osée que le monde ait jamais vue. » Il a peine à contenir sa fureur honnête : « Mais tais-toi, mon cœur ; la mesure de leur péché n'est pas encore remplie : les quatre-vingt-treize anges du mensonge n'ont pas encore répandu sur la terre les six coupes de leurs démentis ! »

Troisièmement, *il n'est pas vrai* que les soldats allemands aient tué des Belges, hors le cas de légitime défense : qui a tiré sur les soldats allemands, qui a mutilé les blessés allemands, qui a tourmenté, massacré les médecins allemands ? la population belge !... M. Joergensen refuse d'admettre la « légitime défense » des envahisseurs. Les documens qu'il a entre les mains l'autorisent à nier les

« atrocités » que les Allemands reprochent à leurs victimes. Certes ! Mais il admire le sincère étonnement des envahisseurs qui s'attendaient qu'on les reçût à bras ouverts ; et il se demande quel droit ont les Allemands à exiger de n'être ni détestés ni méprisés. L'orgueil allemand tourne ici à la fatuité ridicule. M. Joergensen se moque de ces drôles. Puis : « Je ne peux continuer à parler de ces choses avec ironie ! C'est par trop incroyable, ce que les écrivains qui tiennent la plume au nom de l'Allemagne se sont permis de calomnies à l'égard d'un peuple qui, au pire, a combattu pour son pays, pour son foyer, contre un agresseur plus fort. Qu'était-ce donc qu'André Hofer et ses Tyroliens, sinon des francs-tireurs, un peuple en armes pour se défendre à la vie et à la mort ? Leur nom est en honneur ; Hofer est un héros : mais, si les Belges font ce que les Tyroliens ont fait, ce sont des assassins !... » Or, qu'ont-ils fait, ces francs-tireurs et assassins de Belgique ? M. Joergensen examine les racontars connus sous le nom de « preuves allemandes : » il observe que, dans tous les récits allemands, ni les lieux ni les gens ne sont expressément désignés. Dans un village..., un soldat... Quel village ? et quel était le nom du soldat?... Un monsieur d'Aix-la-Chapelle a été tué... Le nom du monsieur ? sa profession ? son âge ?... « On ne témoigne pas ainsi de la vérité ; on n'apporte même pas ainsi un faux témoignage : il faut un peu plus !... » Les documens belges sont d'une autre qualité : leur exactitude contrôlée est incontestable. Eh bien ! le 3 octobre de l'avant-dernière année, après Surice et Andenne, après Dinant, Tamines, Termonde et Louvain, les Quatre-vingt-treize ont affirmé, sur leur honneur et leur nom, que la Belgique n'avait pas été livrée au meurtre, à l'incendie, à l'indignité : « que sont maintenant leur nom et leur honneur ? »

Quatrièmement, *il n'est pas vrai* que la rage allemande ait détruit Louvain. Sans doute, nous avons dû, « le cœur navré, » bombarder un quartier de la ville ; mais le célèbre hôtel de ville, nos soldats, « au péril de leur vie, » l'ont préservé des flammes : et, en définitive, si artistes que nous soyons, nous préférons à toute œuvre d'art la victoire allemande ! Et enfin, ces gens de Louvain sont des furieux !... M. Joergensen a passé des mois à Louvain, jadis. Il a connu, très bien connu, ces gens de Louvain, tranquilles comme leur antique cité. Parfois, le soir, des étudians parcouraient les rues, chantant *la Brabançonne :* et c'était là tout le vacarme de Louvain. Mais, au mois d'août, les étudians sont en vacances ; au mois d'août, lorsque les Allemands arrivèrent, il n'y avait plus à Louvain qu'une population

de fonctionnaires, de rentiers, de retraités et de prêtres, de religieux de nonnes. Les gens de Louvain, des furieux ? « On ne peut s'empêcher de rire, en lisant cela. Seulement, c'est un rire qui devient un sanglot, si l'on pense à tout ce que la plus innocente des cités a dû souffrir; et c'est un rire qui devient une haine frémissante. Mais, mais, il y a un Dieu et le sang versé à Louvain crie vengeance au ciel plus haut que le sang d'Abel ! »

Cinquièmement, *il n'est pas vrai* que les Allemands, à la guerre, méprisent le droit des nations civilisées; les soldats allemands n'ont point à se reprocher un crime de « cruauté indisciplinée. » Allons ! ceci est pire : la cruauté disciplinée ; et quel aveu !

Sixièmement, *il n'est pas vrai* que notre militarisme se distingue de notre « culture; » l'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. — Tant pis pour le peuple allemand ! — Mais les Quatre-vingt-treize, en concluant, se réclament de leur Gœthe, et de leur Beethoven, et de leur Kant... « Qu'est-ce qu'un Beethoven et un Gœthe peuvent avoir à faire avec ceux qui brûlèrent Louvain et bombardèrent Reims? » Kant ? « Mais un Eucken et un Wundt doivent pourtant savoir que, le testament de Kant, sa pensée pour l'avenir, c'était les États-Unis d'Europe et la paix perpétuelle ! Pourquoi alors rappellent-ils sa grande ombre du royaume des morts? »

Les six démentis allemands, M. Joergensen les a réfutés avec entrain. Six fois, il a surpris l'astuce des avocats frauduleux et il leur a vivement rabaissé leur caquet. Sa critique est fine, adroite. Elle est passionnée ; mais passionnée, après la découverte des mensonges : équitable, d'abord. L'auteur de *la Cloche Roland* ne désirait pas de trouver les Allemands coupables. Il n'avait contre eux aucune haine; et peut-être n'avait-il pas, pour notre pays, une amitié particulière. Je n'en sais rien; je crois pourtant que cette amitié particulière, s'il l'avait éprouvée, on la sentirait dans ce livre qu'il a écrit pendant la guerre, pendant la douleur et pendant l'héroïsme de la France. « Cette noble France, cette chevaleresque France, dont l'art... » etc. Et : « ce peuple de fine culture... » Oui, nous lisons ces mots aimables, dans *la Cloche Roland;* mais l'auteur de *la Cloche Roland* les attribue à son interlocuteur allemand : c'est un Allemand qui affecte de prononcer ces mots aimables, pour donner à entendre que l'Angleterre a fait tout le mal. M. Joergensen plaint amèrement le martyre de la Belgique; et, le martyre de la France, il ne l'ignore pas, mais il le néglige, ou il a l'air de le négliger. Peu importe ; et, en quelque façon, cela vaut mieux, si l'impartialité de ses jugemens est ainsi plus

manifeste. L'année qui a précédé la guerre, M. Joergensen assistait, à Metz, au congrès du Centre allemand. Donc, il était l'ami des catholiques allemands. Par exemple, il était l'ami de l'éminent M. Erzberger, député, l'un des personnages du Centre allemand ; l'ami de ce surprenant bonhomme qui, dans les premiers mois de la guerre, appelait éperdument les chimistes à la rescousse et les suppliait d'inventer une drogue « pour anéantir Londres tout entier. » Londres? Cela ne suffisait point aux vaillans désirs du très pieux bonhomme : il demandait qu'on eût le moyen de « déverser une pluie de feu sur le sol anglais. » Il ajoutait : « Tous les moyens sont bons ! » Et il s'écriait : « Pas de sentimentalité ! » M. Joergensen semble n'avoir pas lu cet Appel aux chimistes, de son vieil ami le député catholique Erzberger : il n'en fait pas état. Mais, à défaut de l'Appel aux chimistes, qui réconciliait le catholique Erzberger avec l'athée Ostwald, l'Appel au monde civilisé permettait à M. Joergensen de s'instruire. Ce n'est pas un ami de la France et des Alliés qui juge l'Allemagne : c'est un ancien admirateur de l'Allemagne qui revient de son erreur. Et, plutôt encore, c'est un chrétien, que des hypocrites ont déçu.

Il croyait l'Allemagne sincèrement et profondément religieuse. Il approuvait que les catholiques fussent « en bonne situation » dans ce pays protestant ; que le gouvernement montrât de la clémence à leur égard, et beaucoup plus que de la clémence, de la sympathie ; et il appréciait, en Guillaume II, le bienfaiteur des bénédictins, hélas ! « tandis que la France persécute le catholicisme, chasse les religieux et les religieuses, enlève la religion des écoles. » Avant de s'être informé, sans doute aurait-il admis volontiers cette parole qu'il prête à l'un de ces Tartufes : « En vérité, il faut être aveugle pour ne pas voir où l'on combat au nom du Christ, et où l'on ne combat pas en son nom ! » Et l'archevêque de Fribourg a dit : « Nombreux sont les ennemis qui nous environnent. Mais nous nous fions à la justice de notre cause et à l'aide de Dieu. » L'évêque d'Osnabrück a dit : « De notre côté est le droit. C'est pourquoi Dieu est aussi de notre côté. Quand Dieu est pour nous, qui peut être contre nous ? » L'évêque de Rottenburg a dit : « Dieu est avec nous, comme il est écrit sur le heaume de notre pieuse armée ; et nos soldats sont les lutteurs de Dieu qui, au nom de Dieu et avec la grâce de Dieu, ont accepté la lourde tâche de la guerre. » Solennelles affirmations de prélats catholiques, et bien dignes d'être colportées : la propagande impériale les a publiées dans tout l'univers catholique ; il est certain qu'elles ont eu de l'influence. Et M. Joergensen réfute, catholique fervent qui

s'adresse à des catholiques, les deux évêques et l'archevêque de Germanie : « Je réponds à cela : le royaume de Dieu ne consiste pas en paroles, mais en vertus. Je réponds à cela par la plainte du prophète au nom de l'Éternel : ce peuple m'honore des lèvres, mais son cœur est loin de moi. Je réponds que le disciple de Jésus n'est pas celui qui crie : Seigneur ! Seigneur ! mais celui qui fait la volonté du Père céleste. Il y a dans l'Évangile une parabole où il est question d'un homme qui avait deux fils. L'un disait à son père : je veux faire ta volonté. Il alla, et ne la fit pas. L'autre refusait d'obéir ; mais il alla et fit ce que le père lui avait ordonné. Lequel des deux était le vrai fils ? demande Jésus. » Et peut-être ai-je tort de supposer que M. Joergensen n'a pas beaucoup d'attention pour la France...

Il a réfuté l'archevêque de Fribourg, les évêques de Rottenburg et d'Osnabrück ; et, pour se garantir, il a les paroles de l'Évangile. Mais enfin, l'autorité des deux évêques et de l'archevêque ne lui eût-elle aucunement imposé ? Il ne les accuse pas de fraude volontaire. Ces prélats allemands demeurent dans leurs tranquilles et agréables palais épiscopaux, loin de la guerre et, aux heures de repas, « rompent le pain que leur procure un gouvernement protestant : » bref, il ne s'agit pas de les mépriser, ni seulement d'être, à leur égard, trop sévère. Ils ne savent pas ; ou ils ne savent guère. Et, quoi qu'il en soit de l'erreur où leur discernement succombe, il y a un autre prince de l'Église catholique, un évêque, primat du pays des martyrs, qui a vu sa cathédrale tomber sous les obus des Barbares et qui, du milieu des ruines, élève sa voix incontestable. Pour la Noël de l'année 1914, le cardinal archevêque de Malines écrivait : « Lorsque, le 2 août, une Puissance étrangère, confiante dans sa force et oublieuse de la foi des traités, osa menacer notre indépendance, tous les Belges, sans distinction ni de parti, ni de condition, ni d'origine se levèrent comme un seul homme, serrés contre leur Roi et leur gouvernement, pour dire à l'envahisseur : tu ne passeras pas ! Du coup, nous voici résolument consciens de notre patriotisme : c'est qu'il y a en chacun de nous un sentiment plus profond que l'intérêt personnel, que les liens du sang et la poussée des partis ; c'est le besoin et, par suite, la volonté de se dévouer à l'intérêt général, à ce que Rome appelait la Chose publique, *res publica !* » Il est impossible de concilier les déclarations de l'archevêque de Malines et les déclarations des prélats allemands. Il faut choisir. Et M. Joergensen a choisi.

Le mandement du cardinal Mercier le mène à des conclusions que voici. La Belgique s'est dressée contre l'envahisseur au nom du droit,

que la mention de Rome certifie : Rome antique et Rome nouvelle ; la notion du droit que Rome antique a élaborée se confond avec le précepte de justice que représente Rome chrétienne. Or, l'Angleterre n'est pas entrée dans le conflit pour un autre motif que sa volonté de maintenir le droit. Si l'on en doute, qu'on relise la conversation terrible du 4 août 1914, dont les interlocuteurs furent l'ambassadeur de la Grande-Bretagne et le chancelier de l'Empire allemand. L'ambassadeur de la Grande-Bretagne refusait toute incertitude relative aux engagemens pris ; le chancelier de l'Empire allemand plaçait bien au-dessus de la fidélité aux engagemens pris l'intérêt de l'Allemagne. Les nations qui se sont réunies contre la déloyauté allemande forment la coalition du droit contre la force impertinente. Les Alliés s'appellent Rome et s'appellent le Droit ; et l'Allemagne, qui était la force, est aujourd'hui la force prête à chanceler devant le Droit. « La Germanie contre Rome : c'est une formule qui contient l'essence de la guerre mondiale. Une culture (la culture allemande) fondée sur le sentiment, sur la passion, sur l'arbitraire et l'égoïsme contre une culture fondée sur la raison, sur la réflexion, sur la volonté réfléchie et sur l'altruisme. Une culture païenne, pour dire le mot suprême, contre une culture chrétienne ! »

Au bout de son enquête impartiale, M. Joergensen arrive à l'authentique vérité. Il a écarté les nuées que la propagande et la subtile manigance des Germains avaient accumulées autour de la vérité. Il a débrouillé cette vérité : la Germanie continue la sauvagerie ancienne ; le christianisme ne l'a pas civilisée. Elle est, pour ainsi parler, antérieure à la civilisation chrétienne ; et elle dure, en son état de barbarie que les siècles n'ont pas disciplinée. Elle est païenne et l'ennemie de la religion qu'elle fait semblant de venger. Les soldats allemands, en Belgique, se sont acharnés contre les églises, les prêtres ; ils ont souillé les sanctuaires, profané les objets du culte. Et ils criaient : « A bas le catholicisme ! » L'archevêque de Fribourg n'y peut rien, ni l'évêque de Rottenburg, ni l'évêque d'Osnabrück. L'imposture allemande se dévoile ainsi. Et l'auteur de *la Cloche Roland*, c'est un homme que l'Allemagne avait séduit, que le sacrilège soudain scandalise. Il a crié au scandale ; et on l'entendra.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

PHYSIOLOGIE DE L'AÉROPLANE

Avant la guerre déjà, il n'était personne dans le public qui ne fût enthousiasmé des progrès stupéfians de l'aviation, étonné de ses promesses, rêveur devant son avenir. Dans ces sentimens il y avait quelque chose d'un peu mystique ; l'avion avait réappris aux foules à lever leurs regards vers le ciel, vers cette petite bulle d'air qu'est l'aérosphère, vers cet azur qui, parce qu'on n'en voit pas la limite pourtant bien proche, a évoqué de tout temps l'idée de l'infini. On l'avait désappris, ce geste, qui n'est, quoi qu'en pense Ovide, nullement spontané chez l'homme ni conforme à sa conformation vertébrale ; il faut en effet que le tendre poète latin ait été curieusement réfractaire au torticolis pour croire que l'*os sublime* est réellement et naturellement humain.

Les merveilles accomplies par l'aéroplane, ses « performances, » comme on dit dans un certain argot, que la guerre a amplifiées et fait rebondir sur son dur tremplin, les vitesses et les altitudes atteintes par l'aviateur, les poids qu'il emporte, les trajets immenses qu'il parcourt, les culbutes même qu'il est capable de faire impunément et qui défient audacieusement la pesanteur, tout cela a dépassé beaucoup ce qu'on avait rêvé. Dans l'espace millénaire et pourtant bien bref qui s'étend du rêve puéril d'Icare aux exploits de nos modernes pilotes de l'air, il y a tout ce qui sépare le mythe du réel, l'espoir de la possession, la fiction de l'être. Et, comme chaque fois qu'on aborde dans un de ces havres superbes que la science a creusés, l'antithèse ici n'est nullement en faveur de la légende, et la réalité monte à des hauteurs où n'avaient point atteint les ailes dorées de la fantaisie.

Rien à mon sens ne montre mieux l'infirmité du pauvre cerveau humain, que son incapacité de concevoir, même lorsqu'il ouvre toutes écluses à l'imagination, des choses qui ne se trouvent quelque jour pauvres et puériles à côté de ce que la réalité enferme dans son flanc insondable. D'un autre côté rien ne montre mieux la puissante grandeur de ce cerveau que son pouvoir de réaliser toujours plus qu'il n'avait rêvé... Ainsi, selon l'angle visuel et selon l'humeur du moment, on peut humilier ou glorifier le bipède humain! C'est un double soin dont les moralistes se sont à l'envi très prolixement acquittés depuis toujours. Aussi bien s'agit-il ici de physique et non de morale.

***

A propos de l'étourdissante progression de la navigation aérienne, on a écrit maintes fois qu'elle avait pris la science au dépourvu, qu'elle n'était que le fruit de l'empirisme et que les savans n'étaient arrivés à la rescousse avec leurs x qu'après la bataille, comme les carabiniers d'Offenbach. Rien n'est plus faux. La théorie complète de l'aéroplane a été mise sur pied par les Cayley, les Pénaud, les Chanute, les Langley, les Ader, — noms dignes de plus de célébrité qu'ils n'en possèdent, — bien avant la réalisation qui ne dépendait que d'un progrès pratique lié lui-même à de hautes questions de théorie : le moteur léger.

Uniquement sportive avant la guerre, c'est-à-dire sans application pratique réalisée, l'aviation a pris, au cours de celle-ci, une importance sans cesse grandissante, dont nous expliquerons les causes et les effets. L'avion s'est révélé comme un engin de guerre sans égal par la multiplicité des rôles militaires qu'on peut lui assigner, et les changemens qu'il a introduits dans les anciens modes de combat. Enfin de tous les moyens de locomotion connus, traction animale, traction mécanique, terrestre, aérienne, ou marine, il se trouve être le seul qui ait été jusqu'ici utilisé uniquement dans l'art de la guerre.

Le moment nous paraît donc venu d'examiner en y mettant toute la concision compatible avec une nécessaire clarté les questions suivantes : Qu'est-ce qu'un avion? Pourquoi et comment fonctionne-t-il? Quelles sont en conséquence les diverses modalités réalisables et déjà réalisées de son emploi à la guerre.

J'aborderai d'abord la première de ces questions. Mais, au lieu de commencer par l'étude scientifique du problème, par l'étude de cette science de l'aérodynamique à laquelle la France a contribué, comme nous verrons, par de si beaux travaux, je crois préférable d'entrer

immédiatement dans le vif du sujet et d'examiner comment est fait un aéroplane, et comment il fonctionne, supposant connus certains résultats expérimentaux. Quant à la façon dont ceux-ci ont été obtenus, quant à l'aérodynamique, aux méthodes délicates et variées dont elle a enrichi la science du vol et qui sont tout imprégnées de l'ingénieux génie français, j'en ferai l'objet d'une prochaine chronique, avant d'aborder, pour finir, l'étude militaire de l'aéroplane.

Je le ferai en m'inspirant quelque peu de la marche suivie dans leurs récentes publications par M. de Guiche et par M. Maurain qui sont parmi nos meilleurs aérotechniciens, et en évitant néanmoins toutes les formes trop techniques, bien qu'il soit difficile de faire sur l'aviation, sans le secours de quelque mathématique, un exposé d'une diaphanéité vraiment aérienne.

*
* *

On peut distinguer dans un avion quelconque deux parties essentielles : celle qui lui sert à se soutenir dans l'air, à s'appuyer sur lui, et celle qui lui sert à avancer. La première comprend les ailes et les gouvernails, qui servent, comme nous verrons, à porter l'appareil, et à maintenir son équilibre et sa direction; elle comprend aussi des organes passifs, la nacelle où se placent les aviateurs, le combustible, les instrumens et armes et le train d'atterrissage qui facilite le départ et l'arrivée de l'appareil. La partie motrice de l'avion comprend le moteur et l'hélice, organes de son avancement dans l'air, de sa traction.

Examinons d'abord pourquoi et comment fonctionne la partie sustentatrice de l'avion : les ailes sont constituées, comme chacun sait, par des surfaces minces à peu près planes et à peu près rectangulaires, légèrement inclinées vers le haut (de l'arrière à l'avant) et dont l'envergure, de même que pour les ailes d'un oiseau, est très supérieure à leur largeur. L'hélice mue par le moteur fait avancer ces surfaces dans l'air, de même qu'une hélice marine propulse dans l'eau le navire auquel elle est fixée. L'aile en avançant heurte vivement par sa surface inférieure l'air dans lequel elle avance ; cet air se comprime contre elle et a tendance à résister à son mouvement ; et comme cette compression s'exerce sous l'aile, elle tend à la soulever, tout en s'opposant à sa marche. D'autre part et au contraire, il se produit, pour les mêmes causes, une sorte de vide, de dépression sur la face supérieure de l'aile parce que cette face est dirigée vers l'arrière et que l'air ne remplit pas instantanément l'espace vide laissé par l'aile der-

rière elle dans son mouvement. Ces dépressions ne sont jamais d'ailleurs très considérables, et elles sont au plus, dans les avions existans, d'environ cinquante grammes par centimètre carré de l'aile (elles seraient vingt fois plus fortes, si ces dépressions correspondaient à un vide parfait).

Quoi qu'il en soit, la pression exercée par l'air sur la partie inférieure de l'aile légèrement inclinée, est, l'expérience le prouve, et, comme il est naturel, d'autant plus forte que l'aile se déplace (sous une inclinaison supposée invariable) avec une vitesse plus grande. Il arrive donc, lorsqu'on augmente la vitesse de translation de l'aile, un moment où la résistance de l'air est assez forte pour la soulever; à ce moment la poussée de l'air est égale au poids soulevé.

Chacun de nous a vu, dans les *music-halls*, ces jongleurs qui lancent d'une main adroite des cartes à jouer d'un bout à l'autre de la salle. La seule précaution prise par le lanceur est d'incliner légèrement la partie antérieure de ces cartes vers le haut. Elles se comportent alors exactement comme une aile d'aéroplane. Il faut que l'aile soit inclinée dans ce sens-là et non dans l'autre pour la même raison qui fait, si j'ose employer cette analogie simpliste, que, lorsqu'on caresse un chat à rebrousse-poil on soulève ses poils, tandis qu'on les aplatit au contraire dans l'autre sens : une partie de la vitesse de la main s'applique aux poils comme si elle leur était perpendiculaire dans un sens ou dans l'autre, de même que la poussée de l'air a une composante dirigée normalement à l'aile et qui s'oppose à son poids, et une autre dirigée parallèlement à celle-ci et sans effet sur ce poids.

Considérons maintenant une surface mince, plate et rectangulaire comme une aile d'avion ou une très grande carte à jouer se déplaçant dans l'air, légèrement inclinée vers le haut d'un angle constant, l'expérience prouve que la pression de l'air sur les deux faces dépend de trois facteurs : 1° la vitesse du déplacement; 2° les dimensions de la surface; 3° l'inclinaison de la surface par rapport à la direction de sa translation, et qu'on appelle l'angle d'attaque.

1° La pression de l'air qui s'exerce sur la face inférieure de l'aile et la dépression qui s'exerce de l'autre côté, et desquelles dépend exclusivement la force qui soulève l'aile augmentent très vite avec la vitesse; elles augmentent comme le carré de cette vitesse; c'est-à-dire que, si la vitesse double, la poussée de l'air quadruple. Supposons pour prendre un exemple qu'une vitesse de 50 kilomètres à l'heure allège de 300 kilos le poids apparent d'un avion; pour une

vitesse de 100 kilomètres à l'heure, ce poids sera allégé de 1 200 kilos. Dès que le poids de l'appareil sera inférieur à celui dont il est allégé par la poussée, il se soulèvera du sol et s'envolera; l'appareil volera horizontalement lorsque sa vitesse sera telle que la poussée de l'air soit inférieure à son poids; il montera pour une vitesse supérieure, il descendra pour une vitesse moindre. Il va sans dire que le poids à considérer ici est non seulement le poids des ailes elles-mêmes, mais le poids de tout l'avion (moteur, fuselage, etc.).

2° Si on prend deux ailes de même profondeur ou largeur, mais d'envergures différentes, l'expérience prouve que la poussée de l'air est proportionnelle à cette envergure. Par exemple, sur une aile de 2 mètres de large et de 20 mètres d'envergure, à une vitesse donnée, la poussée de l'air est quatre fois plus grande que sur une aile de même largeur et de 5 mètres seulement d'envergure.

Si au contraire on compare entre elles deux ailes de même envergure et de profondeurs inégales, les mesures faites (par les méthodes que nous décrirons) montrent que la force portante de l'air ne croît pas indéfiniment lorsqu'on augmente la profondeur de l'aile. Il existe une profondeur d'environ 1 mètre qu'il y a intérêt à ne pas dépasser sous peine de voir *diminuer* ensuite la force portante de l'air. Ce fait, paradoxal en apparence, est dû aux remous que le bord d'attaque de l'aile produit à une certaine distance en arrière. C'est par suite de ce phénomène dûment constaté que presque tous les avions, quelle que soit leur envergure, ont à peu près la même profondeur d'ailes.

3° La force portante de l'air dépend évidemment de l'angle d'attaque, c'est-à-dire de l'inclinaison de l'aile par rapport à l'horizontale, si on suppose le cas simple où l'avion se déplace parallèlement au sol. Si en effet l'angle d'attaque était nul, c'est-à-dire si l'aile supposée plane se déplaçait exactement dans le sens de sa tranche, il n'y aurait aucune différence entre les pressions exercées sur le dessus et le dessous de l'aile, mais, d'autre part, la résistance à l'avancement de l'aile serait infiniment faible ; aucune force ne la soutiendrait, mais une force faible suffirait à la déplacer très vite. Si donc on l'incline très légèrement sur l'horizon, la poussée de l'air la soulèvera un peu, et cette poussée sera multipliée par le carré de la grande vitesse, à laquelle la faible résistance à l'avancement permettra d'amener l'appareil. Si au contraire, l'angle d'attaque était le plus grand possible et égal à un angle droit, c'est-à-dire si l'aile était perpendiculaire à son déplacement, la résistance à l'avancement sera énorme, puisque l'aile résiste de toute sa surface à son déplacement dans l'air ; d'autre

part, la force portante de l'air sera nulle comme dans le premier cas. De tout ceci il résulte évidemment qu'on obtiendra les conditions les plus favorables à une bonne sustentation en se rapprochant le plus possible du premier des deux cas extrêmes précédens, c'est-à-dire en donnant aux ailes un très petit angle d'attaque, dont l'*expérience* montre d'ailleurs dans chaque cas particulier, mieux que toute théorie. la valeur la plus favorable. En fait, les angles d'attaque utilisés pratiquement en aviation sont toujours inférieurs à 20 degrés. On conçoit d'ailleurs *a priori* qu'il y ait au moins une valeur pour laquelle cet angle est le plus favorable possible, puisque lorsqu'il est égal à zéro ou à un angle droit, la sustentation est nulle, et qu'elle est toujours positive pour des valeurs intermédiaires.

Nos lecteurs voudront bien me pardonner ce que ces considérations ont d'un peu abstrait; ils le feront, j'espère, avec d'autant plus d'indulgence que je dois avouer que j'ai dû en sacrifier un peu la rigueur aux dépens de la simplicité.

Ainsi qu'on vient de le voir, la résistance à l'avancement de l'avion dont dépend pour un moteur donné sa vitesse, est fonction pour une grande part de ses parties passives et en particulier de la nacelle. On a trouvé que la forme qui convient le mieux à celle-ci pour réduire au minimum la résistance à l'avancement est une forme arrondie à l'avant et effilée à l'arrière. L'expérience a prouvé en effet qu'il se forme à l'arrière des mobiles en mouvement dans l'air une zone vide d'air qui provoque une sorte d'aspiration retardatrice, qu'on n'atténue qu'en donnant à l'arrière des corps en mouvement une forme effilée. Pour bien faire, c'est donc à l'arrière des trains qu'il faudrait mettre le coupe-vent effilé des locomotives. On a appliqué cette curieuse constatation dans les plus récens dirigeables qui sont plus pointus et fins à l'arrière qu'à l'avant; et aussi dans certaines automobiles et dans certains types de navires récens. Chose curieuse, les poissons qui pourtant n'ont, à ce qu'on croit, jamais étudié la dynamique des fluides, s'étaient depuis longtemps, à l'usine ingénieuse de l'adaptation, fabriqué des formes analogues.

Tout ce que nous venons de dire s'applique aux ailes planes. Cela s'applique à peu près aussi aux ailes légèrement incurvées vers le bas, — comme celles des oiseaux, — que l'on a peu à peu substituées aux ailes planes dans les avions. Ces ailes un peu concaves se sont en effet, à l'expérience, montrées un peu supérieures aux planes. La principale raison, — ou du moins la seule que sa faible complexité nous permette d'indiquer ici, — en est qu'avec une aile légèrement

incurvée vers le bas, les pressions de l'air sous l'aile sont plus considérables, de même que les dépressions sur sa partie supérieure. C'est l'expérience qui a prouvé tout cela, l'expérience « source unique de la vérité, » suivant la parole d'Henri Poincaré, qu'il se faut jamais se lasser de répéter.

***

Un avion étant donné, que meuvent une ou plusieurs hélices commandées par un ou plusieurs moteurs, et que portent deux ailes, il faut pouvoir à volonté le faire monter ou descendre, le diriger à droite ou à gauche, c'est-à-dire le faire virer. Ces mouvemens doivent pouvoir être imprimés à l'avion dans un air calme, ou plutôt dans un vent régulier, lorsqu'on veut modifier sa route; ils doivent aussi pouvoir lui être imprimés, lorsque, sans changer sa route, on subit l'effet d'irrégularités atmosphériques qui modifient, indépendamment de la volonté du pilote, l'orientation et l'inclinaison de l'avion.

Tout cela, qui constitue en somme le pilotage de l'aéroplane, est obtenu au moyen des gouvernails de direction et de profondeur, et au moyen des ailerons ou des organes de gauchissement. Nous allons très brièvement indiquer comment fonctionnent ces diverses gouvernes. Celles-ci sont commandées généralement à la main ou au pied par des leviers et des fils de fer et des mécanismes simples qu'il n'est pas utile de décrire ici.

Supposons qu'un pilote volant en ligne droite horizontalement veuille obliquer à droite ou à gauche. Il n'a qu'à déplacer pour cela son gouvernail de direction, qui est constitué par un ou plusieurs petits plans verticaux mobiles autour d'un axe vertical, et semblables à la queue de la plupart des poissons ou au gouvernail des petits canots chers aux habitués de Bougival. Ce gouvernail est généralement placé à l'arrière de l'avion à l'extrémité du fuselage; il agit en vertu du même phénomène qui actionne le gouvernail des navires : en inclinant le gouvernail de direction vers la droite, l'avion tourne à droite : la résistance à l'avancement se trouve en effet augmentée de ce côté, l'avion a donc moins de vitesse du côté de son aile droite que de son aile gauche, et il tourne forcément vers la droite, de même qu'un chariot tiré par deux chevaux, dont l'un va beaucoup plus vite que l'autre tourne du côté de ce dernier.

Le gouvernail de profondeur qui permet au pilote de monter ou de descendre est fondé sur un principe semblable. Il consiste en un ou plusieurs petits plans mobiles autour d'un axe horizontal. Supposons,

pour simplifier, que l'avion, volant horizontalement, ce gouvernail soit lui-même horizontal : si on le baisse légèrement, de telle sorte que son angle d'attaque soit positif, l'air exercera sur lui une pression qui relève l'arrière de l'avion; par conséquent, celui-ci, dans son ensemble, pique du nez vers le sol. Au contraire, en relevant le gouvernail de profondeur, on fait cabrer l'avion. On peut aussi, sans toucher aux gouvernes, faire monter ou descendre l'avion en modifiant simplement la vitesse de l'hélice, c'est-à-dire l'admission des gaz du moteur. Si on augmente cette vitesse, la force portante de l'air diminue d'après ce que nous avons vu et l'avion descend, et réciproquement. L'avion est pareil à un cheval bien rassemblé, comme lui en équilibre instable et qu'on peut modifier à volonté par l'une ou l'autre des aides du cavalier.

Pour achever cette rapide revue des gouvernes de l'aéroplane, il nous faut parler du gauchissement : le gouvernail de profondeur sert à assurer la stabilité longitudinale, à amortir le tangage aérien ; le gouvernail de direction assure la route ; reste à assurer la stabilité transversale de l'appareil, c'est-à-dire à maintenir la direction à peu près horizontale des ailes qui, pour des raisons variées, peut être perturbée, à corriger le roulis de l'océan atmosphérique, à relever l'aéroplane qui s'incline de façon dangereuse sur une aile ou, au contraire, à l'incliner convenablement sur le côté dans les virages. Tout cela a été réalisé d'abord au moyen du *gauchissement* entrevu par Pénaud et Mouillard, utilisé pratiquement par les Wright, et qui a rendu l'aviation possible. Le gauchissement, imité d'un phénomène qu'on constate dans le vol des oiseaux, consiste, comme son nom l'indique, à donner aux ailes des formes de surfaces gauches, de telle sorte que les deux ailes étant légèrement tordues en sens inverse, l'angle d'attaque de l'une d'elles soit augmenté, celui de l'autre diminué. Il est clair que l'une des ailes aura ainsi tendance à monter, l'autre à descendre. Cette sorte de torsion des ailes n'est plus guère réalisée aujourd'hui; elle imposait une fatigue et une déformation dangereuses aux matériaux de construction des avions. On préfère aujourd'hui, au gauchissement, l'emploi, identique au point de vue des résultats, de deux ailerons fixés à l'arrière des ailes, oscillant autour d'un axe horizontal, et dont la commande est telle que l'une s'élève, tandis que l'autre s'abaisse. Ainsi est réalisée la dissymétrie qui permit de rétablir ou de modifier l'équilibre latéral des avions.

Nous sommes maintenant en état de comprendre les manœuvres diverses, qu'accomplit le pilote pour se détacher du sol, s'élever ou

s'abaisser, se diriger à son gré, suivant les trois dimensions de l'espace.

Mais ce qu'on ne peut imaginer lorsqu'on ne les a point partagées ce sont les impressions exquises que procure une croisière aérienne faite à toute la vitesse d'un rapide avion de chasse. A celui qui ne les a pas éprouvées, il manque quelque chose d'aigu et d'inimaginable dans la gamme des sensations permises à l'homme moderne.

C'est d'abord le départ, la rapide montée du passager dans le capot le long de la coque brillante et légère, où on s'encastre dans un siège étroit, devant le pilote, escalade qui me rappelle je ne sais pourquoi celle des antiques et périlleuses impériales des petits omnibus d'il y a vingt-cinq ans. Ainsi parfois s'établissent des analogies imprévues entre les choses les plus extrêmement différentes. Puis l'hélice est mise en marche et vous martèle les tympans de son impérieux bourdonnement, si brutal et si fort qu'il rend muet tout ce qui n'est pas lui, vous enveloppe d'un écran sonore imperméable aux autres bruits, si bien que vous ne pourrez pas échanger dans le vol un seul mot avec votre compagnon qui est là à 50 centimètres derrière vous, et que seuls des gestes ou le secours d'un papier hâtivement griffonné laisseront votre pensée communiquer avec la sienne. — Vent debout, — car il faut le plus vite possible « décoller, » et plus le vent relatif est fort, plus le soulèvement de l'avion est rapide, l'oiseau aux ailes géométriques s'est mis à rouler sur le sol d'une allure légère et souple.

« Même quand l'avion roule, on sent qu'il a des ailes, » puis c'est l'envol, sans à-coup, sans brutalité, sensible seulement à ce que soudain toutes les vibrations, tous les petits cahots qui vous donnaient un peu la sensation d'être en automobile, ont cessé, comme fondus tout à coup dans une sorte de glissade fluide et douce. Puis ce sont les sensations indicibles de la montée rapide en spirale, de l'espace qui défile si vite qu'on croirait n'en pas faire partie plus que de toutes ces maisons, de tous ces arbres, de ces routes, de ces petits bipèdes qu'on voit là-dessous, collés au sol par cette chose, la pesanteur, qu'on vient de jeter par-dessus bord. Mais tout cela a été décrit et chanté mille fois déjà par les poètes et même les prosateurs, qui ce jour-là se sentent tous poètes. Aucune description, aucune richesse verbale qui ne soit mesquine et inadéquate à la subtile douceur de toutes les sensations qu'on éprouve alors et qu'on déformerait à les vouloir trop précisément formuler !

Nous avons vu quel est le mécanisme du vol ascendant, du vol descendant, des changemens de direction et des virages. Il est une forme de vol que nous voulons expliquer d'un mot, c'est le vol plané qui sert

surtout pendant la difficile et périlleuse manœuvre de l'atterrissage.

Quant l'hélice est arrêtée, ou tourne assez lentement pour ne plus donner de traction, l'avion descend en vol plané et son équilibre est alors tel que la poussée totale de l'air soit exactement égale et opposée au poids de l'appareil. Le pilote peut d'ailleurs, dans une certaine mesure, diminuer la pente de descente, ce qui peut être utile pour lui lorsque le vol plané lui est imposé par un arrêt, une panne, — mon Dieu ! que voilà donc des mots peu orthodoxes ! — du moteur et qu'il y a intérêt à atteindre un point le plus éloigné possible de celui où on se trouve. Il existe, en effet, une certaine incidence, qui dépend des appareils et qui est telle que la descente en vol plané se fasse avec la pente la plus faible possible. Avec les avions les plus parfaits à cet égard, cette incidence est de 12 centièmes (ou 1/8 environ). Cela veut dire qu'un pilote commençant alors le vol plané à 1 500 mètres d'altitude par exemple, atterrira, après avoir parcouru au plus 12 kilomètres en distance horizontale.

Ces chiffres se rapportent naturellement à un temps calme. S'il y a du vent, le phénomène de la dérive intervient, comme pour un bateau en mouvement dans le courant d'un fleuve, et modifie la trajectoire de l'avion. Cette modification est d'ailleurs très simple en cas de vent régulier. Elle est définie exactement par le principe de relativité. Celui-ci indique que la seule chose à considérer, c'est la *vitesse relative* de l'air par rapport à l'avion. Quant à l'atterrissage, il doit s'exécuter comme le départ par vent debout, car il y a tout intérêt à diminuer la vitesse de l'avion par rapport au sol lorsqu'ils entreront en contact, et cette vitesse est évidemment réduite par un vent contraire.

***

Nous avons supposé jusqu'ici que la marche de l'avion a lieu dans un air calme ou dans un vent régulier, c'est-à-dire de vitesse et de direction constantes. Ce cas idéal n'est que rarement réalisé. En fait, les aviateurs évoluent au milieu d'une atmosphère constamment troublée et où la pression atmosphérique, ni la température ne sont régulières et où le relief du sol suffirait à lui seul, à défaut de toute autre cause perturbatrice, à produire des plissemens d'air.

Dans un vent régulier, l'appareil est déporté régulièrement et une dissymétrie donnée, constamment maintenue dans les gouvernes, assure la marche de l'appareil à la volonté du pilote. Celui-ci a toujours la sensation d'un vent debout qui ne dépend que de la vitesse relative.

Ce sont donc uniquement les *variations* de la vitesse ou de la direction du vent, — et une variation de direction, la vitesse restant constante, se traduit par une variation de vitesse dans le sens de la marche, — qui peuvent troubler l'équilibre de l'appareil et sa route.

L'avion peut rencontrer des courans d'air ascendans ou descendans produits dans l'air par des différences anormales de température, au-dessus de certains endroits surchauffés (remous de chaleur) ou au contraire frais, comme les bois et les vallées qui refroidissent l'atmosphère sus-jacente. — De pareils courans d'air peuvent être produits aussi par les plis accentués du terrain qui engendrent au-dessus d'eux des sortes de vagues aériennes.

Un courant d'air ascendant soudainement rencontré a pour effet d'augmenter l'angle d'attaque, donc de faire monter l'avion. Un courant d'air descendant le fait au contraire baisser. Cette sensation brusque de descente est, — en avion comme en ascenseur, — beaucoup plus vivement ressentie physiologiquement que la montée. D'autre part, une descente rapide et imprévue est toujours beaucoup plus dangereuse auprès du sol qu'une montée équivalente. De là vient que les aviateurs ont donné au premier de ces phénomènes le nom de « trou d'air, » sans penser qu'à côté des trous d'air, il y a des « pics d'air. » — Il n'est pas douteux que les courans d'air descendans, les trous d'air ont été cause d'un grand nombre de chutes soudaines et d'écrasemens inexpliqués d'avions sur le sol. Tant il est vrai, les pilotes le savent bien, qu'à l'encontre de ce qu'on pourrait croire *a priori*, il est, — même à l'abri des balles et des obus, — beaucoup plus dangereux de voler près du sol qu'à une grande hauteur.

Les variations horizontales de la vitesse du vent ont pareillement pour effet, lorsqu'elles se produisent dans le sens de la marche de l'avion, de faire monter ou descendre soudain celui-ci. Lorsqu'elles ont lieu obliquement, par rapport à la marche, elles se traduisent par une variation brusque dans l'orientation de l'avion.

Toutes ces causes perturbatrices ont des effets encore plus graves lorsque les filets d'air perturbateurs sont suffisamment étroits pour n'agir que sur une partie de l'appareil, une seule aile, par exemple, ou la queue. Le déséquilibre produit est alors beaucoup plus profond.

L'essentiel de l'art du pilote consiste précisément à savoir constamment, et par une manœuvre rapide et proportionnée des gouvernes et du gauchissement, rectifier volontairement, ou, mieux encore, d'une manière réflexe, toutes les causes de déséquilibre, et éviter tous ces écueils fluides et ces gouffres, diaphanes et perfides,

que l'océan aérien sème sous son envol. — Quant aux divers stabilisateurs, par lesquels on a voulu réaliser automatiquement ce redressement continuel de l'avion, il n'en est point encore de parfaits et qui dispensent l'aviateur d'avoir bien en main son oiseau.

***

Avion, aéroplane, aviation, aviateurs, gauchissement, tous ces mots que j'ai dû employer dans ce bref rappel de la constitution anatomique de nos modernes machines volantes, on les chercherait vainement, non point seulement dans les auteurs classiques, mais même dans les bréviaires modernes les plus complets de la langue française, dans Littré par exemple. C'est que, si *verba volant*, les choses volent plus vite encore que les mots et que les pensées même dont ils sont le balbutiant écho.

On s'est élevé naguère avec raison contre l'antagonisme factice que certains ont voulu créer entre les lettres et les sciences, entre les humanités et l'étude phénoménale de la nature. Peu avant la guerre, cette question fit couler beaucoup d'encre très docte, et chacun fut d'accord pour convenir que ces deux formes du perfectionnement humain étaient faites pour se compléter et marcher fraternellement unies, la main dans la main, fortifiées l'une par l'autre. Pourtant, en y réfléchissant, il me semble qu'à un petit point de vue au moins, les zélateurs d'une religion littéraire exclusive de toute hérésie scientifique auraient eu quelque raison de justifier leur attitude : n'est-ce pas la science en effet qui, par toutes les choses nouvelles qu'elle invente, par les phénomènes imprévus qu'elle découvre, inflige à la langue tous ces néologismes qui, comme ceux que nous venons de citer, en changent la physionomie et l'usage? N'est-ce pas elle qui, dans une certaine mesure, contribue le plus à archaïser la belle langue fixée par les classiques, à en périmer la valeur et la vitalité ? A moins qu'on ne considère, au contraire, qu'une langue est d'autant plus admirable qu'elle est plus vivante, comme l'eau qui est plus belle lorsqu'elle coule ; et alors, en accélérant l'évolution du parler, en y provoquant les changemens qui, là comme ailleurs, sont ce qui caractérise la vie, la science serait, au contraire, le viatique le plus précieux de la langue. J'avoue qu'entre ces deux points de vue je ne sais quel est le bon... Peut-être est-ce un troisième.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La réponse allemande à la note du Président Wilson (20 avril) étant du 4 mai, et la réplique américaine du 8, nous n'avons pu, au jour où nous écrivions notre dernière chronique, en avoir et en donner qu'une impression hâtive. Il vaut la peine d'y revenir, ou plutôt, si l'on en a assez dit sur le texte des documens eux-mêmes, de voir quelles réactions ils ont provoquées sur ce qu'il faut bien appeler l'âme allemande. Encore n'avons-nous d'autre moyen de les connaître que de lire les journaux, et l'on sait que la presse allemande est de toutes la plus disciplinée, la plus « inspirée, » la plus « orchestrée, » — c'est décidément le mot, — partant la moins sincère, en tout cas la moins spontanée. Même en temps de paix, la situation de « rédacteur » n'offre là-bas guère d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs de tout ordre et de tout degré; à plus forte raison, en temps de guerre. Il y est aussi difficile, plus difficile peut-être de se défendre des invitations que des interdictions; les gazettes les plus hardies ne parlent qu'après que les autorités ont pensé, et naturellement d'après ce qu'elles ont pensé. L'opinion publique est donc toujours, par reflet, — sauf deux ou trois exceptions sans crédit à cause de cette indépendance même qui passe pour de l'originalité, ou pis que cela, — l'opinion du gouvernement. Et donc, pour ce que nous y cherchons, le vrai dessein du gouvernement impérial, découvrant l'état au vrai de l'Allemagne au vingt-deuxième mois de la crise, ces témoignages indirects, émis sous le masque, soufflés en d'autres bouches, n'en auront que plus de valeur.

Ce n'est que le mercredi 10 mai, après midi, que la deuxième note de M. Woodrow Wilson, — la deuxième de cette dernière série, celle qui, en une quarantaine de lignes, se borne à prendre acte et à réserver la suite, — a été remise officiellement à M. de Jagow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, par M. Gérard, ambas-

sadeur des États-Unis à Berlin. Immédiatement, simultanément, ou même un peu auparavant, dès qu'il avait été mis par ses informations en mesure de supposer à quel parti s'arrêterait, entre les quatre résolutions qui lui étaient offertes, le Président de la République américaine, le gouvernement impérial s'était empressé d'avouer sans réticence ni restriction que c'était bien un sous-marin allemand qui avait torpillé le *Sussex*. Les termes, sinon le sens, de la réplique de M. Wilson n'étaient pas encore définitivement fixés que quelques journaux officieux annonçaient, de la part de la Chancellerie, et que des radiotélégrammes d'agences répandaient dans le monde la nouvelle que l'ordre avait été déjà donné de conformer, à l'égard des neutres, la guerre sous-marine aux règles du droit international. Par là, l'on n'avait pas l'air de céder, on devançait; selon l'expression vulgaire, « on fendait avant le coin, » ou, à la chinoise, livrant tout le reste, « on sauvait la face. » En même temps encore, on essayait de rattraper une phrase imprudente des *Münchener neueste Nachrichten* qui avaient imprimé : « Ce que l'Allemagne *exige* des États-Unis, ce n'est pas qu'ils entament ou feignent d'entamer une conversation diplomatique avec l'Angleterre pour qu'elle desserre le blocus, c'est *qu'ils y réussissent.* » *Exiger*, peste! le mot était vif, alors que l'Allemagne embarrassée avait devant elle une Amérique en colère. Maintenant, il ne s'agit plus pour l'Empire allemand d'exiger, ni pour les États-Unis de réussir, mais seulement de montrer, ceux-ci de la bonne volonté, et celui-là un bon esprit. Plus tard même, quand le refus de mêler les questions aura été, par le Président, signifié d'un ton péremptoire, on soutiendra, comme si l'on pouvait supprimer les textes, que l'on n'avait rien demandé, rien du tout, fût-ce simplement non de réussir, mais de tenter. Peut-être, de son point de vue, M. Wilson avait-il raison, et valait-il mieux qu'il procédât distinctement, séparément, d'une part envers l'Allemagne, d'autre part envers l'Angleterre, que les choses et les causes ne fussent pas liées, que l'atténuation du blocus ne fût pas présentée par les États-Unis à l'Angleterre comme la condition ou la contre-partie de l'atténuation de la guerre sous-marine par l'Allemagne. Satisfait et reconnaissant, charmé de la générosité allemande, M. Woodrow Wilson ne pourrait pas manquer de se tourner ensuite du côté de la Grande-Bretagne, pour lui dire : « Et vous, qu'est-ce que vous donnez ? » En attendant, le plan est de paraître aussi modéré, aussi doux que possible, de s'humaniser autant que s'y prête le caractère national, et de faire sonner ce renoncement très haut. Sans doute, il n'est pas fort aisé de contenter

à la fois et les États-Unis et cette portion, militairement hystérique, du peuple allemand qui croit dur comme fer, parce qu'on s'est pendant un an acharné à le lui faire croire, que le sous-marin est la meilleure arme de l'Empire et que par conséquent il en doit faire un usage incessant et intensif, suivant l'idée géniale de M. de Tirpitz, victime d'intrigues débilitantes. Aussi l'Allemagne torpille-t-elle toujours, puisqu'elle ne saurait s'en passer ; mais elle appelle l'attention de l'univers, et de l'Amérique d'abord, sur les précautions qu'elle prend, et qu'elle aurait le droit de qualifier d'oratoires, car elle consent à « arraisonner » les navires de commerce avant de les couler; avant d'envoyer au fond de l'eau les voyageurs, elle pousse la complaisance jusqu'à leur expliquer pourquoi elle les noie; par exemple, dans le cas du *Pestalozzi :* affaire d'éducation. Notons pourtant que, dans le cas, tout voisin, du *Cymric*, l'équipage entier, 107 officiers et matelots, échappés par miracle, déclare qu'aucune de ces précautions n'a été prise. L'erreur, l'accident ou le malheur du *Sussex* a fait l'objet d'une confession tardive, mais formelle ; cependant, le lieutenant J. S. Otto Steinbrick, qui commandait le sous-marin torpilleur, l'U 18, a reçu de l'avancement, outre la croix de l'Ordre pour le Mérite : c'est ce qui constitue jusqu'ici tout son châtiment. Tandis que l'Empire allemand s'inclinait devant la République américaine, l'ancien attaché naval Boy-Ed, expulsé des États-Unis pour l'incorrection de sa conduite, était décoré de l'Aigle-Rouge de 3e classe avec cravate : à Washington, il eût fini par en avoir une de bon chanvre. Le jeu, le double jeu continue : deux visages, deux attitudes, deux morales, deux politiques : une pour le dedans, une pour le dehors ; dans la face féroce, le sourire patelin; les yeux hors de la tête, et, sur les lèvres, suivant la pente des événemens, le chant, aux strophes alternées, de la superbe et de l'humilité.

Cette duplicité est si évidente que certaines personnes, particuculièrement méfiantes par tempérament ou par profession, se sont un instant imaginé que, comme il y a deux visages, il y avait eu, en réalité, deux réponses : la longue note d'un style rogue, arrogant et grognon, du 4 mai, et une autre, ayant toute la souplesse d'une déclaration purement orale, transmise, à l'issue des réunions tenues au grand quartier général, soit par M. Gérard, soit par le comte Bernstorff ; en somme, un document public et une assurance secrète. Quoi qu'il en soit de ce point d'histoire, qui sera un jour éclairci, il y a eu en effet deux répliques américaines, la deuxième signée de M. Robert Lansing, secrétaire d'État des États-Unis, confirmant, pré-

cisant encore celle du 8 mai, arrivée le 10 à Berlin, et fermant la porte à la folle espérance de voir, par un renversement soudain des positions, qu'aurait savamment machiné l'astuce de la Wilhelmstrasse, l'Amérique conduite à un conflit armé avec la Grande-Bretagne. Dans cette note complémentaire, M. Lansing rappelait qu'il existe entre l'Angleterre, la France, presque tous leurs Alliés, une vingtaine de Puissances, sauf l'Allemagne, d'une part, et les États-Unis de l'autre, un traité général d'arbitrage, aux termes duquel, s'il vient à surgir quelque différend, le litige doit être aussitôt déféré à un jury, composé d'un membre appartenant à chaque nation et présidé par un neutre; même si le désaccord ne peut être aplani, et si, pour le trancher, la guerre devient inévitable, les hautes parties s'obligent à ne recourir aux armes que lorsqu'il se sera écoulé un délai de toute une année. Que reste-t-il de cet avertissement? Que l'Angleterre a, dans un tel engagement, une garantie que l'Empire allemand n'a pas, si d'ailleurs elle n'était parfaitement superflue, les États-Unis étant parfaitement décidés à ne jamais traiter de même, comme actes équivalens, le blocus et l'assassinat. Pour prolonger l'illusion allemande, on se dit vainqueur du Président des États-Unis comme de la Quadruple-Entente; n'est-ce pas l'avoir battu que de l'avoir empêché de rompre sur l'heure? Pour endormir l'indignation américaine, on pince, en M. Wilson, la corde sensible : « Le Président est le défenseur naturel et le champion de tous les neutres. C'est à lui qu'il appartient de protéger l'Europe contre elle-même. » En l'amusant de la sorte, on gagne du temps, on se donne de l'air, on se ménage des occasions. Et qui sait? cette proposition, incidente et comme innocente, que l'Allemagne a négligemment jetée dans sa réponse du 8 mai, et où elle déclare que par deux fois elle a, vainement magnanime, ouvert des perspectives de paix, qui sait si elle sera perdue? M. Woodrow Wilson, flatté, séduit, la ramassera peut-être : mais le moins qu'elle puisse faire, c'est de paralyser aux États-Unis mêmes les interventionnistes, de dérouter et de retenir les neutres, de détendre l'énergie des ennemis, de calmer les angoisses et de bercer les souffrances du peuple allemand. Le gouvernement impérial l'assure, la presse allemande le répand, l'Allemagne le voit, c'est un succès : « Nous avons obtenu ce que nous voulions, sans compter ce que nous obtiendrons encore. » Mais de mauvaises langues racontent que, dans une dispute, un homme, furieux, en agaçait, harcelait, bousculait un autre : « Donne-moi un soufflet! Mais donne-le-moi donc! » « Voilà! » fit tout à coup l'adversaire, à bout de patience. Et l'homme, soudain

apaisé : « Grand merci ! » puis, noblement, pour la galerie : « J'ai obtenu ce que je voulais. »

Depuis quinze jours, nous regardions le dynamomètre, ses indications sont certaines. La dégradation des nuances dans les articles des journaux, — articles commandés, insistons-y, presque dictés, — à l'égard des États-Unis et de M. Woodrow Wilson, marque le fléchissement des forces de l'Allemagne. Trois périodes : avant le 20 avril, pendant que le Président des États-Unis prépare et rédige sa note ; entre le 20 avril et le 8 mai, pendant que le gouvernement impérial lit, relit, épluche, et, tous ses flambeaux allumés, sous l'œil jadis étincelant de l'Empereur, diplomates, militaires, marins assemblés, ratiocine, ergote, fignole sa réponse, l'envoie, en attend l'effet ; après le 8 mai, lorsque rapide, directe, foudroyante, par une « rentrée d'autorité, » est arrivée la riposte américaine. Jusqu'au 20 avril, il faut voir de quelle encre M. Wilson est barbouillé. Dans un pays où les professeurs, même s'ils ne sont pas « Excellence, » règnent souvent avec indiscrétion, honorés d'un culte puéril, « le professeur Wilson » est vilipendé par le moindre scribe comme ne le fut jamais par Bismarck lui-même « le professeur Gladstone. » Les États-Unis, en tant que Puissance, sont ravalés au niveau le plus bas : leur marine est démodée ; leur armée n'existe point : ce qu'ils en ont est ridicule. Visiblement, on se propose d'intimider le Président. Après le 20 avril, quand il a bien fallu se rendre compte que sa main n'a pas tremblé, la presse allemande se partage. On se distribue les rôles. Les uns sont enragés ou font les enragés ; les autres font les calculateurs, les politiques, les raisonnables. Il s'agit de peser, si on le peut, sur la décision qui s'élabore péniblement dans le mystère bourdonnant du grand quartier général ; et, si on ne l'a pas pu, de colorer de feinte ou d'adresse, de « camoufler » en habileté la reculade, tout comme dans les bulletins de l'État-major où les retraites précipitées ne sont que des « redressemens stratégiques » voulus dès le commencement de l'action par la suprême sagesse. Entre le 4 mai et le 8 mai, sa réponse partie, l'Allemagne rit, ainsi qu'elle sait rire, du bon tour qu'elle vient de jouer aux États-Unis : elle se réjouit de la malice allemande, qui de nouveau s'affirme proprement *über alles*, et elle épie, avec une ironie dont on mesure toute la finesse, la tête que, pris dans les ficelles qu'elle lui a artificieusement tendues, va faire le pauvre Président Wilson. Après le 8 mai, quand cet homme juste et craignant Dieu est sorti du traquenard par la voie sacrée, par la ligne droite, quand il n'a eu, pour marcher dans

les pas d'Hercule, qu'à choisir la vertu, qui lui a paru plus simple, le gouvernement allemand, la presse allemande, le peuple allemand ont courbé la barre d'acier de leur échine; ils ont compris; ils ont accepté; ils ont salué. C'est un grand signe. Mais voici une curieuse coïncidence : le changement est devenu sensible à partir du 25 avril. Or, l'échec de la révolution d'Irlande est de la veille, lundi 24. Bien que ce fût le lundi de Pâques, il n'est pas impie de soupçonner que cette disgrâce fit, pour la conversion de l'Allemagne, autant, probablement, que put faire la grâce.

Nous sommes à présent renseignés ; nous savons, sinon où en est l'Allemagne, du moins où elle n'en est plus. Elle n'en est plus à la saison pleine de sève où, défiant la terre habitée par toutes les races, collectionnant les déclarations de guerre, elle s'écriait, comme il y a un an, lors de l'entrée en scène de l'Italie : « Encore un! Nous pouvons encore nous charger de celui-là ! » En avouant que l'hostilité des États-Unis l'eût gênée, et par elle-même, et parce qu'elle eût pu entraîner à leur suite d'autres neutres, elle accuse sa lassitude. En plaidant : « Nous avons consenti un sacrifice nécessaire à notre unique objet, qui doit être la victoire; nous nous sommes réglés sur le seul principe qui doive nous guider : garde-toi par-dessus tout de faire ce que souhaite ton ennemi, » l'Empire allemand reconnaît que sa victoire, maintenant, dépend de certaines conditions, qui seront ou ne seront pas réalisées, mais n'est pas assurée en tout état de cause. Il ne se croit plus infaillible et ne se montre plus inflexible, parce qu'il ne se sent plus invincible.

C'est tout ce que nous-mêmes voulons dire. Pour être prudens en nos inductions, nous ne nous avancerons point au delà. Mais nous avons conscience, en allant jusque-là, de ne porter le pied que sur le terrain le plus solide. Osons ici écrire : « certitude. » Nous savons, et il est excellent que l'Allemagne sache que nous savons. C'était hier une machine de guerre formidable, montée et mise au point durant un demi-siècle, la plus formidable de tous les temps, et dont la puissance, à l'essai, a dépassé tous les calculs; elle n'est pas encore usée aujourd'hui, mais nous savons qu'elle s'use. Hier, c'était un immense réservoir qui durant un demi-siècle avait été rempli jusqu'à ce qu'il débordât : aujourd'hui, il n'est pas encore à sec, mais nous savons qu'il baisse. Durant un demi-siècle, chaque famille allemande en pleine fécondité avait peuplé de ses cinq fils l'énorme caserne et l'usine colossale qu'était l'Empire, mais nous savons où sont les cinq fils de la famille allemande, et où sont les millions de recrues

de l'Allemagne. Nous savons qu'elle n'a plus sur le front russe qu'un paravent et dans les Balkans qu'un rideau; que si, sur notre front, dans quelques secteurs, elle a encore des lignes très garnies, bourrées d'hommes, et de vastes dépôts en Belgique, néanmoins, à l'arrière, pour en combler les vides, à mesure que le feu les dévore, elle n'a plus que de maigres fonds de tiroir. Tant de divisions sur le front russe, tant sur le front serbe, tant sur le front belge, britannique, français, tant au repos derrière le front occidental, nous savons combien. Celles qu'elle nous envoie, nous savons d'où elle les retire, qu'elle ne les ajoute pas, mais seulement les transporte, qu'elle ne les remplace pas, mais seulement les déplace, et que, comme autrefois la petite armée de Frédéric sur les routes, ses bataillons d'élite sont sur les chemins de fer, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, en un transit perpétuel. Mais nous savons que ces voyages ininterrompus se paient par une déperdition considérable, et que de cette chair à canon ballottée sans merci il n'arrive que le squelette. Les unités dont l'Allemagne peut disposer encore, nous en savons la qualité comme la quantité. Nous savons que, parmi les corps qui sont sur le front russe, il y a beaucoup de *landwehr;* que les rares, très rares divisions maintenues sur le front serbe sont mauvaises; que, sur le front français, tout ce que les Allemands peuvent avoir encore de monde un peu frais passe tour à tour à Verdun, qu'ils ne peuvent plus prendre, — et nous savons qu'il le savent, — pour en revenir, décimé, éreinté, désespéré, et y retourner sans aucun répit. Par les prisonniers que nous faisons, par les morts que nous relevons, nous savons que beaucoup de leurs soldats, dans beaucoup de leurs régimens, sont aujourd'hui des chétifs, des malingres, parfois même des mutilés. La témérité de leur jeu ne nous en impose pas; nous y voyons justement ce qu'ils voudraient cacher, un symptôme de plus de leur épuisement. Nous savons que l'Allemagne chancelle, qu'elle souffre, et même beaucoup plus que nous ne le croyons : quand sa misère n'était pas vraie, elle la criait; elle est vraie, maintenant qu'elle la nie. Nous savons que l'Empire militaire est comme le boxeur exténué qui, ne pouvant plus frapper, ne pouvant plus même parer, et sentant qu'au premier choc il s'écroulera, s'accroche en corps à corps aux bras de l'adversaire pour tâcher de gagner debout le coup de cloche final. Les assauts obstinés, multipliés contre Verdun, la récente offensive autrichienne contre le Trentin, le semblant de réveil allemand sur la Dwina ne contredisent ni n'infirment ces observations et ces conclusions. Dans toute cette guerre, la stratégie de l'Allemagne a été enchaînée à sa

politique. Nous savons donc pourquoi le kronprinz, héritier du trône et confident de l'anxiété de Guillaume II, entasse les monceaux de cadavres. Politique intérieure : d'un bout à l'autre de l'Empire, à la fin de février, alors qu'on se représentait la chute prochaine de « la principale forteresse du principal ennemi, » les élèves des écoles ont fait la même dictée : *Importance de Verdun*; tous les journaux ont publié une sorte de communiqué intitulé : *Verdun cœur de la France.* Politique extérieure : Verdun tombé, on escomptait le désarroi moral chez nous, chez nos alliés et chez les neutres ; Verdun pris, l'Allemagne, dit-on, aurait étonné la terre par la modération des conditions de paix qu'elle aurait offertes à la France. Cette modération aussi, que nous nous félicitons de n'avoir pas eu à apprécier, est une indication du dynamomètre. Mais, nous le savons, ce n'est pas de son bon naturel qu'était venu à l'Empereur ce souci. La guerre d'usure, en imposant des sacrifices qui sont ou qui semblent être inégaux, n'agirait-elle pas comme un levain de particularisme? Sans nous exagérer l'importance de pareils faits, qui ne se révélera qu'après la guerre, si le germe doit se développer, remarquons que la Saxe, la Bavière et le Wurtemberg se sont associés pour « les cartes de viande, » en dehors des États du Nord de l'Empire. Dans l'Allemagne occidentale se dessine, pour la centralisation des vivres, une organisation qui, par ses contours géographiques, copie ou calque exactement la Confédération du Rhin. M. Delbrück, jugé insuffisant, peut s'en aller, M. Helfferich passer des Finances à l'Intérieur, M. de Batocki être institué « dictateur de l'alimentation. » L'Allemagne n'en aura pas un morceau de pain de plus et pas une terreur de moins. La grasse et docile Allemagne a appris par la faim le mécontentement (nous usons exprès du mot le plus faible). Encore une fois, ce n'est rien ou très peu de chose, pour le moment : pas même un pli, à peine une ride. Cependant il pourrait y avoir là-dessous un très lent et très sourd travail qui, sur cette race grisée d'orgueil, opère peut-être plus profondément que ne l'eût fait un Waterloo en juin 1915. Si l'Allemagne veut gagner le coup de cloche, gagner du temps, c'est que, l'antique proverbe le dit : « qui a temps a vie. » Inversement, qui n'a pas beaucoup de vie n'a pas beaucoup de temps; et il lui faut, en conséquence, se presser, s'agiter, se dépenser en double. Lorsque l'Allemagne n'aura plus que deux obus à tirer, elle les tirera ensemble pour faire plus de bruit, à défaut de plus de mal : après quoi, elle lèvera les bras : « Camarade ! » A l'heure même où elle attaque à Verdun, où l'Autriche attaque sur l'Adige et sur la Brenta, elle vou-

drait déjà nous le faire dire par M. Wilson et tramer par la main des neutres la paix allemande. Ce que l'Allemagne veut forcer, à Douaumont et au Mort-Homme, c'est moins la victoire que la fin, qu'il lui faut prompte pour lui permettre un recommencement. Mais nous ne nous laisserons ni troubler, ni tromper. Nous savons.

Comme si M. Wilson avait une revanche à prendre d'avoir écrit avec sobriété, il a parlé, ces jours-ci, avec abondance. Il a tenu dans un cercle de journalistes des propos que ses interlocuteurs n'ont point, par habitude de métier, entendus en confidence, et dont quelques-uns, s'ils ont été fidèlement rapportés, ne laissent pas d'être un peu acerbes. Le thème principal de l'interview est l'éloge de la neutralité, mais quel éloge ! un dithyrambe, avec, à l'adresse de tous les belligérans, sans exception ni distinction, une diatribe. Le Président des États-Unis professe, au sujet de la guerre européenne, l'opinion de l'empereur François II d'Autriche au sujet des Constitutions : *Totus mundus stultizat*, disait l'Empereur à la Diète hongroise. Et M. Wilson dit de même : « Tout le monde devient fou. » Ce sont ses propres paroles. Les peuples et leurs chefs ont perdu la tête. « Cette querelle a entraîné si loin ceux qui s'y sont engagés qu'ils ne peuvent se maintenir dans les limites de la responsabilité. » Et ensuite : « Si le reste du monde est fou, pourquoi ne pas refuser d'avoir rien à faire avec ce reste du monde ? » Interrogation qui se change en affirmation : « Nous n'avons rien à voir avec la querelle présente. » — Les autres, ceux qui se battent, fût-ce pour le droit et pour leur droit, fût-ce pour leur terre, fût-ce pour leurs autels et leurs foyers, tout comme ceux qui se sont rués à la conquête, au gain, à la rapine, sont des fous ; nous ne faisons pas entre eux de différence, nous les mettons dans le même cabanon. Nous sommes les sages, puisque nous sommes les neutres, et non seulement parce que, tandis qu'ils meurent, nous vivons, mais parce que, devant l'horrible spectacle que donne plus de la moitié du genre humain, nous conservons l'équilibre de notre raison. — Le sang glacé ne coule pas. Le Président Wilson est très sûr que la neutralité est toujours la sagesse, et c'est peut-être d'un bon administrateur, mais ce n'est pas d'un grand politique.

Tous les grands politiques ont vu que la neutralité a ses périls, que c'est souvent le moins honorable et parfois le plus maladroit des partis. Assurément, les argumens de Machiavel, pieusement repris par Cavour, le discours qu'il prête au légat romain répondant, dans l'assemblée des Achéens, à l'ambassadeur d'Antiochus : « Quant au parti qu'on vous dit être le meilleur et le plus utile à votre État

de ne point vous mêler de notre guerre, il n'en est pas qui puisse vous être plus contraire... Il arrivera toujours que celui qui n'est pas votre ami sollicitera votre neutralité, et que celui qui est votre ami vous demandera de vous découvrir avec les armes. Et les Princes mal résolus, pour fuir les périls présens, suivent le plus souvent cette voie neutre, et le plus souvent ils se ruinent; » toutes ces raisons, qui n'ont pas vieilli, portent surtout dans le cas de nations voisines, ayant des frontières communes, ou du moins des points de contact, quelque surface de friction. Les mêmes argumens peuvent paraître s'appliquer moins bien au cas spécial des États-Unis, séparés de l'Europe par toute l'étendue de l'Océan. Mais cette guerre elle-même a prouvé que l'Océan les en sépare beaucoup moins qu'on ne l'aurait cru. Moralement, il faut ajouter qu'autant l'impartialité absolue, portée jusqu'à l'indifférence, de la neutralité quand même, eût pu pourtant s'expliquer chez des réalistes comme les grands Italiens, qui n'ont été et n'ont voulu être que des politiques, pour qui la politique n'a été qu'une géométrie, autant cette attitude est singulière chez un homme qui, non seulement ne dissimule pas, mais aime à montrer un peu des scrupules juridiques et des préoccupations religieuses. Mais il y a dans l'interview de M. Woodrow Wilson quelque chose de plus surprenant encore que la première partie, et c'est la seconde. Là, ce modèle de maîtrise et de possession de soi, qui juge de haut les nations, amasse les images de violence; seulement, il se trouve que les trois paraboles de M. Wilson tombent toutes du même côté. L'homme qu'il a dû « coucher à terre, » l'homme « sur le cou » duquel il a conseillé de « s'asseoir, » le petit garçon dont il se pique d'avoir « impressionné l'épiderme, » ces deux hommes et ce petit garçon ne peuvent être qu'un seul et même homme, l'Empereur allemand. Ainsi les verges mêmes du « professeur Wilson » ne sont pas neutres. Mais alors, que voilà une neutralité fragile, et un étrange état d'esprit chez un *peace-maker!*

Car nous ne nous étions pas mépris en avançant que la phrase capitale de la pseudo-réponse allemande du 4 mai était la phrase sur la paix. C'était le coup destiné à M. Wilson, par enveloppement et liement. Peut-être, plus ou moins, a-t-il été touché. Le fait est que, non content de son interview, il a prononcé une harangue, sibylline autant que biblique, qui ne nous est parvenue que par fragmens, et qui, sans doute pour cette cause, n'est pas très clairement intelligible. Mais l'intention en est assez transparente. « Beaucoup aimeraient à penser, a dit M. Woodrow Wilson, que le sens de la commé-

moration qui nous réunit, — le cent quarante et unième anniversaire de la déclaration d'indépendance, — se manifesterait si nous nous figurions nous-mêmes devant quelque emblème sacré de conseil et de paix, de jugement conciliant et juste envers les nations et leur rappelant ce passage de l'Écriture : « Après le vent, après le tremblement de terre, après le feu, la voix toujours faible de l'humanité. » Et M. Wilson a appuyé : « Quand vous ne pouvez vaincre, il vous faut prendre conseil pour un arrangement. »

Il ne nous appartient pas de rechercher dans quelle mesure un tel langage est du président en fonctions de la République américaine ou du futur candidat à l'élection présidentielle d'octobre. Les cœurs les plus fermes ont leurs faiblesses, et il n'est pas d'ambitions plus tyranniques que celles qu'on avait juré de ne pas avoir. Certaines gens prétendent que la concurrence de M. Roosevelt n'a pas été sans influence sur la résolution que M. Wilson a montrée dans la rédaction de sa note du 20 avril : on prétendra, demain, que la candidature du pacifiste M. Ford, adoptée par deux des États de l'Union, aura contribué à réveiller, à raviver l'instinct qui est au fond de l'âme du Président. Mais il n'importe. De sa seule initiative, ou à la prière de l'Allemagne, pour le bien de l'humanité, par des considérations plus étroites, si M. Wilson n'en est pas encore à proclamer, déjà, en quelque sorte, il murmure, il souffle : la paix! Et c'est son droit. Le nôtre est de n'écouter que lorsque notre heure sera venue. A l'homélie du Président Wilson, M. Raymond Poincaré, M. Aristide Briand, pour la France, M. Asquith et sir Edward Grey pour la Grande-Bretagne, M. Sazonow pour la Russie, ont, par avance, ou tout de suite répondu. La paix seulement quand les réparations nécessaires auront été faites, quand la Belgique et la Serbie auront été relevées et dédommagées, quand les Austro-Allemands auront évacué la Pologne, quand la plaie qui saignait à notre flanc depuis quarante-cinq ans aura été fermée de telle manière que jamais plus elle ne puisse se rouvrir; quand l'assassin aura été puni et quand le voleur aura rendu gorge; quand la force brisée aura confessé à genoux qu'il n'y a de droit que le droit; quand l'Allemagne, enfin, aura été mise hors d'état de nuire ou d'épouvanter, et quand nous aurons sauvé d'elle pour des siècles, dût-il nous en coûter toute une génération, la génération qui grandit et celle qui va naître. Que M. Wilson daigne s'en convaincre : tous les hommes d'État de l'Entente, en parlant ainsi, se tiennent précisément « dans les limites de leur responsabilité, » et ils n'en sortent pas, mais ils les emplissent, et leur faute serait un crime, s'ils

s'arrêtaient à mi-chemin. Quant à lui, vouloir imposer ou insinuer la paix, alors qu'il ne peut y avoir la paix, alors que, pour les peuples martyrisés, « la folie de l'épée » est devenue une espèce de « folie de la croix; » que le devoir, pour nous, n'est plus seulement patriotique, mais mystique, ce ne serait pas servir l'humanité, ce serait servir l'Allemagne, ce serait tenir les bras de l'humanité pendant qu'on l'outrage et qu'on la poignarde.

Nous l'avons dit, nous ne craignons pas de le redire, avec tout le respect qui est dû à la dignité et au caractère du Président des États-Unis : il y a des choses qui dépendent de M. Wilson et des choses qui ne dépendent pas de lui. Au surplus, toutes les manœuvres de l'Empire allemand sont condamnées à échouer. Chaque fois qu'il s'est senti tenu en échec, il s'est ingénié à déclencher une intervention nouvelle, la Turquie au lendemain de la Marne, la Bulgarie après l'Yser. N'ayant pas pu réussir à jeter les États-Unis en travers de la pression maritime de l'Angleterre, il s'est retourné vers la Suède, a agité le spectre de l'invasion russe, a condensé sur les îles Aland les nuages factices de sa chimie diplomatique. Le secours de l'armée et de la marine suédoise lui eussent été bien utiles, si Hindenbourg, maussade et comme envoûté par les clous dont on a percé sa statue, se décide à reprendre sa marche manquée contre Petrograd. Mais le malentendu a été dissipé, la Suède restera neutre; et, la onzième heure étant passée, tous les autres neutres aussi, vraisemblablement, resteront neutres, pour ne pas risquer de s'entendre dire qu'ils se sont décidés trop tard : en quoi M. Wilson, panégyriste de la neutralité, ne saurait manquer de trouver un sujet de consolation. La paix n'est pas encore en vue. Mais la guerre paraît circonscrite, si l'épithète n'est pas absurde pour une guerre qui couvre tout un continent et déborde sur plusieurs autres. Au pis aller, la partie est liée. Elle n'est peut-être pas encore gagnée pour nous. Elle est sûrement déjà perdue par l'Allemagne. Les quatre mille tonnerres de Verdun et les deux mille tonnerres de Rovereto n'y changeront rien.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

L'ÈRE NOUVELLE

PROBLÈMES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

I

LE PROBLÈME DE LA GUERRE

Eh bien ! oui, c'est la guerre... et une longue guerre !

L'humanité avait fait un beau rêve : au mois d'août 1913, on inaugurait, à La Haye, le temple de la Paix. Et ce temple ne s'est pas rouvert pour abriter le concert de l'harmonie universelle, qu'un conflit terrible éclate et couvre de sang la planète presque entière.

« O vieillard, tu te plais aux paroles sans fin comme autrefois aux temps de la paix ; mais voici qu'une bataille inévitable se prépare. Certes, j'ai vu un grand nombre de combats, mais je n'ai point vu encore une armée aussi formidable et aussi innombrable : elle est pareille aux feuilles et aux grains de sable ; et voici qu'elle vient, à travers la plaine, combattre autour de la ville (1). »

Ainsi s'exprime, dans l'*Iliade*, Iris, la messagère des dieux. La guerre de Troie paraissait donc, même aux dieux, la plus formidable de toutes les guerres, et les armées qui luttaient sous les murailles d'Ilion les plus nombreuses de toutes les armées. Et voici que nous répétons, à notre tour, ce que répé-

(1) *Iliade*. Traduction de Leconte de Lisle.

taient, sans doute après tant d'autres, nos plus lointains aïeux.

Il faut s'incliner : la guerre est dans l'héritage du genre humain. Malgré les maux qui la suivent, malgré sa cruelle sanction, — à savoir le fait de frapper les hommes à mort sans jugement, — elle est inhérente à la vie : la vie est une lutte.

Réfléchissons cependant : la guerre des hommes n'est pas la guerre des bêtes; et l'humanité le sait. Dans la haute et instinctive conception de sa propre destinée qui la distingue des autres espèces, elle tend son intelligence et sa volonté pour affirmer cette différence.

Car, pour elle, c'est le coup de partie : si l'odeur du sang doit la faire retomber dans la bestialité, elle perd ; l'effort admirable accompli par elle, de siècle en siècle, pour s'élever au-dessus des autres animaux est vain ; elle n'a plus qu'à renoncer à l'idéal qui est l'aspiration suprême de toute société humaine et qui se rattache à la plus profonde des lois naturelles et divines : la justice.

Montesquieu dit : « Le droit de la guerre dérive de la nécessité et du juste rigide. » Tout est dans ces deux mots : *le droit de la guerre, — le juste rigide.*

La guerre, en tant que fait, est une crise d'animalité : elle n'appartient au riche trésor de la civilisation humaine que si elle rentre dans le cycle du droit. Le problème consiste donc à amener de plus en plus l'humanité à n'admettre et à ne concevoir la guerre que comme née du droit et soumise au droit. La guerre n'est digne du nom de guerre que si elle est *légitime.* C'est parce qu'il voit la chose ainsi que Proudhon reconnaît dans la guerre un acte de la vie morale : « La guerre, de même que la religion et la justice, est, dans l'humanité, un phénomène plutôt interne qu'externe, un fait de la vie morale bien plus que de la vie physique et passionnelle. »

Je voudrais que l'on réfléchît profondément sur ce principe de toute vie sociale : respecter, dans les limites du juste, la vie des autres. L'individu isolé est en proie à la violence : pour mieux se défendre et sans doute pour mieux aimer, il se groupe sous une règle et il introduit dans ses relations avec les autres le juste; l'équilibre des sociétés tient à l'acceptation mutuelle de ce principe. L'origine du droit est le consentement des par-

ties, qui implique la liberté. De même qu'il y a, au dire de Kipling, une « loi de la jungle » que tout animal respecte, il y a une « loi de l'humanité » que toute société accepte. Une société qui ne reconnaît pas sa limite dans le droit à l'existence des autres sociétés *(le juste rigide)* se met elle-même hors de la vie : elle s'expose à une coalition de tous qui la poursuivront jusqu'à ce qu'elle se range au devoir commun.

La civilisation a pour tâche de réaliser ces instincts, fils de la loi de justice et de la loi d'amour; elle tend à subordonner le *fait* de la guerre au *droit* de la guerre, à entourer la guerre, dans ses origines et dans ses phases diverses, de certaines garanties et conditions par lesquelles elle deviendra de plus en plus la *guerre des hommes* et de moins en moins la *guerre des bêtes*.

Les penseurs du XVIIIe siècle, achevant une lente et lointaine élaboration des âges, ont dégagé cette conception avec une autorité et une lucidité telles qu'on put la croire acceptée sans conteste par tous : elle pénétra le sens humain comme un acquis, passé, semblait-il, à l'état de dogme. La guerre, détestée par les mères, *matribus detestata*, ne trouvait grâce devant l'opinion du genre humain que si elle avait, à ses origines, le droit et si, dans ses développemens, elle se soumettait au droit. On pardonne beaucoup à la violence, fille de la passion : encore faut-il qu'elle soit loyale et qu'elle garde le respect du juste, alors même qu'elle rompt avec lui.

Il s'était donc fait une sorte d'accord universel au sujet du *droit de la guerre*, et le temps semblait venu où ce compromis tacite pourrait essayer de se codifier en une première législation acceptée par l'ensemble des sociétés civilisées.

Qu'on se souvienne des nobles paroles par lesquelles M. Odier, délégué suisse, et M. Léon Bourgeois, délégué de la France, célébraient à La Haye l'engagement mutuel pris par les Puissances de recourir, en cas de conflit, à l'intervention des neutres ou aux « bons offices » de la Cour permanente de La Haye : « En préparant cette formule, dit M. Odier, nous avons cherché à ouvrir une ère nouvelle dans les rapports internationaux : à cette ère nouvelle correspondent des devoirs nouveaux, particulièrement pour les neutres... Ils seront désormais, selon une expression heureuse, des *pacigérans*... » Et M. Léon Bourgeois : « Croyez-vous que ce soit peu de chose que, dans cette conférence, c'est-à-dire non pas dans une réunion de théori-

ciens et de philanthropes discutant librement et sous leur responsabilité personnelle, mais dans une assemblée où sont officiellement représentés les gouvernemens de toutes les nations civilisées, l'existence de ce devoir international ait été proclamée et que la notion de ce devoir, désormais introduite pour toujours dans la conscience des peuples, s'impose, à l'avenir, aux actes des gouvernemens et des nations? »

Le baron de Marshall, délégué de l'Allemagne, ayant adhéré, au nom de son gouvernement, à la plupart des décisions prises par la conférence, ne marchandait pas sa chaleureuse approbation.

La grande responsabilité qui pèse sur l'Allemagne, du fait des événemens actuels, n'est pas tant, à ce qu'il me semble, d'avoir ouvert les outres d'Éole et d'avoir déchaîné sur le monde la plus terrible tempête qu'il ait subie : c'est d'avoir ébranlé, dans la conscience universelle, la foi au mythe, au millénaire de la paix.

L'humanité, si elle eût suivi le peuple allemand dans sa formidable hérésie, eût perdu le sens même de son évolution et de sa destinée : elle fût tombée dans une sorte de manichéisme, — opposant le principe de la force à celui du droit, le principe du mal au principe du bien, — qui l'eût égarée à jamais.

Guerre insolente, s'il en fut. Faillite de tout ce que l'humanité a voulu, a cherché, a fait. Les penseurs, les philosophes, les hauts guides de la marche à l'étoile ont toujours réclamé la paix, — « la paix sur la terre aux hommes de bonne volonté. » Don Quichotte, les résumant tous, dit avec sa savoureuse et profonde bonhomie : « Les armes ont pour objet et pour but la paix, c'est-à-dire le plus grand bien que les mortels puissent désirer en cette vie : cette paix juste, cette paix divine est le véritable but de la guerre. »

Or, l'Allemagne prenait l'envers de ce rêve; elle s'inscrivait en faux contre la parole du Christ; elle rompait avec l'idéal universel, et c'est pourquoi son initiative redoutable, réfléchie et voulue, a soudain frappé à l'âme le monde tout entier; elle a posé des problèmes sur lesquels doit, maintenant, pour son salut, réfléchir à fond l'humanité.

Que voulait l'Allemagne? Quel calcul, quel instinct, quelle volonté la dirigent?

Il ne s'agit pas de revenir sur les exposés si nombreux, si probans qui ont élucidé les doctrines pangermanistes, les motifs qui déterminèrent les empires du Centre à rendre le conflit inévitable, les méthodes appliquées par eux et leurs armées dans la conduite des hostilités. Doctrines et faits sont connus : c'est uniquement pour découvrir les raisons essentielles, pour essayer de dégager les conséquences probables, qu'il est utile de préciser certains points.

I. — DU PRÉTENDU MYSTICISME DES ALLEMANDS

Il conviendrait, tout d'abord, de mettre les esprits trop dociles en garde contre une théorie venue d'Allemagne et qui tend à se propager dans le monde, à savoir que c'est une sorte de mysticisme qui aurait mis en mouvement et emporté, en quelque sorte, hors d'elles et malgré elles, les masses allemandes : d'après ce système, le soldat allemand combattrait et se sacrifierait pour la régénération de l'univers.

En vérité, ces gens ont toutes les ruses. Personne ne s'entend comme eux à envelopper de paroles graves et de propos grandiloquens les passions ou les intérêts... Il faudra bien, un jour, percer à fond l'artifice de cette philosophie allemande qui met le monde et Dieu lui-même aux pieds du Moloch État.

Quoi qu'il en soit, l'origine pangermaniste de la thèse du « mysticisme » allemand n'est pas douteuse : elle est l'âme de l'histoire de Treitschke ; elle est disséminée aux quatre vents de l'enseignement universitaire et scolaire par la parole des professeurs ; elle gonfle le livre de Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, publié en 1911-1913 et qui est comme le manuel de ce que doit savoir et penser un Allemand, à la veille des événemens de 1914. Cet enseignement et ces livres ont une action puissante sur le peuple allemand, parce qu'ils lui servent ce qui vient de lui : c'est le résultat d'une longue opération intérieure où tous les sentimens de la race sont cuits et recuits. Cette étrange doctrine a ce caractère singulier d'être faite non pour l'universalité des hommes, mais pour un seul peuple : elle n'a d'autre objet que de l'entraîner et l'exalter sur ses propres vertus, de façon à l'amener à un état d'auto-suggestion où il devient Dieu pour lui-même.

Un philosophe de vigoureux esprit, M. Lote, au cours d'une

thèse soutenue dès l'année 1911, a parfaitement démêlé, dans la politique allemande du XVIIIe siècle, les origines de cette disposition où le pédantisme et le caporalisme se combinent dans la formule de l'étatisme, pour sauvegarder contre l'invasion des idées françaises le patrimoine des hobereaux et du sectarisme prussien : « Tandis que Mme de Staël voit les Allemands « beaucoup plus susceptibles de s'enflammer sur les pensées abstraites que pour les intérêts de la vie, » nous constatons, au contraire, que la raison d'État commande en souveraine : elle seule inspire les querelles, l'inquisition, l'intolérance. *Sauver les intérêts, telle fut la volonté commune* (1). » Ventre et fumée... c'est tout le germanisme.

Pour matérialiser la fumée, pour satisfaire les appétits et les intérêts, il n'y a qu'un moyen : une politique de proie, une discipline, la conquête et l'expansion, en deux mots, la Guerre et l'État. La doctrine de l'État devient le clou de toute la pensée, de toute la philosophie allemande. Laissons encore parler notre auteur : « Une réalité s'éclaire : l'effort, la volonté de produire un État. La direction est nette, consciente et brutale : sauver l'État ou refaire l'État, cette « raison » première dont un Allemand du XIXe siècle pourra dire : « Notre État est ce que nous avons de suprême sur la terre. » A cet égard, la poussée est formidable : il n'y a plus d'idéalistes, ni de nationalistes, ni de mystiques, ni de libéraux, ni d'orthodoxes : il n'y a qu'une discipline en marche, fanatique d'elle-même et menaçante pour l'avenir (2). »

Quant à la « guerre, » il suffit d'invoquer, comme le fait Bernhardi, la parole du maître de l'âme germaine, Luther : « En somme, il ne faut pas voir dans la pratique de la guerre comment on étrangle, comment on brûle, comment on se bat et comment on se comporte : car c'est ce que font les yeux bornés et simplistes des enfans qui ne considèrent que le chirurgien coupant une main et sciant une jambe, ne voyant pas qu'il faut le faire pour sauver le corps tout entier. De même, il suffit de regarder avec des yeux virils la fonction du glaive et son action terrible pour voir que c'est une tâche divine en soi et aussi utile et nécessaire que de manger et de boire. »

(1) René Lote, docteur ès lettres, *Du Christianisme au Germanisme*, 1911, p. 193.
(2) *Ibid.*, p. 195.

Guerre et État, voilà les nécessités et les aspirations dont il faut faire un tout, un dogme, un *credo*, une foi.

L'Allemagne, donc, se met à la recherche de son propre mysticisme. Le Christ, l'Empire romain, Mahomet, la Révolution française, les grandes images flottent dans ces cerveaux ténébreux : le besoin, l'instinct du pastiche est un des caractères du génie allemand ; il n'est content de lui-même que s'il a *égalé* ou *surpassé*, — autant que la copie égale ou surpasse l'original.

On chercha donc la grande idée, capable de couvrir les deux aspirations et de les grouper dans un article de foi. On chercha et l'on trouva : tel le docteur Faust, le célèbre chimiste Ostwald rencontra, au fond de ses cornues, le mythe dont on avait besoin. Il ne faisait que prendre son bien où il le trouvait, c'est-à-dire dans la philosophie et la politique allemandes, toutes deux ardentes aux réalisations pratiques et pragmatiques. Guerre et État, il résuma le tout dans un seul mot : *Organisation.*

« Je vais, maintenant, dit-il, expliquer LE GRAND SECRET DE L'ALLEMAGNE. L'Allemagne veut organiser l'Europe qui, jusqu'ici, ne l'a pas été. Nous, ou peut-être plutôt la race germanique, avons découvert le *facteur de l'organisation.* Les autres peuples vivent encore sous le régime de l'*individualisme*, alors que nous, Allemands, sommes sous celui de l'*organisation.* »

Voilà donc ce « secret plein d'horreur ! » La phrase d'Ostwald illumine tout, justifie tout.

Au moment où les armées allemandes, honteuses elles-mêmes de la besogne qu'on leur a commandées, crient à leurs victimes : « Nous ne sommes pas des barbares ! » au moment où l'univers pousse un cri et se lève pour demander des comptes, au moment où l'empereur Guillaume adresse au président Wilson ce télégramme du 8 septembre 1914 qui est comme le premier essai d'une justification, sinon d'une amende honorable, le chimiste intervient, et il suggère, après coup, la thèse destinée à égarer définitivement les consciences, ou plutôt à replonger l'Allemand dans le bourbier de son pharisaïsme et de son orgueil : « Non, vous n'êtes pas des barbares ! Vous êtes des croisés ! Vous apportez au monde la bonne parole de l' « Organisation. »

Que le génie de l' « Organisation » appartienne en propre à

l'Allemagne, c'est une prétention dont il a déjà été fait justice (1).

Les Romains furent les organisateurs du monde antique. Louis XIV et Napoléon ont passé jusqu'ici pour des organisateurs; Louvois et Carnot de même. L'Europe vit encore sous le régime que l'administration impériale lui a dicté. L'histoire répète comme un lieu commun que la centralisation française, élaborée par les Richelieu, les Colbert, la Révolution, est tombée dans une sorte d'excès. D'autre part, l'organisation industrielle et commerciale a trouvé ses principes et ses méthodes en Angleterre : sauf des détails d'application, il est impossible de discerner les ressorts nouveaux que l'Allemagne aurait mis en œuvre.

Une certaine tendance au socialisme d'État, l'ingérence minutieuse et pointilleuse de la bureaucratie dans les affaires particulières, le règne du *verboten*, la militarisation de la vie civile, ce ne sont pas des faits si nouveaux sur la planète. Notre enfance a été élevée au bruit du tambour dans les lycées impériaux assimilés à des casernes. Le régime des corporations a des points à rendre à celui des cartels et des trusts; le protectionnisme avait son précédent dans le colbertisme. Le hobereau n'est qu'un fils abâtardi du seigneur féodal. Tout ce déballage est vieux comme le monde. S'il y avait lieu d'insister, il serait facile de rappeler que le Moyen Age a libéré le serf pour obtenir le maximum de rendement économique, que la Révolution française, ayant brisé consciemment l'organisation corporative de l'ancien Régime et rendu le travailleur à lui-même, a préludé par là à l'essor incomparable du XIXe siècle et, qu'ainsi, l'introduction et le développement du facteur *individualisme* ont été peut-être les plus grands progrès économiques accomplis depuis la chute de l'Empire romain. En fait, la civilisation oscille, depuis des siècles, entre le régime de l'autorité et celui de la liberté. La difficulté est de trouver la juste mesure ; et l'Allemagne la cherche comme les autres.

Les affirmations tranchantes du célèbre chimiste ne révèlent donc pas un si formidable secret : la pierre philosophale n'est pas au fond de ses cornues.

Cependant, la formule une fois lancée, appliquée au point

(1) Voir, notamment, l'excellent ouvrage d'Arnold van Gennep, professeur d'histoire comparée des civilisations à l'Université de Genève : *Le génie de l'Organisation; la formule française et anglaise opposée à la formule allemande.*

de vue militaire et international par une préparation intense et un système d'espionnage et d'avant-guerre qui est le véritable « secret » des Allemands, fut acceptée par eux avec une complaisance facile à comprendre. « Notre peuple est le peuple élu! Il a une mission à remplir. Que ne le lui a-t-on rappelé plus tôt? Dieu l'a choisi. Il est en communication avec la divine Providence. L'arche sainte lui est confiée : « Dieu est avec nous ! »

La foi nouvelle se répandit, avec la rapidité de l'éclair, des universités aux brasseries, des brasseries aux casernes. *Herr professor* l'avait lancée en riant derrière sa barbe couleur d'avoine. Michel la reçut avec transport : il sentait une âme de paladin grandir en lui. Un décor moyen-âgeux ne messied pas au bock du roi Gambrinus. Sans oublier ses appétits plus réalistes (mainmise sur les richesses de l'Univers, extension indéfinie des territoires allemands, développement colonial, maîtrise de la mer, destruction des grandes maisons concurrentes, l'Angleterre, la France, la Russie) le philistin se réalisa croisé; le casque à pointe se panacha d'une auréole. Guillaume II avait eu, d'avance, le sens de cette révélation : le vieux Dieu allemand n'était-il pas son collègue, son complice? Le soldat allemand devient l'homme du Christ, Christ lui-même et *porteur du Saint-Sacrement!...* « Et alors, vous venez, vous, un petit peuple qui avez l'audace de nous arrêter, vous auxquels nous promettions paix et protection! Et vous faites cause commune avec nos ennemis! Mais c'est comme si vous attaquiez *un prêtre porteur du Saint-Sacrement! Nous sommes sanctifiés par la grandeur de notre destinée ;* nous sommes, chacun de nous, *porteurs du Saint-Sacrement*, gardiens et protecteurs de la patrie, de nos femmes et de nos foyers (1). »

Ceux qui résistent à un tel peuple, ceux qui se mettent en travers d'une telle mission sont de grands coupables. La justice divine les frappe. On dégage la leçon des événemens de Louvain et on conclut : « Jamais la faute et le châtiment ne se sont trouvés en relation plus intime qu'ici... Toute la Belgique s'est rendue coupable d'une ignominie terrible, d'un crime contre l'humanité tout entière; aussi la juste punition a-t-elle

(1) Paroles mises dans la bouche d'un officier allemand, à propos des atrocités belges, par le major Victor von Strautz : *Die Eroberung Belgiens. 1914. Selbsterlebtes. La conquête de la Belgique, 1914. Choses vecues.* Chez Kohler, Minden in Westfalen, p. 34. (Cité par Livre Gris Belge, p. 46.)

frappé le peuple belge tout entier représenté par les habitans de Louvain (1). »

La thèse court jusque dans les petites écoles : « L'Allemagne, prévoyant que la guerre peut durer encore longtemps, fait une propagande effrénée parmi les enfans... On cherche à mettre dans l'esprit de ce peuple cette idée que la guerre actuelle est une guerre sainte, que les soldats allemands sont des « croisés. » L'Empereur est présenté comme le saint champion d'une sainte cause. Des libres penseurs notoires se sont découvert une sorte de dévotion pour le Dieu des armées (2). »

Et on comptait enfin que la leçon rayonnerait sur les nombreux disciples habitués, au dehors, à subir l'enseignement germanique. Les neutres aiment les explications philosophiques : elles apaisent leurs consciences troublées. L'impartialité est un brevet de supériorité. Avant tout, n'est-ce pas, il faut comprendre !... Pour une équipe de « camarades » de la pensée, il était gênant qu'un peuple, dont les exemples et la culture avaient été si longtemps prônés au-dessus de tout, s'abandonnât sans vergogne à des excès aussi déplorables ; en vérité, ses violences dépassaient la mesure permise. Comment expliquer cela ? Comment concilier ces inconciliables ? « Et l'autorité de la méthode ? » et « la loi du progrès ? » et « la critique de la raison pure ? » et « l'impératif catégorique ?... » Cas embarrassant.

Ostwald a trouvé le joint : le mysticisme de l'Organisation ; tout s'explique ! Ce peuple est hors de lui-même, au-dessus de lui-même : il ne se possède plus. Les sectateurs des religions naissantes, les *hashsahshins*, les fanatiques de tous les pays, tels sont les modèles, et les prototypes, excusés ou magnifiés par l'histoire, des incendiaires de Louvain et de Senlis, des naufrageurs de la *Lusitania* et du *Sussex*. L'Empereur et les chefs qui ont ordonné les atrocités de Belgique, de Lorraine, de Pologne, de Serbie, peuvent affronter la justice humaine et la justice divine : mus par une force intérieure et supérieure, ils ont accompli leur destin.

Et c'est aux peuples qui souffrent le plus du réalisme féroce

(1) Der Weltkrieg, 1914 — Achtes Bündchen — Sturm nacht in Löven. *La guerre mondiale de 1914. Huitième fascicule. — Nuit orageuse à Louvain*, chez Max Fischer, Dresden (*id.*).

(2) Voyez les citations données par Mlle G. Bianquis : *La Guerre sainte, Grande Revue*, juin 1915, cité dans G. Blondel, « *L'École allemande et sa responsabilité*, p. 6.

de l'Allemagne, qu'on insinua ce subtil plaidoyer. Et nous, nous l'acceptons, nous l'enregistrons, nous le versons, de bonne foi, au dossier..., et nous l'y retrouverons quand sonnera l'heure des sanctions et des réparations ! Tel est le succès d'une propagande qui, de l'intérieur de l'Allemagne, a rayonné sur le dehors : cette guerre n'est pas moins redoutable que l'autre.

L'histoire ne se laissera pas égarer par la ruse qui tend à fausser le grave problème moral et international posé par la catastrophe actuelle. Ni l'Allemagne, ni son gouvernement n'obéissaient à l'inspiration mystique ni à un démon socratique quelconque quand ils exécutaient le coup de Tanger, le coup d'Algésiras, le coup d'Agadir, quand ils extorquaient à la France les territoires du Congo, quand ils écrasaient la Pologne et l'Alsace-Lorraine à coups de talon, quand ils mettaient la boucle au développement agricole et économique de la Russie par des traités de commerce léonins, quand ils acculaient le monde au dilemme de la capitulation universelle ou du conflit inévitable. Ces placiers en camelote ne sont pas des apôtres !

La politique allemande s'est vantée longtemps d'être uniquement *réaliste :* elle n'a pas changé hier, elle ne changera pas demain... Offrez seulement aux diplomates allemands Anvers et l'arrondissement de Briey : et vous verrez ce que pèsent les considérations mystiques !

Les professeurs se moquent de nous : après avoir obnubilé l'entendement allemand, ils prétendent obscurcir le nôtre dans des nuages d'encre noire. L'esprit français, clair et prompt, dissipera les ténèbres amassées par une ruse solennelle et persévérante. Un lourd et grossier matérialisme a troublé le repos du monde par orgueil, convoitise et rapacité ; après avoir déclaré la guerre pour satisfaire ses appétits, il l'a conduite selon ses instincts. Les méthodes de guerre de l'Allemagne résultent logiquement du caractère et du tempérament allemand.

II. — L'ALLEMAGNE PUISSANCE DE PROIE

Essayons donc de reconnaître le fond des sentimens allemands. Interrogeons les réalités et tâchons de découvrir les « raisons » de l'offensive allemande sur l'univers.

Dans l'événement historique qui ébranle le monde, on trouve, comme toujours, l'incident et le permanent.

L'incident, c'est le meurtre de Serajevo. Mais lui-même n'est qu'un résultat ou, plutôt, c'est un anneau dans la chaîne des faits qui rattache la guerre de 1914 aux événemens antérieurs : la guerre des Balkans, l'annexion de la Bosnie et Herzégovine, l'expansion allemande vers l'Est. En un mot, c'est une manifestation du trouble général apporté dans l'équilibre universel par les ambitions de l'Allemagne et de l'Autriche depuis l'inauguration de la « politique mondiale » *(Weltpolitik)*.

Il est à peu près démontré que l'empereur Guillaume et l'archiduc Ferdinand s'étaient entendus, lors de l'entrevue de Konopitz, pour remanier la carte de l'Europe. On pourrait faire remonter à cette date la déclaration de guerre. L'histoire a enregistré d'ailleurs, à ce sujet, une preuve formelle : c'est la déclaration de M. Giolitti à la Chambre des députés italiens établissant qu'en juillet et octobre 1913 les Empires germaniques avaient fait connaître à leur alliée l'Italie leur intention d'agir contre la Serbie, et lui avaient demandé de considérer cette action comme entraînant l'application du *casus fœderis*. L'Autriche, appuyée par l'Allemagne, prétendait donc, dès lors, « exécuter » la Serbie : c'était la guerre. Le coup de Serajevo alluma un incendie dont les matériaux étaient rassemblés : tel est l'incident.

Le permanent, c'est la situation géographique de l'Allemagne en Europe, ce sont les sentimens belliqueux des peuples germains, c'est l'esprit d'invasion qui leur est naturel, ce sont les circonstances qui ont porté ces ambitions géographiques, ethnologiques et historiques à leur maximum d'intensité : élaboration à la fois lente et précipitée qui s'est manifestée sous les deux formes du Germanisme et de l'Impérialisme.

L'Allemagne est un pays sans frontières naturelles, habité par des races diverses, qui n'a trouvé, jusqu'ici, ni sa forme, ni son centre, ni ses limites. Elle est, au milieu de l'Europe, comme une masse, longtemps molle et plastique, ayant d'autant plus besoin d'une organisation de fer qu'elle était, par essence, inorganique. L'Allemagne est, pour l'histoire européenne, la plus grosse des difficultés : cette difficulté ne serait résolue que si l'Allemagne consentait à « s'articuler, » en quelque sorte, à la vie commune. Malheureusement, une disposition si accommodante n'a jamais été la sienne. Par sa nature même, par sa formation physique et psychologique, l'Allemagne

déborde. Depuis les Cimbres et les Teutons, on ne connaît ses peuples que par leur volonté d'intrusion et de conquête. César, Tacite, tous les auteurs de l'antiquité, sont d'accord pour déterminer ainsi le caractère du Germain : race errante et pérégrine, mal attachée au foyer et au sol, ne s'adonnant qu'à la guerre ou à la chasse. Au cours de l'histoire, cette population mêlée et bigarrée, composée de Celtes, de Teutons, de Scandinaves et de Slaves, fait, en Europe, office de trouble-fête : inquiète et malheureuse elle-même, pour l'inquiétude et le malheur des autres.

Bernhardi, dans son livre sur *l'Allemagne et la prochaine guerre*, donne un exposé de l'histoire d'Allemagne au point de vue pangermaniste : rien de plus pénible que ce tableau où le parti pris actuel s'efforce de tirer une leçon héroïque des plates annales du passé : l'épopée tourne, bien involontairement, à la complainte.

D'abord la thèse : « Dès leur première apparition dans l'histoire, les peuples germaniques se sont affirmés *comme un peuple civilisé de premier ordre.* » Mais, aussitôt, l'aveu contradictoire : « Lorsque l'Empire romain succomba sous le choc des *barbares...* » Et le tableau se développe ainsi dans ce stupéfiant contraste entre les prétentions et les réalités.

En somme, cette histoire est le récit d'une invasion perpétuelle qui ne réussit jamais : les ambitions sont immenses, les résultats nuls ou précaires. La « latinité, » toujours visée, — ainsi que l'affirme encore aujourd'hui le chancelier Bethmann-Hollweg, — la latinité s'est toujours défendue victorieusement. Les Cimbres et les Teutons sont battus par Marius, Arioviste par César ; les Alamans par Clovis qui s'incline à Reims devant l'évêque Remi ; quelques hordes de Goths et de Vandales font une pointe à travers l'Empire romain, pour laisser dans le vocabulaire de la civilisation le mot de *vandalisme.* Charlemagne restaure le Romanisme et dompte les Saxons. Après Charlemagne, quand l'âme de l'Europe se cherche, alors que l'Université de Paris enseigne les peuples, la Germanie s'attarde dans une sorte de byzantinisme sauvage. Je laisse parler l'apologiste de la race : « Dans la lutte des deux puissances (Rome et l'Empire), l'Empire succombe parce qu'il ne réussit pas à unir les petits États germains... La puissance allemande gisait anéantie... Puis vint un état de choses quasi anarchique. Les

fâcheux défauts du peuple allemand, la manie de vouloir avoir toujours raison et le manque de sens unitaire contribuèrent à compromettre aussi son développement économique... L'activité intellectuelle (?) dégénéra en rudesse »... Et en voilà pour tout le Moyen Age!

Nous arrivons aux temps modernes : les faits ne sont pas plus réconfortans. « Le peuple allemand fut presque anéanti et perdit toute importance politique... » L'âge des découvertes transforme la planète. Quelle est la part de l'Allemagne? « L'Allemagne resta étrangère à ce formidable mouvement. » L'Europe nouvelle prend conscience d'elle-même au XVIe et au XVIIe siècle; l'Allemagne est absente, en proie aux horreurs de la guerre de Trente Ans; elle se détruit elle-même : le sac de Magdebourg fait la main aux destructeurs de Louvain. « L'Angleterre devint la première Puissance coloniale et maritime du monde; l'Allemagne, en revanche, ne fit rien et sa puissance politique diminua toujours davantage. »

Dans cet exposé à grands traits, l'Autriche disparaît, pour ainsi dire : c'est une parente pauvre et mal mariée : « L'Autriche catholique, grand État indépendant issu en quelque sorte de l'Empire, fondait sa puissance non seulement sur sa population de race germanique, mais encore sur les Hongrois et sur les Slaves. » L'Autriche, pourtant, a persévéré, pendant cinq siècles, dans les ambitions de la race. Sa volonté de domination, le dessein poursuivi par elle d'établir un Empire universel est l'effroi de toutes les nations libres de l'Europe. La France est l'énergique adversaire du despotisme autrichien et finit par en avoir raison. Mais, pour Bernhardi, la « véritable Allemagne » n'était pas née. « Enfin, un centre de puissance *protestante* se forme dans le Nord, la Prusse. » Tout est sauvé! — Pas encore!.. « Une heure difficile devait sonner, une fois de plus, dans la lente ascension de l'Europe. » Cette heure, c'est Iéna, Mais le nom n'est pas prononcé. Waterloo ne console pas, parce qu'il faudrait rappeler le service rendu par les alliés, Autriche, Russie, Angleterre, tirant la Prusse de l'anéantissement : « La royauté prussienne s'humilia profondément devant l'Autriche et la Russie et parut oublier ses devoirs nationaux. »

Il est temps que cette longue série de jours sombres, qu'est l'histoire d'Allemagne, trouve, enfin, un ciel plus serein. Voici Guillaume Ier et Bismarck : « L'Allemagne, ce géant couché

mollement sur le lit de repos de l'ancienne Confédération germanique, se relève comme un phénix sortant de ses cendres et déploie victorieusement ses ailes puissantes... » Ce galimatias achève le pénible panégyrique.

Quant aux données intellectuelles et morales, elles sont dégagées en une page empruntée, en partie, à Treitschke : « Ces deux sœurs (la littérature et la science) créèrent, avec Kant et Fichte, des exigences morales telles qu'aucun peuple *n'en avait encore établi de semblables comme règles de conduite* et révélèrent, dans le domaine de la poésie, un *idéalisme transcendant.* Sous l'influence de la colère héroïque de 1813, ce travail intellectuel porta des fruits magnifiques... De cette manière, notre littérature classique, partie de points de vue bien différens, tendit au même but que l'œuvre politique de la monarchie prussienne et des hommes d'action qui, à l'heure du grand désastre, travaillaient pour le progrès (1). » (Treitschke, I, 90.)

Il était nécessaire de donner ce résumé pour n'altérer en rien le caractère de l'histoire allemande tel qu'il est conçu, en Allemagne, à la veille de la guerre. Un tableau qui forme apothéose fournira le trait final : c'est la rencontre de Napoléon et de Gœthe : « Moment historique que celui où Napoléon et Gœthe se trouvèrent en face l'un de l'autre, — de puissans conquérans tous deux : d'un côté, le fléau de Dieu, le grand destructeur de tout ce qui avait fait son temps, de tout ce qui était arrivé, le sombre despote, la dernière créature de la Révolution, une partie de « cette force qui veut toujours le mal et produit toujours le bien ; » de l'autre, l'Olympien majestueusement grave qui prononça ces mots : « Que l'homme soit noble, charitable et bon, » Gœthe qui, dans son œuvre universelle, montra que *le génie allemand embrasse tout ce qui est humain...* Face à face avec le plus grand capitaine de son temps, on vit le héros de l'esprit auquel devait appartenir la victoire à venir, en face du représentant le plus puissant du génie latin, *le grand Germain qui se tient au faîte de l'humanité.* »

Telle est la conclusion : opposer un surhomme allemand à un surhomme latin et accabler Napoléon par la comparaison avec

(1) Bernhardi, p. 60.

Gœthe! Ces arrangemens, dans ce qu'ils ont de factice, d'arbitraire, de captieux, révèlent le caractère du germanisme.

L'Allemagne, féconde et troublée, ne se sent jamais à l'aise dans ses limites : privée de larges ouvertures sur la mer, obstruée par le réseau désharmonique de ses montagnes intérieures, disloquée par le cours de ses fleuves divergens, elle est portée tantôt vers l'une, tantôt vers l'autre de ses frontières, et elle ne trouve d'aucun côté des appuis solides fixés par la nature. Cette vaste prison à une race vagabonde paraît encore trop étroite; elle hume l'air des contrées occidentales et méridionales; elle y sent des parfums plus délicats, un climat plus doux, une joie de vivre qui lui sont refusés. Les pays du soleil lui sont un paradis sur la terre. (Qui n'a vu les Allemands débarquer par trains bondés sur la côte d'Azur, au temps du carnaval de Nice, ne peut comprendre tout à fait cet émerveillement!) Ils désirent, ils envient.

Cependant, l'Allemagne est toujours, comme on disait au XVIe siècle, « la matrice des peuples. » Les jeunes tribus s'amassent dans son sein. L'aventure les attire : les vastes plaines s'ouvrent devant elles. Elles partent. Et c'est toujours la même tentation, toujours la même entreprise, toujours le même échec et toujours les pareils et tristes retours jusqu'à de nouveaux recommencemens.

La population allemande n'a pas accepté son lot. Elle veut *autre chose que ce qu'elle a* : tantôt c'est l'Italie, tantôt c'est la France, tantôt ce sont les Balkans, et puis ce sont les colonies, et puis c'est la mer : « Notre empire est sur les eaux! »

La tradition, l'histoire, tous les témoignages et toutes les preuves établissent que l'essence du Germanisme, c'est la conquête, ou, pour parler plus exactement, l'invasion. Germanisme, Pangermanisme, c'est tout un : seulement, les horizons se sont élargis et on a conçu l'idée de la conquête du monde. Bernhardi et Bülow concluent dans les mêmes termes : « ou l'hégémonie planétaire ou la décadence. » A la marée qui déborde, il n'y a plus de bornes. « Il faut que le monde soit victime du Germanisme pour que le Germanisme soit vrai. » (Lote.)

Mais, ainsi, nous sommes ramenés à la guerre et à la violence : le Germanisme en état de conquête, c'est l'*Impérialisme!*

Au congrès de Westphalie, quand les plénipotentiaires de Louis XIV convoquèrent tous les princes européens à la conférence pour la paix générale, ils s'exprimèrent en ces termes : « Il est certain que la maison d'Autriche *tend à la monarchie européenne* en prenant pour base la puissance qu'elle exerce sur le Saint Empire germanique, *centre de l'Europe*. » Ces paroles expriment l'inquiétude traditionnelle des peuples européens devant l'impérialisme allemand. Transposez à Berlin ce qui est dit de Vienne, les rapports de l'Allemagne avec les autres Puissances restent les mêmes. M. Poincaré n'a pas un mot à changer à la lettre de Louis XIV.

Une seule différence : les ambitions de la maison d'Autriche étaient plus lentes et plus dissimulées, celles de la maison de Prusse sont plus brutales et plus téméraires. C'est qu'en effet, les Habsbourg rencontrèrent mille traverses; les Hohenzollern, au contraire, sont grisés par un bonheur inouï.

S'il s'agit de découvrir les raisons actuelles de la forme aiguë du militarisme prussien, il faut absolument tenir compte de l'étonnante fortune qui, de l'abaissement de 1848, a conduit le pays au pinacle en 1870, c'est-à-dire en vingt-deux ans. En 1866 et en 1870, la Prusse a cueilli trop facilement de trop promptes victoires. De là l'orgueil monstrueux du parvenu prodigieusement enrichi, de l'esclave qui a brisé ses fers. Le développement de l'histoire prussienne est un phénomène de croissance anormale et de gigantisme déréglé. Une seule journée, Sadowa, et c'en est fait de la maison d'Autriche; deux batailles, Metz et Sedan, et c'en est fait des armées napoléoniennes. Comment ces gens ne seraient-ils pas gonflés d'avoir fait ainsi « Charlemagne? »

Il fallait toute la prudence de Bismarck pour ne pas pousser à bout la chance et ne pas doubler tout de suite la mise pour la rafle définitive. Bernhardi et ses émules le blâment. L'exemple qui les hante, c'est l'Empire romain, mais rafraîchi par le sang des « barbares. » Il s'agit de réussir, une bonne fois, le coup de l'invasion si longtemps manqué. Le romanisme soumis et germanisé : cette fois, ce serait véritablement « Charlemagne! »

L'orgueil allemand est le fils grossier des victoires trop faciles. Un peuple, longtemps agenouillé devant les ridicules fantoches des Principautés germaniques, s'est trouvé, soudain,

debout et il s'est roidi de toute la fierté dont des siècles d'abaissement avaient amassé l'épargne. L'unité politique l'a gratifié à peu de frais d'une puissance multipliée. Le voilà grand et heureux : or, il ne sait jouir de son bonheur ni pour les autres, ni pour lui-même. Il a la maladresse et les mains gourdes du berger devenu roi. N'ayant pas eu le temps, n'ayant pas pris la peine de faire l'apprentissage de sa récente autorité, il la brandit comme une massue et en menace tout le monde. En lui apparaissent les tares des parvenus : le goût de l'étalage et du faste, le manque de mesure et de tact. Le parvenu a su acquérir, il sait rarement conserver.

On ne songe pas à nier les qualités de la race allemande, sa vigueur, son endurance, son application, son esprit de suite et de méthode : mais ce sont surtout des moyens de conquête et d'acquisition. Et il faut bien aussi tenir compte de ses défauts : besoins exigeans, appétits matériels, instincts destructifs, brutalité latente sous des formes apprêtées et obséquieuses. Les circonstances ambiantes ouvrent la carrière à ces sortes de tempéramens ; le temps n'est guère enclin aux nuances de la pensée, aux délicatesses de l'intelligence et du cœur; nous sommes au siècle de la matière : une poussée prodigieuse emporte le monde vers les jouissances immédiates, les joies de l'abondance, la grasse pitance du bien-être. Ce nouveau grand peuple a donc sa place marquée en tête de la troupe qui va fournir la course : trapu, vigoureux, le poil luisant, de quel galop joyeux, de quelles foulées puissantes il va mesurer le terrain!

L'Allemagne se rua parmi le groupe des Puissances. La brusque intrusion fut rude au reste du monde. Ainsi que le constate Maximilien Harden, « sur la terre entière l'Allemagne n'a pas un ami. » Qu'importe! on en avait écrasé d'autres! Là encore, le succès fut facile : on avait affaire à des peuples « arrivés, » tranquilles dans leur aisance acquise et qui se laissaient vivre. L'Allemagne hennit d'orgueil en voyant le terrain libre devant elle. Elle tendit ses muscles, ses nerfs, sa volonté, pour toucher au but qu'elle voyait si proche. Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu une adaptation aussi prompte et aussi complète d'une nature, d'ailleurs aussi plastique, à ses nouvelles destinées.

Pourtant, de telles métamorphoses ne sont pas sans éprouver ceux mêmes qui se les imposent : une excessive tension nerveuse

surmène les sociétés comme les hommes. Nabuchodonosor, Alexandre, sont les types célèbres de ces victorieux que Dieu exalte pour les perdre. L'Espagne avait connu quelque chose de pareil quand les conquistadors,

> Comme un vol de gerfauts, hors du charnier natal,
> Partaient, ivres d'un rêve héroïque et brutal.

Le délire des grandeurs fut, cette fois, le lot de tout un peuple.

Bismarck, conscient du danger, l'avait signalé et, d'une humeur maussade, avait morigéné d'avance la folie de ses successeurs : « *les armemens ne suffiront pas*, écrit le ministre disgracié, dans une page d'une clairvoyance admirable ; il faudra en plus la justesse du coup d'œil pour piloter le vaisseau de l'Allemagne à travers *les courans des coalitions auxquelles notre situation géographique et notre régime historique nous exposent*... Il faut, à cet effet, que nous sachions rester indifférens aux séductions de la *vanité*. L'Allemagne commettrait une grande folie si, *dans les questions d'Orient auxquelles elle n'a aucun intérêt spécial*, elle voulait prendre parti avant les autres Puissances directement intéressées... L'Allemagne est la seule grande Puissance en Europe que nul projet ne saurait tenter s'il ne peut *se réaliser que par la guerre* (voilà pour le militarisme à la Bernhardi et la politique mondiale à la Bülow!). Nous ne devons nous laisser forcer la main ni par l'impatience, ni par quelque complaisance consentie aux dépens du pays, ni par un sentiment quelconque de *vanité*, ni par *des provocations* d'amis (ceci pour l'Autriche); rien ne doit nous décider, avant le moment voulu, à quitter l'expectative pour l'action; sinon *plectuntur Achivi* (ceci pour les sujets de l'empereur Guillaume!). Notre unité une fois établie dans les limites possibles, mon idéal a toujours été *de nous concilier la confiance* des grandes Puissances, comme celle *des Puissances secondaires de l'Europe* (1). » Le vieux renard, plein d'appréhension pour le sort de son œuvre, luttait déjà contre le parti rapace qui jetait un œil d'envie sur le bonheur tranquille des petits États!

Mais le tempérament de la race était plus fort que les avertissemens de l'ermite de Varzin. Une fois les convoitises excitées,

(1) *Psnsées et Souvenirs*, par le prince de Bismarck. Édit. franç. T. II, p. 342-346.

les doctrines ne font pas défaut. Ivre de ses victoires, l'Allemagne sentait, dans la force de son bras, le plus convaincant commentaire de la doctrine de la « volonté de puissance : » « Vous aimerez la paix comme un moyen de guerres nouvelles, — et la courte paix mieux que la longue. — Je ne vous conseille pas la paix, mais la victoire. — Une bonne cause, dites-vous, sanctifie même la guerre; moi je vous dis : c'est la bonne guerre qui sanctifie toute cause... » Ainsi parlait Zarathoustra!

Treitschke avait jeté les bases de la doctrine de la force fondement du droit et le créant précisément parce qu'elle lui est antagoniste : « Il ne convient pas *à des Allemands* de répéter les lieux communs des apôtres de la paix ou des prêtres du veau d'or, ni de fermer les yeux devant les nécessités cruelles de notre époque. Oui, notre époque est une époque de guerre, un âge de fer. Que les forts l'emportent sur les faibles, c'est la loi inexorable de la vie. » Les petits États furent nominativement inscrits sur la liste des prochaines victimes : le sort du Luxembourg, de la Belgique, sans parler de la Hollande, était d'avance réglé. Le reste viendrait par surcroît. La « politique mondiale » était déchaînée.

Dès lors, c'est la rupture déclarée avec la foi des traités, avec la validité des engagemens internationaux. Le long effort de l'humanité pour faire de la guerre un droit et imposer à la guerre le droit, cet acquis si péniblement amassé et si fragile que les plénipotentiaires de La Haye avaient tenté de cristalliser, l'œuvre de la philosophie, l'œuvre de la religion, tout fut remis en question.

Le cri de l'ivresse orgueilleuse donne le ton aux relations entre les hommes. L'Allemagne doit dominer l'Univers. Pour cela, elle recourra aux armes : « PUISSANCE MONDIALE OU DÉCADENCE! » Voilà la véritable déclaration de guerre. « Cette lutte étant nécessaire, inévitable, nous devons l'affronter coûte que coûte... Aujourd'hui, nous sommes à la veille d'une décision plus importante (qu'en 1871). Voulons-nous nous élever à la hauteur d'une Puissance mondiale, nous maintenir à cette hauteur, ou bien voulons-nous tomber au triple point de vue politique, économique et national voilà le fond de la question : « Être ou ne pas être, » tel est le dilemme qui se pose à nous aujourd'hui. »

Donc, guerre à la France, guerre à l'Angleterre, guerre

même à la Russie (avec la nuance, pour cette dernière Puissance, qu'on préférerait la tenir d'abord en dehors du conflit).

Quant aux petits États, ils sont condamnés : les traités qui les protègent sont périmés : « Une autre question se pose, celle de savoir si tous les traités conclus au commencement du siècle dernier dans des conditions très différentes de celles d'aujourd'hui, si ces traités peuvent et doivent être maintenus en vigueur. » A quoi bon chercher, dans les archives de l'État Belge, des documens pour le réquisitoire intenté après coup. Le sort de la neutralité belge était décidé bien avant que M. de Below eût mis le pied dans le cabinet de M. Davignon... Car il faut se hâter. Prenant exactement le contre-pied du conseil de Bismarck, on entend bien « prévenir les desseins de la divine Providence. » « Nous devons nous souvenir que nous ne pouvons, sous aucun prétexte, éviter la guerre à laquelle nous sommes contraints par notre situation mondiale et qu'il *ne convient nullement de la retarder outre mesure*, mais au contraire *de la provoquer* dans les conditions les plus favorables (1). »

Les responsabilités de l'agression sont hautement réclamées. C'est en vain que les chefs actuels de l'Allemagne essayent de les rejeter. Toute l'intelligence allemande, toute la volonté allemande, les assumaient un an avant la guerre; et elles les accepteraient peut-être encore, malgré la leçon déjà rude que leur apportent les événemens. L'universitaire allemand, le militaire allemand, le diplomate allemand, associés dans la politique de l'étatisme et du militarisme, savent ce qu'ils font. Logiques avec eux-mêmes, ils appellent l'*agression injuste* de leurs vœux et acceptent le duel avec ce qui est et reste l'idéal de l'humanité.

Le système se tient, dans la doctrine comme dans les faits : du germanisme au pangermanisme, du pangermanisme au militarisme, du militarisme à l'impérialisme les passages sont franchis avec une rapidité foudroyante.

Mais il reste à voir la théorie descendre et prendre corps dans le domaine des réalisations : le militaire pangermaniste Bernhardi a pour instrument l'homme d'État diplomate, Bülow. L'empereur Guillaume, visé certainement par Bismarck dans

(1) Toutes ces citations sont empruntées textuellement à l'ouvrage de Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, comme à l'exposé le plus récent et le plus populaire du système.

l'allusion prophétique qui vient d'être rappelée, les couvre tous deux de son impériale autorité.

Dès le début de son règne, Guillaume II est en rupture avec la conception bismarckienne : en lui, s'étaient réfléchies certaines aspirations auxquelles le vieux ministre se faisait une loi de résister. Né en pleine crise d'orgueil, nature éminemment réceptive, sans nuances et sans finesse, glorieux et amoureux du « paroître, » il suivait le courant en prétendant le diriger. Il appartient à cette classe des hobereaux qui a pris la tête du flot. Son défaut est celui que Bismarck avait dénoncé : la vanité. Certes l'intelligence ne lui manque pas : peut-être eut-il, un instant, l'intuition des grands maux dont il serait responsable s'il s'abandonnait à l'esprit de conquête. Mais, l'âge venant, le regret de n'avoir pas laissé, comme ses aïeux, une trace militaire, la jalousie du futur, la pression des entourages, tout le porte sur les résolutions redoutables.

Précisément, l'homme qui devient le principal confident et conseiller de cette politique, le prince de Bülow, nous l'a révélée dans un livre de rancune et d'ambition dont on n'a pas saisi peut-être toute la portée et qui est le plus éclatant des aveux.

La doctrine de Bismarck y est franchement rejetée et reléguée dans les débarras de l'histoire. La politique nouvelle, la politique de conquête et d'expansion mondiale, y est au contraire proclamée, expliquée dans ses origines et ses développemens, avec sa pointe pénétrant dans la chair de l'Angleterre. Sous les paroles artificieuses du diplomate, on découvre, sans peine, la brutalité des appétits avec le déchaînement des ambitions et des violences.

Le ministre disgracié et exilé a voulu réclamer sa place au soleil de l'histoire. Il s'est avancé sur le devant de la scène, criant : *me, me adsum qui feci*. Il prétendait partager la gloire du « grand dessein, » sauf à flétrir l'insuffisance et la faiblesse de ses successeurs. Sa perspicacité en défaut ne prévoyait pas qu'à bref délai les grandes catastrophes traîneraient, d'elles-mêmes, à la lumière, les grands responsables.

Quoi qu'il en soit, nous avons le témoignage d'un des principaux artisans de la politique de proie, de l'homme qui présida, pendant douze ans, aux destinées de l'Allemagne. Bülow est le

Bernhardi de la diplomatie : son livre *La politique allemande* ne laisse aucune place au doute ni aux atténuations.

Par une anecdote, qui paraît bien un peu arrangée, il essaie de mettre le système nouveau sous le couvert du grand nom de Bismarck : il raconte que le directeur d'une des compagnies de navigation allemandes, le fameux Ballin, conduisit un jour Bismarck octogénaire à bord d'un des transatlantiques de la ligne Hambourg-Amérique. Bismarck n'avait jamais vu un bateau de dimensions pareilles. Il s'arrêta, jeta un long regard sur le port et aurait dit enfin : « Vous me voyez saisi et remué. Oui, voilà un temps nouveau, — un monde tout à fait nouveau ! » Et de ce dire bien anodin, on conclut que « l'œil pénétrant du génie reconnaissait les nouveaux devoirs de l'Empire allemand dans la politique mondiale. »

En vérité, Bülow est trop fier de son rôle pour en attribuer la gloire à un rival, fût-ce l'illustre protecteur de ses premiers pas. Il se vante d'avoir vu plus loin et plus juste que qui que ce soit. Il précise, il donne les faits, les dates, les raisons qui inaugurent en Allemagne la politique d'expansion à outrance. Puisqu'il est mieux renseigné que personne, il faut l'en croire.

« Rendre possible la création d'une flotte suffisante était la première et grande tâche de la *politique allemande post-bismarckienne*, tâche immédiate devant laquelle je me vis placé moi-même, lorsque, le *28 juin 1897*, à Kiel, à la même date et au même endroit où, douze ans plus tard, je demandai mon congé (voilà le bout de l'oreille du mécontent), je fus chargé par Sa Majesté l'Empereur de la direction des Affaires étrangères. »

Le 28 mars 1897, le Reichstag avait, en troisième lecture, adopté les propositions de la commission du budget, propositions qui comportaient des réductions considérables sur les demandes du gouvernement relatives aux armemens maritimes et aux constructions navales nouvelles ou de remplacement. Après avoir nommé secrétaire d'État de la marine *un homme de premier ordre, de Tirpitz*, le gouvernement publia, le 27 novembre 1897, un nouveau projet de loi navale, dont le préambule s'exprimait ainsi : « Il s'agit de créer, dans un délai déterminé, une marine de guerre d'un effectif et d'une puissance suffisans pour assurer la protection efficace des intérêts maritimes de l'Empire. »

Tirpitz, une flotte de guerre, des intérêts maritimes, — le

« rat de terre » se faisait « rat d'eau. » La politique, dont Bismarck avait, d'avance, signalé les périls, était inaugurée. Et elle s'ouvrait, comme il l'avait prévu encore, sous les auspices de l'orgueil et de la vanité. La fameuse formule : « Notre empire est sur les eaux » est de 1900.

Après avoir marqué les origines, le chancelier du coup de Tanger insiste sur le caractère nouveau du système : c'est ici qu'il revendique franchement son brevet d'invention et d'originalité : « Dans le riche trésor de notions politiques que nous a légués le prince de Bismarck, nous ne trouvons *nulle part*, pour nos tâches de politique mondiale, les principes généraux qu'il a fixés pour un grand nombre d'éventualités possibles dans notre vie nationale. *C'est en vain* que nous cherchons dans les résolutions de sa politique pratique une justification pour les décisions que notre tâche mondiale nous oblige à prendre... Dans le discours du 14 novembre 1906, j'insistais sur ce point que les successeurs de Bismarck *ne devaient pas être ses imitateurs, mais ses continuateurs* (p. 28). »

Les dates étant fixées et le caractère nettement déterminé, l'auteur développe les raisons de la politique mondiale : accroissement de la population, insuffisance des subsistances, rivalité avec les autres nations, et surtout volonté de puissance et sentiment d'orgueil : « L'Allemagne entend n'être pas traitée dans le monde comme quantité négligeable (p. 102). » La cause est entendue : on sait jusqu'où ces farouches erreurs ont porté le peuple qui en fut la dupe et l'Europe qui en est la victime. Mais, chose remarquable, ceux qui s'y abandonnaient avaient, jusqu'à un certain point, conscience de leur égarement : en effet, le prince de Bülow signale le double danger du changement de système, danger qui, en fait, devait se révéler même avant que l'auteur eût mis la dernière main à son ouvrage : 1° l'Allemagne assume la responsabilité de la rupture de l'équilibre dans le monde ; 2° l'Allemagne sera contrainte de faire la part de son alliée, l'Autriche, et ainsi elle sera directement responsable de la rupture d'équilibre dans la politique européenne. Avec la perspicacité des ministres disgraciés, il dénonce d'avance, à son tour, la faute de ses successeurs :

« Le couronnement de notre puissance militaire par la création de la flotte n'a d'autre signification qu'une augmentation et un renforcement de cette garantie de paix, *pour peu que*

la politique étrangère de l'Allemagne soit bien dirigée (vous sentez le dard). De même que l'armée empêche que l'on ne porte à la légère le trouble dans les voies suivies par la politique continentale de l'Allemagne, de même la flotte s'oppose à toute perturbation de notre expansion mondiale... (Comme cette phrase dut être difficile à rédiger, car qui dit expansion mondiale dit *perturbation!...* « Tu la troubles, reprit cette bête cruelle. ») Après avoir pris rang parmi les puissances navales, nous avons paisiblement continué notre route antérieure : la nouvelle ère de politique mondiale allemande *sans fond ni rive*, que l'étranger pronostiquait partout, ne s'est pas ouverte... »

Elle s'est ouverte malheureusement, et il était inévitable qu'elle s'ouvrît. La digue rompue, les flots se précipitèrent. L'Allemagne, puissance de proie, était lâchée, comme un corsaire, sur cet océan *sans fond ni rive* où la tempête s'est, par la volonté d'hommes impuissans et orgueilleux, si affreusement déchaînée.

En tant que polémiste, Bülow signale aussi l'autre danger. Il le connaissait bien, car, comme ministre, il l'avait créé. « L'annexion définitive des provinces de Bosnie et d'Herzégovine, que l'Autriche occupait depuis 1878, provoqua une grande crise européenne. La Russie protesta contre l'acte de l'Autriche, etc. J'annonçai sans ambages dans mon discours au Reichstag que l'Allemagne était résolue à rester attachée *à tout prix* à l'alliance avec l'Autriche-Hongrie... »

Le « à tout prix » était décisif. L'Autriche, une fois lâchée, n'avait plus de frein. Ses ambitions devaient s'accroître avec la puissance de son alliée. Puisqu'elle disposait de l'immense force militaire et mondiale de l'Allemagne, comment n'eût-elle pas été, à son tour, enivrée? Dès lors, la politique européenne de l'Autriche, mène tout, y compris la politique mondiale de l'Allemagne, qui, à Algésiras, avait subi le chantage de son hypocrite partenaire. On était arrivé au tournant redoutable prévu par Bismarck : « L'Allemagne commettrait une grande folie si, dans les questions d'Orient auxquelles elle n'a aucun intérêt spécial, elle voulait prendre parti avant les autres puissances directement intéressées... Nous ne devons pas nous laisser forcer la main ni par l'impatience, ni *par quelque complaisance consentie aux dépens du pays*, ni par un sentiment quelconque de *vanité*,

ni par des *provocations d'amis*, etc., etc. » On se laissait forcer la main.

Jamais le monde, jamais l'histoire ne comprendront que l'Allemagne par complaisance, et sans y être portée *par ses intérêts vitaux*, ait précipité le monde dans une telle guerre, — et de telle conséquence — pour seconder le caprice orgueilleux de la bureaucratie viennoise voulant accabler une petite puissance libre, la Serbie, et qu'elle se soit laissé ainsi entraîner par les *provocations* de ses dangereux amis.

La faute et les raisons de la faute sont maintenant en pleine lumière : une politique mondiale, fille de la vanité, fille de l'orgueil, s'est abandonnée, par complaisance et par aveuglement, aux vrais instincts de la race au lieu de les contenir et de les refréner. Le dilemme absurde proclamé par les professeurs et les militaires : *politique mondiale ou décadence*, a été souscrit par les diplomates et les chefs d'État. Peu à peu, on s'habitua à l'idée que l'Allemagne était la maîtresse du monde et qu'elle pouvait tout se permettre.

D'autre part, les Alliés nécessaires, indispensables, abusent de ce vertige : eux aussi ont leurs appétits et leurs ambitions à satisfaire ; l'expansion *kaiserlich* répond à l'ambition impérialiste. La politique mondiale, — ainsi que son nom l'exprime, — menace l'univers. La guerre devient la seule pensée et la seule issue : « Nous devons nous souvenir que nous ne pouvons sous aucun prétexte, éviter la guerre à laquelle nous sommes contraints par notre situation mondiale et qu'il ne convient nullement de la retarder outre mesure, mais, au contraire, *de la provoquer* dans les conditions les plus favorables. »

Tout est clair, tout est logique, tout se tient.

Cette guerre avec ses surprises, ses violences, ses abominations, les régressions qu'elle entraîne, ne fait que réaliser le naturel, le passé et l'enivrement d'une race : c'est un prodigieux phénomène d'auto-suggestion par l'orgueil et dans l'outrance.

Doctrine de puissance, négation du droit international, rupture déclarée avec le reste du monde, anéantissement des faibles et des désarmés, tout le système est essentiellement allemand ; pour préciser encore, il est « allemand moderne, » allemand de la « culture, » allemand « Guillaume II. » C'est, non seulement le retour aux vieux instincts barbares, mais le dernier cri du style berlinois et munichois.

Que va devenir ce système, cette doctrine, ce style, ce « grand style, » en comparaissant devant le tribunal universel, devant le *juste rigide ?*

Va-t-il triompher ? L'homme contemporain se ralliera-t-il aux nouveaux préceptes, au nouvel évangile prêché par le barbare allemand ? Restaurera-t-il les autels du dieu Mars, du vieux Tuiston des bois, retombera-t-il sous le joug de la force brutale que, pendant des siècles, il s'est efforcé de soulever ? Ou bien le funeste génie allemand l'enfoncera-t-il dans le bourbier sanglant où la civilisation de la justice, de la liberté et de la paix sombrerait ?

Oui, c'est le coup de partie. Et il s'agit d'un pari plus grave que celui de Pascal, puisqu'il intéresse l'espèce entière et non pas seulement l'individu. Par le problème de cette guerre, tel qu'il est posé, l'homme va prononcer le verdict sur lui-même. Selon qu'il choisira, il persévérera dans le bien ou s'endurcira dans le mal. L'humanité tout entière verra son sort réglé pour des siècles : ou une grande servitude ou une grande libération !

III. — CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, SOCIALES, MORALES, DE LA PRÉSENTE GUERRE

Ou une grande servitude, ou une grande libération !... Il fallait que le débat s'ouvrît ; puisque le problème existait au fond des âmes, il fallait qu'il se produisît au grand jour. Il fallait que la plaie fût débridée et que l'humanité s'étendît elle-même sur la table de dissection, qu'elle se soumît à l'opération redoutable, qu'elle ouvrît les viscères et mît le venin à nu, — et qu'elle délibérât.

L'histoire amasse, dans ses lointaines préparations, les matériaux des grandes catastrophes. Les générations qui se succèdent ne peuvent que gagner du temps et retarder l'événement : elles apparaissent et disparaissent, recevant du passé et léguant à l'avenir la crainte et l'espoir, — heureuses d'avoir échappé aux maux qui les menacent, mais certaines que leurs descendans n'y échapperont pas.

Les passions humaines, soumises aux lois de la nature et à la volonté divine, sont elles-mêmes la cause de ces maux terribles dont elles ont horreur, qu'elles déchaînent et qui les déchaînent inéluctablement.

Plus les intervalles entre les catastrophes sont longs, plus les précautions les retardent et plus l'accumulation des élémens de destruction devient redoutable. L'histoire, comme la nature, procède à la fois par évolution et par révolution.

La guerre de 1914 apparaît, dès maintenant, comme une de ces crises dans lesquelles l'humanité, réveillée par la souffrance, aborde les douloureuses croissances et se mesure, une fois de plus, avec le problème de sa destinée.

Les grandes époques sont toujours précédées de grands bouleversemens : le christianisme perça sous les ruines de l'Empire romain ; la Renaissance fleurit sur les désastres de la guerre de Cent Ans ; le monde moderne est le fils de la Révolution.

Il suffit, pour chacun de nous, de faire un retour sur soi-même pour découvrir le mécanisme de ces brusques changemens : par ces terribles désastres, l'homme se trouve placé soudain en face du problème de la mort ; l'abîme insondable que la religion et la philosophie lui ont signalé, tout à coup, il le voit béant devant lui.

La vie n'est qu'un millième de seconde sur le cadran du temps ; c'est à peine si elle perçoit, dans un éclair, le rapport de ce qui passe à ce qui dure, de l'éphémère à l'Éternité. Il en est de même de la vie des sociétés. Elles peuvent se bercer au rêve de la durée, au rêve de la paix, à la grâce et au sourire des choses. Leur existence n'est qu'un passage : les plus heureuses sont celles qui sont le plus cruellement visées par la jalousie du Destin. La Belgique s'abrite en vain derrière sa sagesse et sa bonhomie inoffensive et souriante, la Serbie derrière sa pauvreté et son héroïsme : le vent se lève ; le roc lui-même est arraché et roule dans la tempête.

Nous sommes à une de ces heures : le cyclone est déchaîné ; sans doute ses ravages s'étendront jusqu'aux limites de la terre. Où la paix se réfugiera-t-elle ? La peur elle-même n'est plus une voie de salut. C'est un trouble universel, une agonie sans rivages. Chaque société humaine, chaque individu est entraîné dans le remous.

La grandeur de l'enjeu fait la grandeur du risque : ce n'est pas une portion de l'héritage humain qui est mise sur le tapis sanglant, c'est le trésor tout entier. L'homme n'accumula son épargne que pour la livrer à cette formidable partie : comme

un joueur, il court après sa mise et se dépouille de tout pour gagner tout ou perdre tout.

On dirait, vraiment, que l'appareil des grandes découvertes pacifiques ne s'est si prodigieusement accru que pour servir à ces immenses massacres. La terre, la mer, l'air et le feu obéissent pour répondre au besoin qu'a l'homme de tuer vite et beaucoup. Pas un élément qui ne soit devenu un instrument de mort. Les plus vieilles armes, la pierre, le couteau, la grenade se mesurent avec les 75 et les 77 corrigeant d'eux-mêmes le recul, les canons tirant à 30 kilomètres, les mitrailleuses fauchant un bataillon, les poudres sans fumée, les gaz asphyxians, les liquides enflammés. Les moteurs mécaniques précipitent la course à la mort. Chemins de fer, automobiles, bicyclettes, toutes les machines s'alignent sur les routes multipliées. La physique, la chimie s'épuisent en inventions. Le génie humain est à bout de souffle. Il n'y a pas assez de fer, de cuivre, de charbon, de pétrole dans les entrailles de la terre. Vite, vite, il faut mourir!

En même temps, les obstacles se multiplient pour laisser à la mort le temps de rejoindre : la tranchée, le fil de fer barrent la route; les chevaux de frise, la barricade, les levées de terre, la muraille, le béton armé s'entassent, se tendent, se hérissent sur des milliers et des milliers de kilomètres. Ces armées, qui ne respiraient que la vitesse, ne peuvent plus faire un pas. Séparées par une ligne infranchissable, la moitié du genre humain ignore l'autre moitié.

Le télégraphe, le téléphone, la télégraphie sans fil, les signaux, les fanions, les projecteurs, les réflecteurs, tout ce qui rayonne, tout ce qui vibre conjure avec la mort et veille à ce qu'elle ne s'égare pas. Les états-majors, en lisant la carte, lisent la pensée; ils captent l'image, le chiffre, le film qui leur révèle le champ de bataille, à l'abri de la poussière du combat. La force du monde est évoquée : elle obéit à l'homme et porte au loin ses ordres de mort.

Cuirassés et sous-marins, mines et torpilles poursuivent à la surface ou au fond des océans le duel scientifique et sauvage. Aéroplanes, zeppelins, hydroplanes, chassent dans les airs, comme des oiseaux de proie. Le matériel de cette guerre est infini. Les intendances ont dénombré et mobilisé toutes les ressources de toutes les nations. On a ouvert un compte

« profits et pertes » où le passé et le présent sont liquidés; maintenant, on engage l'avenir. On a vidé les bas de laine et les coffres-forts; on mange le blé en herbe; on emprunte sans scrupule et sans frein. Les familles perdent les héritiers et dévorent les héritages. Jamais on n'a vu un tel gaspillage ni un tel désintéressement. Tout le vieux est jeté au bûcher : on fera du neuf avec la cendre des foyers et la cendre des morts... Il suffit d'y réfléchir un instant pour comprendre que l'immensité des sacrifices ne peut être payée que par une magnifique récompense.

Dans le domaine social comme dans le domaine de la matière et, — ainsi que nous allons le dire bientôt, — dans le domaine moral, cette guerre emploie toutes les ressources, surexcite toutes les facultés humaines : chaque individu et chaque groupement a pris la mesure de sa propre intelligence pour en tirer le maximum de rendement.

Mais, parmi les problèmes d'ordre social, le plus grave peut-être est celui-ci : dans quelle proportion l'homme, animal sociable, doit-il subordonner sa capacité d'action à la capacité d'action du groupe, dans quelle mesure doit-il rester maître de son initiative propre ou l'engager comme un apport, une part de collaboration disciplinée dans le travail commun? C'est, — pour emprunter le langage des pédagogues d'outre-Rhin, — le duel de l'individualisme et de l'organisation; c'est le vieux duel de l'autorité et de la liberté.

Nous sommes à une phase nouvelle du grand débat, et nous n'éprouvons nul embarras à suivre les polémistes allemands sur ce terrain.

La vie universelle n'est qu'action et réaction : nous venons de traverser une période d'individualisme dont le danger était l'anarchisme; nous retournons, sans doute, vers une période de discipline dont le danger, d'ailleurs présent devant nos yeux, est le militarisme. Les deux principes sont en lutte : c'est encore une des grandeurs de cette guerre.

La crise n'est pas sans analogie avec celle qui mit fin au Moyen Age : la guerre de Cent Ans. Les dix siècles postérieurs à la chute de l'Empire romain avaient, par réaction contre l'extrême centralisation de l'Empire, arraché le sceptre à l'autorité impériale et travaillé à la dispersion du pouvoir : « Ce

qui caractérise cette période, c'est l'émiettement et la localisation de la souveraineté. Chaque région, chaque province, chaque district s'isole de la région, de la province et du district voisins : chaque famille, et l'on pourrait dire parfois, dans chaque famille, chaque individu fait de même. » L'État est un miroir brisé.

Mais après de longs siècles, le bénéfice du système s'épuise, et les maux qu'il cause deviennent insupportables : le particularisme féodal et communal apparaît impuissant et odieux. On réclame le retour à la règle ancienne. Le monde a besoin d'une discipline et, d'un mouvement unanime et spontané, il réclame du pouvoir la restauration du pouvoir : d'où l'essor de l'État moderne, et, en France particulièrement, de la Royauté. Toujours, dans les grands désordres, l'État grandit... Et voici que, de nos jours, le même problème est posé. Plus particulièrement dans le domaine économique, l'autorité de l'État s'est trouvée débordée. On a usé et abusé des commodités et des tolérances de l'individualisme. Le capitalisme s'est constitué en puissance déréglée. Les grandes compagnies, les puissantes coopérations ont créé un nouveau genre de féodalisme, — des États dans l'État. Et ce désordre eut pour effet, direct ou indirect, l'anarchisme.

Eh bien ! la tendance nouvelle est de rendre à l'autorité sociale la maîtrise que les conjurations particulières lui ont dérobée.

L'Allemagne, État nouveau, adaptant plus facilement son outillage aux besoins modernes, représente, dans ce sens, un type plus avancé : elle a senti se préciser en elle la tendance vers l'universelle organisation ; elle devient la puissance initiatrice de l'étatisme moderne dans l'ordre militaire, politique et économique : elle ne crée pas, mais elle applique. Le résultat est cette mécanisation de la vie publique, qui a fait le jumelage des disciplines nouvelles avec les instincts de proie de la race : « Le peuple allemand tout entier, ouvriers, professeurs, agriculteurs, commerçans et industriels, est unanime à déclarer : Sans le militarisme, point de culture intellectuelle allemande... » « Non, nous ne suivrons pas le bon conseil que nous donnent nos ennemis de nous débarrasser de notre militarisme. Nous en aurons toujours besoin, non seulement pour nous protéger sur terre et sur mer et garantir la paix, mais

aussi parce que le devoir du service militaire universel est devenu pour nous le moyen d'éducation qui donne à notre jeunesse l'agilité physique et la fidélité au devoir, même en temps de paix (1). »

Voilà le système.

Eh bien! nous sommes prêts à accepter de cette leçon ce qui doit être retenu. La guerre actuelle oppose les deux principes : on jugera, à ses résultats, quelle dose d'autorité, — mais aussi quelle dose de liberté, — conviennent aux peuples modernes pour accomplir leur tâche et maintenir la cause de la civilisation.

Dès maintenant, il est certain que l'organisation et le militarisme n'ont pas apporté au peuple allemand la supériorité incontestée qu'ils lui avaient promise. Le magister s'est trompé. La guerre n'a pas été cette promenade aisée que le militarisme se promettait; elle se prolonge et atteint le peuple allemand dans les racines de son être. Au point de vue civil, « l'organisation » de l'alimentation n'a été qu'une cascade d'erreurs : on tue les cochons parce qu'il n'y a pas de pommes de terre et on jette les pommes de terre parce qu'il n'y a plus de cochons.

Par contre, le libéralisme désordonné à tendance anarchiste, l'individualisme à outrance a dévoilé aussi ses faiblesses. Surpris dans ses berquinades pacifistes, il doit convenir qu'il ne suffit pas de se faire mouton pour supprimer les loups.

Nous ne sommes pas encore en mesure de donner les résultats de la cruelle expérience que le monde fait en ce moment. Mais il est probable que l'immense appareil que la guerre a mis en mouvement trouvera sa règle rien qu'à la façon dont il se comportera : une fois de plus, la fonction créera l'organe. L'armée victorieuse, qui sera une « nation armée, » deviendra sans doute l'image de la future société.

Une discipline acceptée et volontaire, un but unique, une tâche commune, l'esprit de devoir et l'esprit de sacrifice, l'ordre et la règle avec l'abnégation et le dévouement, telles seront les bases probables de la future société, qui sera comme le prolongement de l'organisme incomparable qui l'aura fondée. Le peuple armé aura pour fils le peuple organisé.

(1) Von Bülow. *Le militarisme et la culture intellectuelle allemande.* — Wilhelm Wundt, *Die Nationen und ihre Philosophie.* Leipzig. 1915. Cités par A. Van Gennep, p. 42.

Si puissantes que soient la mobilisation matérielle et la mobilisation intellectuelle, elles ne sont que l'expression de la mobilisation morale : n'est-ce pas là l'épreuve suprême? Reprenons le mot de Proudhon : « La guerre est un fait de la vie morale bien plus que de la vie physique et intellectuelle. »

Ce qui se dépense de force morale dans les événemens auxquels nous assistons est invraisemblable. S'il y avait un manomètre pour cela, on constaterait que le graphique de notre temps monte en flèche bien au-dessus de celui de n'importe quel autre temps. Le cœur du monde dormait avant cet incomparable réveil.

Et cette dépense est universelle. Toutes les nations engagées ont un coefficient surélevé. L'énergie, l'endurance, le mépris de la douleur et de la mort, le sacrifice individuel, le sacrifice collectif, l'exaltation patriotique, l'exaltation religieuse, la résignation à la volonté divine, le stoïcisme, le renoncement sous toutes ses formes, le courage, l'héroïsme, la pitié, l'humilité, quel Livre des Martyrs ou quelles Vies des Saints en offriraient des manifestations plus éclatantes ? Plaignons les neutres : ils ne connaîtront pas ces « élévations » sublimes. L'humanité grandit de cent coudées. Si l'on pouvait recueillir le dernier murmure du soldat qui tombe, si l'on pouvait contempler cette âme à nu au moment où elle rompt le lien, si on confessait ces belles et jeunes morts, que recueillerait-on, mon Dieu ? Vous avez fait l'homme à votre image, est-ce donc pour qu'il subisse avec tant d'amour votre loi?

Voici Plutarque, voici Corneille, voici Pascal, voici l'*Imitation* de Jésus-Christ :

Blandin, capitaine au 140e d'infanterie : coupé de son régiment et grièvement blessé dans un combat qu'il avait livré avec les quatre cents hommes qu'il conduisait, a refusé de se laisser emporter en disant à son lieutenant : « Le salut de la compagnie seul importe ; prenez le commandement et continuez. »

Béduchaud, soldat de 2e classe au 49e régiment d'infanterie : blessé à l'épaule le 3 septembre, ne pouvant se servir de son arme, se propose pour transmettre les ordres. Envoyé à l'ambulance par son capitaine, il en revient après un pansement sommaire, « pour ne pas encombrer l'ambulance, » dit-il, et reprend sa place dans le rang. Dans une autre affaire, se trouvant en face de deux sous-officiers allemands qui lui crient : « Haut les mains ! » tue l'un d'eux, blesse le second de sa baïonnette et lui donne à boire après l'avoir désarmé.

Provost (G.-L.), capitaine au 281e d'infanterie : a été atteint, le 22 septembre, d'une balle qui lui a traversé la poitrine en lui fracturant l'épaule pendant qu'il faisait exécuter un bond en avant à sa compagnie ; est resté debout, continuant à la diriger pendant trois quarts d'heure ; puis, ayant perdu beaucoup de sang, est tombé évanoui. Revenu à lui, s'est relevé et a repris le commandement de son unité ; ne s'est rendu au poste de secours que sur le commandement de son chef de bataillon. Évacué sur une voiture, en est descendu pour laisser sa place à un soldat qui lui paraissait plus atteint que lui, et a parcouru ensuite 10 kilomètres à pied, malgré une forte hémorragie, pour se rendre au convoi sanitaire.

N'est-ce pas, à la fois, toutes les formes du courage et de la vertu ?

Encore une fois, chez tous ces peuples engagés dans la lutte, il en est ainsi. J'ose dire cependant que la France offre le plus remarquable exemple de beauté collective : cette race s'est retrouvée elle-même. Verdun flambera sur l'horizon de l'histoire comme un volcan d'honneur. Certes les soldats allemands sont pleins de courage : ils marchent en rangs serrés au-devant de la mitraille. Mais le soldat français, qui a tenu, avec des moyens inférieurs, contre une ruée préparée de longue main, le soldat français qui arrêta l'avalanche au revers de la pente et alors qu'elle battait les murs de la ville, est incomparable; cette ténacité, cet élan, cette endurance sous le feu, dans la tourmente et dans la mort, voilà vraiment la conduite d'une grande armée et d'un grand peuple, voilà qui rassemble et qui explique toutes les pages de notre histoire. Comme individu historique, la France s'est maintenue au plus haut rang.

Dans le monde entier l'exemple rayonnera. D'ailleurs, nous avons convoqué l'univers sur notre territoire pour nous grandir encore de son secours et de sa confiance. Indiens, Africains, Australiens, tous remporteront dans leur pays, comme nos amis les Anglais et les Belges, comme nos alliés les Russes, l'image ineffaçable de ce qu'ils ont vu sur ce sol trois fois sacré. « Passant, va dire à Sparte... » Ces Thermopyles de la civilisation seront un lieu de pèlerinage pour le genre humain délivré. Les souvenirs et les leçons resplendiront pendant des siècles sur ces collines épiques.

L'enseignement moral de Verdun est grand à jamais. Mais il est quelque chose de plus surprenant : c'est l'assaut qui fut donné consciemment à la loi morale par le cynisme allemand.

Cela aussi est une date, et non moins importante que l'autre.

Oui ou non, existe-t-il une morale acceptée par tous les hommes, par tous les peuples, par toutes les philosophies, par toutes les religions? Dans tous les catéchismes, il est écrit : Tu ne tromperas point, tu observeras ta parole, tu ne mentiras point, tu ne feras pas le mal pour le mal, tu ne frapperas point des innocens. Oui ou non, ces règles se sont-elles transposées dans le droit international? Les sociétés ont-elles des principes moraux qu'elles doivent, elles aussi, observer? C'est à ces règles particulières et publiques, pour la plupart consenties et signées par elle, que l'Allemagne s'est soustraite de parti pris. Frappée d'une folie orgueilleuse, elle se mit « au-dessus de tout, » c'est-à-dire au-dessus de l'humanité. La théorie allemande du *droit de la force*, de la *volonté de puissance*, est maintenant bien connue, clairement élucidée. Dans les écoles, on propage chez les enfans ce décalogue.

Satanique perversion des plus nobles principes! Prétend-on forger un nouveau cœur humain où la violence et la haine tiendront la place de l'amour et de la pitié? Déjà, il y a quelques années, les derniers survivans de « l'Allemagne sentimentale » discernaient cette dégénérescence et cette régression du sens humain : le prince de Hohenlohe, qui fut chancelier de l'Empire avant Bethmann-Hollweg, écrivait dans ses *Mémoires* : « La loi naturelle de la lutte pour l'existence a revêtu un caractère qui fait songer aux phénomènes du règne animal et qui fait craindre une évolution en ligne descendante. » Il jugeait d'après ce qu'il voyait autour de lui.

Et la brutalité des faits jalonne, maintenant, cette ligne descendante. L'invasion de la Belgique et des départemens du Nord de la France avant la victoire de la Marne fut une pure sauvagerie délibérée. Les soldats allemands disent eux-mêmes : « Ce que nous avons fait n'est rien à comparer avec ce qui nous fut commandé! » Les faits d'atrocité, les 6000 civils fusillés sans jugement, les prêtres tués, blessés ou traînés en captivité, les villages incendiés, les femmes et les enfans passés au fil de la baïonnette, le pillage en règle de toutes les provinces occupées, tout cela est pleinement avéré, indiscutable. Nous avons les noms, les preuves, les sermens (1). Toutes les formes de la vio-

(1) Voir, notamment, ce martyrologe qu'est le *Dernier Livre Gris belge* : —

lence, le mensonge, la mauvaise foi, la trahison, la délation, le sadisme, ont étalé si largement leur souillure que la tache ne peut plus être effacée : c'est une perversion complète et généralisée.

On nie; les bourreaux cherchent à jeter un voile sur les faits; ou bien encore ils disent : « N'en parlons plus, c'est le passé. » On en parlera toujours. Les voilà pris, tout à coup, de respect humain. Que ne respectaient-ils la vie et l'honneur des hommes et des femmes quand ils étaient ou se croyaient les maîtres?

« Ce sont des incidens? » — Mais niera-t-on que des populations par centaines de mille ont été traînées en esclavage sous le vocable menteur de « prisonniers civils? » Le prisonnier est un soldat qui se rend et qui met bas les armes. Il n'y a pas de « prisonniers civils. » Le prisonnier civil est un esclave. Les négriers d'Afrique ne faisaient pas autre chose : le rapt, la dispersion des familles, la concentration dans des camps de mort, tout ce que la cruauté la plus raffinée peut inventer pour faire souffrir des innocens, tout cela se perpétue sous nos yeux.

La philosophie et l'histoire n'ont pas une minute à perdre pour inscrire sur leurs tablettes cet autre phénomène de psychologie collective. J'ai dit tout à l'heure la tension maxima de l'âme dans le bien, voilà maintenant sa tension maxima dans le mal.

Et c'est pourquoi, le grand duel étant engagé dans l'âme des hommes, dans l'âme des sociétés, l'issue de cette guerre ne peut être qu'une grande servitude ou une grande libération.

La victoire allemande eût livré le monde à l'exploitation du plus effarant orgueil que les siècles aient connu. Que d'autres siècles il eût fallu pour réparer ce caprice du Destin! Le péril est heureusement écarté. D'ores et déjà, le fauve est entouré d'une circonvallation qui a borné sa course. Demain, il sera traqué et se rendra à merci. Car la justice éternelle ne peut être injuste et la raison ne peut pas ne pas avoir raison. Autrement, le monde périrait.

L'humanité sera donc libérée. Comme dans la légende

Réponse au Livre Blanc allemand du 10 mai 1915 : « Die völkerrechtswidrige Führung des belgischen Volkskriegs. »

antique, Andromède sera délivrée de ses chaînes et elle apparaîtra dans sa noble et éclatante nudité. Il fallait, sans doute, cette épreuve, pour qu'un fonds d'instincts destructeurs et d'ancestrales barbaries fût nettoyé. Ce grand cataclysme prépare une magnifique rénovation. Elle se fera par la *raison* au nom de la *justice*. Ce mysticisme, le vrai, celui pour lequel périssent tant de braves gens, couvrira de son prosélytisme la terre entière.

Les documens diplomatiques eux-mêmes tirent leur argument de la loi morale. Le président de la République américaine s'exprime en ces termes : « J'estime comme un devoir de prévenir l'Allemagne que, à moins qu'elle n'abandonne sa guerre de terreur et de crimes, le gouvernement des États-Unis devra rompre avec elle ses relations. »

« Guerre de terreur et de crimes, » voilà le nom dont la guerre allemande sera flétrie dans l'histoire. Le verdict est prononcé. Le président Wilson a parlé au nom de l'humanité tout entière. C'est le sus à la bête, à la bête qui a rompu « la loi de la jungle, » la loi des sociétés humaines.

Il fallait que le problème fût posé, une fois encore, dans les termes les plus larges et dans une catastrophe qui ébranle la planète : barbarie ou civilisation ! Par la science, par l'intelligence, par le courage, par la vertu, la formidable régression nous sera épargnée.

Raison, justice, tels seront les deux facteurs sur lesquels se reconstituera la société des peuples. Aujourd'hui porte demain en ses flancs. C'est pour la liberté et pour la justice, pour ces vieux mythes séculaires, que ces jeunes gens tombent. Leur sang est pur : l'humanité sera, par lui, purifiée.

GABRIEL HANOTAUX.

LA CORRESPONDANCE DE M. THIERS

PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871

LETTRES INÉDITES DE THIERS, MIGNET, DUC DE BROGLIE, DUVERGIER DE HAURANNE, ETC.

Les papiers de M. Thiers ont été légués à l'État par Mlle Dosne qui a fixé la date à laquelle ils pourraient être communiqués au public. Cette date étant venue à échéance, nous extrayons des documens laissés par l'illustre homme d'État un certain nombre de pièces relatives à la guerre de 1870 : nous n'avons pas besoin d'en signaler au lecteur l'importance capitale. Éclairée par les événemens actuels, la guerre de 1870, au regard de l'histoire, change sensiblement d'aspect et de portée. Notre défaite d'il y a quarante-cinq ans s'explique mieux et semble moins humiliante. L'abstention de l'Europe prend un caractère d'exceptionnelle imprévoyance qui se mesure au prix que coûte la guerre d'aujourd'hui à toutes les nations civilisées. Les fautes qui ont amené la déclaration de guerre du 15 juillet 1870, malgré la courageuse intervention de M. Thiers, s'atténuent pour ne laisser place qu'à l'immense danger dont la Prusse, par son militarisme, menaçait depuis si longtemps le monde. Les lettres qui vont suivre mettent en lumière le rôle de M. Thiers; signées de noms illustres, elles nous font connaître, en même temps que les mouvemens de l'âme française, les sentimens de certains pays, alors neutres, maintenant engagés en pleine lutte. La lecture de ces documens ne peut inspirer que confiance et réconfort. Elle nous permet de constater les progrès réalisés dans l'éducation de l'esprit public en France; d'apprécier à toute leur valeur l'attitude de la nation en juillet 1914, aussi prudente, sage et modérée, qu'elle avait été inconsidérée en juillet 1870; l'union, la discipline des âmes, la tenue patiente et ferme du peuple après de longs mois de guerre, en contraste avec les spectacles de 1871 tels qu'ils vont être analysés plus loin. Les signes avant-coureurs de la défaite ont fait place à des indices tout opposés, présages certains de la victoire.

Le 15 juillet 1870, Émile Ollivier donnait lecture, à la tribune du Corps législatif, du texte de la déclaration de guerre à la Prusse. La candidature d'un prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, cause initiale du conflit, ayant été retirée avec l'assentiment du roi de Prusse, le gouvernement français, poussé par les ultra-bonapartistes qui désiraient la guerre, avait commis l'imprudence d'exiger du roi Guillaume des garanties contre un retour possible de cette candidature. Guillaume avait déclaré à notre ambassadeur Benedetti, qu'il voyait à Ems, ne pouvoir aller jusque là, et lui avait même fait dire de ne plus l'entretenir directement de cette affaire, de s'adresser à ses ministres à Berlin. M. de Bismarck avait annoncé au monde cette notification par un communiqué aux journaux rédigé de façon telle, — c'est ce qu'on a appelé la falsification de la dépêche d'Ems, — que le gouvernement français y avait vu une provocation, d'où la déclaration de guerre. Après la lecture de la déclaration, M. Thiers monta à la tribune et, pour éviter que la guerre ne fût engagée sur une simple note de journal, demanda que l'on communiquât à la Chambre les dépêches officielles, afin de s'assurer de la réalité de l'insulte. Il fut accueilli par un concert de violences inouïes. « Cinquante énergumènes, a-t-il dit dans l'enquête de l'Assemblée nationale, me montraient le poing, m'injuriaient, disaient que je souillais mes cheveux blancs. » Les lettres qui vont suivre sont adressées par M. Thiers à MM. Duvergier de Hauranne et Paul de Rémusat, pour les remercier de leurs félicitations relativement à son attitude pendant la séance du 15 juillet.

M. Thiers à M. Duvergier de Hauranne.

Paris, 17 juillet 1870.

« Mon cher Duvergier (1),

« J'ai été fort touché de votre lettre et je vous en remercie du fond du cœur. C'est un grand soulagement dans des circonstances aussi graves que celles où nous nous trouvons de se savoir en conformité de sentimens avec les amis de toute sa vie. *Le Temps* a rendu une grande justice à ma conduite dans la terrible journée du 15 juillet, et je vous avoue que je crois avoir mérité ce qu'il a dit. Depuis quarante ans que je suis dans les assemblées, je n'ai pas eu une pareille lutte à soutenir. Ceux qui ont assisté à cette scène diabolique pourront vous le dire. J'étais menacé, insulté par des fous furieux, et mon indignation de la folie criminelle que l'on commettait était si grande que ce qu'on appelait mon courage ne me coûtait pas du tout. Mon cœur était soulevé de voir les misérables qui, en 1866,

(1) M. Thiers a ajouté en haut de la page : « Lettre qui n'a pas été envoyée. »

n'avaient pas voulu empêcher le mal à son origine, vouloir maintenant en précipiter les conséquences, au risque de les rendre définitivement mortelles. Voici, du reste, le récit de cette odieuse déclaration de guerre.

« J'ai toujours pensé que les fautes de 1866 étaient irréparables, car il y avait bien peu de chances de défaire la Prusse de quelque manière qu'on s'y prît. Mais j'ai toujours cru qu'il y aurait un jour où on pourrait l'essayer avec chance d'y réussir, et ce jour était celui où la Prusse reprendrait le cours de ses usurpations. Alors, les Allemands du Sud, envahis par elle, se jetteraient dans nos bras ; l'Autriche ne pourrait plus hésiter et l'Angleterre serait moralement avec nous. Dans ces conditions, avec notre armée tenue sur un bon pied, on pourrait peut-être refaire l'ancienne Confédération germanique ou prendre sur le Rhin des garanties territoriales. Mais toute guerre, avant que la Prusse ne commît une nouvelle usurpation matérielle, me semblait une folie.

« Dès que l'incident Hohenzollern s'est produit, j'ai commencé une campagne des plus actives pour prévenir la guerre. J'avais ménagé le ministère en vue des élections futures, n'ayant, du reste, rien à faire de lui pour ce qui me concernait. Le danger de guerre venu, je me suis applaudi de ménagemens qui pouvaient devenir fructueux dans une occasion capitale. Vous avez chanté trop haut, leur ai-je dit ; mais enfin, avec de la conduite, on peut réparer cette fausse note du début. La Prusse s'est mise dans son tort, et on pourra le lui faire payer par un gros échec. L'Angleterre va se mettre à l'œuvre pour empêcher la guerre : tout le monde l'y aidera, et la Prusse sera obligée de retirer son candidat. Ce sera un gros désagrément, un véritable échec, et il faudra s'en contenter. Si vous allez au delà, les amours-propres seront mis en jeu, et je regarde la guerre comme inévitable. Cette guerre peut être malheureuse, malgré la vigueur de l'armée française, et il ne faut pas en courir le danger. Quant au désir naturel de défaire Sadowa, il faut le mettre de côté et le remettre au jour des futures et inévitables usurpations de la Prusse.

« On m'a dit que j'avais raison, mais que malheureusement on ne croyait pas pouvoir obtenir le sacrifice du Hohenzollern. J'ai répliqué qu'on l'obtiendrait, mais qu'il fallait s'en contenter.

« Le lendemain même de ce dialogue reproduit trois ou

quatre jours de suite, la dépêche espagnole, dont le roi de Prusse était l'inspirateur, a été communiquée, et M. Ollivier, qui venait de la recevoir chez M. de Gramont en accourut fou de joie à la Chambre et, dans le débordement de cette joie, il l'a laissé lire à tous les journalistes, boursiers, etc. Si la dépêche avait pu être définitivement acceptée, le mal n'eût pas été bien grand, mais le parti de la guerre, qui était le parti bonapartiste, n'espérant reprendre son ascendant que par la guerre, a poussé des cris de rage en voyant la querelle prête à s'éteindre. A la tête de ce parti se trouvait le maréchal Lebœuf, brave homme, excellent soldat, ivre d'ambition et politique fort léger. Tous les bonapartistes se sont mis derrière lui et ont fait retentir dans le Cabinet des cris de fureur. C'est une question de savoir si l'Empereur n'a pas été plus entraîné qu'entraîneur. Toujours est-il que les pacifiques, qui étaient en majorité et avaient Ollivier à leur tête, se sont laissé intimider et on a convenu de demander au roi de Prusse des engagemens personnels afin de l'humilier : on le disait tout haut.

« J'ai vu les ministres après le funeste conseil qui a été tenu mardi, je crois (12 juillet). Je leur ai dit qu'ils venaient de commettre une grande faute en ne se déclarant pas satisfaits, et que la guerre redevenait probable. Ils m'ont juré leurs grands dieux qu'ils seraient prudens, c'est-à-dire peu exigeans. Pendant ce temps, j'ai fait une vraie campagne auprès des gens du Centre. Cent au moins m'ont déclaré que si je leur donnais le signal de la paix, ils me suivraient. Il y en a un bon nombre qui sont venus me dire : Prenez le pouvoir, nous sommes deux cents qui vous soutiendrons : on ne peut pas laisser le pouvoir dans de telles mains. Vous devinez la réponse que j'ai faite et j'ai toujours insisté pour qu'on se bornât à avoir la paix pour but essentiel. Je n'ai pas trouvé une seule objection, sauf chez les bonapartistes que, du reste, je ne hantais guère. Le mercredi 13, on a remis les explications dernières à vendredi 15. J'ai vu, revu les ministres, et plusieurs m'ont déclaré, à moi parlant, qu'ils donneraient leur démission plutôt que de prendre la responsabilité de la guerre. Plichon, Chevandier me l'ont promis.

« Vendredi, tout a changé de face. Le Cabinet divisé était près de se rompre lorsqu'une faute du roi de Prusse, fait inexplicable, est venue fournir un prétexte à toutes les

lâchetés. Le roi de Prusse avait dit qu'il consentait à ce que ses ministres déclarassent avoir connaissance de la renonciation du Hohenzollern et l'approuver. Certes, c'était bien assez. Mais on a voulu son propre engagement et il s'y est refusé, vaincu par les cris de l'armée et des bourgeois de Berlin, lesquels, d'abord pour nous, ont tourné contre nous en voyant que la concession faite ne nous arrêtait pas. Le Roi alors a déclaré qu'il ne concéderait rien de plus. Or M. Benedetti ayant eu la maladresse de l'aborder dans une promenade, il a refusé de l'écouter. Ce n'était pas là l'outrage dont on a parlé. C'était une imprudence qui pouvait mal tourner. De bons citoyens auraient atténué la chose, eu recours à l'Angleterre pour l'arranger et auraient ainsi sauvé la paix. Mais messieurs les ministres y ont vu un moyen de se rallier au parti de la guerre sans trop de déshonneur, de rentrer dès lors dans le Cabinet d'où ils se sentaient près de sortir et ils ont apporté la folle déclaration de guerre du vendredi 15. Lorsque, au milieu d'une anxiété inouïe, le manifeste a été lu, une sorte de stupeur a saisi la Chambre. Les centres ont fait comme les ministres, ont eu recours à ce moyen de ne pas se brouiller avec le pouvoir, et les ministres, pour sortir ministres, les ministériels pour pouvoir rester ministériels, ont jeté le pays et le monde dans une épouvantable guerre.

« La gauche elle-même, si brave, était saisie et paralysée, quand je me suis levé par un mouvement dont je n'étais pas maître, et alors toutes les fureurs du bonapartisme ont fondu sur moi. Le *Moniteur* seul peut donner une idée de la scène.

« Voilà la pure vérité, que je puis jurer être la vérité devant Dieu et les hommes ! Cet événement qui nous ôtera ou notre liberté ou notre grandeur m'a brisé le cœur ! Il faut faire, et je fais des vœux pour notre armée. Mais pour ceux de nos militaires qui sont libéraux, quelle douleur, en combattant pour notre sol, de se dire qu'ils ne seront vainqueurs qu'aux dépens de notre liberté ! Du reste, le devoir n'est pas équivoque : il faut tout faire pour vaincre, et si j'étais soldat, je risquerais franchement ma vie pour cette cause. Mais pour moi, désormais, il n'y a plus que des sujets de tristesse. Hélas ! quand on vit beaucoup, on restreint tous les jours le cercle de sa véritable estime !

« Adieu, mon cher ami ; gardez cette lettre, mais pour vous et vos enfans, et, si dans l'avenir on la retrouve, elle expliquera

à nos petits-neveux comment s'est décidée cette odieuse guerre! Adieu! adieu! Écrivez-moi. Tout à vous de cœur.

« A. THIERS. »

Le même à M. de Rémusat (1).

Paris, 19 juillet 1870.

« Mon cher ami,

« Vous avez deviné juste, les causes de la guerre sont des plus pitoyables. La revanche contre la Prusse, pour offrir des chances favorables, devait être différée. Comme la Prusse ne pouvait continuer son œuvre, si souvent affichée, sans mettre la main sur les États du Sud de l'Allemagne, il fallait attendre ce jour-là, et nous aurions eu pour nous une moitié de l'Allemagne, plus l'Autriche, obligée de se prononcer, puis l'Angleterre qui n'aurait pas voulu souffrir de nouvelles usurpations prussiennes, ou qui, si elle n'était devenue belligérante avec nous, aurait été neutre, bienveillante, suffisante dès lors pour contenir la Russie. Là était le moment de l'action. Jusque là, il fallait se contenter de vider le mieux possible les incidens quotidiens sans avoir tort, si une rupture devenait inévitable. La Prusse, qui s'était donné tort en mettant en avant la candidature Hohenzollern, ayant réparé son tort par le retrait de cette candidature, le tort est de notre côté et nous sommes exposés à avoir toute l'Allemagne contre nous, l'Autriche résolument neutre et l'Angleterre neutre exaspérée. Je l'ai dit aux ministres; ils ont semblé me croire; ils m'ont affirmé qu'ils partageaient mon opinion et ils la partageaient en effet; mais ils se sont laissé effrayer par les bonapartistes qui croient regagner le pouvoir si l'Empire recouvre son prestige au moyen d'une guerre heureuse, et, voyant venir une crise ministérielle, s'ils s'obstinaient pour la paix, ils ont saisi l'occasion d'un mouvement d'humeur du roi de Prusse qui était déjà suivi d'explications, ils ont tout exagéré et ont préféré la guerre à leur retraite. Quant à la Chambre, elle était pacifique. Cent membres au moins m'avaient supplié de défendre la paix; mais ils ont eu peur des clameurs bonapartistes et ils ont envoyé les Français à la boucherie comme les poltrons de la

(1) M. Thiers a ajouté en haut de la lettre : « non expédiée. »

Convention envoyaient les honnêtes gens à la guillotine, par faiblesse. Pour moi, je ne les ai pas voulu imiter et j'ai fait ce que vous savez.

« Ce que je dis est la pure vérité. Et maintenant, Dieu sait ce qui adviendra! Le ministre de la Guerre dit qu'il est prêt. J'ai peur qu'en étant un aimable et brave homme, il soit prodigieusement léger! Dieu veuille que l'entrain de l'armée supplée à l'insuffisance des préparatifs! Pour moi, vous n'en doutez pas, je désire ardemment la victoire; mais je sais bien ce qui arrivera : victorieux, nous retomberons sous le gouvernement personnel, infatué et ressuscité en entier, ou, si nous sommes vaincus, nous verrons la France terriblement traitée par l'étranger; mais mieux vaut la victoire, cent fois mieux!...

« A. Thiers. »

Après Sedan et la proclamation de la République, Jules Favre, nommé ministre des Affaires étrangères, avait rédigé le 6 septembre sa célèbre circulaire où, rappelant que le roi de Prusse avait déclaré faire la guerre à Napoléon III et non à la France, il ajoutait : « Veut-il continuer cette guerre impie? Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses! Notre intérêt est celui de l'Europe tout entière! » Il supplia M. Thiers de se rendre dans les différentes capitales de l'Europe afin de plaider la cause de la France et de décider les gouvernemens étrangers à intervenir. M. Thiers partit pour Londres le 12 septembre. M. Mignet lui écrit afin de le tenir au courant des événemens. On va voir avec quelle netteté l'éminent historien prévoyait les terribles dangers qu'entraînerait pour l'Europe la victoire allemande.

M. Mignet à M. Thiers.

Paris, 14 septembre 1870.

« Mon cher ami,

« Rien de nouveau depuis ton départ. Les Prussiens avancent, mais lentement; ils sont plus loin de Paris qu'on ne le disait avant-hier. On a plus de temps pour achever les préparatifs de la défense à laquelle tout le monde est disposé avec une mâle résolution et une ardeur croissante : toutes les places fortifiées grandes ou petites comme Strasbourg, Metz, Thionville, Toul, Phalsbourg, Montmédy, Verdun, ont tenu contre les bombardemens et les attaques des Prussiens. Paris, mieux fortifié et bien défendu, mis longtemps à l'abri par sa ceinture de forts

avancés, protégé de plus par sa vaste et formidable enceinte, tiendra avec vigueur et constance. La revue de la Garde nationale et de la Garde mobile passée hier par le général Trochu, de la place de la Bastille aux Champs-Élysées, a été d'un effet grand et rassurant. L'esprit de cette multitude armée était excellent et son attitude ferme.

« Les vœux comme les assentimens continuent à te suivre dans ta mission patriotique. Puisse-t-elle réussir pour l'honneur et l'intérêt des grandes Puissances de l'Europe, non moins que pour le soulagement et l'intégrité de la France livrée à une invasion qui reste maintenant sans motif fondé de la part d'une Puissance aujourd'hui uniquement conquérante. L'Angleterre, la Russie et l'Autriche ont un intérêt égal à s'opposer à la dévastation, à la ruine, à l'amoindrissement territorial de la France. Le maintien de l'équilibre européen leur importe aussi à un degré égal. L'unité de l'Allemagne sous la Prusse, devenue certaine de fait par la guerre et qui s'accomplira de droit après la paix, rendra l'orgueilleuse et belliqueuse Prusse prépondérante sur le continent. Si on la laissait prétendre à des annexions aux dépens de la France, elle serait, tôt ou tard, et lorsqu'une occasion favorable s'en présenterait, disposée à réunir au futur et inévitable empire germanique les Allemands des provinces autrichiennes et les Allemands des provinces russes de la Baltique. Souffrir qu'elle se montre ambitieuse contre la France, c'est s'exposer à ce qu'elle le soit un jour contre l'Autriche et contre la Russie. Si on ne l'empêche pas d'être envahissante aujourd'hui, on la rendra dangereuse pour tout le monde dans un immanquable avenir.

« Adieu, mon cher ami, je te souhaite santé dans ce rude voyage et succès dans cette tâche fort grande aussi européenne que française. Bien affectueusement tout à toi.

« MIGNET. »

De retour de Londres, où, hélas! ses efforts avaient échoué, M. Thiers repartit le 20 septembre pour Vienne et Saint-Pétersbourg. Il devait revenir par Florence et rentrer à Tours, siège de la délégation de la Défense nationale, le 21 octobre. Le duc de Broglie lui écrit pour lui retracer l'état des affaires en France et lui dire que seul il peut sauver le pays. Autant M. Mignet était confiant, autant le duc de Broglie, troublé et inquiet, charge de sombres couleurs un tableau dont heureusement les pronostics pessimistes ne se sont pas tous réalisés.

Le duc de Broglie au même.

Broglie, le 14 octobre 1870.

« Cher Monsieur Thiers,

« Je ne sais où cette lettre vous trouvera, mais mon désir ardent est qu'elle vous arrive aussitôt que vous aurez remis le pied en France.

« La situation de nos tristes affaires s'est beaucoup empirée depuis votre départ et pendant votre absence, et je prends la liberté de l'exposer à votre excellent jugement, telle quelle m'apparaît, sans lâche faiblesse, j'espère, mais aussi sans illusion.

« Ce n'est pas à Paris qu'est le mal. La défense de Paris paraît plus forte, mieux conduite, plus courageuse qu'on ne pouvait l'espérer. Tout fait croire qu'il n'y a là ni surprise, ni abandon de soi-même, ni, immédiatement du moins, de violence révolutionnaire à craindre.

« Mais ce n'est pas à nous qu'il faut dire que cette défense ne peut être qu'une affaire de temps et que, dans un délai plus ou moins long, Paris doit tomber s'il n'est secouru.

« Or, je cherche en vain d'où pourrait maintenant venir le secours. De la diplomatie et de l'action des neutres? Si vous nous rapportez cette bonne fortune, tout est sauvé, mais je ne m'en flatte pas. Du temps seul et de la mauvaise saison? L'hiver est encore loin et les Prussiens beaucoup mieux établis dans les villas des environs de Paris que nous ne l'étions dans la tranchée de Sébastopol. D'une armée nouvelle faite sur la Loire ou ailleurs? Dieu le veuille! Mais est-il raisonnable de compter que nous pouvons avoir aujourd'hui une armée meilleure que celle qui s'est laissé bloquer à Metz ou celle qui s'est rendue à Sedan?

« En attendant, ce qui va son train pendant que le siège dure, c'est la désorganisation et la ruine de la France. Les Prussiens la prennent et la pillent en détail. Les résistances isolées qu'ils rencontrent, dépourvues d'ordre et d'unité, ne font qu'aggraver le mal quelque honorables qu'elles soient pour ceux qui les opposent, car elles changent en pillage proprement dit les réquisitions de l'ennemi. Les républicains, bien

intentionnés, mais très incapables, portent le désordre dans tous les services publics et jettent l'effroi dans les populations qu'ils veulent animer. C'est une confusion et un découragement universels.

« Dès lors, quand Paris tombera (et à moins d'un miracle, cette chute est inévitable), ce qui arrivera est infaillible. Le gouvernement actuel tombera lui-même dans le désastre, soit sous les coups de ses amis extrêmes, soit sous le poids de son impuissance. Il disparaîtra dans la mêlée, et le roi de Prusse, en possession de notre capitale, et ne trouvant aucune espèce de gouvernement devant lui, sera plus maître de la France qu'aucun conquérant depuis Alaric n'a été maître d'aucun pays.

« Force lui sera, pour trouver avec qui traiter, de créer un gouvernement lui-même et il en formera un, n'en doutez pas, car on trouve toujours un Stanislas-Auguste pour prendre une couronne, à charge de démembrer un État. Il dictera ses conditions à volonté à ce gouvernement de sa façon et en assurera l'accomplissement et le maintien de son œuvre par une occupation prolongée.

« Voilà la fin de notre histoire, fin certaine, à moins que Dieu, par un prodige de miséricorde, ne donne à Gambetta le génie du premier Bonaparte ou ne fasse sortir Bazaine de ses fers.

« A cette horrible situation, je ne vois qu'une sorte de remède, c'est qu'avant que la chute de Paris soit consommée, une Assemblée soit convoquée pour délibérer spécialement sur la continuation de la guerre ou la conclusion de la paix. C'est une question sur laquelle le pays a le droit d'être consulté et une telle Assemblée peut seule relever Jules Favre et son gouvernement de ce qu'il y a de trop absolu dans le terrain sur lequel ils se sont placés. Avec une telle Assemblée, également, le vainqueur, quelle que soit son insolence, sera pourtant obligé de traiter. Sans doute, sa mission serait pénible et presque humiliante ; mais tout vaut mieux pourtant que l'extrémité de tenir de la générosité seule du vainqueur, avec les débris de notre territoire, la personne de notre souverain et la forme de nos institutions.

« Quant à l'idée que, Paris vaincu, on pourrait encore continuer la lutte, vous connaissez trop la France pour vous en

flatter et d'ailleurs, je le répète, la France est plus malade aujourd'hui que Paris.

« Il n'y a que vous, cher Monsieur Thiers, qui puissiez faire entendre au pays et à ceux qui nous gouvernent cette dure vérité. Vous venez d'essayer, aux dépens de votre repos et de votre santé, d'épargner à la France et à la République naissante la dernière conséquence des fautes de l'Empire. Je crains fort que vous n'y ayez pas réussi. Il s'agit maintenant de sauver la République elle-même, si c'est possible, et en tout cas la France des conséquences plus graves encore qu'entraînerait la persévérance, au delà des bornes de l'honneur et de la raison, d'une lutte sans espoir...

« Croyez à tout mon dévouement.

« BROGLIE. »

Au cours de son voyage diplomatique, M. Thiers avait prié les chargés d'affaires à Londres, M. Tissot, et à Saint-Pétersbourg, M. de Gabriac, de lui écrire pour le renseigner sur les sentimens des ministres étrangers auprès desquels ils étaient accrédités, — en dehors du délégué de Jules Favre (demeuré à Paris) au gouvernement de Tours, M. de Chaudordy. — Par les lettres de M. Tissot qui suivront et celle de M. de Gabriac, donnée plus loin, on verra à quel point l'Angleterre et la Russie étaient décidées alors à conserver une neutralité dont les événemens d'aujourd'hui révèlent l'imprudence. On relèvera cependant dans ces lettres, de la part d'hommes d'Etat anglais, de claires prévisions d'un avenir que nous voyons se réaliser sous nos yeux.

M. Tissot, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Thiers.

Londres, 14 octobre 1870.

« Monsieur,

« Les journaux annonçant votre prochaine arrivée à Tours, j'ai l'honneur de vous envoyer, sous le couvert du comte de Chaudordy, la seule lettre qui me soit parvenue pour vous après votre départ.

« La situation à Londres est à peu près telle que vous l'avez laissée. Le gouvernement anglais continue à se renfermer dans son parti pris d'abstention et persiste à n'intervenir que lorsqu'il lui sera prouvé que sa médiation aura quelque chance de succès. L'opinion publique nous est de plus en plus favorable, et de nombreux meetings se sont organisés ou s'organisent dans tout le Royaume-Uni pour affirmer les sympathies de l'Angle-

terre pour la France et pour la cause de la paix. M. Gladstone tient trop à sa popularité pour ne pas tenir compte, dès qu'il le pourra, d'un mouvement aussi considérable. Mais il faudrait que la situation actuelle, en se modifiant, lui en fournît l'occasion. Il est regrettable, à ce point de vue, que les élections générales aient été encore ajournées. Telle a été du moins l'impression générale en Angleterre.

« En reprenant mes relations avec lord Granville, je l'ai trouvé sous le charme de vos derniers entretiens avec lui.

« Je vous prie d'agréer...

« TISSOT. »

Les mêmes situations réclamant les mêmes remèdes, on va voir M. Thiers définir ici à un correspondant politique la nécessité, en 1870, de l'« Union sacrée, » qui, à tant d'égards, a été si peu réalisée aiors, comme on le constatera plus loin par une lettre du comte Daru. La lettre qui suit offre des considérations dont chaque terme peut être repris et médité aujourd'hui avec profit.

M. Thiers à M. Dréolte, ancien député.

Florence, 18 octobre 1870.

« Monsieur,

« Je n'ai reçu qu'à Florence, et le 15 octobre, la lettre que vous m'avez adressée de Monaco le 19 septembre. Cette circonstance vous explique mon silence, votre lettre ayant dû courir toute l'Europe pour me rejoindre. Je pense comme vous, monsieur, que l'union de tous les partis unis, non pour leur avantage personnel, mais pour sauver le pays, peut seule nous aider à sortir de l'abîme où nous sommes tombés. La forme, le titre du nouveau gouvernement importent peu, et il faut joindre nos efforts à ceux de tous les hommes honnêtes, qui, mettant de côté leurs préférences personnelles, travailleront d'abord à arracher le pays des mains de l'ennemi et à le reconstituer ensuite. Je ne sais ce qui nous attend, mais, pour moi, je continuerai à consacrer les forces qui me restent au service de notre chère et infortunée patrie, heureux de voir s'augmenter le nombre de ceux qui la serviront sincèrement, et peu enclin à le diminuer par des exclusions aussi injustes qu'impolitiques.

« Agréez...

« A. THIERS. »

M. Mignet à M. Thiers.

Paris, 26 octobre 1870.

« Mon cher ami,

« Te voilà arrivé à Tours. C'est fort heureux si tu n'es pas trop fatigué de ce long et patriotique voyage. Ta présence et tes conseils seront très utiles à l'organisation et à l'emploi des armées qu'on lève pour la défense de la France envahie sur tant de points, et l'assistance de Paris, jusqu'à présent plus gêné que menacé par les Prussiens. Paris, qui te doit ses fortifications, et auquel ta prévoyante vigilance a fait procurer les subsistances nécessaires à deux millions d'habitans pendant plusieurs mois de siège, est dans un état formidable de défense. On peut le considérer comme imprenable de vive force. Tous ses abords sont inaccessibles, et les défenses ont été poussées presque partout et sont maintenues bien au delà des forts détachés. Depuis ton départ, les quatre-vingts ou quatre-vingt-dix mille gardes mobiles ont été constamment exercés aux pratiques et aux mouvemens militaires, sont devenus des soldats et se sont aguerris déjà dans quelques rencontres, où ils se sont montrés aussi solides que résolus. La Garde nationale sédentaire est elle-même comme une armée de 250 000 hommes : elle a appris le maniement des armes, fait l'exercice avec beaucoup de dextérité et d'ensemble sur les places et dans les rues de Paris, transformé en immense ville de guerre, et va régulièrement aux remparts, qu'elle défendrait sans broncher. Après la délivrance, elle sera, armée et disposée comme elle est, d'une grande ressource contre le parti anarchiste et socialiste, qui est, dans le moment, abattu, et dont les chefs ont perdu le commandement des bataillons à la tête desquels ils avaient été placés. Quant à la troupe régulière, qui s'élève à près de 60 000 hommes, sans compter les marins et les soldats qui sont dans les forts détachés, elle est sortie de son découragement, a repris son entrain et se comportera bien devant l'ennemi. Elle l'a déjà montré. Il faudra seulement qu'elle soit habilement conduite lorsqu'on fera, pour rompre les lignes des Prussiens, un grand effort dans lequel l'artillerie, qu'on augmente beaucoup, jouera sans doute le premier rôle.

« Jusqu'ici, les Prussiens n'ont rien tenté contre Paris. Ils

se sont bornés à l'investir. Attaqués même dans un assez grand nombre de positions qu'ils avaient occupées, ils en ont été délogés et ils ont été contraints d'éloigner leurs lignes d'investissement. Avec les troupes qu'ils ont, leur circonférence étant très étendue, la ligne d'investissement ne doit pas être bien épaisse sur certains points. C'est sur l'un de ces points qu'il faudrait la percer. Immobiles jusqu'ici dans leurs retranchemens, attendent-ils leurs grosses pièces de siège pour passer de l'investissement à l'attaque? C'est peu vraisemblable. S'ils parvenaient à jeter quelques bombes sur quelques coins de Paris, ils ne parviendraient jamais à prendre Paris. Paris, défendu comme il l'est, est imprenable. Il est donc à croire qu'ils se borneront à en maintenir l'investissement et qu'ils espéreront, à la longue, le réduire par la famine. La famine est bien loin, et les ressources sont encore très abondantes. Mais il faut qu'à Paris et en province, on s'applique à déjouer le plan des Prussiens et qu'on ne néglige rien pour le faire tourner contre eux...

« Tout à toi de tout mon cœur.

« MIGNET. »

La lettre qui suit, de M. Duvergier de Hauranne, a été écrite le jour même où se signait la capitulation de Bazaine à Metz ! Malgré ses répugnances à toute tractation avec les Prussiens, Gambetta a consenti à ce que M. Thiers allât discuter avec le gouvernement de Paris la question de l'armistice. M. Thiers part le 28 octobre, muni de passeports allemands; il ira à Versailles voir M. de Bismarck. Mais devant la fermentation des esprits à la nouvelle de la capitulation de Bazaine, le gouvernement de Paris sera obligé de repousser les conditions humiliantes que la Prusse veut imposer à la France. M. Duvergier de Hauranne note l'état d'esprit répandu dans les campagnes et enregistre des bruits singuliers — qu'on a vus reparaître de nos jours sous des formes à peine différentes. Il formule déjà au sujet de l'Alsace ce qui sera le sentiment de la France durant un demi-siècle. Il y a lieu de signaler dans cette lettre un passage favorable à Gambetta. Les papiers de M. Thiers, pour l'année 1870, ne contiennent à peu près rien venant de Gambetta. Mlle Dosne paraît, en outre, n'avoir voulu conserver que les documens plutôt défavorables à l'organisateur de la défense nationale.

M. Duvergier de Hauranne au même.

Herry (Cher), 27 octobre 1870.

« Mon cher ami,

« Quand j'ai appris votre retour à Tours, j'ai pris la plume pour vous écrire; mais j'ai pensé que vous aviez beaucoup

mieux à faire que de lire les lettres de vos amis et je me suis abstenu. Aujourd'hui, pourtant, je lis dans les journaux que vous êtes au moment d'aller à Paris traiter d'un armistice et, si cela est vrai, je ne veux pas vous laisser quitter Tours sans vous dire avec quel intérêt, comme patriote et comme ami, je vous ai suivi pendant votre grand voyage et combien je désire que vous puissiez couronner votre vie en rendant à la France le plus signalé des services. Tout le monde ici aspire à la paix, non certes à une paix honteuse et qui rendrait bientôt une nouvelle guerre nécessaire; mais, malgré les perfidies de la *Gazette* et les bêtises du *Siècle*, on a confiance en vous et dans le gouvernement. Quant à nos moyens de défense, vous êtes à même de les connaître bien plus que nous dans notre isolement, et je n'ai rien à vous dire là-dessus, si ce n'est qu'il y a malheureusement peu de fond à faire sur l'énergie des gardes nationales. Mais vous devez, plus encore que Jaubert et Rémusat, éprouver une satisfaction patriotique en pensant que l'admirable résistance de Paris vous est due et que vous avez élevé de votre main notre dernier rempart. Paris, disait-on à la fin d'août, ne peut pas tenir quinze jours. Paris tient depuis cinq semaines et veut tenir encore. Mais il est bien clair qu'il ne peut pas tenir toujours et que, si une armée extérieure ne vient pas à son aide, Paris devra succomber. C'est à vous à savoir s'il est vrai, comme on nous le dit, que cette armée se réorganise et qu'elle est en état d'agir.

« Peut-être aurais-je fait le voyage de Tours pour vous serrer la main si je n'étais cloué ici par la stupidité de nos paysans, qui s'obstinent à croire que ce sont les ennemis de l'Empereur qui, désespérant de le renverser par eux-mêmes, ont appelé les Prussiens à leur aide et qui, aujourd'hui encore, leur portent de l'argent et des fusils. Ajoutez que les démocrates de la Charité-sur-Loire ne sont guère moins absurdes et qu'ils signalent comme amis des Prussiens ceux qui habitent des châteaux. Ce qui donne à toutes ces rumeurs plus d'importance, c'est que les Prussiens sont dans la vallée de la Loire et qu'en peu de temps ils pourraient remonter jusqu'à nous.

« Adieu, mon cher ami, nous augurions bien mal de l'Empire, vous et moi, et je n'ai jamais oublié le mot que vous me disiez à Trouville, il y a quatre ans. Mais l'Empire a dépassé nos prévisions, tout en les justifiant. Il ne faut pourtant pas

perdre courage. J'espère bien qu'on ne nous enlèvera pas l'Alsace ; mais, si nous la perdions, la France ne devrait plus avoir qu'une pensée : celle de la reprendre.

« Adieu encore ; faites mes amitiés à l'excellent amiral Fourichon et à Glais-Bizoin. Je ne connais pas personnellement Gambetta, mais mes fils le connaissent, et il justifie tout à fait la bonne opinion qu'ils ont toujours eue de lui. Si Paul de Rémusat est encore avec vous, serrez-lui la main pour moi.

« Tout à vous cordialement.

« DUVERGIER DE HAURANNE. »

M. Mignet au même.

Paris, 6 novembre 1870.

« Mon cher ami,

« Je profite du retour de M. Cochery à Versailles pour t'écrire quelques mots... Il m'a dit que tu te portais parfaitement, ce qui m'a fait grand plaisir, et que tu ne tarderais pas à retourner à Tours. J'espérais que tu reviendrais d'abord ici, et c'était le désir comme l'espoir de tout le monde. Est-ce que la négociation de l'armistice n'a pas abouti ? C'est à craindre. Si les Prussiens n'en ont pas admis les conditions fondamentales qui étaient comme les moyens préliminaires d'une paix acceptable par la France, la guerre se perpétuera d'une façon terrible. Paris, qui vient de protester avec tant d'ensemble contre l'anarchie et la sédition dont les chefs sont arrêtés ou cachés, se défendra avec une énergie désespérée. Puisses-tu être utile à Tours par ton habileté et ton patriotisme qu'on admire et dont tous les bons Français parlent avec enthousiasme et reconnaissance. Adieu, mon cher ami, tout à toi de cœur et d'esprit.

« MIGNET. »

M. Tissot, chargé d'affaires de France à Londres, au même

Londres, 12 novembre 1870.

« Monsieur et cher Maître,

« Permettez-moi de vous remercier du souvenir affectueux que vous avez bien voulu me donner et que M. de

Roquette m'a fidèlement transmis. J'en ai été profondément reconnaissant...

« Ai-je besoin de vous dire avec quelle anxiété et quelle admiration pour votre dévouement j'ai suivi, de loin, les différentes phases de la mission que vous aviez acceptée et que vous seul pouviez remplir, précisément parce que le succès en était jugé d'avance impossible? Perdue en présence des exigences prévues de la Prusse, la cause que vous avez plaidée a été gagnée pour nous auprès de l'opinion publique. Vous seul, encore une fois, pouviez faire une victoire de cet insuccès. Telle est l'impression que je constate autour de moi, et c'est à vous, en somme, que nous devons le mouvement si marqué, depuis quelques jours, qui nous absout de nos fautes passées pour condamner exclusivement les ambitions de l'Allemagne pour lesquelles, naguère encore, l'Angleterre avait une si étrange indulgence. Je suis convaincu, d'ailleurs, et tout le monde ici partage cet espoir, que vos entretiens avec M. de Bismarck n'auront pas été stériles : la graine de la paix a été semée.

« Lord Granville nous promet d'agir de nouveau auprès du Cabinet de Berlin et il ne fait, en ceci, que céder aux vœux de l'opinion publique anglaise, de plus en plus contraire à la prolongation de cette épouvantable guerre. Au fond de ces sympathies que l'Angleterre nous témoigne, il y a, assurément, le sentiment très égoïste des dangers qui la menacent; peu importe : l'essentiel est qu'elle comprenne aujourd'hui ces périls qu'elle a si longtemps niés. L'arrogance germanique y a contribué plus encore peut-être que nos désastres. La presse allemande réclame déjà Héligoland comme la clé de la mer du Nord. Quant à la Hollande, elle sera appelée à faire partie du Zollverein, en attendant qu'elle occupe, bon gré mal gré, la place qui l'attend déjà dans la confédération allemande.

« Telles sont les conséquences les plus prochaines et l'on en entrevoit d'autres dans un avenir plus ou moins éloigné. « *Tout ceci*, me disait hier M. Otway, le sous-secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, *finira par une coalition européenne contre l'Allemagne!* » — « Je l'espère bien, lui ai-je répondu, mais que les membres de cette future coalition fassent en sorte que nous puissions y jouer le rôle auquel nous avons droit! »

« Laissez-moi, avant de finir cette lettre déjà trop longue, vous remercier encore une fois de votre abnégation, de votre

dévouement, de vos sacrifices, de l'exemple que vous nous donnez à tous, cher et vénéré maître, et de joindre à l'expression de ces sentimens celle de ma profonde et respectueuse affection.

« TISSOT. »

Le marquis de Gabriac,
chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg, au même.

Saint-Pétersbourg, 18 novembre 1870.

« Monsieur,

« Je ne voudrais pas laisser achever ce long voyage que vous venez d'entreprendre pour les intérêts de notre pauvre France et dont Saint-Pétersbourg a été une des étapes, sans vous adresser un souvenir de cette capitale où j'ai eu l'honneur de passer avec vous quelques jours qui resteront gravés dans ma mémoire. Nous vous avons suivi, comme tout le monde, avec une émotion bien légitime dans toutes vos haltes, dans la dernière, surtout, celle de Versailles, qui devait être la plus pénible de toutes. Aujourd'hui que je vous vois à Tours, je prends la liberté, d'après votre aimable invitation, de reprendre avec vous, à longue portée, l'entretien dont vous m'aviez permis pendant huit jours d'avoir avec vous l'habitude.

« Depuis votre départ, la situation diplomatique ne s'est pas beaucoup améliorée à notre profit. Il n'en pouvait être autrement. Vous avez sans doute eu connaissance des télégrammes que j'ai adressés au gouvernement provisoire. Le parti allemand, en minorité dans le pays, mais dont vous connaissez la force, a exploité contre nous auprès de l'Empereur des scènes de désordre qui ont eu lieu en France, notamment à Marseille et dans une partie du Midi. On a mis tout au long dans les journaux le compte rendu des tristes scènes de l'Hôtel de ville. D'autre part, la capitulation de Metz nous a naturellement beaucoup nui comme effet moral et, militairement parlant, on en a conclu que, n'ayant plus d'armée régulière à opposer à l'ennemi, notre résistance n'était plus qu'un acte d'obstination inutile. Cependant, j'ai constaté avec une grande joie que notre victoire d'Orléans avait produit beaucoup d'effet. Un homme, qui est cependant d'un orthodoxisme grec irréprochable et même militant, me disait qu'il était convaincu que ce premier succès

venant de la France nouvelle après les désastres inouïs du passé et venant d'Orléans, rappellerait les anciens souvenirs nationaux et réveillerait le patriotisme. D'autre part, la publication des cadres des nouvelles armées de Paris où l'entourage militaire de l'empereur Alexandre affectait de ne voir distinctement, à travers la personnalité honorable du général Trochu, que des Flourens et des Millière, a causé ici un bon effet. Il y avait donc des généraux *pour de vrai* en dehors de ceux tombés à Sedan ou à Metz! Tout va donc dépendre aujourd'hui des événemens militaires et de l'attitude que prendra l'Europe vis-à-vis de la dénonciation du traité de 1856.

« J'ai vu hier la note anglaise qui a été remise avant-hier au prince Gortchakow. Elle ne me paraît pas bien méchante. L'Autriche en fera sans doute une aussi. Mais, au fond, que veut et que peut faire l'Europe de durable sans nous? Jusqu'à présent, il me semble qu'elle n'a jamais su s'entendre que contre nous, mais qu'elle est impuissante à créer en dehors de nous. Il nous est bien permis d'avoir quelque présomption quand nous voyons ce qui se passe et de dire que, lorsque le grand ressort est détraqué, les aiguilles ne peuvent plus concorder ensemble. A défaut de meilleure vengeance, ce sera la nôtre. Si la guerre dure encore longtemps, il me paraît probable qu'il n'y aura plus d'autre politique que celle des convoitises individuelles avec des entr'actes. Du reste, c'est celle qui a moralement prévalu depuis l'écrasement du Danemark et dont nous portons la peine aujourd'hui, sans espoir de nous en relever complètement jusqu'à ce que les deux grandes agglomérations nouvelles sorties de ce désordre, le germanisme et le slavisme, s'entre-choquent dans une lutte suprême d'où j'espère que nous serons assez habiles pour faire sortir de nouveau le règne de la justice et du bon sens.

« Mais, en laissant de côté l'avenir, qui n'appartient à personne, et que nous pouvons même rendre plus favorable en améliorant le présent, permettez-moi de me réjouir avec vous de la résistance de Paris. Elle est tout bonnement admirable. Elle sauve notre honneur. C'est à vous, Monsieur, qu'on la doit : nous ne devrons jamais l'oublier, car dans l'histoire vous aurez eu le double honneur de la protéger matériellement par une enceinte fortifiée, et moralement en demandant à l'Europe de la préserver et de la secourir. Mais cette résistance

sera-t-elle utile et permettra-t-elle à la province d'arriver à temps? Nous aidera-t-elle à conclure une bonne paix, car finalement c'est là qu'il faut en revenir. Malheureusement, je crains que nous ne devions surtout compter sur notre énergie, pour obtenir cette paix honorable, but de nos espérances. L'idée des cessions territoriales a fait malheureusement un peu son chemin en Europe, et ici comme ailleurs. Le chancelier vous en avait déjà touché quelque chose. Il m'en a aussi parlé. Je lui ai rappelé aussitôt qu'il m'avait autorisé, dans un télégramme rédigé en quelque sorte sous ses yeux, à faire savoir à M. Jules Favre avant l'investissement de Paris que « le désir de la Russie de voir des cessions territoriales épargnées à la France n'était pas ignoré à Berlin. » Il m'a dit qu'il se rappelait ces paroles, mais que la destruction de toutes nos forces militaires régulières ne lui permettait pas, à moins d'un retour de fortune, de nous laisser concevoir des espérances trop grandes; que toutes les Puissances, après des guerres malheureuses, avaient dû faire des sacrifices, etc., etc. Je lui ai répondu, comme de juste, tout ce qu'il y avait à dire à cet égard. J'ai ajouté un argument que m'avait donné M. de Rudberg, c'est que l'Alsace, — car, au fond, c'est d'elle seulement, je crois, qu'il s'agit, ici du moins, — patriotique comme on la savait, était, de plus, de tendance républicaine des plus accentuées, et qu'au fond elle causerait les plus grands embarras à une Puissance monarchique et en partie féodale comme la Prusse. Le chancelier ne l'a pas contesté. Mais, au fond, je crains qu'à moins de grands succès de notre part, l'Empereur n'ait admis, vis-à-vis du roi de Prusse, la nécessité de quelques concessions. Ceci, du reste, n'est pas une certitude, ce n'est qu'une présomption de ma part et j'espère toujours que la Russie changera d'attitude sous quelque bonne inspiration de la dernière heure, car vous connaissez la mobilité du caractère slave et combien on peut dire avec vérité, quand on a des rapports avec eux :

Tel qui rit vendredi dimanche pleurera.

« Malheureusement, cette bonne inspiration sera surtout due à nos succès si nous en avons; c'est triste à dire, mais j'aime trop la vérité pour chercher à me la dissimuler à moi-même ou à mon gouvernement...

« J. DE GABRIAC. »

Après la capitulation de Metz, la délégation de Tours, accomplissant un effort considérable auquel von der Goltz a rendu justice, improvisa de nouvelles armées. D'Aurelle de Paladines, dans la région d'Orléans, tenait, à la tête de la première armée de la Loire, contre le prince Frédéric-Charles qui s'avançait avec 200 000 hommes contre lui. D'autres corps étaient en formation dans l'Ouest. On notera dans la lettre suivante, chez Mgr Dupanloup, comme on a noté plus haut, cette idée, inspirée d'un passé héroïque, que le sort de la France allait se décider devant Orléans.

Mgr Dupanloup au même.

Orléans, le 19 novembre 1870.

« Monsieur et bien excellent ami,

« Je profite du voyage de M. Cochery pour vous écrire ce tout petit mot.

« Fortifiez l'armée de la Loire ; elle est parfaitement animée, mais trop peu nombreuse. L'armée ennemie s'augmente et se fortifie chaque jour et, malgré le courage de nos généraux et de nos soldats, je crois que notre armée court les plus grands dangers, peut-être le danger même d'un nouveau Sedan, si on ne lui donne pas les moyens de faire face aux diverses attaques et de tous les côtés.

« Pourquoi éparpiller nos forces dans l'Ouest quand tout va se décider sous les murs d'Orléans ?

« Vous savez mon tendre et respectueux attachement.

« F. ÉV. D'ORLÉANS. »

Le P. Gratry au même.

Pau, 23 novembre 1870.

« Cher et glorieux confrère,

« Vous êtes maintenant et resterez l'un des grands citoyens de la France. Vous avez été, en tous ces événemens, un modèle de noblesse, de clairvoyance, de courage, de sagesse. Vos fortifications de Paris, d'ailleurs, sont peut-être notre salut contre l'invasion. Je supplie Dieu de vous bénir et de vous élever, comme homme et comme enfant de Dieu, plus encore que vous n'êtes comme citoyen.

« Que ne puis-je m'entretenir avec vous des grandes ques-

tions de science éternelle vers lesquelles je sais que votre esprit se dirige depuis des années?

« Ne prenez pas la peine de me répondre : vous avez trop à faire. Cependant si quelqu'un me répondait pour vous, faites-moi savoir, je vous prie, par oui ou par non, si vous adoptez les deux jugemens suivans :

« Premier jugement, qui semble appuyé sur les faits et les explique tous :

« M. de Bismarck serait l'un des fourbes les plus méprisables et des plus mauvais scélérats dont l'histoire fasse mention.

« Second jugement, fondé sur une conjecture :

« Le prince royal de Prusse serait un esprit élevé, éclairé, un chrétien, un ami de la paix et du vrai progrès.

« Cher et digne confrère, je vous salue bien affectueusement...

« A. Gratry. »

Le comte Daru au même.

Chiffrevast, près Valognes, 30 novembre 1870.

« Mon cher et illustre collègue (1),

« L'opinion à Paris passe brusquement d'un extrême à l'autre. Elle repoussait, il y a un mois à peine, toute pensée de paix, ou l'accueillait du moins avec peu de faveur. Aujourd'hui, les signes de défaillance paraissent se manifester. Les nouvelles vraies et fausses que l'on a répandues ont ébranlé les courages. On a dit que la république rouge était installée à Lyon, la Phocéenne à Marseille, que le Midi était sens dessus dessous; que Gambetta soufflait le feu partout, s'arrogeait une dictature insolente, que la délégation de Tours entassait fautes sur fautes; que les préfets, agens aussi stupides qu'odieux, n'étaient plus obéis nulle part; que le Nord, la Normandie, la Bretagne refusaient de reconnaître un gouvernement inepte et n'armaient pas dans la crainte de se sacrifier inutilement. De là l'affaissement des esprits. Il y a du vrai dans ces nouvelles : il y a aussi beaucoup d'exagération. La vérité est que le désordre est grand et que l'on a semé malheureusement les germes d'une guerre civile qui pourra bien éclater plus tard. La vérité est que l'ef-

(1) M. Thiers a écrit au dos : « Lettre curieuse, répondu. »

fectif de nos armées de secours ne dépasse guère 250 000 hommes, ce qui est peu, si l'on en déduit les non-valeurs, si l'on regarde à la qualité des soldats, tous conscrits, et surtout si l'on tient compte de l'incapacité de ceux qui les dirigent...

« La situation me paraît donc celle-ci :

« A Paris, du découragement. Certes si on avait vu la province tout entière en armes, si l'on avait vu le Midi comme le Nord et l'Ouest faisant les derniers efforts pour sauver la capitale, l'espérance d'un secours aurait soutenu le moral de la population et fait supporter bien des sacrifices. Mais après la navrante capitulation de Metz, après les folies révolutionnaires demeurées impunies, après les échecs successivement essuyés par suite de fautes manifestes, les illusions se dissipent et, ne sachant plus à quoi se raccrocher, on se laisse aller peu à peu au découragement.

« Vous n'êtes pas, mon cher et illustre collègue, du nombre de ceux que gagnent de telles défaillances. Pour mon compte, je suis loin de croire le mal sans remède. Sans doute on a perdu beaucoup de temps; on a dissipé maladroitement beaucoup de forces. Je sais bien que nous sommes malades, fort malades. Mais on revient de loin quand le moral se soutient. Nos médecins sont mauvais. La seule conclusion à en tirer, c'est qu'il faut les changer, ou, si on ne peut pas les changer, il faut leur adjoindre au moins un ou plusieurs bons docteurs consultans. Vous êtes le premier, le plus renommé de tous. Vous êtes l'homme nécessaire dans la situation présente. Votre patriotisme, votre dévouement vous ont conquis les cœurs de tous vos concitoyens. Vous seul pouvez nous sauver. Si vous étiez à la tête des affaires, vous auriez bien vite mis fin au désordre et organisé nos moyens de défense. Vous rendriez ainsi au pays un signalé service et votre mémoire serait impérissable. Prenez la direction ou mettez-vous à la tête de la délégation de Tours, afin qu'il ne se fasse plus tant de sottises. D'une façon ou de l'autre, dirigez tout. Il y a là pour vous une grande gloire à conquérir. Il faut que vous seul vous commandiez, que vous seul donniez des ordres. Vous jugerez sans doute à propos de vous appuyer sur une assemblée. A mon avis, cette assemblée ne devrait pas être très nombreuse, ne devrait pas être constituante, car il ne s'agit pas de constitution dans un pays envahi. Elle devrait exclusivement s'occuper des moyens de défense. Quoi qu'il en soit, le pays remettra avec

une confiance entière son sort entre vos mains Tout changera de face immédiatement. La guerre ne sera plus une succession d'échecs. L'ordre renaîtra partout. Mais n'attendez pas trop, ou il sera trop tard.

« Le gouvernement actuel n'inspirera de regrets à personne. Il est faible, indécis, phraseur, vacillant : on n'en attend plus rien de bon : il est reconnu au-dessous de sa tâche. Il nous faut un gouvernement capable de traiter, si on le peut, ou de soutenir le moral des populations, si la guerre doit se prolonger tout l'hiver, s'il nous faut fatiguer et user un ennemi que nous ne savons pas vaincre, organiser et armer les réserves puissantes qui nous restent encore et donner le temps aux neutres d'agir; et au hasard, qui joue son rôle dans les affaires de ce monde, de nous venir en aide. Il y aura certainement peu de chances de succès dans cette lutte; mais si M. de Bismarck nous oblige à aller jusqu'au bout, nous serons bien forcés de marcher. Nous voulions la paix : vous y avez travaillé. M. J. Favre l'a offerte : on l'a refusée. Que faire? Les désordres de Paris et du Midi ont montré l'indispensable nécessité de rétablir un gouvernement régulier, et, dans ce but, de procéder à des élections : c'est ce qu'il faut exécuter avec ou sans armistice le plus tôt possible. La Chambre verra si elle veut traiter ou si mieux vaut, pendant qu'on y est, souffrir jusqu'au bout et faire de nouveaux efforts pour repousser les Prussiens. Paris aura sans doute dans ce cas d'assez mauvais momens à passer : il ne sera pas facile de le ravitailler, bien que cela ne soit pas impossible; ses souffrances seront et sont déjà assez grandes, mais après tout, quand Paris serait pendant quelques mois au pain sec et à l'eau, il l'a peut-être mérité et le salut de la France doit passer avant tout.

« Réfléchissez à tout cela, mon cher collègue. Recevez l'assurance...»

« DARU. »

(A suivre.)

LE BARREAU DE PARIS

PENDANT LA GUERRE

Une triple cérémonie consacrée par le Barreau de Paris à la mémoire de ceux de ses membres tombés au champ d'honneur a rappelé sur le Palais de Justice une attention qui, depuis bientôt deux ans, en avait été détournée par l'irrésistible force des événemens.

Le 22 mai dernier, à quelques minutes d'intervalle, le Cardinal Archevêque de Paris et le Président de la République gravissaient les marches de nos escaliers. Le prince de l'Église accueillait en la chapelle de Saint-Louis le chef de l'État, leurs mains s'unissaient et se serraient. Ensemble ils s'avançaient vers l'autel, leurs deux cortèges se suivant de si près qu'ils se fondaient presque en un seul. Puisque le Palais de Justice a fourni le terrain de cette rencontre, puisqu'il a été le théâtre de cette manifestation de concorde et de paix, l'heure semble favorable à une esquisse rapide de ce que fut, au moins pour le Barreau, la vie judiciaire depuis le jour de la mobilisation.

Une année judiciaire normale se termine en langueur. L'assoupissement précède le sommeil. La fête du 14 juillet a entr'ouvert les portes du Palais. Quelques-uns, devançant la date officielle des vacances, s'y sont glissés discrètement sans faire leurs adieux. Les audiences deviennent courtes ; les magistrats se font grondeurs, malgré quoi les avocats se font de plus en plus rares. On n'engage plus d'affaires de longue haleine. On se borne bientôt à celles qui ne méritent pas méditation et qui se

peuvent juger « sur le siège. » La lassitude gagne les plaideurs eux-mêmes. Et quand, le 31 juillet, on pousse le dernier verrou de la dernière audience, l'opération est silencieuse et passe inaperçue. La Justice est endormie pour deux mois ; quelques gardes demeurent avec mission d'écarter de son sommeil tous bruits importuns...

Il en fut autrement au mois de juillet 1914. Jamais fin d'année ne fut plus tumultueuse. Un procès criminel, dont je me refuse le droit de rien dire, en fut cause. Dix jours de suite, les passions surchauffées allumèrent une série d'incendies, provoquèrent de bruyantes explosions. Le rideau se baissa sur une scène d'émeute. Il s'en fallut de peu qu'on n'en vînt aux mains. La salle d'audience s'était vidée le dernier soir avec la violence d'un bassin de retenue dont on ouvre les écluses, et le flot des vociférations s'était répandu dans les galeries obscures. C'est en claquant à se briser que se fermèrent, en cette nuit de juillet, les portes du Palais de Justice. Ce fut dépourvu de majesté : ce fut d'une tristesse profonde.

Déjà, lors des dernières audiences, les rumeurs alarmantes venues de la frontière avaient contribué à irriter les nerfs, à susciter les inquiétudes. Si vraiment l'orage éclatait, serait-ce donc sur une France en proie aux déchiremens intérieurs et qui venait de donner dans le raccourci d'une salle d'audience le spectacle de ses divisions? Quelle résistance pourrait-elle offrir? A quelle discipline se pourrait-elle plier? Mais à la guerre on ne voulait pas croire, on ne croyait pas. Alors que tout semblait compromis, on espérait encore. Le jeudi soir, il semblait que les dés fussent jetés. Le vendredi matin, un téléphone informé m'avisait que tout s'était arrangé dans la nuit. On pouvait quitter Paris : je partais pour la campagne... Jamais encore je n'avais salué l'approche des vacances d'un tel soupir de soulagement. C'est que jamais je n'avais éprouvé tel besoin de substituer au spectacle des passions humaines celui d'un champ de blé que dore le soleil, d'un bois qui chante ou d'un ruisseau qui joue sur les cailloux... Cela devait être court.

Le lendemain même, à cinq heures du soir, l'affiche annonçant la mobilisation m'apprenait que les vacances étaient terminées, j'entends le repos de l'esprit et la trêve des soucis. Je ne devais cependant revoir le Palais de Justice qu'un mois plus tard.

Ce jour-là, on m'aurait fait sauter de surprise, si l'on m'eût rappelé qu'un mois tout juste s'était écoulé depuis l'heure où je l'avais quitté. Au cadran des saisons, peut-être. Au cadran de ma vie, des années.

*
* *

Dès le seuil, les transformations opérées par la guerre apparaissent.

En temps de paix, les vacances ont pour effet de livrer le Palais de Justice aux ouvriers, qui pendant le mois d'août descellent des dalles et des pierres, et pendant le mois de septembre les remettent en place. A celui qui s'étonnait de l'inutilité de ces travaux, on expliquait leur destination; ils servaient à épuiser les crédits affectés à l'entretien du Palais et qui auraient risqué d'être diminués à l'exercice suivant au cas où l'exercice écoulé se fût présenté avec des économies.

En septembre 1914, pas d'ouvriers ; mais, spectacle inhabituel, des avocats. J'ai peine à les reconnaître. Ils n'ont pas de robe ; ils portent l'uniforme. Ce sont les mobilisés qui ont été, à raison de leur âge, affectés aux services auxiliaires du Gouvernement de Paris, du ministère de la Guerre, de la Justice militaire. Après quelques serremens de main, quelques propos rapidement échangés, je me rends à notre Grand Quartier, je veux dire au cabinet du bâtonnier : modeste réduit, difficile à trouver pour les profanes, dont l'exiguïté et la simplicité ont toujours paru suffisantes aux occupans successifs, puisque les plus grands et les plus hauts s'en sont accommodés.

Affluence. On semble tenir conseil. Le bâtonnier préside. Car Me Henri Robert est là. Il n'a pas un jour quitté Paris, où il était retenu par son devoir. Il ne s'agissait pas seulement de faire acte de présence pour le bon renom de l'Ordre et pour l'exemple. Il fallait, en outre, par la création ou l'extension de certains services dont je parlerai, mettre l'Ordre des avocats au service de la population parisienne, qui réclamait des conseils et un guide. Il fallait à des infortunes de toutes sortes prêter assistance. Il fallait enfin, si Paris devait subir l'horrible épreuve de l'occupation, trouver à son poste celui qui, par fonction et par état, doit en tout temps et contre toutes les formes de l'oppression personnifier la défense. Ce sera l'honneur de Me Henri Robert d'avoir eu la juste conception des obligations de sa

charge et d'avoir, de pied et de cœur fermes, associé l'Ordre des avocats à la destinée de Paris.

C'est donc dans son cabinet que, à l'heure où j'arrive, on discute les dernières informations recueillies et qu'on échange des prévisions. De quart d'heure en quart d'heure, la porte s'ouvre pour un nouvel arrivant qui apporte un nouveau renseignement. Car les agens de liaison n'ont en aucun temps manqué entre le barreau, le Parlement, le Gouvernement. L'ennemi avance, mal contenu par notre armée en retraite. On a vu des uhlans à Gonesse. Le départ du Ministère et du Parlement est imminent : ce sera sans doute pour la nuit prochaine.

Je risque une question : « Paris ne court aucun danger, n'est-ce pas? » Silence. J'insiste : « Mais le camp retranché? » Cette fois, on sourit, et je lis sur les visages l'apitoiement provoqué par mon innocente candeur.

J'étais désormais sans illusions.

*
* *

Plusieurs fois, au cours de septembre, je renouvelai ma visite. Je retrouvais chaque fois les mêmes visages amis. Les entretiens suivaient dans leur courbe les événemens. Sans nous l'avouer en clair langage, nous attendions l'occupation. C'était même cette pensée qui nous ramenait au cabinet du bâtonnier, pour nous y sentir les coudes. Nous n'avons pas cru, pour cela, être des héros. Nous participions avec simplicité à la bonne tenue de la population parisienne. La rue nous donnait un exemple facile à suivre. La curiosité y dominait l'émotion, les spectacles ne manquaient pas ; ensemble nous allions voir.

Les voies grandes et petites, vides de toutes voitures à perte de vue. La visite quotidienne des Taubes planant avec une insolente sécurité au-dessus de la ville et faisant miroiter complaisamment leurs grandes ailes dans le ciel sans nuages. Les boulevards s'animant à quatre heures d'une foule grouillante. Les kiosques assiégés dans l'attente des journaux du soir. Les attroupemens aux portes de Paris pour y voir les travaux de défense. Les enfans émerveillés devant les arbres abattus, les barrières en planches et les fossés. Les plus grands expliquant aux plus petits comment les chevaux des uhlans ne manqueraient pas ou de rouler dans le fossé ou de s'embrocher

sur les branches couchées et taillées en pointe, pendant qu'abrités derrière les cloisons de sapin, nos fantassins décimeraient l'assaillant. Tout ce monde enfin grave, recueilli, confiant, prêt à l'épreuve ou refusant d'y croire, un Paris plus beau que je ne le vis jamais. Après dix jours d'incertitude, Paris comprit que l'étreinte était brisée et qu'il était définitivement sauvé.

A la fin de septembre, nous étions avisés qu'à la date traditionnelle du 2 octobre, la rentrée judiciaire aurait lieu suivant le rite accoutumé.

C'était autrefois, avant la suppression de la messe du Saint-Esprit, dite Messe rouge, une très imposante solennité. Quand se groupaient les compagnies judiciaires dans le cadre incomparable de la Sainte-Chapelle, quand s'avançait vers l'autel le cortège de l'Archevêque de Paris et que se déployait dans sa majesté la pourpre cardinalice, quand montaient entre les dentelles de pierre les chants liturgiques, c'était, pour ceux mêmes qui demeuraient indifférens à l'appel adressé par la justice humaine à la justice divine, d'une souveraine beauté. La laïcisation exigeait, paraît-il, cette suppression. C'est dommage.

Surtout depuis la guerre. Quand nous avons vu s'allonger la liste de nos morts, une pensée est venue. Ne serait-il pas possible de rouvrir un jour ces portes closes, dont l'accès n'était plus permis depuis des années qu'aux touristes autorisés, et de célébrer là un service à la mémoire des avocats tombés au champ d'honneur? Ne serait-ce pas le lieu, le seul? On hésitait à le demander, parce qu'on craignait de ne pas l'obtenir. Ce fut obtenu. Je dirai ce qu'a été en 1916, non pas la Messe rouge, mais la Messe tricolore.

Par d'autres côtés, la rentrée judiciaire de 1914 échappait à l'habituelle banalité. Et d'abord, qui s'y trouverait? A défaut des jeunes qui étaient aux armées, les anciens auraient-ils répondu à l'appel? Étaient-ils rentrés à Paris? Aucun devoir impérieux ne semblait les y rappeler. L'audience solennelle ne serait sans doute qu'une cérémonie sans lendemain. Les avocats ne pensaient pas plus à plaider que les magistrats à juger : il ne s'agissait donc pour eux que d'un acte de présence. Et pourtant, on se disait qu'il serait de bon exemple et de bonne tenue d'être là et d'y être en nombre. Y sera-t-on? C'est la question qu'on se pose en arrivant au Palais.

Avant de se rendre processionnellement à l'audience, le Conseil de l'Ordre se réunit en sa salle des délibérations. Nous nous comptons. Sur vingt membres qui composent le Conseil, quatorze sont présens. Le *quorum* est mieux qu'honorable, surtout si l'on observe que deux des absens ont la bonne excuse. L'un est ministre de la Guerre, l'autre est mobilisé. Et en tête du cortège qui se forme, à côté du bâtonnier se dresse la haute silhouette de notre glorieux doyen, M. Bétolaud, de taille si droite et d'allure si ferme qu'à le voir hors des atteintes de l'âge, on le croit à l'abri des coups de la mort. Il va pourtant tout à l'heure prêter son dernier serment d'avocat et dans six mois il laissera vide sa place à la table du Conseil.

La première Chambre de la Cour où nous entrons pour nous asseoir au banc des avocats n'est pas déserte : elle est silencieuse. Ce n'est plus l'agitation bruyante des bavardages qui se croisent, des propos échangés sur l'emploi des vacances, sur le sort d'une affaire que l'un veut plaider à huitaine et que l'autre veut remettre à quatre semaines, sur le mouvement judiciaire qui vient de porter un magistrat à la Cour de cassation et un autre à la présidence d'une Chambre de la Cour. Les soucis sont ailleurs et plus graves. On apprend que déjà plus de trente avocats sont tombés au champ d'honneur, que celui-ci a perdu son fils en Lorraine, que celui-là a eu le sien tué sur la Marne, qu'on est sans nouvelles de X... et que Y... doit être prisonnier. Mais on sait aussi que tout ce jeune barreau rivalise de courage et de belle conduite, qu'il écrit de son sang une page de notre histoire auprès de laquelle pâliront tous les recueils de plaidoiries. Tristesses et fiertés se mêlent. La Cour fait son entrée.

Le premier président, M. Forichon, paraît. Il a, drapé dans son hermine, le grand air qui sied aux solennités. Mais comme il est pâle! Son visage est de cire. Est-ce l'émotion qu'expliqueraient les circonstances? Est-ce une altération grave de la santé? Les deux, sans doute : il mourra dans le cours de l'année, laissant au barreau, qu'il accueillait avec prévenance et courtoisie, d'unanimes regrets.

Derrière lui, les robes rouges se succèdent et se pressent. Les sièges se garnissent et quand se ferme la porte d'accès, quand l'audience solennelle est proclamée ouverte, on n'aperçoit pas de vides. Les absences sont rares. Les magistrats sont à leur poste. La Cour est au complet, ou peu s'en faut.

Discours et allocutions qu'inspire l'esprit de guerre. Le premier président et le procureur général ont, sans emphase ni longueur, prononcé les paroles attendues d'hommage aux morts, de salut à nos troupes, de confiance en la victoire. Et l'audience solennelle est levée : elle a été ce qu'il fallait qu'elle fût.

***

Va-t-elle donner le signal d'une reprise normale des travaux judiciaires? Personne ne le croit. C'est impossible et pour beaucoup de raisons.

Une affaire de quelque importance ne peut venir à la barre qu'après un travail de préparation à peine soupçonné du public et dont aucun avocat ne se sent en ce moment capable. Où trouverait-on les longues heures de méditation et de recueillement indispensables au classement d'un dossier, aux recherches de législation et de jurisprudence, à la composition d'une plaidoirie? Il faudrait, pour y réussir, un empire sur soi-même qu'on se reprocherait comme un témoignage d'indifférence. L'esprit est assez libre pour un avis, pour un conseil : il ne se prêterait pas à l'effort prolongé, qui serait dix fois en un jour coupé par les nouvelles militaires, l'arrivée d'une lettre du front, la visite d'un blessé, la séance d'une œuvre de guerre, la révélation d'une infortune à secourir.

La sélection s'est d'ailleurs opérée spontanément et par le fait des plaideurs. La vie nationale a été brusquement interrompue par la guerre. Banques, industrie, commerce, tout s'est arrêté. Comment les conflits d'intérêts naîtraient-ils de l'inactivité générale? Comment aurait-on à rechercher l'interprétation d'un contrat, quand il ne s'en passe plus ou que les marchés antérieurs à la guerre ont cessé de recevoir exécution? Comment discuter un différend sur une liquidation de succession, quand il est impossible d'opérer un partage, quand toute base d'évaluation manque, quand les valeurs mobilières ne sont plus cotées, quand les immeubles sont sans revenus? Les décrets, en interdisant avec raison d'engager ou de suivre aucune instance contre un mobilisé, en prescrivant la suspension de tous les délais, ont imposé ou facilité l'arrêt des procédures. Puis, si ce n'est pas le justiciable, c'est son avocat qui est mobilisé : son avocat qui avait étudié et connaissait l'affaire et

dont on doit respecter et protéger le cabinet pendant qu'il expose sa vie pour le salut commun. Tout concourt donc à faire le vide autour de la barre. Les audiences ne se tiendront que pour la forme; elles se fermeront quelques minutes après avoir été ouvertes; et il en sera ainsi pendant de longs mois.

Le Palais sera-t-il pour cela désert? Le cabinet de l'avocat sera-t-il sans visiteurs? Non pas. La guerre a chassé une clientèle : elle en amène une autre, si différente et si nombreuse qu'il faudra, pour la recevoir et la satisfaire, créer toute une organisation et faire appel à toutes les bonnes volontés!

C'est qu'on a dû, dès la déclaration de guerre, pour prévenir des paniques et pourvoir aux plus urgens besoins, prendre une série de mesures qui, sous forme de lois, de décrets, d'arrêtés et de circulaires, ont réglé provisoirement et en vue de la guerre les plus graves questions : baux à loyer et à ferme, assurances, prorogation des échéances, limitation des retraits de fonds dans les banques, allocations et secours de chômage, réquisitions, précautions contre les sujets des Puissances ennemies, etc. Le temps de la réflexion manquait, tant les événemens s'étaient précipités, tant avait été brusque l'agression de ceux qui se défendent aujourd'hui d'avoir voulu et préparé la guerre. Dans la crainte d'un oubli, on multiplia les textes.

Je ne sais si on pouvait faire mieux, je suis certain qu'on ne pouvait faire plus. Les dispositions se succédaient, se répétant indéfiniment, se contredisant, s'enchevêtrant, arrivant en quelques jours à dépasser en volume le Code civil, en quelques semaines les cinq Codes réunis. « Nul n'est censé ignorer la loi, » a proclamé, en un jour d'ironie, le législateur satisfait. Personne n'était plus capable désormais de la connaître. Le flot montait, le mascaret s'avançait, menaçant de tout submerger. Comme des naufragés qui se précipitent vers les canots de sauvetage, les malheureux Parisiens prirent en formations serrées le chemin du Palais de Justice, dans l'espoir d'y obtenir les éclaircissemens nécessaires.

Un service de consultations gratuites a été, il y a une quinzaine d'années, institué par les soins du bâtonnier Pouillet. Il fonctionnait deux fois par semaine. Il suffisait d'inscrire son nom sur un registre pour être convoqué à l'un de ces deux jours devant un bureau, composé de trois avocats de bonne volonté, qui entendait les explications et fournissait les lumières sollicitées.

Dès qu'il fut rappelé à la population de Paris que l'Ordre des avocats se tenait à sa disposition, l'affluence fut telle qu'il fallut sacrifier l'ancien système, renoncer au registre et à l'inscription préalable, tenir ouverts chaque jour cinq ou six bureaux et requérir l'assistance des gardes pour maintenir l'ordre. Ce fut d'autant plus difficile que, si les cliens accouraient innombrables, l'effectif des avocats était par la mobilisation réduit des deux tiers. A défaut des jeunes qui, en temps normal, assumaient cette charge, il fut fait appel aux anciens, et l'on put ainsi résister à cet assaut de clientèle.

Ce fut, surtout dans les premiers jours, un défilé un peu tumultueux d'amateurs de conseils, — et de gratuité, — qui ne méritaient pas tous un égal intérêt. Parmi la foule qui s'entassait dans l'étroit local dont nous disposions, les femmes dominaient, beaucoup ayant par nécessité amené leurs enfans qu'elles ne pouvaient quitter, quelques-unes laissant supposer, par une mise plus soignée ou par un bijou mal dissimulé, qu'elles ne menaient pas contre la misère une lutte trop douloureuse. C'est que, l'anonymat étant devenu la règle, il s'était vite trouvé des esprits avisés pour apercevoir le parti qu'ils en pouvaient tirer. Avec un souci d'administration économe que n'embarrassait pas le scrupule, des rentiers confortables s'étaient dit qu'il y avait tout avantage à prendre une consultation au Palais de Justice plutôt que dans le cabinet d'un avocat. Il est ainsi plusieurs fois arrivé qu'après avoir éclairé sa cliente anonyme sur les effets du moratorium, l'avocat lui ait demandé le chiffre de ce loyer qu'elle désirait ne pas payer et ait appris alors que la location était de dix mille francs et plus. Pour essayer de porter remède à un abus qui retombait sur les pauvres en détournant d'eux le temps qui leur était réservé, le bâtonnier a rappelé par une affiche exposée en belle place que les consultations gratuites n'étaient données qu'aux personnes nécessiteuses. Ce fut, je crois, sans résultat. Et il n'importe. L'essentiel était de ne pas laisser un indigent dans l'embarras. Quand on fait la charité à un riche, la honte n'est pas pour celui qui donne.

Le barreau n'a pas d'ailleurs en cette circonstance obligé des ingrats. Dès le début de 1915, alors qu'en trois mois, du 1er octobre au 31 décembre, il avait été donné 30 000 consultations gratuites, le bâtonnier recevait la visite de M. Denys Cochin, président, et de M. Groussier, vice-président du groupe

des députés de Paris, qui venaient exprimer au barreau leur reconnaissance pour l'assistance ainsi prêtée à la population parisienne. L'Ordre des avocats a trouvé dans cette démarche une récompense pour le passé et un encouragement pour l'avenir. Au 1er janvier 1916, le nombre des consultations s'élevait à 112 500. Six bureaux, composés de deux avocats au moins, n'ont cessé de se réunir chaque après-midi, et les membres du Conseil de l'Ordre se sont entendus pour que chaque jour l'un d'eux présidât au service.

Pour se montrer digne de la reconnaissance qui lui a été témoignée, l'Ordre ne doit pas commettre d'ingratitude; et c'en serait une que de ne pas ajouter que, si le barreau a pu apporter, dans la mesure de ses forces, sa part contributive d'assistance aux épreuves parisiennes, l'honneur en revient surtout au bâtonnier Henri Robert, dont l'esprit d'initiative est demeuré sans cesse en éveil, dont toutes les conceptions ont été généreuses, dont l'activité a été inlassable, et qui, pour le seconder, a trouvé un incomparable agent d'exécution, ayant droit à l'honneur puisqu'il a participé à la peine, chef d'état-major ponctuel, assidu et fidèle. Écrivons son nom, c'est de simple justice : M. Achille Raux.

*
* *

Nous avions d'autres devoirs. Nous nous sommes efforcés de les remplir. Notre confraternité s'est trouvée en effet soumise à une assez difficile épreuve ; nous avons dû conjurer une crise financière.

L'Ordre des avocats de Paris a une réputation dangereuse : on le croit riche. La vérité, dont il n'a pas à se cacher, est qu'il boucle péniblement son budget. Ses recettes normales consistent en cotisations annuelles versées par ses membres. En y ajoutant les revenus de son modeste patrimoine, il peut, sans perdre l'équilibre, assurer ses services administratifs de secrétariat et de bibliothèque et alimenter sa caisse de secours et de pensions. La guerre a affolé nos balances : le plateau des recettes s'est enlevé avec la légèreté d'un avion, le plateau des dépenses sous une lourde charge a piqué à terre.

Ce double résultat s'explique trop bien.

Le recouvrement des cotisations ne pouvait décemment s'opérer sur les mobilisés. Il y a dans la tranchée quelques

occupations pressantes qui ne laissent pas le loisir d'envoyer tous les semestres un mandat à la caisse de l'Ordre. Il faut bien aussi reconnaître que le prêt et la solde ont, pour qui les touche, de plus utiles emplois. Donc peu ou pas de recettes.

Mais la source des dépenses a commencé à couler avec un débit chaque jour accru. Dépenses nécessaires, dépenses sacrées, qui ne comportaient ni hésitation, ni recul.

C'est que, si l'Ordre n'est pas riche, l'avocat ne l'est pas davantage. Sur une douzaine de noms que des circonstances heureuses ont mis en vedette et désignés à la faveur de la clientèle et que la légende pare d'une auréole d'or, on juge deux mille avocats. On ignore ce qui se dépense de travail, de science du droit et de talent pour maintenir dans cet ensemble la dignité d'une vie médiocre et serrée. Survient la guerre. Les uns partent, laissant derrière eux femmes et enfans. Les autres restent : mais leur clientèle est dispersée et ne se renouvelle pas. Le carnet d'honoraires demeure fermé. La guerre se prolonge, les réserves s'épuisent. C'est l'embarras, puis la gêne qu'on n'avoue pas, qu'il faut s'ingénier à découvrir. Par de bienfaisantes et amicales indiscrétions, le trésorier est informé. Il va au-devant de l'infortune signalée ; il prend la main qui ne se serait pas spontanément tendue ; il éprouve à l'ouvrir une résistance que doucement il violente pour y glisser l'obole confraternelle. Personne n'en saura rien, la dignité est sauve, et un peu de chaleur rentre au logis visité. Si la façon de donner vaut par le tact et la discrétion du donateur, l'Ordre est assuré que sa manière est bonne, puisque son trésorier est M. Busson-Billault.

Le barreau de Paris ne pouvait pas limiter son assistance à sa propre famille. L'occupation ennemie a chassé devant elle les populations de la Belgique et du Nord de la France. Les exilés sont refoulés vers Paris. Les grands barreaux belges sont dispersés. Leurs avocats ont pris des résolutions différentes. Les uns sont restés pour défendre contre l'envahisseur, au risque de l'emprisonnement et de la vie, les derniers vestiges des libertés confisquées ; et l'on sait comment ils s'en sont acquittés, avec quelle indomptable fierté un Theodor a bravé un von Bissing qui n'a trouvé qu'une forteresse allemande pour étouffer cette voix importune. Les autres ont suivi en France leur gouvernement. Ils cherchent auprès de nous un refuge, une occupation,

un emploi. Nous les accueillons, nous les autorisons à plaider. Mais à quoi bon? On ne plaide pas. Le bâtonnier avise. Dans les administrations publiques ou privées, des vides se sont produits, des emplois peuvent être trouvés. Il s'en trouve. Avocats de Belgique, avocats du Nord, peu à peu se casent et s'emploient. Il a fallu de la patience et du temps. Il a fallu faciliter l'attente; avec la même discrétion, le nécessaire a été fait. Nous allions ainsi droit à la faillite. Nous y allions, le cœur léger. Donner d'abord, compter ensuite. Telle fut notre règle. C'est le renversement des principes; mais avant de penser au lendemain, il faut être sûr qu'on pourra terminer la journée. La crainte du déficit est sagesse en temps de paix; c'est une désertion en temps de guerre. Puis, même en comptabilité, il y a des miracles. Et le miracle s'est produit.

Le plateau des recettes s'est chargé de sommes imprévues. Libéralités anonymes. Quelle en était l'origine? Je n'aurais pas le droit de le dire, si je le savais. Il est permis de supposer que les donateurs appartiennent au barreau et que les plus fortunés ont voulu contribuer à faire rentrer la sérénité dans l'âme du trésorier. Nous aussi donc, nous avons tenu et nous tiendrons, sans espérer toutefois que cette expérience victorieuse arrête le cours des traditionnelles et faciles plaisanteries que les faiseurs de bons mots continueront d'aiguiser contre la pseudo-confraternité des avocats.

*
* *

Lorsqu'en octobre 1914 il avait été décidé d'un accord à peu près unanime que la guerre serait la trêve des plaideurs, personne n'en prévoyait la durée. C'était au plus la perspective d'une année perdue. Mais les mois s'écoulent. Les alternatives de succès et de revers se compensent, sans que paraisse se rapprocher la décision. La patience des plaideurs se lasse. Quelques-uns reparaissent. On les reçoit comme d'anciennes connaissances depuis longtemps perdues de vue. La mémoire fait effort pour ressaisir le fil embrouillé de leur différend. Le dossier se retrouve avec quelque peine : la poussière reste aux doigts qui le touchent. On interroge. Vraiment ce divorce ne peut-il pas attendre encore? Le client donne ses raisons : il voudrait en finir et avoir audience.

Puis voici des difficultés qui dérivent de l'état de guerre et

qui doivent recevoir solution immédiate. Exemple : les mises sous séquestre. La maison menacée dépêche à un avocat celui de ses représentans qui a le moins d'accent allemand, pour expliquer l'inconcevable méprise et comment jamais à Paris n'exista commerce plus ardemment français que celui de ces braves gens, victimes d'une basse et calomnieuse dénonciation. L'avocat éconduit le visiteur malgré ses protestations, appuyées de l'exhibition d'un portefeuille agréablement gonflé, et lui conseille de présenter lui-même ses explications au procureur de la République et au président du Tribunal. Le naturalisé court au Palais de Justice pour tenter de sauver sa firme. Il y retrouvera en nombre ses compatriotes.

Le Palais va reprendre ainsi une apparente animation. Les salles d'audience seront un peu moins silencieuses; le cabinet du président du Tribunal sera assiégé. C'est là que tout aboutit; c'est là que va s'organiser l'administration des milliers de maisons allemandes restées audacieusement ouvertes en pleine guerre au cœur de Paris, c'est là que sont prises les mesures urgentes d'humanité en faveur de détresses qui appellent à l'aide.

L'audience des référés est dans la fièvre. La loi ne permet au juge des référés que de prendre des mesures provisoires qui n'engagent en rien le fond du litige. Ce sera pour le président du Tribunal un titre à la reconnaissance publique d'avoir à maintes reprises franchi délibérément les limites de sa compétence, d'avoir volontairement oublié les dispositions de la loi pour assurer par exemple à une femme et à des enfans abandonnés les ressources qu'un homme indigne leur refusait, se croyant abrité par sa situation de mobilisé. M. Monier aura été l'homme qui convenait à sa fonction et à l'état de guerre. Dans le labyrinthe des lois et des décrets, si compliqué par les textes nouveaux, il a pris un bon guide : il a suivi son cœur.

Une de ses ordonnances a fait récemment quelque bruit C'est l'ordonnance qui interdit aux sujets Allemands l'accès du prétoire. La Cour de Paris avait consacré le principe contraire, motivant son arrêt par des considérations où le raisonnement juridique s'affinait jusqu'à la subtilité. M. Monier ne s'embarrasse pas de ces finesses. Il estime qu'il y a une jurisprudence de guerre et, à tour de bras, il la forge, faisant sonner le marteau et jaillir sous ses coups les étincelles dont

quelques-unes ricochent jusqu'à la Cour elle-même. Son ordonnance a été critiquée par les juristes qui voudraient élever la sérénité du magistrat au-dessus de tous les conflits. Elle a plu aux braves gens d'esprit plus simple qui aiment la vigueur dans la légitime défense et qui ne comprennent pas qu'on applique avec élégance l'algèbre du droit à des ennemis qui ont pour règle la violation des traités et des lois. Ceux-là louent le Président du Tribunal de la Seine et lui savent gré d'une énergie que n'a pas abattue la plus douloureuse des épreuves personnelles. En compensation des commentaires inévitables de la Salle des Pas-perdus, M. Monier a eu pour lui l'opinion publique et une bonne presse. Ceci vaut bien cela.

*
* *

Dans cette timide reprise de la vie du Palais, le principal élément devait être fourni par l'Assistance judiciaire : clientèle exigeante qui n'aime pas et qui ne doit pas attendre, soit qu'il s'agisse de pourvoir à la défense d'un accusé, soit que le débat n'ait que le caractère civil.

L'influence de la guerre s'est ici fait sentir pour augmenter notablement le nombre des affaires criminelles et correctionnelles, pour réduire au contraire celui des affaires civiles. Si on compare deux périodes consécutives de dix-huit mois, celle qui précède immédiatement la guerre (1er janvier 1913 au 31 juillet 1914) et celle qui la suit (1er août 1914 au 31 décembre 1915) le chiffre des affaires criminelles et correctionnelles passe de 12210 à 17350. Le chiffre des affaires civiles s'abaisse de 16710 à 6700.

Ce second résultat n'est pas pour surprendre : il a son explication dans les faits que nous avons déjà notés.

Le premier pourrait prêter à l'erreur et faire supposer un accroissement de la criminalité depuis la guerre. Il n'en est rien. La Cour d'assises ne tient plus qu'une session sur deux. Les quatre Chambres correctionnelles sont réduites à deux. Mobilisation, état de siège, police plus sévère ont eu raison de nos apaches. Le gros contingent que nous avons chiffré est fourni par les trois Conseils de guerre qui siègent en permanence, et la plupart des prévenus ont à répondre de délits militaires.

Et chacune de ces affaires a eu son avocat !

Comment a-t-on fait? Tout le monde s'y est mis. Plus de jeunes gens ; mais les femmes et les anciens. La loi, qui a admis les femmes à l'exercice de la profession d'avocat, n'a plus depuis la guerre de détracteurs au Palais. Nos confrères femmes se sont prodiguées. Elles ont assuré en grande partie le service de la défense devant les Conseils de guerre. Elles l'ont fait à la satisfaction de tous, et l'hommage rendu à leur intelligence, à leur assiduité, à leur dévouement a été général. Elles ont ainsi conquis le droit de cité qu'avant la guerre quelques-uns leur refusaient encore. Il faut le dire aussi bien de celles qui se montrent rarement au Palais que de celles qui suivent les audiences. Car nous savons que les premières n'ont quitté la robe d'avocat que pour prendre la blouse d'infirmière, ou se consacrer avec un complet désintéressement à des ouvroirs et à des soupes populaires. Elles ont été toutes, chacune à sa façon, de bonnes ouvrières de la défense nationale.

D'autre part, les anciens de l'Ordre se sont spontanément offerts, et chacun d'eux a tenu à honneur de réclamer son dossier d'assistance judiciaire. Il en est plus d'un qui pour l'exemple est sorti de la retraite. Des voix qu'on n'avait pas entendues depuis dix ans à la barre se sont élevées pour répondre par le sacramentel : « Aux ordres du Tribunal, » à l'appel d'un placet rouge, couleur réservée à l'Assistance judiciaire; et j'ai vu les magistrats lever des yeux étonnés pour s'assurer que leur oreille ne les avait pas trompés et que c'était bien, chargé d'honneurs et d'années, un des doyens de l'Ordre qui était à la barre, apportant à un indigent le concours qu'un riche n'aurait pas obtenu.

*
* *

Dans cette vaste jachère, la récolte devait être et fut maigre pour la chronique judiciaire. L'attention publique n'était pas tournée vers le Palais, et rien n'était de nature à l'y ramener. Dans le cours de ces deux années, deux fois seulement les curieux d'audiences à scandale purent croire qu'un régal se préparait pour eux, et qu'à défaut de la Cour d'assises le Conseil de guerre le leur offrirait, On se précipita aux premières audiences du procès Desclaux et du procès des réformes frauduleuses. Grandes affaires, croyait-on. Il fallut déchanter.

Une affaire criminelle ne se classe parmi les causes célèbres

que si le crime dépasse les prévisions, si les passions s'y mêlent, si le mobile est discutable, s'il suscite l'indignation des uns ou la pitié des autres. Elle tombe dans le mépris, l'indifférence et l'oubli, si elle n'inspire que le dégoût.

Or aucun de ces deux procès ne peut étonner qui veut bien réfléchir. Il fallait prévoir que la guerre n'exercerait pas du jour au lendemain son action purificatrice. Quand le favoritisme et la camaraderie ont pénétré dans les mœurs, au point de constituer le régime normal, il n'est pas de tourmente capable d'en amener la disparition universelle. Il était inévitable qu'il se rencontrât des continuateurs du système pour tenter de s'attribuer, malgré la guerre et en vue de la guerre, des fonctions, des honneurs et de l'argent. Ils ont commis une double erreur de temps et d'adaptation. Ils auraient été, il y a deux ans, assurés à peu près de l'impunité et couverts par leurs camarades et leurs protecteurs. Aujourd'hui ils échouent sur les bancs du Conseil de guerre.

Ils y sont une quarantaine dans cette affaire des réformes frauduleuses. Piteuse exhibition. Rebuts et déchets d'humanité. Le troupeau des exploités parqué autour des exploiteurs.

Les uns, pâlots, résignés, presque heureux. Que risquent-ils? Les foudres du commissaire du gouvernement? ils les préfèrent aux marmites. Une condamnation? elle les met à l'abri. Pourvu qu'elle soit assez longue, c'est autant de pris sur la tranchée. Un avocat a eu au cours des débats l'idée de proposer au Conseil de guerre de remettre l'affaire et d'envoyer au front tous les accusés. Un frisson a secoué les pauvres hères. Quelle perspective! Ils se seraient rendus à la première attaque; mais alors, c'était le camp de captivité en Allemagne, au lieu de la douce et accueillante prison de France. Ils se sont remis dès qu'ils ont compris que c'était un effet d'audience, sans conséquences possibles, et destiné aux yeux des naïfs à les maquiller en héros. L'alerte n'en fut pas moins vive. Elle est passée. Ils n'iront pas au feu, et cela ne leur coûtera rien, et il ne faut pas le regretter. Qu'aurait-on fait de ces haillons et de ces loques au Mort-Homme ou à Douaumont?

Les autres, les profiteurs, sans panache et sans allure. Bandits d'antichambre, de couloirs et de bureaux : le bandit de grande route a plus de couleur. Quoi! cet escroc auquel la presse a fait une renommée, ce récidiviste qui avait le libre

accès des administrations publiques, et qui se targuait de ses hautes relations : c'est ça! C'est ce petit homme étriqué, travaillé par la couperose, à la mine inquiétante de rongeur affamé, qui avait une influence et qui, ayant des protecteurs, pouvait avoir des protégés ! Eh! oui ; et pour affirmer son honnêteté, sa serviabilité, son universelle compétence et son efficace puissance, voici quatre-vingts témoins, jeunes ou vieux, avec ou sans uniforme, qui défilent à la barre. Témoins, il est vrai, sortis on ne sait d'où, dont on ne sait rien et dont il vaut peut-être mieux ne rien savoir.

Mais attendez. Voici « M. le Sénateur. » Il aurait passé inaperçu si le défenseur n'avait fait sonner son titre avec une complaisance qui demeura sans effet et une déférence qui ne se propagea pas. Et « M. le Sénateur » déposa. Il nous apprit qu'il avait fait la connaissance de l'accusé « au café, » et que les relations ainsi inaugurées se continuèrent heureusement, et que, le Sénateur ayant eu une plaie à la jambe, l'accusé guérit la jambe sénatoriale, et qu'il en résulta un resserrement de relations, et que l'accusé, étant tombé malade à son tour au moment où la police le recherchait, s'adressa au Sénateur pour aller se faire soigner en Suisse, etc., etc. Puis l'avocat remercia M. le Sénateur, s'excusa même.

Voilà, vu par un de ses côtés, ce qu'est un procès criminel pendant la guerre. C'est pénible et laid, mais c'est instructif. On y voit comment l'organisme national élimine les impuretés dont il s'était chargé, dont il faut à tout prix le protéger à l'avenir. Laissons l'œuvre de salubrité s'accomplir, et faisons comme le public qui est venu voir, qui est parti et qui n'est pas revenu. Détournons-nous. Justice est faite.

*
* *

Ces audiences n'ont même pas constitué un arrêt dans le mal de langueur dont le Palais est atteint et qu'on diagnostique au premier examen. La Salle des Pas-perdus n'a plus cette sonorité qui, certains jours, le mercredi et le samedi, était telle que les initiés seuls pouvaient suivre sans trouble une conversation. Il semble qu'on ait matelassé ses murs et ses piliers de pierre. Les groupes s'y forment encore, mais les gestes sont las et les voix basses et graves.

Je sais bien ce qui manque. C'est le foyer auquel s'entretenait notre énergie. C'est l'ardente jeunesse qui nous communiquait son mouvement, son goût de la vie et nous entraînait vers l'avenir d'une course si rapide que le temps ne restait pas de regarder en arrière et de s'attarder dans la contemplation du passé.

On s'en aperçoit dès que l'un de nos jeunes gens, permissionnaire ou blessé convalescent, traverse le Palais pour une courte visite. C'est une minute de joyeux oubli. Un pas alerte a retenti sur les dalles. On regarde. C'est l'uniforme bleu horizon. Trois galons. La vareuse chamarrée : Croix de guerre, Légion d'honneur. Un tout jeune visage éclairé d'un large sourire. Eh quoi ! serait-ce X... ? Oui, c'est lui ; c'est ce stagiaire d'hier qui donnait par ses inexactitudes et ses fantaisies tant d'occupation au bâtonnier et qui là-bas, au feu, s'est conduit en brave. Il est mieux qu'absous de ses peccadilles : on l'entoure, on le fête. Les questions pleuvent. « Qu'a-t-il fait ? d'où vient-il ? Verdun ? *les* tient-on ? Quand repart-il ? » Et lui rit de bonne et franche gaieté. « Si on *les* tient ! rien n'est à craindre : on *les* aura, a dit Pétain : c'est mieux, on *les* a. » Et de rire encore. Les mains s'étreignent : on se quitte, on a de la chaleur pour tout un jour, surtout si rien ne vient remettre en la mémoire les noms de ceux qui, dans les mêmes conditions, sont venus prendre l'air du Palais, sont repartis et qui, trois jours après...

Fini donc le concours de la Conférence. Arrêté le flot des robes noires qui, sur les épaules des stagiaires, s'engouffrait le samedi dans notre Bibliothèque pour assister au tournoi d'éloquence où se trouvaient chaque année aux prises une centaine de candidats pour la conquête des douze places de secrétaires de la Conférence. Être des douze : quel orgueil ! N'en pas être : quelle déception ! Être des douze : c'est-à-dire être appelé l'année suivante à constituer aux côtés du bâtonnier le jury de jugement des nouveaux candidats. Être des douze dans cette promotion qui, de tout temps et depuis que la Conférence existe, se proclame sans modestie la grande promotion des dix dernières années. Et, parmi les douze, venir en tête, être des deux premiers, avoir en perspective l'honneur, à la rentrée prochaine, de prendre la parole après le bâtonnier, en présence du Conseil de l'Ordre, devant tout le barreau assemblé, pour y

prononcer sur un sujet choisi un discours qui sera imprimé aux frais de l'Ordre. Aussi, quelle agitation aux dernières séances du concours! Quelles délibérations passionnées avant de se mettre d'accord sur les noms et les rangs! Tout s'apaise grâce à la paternelle autorité du bâtonnier, qui intervient d'autant plus efficacement qu'il l'a moins laissé paraître. Le jour où la liste est publiée, toutes les divisions s'effacent; chacun des jeunes juges croit que cette liste est son œuvre : c'est tout simplement celle du bâtonnier.

Le concours de 1914 avait été brillant. Quelques jours après, les nouveaux élus fêtaient en conformité de l'usage leur nomination. Ils s'étaient, par une belle soirée de juin, réunis à dîner au Bois de Boulogne. Je me trouvais, ce même soir, dans un autre restaurant du même Bois, être l'invité des deux promotions de mon bâtonnat. Il fut proposé d'aller faire une visite à nos cadets, le dîner fini. Ainsi fut fait, et, bravant la curiosité des autres dîneurs, nous opérâmes au Pré-Catelan une entrée un peu tumultueuse. On fusionne, les verres se choquent, la gaieté pétille dans ces yeux de vingt ans où flambe la joie de vivre, on improvise des toasts comme il convient dans une réunion de trente avocats qui sont trop jeunes encore pour éprouver la satiété de la parole. Cela prend l'allure d'un concours. On décerne le prix au premier des élus de 1913. Il a la grâce, la finesse, la distinction et l'esprit. Quel joli discours nous est promis pour la rentrée de 1914!

Vaine promesse qui ne sera pas tenue. Ce discours n'a pas été prononcé en 1914. Il ne le sera jamais. Voici pourquoi.

Un jour, le capitaine d'une compagnie d'infanterie demanda quatre hommes de bonne volonté pour une reconnaissance dangereuse. Il s'en présenta dix : le jeune lauréat était du nombre. On tira au sort. L'avocat ne fut pas désigné. Il s'adressa à son chef et, montrant un petit paysan qui était parmi les quatre élus du sort :

— Mon capitaine, dit-il, le camarade est marié et a deux enfans. Moi, je suis garçon. Dites-lui de me céder sa place.

Il obtint la faveur demandée, il fit la reconnaissance, il y fut tué.

Du Bois de Boulogne au champ de bataille, de la vie à la mort, la distance pour lui fut brève : il n'avait pas perdu son élégance en cours de route.

Combien d'autres ainsi sont morts! On dit que la mort est aveugle et qu'elle frappe au hasard. N'en croyez rien. Je vais vous prouver que la Gueuse sait choisir ses victimes. Venez avec moi. Poussons cette porte. Vous voici au seuil de notre Bibliothèque. Chapeau bas, je vous prie. Regardez.

*
* *

A votre gauche, un grand tableau, surmonté des trois couleurs, tout encadré de fleurs. Le titre : « Liste des avocats tombés au Champ d'honneur. » Des noms et encore des noms. Comptez : 107 à la fin de mai 1916, — 107, pour qui nous n'avons trouvé provisoirement que cette forme d'hommage, insuffisante et qu'il faudra compléter. Bronze ou marbre, quel métal ou quelle pierre seront assez durs pour conserver à jamais ces noms et les vouer à la piété éternelle de ceux qui nous succéderont?

Le culte des morts est dans la tradition du barreau. C'est la confrérie qui accompagne l'avocat à sa dernière demeure. Mais où sont les tombes de nos morts de la guerre? Champagne ou Artois, Flandres ou Argonne, Verdun ou Alsace? Elles n'ont pas reçu et ne recevront pas la visite du cortège confraternel. Si quelque genou a pu sur la terre fraîchement remuée laisser son empreinte, ce fut celui d'un frère d'armes, ce ne fut pas le nôtre. Quelque consolante et légère qu'en ait pu être la pression au héros endormi, comment ne souffririons-nous pas de l'inaccomplissement forcé de notre traditionnel devoir?

107, déjà! 107 qui ont offert à la patrie leur courte vie, qui sont tombés avec un brin de laurier à leurs lèvres sanglantes! Combien seront-ils, quand aura sonné, sur toute l'étendue du front victorieux, le : « Cessez le feu? »

Quelque tentation qui puisse me venir de sympathies plus vives ou de liens plus étroits, je ne cite aucun nom. Mais si, parmi ceux qui liront la liste, il se trouve un familier du monde judiciaire, il ne contredira pas la constatation. C'est bien parmi la fleur de notre jeune barreau que la faux impitoyable a passé.

Faut-il s'en étonner? Hélas! ce devait être.

Le jeune avocat qui, dans une profession encombrée, arrive au succès, ne peut se pousser au premier rang que par un ensemble de qualités où se doivent rencontrer la volonté, le goût de l'effort et de l'action et l'ardeur à la lutte. C'est un assaut continu aux obstacles qui barrent sa route. Il a des adversaires

à vaincre, il a des rivaux à devancer. Jetez-le sur un champ de bataille. Il s'y retrouvera tout entier, généreux, ardent, voulant la victoire. Il disputait sa place à tous dans les examens et les concours : il ne la cédera pas pour une reconnaissance ou pour une attaque. Le premier à la Conférence, le premier au feu : cela se tient. Mais cela se paie, et cher. En tués et blessés, la Conférence des avocats n'est pas en retard dans ses paiemens.

Dans le cadre du tableau une palme d'argent brille : elle a une histoire que je ne saurais mieux conter qu'en copiant le procès-verbal qui constate son origine et qui fut par le barreau de Petrograd adressé au barreau de Paris. Le voici :

« Le Conseil de l'ordre des Avocats près la Cour d'appel de Petrograd dans sa séance du 5 août 1915 a statué :

« Déférer à l'examen de leur prochaine Assemblée générale des Avocats la proposition du Conseil de charger l'avocat à la Cour d'Appel V. C. Benthowski de transmettre au Conseil de l'Ordre des Avocats de Paris une palme d'argent destinée à être fixée au tableau portant les noms des confrères français tombés à l'ennemi.

« La proposition du Conseil ci-dessus relatée a été acceptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des avocats de l'arrondissement de la Cour d'Appel de Petrograd, tenue le 20 septembre 1915. »

Une autre adresse nous vint du Canada :

« L'Association du jeune barreau de Montréal, ayant appris avec douleur les lourdes pertes subies par l'Ordre du barreau de Paris, s'associe de tout cœur à son deuil, salue les héros tombés glorieusement au champ d'honneur et, ayant scellé de son propre sang sa solidarité avec ses frères de France, exprime à l'Ordre du barreau de Paris, par l'entremise de Me Henri Robert, sa certitude du succès final des armées alliées à faire triompher les principes immuables du Droit et de la Justice, dont le barreau français a conservé intact le précieux dépôt. »

Voilà un résultat que n'a pu prévenir toute la machinerie de meurtre de nos ennemis et qu'elle a au contraire favorisé : à travers les continens et les mers, malgré les massacres et les noyades de femmes et d'enfans, les cœurs s'élançant au-devant les uns des autres, et les serviteurs du Droit communiant dans le même idéal, les mêmes espoirs et la même confiance.

Les palmes cueillies ou façonnées par les vivans à la

mémoire des morts : c'est bien. Mais plaignons ceux qui pensent que c'est assez. Le laurier que nous posons sur une tombe se fane et se flétrit : rien de ce que nous faisons ne dure. La palme impérissable, nous n'en disposons pas. C'est à Dieu qu'il faut la demander. Nous lui avons pour nos morts adressé notre appel.

Notre prière fut respectueuse de toutes les croyances. Le culte catholique, le culte protestant, le culte israélite eurent chacun sa cérémonie. Si je retiens surtout l'une d'elles, ce n'est pas pour rompre par une préférence cette pieuse égalité, c'est que la Sainte-Chapelle où fut célébré le premier de ces trois services et le Palais de Justice sont liés par une tradition sept fois séculaire, que leurs pierres se touchent et se confondent, et que, pour entrer dans l'une des maisons, on n'a pas à sortir de l'autre. C'est une clef à tourner, une grille à pousser.

Nous l'avons éprouvé déjà en 1871. La Sainte-Chapelle remplit alors pour nous son office de guerre. Lorsque l'incendie criminel atteignit le Palais de Justice, ce fut elle qui assura le salut de nos livres. Nous nous souvenons de cet épisode tragique : le grand bâtonnier Rousse présidant au déménagement précipité de notre bibliothèque et, comme Enée portant son père Anchise (la comparaison est de lui), demandant à la chapelle de saint Louis pour nos précieux volumes un abri que les flammes ont respecté.

Depuis treize années, depuis la suppression de la Messe Rouge, la grille était restée close. Le 22 mai 1916, date qui comptera dans notre histoire, elle a glissé sur ses gonds. Il a été permis à saint Louis de nous recevoir en sa chapelle. Rien qu'à franchir ce seuil, après un si long temps et pour un tel objet, les cœurs battaient.

Décrire et raconter ? je n'ose. La Sainte-Chapelle est le chef-d'œuvre parfait qui défie la description. Décrire, c'est essayer d'embellir et de décorer. On n'embellit pas la beauté pure ; on ne décore pas la Sainte-Chapelle. On l'a bien ainsi compris et à l'occasion de cette solennité on s'est abstenu de couper par aucun ornement les lignes du monument, de compromettre par aucune tenture l'harmonie des couleurs et des contours. Un faisceau discret de drapeaux derrière l'autel ; c'était suffisant. Pour le reste, on s'en est remis à un décorateur qui fût digne de l'architecte. A Pierre de Montereau nous avons offert le soleil

pour seul collaborateur. Et le soleil a bien fait les choses. A l'heure fixée, il a donné rendez-vous à ses deux bonnes ouvrières : la lumière et l'ombre. La première a fait étinceler dans les vitraux du chœur les ors et les rubis, tandis que, dans la rosace au-dessus de la porte, la seconde faisait concourir à des effets de clair-obscur les topazes, les émeraudes et les saphirs. Quelle joaillerie, dans quel écrin !

Lorsque, entouré de tout son chapitre, le Cardinal Archevêque de Paris quitta le chœur pour aller recevoir au seuil de la maison de Dieu le Président de la République, ce fut une minute de grande et sainte émotion. Ce fut, dans ce tout petit espace, la France de nos traditions, la France de notre glorieuse histoire, la France des victoires passées, des épreuves présentes et des revanches prochaines, qui apparut dans son éternelle unité.

Que ne devons-nous pas à nos morts ? Nous avions cru par nos prières alléger notre dette : nous n'avons réussi qu'à l'augmenter. Sans eux, sans leur sacrifice, nous n'aurions pas fait cette épreuve, réconfortante en sa tristesse, de notre indissoluble union, de notre foi dans nos destinées nationales. Nous n'aurions pas, pendant que l'éloquence sacrée inclinait nos têtes et dans un vol magnifique emportait nos cœurs affermis vers les plus hauts sommets des consolations éternelles, nous n'aurions pas senti palpiter dans cette étroite enceinte l'âme même de la Patrie. Ce n'est pas seulement dans ce groupe serré de familles en deuil, ce n'est pas seulement sous le bandeau blanc et les voiles de crêpe des épouses et des mères que les larmes ont coulé. Mais si les yeux se sont mouillés, ce ne fut dans la douleur ni désespoir ni faiblesse. Ce fut plutôt un suprême temoignage de reconnaissance pour ces jeunes hommes qui ont de leur sang scellé notre sainte union. C'est parce qu'ils sont morts que la France de saint Louis et de Jeanne d'Arc, la même qui combat aujourd'hui à Verdun, ne peut pas mourir et vaincra.

Face au tableau de nos deuils, la bibliothèque expose celui de nos gloires. Le mur disparaît sous la profusion des fiches où sont rapportées les citations à l'ordre du jour. Impossible de les reproduire, d'énumérer seulement les noms. Le papier est rare et il en faudrait trop. Je totalise :

50 citations à l'ordre de l'armée;

31 citations à l'ordre du corps d'armée ;
30 citations à l'ordre de la division ;
13 citations à l'ordre de la brigade ;
36 citations à l'ordre du régiment ;
37 croix de la Légion d'honneur ;
10 médailles militaires.

Nous pouvons quitter le Palais : la revue est passée.

L'usage veut qu'une revue se termine par un ordre du jour claironnant à la gloire des troupes : rompons avec l'usage. Le barreau de Paris ne réclame pas d'éloges : il a fait son devoir ; ni moins, ni plus.

Il s'est trouvé, il se trouve encore dans les bas-fonds de la démagogie des apôtres de la lutte des classes, pour opposer les uns aux autres dans l'accomplissement du devoir national, les riches et les pauvres, les laïques et les prêtres, les bourgeois et les nobles, les professions libérales et les métiers manuels. Dans leurs criminelles tentatives que l'intérêt seul inspire, dans leur besoin d'entretenir les divisions intérieures dont ils ont profité et dont ils voudraient vivre encore, ils méconnaissent ce qui aura fait la gloire de la France au cours de cette formidable tourmente, ce qui lui vaudra le salut et la victoire : l'égalité dans l'effort et le sacrifice.

Il n'a donc pas été dans mes intentions d'exalter le barreau de Paris et de prétendre que les avocats l'ont emporté sur les élèves des grandes écoles, sur les hommes de lettres ou de sciences, sur les instituteurs, sur les ouvriers ou les paysans. Le barreau ne cherche à être placé ni plus avant, ni plus haut.

Pour défendre le sol de la Patrie et tenir tête à l'agresseur, il s'est mis à l'alignement. Il entend y rester.

CHARLES CHENU.

LA
CARICATURE ET LA GUERRE

II[1]

EN ALLEMAGNE ET CHEZ LES NEUTRES

I. — EN ALLEMAGNE

L'Allemagne, en 1914-1916, a-t-elle été en guerre avec la France? Un archéologue, qui n'aurait pour se guider, dans quelques milliers d'années, que les caricatures allemandes, — comme il arrive aujourd'hui qu'on ne possède sur un événement de l'ancienne Égypte, qu'une suite de dessins sur un papyrus, — pourrait se poser la question. Non que les feuilles satiriques d'outre-Rhin se soient désintéressées de la guerre. Tous les crayons ont été mobilisés sur-le-champ, toutes les plumes et tous les pinceaux, des *Lustige Blaetter* et du *Kladderadatsch* de Berlin à la *Jugend* et au *Simplicissimus* de Munich. Pareillement, la *Muskete* et le *Kikeriki* de Vienne et d'autres moins célèbres, comme l'*Ulk* de Berlin et le *Wahre Jacob* de Stuttgart et même le *Brummer*, ont donné. Tout ce qu'on peut inventer de drôle, sur les bords de la Sprée, a été réquisitionné par l'autorité supérieure, et, aussi, ce qu'on peut imaginer de tragique pour épouvanter l'ennemi : les fantômes au gantelet de fer, un peu démodés depuis *les Burgraves*, les diables cornus du temps de Grünewald ou de Martin Schongauer, les vieux dieux sont sortis de leurs obituaires; Breughel et Albert Dürer,

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin.

eux-mêmes, ont été appelés à la rescousse. Depuis vingt mois, c'est un feu roulant de sarcasmes et de quolibets, de menaces apocalyptiques, où le gros rire alterne avec le susurrement de la calomnie, — ce que les Anglais, qui suivent de très près ces manifestations de l'esprit teuton, appellent « l'Évangile de la Haine » ou « l'Humour des Huns » ou les « Gaz empoisonnés pictoriaux. » Mais contre la France, on ne trouve presque rien. Çà et là, dans la foule des Alliés, on aperçoit le bonnet de Marianne, ou le képi du généralissime, ou le haut de forme du Président de la République, mais on ne voit point toujours clairement qu'ils aient à lutter contre l'Allemagne.

C'est que, sans se priver absolument de nous décocher quelque épigramme, l'artiste allemand a toujours devant les yeux cet unique but : l'Angleterre. C'est la grenouille de ce jeu de tonneau. D'abord, c'est l'Angleterre qui a voulu la guerre : c'est là, pour l'Allemagne, un axiome. Toute la responsabilité en retombe, selon ses caricaturistes, sur sir Edward Grey. L'attitude que, dès le début de son ministère, l'homme d'État anglais a prise en faveur de la France, l'a désigné comme cible à l'esprit teuton. Et, par une singulière interversion des rôles, celui qui n'a fait autre chose que venir au secours des pays déjà engagés dans la lutte diplomatique ou militaire, est censé les y avoir entraînés. Aussi, sir Edward Grey est-il le plus visé, le plus ridiculisé, déformé, stigmatisé des adversaires de l'Allemagne. Aucun de nos compatriotes ne peut prétendre, même de bien loin, à un tel honneur. Il n'est pas de semaine où son profil aigu, son front bombé, ses lèvres minces n'apparaissent dans les images d'outre-Rhin, les yeux protégés par des conserves, comme on figurait autrefois le général Boulanger. Ses avatars sont innombrables et extraordinaires. Après être apparu en aveugle conduisant des aveugles, d'après Breughel, le voici transformé, d'après Hans Thoma, en harpie posée sur les ballots de l'industrie et du commerce allemands; en hibou, qu'offusque la lumière du Croissant turc, dans le *Kladderadatsch;* en maître d'hôtel, et il attend respectueusement le choix que fera le petit Japonais dans le menu du jour; en clergyman, et il prêche aux Français, aux Russes et autres alliés le désintéressement; en médecin, et il donne une potion à la France pour lui renouveler le sang; en traître de mélodrame, et il soudoie un *bravo* pour assassiner des nations paisibles; en négociant en têtes de morts, sous la firme

Albion and C°, avec ce titre : *Le gardien de la loi internationale* et ces mots : « La guerre est une affaire comme une autre. » La *Muskete*, enfin, se souvenant d'un roman fameux et jouant sur le nom du ministre, l'a montré tirant le rideau qui cache son propre portrait et découvre, avec horreur, que son « double » dépérit et enlaidit chaque jour. Et elle appelle cela : *Le Portrait de Dorian Grey*.

L'énormité de ces falsifications historiques montre assez la naïveté sans bornes du peuple qui s'en nourrit. Sans doute, il ne faut point croire à la bonne foi des historiens. Il y a des pince-sans-rire à Munich. Mais la foule n'absorberait pas indéfiniment cette nourriture, si elle la croyait frelatée. La transformation du plus pacifiste des diplomates en un vampire altéré de sang humain est opérée, sans aucun doute, de concert avec le sentiment public en Allemagne. Et nul ne s'y étonne de voir, dans le *Wahre Jacob*, un démon, échappé des tympans de nos vieilles églises gothiques, précipiter sir Edward Grey dans les flammes de l'Enfer, tandis qu'un autre, armé d'une pince gigantesque, murmure : « En voici un que nous allons rôtir très lentement... »

Donc, c'est l'Angleterre qui, selon les humoristes teutons, a voulu la guerre. Comment est-il possible qu'au xxe siècle une nation tout entière se décide à aller au-devant de la mort? C'est qu'elle n'y va pas, ajoutent-ils. Elle fait la guerre avec le sang des autres. Voilà ce que veut dire l'étrange image, parue dans la *Jugend*, de l'araignée Albion suçant le sang de la France, après avoir sucé celui de la Belgique. L'incessant effort de la feuille munichoise, comme des berlinoises, vise donc à imprimer, dans les cerveaux allemands, cette image doublement fausse de l'Angleterre : la cruauté d'avoir déchaîné une guerre mondiale, — ce qui est démenti par son peu de préparation initiale, — et la répugnance à y prendre part, — ce que démentent suffisamment ses sacrifices constans.

Les deux sont surpassées encore, dans l'esprit des Allemands, par son incapacité militaire. Cette « nation de boutiquiers » a voulu la guerre et elle est incapable de la faire. Elle n'a pas de soldats et, pour s'en procurer, elle est obligée aux plus humilians stratagèmes. « Ne voulez-vous pas vous engager? Les choses vont au mieux pour l'Angleterre, » dit Kitchener, selon le *Simplicissimus*, à un ignoble drôle qu'il rencontre au coin de Hyde Park. « Alors, vous n'avez pas besoin de moi, » dit

l'autre. « Non, vous ne m'avez pas compris. L'Angleterre court les plus grands dangers. Il faut vous enrôler, tout de suite. — Non, dans ce cas, c'est trop dangereux pour moi, » rétorque le drôle. Quels soldats peut-on faire de telles recrues? Le *Punch* nous le dit, dans un dessin où il s'est diverti à exprimer le sentiment allemand sur l'armée anglaise. Une troupe britannique est installée autour de marmites fumantes, les joues gonflées de victuailles. Une estafette arrive, à motocyclette, et tend un pli à l'officier, en lui disant : « Ordre du quartier général. L'attaque doit commencer tout de suite. » L'officier, aux longues dents, qui tient d'une main le biscuit où il a mordu largement et de l'autre un pot de bière, s'indigne : « Quoi, à l'heure de notre dîner? » C'est intitulé : « La vérité telle qu'elle se reflète dans l'art allemand, » et le *Punch* ajoute : « Ce tableau, dessiné par un artiste de Potsdam et destiné à représenter l'absence de dévouement au devoir dans les rangs de l'Ennemi, a été substitué, par le censeur impérial allemand, à une sotte satire sur les méthodes militaires allemandes. » Le journal anglais, en supposant ainsi que son numéro a été rédigé par l'autorité germanique, nous résume, d'un seul trait, des centaines de caricatures allemandes sur le même sujet et montre, du même coup, quelle source de gaieté elles sont pour nos Alliés.

Ainsi, selon l'humoriste teuton, les volontaires anglais ne suffisent pas à lutter contre l'Allemagne. Alors, on fait appel aux colonies. Un kangourou s'élance sur une page de l'*Ulk*, intitulée : *le Dernier espoir de l'Angleterre.* Un kangourou, cela ne paraît pas bien dangereux, mais regardez bien : dans sa poche abdominale, il loge deux petits soldats en béret écossais, qui, clignant de l'œil, visent l'ennemi, et cela s'appelle : *l'Australie sur le front.* On descendra plus loin encore dans l'échelle des êtres : *Après la chute de Maubeuge*, dit le *Simplicissimus*, voici l'Anglais désemparé, meurtri, qui parlemente avec des nègres féroces. « L'orgueilleuse Albion a encore une ressource pour l'aider, elle et ses alliés. Elle mendie l'appui des Basutos, et leur chef Billy-Billy promet de débarquer à Marseille avec cinq cent mille hommes. » Il en vient de partout, des Boschimans et des Maoris, des Achantis et des Botocudos. C'est avec cela que le pays de Bacon et d'Herbert Spencer, s'écrie le Teuton, défend la civilisation et la pensée libre. Hourra! voici les noires légions du désert, qui vont

dévorer, à belles dents, les professeurs d'Iéna ou de Tubingue. Après cela, quoi d'étonnant si, même au fond de la forêt tropicale, les orangs-outangs, les mandrills et les chimpanzés sentent comme un remords de ne pas voler au secours de la mère patrie ! « Quoi ! n'avez-vous pas de honte de ne pas aller vous battre pour l'Angleterre contre l'Allemagne ? » dit une femelle à son mâle à croupetons sur une branche d'arbre, tout en cueillant des noix de coco... Et le *Simplicissimus* intitule triomphalement cette dernière planche : « *Les troupes anglaises d'outre-mer.* »

Malgré ces honteux auxiliaires, l'Angleterre, — s'il fallait en croire les journaux de Berlin, — est affolée. L'humoriste d'outre-Rhin ne se tient pas de joie en songeant aux blessures que lui infligent les sous-marins allemands. C'est un sujet inépuisable de gaieté pour lui que la vue du Neptune britannique, jadis « tranquille et fier du progrès de ses eaux, » béatement endormi dans la sécurité de son omnipotence, qui se sent tout à coup pincé, lardé, troué sous l'eau par une foule d'espadons, et pousse des cris de douleur : — et c'est un spectacle que la *Jugend* ou le *Kladderadatsch* s'offrent le plus qu'ils peuvent. Leurs lecteurs ont l'entendement assez ouvert par la haine pour comprendre que les espadons figurent, ici, les sous-marins qui surprennent la marine anglaise là où elle ne songeait pas à se défendre. John Bull, épouvanté, finit par grimper sur le sommet de son île, minuscule rocher, autour duquel passent et repassent, plongent et émergent des sous-marins, qui ont des gueules de requins. Cela s'appelle : *Isolement splendide.*

Il ne craint pas seulement pour ses jambes : il est fort effrayé de ce qui se passe au-dessus de sa tête, et les *Lustige Blaetter* nous montrent la foule de Trafalgar Square, prise de panique à la vue d'un Zeppelin. La fin de tout cela, c'est qu'un Tommy tombé en enfer, conduit par des démons et mordu par les molosses de Satan, sur le gril éternel, s'écrie : « Pas de Zeppelins, ici, pas de canons Krupp ! Pas de sous-marins ! Je suis au ciel !... »

L'affolement de la « perfide Albion » n'est pas causé seulement par ses désastres sur la mer, dit-on à Berlin, mais aussi par la Révolution, chez elle ou dans ses colonies. Tous les humoristes allemands ont concouru sur ce thème. Le *Kladderadatsch*, les *Lustige Blaetter*, l'*Ulk*, le *Simplicissimus* et la *Muskete* ont fait appel à toutes les ressources de leur symbolique : le sphinx pour l'Égypte, avec son cortège de pyramides,

et le tigre pour l'Inde ont été enrégimentés parmi les alliés des Allemands. Par où il apparaît que leur mépris pour les peuples de couleur était un peu surfait. Ils les trouvent trop noirs pour défendre l'Angleterre, mais ils les trouveraient bien assez blancs pour l'attaquer. Voici, par exemple, le soir qui tombe sur l'Égypte, derrière les triangles sombres des pyramides, une faucille menaçante, dégouttante de sang, s'arrondit dans le ciel. Un *horseguard* s'en va, disant : « Je crains que le temps ne change. La lune brille trop... » C'est l'idée du *Simplicissimus*. Moins avisé est l'officier, en khaki, des *Lustige Blaetter*. Il se tient tranquille, les mains dans ses poches, sans voir que, derrière lui, le sphinx réveillé, terrible, les sourcils froncés en arc, a déterré une de ses griffes puissantes, la lève sur lui... Et la légende dit : « L'ancienne énigme du Sphinx sera bientôt résolue, d'un coup. » L'*Ulk* suppose un peu plus de perspicacité chez le touriste anglais. Coiffé du casque colonial, le nez en l'air, il considère les figures tracées, il y a des milliers d'années, sur la pierre. *Raus!* dit Set ; *Raus!* dit Horus; *Raus!* dit le Pharaon, — c'est-à-dire : Dehors! Dehors! Dehors! « A la fin des fins, je commence à comprendre le sens des hiéroglyphes... » murmure l'Anglais. Et le dessin est intitulé : *Progrès en Égyptologie*. Enfin, le *Kladderadatsch* résume tous les espoirs de Berlin, en montrant un sinistre incendiaire qui court, de réverbère en réverbère, allumer un feu terrible, et ces réverbères sont l'Inde, l'Égypte, le Transvaal; et cet incendiaire est la Révolution.

Comment, de tant de dangers, la « perfide Albion » espère-t-elle donc se tirer? se demande l'Allemand. Et il répond : par sa perfidie, par son hypocrisie même et ses ruses déloyales de guerre. D'abord, elle a « enchaîné la Vérité, » dit le *Kladderadatsch*, et John Bull, clignant de l'œil, d'un air féroce, monte la garde près du poteau d'infamie, où elle se morfond. C'est son « premier exploit. » Elle a tissé une trame de mensonges et s'y promène comme une araignée, dit l'*Ulk*, qui ajoute : « Lorsque le grand jour de la purification viendra, cette ordure sera balayée avec le reste. » Pourtant, John Bull n'a point réussi dans ses tentatives avec la Vierge grecque, dit la *Jugend :* il a eu beau se transformer en taureau, en nuée légère, en pluie d'or, elle l'a toujours repoussé... « Et quand je parle de venir en Dreadnought, elle se moque de moi! » crie le vieux Jupiter

britannique en serrant le poing, — tandis que Pallas Athéné, debout, lance en main, se profile, dédaigneuse, sur la mer...

Alors, que faire ? Se cacher, se dissimuler sous les pavillons neutres, renier ses couleurs, pensent les *Lustige Blaetter* et autres feuilles comiques. Il est impossible d'altérer plus délibérément la vérité, car tous les faits constatés jusqu'à ce jour mettent précisément à la charge des marins allemands les procédés de dissimulation et de « camouflage » qu'ils feignent de reprocher aux Anglais. Mais, une fois le point de départ admis, les feuilles satiriques ont un champ immense à exploiter. C'est, pour elles, un inépuisable sujet de sarcasmes. On voit le patron d'un navire marchand anglais, en face d'une collection complète de masques : le haut de forme étoilé du Yankee, le bonnet de la Hollandaise, l'immobile peau jaune du Céleste, et se disant : « Aujourd'hui, il faut que je traverse la mer d'Irlande : lequel de ces masques neutres doit prendre un vieux marin honorable ? » Ou bien, tout nu, aux bains de mer, John Bull cherche parmi les drapeaux des nations, qui sèchent au soleil, celui qui couvrira le mieux sa vilaine académie. Ou encore, c'est la vieille Albion, en haillons, qui sort de sa cabine, et se plaint ainsi : « Vraiment, je ne peux plus sortir avec ces oripeaux dégoûtans... — Courage, Britannia, volez-en de meilleurs! » lui crie Churchill, en lui montrant les costumes des neutres, qui se balancent, séchant au vent. « Quel habit choisirai-je pour qu'on ne me reconnaisse pas? » se demande, perplexe, John Bull, chez un fripier. « Pourquoi ne vous habillez-vous pas en gentleman? » répond l'autre, goguenard. Enfin, la *Jugend* a trouvé le meilleur moyen d'échapper aux sous-marins allemands : c'est d'embarquer, à chaque voyage, trois comparses américains qui protégeront les passagers anglais et la contrebande de guerre. Sur le pont du paquebot, près de la cloison où on lit : *Attention! Munitions!* le capitaine crie à son second : « Tout est-il prêt? — Non, monsieur, répond le second, les trois Américains, en *extra*, ne sont pas encore à bord. » En effet, on les voit, sur la passerelle, leur sac de voyage et le drapeau étoilé à la main, qui n'ont pas encore atteint le navire.

Quant aux Zeppelins, c'est le *Simplicissimus* qui a découvert quel procédé doit employer « la perfide Albion » pour exciter contre eux l'indignation publique. Il a représenté une ville mari-

time anglaise, au moment où l'un de ces meurtriers aériens est signalé. « Attention ! Vite ! Tous les bébés dehors ! » s'écrie un policeman, et, de toutes les fenêtres, se tendent des perches, suspendant des poupons emmaillotés dans le vide, afin de les exposer, seuls, aux bombes qui ne manqueront pas de tomber. La noirceur de l'âme anglaise éclate, dans cette image, aux yeux de l'innocente Germanie. Un dernier trait achèvera de la peindre, et c'est la *Jugend* qui l'a trouvé. Il faut encore le citer, parce qu'il montre à quel point on peut faire fond sur la crédulité du public allemand. « Depuis qu'il a été déclaré que les « Barbares » allemands refusaient de tirer sur les cathédrales, l'Angleterre a élaboré un joli petit plan pour la défense de ses côtes, » dit la légende. On voit, en effet, des paravens en forme de façades gothiques, dressés au bord de la mer; sous les portails moyen-âgeux s'arrondissent des bouches de canon; derrière les gargouilles, s'embusquent des tireurs : il n'est pas un ornement, un fleuron, une ogive, qui ne recèle une embûche. Bien mieux, les gardes-côtes cuirassés eux-mêmes ont une superstructure de clochers et de chapelles, et, dans le ciel, les aéroplanes volans prennent une allure de chapelles en déplacement aérien.

Les Anglais accusent le coup, sans sourciller, en beaux joueurs qu'ils sont (1). Ils n'y ont pas grand mérite, car le coup ne porte guère, et ils pourraient aussi bien ramasser l'injure qu'on leur jette comme une pierre et s'en parer comme d'un joyau. Car si l'Australie et le Cap et les Indes et le Canada et la Nouvelle-Zélande, tous les pays d'outre-mer, accourent à la défense de la vieille Angleterre, qu'est-ce à dire, sinon qu'elle a su s'en faire aimer ? Et si tant d'autres peuples et de tant de couleurs, épars sur le globe, sous toutes les latitudes, se rangent du côté des Alliés, qu'en peut-on conclure, sinon que la conscience universelle se prononce contre l'Allemagne ? Ce ne sont pas des gens de « haute culture, » dira-t-elle : c'est à voir. Car il faudrait démontrer que les Bachi-Bouzouks le sont et aussi les Bulgares, et qu'on est plus près de l'idéal scientifique de l'humanité à Panagourichté et à Kastamouni qu'à Melbourne et à Montréal... « Nous appelons civilisés les peuples qui sont nos

(1) Toutes les caricatures contre l'Angleterre signalées ici ont été reproduites dans des périodiques anglais à grand tirage ou dans des *magazines* américains très lus en Angleterre.

dupes et sauvages ceux qui ne le sont pas : » — voilà ce qu'il faudrait dire, tout uniment, au lieu de tant de gloses, et cette définition à la Gorenflot figurerait fort bien toute l'argumentation des professeurs de Weimar ou de Greifswald. Pourquoi ne peut-on employer des Gourkhas ou des Sikhs et peut-on employer des gaz asphyxians? Pourquoi l'Angleterre est-elle furieusement égoïste en faisant battre pour elle des Australiens ou des Canadiens, qui sont nés d'elle, et l'Allemagne ne l'est-elle pas en versant le sang des Turcs pour qui elle n'a jamais rien fait? Et, en ce qui nous concerne, qu'y a-t-il de moins civilisé : appeler des Sénégalais à librement combattre, ou enchaîner ses propres citoyens à des mitrailleuses? Transformer des nègres en hommes libres, ou transformer des hommes libres en nègres? Le peuple du « libre examen » ne supporterait guère toutes ces théories, si elles étaient, d'aventure, examinées librement.

De même, les plaisanteries des Allemands sur le recrutement volontaire. C'est une honte, à leurs yeux, que de solliciter un homme d'entrer au service, au lieu de le faire encadrer par deux gendarmes. Mais c'est l'orgueil de l'Angleterre que d'avoir vu trois millions d'hommes, sans y être forcés, accourir à son appel. Il n'est pas très sûr que l'Allemagne, elle-même, eût obtenu ce résultat. L'Angleterre a prouvé, jusqu'à l'évidence, par sa pauvreté première en hommes et en munitions, qu'elle ne tendait, ni ne s'attendait à la guerre, et, par son magistral « rétablissement, » qu'elle était capable de la faire, comme les camarades. De tout cela, elle a lieu d'être fière, et plus on lui décerne de sarcasmes, plus elle les collectionne comme des titres d'honneur. L'Allemagne n'en dit autant ni contre nous, ni contre les autres Alliés. Pourtant, elle nous fait bien, çà et là, l'honneur de quelques outrages ou l'injure de quelque compassion. Il y a un sujet qui, évidemment, n'inspire pas de réflexions très réconfortantes aux artistes de ce pays : c'est le bombardement de la cathédrale de Reims. Ils n'en tirent pas une extrême vanité. Aussi ont-ils délibérément pris le contrepied de la vérité. Ils supposent d'une part qu'on ne l'a pas bombardée, ni aucune autre église, et d'autre part, que leurs ennemis abusent de ce respect pour combattre sans danger. Dans l'*Ulk*, on a vu ceci : Pallas Athéné, portant, dans une main, la cathédrale de Reims, de l'autre, son égide, protège des soldats et même des civils, français, qui tirent « à l'abri de l'*Art.* » Sur un

autre point encore, le satiriste allemand est manifestement gêné : l'union des Français. Là encore, pour faire son œuvre, il est obligé de montrer le contraire de ce qui est. Selon lui, la guillotine est dressée sur la place de la Concorde ; le bourreau, masqué, attend les chefs de l'État français, qui vont « encore une fois perdre la tête. » Mais une certaine affectation d'impartialité est souvent sensible. Un dessin de l'*Ulk* figure une représentation à Berlin, les bustes de Molière et de Shakspeare sur la scène, couronnés, le parterre applaudissant à tout rompre, avec cette légende : « Ces Allemands ! ces Boches ! Chaque soir, ils ridiculisent les grands poètes de la France et de l'Angleterre ! »

Contre la Russie, les attaques sont plus âpres. Le grand-duc Nicolas, surtout, est honoré d'une haine incessante et multiforme. Hindenburg l'enserre de ses griffes, fatales comme le Destin, selon le caricaturiste de l'an dernier, détrompé aujourd'hui ; ou bien il est nommé généralissime des blessés alliés, comme ayant été le plus mutilé de tous ; ou enfin, assis à une table de jeu, il voit le râteau de la Mort, sinistre croupier, tirer, hors de ses mains vides, ses derniers hommes. Ces images, qui n'ont aucun sens réel, montrent pourtant la crainte que l'invasion russe inspire aux Allemands. Pour se défaire de ce cauchemar, ils comptent surtout sur la Révolution. Innombrables sont les images qui invoquent le peuple russe contre le Tsar, dans l'*Ulk*, dans le *Wahre Jacob*, dans le *Kladderadatsch* et jusque dans la *Muskete* de Vienne. D'où l'on voit que la parfaite tranquillité de la Russie doit être, aujourd'hui, l'une des plus amères désillusions du peuple allemand.

La Serbie est honorée d'une haine presque égale. Si l'esprit chevaleresque dominait jamais le monde, il y a un coin où l'on serait sûr, encore, de ne pas le rencontrer : ce serait l'*Ulk*, à Berlin. Ce journal a représenté un moribond, affaissé dans une petite voiture, avec, sur les genoux, une couverture brodée d'une couronne royale. Il est coiffé du képi serbe. Devant lui, debout, un gros homme, un hercule coiffé d'un fez, salue militairement : « Je ne sais pas si vous me reconnaissez, dit le Turc avec un gros rire, je suis l'*Homme malade !* » L'Italie n'est pas mieux traitée. Ses dirigeans sont, d'ordinaire, montrés emboîtant le pas à un fou, chauve, couronné de lauriers, armé d'une lyre et qui les conduit aux abîmes... Depuis Lamartine, nul poète, assurément, n'avait été autant caricaturé que M. d'Annunzio.

La présence de l'ancienne alliée aux côtés des amis du Droit a déchaîné toutes les calomnies. « A-t-il signé? » demande le soldat français à son camarade anglais, derrière un petit bersaglier qui est en train d'écrire, avec application, ces mots : « Pas de paix séparée. » — « *Yes*, répond le highlander. — Alors, surveillez-le avec un soin tout spécial! » Enfin, le *Kladderadatsch*, en figurant « Noël dans les Dolomites, » évoque un paysage de montagnes et de neige où s'ensevelissent, selon son espoir, tous les espoirs italiens.

Même affectation de mépris à l'égard des Japonais, tant loués pourtant, jadis, par le parti militaire allemand. Ils sont devenus des sauvages, des singes, des monstres aux dents acérées, dont la fureur, d'ailleurs, est impuissante. Une grande planche, d'une assez belle allure décorative, a paru dans le *Simplicissimus*, tout au début de la guerre : c'était un chevalier immobile dans son armure, planté sur un rocher, tenant d'un bras de fer, bien horizontal, le pavillon allemand, tandis que des vagues furieuses se recourbent autour de lui et la crête écumeuse des vagues est faite de têtes féroces, à faces simiesques, les lèvres retroussées sur les gencives, montrant les dents... C'était l'Allemagne à Kiao-tchéou. Un autre dessin nous transportait dans un jardin zoologique. A travers les barreaux d'une cage, on voyait des macaques nippés de costumes européens, qui se divertissaient en compagnie d'autres singes sans costume. Et la légende disait : « On demande que les Japonais résidant présentement en Allemagne soient enfermés dans les jardins zoologiques. On ne tiendra aucun compte des protestations des chimpanzés. » La victoire des Nippons a mis un terme à ces singeries.

De telles aménités, quelque mauvais goût qu'elles révèlent, se conçoivent encore quand elles s'adressent à des pays en guerre avec l'Allemagne. Elles surprennent fort quand elles s'adressent à des Neutres. C'est un fait, cependant, que les États-Unis ne sont pas mieux traités, par les satiristes allemands, que les pays belligérans eux-mêmes. Ils sont considérés, d'ailleurs, comme belligérans en quelque manière, car on les accuse de forger l'arme des Alliés, en échange de leur or. L'Or! le Dollar! les Affaires! le Profit! Quelle honte chez le peuple de la Liberté « éclairant le monde! » Ah! elle est bien précieuse aux caricaturistes de la *Jugend* ou du *Kladderadatsch*,

la statue de Bartholdi! Que feraient-ils sans elle? On la voit submergée, engloutie par l'or que gagnent MM. Morgan, Schwab et Rockefeller, et pouvant à peine élever son flambeau par dessus le flot mortel, ou bien transformée en une vieille mégère, « la Liberté du commerce des armes qui rapporte gros » et ne tenant plus à la main qu'une lampe à pétrole, ou bien déboulonnée et remplacée par le *Dieu du Profit*, un vieux monsieur qui compte sur ses doigts... En vérité, on ne savait pas que les Allemands eussent, à ce point, le mépris des Affaires!

Mais il paraît, aux yeux des assassins de Louvain, que l'Amérique en oublie tous ses principes d'humanité. « Vous priez, oncle Sam? » demande le Michel allemand à Jonathan, qu'il voit à genoux, mains jointes, levant sa barbe de bouc vers le ciel. « Oui, je demande au Ciel que vous capturiez les canons que j'ai vendus aux maudits ennemis de l'Allemagne. » — « Ah! et pourquoi demandez-vous cela? » — « Pour que je puisse leur en vendre encore davantage... » En effet, on voit le président Wilson, dans le *Simplicissimus*, proposer des obus à des généraux français, en qui l'on retrouve assez exactement reproduit le type du général de Galliffet. Sur l'obus on lit : « Cause beaucoup de douleur » et le président ajoute : « Vous comprenez, naturellement, que plus l'agonie produite par mes obus est douloureuse, plus ils coûtent cher. » Ou encore, il s'adresse à un officier anglais, assis sur une table, en train de fumer sa pipe et lui présentant un obus, emmailloté dans du papier, il lui dit : « Voici un nouveau modèle d'obus. Il est enveloppé dans un petit bout de protestation, mais vous ne devez pas la prendre très au sérieux. » Aussi, qu'arrive-t-il? Un Allemand, gisant sur le champ de bataille, retrouve un morceau de l'obus qui l'a frappé à la tête et y lit : *Braves Allemands, nous prions pour vous! Fabrique de munitions de Jonathan-Amérique.* Quelle hypocrisie! pense le lecteur d'outre-Rhin. Et il se pâme encore devant cette image de l'*Amérique neutre :* Jonathan, qui a fabriqué des faulx, en offre une à la Mort en échange d'un sac d'écus, et l'homme à la bannière étoilée lui dit doucement : « Madame la Mort, ne croyez pas que je cherche seulement à gagner de l'argent. Je vous vends cela seulement pour que vous ameniez la Paix... »

Après des satires aussi sanglantes contre tout le monde, — y compris les Neutres, — il ne restait plus aux Allemands que

d'en faire contre eux-mêmes. Ils n'y ont pas manqué. S'ils n'insistent pas sur les horreurs de la guerre, ils sont loin de la présenter comme une chose belle en soi et souhaitable. Une suite de caricatures, assez récentes, du *Wahre Jacob*, de Stuttgart, est, à ce sujet, assez significative. Elle montre l'évolution qui s'est faite, dans certains esprits, au delà du Rhin. Un gros industriel allemand est d'abord ravi de ce qui se passe : « Enfin, voilà la guerre! » dit-il. « Déjà, un bon traité pour fournitures de guerre, » continue-t-il, et, en ouvrant son coffre-fort : « Pour ma part, la guerre peut durer dix ans! » Mais il reçoit une convocation, sa figure change : « Oh! je suis appelé! » Le voilà, faisant l'exercice et déjà suant à grosses gouttes, sous l'œil d'un *feldwebel* injurieux. « Oh! oh! » crie-t-il, puis coiffé du casque à pointe, le sac au dos : « Ah! ah! » puis dans la tranchée, sous les obus : « Ah diable! » Enfin, il fuit, devant les éclatemens, tombe à genoux, et s'écrie : « O Dieu, mon Dieu, donne-nous bientôt la paix! »

Tel est le dernier trait des crayons satiriques d'Allemagne. C'est peut-être, aussi, le plus sincère. Si jamais l'on entreprend d'écrire l'histoire d'après les images qu'ils en ont données, c'est une étrange histoire qu'on écrira : l'Angleterre envahit la France, et saigne à blanc la Belgique; des hordes nègres accourent en Europe pour mettre la paisible Allemagne à feu et à sang; les États-Unis conspirent contre elle; enfin, les peuples français, russe et anglais se soulèvent contre leurs gouvernemens respectifs et s'ensevelissent sous les ruines d'une Révolution. Voilà qui nous indique seulement, chez les Allemands, ce qu'est « le Désir, père de la Pensée. » Mais le chauvin du *Wahre Jacob* qui souhaite la paix, dès qu'il a goûté de la guerre, c'est une réalité.

II. — CHEZ LES NEUTRES

Le premier de tous les neutres dans l'ironie vengeresse et la résistance à l'oppression, c'est la Hollande, et en Hollande c'est Louis Raemaekers. L'Allemagne menaçait de tout submerger sous le flot de ses calomnies et de ses promesses : il s'est levé et, de son crayon acéré, a marqué la limite du cataclysme. Il n'est pas le seul, mais fût-il le seul, il eût suffi, comme l'enfant célèbre de Harlem qui, de son doigt, boucha

la fissure de l'écluse et sauva la Hollande. Raemaekers a sauvé son pays de l'inondation germanique. Être une digue, la digue de la civilisation et de la liberté, semble une tradition nationale de ce pays. Il n'en est pas qui ait lutté plus souvent, plus obstinément, plus victorieusement et contre de plus formidables Puissances que les Pays-Bas. Et chose curieuse, c'est aussi une tradition nationale que de lutter par la caricature. C'est par elle, par les planches célèbres de Romain de Hooghe, que les Hollandais combattirent et poursuivirent, dans toute l'Europe, Louis XIV. Le grand Roi ressentit toujours cruellement les blessures de ce burin vengeur. La Hollande était tellement considérée comme la patrie de la caricature politique, au XVIIIe siècle, qu'un pamphlet paru à Londres, en 1710, sous le titre : *Peinture de la malice*, le dit expressément : « *L'estampe est originairement un talisman hollandais (légué aux anciens Bataves par un certain nécromancien et peintre chinois), doué d'une vertu surpassant de beaucoup celles du Palladium, qui les met à même non seulement de protéger leurs villes et leurs provinces, mais aussi de nuire à leurs ennemis, et de maintenir un juste équilibre parmi les Puissances leurs voisines...* » L'auteur de ce pamphlet, deux cents ans à l'avance, définissait Raemaekers.

On eût pourtant fort étonné le dessinateur du *Telegraaf*, si on lui eût prédit, il y a quelques années, qu'il jouerait un jour, en face de Guillaume II, le rôle de Romain de Hooghe devant Louis XIV et de Gillray devant Napoléon. L'histoire, ni la tragédie ne l'attiraient spécialement. C'était un paisible paysagiste et un portraitiste. En cette qualité, il s'essayait à reproduire la ressemblance des hommes célèbres dans la politique aux Pays-Bas et, depuis quelques années, il donnait des dessins politiques au *Telegraaf*, lorsque la guerre survint. La froide cruauté de cette machination l'indigna, l'hypocrisie des fauteurs d'assassinat lui parut insupportable et, aussi, le « ponce-pilatisme » de certains spectateurs. Il tailla son crayon plus affilé que de coutume. Il s'en fit une arme. Les cris de douleur, de protestation, de vengeance, éclatèrent hors des frontières et dans les Pays-Bas eux-mêmes, dès longtemps exposés à l'infiltration germanique. On interdit la vente de ses albums, on le menaça de six ans de prison pour avoir mis la neutralité de la Hollande en danger. On l'accusa d'être payé par l'Angleterre. Une averse de calomnies et de menaces fondit sur lui. Le

nouveau Romain de Hooghe ne s'en émut pas : il dessina de plus belle. Il lui arriva, dès lors, ce qui ne pouvait arriver à Romain de Hooghe, ni à Gillray, ni à aucun des artistes qui attaquèrent la France : Paris l'a adopté et l'a désigné, d'un geste sûr, à l'admiration du monde. Il a ce qui manquera toujours aux crayons assermentés de la *Jugend* ou du *Kladderadatsch :* la consécration mondiale. On n'a jamais entendu parler d'une gloire artistique née à Berlin.

Raemaekers a donc déclaré la guerre à Guillaume II :

Ce roy, non juste roy, mais juste arquebusier...

Et le vers admirable, le vers caricatural d'Agrippa d'Aubigné, en ses *Tragiques*, semble avoir été fait pour définir exactement le type imaginé par l'artiste. Ce n'est pas un grotesque, comme Gillray avait eu le tort de peindre Napoléon, ce n'est pas un fantoche : c'est un homme vigoureux et adroit, mais dont l'adresse et la vigueur s'emploient pour le mal, un mauvais homme, hypocrite et qui fait une œuvre infâme. Il provoque non le rire, mais l'indignation. « Voilà qui est fait... » dit-il en écartant doucement le rideau qui cachait l'exécution de miss Cavell, « ...maintenant tu peux m'apporter la protestation de l'ambassadeur américain. » Et le sous-ordre salue respectueusement, avec un rire silencieux, car il a compris : au loin, une tête de femme, les yeux bandés, gît dans le sang, et un soldat, le fusil sous le bras, comme un chasseur heureux, la regarde. C'est le « juste arquebusier. »

Il n'a pas manqué son coup, non plus, quand il a visé les femmes et les enfans que transportaient les paquebots : la *Lusitania* et les autres. Ils sont bien morts, étouffés, serrés convulsivement les uns aux autres pour s'entr'aider, se maintenir, un instant de plus, accrochés à une épave. Les voilà, glissant dans la profondeur des eaux calmes, les yeux agrandis par l'épouvante, les cheveux dénoués et flottans, les vêtemens empesés par le lourd liquide, de grosses bulles d'air remontant à la surface, les faces glacées sous le mobile émail des eaux. Le souverain « a giboyé aux passans trop tardifs à noyer » et il a fait bonne chasse, grâce à la *Mine flottante.*

Il n'a pas été moins « juste arquebusier, » quand il a installé sa machine à tuer dans le ciel. Nous sommes à Paris, dans la rue, parmi l'embarras des voitures et des foules, une

civière passe, encadrée de gardiens de la paix : c'est une fillette, pâle, exsangue, qu'on transporte à l'hôpital sans doute. On dirait, d'abord, un fait-divers de la paix, quelque chose comme l'*Accident* qui fit, dans des temps lointains, la réputation de M. Dagnan-Bouveret. Mais non : ici, il y a quelque chose d'inattendu et de plus tragique. Un ouvrier, qui accompagne la civière, se redresse vers le ciel avec un rictus effrayant de colère aux confins de la folie et montre le poing à l'invisible : c'est de là-haut qu'est venu le coup qui a fait de son enfant, qui jouait, ce matin, une morte... Un Taube a passé. Et Raemaekers appelle cela : *La Culture qui vient de l'air*. Aussi, la Vierge elle-même prend peur, la Vierge de pierre de Notre-Dame de Paris, et quand le sinistre oiseau passe et laisse tomber sa bombe sur un coin de la cathédrale, elle se met à genoux et couvre, de sa main et du pan de son manteau, l'Enfant-Jésus. *Nécessité militaire*, dit la légende. Raemaekers, qui est un réaliste émouvant plutôt qu'un symboliste, a pourtant trouvé, ce jour-là, un symbole très simple et très touchant du péril que court, en face de l'arquebusier royal, l'Art des vieux siècles de foi.

Le Kaiser a-t-il donc déclaré la guerre à Dieu? Il le prétend son allié, au contraire, il l'invoque à tout bout de champ, à tout bout de crime, il l'enrôle dans son armée, l'enchaîne à sa fortune, et cette prodigieuse aberration est peut-être, parmi tous les problèmes de cette guerre, celui qui fait le plus hésiter et chanceler la raison humaine. Là, encore, c'est Raemaekers qui a trouvé l'image définitive. Il a évoqué le Christ dans une des scènes de la Passion, celle que décrit saint Mathieu, lorsqu'il le montre livré aux outrages des valets et de la soldatesque, par ces mots : *Et ils pliaient le genou devant lui et ils se moquaient de lui*. Un soldat à lunettes et à longs cheveux, qui, hier encore, devait professer, dans quelque Université, que *Jesus* (*Ger-us*) veut dire « germain » en latin, le coiffe d'un casque à pointe et cherche à éteindre, ainsi, un peu de l'auréole divine. Un Turc, à face parcheminée de vieux croupier, gambade devant lui en faisant le salut militaire et lui offre un sabre. L'Autrichien s'esclaffe à cette bonne plaisanterie. Et un quatrième ligotte le Sauveur avec un ceinturon où brillent les mots qui sont le suprême blasphème de cet Empereur : *Gott mit uns!*

Le châtiment ne se fera pas attendre. Châtiment au dehors de lui, châtiment en lui-même. Trop de voix du ciel et de la

terre s'élèvent pour l'accuser. « Voilà le profanateur! » disent les statues de sainte Clotilde et d'un saint moine, devant la cathédrale incendiée. Et l'Allemand, ainsi interpellé, tombe à genoux, épouvanté que les pierres parlent. « C'est une guerre de conquête! Me voici, je ne puis faire autrement! » s'écrie Liebknecht, suivant l'exemple de Luther, en se présentant devant le Kaiser cuirassé, casqué, pensif, — et ce mot retentit comme un premier glas de la conscience individuelle. D'autres cris l'environnent, des cris frêles, des voix d'enfans innombrables noyés par ses sous-marins : les faces enfantines paraissent encore au-dessus du flot qui monte, les yeux révulsés dans les orbites, et les voix des Innocens affolent Hérode. « Ils crient : *maman!* mais j'entends toujours : *meurtrier!* » dit Hérode, en se bouchant les oreilles (1). Les cassolettes de ses thuriféraires ont beau l'envelopper des vapeurs opiacées du *sophisme :* les cris d'enfans le dégrisent et les théories de Bernhardi, sur l'humanité de la guerre inhumaine, sont impuissantes à dissiper son cauchemar...

Le Bernhardi, lui, est radieux. Il n'a pas compris la leçon des choses. A la Mort, vieille coquette, chaussée d'escarpins, coiffée de roses, et qui manie l'éventail, il offre un bouquet composé de crânes et de mains squelettiques. « Vous n'en espériez pas tant, n'est-ce pas ? » dit-il en saluant avec la grâce d'un pachyderme. Raemaekers a résumé en lui tous les caractères du « Boche » moderne. La tête rasée à la manière « hygiénique, » le cou en bourrelet, le rire gras, le ventre sanglé et triomphant, il tient son casque par la pointe, selon le geste habituel du vieux Guillaume Ier aux bals de la Cour. La vieille coquette lui paraît encore digne de ses hommages. Mais le Maître, plus sensible, sinon moins coupable, s'épouvante déjà et s'excuse. Il n'a pas voulu cette guerre, il le jure. Il fuit l'apparition du Christ lumineux, et, courbé, hagard, il balbutie : « Nous ne sommes pas... ne sommes pas... des barbares. » Il s'éveille, le matin, encore hésitant devant le réel ; et tandis qu'un laquais, en grande tenue, lui apporte son déjeuner, il murmure : « Je rêvais si délicieusement que tout cela n'était pas arrivé! »

C'est que la guerre n'est pas chose moins terrible pour son peuple que pour les autres. Qu'est-ce que cette effroyable valse où est entraînée la pauvre *Germania*, exsangue et défaillante,

(1) Dans le texte hollandais, les deux mots *mœder, mörder* sonnent à peu près de même.

par un squelette aux escarpins vernis? C'est la continuelle navette entre les deux lignes de feu : *De l'Est à l'Ouest, de l'Ouest à l'Est (da capo al fine)*, dit la légende. Qu'est-ce que cette étendue d'eaux mornes, jalonnée, çà et là, par le sommet d'un arbre ou le toit d'une maison, où flottent des cadavres allemands en décomposition, des casques renversés? C'est *la Route de Calais...* Plus loin, d'autres « Boches » apparaissent figés, accroupis, dans la contraction subite de la *rigor mortis*, au milieu des fils barbelés, comme de gros moucherons pris dans la toile inextricable d'une araignée de fer. Aussi les survivans ne conservent-ils plus grand espoir. La lettre qu'écrit un jeune Allemand, du fond de la tranchée, le montre assez : « Chère mère, nous avons fait encore quelques progrès; nos cimetières atteignent la mer... »

Voilà pour les combattans : la population civile n'est pas épargnée, non plus. Raemaekers la montre en files lamentables, attendant devant les cantines de Berlin. « Les femmes à gauche! » crient les policiers, et les coups de crosse rangent brutalement toute la gent féminine en quête de pain. Voilà où mène la folie des rois. C'est encore parmi les combattans eux-mêmes qu'on trouverait, çà et là, le plus d'humanité. Deux turcos se sont agenouillés auprès d'un ennemi tombé et le font boire dans leur quart. *Les Bons Samaritains*, dit Raemaekers; et, ailleurs, c'est un soldat allemand, qui a quitté ses camarades en marche pour regarder mourir un jeune Écossais, un enfant, étendu sur la route. Il s'est agenouillé, lui a pris la main, assiste à cette agonie d'un air sombre, et, tandis qu'il le regarde, voici l'enfant qui parle dans le délire, les yeux hagards. « C'est toi, maman? » murmure-t-il, trompé par cette étreinte, l'esprit déjà bien loin, au moment de s'en aller plus loin encore...

Ainsi, pour Raemaekers, la guerre est le plus terrible des maux. Il la flétrit, en elle-même. Il a déclaré « la guerre à la guerre, » selon la formule chère à Mme de Suttner. Nous ne savons trop quelle fortune aura, auprès des peuples d'Europe, désormais, la théorie de Joseph de Maistre sur la « divinité de la guerre » et ses bienfaits. Il est possible qu'on la soutienne. Mais il ne faudra pas faire appel à Raemaekers pour l'illustrer. Ses pages navrantes sur les *Mères*, les *Veuves*, *Où gisent nos pères? Les Fils barbelés*, la lettre du soldat allemand dans la tranchée, les petites victimes de la *Lusitania*, sont l'envers de

cette tapisserie magnifique que les Gros, les Gérard, les Vernet et les van der Meulen tissaient dans leurs *Galeries des Batailles.* Elles montrent ce que la guerre traîne avec elle, après elle, presque fatalement, réserve faite des cruautés propres à celle-ci. Des femmes à genoux, dans leurs longs voiles de deuil, à l'église, la tête appuyée sur le prie-Dieu, les yeux fermés, appesantis sous la douleur : les *Mères;* ou, venant en longues théories, la main dans la main, bourgeoises et paysannes unies dans leur désespoir : les *Veuves;* des multitudes, un fleuve ininterrompu d'enfans, s'écoulant sous le ciel noir, entre deux haies de croix mortuaires, ces mêmes enfans flamands que Léon Frédéric a montrés si souvent joyeux dans le soleil, devenus graves soudainement, défians, serrés les uns contre les autres, les plus grands portant les plus petits, beaucoup pleurant, allant toujours, allant on ne sait où, en demandant : « Où gisent nos pères? » Ce sont les *Orphelins.*

Une femme restée seule vivante dans un village incendié : deux cadavres de vieillards fusillés étendus près d'elle, rigides ; un petit garçon, son petit, à terre, mort, les yeux ouverts. Elle lui tient la main, elle rit : elle est devenue folle : c'est la « jolie guerre nouvelle. » Des enfans encore, des écoliers de tout âge, de toutes les nations, sont rangés par terre, sans vie, déchaussés, quelques-uns encore enlacés dans l'étreinte suprême, qui les unit au moment du danger. Entre leurs files rigides, circulent les parens venus pour les reconnaître. Un père et une mère qui ont « reconnu » sanglotent ensemble, la face cachée dans leurs mains. Ce sont les *Petites victimes de la « Lusitania.* » Heureuses victimes ! Le dur passage est accompli. En voici qui n'y sont pas parvenus encore. Dans une salle d'hôpital, une infirmière se détourne avec désespoir pour ne pas voir, et un vieux major à lunettes, les bras croisés, regarde, impuissant, deux malades horriblement convulsés, qui se tordent, en des gestes fous, sur leurs oreillers : c'est l'*Asphyxie lente* qui fait son œuvre. Dans une autre chambre d'hôpital, un homme sanglote, assis près d'un lit où le drap dessine vaguement une forme humaine, et que marque un crucifix noir. Quelle fut donc cette mort? Un châtiment? Et de quoi? Une fillette, debout auprès de son père, tâche de le faire parler au milieu de ses sanglots : « Maman n'avait rien fait de mal, n'est-ce pas, père ? » Une dernière planche résume, là-dessus,

toute la pensée de Raemaekers : c'est une femme de la campagne, qui pleure, abattue par la douleur, la figure posée à plat sur une table, tandis qu'une vieille paysanne, debout, cherche à la consoler et qu'un enfant s'accroche au bras de la vieille, épouvanté. C'est : « Une qui ne comprend pas les beautés de la guerre. »

Raemaekers n'est point cependant un pacifiste quand même. Il ne prêche pas que la honte soit préférable à la lutte. Il raille le président Wilson, qui réfléchit profondément et dit à l'Humanité éplorée pour la consoler : « J'écrirai, si vous avez à vous plaindre de quelque chose, j'écrirai, — oui, mais quand j'y pense, je crois que j'ai déjà écrit ! » Il a sur les neutres, en général, et leur masque d'impartialité, une image cinglante. Elle doit être dédiée à tous ceux qui prétendent, lorsque le Droit est en jeu, se tenir *au-dessus de la mêlée*. C'est un bourgeois gros, glabre, élégant, couvert d'un beau gilet à fleurs, surmonté d'un chapeau de cérémonie. En sa présence, un apache au front bas, à la face patibulaire, vient d'égorger une femme, pour un butin qu'il emporte, et le voici qui tient encore à la main le couteau sanguinolent. Le gros monsieur détourne son regard et délibère, à part lui, sur ce qu'il convient de faire. « Lui dirai-je qu'il est un assassin ? » se demande-t-il, puis aussitôt : « Non, je vais le saluer poliment : c'est plus neutre. »

Tous les neutres ne raisonnent pas comme le bourgeois de Raemaekers. Sans même sortir de son pays, on trouve d'autres crayons que le sien occupés à flétrir la guerre. Ce sont principalement ceux de l'*Amsterdammer :* Johann Braakensiek, connu depuis ses dessins sur la guerre du Transvaal, George von Raemdonck et Joan Collette. Seulement, ils flétrissent la guerre en général plus nettement que l'auteur de la guerre. On n'aperçoit pas toujours très clairement que, sans l'agression voulue, préméditée, de l'Allemagne, cette guerre n'eût jamais eu lieu. Pourtant, ils l'ont symbolisée de façon saisissante. Tel est le dessin où Raemdonck a montré tout ce qu'a causé le meurtre de Serajevo. Un revolver est là, posé, qui a fait feu et fume encore : du petit tube d'acier sortent, enveloppées dans sa fumée, des figures et des calamités mondiales : après les têtes de l'archiduc et de sa femme unies dans la mort, l'aigle à double tête de l'Autriche-Hongrie fondant sur la Serbie suppliante, l'incendie allumé, les Alliés

cherchant à l'éteindre, l'Allemagne l'attisant, puis les populations quittant les villes incendiées, les épaves de la *Lusitania*, et rayonnant, dans une apothéose, un crâne : la Mort triomphante. A son tour, Braakensiek, adaptant un tableau de Henneberg, a montré la *Course impériale au Bonheur :* le Kaiser, suivi par la Mort, galope à la suite de la Fortune, par-dessus le cadavre de la Paix; il va, il va, forçant le galop infernal, car il a vu briller, dans la main de l'Inconstante, la couronne mondiale, et il ne voit pas qu'elle a dépassé le pont étroit où il la poursuivait, qu'elle file maintenant au-dessus d'un abîme et que, sur cet abîme, est écrit : *Révolution*... Une autre fois, — et c'est un de ses derniers dessins, — il figure une femme, coiffée du bonnet phrygien, debout au bord d'un précipice, luttant contre un aigle gigantesque et furieux qui l'assaille, et lui arrachant des plumes qui tombent dans l'abîme. « Qui oserait maintenant parler de la décadence de la France? » dit la légende, sous ce titre : *La lutte pour Verdun.*

Braakensiek ne plane pas toujours à ces hauteurs allégoriques. Il a de l'ironie, parfois à l'adresse des Alliés : ainsi lorsqu'il représente une conférence entre trois gardiens de l'ordre; un *policeman*, un sergent de ville et un carabinier, en face des cadavres qui jonchent la rue : le serbe, le belge, le monténégrin. Un gamin, dissimulé derrière un pilier, leur crie : « Dites donc, les protecteurs, si vous voulez réellement protéger ces petits camarades, il ne faut pas toujours arriver trop tard. En voilà encore un par terre!... » C'est un des plus récens dessins du maître. Enfin, Joan Collette a nettement pris parti contre l'Allemagne. Il montre, toujours dans l'*Amsterdammer*, des soldats du kaiser qui ont capturé une petite fille, aux longues tresses, haute comme leurs bottes et l'interrogent : « Elle a tiré!...» disent-ils et cela s'appelle le *Crime de la population civile.* La Hollande a vu juste, à travers ses fils barbelés.

La Suisse, je veux dire la caricature suisse, a-t-elle pris un parti aussi net contre l'Impérialisme? Cela n'est pas évident, à ne considérer que les dessins du *Nebelspalter*, de Zurich, son principal journal satirique. Au début de la guerre, on a pu les confondre parfois avec les dessins allemands. Par exemple, ils raillaient, de la même manière, l'Anglais, de faire appel à des peuples de toutes les couleurs pour « établir fermement la supériorité de la culture européenne » et les singes y jouaient

leur rôle, tout comme dans le *Simplicissimus*. Plus tard, le *Nebelspalter* a simplement montré l'avance de l'Allemagne sur les Alliés dans les Balkans : Grey lutte de vitesse avec l'Allemand, mais ses jambes sont plus courtes que celles de son adversaire et il lui dit : « Si fort que je puisse courir, vous êtes toujours devant! » Enfin, plus récemment, il a montré les belligérans jouant aux cartes, selon la tradition bien ancienne des caricaturistes politiques, — car elle remonte au xve siècle, c'est-à-dire au *Revers du Jeu des Suisses*, et ce sont, à peu de chose près, les mêmes partenaires qui jouent. Selon lui, les Empires du Centre ont gagné : l'Allemand a raflé la Belgique et le Nord de la France, l'Autrichien la Pologne, le Bulgare la Serbie et ils déclarent : « Messieurs, on pourrait lever la partie. Nous avons assez gagné. » Mais les autres n'entendent pas de cette oreille. « Continuons, disent le Français, le Russe et l'Anglais, peut-être la chance va tourner. » Plus récemment encore, le *Nebelspalter* montrait le roi de Grèce et le général Sarrail, passant en voiture au milieu du peuple hellène qui les acclame et il leur faisait tenir le langage suivant : « Écoutez le peuple qui acclame Votre Majesté, » disait le général. — « Oui, répondait le Roi, mais je ne sais pas tout à fait exactement si c'est pour nous féliciter à l'occasion de votre départ, ou pour vous féliciter de vous en aller... » On sent, ici, l'ironie expectative du satiriste neutre. Ni le directeur du *Nebelspalter*, Paul Altheu, ni son dessinateur principal, Boscovits le jeune, n'interprètent entièrement les sentimens complexes et nuancés d'un pays aussi divers que la Suisse : toutefois, leur attitude mérite d'être notée.

Tout autre est celle des États-Unis, le plus puissant des neutres, et beaucoup plus marquée. Ses artistes ont, presque tous, pris le parti des Alliés, et avec une fougue et une verdeur d'expression, qui témoignent assez de leur foi ardente. Ils montrent volontiers les ombres de Washington et de Franklin, sommant l'Amérique de sortir de sa neutralité en faveur de la France. Que ce soit aussi en faveur du pays qu'ils ont combattu autrefois, voilà qui ne les trouble pas le moins du monde! Ce n'est pas un Américain que l'historien teuton embarrassera d'objections historiques, — ou préhistoriques! Le *Life* a trouvé une très ingénieuse image pour s'en débarrasser : c'est une chambre d'enfans, jonchée de jouets de construction

et de guerre. Un grand lion mécanique se soulève sur ses roulettes et va tomber sur un petit Américain, costumé en général de 1781, qui se défend, comme il peut, avec son sabre de bois. Heureusement, un autre petit garçon, costumé comme était La Fayette à la même époque, se pend à la queue du lion et l'empêche d'avancer, et l'artiste intitule cette scène d'enfans : *Our nursery days.*

Le même journal satirique a pris parti plus nettement encore. Il a intitulé un de ses numéros : *Vive la France!* Il y montre les ombres de toutes les gloires françaises défilant, à la manière de la *Revue nocturne* de Raffet, devant Joffre, qui les salue. Le Kaiser, lui, est représenté, piétinant dans le sang, submergé par un océan d'atrocités et de crimes où flottent les cadavres de la *Lusitania*, ou bien écrasant de son poids le pauvre Michel allemand obligé de le porter sur ses épaules, à travers les ruines. Au-dessus de la plaine ravagée, en vue de la cathédrale de Reims qui brûle encore, il élève son coutelas vers le ciel, en hurlant l'*Hymne de Haine*. La fin de toute cette tragédie, selon les vœux du *Life*, c'est l'application de la peine réservée aux pirates : la pendaison, et celui qui la subit offre une grande ressemblance avec l'empereur Guillaume. Dans le ciel où se balance le corps du supplicié, une vision dantesque passe, une *bufera infernal* de nuées à figures humaines et ces figures ressemblent à des mères échevelées qui serrent leurs enfans sur leur cœur...

Ce n'est pas le *Life*, seulement, qui manifeste cette indignation. Elle est pareille dans les dessins de l'*Evening Sun*, de New-York, de l'*Inquirer*, de Philadelphie, du *World*, de New-York, du *Nashville American*, d'une foule d'autres et avec d'égales trouvailles d'expression. « Contrebande de guerre, » dit l'*Evening Sun*, en montrant Jonathan qui soulève dans ses bras le cadavre d'une passagère de la *Lusitania*. « L'Allemagne *au-dessous* de tout, » dit l'*Inquirer*, en figurant une main géante sous les eaux de l'Océan, cherchant à saisir et à engloutir les bateaux qui passent. « Pilote congédié, » dit un autre, en reprenant l'idée du *Punch* lors du départ de Bismarck, et en montrant non plus le chancelier, mais la Civilisation qui quitte le navire où commandent le Kaiser et l'amiral de Tirpitz. « La loi, épave du temps de guerre, » dit l'*Eagle* de Brooklyn, en montrant un livre déchiré, défeuillé, sur une grève : le « code inter-

national » que la tempête a rejeté, hors d'usage. « Par Allah ! » s'écrie le Turc de l'*Evening Sun*, en lisant le récit des atrocités allemandes en Belgique, « il faut que j'intervienne au nom de l'humanité ! » A peu près toutes les images satiriques, de l'autre côté de l'Océan, donnent la même note.

Cette note est jusqu'ici tout simplement la note anglaise, mais le caricaturiste américain en a une autre : la satire du Germain ou du pro-Germain en Amérique. Celui-ci grince des dents, roule des yeux furieux en voyant le flirt de la France et de l'oncle Sam. Caché dans la charmille, tandis qu'ils se racontent des douceurs, il les lapide de notes, d'explications, de commentaires sur les événemens du jour. « Mais qu'est-ce que cela peut bien nous faire, à vous et à moi, *dear* ? » murmure Jonathan qui, pour la circonstance, a rajeuni son allure, revêtu un beau gilet étoilé, des bottes neuves et qui serre tendrement la main d'une petite paysanne en sabots, coiffée du bonnet phrygien... Le même pro-Germain apparaît dans un dessin de Charles Dana Gibson. Gibson est cet admirable synthétiste qui créa, pour notre époque, le type idéal de l'Américaine, comme jadis Burne-Jones celui de l'Anglaise et M. Helleu celui de la Parisienne. L'élaboration de ce nouveau personnage fut peut-être moins séduisante pour l'artiste, mais le résultat est aussi heureux. Le gros homme à la tête carrée, aux extrémités massives, révélatrices de ses origines, remplit un large fauteuil, au club, au milieu d'Américains authentiques. Il discute, ergote, s'enfonce dans la dialectique et les contradictions, tandis que tous ses voisins, furieux, brandissant les feuilles où ils viennent de lire les derniers forfaits allemands. « Il reste neutre ! » dit la légende, et le dessin dit assez pourquoi.

Le pro-Germain est un sujet inépuisable de caricatures. « Une des choses les plus touchantes de cette guerre, c'est que la France est devenue pieuse, » dit une jeune Américaine, en s'arrêtant de tricoter dans son fauteuil à haut dossier : « Tous les Français prient. » — « Et tous les Allemands prient aussi, » répond un pro-Germain furieux, et il ajoute, pour donner du poids à son affirmation : « Ils prient Dieu de damner l'Angleterre ! » L'hypocrisie de ces appels à la Divinité indigne fort l'artiste américain. Dans un de ses dessins, le plus saisissant peut-être, un Satan gigantesque ouvre ses immenses ailes de chauve-souris sur le Kaiser épouvanté, et le morigène ainsi :

« Cesse de m'appeler « Dieu ! » J'ai ce mot en horreur... » Ainsi, lorsqu'il feuillette les images satiriques des Américains, le lecteur allemand n'a aucune chance d'y éprouver un vif plaisir.

Les espagnoles sont un peu plus capables de le dérider. Le *Blanco y Negro*, de Madrid, s'y essaie de son mieux. Il figure deux requins, au fond de la mer, parmi des débris de navires et des cadavres de noyés, et l'un dit à l'autre : « Frère Requin, voilà notre subsistance assurée pour nous et pour nos enfans, tant que la guerre durera, — et cela peut durer cent ans ! » Il y a là de quoi, peut-être, faire rire quelqu'un à Brême ou à Hambourg. Une autre planche du même journal montre un général anglais et un français juchés sur deux pitons des Balkans et regardant, de tous leurs yeux, dans leurs lorgnettes. « Voyez-vous quelques Italiens dans cette direction ? » demande l'un. — « Pas un seul. Et vous, » dit l'autre, qui interroge à son tour : « Apercevez-vous quelques Russes ? » — « Aucun ! » — L'attitude expectante de la Roumanie est caractérisée, dans le *Gedeon*, de Madrid, par une ingénieuse image, qui n'est pas, non plus, pour trop déplaire à l'Allemand : c'est un obus à demi enfoncé dans la terre meuble, en vue de Salonique, aux yeux inquiets des Alliés et qui n'a pas encore explosé, — mais l'on ne sait de quel côté il lancera sa mitraille... Le lecteur allemand se rembrunit, au contraire, devant les images de l'*Iberia* et de la *Campana de Gracia*, de Barcelone. Dans la première, il voit une foule menaçante, parce qu'affamée, sous les fenêtres du palais impérial, à Berlin, et elle crie : « Nous avons faim et il n'y a pas de pain ! » et le Kaiser, à son balcon, répond : « Eh bien ! quoi ? Moi aussi, j'ai faim, puisque je ne puis dévorer l'Angleterre. » Dans la seconde, il voit son Kaiser offrir galamment son bras à la Paix, avec cette demande : « Me ferez-vous le plaisir de venir avec moi ? — Merci, répond la Paix. Quand vous vous serez lavé les mains, » qui sont sanglantes. Dans la troisième, enfin, il voit son Kaiser en train de choisir son rôti de Noël. C'est l'oiseau de la *Paix* qu'il désigne en disant : « Si je ne peux avoir une bonne dinde, je me contenterais de cette colombe. » — « Oh ! si je pouvais seulement quitter la partie ! » murmure le même Kaiser, dans l'*Evening Sun*, devant les piles d'écus qu'il a gagnés aux Alliés, assis à la même table de jeu. C'est l'idée et quasi le dessin du *Nebelspalter*. Par où l'on voit que, dans la pensée des Neutres,

c'est presque un axiome que l'Allemagne, au point où en est arrivée la guerre, désire la paix.

CONCLUSION

Et d'ailleurs, qui ne la désire pas, s'il fallait en croire toutes ces images, — alliées, allemandes ou neutres, — qui ne l'a pas toujours désirée? Quel est le peuple qui se vante ou seulement avoue avoir rêvé d'agression, de domination ou d'hégémonie? Aucun. Vainement chercherait-on, parmi tous ces dessins et ces légendes, l'éloge ou seulement l'apologie de la guerre de conquête : on ne la trouverait pas. Toutes exaltent les mêmes vertus : la liberté des peuples, la fidélité à la parole donnée, la fraternité; toutes flétrissent ceux qui, selon leurs auteurs, y ont manqué. Il n'y a pas, sur les principes, de divergence : tel est le premier point à noter. Que les chefs actuels de l'Allemagne tiennent pour nulle leur signature au bas d'un traité lorsqu'il les gêne, et pour moins encore le droit à la vie des petites nations, c'est ce qui est discernable dans leurs écrits et manifeste dans leurs actes. Que le peuple allemand soit entré, tout entier, dans cette voie avec une discipline impeccable, c'est ce que les faits ont surabondamment démontré. Mais il est curieux d'observer que, dans leurs images populaires, ils continuent à faire appel à des sentimens tout différens, à ceux qui ont cours chez les Alliés : la justice, l'humanité, la franchise, la liberté. Une image assez récente du *Simplicissimus* est significative à cet égard : elle figure Neptune galopant sur son cheval marin, lequel a des pattes de canard, le trident en bandoulière. Ce vieux Dieu équestre accueille avec des transports de joie une sorte de Naïade et cette Naïade élève au ciel ses deux bras chargés de chaînes, mais de chaînes brisées... Cela s'appelle la *Libération du Danube* et on lit : « Ainsi, ma petite fille, la liberté des fleuves sera suivie bientôt, nous l'espérons, par la liberté des mers... »

Voilà pour la Liberté. Quant à la Vérité, l'Allemand ne la chérit pas, en apparence, moins tendrement. La *Jugend* nous fait assister à une scène digne de Shakspeare : dans un cimetière « survolé » par une bande de corbeaux; un fossoyeur, sinistre, sorte de Caliban habillé aux couleurs de l'Angleterre, est en train de creuser des tombes. Il a, déjà, enterré l'Hon-

nêteté, l'Humanité, et quelques autres vertus sociales; mais du fond d'une fosse nouvellement ouverte une figure de femme se redresse, auréolée de feu, et lui présente un miroir. Et la légende dit : « L'Anglais voulait aussi enterrer la Vérité, mais elle s'est redressée chaque fois et l'a confondu avec son miroir. »

Que dire de la fidélité aux engagemens? Elle ne tient pas moins de place dans la caricature allemande. Le *Kladderadatsch* a trouvé, pour l'exalter, une image apocalyptique. Le roi d'Italie, sur son trône, est assailli par les objurgations d'un immonde gnome qui est John Bull et d'une sorcière coiffée de couleuvres, vêtue de plumes de coq, qui est la France ; et il va les écouter, lorsque, dans l'ombre, une main gigantesque et lumineuse paraît, et cette main ouvre trois doigts de feu, formidable rappel d'une trinité sainte, et la France s'écrie : « Viens avec nous. Le mot « loyauté » est une pure invention des barbares allemands. » On ne croirait pas possible, après tant de « chiffons de papier » déchirés, la prétention que cette image suggère et encore moins celle qu'affiche plus récemment le *Simplicissimus*, en figurant le voyage du cardinal Mercier. Celui-ci est représenté causant avec des catholiques et leur disant : « Les Allemands m'ont donné un sauf-conduit, et comme je sais qu'ils tiennent toujours leur parole, je peux les calomnier avec assurance. » *Qu'ils tiennent toujours leur parole!* est une telle trouvaille qu'on se demande à qui les ironistes de Munich en veulent parfois...

Enfin, l'humanité est pareillement invoquée, contre toute attente, par l'humoriste allemand. Le *Simplicissimus* montre toute une famille anglaise, femmes et enfans, rassemblée autour d'une table couverte de cartouches, en train de confectionner des balles *dum-dum*. Cela s'appelle : « L'aide aux soldats en Angleterre. » Pour lui, la barbarie est de l'autre côté de la Manche.

En regard de toutes les hypocrisies et de toutes les lâchetés qu'il attribue à ses adversaires, l'imagier teuton dresse la figure idéale de l'Allemagne : une Allemagne unie, forte, disciplinée, mais pacifique, uniquement appliquée à se défendre, un roc compact et formidable que tous les flots du monde, déchaînés, viennent battre, sans l'entamer. L'écume de ces flots prend vaguement, sous la lune, une ressemblance avec des formes fantastiques de John Bull, de Marianne et d'un *moujik*. Le bloc, lui, ressemble à la *Tour de Bismarck*, blasonnée aux

armes des villes de l'Empire. « Il nous a construit une forte demeure, un asile sûr en Dieu, contre toutes les tempêtes. » Ainsi, l'idée du peuple allemand, réduit par la conjuration de ses ennemis à défendre sa propre existence, est sensible dans beaucoup de ces images : l'idée de ce même peuple entreprenant la conquête du globe ne l'est nulle part.

Est-ce pour les Neutres que l'humoriste allemand donne cette note extraordinaire ? Est-ce pour la masse de son peuple ? Est-ce un sentiment tout personnel ? En tout cas, dans ces myriades d'images destinées au grand public, rien n'a passé des idées de Bernhardi et de Treitschke sur les beautés de la guerre de conquête ou sur la légitimité de la terreur. Elles procèdent toutes de ce postulat que l'Allemagne ne fait que se défendre contre une coalition formidable d'envieux voisins. Que ce soit par un hypocrite accord entre les auteurs et leurs lecteurs, ou que le public allemand soit encore abusé par la plus gigantesque mystification et la plus fatale dont l'Histoire nous offre l'exemple, les humoristes d'outre-Rhin ne cessent d'invoquer les mêmes principes que les autres. C'est pour les mêmes idées qu'ils prétendent faire la guerre et y avoir été contraints par les mêmes nécessités.

Pour la terminer, ils comptent également sur la même chose : les dissensions intestines. C'est le second caractère commun aux caricatures. Tout le monde est aux écoutes pour surprendre, chez l'ennemi, les premiers travaux d'approche de la Révolution. Anglais et Français l'attendent du socialisme allemand ; les Austro-Allemands, des révolutionnaires russes et de l'esprit de fronde qui soufflait, d'habitude, en France. Ils l'attendent aussi non pas du peuple anglais, — ils sont trop au fait pour l'espérer de cette nation librement disciplinée qu'est la Grande-Bretagne, — mais du moins de ses colonies, des Indes, de l'Égypte, du Cap. Ils l'attendent, enfin, de la Tripolitaine contre l'Italie. Jusqu'ici, les postes d'écoute en sont pour leurs frais. Si fine que soit leur ouïe, nul bruit de sape ne vient la frapper. La guerre, qui devait, selon les sociologues, dissocier les nationalités arbitrairement réunies, les a resserrées, au contraire, et les plus artificielles tiennent comme les autres. Mais, quels que soient les faits, le sentiment demeure, et l'image satirique montre, par tous les pays, la foi profonde ou l'espoir qu'on a dans la Révolution chez le voisin.

Un troisième point, sur lequel il semble bien que tous les humoristes soient d'accord, c'est l'énorme fardeau financier de la guerre. « Tout cela finira par deux emprunts! » disait déjà M. Forain, lors de la première guerre gréco-turque, en figurant des veuves désolées sur des ruines. Par combien d'emprunts l'actuelle tragédie va-t-elle finir? Par une telle quantité, estime la *San Francisco Chronicle* que l'Europe entière est submergée et se noie. Quelle sera « la place de la nation allemande au soleil? » se demande la *Kansas City Post*. Et elle répond en montrant le Michel allemand suant à grosses gouttes sous le fardeau énorme de la *Dette de guerre*, intérêts et pensions, un sac si gros qu'il le couvre entièrement de son ombre. Le même Michel se serre furieusement le ventre, d'après Braakensiek, dans l'*Amsterdammer*, à mesure que les impôts vont croissant. « La Paix, vite, ou nous sommes ruinés! » crie, par la fenêtre, le banquier allemand, dans le *Star*, de Montréal. Et l'*Inquirer* de Philadelphie prévoit comment finira le globe terrestre : il le représente envahi, peu à peu, par une calotte de glace, qui détruit toute vie sur la surface, et cette glace s'appelle : la *Dette de guerre*. Cette universelle ruine des pays combattans profitera-t-elle du moins aux neutres? Ce n'est pas l'avis du *Social Democrat* de Copenhague. Il figure, en effet, la Suède sous les traits d'un homme qui n'a plus que la peau sur les os, assis sur son rivage et mourant de faim. A la vérité, il est entouré de richesses, de sacs et de lingots d'or; mais ce nouveau Midas meurt de faim, tout de même, s'usant les dents à cette indigeste nourriture. La morale de cette caricature est que gagner de l'or, ce n'est pas produire des alimens, ni des objets utiles à la vie, et que ces objets qui n'auront pas été produits, pendant des années, par les millions de bras occupés à tuer ou à fabriquer des obus, manqueront à tout le monde. Ainsi, l'image, en tout pays, mais surtout chez les Neutres, s'accorde à déplorer les suites de la guerre, comme elle déplore son principe et ses moyens.

Cette communauté qu'on observe dans les sentimens, vrais ou feints des divers peuples, se retrouve dans les moyens employés par leurs artistes pour les exprimer. Et, d'abord, ces moyens sont exactement les mêmes qu'autrefois. Il serait intéressant de noter les formes et les idées nouvelles que la nouveauté prodigieuse des événemens apporta jusqu'ici dans les arts du dessin et notamment dans la caricature. Et nous les

noterions, en effet, s'il y en avait. Mais il n'y en a pas. La guerre va tout renouveler en nous et autour de nous : il est douteux qu'elle renouvelle la vision de l'artiste. L'artiste est comme l'oiseau qui vole au-dessus des ruines, pépie, fait entendre ses trilles et ses roulades dans les courts silences du canon : ce sont les coups d'aile et les chansons appris aux jours de paix.

A priori, rien ne peut faire supposer que l'Art va être transformé par la guerre. L'histoire n'offre pas d'exemple de ces subites transformations. Sans doute, la tragique raideur des héros de David s'apparente bien aux principes et aux gestes de la Révolution ; mais les héros de David n'ont pas suivi la Révolution : ils l'ont précédée. Ils sont tout entiers contenus, et à leur paroxysme, dans les *Horaces*, qui ont paru au *Salon* de 1785. Sans doute encore, Watteau et l'*Embarquement pour Cythère* nous semblent bien refléter l'idéal galant et la société de Mme de Pompadour ; mais c'est bien plutôt cette société qui a reflété l'*Embarquement*, comme en un « tableau vivant, » car Watteau est mort l'année où est née Mme de Pompadour : il a peint surtout au plus sombre et au plus austère du règne de Louis XIV. Enfin, si le goût du Moyen Age sentimental et le style « troubadour » paraissent une suite assez logique aux événemens de la Restauration, il ne faut pas oublier qu'ils étaient déjà en honneur, sous le Consulat, dans le salon d'Hortense de Beauharnais. Si l'on remonte plus haut dans l'Histoire, on ne voit point que, dans les arts plastiques, une esthétique nouvelle ait jamais suivi une transformation sociale, dans des conditions telles qu'on puisse y voir un rapport de cause à effet, ou bien elle l'a suivie de si loin que, pratiquement, l'effet n'a pu toucher les contemporains. Le christianisme a bien fait surgir un art nouveau, mais après combien de siècles ! Presque toujours, les formes d'art et de vie esthétique adoptées après une grande commotion sociale préexistaient à cette commotion. Elle les a parfois fait adopter : elle ne les a pas fait naître.

En fait, rien n'est venu renouveler l'art depuis la guerre, — pas même celui de la caricature ! Aucune forme inédite n'a, jusqu'ici, enrichi la raillerie, ni magnifié l'indignation. C'est dans des moules anciens qu'on a coulé toutes les idées nouvelles, — moules qui datent de cent ans parfois, et parfois de bien davantage. Ainsi, le Napoléon de la *Mucha*, de Varsovie, examine, à la loupe, un lilliputien Guillaume II qu'il tient dans

le creux de sa main et, ce faisant, il répète exactement le geste inventé par Gillray pour son George III, considérant avec la plus extrême curiosité les rodomontades d'un minuscule Bonaparte. La seule différence est qu'il tient une loupe au lieu d'une lorgnette. L'idée de montrer les belligérans autour d'une table de jeu, qui est continuellement reprise de nos jours, date, nous l'avons vu, de 1499. Celle de symboliser les nations par des animaux : l'ours russe, l'aigle allemande, le kangourou australien, le lion britannique, le dindon turc, est vieille comme le monde, puisque les vignettes du fameux papyrus de Turin : le lion pinçant de la cithare, le marsouin soufflant dans une flûte, le crocodile portant un théorbe, l'âne jouant de la harpe, passent pour figurer l'Éthiopie, l'Égypte et d'autres pays soumis à Ramsès. Le coq figure déjà la France, vers 1707, dans une caricature où l'on voit la reine Anne qui lui rogne les ailes.

Les formules d'exécration, non plus, ne sont guère nouvelles : il en est peu d'employées contre Guillaume II qui n'aient déjà servi contre Napoléon. Les artistes ne se sont pas même mis en frais de nouveaux traits pour ridiculiser la soldatesque ennemie. Les Anglais et les Français n'ont eu qu'à feuilleter la collection du *Simplicissimus* pour trouver les types les plus grotesques et les plus réjouissans de « Boches, » depuis le général ventripotent et circonspect jusqu'au lymphatique étudiant fourvoyé à la caserne, et depuis le lieutenant aristocrate et penseur jusqu'à la sombre brute. Bruno Paul et Thony les avaient tous étudiés et rassemblés depuis longtemps. De même, les Allemands n'ont pas pris la peine d'inventer un type nouveau d'officier anglais : ils ont tout bonnement pris celui de Caran d'Ache et, par exemple, le général du *Simplicissimus* qui donne commission à la Mort d'aller visiter les cours de Sofia et d'Athènes, paru à la fin de 1915, sort tout droit du *Rire*, du 17 novembre 1900. Pareillement, les innombrables Sphinx, qui s'ébattent dans les feuilles de Berlin, sont la lignée d'une figure de Caran d'Ache, parue dans le *Figaro* du 12 février 1900 et intitulée : *le Sphinx bouge*. C'est en temps de guerre, surtout, qu'on prend son bien où on le trouve.

Ce goût du pastiche a conduit les artistes à user d'un procédé comique, déjà connu, mais peu employé jusqu'ici : l'adaptation de quelque œuvre d'art célèbre à des idées nouvelles. Nous avons vu la *Parabole des aveugles*, de Breughel,

exploitée par le *Simplicissimus* pour railler les chefs d'État alliés conduits à l'abîme par sir Edward Grey et la *Harpie* de Hans Thoma, détournée de son sens primitif pour incarner le même Edward Grey. Pareillement, un tableau célèbre de Bœcklin, les *Sirènes*, a servi à la *Muskete*, de Vienne, pour symboliser la Russie, la France et l'Angleterre tâchant d'attirer les navigateurs neutres de leur côté. Bœcklin a, d'ailleurs, donné tous les modèles des Neptunes britanniques ridiculisés par l'humour allemand. Un symbole fameux de Sascha Schneider, la Fatalité qui guette l'homme nu et désarmé, a été imité par la même *Muskete* pour figurer le blocus guettant John Bull sur son île et par le *Kladderadatsch* pour montrer Hindenburg guettant le grand-duc Nicolas. Le *Punch*, de Melbourne, a eu recours au groupe fameux de Frémiet, *Gorille enlevant une femme*, pour stigmatiser l'attitude de l'Allemagne envers la civilisation. Et, chose inattendue, les *Lustige Blaetter* ont réquisitionné le même gorille pour lui faire soutenir la thèse contraire : elles l'ont coiffé d'un béret écossais, par quoi elles donnent à entendre que c'est l'Angleterre, et la femme désespérée que ce monstre enlève, c'est la Grèce ! David Wilson, dans le *Graphic*, a repris un dessin célèbre de Joseph Sattler, la *Mort des livres*. Mais, à la place du squelette qui passait sur les vieux missels, avec des échasses, en y laissant ses traces, on voit le Kaiser, qui souille les précieux vélins, et sur ces vélins on lit : « Histoire de la Civilisation... La Belgique... »

Enfin, Albert Dürer lui-même a été requis d'apporter le concours de sa symbolique à l'imagination un peu courte de ses successeurs. Les *Lustige Blaetter* ont reproduit sa planche fameuse : *Le Chevalier, la Mort et le Démon*, en l'accommodant aux idées de M. Maximilien Harden. Le chevalier, c'est Bismarck, qui passe grave, impavide, tout en fer, sur ce fameux cheval, ce cheval de profil, au pas, qui est devenu, depuis Dürer, le thème où s'essaient tous les artistes allemands. La Mort est à pied ; elle a revêtu le *kilt* et coiffé le béret écossais : elle menace, de sa masse d'armes, le chevalier qui n'en a cure. Le Démon a, pour figurer la Russie, accentué la ressemblance qu'il avait, déjà, chez Dürer, avec un ours, mais un ours de carnaval et il lève sa griffe en vain. Une foule de bêtes rampantes, sifflantes, scorpions, serpens, araignées géantes, crapauds, — ce sont vraisemblablement les Neutres, — embar-

rassent la route : le chevalier chemine toujours du même pas, sans voir, sans entendre ce vain bruit de quolibets, et son cheval placide ne sent même pas les facéties d'un singe coiffé du képi français, une sorte de *Bandar-Log* qui gambade et lui tire la queue. A l'arrière-plan, la forêt et la montagne mystérieuses se sont abaissées, et l'on voit, dans la lumière, un ange déployant des inscriptions sacrées. « Bismarck, 1815-1915. Nous craignons Dieu et nul autre. » La *Espana*, de Madrid, a fait une adaptation semblable, mais sans modifier, autant, l'idée primitive de Dürer. Chez elle, c'est le Kaiser qui est entré dans l'armure du chevalier et à travers la forêt, on voit brûler la cathédrale de Reims. Ainsi, pour donner une image saisissante de l'Allemagne contemporaine, il a fallu adapter un dessin vieux de quatre cents ans.

Toutefois, il y a là un signe que la caricature élargit ses moyens d'expression. Ce recours à des formes nobles et à de graves symboles doit retenir notre attention. Certes, l'évolution symboliste de la caricature est bien antérieure à la guerre. Elle était nettement perceptible, déjà, chez les maîtres, il y a une vingtaine d'années. Mais la guerre l'a précipitée peut-être et, en tout cas, l'a fait mieux voir. Ce qu'on appelait autrefois, et ce qu'on appelle encore, par habitude et faute d'un mot plus précis, une « caricature, » dans l'imagerie politique, n'a souvent rien de la « charge » et ne déforme plus du tout les proportions. Il n'y a pas plus de déformations dans les dessins de Bernard Partridge, du *Punch*, qui sont qualifiés « caricatures » que dans les planches de l'*Illustration*, signées de M. Jonas, qui ne le sont pas. Si l'on désigne encore de ce nom les dessins de Raemaekers et de M. Forain, où les figures ne sont point davantage déformées, c'est que ce terme ne désigne plus expressément le grotesque ou la « charge, » mais s'étend à quelque autre chose, dont on n'a pas encore trouvé la définition. Cette autre chose, c'est toute image qui caractérise fortement un état moral ou une attitude politique, sous une forme brève et intelligible à première vue.

Ainsi, le même terme sert aujourd'hui à qualifier trois sortes d'images, tout à fait différentes d'art et d'intention et parfois contradictoires. On appelle « caricatures » les formes exagérées et grotesques, sans légende ni intention morale : c'est la caricature de Léonard de Vinci. On appelle aussi « caricatures » les scènes ironiques par leur intention, sans aucune forme

grotesque : c'est la caricature de Gavarni. Mais l'on est encore contraint de donner ce nom, faute d'un autre plus adéquat, à des images où il n'y a plus ni formes grotesques, ni intention ironique, — mais des symboles de gloire, ou des spectacles d'horreur. Quand Raemaekers montre une femme en deuil et ses deux enfans agenouillés dans un coin d'église et récitant : « Notre Père qui êtes aux cieux.., » il n'y a pas plus d'ironie dans la pensée que dans la forme. Quand les *Lustige Blaetter* dressent le lumineux fantôme d'Andreas Hofer parmi les neiges des Alpes, au-dessus d'un chasseur tyrolien et dit : « Confiez-lui votre Tyrol bien-aimé.., » l'ironie n'est ni dans la forme, ni dans la pensée. Si M. Forain dessine une paysanne qui guide la charrue, tandis que sa petite gamine tire le cheval en avant et appelle cela : l'*Autre Tranchée*, où est l'ironie ? Si le *Life* fait défiler devant le général Joffre les ombres de tous les grands capitaines français qui l'acclament, et si le *Punch* montre la déesse de la guerre veillant sur le tombeau de lord Roberts, avec ces mots : « Celui-là fut le guerrier heureux. Il fut ce que tout homme sous les armes doit désirer être... » où est, je ne dis pas seulement l'ironie, mais même l'humour? Dans toutes ces images, qui ont pourtant paru dans des feuilles caricaturales, la pensée est admirative ou douloureuse, la forme est réaliste ou académique. C'est la forme habituelle aux peintres de genre ou de scènes « vécues. » La seule différence, — ce qui distingue nettement l'œuvre du caricaturiste de l'autre, — c'est qu'au lieu de chercher simplement à faire « voir, » elle vise à faire « penser. »

Voilà pourquoi les mythes les plus anciens, les légendes les moins scientifiques, ont subitement réapparu dans ces petits miroirs de la mentalité contemporaine. C'est, là, un phénomène constant. Tant qu'il s'agit de petits ridicules, d'ambitions médiocres, ou même de crimes mesquins, l'ironie trouve, pour les flétrir, des formules dans l'immédiate réalité. Mais quand les événemens dépassent le train ordinaire de la vie, lorsqu'il s'agit d'évoquer quelque chose de grand, d'impressionner vivement les foules, l'artiste est obligé de faire appel aux souvenirs bibliques, aux histoires traditionnelles qui nous arrivent toutes chargées d'images et de rêves, du fond d'un lointain Passé. Pour figurer le cataclysme mondial nié, jusqu'ici, par la raison humaine, et les forces secrètes et incoercibles qui l'ont déchaîné,

il retourne, d'instinct, aux conceptions épouvantées de l'An mil, aux images du XIIIe et du XIVe siècle. Le Prince des Démons, avec ses cornes, ses griffes et ses ailes de chauve-souris, quitte le tympan des vieilles cathédrales, la « pesée des âmes, » les chaudières où « damnés sont boullus, » et opère une rentrée triomphale aux kiosques des boulevards et dans les bibliothèques de chemins de fer, partout où l'on débite l'ironie vengeresse et le symbole à bon marché. Raemaekers, Edmund Sullivan, Will Dyson, la plupart des caricaturistes américains et allemands l'enrôlent dans leur troupe et en tirent des services éminens. Circé a quitté son rivage antique pour venir, chez Dyson et Sullivan, verser son breuvage maléfique aux « Boches » de 1914. La vieille *Mort* de Holbein est rentrée dans le cycle habituel des figures qu'on voit dans les journaux. Il ne faut pas s'en étonner. L'imagination plastique de l'homme est beaucoup moins étendue qu'on ne le croit et surtout moins variée. C'est la Nature qui est variée infiniment. Un seul coup de sonde, au fond de la mer, ramène plus de monstres que n'en ont jamais enfanté, dans les bestiaires, les volucraires ou les cathédrales, tous les cerveaux du XIIIe siècle, appliqués à s'évader de la Nature et à découvrir de l'irréel. On vit, dès qu'on touche au symbole, sur les formes du Passé. Et ce sont les êtres surnaturels rêvés par Orcagna pour le Campo Santo de Pise qui reviennent, aujourd'hui encore, incarner les puissances du Mal dans le *Life* de New-York, ou l'*Ulk* de Berlin.

Et aussi les puissances du Bien. On ne s'expliquerait pas, autrement, la présence du Christ dans ces petits dessins autrefois qualifiés de « caricatures. » Or cette présence est fréquente. Il apparaît, chez Raemaekers, dans le *Bulletin de Sydney*, en France, dans les estampes, jusque dans des cartes postales populaires, toutes les fois que la prétention des Allemands d'être le « fléau de Dieu » provoque chez nous un sursaut d'indignation. Le contraste entre l'esprit de l'Évangile et leurs actes est si flagrant, que les peuples le moins habitués à transposer leurs idéals en des symboles bibliques et religieux ont senti le besoin de protester. En entendant les faussaires et les assassins dire : *Gott mit uns!* les gens mêmes qui n'avaient nullement l'habitude de faire intervenir l'idée de la divinité dans leurs spéculations théoriques se sont révoltés, leur ont dénié le droit d'invoquer cet idéal de la Justice et l'ont

revendiqué pour eux-mêmes. D'ailleurs, il n'y a pas contradiction. L'esprit moderne et le Christianisme se rejoignent pour condamner l'un le but, l'autre les moyens du Pangermanisme. Il est donc naturel que la figure de la Civilisation et la figure du Christ apparaissent toutes les deux, trahies et bafouées par ces prétendus civilisés et ces pseudo-chrétiens, pour les désavouer et pour les maudire.

Seulement, elles ne sont pas de la même ressource pour l'artiste. Civilisation, Humanité, Charité, Justice, ce sont, là, des termes abstraits, froids, impossibles à figurer en des images, sinon par des allégories féminines, qui voudraient aussi bien dire : Hygiène, Poésie, Assistance publique, Hiver ou Été. La figure du Christ, apparaissant, les résume, les incarne, leur prête la vie, — sa vie, qui fut tout ce qu'on attend d'elles, qui les mit en action et, pour ainsi dire, en tableaux sensibles à tous les yeux. C'est pourquoi sans le vouloir, sans le dire et presque à leur insu, les nouveaux symbolistes l'ont évoquée. Ils ont montré le Christ enfant se détournant à la vue des monstrueux présens des nouveaux rois : l'obus du Kaiser, le 305 de François-Joseph, le cimeterre du Sultan ; ils l'ont figuré sur sa croix, barrant le chemin au militarisme bardé de fer et abattu par lui à coups de hache; ils l'ont dressé, lumineux fantôme, comme un remords vivant, devant l'Empereur épouvanté. Sa seule présence est une condamnation. Toute la dialectique des théologiens d'outre-Rhin ne prévaut pas contre la vue des cadavres, des femmes en pleurs, des enfans mourant de faim, des noyés, des ruines. « Vous jugerez l'arbre à ses fruits, » dit l'Évangile. L'artiste fait de même : il montre ce qui est arrivé. Les causes échappent à son crayon, mais l'effet est de son domaine et l'effet n'est pas beau, il n'est pas souhaitable, il n'est pas excusable. L'image qu'il en donne, soit qu'il reproduise les réalités, soit qu'il s'élève aux symboles, inspire l'horreur de ce qui a pu produire de tels fruits. La caricature, dans son ensemble et par ses maîtres les plus incisifs, s'est déclarée contre la guerre.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

LE CHEMIN SANS BUT[1]

TROISIÈME PARTIE[2]

XIII

Vivien se promenait parmi les incohérences du Salon d'Automne. Il passait vite, le regard accroché, çà et là, par quelque essai plus heureux, l'ébauche d'une promesse.

Une voix de femme le salua.

— Vivien! Comme il y a longtemps qu'on ne s'est vu!

Il eut un sursaut : Jacqueline de Mirville était devant lui. Gêné, Vivien lui serra la main.

— Ah! je ne pensais pas vous rencontrer ici, dit-il, balbutiant un peu.

Elle rit.

— Quelle fichue rencontre, n'est-ce pas? Évidemment, vous n'avez pas la surprise ravie. Moi, cela me fait plaisir de vous revoir. Voulez-vous que nous nous fassions une petite visite sur une de ces banquettes solitaires? J'attends des amis qui m'ont donné rendez-vous à la Sculpture. Je suis en avance.

— Volontiers, dit Vivien, qui s'était ressaisi.

— J'ai été très contente de votre succès, dit Jacqueline gentiment. Après tous vos ennuis, cela vous aura consolé.

Vivien ne répondit rien.

— Je suis sûre, continua l'étourdie, que vous n'avez pas pensé à moi, depuis que Florence vous a quitté?

— Mais si, protesta poliment Vivien, auquel l'entretien devenait pénible.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1er juin.
(2) *Copyright by* Jules-Philippe Heuzey, 1916.

— Eh bien! moi, je me souviens toujours de vous avec plaisir. Je n'ai pas compris Florence. Hein! ajouta-t-elle en riant, ce n'était pas la peine de me faire de la morale! La plus estomaquée dans toute cette histoire, c'était maman. Elle avait du mal à accepter le divorce de sa seconde fille. A présent, elle y est faite; c'est de l'histoire ancienne. Et vous, vous ne vous remariez pas?

— Non, dit Vivien, ironique, pas encore. Je n'ai pas la bosse du mariage comme les demoiselles Daubenoire.

— Vous avez joliment raison de rester libre; si j'avais été garçon, je ne me serais certes pas marié. J'aurais joui de la vie.

— Et vous, ma chère belle-sœur, vous ne redivorcez pas?

— Non, dit Jacqueline tranquillement. Trois maris, c'est trop madame Barbe-Bleue, même quand aucun n'est trépassé sous notre règne. Il y a bien eu un peu de frottement, dans les premiers temps de notre mariage, entre Jacques et moi. A présent, c'est engrené. Mon mari va de son côté...

— Et vous du vôtre, dit Vivien.

Jacqueline rit.

— Et moi du mien. Vous n'avez pas l'air folâtre, continua-t-elle. Vanné? Trop de fête, ou de nouvelles complications sentimentales?

— Oh! non, s'écria Vivien avec énergie.

Jacqueline rit de nouveau.

— Chat échaudé craint l'eau froide. Je n'ose pas vous demander de venir me voir, dit-elle en se levant, cela vous serait peut-être désagréable de rencontrer Florence... c'est encore un peu tôt...

— Oui, un peu!

— Je le regrette. J'aime bien Claude; je vous préférais. Je crois que, l'un et l'autre, vous professez le même dédain pour ma frivole personne, mais votre dédain avait des formes plus indulgentes. Vous n'avez pas revu Florence?

— Non, répondit Vivien, qui tendait la main à Jacqueline, désireux de mettre fin à l'entretien.

— Je la crois heureuse... Elle est comme de votre temps, moins égale d'humeur peut-être, parfois plus animée, parfois plus silencieuse... Mais cela tient sans doute à son état...

— Adieu, madame, dit brusquement Vivien, on m'attend, moi aussi; je l'avais oublié.

Et il partit. Son cœur, soudain, lui faisait mal. Il lui semblait qu'il se retrouvait à ces premiers temps de leur mariage, où il avait désiré un enfant avec tant d'ardeur. Une détresse l'angoissait : la sensation subite de sa solitude. Il imaginait Florence avec les gestes délicats des jeunes mères ; il voyait sur ses lèvres ce sourire maternel, qui est une pureté et une piété. Il ne se disait plus ce qu'il s'était répété souvent jadis, pour se consoler : que l'enfant eût été entre eux un sujet de discorde : elle allait être mère par un autre !

Il s'enfuit chez lui, incapable de supporter plus longtemps le bruit et l'agitation des hommes. Mais l'image de Florence telle qu'il venait de l'évoquer lui fit paraître plus désolée sa solitude. « Je me marierai, se dit-il, ce sera un vrai mariage, à l'église : je puis encore fonder une famille, trouver des joies paisibles, les seules vraies. Je puis encore être heureux. »

Cet état d'âme persistait lorsque, vers cinq heures, il se décida à rendre visite à la femme de Fauriel, l'académicien. Fauriel avait été le camarade de Vivien à l'École des Hautes Études ; ils s'étaient perdus de vue un long temps, puis s'étaient retrouvés dans les dernières années, chez des amis communs. Mme Fauriel plaisait à Vivien par son esprit naturel et sa bonne humeur.

Une dame, inconnue de lui, était dans le salon, lorsqu'il entra.

— M. Vivien Lemire. Mme Bertrand Davène, une de vos grandes admiratrices, cher maître.

La jeune femme, ainsi présentée, tendit la main au romancier.

— Ma chère amie, dit-elle en s'adressant à Mme Fauriel, rien n'est gênant comme ce qualificatif de *grande*. On ne trouve plus rien pour manifester une admiration qu'accompagne une épithète qui semble supposer un jugement plein d'autorité. M. Lemire doit avoir tant de grandes admiratrices et, ce qu'il apprécie plus encore, tant de grands admirateurs !

— J'apprécie autant les admiratrices que les admirateurs que votre indulgence veut bien me prêter, mais j'aime incontestablement mieux mes admiratrices.

Mme Bertrand Davène sourit. Vivien remarqua la finesse de l'arc que dessinaient les lèvres ; tout lui plut de cette jeune femme : le pur ovale de son visage, ses cheveux blonds très fins, les lignes de son corps gainées dans un fourreau à la mode,

mais sans brutales indiscrétions La voix avait du charme. Tout en elle était délicatement féminin sans mièvrerie ni futilité.

— Qui est cette Mme Davène? demanda-t-il à Mme Fauriel dès que la jeune femme fut partie. Je ne me souviens pas de l'avoir jamais rencontrée...

— Vous avez dû la voir déjà.

— Cela m'étonne. Généralement, quand une femme est jolie, je la remarque et je ne l'oublie plus : celle-ci est faite pour attirer les yeux.

— Pendant deux ans, vous avez si peu fréquenté chez vos amis d'autrefois... Vous ne vous rappelez pas, Bertrand Davène des Affaires étrangères? On le voyait à toutes les premières sensationnelles...

— Non...

— Eh bien! Bertrand Davène, un garçon quelconque, riche d'ailleurs, a rendu sa femme très malheureuse, pendant les cinq ans qu'ils ont vécu ensemble. Il avait l'adultère maussade, si bien que la pauvre Suzanne non seulement avait à tolérer ses infidélités, mais encore à supporter les quintes de son humeur aigrie par les complications de ses différens ménages. Au commencement de son mariage, elle avait eu l'espoir d'être mère; elle accoucha d'un enfant mort. A ce moment déjà, elle n'avait plus d'illusions sur celui qu'elle avait épousé; elle souffrit beaucoup de sa maternité déçue. Enfin l'année dernière, son mari a rendu sa belle âme à Dieu. Suzanne n'a manifesté aucune satisfaction de mauvais goût, mais comme elle aura dit : Ouf! dans son for intérieur! Elle porte un deuil décent, vous avez vu; elle est encore en noir et blanc. En tout, elle s'est conduite avec un tact qui lui a valu de nombreuses sympathies. Elle était en beauté aujourd'hui : la joie d'être libre l'épanouit. Elle se remariera certainement.

Mme Fauriel se tut; une pensée lui traversa l'esprit; elle fut sur le point de l'exprimer, mais ne le fit pas. Elle venait de rapprocher mentalement les deux solitudes de Vivien et de la jeune veuve. Elle se dit, connaissant le cœur de l'homme, qu'il valait mieux laisser Vivien s'aviser lui-même de semblable réflexion, tandis qu'il suffirait peut-être de le pousser vers cette union pour qu'il s'en détournât. Comme toutes les femmes, Mme Fauriel aimait à faire des mariages; elle se promit d'inviter ensemble le romancier et la jeune veuve...

Vivien s'en alla emportant en lui l'image attrayante de Mme Davène dont les malheurs conjugaux l'attendrissaient et lui causaient en même temps une obscure satisfaction. Comme elle s'épanouirait dans le bonheur! On éprouverait, à lui faire goûter les joies d'un foyer véritable, ce plaisir que nous avons à montrer des sites nouveaux à des êtres aimés.

Vivien accepta sans hésiter l'invitation à dîner que Mme Fauriel lui envoya quelques jours plus tard... Il était sûr de retrouver Mme Davène. Il ne s'était pas trompé; elle fut sa voisine de table. Une sympathie certaine les rapprochait. Ils parlèrent avec confiance, quoique chacun eût la coquetterie de montrer son esprit sous un jour avantageux.

Le surlendemain, Vivien rendait visite à la jeune femme et dès lors il fréquenta assidûment son salon. Plus il la vit, plus les diverses faces de son intelligence le charmèrent. Elle avait le sentiment artistique juste, jouissant sans parti pris mondain des œuvres d'art, comprenant les nuances délicates du style; elle était émue par ce qui devait parler au cœur. Et ce cœur de femme lui-même semblait à Vivien d'une qualité rare. On le sentait tendre, maternel, passionné peut-être, s'il s'éveillait à l'amour. Il la devinait attirée vers lui. Sa notoriété y avait été pour quelque chose, mais les hommes célèbres seraient presque fâchés qu'une femme ne commençât pas par se prendre à leur gloire avant d'être séduite par leur attrait personnel. L'amour-propre flatté d'un littérateur ouvre le chemin à l'amour.

De son côté, elle s'était aperçue que Vivien avait pour elle certaines coquetteries d'esprit, cela lui avait extrêmement plu; il lui semblait alors qu'il écrivait exprès pour elle telle ou telle page de son œuvre. Puis elle avait appris à le mieux connaître. Il lui avait laissé entrevoir, en un jour d'expansion, la misère de son cœur. Elle l'avait vu malheureux, faible, découragé, et la pitié avait mêlé un peu de tendresse émue à l'attrait que lui inspirait le romancier.

On commençait à parler dans le monde de l'assiduité de Lemire auprès de la jeune veuve. Mme Fauriel pensa qu'il était temps de précipiter la conclusion de ce flirt sentimental. Délibérément, sous le prétexte de recommander à Vivien un jeune littérateur sans fortune et sans talent, elle alla trouver le romancier.

— C'est très bien arrangé chez vous! dit-elle, inventoriant

son cabinet de travail, mais on voit bien qu'il y manque la présence d'une femme. Dans le logis des célibataires, il semble que l'air ne vibre pas.

— J'éprouve tout le premier ce froid silence.

— Alors, à quand le mariage?

— Mon mariage?

— Ne feignez pas de ne pas comprendre. Vous ne sauriez faire un meilleur choix que celui de Mme Davène, jolie, intelligente et, je crois, très disposée à devenir Mme Vivien Lemire.

— Je vous assure qu'il n'y a rien entre nous, dit Vivien très calme, que le plaisir de nous voir. Comme vous, je la trouve jolie, intelligente; son commerce m'est infiniment agréable, mais de là à nous lier pour la vie, ni moi ni elle, j'en suis sûr, n'y avons pensé.

— Voilà ce que vous ne me ferez jamais croire, cher monsieur. Si de votre côté cependant, vous n'avez pas l'intention d'aller jusqu'à l'autel, cessez ce flirt qui compromet à la longue une honnête femme. Je vous parle ainsi parce que j'ai pour elle une réelle affection.

— Merci, madame, je ferai mon profit de vos paroles.

Quand sa visiteuse fut partie, Vivien se sentit de fort méchante humeur : « De quoi se mêle cette enragée marieuse? » pensait-il. Il allait lui falloir rompre une habitude qui lui était douce, car le dilemme se posait devant sa conscience : le mariage ou rien. Il resta longtemps pensif, la tête dans ses mains...

— Je ne peux pas, murmura-t-il enfin en se redressant.

Et ce qu'il ne se disait pas, ce qu'il sentait tout au fond de son être, c'est qu'il ne pouvait mettre une autre femme à « sa » place. Des rencontres brutales et passagères ou des flirts sans conséquence, oui; sa curiosité ou sa sensualité satisfaites, oui, mais autre chose, jamais. Et ce « jamais » qui retentissait dans la désolation de son être semblait se prolonger d'échos en échos tout le long de sa vie! Jamais il ne pourrait mettre une autre femme à son foyer, près de lui, parce que jamais il ne pourrait l'aimer comme il l'avait aimée, elle!

Florence était la femme complète par elle-même ainsi qu'elle le lui avait dit. Il comprenait la richesse de cette nature lorsqu'il se trouvait à présent avec d'autres femmes. Toujours pour lui, elles étaient indigentes par quelque endroit. Mais ce qui rendait le souvenir de Florence plus douloureux, c'était qu'elle était

un bien à jamais perdu et c'était plus encore qu'elle ne l'avait jamais aimé! Il l'avait intéressée, et elle avait été vis-à-vis de lui-même comme il était, lui, à l'égard des autres femmes. Mais un autre, se disait-il, avait réveillé son cœur endormi, celui-là la vaincrait, réduirait son âme s'il y pénétrait par l'amour...

« Il faudra que je sache! » conclut-il, trouvant soudain impossible d'ignorer plus longtemps ce secret du cœur de Florence.

Désormais, Vivien, avec la nervosité de son désir, n'eut que cette idée : la revoir.

La charmante Mme Davène était loin de son cœur. Elle rejoignait seulement dans son esprit les figures féminines qui avaient traversé sa vie par son imagination. Cette fois encore, dans sa hâte de courir vers ce qui l'attirait, il n'avait plus un regard pour ce qui avait cessé de le captiver. Il fallut qu'une parole de Mme Fauriel émût sa sensibilité pour que sa retraite ne se fît pas offensante d'indifférence à l'égard de la jeune veuve. Mme Fauriel voulut bien être la messagère en ces délicates conjonctures. Vivien fit ainsi savoir à Mme Davène qu'il s'éloignait parce qu'il ne se croyait pas capable de faire son bonheur, qu'il connaissait trop ses propres défauts, que, par scrupule d'honnête homme, il ne voulait pas céder à l'attrait si vif qu'elle lui inspirait. Et il crut vraiment qu'il disait la vérité...

Il annonçait en même temps qu'il allait voyager. En réalité, il s'en alla à Bruxelles où il séjourna huit jours près d'une jeune actrice de la Monnaie qui lui avait plu par la richesse de ses charmes tout flamands. Il revint à Paris, mais évita pendant quelque temps de fréquenter les maisons où il pensait rencontrer Mme Davène.

Et toujours cette pensée de revoir Florence le tourmentait...

XIV

Les Herpin attendaient ce soir-là leur groupe habituel. Claude dépouillait son courrier, Florence venait d'entrer dans le cabinet de son mari; elle sortait de la chambre de son petit garçon : elle était mère depuis trois mois.

— Je ne trouve pas qu'il grossisse comme il devrait, dit-elle à Claude, préoccupée.

Il ne répondit pas, lisant toujours.

— Tu ne m'entends pas? demanda-t-elle avec un rien d'impatience.

— Non... Oui... Tu dis que le petit ne grossit pas? Tu t'inquiètes à tort. Cet enfant est en bonne santé.

Il reprit sa lecture; Florence se tut, pensive. « Il ne s'intéresse pas beaucoup à son enfant, » se disait-elle. Et elle se souvenait que Claude avait désiré une fille, et elle se rappelait surtout l'ombre qu'elle avait vue passer sur le visage de son mari, la première fois qu'il avait regardé la petite créature vagissante posée sur le lit de l'accouchée. Il l'avait longuement considérée, puis, sans un mot, il avait été appuyer son front contre les vitres, regardant machinalement dans la rue. Florence avait deviné alors qu'il pensait à ses aînés et compris pourquoi il désirait une fille.

Comme elle était mère vraiment, émue de tout ce qui touchait à son enfant, l'indifférence paternelle de Claude la peinait.

— Qu'est-ce que tu lis? demanda-t-elle.

— L'article de Berruyer. Je n'avais encore fait que le parcourir. Il est vraiment magistral.

— Je l'ai lu.

— Eh bien! qu'en dis-tu?

— Si c'était le premier de lui que je lusse, je le déclarerais admirable; mais c'est au moins le douzième. Mon admiration est émoussée parce que c'est toujours la même chose. Ces élans subits et répétés d'enthousiasme me font un peu l'effet de coups de grosse caisse destinés à attirer les badauds.

Claude haussa les épaules et avec un geste d'impatience il dit :

— Tu ne peux lire une ligne ou entendre une parole sans que se retrouve en toi le souci littéraire.

— Mais non, mon ami, c'est du fond même de l'article que je parlais; je lui voudrais la sincérité moins boursouflée. Et puis, à t'entendre, on croirait que le mépris de la forme littéraire est une supériorité. Laisse cette opinion à un Roubille. Ceux qui n'ont pas la forme, c'est qu'ils ne peuvent pas l'avoir. Toi-même, tu soignes tes discours quand tu les prépares, et, lorsque tu improvises, tes habitudes de belle ordonnance interviennent naturellement.

— C'est possible que j'aie le don d'assembler les phrases avec art, mais je t'assure que c'est le dernier de mes soucis. Je ne me préoccupe que de l'Idée.

— L'Idée!... répéta Florence avec une indéfinissable intonation.

— Oui, l'Idée, reprit-il en s'échauffant, la Foi! Tu l'as cependant, toi aussi? Il y a des momens où je serais tenté d'en douter...

— Je l'ai, dit-elle, mais cela n'implique pas pour moi l'admiration aveugle de ceux qui la partagent.

— Quand on aime passionnément son œuvre et qu'on veut l'accomplir, on néglige les défauts de ses collaborateurs, du moment qu'ils ont les qualités essentielles.

— Chacun a sa façon de juger les choses. On va à Rome par plusieurs chemins. Pourquoi veux-tu absolument que je prenne le tien, si le mien me semble aussi bon quoique moins direct?

— Parce que, dit-il, l'union de deux êtres doit se manifester en toutes choses...

— Tu peux aussi bien prendre par ma route, dit Florence.

— La mienne va plus droit, tu l'as dit. Cela seul ne condamne-t-il pas la tienne?

— Avoue plutôt que tu trouves ta voie la seule bonne, parce qu'elle est la tienne, et, lorsque tu dis : « Notre union en toutes choses, » cela veut dire que je dois épouser toutes tes manières de voir. Voilà bien le despotisme masculin!

— Tu es venue à ma foi ; tu as été mon disciple et je sens à présent que, par instant, tu m'échappes.

— Quand cela serait? N'est-ce pas l'histoire de tous les disciples qui ont une personnalité? Le maître n'a été que l'initiateur. Mais cela n'est pas. Je n'ai nulle envie de faire un schisme, rassure-toi, dit-elle en souriant. J'aime tes idées, et la plupart sont les miennes parce qu'elles sont les tiennes; cela ne m'empêche pas d'en garder qui me sont propres, qui sont enracinées dans ma nature, qui en font partie. Quand tu veux, ou les négliger ou les abolir, je les défends dans la mesure où je me défends moi-même. Tu es autoritaire; je ne crois pas l'être, mais je n'abdique que volontairement.

— As-tu donc plus d'orgueil que d'amour? demanda-t-il avec quelque âpreté dans le ton.

— Tu es injuste, dit Florence. Tu sais bien que je suis fière de toi, que je désire passionnément ton triomphe, mais je t'aime dans ma pleine liberté ; le jour où je ne serais plus que ta servante amoureuse, j'aurais perdu ce qui fait mon prix, crois-le.

Il y avait tant de hautaine assurance dans ses paroles, tant de grâce altière dans son attitude, qu'il n'éprouva plus que l'orgueilleuse joie d'avoir son amour.

Il lui prit les mains et sourit.

— Nous n'allons pas nous quereller pour une question de mots, des amans comme nous !

Il l'avait attirée sur son cœur.

— Oui, des amans comme nous, répéta-t-elle, s'abandonnant à l'étreinte de Claude.

Il avait fait appel à son orgueil, cet orgueil qui donnait à Florence l'illusion de la liberté. Elle ne s'apercevait pas que Claude avait toujours le dernier mot, quand il l'entourait de ses bras, car dans l'amour, elle ne pouvait se donner que par sa faiblesse et lui la prendre que par sa force.

Il fallait qu'elle échappât à la magie de la voix et du sourire de son mari pour retrouver son libre jugement sur les choses et sur les gens.

Ils croyaient s'aimer comme au premier jour, parce que le désir qui les jetait aux bras l'un de l'autre était aussi ardent, mais cela n'empêchait pas des conflits dans le genre de celui-ci de se renouveler fréquemment; ils ne s'en affligeaient pas, l'attribuant uniquement à des divergences de vues : ils n'avaient pas encore compris que certaines dissemblances de leur nature les provoquaient beaucoup plutôt que des opinions contraires, et qu'un jour viendrait où leur amour lui-même pourrait en être atteint.

— Encore toutes ces lettres à ouvrir ! dit Florence après qu'elle se fut dégagée des bras de Claude, en regardant le courrier épars sur la table. Veux-tu que je t'aide ?

— Volontiers.

Elle s'assit près de lui, prit une lettre au hasard, l'ouvrit; une exclamation lui échappa.

— Lis, dit-elle, la passant à Claude.

Il la prit et lut :

« Monsieur,

« Mme Mathilde Rambure désirerait vous voir. Elle est très malade. Vous la trouverez donc n'importe quel jour, à n'importe quelle heure.

« JEANNE TRÉZARD. »

Jeanne Trézard!... c'était une amie de sa première femme. Claude eut le cœur serré. On lui avait dit, quelques mois plus tôt, que Mathilde était très changée, qu'elle toussait et ne voulait pas se soigner. Cette nouvelle l'avait péniblement affecté, mais les peines qui ne nous inspirent que de la pitié sortent vite de notre mémoire. Claude avait demandé une ou deux fois des nouvelles de Mathilde au mari de Jeanne Trézard, puis il n'y avait plus pensé. Et voici qu'elle était en danger de mort, perdue probablement.

— Pauvre femme! dit Florence avec compassion, après un instant de silence. Et elle engagea son mari à se rendre aussitôt à ce pressant appel.

Claude écrivit à Jeanne Trézard qu'il irait voir Mathilde dès le lendemain; il regrettait qu'il fût trop tard pour le faire ce jour-là même.

Mathilde était restée dans leur ancien appartement. Une émotion troubla Claude lorsqu'il gravit les marches de l'escalier. N'était-ce pas au temps de sa prime jeunesse, celle des plus rayonnans espoirs, qu'il l'avait monté tant de fois en courant? En sonnant à la porte, il songea qu'il allait voir ses enfans, qu'il n'avait pas revus depuis le divorce, et son cœur battit plus vite. Un des petits cria à la servante : « On sonne! » Claude reconnut la voix du second. Et cette pensée traversa soudain son esprit : « Si elle meurt, je les reprendrai avec moi. »

On lui ouvrit. Il fut introduit dans le salon; la bonne alla prévenir Mme Trézard, qui était près de la malade. Claude ne s'était pas assis. Il ne songeait même pas à regarder autour de lui les objets familiers d'autrefois. Il était nerveux.

— Vous allez trouver Mathilde très changée, lui dit Mme Trézard. Les médecins l'ont condamnée. Elle se sent perdue; il serait bien inutile de chercher à l'abuser sur son état. Je vous préviens cependant, afin qu'elle ne lise pas une trop vive surprise sur vos traits. Elle est très, très changée.

Claude, trop ému pour parler, acquiesça d'un signe de tête et suivit Mme Trézard près de Mathilde. La malade avait la tête renversée sur les deux oreillers qui la soutenaient, n'ayant plus la force de la soulever elle-même. D'une effrayante maigreur, ses yeux immenses avaient gardé toute la vie qui était encore en elle. Un souffle court passait entre ses lèvres bleues, presque noires.

Claude s'approcha du lit. Elle le suivit du regard sans parler. Il lui prit la main et dit d'une voix tremblante :

— Ma pauvre Mathilde!

Elle le regardait toujours; elle eut un triste sourire.

— Tu n'as pas changé! dit-elle enfin ; et il y avait dans sa voix une immense tristesse. Ce n'est pas comme moi, hein? ajouta-t-elle.

— Tu es changée parce que tu es malade; quand tu seras mieux, tu reprendras ta figure d'autrefois.

Elle secoua la tête, puis, avec amertume :

— D'autrefois! dit-elle.

Un peu de rouge monta à ses pommettes. Elle se redressa.

— Jeanne, voulez-vous nous laisser? Il faut que je parle à Claude.

Et quand ils furent seuls :

— Je suis perdue, dit-elle d'une voix nette; c'est la fin, heureusement!

Claude voulut protester. Elle l'arrêta du geste.

— Tais-toi; cela n'est pas la peine. Écoute sans m'interrompre. Je ne t'accuse pas de ma mort, mais si je meurs, c'est de sa faute, à elle.

Ses joues étaient plus rouges encore. Une lueur ardente passa dans ses yeux.

— Oui, c'est elle qui t'a prise à moi. Je sais qu'aucune autre n'aurait pu le faire. Tu m'aurais trompée, tous les hommes trompent, mais tu me serais revenu après, entre deux; aucune ne m'aurait volé mon foyer... Je ne te dirai pas de mal d'elle : à quoi bon, puisque tu l'aimes ?... Mais je veux que tu saches que je la hais, parce que moi, je t'aimais plus que tout au monde, plus que mes enfans, que pour toi j'aurais volé, j'aurais tué... Et c'est elle qui me tue. Le chagrin m'a minée et puis je n'ai plus mangé, et puis... un chaud et froid. Les médecins avaient toujours dit que je n'avais pas la poitrine solide; alors, j'ai fait ce que j'ai pu pour que la mort me prenne par là, et j'y suis arrivée, tu vois!... Tu penses que j'aurais bien pu en finir d'un coup de revolver, je n'ai pas eu le courage... et aussi peut-être les enfans... les quitter si brusquement! Mes enfans, je ne les ai pas assez aimés pour ne vivre que pour eux, et Dieu sait cependant si je les aime! mais ils n'ont pu me consoler. Claude, il y a une

pensée qui me torture, qui m'obsède, qui rend mes sommeils douloureux, il y a un affreux désespoir en moi, c'est l'idée qu'après moi, ils iront près d'elle, qu'ils l'appelleront maman, comme son enfant à elle. Et cela me torture, et cela me semble une punition atroce que je n'ai pas méritée.

Elle s'était dressée et avait saisi les mains de Claude dans ses mains brûlantes.

— Claude! Claude, jure-moi que tu ne les prendras pas chez toi?

Claude eut un tressaillement, un imperceptible recul...

— Tu hésites! dit-elle, avec un ricanement qui marqua son masque de mourante et qui la secoua d'une toux sèche. Tu t'étais dit déjà que tu les prendrais! Oh! non, ce serait une affreuse injustice! ma mort ne peut pas te donner cette satisfaction! Tu n'es pas méchant, Claude, supplia-t-elle. Tu ne vas pas vouloir que je meure désespérée. Jure-moi!...

— Calme-toi, dit-il, lui caressant la figure. J'ai été coupable envers toi, je le comprends aujourd'hui, et cela me cause une profonde douleur de te voir ainsi, mais... les enfans... je suis leur père... Tu veux donc les priver de toute tendresse?

— Ils t'ont presque oublié. Oh! je ne leur ai jamais rien dit contre toi, ajouta-t-elle en voyant les traits de Claude se contracter péniblement. Je ne suis pas de celles qui exercent ces lâches vengeances dont les petits sont victimes, car c'est leur petit cœur qu'on fait souffrir. Mais ils sont si jeunes!... Les enfans oublient plus vite encore que les hommes... Mon amie d'enfance, Léonie Verdier, les prendra chez elle. Elle est intelligente, elle est dans tes idées, et elle est si bonne! Elle adore les petits qui l'aiment comme une seconde maman. Tu iras les voir chez elle tant que tu voudras. Ta femme n'en prendra pas ombrage; elle connaît Léonie: elle n'a rien de séduisant pour un homme comme toi.

Elle serra plus fort la main de Claude.

— Tu me jures? dit-elle de nouveau.

— Je te le jure, dit-il simplement.

Elle retomba, épuisée, sur ses oreillers.

— Merci! dit-elle. Merci. Je mourrai tranquille... Adieu.

De la main, elle lui donnait congé. Ses paupières s'étaient fermées. Ses forces physiques étaient à bout.

Il se pencha sur elle :

— Pardonne-moi! murmura-t-il.

— Je te pardonne, dit-elle.

Les lèvres de Claude longuement se posèrent sur le front de la mourante.

— Mathilde, dit-il, plus bas encore, nos plus belles années ont été les unes aux autres. Je t'aimerai en aimant les enfans.

Elle sourit très doucement, rouvrit les yeux, le regarda; mais le sourire s'éteignit, et ce ne fut plus qu'une immense tristesse qui vécut dans ses prunelles.

Il s'éloigna du lit. Il sortit de l'appartement sans demander à voir ses fils, tandis que Mathilde s'abandonnait, docile désormais à Celle qui lui avait donné ce répit avant de l'emmener aux sombres bords.

XV

La mort de Mathilde fut pour Claude un événement presque heureux par ses conséquences, car il lui rendait en partie ses enfans. Les imprécations douloureuses de la mourante, qui l'avaient si péniblement impressionné, il les oublia bientôt; le remords ne vint pas hanter ses nuits sous la forme de ce spectre aux yeux de fièvre.

Il ne pensa plus à cet épisode de sa vie sentimentale : d'autres soins le sollicitaient. Sa pensée tout entière était prise par son œuvre oratoire. Il lui fallait la clameur sans cesse renouvelée de l'enthousiasme populaire autour de lui. Le tribun avait fini par absorber l'homme; la sonorité des paroles, de plus en plus, lui tenait lieu de pensée et la vanité, en se développant, développait fatalement l'égoïsme dont il est une des formes. Claude avait à présent cet égoïsme suffisant de l'homme public qui voudrait voir brûler à son propre foyer l'encens au parfum violent, mais de qualité vulgaire, auquel ses thuriféraires l'ont habitué. De là, chez lui, une irritation croissante chaque fois que Florence le contredisait. Même quand elle n'exprimait pas ses objections ou ses réserves, il les sentait et en éprouvait d'autant plus le désir de la soumettre, ne pouvant la convaincre. Sans qu'il s'en rendît compte, une chose l'irritait surtout quand Florence résistait à ses idées : il lui semblait que c'était sa supériorité à lui qu'elle discutait.

Quelques jours après la mort de Mathilde, Claude un matin dit à sa femme :

— Il y a ce soir une réunion chez Carmen Stypowska qui veut fonder un Comité féminin dont le nom et le but précis sont encore indéterminés, mais qui servira sûrement la cause socialiste. Tu es priée d'y assister. Vas-y donc, puisque cela peut nous être utile.

Florence fronça légèrement les sourcils.

— Carmen Stypowska, l'avocate! Je n'ai nulle sympathie pour sa personne, et je doute qu'il puisse sortir aucun bien de cette cervelle désordonnée.

— Va quand même à sa réunion. Carmen est très protégée par *la Torche et le Flambeau*. Ce journal se répand de plus en plus parmi la jeunesse des écoles, attirée vers nos idées...

— Soit, j'irai. Mais pour ce qui est de m'enrôler dans ce bataillon d'amazones, je fais toutes mes réserves.

Florence se rendit à la réunion; elle était féministe en ce sens qu'elle réclamait toujours pour l'être humain le maximum de liberté, mais elle ignorait l'abnégation que demande tout effort collectif pour réussir; aussi son féminisme restait-il très platonique et était incapable de faire des prosélytes. On agita d'abord plusieurs questions de travail et de salaire féminins.

La présidente, après une longue discussion, prit la parole. Jadis, cette étrange Stypowska eût intéressé Florence comme une curiosité exotique. Aujourd'hui, elle ne faisait que lui causer une antipathie grandissante. Aucune hardiesse de pensée ne dépassait Florence, et les originalités de langage auraient pu la séduire, mais ce qu'elle n'aimait pas en cette étrangère, c'était cet air de dédain à peine dissimulé pour tout ce qui était d'origine française, cette insupportable supériorité puritaine, cette façon de traiter les troupes qu'elle voulait diriger, en vulgaire troupeau. Et Florence était agacée de voir d'autres femmes, supérieures à la Stypowska, s'incliner devant elle, admirer avec leur snobisme (car il y a un snobisme socialiste, il y a un snobisme populaire) ce qu'elle débitait dans son français disloqué.

Et ce qui énervait encore Florence, c'était la forme que revêtait l'intransigeance de plusieurs de ces femmes, la façon dont elles se cramponnaient à leur idée, se cantonnant immé-

diatement dans leur petit domaine, peut-être par habitude héréditaire de ménagères.

Les Herpin avaient à dîner quatre collaborateurs de Claude, ce soir-là même : deux Français, un Russe et un Belge.

— Eh bien ! dit Claude à Florence, en se mettant à table, comment s'est passée la réunion de tantôt ?

— Bien, mais cette Stypowska m'agace... oh !...

Claude sourit.

— C'est une mauvaise disposition pour être juste envers ses intentions.

— Peut-être, mais ce qu'il y a de certain, c'est que je ne serai pas membre d'un Comité dont elle sera la présidente.

— Tu as tort, c'est avec des inimitiés personnelles que l'on divise les forces d'un parti.

— Herpin a raison, dit le Belge Vallaert, je crois que ce serait d'un bon effet pour notre cause de vous voir entrer dans le Comité de Mlle Stypowska.

— C'est possible, repartit Florence, mais je ne lui prêterai pas mon concours, car sous sa direction les œuvres féminines qu'elle veut accaparer ne pourront que péricliter.

— Les œuvres féminines... dit Vallaert.

— Oui. Vous n'y aviez plus pensé, remarqua Florence avec ironie. Avouez qu'elles sont le dernier de vos soucis ?

Une protestation véhémente des quatre socialistes lui répondit.

— Comment pouvez-vous dire cela, vous, la femme d'Herpin !

— Parce que j'ai constaté plus d'une fois que vous donniez surtout de belles paroles aux femmes. En théorie, vous êtes féministes ; il en va tout autrement dans la pratique. Les ouvriers socialistes, ces fidèles de votre église, barrent la route aux femmes avec autant d'obstination que les autres travailleurs.

— A cause de l'avilissement des salaires, dont l'imprévoyance des femmes est si souvent coupable.

— Même sans cela. Parce qu'ils sont aussi féroces que les autres dans la lutte pour la vie et qu'ils sont les plus forts. Et ils seront toujours les plus forts, physiquement.

Claude n'avait pris qu'une faible part à la discussion ; Florence lui en fit la remarque quand leurs hôtes les eurent quittés.

— Au fond, dit-elle, je suis sûre que tu penses comme eux quant à l'action féminine ?

Il haussa les épaules.

— En grande partie, répondit-il. Je pense surtout qu'il ne faut pas demander à une femme de sacrifier une antipathie personnelle à la cause qu'elle sert.

— Je pourrais te répondre, mais ce serait un piètre argument : que d'hommes sont femmes sur ce point! Non. Si je n'ai pas confiance en la Stypowska, je t'assure que c'est beaucoup plutôt parce que sa manière d'organiser une œuvre me semble défectueuse. Je te l'avais expliqué tantôt, et tu m'avais comprise, mais en ce moment, dans la mauvaise humeur que te donne ma résistance, tu préfères employer les argumens qui équivalent au brutal : « Tais-toi, tu ne sais ce que tu dis. »

— C'est à présent que je pourrais t'interrompre sur ces derniers mots. Non, ce qui me contrarie, c'est de voir notre désaccord sur tant de choses ; ce qui m'irrite, c'est que nos amis en soient témoins.

— Tes amis n'ignorent pas que je pense par moi-même.

— Ils croyaient que j'avais en toi l'aide et le soutien.

Elle se redressa brusquement.

— Tu ne parles pas sérieusement, j'imagine? Désirer de toute mon âme le triomphe de tes idées, t'aider dans la mesure de mes forces, ne l'ai-je pas toujours fait? Mais, encore une fois, ne me demande pas une soumission servile. Tu ne veux pas faire de moi un simple secrétaire?

— Mais, c'est à chaque instant que nous sommes en contradiction, dit Claude. Ne t'en aperçois-tu pas? Et jamais, je te le répète, tu ne veux sacrifier un de tes goûts personnels à un intérêt plus impérieux. Tu as été trop adulée dans le monde où tu vivais, ton orgueil reprend le dessus.

Florence rougit violemment. Sa fière nature se cabra sous le reproche.

— Et ton orgueil, à toi, en est froissé! Tu désirais donc me montrer à tes amis dans des exercices d'assouplissement?

— Si tu parles de domination, reprit Claude, je te répondrai à mon tour qu'il y a en toi de la Dalila qui veut voir Samson à ses pieds. Ta résistance à mes désirs est faite d'entêtement et de vanité.

— Ma volonté seule la détermine. Ne continue pas, vois-tu ; tu ne te rends pas compte à quel point tu es injuste, toi, l'apôtre de la justice!

Le ton était redevenu ironique, Claude s'en irrita.

— Ce qui m'exaspère plus que tout, reprit-il, d'une voix âpre, c'est ce ton persifleur que tu prends par momens. On croirait entendre Lemire. On voit bien que tu as été son élève.

— Claude, tais-toi!

— Jusqu'ici je n'avais pas compris ce qui m'irrite parfois en toi et me donne ce besoin de plier ton esprit sous le joug du mien, c'est que c'est lui que je retrouve en toi, lui, son ironie, sa critique; le reste, son chétif amour, je ne m'en soucie pas, mais cela... cela!...

Il serrait son front dans ses mains. Elle avait bondi vers lui.

— Claude, tais-toi ; tu me fais souffrir. Je te le jure, ce n'est pas lui que tu retrouves dans ma pensée. Dans mes paroles, peut-être, car j'ai beaucoup admiré la forme qu'il savait donner à ses idées; j'étais très jeune alors, à l'âge où forcément on imite ce qu'on admire. C'est comme l'accent d'un pays où l'on séjourne, et que l'on prend, ce n'est pas l'accent du pays natal, qu'on porte en soi. C'est de Vivien lui-même que tu es jaloux, je le sens, quoique tu ne l'avoues pas, et c'est injuste. Souviens-toi que je l'ai vu malheureux, désespéré ; cela m'a ennuyée, jamais touchée, parce que c'était ta joie que j'avais dans le cœur. Et c'est par toi que je souffre!... Tu n'as pas le droit de me faire souffrir.

Claude releva la tête; il la regarda. Il n'avait plus devant les yeux la Florence aux paupières mi-closes laissant filtrer un regard railleur, à la lèvre ironique, au corps nonchalant, celle qui se réservait, celle qui lui inspirait une sorte de répulsion parce que c'était celle de « l'autre ; » il retrouvait sa Florence à lui, la Florence qu'il avait éveillée à la passion. Il n'avait plus que le désir de la prendre. C'était ainsi après chacune de leurs discussions. Aujourd'hui, la querelle avait eu quelque chose de plus direct, des mots hostiles s'étaient entrechoqués; pour la première fois, Claude avait prononcé le nom de Vivien, et la jalousie, en répandant son mauvais ferment dans son amour, avait aiguillonné son désir.

Il voulut attirer Florence sur son cœur ; elle ne se livra pas à l'étreinte.

— Laisse-moi, dit-elle.

Une indignation douloureuse faisait briller les yeux de la jeune femme.

— Laisse-moi...

Mais il l'attirait plus violemment vers lui.

— Florence, oublions tout ce que nous venons de dire; ce ne sont pas ces misérables paroles qui pourront atteindre notre amour. Quand je t'ai là, sur mon cœur, que m'importe le reste!

Elle avait détourné les yeux et secouait la tête.

— Regarde-moi, dit-il. Tu crains donc que je ne lise dans ton cœur? Sous ta colère, c'est ton amour qui frémit; je le sens dans tout ton être.

La résistance de Florence s'amollissait; elle était sans force entre les bras de Claude, avec sa parole si près de son visage.

Et cette fois encore, mais avec une sorte de rage humiliée, elle se livra à l'amour comme à l'oubli...

Le lendemain, au réveil, elle ne retrouva en elle que la sensation d'une déchéance. Eh quoi! ils en étaient arrivés là, elle surtout, à ne rechercher dans l'amour qu'une sensation violente où s'abolit la personnalité? Mais cette domination qu'elle subissait dans sa chair, moins que jamais son esprit voulait l'accepter; aujourd'hui, il intervenait comme un témoin de sa lâcheté, en lui montrant tout ce qui la séparait de Claude. Non; elle ne croyait plus à l'œuvre de l'homme qu'elle aimait. Elle avait perdu la foi lorsqu'elle avait commencé à regarder l'œuvre en la séparant de celui qui l'incarnait pour elle. C'était ce jour où elle avait senti soudain que Claude voulait asservir son esprit; son esprit avait regimbé, car il n'était pas, comme sa sensibilité, sous le joug de l'amour, et du même coup il avait retrouvé sa lucidité.

Dans cet instinctif mouvement de recul, Florence s'était éloignée de l'œuvre de Claude, et, la voyant de moins près, s'était mise à la juger. Elle comprenait à présent ce qui l'en éloignait. La clarté ordonnée de sa pensée, sa raison, cette crainte d'être dupe qu'elle tenait en partie de Vivien, tout cela reprenait ses droits. Ceux qui entouraient Claude étaient ou des naïfs dont la pensée était négligeable, mais dont la vanité entée sur l'orgueil l'agaçait, ou des théoriciens qui laissaient volontairement dans le vague la source première de leurs idées, soit qu'ils ne voulussent pas la définir, soit qu'ils ne parvinssent pas à le faire, se retranchant, lorsqu'on les mettait en demeure d'expliquer certaines obscurités de leurs doctrines,

derrière l'Idée, qui devenait ainsi une sorte d'idole mystérieuse et redoutable. Elle voyait plus clairement en elle aussi, et ce travail se faisait dans son esprit : des idées, elle remontait à celui qui lui en avait donné l'enthousiasme ; elle commençait à les discuter dans le cerveau même de Claude.

Qu'il eût de l'orgueil, elle n'aurait pu que l'approuver ; mais c'était ce dont il s'enorgueillissait qu'elle ne comprenait pas, et, par contre-coup, elle se sentait atteinte dans la fierté de son amour. Pour la première fois de sa vie, elle connaissait le désenchantement absolu ; elle n'avait éprouvé jusqu'alors que les désillusions partielles qui ne déterminent pas la souffrance. Elle avait passé d'une jouissance à une autre, les épuisant tour à tour, ne regrettant pas l'ancienne que la nouvelle remplaçait, chacune enrichissant sa personnalité. Avait-elle demandé autre chose à l'amour de Vivien que de lui « rapporter ? » Et si aucun regret de cet amour n'était resté dans son cœur, n'était-ce pas parce que l'amour de Claude lui avait donné des joies préférables ? Mais voici qu'elle souffrait par lui ! Ce n'était pas la douleur qui vous terrasse et par laquelle on peut presque s'enorgueillir d'avoir été vaincue ; c'était la souffrance qui humilie parce que notre lâcheté l'aida à nous vaincre.

Et il y avait en elle, à côté de cette douleur précise, l'entourant pour ainsi dire, un second malaise, un regret, une nostalgie de quelque chose qu'elle n'avait pas et qu'elle ne pourrait jamais avoir, et dont seule la possession avait du prix. Ce quelque chose, elle l'avait effleuré du bout des doigts, lorsque, par l'amour, elle avait été entraînée vers l'Idée que Claude incarnait. A ce moment-là, elle avait eu l'intuition d'un principe de vie en dehors des prises de notre raisonnement et que peut seul atteindre l'élan désintéressé de l'amour. Mais son essor n'avait eu que quelques coups d'aile ; bientôt elle avait reconnu qu'elle avait pris un mirage pour la réalité. Elle s'était ressaisie, honteuse de s'être trompée, revenant à son orgueil cérébral comme à son port d'attache.

De ce jour, elle sembla s'intéresser davantage à une cause dont elle était plus détachée. Elle travailla à l'œuvre commune avec une intelligence qui pouvait suppléer à la conviction. Elle fréquenta de nouveau certaines de ses anciennes relations qu'elle avait négligées depuis son mariage. Il était bon que tous

les milieux comprissent que cela ne donnait rien d'anormal à une femme d'être gagnée aux idées nouvelles.

Claude, avant son second mariage, vivait dans la simplicité la plus grande; Florence lui avait sacrifié sans regret ses habitudes de luxe, tout en gardant sa naturelle élégance qui maintenant parait l'intérieur de Claude. Ce ne furent pas les raffinemens mondains qu'elle retrouva avec plaisir chez les gens de son ancien milieu, ce furent les préoccupations artistiques, la musique surtout. Jamais, lui semblait-il, elle ne lui avait donné de telles joies. Et Florence se remit à lire des œuvres qui étaient avant tout des œuvres d'art, et elle éprouvait une satisfaction secrète à ne partager ces plaisirs avec personne, à se refaire une vie à part au milieu des préoccupations communes.

Mais cette période fut de courte durée. Seul celui qui crée peut trouver dans l'art l'aliment qui entretient sa vie; pour les autres, l'art est ou bien l'oubli ou l'excitateur momentané de certaines fibres de notre sensibilité. Florence connut le plaisir de ce renouveau; elle ne pouvait en être renouvelée; quelque chose en elle demeurait inassouvi. Elle ne croyait plus, mais elle avait cru l'espace d'un moment; le besoin de croire était demeuré en elle, inconscient, identifié avec le besoin de vivre que réclamait sa jeunesse.

Ce fut au printemps suivant que son mari fut appelé à Rome pour prendre part au grand congrès socialiste international. Florence l'accompagna, heureuse de voyager, de connaître la Ville Éternelle qu'elle n'avait jamais visitée.

XVI

JOURNAL DE VIVIEN

Rome, 7 avril 1914.

Je suis à Rome. C'est une de mes crises d'ennui qui m'a fait fuir Paris. Fuir mon ennui plutôt; autrement dit, me fuir moi-même, non pas la souffrance qui pourrait être en moi, mais le vide qui y est. Oh! que je voudrais être capable de véritable souffrance, de celle qui anéantit, qui nous donne l'oubli de nous-même dans notre propre douleur!

Je puis me prédire à coup sûr, quand je suis malheureux,

que cela passera; mais cela ne me console pas, au contraire. Quelle infinie solitude de penser qu'il n'y a pas un être sur la terre par lequel et pour lequel, je pourrais éprouver une douleur véritable! Et il en sera ainsi jusqu'au bout, toutes mes sensations pénibles ou joyeuses iront s'affaiblissant... Mais cessons cette lamentation, elle réveille la seule souffrance que je sois capable d'éprouver : le malaise physique de l'ennui. Sortons. Par la fenêtre ouverte, le printemps romain m'appelle au dehors.

10 avril.

Je n'aime pas beaucoup les voyages. Quand je suis en route, j'ai de subites nostalgies de mon ciel de l'Ile-de-France, des lignes d'un paysage coutumier. Je n'éprouve pas le besoin d'aller voir sur place les chefs-d'œuvre du génie humain ; leur représentation suffit à me suggérer des rêves supérieurs à ceux que me donnerait la réalité. A Rome, je n'ai pas la sensation d'exil. Rome n'est pas pour moi une ville italienne ; elle est la Ville. Comme tous les Français de ma génération, n'ai-je pas grandi dans l'enceinte des nourrissons de la Louve? Dès notre petite enfance, n'avons-nous pas nommé les héros de la Rome antique? N'avons-nous pas frémi d'enthousiasme à leurs actions surhumaines? Leurs mots sublimes, n'en étions-nous pas fiers, comme si nous les avions prononcés? Et n'avons-nous pas été moulus par la dent des lions dans le cirque de Néron, et l'arène de Vespasien?

Mais si je suis chez moi, à Rome, c'est moins à cause des Romains de mon enfance, de Virgile ou de Tacite, qu'à cause du Vatican. Je l'ai compris ce matin en approchant de la Confession de Saint-Pierre. Et si les débris couchés dans l'herbe du Forum sont demeurés vivans, s'ils ne sont pas uniquement de la pierre et du marbre comme l'idole des nations, c'est parce que Pierre a marché parmi ces colonnes et passé devant ces temples; et c'est parce que ses paroles continuent à être proférées de siècle en siècle, que Rome est la Ville Éternelle. Le Forum reçoit sa vie du Vatican et le ciment du Vatican fut emprunté au cirque de Néron.

14 avril.

Une semaine que je suis ici : il me semble que j'y suis depuis toujours. Il y a de l'éternité dans l'air de cette ville et tout nous

y invite à l'oubli de notre passé personnel : le passé lui-même de Rome qui engloutit dans ses siècles nos quelques journées et la vie sans cesse renouvelée du foyer catholique. Et le printemps romain se fait complice de la ville elle-même : on sent la domination romaine jusque dans l'oubli que nous versent les calices des fleurs.

16 avril.

J'avais eu souci, jusqu'ici, d'éviter les heures et les endroits où l'on risque de rencontrer des gens de connaissance. Mais le moyen, à Rome ? Un ami m'a reconnu, hier. Il venait voir des dames à mon hôtel. Je l'ai prié de ne pas annoncer mon séjour ici, *urbi et orbi*. Les hommes sont bavards et les promesses vaines : dès le lendemain, les libraires du Corso ont mis mes livres en bonne place dans leur vitrine, et ma photographie s'étale au milieu d'eux. Cela m'empêche de m'arrêter aux étalages. Mon ami... mon ami (je l'appelle par son nom, et nous nous serrons la main avec effusion, mais il m'est parfaitement indifférent), mon ami a tenu à me présenter aux dames qu'il vient voir à l'hôtel. Il part demain, me dit-il, et recommande à mes soins les dames de Saint-Sever. Je m'incline et bredouille quelques vagues formules de politesse. J'aime à me promener seul, principalement à Rome, où les dissonances agacent plus qu'ailleurs. Mme de Saint-Sever et sa fille sont charmantes, surtout mademoiselle. La maman, un peu coquette, ayant du mal à abdiquer malgré ses cinquante ans; la fille, gracieuse, parlant peu, — la maman parle pour deux, — des yeux gris, pensifs, de beaux cheveux châtain clair, très fins. Mlle de Saint-Sever a subi, elle aussi, l'emprise de Rome; lorsque nous causons ensemble, nous n'éprouvons pas ce besoin que ressentent des compatriotes qui se retrouvent, d'évoquer des images de notre vie française, nous ne parlons que de Rome.

19 avril.

J'ai fait aujourd'hui, pour la troisième fois, la promenade de la voie Appienne; les dames de Saint-Sever la feront demain; je le savais, c'est pourquoi j'ai choisi aujourd'hui. Ici, plus que partout ailleurs, une seule exclamation à faux peut nous gâter tout un paysage, comme une seule de nos pensées peut l'illuminer à jamais.

Pour admirer, il faut que je sente. C'est de notre cœur que jaillit l'acte de foi. La raison n'intervient qu'après, pour confirmer. Il manque quelque chose à la foi de ceux qui trouvent Dieu par leur raison; elle n'est pas la source d'eau vive de l'Écriture. Ils croient parce qu'ils veulent être dans la communion d'un certain nombre d'hommes qui ont leur confiance et leur admiration; ils croient, pour ainsi dire, par procuration. Et je me souviens des paroles de saint Paul : « Quand j'aurais la foi qui soulève les montagnes, si je n'ai pas l'amour, je ne suis qu'un airain creux, une cymbale retentissante. » C'est ce souffle enflammé qui fait la vie de l'Église.

Si ma pauvre maman était là, elle croirait à toutes les légendes des Saints; elle irait vénérer pieusement toutes les reliques. Moi-même, je n'entre pas dans une église sans lire les Actes des Martyrs auxquels elle est consacrée : presque tous ont de la grâce dans leur grandeur tragique. Quoi de plus charmant que la légende de saint Clément! C'est une fresque de son église souterraine qui la raconte.

Le pape Clément ayant été jeté à la mer avec une ancre au cou, les anges élevèrent une chapelle sous les flots, à l'endroit que son corps avait touché. Jadis, chaque année, au jour de sa fête, la mer se retirait, et les fidèles allaient en procession honorer la chapelle sous-marine. Or, il arriva qu'une femme fut si absorbée par son adoration qu'elle oublia, en repartant, son petit enfant dans la chapelle. Mais le bon saint Clément veillait, et aussi les saints anges, qui avaient eu la pieuse fantaisie de faire les architectes. L'année suivante, à pareille date, la mère, ravie, retrouva son enfant, qui jouait devant l'autel de la chapelle sous-marine.

Quand j'étais moi-même un petit enfant, j'aurais goûté cette histoire, je me serais imaginé le petit abandonné préservé des flots par une grande cage de verre tout illuminée de cierges, regardant les poissons se promener au-dessus de sa tête et s'extasiant devant la flore mystérieuse et délicate de la mer.

Croyons au petit garçon préservé par saint Clément!

L'acte de foi ne me coûte rien sur cette terre que la foi a rendue miraculeuse par le cœur des apôtres. Il ne m'est pas plus difficile devant le tombeau des Horaces, par exemple. Ce nom d'Horace illustre ce tertre de gazon, jalonne notre route,

quand nous parcourons la voie Appienne, d'héroïsme et de brutalité antique :

Albe vous a nommé, je ne vous connais plus.

De la neige encore sur les sommets des monts Sabins. A mes pieds, la plaine vallonne doucement, remonte sans heurts, sans brisure, se soulève plutôt vers les flancs des montagnes... Soudain les nuages qui obscurcissaient le ciel se sont déchirés; le soleil du printemps, voilé, a promené une rêverie immortelle parmi tous ces rêves éphémères. Je ne pense plus à évoquer les larves inquiètes des conquérans ; c'est le charme présent de cette terre, de ces lignes qui me remplit le cœur : de l'ineffable est en elle et parle en moi. La beauté de la nature a vaincu encore une fois les laideurs de la vie. J'ai connu le meilleur oubli, celui que nous rencontrons sans l'avoir cherché.

21 avril.

Hier matin, comme je passais, en sortant de l'hôtel, par la via Bocca di Leone, la gueule du lion, qui donne son nom à la rue, crachait son eau avec un murmure de ruisseau si joyeux, le poivrier qui l'abrite balançait dans l'air vif une verdure si légère, que, croisant ma jeune compatriote, je lui ai dit spontanément, tant j'avais besoin de répandre autour de moi la confiante allégresse qui me pénétrait :

— Mademoiselle, si vous n'avez pas de projets arrêtés pour cet après-midi, puis-je vous prier, ainsi que Madame votre mère, de faire une promenade en voiture avec moi?

Mme de Saint-Sever rejoignait sa fille au même instant. Elles ont accepté mon invitation.

— Si nous allions à Saint-Paul aux Trois Fontaines? a proposé Mlle de Saint-Sever, comme nous étions indécis sur la promenade à entreprendre ; j'aime beaucoup Saint-Paul, et les trois fontaines : cela me rappelle un conte de fées de mon enfance.

En cours de route, ma jeune compatriote m'a dit :

— Monsieur Lemire, ce matin, quand nous nous sommes rencontrés, je revenais de la Scala Santa. Sur une des marches j'ai récité un *Ave* pour vous.

Elle a dit cela simplement. Il ne lui viendrait pas à l'idée de faire de la coquetterie avec sa piété.

Je ne connaissais pas Saint-Paul aux Trois Fontaines. Beaucoup de poussière avant d'y arriver, de la pauvreté et puis, soudain, après un petit bois d'eucalyptus, un jardin charmant de fraîcheur. Sous les ombrages, des fragmens de pierres antiques comme en tout jardin romain qui se respecte. Dans une des églises, — elles sont trois, — trois chapelles plutôt, trois citernes que l'on nous découvre et où l'on puise de l'eau. C'est là, nous explique le moine qui nous guide, que saint Paul fut décapité, et sa tête ayant fait trois bonds, une source miraculeuse a jailli à chacun des endroits où elle toucha.

Donc, voici le lieu, où l'ardent, le fougueux Paul de Tarse souffrit le martyre, et l'on voit bien cette tête laide et puissante, aux yeux de flamme, bondissant sur le sol, comme si elle avait tressauté d'allégresse victorieuse.

La fraîcheur des sources remplit de paix l'église; cette impression persiste même après qu'on s'est représenté la scène sanglante. J'en fais la remarque à Mlle de Saint-Sever qui vient de prier près du tabernacle, en communion avec l'apôtre des Gentils.

— Cette fraîcheur de l'eau courante, me dit-elle, signifie que la paix que l'on goûte, après les agitations et les souffrances de la vie, fait oublier ses misères, mais à la condition que ce soit une paix vivifiante comme les sources... J'aime cette chapelle et ce jardin. Que ne puis-je y rester jusqu'à ce que le jour décline, assise sous ces arbres! J'aurais bien voulu connaître saint Paul, dit-elle en soupirant, mais avec un sourire.

— Oh! ce n'était pas un saint commode!...

— Je me serais très bien arrangée de son incommodité. On sent qu'il aimait si ardemment ses amis! Les adieux qui terminent ses lettres sont si pleins de tendre sollicitude!

Elle reste silencieuse. Elle est avec saint Paul; mieux que moi, elle peut rejoindre cet homme d'un passé que sa foi continue. Cet Hébreu et cette Française parlent la même langue, ils sont plus près l'un de l'autre que je ne le suis d'elle, moi qui appartiens à sa race.

— Nous allons demain entendre la messe aux Catacombes de Saint-Calixte. Voulez-vous venir avec nous, monsieur Lemire? demande-t-elle.

— Très volontiers.

— C'est à sept heures, la messe.

— Cela ne m'effraie pas. Nous verrons les catacombes sans touristes...

L'âme simplement croyante de ma jeune compatriote me plaît à accompagner dans ces lieux funèbres.

22 avril.

Nous sommes partis à six heures et demie, dans la fraîcheur d'un matin que la tramontane rendait piquante. Mme de Saint-Sever parlait peu, étant encore engourdie; sa fille ne parlait pas parce qu'elle pensait à la messe qu'elle allait entendre.

Toute ma vie je me souviendrai de la messe des Catacombes. Puisse cette image se présenter à mes yeux, au jour où ils se fermeront pour jamais!...

S'il y a un Dieu, il connaît le fond de mon cœur; il sait que j'ai vénéré des sentimens que je n'éprouvais pas et qu'à certains momens, par ma pieuse admiration, j'ai été presque dans la communion des Saints. Il sait aussi que, si mon esprit a été sollicité par bien des curiosités, s'il a aimé ces curiosités pour elles-mêmes, s'il a recherché avant tout la jouissance (après tout, les Saints en sont là, comme moi; seulement, c'est l'espèce de la jouissance qui diffère, et tout de même, il y a une hiérarchie), il n'ignore pas qu'il fut toujours sincère et incapable de ricanement devant la beauté sacrée du sentiment religieux. Enfin, il sait que je suis humble de cœur, si je ne le suis pas toujours d'esprit. C'est là toute mon espérance de salut.

Les Catacombes avaient repris leur silence séculaire, comme si la nuit déserte avait été pour elles une longue prière; leurs échos avaient oublié les propos ineptes des touristes. Silencieusement nous sommes entrés derrière le Père qui nous conduisait, et nous avons gagné la chapelle de Saint-Damase.

Un autel de bois, deux flambeaux; derrière l'autel, le prêtre; pour le servir, un frère. Comme fidèles, nous et une femme du peuple; pour s'agenouiller, la terre nue. Le prêtre disait la messe avec une dignité où n'entrait rien de machinal. On entendait toutes ses paroles. Elles seules, semblait-il, pouvaient être prononcées en ces lieux; elles seules étaient capables de faire revenir autour de nous les martyrs dont le tuf, durant tant de siècles, avait conservé les restes.

Cécile était à côté, dans la crypte voisine. On sentait sa pré-

sence invisible; l'admirable geste de ses doigts mourans se joignait aux gestes rituels du prêtre. Cette atmosphère des Catacombes, je la sentais me pénétrer plus profondément à mesure que se déroulait le drame de la Passion. J'étais debout derrière ma jeune amie à genoux. Elle ne faisait pas un mouvement. Tandis que ma sympathie et mon imagination évoquaient pieusement les Chrétiens des premiers temps de l'Église, sa foi abolissait les siècles qui la séparaient d'eux.

Au moment de la communion, lorsqu'elle revint à sa place, je vis qu'elle pleurait. Un flot de larmes me monta aux yeux, larmes qui jalousaient la source de ses pleurs. Les petites lampes d'argile des Catacombes éclairaient splendidement son âme.

Oh! comme je l'ai enviée, cette jeune sœur de Cécile, d'Agnès, d'Agathe! Quand nous avons parcouru les Catacombes, après la messe, j'ai vu ses mains pieuses se poser sur certains *grafitti*, comme on caresse la joue d'un être aimé. Ce que les colombes lui ont dit, nul ne peut l'entendre qui n'a le cœur pur et plein d'amour. La petite cire qu'elle tenait dans ses doigts éclairait faiblement son visage, mais j'y voyais une lueur surnaturelle.

Elle était de celles qui avaient dit au Seigneur avec les disciples d'Emmaüs : « Demeurez avec nous, car il se fait tard et la lumière du jour décline. » Hélas! je le connais, moi, ce déclin du jour, cette angoisse des ténèbres approchantes, et je ne puis appeler personne! Elle, c'est naturellement qu'elle fait le geste des orantes, et sa lampe s'alimente à la lumière de l'Évangile. Elle voit briller tour à tour les clartés qui environnent le Christ. Elle a salué avec un cœur ravi la lumière qui entourait Jésus quand il s'assit sur la montagne et dit : « Heureux ceux qui sont doux! » Elle a senti la joie paisible de ce matin de juillet où le Seigneur s'en allait parmi les moissons mûres et frôlait de sa robe les lis sauvages. Elle a vu la fulgurante clarté du Mont-Thabor et la divine lumière qui émanait de Lui, marchant la nuit sur les eaux. Les petites lampes d'argile lui rappellent ces clartés, je le lis dans la calme et lumineuse joie de son regard.

Nous sortons de ces lieux sacrés et remontons à la lumière du jour. Elle nous paraît froide, malgré le resplendissant soleil,

après l'ardeur de nos lumignons. Nous marchons sans rien dire dans le jardin.

Ma jeune amie semble dépaysée. Mais soudain elle porte les yeux vers le Nord ; ses bras se tendent et avec joie elle s'écrie : « Saint-Pierre ! » Son exclamation a franchi tous les siècles qui séparent le cimetière de Saint-Calixte de la coupole de Michel-Ange ; sa foi les a reliés ensemble, tandis que moi, brusquement, je sors du rêve, et la réalité de ma pensée me ressaisit...

22 avril.

Je suis redevenu celui qui se promène dans Rome. Des impressions aussi intenses que celles d'hier ne sauraient durer. Je ne suis pas comme ma jeune amie qui les accueille dans son cœur et les y garde, parce qu'elles font vibrer la vie même de ce cœur. Cette enfant est exquise de pureté. J'aime la pureté chez les autres, bien que je n'aie nulle envie de renoncer à mon impureté. Qu'aurais-je fait si j'avais vécu au temps de Vespasien ? J'aurais été le Romain lettré et blasé, plus attiré par ceux qui pratiquaient les doctrines du dieu nouveau que par ces doctrines mêmes. Je crois aussi que je serais sorti de ma sceptique nonchalance, si j'avais vu les membres fragiles de ma jeune amie menacés par la dent des lions. La douleur chez les autres émeut ma pitié, et j'ai le geste inconscient de défendre l'innocence qu'elle atteint injustement.

23 avril.

Aujourd'hui, je m'ennuyais et j'avais pourtant besoin de repos. Je suis allé à la villa d'Adrien. Les ruines antiques pouvaient me distraire en me plongeant dans un passé dont le souvenir ne réveille en moi nulle inquiétude. J'ai erré dans le jardin que le printemps faisait délicieux ; les violettes et les œillets sauvages souriaient parmi la mélancolie des ruines.

Puis je suis monté à Tivoli, en voiture. A ce moment, j'avais une âme de touriste, très banale, qui ne m'aurait certes pas intéressé si je l'avais rencontrée chez un autre.

A la nuit tombante, j'ai pris le train pour rentrer à Rome. Une brume légère enveloppait toutes choses. Autour de moi, complice de la nuit, elle faisait la solitude plus silencieuse. Au-dessus de ma tête, le petit temple de Diane que je ne voyais

plus, à mes pieds l'Anio de Virgile que je devinais ; à gauche, confuse, la villa d'Adrien ; dans la plaine, les feux des villages étrangers de cette terre étrangère. Les hommes parlent une autre langue que la mienne ; le passé, le présent font autour de moi une double solitude. Le mal du pays envahit mon cœur. Je me penche à la portière dans un instinctif besoin de chercher quelque objet familier. Et soudain, mes yeux rencontrent la coupole de Saint-Pierre. On ne voit rien de Rome noyée dans le brouillard et la poussière accumulée d'une chaude et sèche journée ; la coupole flotte au-dessus de la brume, comme l'arche au-dessus des eaux, et je la salue d'un cœur reconnaissant comme on saluerait son clocher. Mon clocher... clocher de Verneuil !... Ses cloches ne m'ont-elles pas sonné les heures les meilleures de mon existence, celles de ma pureté d'enfant ? Comme il était pur, mon cœur ! et je voyais Dieu suivant la promesse... C'est l'impureté de notre cœur plus que celle de notre chair qui ternit le miroir de notre âme où Dieu se reflète... Ce qui m'a relié, quand mes yeux ont rencontré la coupole, c'est la communauté de langage. Sous cette coupole, on parlait la même langue que dans les églises de mon pays, celle que ma mère enseigna à mes lèvres balbutiantes.

Un attendrissement... voilà ce que la religion me fait éprouver de meilleur, l'attendrissement d'un souvenir. Puis-je comparer ce sentiment au frisson d'enthousiasme qui soulève ma jeune amie quand elle aperçoit le Dôme ? Avoir la Foi, c'est avoir un avenir. Pour moi, je suis entouré de vide de tous côtés, c'est pourquoi à certains momens mon dégoût de la vie est si grand que je ne me console qu'en pensant que tout finira ; c'est pourquoi aussi j'essaie d'oublier cette idée de la mort qui amène si souvent sur mes lèvres des « A quoi bon ? » — A quoi bon l'action ? Qu'importe le vain bruit de la renommée ? Qu'importent nos tendresses, qu'importent nos amours ?

Qu'elle est belle la coupole de Saint-Pierre ! Imposante, pas écrasante, comme si elle ne pesait pas sur l'église. Elle se referme comme la main de Dieu sur les prières humaines et l'on comprend que c'est à la jonction suprême de ses lignes venues d'en bas, si pures, si parfaites, que devait se dresser la croix pour être montrée comme un phare à l'humanité. La coupole de Saint-Pierre, c'est le carrefour éternel.

Si ma jeune amie lisait ces lignes, — elle quitte Rome demain, cette idée contribue à me rendre mélancolique, — elle ne douterait pas de ma conversion prochaine. Elle ne comprendrait pas que je jouis des beaux sentimens et des nobles pensées, comme des lignes harmonieuses de l'architecture. Je jouis humainement de ce que produit le génie humain, plus vivement que d'autres, parce que, moi aussi, je m'efforce de créer de belles lignes, et que lorsque je crois y avoir réussi, j'éprouve cette joie du créateur qui égale l'homme aux dieux.

Ne pensons plus à ces choses. — Un obscur malaise finit par m'envahir. Pour que je jouisse de mon scepticisme, il ne faut pas que le problème de ma propre destinée soit en cause. Allons à l'Olympia...

24 avril.

J'avais offert une glace napolitaine à ma voisine de table : de beaux yeux du Midi, profonds comme des yeux de gazelle, pas plus intelligens; elle avait accepté. Mes quelques mots d'italien, ses quelques mots de français, suffisaient pour les confidences que nous avions à échanger, quand une des « artistes » de l'endroit se mit à chanter quelque ineptie de café-concert, moins bête que les nôtres, parce qu'il y a, dans les chants du Midi, de la libre joie de cette terre aimée du soleil. Mais la voix de la chanteuse m'entra soudain dans le cœur et le contracta d'un frisson. C'était la voix de Florence que j'entendais ! — Alors j'ai posé deux louis sur la table : « Payez, ai-je dit à ma compagne de hasard; j'ai mal à la tête, je ne puis rester. » — Et je suis rentré chez moi.

26 avril.

Elle est ici. Je les ai vus hier. Ils marchaient devant moi dans le Corso. Ils ne m'ont pas aperçu. Il faut que je la revoie.

. . . . . .

JULES-PHILIPPE HEUZEY.

(La dernière partie au prochain numéro.)

DEVANT VERDUN

L'AVEU ALLEMAND

EXTRAITS DE LETTRES ALLEMANDES

Lisons les journaux allemands depuis le 21 février ; ils sont censés traduire l'opinion allemande. Assurément nous les voyons, suivant les vicissitudes de cette interminable bataille, déborder d'enthousiasme ou prêcher la patience. Je viens de relire ces articles et il serait déjà possible de montrer, d'après les extraits de cette presse cependant asservie, quelle déception a causée à l'Allemagne la tentative avortée contre ce que le Kronprinz appelait (fort improprement d'ailleurs) « le cœur de la France, » et l'Empereur lui-même, dans une dépêche célèbre, « la principale place forte de notre principal ennemi. » Mais une impression autrement vivante, et je dirai criante, — en tout cas singulièrement plus sincère, — se dégage d'une autre source : ces centaines de lettres que nous avons saisies, que nous saisissons tous les jours sur les prisonniers et les morts allemands de la grande bataille. Lettres adressées d'Allemagne aux soldats, ou lettres que le prisonnier ou le mort allait envoyer lorsque le destin l'a frappé, nous les avons là toutes devant nous. Je les ai lues avec soin, et de même j'ai vu interroger maints de ces prisonniers dont le témoignage verbal venait s'ajouter aux témoignages écrits. Une habitude déjà vieille de manier le document et d'en faire jaillir la vérité m'a amené

à tirer de ces témoignages ce qu'on en peut extraire. Il n'est pas interdit à un soldat de redevenir parfois historien, et j'ai essayé, avec ces documens, — en est-il pour l'histoire de plus sûrs que les lettres? — de me faire une idée de ce que l'Allemand a pu penser, durant ces trois mois, de l'effort tenté et de l'échec constaté. Si, ensuite, on relit les gazettes d'outre-Rhin, on est frappé du contraste, et on comprend bien pourquoi on trouve à plusieurs reprises dans ces lettres la pensée que le soldat S..., du 208e de réserve, formule le 15 avril : « Quelle dérision quand on lit parfois dans les journaux!... »

Il m'a paru curieux de suivre, à travers ces lettres et carnets, — je ne citerai que très subsidiairement les interrogatoires, — les fluctuations de l'opinion et sa véridique expression. Je m'abaisserais si je me croyais obligé de déclarer que je n'ai en rien sollicité ces textes. Mon passé d'historien est une suffisante garantie de ma bonne foi.

Mais je tiens à formuler une dernière remarque, qui précisément s'impose à un historien de métier.

Nous avons eu entre les mains un millier de témoignages environ. Quelques-uns sont insignifians, — très peu. Si d'autres paraissent d'abord peu intéressans, leur masse cependant impressionne : après quelques heures de cette lecture, on semble entendre une sorte de concert grondant de mécontentemens. Prenons cinquante lettres, ce ne sont point vingt ou trente ou quarante lettres qui se plaignent, ce sont, depuis quatre ou cinq mois, cinquante sur cinquante où se lisent le trouble, l'appréhension, l'aigreur, l'exaspération, parfois la révolte. Que serait-ce si, — au lieu de mille lettres, — dix mille, cent mille lettres étaient étalées devant nous?

J'irai plus loin : nous avons là *un minimum de plaintes*, soit du côté des parens qui écrivent de l'arrière, soit du côté des soldats qui écrivent du front.

« Je pourrais te raconter bien des choses, — ai-je lu dans une lettre de Mikultschütz (Prusse) du 25 avril, — mais cela n'est pas possible, car si la lettre se perdait et si quelqu'un la lisait, je pourrais être punie (par la police). » Voilà la crainte que je vois formuler dans bien d'autres lettres, et voici un scrupule plus honorable exprimé après quelques lamentations : « Tu comprends qu'on n'a guère envie dans ces conditions d'écrire de l'intérieur au front. » Craintes ou scrupules, le soldat du

front est à plus forte raison amené à en concevoir : « Un ordre du régiment, écrit le soldat X..., du 64e d'infanterie, permet aux soldats d'écrire deux lettres et trois cartes par semaine à leurs parens. Les lettres doivent être ouvertes. » En conséquence, un autre soldat, celui-là du front oriental, écrit de Brest-Litowsk, le 24 mars, à un camarade : « Je pourrais t'en dire beaucoup à ce sujet, mais il n'est plus permis d'écrire la vérité, car la censure est ici fort sévère. » Le lieutenant H..., du 39e réserve, écrit de son côté, le 25 avril : « Je pourrais te raconter bien des choses, mais il n'est pas permis d'écrire tout. »

De ces témoignages, que je pourrais multiplier, tout homme de bonne foi conclura que nous sommes ici très probablement en face de témoignages extrêmement modérés par la crainte ou le scrupule. Ils n'en ont que plus de force. Et quant aux cris de rancune exaspérée et de révolte violente qu'on verra parfois s'élever de ce petit recueil, songeons à ce qu'il a fallu de déceptions, d'injustices et de souffrances pour qu'ils échappent à ces Allemands, — civils ou militaires.

Il m'a paru que je pouvais à peu près diviser en cinq chapitres ces documens. Les premiers nous indiqueront assez bien pourquoi le Kronprinz a, dans sa proclamation aux troupes à la veille de l'assaut de Verdun, parlé de la « nécessité » d'attaquer.

Dans les témoignages suivans, nous verrons se formuler les grandes espérances mêlées dès le début à bien des appréhensions, puis troublées par bien des doutes. Puis, nous assisterons, comme de la coulisse, à l'effort malheureux des troupes, suivi avec plus d'anxiété que de confiance par la population. La déception se fera jour bientôt et s'accentuera jusqu'à la lettre du 19 avril où il est parlé de l' « attitude de plus en plus indifférente de la masse vis-à-vis des événemens de guerre » et du retour exclusif « aux soucis économiques et autres. »

Par là, nous verrons de quel bluff la presse allemande essaie de couvrir la colossale désillusion d'un peuple devant des promesses enivrantes et finalement déçues.

I. — LA NÉCESSITÉ D'ATTAQUER

Le 14 février, le Kronprinz impérial adressait, aux troupes qu'il allait lancer à l'assaut, une proclamation qui débutait par ces mots :

« *Ich, Wilhelm, sehe das deutsche Vaterland gezwungen zur Offensive uberzugehen :* Je vois la patrie allemande *contrainte* de passer à l'offensive. »

Ce texte nous fut livré par trois déserteurs alsaciens (à l'interrogatoire de qui j'ai personnellement assisté) et les termes nous en furent confirmés par des déserteurs polonais.

Le mot *gezwungen* est singulier. Il s'éclaire tout d'abord par un autre témoignage, celui de trois Russes évadés des lignes allemandes et recueillis le 18 février par nous près de Champlon en Woëvre. Annonçant l'attaque de Verdun, ils ajoutèrent : « La situation intérieure est devenue intenable et il *faut* que l'Allemagne prenne l'offensive. » Des déserteurs lorrains recueillis le 10 février près du bois de la Selouze avaient dit, le 12 février : « Les hommes trouvent que la guerre traîne en longueur; ils espèrent encore dans le triomphe de l'Allemagne; ils ont néanmoins l'impression que la situation d'attente actuelle ne peut amener une solution qui ne peut être produite que par une victoire militaire... La crise économique en Allemagne, qui se manifeste dans la correspondance venant de l'intérieur, cause de l'inquiétude aux soldats allemands. »

La nécessité qui « *contraignait* la patrie allemande à passer à l'offensive » peut se justifier par bien d'autres raisons que la crise économique. Les unes, d'ordre militaire, les autres, d'ordre diplomatique, nous sont ou nous seront connues. Notre objet n'est pas d'en disserter. Nous apercevons probablement une lueur dans les propos tenus par un grand négociant de Francfort à un directeur de banque de Bâle en février. « Nous jouons notre va-tout. La situation n'est plus tenable. Nos alliés Turcs et Bulgares nous mangent littéralement. Il faut leur envoyer de l'argent, des hommes, etc., pour qu'ils puissent continuer la guerre; sinon, ils nous tomberont sur le dos. »

Tenons-nous-en aux lettres de l'hiver 1915-1916 tombées entre nos mains. Nous y voyons l'indice d'une aggravation singulière des troubles intérieurs et, par contre-coup, le mécontentement des troupes du front.

Je prends simplement les extraits les plus caractéristiques de quelques lettres.

Leipzig, 14 décembre.

« Mon cher fils,

« Nous voici bientôt à Noël, et toutes nos espérances sur la paix et des temps meilleurs sont toujours dans le vague. Autant que nous pouvons en juger, cela va toujours plus mal pour nous. Mais au Reichstag et dans les journaux on veut jeter de la poudre aux yeux aux travailleurs. On dit toujours que nous avons assez de vivres et que les Anglais ne pourront pas nous affamer. Les gens qui ont de l'argent peuvent bien tenir, mais la classe ouvrière est déjà sur le point de mourir de faim... Par exemple, nous n'avons plus de lait, plus de graisse, plus de beurre, nous n'avons que du mauvais pain de pommes de terre, et encore pas assez, pas de viande. Il y a deux jours dans la semaine qui sont des jours sans viande et où les bouchers sont fermés... Je ne peux que te dire qu'il est dur d'être dans des conditions pareilles, on ne peut pas vivre et on souffre tout le temps de la faim... Il n'y a rien à faire que de continuer à crever de faim et d'attendre qu'il plaise aux *criminels* de faire la paix... Toute la rue est pleine de femmes en rangs serrés, surveillées par des agens de police... Et quand elles ont attendu une demi-journée, elles peuvent arriver à avoir une demi-livre de graisse (à 2 marks 25 la livre). Voilà ce qui se passe à Leipzig. Et on lit dans les journaux que nous avons des vivres!

« Ton père... »

Berlin, 10 décembre.

« ... En Allemagne, il n'y a plus de beurre. A Oberschvenewerde, un certain samedi, six crémeries ont été prises d'assaut, tout a été mis en pièces : confitures et fromages ont été volés. Les rues étaient pleines de monde. Les gendarmes ne purent maintenir l'ordre; l'un d'eux fit un discours pour dire que ce n'était pas le moment de se faire la guerre entre Allemands, que le peuple devrait faire tous les sacrifices pour rendre vain le plan de l'Angleterre de nous affamer. Alors ils ont battu le gendarme de telle sorte qu'on l'a emporté sur une civière. Des agens de police montés sont venus de Berlin et ont mis sabre au clair. »

Charlottenbourg, 29 décembre.

« ... Elles (quelques centaines de femmes) font la queue depuis midi; elles crèvent de faim, elles gèlent, elle deviennent malades et s'évanouissent, elles se battent et se tapent dans la figure avec leur filet... A Berlin, il y a deux ou trois semaines, elles ont été devant le château en criant qu'elles voulaient manger, qu'elles voulaient revoir leurs maris. Les agens de police en ont arrêté. Elles cassent partout les carreaux. »

Berlin, 26 février.

« ... Parfois, on est si désespéré qu'on se suiciderait. »

Nous pourrions citer cinquante lettres de ce goût.

Nous verrons tout à l'heure se multiplier les plaintes venues de l'intérieur : il importait d'indiquer ici qu'elles commençaient, dès l'hiver de 1915-1916, à se formuler, notamment dans les grandes villes.

Mais une situation plus angoissante se révèle sur le front, où la guerre stagnante engendre la démoralisation.

Celle-ci, en dépit d'une discipline brutale, qui, nous le verrons, arrache des plaintes, commence à se faire jour.

Je n'en veux pour preuve que la lettre du 15 mars, où un soldat, qui ne paraît nullement un lâche, écrit, de Salzwedel, que, rappelé au dépôt sans qu'il eût fait une démarche, il va repartir sur le front. « Mais je trouve cela horriblement dur cette fois-ci : j'ai eu assez d'épreuves la première fois. Nous n'avons pas dormi pendant dix jours, et pendant trois jours (à l'Hartmannsweilerkopf), nous n'avons pas eu de vivres. Nous étions les pieds dans l'eau et nous subîmes un feu d'artillerie terrible... La veille du Jour de l'An, nous avons eu, de notre compagnie seule, par le tir de notre artillerie, six tués et neuf blessés. Ils tiraient toujours trop court... »

Les plaintes contre la brutalité des chefs ont dû arriver jusqu'en Allemagne, car voici la curieuse réponse faite par une jeune femme à un soldat, caractéristique pour la double exaspération du front et de l'intérieur.

Weilburg (Prusse), 18 septembre 1915.

« Ta dernière lettre m'a naturellement très émotionnée; Willy, mon chéri, tu es vraiment arrivé à ce point que tu songes à te suicider?... Il est vrai que le traitement que tu

subis est tellement indigne d'un homme, tellement cruel et brutal, que je te souhaiterais d'aller bientôt aux tranchées pour être délivré de tes bourreaux. Mon chéri, ne prends pas tant tout à cœur... Laisse MM. les officiers faire ce qu'ils veulent, quelque scandaleux que ce soit, puisque tu ne peux rien y changer... A ta place, je montrerais tes mains blessées à l'officier; il faudra bien qu'il te donne congé jusqu'à ce qu'elles soient guéries, car ces terribles sous-officiers n'ont pourtant pas le droit d'écorcher les gens. Un propriétaire de X... m'a montré une lettre de son fils en Galicie et d'un autre fils en Argonne. Eh bien! on y apprend bien des choses; grâce à de telles lettres du front, la vérité finit quand même par filtrer peu à peu. Ah! tu aurais dû entendre parler cet homme simple, tu aurais dû entendre ses manières de voir au sujet de la guerre et de la politique; je crois que tu y aurais pris plaisir. Mais d'une chose je suis certaine, mon chéri, c'est que non seulement vous autres, qui êtes là-bas en campagne, deviendrez des sozialdemocrates, mais ici aussi, les Allemands restés en Allemagne le deviendront... Tu me connais assez pour savoir que je ne suis pas d'un caractère fantaisiste, mais bien trop raisonnable et réaliste pour ne pas me rendre compte que l'enthousiasme des « braves Feldgrauen » n'est pas si fameux, de même que « l'incomparable discipline » qu'on ne cesse de tant vanter, car je sais par des témoins oculaires que les officiers allemands ont pillé en Pologne tout comme les plus grands voleurs; mais de telles choses, on ne doit pas les savoir, et il vaut mieux aussi qu'on les ignore, afin que le dernier reste de l'idéal de loyauté allemande ne nous soit pas enlevé... Si tu es dans la tranchée, cher Willy, je t'en supplie, chéri de mon cœur, ne t'expose pas inutilement au danger. Sois aussi un « tire au flanc; » d'autres le font aussi. »

Les départs de soldats, — sans résultats appréciables, — arrachent des cris de pitié. « 2000 hommes encore partis la semaine dernière, écrit-on de Siegen, le 5 décembre : il n'y a pour ainsi dire plus aucun homme ici entre dix-huit et quarante-cinq ans, sauf ceux qui sont complètement vermoulus. » L'appel de la classe 1897 (notre classe 1917) fait hausser les épaules. « Si ceux-là sont obligés d'être soldats et d'aller en campagne, écrit-on de Oberrothweil le 31 janvier, il faudra leur donner des jouets. »

Mais c'est toujours la gêne croissante qui domine les lettres.

Certaines ont un ton menaçant. Appelant « l'offensive générale, » un correspondant de Dortmund écrira, le 22 janvier : « Sais-tu que l'Allemagne ne peut tenir... Les gens se battent dans les marchés pour avoir du beurre. » Un autre, de Cassel, le 15 février : « Que le bon Dieu fasse que la guerre finisse bientôt, autrement il y aura des désordres comme en 1848. » Un autre (sans indication de lieu) du 28 février : « Espérons que la guerre prendra fin bientôt; sans cela, on verra de tristes choses en Allemagne. » Et enfin, de Dornhach, le 20 février (pour n'en pas citer d'autres), part ce cri : « La guerre va-t-elle continuer jusqu'à ce que tous les jeunes gens soient tués? Tout le monde ici est très aigri par la durée de la guerre. »

Multiplions ainsi qu'il convient ces lettres par cent mille. Elles sont caractéristiques d'une opinion au moins troublée, « aigrie. » Si, comme tout permet de le croire, le gouvernement impérial a une bonne police, cette opinion, déjà si montée pendant l'hiver de 1915-1916, doit lui donner à réfléchir. A l'arrière comme sur le front on se démoralise. Point n'est besoin d'aller chercher les raisons d'ordre diplomatique et d'ordre militaire. Ne pouvant donner à l'Allemagne le pain, il faut lui donner la victoire, — faisant luire la fin de la guerre comme une échéance proche. Les prisonniers russes évadés, interrogés le 18 février au quartier général de l'armée de Verdun, exposent la situation en gens qu'a édifiés un assez long séjour à l'intérieur, puis parmi les troupes de l'Allemagne :

« La situation intérieure est devenue intenable et il faut que l'Allemagne prenne l'offensive... On dit que Guillaume II voudrait en finir en essayant de réaliser un grand mouvement. La détresse est grande chez l'ennemi. »

Les estomacs crient, on casse des vitres, on pille des magasins, on excite les soldats à se ménager, et le soldat lui-même gronde. L'Empereur, désireux d'ailleurs de créer à son fils des droits éternels à la reconnaissance nationale, est « contraint » de jeter la nation allemande à l'offensive pour la paix : ce sera l'attaque sur Verdun, « cœur de la France. »

II. — LES ESPÉRANCES ET LES CRAINTES

« Mes amis, il nous faut prendre Verdun. Il faut qu'à la fin de février, tout soit terminé. L'Empereur alors viendra passer

une *Festparade* sur la place d'armes de Verdun et la paix sera signée. »

Tels sont les propos que le Kronprinz en personne tient aux troupes massées autour de Verdun. Tels sont tout au moins ceux que rapportent deux déserteurs lorrains.

Ont-ils été exactement reproduits ? Qui oserait l'affirmer ? Mais quant à la pensée qu'ils formulent, elle éclate dans tous les faits, gestes et paroles des chefs allemands à la veille de l'attaque ; et tous leurs soldats croient bien, dans les premiers jours de février, se préparer à un assaut de Verdun qui, au dire des officiers, aboutira promptement à l'occupation de la ville et de la région et « contraindra la France à une paix séparée. »

C'est la grande espérance : des États-majors, elle s'est répandue dans la troupe, de la troupe dans la nation.

L'intention est formelle de prendre Verdun. On attaquera Verdun et de telle façon que l'infanterie n'aura plus qu'à occuper des positions bouleversées par un tir d'artillerie sans précédent. « Nous n'aurons plus qu'à avancer au pas de parade, » dit un déserteur. Et cette affirmation se répète dans plusieurs interrogatoires. Commentant la proclamation du Kronprinz, les officiers affirment qu'on vaincra. Des déserteurs polonais recueillis à la cote 221 affirment que l'offensive a pour but de « cerner entièrement Verdun. » Le 24 février, des prisonniers du ...e d'infanterie rapportent que, le 18, leur a été lu un ordre du jour très bref, déclarant que « la guerre de position a suffisamment duré » et « qu'il faut maintenant terminer la guerre en prenant une grande offensive. » « C'est pourquoi, ajoute le Kronprinz, je donne l'ordre de se porter à l'attaque de la place forte de Verdun. »

Une telle perspective provoque chez les uns de grandes espérances, chez d'autres de grandes craintes.

Les espérances l'emportent au début. A la vérité, on constatera qu'elles sont moins excitées par la perspective de la victoire elle-même que par celle de la paix qui en sera la suite.

Le soldat R..., du 8e fusiliers (21e division), écrit :

21 février.

« Ma chère mère,

« Je vous annonce que nous arrivons à un grand moment ; nous avons reçu l'ordre de prendre d'assaut la cote 344 près de

Verdun et Verdun lui-même. Je vous écris cette lettre le 21 février à quatorze heures. L'artillerie a déjà commencé à tirer depuis huit heures avec les plus gros canons, des mortiers de 42, de 38 et de 30. Il va y avoir une lutte comme le monde n'en a pas encore vu. Nos chefs nous ont renseignés et nous ont dit que l'Allemagne et nos chères familles attendaient de nous de grandes choses. Espérons que notre entreprise va réussir et que Dieu sera avec nous... Nous sommes désignés pour la plus grande tâche qui va peut-être amener la décision dans cette lutte effroyable. Tous seraient bien heureux si c'était la fin, car tous voudraient bien rentrer chez eux, mais un malheur est vite arrivé, surtout quand on doit prendre une forteresse comme celle-ci, la plus grande forteresse des Français. »

Nous verrons tout à l'heure la belle ardeur du soldat allemand s'affaisser au cours de la lutte. Mais cette ardeur au début n'est pas niable. Le soldat se jette violemment à l'assaut de la « plus grande forteresse des Français » avec l'espérance de l'enlever et de « contraindre ainsi la France à la paix. »

Cette espérance des soldats trouve naturellement son écho en Allemagne. Quand, le 25 février, un journal (1) écrit déjà le mot : « Victoire de Verdun » et annonce « l'effondrement de la France, » quand, après l'occupation de Douaumont, transformée par le communiqué allemand en assaut magnifique, un autre déclare qu'on peut entrevoir la chute de la forteresse à brève échéance, quand la *Vossische Zeitung* annonce que « Sainte-Menehould, Bar-le-Duc, Commercy et Revigny sont déjà évacués, » quand vingt gazettes proclament que Verdun, « pierre angulaire de la France, » est « cerné, » ils représentent cette fois et formulent l'opinion un instant enivrée de l'Allemagne. Et telle aura été l'ivresse que le « ralentissement des opérations, » — autrement dit l'échec sur toute la ligne, — après le 27 février, ne suffira pas à refroidir tous les enthousiasmes.

Le 1er mars encore, on écrit d'Oberwinter (Prusse) : « Maintenant, la décision va évidemment intervenir dans l'Ouest. Ce serait bien à désirer. » Le 6 mars, une femme essaie même de se rassurer sur les dangers que court son mari :

(1) *Chemnitzer Volksstimmung*, du 25 février.

Emmendingen (Bade), 6 mars.

« ... Étant donnée la grande quantité de troupes qui se trouvent là-bas et le raccourcissement du front devant Verdun, les troupes doivent pouvoir être relevées. L'assaut n'a pas dû être terrible : pourvu que cela ne vienne pas après ! »

Sans doute, les soldats ne partagent pas ces illusions. Nous verrons qu'ils trouvent, eux, l'assaut fort « terrible. » Mais certains, en dépit des premiers échecs, gardent les grandes espérances. On sent cependant un peu de trouble même dans les lettres courageuses.

Devant Verdun, 8 mars 1916.

« ... Depuis quelques jours, notre avance est arrêtée... Nous sommes maintenant dans le village d'Avoncourt *(sic)* près du fort de Vaux. L'artillerie française, qui est ici en quantité formidable, nous canonne sévèrement et continuellement. Je crois qu'on n'a pas encore dans toute la guerre enlevé une forteresse aussi puissante que Verdun. Si nous pouvions l'avoir ! »

Et voici que, comme un écho, arrive d'Allemagne, le 20 mars, l'expression d'un trouble profond :

H..., le 20 mars.

« En ce qui concerne la chute de Verdun, les gens d'ici ont des opinions différentes. Un parti est d'avis que, par la chute de Verdun, on en arrivera à une décision entre la France et l'Allemagne ; l'autre parti dit : « Nous avons Verdun, il est vrai *(sic)*, mais il s'en faut de beaucoup que nous ayons la France. »

A la vérité, les communiqués de temps à autre triomphans de l'État-major relèvent les espérances. Un homme convaincu écrit de Bojanowo, en Posnanie, le 20 mars, que son ancien chef de bureau « prend part aux grandioses succès de Verdun *(sic)*. » « Je lui ai souhaité, ajoute-t-il, bonne chance pour de nouveaux succès et un heureux retour, et en particulier qu'il puisse prendre part à la prochaine entrée à Verdun. »

Il va sans dire que les « bonnes nouvelles » trouvent créance assez facilement ; on écrit de Bruchhausen, 26 mars : « On dit dans les journaux que Verdun est incendié et que les Français sont cernés, » et le même jour, d'Altona : « ... Hier, nous

avons appris par une édition spéciale que Verdun a été incendié. Bientôt il sera complètement à nous... »

Mais la chute de Verdun, escomptée à plus ou moins brève échéance, amènera-t-elle la fin de la guerre? C'est la grosse question.

A dire vrai, ce qui m'étonne, c'est de n'avoir pas trouvé plus de lettres où les espérances se fissent jour, même après les succès du 21 au 26 février. Cela s'explique, lorsque, d'autre part, on a constaté le scepticisme ou tout au moins les craintes que, dès le début, nous allons voir se manifester au sujet de l'attaque projetée, puis exécutée.

A aucun moment, en effet, on n'a vu se manifester, tant sur le front qu'à l'intérieur, cette confiance absolue qui régnait en Allemagne à la veille des grandes opérations — invasion de la France, attaque de l'Yser, campagne de Pologne, campagne des Balkans. L'annonce de l'assaut de Verdun a déjà trouvé une population lasse des « victoires » sans lendemain.

De cet état d'esprit je ne citerai que quelques témoignages qui m'ont paru singulièrement typiques.

Sur le front d'attaque, l'annonce d'un prochain assaut sur Verdun n'a pas soulevé l'enthousiasme unanime, — il s'en faut. Je ne ferai pas état des dires des déserteurs et prisonniers. Cela peut être simples racontars. Mais, dès le 10 janvier, une lettre venue de Silésie dénote peu d'enthousiasme pour l'opération.

Sandau (Prusse), 10 janvier.

« ... J'ai entendu dire que cela allait barder près de Verdun. Cela va coûter pas mal de sang... »

Le soldat B..., du 64e d'infanterie, qui tient carnet, voit, le 14, sans plaisir, se préparer de grands événemens.

« On dit que c'est le 12 (février) que l'attaque va commencer! Ah! que ce sera amer! Le moral n'est pas précisément très bon. Dans la nuit du 11, il a fallu sortir pour couper les fils de fer et ménager les voies de sortie en première ligne. Oh! que ce fut amer! La tempête hurlait et la neige tombait épaisse. Le lendemain 12, l'attaque devait commencer à cinq heures après-midi, mais en raison du mauvais temps on la remit d'un jour... Mais il semble que ce ne soit pas encore pour aujourd'hui, car le temps est très brumeux. Mais voici que dans l'abri, on crie :

Dehors, les brancardiers! Un projectile a tué un homme et en a blessé deux. C'est amer. »

Ce n'est pas ce genre d'amertume que je relève dans une lettre civile, mais une remarquable clairvoyance que je n'aurai pas besoin de souligner lorsqu'on l'aura lue. Elle est adressée au soldat P... du 104e d'infanterie (tué à la cote 304, le 17 mai) par son père, citoyen d'Ittlingen (grand-duché de Bade).

Ittlingen, le 5 février 1916.

« ... Tu nous écris que cela va bientôt se déclencher : j'ai la conviction que les Allemands ne perceront pas; ils se trompent sur les Français, surtout sur leur artillerie; tous les soldats qui viennent en permission disent que l'artillerie française est bien supérieure à la nôtre... Tu peux penser si les nôtres perçaient sur un point, quels feux croisés, quel *Trommelfeuer* ils recevraient. Tout le monde serait tué. Je crois que l'individu qui voulait prendre une forteresse avec un régiment était un fou. Est-ce qu'on croit que les gens élèvent leurs enfans pour les conduire inutilement à la boucherie? Après la guerre, on en reparlera... Sois prudent; cela n'a aucun intérêt. Cette guerre ne finira pas par les armes; que signifient la Serbie et le Monténégro? C'est accessoire. C'est celui qui aura le plus longtemps à manger qui sera vainqueur, et ce n'est pas nous. »

Vers cette époque, le 9 février, le soldat R..., de la 9e compagnie du 64e, devant Verdun, écrit sur son carnet : « De lugubres pressentimens nous oppressent... Dieu nous ait en sa garde! » et le soldat Didier, du 143e d'infanterie, qui passe la frontière : « Nous sommes entrés dans le silence, en France. »

Que sera-ce le jour où, après un effort malheureux que nous allons essayer de suivre, on entendra s'élever (le 19 avril) ce cri de colère : « Les hommes sont entraînés de force à la boucherie. »

III. — L'EFFORT MALHEUREUX

Le 21 février, après huit jours passés à se morfondre sous la pluie et dans la brume, l'Allemand attaque.

L'Allemand autrefois, — sur l'ordre de ses propres chefs, — tenait un carnet. Depuis que les carnets saisis au début de la campagne ont révélé les pires vilenies et des atrocités dès lors

indéniables, on a défendu aux hommes d'écrire. Les carnets, aujourd'hui, sont peu nombreux, secs et sans grand intérêt.

En voici cependant quelques-uns entre nos mains. Ils nous livrent quelques impressions de bataille, — un peu brèves. On y trouve plus de résignation que d'élan.

Lisons le soldat R... de la 9e compagnie du 64e :

« *9 février.* — De grandes et pénibles choses se préparent. Dieu nous ait en sa garde.

12 février. — L'attaque ne se fera pas aujourd'hui à cause du brouillard qui est mauvais pour nous.

13 février. — L'attaque a été remise encore une fois. Vers 17 heures, feu violent de l'artillerie française. Les déserteurs ont dû trahir nos projets.

14 février. — Donc cette offensive n'aura pas lieu ; elle a été déjouée. On s'en aperçoit en observant les officiers qui se remettent à gueuler, alors qu'auparavant ils se tenaient silencieux et pâles dans les abris.

17 février. — Violens tirs d'artillerie. Nous sommes terrés dans nos abris et nous parlons du pays... Ah! la paix; tous nous avons assez de cette vie. Il pleut tous les jours; on ne peut pas se sécher.

20 février. — Le feu augmente de violence aujourd'hui : jusqu'à 600 obus de gros calibre en une heure et demie. Nos abris et nos tranchées sont bouleversés.

22 février. — Ce soir, nous attaquons; ce sera chaud, mais il faut que ce soit. Dieu nous protège ! »

Voici le carnet du soldat X..., compagnie de mitrailleuses du 87e :

« *21 février.* — Déclenchement de l'offensive sur le front occidental. Toute la journée *Trommelfeuer :* à 6 heures du soir, assaut. Les Français se défendent vaillamment.

22 février. — Le matin *Trommelfeuer*. A midi, assaut des 1er et 2e bataillons.

23 février. — Nous sommes en réserve en arrière de la 3e position française. Nous passons la nuit dans l'entonnoir d'un obus de 21 centimètres et mourons presque de froid.

. . . . . .

26 février. — Mort de notre commandant de régiment. Nous occupons la hauteur devant Bras.

29 février. — Relève. »

Le point culminant de la bataille est la prise de Douaumont, « due, écrira le *Communiqué*, à la ruée ardente des régimens brandebourgeois, » mais qu'un document secret allemand, tombé entre nos mains, apprécie en un style infiniment moins glorieux. Négligeant ce document, je m'arrête à la lettre d'un soldat du 69e. « Les Brandebourgeois, écrit-il le 28, ont remporté la grande victoire de Verdun *(sic)*. » Seulement il ajoute en homme clairvoyant : « Mais je pense que leurs rangs se sont encore bien éclaircis... Cela dure depuis trop longtemps ! »

Ces jours, ce sont les jours de triomphe, les « beaux jours de Verdun, » pour les Allemands. Il n'y paraît guère déjà d'après les lettres. Mais voici venir les jours sombres : l'élan est brisé ; le Français se « défend vaillamment », et opposant « une résistance monstrueusement opiniâtre, » rejette son ennemi, en fait un massacre. Le mieux me paraît de suivre l'ordre chronologique. On verra les plaintes grandir chaque jour plus fortes.

Dès le 1er mars, Fritz Z... s'estime si malheureux qu'il maudit ceux qui l'ont envoyé à cet « enfer. »

Devant Verdun, 1er mars 1916.

« Mes chers parens,

« ...Je vous fais savoir que je vais très mal, car je mange tous les jours mon pain sec. Nous sommes dans une triste région et tous les jours ça barde. Qu'est-ce que le pasteur a dit encore ? Il l'a belle de parler en chaire des braves *Feldgrauen*, mais il ne vous raconte pas ce que tous ceux-ci ont à souffrir. S'il n'y a plus rien à bouffer *(fressen)*, qu'on fasse donc la paix. Les riches peuvent bien tenir, mais les pauvres ont à souffrir... »

Le 5 mars, notre mitrailleur de tout à l'heure, ramené à la ligne de feu, est « dans le ravin du Chauffour et bois Albain » (près Douaumont) : « Nous souffrons beaucoup du froid, du feu de l'artillerie française et de notre propre artillerie. Pour aller chercher le manger, il nous faut traverser un tir de barrage français sur la ferme des Chambrettes.

9 mars. — *Trommelfeuer* de notre artillerie. Une de nos batteries lourdes tire sans discontinuer (toute la journée) trop court, ce qui occasionne de très fortes pertes. A midi, assaut. Nous arrivons à la deuxième tranchée française. Cette journée

a été une défaite pour notre artillerie lourde. Alors que les troupes occupent la même position depuis une semaine, il n'est pas admissible que l'artillerie tire trop court et encore pendant toute une journée. Cela témoigne d'une grande indifférence de ces messieurs.

10 mars. — A midi, nous devions faire assaut. En raison d'un violent *Trommelfeuer* des Français, l'assaut a dû être retardé. Très lourdes pertes pour notre régiment. Dans la nuit, nous sommes relevés, il était grand temps, car sinon tous les hommes seraient devenus fous dans ce « trou de sorcier. »

Le soldat E..., du 6e Leib. Gren. Rgt., pendant ce temps, se morfond sous nos obus en arrière de Vaux. Il n'a pas pris part à l'assaut du fort, mais on lui a raconté que la division voisine avait pris et perdu le fort de Vaux. Le malheur est que nous n'ayons pas, — et pour cause, — la lettre d'un soldat de cette fameuse division Guretsky, datée du fort de Vaux, et cependant toute l'Allemagne, sur la foi d'un communiqué mensonger, s'entêtera à affirmer qu'elle est entrée dans le fort.

Devant Verdun, 10 mars.

« ... Depuis hier matin, il y a beaucoup de neige ; elle arrête tout et ralentit les opérations devant Verdun. Nous ne sortons pas du froid, de la pluie, de la neige, de la boue et nous campons à la belle étoile... En outre, nous sommes constamment sous un feu intense d'artillerie qui fait chaque jour bien des victimes, car nous n'avons ni tranchées ni abris. Jusqu'à présent, nous avons été en deuxième ligne. Ce soir, nous passons en première ligne. Nous ne pouvons avoir aucune confiance dans notre artillerie lourde. » Et voici où le canard s'envole : « Hier matin, notre autre division avait pris le fort et le village de Vaux, mais elle a dû les évacuer parce que (admirons l'explication) notre artillerie tirait dedans sans arrêt. »

L'Oberleutnant du 7e Rés. a, lui, été sur la croupe de Vaux, mais il ne parle pas de la prise du fort — naturellement.

« *11 mars.* — A trois heures, départ pour la position devant le fort de Vaux. Au lever du jour, nous occupons la position qui était tenue par le 6e régiment. *Le fort est à 200 mètres en avant de notre ligne.* La position se compose de trous qui sont réunis entre eux...

12 mars. — A quatre heures, départ pour la nouvelle position (plus à droite), relève d'une compagnie du 37e. La plaine derrière nous est soumise à un tir de barrage. Le transport des vivres est difficile. A notre droite et plus bas se trouve le village de Vaux dont les trois quarts sont entre nos mains. Derrière Vaux se trouve le Douaumont ; derrière nous l'ouvrage et le bois de Hardaumont. Le soir, tir d'obus asphyxians de notre artillerie. Des mitrailleuses et des *Scharfschutzen* (français) tirent depuis le boqueteau à mi-pente au-dessus du village de Douaumont, particulièrement sur la 6e compagnie qui a quelques pertes.

14 mars. — Les Français commencent à lancer des bombes sur notre position.

15, 16, 17 mars. — Nous faisons des pertes par le *Kurtgustave*. Attaque du 60e sans résultat.

18 mars. — L'après-midi, attaque sur le bois de la Caillette et à la Carrière sans succès. »

Cette croupe de Vaux devient l'effroi du soldat allemand : un malheureux trahit, dans une courte carte, une sorte d'égarement :

Le 24 mars 1916. — « Devant le fort de Vaux. Je n'ai pas besoin d'en écrire davantage. Tout le reste se comprend. Je veux cependant avoir de l'espoir. C'est amer! bien amer! Je suis encore si jeune! A quoi bon? Que sert de prier, de supplier? Les obus! les obus! »

Le froid continue à sévir — et ce qui en aggrave la rigueur (il n'y a qu'une voix) on est mal nourri, parfois même privé de tout aliment. Un homme du 44e régiment d'artillerie de campagne s'en plaint amèrement : « La nourriture laisse à désirer. Pas de pain et pas d'alimens gras, » et d'Allemagne (Strassburg, Prusse, le 20 mars) on écrit : « Tu nous écris que vous avez dû sucer de la neige tellement vous souffriez de la faim. » On plaint le pauvre, en ne lui donnant que cette consolation : « Mais crois-tu qu'il en est autrement ici, car ici on ne peut rien avoir. »

Les combats, cependant, suivent leur cours. L'artillerie française continue à faire de la casse. Un homme, qui a été de l'assaut de la cote 265, écrit le 23 mars : « Dès les premiers bonds, les projectiles se mirent à siffler au-dessus de nos têtes. Nous reçûmes un feu terrible de mitrailleuses et d'artillerie au moment où nous nous lancions à l'assaut de la hauteur 265,

en poussant des *hurras*. Nous enlevâmes les premières tranchées. Malheureusement, nous y subîmes des pertes assez fortes. De mon escouade qui comprenait dix-neuf hommes, il n'en reste plus que trois... Celui qui s'en tire avec un *Heimatschutz* peut dire qu'il a de la chance, mais maints camarades y laissent aussi la vie. » Un revenant de Russie est terrifié par ce feu : « Je suis de nouveau en campagne, écrit-il le 3 avril, mais sur le front occidental. En Russie, c'était un jeu d'enfant à côté du feu d'artillerie d'ici. »

On comprend que l'Empereur et le Kronprinz sentent, vers le 1er avril, le besoin de remonter les soldats. A cette date, le mitrailleur du 87e assiste à une inspection par le souverain et son fils. Guillaume II prononce une allocution qui se termine par ce mot d'une vérité incontestable : « Quand l'ennemi sera abattu, nous aurons bientôt la paix. » De cette revue de Marville, nous avons un autre compte rendu, dans la lettre (du 2 avril), d'un soldat de la 21e division, qui ajoute que « l'Empereur est devenu très vieux, » — le discours semblant d'ailleurs en témoigner.

Reste « pour avoir bientôt la paix, » à « abattre l'ennemi. » Or, les lettres et carnets continuent à révéler chez les soldats allemands la plus amère déception. Deux lieutenans échangent leurs impressions; le lieutenant B..., du 32e de réserve, écrit au lieutenant W..., du 82e de réserve, le 29 mars : « Votre position n'est certainement pas des plus agréables, mais notre régiment n'est pas mieux partagé, et l'artillerie ennemie nous inflige de lourdes pertes (près de Douaumont). » Le mitrailleur du 87e qui, le 6 avril, a été porté « à la position de la première ligne à gauche de Douaumont, » signale que, « le 8, l'attaque a été étouffée « par le violent tir des Français » et, le 14, il écrit mélancoliquement : « Aujourd'hui mon 19e anniversaire. Comment me faut-il le célébrer ? Par la pluie et le feu de l'artillerie, blotti dans un trou sous terre comme une taupe. N'avoir que dix-neuf ans et être en guerre depuis dix-sept mois! »

Le soldat S..., du 80e régiment, n'estime pas plus que ses camarades le séjour de la rive droite : « ... Nous sommes ici, écrit-il le 11 avril, dans un trou d'enfer : feu d'artillerie jour et nuit. Hier, un obus est tombé tout près de l'église, et, du coup, trois hommes tués et neuf blessés. Tu aurais dû les voir courir. Si seulement cette malheureuse guerre prenait fin ! Pas un

homme raisonnable ne peut justifier une pareille tuerie d'hommes... Nous sommes en ce moment au Nord-Est de Verdun, certainement une situation bien délicate... Bien que nous ne soyons pas depuis longtemps en position, nous en avons plein le nez *(die nase voll)* et *aspirons à la paix, et nous voudrions envoyer au front tous ces messieurs qui sont cause de la guerre et y trouvent de l'intérêt!* S'il en était ainsi, nous aurions la paix depuis longtemps. »

On n'est pas beaucoup plus heureux sur la rive gauche, où, arrêté sur la rive droite, l'Allemand a reporté son principal effort. Le bois des Corbeaux a été le « tombeau » de maints régimens : le Mort-Homme (dont le communiqué du 15 mars a annoncé la prise) continue à opposer une infranchissable barrière à la ruée allemande. Et, chose intéressante, c'est un officier allemand lui-même qui vient donner au communiqué mensonger le plus formel démenti. Il s'agit du lieutenant R..., du 71e de réserve. Le 8 avril, il écrit :

« Mon cher Walter... Je suis assis en ce moment dans mon trou, et je pense à toi. Ah! quelle différence entre le séjour ici et la vie en Allemagne! Depuis huit jours, je suis dans la saleté sans pouvoir me laver. Nonowow n'était pas bien agréable, mais ici, dans cet enfer, devant Verdun, c'est d'une mortelle tristesse. Demain, notre régiment attaque entre le bois des Corbeaux et le Mort-Homme, que, d'ailleurs, les Français occupent toujours et où ils ont d'excellens observatoires. Le cercle autour de Verdun se referme un peu, mais mon opinion, fondée sur l'extrême précision du tir de l'artillerie française et la quantité innombrable de leurs canons, est que *nous ne prendrons pas Verdun*. Cela coûte trop d'hommes. Pour l'avoir, il nous faudrait des mois de combat. »

Ne quittons pas le corps des officiers. Le lieutenant H..., du 81e, fait écho, — sur la rive droite, le 15 avril, — au lieutenant S..., sur la rive gauche. Sa lettre mérite d'être tout entière transcrite ici :

En campagne, le 15 avril 1916.

« Mes chers parens,

« Vous attendez probablement avec impatience un signe de vie de moi. J'espère que cette lettre vous parviendra, mais il n'est pas facile ici de mettre ses lettres à la poste.

« Mon beau temps d'officier de liaison avec le régiment 56 est passé depuis plusieurs jours. Nos pertes en officiers sont assez considérables, de sorte qu'il a fallu que je prenne la 8e compagnie comme commandant de compagnie. Je me trouve actuellement avec ma compagnie en toute première ligne. Je suis ratatiné dans un tout petit trou de boue qui doit me protéger contre les éclats des obus ennemis qui arrivent sans arrêt. J'ai déjà vu bien des choses à la guerre, mais je n'avais encore jamais connu une situation aussi *indescriptiblement effroyable*. Je ne veux pas vous en faire une description détaillée, car je vous inquiéterais inutilement. Nous sommes jour et nuit sous un tir d'artillerie effroyable. Les Français font une résistance *monstrueusement opiniâtre*. Le 11 avril, nous avons fait une attaque pour prendre les tranchées françaises. Nous avions commencé par faire une préparation d'artillerie très considérable, pendant douze heures, puis l'attaque d'infanterie s'est déclenchée. Les mitrailleuses françaises étaient absolument intactes, de sorte que la première vague d'assaut a été immédiatement fauchée par le tir des mitrailleuses, dès qu'elle a eu quitté la tranchée. En outre, les Français ont déclenché à leur tour un tel tir de barrage d'artillerie, qu'il a été impossible de plus penser à aucune attaque. Nous sommes maintenant dans la tranchée de première ligne, à environ 120 mètres des Français. Le temps est lamentable, froid et pluie continuelle, je voudrais que vous voyiez en quel état je suis, bottes, pantalon, manteau, trempés et couverts d'une couche de boue d'un pouce.

« Tous les chemins sont pris sans arrêt sous le canon par l'artillerie française, si bien que nous ne pouvons même pas enterrer nos morts. C'est lamentable de voir ces pauvres diables gisant morts dans leurs trous de boue. Tous les jours nous avons des tués et des blessés. Ce n'est qu'en risquant des existences qu'on peut faire mettre les blessés en sûreté. Il faut aller chercher le repas à 3 kilomètres en arrière aux cuisines roulantes, et là aussi il y a danger de mort. Nous avons tous les jours des tués et des blessés parmi ceux qui vont chercher le repas, si bien que les gens aiment mieux souffrir de la faim, que d'aller chercher à manger. Dans la compagnie, presque tout le monde est malade. Être à la pluie toute la journée, complètement trempé, dormir dans la boue, être nuit et jour sous un

bombardement effroyable, et cela pendant 8 jours et 8 nuits consécutifs, cela brise complètement les nerfs. Au point de vue santé, je vais encore assez bien. J'ai les pieds complètement trempés et froids et un froid colossal aux genoux.

« J'espère que j'aurai le bonheur de sortir vivant d'ici, je me le souhaite, car on ne peut même pas y être enterré proprement (1). »

Le soldat S..., du 208e, est encore plus amer et devient même violent.

En France, le 15 avril.

« ... Tu ne peux t'imaginer à quel point j'ai parfois assez de la vie, car ici on nous fait barder suivant toutes les règles de l'art. On n'a pas de repos jusqu'à ce qu'on tombe le nez dans la boue. Quelle dérision quand on lit dans les journaux : « Nos chers soldats *(Feldgrauen)!* » Si vous saviez à quelles épreuves ils sont soumis et embêtés encore par-dessus le marché, on ne vous servirait pas de pareilles histoires. Hier, il faisait encore un temps affreux et nous étions transpercés jusqu'aux os. Alors on a dit : « Pourquoi ne chantent-ils pas aujourd'hui ? » Et dans notre misère, il a fallu encore chanter. »

Ce chant par ordre, quelle lueur il jette sur ces malheureux et la mentalité de l'armée ennemie !

Je m'arrête : que de lettres il faudrait maintenant insérer ici ! C'est tantôt une phrase sur les terribles blessures causées par les éclats de nos obus « coupans et très chauds » (soldat du 201e Réserve, du 18 avril), tantôt une plainte amère sur la « grêle d'obus » tombant jour et nuit, et transformant le terrain, où le soldat M..., du 39e Réserve griffonne sa carte, en un champ « de ruines et de mort. » Et M... d'ajouter : « Je me figurais que je ne partirais pas et voilà que je suis envoyé justement où c'est le plus terrible. » Faut-il citer aussi la lettre (28 avril) d'un soldat du 39e Réserve qui est « avec le médecin, en réserve, » mais voit avec tristesse arriver les blessés et partir une foule de malades. « Nous avons continuellement des pertes, toutes par l'artillerie... En outre, il n'y a rien à faire avec nos troupes maintenant. Nous avons beaucoup d'évacués pour maladie : typhoïde, dyssenterie, etc. »

(1) J'ai vu interroger le lieutenant H..., c'est un grand et gros jeune homme qui n'avait certes point l'apparence d'un gaillard facilement démoralisable.

Plaintes sur la nourriture, dont parfois on est totalement privé. « Nous avons chaque soir la moitié d'un verre à boire de café, » écrit le 11 avril un homme du 39e Réserve), plaintes sur les « nerfs irrités, » les « nerfs malades, » les « nerfs absolument brisés, » plaintes sur l'artillerie française encore, qui, non seulement fait subir de grosses pertes en avant et en arrière, mais encore (lettre d'un musketier du 20e régiment, du 28 avril) bouleverse tous les travaux : « Tout ce que nous construisons est aussitôt démoli par l'artillerie. »

A mesure que la bataille s'avance, sans avancer, la démoralisation s'aggrave, se traduit dans tant de termes et dans tant de lettres qu'il me faut choisir.

29 avril 1916.

« ... Je suis maintenant depuis quelque temps à l'hôpital pour ma maladie de cœur; j'ai pris part à l'offensive devant Verdun et cela m'a tapé sur les nerfs... Il m'est impossible de te décrire la bataille devant Verdun telle qu'elle a été et qu'elle est en réalité. Il n'y a jamais eu, sur aucun théâtre d'opérations, une lutte d'artillerie pareille à celle qui s'est déchaînée là... Nos trois batteries ont perdu plus de 300 hommes tués ou blessés en sept semaines, alors que pendant tout le reste de la guerre elles en avaient perdu à peine 500... » (Lettre du conducteur G... au soldat X... du 78e Réserve.)

Devant Verdun, sans date.

« Je vous fais savoir que je suis encore en bonne santé, bien qu'à moitié mort de fatigue et d'effroi. Je ne peux pas vous écrire tout ce que j'ai vécu ici, cela a dépassé de loin tout ce qui avait eu lieu jusqu'à présent. En trois jours environ, la compagnie a perdu plus de 100 hommes, et bien des fois je n'ai pas su si j'étais encore vivant ou déjà mort... J'ai déjà abandonné tout espoir de vous revoir. *Celui qui sortira d'ici entier pourra remercier Dieu....* » (Lettre saisie sur un blessé allemand du 56e Réserve.)

Devant Verdun, 30 avril.

« Je suis depuis le vendredi saint devant Verdun. C'est effroyable. Nous avons eu déjà beaucoup de pertes. Nous sommes sur le penchant d'une montagne, dans des trous...

C'est parfois épouvantable. On dirait que la montagne s'écroule... Les cuisines sont à deux heures de chemin en arrière. Pour Pâques, nous n'avons rien eu à manger ni à boire, si ce n'est la moitié d'un quart de café. De l'eau, il n'y en a plus une goutte ici ; mais maintenant la ration de café augmente un peu, car notre nombre diminue de plus en plus. »

Je crois bien que le cri du chasseur L..., de la 1re compagnie du 11e bataillon, est dans nombre de bouches : « *Ich bin's cloud satt.* J'en ai par-dessus la tête. » Il ajoute énergiquement : « Ce fumier-là aura bien une fin. »

On sourira de la conclusion imprévue que tire un soldat du 56e Réserve (9e compagnie), plus illusionné : « Il faut espérer que le Français réfléchira bientôt et fera la paix : *alors notre plus grand souhait sera accompli.* »

Et voici, pour finir, une des dernières lettres trouvées sur un soldat et datée du 6 mai :

« Ce sera sans doute la dernière fois que je vous écris, car *on nous conduit à l'abattoir* (1). »

Est-il besoin, après ces quelques lettres prises entre tant d'autres, de donner les extraits d'interrogatoires, qui, tous, confirment ces témoignages? Je n'en citerai que quelques traits entre mille.

Tous se lamentent sur les pertes subies par le fait de notre artillerie ; ils décrivent les combats autour de Douaumont, devant Vaux, au bois des Corbeaux, au pied du Mort-Homme, comme autant de « massacres. » Plusieurs affirment que, devant la mort presque certaine, le nombre est croissant des hommes qui se font porter malades la veille des combats. « Les officiers feraient de même, » dit le compte rendu d'un interrogatoire de soldats du 28e Ersatz bavarois, et il resterait actuellement à la 12e compagnie « un officier sur quatre. » Des Polonais du 60e régiment donnent, eux, les noms. La veille d'un engagement à l'Ouest de Vaux, le 10 avril, « le major B..., commandant le régiment, et le capitaine G..., commandant le 3e bataillon, se sont fait porter malades. » Des grenadiers du 3e régiment, 12e compagnie, racontent avec une grande aigreur que « le capitaine commandant la compagnie, très dur avec les hommes, s'est fait porter malade le 22 avril, en arrivant aux tranchées. »

(1) De Grunberg, le 11 mai, on écrira : « Tous les soldats écrivent qu'ils en ont assez. »

Les pertes sont d'ailleurs effroyables : je ne citerai que quelques témoignages. Un soldat du 8e grenadiers a écrit de Benzheim, le 26 février : « J'ai été blessé le 24 février devant Verdun. Nous avons eu de durs combats et de lourdes pertes. Notre commandant de compagnie a été tué et les trois Zugführer ont été blessés. » Un autre soldat écrit : « Du 21 février au 12 mars, j'ai pris part à l'attaque de Verdun... Nous, c'est-à-dire une compagnie, étions partis avec 210 hommes et nous sommes revenus avec 30, » et il ajoute : « *Savoir s'il y aura la paix si Verdun tombe, c'est encore douteux!* » Or, c'est pour la paix qu'on se jetait à l'assaut.

Est-il étonnant qu'un prisonnier du 130e régiment, décrivant après tant d'autres le moral en baisse de ses camarades, ajoute : « Ce sont ces combats stériles devant Verdun qui ont déprimé les courages. »

Les officiers du 11e chasseurs parlent de nouveau de recourir au revolver contre leurs hommes, de jeunes soldats de la classe 1896 ayant refusé de sortir des tranchées.

On essaie toujours, en haut lieu, de remonter les courages : généraux, princes, l'Empereur lui-même se répandent en harangues et proclamations.

Un ordre de l'armée parle « d'un arrêt momentané de la lutte pour repartir ensuite à de nouveaux combats, » car il faut prendre Verdun, « cœur de la France, » a dit le Kronprinz, ce qui indique chez ce prince une médiocre connaissance ou de la géographie ou de la physiologie. Les hommes, dit un soldat du 8e, ont souri de l'expression, se demandant « comment le cœur de la France pouvait se trouver à Verdun. »

L'Empereur, passant en revue la 21e division, s'est écrié : « La décision de la guerre de 1870 a eu lieu à Paris. La guerre actuelle doit se terminer à Verdun par une victoire essentielle *(wessentliche Sieg);* » et le général von Deimling, devant les troupes du XVe corps d'armée, dans la région de Norroy-le-Sec, a prononcé, le 14 avril, une allocution vibrante : « Le XVe corps d'armée s'est déjà distingué; il faut encore faire un effort pour prendre Verdun, âme de la France. Nous n'avançons que lentement, mais nous l'enlèverons certainement. Nos femmes, nos enfans, nos parens le veulent. Les Français défendent Verdun avec acharnement. Ils ont déjà engagé trente-huit divisions, et ceci prouve toute l'importance qu'ils attachent à la place; mais

nos vaillantes troupes seront victorieuses, et les hommes du XVe corps pourront être fiers, en rentrant dans leurs foyers, de dire qu'ils ont participé à la prise de Verdun. »

Cette harangue, napoléonienne, — à laquelle il ne manquait qu'une chose : Austerlitz, — n'a pas produit grand effet.

La troupe ne croit plus, nous allons le voir, à la prise de Verdun, et la population civile de l'Allemagne, déçue, ne dissimule pas sa cruelle déconvenue.

IV. — LA DÉCEPTION

Ittlingen, 2 mars 1916.

« ... Nous sommes très inquiets, car nous pensons que tu es aussi près de Verdun : là-bas, tout le monde est tué *(Alles kaput)* et il ne faut pas songer le moins du monde à percer. Les Français ne sont pas des Russes et on ne peut pas dominer leur artillerie. *Tout ce que les journaux racontent, personne ne le croit plus.* Il n'y aura pas de décision, car chez les Turcs non plus, cela ne va pas... Par quelles épreuves tu passes et rien à manger !... Au début, ce n'était qu'un cri au sujet de nos grands succès... Quelques criailleurs s'imaginaient que Verdun tomberait en quelques jours. *Oui, s'il n'y avait pas l'artillerie française! Il ferait bon marcher sur Paris, s'il n'y avait pas les Français en travers de la route!* »

Déjà, la déception est formelle et l'aigreur de la déconvenue donne de l'esprit à ce bourgeois d'Ittlingen, mais un esprit bien peu conforme à « l'incomparable discipline. »

Strassdorf, 6 mars.

« Malheureusement, nous apprenons que tu es devant Verdun... Ce doit être effroyable de tenir ainsi sous le feu des obus. Les journaux français eux-mêmes écrivent qu'être à Verdun maintenant, c'est pire qu'être en enfer; et pourtant, depuis quelques jours, on dit que vous n'avancez plus. Les Français et les Anglais se défendent évidemment jusqu'à la dernière limite. »

« Vous n'avancez plus! » Huit jours avant, l'Allemagne illuminait pour la prise de Douaumont. Déjà, on s'impatiente, le 6 mars! et les lettres vont nous mener à la fin de mai, sans qu'il y ait plus lieu d'allumer un lampion; au contraire. Les lauriers sont coupés.

L'heure des grands espoirs a été brève, plus brève encore l'heure des grandes ivresses.

A part quelques lettres que j'ai citées plus haut, je ne trouve plus, à partir du milieu de mars, que des lettres inquiètes, mécontentes, grondantes, bientôt affolées.

Dès le 5 mars, on écrit de Berlin-Rummelsburg « que le fils, soldat, a perdu tout courage, » et on ajoute : « Il serait vraiment grand temps que ces terribles massacres finissent. » Verdun apparaît à tous comme un « trou d'enfer. » Sans aucune pudeur, un soldat de la marine écrit, le 20 mars, d'Héligoland à un camarade, le sous-officier K..., du 99e, devant Verdun. « Tu es vraiment un enfant du malheur : *(Unglück-fils)*, te voilà devant Verdun. Moi, j'ai un bonheur de cochon *(Schweingluck)* de m'être trouvé une semblable petite place. Nous ne sommes plus que quatre ici, mais chacun de ceux-là a trouvé sa petite embuscade. » Et il ajoute : « Penses-tu que cette attaque de Verdun soit sérieuse? Je pense que nous allons encore nous cogner le crâne contre la forteresse et que nous allons encore verser bien du sang. » Même sentiment dans une lettre de Budderbrock du 23 : « Avant que vous l'ayez enlevé (Verdun), il faudra que plus d'un y laisse encore la vie. Ce matin encore, il est arrivé une nouvelle annonce de mort. » Ces « annonces de mort » se multiplient. Les journaux allemands, tout en publiant des nouvelles rassurantes, sont obligés (l'expression a toute sa valeur), de faire la part du feu. « Est-ce vrai, écrit-on, le 24 mars d'Hindenburgos, que vous avez eu d'aussi grosses pertes comme on le dit dans les journaux? » Et, dit un correspondant du soldat K..., du 19e, écrivant d'Adelsdorf, le 19, « à quoi bon se sacrifier puisque la forteresse n'est pas tombée entre nos mains? »

Déjà les esprits s'aigrissent. A Leipzig, on regarde avec désespoir partir, le 27 mars, un gros contingent pour le 106e : « Les 106 doivent avoir encore eu de bien grosses pertes. Espérons que cette *cochonnerie* finira bientôt. » Et le ton montant avec l'exaspération : « On devrait refuser de marcher, et cela serait la fin. Les Grands n'ont qu'à se débrouiller tout seuls. *Après tout, cela nous est bien égal d'être Français, Anglais ou Russes.* Ici, c'est une vraie misère. Si ça continue quelque temps, il y aura ici un sérieux grabuge. »

Deutschland uber alles!

Je passe sur une demi-douzaine de lettres de la fin de mars, sur le thème formulé par l'une d'elles (de Morsbach, 29 mars) : « Pourquoi et pour qui les pauvres gens doivent-ils donc se laisser immoler ? »

Les plus mauvais bruits circulent :

Niéderdorla, 30 mars.

« ... On raconte ici que les soldats auraient déposé leurs armes en disant qu'ils ne voulaient plus combattre avec de la marmelade pour nourriture (1). Je ne peux pas leur donner tort..., si cela est vrai... » Et voici une note intéressante : « La misère dans le pays est très grande. En France, il ne peut en être ainsi, car les prisonniers qui sont chez Karl Müller reçoivent des envois, même de leurs compagnies. J'en tremble quand je vois ces gaillards. »

On sait, par les lettres de soldats, qu'ils sont, eux aussi, peu nourris.

Et peu à peu se fait jour un sentiment que je vois bientôt se formuler dans bien des lettres : la rancune contre le riche qui s'embusque.

19 avril 1916.

« Mon cher mari,

« C'est épouvantable : les hommes sont entraînés par force à la boucherie ; *naturellement, ce ne sont que les pauvres*, car les riches ne vont pas si loin à l'avant. Au commencement de la guerre, on lisait dans les journaux que tel ou tel riche avait été tué, mais maintenant, il n'y a plus que les pauvres qui tombent au champ d'honneur. Merci pour l'honneur ! Vous vous faites tuer là-bas, et nous, à l'intérieur, nous mourons de soucis et de chagrins. » Une autre correspondante écrit : « ... De ceux qui ont causé la guerre aucun ne meurt. »

On voit partir avec tristesse, parfois avec désespoir, les jeunes hommes comme les « vieux : »

De Hagen (Westphalie), on écrit, le 5 mars, à un homme

(1) J'ai laissé de côté quantité de passages de lettres de soldats ayant trait à cette question de la marmelade. Les hommes écrivent souvent : « C'est la guerre de la marmelade. » Je pourrais résumer le point de vue alimentaire qui absorbe tant de gens par cette formule : « Trop peu de saucisses à l'arrière, trop de marmelade à l'avant. »

du 56e régiment : « Avant-hier et hier sont de nouveau partis 4 000 hommes, mais il aurait fallu que tu voies comme ils étaient tristes tous! »

Les départs succèdent aux départs. De Letzel Wiebelsbach : « Les jeunes gens de dix-huit ans ont dû tirer au sort... Cela ne s'arrêtera pas jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne; » de Wiesbaden : « Les jeunes gens de dix-huit ans sont déjà incorporés, ceux de dix-sept ans ont dû se faire inscrire sur les listes de recrutement; » de Kl. Ringne (Westphalie) : « On revise et incorpore de nouveaux hommes; » de Stammhamm : « Tu me demandes s'il y a encore des jeunes ici : malheureusement ceux de dix-huit ans ont dû être incorporés le 4 avril. Il n'y a plus que de tout jeunes gens ou des vieux comme moi. » De Hambourg : « Maintenant, toute la classe 1916 s'en va au front; samedi dernier, plus de 4 000 hommes sont partis d'ici. Quand tout cela finira-t-il? » et le 19 avril : « Ceux de la classe 1897 partent demain. » Ces enfans font pitié. « Il faudra leur donner des jouets, » écrivait-on déjà le 31 janvier. Le patriote de Bojanowo lui-même ne peut s'empêcher de s'apitoyer ou de sourire devant la façon dont, par ailleurs, on racle les tiroirs : « Même mon cousin de Charlottenburg qui, dans le sens le plus strict, n'est qu'un soupçon d'homme *(ein Gedanke von Gestalt)* a dû y passer... Et le petit Max L... le tailleur, « la dernière levée de l'Allemagne, » a été déclaré bon pour le service de garnison. »

Aussi, un citoyen d'Alsfeld regarde-t-il avec « pitié » les hommes qui, s'acheminant à la bataille, cantonnent dans la ville. « Il y a parmi eux des figures à faire pitié. Aucune comparaison avec nos beaux hommes de l'active de 1914! »

Tous les huit ou quinze jours, l'Allemagne apprend un « colossal succès » obtenu par « l'incomparable armée. » Beaucoup y sont encore pris : presque tous les Allemands ont cru que Douaumont avait été emporté par la « ruée ardente des régimens brandebourgeois, » encore que l'État-major sache qu'il n'en est rien; toute l'Allemagne a cru que le Mort-Homme était entre les mains de ses troupes depuis le milieu de mars, alors que nous avons vu le lieutenant R... affirmer dans sa

lettre du 9 avril que « les Français l'occupaient toujours. » Toute l'Allemagne a cru encore un instant, le 26 mars, que Verdun étant « incendié » et les Français « cernés, » la ville serait bientôt « complètement à elle. »

Mais déjà au commencement d'avril, le scepticisme devient général. Les nouvelles qui arrivent du front ne justifient guère l'optimisme inouï des journaux. Un soldat du 125e Landwehr a déclaré, le 18 avril : « L'opinion, à propos de Verdun, est que si la place avait pu être prise, elle le serait depuis six semaines. » Et, de fait, je ne vois plus une seule lettre où perce le moindre espoir qu'on entrera à Verdun.

Un Alsacien, évacué de Mulhouse, écrit le 24 avril : « La jactance des officiers allemands à Mulhouse a beaucoup baissé. On ne parle plus de victoire, mais on espère encore une paix honorable. *Quant à la troupe, elle est tout à fait démoralisée et aspire à une fin rapide.* »

Le 19 avril, une lettre au lieutenant A..., du 172e régiment, datée d'Offenbourg (Bade), contient cette phrase : « La masse du public a une attitude de plus en plus indifférente vis-à-vis des événemens de la guerre et s'occupe bien plus de ses soucis économiques. »

C'est que, pendant que de jour en jour la grande victoire de Verdun paraît aux uns plus vaine, aux autres plus hypothétique, on « se bat pour le pain quotidien. »

V. — LA « LUTTE POUR LE PAIN QUOTIDIEN »

« Je ne peux plus vivre cette vie-là; je ne peux pas résister à cette lutte pour le pain quotidien. »

C'est le cri de désespoir par lequel se termine, le 19 mars, la lettre d'une femme de Linden (Hanovre) à son mari. Pas un instant, il n'y est question des « grandioses succès » de Verdun. La guerre en France devient le cadet des soucis, surtout lorsque, vers le milieu d'avril, le scepticisme commence à gagner l'opinion. Ce scepticisme se traduit dans plusieurs lettres dont il suffira de citer deux extraits. Je choisis la lettre d'un soldat évacué qui, cependant, se proclame « optimiste : » « Seuls quelques optimistes incorrigibles, — dont moi, — écrit ce soldat à son lieutenant le 19 avril (d'Offenbourg), se promettent de la chute prochaine, il faut l'espérer, de Verdun, un effet bienfai-

sant sur les esprits en France. Autant que je vous connais, monsieur le lieutenant, vous ne partagez probablement pas cet optimisme et vous avez peut-être raison... » Quant aux pertes, on les tient pour sanglantes : « Il faut espérer que ce carnage sera bientôt fini, écrit-on le 12 avril de Rudinghausen (Prusse). Ici, dans les journaux, on dit toujours quand on a enlevé une position : Les Français ont éprouvé des pertes sanglantes, les nôtres sont peu élevées. Mais cela ne peut être vrai; *c'est toujours l'assaillant qui a les plus fortes pertes.* »

En réalité, « la masse, » suivant l'expression du soldat de tout à l'heure, est « de plus en plus indifférente vis-à-vis des événemens de la guerre, et s'occupe bien plus des soucis économiques et autres qui, il est vrai, ajoute-t-il, sont brûlans. » Si on pense à la guerre, c'est en faisant le plus amer rapprochement entre « les deux guerres; » le 23 avril, une ménagère de Dusseldorf écrit au soldat B..., du 39e Réserve : « Presque chaque jour la guerre générale des femmes. Dans la rue, elles se battent comme des chaudronniers. Vous autres, pauvres diables, vous vous battez sur le front et nous autres femmes, nous nous battons ici pour un peu de manger... »

Et certains vont jusqu'à entrevoir, après cette « guerre générale des femmes, » une « guerre civile : » « Il faut espérer, écrit-on de Krefeld, au sous-officier B..., du 39e Réserve, le 24 avril, que la guerre aura bientôt une fin, car si cela continue ainsi, la guerre finira par éclater dans le civil. » En attendant, elle semble commencer entre la police et les femmes.

Un instant (c'est assez frappant), les plaintes sur la « famine » ont été plus rares et moins acrimonieuses. C'est entre le 20 février et le 15 mars à peu près; c'est que les grands espoirs et les nouvelles enivrantes ont produit leur effet ordinaire de morphine. Mais voici qu'après les premières semaines de mars, l'insuccès est patent. Et, dès lors, les plaintes recommencent, d'autant plus vives que la situation, — je compare les lettres de décembre et celles de mars — s'est sensiblement aggravée.

J'ai eu sous les yeux, — pour la période mars-mai 1916, — cent lettres où se pose la question des vivres et où la charcuterie occupe une telle place qu'on en sort avec une sorte de nausée. Aussi bien, je n'entends pas entrer dans les péripéties de la lutte pour la saucisse, car à la « guerre de la marmelade » dont

plaisantent amèrement les soldats, répond la « course à la graisse » qui affole les civils.

Je m'arrête seulement à quelques traits en passant, sans sombrer dans l'océan des chiffres. A Berlin (14 mars), « la question des vivres est devenue épouvantable. Il n'y a plus ni beurre, ni sucre, ni café. La viande de porc a déjà complètement disparu depuis longtemps et on n'a la permission de fabriquer du chocolat qu'en petite quantité... Les pommes de terre, qui forment le fond de l'alimentation des classes pauvres, deviennent une *délicatesse* et leur prix augmente d'une façon colossale... « Finalement il faudra que ce soit les soldats qui envoient du front quelque chose à manger, ajoute le Berlinois, car on répond toujours que tout a été réquisitionné pour l'armée... » D'Eggartskirch, le 15 mai : « Cela ne peut pas durer très longtemps. Il règne une grande misère dans les villes. Ils ont bien des cartes de beurre, mais ils ne peuvent pas trouver de beurre. Il en est de même pour tout. » De Wilhelmstahl (Westphalie), le 5 mars, on se plaignait déjà que des gens volaient les chiens pour faire leur « pot-au-feu ; » on en fait maintenant des saucisses. De Lippstadt, le 25 mai : « ... On a encore souscrit 10 milliards 500 millions, mais à quoi sert l'argent quand les vivres manquent? » De Mayence, le 2 avril, s'élève ce cri, pathétique pour qui a vécu de l'autre côté du Rhin : « L'Allemagne n'a plus de pommes de terre. Il nous faut manger ce que l'on donnait autrefois aux cochons. »

« C'est épouvantable, écrit-on de Halle, le 2 avril, tous les jours ne manger que des tartines de compote et de marmelade ; on finit par devenir soi-même compote et marmelade. Et il faut être là à l'heure exacte et s'avancer au pas de parade, sinon l'on n'a rien. » De Berlin-Treptov, le 6 avril : « Le pain dit « de guerre » qu'il nous faut manger est une masse gluante et brune... C'est une vraie nourriture pour les cochons, mais comme il n'y a pas de cochons pour le manger, c'est à nous de le faire. Quant aux cochons, ils sont actuellement fumés et pendus dans les lardoirs des riches agrariens... » De Hambourg, le 11 avril : « Les articles disparaissent l'un après l'autre, jusqu'au moment où il n'y aura plus rien du tout et alors ce sera la fin. » De Charlottenbourg, le 12 : « Il faut maintenant faire la guerre pour le sucre comme pour le beurre et une fois qu'on est dans la boutique, on vous dit qu'il n'y en a plus. Tu

ne peux savoir dans quelle colère on se met... » D'Osnabruck, même date : « J'espère que, pour la Pentecôte, tu seras de retour auprès de nous... car je suis d'avis que la guerre ne peut plus durer longtemps, car il y a ici une telle misère que c'est une honte. » D'Essen, le 16 : « On pourra bientôt instituer un Comité de famine, car on n'a plus rien pour son argent. » De Dusseldorf, le 17 avril : « Si la guerre dure encore longtemps, nous mourrons de faim. » De Berlin, le 21 avril : « Nous n'avons plus qu'à nous coudre l'estomac pour n'avoir plus besoin de manger. » Les parens du musketier H..., du 20e régiment, lui écrivent : « Il n'est plus possible de vivre et même pas de mourir *(sic)*... Combien de temps faudra-t-il pour avoir une fin? Jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'hommes? »

On comprend que les soldats du front s'alarment de cet état de choses. Le pionnier J..., du 30e régiment, dit qu'on aurait beau vaincre, « cela ne pourrait durer bien longtemps, car il n'y a pas beaucoup à manger là-bas. » W..., du 12e Landwehr, revenant de permission, conclut le 23 mars, après un tableau assez sombre : « C'est à vous enlever tout courage. »

Ce qui augmente l'irritation de tous, c'est que, d'une part, on soupçonne « les spéculateurs » qui, écrit-on de Berlin le 5 mai 1916, « dans notre propre pays nous amènent la famine plus sûrement encore que les Anglais, » et que, d'autre part, la police se fait tous les jours, de tracassière, brutale jusqu'à provoquer la révolte.

C'est qu'il lui faut intervenir dans cette « guerre générale des femmes » dont parlait une correspondante.

Il faut rappeler ce que je disais dans les premières pages de cet article : nous n'avons ici, — pour bien des raisons, — que des échos rares et affaiblis, un minimum de confidences. Car si une police brutalise les femmes, une autre surveille les lettres et on retrouve sans cesse la formule : « On ne peut tout dire, » et parfois même : « On ne peut rien dire. »

Mais voici quelques lueurs :

Elberfeld, 5 mars.

« Hier, il y a eu une émeute à l'Hôtel de Ville. Les femmes sont parfois plus terribles que les hommes... Je crois que cela ne fera qu'empirer. »

Dans une page arrachée d'une lettre, on lit : « ...Une femme

a été tuée, une autre a eu trois doigts coupés, une autre est devenue folle. Un soldat qui était en permission a mis un terme à cette misère en repoussant l'agent de police. N'était-ce pas honteux ? »

Aplerbeck, 2 avril.

« ...Il faut que je t'apprenne un événement qui s'est passé hier matin à Dortmund. Une femme allait réclamer un secours plus élevé parce que son mari est en campagne et qu'elle ne peut suffire avec ses six enfans. Comme on ne lui accordait pas davantage, elle donna une gifle au Commissaire de Police, ce que celui-ci n'accepta pas *(sic)* et il la tua. Alors il y eut un rassemblement de femmes; toute la rue de Lenten était remplie de monde. Le soir, les soldats y ont passé à cheval pour disperser les femmes. Si le policier était sorti, certainement elles l'auraient assommé aussi. Du reste il y a ici, à Dortmund, Cologne et dans les environs, une excitation sans pareille... Si cela continue ainsi, il se produira bientôt quelque chose; il y a assez de misère ainsi et nous voulons espérer que cela ne durera pas plus longtemps. »

Breslau, 27 avril.

(A l'Oberleutnant L..., du 202e Rég.)

« ...Il y a eu, paraît-il, hier, des cris devant l'Hôtel de Ville. Ces jours-ci ton père a soutenu que s'il y avait une révolte, il se mettrait à la tête comme chef... »

Ne croyons point que ce père d'officier soit aussi prêt à se mettre à la tête d'une révolte et que cette révolte soit proche, — si l'on veut parler d'une révolution. Mais la révolte est au moins dans bien des cœurs. Elle gronde tantôt contre « ceux qui ont causé la guerre et y trouvent encore de l'intérêt » (11 avril), tantôt contre « les spéculateurs qui amènent la famine plus sûrement que les Anglais » (mai), contre la police qui force les femmes à défiler devant les boucheries « au pas de parade » et reçoit les plaintes « à coups de plat de sabre » (2 avril), contre « les riches agrariens » qui accaparent « en leurs lardoirs » les cochons immolés (6 avril), contre les grands « qui n'ont qu'à se débrouiller » (27 mars), contre « messieurs les officiers servis d'abord » (27 mars).

« La guerre est bonne pour les riches ; ils deviennent encore

plus riches, mais les pauvres encore plus pauvres, » écrit-on, le 9 avril, de Ulmbach, et, le 14, de Schrau : « Si la guerre dure encore jusqu'à l'hiver prochain, personne ne vivra plus de nous autres pauvres gens, car il nous faudra mourir de faim et personne ne s'occupe de nous. L'essentiel, c'est que les grosses panses soient pleines. » Dans une carte au musketier S..., du 202e Rés., du 16 avril (Berlin) : « Au Reichstag, il y a actuellement grande délibération au sujet des impôts. Tous les impôts doivent être élevés. On applique toujours le vieux procédé que tu connais bien : Tout pour la grande masse, c'est elle qui doit cracher. »

A côté des jalousies de pauvres à riches, il y a les jalousies de principauté à principauté : « Nous autres, en Prusse, nous sommes les plus mal partagés ; les Hessois et les Bavarois ont suffisamment (10 mai) (1). »

Le gouvernement soulève d'aigres critiques : « Nous circulerons avec le couteau à la main pour nous procurer du pain, écrit-on au soldat D..., de Krefeld, le 26 avril, s'il n'y a pas bientôt un changement. Le pauvre État allemand ! Les gens sont révoltés. » Un correspondant de Berlin, exaspéré, dit, le 19 avril, que le gouvernement fera bien de faire attention. « Sinon, il pourrait bien finir par pleuvoir dans sa baraque. »

Propos d'estomacs mal satisfaits, d'esprits aigris, d'âmes révoltées, — propos sans conséquences immédiates et sans suite pratique — peut-être. Mais est-ce là une mentalité de vainqueurs ?

C'est que, et nous en revenons là, on ne croit plus partout, il s'en faut, aux « victoires » de Verdun. Le 19 avril, un « optimiste » a encore écrit : « On parle partout d'une attaque générale contre cette forteresse obstinée *(sic)*. » Mais l' « optimiste » avoue qu'il est un des rares Allemands à croire au succès possible. Une naïve épouse veut, une fois pour toutes, en avoir le cœur net : « Maintenant, mon chéri, écrit-elle de Krefeld, le 25 avril, au soldat K..., du 39e Réserve, dis-moi donc une fois franchement si vous pensez enlever Verdun. Ici on dit toujours que vous

(1) Cette aigreur d'Allemands à Allemands se traduit en d'autres lettres : on écrit de Munich, le 16 mai : « Ici, en Bavière, on est d'avis que ce sont les Prussiens qui ont fabriqué la guerre à Berlin, » et un soldat bavarois, le 15 : « J'aime autant les Français que les Prussiens. » Plus généralement, une Posnanienne polonaise écrit de Makenschan : « Les Allemands sont des cochons : la vérité se fera jour. »

n'aurez jamais Verdun. » A cette question le banquier S..., officier de réserve en congé, pourrait répondre. Le 26 avril, cet homme de poids, financier et soldat, écrit à un autre officier sur le front, une lettre par laquelle il me plaît de terminer :

K..., 26 avril.

«... La situation économique de l'Allemagne produit malheureusement des impressions bien pénibles, et si la guerre avec l'Amérique vient s'y ajouter, la population finira par mourir peu à peu de faim. De la viande, par exemple, on n'en trouve plus du tout depuis huit jours à K... ; la municipalité fournit aux indigens de la viande salée que pas un homme ne peut manger. Le sucre, le café, le thé, etc., tout est confisqué. Les médecins ont déjà constaté une alimentation manifestement insuffisante de la population civile de l'Allemagne. Seuls les fournisseurs de guerre gagnent des millions et sont très satisfaits de l'affaire. Tous les autres gémissent et récriminent. Et de plus pas un homme ne croit à la paix prochaine, et la guerre possible avec les États-Unis trouve même beaucoup de succès ici, car le peuple imbécile croit que, par une guerre sous-marine plus énergique, on en aura bientôt fini avec l'Angleterre. Du reste, il semble qu'en Allemagne on escompte encore parfois la chute de Verdun. Il y aura une belle désillusion à la fin. »

Ce gros monsieur n'est pas un malheureux aigri par la misère. Il juge de haut, mais après avoir regardé de près. Sa lettre est en quelque sorte la synthèse de tout ce que nous avons lu dans tant de lettres, et synthèse plus forte encore ce qu'écrivait ce père de soldat à son fils, dans une lettre déjà citée : « Cette guerre ne finira point par les armes... C'est celui qui aura à bouffer le plus longtemps qui sera vainqueur et ce n'est pas nous. »

*
* *

Voilà, scrupuleusement dépouillé, le dossier. Je me suis efforcé de laisser la parole à l'Allemand exclusivement.

Malgré les scrupules et les craintes que peut inspirer, aux correspondans de l'arrière et du front, un aveu trop franc des appréhensions, des anxiétés, des déceptions, des sottises, des échecs, des souffrances et des révoltes, il me semble difficile que l'impression du lecteur ne soit point unanime.

L'échec de l'armée allemande devant Verdun n'est point seulement une défaite militaire, elle est un désastre moral.

La gêne de l'Allemagne, peu à peu accrue par dix-sept mois de cette guerre, — voulue par elle, — et le mécontentement qui, vers le commencement de l'hiver, commence à gronder, a nécessité, — plus qu'aucune autre considération, — une opération qui, aux yeux de l'État-major, serait « décisive. » Cette opération, on y était « forcé, » a dit le Kronprinz, général en chef des troupes devant Verdun. Et ce que nous avons publié des lettres de l'hiver de 1915-1916 justifie suffisamment ce mot.

Cette opération devait, pour avoir tous ses effets moraux, être couronnée d'un prompt succès. L'annonce a suffi à calmer quelque temps les âmes, encore que les grandes espérances aient été, nous l'avons vu, chez des gens clairvoyans, tempérées ou même étouffées par de grandes appréhensions.

Mais même parmi ceux qui prévoyaient que l'opération coûterait encore des flots de sang allemand, l'enjeu semblait si beau, si grand, qu'il leur paraissait que la tentative méritait d'être faite : l'enjeu, c'était Verdun pris en quinze jours, l'armée française détruite et, sans même que le chemin de Paris fût ouvert ou forcé, la « paix séparée » imposée de Verdun par l'Empereur à la France « effondrée. »

Que Verdun pris, Paris fût à la merci de l'ennemi et la France effondrée, c'était déjà une illusion grosse de bien autres déceptions. Que la France, parce que l'Empereur aurait, « sur la place d'armes de Verdun, » passé sa *Festparade* le 1er mars ou le 15 ou le 30, signât une « paix séparée, » l'idée nous paraît tout simplement absurde. Mais un tel mirage flattait trop l'orgueil des uns, la lassitude des autres pour qu'un instant cela n'imposât pas silence aux estomacs révoltés et aux cœurs aigris.

Après des succès passagers et rapides, l'armée rencontre une infrangible résistance. « Il ferait bon marcher sur Paris, ricanera, le 2 mars, un Allemand, s'il n'y avait pas les Français en travers de la route. » C'est sur la route même de Verdun que le Kronprinz trouva l'armée française.

Il y rompit ses forces. Cinquante lettres de soldats, — que ne les avons-nous toutes? car toutes témoigneraient, puisque toutes les lettres saisies en font foi, — nous ont permis de voir aux abords de Douaumont, dans le bois des Corbeaux, sur les pentes du Mort-Homme, se briser le plus prodigieux

effort tenté par une nation contre une place forte. J'ai laissé parler, gémir, gronder, pleurer (le mot n'est pas trop fort) ces combattans, — soldats, sous-officiers, officiers. — Ils disent leurs efforts malheureux, leurs transes, leurs souffrances, leurs déconvenues, leurs pertes, leur révolte parfois.

Dès le milieu de mars, l'Allemagne a, en dépit d'une presse mensongère et de communiqués stupéfians d'imposture, appris peu à peu l'insuccès: certains avaient pressenti l'échec; les lettres du front, — pareilles à celles qui sont tombées entre nos mains, — en confirmèrent la réalité.

Ce fut la plus immense déception qu'un peuple ait jamais éprouvée. Alors tout ce que ce peuple a refoulé de souffrances se réveille. Pas un n'accepte bravement la défaite. Ah! pas plus que le malheureux qui grelotte de terreur devant le fort de Vaux (« Je suis encore si jeune ») ou que l'officier H..., terrifié devant la résistance « monstrueusement opiniâtre » des Français, le civil de l'arrière, qu'éprouve la gêne, n'est un *Uebermensch*.

Il gémit et murmure et, chose curieuse, il ne s'en prend plus à l'ennemi. J'ai relevé très peu de cris de haine à l'adresse des Français, comme ceux qui s'élevaient, au début de la guerre, en un concert énorme. Car déjà dans son désir unanime de la paix (durant ces cinq mois, c'est le *leit motiv :* la paix! la paix!), l'Allemagne commence à comprendre enfin qu'il y a chez elle des gens « qui sont cause de la guerre » et d'ailleurs « en profitent. » C'est à la lueur de la bataille de Verdun, perdue par le Kronprinz impérial en la présence auguste de l'Empereur avec le meilleur sang allemand, que la vérité peu à peu apparaît.

C'est pourquoi il importait de grouper ces documens qui sont une page d'histoire et de psychologie allemandes, écrite par l'Allemagne même, et que je livre au jugement des lecteurs de tous les pays.

LOUIS MADELIN.

UNE AMBULANCE
DE GARE

II[1]

QUELQUES SCÈNES

L'ambulance s'organisait admirablement. Les dévouemens étaient sincères, la direction intelligente et active, les aides ne manquaient pas. Jour et nuit, par roulement, les services se remplaçaient aux cuisines et à l'infirmerie et chacun prenait à cœur de se montrer à la hauteur de sa tâche. Peu à peu s'effaçaient les jalousies, les mesquineries, les rivalités, les tracasseries, les menues guerres intestines que ne manquaient pas de se livrer toutes ces belles oisives habituées à l'étroit esprit des salons. Une nouvelle fraternité les rapprochait : le lien que créent les mêmes angoisses et les mêmes douleurs. De chacune, maintenant, on savait l'histoire. Et la fière comtesse dont le mari se battait quelque part en Alsace s'enquérait avec le plus grand intérêt du fiancé de la petite étudiante. Elles se disaient le numéro de régiment de leurs soldats, des lieutenans, des capitaines, et, tout en se livrant à une enquête personnelle, chacune se renseignait pour les autres et les nouvelles étaient discutées en commun, l'ambulance formant de plus en plus une grande famille. Il y eut ainsi quelques beaux jours de vie

(1) Voir la *Revue* du 1er juin.

intense et de prospérité. L'administrateur put lire avec orgueil les félicitations du ministère de la Guerre...

« Oui, mesdames! Oui, messieurs! En France il n'y a pas deux ambulances de gare qui *marchent* comme celle-là... Vous entendez?... pas u-ne. »

Réveil dans la nuit. — Rentré le soir à huit heures, vous avez dîné sans conviction, les genoux rompus. L'inquiétude ou la trop grande fatigue vous ont tenu, deux heures, à danser et à vous retourner sur votre lit. Le sommeil bienheureux est enfin venu, profond, noir comme un lac... *Croix-Rouge!*

Cris dans la nuit, sonnette, hurlemens du chien de garde, et, devant la porte, la lanterne de deux petits cyclistes avertisseurs : « Un train pour minuit. » Il est onze heures.

Premier sentiment : « Qu'ils aillent au diable! »

Premier geste : s'enfouir de nouveau dans le bienheureux anéantissement, sourd, aveugle, muet...

Puis, le remords, la vision de la désolation qui vous réclame, la honte, la juste fureur contre vous-même... et la résolution héroïque... les habits ajustés en grande hâte... le vent frais de la nuit... la route déserte... la symphonie des étoiles, du croissant de lune, du grillon et des vers luisans... le « Qui va là? » des sentinelles sous les ponts... le « Croix-Rouge! » lancé fièrement... et l'agréable surprise de se trouver un des premiers au rendez-vous dans les cuisines où vous guette la première corvée.

La corvée du pain. — Minuit. Les cuisines affolées : 800 blessés annoncés, à peine du pain pour 200! Les boulangers n'ont pas livré... On s'arrache les cheveux.

Apparition de trois dames auxiliaires suivies de trois messieurs accompagnateurs : « Ah! vous voilà, vous! » Il y a là toute l'amertume des gens qui supportent toute la responsabilité, en face de simples manœuvres... Aussitôt l'idée excellente : « Au pain! vite! au pain! Du pain à tout prix! arrangez-vous! » On leur met sur les bras paniers et corbeilles, de gré ou de force : « Arrangez-vous! »

A travers les vieilles rues endormies, c'est une procession nocturne comme une ronde de veilleurs au Moyen Age. Par les soupiraux de caves, visions de torses nus blancs de farine, de bras dans le pétrin jusqu'au coude, de faces de pierrots aux cils poudrés. Le pain n'est pas encore au four.

Plus loin : tout éteint. Ils frappent à la porte... pour l'amour de Dieu. Une vieille en bonnet se montre à la lucarne, comme la mère Michel dans la chanson, également prête à crier « au voleur » ou bien à leur verser un broc d'eau sur la tête... Là, récolte de dix pains rassis.

Ils continuent ainsi la ronde, balançant les mannes pleines qu'ils portent deux à deux, et qu'ils ramènent en triomphe, courant et suant de peur de manquer le train, sûrs d'avance des exclamations et des complimens.

Aux cuisines, accueil nonchalant et glacé : « Posez cela dans un coin, » le boulanger en leur absence ayant livré les pains commandés...

La vaisselle. — On vient de ravitailler un train de huit cents blessés. On annonce un autre train de cinq cents blessés dans une demi-heure, et, dans deux heures, un grand train de mille.

« A la vaisselle ! » Tout le monde à la vaisselle ! Il ne s'agit pas de se dérober. Aux portes de sortie il y a de sévères gardiens qui rabattent les fuyantes proies.

Ah ! ce barbotage de quarts ! On fait contre fortune bon cœur, et mains noires, mains blanches, mains rouges veinées de violet, mains douces, mains flasques, grosses mains d'hommes maladroites, onctueuses mains potelées, tout cela s'échaude, se graisse, ferraille, tripote, frotte, bouscule, empile et range, dans un bourdonnement de rires, de cris, de bavardages, tandis que l'administrateur monte la garde devant les tentes.

C'est l'inévitable corvée à laquelle on n'échappe pas. Mme la baronne de B... y voisine avec un chanoine, docteur en théologie.

Linons et batistes. — Comme les mouchoirs s'épuisaient, il fut à la mode d'apporter ses mouchoirs de bal, douces reliques sorties d'un sachet fleurant la violette ou l'iris.

Les heureux blessés qui recevaient le don relevaient galamment les pointes de leurs moustaches, baisaient le petit carré de dentelles d'un joli geste à l'ancienne France et, le serrant précieusement dans leur portefeuille, continuaient de se moucher dans des lambeaux de pansemens...

Monseigneur. — Ces messieurs les officiers de la gare se sont fâchés : « Il y a trop d'encombrement et trop de désordre

sur les quais. Ces dames de l'ambulance ne font pas assez de ménage... etc., etc. »

L'évêque assiste silencieusement à l'algarade et se promène de long en large sur les quais. Deux petits garçons le suivent portant sa serviette bourrée de médailles : *Dieu et Patrie.*

Un train montant : des grappes de chasseurs aux portières, sur les marchepieds, jusque sur les toits : « Vive monseigneur ! » Les petits gamins « lui » tendent les paquets. Lui, tremblant de hâte, dépouille papiers, ficelles, et, par poignées, puise inlassablement, et lance à toute volée ses médailles sur chaque wagon qui passe, s'animant comme au jeu de balles. Les soldats s'excitent au jeu : « Attrapera ! — Attrapera pas ! — A moi, monseigneur ! Merci, monseigneur ! — Vive monseigneur ! »

A la gare, tout le monde est sur les quais : officiers, soldats, infirmières... Pour un peu, on applaudirait aux beaux coups d'adresse, et Monseigneur est très content. Et puis, comme le train est passé et que des multitudes de petits papiers à médailles jonchent le sol autour de lui, Monseigneur sourit mystérieusement, rentre à l'infirmerie, en ressort avec un balai... et, gravement, un peu gauchement, avec la plus grande application du monde, se met en devoir de nettoyer le quai...

A LA MANIÈRE DE FRANCE. — Que n'ai-je su le nom de ce vieux commandant, couché sur la paille d'un fourgon parmi ses hommes ?

Il n'a pas soif, il n'a pas faim ; sa jambe, enveloppée d'un volumineux pansement, ne l'incommode pas le moins du monde. Svelte et jeune sous ses cheveux blancs, sa fine tête appuyée contre la paroi de planches, il domine ses pauvres compagnons de misère, l'aspect si nettement supérieur que point n'est besoin de compter les galons de son uniforme pour reconnaître en lui le chef.

— Ah ! commandant, se récrie la petite ambulancière, peinée de voir toutes ses offres déclinées, n'accepterez-vous même pas une tasse de café ?

Le commandant sourit, prend un air embarrassé, considère la frêle jeune fille toute blanche et lui dit doucement :

— Vous voulez donc à tout prix que je vous demande quelque chose ?

— Oh ! oui, mon commandant !

— Eh bien, voulez-vous me donner ma canne, ce bâton ferré? Là... Maintenant, vous allez voir!

Péniblement il se relève, les jambes raides.

— Mon commandant, appuyez-vous sur moi.

— Oh! je marcherai bien tout seul!

Il s'arrête, fait un pas, s'arrête encore.

La jeune fille le regarde avec de bons yeux de chien d'aveugle :

— Mon commandant, si vous vouliez?

Elle se fait toute petite, lui tend son épaule, la met presque à la portée de la main de l'officier.

— Mon commandant... Mon commandant...

Il hésite avec un charmant embarras.

— C'est que, mademoiselle, nous renversons totalement les rôles...

Le visage de la jeune fille s'illumine d'un tel plaisir qu'il se décide tout à fait.

Adossé soudain, mettant une certaine coquetterie à boiter aussi peu que possible, il s'appuie fermement à sa petite compagne, rouge de fierté :

— Mademoiselle, nous allons passer en revue mon bataillon.

De wagon en wagon, ils vont tous deux parmi les groupes : elle, droite et grave sous sa coiffe blanche; lui, souriant et paternel.

Il interroge ses hommes, s'inquiète de leurs blessures, prend part à leurs souffrances, les encourage, les félicite, les console, sollicite pour eux les vivres ou les soins qu'ils n'osent réclamer.

On devine le lien profond qui les unit : chefs et soldats sont frères d'armes, hier exposés aux mêmes balles, aujourd'hui pareillement infirmes. Néanmoins, pas un ne s'étonne de voir le chef debout, tandis qu'ils restent prostrés dans leur douleur. Obscurément ils se sentent chacun dans leur rôle. Celui qui s'élança le premier de tous à l'assaut, à cette heure, se penche sur tous. Ils lui obéissent aveuglément : il leur doit de mériter cette obéissance. Il est le chef : noblesse oblige...

Ainsi parcourt-il le train, en maître et en père. Lorsqu'il s'est rendu compte de tout, il revient à son fourgon et se recouche sur la paille. Et, comme la petite conductrice insiste pour qu'il ne reparte point à jeun :

— Eh bien, maintenant, si vous le voulez bien, mademoiselle, vous pouvez me donner cette fameuse tasse de café.

La « fièvre » du pansement. — Le microbe mit un certain temps à éclore et à se développer. Il manquait de hardiesse, d'habitude, le terrain était trop neuf.

Il ne piqua pas tout le monde en même temps et fit d'abord son apparition chez celles que, secrètement, tourmentait la « vocation. » Il paya d'audace, et la contagion fit d'étonnans progrès. Bientôt le mal éclata dans sa virulence et la plus timide en fut infectée.

La crise débutait par une élévation de température, des mouvemens désordonnés et une grande nervosité dès l'approche d'un train de blessés. La fièvre augmentait à l'apparition du premier soldat couché sur une civière. A la vue d'un membre enveloppé dans un lambeau de toile rougie, les pulsations se précipitaient, les gestes perdaient de plus en plus leur coordination, le cerveau battait la campagne et les premiers symptômes se déclaraient.

Les doigts palpaient d'abord innocemment les alentours de la plaie convoitée. On offrait d'entailler le drap de la capote raidie, on proposait des épingles de sûreté, on tâtait avec délices la peau saine de chaque côté de la blessure, on posait d'insidieuses questions : « N'est-ce pas trop serré ? N'est-ce pas trop sec ? Est-ce solide ? » Le brave soldat tombait immédiatement dans le piège : d'ailleurs, il ne demandait pas mieux. Alors les doigts tremblans se jetaient sur la proie. — L'ivresse de déplier les bandes, d'enlever un à un les carrés protecteurs, de sentir la toile résister, de tamponner à l'eau tiède, de voir le coton se détacher flocon par flocon, de découvrir enfin la plaie, le mystère caché sous tant de voiles, le trou net et rond de la balle, auréolé de violet, où des bourrelets de chairs granuleuses et noircies forment entonnoir, l'entrée d'une baïonnette, ouverte sur la peau comme une bouche grimaçante et lippue s'épanouissant en hideux sourire, la pire curiosité des blessures que l'on n'ose découvrir tout à fait, tant elles paraissent horribles et profondes, l'étrange émotion de sentir sous sa dépendance ces grands corps de guerriers abattus, la vanité de remplacer par un ouvrage de ses propres mains l'ancien pansement *a priori* détestable, la persuasion de sauver un condamné à mort... et la gloire d'avoir bien mérité de la patrie !

Ainsi se développait l'accès normal.

Après cette première manifestation, le délire ne connaissait plus de bornes. Frénétiquement, la malade se jetait sur son plus proche voisin, et bras, jambes, cuisses, tête, ventre, épaules, doigts passaient entre ses mains armées d'iode et d'eau bouillie. Une fièvre sacrée l'exaltait, elle devenait machine à panser, et rien ne l'arrêtait, pas même la défense du médecin!

L'épidémie les gagnant toutes, ce fut à chaque train une débauche de coton, de toile, de tarlatane, de taffetas gommé. Sur les civières, sur les banquettes, sur la paille, sur les marchepieds, sur les quais; debout, couchés; à l'abri, en plein vent, au soleil, à la pluie, à la poussière, au froid, au chaud, ce n'étaient que pans de chemise flottans, poitrails nus, flancs ouverts, jambes déculottées. Elles pansaient, pansaient, pansaient.

La maladie prit des proportions tellement inquiétantes que tous les docteurs se liguèrent pour sévir. Ils employèrent les grands remèdes : ils enlevèrent tout droit de pansement à une bonne moitié des infirmières qu'ils renvoyèrent à leurs occupations de la lingerie ou du ravitaillement. Ils firent surgir un ordre du ministère interdisant aux dames de toucher aux pansemens sans l'ordre formel du médecin-major.

Ainsi végéta misérablement le microbe après avoir connu de si beaux jours.

L'ovation. — Nuit d'été, claire, étouffante. Du train montant qui passe sortent d'étranges sons de cornemuse grêles, aigres, nasillards. « C'est la nouba des Marocains, » explique un officier aux infirmières qui veillent sur le quai.

Aux portières, quelques burnous blancs. Tout à coup ils ont aperçu le drapeau de la Croix-Rouge et les jeunes femmes groupées devant la porte. En une seconde, farouchement, comme prendrait le feu, c'est la fantasia la plus échevelée. Des portières au toit, d'un wagon à l'autre, pendus par un bras dans le vide, gesticulant, hurlant, les regards jaillissant comme d'un brasier, les burnous déployés couvrant soudainement tout le train de grands battemens d'ailes blanches, on dirait une danse de fakirs. C'est un éclair de la folie guerrière et de la frénésie des batailles. On sent l'odeur de la poudre et du sang. On partirait en magnifiques chevauchées, chargeant à mort, droit sur les destriers...

Ils crient et leur nouba nasille *Sambre-et-Meuse*. Que crient-ils, ces démons? Quel blasphème?

Pâlissant un peu, et debout, les jeunes femmes regardent passer l'avalanche. Lorsque le train a disparu, les oreilles bourdonnent encore des vociférations...

— Avez-vous entendu ce qu'ils criaient? demande à nouveau le capitaine : « Vivent les dames de France! »

Des Marocains blessés. — Ils gardaient sur la paille ou sur leurs civières le silence et l'immobilité du désert. Il y avait de vieux chefs à la barbe blanche. O voyageur, c'est celui que vous avez rencontré sous la pure lumière, au centre du grand cercle aveuglant de l'horizon ; c'est le grave pèlerin de l'Islam, au chapelet d'ambre jaune ; c'est votre hôte de la palmeraie où les femmes sont drapées de bleu ; c'est celui dont vous avez écrit : « Un vieillard m'attendait... »

Psichari, voici ceux dont vous avez reçu la première leçon... Les voici, graves et tournés vers leur Dieu, indifférens à la douleur qui les tenaille, indifférens au voyage, indifférens aux spectateurs, indifférens au décor de leur champ de bataille et soucieux seulement d'obéir à leur destin. Les voici, fermes comme le roc, lointains et superbes, absorbés dans leur contemplation intérieure et fermés comme le silence et comme la mort...

Presque tous portaient des blessures au sabre ou à la baïonnette. Sous leurs larges vêtemens de toile bise, ils grelottaient, la nuit, de fièvre et de froid. Leurs lèvres décolorées avaient d'étranges tons de terre brûlée, et les bords de leurs blessures étaient noirs comme leurs lèvres.

Ils réclamaient tous du lait qu'ils buvaient avidement, en pasteurs nomades, se figurant, rien qu'à la douce sensation du lait tiède sur la gorge, le groupe des troupeaux au bord d'un puits ou bien des soirs pleins de cris et de rumeurs sur les villages...

Une grande timidité paralysait les petites infirmières à leur approche. Certains remuaient à peine les lèvres ou ne comprenaient pas. Elles lisaient bien une certaine reconnaissance dans leurs yeux; mais ils remerciaient à peine, farouches et hautains : « Ils nous traitent en moukhères, » constatait une jeune femme dépitée. Quelques-uns, cependant, se méprenaient à la blancheur des voiles et murmuraient : « Merci, ma sœur ! »

Les lettres. — De la large poche de leur tablier blanc,

celle que certaines appelaient en riant leur poche marsupiale, les infirmières tiraient d'inépuisables trésors.

Quand leurs blessés étaient soignés, pansés et bien repus, et que, ne sachant que faire, ils s'asseyaient sur les marchepieds d'un air mélancolique, elles puisaient joyeusement dans leur profond réservoir et tiraient des multitudes de cartes jaunes, roses ou bleues, gaies à voir, engageantes au possible, accompagnées de canifs et de crayons, et proposaient, comme une suprême récompense : « Qui veut écrire à ses parens ? Qui veut une carte ? »

Ils en voulaient tous. Les infirmes dictaient aux autres. Ainsi que le bossu de la rue Quincanpoix, on aurait pu louer son dos comme un pupitre. Ils écrivaient sur leurs genoux, par terre, sur les portières, sur les parois des wagons. Les jeunes femmes s'offraient comme secrétaires. Il y avait des adresses péniblement épelées de petits villages perdus, aux noms de vieux terroir, sur des rivières de romance ; de pittoresques mots du Midi, claquans et secs comme des castagnettes ; des mots bretons chantans et terminés en *ec*... Elles se mettaient à dix pour traduire en syllabes françaises les rudes sons gutturaux des Arabes, et n'y parvenaient pas.

Ce qu'ils écrivaient ? La plupart, l'adresse dictée, restaient sots.

— Tournez quelque chose à votre idée, madame. Surtout, ne dites pas que je suis blessé : ils s'en feraient du mauvais sang !

Ou bien :

« Ma chère épouse, c'est pour t'annoncer que je vais très bien. Le bonjour à tout le monde. Plus rien à te dire.

« Depla Édouard. »

Charitable erreur. — La jeune femme n'avait pas le temps de penser. L'infirmerie était comble. Cinq lits et trois brancards en rang sur le parquet. Un jeune homme blond, touché au ventre, se tordait en convulsions silencieuses, les yeux fous de douleur. Sur un fauteuil, un grand corps effondré grelottait sous un cachemire des Indes ramassé Dieu sait où ! Sur une civière, un Arabe noir et maigre comme une vieille chèvre suçait avec mille précautions, pour ne pas rouvrir sa lèvre fendue, un biscuit trempé de lait qu'une jeune fille

agenouillée introduisait doucement au coin de sa bouche. Dans un angle, deux dames assistaient un malheureux fracturé du bassin que tourmentaient de violentes coliques. D'autres écartaient les mouches des pâles visages sanglans qui reposaient sur les oreillers... L'infirmerie était comble, comme une ambulance après la bataille.

Elle, s'occupait de tout son cœur, très sage et appliquée, la tête inclinée un peu de côté, par attention, reléguant au plus noir d'elle-même l'angoisse.

La voix de son amie la fit trembler, soudain : « Regarde, Claire ! »

Elle tourna la tête vers ce que lui montrait sa compagne et vit deux officiers qui souriaient sur le seuil... L'un avait la tête bandée, l'autre le bras. Ils étaient jeunes, grands et portaient l'uniforme de toile jaune que revêtent les tirailleurs. Ils s'étaient glissés dans un train de voyageurs, et pendant l'arrêt venaient réclamer à boire.

« Regarde, Claire ! » La gorge sèche et le cœur froid, elle voit à leur col un numéro, le *sien*, le chiffre d'or brillant comme une étoile. Il la fascine, il lui parle, il jaillit du dolman jusqu'à son cœur qui ralentit. Elle se sent mourir de crainte.

Ils vont partir...

— Messieurs ! Lieutenant ! Lieutenant ! Messieurs, connaissez-vous Charles Génin ? Il est de votre régiment... et capitaine.

L'un s'écrie étourdiment :

— Génin ? Il est resté là-bas...

Elle ne dit plus mot : ses doigts cherchent en l'air une forme invisible, ses lèvres tremblent et son regard s'éteint. Son amie fortement la serre par le bras, et l'autre lieutenant fixe son camarade d'un œil qui comprend tout et voudrait réparer :

— Vous avez dit Pénin, madame ?

Elle revient de loin... d'un long voyage... s'accroche en naufragée à cette planche de salut :

— Non ! non ! Génin, monsieur...

— Génin... Un capitaine ? Nous avions bien Pénin, mais Génin... non, non, non...

Elle tremble convulsivement, tout se trouble autour d'elle, elle parle dans un nuage et ne comprend plus rien.

— Mon mari était bien de votre régiment. Des tirailleurs sénégalais... capitaine...

— Et de quel bataillon?

— Du premier...

— Ah! voilà! Nous sommes du second... et ne pouvons vous renseigner sur lui, madame...

Ils sortent.

— Tu vois bien qu'ils se sont trompés, Claire!

— Tu crois?... Oui?...

— Ils ne sont seulement pas du même bataillon! Sont-ils sots, tout de même... Ils auraient pu faire attention... C'est vrai que Pénin et Génin, cela peut se confondre...

— *Aaah!...* Effondrée sur une chaise, elle pleure nerveusement. Elle pleure de joie, tandis que ses compagnes, au-dessus d'elle, échangent des regards navrés.

Dernière vision. — Dans la nuit noire, sous la pluie fine, pénétrante et glacée. Les falots des équipes de secours s'enveloppent d'un brouillard de gouttelettes lumineuses. Les rails sont luisans d'eau.

L'interminable train s'achève en fourgons de marchandises, tous vides, explorés en vain... Il n'y a plus rien dans cette queue de train... Pourquoi s'engager plus avant, sous la pluie, dans l'enchevêtrement des rails?

Tout de même, ce dernier wagon...

La lourde porte roule et grince... La jeune fille se hisse avec sa lanterne, explorant le grand fourgon noir... Elle ne peut retenir un cri!

Dans l'ombre, tout à fait dans le fond, bien à l'abri, sur la paille, comme à la crèche, dans le même dénuement et le même abandon, un zouave est allongé, mourant, les yeux fixés sur un souvenir d'épouvante, ouverts dans le vide et ne voyant pas.

Et près de lui, penchée, la silhouette jadis si familière d'une cornette de sœur : grandes ailes blanches, toutes palpitantes d'espérance et d'amour, planant sur ce mystère de douleur et de mort.

PENDANT LA RETRAITE

Le 25 août au matin, tout un train de Méridionaux venant de la forêt de Beatrix. « Ils nous ont bien arrangés! Voyez ce qui reste. Les pauvres! Tous les officiers de la compagnie sont tués. »

Ce sont des soldats du 17e corps. Ils sont tellement surpris d'en être réchappés qu'ils ne se rendent pas encore bien compte de la distance qui les sépare du champ de bataille. Ils ne sont pas encore certains d'être saufs.

A l'ambulance, les visages se sont assombris :

— Mais enfin... passeront-ils?

— Nous les avons délogés du bois à la baïonnette.

C'est tout ce qu'ils savent, et pour cela ils sont contens. Qu'importe ce qui est arrivé ailleurs? Eux, dans leur coin, ils ont fait consciencieusement leur ouvrage. *Nous les avons délogés à la baïonnette.*

De groupe en groupe, on glane des détails effarans.

— Au lieu de fusils, ils ont des mitrailleuses. Oui... Cla-cla-cla-cla... des compagnies entières... Il y en a dans tous les buissons, derrière chaque arbre, dans les branches... La forêt d'Ardennes en est bourrée comme de feuilles... Plus on en tue, plus il en sort...

— *Mais enfin, passeront-ils?*

— *Nous les avons délogés à la baïonnette...*

Le train part... Un certain malaise règne sur les quais où traînent les lambeaux de pansemens rouges. Pour la première fois, les têtes se courbent et les mouvemens spontanés se paralysent. Sur la flamme d'espoir un souffle d'angoisse a passé. Chacun se tait, portant son propre souci...

Un autre train... un autre train... un autre encore! La journée est accablante. Chaleur torride. Les coiffes blanches serrent les tempes comme un étau, les cheveux plaquent sur les fronts luisans de sueur, les gorges sèchent de soif et de poussière : il faut courir, il faut courir! Voici que l'heure de la vraie servitude est arrivée...

La voie charrie des blessés comme un torrent les troncs d'arbres de la forêt dévastée. Voici qu'il ne s'agit plus de donner son temps, maintenant, et son savoir, mais son cœur, tout son cœur, toute l'inépuisable pitié, toute la fraternelle charité, tout le dévouement et tout l'amour.

Voici qu'il te faudra refaire quotidiennement le miracle de la multiplication des pains et du multiple don de toi-même. Ce ne sont plus tes quatre wagons que, pendant deux heures, bien à l'aise, tu as le loisir de visiter soigneusement, homme par homme, avec des gestes jolis et des rites minutieux. Six wagons,

huit wagons, maintenant, et quels wagons! Et tout le train, bientôt, qu'il te faudra parcourir, un lourd bidon de grog ou de café au bras, interrogeant, cherchant, fouillant tous les recoins à la découverte des abandonnés, grimpant, sautant, enjambant les marches et les corps, rampant sous les civières, recueillant les prières, les plaintes, t'ingéniant à soulager avec des moyens de fortune les pires misères, et les plus désespérées.

Ils t'appelleront ma sœur, ils t'appelleront maman, ils s'obstineront à te reconnaître pour « une dame qui habite Paris... Oh! vous lui ressemblez tant! » Leurs yeux te supplieront de rester le plus longtemps possible et de leur sourire, de leur sourire inlassablement.

Et souvent, tu n'auras rien à leur donner que ce sourire et le geste maternel de passer sur un front brûlant ta main fiévreuse aussi, mais qu'ils trouveront fraîche... Oh! la suprême tentation, avec ta main, d'y poser tes lèvres... sur la pâleur de cette face que l'ombre de la mort bleuit... la pauvre face douloureuse de tous ceux-là qui passent, terrassés, abattus, tous ceux-là, tes frères, tes maris, tes fils, tes pères, ta race et ton sang... ceux qui furent si beaux, si grands et qui te semblent si petits... tes enfans, tous ceux-là, tes pauvres enfans sur qui tu pleures!

Voici que l'heure est venue de la servitude et de la douleur.

La tâche devient écrasante. Il y a des blessés partout, dans les trains de voyageurs, dans les fourgons de marchandises, et les trains d'évacuation ne se comptent plus. Pour un d'annoncé il en arrive trois. On ne les annonce même plus à l'avance.

Il faut un service permanent sur les quais. Plusieurs services en même temps sur plusieurs quais. Le personnel des cuisines succombe à la tâche. On bat le rappel en ville. On manque de linge, on manque de lait. De quoi ne manque-t-on pas? Et cependant les administrateurs se multiplient. Ils seront les maîtres de la situation, coûte que coûte : et l'on sent la volonté ferme de rester l'organisation modèle.

— *Chez nous*, on ne *flanchera* pas. Le *Patron* l'a dit.

26-27 août. — L'évacuation des blessés de Charleroi continue. Il y en a trop. Certains courages commencent à faiblir. Par contre, la Foi, ayant à lutter, prend conscience de sa force et de ses profondes racines.

— Nous étions dix contre un.

— Nous les arrêterons.

— Les sabres taillaient, les baïonnettes crevaient la chair molle. Quand nous n'avions plus d'armes, nous luttions avec nos griffes, avec nos dents, comme un troupeau de loups sauvages. Le village fut pris et reperdu cinq fois.

— Nous les arrêterons.

— Quand nous avions détruit un régiment, un autre surgissait comme de dessous la terre. Dans le sang de leurs morts germent des bataillons.

— Nous les arrêterons.

— Tous nos camarades sont restés là-bas. Le colonel est mort, les lieutenans, cinq capitaines...

— Nous les arrêterons.

... Et voilà que tu apprends que celui-là que tu aimais... celui-là que tu t'efforces de reconnaître dans chaque pauvre visage mutilé... celui dont la seule pensée décuple ton courage... celui qui te soutenait, qui t'exaltait... ta seule raison d'être... ta joie, ton orgueil, ton espoir et ton secret tourment... celui qui te rend si vaillante et si forte, et si douce à tous ceux qui passent... le centre de ta vie, la racine profonde de l'arbre de ta destinée... voilà que tu apprends que ces blessés qui passent l'ont vu tomber, là-bas, et l'ont laissé.

Voilà que sur les réalités de tout à l'heure un grand voile descend... que tout se dérobe... que le vertige s'empare de toi, et que tout fuit... et que tu sens dans l'univers immense ton cœur seulement exister, sous ta douleur qui te semble au centre du monde...

Voilà l'épreuve dernière où tout va sombrer. Voilà que tout maintenant va finir. Tous meurent, et le tien aussi, que tu voulais invulnérable. Tous meurent... et le tien... Tout n'est-il pas perdu?

Alors, d'un élan farouche, tu te redresses, tendue vers l'absolu, quand même, et combattant sur l'idéal terrain où le prix du sacrifice est sans mesure. Après le baptême de la Douleur, tu comprends maintenant la valeur de ta race, tu vois nettement le signe dont elle fut marquée. Levée en face de ceux qui doutent, claire et droite sous la magnifique lumière de la douloureuse foi, tu affirmes tranquillement :

— Nous les arrêterons.

Vraiment, il y avait un certain mérite à ne pas désespérer... Voilà que le torrent ne charriait plus seulement les tronçons

brisés du glaive, les armes et les combattans hors de combat. C'étaient des villes, maintenant, toutes les villes emportées par l'orage; les familles, pêle-mêle, les enfans, les vieillards, les femmes; les uns demi-nus, pâles, hagards, surpris dans leur sommeil par le sinistre; les autres chargés du plus touchant butin, tout ce qu'ils avaient pu entasser dans des sacs, toutes les chères et précieuses choses. Les femmes auraient voulu prendre toute leur maison dans le pan de leur robe et n'avaient réussi qu'à s'encombrer des choses les plus réellement attendrissantes. Ils avaient oublié leur trésor dans l'armoire ouverte et serraient sur leur cœur une cage à serin. Là suivaient les bêtes familières, chiens et chats. Que n'avaient-ils pris chèvres, poules et lapins? Cela ressemblait à la déchirante image des flots d'inondation, charriant à la suite l'un de l'autre tous les hôtes de la maison riveraine : les parens, le petit berceau de bois, et le chien de garde au ventre gonflé, pattes en l'air...

Des épaves. Riches, pauvres, jeunes, vieux, tous égaux sous la menace du Fléau : les vieillards accrochés aux robustes dans le secret effroi d'être laissés à l'abandon, les mères courbées en deux sur l'enfant qu'elles veulent dérober dans leur sein avec le geste séculaire d'Agar chassée...

Tous égaux devant la misère, devant le froid, devant la faim. Ils tendaient des pièces d'or au bout de leurs mains suppliantes : « Du pain ! Rien que du pain ! A tout prix ! » Mais qui donc aurait prévu de tels besoins?

Du pain, il n'y en pouvait avoir pour eux, à aucun prix. On leur disait : « Attendez jusqu'à l'autre gare ! » Et voilà deux jours que certains attendaient !

Les infirmières avaient l'ordre de ne rien distraire des réserves pour les blessés. Devant l'étalage des postes de secours installés pour le prochain train de soldats, les yeux s'élargissaient de souffrance et de convoitise, les poings se tendaient, les injures pleuvaient. Et si quelque jeune femme apitoyée se laissait aller à céder en cachette une tartine de pain ou du bouillon, cela représentait tout juste une goutte d'eau dans un grand tonneau vide.

Il régnait un état d'esprit bizarre chez quelques membres de l'infirmerie. On en voulait presque à ces gens d'encombrer les trains, les quais et les services. Ce fleuve débordant devenait par trop envahisseur. C'était bien assez avec les soldats. Qui

pourrait tenir ? On commençait à s'avouer de l'impuissance. Une grande lassitude et certain découragement attiédissaient le zèle. On leur en voulait d'être trop. On leur en voulait de leurs récits. On les rendait responsables de leurs villes incendiées et de leurs maisons écroulées. On leur en voulait de semer la peur. Comme l'antique porteur de mauvaises nouvelles, ils étaient maudits.

Pauvres gens !

A la gare, beaucoup s'indignaient et criaient bien haut leur indignation devant de telles misères non secourues. Un soir, on descendit un cadavre de petit enfant mort de privations. On le prit aux bras de sa mère... qui dut continuer son voyage.

Ce fut le signal d'une mesure de clémence : la Ville donna du lait pour les enfans et des boules de pain à distribuer.

Les trains se succédaient sans interruption. L'encombrement de la voie était indicible : convois de troupes, blessés, émigrés, bétail, chevaux, matériel... C'était le temps où, pour franchir cinquante kilomètres, on mettait dix heures, quand on arrivait à les franchir.

Le service de l'infirmerie ne devenait plus, à proprement parler, un service. On n'osait plus donner des ordres, ni parler de haut. On ne peut exiger du dévouement. Répondait à l'appel qui voulait. Les rangs se clairsemaient. Sous une apparence d'ordre on sentait que la débâcle générale gagnait aussi ce service-là.

Il en résultait que les mêmes, toujours, se retrouvaient sur les quais. Beaucoup s'y installaient à demeure, passaient la nuit sur les bancs et se restauraient à la cantine de leurs blessés. Ils formaient une sorte de clan dans la société de ceux qui revenaient régulièrement à leurs anciennes heures de service, tous les deux jours, comme si rien n'était changé.

Ceux-là, c'était le clan des « fidèles, » les vieux « grognards ; » comme tels, dévoués avec rage, irascibles, un peu hirsutes, n'en faisant qu'à leur tête et criant plus fort que le « Patron. »

Pâles, étiques, le visage tiré, les yeux exorbités ou creusés au fond des paupières noires, plus très élégans, — ni même très propres — ils considéraient de leur hauteur les petites dames poudrées et blanchies de frais qui revenaient de-ci, de-là, l'après-dîner, et les bousculaient avec un certain plaisir.

Mille bras, des ailes aux pieds, suppléant à tout par l'ingénieuse intelligence du cœur, ils régnèrent en maîtres pendant les derniers jours.

Ils ne lisaient plus les journaux. Ils ne savaient plus rien. Ils étaient là, suspendus à cette vie qui circulait sur la voie de l'Est, puisant à cette large artère la force et le courage. C'était là, et là seulement, qu'ils mesuraient les pulsations, les sursauts d'énergie de leur patrie; là qu'ils se penchaient avidement comme au chevet d'un malade atteint d'une fièvre brûlante, se débattant dans les plus violentes attaques... Qu'allait-il en sortir? Mort ou Résurrection? Rien au monde ne les aurait fait quitter leur poste. Ils se penchaient, ils écoutaient :

« D'où venez-vous? »

Ce n'était plus de Belgique, déjà. C'était des Ardennes, c'était de Meuse... Les évacués jetaient des cris sinistres dans la nuit :

« Mézières-Charleville brûle! La gare de Sedan est en flammes! »

Et les soldats :

« La Meuse est rouge de sang. Il y avait tant de cadavres, que nous aurions pu la traverser à pied sec. »

On ne comprenait plus. Les uns parlaient de déroute. Les autres d'éclatantes victoires. Ils venaient de partout, du Nord, du Nord-Est, de l'Est. On se perdait en conjectures... De sensationnels renseignemens, sortis on ne sait d'où, entretenaient un certain optimisme.

Le « Monsieur qui a dîné la veille avec un très haut personnage » confiait mystérieusement :

« On les attire dans la vallée de l'Oise. » Un guet-apens. Sur les hauteurs, les 75 sont tellement serrés que les batteries touchent les batteries. »

D'autres :

« Ce sera près de Châlons, aux Champs Catalauniques. Nouveaux Huns, moderne Attila. »

Un matin, passèrent une série de trains sanitaires bien ordonnés, les blessés rangés dans des civières, chaque wagon sous la garde d'un infirmier présidant lui-même à la distribution des vivres. Enfin, des trains modèles... comparés au pitoyable agencement des fourgons à bestiaux habituels.

On se renseigna : les ambulances de Reims évacuaient...

Les ambulances de Reims!...

Le même jour parvint un ordre du ministère : il était désormais interdit de descendre un blessé du train pour le soigner dans les ambulances de la ville, quel que fût son état...

Le lendemain, nouvel ordre : les ambulances de la ville devaient se tenir prêtes à évacuer.

30 août. — Dans la gare, nouvelle cause d'encombrement. C'est la ville qui fond, à son tour, la ville qui s'écoule, se vide, se disloque. Ininterrompu défilé de sacs, de bagages, de parens et d'enfans. Les premiers prennent un air dégagé de gens qui s'en vont aux bains de mer : un rien d'un peu trop fiévreux dans leurs gestes trahit leur hâte et leur gêne.

Ironiques, les jeunes femmes ont sorti sur les quais toutes les chaises de l'infirmerie, et bien droites, l'air très sage, s'appliquent à coudre des flanelles pour les soldats, avec la tranquillité la plus parfaite. Toute la ville défile devant elles... suant sous les manteaux et la charge des paquets.

De temps en temps elles lèvent la tête, interpellent une passante avec la plus profonde stupéfaction.

— Comment, et vous aussi, madame?

Leur attitude est une muette protestation... Quelle joie maligne lorsqu'elles reconnaissent un de leurs compagnons de la veille : « La consigne est de tenir... On ne désertera jamais son poste... Même sous le feu de l'ennemi. »

Au fond, elles trouvent tous ces gens-là un peu fous. Elles avouent bien un certain malaise, mais appartenant à la race de celles qui ont peur d'avoir peur, elles resteront aveuglément optimistes.

Leur infirmerie est toujours aussi nette, aussi soignée. Elles continuent à faire bouillir leurs marmites aux compresses, à tailler des bandes de toile, à plier en quatre des plaques de coton; leur cahier-journal est tenu scrupuleusement à jour. Chaque soir le comité se réunit à la même heure. La « façade » est maintenue, l'ambulance de gare est toujours là, son petit drapeau blanc se balance au-dessus de la porte.

Les trains d'évacuation se précipitent, les trains de blessés s'espacent. Quelques voix timides insinuent que la ligne est peut-être menacée... que l'on a choisi pour les blessés un autre chemin plus sûr... Ces voix s'éteignent dans une huée générale.

Cependant, les officiers de la gare, eux-mêmes, tiennent

des conciliabules suspects. La sonnerie du téléphone résonne trop souvent. La menace s'appesantit, et ceux qui souriaient se taisent. Par habitude, machinalement, on contredit les porteurs de mauvaises nouvelles... On ne veut rien savoir... On se surveille mutuellement. Malheur à celui dont le visage reflète de sinistres pensées ! L'espoir, jusqu'au bout.

Les chefs tiennent. L'un d'eux, vénérable entre tous, reçoit, un de ces soirs, en plein visage, l'annonce de la mort de son fils... Il n'y a pas à douter : ses Marocains, blessés, gisent dans les wagons qui passent, et tous sont unanimes : leur capitaine est resté là-bas... Debout devant ses hommes, superbe, tête nue, il commandait le feu... une balle en plein front...

M. G..., qui était un peu pâle, pâlit encore plus, mais resta sur le quai. L'heure du Conseil venue, il assista comme de coutume à la séance, partit quand son tour vint, aussi droit, aussi correct, aussi maître de lui... Il marchait seulement plus vite qu'il n'aurait fallu.

31 août. — La ville est plus qu'à demi désertée. L'ambulance ne vaut guère mieux. Il n'y a plus de ville ; il n'y a plus de gare ; il n'y a plus d'ambulance. Il n'y a qu'une poignée d'obstinés qui se groupent autour du « Patron. »

Il vient sans être annoncé... Service de fortune... Nuit noire. Des wagons à bestiaux intercalés de fourgons pleins de matériel et de « trucs » vides... Pas une lumière, toutes portes fermées, longueur interminable du convoi. Il faut le suivre sur la voie libre, loin du trottoir des quais, dans l'enchevêtrement des rails où les pieds bronchent.

Un cheminot pitoyable précède la petite infirmière avec un falot. Ils s'éloignent tous deux sur la voie noire. La clarté de la lanterne fait à leurs pieds un carré de lumière, et leurs formes se dessinent, ombre sur ombre, à la Rembrandt.

Ils ont découvert entre deux files de trucs vides un grand wagon fermé. Ils font rouler la lourde porte qui grince et geint. Le falot découvre de la paille qui sort comme d'un râtelier, de grosses bottes, et, dans le fond, une face bandée, des jambes et des bras émergeant de la paille.

La petite forme blanche de la jeune femme se hisse, rampe sur la paille entre les corps étendus qu'elle devine et tâte dans le noir. Des voix dolentes gémissent : « Attention à mon pied ! Gare à mon bras ! » Dans le fond, à gauche, un râle continu,

régulier comme un soufflet de forge. En face, une plainte douce et vague : « J'ai soif ! »

Ils sont vingt, trente, là, étendus côte à côte... Il ne faut pas réveiller ceux qui dorment : ils sont si malheureux ! Un petit chasseur se plaint. Il ne peut remuer, il a le bassin fracturé ; mais comme il boirait bien un peu de bouillon ! Ceux-là grelottent de fièvre : « De l'eau ! rien que de l'eau ! »

Le cheminot fixe son falot à la portière et court aux provisions. La jeune femme reste toute seule avec eux.

Près du pauvre petit chasseur immobile, l'homme qui râle se met à délirer tout haut. C'est un homme à barbe grise, maigre, cave, les deux mains crispées sur sa poitrine. Il hoquette, il étouffe. Le petit chasseur explique que « depuis le commencement, c'est comme cela. » Il a une balle dans le poumon.

Entre le petit chasseur et le moribond la jeune femme s'est agenouillée, attendant du secours. Elle remue la paille doucement autour d'eux, préparant leur litière ; elle fait des coussins pour la tête, elle en fait pour soutenir les jambes... Le moribond s'épuise en efforts désespérés. Il veut se mettre sur son séant, il étouffe. Elle l'aide, doucement, doucement... La pauvre tête ballotte, le corps oscille et ploie comme une tige déracinée.

La petite le soutient de son épaule, et la pauvre tête, son point d'appui trouvé, cherche refuge là. Les mains fiévreuses se tordent en convulsions, grattent le drap de la capote et cherchent à ramener sur le corps une couverture imaginaire. La pression de deux petites mains fraîches les calme.

Il s'est emparé d'elle, il s'accroche à elle, il ne veut plus la quitter. Maintenant, des paroles saccadées, entrecoupées de hoquets et de râles, sortent de ses lèvres qui tremblent :

« Les vaches ! Ils m'ont crevé ! Et je n'en ai pas crevé un seul ! J'ai quatre enfans ! Les vaches ! ils m'auront eu ! Madame, descendez-moi ! Ne partez pas ! Ne partez pas, madame ! Descendez-moi ! Mourir, mourir dehors, que j'dis ! Pas là-dedans, dehors ! Mourir dehors, mourir dehors ! »

Monotone, lente, convulsive, la plainte s'exhale après chaque râle : « Mourir dehors ! »

La lueur du falot baisse... Quelques blessés réveillés par leur camarade se mettent à gémir aussi. Le chasseur s'agite avec de petits grognemens, et toujours la plainte monotone : « Mourir dehors, mourir dehors ! »

Dans son impuissante détresse, la petite pleure. Ses larmes tombent, chaudes et salées, sur le front de l'agonisant. Elle reste là, elle ne sait plus combien de temps. Cela lui paraît des heures et des heures, cela ne finira jamais. Elle a mis ses lèvres à la coupe amère. Jamais plus elles ne s'en détacheront. Elle a touché le fond de la misère humaine. Cet homme va mourir là, sur son épaule, et tout va mourir, ici...

Le cheminot revient avec des vivres et des coussins de balle d'avoine. Un aumônier l'a suivi.

Ils trouvent l'agonisant endormi sur l'épaule de la jeune femme... Le train va repartir... Avec mille précautions ils soulèvent le pauvre corps apaisé, le calent avec des coussins dans l'angle du wagon. Et le prêtre, comme adieu, lui donne l'absolution suprême...

1er septembre. — Les hôpitaux sont évacués ou vont partir. On ne sait plus rien. On vit dans un rêve. On raconte que la forêt de Compiègne brûle, que Soissons est en flammes, que l'état-major anglais est dans les environs, que Paris est perdu... et que l'on entend le canon.

A l'infirmerie, plus personne qu'une dizaine de dames et le « Patron. »

Le matin, un petit automobiliste anglais vient se faire panser le pouce. On l'interroge. Il ne sait rien. Il vient de Compiègne. Il va vers le Sud, il est content de son sort et rit tant qu'il peut. Il n'a pas l'air de faire la guerre. Il est là comme en excursion. Son assurance et sa belle humeur ramènent, pour un instant, un peu de gaieté dans l'ambulance.

Le morne après-midi se passe à l'infirmerie, toutes portes fermées, dans la chaleur, l'attente et l'abandon.

Le brouhaha des gens qui partent vient frapper les murs de la grande salle blanche. Tout est en ordre. Sur le comptoir de marbre poli les piles de boîtes minutieusement étiquetées, les rangées de bocaux, les alignemens de flacons inégaux, les plateaux et les cuvettes... l'étuve... le fourneau à gaz... les cinq lits blancs... la symphonie des petites choses très nettes et très pures chante dans le silence et l'espace désert... Les deux dames de garde, très blanches aussi, s'immobilisent sur deux chaises, écoutant le concert des petites voix familières accompagnées en sourdine par les battemens angoissés de leur cœur.

Vers quatre heures, la porte s'ouvre violemment devant le « Patron. » Il veut rire, comme toujours, mais personne n'est dupe. Il y a « quelque chose. » Les dames le suivent... tout ce qu'il reste de « fidèles. »

Dans la petite salle du Conseil, on tient une assemblée suprême. Le « Patron » vient de recevoir un ordre du ministère; il faut évacuer...

C'est donc la capitulation? C'est donc fini? Eux aussi devront fuir? Une désertion? Ils se regardent, consternés. Amèrement une jeune femme rappelle la première réunion générale, les résolutions héroïques, les paroles enflammées : « Les infirmières ne devront pas quitter leur poste, quand ce serait sous les obus! »

L'ordre est formel. Il faut évacuer la gare. Les douze sont là, rebelles, sourds, têtus. Alors, le Patron trouve une transaction. « L'ambulance reste constituée. Nous nous mettons à la disposition du ministre de la Guerre pour être envoyés n'importe où, sur la ligne de feu... Cela va-t-il? »

Personne ne « flanche! » ah! personne ne « flanche » certes. Le « Patron » est très fier. Ils se voient déjà campés en nomades. Une ambulance! Une vraie! Des tentes, des lits de sangle, le froid, la faim, les balles, les obus, la souffrance, la captivité, la mort... Ah! la belle aventure!

Une dame supplie qu'on ne la sépare pas de sa petite chienne, son unique amour. D'emblée l'adoption de la chienne est votée. Ce sera la chienne de l'ambulance!

On dresse une liste de noms, on sonde les courages, les bonnes volontés, on s'excite mutuellement au sacrifice. On rédige une demande télégraphique au ministère, et l'on se sépare dans le plus pur enthousiasme.

Par habitude, deux dames viennent relever la garde. Jusqu'à la dernière minute, elles tiendront.

L'évacuation de la ville se précipite dans la fièvre croissante. On a peur, déjà, de ne pouvoir partir assez tôt. On assiège la mairie pour les sauf-conduits, on assiège la gare. Les rues sont encombrées des villageois environnans. Ils fuient, droit devant eux, tous leurs biens sur leur charrette, sacs, paillasses, bois de lits, femmes, enfans, bêtes... la vache, l'âne et les moutons précédant la petite troupe. Toutes les pauvres carrioles sont sorties des remises. Quand il n'y a plus de chevaux,

ni d'ânes pour traîner, l'homme s'attelle à une charrette à bras. Les pauvres poussent des brouettes. Enfin, ceux qui n'ont rien vont à pied, tribus errantes, un bâton sur l'épaule, balançant le mouchoir noué sur tout leur bien...

Au pas, régulièrement, sans tourner la tête, sans s'arrêter, ils marchent droit devant eux, l'un à la suite de l'autre, les cornes des bœufs chargées de la paille qui tombe du char à foin qui les précède, la tête de l'homme près de la croupe du dernier bœuf, la brouette derrière le char-à-bancs, et les vieux claudicans se soutenant l'un l'autre. On porte une vieille infirme sur un fauteuil. Ceux-là poussent devant eux d'immenses troupeaux de moutons dans une dernière auréole de poussière et de soleil.

C'est une file ininterrompue qui s'allonge sur toutes les routes, venant du Nord et de l'Est, fuyant vers le Midi. Un torrent qui s'écoule, auquel ne peut résister aucune digue, l'invasion pacifique avant l'autre invasion. La route leur appartient. C'est l'exode... Ce sont les fuyards séculaires que chasse devant elle la horde sauvage, les migrateurs, ceux qui annoncent l'ennemi.

— D'où venez-vous?

Un cycliste interpellé se lève droit sur ses pédales :

— Êtes-vous fous? Que faites-vous encore en cette ville? On se bat à Villers-Cotterets. On se bat à Crespy-en-Valois. Demain ils seront à Dammartin. Et dans deux jours chez vous!

Toute la nuit, la procession continue sur les routes. Chaque voiture a une lanterne, et l'on dirait une chaîne de lucioles dansant sur les collines au bruit de mille grelots.

L'armée anglaise en retraite traverse la ville. Des patrouilles de dragons croisent à travers champs. Les chevaux galopent lourdement, hennissent, se battent... On s'imagine entendre les uhlans.

A minuit, le dernier petit *boy-scout* parcourt les demeures des infirmières. Le dernier *Croix-Rouge* tinte à travers la nuit; dernier appel, dernière réunion. Le ministère a répondu par un ordre de dislocation. Il n'y a plus d'ambulance.

Dans un train qui va partir, on met un wagon à la disposition des infirmières... Il n'y a pas de temps à perdre : « ils » vont être là.

« Ils » vont être là!...

Que faire? Partir ou rester?

Toute la nuit, derrière les fenêtres éclairées, on devine de fiévreux préparatifs, des entassemens désordonnés au fond des malles, des cœurs qui battent la chamade, des cerveaux surchauffés, des gorges sèches, des membres lassés et surexcités qui finissent par ne plus coordonner les mouvemens à l'ordre reçu.

De mystérieux travailleurs, entrevus par les soupiraux des caves, fouillent le sol. Leur bougie posée devant eux projette sur le mur une ombre immense qui brandit une pioche avec de furieux gestes de criminels... Ils ensevelissent leurs trésors comme des voleurs dans leurs cavernes.

Des automobiles en trépidation attendent devant le grand trou béant d'une porte cochère, ouverte sur la profondeur d'une noire avenue. Au fond de l'allée, une lumière brille au seuil de la maison, comme à la fenêtre du château de l'ogre, dans le petit Poucet.

Ici, déjà le désert, le silence morne, la tristesse désolée des grands portails de fer clos sur les jardins... La demeure est abandonnée. La famille a quitté le foyer qui reste seul, comme un autel en prière, prêt à être consumé par le feu du ciel. Les maisons désertées attendent comme des sphinx, redoutables par la mystérieuse force qu'elles tiennent enclose derrière leurs murailles dressées; muettes, passives et résignées comme des victimes offertes au monstre acheminé vers elles. Les maisons désertées montent une garde silencieuse, le long des routes, au milieu des jardins magnifiques où le généreux été de notre belle France ploie les branches des arbres sous une lourde moisson de fruits. Dans la solitude des larges pelouses, les reines-claude mûres tombent sur les corbeilles de montbrésias...

Les reines-claude tombent une à une, petites gouttes dans le temps qui s'écoule. Les beaux arbres, comme des sabliers, marquent l'heure par la chute de leurs fruits d'or... Hélas! Hélas! le jour grandit... Un merveilleux soleil brille sur la ville désolée... La terre est nue sous la lumière nue.

« Ils » vont être là!...

Chaque silhouette apparue au sommet des collines semble suspecte. La tache noire des bois lointains paraît se déplacer. Les rayons qui jouent entre les branches révèlent des sentinelles aux aguets. Tout point brillant sur une route est l'éclair du

casque abhorré... Des piétinemens de chevaux font courir aux portes...

« Ils » vont être là!

A midi, des avions planent en larges cercles sur la ville. Ils ne sont pas français. Des avions planent lentement, comme des éperviers sur une proie certaine.

Le canon gronde nettement vers Dammartin. Il se rapproche, sa lourde et profonde voix s'appesantit, il tient tout l'horizon...

« Ils » vont être là!

Le dernier train quitte la gare vide. La porte de l'ambulance est close. Le drapeau blanc n'y flotte plus. Le dernier train quitte la gare, avec tous les officiers... Derrière lui, les ponts vont sauter... C'est fini... la ville est séparée du monde. Le monstre peut venir.

Les Barbares peuvent venir : le bon Pasteur qui garde notre race les attend là. Sur la ville abandonnée veille l'unique tour à face de sphinx, la cathédrale, calme, droite, hautaine, pleine de mystère et de clarté.

O fleur jaillie de notre fine terre, taillée par nos aïeux comme une figure de proue, face à l'envahisseur; sentinelle vigilante au seuil de notre sol vierge de toute souillure ennemie; dieu-terme, borne pétrie de notre pierre, de notre sable, de notre terre, de notre esprit, de notre amour, de notre foi; borne qui leur as dit : « Vous n'irez pas plus loin! » Tu régnas sur la pauvre ville abandonnée comme la Bergère sur le doux royaume, au temps des Anglais.

Les vagues de la grande Horde déferlèrent jusqu'à tes pieds.

Ils pointèrent vers toi leurs gros canons, mais en vain.

Tu fus la triomphante tour qui sonna la première cette glorieuse résurrection :

La victoire de la Marne.

José Roussel-Lépine.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN NOUVEAU « ROMAN DE GUERRE » ANGLAIS

Let Priest and People weep! par Richard Shanahan, un vol. in-18, Londres, librairie Gay and Hancock, 1916.

Francorchamps est, — ou plutôt était, car Dieu sait quels pitoyables vestiges en subsistent désormais! — un gros village wallon de la frontière allemande, tout proche de cette ville de Stavelot par où ont pénétré en Belgique, le 4 août 1914, les troupes prussiennes du camp d'Elsenborn. C'est dans ce village qu'était venue naguère se fixer la très honorable famille des Simonnet, après s'être heureusement enfuie de sa cité natale de Malmédy, située de l'autre côté de la frontière et soumise, depuis tout juste un siècle, à la domination prussienne. Les Simonnet s'en étaient enfuis pour échapper aux vexations de toute nature dont les accablait l'autorité allemande, en punition, tout ensemble, et de leurs propres sympathies envers la Belgique et de la conduite de leur unique fils, qui, désertant son poste à bord de l'un des cuirassés de la marine de guerre impériale, était allé notoirement s'engager dans l'artillerie belge. Si bien que l'un des premiers soins du colonel Wagner, le matin du 8 août 1914, tout de suite après son arrivée à Francorchamps, — où il avait reçu l'ordre de « faire un exemple » qui eût de quoi inspirer une épouvante salutaire aux populations du pays wallon, — avait été de s'enquérir de la maison habitée par le vieux Martin Simonnet et sa fille Louise, qui s'était encore exposée récemment aux tenaces rancunes de l'Allemagne en épousant l'un des plus zélés « patriotes » de la région.

Promenant son regard autour de soi, le colonel Wagner aperçut une femme qui traversait rapidement la voie ferrée, en arrière des troupes.

— Qu'on l'arrête! dit-il.

Aussitôt deux soldats sortirent des rangs, et empêchèrent la femme d'avancer en croisant devant elle les canons de leurs fusils. La femme ne prononça pas une parole, et se contenta de tordre ses mains avec une mine effarée. Le colonel Wagner s'approcha d'elle.

— Dites-moi où se trouve la villa des Simonnet!

— Je ne sais pas! répondit la femme.

— Comment, vous ne savez pas? Oseriez-vous plaisanter avec moi? Allons, répondez à ma question, ou bien je vous fais fusiller tout de suite!

— Je ne sais pas!

— Que l'on me fusille cette drôlesse! s'écria Wagner.

Sur quoi les deux soldats, s'étant reculés de quelques pas, firent feu simultanément; et le corps de la femme s'abattit à leurs pieds.

Cet incident eut pour effet d'en amener un autre, non moins imprévu. Au moment où la femme venait de tomber, on entendit s'élever un grand éclat de rire; et une voix perçante s'écria, en patois wallon :

— Oh! quelle farce! voilà qu'ils ont fusillé la mère « Je-ne-sais-pas! »

— Que l'on m'amène ici cet insolent! commanda Wagner.

Et lorsqu'on lui eut amené l'auteur de l'étrange exclamation, un jeune garçon nu-pieds et nu-tête, avec l'apparence d'un mendiant ou d'un maraudeur :

— Eh bien! coquin, qu'est-ce qui te fait rire? Dis-moi tout de suite où se trouve la villa Simonnet, ou bien je t'envoie dans l'autre monde tenir compagnie à cette vieille femme!

— Celle-là est bonne! les voilà qui ont fusillé la mère « Je-ne-sais-pas! »

— Misérable idiot! hurla le colonel, en frappant au visage le jeune garçon, d'un coup de poing qui le fit tomber à terre.

Et sans doute ce geste de l'officier fut interprété comme un signal : car aussitôt deux autres soldats s'élancèrent contre la figure inanimée qui gisait en travers du chemin, et lui écrasèrent la tête avec les crosses de leurs fusils. Ce que voyant, un vieil homme en redingote noire, qui venait de sortir de l'une des maisons voisines, s'avança vers le colonel, ôta poliment son chapeau, et dit en français, d'une voix contenue :

— Monsieur, vous avez fait là deux choses que vous n'auriez sûrement pas faites si vous aviez pu connaître la vérité! Cette pauvre femme que vos hommes ont fusillée était complètement sourde. Tout le monde ici l'appelait : la mère « Je-ne-sais-pas, » parce que ces mots lui servaient de réponse à toutes les questions qu'on lui adressait. Et quant à ce malheureux garçon que vous avez soupçonné de se moquer de vous, celui-là était un faible d'esprit bien innocent de ce que ses paroles pouvaient avoir d'incorrect. Si vous aviez interrogé, de préférence, n'importe quel habitant qui fût en état de vous répondre, vous auriez appris tout de suite que la villa Simonnet était la quatrième à droite, en remontant la rue!

Bien loin d'exprimer le moindre remords de sa double erreur, comme

aussi de songer à remercier le nouveau venu, Wagner fixa sur ce dernier le regard glacé de ses yeux de métal, et lui demanda de quel droit il se permettait de l'interpeller. Et comme son interlocuteur, en réponse, lui faisait savoir qu'il était depuis un quart de siècle le médecin du village :

— Oh ! oh ! interrompit Wagner, vous êtes ce médecin qui déjà, tout à l'heure, a eu l'aplomb de délivrer un certificat à la veuve d'un espion exécuté par mes ordres; et voici que vous osez de nouveau critiquer mes actes ! Allons, qu'on me fusille cet individu !

Et ces soldats qui déjà ne s'étaient pas fait scrupule de tuer une vieille femme et un jeune garçon n'eurent pas, non plus, l'ombre d'une hésitation à sacrifier la nouvelle victime. Dès l'instant d'après, un joyeux rayon de soleil, qui avait réussi à se dégager d'un monceau de nuages, éclairait, sur la route, trois cadavres gisant à quelques pas l'un de l'autre.

Il faut savoir qu'avant même de procéder à ces « exécutions, » le colonel Wagner avait remis aux officiers de son régiment la copie d'un « ordre du jour » composé par lui, et dont lecture avait été donnée à chaque compagnie. « Soldats, — y disait le colonel prussien, — votre serment militaire vous contraint à suivre docilement tous les ordres de vos chefs, qui sont auprès de vous les représentans de notre auguste Empereur. Apprenez que nous allons aujourd'hui faire un grand exemple, dans ce village qui, du reste, a été depuis longtemps un nid de francs-tireurs, ennemis implacables du nom allemand ! Aussi s'agit-il pour vous de ne pas hésiter dans l'accomplissement de l'œuvre de destruction dont vous avez eu l'honneur d'être chargés ! Et puis, quand cette œuvre sera terminée, il y aura pour vous abondance de bonnes choses à manger et à boire, sans compter que chacun de vous pourra prendre sa part d'un butin dont la possession vous revient de plein droit ! » De telle sorte que l'on imagine aisément ce qu'a été ensuite, durant toute cette tragique matinée du 8 août, le sort de la centaine de vieillards, de femmes, et d'enfans restés à Francorchamps, — tandis qu'un grand nombre de leurs voisins avaient eu le bon esprit de quitter le village dès les jours précédens.

L' « exploration » de la villa Simonnet, en particulier, avait été confiée par le colonel Wagner à l'un de ses officiers les plus énergiques, le capitaine Winterhalter, qui longtemps avait demeuré à Stavelot, en qualité d'espion. Le capitaine avait pris avec soi dix hommes, parmi lesquels figurait l'un de ses anciens collaborateurs, le sous-officier Fritz Lehmann, qui, celui-là, tout en se livrant pareillement à l'espionnage, avait longtemps conduit la diligence publique entre Stavelot et Malmédy. Les dix hommes avaient été rangés

en cercle, autour de la maison; après quoi, le capitaine leur avait ordonné de signaler leur présence en faisant feu sur toutes les fenêtres. Bientôt le vieux Martin Simonnet apparut sur le seuil ; mais dès l'instant suivant, il fut ramené de force à l'intérieur de la maison et remplacé, devant l'entrée, par sa fille Louise, une fraîche et gracieuse jeune femme tenant dans ses bras un petit enfant.

— A toi, Fritz! cria Winterhalter. Un bon coup de fusil sur cette créature!

— Non, mon capitaine, décidément je n'en ai pas le courage! — répondit l'ex-conducteur de la diligence, en abaissant son arme. — Cette pauvre femme a toujours été excellente pour moi.

— Obéiras-tu, misérable? vociféra le capitaine.

— Non, décidément, c'est impossible !

D'un coup de son revolver, le capitaine fit sauter la cervelle de l'homme qui, vingt fois, pendant bien des années, lui avait été d'un précieux service. Puis, tournant son arme vers le seuil de la maison, il « exécuta » successivement Louise Calay, l'enfant de celle-ci, et Martin Simonnet, qui était revenu se poster sur le seuil.

— Et maintenant, dit-il à ses hommes, je vous laisse le soin d'expédier ce qui peut encore survivre de cette sale engeance!

Ou bien, peut-être, les habitans de cette maison ne s'appelaient-ils pas Simonnet et Calay, ni leur bourreau Winterhalter, et peut-être le détail des « exécutions » allemandes à Francorchamps n'a-t-il pas été tout à fait tel qu'on vient de le lire? Car le récit que j'ai brièvement résumé forme, en vérité, le dernier chapitre d'un roman anglais, et où sans doute l'auteur n'aura pas manqué d'entremêler à des souvenirs scrupuleusement authentiques maintes particularités imaginaires. Mais si même nous ne savions pas, d'autre part, que le village de Francorchamps a été l'un de ceux où l'armée allemande a cru devoir faire l'un de ses « exemples » les plus rigoureux, — au point de rendre désormais immortelle la mémoire du « premier massacre de Francorchamps, » — nous jurerions encore que le romancier, M. Shanahan, n'a rien mis dans son livre qui n'eût, tout au moins, son « équivalent » dans la réalité. C'est bien de cette manière qu'ont sûrement procédé, dans ce village ou ailleurs, durant les premiers jours de leur entrée dans le pays wallon, des officiers de l'espèce du colonel Wagner ou du capitaine Winterhalter, — sauf peut-être pour M. Shanahan à n'avoir trouvé que dans son propre cœur l'image du sous-officier prussien refusant de tuer, sur l'ordre de ses chefs, une

jeune femme qui s'est naguère montrée pleine d'attentions délicates à son endroit. D'un bout à l'autre du livre, nous avons l'impression d'entendre la voix d'un témoin parfaitement véridique, soucieux d'éviter jusqu'à la plus légère apparence d'exagération, et s'interdisant de prêter jamais aux diverses figures « symboliques » de ses « héros » allemands le moindre trait d'astuce ou de cruauté dont il n'eût puisé tous les élémens dans sa longue expérience personnelle du sujet qu'il décrit. De tout son roman s'exhale un parfum de simple franchise et de loyauté qui suffirait, à lui seul, pour nous faire oublier sa complète ignorance du « métier » littéraire, — sans compter que cette ignorance ne l'empêche pas, non plus, de nous offrir çà et là d'aimables paysages, des portraits dessinés d'une main très alerte, et jusqu'à des scènes entières méritant de compter parmi les produits les plus remarquables de toute la littérature anglaise d'aujourd'hui.

Dans une savante étude publiée ici même, et dont je ne saurais assez louer la très haute portée « documentaire, » M. Legouis nous a entretenus des ouvrages nouveaux inspirés par le spectacle imprévu de la guerre aux maîtres les plus fameux de cette littérature (1) ; et force lui a été d'avouer, l'on s'en souvient, que pas un de ces maîtres, les Wells et les Kipling, les Galsworthy et les Shaw, n'avait encore rien écrit, depuis deux ans, qui fût pour ajouter sensiblement à leur ancienne gloire. C'est comme si ces écrivains notoires, trop accoutumés à l'ordre de choses au milieu duquel s'était jadis formé et développé leur talent, se fussent sentis mal à l'aise en présence d'un ordre tout nouveau, et trop différent de celui dont ils se flattaient de nous avoir révélé jusqu'aux moindres secrets : tandis qu'au-dessous d'eux l'on a vu surgir d'autres hommes qui, absolument inconnus jusqu'alors, et d'ailleurs beaucoup moins fournis en fait de ressources « professionnelles, » n'en apportaient pas moins, à ce même spectacle de la grande mêlée européenne, une vision plus fraîche et des nerfs plus solides. C'est à ce groupe d'obscurs débutans que revient, en vérité, l'honneur incontestable d'avoir su tirer quelque parti de la guerre au profit de la littérature nationale d'outre-Manche, — depuis l'Australien M. Ambroise Pratt, dont j'ai eu déjà l'occasion de signaler ici un « roman d'aventures » où les dons d'invention les plus heureux s'accompagnaient d'une observation très « poussée » du caractère allemand (2), jusqu'à ce conteur d'origine probablement

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin 1916.
(2) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1915.

irlandaise, M. Richard Shanahan, qui, sans l'ombre d'apprêt et avec la simplicité ingénue d'un enfant, nous expose à cette heure ce qu'il a pu découvrir des moyens employés par l'autorité allemande, entre les années 1911 et 1914, pour assurer le succès d'une prochaine entrée de ses troupes en territoire belge.

Le roman commence à Malmédy, le soir du 6 septembre 1911. A peine revenu de son voyage quotidien à Stavelot, et avant même de prendre le temps de dételer les deux chevaux de sa diligence, le conducteur Fritz est allé faire son rapport au capitaine Wagner, — le futur colonel du massacre de Francorchamps. La voiture n'a amené, ce soir-là, qu'un seul voyageur : un jeune Belge de Stavelot, Jules Calay, tout nouvellement rentré dans son pays après trois années de service dans l'armée du Congo. Le jeune homme va passer la soirée chez ses cousins de Malmédy, les Simonnet, dont on dit que l'unique fille s'est fiancée avec lui au moment de son départ pour l'Afrique ; et Fritz ajoute que, déjà, il a retenu sa place dans la diligence pour retourner à Stavelot le lendemain matin.

— Voilà un retour qui pourrait bien se trouver empêché ! répond le capitaine Wagner. En tout cas, Fritz, aie soin de venir prendre mes ordres demain matin à sept heures !

Car le fait est que, dès cette date, l'Allemagne est sur le point d'entreprendre le « coup » longuement préparé. C'est ce que nous apprend dans la suite du chapitre, en même temps qu'elle le révèle au Belge Jules Calay, une vieille servante de l'hôtel du *Lévrier Blanc* à Malmédy, dont le cœur de Wallonne s'accommode de plus en plus malaisément du très lourd fléau de la domination allemande, — imposé jadis à sa ville par un étrange caprice de la diplomatie internationale. Mais aussi bien dirait-on que les Allemands s'efforcent à dessein, depuis plusieurs années, de faire sentir plus durement aux habitans de Malmédy le poids de ce fléau. Après leur avoir naguère permis le libre emploi de la langue française, les voilà qui se sont mis à vouloir l'interdire par tous les moyens, punissant avec une rigueur implacable les prêtres et maîtres d'école qui ne se résignent pas, d'emblée, à prêcher ou à enseigner en langage allemand ! De jour en jour, maintenant, toute espèce d'obstacles viennent entraver l'ancien échange de rapports familiers entre Malmédy et sa sœur jumelle de l'autre côté de la frontière, cette ville de Stavelot qui, tout au long des siècles, lui est restée unie, sous la commune, et légère, — autorité paternelle d'un même Prince-Abbé. Avec cela, un véritable

régime de terreur, l'espionnage savamment installé dans toutes les maisons, en un mot tout l'ensemble de ces procédés hâtifs et violens de « germanisation » que connaissent depuis longtemps les « sujets » impériaux de Pologne et d'Alsace-Lorraine. Et puis voilà qu'à présent, non contente de « germaniser » le petit morceau de terre wallonne qu'un funeste hasard lui a jeté sous la main, l'Allemagne médite de s'approprier tout le pays wallon, ou peut-être même la Belgique entière! Déjà la provocation d'Agadir a constitué l' « amorce » du prochain attentat. D'une minute à l'autre, les parens de Jules Calay, à Stavelot, — s'ils ne prennent pas la précaution de quitter la ville, — recevront chez eux la visite de sinistres conquérans au casque pointu.

Et la vieille Margot, tout en continuant de servir le souper de Jules Calay, lui parlait de la grande armée allemande qui venait d'être rassemblée au camp d'Elsenborn, du renforcement continuel de la garnison de Malmédy, des nombreux milliers de voitures automobiles alignées depuis des semaines le long de la frontière, et toutes prêtes à transporter en Belgique les troupes impériales. Elle lui disait de quelle manière tout le monde, dans la région, considérait l'agression allemande comme imminente et inévitable. Mais aucune de ces nouvelles que lui débitait complaisamment la vieille servante n'intéressait l'officier autant que celle de la récente arrivée à Malmédy de Charles Simonnet, qui, servant déjà depuis deux ans dans la marine de guerre allemande, avait résolu de déserter pour s'engager dans l'artillerie belge. Comme les autorités allemandes se défiaient, — très justement, — du « loyalisme » des jeunes Wallons de Malmédy, elles avaient dorénavant adopté l'usage de les verser tous dans leur marine de guerre, où il leur serait plus difficile de témoigner efficacement de leurs sympathies envers la Belgique ; mais elles avaient compté sans les « permissions, » et c'est ainsi que Charles Simonnet, en apprenant le projet d'invasion allemande, s'était juré de profiter de ses quelques jours de congé pour passer au service de ce roi des Belges que ses peres et lui-même avaient toujours honoré comme leur véritable souverain légitime.

Après quoi nous voici, avec Jules Calay, chez les Simonnet, où le jeune Charles ne se prive pas de décrire à son cousin l'aveugle et grossière sévérité de la discipline allemande. Par soi-même, déjà, l'horreur que lui inspire cette discipline aurait suffi pour lui faire désirer de s'y dérober : et voici maintenant que le danger imminent de la Belgique lui fait, en outre, un devoir d'entrer à son service ! Mais là-dessus ses parens ne s'accordent pas avec lui : ou plutôt il se trouve que l'habitude funeste du joug teuton a dès lors commencé, dans l'âme de ces braves gens, son œuvre habituelle de corruption et

d'aveulissement. Le vieux Martin Simonnet, surtout, a beau reconnaître et haïr la tyrannie du pouvoir étranger qui écrase sa cité natale : il s'effraie des suites que risquerait d'entraîner, à la fois pour son fils et pour tout le reste des siens, cette désertion du jeune Wallon. Si bien que ce dernier a dû lui promettre, tout au moins, de retourner à bord de son cuirassé de Kiel, sauf pour lui à se réserver la faculté d'agir ensuite selon les circonstances.

Telle est l'une des deux grandes nouvelles qui attendent Jules Calay, à son arrivée chez ses cousins de Malmédy, tandis que l'autre nouvelle, infiniment plus douce pour lui, consiste à découvrir que le cœur de sa chère fiancée lui est toujours demeuré tendrement fidèle. Et la soirée s'achève en une libre causerie, — mais échangée prudemment à mi-voix entre le visiteur et ses hôtes, car le fait est que les murs eux-mêmes, à Malmédy, semblent dorénavant avoir acquis des oreilles ! On cause, là encore, des nouveaux procédés de « germanisation, » de l'odieuse campagne entreprise par les autorités contre la langue française, et puis aussi de l'aventure d'Agadir et de ses conséquences. D'après le vieux Martin, l'Allemagne, pour prête qu'elle soit à entamer tout de suite le « coup » de brigandage ainsi « amorcé, » préférerait cependant pouvoir attendre quelques années de plus. Elle souhaiterait, en particulier, qu'il lui fût possible de retarder son « coup » jusqu'à l'achèvement d'un multiple réseau de lignes de chemin de fer dont elle a décidé l'installation le long de sa frontière. Et il faut voir avec quelle rapidité fiévreuse elle travaille à cet achèvement, amenant des centaines d'ouvriers dans des régions où ne se fait sentir aucun besoin de nouvelles voies de communication, — à tel point que ce serait assez de ces lignes de chemins de fer, créées par elle dans des endroits où personne ne passe, pour attester publiquement au monde son dessein de jeter bientôt ses armées en territoire belge.

Le roman de M. Shanahan nous ramènera encore plusieurs fois à Malmédy, dans l'un ou l'autre de ses chapitres suivans, — pour nous faire assister, par exemple, aux péripéties dramatiques de l'heureuse évasion finale du vieux Martin Simonnet et de sa fille Louise. Car l'on devine bien que Charles Simonnet n'a pas pu résister longtemps à l'élan passionné qui le poussait à échanger sa livrée de marin allemand contre l'uniforme de l'artilleur belge ; et aussitôt la police allemande a signifié au père du jeune homme que, s'il n'obtenait pas le retour de son fils dans un certain délai, lui-même serait regardé comme le fau-

teur de sa désertion, — d'où, pour le vieillard terrifié, la nécessité de tâcher à s'échapper en secret de sa chère maison familiale. Mais surtout l'action du roman a pour théâtre la petite cité belge de Stavelot; et c'est à Stavelot ou dans ses environs immédiats que nous est montré, de chapitre en chapitre, l'effort infatigable de la ruse allemande pour préparer les voies de l'agression future.

Voici d'abord une brillante équipe d'espions de toute origine et de toute qualité! A l'hôtel du *Prince d'Orange*, équivalent du *Lévrier Blanc* de Malmédy, le garçon de restaurant Henri, que son patron lui-même croit être un Luxembourgeois ennemi de l'Allemagne, s'appelle en fait Heinrich Lehmann, est le propre frère du voiturier Fritz, et conserve, lui aussi, son rang de sous-officier dans l'armée impériale. Il a d'ailleurs auprès de soi l'un de ses chefs attitrés, Herr Schmidt, qui demeure dans le même hôtel et semble pratiquer assidûment son métier de commis voyageur, tandis qu'un de ses collègues, un autre lieutenant « détaché en mission, » se donne les allures plus « distinguées » d'un rentier hollandais venu à Stavelot pour la guérison de sa neurasthénie. Et c'est encore, chaque jour, à la table d'hôte du *Prince d'Orange*, un nouveau défilé d'espions de passage, les uns arrivant du cœur de la Belgique et désireux de compléter leur « dossier » avant de rentrer dans leur pays, d'autres amenés de Malmédy par la diligence, et prétextant la louable curiosité de comparer la bière belge à celle de Munich, de Kulmbach, ou de Pilsen. Que l'on se représente l'œuvre collective de ces divers agens, dont chacun est naturellement chargé d'une tâche spéciale, en même temps qu'il doit « doubler » ou contrôler celle de ses complices ! Qu'on imagine ces espions éprouvés s'attachant à recueillir, de repas en repas, à la fois le ballot des nouvelles locales et maintes confidences, éminemment suggestives, de naïfs « touristes » anglais ou français!

Et voici maintenant, à côté de ces Allemands qui écoutent et regardent, d'autres agens non moins habiles qui s'emploient d'une autre manière au service de leur patrie! Ceux-là s'installent en qualité de fermiers, de marchands, voire de bergers ou de cantonniers, sur tout le long des chemins par lesquels passera l'invasion allemande ; et bientôt les espions de Stavelot ont la satisfaction d'annoncer à leurs chefs qu'en tel endroit une vaste grange est secrètement devenue un dépôt de fusils, qu'en tel autre des caves jusque-là pleines de bière se sont dorénavant remplies d'explosifs, ou bien encore que tel des forts belges de la frontière est désormais miné de plusieurs côtés, et sautera dès que l'on aura décidé de commencer l'attaque. En un mot, une

« préparation » qui s'est poursuivie pendant des années, sans que les trop confiantes autorités belges parussent s'en émouvoir autant qu'il convenait; et c'est principalement à l'exacte et minutieuse peinture de ces actifs apprêts d'un grand crime prochain que s'emploie le talent du romancier anglais. Jamais encore, je crois bien, personne ne nous avait aussi fortement démontré la préméditation de ce crime, — car j'ai dit déjà combien, sous ses dehors romanesques, le récit de M. Shanahan nous frappait par sa forte et vivante odeur de vérité !

C'est ainsi que, par exemple, certain soir de la fin de juillet 1914, Jules Calay reçoit la visite d'un ami qui lui dit :

Tu sais comme moi que, depuis quelque temps, le bruit courait d'une nouvelle manœuvre allemande, consistant à emmagasiner des munitions de guerre au Johanneum de Grand Halleux. Je me suis livré, là-dessus, à une enquête personnelle; et j'ai appris qu'en effet, sans aucun doute, de gros camions automobiles, venant de Recht et de Ligneuville, arrivaient souvent au Johanneum. Ils pénétraient sur les terrains de l'ancien collège épiscopal par l'une des portes, et s'en allaient par l'autre côté. Tu te rappelles peut-être qu'au bâtiment principal du Johanneum se trouve adjointe une construction plus récente, longue et basse, au-dessous de laquelle s'étend une large crypte ou cave voûtée, avec une série de fenêtres grillées tout au ras du sol? Cette espèce de salle souterraine servait jadis pour les récréations des élèves en cas de pluie : mais il y a longtemps qu'on a cessé d'en faire usage, et c'était précisément là, que, d'après la rumeur locale, devaient être cachées les munitions allemandes. Or quand, hier soir, le général commandant la division de Liége est venu examiner les lieux, — en réponse à la lettre où je lui dénonçais les visites mystérieuses des susdits camions, — force lui a été de constater que la salle souterraine était entièrement vide. Mais, en même temps que j'écrivais à Liége, j'avais demandé à quatre hommes dévoués de tâcher à suivre la piste des camions, depuis la porte par où ils entraient dans l'enceinte du Johanneum. Et voici que, ce matin, mes hommes ont entendu le bruit d'une voiture qui arrivait par la route de Recht ! La voiture contenait, en plus du chauffeur, trois Allemands vêtus de costumes civils, mais qui certainement devaient être des officiers. Parvenus devant la porte du parc, les voyageurs s'arrêtèrent; et l'un d'eux descendit pour ouvrir la porte, qu'il referma soigneusement dès que le camion eut achevé d'entrer. Mais nos hommes eurent vite fait de franchir le mur, à l'aide d'une échelle ; et ils s'étaient avancés dans le parc à un demi-kilomètre environ de l'entrée lorsqu'ils virent, à cent pas devant eux, la voiture s'arrêter de nouveau, puis tourner à droite, et s'engager dans une vieille avenue qui formait cul-de-sac. N'osant pas se risquer plus loin, les guetteurs se cachèrent sous des buissons, et attendirent. Après une vingtaine de minutes, le camion reparut dans l'allée principale, et continua son chemin vers la direction du collège. Tout au fond du cul-de-sac, nos hommes constatèrent des traces de

roues et des buissons foulés; sur quoi l'un d'eux, le vieux Grégoire, s'écria :

— Voilà donc la solution du mystère ! Ces Allemands ont pris pour cachette la Grotte de Diane !

En effet, une porte nouvelle avait été pratiquée sur ce côté de la grotte, mais très habilement dissimulée, au dehors, sous un amas de branchages. La porte était fermée d'un fort cadenas, dont nos hommes réussirent pourtant à détacher les vis. Après quoi, il leur suffit d'un coup d'œil à l'intérieur de la grotte pour découvrir que celle-ci était toute remplie de bidons et d'obus. Inutile de te dire que je me suis empressé d'aller voir, à mon tour ! J'ai trouvé là, dans cette grotte, des milliers de bidons de pétrole, et parmi les obus j'en ai observé un bon nombre d'énormes, dépassant de beaucoup les dimensions ordinaires, si bien qu'il m'a été impossible d'en emporter un seul et que j'ai dû me borner à en prendre mesure. Voilà, mon cher ami, ce que j'avais à t'apprendre, et puis aussi que, dès ce soir, en te quittant, je compte revenir à la grotte pour mettre le feu à toutes ces munitions, traîtreusement déposées par l'Allemagne en territoire belge !

Car s'il semble bien que le gouvernement belge, — pareil en cela, hélas ! à tel autre qui nous touche encore de plus près, — ne se soit pas suffisamment défié de cette dangereuse « traîtrise » de ses hôtes allemands, nous apprenons de M. Shanahan qu'un bon nombre de « particuliers » des régions wallonnes l'ont, au contraire, très vite devinée, et de toute leur âme se sont ingéniés à lutter contre elle. Il y a ainsi, dans le roman anglais, un groupe de patriotes de tout âge et de toute condition qui, dès les premiers chapitres et jusqu'au dénouement, nous sont montrés prêts à sacrifier leur repos et leur fortune, leur vie même au besoin, pour empêcher les progrès publics ou cachés de cette « germanisation » de leur sol national, — un beau groupe d'obscurs et admirables héros, au premier rang desquels se dresse la vivante figure d'un prêtre de village, l'intrépide Père André.

Là-dessus comme sur bien d'autres points, l'œuvre éminemment ingénue du nouveau romancier a pour nous une très précieuse portée instructive : nous y voyons se déployer librement cet esprit singulier d'initiative individuelle qui appartient en propre au caractère wallon, et contraste de la manière la plus radicale avec le profond besoin d'obéissance de toute âme allemande. Soumis à l'obligation d'une stricte discipline, les Calay et les Simonnet n'auraient peut-être pas de quoi devenir d'aussi excellens soldats que les compatriotes du colonel Wagner et des frères Lehmann : mais avec quel mélange incomparable d'intelligence pratique et de noble enthousiasme chacun d'eux s'efforce de mener à bien les pénibles missions

qu'ils se sont imposées, soit qu'il s'agisse pour eux de détruire un dépôt de munitions allemandes, ou de faciliter l'évasion d'amis enrôlés par force dans l'armée prussienne, ou de mystifier l'un quelconque des innombrables espions qui ne se lassent pas de rôder parmi eux ! Et quant à ce clergé wallon que l'auteur aura sans doute voulu « symboliser » sous les traits inoubliables de son Père André, ajouterai-je que nous comprenons désormais les motifs de la haine tout exceptionnelle dont l'a toujours honoré la barbarie allemande? Non pas au moins que le Père André ait rien d'un « franc-tireur, » comme oseront l'affirmer, — s'il tombe par malheur entre leurs mains, — les lâches et féroces bourreaux de centaines de ses frères du pays wallon ! Mais c'est chose certaine que son zèle de patriote et sa foi de prêtre s'unissent en lui pour lui faire sentir plus cruellement le double danger d'une conquête allemande, — le danger de celle-ci pour la liberté politique et pour le développement « spirituel » de sa race. De telle sorte que c'est lui qui est vraiment, dans la ville ou dans le village, l'actif instigateur de la résistance, s'efforçant à entretenir ou à raviver, chez ses paroissiens, la crainte salutaire d'un ennemi dont la victoire risquerait de leur nuire à la fois dans ce monde et dans l'autre. Et c'est pourquoi tout le monde, autour de lui, l'aime et le vénère, s'empresse d'écouter ses généreux avis ; et c'est aussi pourquoi l'Allemand, tout à l'heure, quand enfin il aura réalisé son « coup » de brigandage, n'hésitera pas à frapper dès l'abord le prêtre wallon, — sans comprendre qu'à défaut de l'humble personne de cet adversaire le souvenir de sa vie et celui de sa mort suffiront pour continuer d'alimenter toujours, dans le cœur de son peuple, la haine et le mépris du nom allemand !

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le fait caractéristique de la dernière quinzaine, qui déjà s'ébauchait dans la précédente, a été la reprise ou le redoublement de l'offensive ennemie sur tous les théâtres de la guerre. Ce sursaut général d'activité, ce revif simultané du corps germanique et de ses pattes ou de ses antennes, était-il impossible de le prévoir? N'est-ce pas, au contraire, en un certain sens, une suite logique, un aboutissement de la conférence solennelle que les Alliés tinrent à Paris, à la fin de mars, et des résolutions qu'ils annoncèrent? Qu'une telle réunion ait eu lieu, c'était, nous l'avons noté sur-le-champ, un événement de l'histoire, et, pour notre cause, un événement de toute manière excellent en soi, mais qui prendrait surtout une valeur positive par les conséquences qu'on lui ferait porter. Rien d'étonnant à ce que nos adversaires, nous devançant, s'efforcent d'en couper l'effet. Autrefois la première qualité recommandée au Prince était le secret, et la seconde, la connaissance de l'occasion. Assurément, l'État a bien changé ; tout y est maintenant public, le secret est difficile et les occasions s'éventent. Il reste pourtant à savoir si ces maximes d'État ne sont pas immuables, et si ces vertus d'État ne sont pas toujours nécessaires, quoique plus malaisées à pratiquer. « Ne menace pas, disait la sagesse politique de l'ancienne école, quand tu te prépares à frapper; car, en menaçant, tu invites ton ennemi à se garder et tu l'excites à te frapper toi-même. » En style moderne : « Taisons-nous! Méfions-nous! » L'avertissement est bon pour les gouvernemens comme pour les foules. Nous parlons trop. A tout le moins, si nous ne pouvons plus être secrets, soyons discrets, et si nous ne savons plus saisir l'occasion, ne nous prêtons pas à ce qu'elle se retourne contre nous.

C'est le dimanche 14 mai que s'est dessinée l'offensive autrichienne. Elle n'a été une surprise pour personne en Italie, ni pour le

commandement, ni pour l'armée, ni même pour le gros de la nation. On la voyait venir. Dès le début du mois, dès la fin d'avril, on savait que plusieurs divisions ennemies avaient quitté la péninsule balkanique pour être envoyées dans le Trentin ; que, dans le Trentin aussi, avaient été formées quelques autres divisions, par l'appel des nouvelles classes, et avec ce qu'avait restitué d'utilisable, sur le déchet des classes antérieures, une revision plus sévère. De notables contingens encore avaient été transférés là de la ligne de l'Isonzo, et même, bien qu'en moindre nombre, du front de Galicie; puis, les effectifs étant rassemblés, le matériel amassé, les Autrichiens, à l'imitation des Allemands, suivant leur tactique habituelle, avaient enveloppé leurs projets d'une émission de nouvelles aveuglantes. Au préalable, du 15 au 30 mars, ils avaient répandu le bruit qu'en effet ils allaient « déclencher » une puissante attaque, et que ce serait dans le Val Sugana; mais, sagement, on ne les en crut point. La presse dont ils disposent dans un pays neutre imprima ensuite que, décidément, cette offensive montée pendant cinquante jours ne se produirait pas ou ne serait menée que sur une échelle très réduite ; qui sait même si la réunion de 300 000 hommes dans le Trentin n'avait pas pour but d'aller donner la main aux armées allemandes, sous Verdun? On peut se représenter sans peine que de pareilles bourdes n'étaient guère faites pour la finesse italienne. Les feintes mêmes, au moment de l'action, ne devaient pas mieux réussir ; par exemple, la pointe assez vive contre Monfalcone, à l'autre extrémité de la ligne, sur l'Adriatique Détail curieux, et peut-être un peu plus que curieux. Lorsque les Italiens, cette affaire terminée, interrogèrent les prisonniers qu'ils avaient faits, ils en tirèrent une réponse unanime : « On nous a dit : Les Allemands prendront Verdun. Nous prendrons, nous, Monfalcone. Alors Français et Italiens demanderont la paix, et la guerre sera finie. » En attendant, le piège mal tendu avait été évité. Le secteur réellement marqué pour l'offensive autrichienne paraît délimité, à l'Ouest, par le Val Lagarina (qui est la vallée où coule l'Adige, dans le district de Rovereto), au Nord de Zugna Torta ; à l'Est, par le Val d'Arsa, au Nord d'Asiago. Ce serait, en ligne droite, un front d'une quarantaine de kilomètres, mais il ne saurait être question de ligne droite en ce pays où tout ce qui n'est pas montagne est fleuve, rivière ou torrent.

Le terrain disputé s'étend donc, ou plus exactement se tord, s'élève et s'abaisse, comprenant la vallée de l'Adige, avec les villes d'Ala et de Rovereto ; la vallée de l'Arsa, parcourue par la route

qui unit Rovereto à Schio et à Vicence ; le Val Terragnolo, qui conduit de Rovereto à Arsiero ; le Val de l'Astico, qui, de Lavarone, en territoire autrichien, conduit également à Arsiero, en territoire italien ; plus au Nord, dans la zone contiguë à celle-là, s'ouvre le large et fertile Val Sugana, que suit la belle route conduisant d'un côté à Feltre, de l'autre à Bassano, et, beaucoup plus bas, à Padoue. Entre toutes ces vallées, pour la plupart étroites, surgissent des masses rocheuses et neigeuses dont les sommets avoisinent ou dépassent 2 000 mètres. Durant la première période de la guerre, pendant l'été et l'automne de 1915, les troupes italiennes avaient pu franchir la frontière dans la vallée de l'Adige ; ainsi que le rappelle M. Romano Guerra, du *Giornale d'Italia*, à qui nous empruntons ce résumé, elles étaient arrivées à y conquérir Borghetto, Ala, Brentonico, Serravalle, et, en dernier lieu, le village de Marco, à 7 kilomètres, à peine, au Sud de Rovereto ; dans le Val d'Arsa, elles s'étaient emparées de Val morbia, à 9 kilomètres au Sud-Est de Rovereto ; dans le Val Terragnolo, elles avaient presque atteint le petit village de Piazza, à 8 kilomètres à l'Est de Rovereto. Ainsi Rovereto se trouvait placé comme au centre d'un cercle de fer qui lentement se resserrait, mais que l'Autriche ne pourrait laisser se fermer tout à fait, car, Rovereto défendant d'une part Trente même, de l'autre la formidable ligne de forts dont se hérisse la frontière si artificieusement tracée : Dosso del Sommo, Sommo Alto, Cherle, Belvedere, Folgaria, la Fricca, Finonchio et Luserna, d'où les obus tombent sur Arsiero, à 11 kilomètres, ce serait, aux mains des Italiens, non seulement la clef de leur propre maison, désormais close et interdite, mais la clef du Trentin méridional, de cette autre maison que l'Autriche prétend à elle, qu'ils disent à eux par héritage, où ils ne sont jamais rentrés depuis qu'elle leur a été prise, et qui leur serait désormais ouverte.

Tel est donc l'aspect du terrain. A l'Ouest, sur le front du Val Lagarina à la tête du Val d'Arsa, l'artillerie autrichienne exécuta, le 14 mai, un violent bombardement qui fut suivi, le lendemain lundi 15, d'une attaque d'infanterie, à l'allemande, en colonnes profondes, contre la partie du front italien comprise entre l'Adige et le haut Astico. Au bombardement du 14, l'artillerie italienne avait riposté avec vigueur et efficacité ; le 15, après avoir résisté vaillamment aux assauts répétés de l'infanterie autrichienne et lui avoir infligé des pertes considérables, les troupes royales se replièrent de leurs positions les plus avancées sur leurs lignes principales de défense. Le 16, tandis que, sur le reste du front, continuaient à se développer des actions d'artil-

lerie et des attaques partielles qui n'étaient que des diversions, la lutte devenait de plus en plus âpre dans le secteur entier du Val Lagarina au Val Sugana. Les Autrichiens, repoussés chaque fois, et dix fois de suite, avec d'énormes pertes, ne se lassaient pas de revenir à la charge, dans le dessein évident d'enfoncer le front italien. Tout ce qu'ils purent faire fut de contraindre les Italiens à le rectifier, en abandonnant encore quelques positions avancées, dans la zone entre le Val Terragnolo et le haut Astico. Mais ils n'étaient pas à bout de souffle; ils insistèrent le 17, toujours avec des diversions ailleurs, pour faire ventouse sur l'armée italienne, et n'eurent pas un meilleur succès; dans le Val de Ledro, ils durent redescendre un peu vite, ceux, peu nombreux, qui les redescendirent, les pentes du mont Pari. Le jeudi 18 mai, le général Cadorna prit un grand parti; une de ces décisions qui exigent d'un chef le plus de sang-froid et de courage : il ramena franchement ses armées en arrière, évacuant la position de Zugna Torta, entre le haut Adige et le Val Terragnolo, reculant la ligne de résistance de Monte Maggio à Soglio d'Aspio, entre le Val Terragnolo et le haut Astico, préoccupé par-dessus tout d'épargner des sacrifices inutiles et d'économiser des hommes qu'on ne retrouverait pas, plutôt que de conserver à tout prix du terrain qu'on pourrait recouvrer. Ainsi se passèrent les cinq premières journées de la bataille du Trentin, qui furent, pour les Italiens, les journées critiques. Quand elles s'achevèrent, l'action était demeurée concentrée dans la courte zone entre le Val Lagarina et le haut Astico; le seul avantage acquis par les Austro-Hongrois était, en somme, de s'être fait ou de s'être vu céder les positions avancées de Zugna Torta et de la ligne de Monte Maggio à Soglio d'Aspio.

Depuis lors, ou depuis la fin de mai, le nouveau front semble à peu près fixé, et jalonné, en croissant, de l'Ouest au Nord-Est, par Coni Zugna, Pasubio, Forni Alti, Xomo, le mont Cogolo, le mont Novegno, le mont Summano, le Sud-Est d'Arsiero, le mont Cengio et, à travers le plateau des Sette Comuni, l'Est d'Asiago, le mont Interrotto, la Cima Dodici, la Cima Undici, jusqu'à Ospedaletto, sur la Brenta, où s'appuie la droite italienne. L'armée royale tient fortement les deux ailes, et si le centre est secoué encore par de rudes coups de bélier, vers Arsiero et Asiago, dans la direction de Vicence, le général Cadorna, dont on connaît l'extrême prudence, déclare, à la date du 2 juin : « L'offensive autrichienne est nettement arrêtée; » prélude de la contre-attaque. Quant à l'archiduc héritier Charles-François-Joseph, ou à l'archiduc Frédéric, ou à l'archiduc Eugène,

ou qui que ce soit des princes de la maison d'Autriche qui commande dans le Trentin, peut-être tous les trois ensemble, comme s'il se fût agi pour eux de rentrer en possession d'un antique domaine de famille, ils ont si bien l'impression que sur ce point ils ne perceront pas, qu'ils songent, dit-on, à faire glisser leur offensive sur une autre voie d'invasion, à l'Ouest du lac de Garde, par Riva, vers Brescia. Pas plus là qu'à Rovereto, les Italiens ne seront surpris.

Il n'est pas un coin, pas un pouce de ce territoire prédestiné qui ne soit parfaitement connu de chacun des deux adversaires : pour s'y conduire sans tâtonnemens, ils n'ont qu'à consulter les archives de leurs états-majors. Le général Cadorna, en particulier, marche jusqu'à l'Isonzo dans les pas paternels. A bien d'autres égards, les Italiens ont sur les Impériaux une supériorité certaine. Si les Austro-Hongrois occupent les positions dominantes, celles que leur politique, en traçant les confins, avait eu soin de leur ménager, et si, de là, leur grosse artillerie peut couvrir d'obus de vastes circonférences, en revanche, l'armée italienne les guette, bien retranchée, elle aussi, au débouché des montagnes dans la plaine. Sortir d'un défilé et se déployer à la sortie est toujours, au dire des experts, une opération difficile, en face d'un ennemi déjà déployé ; dangereuse ici où il n'y a dans la muraille qu'une brèche, large seulement de dix à douze kilomètres, entre le *costone* d'Arsiero et le *costone* d'Asiago, que les Italiens ont garnis l'un et l'autre et qui prendraient l'envahisseur sous leurs feux convergens. Les Autrichiens, par conséquent, ont pour eux la hauteur, mais les Italiens ont l'espace. Et pour toute sorte de raisons, l'armée italienne a une liberté de manœuvre beaucoup plus grande. Elle a derrière elle un réseau serré de chemins de fer ; trois lignes aboutissant aux Alpes, directement au front : Padoue-Vicence-Thiene-Schio ; Venise-Padoue-Castelfranco-Cittadella-Bassano ; Venise-Trévise-Montebelluna-Feltre ; avec leurs transversales, doublées, multipliées par de bonnes routes qui lui permettent d'amener des réserves, de s'approvisionner, de se ravitailler. Or, elle a des réserves en abondance ; de quoi noyer, si même elles ne les écrasaient pas, les quarante-deux divisions que les Autrichiens ont, paraît-il, sur toute l'étendue du front italien, les seize ou dix-huit divisions qu'ils ont sur la partie présentement active du front, entre le Val Lagarina et le Val Sugana, entre l'Adige et la Brenta. L'Italie a le nombre ; elle a un matériel qui s'accroît de jour en jour, et qu'elle travaille à accroître encore, le tirant de partout où elle peut le trouver. Plus que tout cela, plus que les hommes et les canons, plus que la force et le nombre,

plus que la chair et le fer, l'Italie a la volonté, elle a l'âme. La guerre qu'elle fait n'est point une guerre ordinaire : c'est une guerre populaire, et non point vulgaire ; mais populaire dans toute la plénitude du terme, nationale au degré le plus éminent, et, en même temps, dynastique. C'est l'acte final d'une série qui procède de la Renaissance par le *Risorgimento;* c'est un achèvement, qui ne peut à aucun prix être un avortement. L'Italie ne saurait s'y tromper, l'archiduc héritier l'en a instruite dans une proclamation de style pseudo-napoléonien : ce que l'Autriche poursuit au delà des monts, c'est une réparation. François-Joseph ne veut pas que sa vieillesse désavoue sa maturité ; au bout de soixante ans, il n'a pas reconnu « le vœu des populations, » dont il ne reconnaît pas le droit. Pour l'Italie, comme en 1848, comme en 1859, comme en 1866, comme toujours depuis le premier frémissement de l'unité, il y va aujourd'hui des conditions nécessaires de son existence, c'est-à-dire qu'il y va de son existence même. Cette fois comme l'autre, cette fois vraiment, jusqu'au bout, *Italia farà da se;* elle fera, elle maintiendra avec les armes, selon la parole immortelle. Avec ses armes, ses propres armes, et les armes de l'alliance où elle s'est librement, spontanément, noblement engagée. Le premier mot qu'elle a prononcé, quand les *Tedeschi* se sont rués de Rovereto, celui qui est venu sur toutes les lèvres, a été le nom de Verdun ; et par là s'est marquée dans l'épreuve la solidarité complète qui se marque dans l'effort et qui se marquera dans la récompense. Assaillie, l'Italie n'avait pas besoin de demander de l'aide : tout aussitôt, à l'autre extrémité de l'immense champ de bataille, le colosse russe a fait pesée : la Bukovine va décongestionner le Trentin. L'Orient et l'Occident, à ce jeu du monde, sont comme les deux plateaux d'une balance que les Empires du Centre ne peuvent charger qu'alternativement. Contraignons donc l'ennemi à charger les deux plateaux à la même heure ; ni l'un ni l'autre ne le sera plus assez ; il est perdu.

Voici, justement, que l'Orient vient de ressentir une autre secousse, plus légère, mais qui peut grandir. Après avoir depuis trois mois pourfendu verbalement la péninsule balkanique sans bouger d'une semelle ou en ne bougeant que pour des promenades militaires, les Germano-Bulgares se sont mis en mouvement. Les Germano-Bulgares ou les Bulgaro-Allemands, car il n'importe guère que Guillaume soit devant ou que Ferdinand soit derrière. Ils ont, sans coup férir et surtout sans coup subir, occupé Rupel et, en aval, quelques forts de la Strouma. Ce n'est pas que la poudre n'ait point parlé, mais, si j'ose le dire, pour suivre la métaphore, elle a parlé

d'une voix blanche. L'enfant des *Orientales* était peut-être là, mais en lui donnant de la poudre, on avait oublié les balles. A peine les pièces de Rupel eurent-elles tiré leurs vingt-quatre coups pour rien que des officiers se détachèrent de la bande en parlementaires. Le commandant grec n'hésita pas, sur l'on ne sait quel signe, à les reconnaître pour Allemands, et tout de suite il s'inclina. Il fit mieux que de s'incliner : par déférence, il leur céda la place. On raconte que, comme il se retirait avec sa garnison, il rencontra, à une certaine distance, un détachement anglo-français : « Quel dommage, dit-il, que vous n'ayez pas marché plus vite ! J'avais ordre de remettre le fort au premier qui se présenterait. » Et c'est, apparemment, pour la Grèce, une manière de garder la neutralité.

Mais il était temps que cette comédie cessât. Cette comédie ou cette farce, qui a des côtés tristes. Le général Sarrail a proclamé l'état de siège dans le territoire de Salonique. Opiniâtrément neutre et ambigu, le gouvernement grec s'est empressé de protester, d'une part contre l'occupation par les Bulgaro-Allemands des forts de la Strouma, à laquelle il a consenti ; de l'autre, contre l'établissement par les Anglo-Français de la loi martiale, que sa duplicité ou sa complicité avait rendu indispensable. Nous ignorons, mais nous devinons comment les Allemands ont accueilli sa protestation. Quant à nous, nous passerons outre à la plainte, puisque les Germano-Bulgares ont impunément passé outre aux coups de semonce. Où voulaient-ils aller ? On a cru que leur objectif prochain était Sérès, et leur objectif principal, Cavalla. Ils s'en sont défendus. Malgré tout, malgré leurs sermens, on n'avait pas tort de le croire, et c'est maintenant qu'on aurait tort de les en croire. Un de leurs hommes politiques les plus en vue, dont on ne peut pas dire qu'il soit de ceux qui aient, dans les derniers temps, affiché le plus de zèle pour la cause allemande, ne se gênait pas, l'autre hiver, pour le déclarer : « Je suis, comme mon ami, M. Rizoff, Macédonien de Monastir. Mais nous ne nous battrions, ni lui ni moi, pour la possession de notre ville natale. Au contraire, lui et moi, nous nous battrons, à fond et à mort, pour Cavalla. » Cavalla, c'est la troisième mer, la mer étincelante, c'est l'Égée. Si les Grecs n'y tiennent pas plus qu'au fortin de Rupel, c'est leur affaire. Mais c'est notre affaire, à nous que Cavalla, en elle-même, laisse indifférens, de ne pas souffrir que la Grèce ait pour ceux que nous contenons et refoulons à son profit des attentions ou des faiblesses qui puissent nous nuire.

Nous disons, par abréviation, la Grèce, mais il faut distinguer. Il y

a, en Grèce, le Roi, le gouvernement et le peuple : négligeons le Parlement, qui n'est plus un Parlement et ne compte plus, après le tour de passe-passe d'élections sans vertu et comme vidées par l'abstention des deux tiers du corps électoral. Le Roi est avant tout un excellent parent, invraisemblablement féru de la famille de sa femme et qui reste étourdi de l'honneur autant que du bonheur qu'il leur doit; peut-être un peu aiguillonné aussi de cette crainte qui ajoute un charme, amer et exquis, à l'amour. Quand des flatteurs, — tout prince a les siens, — le comparent aux plus grands hommes de la Grèce, même antique, et remontent à des milliers d'années avant de trouver son pareil, ils l'assomment sous le pavé d'un compliment dont il ne peut manquer d'être plus étonné que personne. Ce n'est pas cette cloche qui tintait aux oreilles du diadoque Constantin après la première guerre gréco-turque, et les officiers ne faisaient pas alors des cabales ponr l'acclamer. On ne lui décernait les surnoms ni de Nicator ni de Poliorcète. Il a fallu, pour en faire un stratège, la seconde guerre balkanique : ce sont des réputations qui se perdent plus facilement qu'elles ne s'acquièrent, et les rois ne mesurent jamais assez tout ce qu'ils peuvent perdre.

Quant au gouvernement, il a pour chef, en M. Skouloudis, un vieillard, comblé d'ans comme Nestor, et fécond en ruses comme Ulysse, avec la barbe, sinon la tête, de Platon. La secte des philosophes auxquels il se rattache est celle des philosophes embarrassés, parce qu'ils ont entrepris témérairement de résoudre des questions insolubles. Dans le conflit déchaîné autour de la Grèce, il y avait pour elle deux positions possibles et une position impossible : faute de fermeté de cœur ou de clarté d'esprit, son gouvernement a choisi l'impossible. Elle pouvait se ranger avec les Empires du Centre ; elle pouvait, et sans doute elle devait, en considération plus encore de son avenir que de leur passé, prendre parti pour les Puissances qui furent ses créa trices et sont restées, en dépit d'elle-même, ses protectrices : la seule chose qu'elle ne pût pas faire, c'est celle qu'on s'épuise à lui faire faire, de se cacher, de se terrer dans une neutralité qui ne peut durer que par l'hypocrisie et cesser que par la trahison. Le peuple a deux horreurs trop justifiées, mais contradictoires, qui se paralysent l'une l'autre et s'annulent : celle du Bulgare et celle de la guerre. Lorsqu'il est admis à manifester, pourvu que ce ne soit qu'une manifestation, ses sympathies ne sont pas douteuses ; dans la circonscription même de Sérès-Drama-Cavalla, par une majorité accablante, il élit un vénizéliste. L'armée ne serait pas une armée, si la bataille toute proche ne

lui donnait pas d'impatience; mais, tout à l'opposé du peuple, ses sympathies, ou, pour être plus vrai, la préférence des officiers, ou, pour être tout à fait vrai, l'admiration de son état-major vont à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, sans que la haine du Turc et le mépris du Bulgare les retiennent. Au surplus, elle est mal équipée, mal vêtue, mal nourrie, mal payée : elle s'est usée autant par la mobilisation oisive qu'elle se serait usée par la guerre. Voilà la situation de la Grèce en face de nous ; et nous, quelle est notre situation en face de la Grèce ? Le pire péril, pour nous, aurait été de ne pas savoir où elle en est, et où nous en sommes. Si nous ne le savions pas dorénavant, c'est que nous serions incapables de voir et d'entendre. Mais nous le savons, et nous commençons à montrer que nous le savons. Inutile de nous fâcher : nous n'avons qu'à nous souvenir que ce magnifique et malheureux pays n'aurait pas devant lui quarante-huit heures de vie, s'il était coupé de la mer. Il y a dans cet axiome toute une politique.

Mais aucune nation, grande ou petite, riche ou pauvre, ne vit longtemps, ou très longtemps, si la mer lui est interdite. C'est pourquoi, le 31 mai, la flotte allemande a tenté de se la rouvrir. Elle s'est aventurée hors de ce que M. Winston Churchill appelait, en langage pittoresque, « ses trous à rats. » L'escadre anglaise de croiseurs, aux ordres de l'amiral Beatty, qui se trouvait dans ces parages, lui a barré la route. Le combat s'est engagé en face des côtes du Jutland, entre l'entrée du Skagerrak et le Horns Riff. Il a duré tout l'après-midi et toute la soirée du 31 mai. Autant qu'on peut le reconstituer d'après les renseignemens publiés, il s'est divisé en trois phases. Dans la première, une forte escadre allemande rencontre l'escadre légère de sir Francis Beatty, qui, hardiment, vient se placer entre elle et sa base. Dans la deuxième, survient le reste de la flotte allemande de haute mer. Dans la troisième, c'est, du côté anglais, l'amiral Jellicoe qui apparaît avec quelques dreadnoughts, et la flotte allemande, virant de bord, file à toute vitesse vers la terre. D'urgence, les bureaux de Berlin se sont mis à lancer la nouvelle dans le monde par un radiotélégramme soigné, que nous eûmes à Paris le 2 juin. L'amirauté allemande prenait ses précautions, et, — une fois n'est pas coutume, — le faisait assez habilement. Le ton de la dépêche était modéré; l'évaluation même des pertes de l'adversaire se tenait plutôt au-dessous de la vérité, telle qu'à son tour, avec sa loyauté traditionnelle, l'amirauté anglaise l'a fait connaître. Mais, sur les pertes allemandes, beaucoup plus de discrétion encore. Un croiseur, deux peut-être, et peut-être un troisième, mais vieux et petits, et, en outre, des torpil-

leurs, on ne savait combien. Ç'avait été une grande bataille, et c'était une grande victoire ; mais on ne le disait pas, on se contentait de dire que la flotte allemande de haute mer avait eu brusquement affaire à toute la flotte anglaise, et l'impression qui faisait exulter de joie l'Allemagne résultait de la précision des détails sur les pertes anglaises, de leur imprécision sur les pertes allemandes. Victoire donc ; on carillonna, on illumina, les enfans des écoles eurent encore un jour de congé. Leurs mères eussent préféré pour eux un jour de viande. Peu à peu, on dut déchanter, jusque dans le Reichstag, où l'on confessa « de graves dommages. » Et peu à peu l'opinion générale s'est renversée : il n'y a point eu de victoire allemande, mais une victoire anglaise, qui a coûté très cher, et qui n'a pas été écrasante comme elle eût pu l'être, par suite de circonstances défavorables. La flotte allemande a perdu tout autant et sans doute plus que la flotte britannique, mais, même à égalité de pertes, elle serait battue, puisqu'elle n'était pas, qu'elle n'a jamais été à égalité de forces, et que la flotte anglaise, avec les constructions nouvelles, représente maintenant, en valeur militaire, non plus deux fois, mais de trois à quatre fois la flotte allemande. Et puis il y a ce qu'on ne nous dit pas. Sur le coup, on a signalé l'absence de huit ou neuf navires allemands qui, supposait-on, se seraient réfugiés dans les ports danois ; depuis lors, silence absolu. Ces vaisseaux fantômes, où sont-ils? Mais d'abord, où allaient-ils? Il reste là une inconnue.

Six jours après la bataille navale du Skagerrak, le croiseur cuirassé le *Hampshire*, qui portait en Russie le feld-maréchal Kitchener, a coulé, au Nord de l'Écosse, aux îles Orcades ; et c'est au moins une coïncidence, si ce n'est une corrélation. Des pertes que l'Angleterre a faites, et qu'elle n'a essayé ni de dissimuler ni de diminuer, voici la plus douloureuse comme la plus irréparable. Dans un moment où de si grandes choses sont à faire, où de si grands intérêts sont en jeu, la vie d'un homme tel que lord Kitchener ne peut s'éteindre sans que la vie de la nation, et peut-être, en une certaine mesure, ses destinées mêmes, en soient affectées. En temps de crise, et quelle crise ! la plus formidable de tous les temps, rien n'est plus nécessaire à une nation qu'un chef : tout le reste se crée ou se remplace, ou l'on s'en passe ; mais la nation vit ou meurt d'avoir ou de ne pas avoir un chef qui utilise, économise et, d'un mot qui dit tout, organise sa puissance. Lord Kitchener fut, au degré le plus rare, cet homme national, ce chef, cet organisateur. Son esprit était, comme son corps, droit, sain, haut, robuste. On a dit de lui que ses membres vigoureux montraient

bien qu'ils avaient été, suivant l'expression shakspearienne, « faits en Angleterre. » Mais la lumière qu'il y avait dans son esprit, comme dans ses yeux bleus de Celte à demi Breton, nous autorise à nous rappeler qu'il avait été formé chez nous, et à penser avec orgueil que du sang français l'avait nourri. Il avait fait sous le drapeau français, contre le même, commun et universel ennemi, contre l'Allemagne, l'apprentissage des armes, avant de mener la véritable vie du soldat anglais, la vie errante. Il la mena, ou elle le conduisit, quarante années durant, à Chypre et dans tout l'Orient méditerranéen, au Soudan, aux Indes, dans l'Afrique australe et de nouveau en Égypte, tantôt militaire, tantôt administrateur, tantôt diplomate, et le plus souvent faisant les trois métiers ensemble. Comme organisateur, il fit ses essais en Égypte, sur l'armée du vice-roi ; il les acheva, à Bombay et à Calcutta, sur l'armée indienne. Quand la guerre éclata, il allait repartir, irrésistiblement attiré par cet Orient qui n'avait pas de secret pour lui, et dans lequel il dédaignait seulement un peu ou voulait ignorer l'Orient balkanique. La Grande-Bretagne avait besoin de lui ; on le lui dit ; il resta. Il s'attela à la tâche gigantesque de donner non pas une, mais trois ou quatre armées à l'Angleterre, qui n'en avait pas, et qui, pendant des siècles, avait refusé d'en avoir. Changer les institutions d'un peuple, surtout quand il faut commencer par changer ses idées et ses habitudes, presque son caractère et ses mœurs, c'est une œuvre qui, ordinairement, réclame la collaboration du temps. Lord Kitchener n'avait pas le temps ; il lui fallait, à lui seul, en un instant, face à l'ennemi, faire une révolution pour un peuple qui n'avait pas voulu, et ne voulait que faiblement encore, faire une évolution. Un autre, qui eût mieux connu l'Angleterre, se fût peut-être dérobé ; le feld-maréchal y avait peu vécu, il la connaissait mal, mais il se connaissait, et il osa. Tous les grands politiques agissent sur leur temps et sur leur pays autant et plus par opposition avec eux que par accord ou adaptation. Grand chef de guerre, grand organisateur, lord Kitchener était par surcroît un grand politique, si c'est la marque d'un politique de réduire autant qu'il se peut la part de la fortune dans les affaires de ce monde, comme l'a écrit un de nos maîtres, ou, comme l'a écrit un autre, de ne rien livrer au hasard de ce qui peut lui être ôté par conseil et prudence. Pourtant, à quel fatal hasard ce calculateur s'est livré ! Ainsi en est-il finalement de tous : « J'avais tout prévu, disait César Borgia, méditant sur sa chute, sauf que je serais malade lorsque mon père mourrait. » Le jour où lord Kitchener s'embarqua, il faisait

un si mauvais temps qu'on le pressa de retarder, pour la sécurité de son voyage, que les torpilleurs ne pouvaient pas éclairer. Il refusa. Il dort maintenant dans la mer, terre britannique, où des braconniers peuvent bien sournoisement venir à la maraude, mais qui ne sera jamais leur terre et d'où ils seront à jamais chassés. Ils ont pu le frapper, mais son œuvre survit. En lui, une force anglaise disparaît; mais la force anglaise est intacte, accrue par lui, et, par lui, croissante après lui.

Mes douze pages sont remplies, douze pages, forme fixe pour les quinzaines vides des étés paisibles, des étés passés, et pour ces terribles quinzaines où les événemens poussent si dru que chacune de nos chroniques exigerait un volume. On me pardonnera de ne pouvoir que noter, en éphémérides, tant de faits qui auraient mérité d'être retenus. Paris et la France ont fait au général Galliéni de triomphales funérailles. Galliéni avant Kitchener, ce n'est pas la mort seule qui rapproche ces deux noms; les deux hommes furent très près l'un de l'autre; l'un plus carré, plus musclé, plus trapu, l'autre plus fin, plus nerveux et plus souple sous une apparente raideur. — Au loin, encore une fin de vie qui est la fin d'une histoire : celle de ce Yuen-Chekai, président et empereur, dictateur de la Chine, dont la *Revue* a retracé récemment la carrière romanesque, entretenue par l'intrigue, ensevelie dans le mystère. — Par-dessus ces vies et ces morts, par-dessus la vie et la mort, la victoire, celle-là certaine et grandissante, des Russes en Volhynie. — Et, comme c'est la loi de l'humanité que le comique se mêle au tragique et à l'épique, le discours du chancelier de l'Empire allemand, s'excusant pour la dixième fois d'avoir provoqué la guerre, se défendant contre une brochure que tout le monde à présent voudra lire, tonitruant, en une fanfaronnade qui tremble, que l'Allemagne ne veut ni d'un demi-triomphe, ni d'une demi-paix, ni d'un demi-butin. La paix, « sur le terrain de la carte de guerre. » Soit, nous verrons cette carte dans quelques mois. Douaumont et Vaux ne sont pas Verdun, qui n'est pas la France. Jusque là, nous dirions, si nous parlions tout net, que les propos de M. de Bethmann-Hollweg sont extravagans. Il vaut mieux dire, avec une périphrase, que c'est le discours d'un homme que Jupiter a déjà touché.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-TROISIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er Mai.

Pages.

SCÈNES DE LA VIE MILITAIRE. — EN COMMANDANT LA TROUPE, par ART ROË (Lieutenant-Colonel PATRICE MAHON) 5

LA *REVUE DES DEUX MONDES* EN 1870-71, par Mme MARIE-LOUISE PAILLERON. 39

LA GUERRE DANS LE LEVANT. — *Salonique*. — *Erzeroum*. — *Trébizonde*. — *Bagdad*, par M. le Général MALLETERRE 73

L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON. — FRANÇOIS DE XAVIER. — III. DE GOA AUX ÎLES MOLUQUES, par M. ANDRÉ BELLESSORT 92

LA FRANCE D'AUJOURD'HUI JUGÉE PAR LES ÉTRANGERS. — I. AVANT LA GUERRE, par M. VICTOR GIRAUD 124

ÉMILE CLERMONT, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 151

POÉSIES. — LE DÉSERT, par MAGALI-BOISNARD 159

LA BATAILLE DE VERDUN, par M. HENRY BIDOU 171

REVUE LITTÉRAIRE. — L'HUMANISME DÉVOT, par M. ANDRÉ BEAUNIER 204

REVUE SCIENTIFIQUE. — L'AVANCEMENT DE L'HEURE, par M. CHARLES NORDMANN 216

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques 228

Livraison du 15 Mai.

L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE (deuxième lettre), par M. EMILE BOUTROUX, de l'Académie française 241

LE CHEMIN SANS BUT, première partie, par JULES-PHILIPPE HEUZEY 264

LA GUERRE VUE PAR LES ÉCRIVAINS ANGLAIS, par M. ÉMILE LEGOUIS 302

LA VIE CHÈRE. — II. CHEZ NOS ENNEMIS, par M. le Vicomte GEORGES D'AVENEL 331

L'ALLIANCE JAPONAISE (1894-1915), par M. A. GERARD 358

Pages.

La Sortie de la flotte allemande, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. . . 382

En Kabylie. — Les Pères blancs pendant la guerre, par M. Charles GÉNIAUX 399

La Crise des transports, par M. René LA BRUYÈRE. 426

Pierre-Maurice Masson, par M. Victor GIRAUD. 448

Revues étrangères. — Encore de nouvelles séries d' « atrocités allemandes, » par M. T. DE WYZEWA. 456

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 469

Livraison du 1er Juin.

La Caricature et la guerre. — I. Chez les Alliés, par M. Robert DE LA SIZERANNE 481

La Mendicité allemande aux Tuileries (1852-1870), par M. Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales et politiques. . . 503

Le Chemin sans but, deuxième partie, par Jules-Philippe HEUZEY. 532

Les Conditions de l'offensive générale, par M. le Général MALLETERRE. 568

Le Troisième Centenaire de Cervantes, par M. A. MOREL-FATIO, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. 591

La Question des loyers, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 620

L'Échec de la restauration monarchique en Chine, par M. Fernand FARJENEL. 640

Une Ambulance de gare, première partie, par José ROUSSEL-LÉPINE. . . 663

Revue littéraire. — Un nouveau livre de M. Joergensen, par M. André BEAUNIER 685

Revue scientifique. — Physiologie de l'aéroplane, par M. Charles NORDMANN 697

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques 709

Livraison du 15 Juin.

L'Ère nouvelle. — *Problèmes de la guerre et de la paix.* — I. Le Problème de la guerre, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française. . . 721

La Correspondance de M. Thiers pendant la guerre de 1870-1871. — *Lettres inédites de Thiers, Mignet, duc de Broglie, Duvergier de Hauranne*, etc. 738

Le Barreau de Paris pendant la guerre, par M. Charles CHENU. 782

La Caricature et la guerre. — II. En Allemagne et chez les neutres, par M. Robert DE LA SIZERANNE. 806

Le Chemin sans but, troisième partie, par Jules-Philippe HEUZEY. 842

Devant Verdun. — L'Aveu allemand. — (*Extraits de lettres allemandes*), par M. Louis MADELIN. 873

Une Ambulance de gare, dernière partie, par José ROUSSEL-LÉPINE. . . 910

Revues étrangères. — Un nouveau « roman de guerre » anglais, par M. T. DE WYZEWA. 935

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 947

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53427.

ASSOCIATION NATIONALE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE

(INDUSTRIE — COMMERCE — AGRICULTURE)

8, Place de la Bourse — PARIS

APPEL

Notre Programme

La guerre qui, depuis dix-huit mois, ravage l'Europe et menace le reste du monde a donné un caractère d'urgence extrême à la nécessité, déjà manifeste en temps de paix, de rénover notre organisation économique.

C'est à ce besoin qu'ont voulu répondre les promoteurs de l'**Association nationale d'Expansion économique** récemment créée sous le patronage des Chambres de Commerce de France et avec le concours des grands Groupements de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture. Son programme est défini de la façon la plus claire à l'article 2 des statuts :

« L'Association a pour objet d'étudier et de mettre en « œuvre tout ce qui peut contribuer à l'expansion économique de la France sur les marchés du monde.

« Elle participe au développement de notre organisation « industrielle, commerciale et agricole en vue d'atteindre « ce résultat.

« Elle s'attache à attirer l'attention des Pouvoirs publics « et des consommateurs sur l'intérêt national qu'il y a à « donner la préférence aux produits français ou, à leur « défaut, aux produits des nations avec lesquelles la « France entretient des relations amicales. »

Nos moyens d'action

L'article 3 résume l'exposé des moyens d'action qui seront employés :

« L'Association nationale est un organe d'enquête et « d'action qui groupe, sans qu'il soit porté atteinte à leur « autonomie, les Associations et les personnes appartenant « au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture, ou s'y « intéressant, en vue d'unir leurs efforts et de coordonner « leurs travaux.

« Elle recueille leurs avis et leurs propositions, les étudie « au même titre que ceux émanant de sa propre initiative, « et en poursuit la réalisation auprès du Gouvernement, « du Parlement, des Administrations publiques et privées.

« Elle assure l'action commune dans le sens de l'intérêt « national. A cet effet, d'une part, elle favorise, soit direc- « tement, soit par voie d'encouragement, la création de « toutes institutions, organisations ou ententes tendant à « faciliter la fabrication, le transport et la vente des pro- « duits français.

« Elle provoque ou seconde la constitution de nouvelles « industries en France et l'ouverture de nouveaux débou- « chés à l'étranger.

« Elle appuie de son autorité les commerçants français « à l'étranger. »

Comme on le voit, c'est le plus vaste et magnifique programme qui se puisse concevoir.

Le futur régime économique

Forte de toutes les sympathies agissantes sur lesquelles elle sent qu'elle peut s'appuyer, l'**Association nationale** n'a même pas attendu d'être complètement organisée pour se mettre au travail. Elle a tout de suite abordé la partie la plus urgente de sa tâche, qui était l'étude de ce que doit être le régime économique qu'institueront le futur traité de paix et les conventions annexes ou complémentaires.

Elle a donc ouvert une grande enquête sur la concurrence que l'Allemagne faisait à nos produits tant sur le marché français que sur les marchés extérieurs. Dès que les résultats en seront connus, on aura une base solide pour concerter avec les alliés les déci-

sions destinées à réaliser entre eux, sur le terrain économique, l'entente consacrée sur le terrain politique et militaire par l'accord signé à Londres, et à régler leur situation vis-à-vis des neutres.

En même temps qu'elle essaye de préparer ainsi le lendemain de la paix, l'Association nationale s'applique à mettre également les exportateurs français en position de ne pas souffrir des initiatives ennemies pendant la période intermédiaire qui suivra les hostilités. On sait que l'Allemagne prépare pour ce moment la reprise de son activité industrielle et qu'elle a constitué à cet effet des stocks de matières premières dans les pays neutres. Nous ne devons pas être moins prévoyants et il importe de préciser le plus tôt possible la ligne de conduite que nous avons à adopter.

Parallèlement à ces deux enquêtes, l'Association nationale a commencé et continuera à mettre à son ordre du jour toutes les questions dont la solution doit influencer le développement de notre production industrielle ou agricole et de nos relations commerciales avec l'étranger : recrutement de la main-d'œuvre; importation de matières premières; resserrement des relations d'affaires entre la Métropole et les Colonies; organisation d'une publicité collective et individuelle à l'étranger; ententes avec les Alliés pour la défense commune contre la concurrence ennemie sur les marchés intérieurs et extérieurs, etc., etc.

L'Union fait la Force

Quelle que doive être la durée de la lutte armée, il n'est point trop tôt pour prévoir la paix. Déjà nos ennemis, les neutres et nos alliés s'efforcent de s'assurer sur les marchés futurs la place la plus large. Il est indispensable que nous nous mettions en mesure de nous y présenter en même temps qu'eux et avec les mêmes chances de succès. Ce ne sera pas trop, pour atteindre ce but, de la collaboration de toutes les initiatives et de toutes les bonnes volontés. Les Pouvoirs publics auront, cela va de soi, un rôle capital à jouer; la solution de beaucoup de questions à résoudre dépend d'eux.

Mais si puissante et si intelligemment distribuée qu'on la suppose, l'aide de l'État demeurerait inefficace sans l'effort collectif et individuel des intéressés eux-mêmes.

C'est d'ailleurs tout leur avenir qui est en jeu. Au lendemain de la cessation des hostilités, l'agriculteur ou l'industriel le moins ambitieux et l'exportateur le plus entreprenant seront logés à la même enseigne : l'un et l'autre se trouveront aux prises avec toutes les difficultés d'un nouveau début dans un monde bouleversé.

L'action concertée de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie

Ils ont donc un égal intérêt à concourir au succès de l'œuvre entreprise par l'Association nationale. Mais pour que celle-ci assure la méthodique et complète application de son programme, il ne suffit pas que ses promoteurs aient réussi à composer son premier Conseil d'administration de telle manière que tous les modes d'activité concourant à notre expansion économique s'y trouvent représentés par des hommes faisant autorité dans leur profession ou exerçant sur le mouvement général de l'agriculture, du commerce et de l'industrie une influence indiscutée. Il est également indispensable qu'autour des ouvriers de la première heure viennent se grouper tous ceux qui, en France, comprennent la nécessité d'une action concertée de toutes les forces productrices de la Nation.

Pour permettre à toutes les bonnes volontés de collaborer à l'œuvre nationale que les circonstances rendent si urgente, l'échelle des cotisations a été fixée de manière à permettre aux futurs membres de l'Association de se classer eux-mêmes dans la catégorie qui correspond à l'importance de leur établissement agricole, commercial et industriel.

Le mouvement d'intérêt provoqué par la constitution de l'Association, les adhésions spontanées et les concours qui se sont offerts dès la première heure ne permettent pas de douter du succès de l'œuvre.

C'est donc avec la certitude d'être entendus que le Président et les Membres du Conseil d'administration de l'Association nationale d'Expansion économique adressent le présent appel aux Agriculteurs, aux Commerçants et aux Industriels français.

LISTE
des Membres du Conseil d'Administration :

Président : M. **David-Mennet**, président de la Chambre de Commerce de Paris

Vice-Présidents :

MM.

J.-Charles Roux, président du Comité central des Armateurs de France; président de la Compagnie générale Transatlantique; président de l'Union coloniale.

Charles Laurent, premier président honoraire de la Cour des Comptes; président de l'Union des Industries métallurgiques et minières.

MM.

Mascuraud, président du Comité républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture; sénateur.

Eugène Schneider, vice-président du Comité des Forges de France.

MM.

Touron, président de l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises; vice-président du Sénat; président de la Chambre de Commerce de Saint-Quentin.

Viger, ancien Ministre de l'Agriculture; sénateur.

Trésorier : M. de Ribes-Christofle, membre trésorier de la Chambre de Commerce de Paris.

Membres :

MM.

Aine Montaillé, président de la Chambre syndicale de la Couture.

Artaud, président de la Chambre de Commerce de Marseille.

Aucoc, ancien président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie; membre de la Chambre de Commerce de Paris.

Audebert, président de la Société d'Agriculture de la Gironde.

Barbier, président du Comité national des Conseillers du Commerce extérieur; sénateur.

Bary (De), président de la Chambre syndicale des Vins de Champagne.

Beauregard (Paul), président de l'Union du Commerce et de l'Industrie pour la Défense nationale; député; membre de l'Institut.

Blanchet, délégué de la Chambre de Commerce de Grenoble.

Bertrand, président de l'Association de la Fabrique lyonnaise.

Berge (René), membre de l'Académie d'Agriculture; président de la Société d'Agriculture de la Seine-Inférieure.

Carmichael, président de l'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France.

Cavallier (Camille), maître de forges; vice-président de la Chambre de Commerce de Nancy.

Baron Cerise, président de l'Union syndicale des Compagnies d'assurances.

Chagnaud, président du Syndicat professionnel des Entrepreneurs de Travaux publics de France.

Chaumet, président du Comité parlementaire du Commerce; député, ancien sous-secrétaire d'Etat.

Coignet, président de la Chambre de Commerce de Lyon.

Cormerais, président de la Chambre de Commerce de Nantes.

MM.

Darcy, président du Comité central des Houillères de France.

Delalande (Louis), président de l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France.

Delombre, ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie; président de l'Union des Associations des Anciens élèves des Ecoles supérieures de Commerce.

Dépinoix, membre de la Chambre de Commerce de Paris.

Deville, délégué du Conseil municipal de Paris.

Dumont (Charles), président de la Société centrale des Banques de Province.

Dupont, sénateur; président de la Chambre de Commerce de Beauvais; président du Comité français des Expositions à l'étranger.

Forsans, président de l'Union des Intérêts économiques.

Fournier, vice-président de la Société d'Encouragement pour le Commerce français d'Exportation.

Gall (Henri), président de la Société des Ingénieurs civils de France.

Gervais (Prosper), membre de l'Académie d'Agriculture; vice-président de la Société des Viticulteurs.

Gillet, industriel à Lyon.

Girard, président de la Chambre de Commerce de Toulouse.

Goulet, président du Syndicat national du Commerce en gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France.

Guérin (Louis), membre de la Chambre de Commerce de Lille.

Guestier, président de la Chambre de Commerce de Bordeaux.

Havy, vice-président de la Société d'Economie industrielle et commerciale.

Jouanny, président du Comité central des Chambres syndicales; membre secrétaire de la Chambre de Commerce de Paris.

MM.

Kempf, président de l'Association générale du Commerce et de l'Industrie des Tissus et Matières textiles.

Lamy, président de la Chambre de Commerce de Limoges.

Lebaudy (Paul), ancien député.

Lebon (André), président de la Fédération des Industriels et des Commerçants français.

Leclerc (Max), éditeur; membre de la Chambre de Commerce de Paris.

Lehideux (Roger), président de l'Union syndicale des Banquiers de Paris et de la province.

Leverdier, président de la Chambre de Commerce de Rouen.

Lindet, président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale.

Mathon (Eugène), président du Syndicat des Fabricants; ancien président du Tribunal de Commerce de Roubaix.

Mayoussier, directeur général des Affaires commerciales des Produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey.

Matignon, directeur de la Compagnie d'assurances « Le Phénix »; membre de la Chambre de Commerce de Paris.

Michaut (A.), administrateur des Cristalleries de Baccarat.

Michelin, industriel.

Monplanet (A. de), inspecteur général honoraire des Finances; président du Conseil d'administration de la Société générale de Crédit industriel et commercial; trésorier de la Société des Agriculteurs de France.

Morel (Ennemond), vice-président de la Chambre de Commerce de Lyon

Muzet, président du Syndicat général du Commerce et de l'Industrie.

Nicolle (Louis), président de la Fédération des Associations départementales de Sinistrés.

Palomera (De), président de la Confédération des Groupes commerciaux et industriels de France.

MM.

Panhard, administrateur de la Société anonyme des Anciens Etablissements Panhard et Levassor.

Peltereau (Placide), président du Syndicat général des Cuirs et Peaux de France; ancien membre secrétaire de la Chambre de Commerce de Paris.

Péret (Raoul), président de l'Union nationale pour l'Exportation des Produits français; ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Petit (Henri), ancien président de l'Académie d'Agriculture.

Pluchet, président de la Société des Agriculteurs de France.

Pinart, président de l'Alliance syndicale du Commerce et de l'Industrie.

MM.

Pinot (Robert), secrétaire général du Comité des Forges de France et de la Chambre syndicale des Constructeurs de Matériel de Chemins de fer.

Poirrier, ancien président de la Chambre de Commerce de Paris; sénateur.

Pralon (Léopold), vice-président de l'Union des Industries métallurgiques et minières; vice-président du Comité des Forges de France.

Prevet, président de l'Union des Syndicats de l'Alimentation en gros; président de la Chambre de Commerce de Meaux.

Querhoent (De), vice-président de la Chambre de Commerce du Havre.

MM.

Renault (Louis), président de la Chambre syndicale des Constructeurs d'Automobiles.

Rousiers (Paul de), secrétaire général du Comité des Armateurs de France.

Sagnier (Henry), secrétaire perpétuel de l'Académie d'Agriculture de France.

Saint-Quentin (Comte de), sénateur, membre de l'Académie d'Agriculture.

Tavernier, président de la Chambre de Commerce de Saint-Etienne.

Thomassin, membre de l'Académie d'Agriculture.

Villemin, président de la Fédération du Bâtiment.

Vilmorin (Ph. de), membre de l'Académie d'Agriculture de France.

ASSOCIATION NATIONALE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE

(INDUSTRIE — COMMERCE — AGRICULTURE)

8, Place de la Bourse — PARIS

D

Téléphone : Gutenberg 18-08

BULLETIN D'ADHÉSION

Je soussigné, déclare adhérer à l'ASSOCIATION NATIONALE d'EXPANSION ÉCONOMIQUE, en qualité de :

Membre : (1) ..... **Cotisation annuelle :** (2) .....

Date : ..... Adresse : .....

Signature :

Nom (Personnel ou Commercial) sous lequel le nouveau membre doit être inscrit et indication de sa spécialité agricole, commerciale ou industrielle :

.....

(1) Blanc à remplir par l'indication de la qualité choisie. Voir ci-dessous art. 5.

(2) Blanc à remplir par le chiffre de la cotisation correspondant à la catégorie choisie.

EXTRAIT DES STATUTS

Art. 5.

Peuvent faire partie de l'Association Nationale :

1° Les Syndicats professionnels et Unions de syndicats;

2° Les Associations d'intérêt général s'occupant des questions économiques, industrielles, commerciales, agricoles et coloniales;

3° Les personnes et Sociétés exerçant des professions industrielles, commerciales et agricoles;

4° Les personnes s'intéressant aux questions rentrant dans l'objet de l'Association.

Les personnes doivent être de nationalité française et jouir de leurs droits civils; si elles ont été naturalisées françaises, les naturalisations doivent remonter à dix ans au moins.

Les admissions sont prononcées par le Conseil d'administration, auquel incombe spécialement le devoir d'apprécier si les Syndicats, Associations, Sociétés et personnes dont la candidature est présentée peuvent collaborer utilement au but poursuivi. Les admissions prononcées par le Conseil sont ratifiées par la prochaine Assemblée générale.

Les cotisations sont annuelles et fixées ainsi qu'il suit :

Membre adhérent	.....	5 fr.
— actif	.....	25 »
— participant	.....	100 »
— sociétaire	.....	500 »

Membre fondateur, de 1.000 à 10.000 francs.

Les Syndicats et Associations ne peuvent pas payer une cotisation inférieure à 100 francs ....

Art. 6.

L'Association tient chaque année une Assemblée générale ordinaire.....

Sont admis à l'Assemblée générale tous les membres actifs, participants, sociétaires et fondateurs, et les membres du Comité de patronage.

Les membres actifs ont droit à une voix; les membres participants à deux voix; les membres sociétaires, à trois voix; les membres fondateurs, à quatre voix, si leur cotisation est de 1 000 francs, et à une voix supplémentaire pour chaque somme de 1.000 francs payée en plus, sans toutefois pouvoir dépasser le chiffre de dix voix.

Les membres du Comité de patronage auront un nombre de voix déterminé d'après l'importance de leur subvention et calculé conformément à la règle ci-dessus comme si le chiffre de cette subvention était le chiffre d'une cotisation.

Les membres absents peuvent se faire représenter par un pouvoir donné à l'un des membres de l'Assemblée.....

8403. — Lib.-Imp. réunies, Paris.